TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound January 1917

72204

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXVIII. — 1er JUILLET 1915.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

92204

MINOLA

HISTOIRE D'UNE PETITE REINE MALHEUREUSE

CONTE FANTASTIQUE

« Viens, enlevons-nous dans l'espace sur nos coursiers rapides, comme deux rayons jumeaux. » TAGORE.

I

Il y avait une fois, il y a bien longtemps déjà, dans un lointain pays, une petite Reine.

Selon toutes les apparences, c'était une petite Reine heureuse ; cependant, elle n'était pas très sûre de l'être, bien qu'elle possédât tout ce qu'on s'imaginait que son cœur pût souhaiter. Quand on lui demandait si elle était heureuse, penchant la tête comme pour réfléchir à un sujet grave, à un problème de solution difficile, elle répondait d'une petite voix triste : « Je suis toujours seule, comment puis-je être heureuse ? »

En effet, la petite Reine Minola n'avait qu'à formuler un souhait pour qu'aussitôt il s'accomplît, sauf un seul : celui d'avoir auprès d'elle des enfans de son âge, pour jouer avec eux et profiter ensemble de toutes les merveilles qu'elle possédait.

Vain désir ! Courtisans et grandes dames de son entourage s'étonnaient, choqués d'un goût si peu royal.

Parfois elle pleurait, frappait du pied, versait des larmes, de

vraies larmes, semblables en apparence à celles de tous les autres enfans, mais, en réalité, plus amères, bien que l'étiquette de Cour exigeât que les larmes d'une reine fussent douces comme des gouttes d'eau de rose.

En de pareilles circonstances, les courtisans détournaient la tête pour ne pas voir, car nul d'entre eux ne pouvait concevoir qu'une reine versât de véritables larmes comme une simple mortelle.

Une reine doit toujours avoir le sourire sur les lèvres, les joues délicatement teintées de rose; ses cheveux doivent être d'or fin et sa robe tissée des soies les plus moelleuses.

Minola, certes, avait toutes ces qualités physiques. Sa chevelure était d'un blond pâle, ses grands yeux d'un bleu profond étaient bordés de longs cils soyeux aussi doux que la plume, qui jetaient un voile d'ombre sur leur éclat pareil à l'eau miroitant au soleil.

Son visage mignon et arrondi avait la couleur délicate d'un pétale de pêcher aux légers tons de rose. Sa bouche était petite et rouge, telle une cerise bien mûre, bouche faite pour le sourire et les baisers, mais qu'un pli grave attristait souvent.

Son opulente chevelure, orgueil de son peuple, s'épandait comme un manteau sur son petit corps frêle; nul métal finement ciselé n'en surpassait l'éclat; nulle vague caressée par le soleil n'eût pu se comparer aux boucles soyeuses qui couvraient splendidement ses épaules d'enfant.

Cependant, pour la petite Reine, cette riche toison d'or était un fardeau pesant et aussi souvent que possible, pour reposer sa tête de cette parure si lourde, elle s'allongeait sur le dos, ses tresses merveilleuses répandues en flots de lumière autour d'elle. Mais on considérait cette attitude comme insolite pour une reine; aussi ne la prenait-elle que lorsqu'elle était seule, loin des regards désapprobateurs des grandes dames guindées et des courtisans obséquieux.

Minola n'avait ni père ni mère, ni frères ni sœurs; c'est pourquoi elle était Reine, et c'est aussi la vraie raison qui la rendait si malheureuse.

La foule des grandes dames et des gentilshommes altiers qui formaient sa Cour, unanimement, la déclaraient très heureuse; ne possédait-elle pas ce privilège envié de tous : une couronne royale?

En effet, Minola avait une belle couronne toute constellée de gemmes précieuses et de diamans; des cordons de grosses perles pendaient autour de son visage, perles blanches comme des gouttes de lait, blanches comme des flocons de neige.

Le blanc était la couleur préférée de Minola et, selon des ordres toujours fidèlement exécutés, ses appartemens ressemblaient à un jardin féerique par une matinée d'hiver, alors que le givre recouvre chaque arbre et chaque buisson d'un manteau étincelant.

Or, comme à la Cour de Minola vivait une hautaine vieille dame qui s'était arrogé le droit de dire toutes les choses désagréables que Minola n'aimait point entendre, celle-ci répétait sans cesse à la petite Reine que l' « opinion publique » eût préféré qu'elle fût vêtue d'étoffes somptueuses plutôt que de la voir drapée dans ses voiles blancs.

Cette vieille dame s'appelait pompeusement la duchesse Arabella de Comandolina, et le terme « opinion publique » sortait si souvent de sa bouche que Minola, obsédée, voyait ces paroles prendre corps et peser d'un tel poids sur elle que sa pauvre petite vie lui devenait un lourd fardeau.

Alors qu'elle eût préféré jouer dans le jardin, au lieu de parader dans les rues en carrosse de gala, l' « opinion publique » était invoquée comme un surveillant impitoyable. Quand, assise sur son trône, elle appelait un petit page à ses côtés pour lui murmurer à l'oreille une innocente plaisanterie, de nouveau surgissait l' « opinion publique, » car elle n'admettait point que la Reine chiffonnât ses vêtemens, qu'elle parlât à qui bon lui semblait, ni qu'elle jouât avec qui que ce fût. L' « opinion publique » ne lui permettait pas davantage de chevaucher seule à travers les bois, de rire bruyamment en public, de retrousser sa robe pour courir à travers sa chambre ou de se tenir silencieuse dans un coin, quand il aurait fallu s'entretenir avec les vieux gentilshommes qui baisaient solennellement sa blanche petite main. Beaucoup d'autres choses encore étaient interdites par l' « opinion publique, » si bien qu'à la fin, la pauvre petite Reine la crut voir, cette « opinion publique » en chair et en os, sous la forme d'un grand homme noir, toujours prêt à jeter son ombre importune au travers de tous les chemins.

En vérité, la pauvre petite Reine était seule, bien seule, toute seule au monde !

L'été planait comme une chaude bénédiction sur la nature entière. Mais les joues de Minola pâlissaient, perdaient ces gracieuses couleurs que l'« opinion publique » souhaitait leur voir; elles devenaient plus pâles que les roses décolorées, plus pâles que les roses fanées sur leur tige par l'ardeur du soleil. Aussi le vieux docteur de la Cour fut-il mandé en consultation solennelle.

Minola aimait ce vieillard à cheveux blancs, car, maintes fois, il avait engagé l'impitoyable duchesse de Comandolina d'accorder un peu plus de liberté à la petite Reine, de lui faire voir moins de personnages officiels, de la laisser plus longtemps jouer à l'air et au soleil.

Le vieux médecin déclara, cette fois, que la Reine devait séjourner au bord de la mer, d'autres petites filles de moins haut lignage s'en étant trouvées fort bien, car il s'avouait mentalement qu'une enfant même de sang royal pouvait avoir les mêmes besoins...

C'en est fait, la décision est prise : la reine Minola ira à la mer.

Et ce fut un spectacle merveilleux lorsque, par une matinée ensoleillée, le cortège imposant de la Cour se déroula à travers la vieille cité enclose, joyeusement pavoisée pour la circonstance, jusqu'à la longue route qui mène à la mer.

Les gens, en habits de fête, s'entassaient dans les rues et aux balcons d'où ils jetaient des fleurs à leur gente petite Reine montée sur un beau palefroi, toute fière, en tête de sa Cour avec, ouvrant la marche, un jeune page couronné de roses qui portait une bannière : une bannière blanche brodée de trois aigles d'or surmontés d'une couronne. Trois aigles d'or séparés par trois flèches noires comme le jais, telles étaient, en effet, les fières armoiries de la petite Reine solitaire.

Elle s'avançait souriante et pleine de dignité sur son alezan doré, dans sa robe tissée d'or, une guirlande de violettes sur son front, la duchesse Arabella ayant bien voulu reconnaître que la couronne de pierreries eût été trop pesante pour cette jeune tête, durant un long trajet en plein soleil.

La petite Reine avait fait bien des concessions à l'« opinion publique » en cette belle matinée d'été. Non seulement elle avait remplacé par une robe de brocart lamé d'or la molle soie blanche des jours habituels, elle se tenait encore droite et impo-

sante sur son cheval, un aimable sourire illuminant son visage pendant qu'elle s'inclinait en passant devant la foule amassée pour la saluer.

Tête contre tête, pressés les uns contre les autres, écarquillant les yeux, ses sujets regardent passer leur jeune souveraine. Plus d'un cœur de mère se serre à la vue de la petite fille solitaire dans sa grandeur, et plus d'une âme scrute les pâles petites joues d'un regard anxieux ; mais la plupart la contemplent comme une vision joyeuse, pleine de charme enfantin et au sort enviable, à cause de son trône et du droit qu'elle a de porter une couronne...

Ce jour-là, Minola ne se sentit point malheureuse. Elle allait vers la mer, montée sur un beau cheval, son peuple l'acclamait, et, par-dessus tout, la duchesse Arabella de Comandolina avait décidé de ne pas suivre la Cour, les médecins ayant trouvé que l'air marin ne convenait point à ses articulations endolories.

La petite Reine espérait donc que l' « opinion publique » tiendrait compagnie à l'austère vieille dame.

Et puis, tout en chevauchant dans son isolement, elle caressait un joli rêve, éclos dans son imagination d'enfant : elle rêvait d'avoir un cheval blanc, blanc comme la neige, surpassant tout autre cheval en blancheur. Le coursier doré qu'elle montait était certes une superbe bête, mais... la vision poursuivie était tellement plus belle !

Le vieux courtisan paternel à qui elle confiait ses désirs avait promis de réaliser son vœu et de lui trouver un cheval blanc comme l'écume, si blanc, si blanc, que, marchant sur un champ de neige, on le confondît avec elle.

C'était là le rêve auquel souriait Minola, tandis qu'elle quittait la résidence royale par cette lumineuse matinée d'été.

La longue file des courtisans qui la suivaient étaient, il est vrai, bien plus joyeuse que la petite souveraine, surtout les derniers de l'escorte aux brillantes couleurs. De cette arrière-garde formée de demoiselles d'honneur cavalcadant côte à côte avec les chambellans, les grands seigneurs et les hommes d'armes, plus d'un rire joyeux fusait dans l'air doucement parfumé. Celui de la Reine ne résonnait point parmi eux.

La tristesse aurait assombri ce front enfantin si son cœur

n'eût été plein de son heureuse vision : un cheval blanc, si blanc que personne n'aurait jamais pu l'imaginer.

Minola adorait tous les animaux, mais, comme les fleurs et les vêtemens, ils devaient être blancs pour lui plaire ; elle avait déjà toute une collection de chiens et de chats blancs, de lapins, de faons et de cerfs, de faucons, de paons et de perroquets, ainsi que de faisans blancs comme le lait; elle avait même, dans une cage d'or, un merveilleux rossignol blanc, dont le chant était si doux, si mélancolique, que l'enfant solitaire ne pouvait l'entendre longtemps sans s'émouvoir. Le cheval blanc de ses rêves, seul, manquait à sa ménagerie, et voilà que l'aimable vieux gentilhomme avait promis de le lui trouver.

Pendant ce temps, le brillant cortège que précédait l'enfant couronnée continuait d'avancer sur la longue route en lacets. Ceint de violettes, le front de la royale enfant s'inclinait légèrement. Ses deux petites mains tenaient à peine les rênes, et son corps délicat suivait avec souplesse le mouvement de sa monture.

Elle avait oublié pour l'instant ce que l'« opinion publique » attendait de sa personne.

Elle rêvait d'une mer bleue et profonde et, en galopant à la rencontre des flots sur le sable argentin, il lui semblait voir venir au-devant d'elle un cheval blanc, d'un blanc éblouissant, d'un blanc de neige, avec des sabots d'ivoire, une crinière souple soulevée par la brise comme l'écume des vagues couleur de saphir dans leur inlassable remous. Et ce rêve amenait un sourire de béatitude sur les lèvres pâlies de l'enfant solitaire dont, cependant, chacun enviait le bonheur.

II

La petite Reine est installée dans un beau palais au bord de la mer bleue. Tout la séduit, tout l'enchante, tout, sauf ses chambres qui n'ont pas la blancheur éclatante qu'elle rêve dans son étrange idée fixe.

Il est, certes, bien agréable de vivre loin de la vieille duègne, de ne plus sentir son œil sévère obstinément fixé sur vous, prêt à blâmer sans pitié la moindre gaucherie ou même un pauve petit devoir innocemment omis. Elle n'est plus là, quelle tranquillité !

Les dames d'honneur qui accompagnent la Reine sont plus jeunes et combien plus aimables que la duchesse. Plusieurs même sont très jolies, mais presque toutes ont leur préoccupation et ne trouvent que peu d'attrait dans la société d'une enfant, de sorte que l'« opinion publique » est encore un prétexte pour favoriser les projets de ces dames, qui aiment fort à errer dans les jardins royaux en compagnie de courtisans richement vêtus et de fringans damoiseaux parés de vives couleurs.

Il y a tant à faire d'ailleurs dans les jardins : fleurs à cueillir pour l'auguste table, ordres à donner pour élaguer les branches des arbres trop touffus, sentiers à tracer dans les épais taillis, et tant d'autres choses encore que des dames peuvent difficilement accomplir seules, sans l'aide de jeunes hommes.

Les exigences inattendues de l'« opinion publique » avaient, d'ailleurs, tellement accoutumé notre petite Reine à la sévérité protocolaire que Minola ne s'étonnait plus des règles bizarres que la grande ombre noire imposait à ses jeunes dames d'honneur. Pourquoi ne leur défendrait-elle pas, songeait-elle, d'errer sans escorte masculine dans la forêt, puisqu'il ne lui était pas donné, à elle, de sortir seule à son gré?

Malgré tout, Minola se sentait plus heureuse. Son ami, le vieux seigneur Organda Caminosoff, l'entourait de mille prévenances délicates, et Boone, le bon docteur à cheveux blancs, usait de toute sa science pour ramener les couleurs de la santé aux joues pâles de la petite Reine. Tous deux, enfin, eurent une idée géniale.

Non loin de la côte s'élevait un rocher en forme d'île, et aussi blanc que le marbre le plus pur, caressé sans trêve par le flot de ses lames de saphir liquide.

Un pont de marbre fut jeté du rivage à ce refuge de paix et là, au sommet, des mains habiles taillèrent dans le roc un siège large et profond, semblable à un trône sur lequel la petite Reine Minola pût passer des journées paisibles.

La pierre froide et brillante disparut sous les molles fourrures blanches, et de nombreux coussins de toutes dimensions, bourrés d'un duvet plus doux que le plus doux zéphyr, mêlèrent leurs reflets chatoyans.

De chaque côté de ce grand trône, on avait placé deux vasques immenses de marbre blanc, toujours remplies de fleurs

blanches comme la neige : grands lys pâles et odorans, roses épanouies d'un blanc laiteux, campanules légères dont les calices de cire frémissaient agités par la brise, comme si une bande de lutins eût pris ses ébats au milieu des tiges sveltes.

C'est là que, durant de longues heures, entourée des vagues azurées de la mer, reposait Minola, la pâle petite Reine.

Le trône était si profond qu'une pile de livres précieux, reliés en vélin blanc gemmé de perles, pouvait encore trouver place à côté du petit corps émacié.

Paisiblement blottie dans la somptuosité des étoffes sur lesquelles reposent ses membres délicats, la petite souveraine tourne les pages enluminées où sont retracées de merveilleuses aventures que jamais elle ne connaîtra.

D'innombrables mouettes volètent autour de l'auréole des cheveux d'or. Elles tournoient avec de joyeux cris d'amour et de bienvenue et tracent de leurs grandes ailes un réseau de rayons lumineux sur le ciel de lapis.

Minola leur tend ses deux mains pleines de miettes, que les farouches oiseaux viennent picorer délicatement pour épargner une meurtrissure aux doigts menus qui leur offrent la becquée.

La voix de Minola est douce, claire et vibrante comme le cristal d'une source. Du haut de son nid suspendu au roc, elle chante d'harmonieuses mélodies aux oiseaux fascinés et ses vêtemens d'une blancheur liliale, soulevés par le vent marin, flottent autour d'elle comme un tourbillon neigeux.

Heures de calme et de sérénité étrangement solitaires pour une enfant si jeune, mais ce corps frêle et délicat recélait une âme d'artiste, une âme avide de sons, de couleurs et de contemplation.

Cependant, Minola songeait toujours au cheval blanc tant souhaité; chaque jour plus anxieuse, elle scrutait le visage ridé du vieux Caminosoff avec la question suspendue à ses lèvres enfantines, car, sous la dignité du maintien royal, Minola contenait les battemens de son petit cœur ardent. Elle n'interrogeait point l'aimable vieillard, dans la crainte de le chagriner par son impatience, car elle savait qu'il avait envoyé des messagers dans tous les pays du globe à la recherche du cheval de ses rêves, mais vaines étaient restées jusqu'ici toutes les tentatives. L'un après l'autre, les messagers étaient revenus, la mine déconfite; les chevaux recueillis étaient si loin de la

blanche vision de l'enfant que l'aimable gentilhomme n'osait même point les lui faire voir.

Et les jours succédaient aux jours. Minola se penchait de plus en plus anxieuse vers le visage du comte, sans poser une seule question, dans la crainte de devoir renoncer à son rêve.

Aussi, malgré l'air pur de la mer, elle pâlissait à vue d'œil ; sa voix sonnait moins gaîment, son sourire était moins radieux.

Elle demeurait de longues heures allongée sans même plus tourner les pages de son beau livre, chantonnant à peine quelque air mélancolique ; et les mouettes alanguies sentaient s'évanouir l'ardeur joyeuse de leurs ailes puissantes.

Elles volaient toujours plus près de la tête charmante, ornée chaque jour d'une fraîche guirlande tantôt de roses blanches, tantôt de roses rouges dont la couronne barrait son front de cire comme une traînée de sang. Leurs ailes frôlaient presque la triste petite figure, effleurant ses joues de caresses aussi douces que des effluves venus d'un autre monde pour soulager la pesante solitude de la royale enfant.

Or, par une claire nuit d'été, la petite Reine aux cheveux d'or errait sur le rivage. Les pâles rayons de la sage vieille lune se jouaient dans ses tresses blondes et cherchaient, on aurait dit, à se cacher dans les boucles soyeuses que la brise légère faisait frissonner.

Comme d'habitude, la petite Reine était seule ; le bord de sa robe blanche effleurait le sable poudreux, entraînant de petits coquillages roses dans ses plis étincelans. Les pieds menus laissaient de légères empreintes sur le chemin éclairé par la lumière blafarde de l'antique planète qui les faisait féeriquement miroiter.

Sa Cour la suivait à distance respectueuse, dispersée en groupes joyeux pleins d'entrain, où passait plus d'une plaisanterie, où se glissait plus d'un tendre secret et où même, il faut bien l'avouer, plus d'un baiser furtif s'échangeait à la faveur des ombres discrètes de la nuit.

Minola marchait les mains jointes, la tête haute, les yeux fixés sur la traînée d'argent laissée par la lune à la surface de l'Océan assoupi, tandis que de téméraires vaguelettes déferlaient en une docile caresse jusque sous ses pieds délicats.

Tout à coup, sur cette route blanche baignée de lumière, elle vit s'avancer vers elle, rapide, une forme qui semblait

surgir de l'onde ou, plutôt, descendre de l'astre divin qui inondait le rivage de sa clarté magique.

Minola s'arrêta, poussa un cri surhumain; n'était-ce pas là l'incarnation du rêve si longtemps caressé? Elle tendit ses deux bras impatiens vers l'être fantastique qui prenait distinctement la forme tangible du cheval blanc si ardemment souhaité.

Sa longue crinière soyeuse s'envolait comme l'écume fouettée par le vent et, sous ses sabots d'ivoire, les vagues s'éparpillaient en gouttes de lumière.

Toute la Cour s'était rapprochée et regardait, saisie d'étonnement, cette étrange apparition. La bête impétueuse et haletante semblait pétrie de clarté et, dans sa course éperdue, s'avançait droit vers le petit être couronné, qui l'attendait dans l'extase.

Les vagues jaillissaient sous ses sabots avec un mouvement d'ailes quand un dernier bond le fit s'abattre et s'agenouiller presque aux pieds de la petite fille frémissante d'une joie ineffable.

Minola, tremblante d'émotion, posa sa main sur la crinière immaculée du fier coursier, puis, se tournant avec une grâce incomparable vers le vieux comte Organda, elle dit de sa voix la plus câline : « Mon cher chevalier, je vous remercie de tout mon cœur d'avoir ordonné aux cieux et aux flots de la mer d'accomplir ce prodige; car je vois, en effet, qu'une si merveilleuse créature ne pouvait exister sur terre. Cette nuit certainement votre petite Reine dormira heureuse, puisque son vœu le plus cher s'est réalisé. »

Comme une de ses blanches mouettes, Minola s'enleva légèrement sur le dos satiné du destrier triomphant; après quoi, aux yeux de la Cour stupéfaite et consternée, elle se perdit à l'horizon sur le sable argenté.

III

Minola, la petite Reine, vécut des jours de joie intense qui permirent au bon docteur Boone de voir reparaître l'incarnat aux joues délicates de la dolente enfant. Ajoutons que, pendant ce joyeux été, l' « opinion publique » fut entièrement négligée, à tel point que la petite Reine en oublia l'existence. Les sémillantes dames d'honneur avaient renoncé sans regret

aux exigences du protocole, et l'absence de la vieille comtesse Arabella était un soulagement général.

Le souffle vivifiant de la mer, la griserie du soleil, les douces paroles murmurées sans trêve près des jolies oreilles roses étourdissaient ce jeune monde, dans les veines duquel circulait toute l'ardeur pétillante d'un vin mousseux.

Mais, au milieu de cette joie exubérante, Minola, la douce petite Reine, était de beaucoup la plus heureuse.

Elle vivait dans la plénitude de son rêve. Son cheval impétueux et soumis était d'une beauté telle que Minola même n'avait rien imaginé d'aussi parfait.

Les paroles sont impuissantes à rendre la perfection du noble animal.

Tout en lui était svelte et harmonieux ; la pureté de ses contours, la grâce de ses membres, la souplesse de ses mouvemens, saisissaient dès le premier abord.

Pour le soyeux et la blancheur de sa robe, l'éclat de la neige, les rayons du soleil, la lueur de la lune, le poli miroitant des lys semblaient s'être confondus en une chose unique, merveilleusement blanche, duvetée, moelleuse, aussi douce au toucher qu'au regard.

Nulle soie filée par les elfes en personne n'eût égalé la souplesse de sa crinière, nul marbre poli l'éclat de ses sabots d'ivoire ; les ailes palpitantes des naseaux frémissans avaient ce rose des fleurs du pommier, et lorsque Minola appuyait ses lèvres sur le front du cheval, elle éprouvait la sensation d'une caresse. Le bleu intense de ses prunelles rappelait celui de la mer qui frappait de son remous les assises de marbre du palais. Dans leur éclat profond, on lisait tant d'intelligence et de compréhension qu'on eût dit un regard humain.

Comment croire qu'un être si parfait pût être privé du don de la parole ?

Peu importait, d'ailleurs, à Minola.

L'enfant solitaire avait, enfin, trouvé un remède à son isolement et l'animal lui était devenu un compagnon inséparable.

Cependant, un point noir semblait devoir assombrir ses radieuses journées. L' « opinion publique » un moment oubliée était apparue de nouveau pour blâmer et réprouver la présence du cheval bien-aimé aux repas de cérémonie que la petite Reine devait présider, entourée de toute sa Cour. L' « opinion publique »

ne permettait pas non plus à Minola de faire dormir le favori au pied de son lit.

Malgré ses instances réitérées et malgré ses prières, le vieux comte Caminosoff lui-même faisait la sourde oreille, et, il faut bien le confesser, il arriva un jour que les courtisans durent détourner discrètement les yeux pour ne pas voir leur souveraine en sanglots verser des larmes cruelles sur une belle robe étrennée pour la première fois.

Minola dut céder. Mais elle se consola en faisant construire tout à côté de sa chambre, pour son favori, une stalle merveilleuse séparée d'elle seulement par une grande baie vitrée.

C'était une stalle charmante en vérité, toute de mosaïque blanche, brillante comme la glace, avec une large frise semée d'aigles d'or, les aigles surmontés de couronnes et séparés par les flèches de jais des armoiries royales.

Sous les sabots du cheval divin, on étendait deux fois par jour, au lieu de paille, des fleurs fraîchement cueillies, roses au doux parfum, marguerites au cœur d'or, blanches clématites, trèfle à l'arome mielleux, et de pâles pensées nacrées, et de sombres œillets pourprés, enfin toutes les fleurs qui font la magnificence des mois d'été.

Cependant Minola donnait des ordres sévères pour que les fleurs fussent d'une seule espèce à la fois.

Les jardiniers royaux murmuraient, se lamentaient sur ce pillage quotidien des parterres; le bruit courait même, dans tout le palais, que le grand chef, se croyant seul, s'était permis de jurer à haute voix, comme un païen, mais personne n'osait l'affirmer.

Heureusement, ces plaintes n'arrivaient point aux oreilles royales, et quand Minola, belle et radieuse, montée sur son coursier blanc, parcourait son domaine, elle ne rencontrait que des visages épanouis et des échines profondément courbées.

Bien entendu, on ne laissait pas Minola errer toute seule à l'aventure, mais, par la force de l'usage, sa suite restait toujours à une distance respectueuse, de sorte qu'elle pouvait se croire isolée et savourer toute la douceur de son bonheur récent.

Moona, tel était le nom choisi par la Reine pour son cheval, car elle soutenait qu'il était descendu de la lune, pétri de ses brillans rayons confondus avec l'écume des vagues sur lesquelles il galopait lors de son apparition.

Souvent, enfouissant sa blonde tête dans la crinière argentée, collant sa petite bouche à l'oreille de Moona, elle murmurait une litanie de noms caressans qui lui venaient à l'esprit : « Douce fleur de lune, » « Lumière de ma vie, » « Désir de mon cœur, » Rêve de mon âme, » « Joie de Reine solitaire. » Elle l'appelait aussi « Fleur de l'Océan, » « Feu follet, » et mille autres noms qui jaillissaient de ses lèvres, dans la joie exultante de son petit cœur inassouvi.

Le cheval ignorait la fatigue; pour lui, nul obstacle infranchissable, nulle allure au-dessus de ses forces et tous ses mouvemens étaient souples, aisés, si agiles, si rythmés, qu'il semblait, en le montant, qu'au lieu de toucher la terre solide, on planait dans l'espace, porté sur de grandes ailes ; et, chose singulière, incroyable presque et vraie pourtant, l'animal magique pouvait passer dans la poussière et dans la fange sans que jamais la pureté de sa robe en fût souillée ou même ternie.

Pas de spectacle plus charmant que de voir le cheval magique, avec son gracieux fardeau, paraître et disparaître comme un feu follet aux alentours du palais.

Et les pauvres gens des environs de se signer pieusement, comme à la vue d'une apparition surnaturelle.

A l'aventure, suivaient, en haletant, les dames vêtues de couleurs joyeuses, accompagnées des gentilshommes chamarrés et de petits pages agiles, dont les boucles d'or s'envolaient au vent, comme une jonchée de feuilles en automne; mais nul destrier ne pouvait rivaliser de vitesse avec Moona, et souvent la malicieuse petite Reine riait aux éclats des efforts inutiles de ceux qui essayaient de l'atteindre dans sa course échevelée.

Une singulière aventure arriva, un jour, à Minola, et sa joie en fut troublée : sa monture magique l'avait emportée avec une telle fougue à travers champs et clairières qu'elle avait perdu de vue ses compagnons, et elle se trouva soudain dans un endroit étrange, mystérieux, où certainement elle n'avait jamais pénétré.

C'était une vaste plaine couverte d'une abondante floraison de gigantesques pavots blancs qui s'agitaient étrangement. Au-dessus de leur calice flottait une poussière impalpable comme un fin voile d'argent qui prenait les formes fantastiques d'une

fumée diaphane, et Minola contemplait ces fleurs avec une surprise mêlée d'effroi.

Cette plaine vaste, désolée, était hérissée de blocs de granit qui surgissaient de-ci de-là, dans cette mer de fleurs mousseuses, comme de sinistres pierres tombales abandonnées. Le souffle poignant du désert enveloppait toute la contrée de ses effluves mystérieux; une atmosphère tourmentée, étrange, accentuait le silence auquel ce pays semblait voué.

De lourds nuages assombrissaient le ciel, tout était plongé dans une lueur livide et surnaturelle. Minola s'inquiétait et Moona s'ébrouait d'étrange façon, secouait sa crinière soyeuse, frappait violemment le sol de ses sabots d'ivoire, ses grands yeux bleus flamboyant de terreur.

La tête penchée sur l'encolure lustrée de l'animal, Minola observait attentivement les aspects bizarres des voiles nébuleux qui l'encerclaient.

Dans le silence impressionnant, soudain, un son se fit entendre, semblable aux accords de harpes lointaines.

Peu à peu, le bruit se précisa, puis l'air retentit d'une harmonie tellement douce que Minola abandonna les rênes et porta les deux mains sur son cœur qui battait violemment.

Il se passa, alors, quelque chose d'étrange dont la vue emplit de frayeur l'imprudente petite Reine.

Petit à petit, les nuages brumeux prirent la forme de spectres humains. De tous côtés surgirent des silhouettes magnifiques de femmes drapées de voiles vaporeux gris fumée, aux longs cheveux flottans comme un brouillard matinal. Tous ces fantômes cherchaient à saisir le frein d'or de Moona pour l'entraîner avec eux, irrités qu'ils semblaient de le voir porter un être vivant sur son dos.

Étreinte d'une angoisse mortelle, Minola, cramponnée à la crinière de son bien-aimé, lui parlait de sa plus douce voix pour l'encourager à résister aux forces surnaturelles qui les assaillaient. Qu'arrivait-il donc? S'était-elle fourvoyée par mégarde dans le pays des fées?

N'essayaient-elles point de lui arracher son cher coursier, révoltées qu'une mortelle possédât un être échappé à leur empire?

Un vertige terrible s'empara de la délicate petite Reine, l'air agité d'un tourbillon d'êtres inconnus résonnait de si douces mélodies qu'elle en pouvait à peine supporter l'harmonie

troublante ; ces chants n'étaient point faits pour des oreilles humaines : ils dégageaient un charme trop irrésistible et faisaient battre le cœur avec une violence si intolérable que le regard se voilait de larmes et que l'on avait mal.

Ce qui arriva ensuite ?

Minola ne le sut jamais. Un essaim de choses terrifiantes et d'un charme poignant s'éleva autour d'elle ; elle sentit Moona se cabrer, se débattre contre une force surhumaine qui s'efforçait de l'entraîner.

Le son captivant des harpes se rapprocha, alors, en une clameur pareille au flot grandissant de la mer et s'abattit terrible sur sa tête sans défense ; un voile s'étendit sur ses yeux ; et elle perdit connaissance.

Quand elle revint à elle, la première chose dont elle se rendit compte, c'est qu'elle était étendue, petite chose inerte, dans une mer blanche de pavots, perdue, presque ensevelie dans l'océan mouvant des fleurs enchantées.

Les ombres grises avaient disparu ; tout était devenu silence et mystère.

Les blocs de granit émergeaient dans la neigeuse clairière comme les ombres pétrifiées de géans endormis.

Moona restait auprès du corps inerte de sa maîtresse. Sa merveilleuse silhouette était éclairée par la lueur étrange de la lune. Un halo de lumière enveloppait sa robe couleur hermine et ses flancs haletans ; une légère mousse blanchissait son mors et jaillissait autour de ses naseaux, tels des flocons de neige balayés par le vent.

Mais, chose plus étrange encore, que Minola n'avait jamais observée, Moona était inondé de sueur, Moona qui ne connaissait pas la fatigue.

Oui, la sueur ruisselait de ses flancs et tombait sur les fleurs blanches, sur le sol éclairé par la lune en fins ruisselets d'argent.

Certainement, le fier animal avait éprouvé une terreur égale à celle de sa royale maîtresse, qui gisait à ses pieds parmi les fleurs.

« Moona, murmurait Minola, mon cher ami, tu ne m'as pas abandonnée ! j'ai eu tellement peur, tellement peur ! »

Le cheval baissa sa grosse tête jusqu'à l'enfant troublée et effleura son front de ses narines palpitantes. Minola se redressa

lentement, enfouit sa figure dans la crinière du généreux animal ; indifférente à la sueur qui tachait sa robe blanche, elle fondit en larmes. Étaient-ce des larmes amères? Je le crois, mais la Cour n'était pas là pour s'en inquiéter, et les larmes tombaient sur le sol en torrens argentés déposant de grosses gouttes de rosée sur les têtes blanches des pavots.

Les grands yeux bleus du cheval débordaient d'une pitié tout humaine. L'animal semblait comprendre cette enfant tendre, si aimante, si sensible, si délaissée et si privée d'affection malgré son titre, malgré ses richesses et ses splendeurs, et qui est là, perdue dans une solitude effrayante, avec son cheval magique, son seul ami, qu'on a voulu lui ravir d'une si étrange manière. Le fidèle animal frotte sa tête contre la joue de l'enfant avec un hennissement plaintif, sa chaude haleine effleure comme une douce caresse la petite fille angoissée et pâlie.

La bonne vieille lune contemplait de là-haut cette scène bizarre. On eût dit qu'elle éprouvait du plaisir à voir l'étrange beauté du spectacle déroulé sous ses yeux. Ses pâles rayons n'avaient jamais éclairé plus glorieusement un paysage terrestre.

Les pavots neigeux penchaient vers la terre leurs calices de soie dans une ondulation de vagues lumineuses, avec un long appel plaintif.

Un arome pénétrant s'exhalait des blanches corolles, enveloppant cette contrée d'effluves enivrans, tandis que les roches grises semblaient attendre qu'une main surhumaine vînt les animer.

C'est là, parmi ces fleurs frémissantes comme des fantômes, que s'étaient égarées la merveilleuse bête et la petite Reine, qui se pressait aux côtés de l'animal, dont la crinière éclatante se mêlait aux cheveux d'or, boucles d'or et mèches d'argent confondues.

Ce fut un long embrassement, une profonde communion d'âmes entre l'enfant tendre et la bête puissante. La vieille lune ne trouvait nulle indiscrétion à éclairer deux êtres aussi merveilleux, quoique si disparates. Pliant les jarrets devant sa petite souveraine, le noble animal l'enleva sur son dos, s'élança comme un oiseau à travers le champ de fleurs miraculeuses, effleurant à peine de ses sabots d'ivoire la mer blanche des pavots.

Le silence profond de cette nuit limpide n'était rompu que

par le frôlement étouffé des fleurs qui ployaient sous le galop du cheval, se redressant ensuite avec un étonnement curieux de ce spectacle enchanté; seule, une petite traînée d'argent marquait la terre à leur passage comme un semis d'étoiles.

IV

Le trouble et l'agitation régnaient dans le palais.

Vainement, les heures se succédaient : courtisans, pages, soldats, valets, partis à la recherche de la Reine disparue, revenaient consternés et découragés. La Reine était introuvable !

La dernière image qu'ils en conservaient était celle d'une fuyante vision blanche, s'enlevant comme un oiseau et qu'ils avaient en vain tenté de rejoindre. Elle avait disparu comme un nuage léger, et nul ne savait où elle était allée.

Dans leur zèle à justifier leur imprévoyance, les courtisans s'accusaient réciproquement, chacun maugréant sur la stupidité de l'autre. Sur qui faire retomber la responsabilité d'une aussi grave négligence? De longues et vaines discussions s'élevèrent de tous les coins du palais.

Finalement, au grand soulagement de tous, on découvrit le vrai coupable. C'était le cheval; et chacun d'exulter! Le noble animal, auquel, seule, la parole manquait, ne pouvait évidemment pas se défendre.

En bas, dans les cuisines royales, le dîner attendait; une armée de rôtisseurs, de pâtissiers et de confiseurs s'agitaient en grand désarroi au milieu des mets savoureux.

Le maître-queux, personnage important, aux émolumens de ministre, et dont l'extraordinaire talent consistait à goûter chaque plat, se pavanait affairé autour des fourneaux, trempant de temps à autre son gros doigt dans les sauces pour en savourer la finesse et le velouté.

On chuchotait, — c'était sans doute une calomnie, — qu'il lui arrivait de passer sa langue sur certaines créations succulentes, afin de mieux s'assurer de leur perfection et de leur fini ! Mais, comme le dit un vieux proverbe : « Inutile de se faire des cheveux blancs sur ce que l'on ignore, » et personne ne se trouvait mal des procédés du grand homme des sous-sols.

Sa cuisine était exquise, en dépit des moyens par lui

employés, et qui n'étaient pas toujours ceux qu'on lui attribuait à la Cour.

Ses appointemens énormes lui permettaient de faire le bonheur d'une troupe d'enfans joufflus, et de donner à sa femme, qui passait ses journées confortablement installée dans un fauteuil les bras croisés sur une bedaine bien rondelette, de belles robes de soie; ces robes faisaient l'ébahissement des voisins envieux, tandis qu'elle les entretenait avec emphase des importantes fonctions de son illustre époux.

Le petit page aux yeux gris fut le premier à percevoir le bruit du galop de Moona. Il fut le premier aussi à se précipiter vers la grille du château, le premier à recevoir dans ses bras la petite Reine frissonnante, quand elle glissa de sa selle. Kidia se souviendra jusqu'à la fin de ses jours de la façon dont sa chère et douce petite maîtresse avait posé pour une seconde seulement sa blonde tête couronnée de perles contre l'épaule du page; mais la douceur de cette minute éphémère avait été si intense que Kidia n'en souffla mot à personne, gardant avec piété le souvenir de cet effleurement, enfoui dans son cœur juvénile, comme un trésor inestimable.

Kidia partageait la tendre admiration de sa maîtresse pour le cheval bien-aimé; et grande était sa joie, lorsque arrivait son tour d'étendre les fleurs fraîches sous les sabots polis de Moona. Quant aux courtisans, dames d'honneur y comprises, tous éprouvaient une sorte d'aversion pour le bel animal, car ainsi sont les mœurs de Cour. On flatte les favoris dont chaque caprice devient un ordre; mais, tandis qu'on s'incline avec respect, chacun nourrit au fond de son cœur une jalousie obscure, laquelle insensiblement se transforme en une haine sourde, qui guette la disgrâce prochaine.

Et pourtant, l'inoffensif Moona n'avait usurpé aucune place; simplement, comme un rayon de soleil, il était venu réchauffer le cœur ardent et délaissé d'une enfant solitaire; et Moona, en dépit de sa blancheur immaculée, était la bête noire de cette Cour où chacun se croyait en droit d'avoir ses préférences, ses faiblesses, sauf la souveraine elle-même.

Toutefois, le retour de Minola provoqua une sincère allégresse, car l'enfant royale était aimée, bien que son âme fervente et altière fût si mal comprise.

Pour un instant, l'étiquette fut oubliée et, de toutes parts,

dames d'honneur et chambellans empressés accoururent pour baiser la petite main qui se tendait à chacun d'eux.

Appuyée à une immense colonne, au sommet du grand escalier de marbre vert, la figure mince et pâle de la petite Reine se dressait émouvante et pathétique dans sa robe vaporeuse, la couronne de perles serrée aux tempes en bandeau de lumière; de tout son être émanait un charme étrange et captivant.

Tour à tour, chacun venait s'incliner devant la frêle enfant, qui personnifiait l'espoir du pays et dont la disparition momentanée avait fait trembler; elle ne paraissait cependant qu'une vision diaphane, peu faite pour supporter les meurtrissures d'un monde hostile et cruel et la charge d'un État à régir.

Caminosoff épiait attentivement le regard effaré des grands yeux bleus, qui paraissaient hantés encore par l'effroi de sa récente et mystérieuse aventure; mais les lèvres de l'enfant restaient obstinément closes et, dans une réserve tenace, presque hautaine, elle refusait d'expliquer sa disparition, répondant d'un ton qui ne permettait pas de réplique : « Je me suis égarée. »

La nature de Minola présentait un singulier contraste d'orgueil silencieux et d'impétuosité enfantine, car, malgré son jeune âge, elle avait une manière à elle de tenir à distance tout son entourage.

Cependant, une crainte indicible se glissait dans le cœur de la pauvre petite Reine; elle était convaincue que des puissances invisibles travaillaient à lui ravir son bien-aimé Moona. Son bonheur était-il donc destiné à s'évanouir comme une brume d'été?

Les dieux jaloux enviaient-ils son bonheur, son pauvre et chétif bonheur?

Sous l'obsession d'une folle angoisse, Minola vécut dans la terreur de se réveiller un matin et de ne plus trouver son beau Moona ou de le voir disparaître, comme il était venu pendant cette nuit resplendissante; elle pâlit, s'étiola, le cœur déchiré fibre à fibre par une atroce souffrance.

Pauvre petite Minola, tu ne sais pas encore qu'il en est ainsi de tous les rêves réalisés? Dès l'instant où nous jouissons du bonheur, nous sommes tenaillés par la crainte de le voir ravi à nos cœurs ardens, éternellement inassouvis.

Minola passait des nuits tourmentées. Réveillée en sursaut,

elle sautait du lit pour aller regarder Moona par la porte vitrée. Souvent, la vieille amie silencieuse glissait ses pâles rayons par les fenêtres grandes ouvertes, après avoir argenté la nappe liquide de l'Océan endormi, pour venir épier le petit fantôme qui, les cheveux déroulés en ondes lumineuses, chancelant dans les longs plis de sa blanche robe, s'avançait à travers la vaste chambre pour s'assurer de la présence du cheval aimé.

Les rayons audacieux de la lune indiscrète envahissaient la pièce et venaient couvrir d'une pluie d'argent la petite Reine accroupie comme un chaton dans la mangeoire fleurie du cheval, les pieds enfouis dans la masse du foin odorant, les deux bras enlacés à l'encolure de l'animal.

Blottie près de Moona, la bouche collée aux naseaux veloutés, ses doigts roses enfoncés dans l'épaisse crinière qui tombait jusqu'à terre, Minola murmurait de sa voix câline mille choses tendres et gentilles. Les yeux bleus de Moona exprimaient tant de bonté, tant de pitié, ils étaient si pleins de vie qu'on pouvait croire que le noble animal comprenait les paroles de tendresse anxieuse murmurées à son oreille pendant ces claires nuits d'été.

Mais il arriva, hélas! que l'imprudente petite Reine s'assoupit une nuit dans cette attitude répréhensible; et on la trouva au matin, les deux bras noués au cou du cheval; le doux et patient animal était demeuré immobile pour ne pas troubler la tendre enfant, qui reposait sur la molle encolure. Cet oubli des justes convenances excéda la patience fort limitée de l' « opinion publique : » une reine doit dormir dans son lit! Quel impardonnable manque aux bienséances! Quoi? préférer la mangeoire d'un animal aux coussins de duvet et aux broderies du lit royal!

On décida péremptoirement que semblable extravagance serait interdite désormais, sans l'ombre même d'une discussion. Seules, les eaux salées de la Mer-Morte eussent pu être comparées aux larmes d'amertume qui baignaient le visage de la petite Reine.

Hélas! ajoutons aussi que, durant deux longues journées, la pauvre petite souveraine dut siéger à la table royale avec des yeux gonflés et meurtris et refoulant ses sanglots.

Plus d'une larme brûlante, perlant sous les cils soyeux, roula dans les mets savamment élaborés par le grand homme

des sous-sols ; on ne pouvait en vérité reprocher à l'illustre chef les sauces trop salées.

Mais, chose plus grave encore, impardonnable pour une Majesté, Minola avait le nez rouge, rouge et luisant comme un minuscule coucher de soleil !

Vraiment, cela dépassait la mesure ; plus d'un murmure impatient courut dans la file des convives brillamment parés ; on déplorait l'absence de la comtesse Arabella de Comandolina, qui certainement eût interdit à la petite Reine une telle explosion de douleur.

Le profond chagrin de Minola s'explique : des ordres sévères avaient été donnés pour que la porte, qui séparait les appartemens royaux de la stalle du cheval, fût impitoyablement fermée pendant la nuit ; on recouvrit la baie vibrée d'une épaisse tenture, afin que la petite dormeuse n'eût point le désir de quitter incongrûment son lit.

Personne ne concevait la cruelle souffrance infligée à l'enfant solitaire, et chacun restait indifférent et impassible devant le chagrin poignant qui étreignait ce cœur troublé, quand, tourmentée par l'insomnie, elle se consumait dans la crainte de voir le cheval lui être ravi pendant son sommeil.

Ses mains fluettes pressées contre son cœur, les lèvres légèrement entr'ouvertes, assise dans le fouillis des draps froissés, elle tendait l'oreille pour écouter dans une folle appréhension ; des larmes brûlantes tombaient le long de ses pâles joues sur les riches soieries qui la recouvraient, tandis que le rossignol blanc, prisonnier de la cage d'or, égrenait une féerie de sons harmonieux qui exaltaient la détresse navrante de l'enfant.

Pauvre petite Reine ! Pourquoi ne voulait-on pas comprendre combien tu souffrais ? Pourquoi ces épreuves imposées à ton endurance enfantine ?

Mais supplier, se plaindre, non ! Elle est bien trop fière ! Toute la lignée de ses lointains aïeux semble se dresser devant elle, lui disant de serrer les dents, de se mordre les lèvres jusqu'au sang, sans qu'il en sorte un murmure. « Noblesse oblige, » et, si l'on veut être Reine, il faut savoir y mettre le prix.

Mais ces nuits sans sommeil, tourmentées par la nostalgie de son unique ami ; ces nuits troublées par l'inquiétude et l'ignorance de ce qui se passe derrière la porte close, minaient sa santé déjà si frêle.

Sa figure qui, pendant quelques jours, avait resplendi de joie, pâlissait et s'émaciait; ses yeux, creusés par la souffrance, avaient une expression pathétique et égarée.

Supprimées les chevauchées depuis la récente mésaventure, car on considérait fort imprudent pour la Reine d'errer ainsi qu'elle aimait le faire. En dépit donc de ses privilèges royaux, elle dut se plier de nouveau au protocole, se soumettre à la tyrannie de l' « opinion publique. »

Minola se soumit avec dignité, mais la joie magnifique des premières semaines s'envola; s'ils pouvaient seulement se douter que la noble et fière petite fille se rongeait le cœur dans l'angoisse de perdre ce qu'elle chérissait tant!

Accoutumée à se voir refuser tout ce qui lui était agréable, si étrange que cela semble pour une souveraine, elle arrivait à croire que tout bonheur est périssable.

La joie si chère à son cœur lui sera fort probablement ravie. Peut-il en être autrement?

Minola reprit ses habitudes d'isolement sur son trône marin, mais ne renonça point à la compagnie de son cheval blanc. A côté du trône, on tailla dans le roc une plate-forme, où, comme bien l'on pense, Moona, grimpant avec l'agilité d'une chèvre, suivait sa maîtresse sur la hauteur escarpée.

Les deux amis, enfin réunis, demeuraient ainsi de longues heures côte à côte. Les boucles blondes et la blanche crinière soulevées par la brise se confondaient, l'une ressemblant à de légers nuages laineux et fuyans, l'autre à un écheveau de fils d'or exposés à l'ardeur du soleil. Les mouettes, joyeuses du retour de la petite Reine, voltigeaient avec des cris aigus tour à tour tristes et gais; elles se posaient souvent avec des battemens d'ailes familiers sur l'encolure soyeuse de Moona, où il leur arrivait de rester accrochées.

La tendresse de la Reine pour le cheval s'exaltait de jour en jour; souvent, appuyant la tête à l'épaule de son préféré, les yeux clos, un sourire doux et alangui sur ses lèvres entr'ouvertes comme une fleur, elle écoutait dans une rêverie extasiée la vieille chanson de la mer.

Que disait ton éternelle complainte, ô vieil Océan?

Tant de rumeurs confuses surgissent de l'abîme mobile et infini; tant de soupirs, tant de plaintes, tant de sanglots, et jamais un chant joyeux. Est-ce l'immense douleur de tous ceux

qui trouvèrent une tombe solitaire, à jamais ignorée, dans le mugissement éternel des vagues chargées de mort, dans l'abîme qui garde jalousement enfoui dans ses replis les plus secrets l'espoir de bien des âmes, de bien des foyers?

Est-ce la plainte des vagues en révolte, vouées à s'allonger sans trêve vers des rives inaccessibles qui se dérobent éternellement à leurs stériles et impuissans efforts? Inexorablement limitées, elles heurtent les rochers, se brisent aux rivages, hurlent, grondent, implorent sans éveiller d'écho, et renouvellent sans cesse des efforts toujours vains.

Minola ne tentait même pas de pénétrer le mystère qui l'enveloppait; elle se sentait infiniment lasse; heureuse seulement, en étendant le bras, de rencontrer la robe soyeuse de Moona sous ses doigts, de caresser la chère monture et d'y appuyer sa tête alourdie.

Le murmure rythmé du vieil Océan et sa rumeur confuse accompagnaient son rêve et son trouble inconnu, répondaient à toutes les questions insolubles, aux sentimens indéfinissables qui étreignaient cette âme d'enfant.

Tandis que Minola se complaisait dans son isolement sur la roche étincelante, sentant s'éveiller en elle des sympathies pour les mystères de la nature qui l'environnait, en harmonie avec le souffle du vent et le bruissement des vagues, en amitié avec les oiseaux du ciel et les bêtes de la terre, ceux qui croyaient mieux savoir ourdissaient dans la sécheresse de leurs cœurs le sombre projet de renfermer dans sa cage d'or la triste enfant couronnée.

V

Minola, la pauvre petite Reine, avait été ramenée dans sa capitale.

Pour la recevoir, la duchesse de Comandolina se tenait au pied du grand escalier, pompeusement parée d'une robe vert-pré, qui s'élargissait autour d'elle comme les flots débordans d'un monstrueux plat d'épinards; et, en la voyant plonger dans une grande révérence, inclinée aussi profondément que le lui permettaient ses articulations engourdies, Minola espérait la voir disparaître, noyée dans la profusion et l'ampleur des plis. La petite Reine captive voyait de nouveau au-dessus des

épaules voûtées de la grande maîtresse planer le spectre terrifiant de l' « opinion publique » prêt à se jeter au travers de son chemin.

Malgré toutes les tristesses et les protestations indignées de dame Arabella, Minola était parvenue cependant à faire arranger une stalle pour son favori à côté de ses appartemens. Cette fois, la stalle était en mosaïque de teintes dégradées, allant du bleu au vert, comme la couleur changeante de la mer, et, partant du plafond, des zigzags de rais d'argent s'enchevêtraient en tous sens, ainsi que les rayons de la lune pendant la nuit radieuse où son cheval bien-aimé était entré dans sa vie d'une façon si miraculeuse.

On constata bien vite, hélas ! combien l'air pur et vivifiant manquait à Minola. Le docteur Boone suivait avec anxiété l'étiolement du petit être frêle, et les paroles dites à ses derniers momens par la mère de la petite Reine remontaient dans sa mémoire : « Cette enfant ne vivra pas pour atteindre l'âge de femme. »

Pâle petite fleur, dernier rejeton d'une race saine et vigoureuse, mais secrètement minée par un mal mystérieux, insinuant, tenace, que nul savant n'avait pu expliquer ni enrayer.

Et, bien que l'espoir d'un royaume vaste et florissant fût concentré sur la chétive créature, la force des préjugés est tellement forte, la sujétion aux formes tellement enracinée dans notre pauvre humanité que, pour obéir aux uns et respecter les autres, on n'hésitait point à soumettre cette petite vie fragile à toutes les contraintes qui menaçaient d'en éteindre la flamme vacillante.

La fière Minola assistait à des cérémonies fastidieuses, présidait des repas interminables et donnait, sans un murmure, d'insipides audiences à de vieux ambassadeurs rassis et aux envoyés exotiques des pays les plus lointains.

Elle figurait aux grands bals de la Cour exigés par l' « opinion publique, » assise sur son trône d'or, couronnée de son plus pesant diadème, ployant ses frêles épaules, sous les riches broderies de perles.

Mais, calme et souriante, l'enfant digne de son antique lignée suivait d'un regard indifférent les figures variées des danses qui se déroulaient sous ses yeux.

Parfois, un fléchissement soudain de la tête couronnée prouvait que la nature reprenait ses droits; mais l'indomptable fierté de la petite martyre silencieuse conservait le sourire exigé sans doute par la duchesse de Comandolina, alors même que l'épuisement la faisait s'assoupir sur son siège de parade.

Alors, Kidia, le petit page dévoué qui se tenait attentif tout près du trône, avait le tendre courage de la ramener à la réalité.

Sous prétexte d'arranger les plis du manteau, il touchait légèrement le bras de Minola avant qu'on eût pu s'apercevoir que la petite Reine somnolait.

Le sourire reconnaissant avec lequel la souveraine adorée répondait à la tendre sollicitude de son page était cher au cœur de cet humble ami.

Cependant, pour la petite Reine, les heures passées en douce et étroite communion avec le cheval magique étaient bien plus précieuses que la fastidieuse vie de Cour.

On n'en maintenait pas moins strictement la règle sévère des portes closes. Le souvenir du champ de pavots, il est vrai, s'était effacé comme un rêve de la mémoire de Minola, et ses nuits étaient moins angoissées; seule, une toux sèche et épuisante la tenait souvent éveillée pendant de longues et pénibles heures.

Mais un jour, — jour malheureux, jour néfaste! — la plus affreuse des catastrophes s'abattit comme un coup de foudre sur l'innocente enfant.

Un matin, elle ne trouva plus son bien-aimé Moona. Parti! disparu! enlevé! Pas une trace, pas un indice. Seul, le pavé de mosaïque fendillé, crevassé, piétiné par endroits, indiquait que Moona avait lutté contre une force supérieure.

Comment dire le désespoir et l'accablement de la petite Reine? Toute parole est impuissante à rendre ce que fut l'agonie de ces jours d'attente, quand diminuait l'espoir et que chaque son, chaque voix, chaque pas faisaient battre à se rompre son cœur désespéré.

La petite figure défaite et tourmentée était douloureuse à regarder, même pour la duchesse Arabella, qui en venait à souhaiter, pendant ces jours de sombre chagrin, que l'éducation de la petite Reine fût moins parfaite; la grande maîtresse ressentait un réel malaise à voir l'enfant diaphane refouler ses

larmes avec son chagrin pour sourire à toutes les cérémonies et à tous les festins donnés en son honneur...

Oui, Minola souriait, mais de quel pâle sourire! De ce sourire divin que les peintres primitifs mettent aux lèvres des anges, dont les yeux en extase regardent le ciel s'entr'ouvrir.

Seule la fierté, la fierté et l'énergie inhérentes à sa race portaient Minola à souffrir en silence. Peut-être aussi ce faible rayon d'espoir qui survit dans le pauvre cœur humain, rayon plus fort que la douleur la plus poignante, plus fort que les plus effroyables désastres et que l'écroulement des mondes, la soutenait-il dans son attente désespérée.

Ce furent en effet des jours bien sombres pour le petit être languissant; les courtisans les plus froids, les plus égoïstes, les plus indifférens même, furent émus de la douleur stoïque de l'enfant; Caminosoff entreprit de mystérieuses recherches dans tout le royaume pour retrouver le cheval merveilleux, mais ces recherches restèrent infructueuses : rien, pas un indice, pas l'ombre d'une trace.

Moona était disparu pour toujours, comme s'il se fût évaporé.

La façon dont la vieille et rigide comtesse essayait de distraire sa souveraine des pensées torturantes qui l'obsédaient était tragi-comique. Elle s'efforçait de son mieux d'adoucir ses gestes anguleux et raides par de ridicules minauderies, et s'appliquait même à trottiner à pas menus sur le parquet glissant, pensant exprimer son humeur bienveillante par la légèreté de sa démarche.

Si quelque chose pouvait en effet ramener un sourire amusé aux lèvres de Minola, c'étaient bien les bouffonneries étranges et saugrenues de la vénérable grande maîtresse. Quel spectacle comique et inattendu de la voir évoluer raide et guindée, malgré tout, à travers la chambre, retenant d'une main sa traîne à falbalas, ayant dans l'autre soit une fleur rare, soit un coffret plein de douceurs, ou même quelque ingénieuse boîte à musique!

Lorsque l' « opinion publique » se retirait et que la petite Reine, demeurée dans sa chambre, pouvait enfin abandonner l'attitude dans laquelle elle s'était raidie devant les autres, elle se jetait alors sur la chaise longue recouverte d'hermine et caressait ses angoras blancs, cherchant une consolation auprès

de ces animaux doux et câlins; le regard des yeux demesurément agrandis semblait poursuivre la vision éphémère des jours heureux.

De sa petite main effilée et diaphane, elle refaisait le geste familier de caresser la crinière soyeuse ou les naseaux du tendre ami disparu; mais ses doigts impatiens ne rencontraient que le vide, et des larmes, des larmes amères, voilaient les yeux bleus d'une frange d'argent.

Si grands étaient sa solitude et son découragement qu'elle n'avait plus la force de résister et que le docteur Boone s'ingéniait en vain à multiplier les distractions : musique, fêtes, danse, tout fut essayé dans le secret espoir d'arracher l'enfant alanguie à son état de tristesse accablante. Minola, qui avait eu des accès de violentes colères pour de futiles contrariétés, supportait son grand chagrin avec un désespoir si résigné que ceux qui l'aimaient eussent souhaité l'entendre sangloter, la voir répandre des torrens de larmes, trépigner avec rage comme autrefois et exiger impérieusement de l' « opinion publique » tout ce qu'elle interdisait.

Mais, dans le zèle de bien faire, on avait été trop habile, et tout plaisir recherché par les autres enfans de son âge était mort en elle.

En vain essayait-on de la faire participer aux bals et aux divertissemens inventés pour l'arracher à sa torpeur. Il était trop tard.

Minola ne souhaitait plus rien. Son cœur portait le deuil de l'ami si mystérieusement ravi.

Ainsi s'écoulèrent les longs mois de l'automne et de l'hiver, sans apporter aucune nouvelle de Moona.

Quand elle était bien seule, Minola se glissait dans la stalle vide et promenait sur les dalles endommagées ses grands yeux, creusés et battus, pour faire revivre dans sa mémoire l'image chère de son favori.

Il lui semblait alors voir la forme blanche se profiler sur tout ce bleu, la lourde crinière effleurer presque le pavé de mosaïque, la longue queue balayer la jonchée de fleurs en se balançant de droite et de gauche comme un panache de plumes légères.

Mais, souvent, elle ne voyait que les murs étincelans et froids, zébrés d'argent, la mangeoire béante, les dalles polies,

que ne recouvraient plus les fleurs aux blancs pétales effeuillés sous les sabots d'ivoire de Moona.

Tout était désert, abandonné, morne, et celle qui eût dû être heureuse, avoir les joues roses et le rire aux lèvres, n'était plus qu'une pauvre petite chose perdue, délaissée, pâle comme une blanche anémone d'hiver.

D'un pas de plus en plus alangui, elle se réfugiait sur sa couchette de fourrures, enfouissait sa tête dans la profusion des coussins moelleux et, là, s'abandonnait à son noir chagrin, jusqu'au moment où une dame d'honneur, ou bien la grande maîtresse elle-même, venait lui rappeler les éternelles obligations de son rang.

Minola, pâle petite Reine, comblée de tous les biens terrestres, entourée de soins et d'attentions, pourquoi effeuiller ainsi tristement ta vie sans laisser deviner le secret de ton âme ardente et ingénue, sans pouvoir t'épanouir dans la plénitude de ton être?

Les fêtes de la Cour étaient de plus en plus pénibles à la petite Reine, spiritualisée par la souffrance; sa fierté la soutenait bien encore, mais sa faiblesse était si grande qu'un soir, à un festin en l'honneur d'un prince étranger, la duchesse de Comandolina, de ses propres mains, mit du rouge aux joues transparentes de l'enfant.

Cet éclat factice, au lieu de donner à Minola l'apparence de santé que l'on se croyait en droit d'exiger d'une Reine, ne faisait que rehausser l'expression désespérée du regard.

Ce jour-là, Minola revêtit la plus belle de ses robes : une robe couleur de turquoise pâle, d'un tissu changeant vert et or, qui chatoyait au moindre mouvement de mille reflets. Un magnifique diadème de brillans étincelait à son front, entourant sa petite figure d'une auréole de lumière. De lourdes rangées de perles recouvraient sa poitrine amaigrie d'une parure de neige. Elle tenait entre ses doigts fluets la tige d'un bel iris de jade poli, d'un mauve cendré, autour duquel s'enroulait une file de merveilleuses perles grises, terminée par de petites rivières de diamans, scintillant comme d'innombrables gouttes de rosée à chacun de ses gestes.

Le festin offrait une vision grandiose, et personne n'oubliera jamais le rayonnement particulier de la Reine ce soir-là...

Assise sur son trône d'ivoire, drapée dans un ample man-

teau d'hermine démouchetée, elle voyait s'étendre devant elle l'immense table des convives recouverte d'une nappe d'argent, portant en bordure les aigles d'or et les flèches noires, que nous connaissons. Des guirlandes de clématites étoilées violettes et mauves mêlaient leur gracilité et leur parfum à la splendeur des orfèvreries qui faisaient ployer la table. Trois coupes de jade transparent remplies de roses blanches étaient placées devant la Reine; une lueur mystérieuse émanait des coupes savamment éclairées, rehaussant la beauté diaphane de Minola, semblable à un être éthéré, enfant prédestinée d'un monde surnaturel. Deux énormes cierges de cire pâle, fixés aux bras du trône, brûlaient en s'égouttant lentement, telles des larmes silencieuses sur un mal ignoré.

Minola trempait ses lèvres fiévreuses dans une tulipe de cristal sertie de perles et d'opales; elle ne se désaltérait que d'eau froide et pure, limpide comme le cristal des sources qui jaillissent dans les jardins célestes, et sa nourriture, composée de trois grosses fraises blanches, lui était présentée sur un plateau de vieil argent ciselé.

De hauts dignitaires, des femmes de distinction étaient assis à ce festin royal et autour d'eux s'empressait une armée de pages en costume écarlate, le front couronné de géraniums flamboyans.

Minola était servie par deux de ses pages vêtus d'un gris d'argent, couronnés de blêmes pensées; le plus beau était Kidia, aux yeux clairs, dont le cœur brûlait d'un amour si pur pour sa Reine.

Les deux grands cierges projetaient une lueur tremblotante sur le fier petit visage transfiguré, l'entourant d'un nimbe surnaturel, comme un mirage prophétique de ce que pourrait être cette enfant, si elle atteignait l'âge de la femme...

Minola, Minola, où donc erraient tes pensées tandis que tes doigts jouaient nerveusement parmi les pétales de roses effeuillées et que sur tes lèvres pâlies se joue le sourire attendu de toi?

Souris, Minola, pauvre petite Reine, ils se souviendront un jour avec un regret poignant du charme de ta présence, alors que tu régnais sur eux, si distante toutefois de leurs rires bruyans et de leurs propos frivoles, de leurs projets et de leurs désirs, si étrangère à leurs amours, comme à leurs haines.

Ils se souviendront du regard de tes larges prunelles bleues, du soin avec lequel tu cachais ta douleur et les battemens violens de ton cœur, sous tes rivières de perles, sous le diadème étincelant, qui pèse si lourd à ton front de son poids symbolique.

Souris, souris encore, Minola, enfant de race qui s'éteint, souris toujours, pâle petite Majesté, aussi longtemps que tu le peux :

« Noblesse oblige. »

VI

Ce fut la dernière fois qu'on vit Minola en public. — Le soir même, en quittant la salle du festin, brisée de fatigue et d'efforts, les oreilles bourdonnantes des accords éclatans de l'hymne royal, elle glissa inerte, petite plume légère, dans les bras d'une de ses suivantes.

Mais avant de franchir le seuil de la salle des fêtes, un dernier ressaut de volonté la galvanisa et elle accomplit encore, quoique machinalement, les gestes traditionnels exigés par l' « opinion publique. » Embrassant d'un regard ses hôtes et sa suite qui se retiraient, elle sourit une dernière fois et s'incline avec une grâce languide.

Pensait-elle, la petite Reine, que, pour la dernière fois, elle voyait sa Cour et ses sujets réunis autour d'elle?

Qui saurait le dire?

Malgré la fatigue, elle éprouve une sorte de regret (pressentiment peut-être) à se retirer : une minute encore, elle attarde son regard sur la grande galerie tendue de vieilles tapisseries historiées, presque inconsciente de ce qui l'entoure.

En se retournant, elle voit Kidia à côté d'elle; son visage s'éclaire du sourire heureux d'un enfant qui retrouve un ami, bien différent du banal sourire figé que l' « opinion publique » exige.

« Penses-tu parfois à lui, Kidia? » murmure la pâle petite Reine.

— Ma douce maîtresse, répond vivement le page, je donnerais volontiers ma vie, si elle pouvait te rendre le bonheur perdu.

— Non, Kidia, ce n'est pas ce que je souhaite, je ne voudrais

point du sacrifice de ta vie, mais mon cœur souffre à la pensée que nul ne pleure sa disparition avec moi, et c'est un baume bienfaisant à mon chagrin de savoir qu'un être humain comprend ma douleur. Tu ne sais pas, Kidia, combien une Reine est isolée! Et Moona était si beau, si doux, si bon! Tu sais, Kidia, tous les enfans ont une mère, on me l'a dit depuis peu: mais je suppose que ce n'est pas considéré comme indispensable pour une Reine d'en avoir une; cependant, que cela doit être doux, une mère, quand on est très las!... »

L'enfant couronnée avait le regard fixe, les yeux perdus dans le vague de la galerie faiblement éclairée; son diadème scintillait et dispersait des gouttes de lumière autour d'elle; les pendeloques de l'iris pâle, sceptre charmant entre ses doigts, mettaient un essaim de lucioles dans la pénombre; elle murmure encore quelques paroles, puis sa voix s'éteint comme le soupir d'une brise d'été.

« Je saurai sans doute un jour où est ma mère. Alors peut-être me sera-t-il permis d'aller la rejoindre; là-bas, je suis sûre que Moona m'attendra. Qu'en penses-tu, Kidia, mon petit page? »

Mais Kidia ne répond pas; accroupi aux pieds de sa maîtresse, il cache sa figure baignée de pleurs dans les plis de la robe royale.

Quand, le lendemain, Minola voulut se lever, elle retomba évanouie entre les bras de ses femmes désappointées, qui devaient la parer fastueusement pour l'audience de congé des hôtes de la veille.

Toute une faculté de médecins fut réunie autour du grand lit où reposait la petite Reine. Chacun hochait doctoralement la tête avec des airs graves et prononçait des paroles sentencieuses, en prenant une attitude de méditation profonde.

La grande table était encombrée d'un tas de fioles, de flacons de toutes grandeurs et de toutes couleurs. Tandis que les illustres savans s'empressent affairés autour d'elle, Minola, vaguement consciente, regarde les taches multicolores que la lumière en traversant les flacons éparpille sur la nappe; les couleurs vives des fioles l'amusent dans sa demi-torpeur, ce sont des gemmes énormes posées là pour elle par une invisible main.

L'un après l'autre, les grands hommes lui ont tâté gravement le pouls, ont posé leur tête grisonnante sur la petite poitrine

endolorie; ils l'ont palpée, retournée, auscultée. Ils ont prononcé solennellement des phrases incompréhensibles; maintenant, ils discutent.

Qu'importe à Minola de ne pas saisir le sens de leurs discours, elle désire surtout qu'on la laisse tranquille; elle est si lasse, si lasse; et puis, qui pourrait connaître la cause de son mal?

Ils sont partis. Minola repose étendue, les yeux clos, les deux mains contre son cœur oppressé, petite chose douloureuse, atome d'humanité perdu dans ce vaste lit aux somptueuses draperies, dans le fouillis des dentelles précieuses dues à des siècles de labeur.

Minola, Minola, que vont-ils décider de toi?

Sur la pointe des pieds, furtif pour ne pas être surpris, Kidia se glisse dans la chambre à pas muets, les bras chargés de toutes les fleurs blanches qu'il a pu trouver, et les dépose pieusement entre les mains de la Reine.

Minola garde les paupières fermées, elle est bien trop lasse pour les ouvrir, mais un pâle et tendre sourire s'esquisse sur la petite figure, tandis que les doigts menus se resserrent sur la fraîche offrande d'amour.

Voici le verdict des grands hommes, le résultat de leurs discussions, consultations, auscultations et argumentations.

« Vu le goût singulier, on n'ose dire maladif de la royale enfant pour le blanc, vu que tous les désirs, tous les vœux, toutes les tendresses de la Reine vont aux êtres et aux objets de cette couleur; vu l'influence bienfaisante indéniable du moral sur le physique, vu..., il est rationnel et essentiel que la malade soit transportée au plus tôt dans quelque lieu d'altitude élevée où elle ne soit entourée que de blancheur, — champs de neige immaculée, océans blancs et brillans de névé, horizons de glaciers, sommets couverts de neiges éternelles, — afin qu'un air plus pur et plus vif, dans le monde des blancheurs idéales, ranime la petite Reine et fasse renaître les roses sur ses joues décolorées. »

Ainsi dirent les grands hommes, et chacune de leurs précieuses paroles fut payée au poids de l'or massif.

Peu après cette auguste sentence, par une matinée avant-courrière du printemps, un cortège étrange traversait les rues de la vieille cité grise et franchissait la ceinture des remparts.

Pour la seconde fois, les balcons débordent de monde ; dans les rues étroites, une double haie de visages curieux regarde le défilé, mais presque tous, malgré les expressions diverses, sont empreints de tristesse.

La petite Reine aimée ne se tient plus cette fois digne et gracieuse sur son beau palefroi, dans sa robe d'or tissé ; son front n'est plus couronné de violettes. Elle gît étendue dans une litière, sous un dais de brocart blanc. Le petit visage aux tons de cire est enfoui dans des coussins d'argent ; une molle couverture de cygne recouvre ses membres émaciés et une guirlande de pâles anémones s'enroule autour de son front.

Mais les yeux de l'enfant royal sont grands ouverts. Elle a demandé impérieusement de nombreux coussins pour rehausser sa tête : elle veut saluer ses sujets, leur sourire.

Et ce sourire d'une infinie douceur n'est point obtenu sous l'injonction d'une « opinion publique » renfrognée ; au contraire, l'enfant, si cruellement atteinte, éprouve le besoin irrésistible de se rapprocher de son peuple et, malgré le grand effort demandé à son extrême faiblesse, elle se soulève plus d'une fois pour agiter sa petite main vers la foule émue qui s'incline silencieuse sur son passage.

Minola, Minola, comprends-tu que c'est peut-être pour la dernière fois que leurs yeux se posent sur ton doux visage ? Veux-tu que la vision pathétique de ton ineffable sourire reste gravée dans le cœur de chacun ?

La faiblesse de ton corps a-t-elle éveillé dans ton âme une pénétration au-dessus de ton âge ? A-t-elle précocement mûri ton âme insoupçonnée ? Et est-elle arrivée tout d'un coup aux limites extrêmes de l'intuition ?

Durant de longues journées, le cortège imposant traversa le vaste royaume de Minola. Le printemps s'éveille de toutes parts dans un hymne d'espoir et de joie. Les arbres des vergers forment une mer écumeuse de fleurs, les oiseaux chantent dans les branches, la nature entière s'émeut, vibre, tressaille de vie et d'amour.

Mais la petite fleur humaine se fanait tristement au milieu de la splendeur et de l'exaltation universelle.

Immobile, presque inanimée, elle restait étendue de longues heures, bercée par le pas cadencé des valets qui portaient la somptueuse litière. Un détachement d'hommes d'armes

accompagnait les porteurs, afin de les relayer aux heures de fatigue. Chacun recherchait la faveur de porter un si précieux fardeau.

Kidia se tenait aussi près que possible de sa maîtresse, renouvelant sans cesse les fleurs fraîches autour de Minola. Le sol se couvrait au fur et à mesure de pétales blancs comme la neige des régions vers lesquelles on emportait la petite Reine.

Un peu en avant des hommes d'armes, chevauchait la comtesse Arabella de Comandolina, vêtue d'un austère costume de voyage agrémenté d'un long voile que le vent accrochait aux branches en la décoiffant fort irrespectueusement. Et les jeunes dames d'honneur de venir l'aider à réparer le désordre de sa coiffure, en riant espièglement sous cape, ce qui portait au comble l'exaspération de dame Arabella. Ah! ce n'était point un agrément d'être au service de l'autoritaire grande maîtresse, et sa conversation manquait de l'entrain voulu pour égayer ce long pèlerinage.

Chaque soir, on s'arrêtait pour camper : les tentes se dressaient pour la nuit, et de grands feux, allumés alentour, embrasaient d'une lueur fantastique la halte royale.

Le reflet des flammes rougeoyantes animait les divers groupes de chaudes couleurs, s'épandait en jaillissemens d'or sur les femmes, qui semblaient des fleurs de pourpre surgies d'une terre enchantée.

Après ces longues journées de cheval, la peu aimée comtesse, rendue de fatigue, se retirait bien vite sous la tente avec, dans les mouvemens, une gêne visible, qu'elle essayait toutefois de dissimuler.

C'était le moment impatiemment attendu par les jeunes suivantes. Avec un soupir de soulagement, elles voyaient se relâcher l'étiquette sévère de la journée, et chacune, alors, pouvait, à la faveur de la nuit, se laisser aller à son penchant et se joindre enfin au groupe vers lequel la portait son cœur.

Minola avait une tente somptueuse, sous laquelle, le soir venu, on la déposait dans un lit blanc moelleux, qui semblait surgir mystérieusement de terre à chaque étape.

Son petit corps affaibli se pelotonnait dans le fouillis des coussins avec les mouvemens apeurés d'un oiselet frileux qui cherche un refuge ; mais les accès de toux l'obligeaient souvent à rester presque assise dans la somptuosité de ses parures.

Et de longues heures s'écoulaient avant que le sommeil bienfaisant vînt fermer ses paupières brûlées, restées grandes ouvertes. Par la large baie de la tente de pourpre, son regard s'échappait au loin vers la voûte d'azur sombre qui s'étendait sur le monde endormi : mer infinie, scintillante d'étoiles, milliers d'yeux attendris ouverts sur la souffrance solitaire.

Et la petite Reine, le corps et le cœur torturés, espérait voir Moona jaillir des ténèbres.

Parfois, dans le silence des nuits, les refrains joyeux des hommes d'armes lui parvenaient en écho affaibli et, augmentant son désespoir, lui faisaient verser des larmes brûlantes; mais quand les chants étaient tristes, oh ! alors, le pauvre cœur meurtri fondait en d'inexprimables douceurs.

Kidia, ayant obtenu la faveur insigne d'être attaché au service intime de la Reine, passait la nuit à l'entrée de la tente, couché sur un tapis d'Orient.

Il veillait en silence dans l'ombre, épiant la souffrance de la petite martyre vénérée, et la partageant, jusqu'à ce que, sa nature vigoureuse l'emportant sur sa tendresse, il s'endormît d'un sommeil profond.

Un jour, au crépuscule, Minola demeurée seule selon son désir, la respiration saccadée comme après une longue course, laisse son regard errer sur la splendeur des arbres en floraison. Soudain, elle aperçoit, dans le lointain, une étrange nuée bleuâtre, une brume vacillante et fantastique qui se soulève et retombe portée par un invisible souffle.

Et sa tente d'être envahie par une nuée de petits êtres ailés, diaphanes, au corps d'un bleu si miraculeux qu'un tourbillon de petites flammes bleutées, une véritable danse de feux follets semble animer toute la tente. Ce n'est point une hallucination nocturne ; et Minola se rassure en voyant la nuée bleue s'abattre sur sa couverture de cygne : c'est un essaim palpitant de libellules azurées.

Leurs ailes transparentes ne sont visibles qu'à l'éclat de la lumière, leur corps ressemble à une chaîne souple d'émail translucide, leurs yeux sont deux étincelles mystiques, d'une grandeur étrange et mystérieuse.

Elles se posent sur la tête de Minola de façon à lui faire un diadème de lumière.

Les derniers rayons du soleil couchant embrasent l'intérieur de la tente, pavoisent la couche royale d'ardens reflets de pourpre ; sous leur touche de flamme, les insectes rayonnent de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, et leur corselet, jaspé de turquoise, de saphir et d'émeraude, s'irise de tous les feux de l'opale.

Leurs ailes palpitantes enveloppent d'un reflet mobile les boucles blondes de l'enfant et mettent une auréole fantastique autour de sa tête qui rayonne d'une beauté surnaturelle.

A ce moment, le vigilant Kidia, dissimulé sous une tenture, passe la tête entre les rideaux d'un rouge purpurin et surprend ce spectacle d'une saisissante beauté.

Un brusque émoi étreint le cœur du fidèle petit page. C'était plus qu'il n'en pouvait supporter : il crut voir les anges venus du ciel pour enlever sa chère maîtresse, et il se sentit défaillir dans une détresse infinie.

Puis, la lumière disparut et tout ce chatoiement de couleurs se perdit insensiblement sous un voile de ténèbres.

Les insectes féeriques prirent leur vol, scintillant encore dans la pénombre comme des joyaux phosphorescens...

Kidia, frappé de stupeur, regardait de tous ses yeux, en retenant son souffle, et la petite Reine épuisée, incapable du moindre geste, dans l'anéantissement de tout son être, demeurait indifférente à l'ombre comme à la lumière.

Cependant, de jour en jour, le cortège, à petites étapes, se rapprochait des cimes menaçantes.

L'ascension difficile, réclamant de pénibles efforts, en laissa plus d'un en arrière.

Minola avait demandé qu'on enlevât le dais de la litière et, chaudement emmitouflée dans ses fourrures, elle fixait obstinément ses yeux sur les champs de neige éternelle, qui, de loin, la fascinaient.

Quelle ascension merveilleuse ! Portée sur les épaules robustes de ses fidèles serviteurs, plus haut, toujours plus haut dans l'air de plus en plus pur. La route traversait une forêt de sapins gigantesques. Qu'il est frêle et chétif ce pauvre corps étiolé en présence de la majesté écrasante et de la force immuable de la nature !

Pourquoi attacher tant de prix à la vie d'un être fragile, presque mourant ? Que pèse-t-elle en regard des altitudes redou-

tables, des forêts ténébreuses dont le sombre bruissement gémit et se plaint en des chants lugubres et désespérés ?

Glorieuses, cependant, étaient ces journées où Minola sentait son âme élargie au contact de la puissance sauvage et sublime de la nature.

Les boucles dorées s'échappaient de son bonnet de fourrure comme des ondes de lumière éteintes et rallumées, sous l'épaisseur des sapins, dans des alternatives d'ombre et de lumière, pour lui frôler les épaules comme des épis de blé mûrissant.

Ses yeux, trop grands pour son visage aminci, embrassaient fiévreusement tout ce qu'ils voyaient ; et devant l'immense horizon, tout à coup découvert, un inexprimable recueillement l'envahissait.

Oh ! le regard lointain des prunelles dilatées ! Comme il buvait avidement chaque détail du chemin, chaque rayon fugitif, chaque nuage passager, chacune de ces merveilles qu'elle ne verrait jamais plus !

Pauvres doux yeux tendres, vrais yeux bleus de Reine, hélas ! Minola, pourquoi sont-ils si grands et si brillans ?

Enfin, on arriva dans la région des neiges éternelles, et ce fut un cortège bien fantastique qui se déroula sur cette immensité blanche.

Parvenue dans la région des glaciers, Minola demanda que sa litière fût posée à terre, afin de rester seule en communion silencieuse avec la splendeur qui l'environnait.

La voilà seule, bien seule, bien seule dans ce désert de neige illimité, pauvre petite chose chétive, pauvre lambeau fragile d'humanité périssable.

Autour d'elle, à l'horizon lointain, des massifs puissant dressent leurs cimes argentées ; forteresses gigantesques, qui dominent les terres alentour de leur imposante hauteur.

Sous ses yeux, sur le plateau, à perte de vue, tout est calme, silence, blancheur, éclat brillant et glacé.

Au-dessus de sa tête, une à une, s'allument les étoiles à la voûte sombre du firmament.

Le ciel est serein, limpide, l'air froid comme le jet pur de la source ; un immense tapis de neige recouvre le sol, brillant, givré, semé, dirait-on, d'une poussière de fins cristaux.

Une paix auguste et majestueuse descend des espaces infinis. Sur les sommets les plus élevés, deux aigles solitaires,

les ailes éployées, telles des voiles roussies par les intempéries, tracent des cercles nombreux que Minola ne se lasse point de suivre du regard.

La petite Reine joint les mains comme en prière, ses yeux profonds et agrandis promènent lentement des yeux extasiés sur ce monde si blanc, si glorieux et si pur!

La vigueur reviendra peut-être à son pauvre corps anémié. Elle respire déjà plus librement; l'étau, qui meurtrissait sa petite poitrine étroite, s'est desserré. Ses longs cheveux se déroulent jusque dans la neige, retenant à leurs extrémités bouclées une poudre de diamans. Dans l'atmosphère glacée, son haleine forme de petits nuages qui l'enveloppent comme une buée matinale.

Mais un long frisson la secoue soudain; le froid est trop vif, et elle oublie qu'on devait arriver avant la fin du jour au somptueux temple de marbre blanc élevé pour elle dans cette solitude.

C'est là, d'après les assurances des savans illustres, qu'elle recouvrera la santé.

La grande maîtresse, ainsi que la majeure partie de l'escorte avaient été semés en route. Pour l'imposante vieille dame, l'ascension était une torture, mais une volonté de fer la faisait surmonter toutes les fatigues. Sa place était aux côtés de Sa Majesté : elle s'y tiendrait n'importe à quel prix, même si la Reine en était malheureuse.

Naturellement, Kidia fut un de ceux qui gravirent infatigablement les chemins escarpés auprès de sa souveraine; nombre d'hommes d'armes, quelques courtisans, les plus dévouées des suivantes, voilà ceux qui pénétrèrent avec elle dans sa nouvelle demeure.

En réalité, le vieux Caminosoff avait usé d'une baguette enchantée. Grâce à elle, l'infatigable vieillard avait fait surgir dans ce désert de neige, là où les aigles seuls suspendent leur aire, un merveilleux palais de marbre pur, aussi blanc que la neige sur laquelle il s'élevait. Caminosoff et le vieux docteur Boone se tenaient sous le grand portail, inclinés avec respect devant leur Reine, quand celle-ci franchit le seuil de ce séjour de paix.

Une vaste salle, toute de marbre blanc, voûtée comme une église, avec de larges fenêtres en ogives d'où l'on découvrait

l'étendue infinie des neiges, avait été édifiée pour Minola.

Tout y était blanc, selon son rêve de toujours.

Un sourire alangui et mélancolique erre sur ses lèvres. Oui, c'est ce qu'elle avait souhaité ; rien ne peut égaler la blancheur de cette pièce aux parois polies, avec son grand lit de repos qui disparaît sous les fourrures et les plis étincelans des précieuses broderies d'argent. De grandes coupes d'albâtre transparent, remplies de roses de Noël, sont rangées à la file sur le rebord des fenêtres; sur la grande table de marbre, des calices de cristal d'un prix inestimable contiennent des perce-neige d'une grandeur invraisemblable.

La paix et la sérénité, essence même de la solitude, planent comme un charme au dehors.

Dans l'âtre immense, un grand feu de bûches projette des rayons brasillans, seule lumière de cette étrange et merveilleuse salle.

Oui, le rêve de Minola s'est réalisé, mais à quoi bon? puisque Moona est disparu et qu'elle gît brisée comme une fleur prématurément flétrie.

Minola, Minola, tu vis ton rêve, mais, hélas! ne l'as-tu pas atteint trop tard?

VII

Chaque jour amenait quelque retardataire de la Cour dans ces blanches et paisibles hauteurs. Mais leurs voix bruyantes, leur verbiage incessant eussent compromis la tranquillité de la petite malade, si pendant un certain temps, après ce long voyage, elle n'eût été plongée dans une torpeur morbide, les yeux clos, la respiration courte et saccadée; heures anxieuses que le vieux docteur Boone passe au chevet royal.

Minola dormait les fenêtres grandes ouvertes pour ne point perdre un atome de l'air vivifiant qui devait la ranimer. La rigueur du froid était combattue par un feu de grosses bûches qui flamboyait et pétillait dans l'âtre immense avec un crépitement sec.

Chaque matin, on renouvelait, dans les coupes de jade, les pâles roses de Noël saisies par la gelée nocturne.

Mais quel brouhaha le jour où la grande maîtresse atteignit enfin les altitudes glacées!

La neige éblouissante fut un supplice intolérable pour ses yeux, le logis était froid, la chambre incommode et peu confortable : ses articulations, comme bien on pense, la faisaient souffrir.

On conçoit aisément la litanie d'aigres reproches qui tombèrent sur les uns et sur les autres!

Minola seule est hors de cause. Pâle et inconsciente, elle est étendue, insensible aux querelles comme aux accommodemens de ceux qui l'entourent.

Un jour, cependant, la très irritable comtesse pénètre dans la chambre de la Reine, faisant crisser la mosaïque d'or sous les plis raides de sa robe à traîne et cherchant à dissimuler sa figure bilieuse et son long nez dépité dans un pan de l'ample manteau de fourrure qui recouvre ses épaules anguleuses.

Dans ce temple de silence et de blancheur, sa présence fait une note discordante, son âme sèche et parcheminée ne pouvant sentir l'idéale beauté de cette harmonie parfaite.

Elle ne peut toutefois considérer sans émotion ce visage candide qui repose frêle et transparent parmi la somptuosité des broderies et des dentelles. La raideur de son maintien s'adoucit, et lorsqu'elle se penche vers la petite figure pour redresser les coussins, ses doigts crochus s'essaient à devenir caressans.

Mais la force de l'habitude, la routine de l'étiquette ne l'abandonnaient point, même dans ses momens d'attendrissement involontaire; avant de quitter la chambre, muette, elle se confondit dans une profonde et cérémonieuse révérence, qui n'amena même plus un pâle sourire aux lèvres de la petite souveraine, perdue dans son grand lit, comme un pauvre corps dans une tombe.

Par une claire matinée de gelée blanche, la flamme du soleil, pénétrant par les baies ouvertes, s'épand en jaillissemens d'or sur le lit de Minola et met une lueur dans ses yeux redevenus consciens, joyeux de cette débauche de lumière, qui ruisselle de toute part.

Lentement elle se soulève, les deux mains appuyées sur son lit, se penche en avant, étonnée de sentir la vie palpiter en elle, comme une timide fleur entr'ouverte qui perce l'enveloppe hivernale et découvre les splendeurs du jeune printemps.

Vivait-elle encore? Où avait-elle été durant ce long crépus-

cule? Elle passe sur son visage une main fluette et diaphane dans un effort pour se souvenir.

Oui, elle est revenue de quelque contrée lointaine, mais elle ne se souvient plus de rien; dans sa pensée, c'est le vide, un gouffre noir, l'abîme.

Le soleil glisse sur la mosaïque d'or, s'élève jusqu'à la couche basse, pose le feu de ses rayons caressans sur la forme émaciée de l'enfant et l'enveloppe d'un manteau fulgurant.

Ses suivantes la trouvèrent ainsi nimbée d'or par ce matin clair, et, joyeuses du réveil de leur Reine, elles se prosternèrent à ses pieds, lui baisant les genoux et les mains dans une touchante expansion.

Enfin! voici un événement heureux après tant de jours attristés.

La nuit suivante, comme Minola, assoupie, reposait avec au cœur le regret toujours inapaisé de son ami perdu, elle se réveilla soudain, tirée d'un sommeil troublé de cauchemars: sa vaste chambre baignait dans une lueur d'argent clair.

Un immense sortilège semblait s'être glissé entre ces parois si blanches et, comme jadis, elle crut entendre des sons de harpes... des harmonies plaintives, trop douces pour des oreilles humaines.

Mais, ô miracle, ô prodige, ô joie surhumaine, le voici!... C'est lui, étincelant à la clarté mystique de la lune. Comme une statue de marbre entre les deux piliers de la fenêtre, c'est lui, son ami si tendrement regretté, son cheval merveilleux, Moona, enfin! qui la regarde.

Minola, mignonne, ton cœur est-il capable de contenir une joie aussi intense?

Haletante, étranglant un sanglot, Minola tend ses deux bras impatiens et, d'un élan pareil au vol d'un oiseau, Moona est auprès de sa maîtresse.

L'enfant presse sa tête blonde contre l'épaule du cheval bien-aimé, et des larmes, nullement amères cette fois, ruissellent abondantes sur la robe veloutée de Moona. Et puis, elle balbutie à l'oreille de l'ami retrouvé, riant et pleurant en même temps, les paroles tendres d'autrefois.

Mais les prodiges ne sont point épuisés.

Qui voudra le croire? Et cependant c'est l'exacte vérité :

Moona peut parler à présent, il parle, et voici ce que Moona dit à sa Reine en vrai langage humain :

Il appartenait au royaume des fées. Mais, excédé de leurs marques de tendresse importune, de leurs rivalités, de leurs jalousies à se le disputer, il s'était évadé du royaume enchanté pour venir auprès de la petite Reine dont il savait l'isolement, et dont l'affection lui était chère ; et il la préférait à tous les êtres bizarres de l'autre monde.

Il aimait la mélancolie de Minola, il comprenait la tristesse de sa grandeur isolée, et s'était voué à elle tout entier, heureux de pouvoir vivre dans son ombre et d'alléger les souffrances de l'enfant mortelle.

Mais les fées sont jalouses et méchantes; déjà pendant la nuit lumineuse, dans le champ des pavots fantastiques, elles avaient lutté pour le ravir à l'enfant des hommes; elles avaient échoué alors, mais sans renoncer à le reprendre, et une autre nuit, qu'il était privé de la protection de sa maîtresse, seul, dans la stalle bleue, elles étaient apparues toutes, essaim silencieux et grouillant, et l'avaient ravi à l'affection si chère de Minola. Elles avaient essayé en vain tous leurs charmes et tous leurs maléfices pour lui faire oublier la petite fleur humaine qu'il adorait.

Il avait dépéri, son cœur lentement se fondait, il se mourait; alors, dans la crainte de le perdre, les fées avaient tenu conseil et décidé que, si Minola, la petite Reine agonisante, venait dans la région des neiges inaccessibles, elles, les immortelles magnanimes, lui céderaient chaque nuit le coursier magique, à la condition que chaque matin, dès l'aube, il rejoignît l'empire des fées.

« Hélas! ma douce petite Reine, ma chère petite Reine, j'ai craint d'arriver trop tard, de ne plus jamais revoir ton mignon visage se tendre vers ton fidèle Moona, qui t'aime, te chérit si tendrement. Mais le miracle s'est accompli, ma langue a été déliée, afin que je puisse te dire ma souffrance infinie.

« Et maintenant, petite Reine adorée, viens avec moi dans la nuit étoilée, monte sur le dos de ton fidèle Moona. Il te fera faire une chevauchée comme nul être humain n'en fit jamais, une course éperdue dans ce monde de pâle blancheur à travers ce désert glacé et infini. »

Toute faiblesse et toute fatigue avaient disparu des membres

de Minola : avec un râle de joie, la petite Reine s'élance légère sur le dos du cheval, ses doigts crispés à l'épaisse crinière, et les deux compagnons, tendrement unis, franchissant la fenêtre d'un bond, s'élancent en avant dans l'inconnu.

C'était la joie personnifiée qui bondissait à travers ce monde lumineux, sur les ondulations infinies de la neige, sur cette immensité brillante, scintillante, d'une pureté immaculée.

Plus triomphale chevauchée, en connais-tu, Minola? Un cœur humain peut-il connaître une joie plus intense, plus complète que cet envol radieux?

Et, chaque nuit, Moona venait chercher sa maîtresse, et chaque nuit, l'emportant sur son dos, il la menait à travers ces régions solitaires où nul bruit terrestre n'arrive plus. Spectacle unique, sur lequel jamais regard humain ne s'était posé.

Elle errait avec son cheval à travers des contrées désolées et sauvages, hérissées de roches abruptes, sillonnées d'abîmes sans fond, aux flancs des sommets de granit brillant où s'abritent les nids d'aigles.

Ils fuyaient, effleurant comme un brouillard les horizons de marbre, où, dans la nuit transparente, les étoiles, comme prêtes à tomber, projetaient sur le sol une pluie de diamans en poudre.

Jamais créature humaine ne connut splendeur pareille à celle qui émerveillait Minola. Et cependant, la petite Reine se mourait.

A chaque visite matinale, lorsqu'il pénétrait dans la pièce ensoleillée, le vieux docteur Boone demeurait confondu de la métamorphose étrange de la malade.

Minola dépérissait, nul doute n'était possible : la flamme vacillante de sa vie n'était plus qu'un souffle; cependant, un nimbe de joie inexplicable auréolait sa tête.

Ses yeux brillaient comme deux étoiles du paradis, sa voix vibrait limpide comme le cristal, son sourire suave ressemblait à la caresse du soleil sur les prairies en été. Son cœur battait à se rompre d'une joie sans bornes.

Le docteur assistait à ce miracle avec un étonnement anxieux : Minola semblait mourir de joie.

Puis, un jour, par une matinée de soleil, le vieillard, qui l'entourait d'un tendre dévouement depuis sa naissance, la trouva inanimée dans son grand lit, petit corps glacé, inerte,

pâle et transparent comme la figurine d'albâtre de quelque chérubin sculpté sur un antique tombeau.

Mais, le bonheur qui irradiait maintenant de la touchante petite figure avait quelque chose de si grand que, les yeux voilés de larmes, personne n'osa plus même souhaiter revoir la petite Reine parmi les mortels.

C'eût été, en effet, presque une impiété que de la rappeler des régions où elle goûtait enfin ce bonheur parfait que notre monde froid et cruel n'avait su ni voulu lui donner.

Minola, Minola, le sourire de tes lèvres dépasse en dignité tout ce que l' « opinion publique » attendait de ton jeune âge; il dépasse ce que tu étais tenue de donner à ton peuple, — malgré la devise suprême des rois que tu portais si courageusement dans ton cœur fervent d'enfant triste et fière : « Noblesse oblige. »

VIII

Pour la troisième fois, un long et morne cortège se déroule comme un fleuve silencieux à travers les rues de la sombre cité aux murs noircis par le temps.

De funèbres draperies noires voilent les balcons et les fenêtres ; étendards et drapeaux sont en berne. Des milliers de têtes découvertes s'inclinent avec respect; bien des visages baignés de larmes expriment la douleur sincère.

La petite Reine Minola rentre dans sa capitale : elle revient, cette fois, étendue pour toujours dans un coffre d'argent précieusement ciselé, coffre exigu que la douleur poignante et désespérée des hommes a nommé un cercueil.

Hélas ! le cercueil d'argent de Minola passe lentement sous le regard attristé des sujets silencieux; lentement, lentement, il se dirige vers la vieille cathédrale de pierre grise, et les grosses cloches d'airain lancent à travers l'espace leur appel grave et solennel.

Minola, Minola, où es-tu ? Es-tu à l'abri de la douleur, du chagrin, de la souffrance ? Tendre Minola, as-tu retrouvé la chaude caresse des bras maternels ? De ton refuge de paix et d'amour, peux-tu voir ces fronts découverts et recueillis ? Peux-tu voir tes sujets qui fléchissent le genou au passage de ton

petit cercueil porté solennellement par la noblesse de ton royaume en longs vêtemens de deuil?

Vois-tu le lourd drap d'argent qui recouvre ta dépouille mortelle effleurer la poussière des routes, comme jadis tes tresses blondes au bord de ta litière? Reconnais-tu dans la riche broderie les trois aigles d'or séparés par les flèches de jais de ton blason royal?

Minola, Minola, retrouves-tu aux feux du soleil l'éclat de ta pesante couronne? Te souvient-il encore de la meurtrissure qu'elle laissait à ton front candide?

Posée sur ton cercueil, elle n'est plus qu'un emblème frivole et brillant, fastueux témoin d'une grandeur disparue, aujourd'hui que tu t'en es allée bien loin, bien haut, sur les ailes divines des anges.

Minola, Minola, aimes-tu encore les roses, les blanches roses, blanches comme l'écume des vagues, les blanches roses qui jonchent les rues que traverse ton cortège funèbre et que foulent aux pieds ceux qui portent ton léger cercueil et tout le peuple après eux?

Viens! viens! clamait la voix puissante des vieilles cloches. Leur glas, tour à tour tendre et sonore, devient plus impérieux à mesure que le cortège se rapproche du sombre portail de la cathédrale.

Une dernière fois, le bleu profond du ciel et la flamme d'or du soleil brillent sur l'étroite bière, glissent sur le drap d'argent, font jaillir en feux étincelans les pierreries de la couronne.

Puis, les voûtes grandioses de la grande basilique s'emplissent d'ombre, toute cette splendeur lumineuse glisse insensiblement à la solennité des ténèbres.

La frêle dépouille de Minola est arrivée à sa dernière demeure.

La voix immense des orgues s'élève, lente et majestueuse, comme la rumeur des vagues chargées de plaintes qui berçaient jadis la pâle et triste petite Reine.

Sous les voûtes séculaires, les orgues puissantes déploient toute l'ampleur de leurs célestes chants, et l'on dirait des voix d'anges réunies pour glorifier la mort de la royale enfant!

Le petit cercueil d'argent est déposé sur les dalles froides jonchées de fleurs blanches.

De pieuses mains enlèvent le couvercle pour laisser voir le petit visage de la Reine, — les sujets ont le droit de contempler une dernière fois la tendre figure de celle qui, hier encore, était leur souveraine.

Elle repose, petite figurine de cire, plus grave que jamais ne l'eût souhaitée l' « opinion publique, »... mais le sourire doux et radieux ne se joue plus sur les lèvres de marbre, les yeux de pervenche sont clos, une majesté grave et auguste a figé les traits dans une expression de paisible sérénité.

Loin de l'humanité tumultueuse, dans un calme presque divin, Minola reste silencieuse, distante, comme aux jours où elle exprimait sa volonté.

La couronne royale est sur son front, mais le poids n'oppresse plus ses tempes; ses mains effilées sont pieusement jointes sur une image sainte entourée de rubis qui brillent comme des gouttes de sang. Le drap qui l'enveloppe retombe à terre des deux côtés du cercueil, et les aigles d'or de la bordure sont les sentinelles vigilantes des jours éternels. Les pieds menus font une saillie légère sous le pesant manteau d'argent qui semble les écraser.

Un tapis de roses et de lilas, linceul de neige parfumée, entoure le catafalque de Minola.

Dans une suprême offrande d'elles-mêmes, les fleurs se meurent, exhalant leurs plus suaves parfums pour rappeler à la petite statue endormie tout l'amour qu'elle leur portait jadis.

Dans de grands lampadaires d'argent vieilli se consument silencieux des cierges jaunes, pareils à ceux qui jadis éclairaient le doux visage sur le trône d'ivoire.

De pures et fraîches voix d'enfans répondent, d'un recoin sombre du sanctuaire, au chant grave des orgues, et de vieux hymnes liturgiques implorent le Tout-Puissant : ils le supplient d'accorder la paix et le repos divins à l'enfant qui, sur terre, ne connut jamais la joie des autres enfans.

Lentement, la nuit descend sur la cité en deuil.

Le soleil, après avoir pénétré une dernière fois à travers le prisme des vitraux, et effleuré d'une ultime caresse les traits rigides de la petite Reine, frôle encore les mains aux tons de cire qui pressent l'image sainte sur le cœur endormi pour le repos suprême.

Le long défilé des adieux est fini, et, l'âme endolorie, chacun rentre à son foyer.

Le grand portail de l'église demeure ouvert pour que tous les sujets de Minola puissent venir murmurer une dernière oraison dans l'ombre du sanctuaire.

Les ténèbres s'épaississent, écrasantes ; un silence religieux emplit la nef : c'est la nuit, la nuit immense, impénétrable.

Quatre silhouettes se profilent nettement, quatre silhouettes rigides d'adolescens immobiles, le front courbé, les mains jointes sur le pommeau ciselé de leurs épées, et leurs ombres se projettent agrandies.

Ce sont les quatre pages de Minola, vêtus de ces pourpoints d'argent terni qu'elle aimait à leur voir.

Plus de couronnes de fleurs sur le front, mais de longs crêpes noirs qui effleurent le sol.

La brise nocturne s'engouffre par la porte béante, agite, au-dessus de la jonchée de fleurs, les voiles sombres qui se soulèvent comme des bras éplorés.

Mais quelle est cette figure hautaine qui, immobile, les mains jointes encore dans un geste d'oraison, se tient pleine d'une dignité inflexible?

Est-ce vraiment la duchesse Arabella qui s'obstine encore à ne pas vouloir quitter sa souveraine? Mais oui, elle se cramponne à sa situation, à ses prérogatives enviées, alors même que l' « opinion publique » ne peut plus s'exercer sur l'être frêle disparu, maintenant hors d'atteinte.

Toute noire, dans sa robe qui tombe à plis irréprochables jusqu'à ses pieds, la comtesse se raidit dans une immobilité forcée, mais ses membres flageolent, car longue et lugubre est la veillée des morts et l'altière grande maîtresse n'a plus vingt ans. Ses doigts froissent un mouchoir bordé de noir, de grosses larmes coulent lourdement le long du nez rougi.

Non, elle n'abandonnera pas la Reine jusqu'à l'instant où les dalles de pierre l'auront recouverte pour l'éternité.

Pauvre vieille Comandolina, désormais ton rôle est fini, l'enfant royale ne sera plus à ta merci pour obéir à tes injonctions, subir tes reproches acrimonieux et accepter l'obséquiosité de tes hommages.

Elle est là sous tes yeux, les lèvres impitoyablement closes,

défendant le secret de sa science nouvelle, plus profonde et plus vraie que la tienne.

Tu n'as devant toi que la dépouille mortelle de son âme ardente et, quand tu fléchis le genou, de là-haut, Minola te regarde et sourit au souvenir des puérilités auxquelles tu attachais une importance si exagérée; avec une divine compréhension, elle murmure : « Pauvre vieille Comandolina! »

Vaincue par l'âge et la fatigue, dame Arabella s'est assoupie à son banc; sa tête, alourdie par une coiffure compliquée, se penche sur ses mains jointes dans l'abandon d'un sommeil profond.

La fatigue aussi a fermé les paupières de trois des jeunes pages qui veillent debout sur la petite Reine endormie.

Leur front s'incline sur la garde de leurs épées, et leurs cheveux bouclés encadrent leurs visages comme des ailes d'oiseau. Kidia seul ne dort point : il souffre trop, son cœur est déchiré par une atroce douleur.

Tout est silence, silence tragique et opprimant sous ces voûtes sombres, sous ces pierres usées par les pleurs de la souffrance humaine. Kidia sent la folie envahir son cerveau. Pourquoi le sommeil ne lui vient-il pas comme aux autres?

Dans la nuit opaque, le silence effroyable l'étreint, le suffoque, pèse sur lui au delà de ses forces.

Il détourne lentement la tête et contemple le cher petit visage qu'il a aimé d'une si sainte ferveur, chéri d'un si absolu dévouement.

A tenir ainsi sous ses yeux la figure aimée, il se sent pris de vertige, car dans cette face exsangue et rigide il ne retrouve plus l'enfant qu'il a aimée vivante; les traits adorés ont une expression sage, austère, pleine d'une majesté qu'il ne lui connaît pas.

Une indicible douleur, alors, tord le cœur de Kidia, sa poitrine se gonfle de soupirs saccadés, l'épée s'échappe de ses mains et frappe les dalles grises semées de fleurs avec un bruit de sanglot étouffé.

Le page tombe à genoux, sa tête aux boucles d'or s'écrase dans les plis d'argent du linceul et, là, il pleure à cœur perdu.

Mais, du sein des ténèbres profondes, une buée lumineuse s'encadre dans le portail béant : un fantôme translucide, une

silhouette de cheval, pétri des rayons argentés de la lune, infiniment blanc, infiniment beau, surgit, être surnaturel, d'un monde inconnu.

A pas lents, et comme feutrés, le superbe animal gravit les marches de la cathédrale. Une trace phosphorescente indique son passage; mais ses sabots d'ivoire n'éveillent aucun écho dans le silence du saint lieu.

Il s'avance lentement jusqu'à l'endroit où dort la petite Reine.

Un spectacle étrange et merveilleux tire alors Kidia de son accablement.

Le spectre lumineux du cheval penche son col flexible vers le visage immobile de la Reine... La rigidité marmoréenne des traits semble se fondre, il la voit s'animer d'imperceptibles frémissemens, un sourire divin comme l'aube s'esquisse sur le petit visage que la mort a scellé.

Minola sourit. Minola a senti la présence de son cheval bien-aimé. Est-ce l'ombre furtive d'un rêve qui anime les traits d'une enfant endormie? Non, c'est un miracle, une réalité fantastique et merveilleuse.

Kidia croit voir distinctement la voûte de la cathédrale devenir transparente, diaphane comme un voile vaporeux, se soulever lentement, quitter les piliers gigantesques qui la soutiennent, s'élever de plus en plus, s'entr'ouvrir pour montrer la sphère céleste où scintillent les étoiles, yeux innombrables ouverts sur l'obscurité du lieu saint.

Alors, le cheval magique déploie deux grandes ailes blanches comme celles d'un cygne géant et puis... et puis..., mais quelles paroles humaines pourraient raconter pareil miracle?...

Il semble que Minola quitte la bière étroite, ou bien est-ce seulement le sourire ineffable de l'enfant ? On dirait plutôt que l'ombre de la petite Reine jaillit de la couche funèbre, se dégage de l'enveloppe rigide qui, jamais, ne fut notre vraie Minola, qu'elle abandonne le cercueil d'argent ciselé, les deux bras noués au cou du cheval féerique...

Et tous deux, légers comme la brise d'été, s'élèvent dans les brumes de la nuit. En haut, plus haut, toujours plus haut, le cheval fantôme emporte son précieux fardeau; il plane semblable aux mouettes argentées qui voltigeaient autrefois autour du trône de marbre blanc. Puis, la vision s'éva-

nouit, se fond, disparaît dans l'immensité bleue du firmament étoilé...

Kidia, fasciné par l'apparition féerique, regarde à perdre les yeux. Mais sa vue extasiée ne rencontre plus que l'abîme constellé.

Le royaume de Minola est plongé dans un deuil profond, les rues de la cité sont tristes et silencieuses; dans toutes les églises de la capitale résonnent les mornes chants funèbres et partout l'on pleure et l'on prie, car la mort de la petite Reine cause un chagrin profond.

Mais une légende est née dans l'âme naïve du peuple ; cette légende affirme que Minola n'est point morte, que son corps frêle ne repose pas réellement sous les dalles armoriées de la cathédrale.

Les pauvres gens soutiennent que, par les nuits sereines, à la clarté sidérale, une apparition éblouissante passe, avec la fulgurance de l'éclair, à travers forêts et clairières, par les monts et par les vallées, dans les plaines et les prairies, une ombre blanche, disent-ils, vision immatérielle d'un charme fugitif et insaisissable.

C'est Minola, la Reine enfant qui, montée sur son cheval magique, descend des hauteurs éternelles, pour revoir, une fois encore, le monde des mortels.

MARIE.

L'HISTOIRE DES SCIENCES

ET

LES PRÉTENTIONS DE LA SCIENCE ALLEMANDE

En parlant de la science, nous avons uniquement en vue les sciences mathématiques, physiques et naturelles. Les admirables découvertes faites dans ces domaines depuis trois siècles ont été souvent citées comme exemples des progrès de la civilisation. Mais il faut éviter ici de graves confusions. Parmi les progrès de la civilisation entendue au sens le plus large et le plus humain, figurent aussi les progrès de la moralité, et on ne doit pas oublier que la science et la moralité sont loin de progresser de pair, l'accroissement de la connaissance scientifique ne rendant pas nécessairement les hommes plus moraux. Ainsi, le sentiment de l'honneur et le respect de la parole donnée n'ont pas de commune mesure avec la connaissance des lois relatives à la compressibilité des gaz et à l'action des aimans sur les courans électriques. Les sciences peuvent contribuer au bonheur et au bien-être de l'humanité ainsi qu'au soulagement de ses misères, mais elles sont aussi susceptibles de concourir aux fins les plus criminelles.

Ces constatations sont banales; les événemens actuels permettent seulement de les faire une fois de plus et dans des conditions singulièrement étendues. Cependant, ceux qui croient le moins à une influence profonde de la culture scienti-

fique sur la valeur morale aiment à penser que, au moins pour les savans qui la font progresser, la science est autre chose que l'outil de merveilleux service dont parlait Montaigne, et que l'habitude de la méditation constante sur ce que les Anglais appellent la philosophie naturelle, incline l'esprit à la sérénité et aussi à la modestie, car le savant, plus que tout autre, doit connaître la grandeur de nos ignorances. Il est triste de constater combien sont nombreuses en Allemagne les exceptions à cette mentalité du véritable homme de science. Quel étrange spectacle que l'effroyable orgueil des savans d'outre-Rhin professant que, là aussi, l'Allemagne est *au-dessus de tout !*

La prétention de la science allemande à une supériorité universelle est-elle fondée? Il y a quelques mois, l'Académie des Sciences de Paris rappelait que les civilisations latine et anglo-saxonne sont celles qui ont produit depuis trois siècles la plupart des grands créateurs dans les sciences mathématiques, physiques et naturelles, ainsi que les auteurs des principales inventions du XIXe siècle, sans oublier d'ailleurs les contributions apportées par des nationalités moins étendues. Nous nous proposons, en jetant un coup d'œil sur l'histoire des sciences, de montrer que, effectivement, la plupart des contributions essentielles, tant théoriques que pratiques, n'appartiennent pas à des savans ou inventeurs allemands. Après cette esquisse du développement de la science moderne, nous chercherons à analyser les causes des prétentions de la science germanique; quelques-unes sont d'ordre philosophique, d'autres tiennent à une confusion entre le progrès réel de la science et l'accroissement du rendement scientifique. Peut-être aura-t-on l'impression que la part apportée par l'Allemagne est loin d'être en rapport avec le rôle qu'elle prétend jouer dans le monde.

I

A diverses reprises, l'Allemagne fut entièrement tributaire de la civilisation celto-latine. C'est ainsi que, dans l'antiquité, le Germain barbare fut tributaire du Celte, et qu'aux XIIe et XIIIe siècles, la civilisation germanique n'a été qu'un prolonge-

ment de la civilisation française (1). Au Moyen Age, les grands centres d'enseignement étaient en France, en Italie, en Angleterre, et les maîtres réputés de cette époque, qui sont d'origine allemande, comme Albert le Grand, ont étudié et enseigné en France et en Italie. Au XIVe siècle, comme il résulte des belles études de M. Duhem sur la Science au Moyen Age, il y eut à l'Université de Paris une vive réaction contre la physique et la mécanique d'Aristote ; à ce mouvement se rattache le nom de Buridan, dont les vues sur la dynamique contenaient en germe le principe moderne de la conservation de l'énergie. Presque tous ceux qui dissertent sur la mécanique sont, au XIVe et au XVe siècle, des disciples de Buridan ; au premier rang de ceux-ci figure Nicole Oresme, véritable précurseur de Copernic, dont les idées sur le mouvement des corps célestes devançaient de beaucoup son temps, et qui fut aussi un précurseur de Descartes en géométrie analytique. Parmi les savans du début du XVIe siècle, on doit compter Léonard de Vinci, dont l'œuvre théorique se rattache d'ailleurs aux doctrines de l'Université de Paris. Nous arrivons alors au grand développement des mathématiques et de la physique à l'époque de la Renaissance. Les noms de Copernic, Viète, Tycho-Brahé, Stevin, Galilée, tiennent une place considérable dans l'histoire de l'astronomie, de l'algèbre, de la statique et de la dynamique. Un seul nom allemand se présente ici à nous, mais un des plus glorieux de l'astronomie, celui de Kepler, qui abandonne les mouvemens circulaires ou leurs combinaisons pour représenter les trajectoires des astres, et, utilisant les observations de Tycho-Brahé, découvre, après dix-huit années de pénibles et laborieux calculs, les lois célèbres relatives aux planètes.

Aux XVIIe et XVIIIe siècles, nous trouvons un nouvel apogée de l'influence française en Allemagne. Dans l'histoire des sciences mathématiques et physiques, la France et l'Angleterre tiennent alors sans conteste la première place. On a beaucoup écrit sur la priorité de Newton et de Leibniz comme inventeurs du calcul infinitésimal. La question des algorithmes employés par ces deux grands géomètres est certes de grande importance,

(1) Sur l'histoire de l'influence française en Allemagne, on peut consulter un livre remarquablement documenté de M. L. Raynaud *(Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, Hachette, 1914*)*. Ce livre a paru avant la guerre actuelle.

mais il ne faut pas oublier le mot si juste de Lagrange dans son calcul des fonctions : « On peut regarder Fermat comme le premier inventeur des nouveaux calculs. » Les deux mémoires sur la théorie *de maximis et minimis* et des *tangentes* établissent en effet les droits incontestables du conseiller au Parlement de Toulouse à l'invention du calcul infinitésimal.

De quelques vues isolées et trop spéciales sur l'algèbre géométrique, qui remontaient aux Grecs, Descartes fait une doctrine, la géométrie analytique, et il apporte à la théorie des équations algébriques des contributions importantes. On a cherché parfois à rabaisser le rôle de Descartes en mécanique. C'est oublier qu'il a le premier énoncé la loi d'inertie sous une forme précise. Il a aussi introduit une idée capitale dans la science en affirmant que dans un système isolé, comme nous disons aujourd'hui, il y a quelque fonction des masses et des vitesses qui demeure constante. Descartes se trompe en envisageant à ce sujet les quantités de mouvement, tandis qu'il faut considérer les projections sur une droite de ces quantités, et Leibniz, qui le critique justement, paraît être le premier à avoir envisagé la combinaison de la masse et de la vitesse représentant la force vive; il n'en reste pas moins que, en mécanique comme en philosophie, Leibniz est un disciple de Descartes. On sait, de plus, que le grand philosophe allemand séjourna longtemps à Paris et y subit l'influence de l'illustre Hollandais Huyghens qui avait créé la dynamique des forces variables, et, dans ses études sur le pendule composé, avait fait en réalité une application du théorème des forces vives au mouvement d'un système matériel.

Les temps étaient mûrs pour que le génie de Newton pût poser définitivement les principes de la dynamique et faire de ceux-ci l'admirable application qui a rendu son nom célèbre en écrivant dans son livre des *Principes mathématiques de la philosophie naturelle* le premier chapitre de la Mécanique céleste. Après cette période d'induction, vient une période déductive où le développement mathématique joue un rôle essentiel, période à laquelle se rattachent surtout les travaux de d'Alembert et de Lagrange. Les applications viennent alors nombreuses. Quelle riche moisson en astronomie théorique nous rappellent les noms de Clairaut, de d'Alembert, de Lagrange, de Laplace. Newton mis à part et hors rang, on peut dire que la Mécanique

céleste est une science presque uniquement française, avec les grands géomètres que nous venons de citer et auxquels, en continuant jusqu'à nos jours, il faut joindre ceux de Poisson, de Cauchy, de Le Verrier et de Henri Poincaré. Je n'ai garde d'oublier le Suisse Euler, qui fut un des grands analystes de la seconde moitié du XVIIIe siècle, et l'Allemand Gauss, illustre dans tant d'autres domaines ; si grande que soit leur œuvre astronomique, elle ne renferme cependant pas en Mécanique céleste les mêmes découvertes capitales que celles d'un Lagrange ou d'un Laplace.

Je ne puis guère insister ici sur le domaine abstrait des mathématiques pendant le XIXe siècle. Parmi ceux qui ont ouvert les voies les plus fécondes, il faut citer Cauchy, Galois, Gauss, Abel et Fourier. Le premier, en créant la théorie des fonctions de variables complexes, a donné une vie nouvelle à l'analyse mathématique, et, en ce sens, les travaux les plus modernes relèvent de lui ; c'est ce qu'on oublie souvent en Allemagne. On doit les notions les plus essentielles sur la théorie des groupes à Galois, qui en a fait d'admirables applications à la théorie des équations algébriques, et ces notions ont pu être transportées plus tard en analyse. Le nom de Gauss, à qui la géométrie infinitésimale doit de grands progrès, domine surtout la théorie moderne des nombres, déjà explorée avant lui avec éclat par Fermat, Lagrange et Legendre. Cette science du discontinu, si difficile pour nos esprits habitués par les phénomènes naturels à l'idée de continuité, a été souvent appelée la reine des mathématiques ; ce fut plus tard un des grands mérites d'Hermite d'introduire le continu dans certaines questions d'arithmétique supérieure. Les travaux sur les fonctions elliptiques et sur des transcendantes plus générales ont rendu célèbre le nom du Norvégien Abel. Quant à Fourier, son ouvrage sur la théorie analytique de la chaleur a fait époque en physique mathématique ; il contient le germe des méthodes employées dans l'étude des équations différentielles auxquelles conduisent de nombreuses théories physiques, et les séries qui portent le nom de Fourier ont fait l'objet d'immenses généralisations.

Dans l'astronomie d'observation, on trouve, pour les temps modernes, les véritables pionniers dans les pays latins ou anglo-saxons. Sans remonter jusqu'à Galilée, indiquons seule-

ment parmi les fondateurs de cette branche si captivante de la science : Bradley, qui découvrit l'aberration d'après laquelle chaque étoile semble décrire annuellement une très petite ellipse et la nutation qui est une légère oscillation de l'axe terrestre d'environ dix-huit ans, puis aussi l'infatigable observateur que fut William Herschel, dont les puissans télescopes sondèrent avec tant de succès les profondeurs du ciel. Nous pouvons rattacher à notre pays le Danois Roemer à qui l'observation des satellites de Jupiter révéla que la lumière a une vitesse finie. Pour des temps plus récens, le nom de l'astronome allemand Bessel doit être rappelé pour ses travaux sur les étoiles doubles et sur la mesure de la parallaxe d'une étoile de la constellation du Cygne, ce qui faisait connaître, pour la première fois, la distance d'une étoile à la terre. Dans le monde plus lointain encore des nébuleuses, l'astronome anglais Huggins ouvre une voie nouvelle par ses observations sur les nébuleuses planétaires; il mesure aussi le premier la vitesse avec laquelle une étoile s'éloigne ou se rapproche de la terre.

En physique générale, deux principes dominent l'énergétique. Sous leur forme thermodynamique primitive, le premier principe ou principe de l'équivalence de la chaleur et du travail est attribué généralement au médecin allemand Robert Mayer; le second, concernant la dégradation de l'énergie, est le principe de Carnot. Toutefois l'histoire du premier principe serait à reviser. Tout d'abord, les expériences de Rumford sur l'échauffement produit dans le forage des canons conduisaient à l'idée de l'équivalence de la chaleur et du travail, et il en est de même des expériences de Davy sur le frottement l'un contre l'autre de deux morceaux de glace. Mais c'est dans l'ouvrage publié sur les chemins de fer par Seguin, l'inventeur des chaudières tubulaires, en 1839, c'est-à-dire quatre ans avant le travail de Mayer, que l'on rencontre des vues précises sur le premier principe de la thermodynamique, et même un calcul sur l'équivalent mécanique de la chaleur présentant une grande analogie avec celui du médecin allemand. De plus, dix ans auparavant, Carnot, modifiant ses vues sur le calorique, avait nettement indiqué le premier principe dans des notes trouvées après sa mort survenue en 1832, mais qui ne furent publiées que longtemps après. Il est donc légitime de regarder Sadi Carnot (qui était le fils aîné de Lazare Carnot) comme le créateur de la

thermodynamique. En fait, comme l'a dit un bon juge, lord Kelvin, dans toute l'étendue du domaine des sciences, il n'y a rien de plus grand que l'œuvre de Sadi Carnot. Il faut dans ce domaine placer très haut Joule, Clausius et Helmholtz, mais Carnot les domine tous.

En optique, Young et surtout Fresnel développent avec éclat l'optique ondulatoire entrevue par Huyghens. Quel merveilleux chapitre de la physique que celui de l'optique des interférences et de la polarisation, où tant de physiciens français et anglais ont fait, après Fresnel, de si remarquables découvertes! En Allemagne, nous pouvons citer ici Kirchoff dont le nom est attaché à l'analyse spectrale et à l'étude des lois du rayonnement.

Dans l'histoire de l'électricité, l'Italie, la France, l'Angleterre tiennent le premier rang avec Volta construisant la pile électrique, avec Ampère trouvant les lois de l'action des courans sur les courans, avec Faraday découvrant l'induction électrique. Plus récemment, le génie de Maxwell fonde l'électro-optique; grâce à lui, les phénomènes électriques et les phénomènes lumineux ne nous apparaissent plus comme deux mondes distincts. Dans l'étude des nouveaux rayonnemens, rayons cathodiques, rayons de Becquerel et autres, la part des physiciens anglais et français est prépondérante. La découverte du radium par Curie nous a montré la matière dans des conditions d'instabilité jusque là insoupçonnées. Seul le chapitre des rayons X ou rayons de Röntgen fut ouvert en Allemagne.

Dans la fondation de la chimie moderne, Lavoisier occupe une place à part. Un grand nombre de faits avaient été accumulés depuis un siècle, et la découverte des principaux gaz, hydrogène, oxygène, azote, chlore, venait d'être effectuée par les Anglais Cavendish et Priestley, et le Suédois Scheele; Lavoisier prend tous ces résultats antérieurs comme point de départ de ses expériences et, en les interprétant convenablement, il constitue la chimie moderne. Sa manière d'envisager la combustion en général constitue une véritable révolution scientifique. Après lui, Dalton, Humphry Davy, Berzelius, Gay-Lussac, Dumas, Gerhardt ont été de grands créateurs. Aux Allemands Richter et Wenzel se rattache la doctrine des équivalens chimiques, tandis que la théorie atomique proprement dite, dont la fécondité est si grande, trouve son origine dans

les travaux de Dalton et dans ceux de Gay-Lussac. Les conceptions si simples d'Haüy sur la matière cristallisée lui font découvrir les lois fondamentales de la cristallographie.

La mécanique chimique et la chimie physique relèvent de la statique chimique de Berthollet qui a montré que, dans les réactions chimiques, il faut tenir compte des conditions physiques. Dulong montrait ensuite que dans la décomposition des sels peut intervenir la masse des réactifs. Puis viennent les travaux de Berthelot sur l'éthérification, et de Sainte-Claire Deville et de ses élèves sur la dissociation. Les notions ainsi acquises d'équilibre chimique et de transformations réversibles ont été depuis lors l'objet d'un nombre immense de recherches, où l'Allemagne a apporté sa part, mais n'a pas en somme introduit les idées essentielles. La mécanique chimique et la chimie physique ont trouvé leur plus grand théoricien dans l'Américain Willard Gibbs qui, dès 1875, faisait connaître des résultats généraux sur les équilibres chimiques et sur la dissociation, retrouvés depuis de divers côtés par une voie indépendante.

Dans les sciences naturelles, l'orientation des recherches a été changée depuis Lamarck et Darwin. La biologie tout entière est dominée aujourd'hui par l'idée d'évolution, idée qui fut d'ailleurs un ferment puissant dans d'autres domaines, comme la philosophie et l'histoire. Lavoisier doit être compté parmi les grands physiologistes; il a le premier assimilé la respiration pulmonaire à une combustion. Bichat a fondé l'Anatomie générale et a été le créateur de la science des tissus. On a pu dire de Claude Bernard qu'il fut la physiologie elle-même ; c'est surtout à lui que la physiologie est redevable de la démonstration de la nature physico-chimique des actes élémentaires de l'organisme, et un de ses plus beaux titres de gloire est d'avoir créé la physiologie cellulaire, base principale de la physiologie générale. Il a été aussi l'initiateur de la doctrine des sécrétions internes dont Brown-Séquard montra ensuite la véritable portée.

L'œuvre de Cuvier est immense; ses trois grands ouvrages sur l'Anatomie comparée, sur les ossemens fossiles, et sur la distribution du règne animal d'après son organisation ont transformé les sciences zoologiques. On n'a pas oublié les débats célèbres entre Cuvier et un autre grand naturaliste du

siècle dernier, Geoffroy Saint-Hilaire qui fonda l'embryogénie. Un peu plus tard en Allemagne, l'embryologie comparée se développe avec von Baer, et Schwann établit la théorie cellulaire. Dans certaines sciences spéciales comme l'histologie et la cytologie, à la suite d'observations fondamentales faites ailleurs, des progrès importans sont réalisés en Allemagne, grâce à l'excellence des techniques et au nombre considérable des chercheurs.

Le nom de Pasteur vient se placer à côté, sinon au-dessus de ceux de Lamarck, de Darwin et de Claude Bernard. Ses travaux sur les fermentations ont orienté la biologie dans des voies inattendues et son œuvre a en médecine des prolongemens indéfinis. Les perfectionnemens apportés en Allemagne aux méthodes de culture ont permis de faire d'intéressantes découvertes, mais les idées et les faits essentiels apportés depuis Pasteur dans le domaine immense auquel se rattache le nom de ce grand bienfaiteur de l'humanité, tels que la phagocytose, la bactériolyse et l'hémolyse, l'anaphylaxie, sont dus à des savans russe, belge, français.

On voit assez, par l'historique rapide qui précède, combien peu la science allemande est fondée à prétendre à l'hégémonie universelle. Si important qu'ait été l'apport de l'Allemagne, nous ne sommes pas injuste en constatant que les grandes idées directrices sont le plus souvent venues d'ailleurs. L'Allemagne sans doute a eu des chercheurs de génie, et personne ne se donnera le ridicule de vouloir diminuer un Gauss, un Clausius, un Kirchoff, un Helmholtz, mais il faut une singulière complaisance pour croire que l'Allemagne tient le premier rang dans les découvertes fondamentales qui ont depuis trois siècles contribué à la formation de la science moderne.

II

C'est donc par une singulière aberration que la race germanique se proclame seule dans le monde capable de travailler au développement scientifique de l'humanité. Est-il possible de trouver quelques raisons à cette croyance de tant de cerveaux germains en leur supériorité? Sans doute, la démence collective, qui pousse le peuple allemand à se regarder comme un peuple

élu, chargé par son Dieu de diriger le monde, donne une explication d'ordre général, mais il importe d'indiquer des raisons plus particulières.

On est constamment frappé, en lisant les livres et les mémoires des auteurs allemands, de leur prodigieuse incapacité à mettre en lumière les idées essentielles. Les détails et les points importans sont traités avec la même ampleur, et le lecteur chemine péniblement sans savoir où il va. Il y a là tout d'abord une incapacité de rédaction qui nous choque et rend pénible la lecture de ces travaux quand bien même ils sont en eux-mêmes intéressans. Souvent, même chez les plus illustres, les idées directrices restent obscures, peut-être à dessein. Tel Gauss dans ses recherches profondes sur la théorie des nombres, dont plus d'un passage constitue une énigme à déchiffrer. Il en est de même chez Weierstrass, puissant penseur mathématique assurément, mais qui semble craindre de montrer à ses lecteurs de trop vastes horizons et les conduit en tenant une lanterne sourde. Avec quel plaisir on revient, après la lecture d'un texte scientifique allemand, à un mémoire clair et lumineux de Lagrange, à un livre de J.-B. Dumas ou de Claude Bernard! Je n'ose décider dans quelle mesure la langue allemande contribue aux défauts signalés plus haut. Il se peut que la formation de mots composés, où le rapport entre les composans est si mal défini, joue là un certain rôle; il est étrange en tous cas que, depuis Fichte, les Allemands trouvent dans cette agglutination un signe de supériorité.

D'une manière plus générale, dans un ensemble un peu vaste, l'Allemand juge mal de l'importance relative des questions. C'est ce qu'on ne voit que trop dans les encyclopédies et les résumés, pour lesquels il a tant de prédilection, et dont plus d'un fausse l'histoire des sciences dans l'esprit de ceux qui leur accordent toute confiance. Bien entendu, ces sortes d'ouvrages ont fréquemment le souci de glorifier la science allemande; mais, même quand ils sont faits avec impartialité, ils sont souvent inutilisables, confondant dans une même citation des mémoires fondamentaux souvent très courts et de longues dissertations qui n'ont pas amené un progrès réel. Ce défaut dans l'estimation de la valeur scientifique a conduit à apprécier la quantité aux dépens de la qualité, et, l'Allemagne étant sans conteste le pays où les presses des imprimeries scien-

tifiques travaillent le plus, la science allemande s'est estimée *au-dessus de tout.*

La difficulté à juger de l'importance réelle des problèmes fait parfois attacher un grand prix à des questions purement formelles sans intérêt pour le fond. Par un simple changement de forme ou une légère modification expérimentale, on croit faire une grande découverte. Citons de ce formalisme un exemple pris dans les élémens de l'arithmétique. On sait qu'il existe des nombres incommensurables, c'est-à-dire des nombres qui ne peuvent s'exprimer par le rapport de deux nombres entiers. Le fait est connu depuis les Pythagoriciens, qui démontrèrent que le rapport entre le côté d'un carré et sa diagonale était incommensurable. Ce fut même pour eux un grand scandale, car ils professaient qu'il existe un atome de longueur, ce qui entraînait la commensurabilité du rapport de deux longueurs quelconques. A lire certains traités allemands d'arithmétique, il semblerait que personne n'ait jamais rien compris aux incommensurables avant que tel géomètre allemand contemporain ait fait une longue exposition de la question déjà traitée en ses points essentiels dans d'anciens livres d'arithmétique. Nous trouvons là un exemple de cette manie de ratiociner et de rendre obscures les choses claires, qui est une des caractéristiques du pédantisme germanique.

Avec les particularités de l'esprit allemand, que nous venons de signaler, on ne sera pas étonné de la façon dont est souvent traitée l'histoire des sciences de l'autre côté du Rhin. J'ai déjà dit que, en Allemagne, on ne rendait pas à notre grand géomètre Cauchy la justice qui lui est due; je pourrais faire la même remarque pour les théorèmes généraux de Liouville et d'Hermite sur les fonctions doublement périodiques, que l'on rattache, sans les citer, aux travaux de Weierstrass. Dans un autre ordre d'idées, on sait que pendant longtemps la géodésie a été une science essentiellement française; dès le XVIIe siècle, des mesures précises d'arc de méridien furent exécutées en France, et c'est chez nous que fut établi le système métrique. Des mesures géodésiques de plus en plus précises ont été faites depuis dans de nombreux pays, et cette science spéciale a pris un caractère international; mais ce n'est pas une raison pour en oublier l'histoire, ni pour chercher à l'accaparer.

Lavoisier est pour la grande majorité des chimistes le

fondateur de la chimie moderne. Il en va autrement en Allemagne, où on cherche à diminuer son rôle. On insiste d'abord sur ce qu'il n'a pas découvert les principaux gaz de la chimie pneumatique; ce à quoi il n'a jamais prétendu, quoiqu'un chimiste allemand, trop célèbre depuis quelques mois, affirme que, Priestley ayant fait part à Lavoisier de sa découverte de l'oxygène, le chimiste français publia alors un mémoire où il s'attribuait l'honneur de la découverte de ce gaz. L'édification de la théorie de la combustion est le grand titre de gloire de Lavoisier. Or, la théorie du phlogistique de Stahl, écrit-on, avait déjà résolu ce qu'il y avait d'essentiel, en montrant qu'il s'agissait de phénomènes généraux et réciproques, combustion et régénération ou oxydation et réduction; elle avait offert, en outre, un excellent guide à des expérimentateurs comme Scheele et Priestley. En fait, ajoute-t-on, on passe de la théorie de Stahl à celle de Lavoisier par une simple transposition, et un peu plus on remarquerait, en employant le langage de l'algèbre et donnant le signe moins au phlogistique, qu'il est équivalent de retrancher une quantité négative ou d'ajouter une quantité positive. Outre le désir de diminuer un savant français, il y a dans ces vues un produit d'une mentalité philosophique très répandue chez nos voisins, dont nous parlerons tout à l'heure.

Nous avons dit plus haut que les travaux de Henri Sainte-Claire Deville sur la dissociation sont fondamentaux dans l'histoire de la physico-chimie; ils offrent de nombreux exemples de ces équilibres réversibles qui jouent un si grand rôle dans la chimie actuelle. Aussi est-ce avec quelque étonnement que dans des œuvres de vulgarisation estimées on ne rencontre pas le nom de Deville. Il est souverainement injuste d'oublier le rôle des chimistes français dans la fondation de la chimie physique, que maintenant l'Allemagne s'efforce d'accaparer. Que d'idées nouvelles alors furent à ce sujet émises chez nous, depuis les temps déjà lointains (1839), où Gay-Lussac comparait le phénomène de la dissolution à celui de la formation des vapeurs, et où un chimiste français déclarait (1870) que la force osmotique est l'analogue de la force élastique des vapeurs. On sait que la découverte d'une membrane semi-perméable par un botaniste allemand permit plus tard au Hollandais Van't-Hoff de faire ses expériences sur l'osmose.

L'histoire des sciences est singulièrement difficile à écrire; on y rencontre beaucoup de fausses attributions et de silences parfois intentionnels. Il faut une grande sagacité et des recherches patientes pour retrouver les premières traces d'une idée appelée à un grand avenir. Une grande finesse d'esprit est nécessaire pour éviter deux écueils. Une constatation due à un pur hasard, inconsciente en quelque sorte, ne doit pas être mise sur le même rang qu'une découverte amenée par un heureux pressentiment, qu'on pourrait appeler le sens du vrai, et par des déductions bien liées. Un illustre physicien, mort il y a une vingtaine d'années, avait coutume de distinguer, à ce sujet, entre les trouvailles et les découvertes. Il importe en second lieu que les revêtemens donnés à tel ou tel chapitre de la science ne fassent pas oublier les vrais constructeurs, pour ne voir que celui qui a apporté à l'édifice les derniers achèvemens; un nain placé sur la tête d'un géant peut apercevoir des horizons plus étendus, mais il a, à cela, peu de mérite.

On a quelquefois cherché à diminuer l'importance des admirables travaux de Berthelot sur les synthèses, parce qu'une ou deux synthèses organiques avaient été effectuées avant lui, dont celle de Wöhler sur l'urée en 1829 n'est pas douteuse. Mais la distance est immense entre un fait particulier qui ne se rattachait à aucune idée générale et les vues profondes du chimiste français, systématiquement poursuivies.

A l'opposé, le nom de Pasteur n'est pas cité dans certains cours de bactériologie, et les Allemands aiment à remplacer son nom par celui de Koch. Certes, celui-ci fut un chercheur patient et sagace, qui débuta brillamment par la découverte des spores de la bactéridie charbonneuse, et les bactériologistes lui doivent d'excellens outils de travail, comme la méthode des cultures sur milieux solides et de nouveaux procédés techniques de coloration, qui lui permirent de découvrir le bacille tuberculeux et le bacille virgule, cause du choléra asiatique. Mais, quelque intéressant que soit le rôle de Koch dans la bactériologie médicale, ses travaux ne sont venus qu'après ceux de Pasteur sur les fermentations, et il n'a pas été un initiateur.

Méfions-nous donc des renseignemens que nous donnent les Allemands sur l'histoire des sciences. Ils manquent trop de finesse pour lui apporter une contribution d'une indiscutable valeur, et leur orgueil prodigieux vicie d'avance une partie de

leurs conclusions. Il semble que nous ne puissions pas, en France, nous adresser le reproche d'oublier les publications allemandes. Peut-être le reproche inverse serait-il plus fondé. Nous avons souvent montré des engouemens peu justifiés pour certaines méthodes d'outre-Rhin, consacrant par nos éloges des travaux de second ordre. Assurément, ces admirations au moins exagérées n'ont pas été aussi regrettables ni aussi dangereuses dans l'ordre proprement scientifique qu'en histoire et en philosophie, mais elles risquaient à la longue de nous faire perdre quelques-unes des traditions scientifiques auxquelles nous devons le plus tenir, et nous devrons reviser quelques-uns de nos jugemens. Ce sera la tâche de demain.

III

Demandons-nous maintenant s'il n'y aurait pas quelque différence entre la mentalité moyenne de l'homme de science en Allemagne et dans la plupart des autres pays. Une telle différence me paraît réelle, et est d'ordre philosophique. Quelle est, en général, toutes exceptions réservées, la position des savans, dans les pays latins et anglo-saxons par exemple, par rapport aux problèmes philosophiques, principalement parmi les savans adonnés aux sciences de la nature, physiciens, chimistes et biologistes? On peut dire qu'ils s'en désintéressent en tant que savans; en particulier, les discussions chères aux écoles philosophiques de tous les temps sur le réel et le vrai leur semblent oiseuses. Satisfait du sens commun, notre savant pose tout d'abord le postulat que le monde qui nous entoure est accessible à nos recherches et qu'il doit être intelligible pour nous. Il croit à la science à laquelle il consacre parfois sa vie, et il se méfie des critiques subtiles qui n'ont jamais conduit à des découvertes effectives; il estime qu'il est sans intérêt de s'arrêter sur les inextricables difficultés que présentent les notions les plus simples et les plus usuelles quand on veut les approfondir et qui restent sans réponse, du moins sans réponses acceptées de tous. Claude Bernard disait, il y a longtemps, que, pour faire la science, il faut croire à la science; c'est là, incontestablement, pour celui qui cherche à faire œuvre scientifique, un point de départ et non un point d'arrivée. Il existe aujourd'hui

une mentalité scientifique moyenne, caractérisée par l'admission des postulats énoncés plus haut, et l'écho de discussions, qui ont parfois laissé l'impression qu'il y avait une crise de la science, n'est pas sans provoquer quelque impatience dans nos laboratoires.

Nous avons dit tout à l'heure que le point de départ de la science est dans le sens commun. La première affirmation du sens commun est sans doute celle de l'existence d'objets extérieurs à notre conscience; c'est un point dont, en général, un physicien ou un chimiste ne doute pas, si compliquée que puisse lui paraître l'idée de matière. Il ne s'embarrasse pas non plus des nombreuses théories de la perception et croit naïvement n'avoir aucune difficulté à atteindre les données immédiates de la conscience.

Quand on parle de sens commun, il s'agit des époques historiques et des peuples civilisés. Ce sens commun a eu probablement son histoire. Il est possible que, dans l'humanité, de très anciennes façons de penser aient survécu, malgré tous les changemens postérieurs survenus dans les conditions des hommes, et on peut soutenir la thèse que nos conceptions fondamentales sur les choses sont des découvertes, résultant d'observations et d'expériences inconscientes faites par certains de nos ancêtres à des époques extrêmement éloignées, et qui ont réussi à se maintenir à travers les siècles postérieurs. Ces conceptions forment le stade du sens commun. Ainsi auraient pris naissance les concepts de *chose*, de *temps*, d'*espace*, d'*influences causales*, de *réel*, et bien d'autres, suivant lesquels continue à penser tout homme qui n'est pas atteint de crise métaphysique ou de scepticisme aigu. La notion du réel notamment a été lentement acquise par une suite innombrable d'expériences; elle n'est pas d'ailleurs seulement individuelle, mais a une signification sociale, en ce qu'elle exige un consensus universel, dans une humanité moyenne, pouvant être différente pour les fous et les hommes d'esprit sain.

C'est donc en partant du sens commun devenu le moule dans lequel évolue la pensée humaine, que s'est développée la science. Aussi a-t-on pu dire très justement que la science était le prolongement du sens commun, la connaissance scientifique n'étant pas en nature différente de la connaissance vulgaire, ce qui n'exclut pas que la science puisse de loin en loin rectifier le

sens commun. Parmi les données du sens commun, nous avons déjà mentionné la notion du réel, dont la connaissance a pu avoir primitivement une valeur d'utilité, l'utile et le vrai s'étant trouvés voisins dans ce stade inférieur. Quoi qu'il en soit de cette question d'origine, la science a commencé précisément quand ce premier stade a été dépassé et qu'on s'est représenté le monde extérieur comme un tout cohérent, accessible à notre intelligence; c'est le premier article du *credo* scientifique dont je parlais plus haut. Sans doute, ce tout est d'une effroyable complication; il a fallu abstraire certains élémens pour n'en conserver que quelques-uns, mais sans perdre de vue le contact des choses. Le sens commun, qui contient le sens du réel, a pour terme ultime et complètement élaboré le bon sens que Descartes regardait comme la chose du monde la mieux partagée, et qui nous conduit à bien juger et à distinguer le vrai d'avec le faux. Rappelons aussi le rôle qu'a dû jouer dans l'élaboration du sens commun le principe de simplicité; il y a là une notion aussi féconde que vague, par laquelle nous nous laissons guider, et qui tend à produire en nous un sentiment de certitude.

Je viens d'essayer de caractériser la mentalité moyenne de l'homme de science qui croit saisir et étudier le réel. Ce tableau s'applique-t-il aux savans allemands? Il semble que non, au moins pour ceux d'entre eux, assez nombreux, qui restent imprégnés de subjectivisme kantien. On sait que Kant, dans la *Critique de la Raison pure*, reprend sous une forme plus précise les vieilles allégations des sophistes grecs, d'après lesquelles « l'homme est la mesure de toutes choses, de celles qui sont en tant qu'elles sont et de celles qui ne sont pas en tant qu'elles ne sont pas, » comme disait Protagoras. D'après le philosophe de Kœnigsberg, nous ne voyons les choses qu'à travers les formes de notre sensibilité et les catégories de notre entendement. Ces écrans interposés et dans une certaine mesure arbitraires, comme le montre le développement de divers systèmes dérivés plus ou moins directement du Kantisme, peuvent troubler singulièrement notre notion du réel et du vrai, telle que nous l'avons envisagée plus haut en partant du sens commun. Quelques-uns en sont ainsi arrivés à regarder la vérité non comme une découverte, mais comme une invention. Il y a là, au point de vue scientifique, quelque chose de très dangereux.

Kant lui-même, très peu au courant des élémens des mathématiques et des études faites déjà de son temps sur les principes de la géométrie, fut singulièrement malheureux quand il fit à la géométrie l'application de ses idées philosophiques. Pour lui, l'espace est seulement une forme *a priori* de notre intuition extérieure. Il est difficile de souscrire à cette affirmation, depuis que le géomètre russe Lobatschewsky a prouvé que notre entendement peut concevoir un nombre indéfini d'espaces caractérisés chacun par une constante spatiale. Il n'y a pas en géométrie de jugemens synthétiques *a priori*, et Euclide était mieux inspiré que Kant en parlant de postulats. Quelques-uns de ces postulats sont en accord avec les expériences faites lentement par l'homme à travers les âges. On ne peut séparer l'acquisition des notions géométriques et celle des notions physiques les plus simples, la géométrie dans des temps très anciens ayant fait partie de la physique. Sans changer l'ensemble de ces notions, on ne peut remplacer la géométrie euclidienne par une autre géométrie et c'est un pur jeu d'esprit que d'imaginer un homme transporté subitement dans un autre milieu, où, n'étant pas adapté, il commencerait sans doute par mourir. Nous retombons ainsi sur le point de vue du sens commun, tel qu'il a été envisagé plus haut. Nous devons alors regarder comme un fait expérimental que la constante spatiale, figurant dans les géométries non euclidiennes (la courbure de l'espace) a une valeur nulle ; en ce sens, le système euclidien est plus vrai que les autres systèmes géométriques. C'était aussi, je dois le dire, le point de vue de Gauss, dont nous avons déjà prononcé le nom à plusieurs reprises, et qui était arrivé de son côté, mais sans les publier, aux résultats de Lobatschewsky sur les géométries non euclidiennes.

C'est une tendance de la science allemande de poser *a priori* des notions et des concepts, et d'en suivre indéfiniment les conséquences, sans se soucier de leur accord avec le réel, et même en prenant plaisir à s'éloigner du sens commun. Que de travaux sur les géométries les plus bizarres et les symbolismes les plus étranges pourraient être cités ! Ce sont des exercices de logique formelle où n'apparaît aucun souci de distinguer ce qui pourra être utile au développement ultérieur de la science mathématique. Car il en est dans les mathématiqnes pures comme dans les sciences de la nature. Il y a des études

qui ne se présentent pas comme arbitraires, et dont le mathématicien, doué de quelque pénétration, devine l'intérêt pour la solution de problèmes posés depuis longtemps ou se présentant naturellement; il y a comme une sorte de réalité mathématique, dont Hermite parlait un jour dans un très beau langage où, à côté d'une vue réaliste au sens scolastique, apparaît le souci du contact de la mathématique avec le réel, quand il disait : « Il existe, si je ne me trompe, tout un monde qui est l'ensemble des vérités mathématiques, dans lequel nous n'avons accès que par l'intelligence, comme existe le monde des réalités physiques; l'un et l'autre indépendans de nous, tous deux de création divine, qui ne semblent distincts qu'à cause de la faiblesse de notre esprit, qui ne sont pour une pensée plus puissante qu'une seule et même chose, et dont la synthèse se révèle partiellement dans cette merveilleuse correspondance entre les mathématiques abstraites d'une part, l'astronomie et toutes les branches de la physique de l'autre. »

Des observations analogues s'appliquent aux sciences physiques et biologiques. Il y a quelque parenté entre le criticisme kantien et une sorte d'indifférence avec laquelle plusieurs, quoiqu'ils en aient, ont envisagé le rôle des théories physiques. C'est ainsi, nous l'avons déjà indiqué, que l'on s'est attardé en Allemagne au principe vague du phlogistique, en le douant au besoin d'une pesanteur négative, la théorie de Lavoisier apparaissant comme une transposition plus ou moins indifférente de celle de Stahl. Le besoin de poser quelque chose *a priori* procède essentiellement de Kant. Celui-ci ne déclarait-il pas que la science de la nature ne mérite ce nom que lorsqu'elle traite son objet entièrement d'après des principes *a priori*. Ainsi, en physique, des expériences en petit nombre, quelquefois contestables, conduisent à poser des principes dépassant tellement par leur généralité les faits dont on est parti qu'on peut les qualifier d'*a priori ;* on en déroule impitoyablement les conséquences, sans se soucier de les confronter avec la réalité ou sans pouvoir le faire.

Prenons comme exemple une question qui occupe beaucoup les physiciens-géomètres depuis quelques années, celle de la relativité. D'après ce qu'on appelle aujourd'hui en physique le

principe de relativité, aucune expérience optique ou électrique, faite à la surface de la terre, ne permet de mettre en évidence le mouvement de translation de celle-ci. On généralise ainsi les résultats de trois expériences négatives faites en Amérique et en Angleterre. Si on se reporte alors aux équations générales de l'électro-dynamique actuellement admises, on est conduit à d'étranges conséquences pour pouvoir expliquer le principe de relativité. Qu'un système soit en repos ou en mouvement, ces équations doivent conserver la même forme; on en conclut qu'elles restent invariables quand on effectue sur les coordonnées d'un point de l'espace et le temps un certain groupe de transformations. En langage ordinaire, ceci veut dire que dimensions et temps changent avec le mouvement du système. Un même objet mesuré par deux observateurs qui se meuvent uniformément l'un par rapport à l'autre n'a pas la même longueur. Des conséquences analogues existent pour l'intervalle de temps entre deux événemens : simultanés par exemple pour certains observateurs, les mêmes événemens cessent de l'être pour d'autres observateurs en mouvement par rapport aux premiers. La simultanéité a un caractère relatif comme les valeurs des longueurs et des temps. Ainsi nos vieilles notions de sens commun seraient à reviser. Mais certains savans allemands déroulent avec satisfaction les conséquences du principe posé. D'autres, avant de rejeter les idées traditionnelles de l'humanité sur l'espace et le temps, auraient passé au crible d'une critique extrêmement sévère nos conceptions sur l'éther et les équations concernant l'électro-magnétisme et le mouvement des électrons, obtenues grâce à des hypothèses assez contestables. Au lieu de continuer à faire des exercices de mathématiques et de développer des considérations d'ordre métaphysique, il vaudrait mieux tenter des expériences nouvelles d'un autre type que celles pour lesquelles la théorie a été construite.

On pourrait citer, dans certaines parties de la chimie, des cas analogues, où des théories sont développées sans qu'il soit possible d'établir aucune confrontation précise avec la réalité. L'Allemagne n'a pas cessé, depuis Schelling, d'aimer les vagues spéculations sur la philosophie de la nature et les schématismes vides de sens.

C'est surtout en biologie que la tentation est forte de partir

de principes *a priori* (1). Au lieu de procéder par généralisation de faits observés, on part de conceptions abstraites auxquelles on veut plier l'être vivant. Les Allemands aiment à regarder Gœthe comme un des fondateurs du transformisme; il est très exact que, dans son ouvrage sur les Métamorphoses des plantes, Gœthe considère tous les organes d'une plante comme provenant de la métamorphose d'un seul d'entre eux, la feuille; de même en zoologie, il créa la théorie vertébrale du crâne, d'après laquelle la boîte cranienne est la continuation de la colonne vertébrale et est composée de vertèbres ayant subi certaines modifications. Il parle même de l'action du milieu. Mais les mots ne doivent pas faire illusion. Il y a une différence profonde entre les conceptions de Gœthe et celles de Lamarck. Pour Gœthe, tout ne se réduit pas à l'adaptation au milieu. On peut conclure de plusieurs passages de ses œuvres qu'il se rattachait à la doctrine connue aujourd'hui sous le nom de préformation, d'après laquelle les transformations dérivent d'une force interne, dirigeant les modifications dans un sens déterminé à l'avance. Quelque intéressantes que puissent être les vues de Gœthe, elles n'ont en réalité qu'un rapport verbal avec la doctrine lamarckienne des transformations directement provoquées par les actions réciproques entre les êtres vivans et le milieu. Aucune science ne prête, comme la biologie, à l'introduction de substances ou de forces uniquement créées pour donner l'illusion d'une explication, sans qu'une confirmation expérimentale soit possible. Avec son amour des solutions formelles, la science allemande a ainsi édifié certaines doctrines plus philosophiques que biologiques, que des critiques sévères tendent chaque jour à ruiner.

Stendhal écrivait, il y a longtemps, au sujet des Allemands : « Moins ils ont à dire, plus ils étalent leur grand magasin de principes logiques et métaphysiques. La vérité n'est pas pour eux ce qui est, mais ce qui, d'après leur système, doit être. » Cette phrase peut s'appliquer à maints livres scientifiques allemands, où la pauvreté des résultats est masquée par un insupportable verbiage philosophique.

Nous avons indiqué combien la thèse de la *Critique de la*

(1) Dans une thèse soutenue en 1913, M. René Lote a étudié « les Origines Mystiques de la Science allemande, » particulièrement en chimie et dans les sciences naturelles (Paris, librairie Alcan).

Raison pure de Kant avait exercé une mauvaise influence sur certaines disciplines scientifiques. On pourrait rattacher à la *Critique de la Raison pratique* les tendances formalistes de la science allemande. Dans une conférence récente faite à la *British Academy*, M. Boutroux remarquait que la notion du devoir comme impératif catégorique purement formel, c'est-à-dire vide de tout contenu, dépourvu de toute matière, est d'une application singulièrement dangereuse (1). Dans l'ordre scientifique, l'abus de notions purement formelles ne conduisant à aucune conséquence contrôlable, n'est pas moins à redouter ; nous en avons donné quelques exemples.

Dans les sciences, l'esprit d'invention ne se trouve guère dans le grand magasin de principes logiques et métaphysiques, dont parlait Stendhal. L'esprit d'invention exige de la finesse et sait s'écarter à propos de la voie des déductions logiques ; il ne va pas sans une aptitude à saisir des rapprochemens entre diverses catégories de faits et demande un sens aigu du réel, tel que nous l'avons envisagé dans plusieurs passages de cet article et qui n'a rien à voir avec une réalité que l'on prétend construire soi-même. Les doctrines philosophiques, qui ont nui aux progrès de la science allemande pendant une partie du siècle dernier, ont peut-être aujourd'hui moins d'influence directe, mais il en reste une mentalité qui conduit aux vues spéciales sur la valeur et l'objet même de la science, que nous venons de chercher à analyser.

IV

Nous n'avons jusqu'ici envisagé que la science pure, c'est-à-dire la connaissance désintéressée dont le développement continu peut être cité comme un incontestable exemple de progrès de l'humanité. Si nous passons aux applications de la

(1) L'illustre philosophe développe comme il suit sa pensée : « Dans la vie réelle on ne peut se contenter d'un vouloir purement formel; il faut nécessairement vouloir quelque chose, il faut insérer quelque matière dans ce moule vide. » Et un peu plus loin, à propos des massacres à la guerre de femmes, de vieillards et d'enfans, il ajoute : « Si cette cruauté est indisciplinée, elle est coupable en tant que violation de la discipline. Si elle a été ordonnée par l'autorité légitime, si c'est une cruauté disciplinée, *eine zuchtmässige grausamkeit*, c'est un acte juste et méritoire. »

science et aux inventions proprement dites, on peut *a priori* supposer, en pensant au développement gigantesque de son industrie, que l'Allemagne a apporté là les idées les plus originales et les plus fécondes. Or il en est tout autrement, comme le montre la seule nomenclature des grandes applications scientifiques qui, à des titres divers, ont changé les conditions de la vie. L'Allemagne n'a pas contribué à l'invention des machines à vapeur, des chemins de fer, de la navigation à vapeur. Il en est de même pour les ballons et les aéroplanes, la navigation sous-marine, la télégraphie électrique, la téléphonie, la télégraphie sans fil et d'autres inventions que j'omets. Il est inutile de reprendre l'histoire tant de fois racontée de ces applications scientifiques. Même dans les choses de la guerre, qui sollicitent si vivement notre attention à l'heure actuelle, l'Allemagne n'a pas apporté de contribution vraiment originale. La science des explosifs, qui doit son origine à Lavoisier et à Berthollet, fut développée ensuite par deux savans anglais, Abel et Noble, puis de nouveau en France par Berthelot, et par un ingénieur éminent, notre contemporain, à qui l'on doit la découverte de l'onde explosive et celle de la poudre sans fumée qui révolutionna l'art de la guerre. Pour la partie mécanique de la balistique, on peut rappeler que l'utilité des projectiles oblongs avec rayure des canons fut signalée dès 1760 par l'ingénieur anglais Robins, à qui on doit en outre l'invention du pendule balistique ; on sait que le canon rayé fut effectivement réalisé plus tard en France. Enfin, pour terminer par un détail, le projectile dont nous entendons si souvent parler, le shrapnel, fut imaginé par un officier anglais, Shrapnell, qui, il y a un siècle, réalisa avec les boulets alors en usage le genre de projectiles auxquels son nom est resté attaché.

L'histoire nous montre donc que, dans les applications scientifiques comme dans la science pure, l'Allemagne n'a pas témoigné d'une originalité qui doive lui conférer une supériorité sur tant d'autres nations plus inventives; tout au contraire. Et cependant, cette supériorité dans l'industrie et le commerce est réelle ; quant à la croyance à une prétendue supériorité scientifique, elle tient à une confusion entre l'augmentation du rendement scientifique et le progrès réel de la science.

Dans maintes parties de la science, les bonnes méthodes

étant une fois trouvées, les applications de ces méthodes ne demandent que de la patience et du soin, et il s'agit alors simplement, par exemple dans les laboratoires, d'avoir un nombre suffisant de bons préparateurs. C'est le rôle que jouent souvent en Allemagne de nombreux travailleurs, élèves et collaborateurs de leurs maîtres, travaillant sous leur direction et développant leurs idées. Les sujets d'études sont ainsi explorés dans tous les sens, et on tire d'une méthode tout ce qu'elle peut donner. De l'effort de ces chercheurs patiens ne résulte que rarement un progrès réel de la science, mais le rendement scientifique est considérablement augmenté, et il arrive parfois qu'un produit nouveau intéressant ou une heureuse modification dans une technique soit le fruit de telles investigations. La nécessité de grands laboratoires puissamment outillés pour certaines études spéciales pousse naturellement à ces recherches en quelque sorte collectives, mais ici encore, il ne faut rien exagérer. Ne nous laissons pas hypnotiser par les immenses laboratoires. Ils sont assurément désirables dans certaines recherches demandant une installation compliquée, comme par exemple les recherches aux basses températures ; mais n'oublions pas que de belles découvertes ont été faites avec un matériel très simple. Sans remonter à l'âge héroïque des recherches de Pasteur dans son modeste laboratoire de la rue d'Ulm, reportons-nous seulement aux expériences fondamentales pour la physique moderne faites avec les tubes de Crookes, aux travaux d'un éminent physicien contemporain sur les radio-conducteurs qui ont été l'origine de la télégraphie sans fil, et aux études, faites récemment dans un laboratoire de la Sorbonne, sur le dénombrement des molécules.

Dans la science pure, on ne développe guère l'esprit d'invention en faisant travailler sur commande, et il est inutile de grossir le nombre des publications sans intérêt qui encombrent les journaux scientifiques. Trop souvent, ces travaux, qui portent la marque d'un même professeur et qui ne sont qu'une menue monnaie glanée par des élèves médiocres, produisent un agacement, que connaissent les lecteurs des périodiques et des thèses d'outre-Rhin. L'esprit souffle où il veut, et les esprits quelque peu originaux sont rebelles à une discipline trop pesante. Les chercheurs bien doués trouvent eux-mêmes leurs sujets d'études dans la lecture trop souvent négligée des

œuvres des maîtres de la science, ou bien il suffit d'appeler leur attention sur certaines questions dont la solution paraît pouvoir être fructueusement abordée. Ce n'est pas à dire que ceux qui ont la charge d'esprits à former et à développer ne doivent leur inculquer l'habitude du travail méthodique, mais cela est tout autre chose que de donner, sous prétexte de travail scientifique, des devoirs à faire, comme il arrive souvent dans les Universités allemandes.

Dans les applications industrielles de la science et dans le commerce, les conditions sont différentes, et l'organisation systématique rend les plus grands services ; c'est ici que de grands laboratoires de science industrielle sont nécessaires. Nous ne faisons pas de difficultés pour reconnaître que nous avons là beaucoup à faire. Malgré d'heureuses tentatives, la pénétration ne s'est pas suffisamment établie chez nous entre la science et l'industrie, et les efforts n'ont pas été suffisamment coordonnés. La faute en est sans doute à la fois aux savans et aux industriels, mais cette grave question est trop en dehors du cadre de notre étude pour être abordée ici, et la compétence me manquerait pour la traiter. Elle est d'ailleurs extrêmement complexe, et tient par certains côtés à la politique, particulièrement à la politique financière. Rappelons-nous aussi que, en Allemagne, la pensée du *Deutschland uber alles* a été un puissant ferment pour le développement de l'industrie qui s'est élevée ainsi au-dessus des intérêts particuliers et est devenue une affaire nationale, objet de la préoccupation constante des pouvoirs publics; c'est, pour les Allemands, un des moyens de dominer le monde que de l'asservir à leurs produits. Sans prétentions à la domination universelle, nous saurons, espérons-le, nos alliés et nous, reprendre les places commerciales d'où nos voisins nous ont chassés depuis quarante ans, et celles où ils se sont plus récemment installés. Ces conquêtes seront une conséquence nécessaire de la victoire de nos armes et contribueront à réparer les ruines accumulées par la barbarie de nos ennemis.

Tout en cherchant une meilleure utilisation de nos forces dans certaines directions et une meilleure organisation, nous laisserons aux Allemands les vues mystiques sur l'Organisation (avec une grande lettre), qui sont en honneur chez eux. Car, là encore, nous retrouvons la philosophie allemande; le concept

d'*Organisation* est aujourd'hui, pour quelques docteurs d'outre-Rhin, un nouvel impératif que l'Allemagne doit imposer au monde, accompagnement nécessaire de la *Kultur*. Ils appliquent ici les principes de l'énergétique; aussi leur paraît-il indispensable que chacun reste enfermé dans une étroite spécialité, afin de donner son rendement maximum. Notre planète doit devenir une vaste usine sous la haute direction d'ingénieurs et de professeurs allemands, en même temps qu'une geôle soumise à la dure surveillance du militarisme germanique. Tel était le but de la guerre actuelle, effroyable vision de barbares savans, dont la réalisation constituerait un immense recul pour l'idéal de civilisation humaine, poursuivi par tant de nobles penseurs, d'après lequel chaque nation doit apporter dans l'œuvre commune de l'humanité ses qualités propres, sans qu'aucune prétende à une domination qui ne pourrait que retarder la marche de l'esprit humain. Ce fut même jadis le rêve du plus grand esprit qu'ait produit l'Allemagne, Leibniz, qui s'efforçait de trouver des terrains d'union entre les nations. Mais, hélas! le vieux fond atavique de race de proie, que fut si souvent l'Allemagne à travers les âges, est remonté à la surface, et tous doivent, en ce moment, s'unir contre un peuple qui, se croyant d'essence divine, prétend s'imposer au monde par la violence.

ÉMILE PICARD.

LES AFFINITÉS FRANÇAISES DE L'ALSACE

AVANT LOUIS XIV

Dans sa magistrale histoire de l'Alsace au XVIIe siècle, mon savant ami M. Rodolphe Reuss a écrit : « Dès le milieu du XVIe siècle, l'ombre de la puissance française se projette, avant-coureur des événemens futurs, sur la carte d'Alsace. Ce n'est pas du jour au lendemain que cette *influence française* s'est fait sentir dans notre province ; elle a été proposée discrètement, puis invoquée, puis imposée finalement par le développement naturel, et pour ainsi dire forcé, de l'histoire générale du XVIe et du XVIIe siècle. Les débuts en furent accidentels, les premiers développemens modestes, et *les origines n'en ont pas encore été suffisamment étudiées d'une manière impartiale et critique à la fois* (1). »

Ce sont ces *origines* qu'il m'importe de mettre en lumière. Ce sont elles que les historiens allemands ont, de tout temps, voilées, dissimulées. faussées, et plus que jamais, de nos jours, à mesure que les faits contemporains donnaient un plus éclatant démenti à leur prétention que l'Alsace avait toujours été un pays foncièrement allemand, allemand de cœur et d'esprit, allemand de mœurs et de langue. Si vraiment elle l'avait été, pourrions-nous comprendre qu'elle ait pu, en l'espace de moins d'un siècle et demi, de Louis XIV à la Révolution de 1789, se franciser comme elle l'a fait ? Cette transformation presque instantanée ne serait-elle pas un véritable miracle ? Un miracle qui saisit et surprend quand on se rappelle la remarquable

(1) R. Reuss, *L'Alsace au XVIIe siècle*, t. I, p. 42 (Paris, 1897).

étude de M. A. Albert-Petit : *Comment l'Alsace est devenue française* (1).

Mais, avouons-le, les miracles ne sont guère du ressort de l'histoire ; c'est la réalité objective qui est son domaine, et voyez alors comme celle-ci s'éclaire par l'étude que je viens de citer. N'est-il pas évident que plus la France s'est abstenue d'une action directe, d'une pression énergique sur les esprits ou les consciences, les volontés et les mœurs, plus la francisation apparaît comme le produit des forces *internes* de la nature alsacienne, comme l'épanouissement et la fructification d'instincts communs aux deux pays, dont cette nature recélait, de temps immémorial, les germes dans son sein ? Ne fallait-il pas, en d'autres termes, que, d'inéluctable nécessité, l'âme alsacienne se trouvât en harmonie préétablie avec notre génie national ?

I

Représentez-vous, tels qu'ils ont été énumérés ici, un à un, relevés avec grand soin et d'une façon rigoureuse et précise, les procédés et les ménagemens dont la France a noblement usé à l'égard de l'Alsace récupérée : institution d'une justice bienfaisante, respect de l'autonomie locale, respect de la liberté religieuse et de la liberté d'enseignement, de même que des mœurs, des habitudes, de la langue allemande, dispense enfin du service militaire. Tous ces bienfaits n'étaient-ils pas autant d'obstacles à la francisation ? M. A. Albert-Petit l'a constaté : « Ce n'est, dit-il, ni la bureaucratie, ni l'école, ni la caserne qui ont fait la conquête morale et intellectuelle de l'Alsace. » Mais alors, à quelles causes attribuer cette conquête ?

La première qui se présente à l'esprit, c'est la prospérité matérielle que la France a introduite et fait régner, le développement auquel elle a présidé de l'agriculture, de l'industrie, de la viabilité, et qu'atteste un prodigieux accroissement de population. Ce que vaut cette raison, l'expérience de l'Alsace annexée par la Prusse en porte témoignage. L'Empire allemand a fait les plus grands efforts, souvent couronnés de succès, pour atteindre le même but, dans l'espoir de germaniser par là

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1er mai 1915.

l'Alsace. Et pourtant, quel fut le résultat atteint? Il se résume dans ce propos que recueillait, en 1899, un de mes amis parcourant le pays annexé pour observer son état d'esprit. Un Alsacien des plus autorisés disait devant lui : « Nos intérêts commencent à être en Allemagne... » Et il ajoutait aussitôt : « Nos cœurs restent en France. »

L'intérêt matériel n'a pas prise sur l'Alsacien, comme il a prise sur l'Allemand. Ce n'est que par des liens moraux qu'il peut être attaché. Qu'est-ce donc qui a pu faire sur lui une telle impression que, dès avant la Révolution française, il a été gagné à la France ?

Serait-ce le prestige politique de la monarchie de Louis XIV? puis la primauté intellectuelle de la France au XVIIIe siècle ? Comment se fait-il alors que le prestige mondial de l'Empire allemand n'ait pas exercé la même fascination sur l'Alsace annexée ? Comment se fait-il aussi que l'Alsace n'ait pas participé à cette réaction violente qui a éclaté en Allemagne contre l'hégémonie littéraire de la France, pendant la période du *Sturm und Drang* qu'a inaugurée la victoire de Frédéric II à Rosbach ?

Reste une dernière raison qui semble au premier abord décisive. L'Alsace a dû à la France son unité morale. Jusque là, elle n'était qu'une *expression géographique* ou qu'un *fouillis féodal*. Grâce à Louis XIV, elle est devenue une *personnalité*. Nous touchons, en effet, au vif du sujet, au point précis qui a été la source principale des méprises que les Allemands ont toujours entretenues si soigneusement, quand ils ont représenté l'Alsace tel un simple agrégat de seigneuries relevant du Saint-Empire romain et faisant corps avec la Germanie. Suivant eux, l'âme alsacienne n'existait pas, n'a jamais existé. Elle s'est toujours confondue avec l'âme allemande. Les frontières ethniques de l'Alsace n'existaient pas davantage; elles se confondaient avec les frontières de l'Allemagne. Tout cela pourrait se résumer dans la formule que l'Alsace dans son ensemble n'avait été jusqu'à Louis XIV qu'une *expression géographique*. Mais ce serait étendre bien au delà de sa portée vraie une proposition qui ne saurait viser que la condition politique du pays et qui laisse en dehors d'elle son unité spirituelle, morale ou intellectuelle, et dans un sens très large son unité nationale.

Il est parfaitement exact qu'en tant que survivance du *ducatus Alisatiae*, du duché d'Alsace mérovingien ou carolin-

gien, l'Alsace n'a plus été qu'une conception traditionnelle, si l'on se place au point de vue de la *cohésion politique*. C'est une ombre, ce n'est plus une réalité; mais l'âme populaire n'est-elle pas faite de telles ombres? ne s'en nourrit-elle pas? n'en vit-elle pas? N'est-ce pas le moule où est coulée la sève morale?

Voyez quel est le duc d'Alsace qui a fait grande figure dans l'histoire et qui a survécu dans la mémoire populaire! C'est Étichon. Or, Étichon est le père de sainte Odile, et sainte Odile est la patronne de l'Alsace, comme la Sainte-Vierge est la patronne de Strasbourg. Et voilà une tout autre unité, une unité réelle, celle-là. De partout en Alsace on aperçoit le Hohenbourg, la crête la plus élevée qui domine la plaine d'Alsace et occupe le milieu même de la chaîne vosgienne, la crête qui servit de refuge à la population lors des grandes invasions étrangères, qu'entourent aujourd'hui encore les ruines du mur païen. Et c'est, en effet, dans l'une des trois enceintes de ce mur qu'a été fondé le monastère de Sainte-Odile.

Ce monastère est devenu ainsi le sanctuaire de l'Alsace (1); j'irai jusqu'à dire qu'il a joué le même rôle unitaire que le Capitole de Rome ou que le Parthénon d'Athènes.

Si divisée que fût l'Alsace, si dépecée qu'elle ait été par la rapacité de tant d'hommes de proie qui se sont abattus sur elle, son sentiment unitaire ne s'est pas plus éteint que la petite lampe vacillante qui brûlait sur cet autel de Sainte-Odile vers lequel montent encore, aux fêtes de la Pentecôte, les flots pressés des pèlerins venus de tous les coins de la plaine.

Le mysticisme religieux n'a-t-il pas été, à toutes les époques, un trait essentiel du caractère alsacien? mais associé, par une rare fortune, au bon sens le plus pratique, à la plus saine pondération d'esprit, les vivifiant, les animant, les purifiant de sa flamme idéale. C'est le fond commun qui a survécu même aux divisions introduites par la Réforme, tout aussi bien qu'à travers le Moyen Age le mysticisme alsacien, représenté si brillamment au XIVe siècle par Tauler, a plané au-dessus des discussions théologiques.

On paraît trop oublier, du reste, que la ligue des dix villes

(1) Une description poétique de l'Alsace par un humaniste alsacien du XVIe siècle, le géographe Matthieu Ringmann, a pour couronnement ces deux vers :

Odilia in summo requiescit vertice montis,
Odilia alsatici gloria summa soli.

d'Alsace (la Décapole) qui, reliant entre elles les populations urbaines depuis Mulhouse jusqu'à Wissembourg, a donné une sorte de corps populaire à l'Alsace, que cette ligue remonte au milieu du XIVe siècle (1354) et a duré jusqu'à Louis XIV. L'unité urbaine s'opposait à la fois à la domination des féodaux et à celle de l'Empire ou de la maison d'Autriche.

Ce n'est pas tout. L'Alsace n'a cessé d'être, aussi bien dans l'esprit du peuple que dans les chroniques ou dans les actes, une *province*, un *pays* formé de deux comtés ou landgraviats, le *Nordgau* et le *Sundgau*, dont le souvenir s'est perpétué jusqu'à l'époque actuelle dans le fameux fossé provincial, le *Landgraben*, qui les séparait, en contournant le Hohkœnigsbourg, et par lequel semblait s'opérer comme une infiltration française de la Lorraine. C'est dans la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines et dans le val de Liepvre où coule le *Landbach* (la Liepvrette), que le français s'est toujours conservé. C'est à Liepvre que le savant et pieux Alsacien Fulrad, un des premiers abbés de Saint-Denis, a fondé un monastère qui, après avoir dépendu de la grande abbaye parisienne, a été rattaché à la collégiale de Saint-Georges de Nancy.

Il y a plus encore. Du XIVe au XVIIe siècle, les deux parties constitutives de l'Alsace ont fait de fréquens efforts pour se ressouder l'une à l'autre. Soit au point de vue financier, soit au point de vue militaire, des ententes ont été négociées, des délibérations et des mesures prises en commun, et l'on vit au XVIe siècle surtout se tenir de véritables États généraux, des *États-Unis (Vereinstände)* pour pourvoir à la défense commune (1). Telle fut la force de ce mouvement unitaire qu'il n'est pas téméraire de croire que, sans le fléau des guerres religieuses, l'Alsace aurait pu se confédérer comme la Suisse, et comme elle rompre les liens qui la rattachaient à l'Empire.

II

Nier l'existence dans le passé, même le plus reculé, d'un patriotisme alsacien, d'une conscience nationale commune aux

(1) Il s'en réunit dans les années 1531, 1546, 1552, 1562. En 1552, ces États comprenaient l'évêque de Strasbourg, l'abbé de Munster, la noblesse d'Alsace, les villes de Strasbourg, Haguenau, Colmar, Schlestadt, Obernai, Kaysersberg, Munster etc.

populations alsaciennes, serait un contresens historique aussi grave que de méconnaître les affinités étroites qui unissaient l'esprit alsacien à l'esprit français.

Il n'est pas de peuple, peut-être, qui ait eu d'aussi bonne heure et avec une égale intensité l'amour et l'orgueil du sol natal que la population de sang mêlé, celte et romaine, belge, helvète et alémanique, qui habitait cette somptueuse vallée que bordent le Rhin et les Vosges et que barre au Nord la chaîne du Taunus. La beauté et l'excellence du terroir, le charme, la douceur et la diversité de l'existence, la séduction exercée sur tous ceux qui arrivent du dehors et qui en perdent l'esprit de retour, tout cela le peuple le sent, les chroniqueurs l'expriment, les poètes le chantent. L'Alsace était au XIe siècle la *douce Alsace*, de même que la Gaule était la *douce France* dans la chanson de Roland. Ainsi la dénomme le biographe contemporain du pape alsacien Léon IX, Guibert de Toul : « Il était né, dit-il, dans les confins de la douce Alsace, *in dulcis Elisatii finibus.* »

Dès le IXe siècle, Otfried de Wissembourg, le premier poète en langue « franque » (c'est ainsi qu'il désigne lui-même son langage) (1) fait un tableau enchanteur de sa patrie, qu'il appelle France orientale : « Les peuples qui l'habitent, dit-il, sont aussi courageux que les Romains... ils naissent tous soldats. Ils habitent une terre bonne et heureuse; leurs demeures sont agréables, et ils ne cherchent jamais à quitter leur patrie... Leur naturel les porte au bien, et ils ont du génie pour inventer les arts utiles... Aussi ces peuples sont-ils hautement estimés... Ils sont très pieux et ils entendent volontiers prêcher la parole de Dieu. Enfin, pour tout dire en un mot, ils

(1) *In frenkisga zungun.* Quels précieux rapprochemens seraient à faire entre cette langue que le vieil Otfried a le premier fixée et le dialecte alsacien actuel! Une des particularités les plus saillantes est la prédominance de la voyelle *i*, surtout dans les désinences, prédominance telle que la langue d'Otfried en prend l'aspect d'une langue romane. Qu'on en juge par le début des trois premières strophes de la description traduite partiellement au texte :

Si sint so sama chuani
Selb so thie (*th* anglais) *Romani*
. . . . . .
Si eigun in zi nuzzi
So samalicho wizzi (Ils ont dans la pratique la même habileté)
. . . . . .
Rihiduam ginuagi
Joh (jô, ja) *sint ouh filu chuani* (richesse à foison, bravoure en abondance).

sont grands guerriers, sages citoyens, et chrétiens religieux. »

Tout aussi exalté, plus exalté encore est, à la fin du xve siècle et au début du xvie, le patriotisme des humanistes alsaciens, de ceux-là mêmes que les Allemands ont prétendu de nos jours revendiquer comme patriotes en se fondant sur leur résistance à l'absorption politique par la France. Écoutez la belle devise, en 1499 de l'un d'eux, Sébastien Brandt, l'auteur de la Nef des fous : *Vigeat, floreat, crescat apud Argentinenses, sive Tribotes, pax, libertas et justicia.*

De quel droit donc les Allemands ont-ils voulu confisquer le patriotisme alsacien à leur profit? Chacun le sait, car toute la question alsacienne tourne autour de ce pivot : c'est au nom de la race, de la langue et de l'histoire.

La race! Oh! sur ce point on vient d'aboutir à d'étranges constatations. Il est entendu dorénavant outre-Rhin que la race élue est celle que révèlent au dehors la couleur blonde des cheveux, la couleur bleue des yeux, la forme allongée du crâne. Or que nous apprend la statistique officielle de l'administration allemande? que le type dolicocéphale existe à peine, qu'il est tout au plus dans la proportion d'un quart contre trois quarts de brachycéphales, et que partout, et en Haute et en Basse-Alsace, les yeux bruns, les cheveux bruns ou noirs dominent. L'Alsacien ne peut donc être, au regard de l'Allemand, qu'un être inférieur tel que le Français, un de ces êtres qu'on extirpe ou qu'on réduit à l'état d'ilote.

Mais n'est-il pas un frère par la langue? n'appartient-il pas à ce titre au *Deutschtum?* Nous ne savons que trop l'abus qui a été fait de ce signe distinctif, même chez nous, et il faudrait une bonne fois le réduire à sa valeur. On verrait alors que, loin de justifier le rattachement de l'Alsace à l'Allemagne, rien ne prouve mieux que cette langue même son unité nationale distincte, je dirai plus, — si singulier que cela paraisse, — son affinité avec la France.

L'Alsace parla sa langue à elle, sa langue propre, une langue qui, au lieu d'être un patois né d'une dégénérescence de l'allemand, est un dialecte remontant au moins jusqu'à l'époque alémanique (1). Elle a évolué régulièrement depuis cette époque

(1) Son antiquité se manifeste dans les rapports très particuliers qu'elle présente avec l'anglais et qui sont étrangers à l'allemand. On y trouve l'auxiliaire anglais *to do* et l'article indéfini *a* (*é*).

lointaine, en se modelant sur le tempérament du peuple, en introduisant et adaptant bien longtemps avant Louis XIV des mots français nombreux et des flexions analogues aux nôtres. Elle a commencé à être fixée, je l'ai dit, dès le IXe siècle, par Otfried de Wissembourg; au XIIIe siècle, elle a été assouplie et épurée par Gotfried de Strasbourg, et, à y regarder de près, elle reflète admirablement les différences profondes du caractère alsacien et du caractère allemand. Au lieu d'une langue guindée, roide, prétentieuse, chargée de consonnes lourdes et bruyantes, comme l'est l'allemand, le dialecte alsacien est bon enfant, plaisant, gracieux même. Il adoucit les voyelles et les finales, il élimine les diphtongues, les consonnes doubles, et les aspirations rudes, il simplifie et clarifie, il se complaît dans des diminutifs charmans. En veut-on un seul exemple : à Margaretha il oppose Grédelé.

J'ai dit que l'esprit alsacien se reflète dans cette langue. Aussi l'Allemand ne la comprend-il pas. Elle lui est antipathique; elle l'est devenue d'autant plus qu'elle a révélé sa vitalité, son originalité, en résistant, — ce qui semblait presque invraisemblable, — à la conquête germanique (1). Nos philologues craignaient qu'elle ne fût contaminée ou absorbée par l'allemand immigré. Elle lui a tenu tête victorieusement, au point de devenir une sorte de citadelle d'où l'Alsacien a pu narguer ses envahisseurs, en y abritant la tradition française.

L'antiquité de cette tradition, il faut, elle aussi, la placer dans son vrai jour, puisque les Allemands ont tout fait pour la masquer. Tous les liens avec la France auraient été rompus, selon eux, depuis le IXe siècle, et c'est le rapt d'un pays foncièrement allemand que Louis XIV aurait perpétré. J'ai cherché, l'an passé, à établir ici même (2) la survivance dans la mémoire populaire de l'usurpation dont l'Alsace et la Lorraine ont été victimes au Xe siècle. De ce seul fait le lien avec la France n'était pas rompu. Et cette tradition ne s'est jamais oblitérée. Elle s'est entretenue, elle a été avivée sous des formes concrètes, visibles et tangibles, nées en partie peut-être de circonstances fortuites, mais dont l'effet n'en fut pas moins réel.

(1) Dès le XVIe siècle un humaniste alsacien, Thomas Vogler (Aucuparius), la défendait contre l'intrusion des Souabes, par cette spirituelle épigramme latine : « Étranger souabe, qu'attire sur notre sol l'amour de notre bon vin, ne t'avise pas, je te prie, de gâter notre pays avec ta langue, laisse là ton parler natal. »

(2) *Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1914.

Grâce aux auteurs antiques vulgarisés au xve et au xvie siècle, grâce aux cartes, aux figures, aux livres populaires tels que la *Cosmographie de Munster*, nulle notion historique n'avait pénétré plus profondément dans les esprits que celle du Rhin limite de la Gaule, séparant les Germains et les Gaulois ou Français. On verra tout à l'heure quels efforts Wimpheling a faits pour combattre les partisans de la France en taxant César d'erreur.

Mais voici bien autre chose. Les monnaies strasbourgeoises portaient des fleurs de lys, et quand, au xiiie siècle (1262), les Strasbourgeois furent en lutte avec leur évêque, Walter de Geroldseck, ils lui opposèrent cet emblème comme « un témoignage des bontés dont les anciens Rois de France avaient honoré autrefois leur ville. »

Dans la controverse à laquelle je vais arriver, Wimpheling a eu beau objecter que « le Roi de France se sert de trois fleurs de lys et que la ville de Strasbourg n'en a qu'une seule, que les fleurs de lys des Rois de France sont sur leurs armoiries et leurs drapeaux, tandis que le lys de Strasbourg n'est que sur les monnaies, » le peuple ne faisait ou ne pouvait faire une telle distinction, et, du reste, la bannière même de la ville les portait bel et bien. Ce qu'il y a même de piquant, c'est que, dans la reproduction de cette bannière qui figure en tête de la *Germania* de Wimpheling, l'Enfant Jésus tient une fleur de lys dans sa main gauche et porte sur son auréole les trois fleurs de lys de France.

Dans ces emblèmes visibles, le souvenir de l'union politique avec la France restait donc présent pour tous. — N'était-ce pas la bannière de Strasbourg qui marchait non seulement en tête des contingens alsaciens, mais à côté de la bannière impériale? — Il y avait là un point d'attache matériel, indestructible pour les sympathies latentes que les similitudes de caractère ou d'instinct produisaient et qui servaient de trait d'union entre l'âme alsacienne et l'âme française.

III

Il faudrait pouvoir présenter ici un double tableau, que je dois me borner à esquisser : d'une part, une analyse approfondie du caractère alsacien tel qu'il se manifeste à travers les âges, d'autre part une étude des affinités intellectuelles et

morales que révèle le développement parallèle ou conjoint de la littérature alsacienne et de la littérature française depuis le premier Moyen Age jusqu'au XVIe siècle.

Du caractère alsacien je retiens ces traits communs avec le caractère français : un vif sentiment de l'honneur allant jusqu'à la susceptibilité la plus chatouilleuse, un esprit de dignité et d'indépendance personnelle en contraste absolu avec la servitude ou la platitude allemande, une bravoure chevaleresque étroitement unie au sentiment de l'honneur et de la justice, le culte de la bonne foi, l'horreur de la duplicité, de la fausseté, un esprit plaisant, gouailleur, narquois, ironique sans méchanceté, le *witz* alsacien, moins agile, moins ailé que l'esprit français, mais plus incisif peut-être. Plus de rudesse et moins de vanité que dans le tempérament français, plus de persévérance et de ténacité, mais, sous des dehors parfois placides, une nature également ardente, une disposition aussi grande au moins qu'en France à se dévouer pour une idée, pour les idées surtout de justice et de liberté. Qu'on se souvienne de la devise que j'ai citée de Sébastien Brandt : *Vivat, floreat, crescat, pax, libertas atque justicia!* — Ce qui accentue les affinités françaises que je viens de dire, ce sont les antipathies allemandes. Si l'Alsacien a des défauts communs avec l'Allemand, tels que la rudesse, des qualités communes telles que l'amour du travail, l'esprit d'ordre et de méthode, il lui a toujours reproché son étroitesse et sa morgue, son manque de tact et sa lourdeur. De tous les Allemands les mieux connus, étaient naturellement les Souabes, non seulement comme les plus voisins, mais parce que, au dire déjà de Sébastien Munster, ils affluaient volontiers en Alsace. Or, pour l'Alsacien, le *Schwob* est la bête noire, — littéralement puisqu'il appelle *schwob* les insectes que nous nommons cafards, — et il désigne le *souabe* lui-même par un sobriquet qui est tout un portrait; le sobriquet de *gêlféssler*, pied jaune: l'homme qui piétine des œufs pour les empiler dans une charrette.

Il faudrait maintenant, je le répète, retracer dans son amplitude l'influence que la France a eue au Moyen Age sur la littérature alsacienne, et décrire le terrain singulièrement propice où cette influence s'est exercée. Le meilleur historien contemporain de l'Alsace, M. Rodolphe Reuss, l'a signalée en excellens termes :

« Le développement de la culture intellectuelle, artistique et morale de l'Alsace au Moyen Age est, dit-il, très supérieur à celui des territoires situés plus au Nord ou à l'Ouest du Saint-Empire romain d'alors.

« Il présente aussi cet intérêt particulier que, *sous leurs formes germaniques*, les produits de la littérature et des beaux-arts décèlent un contact plus intime avec les régions de la France nouvelle qui se dégage peu à peu du XIe au XIIIe siècle de la Gaule franco-romaine. Cette influence est incontestable et reconnue d'ailleurs par les plus véhémens défenseurs des idées germaniques. »

Que la renaissance française du XIIe siècle et notre apogée artistique et littéraire du siècle suivant aient rayonné bien au delà de l'Alsace, sur l'Allemagne, nul fait n'est plus certain. Mais combien différentes furent les conditions, l'étendue, la profondeur de ce rayonnement! Un départ s'impose entre l'action et la réceptivité. Celle-ci tient aux dispositions d'esprit et de cœur, l'autre aux circonstances. La première se révèle d'une façon radieuse dès le XIIe siècle.

Voici le poète latin le plus pur et le plus éloquent de son temps, l'auteur du *Ligurinus*. Il est Alsacien; c'est Gonthier de Pairis. Cherchant à définir sa personnalité, qui a été pleinement reconnue depuis lors, Gaston Paris avait dit de lui que, « par l'élégance de sa versification et l'éclat de son style, il se rapproche des poètes de France et s'écarte de tous les Allemands de cette époque. »

Et voici, à côté de ce poète, bien au-dessus de lui par la beauté de l'âme, l'admirable et sereine figure de l'abbesse de Hohenbourg, Herrade de Landsberg, l'auteur du *Hortus Deliciarum*, que l'incendie sacrilège de 1870 a détruit. L'abbé Grandidier lui a rendu le témoignage qu' « à une époque où presque toute l'Europe était plongée dans la barbarie et l'ignorance, elle a rappelé dans l'Alsace l'amour de la littérature et des sciences. » Lettrée, savante, artiste, elle était plus encore : elle avait pour qualités maîtresses le goût le plus délicat, la grâce la plus exquise. Si l'on veut juger combien, à cet égard, elle était participante du génie français, que l'on compare ses harmonieuses poésies à la versification lourde et pédantesque de la femme poète dont l'Allemagne s'enorgueillit au Moyen Age, la nonne Hroswitha.

Ces mêmes qualités vont s'épanouir au XIIIe siècle sous le souffle enchanteur de la France. Toute une pléiade de poètes alsaciens s'inspire des troubadours de la Provence et des trouvères du Nord.

Reimar de Haguenau subit le charme des cours d'amour, Conrat Fleck met en œuvre Flor et Blanchefor. Le grand Gotfried de Strasbourg, le plus grand poète en langue germanique du XIIIe siècle, s'assimile, comme en jouant, avec une rare gentillesse d'esprit, le roman de Tristan et Iseut. Il compose un poème qu'un des critiques les plus réputés de l'Allemagne a avoué être « l'*ouvrage le plus français* de la vieille littérature germanique. »

Rien n'est plus vrai, et si j'éprouve, en ce moment, un regret, c'est de mon impuissance à mettre le lecteur en mesure de goûter toutes les qualités si essentiellement françaises de ce poète de génie. Les Allemands l'ont traduit en leur langue, fort différente de la sienne. Que n'a-t-on songé encore à le traduire en la nôtre? Il suffirait souvent d'une simple transposition, tant il a intercalé de vers ou de fragmens de vers français, tant il a recueilli et adapté de formes verbales et de locutions françaises. Ne lui a-t-on pas, sur l'autre rive du Rhin, reproché amèrement d'avoir eu recours à un mot d'origine française *(Alemanje)* jusque pour désigner le *Deutschland?*

Gotfried de Strasbourg n'avait pas seulement une familiarité parfaite de notre langue et de notre littérature courtoise, il connaissait à ravir les *lais* celtiques, et peut-être savait-il le breton.

Quant à ses qualités mentales, la grâce, l'élégance, la douceur y dominent. Sa sensibilité délicate et suave n'a d'égal que son vif sentiment des beautés de la nature, sa générosité d'âme s'allie à l'amour de la droiture et de l'indépendance personnelle. En tout cela déjà, il s'élève bien au-dessus des *Minnesinger* contemporains, d'un Hartmann d'Aue ou d'un Walther de la Vogelweide, tout empêtrés dans le conventionnel, l'abstrait et le subtil. Et que d'autres traits encore a pu relever un de nos érudits, M. Piquet, dans sa belle étude sur l'originalité de Gotfried de Strasbourg! Sa forme, remarque-t-il, est d'une rare élégance, son élocution aisée, sa langue riche, souple, expressive. Il a la sûreté du goût, la finesse du sens critique, l'éclat de la verve, la gaieté de l'humour, un sentiment très haut de l'honneur.

Je dirais volontiers que Gotfried de Strasbourg marque le point culminant des affinités de l'Alsace avec la France, telles qu'elles se manifestent au Moyen Age dans les lettres, et ce même apogée, j'estime qu'il a été atteint dans le domaine de l'art par l'édification de la grande façade de la cathédrale de Strasbourg. Tous les critiques allemands, même les plus passionnés, sont obligés de reconnaître aujourd'hui l'étroitesse des rapports qui unissent cette œuvre à l'architecture française et d'admettre que son auteur a étudié l'art français à sa source, qu'il s'en est pénétré en France même. Qu'Erwin soit né en Alsace, l'inscription très postérieure, du reste, qui l'appelle Erwin de Steinbach ne l'exclut pas, puisqu'il existe un Steinbach près de Thann ; mais l'essentiel, c'est la profondeur de l'influence exercée sur lui, sur son atelier et son école par la France et l'art français. Cette influence fut telle qu'Erwin en a scellé le témoignage dans la pierre au fronton même du grand portail. Là, dans le deuxième registre du tympan, sur le tombeau d'où sort le Christ ressuscité, ce sont les armes fleurdelysées de France, les armes de saint Louis et de Blanche de Castille que l'architecte a fait sculpter. Emblème déconcertant pour les prétentions germaniques, qui a causé jadis une vive surprise à Albert Dumont et a posé devant son esprit le problème qui préoccupe les nôtres : « L'histoire, dit-il (1), montre bien que, dès le xve siècle, l'Alsace se détache de l'empire, qui l'abandonne, et se rapproche de plus en plus de la France. Ce pieux hommage à la mémoire de saint Louis et de la reine Blanche nous indique-t-il, dès l'âge précédent, des relations entre l'Alsace et la France *beaucoup moins connues et non moins dignes, sans doute, d'être mises en lumière?* »

IV

L'influence et les affinités françaises ont continué à se développer, en matière d'art et de littérature, de mœurs et de culture au xive et au xve siècle, grâce surtout aux splendeurs de la Cour de Bourgogne, grâce aussi au privilège de l'Alsace de faire partie de ce grand couloir international, de cette grande artère de civilisation qui relie l'Italie à la mer du Nord.

1) Albert Dumont. *La Cathédrale de Strasbourg*, p. 26.

L'esprit de Gotfried de Strasbourg revit, sous une autre forme, dans le grand prédicateur Jean Tauler, et le merveilleux artiste de Colmar, Martin Schœn, laisse loin derrière lui, par sa grâce idéale, tous les artistes allemands !

Nous ne nous étonnerons donc plus que, dès le commencement du XVIe siècle, on ait pu compter jusqu'à trente-cinq imprimeurs alsaciens-lorrains livrant au public des livres français, et que la France, à cette époque, ait eu à Strasbourg des partisans assez nombreux pour faire naître les craintes d'une domination française qui mît fin aux libertés alsaciennes. De cela, une controverse célèbre de deux humanistes strasbourgeois, Wimpheling et Murner, va, en l'an de grâce 1501, nous offrir le témoignage attachant et probant.

Wimpheling était un savant pédagogue né à Schlestadt, formé à l'école latine qui y florissait, mais dont Strasbourg était devenu la patrie d'adoption, de même que pour son adversaire, le moine franciscain Thomas Murner, qui, lui, était né à Obernai.

Wimpheling avait commencé par être un partisan de la France, à l'instar de ceux qu'il va combattre, mais on ne sait à quelle occasion il fut amené à sonner une cloche d'alarme, comme si les libertés strasbourgeoises couraient, du fait de la France, les plus graves périls. Il publia à cet effet un opuscule intitulé *Germania*, auquel Murner répondit l'année suivante (1502) par une *Nova Germania*. Ce sont des écrits infiniment précieux pour le sujet que j'ai abordé. Il est donc essentiel d'en connaître la substance.

Dans son épître dédicatoire au magistrat de Strasbourg, Wimpheling retrace l'état d'esprit qu'il veut dénoncer, comme offrant les plus graves dangers.

Il débute en ces termes :

« Beaucoup de gens (MULTI) estiment, illustres sénateurs, que votre ville de Strasbourg et les autres cités de la rive gauche du Rhin appartinrent jadis aux rois des Français, *reges Gallicorum*, et, par là, ces rois ont été, à diverses reprises, incités à les revendiquer... C'est ainsi que le dauphin Louis, fils aîné de Charles VII, quand il envahit l'Helvétie ou l'Alsace, en l'an 1444, indique parmi les causes de son expédition qu'il voulait revendiquer les droits de la maison de France *(domus Galliae)*, qui doit s'étendre jusqu'au Rhin, et que dans ce dessein il se proposait d'assiéger votre ville.

« Cette erreur ne dérive que pour une faible part des plus vieilles histoires, mais l'opinion des Français s'appuie du fait *(confirmatur)* que nous-même partageons cette erreur *(quod nos ipsi quoque id idem falso putamus)* et que la plupart d'entre nous *(ex nostris* PLERIQUE) sont plus favorables au royaume de France qu'à l'empire romain ou germanique (plus *Gallico* quam *Romano* aut *Germanico* favent). Maintes fois, en effet, des demi-Français *(semigalli oratores)* sont envoyés en ambassade par les nôtres aux rois de France, et bien reçus par les Français, ils ont coutume de s'entendre avec eux et de les favoriser *(assentare solent eis, et favere)*, dans l'espoir que si les rois de France s'emparent de nos territoires, ils acquerront, sous leur domination, plus d'honneur et de dignité qu'ils n'en peuvent espérer sous les aigles impériales.

« Quant à moi, dit Wimpheling, l'amour de votre ville et de la république me pousse à faire la preuve (s'il plaît à Dieu) que jamais ni Strasbourg ni les autres cités rhénanes n'ont été soumises aux Français. »

Il revient plus loin à ces demi-Français qu'il prétend démasquer et confondre :

« C'est à bon droit, dit-il, que votre ville et toute la patrie des Helvètes ou des Alsaciens s'attache à la liberté romaine et la défend, refusant de *tomber* dans la suspecte servitude des Français *(suspectam Gallicorum incidere servitutem)* dans laquelle certains porte-parole demi-Français *(semigalli quidam oratores)*, pour ne pas dire des traîtres à la patrie, se féliciteraient de pouvoir vous pousser en fomentant la désobéissance au roi des Romains. Ils n'agissent pas autrement que jadis Pierre de Hagenbach, quand il voulait réduire cette ville sous la domination du duc de Bourgogne. »

Cette comparaison est significative. P. de Hagenbach, à raison des excès qu'il a commis, est devenu une sorte de croquemitaine de l'Alsace de Hanstrap, comme on a dit là-bas, un personnage odieux, malfaisant entre tous. On les craignait donc bien, ces partisans de la France, pour les assimiler à un tel personnage.

Pour leur donner le coup de grâce, Wimpheling affirme que la descendance de Charlemagne se survit dans les maisons de Bavière, de Saxe et d'Autriche, tandis qu'en France elle a été évincée par un duc, Hugues Capet, sorti d'un famille de bouchers. C'est le dernier mot du factum.

Pour juger du vrai sens de la réponse de Murner dans sa *Nova Germania*, il faut se représenter le caractère de ce personnage, plein de verve facétieuse (1), d'une malice souvent un peu grosse, grasse surtout, mais vive et impétueuse. Il manie l'ironie avec flegme, et sa pointe acérée pénètre alors d'autant plus profondément qu'il semble ménager l'adversaire.

Il va tourner en ridicule toute l'argumentation historique de Wimpheling en mêlant à la critique sérieuse des argumens plus fantastiques que les siens.

Il renchérira de même sur son patriotisme anti-français, sur sa haine de la « servitude française, » pour montrer ce qu'ont de chimérique les craintes de son adversaire. Et de tout cela ressort finalement la note alsacienne : Nous avons fait partie de la France, nous sommes maintenant rattachés à l'Allemagne, avant tout nous sommes nous-mêmes, nous sommes Alsaciens et Strasbourgeois.

Partout et toujours, dans la question du Rhin, limite de la Gaule, dans celles du rattachement ancien à la France symbolisé par les fleurs de lys de la monnaie strasbourgeoise, ou de la dévotion à la Sainte-Vierge, comme patronne de la ville, Murner met au premier plan, pour s'en faire appui, le sentiment populaire.

Wimpheling avait dédié sa *Germanie* aux magnifiques et nobles sénateurs, patriciens et magistrats de l'illustre cité argentine.

Murner dédie sa *Nouvelle Germanie* à un adolescent bien doué *(bone indolis)*, un de ses jeunes disciples.

« Tu serais bien surpris, lui dit-il, que j'eusse dans cet écrit voulu restaurer la puissance primitive des Français *(priscam Gallorum venam innovare)* et changer la liberté de notre ville en une révoltante servitude *(fastidiosam servitutem)*. Regardes-y de près, et tu verras si j'ai voulu remettre aux mains des Français le gouvernail de Strasbourg. »

La liberté, selon lui, a été accordée à Strasbourg par Charlemagne qu'il regarde comme empereur français et confirmée par le Pape. Il tremble donc bien à tort *(trepidavit timore ubi non erat timor)*, Wimpheling, dit-il, quand il craint que si nous reconnaissons avoir été jadis sous l'empereur des

(1) C'est lui qui fut, sinon le père, du moins le parrain de *Dil Ulenspiegel* dont nous avons fait *Til l'Espiègle*, et qu'il a mis au jour en 1519.

Français, nous devenions par cela même, de plein droit, les serviteurs ou esclaves *(servos)* de la couronne de France.

Notre véritable seigneur à nous aujourd'hui, c'est la Sainte-Vierge qui est représentée sur les bannières de la ville, les bras étendus pour nous protéger et à laquelle nous vouons nos corps et nos âmes.

Et pourquoi donc ai-je pris en mains de défendre la thèse que nous étions placés jadis sous la domination des Français *(ut pristina gallorum dominia defenderem)*, c'est avant tout par amour de la vérité; si notre ville se laissait tromper par vos mensonges, on la verrait, pour échapper au danger fictif d'une servitude française, tomber sous le joug du diable, père du mensonge.

Il est une autre raison encore. C'est Dieu qui dispose des dominations. Il n'y a donc pas plus à nier qu'il nous ait placés jadis sous l'empire des Français, que de nier qu'il nous a placés depuis sous l'empire du roi des Romains, d'autant moins que notre véritable seigneur est, nous l'avons dit, la Sainte-Vierge en personne.

Le dernier chapitre intitulé : *Erreurs de Wimpheling* est peut-être le plus curieux et le plus intéressant pour nous. Après avoir rappelé que Wimpheling a voulu ouvrir les yeux à ces nombreux citoyens qui favorisent la cause française et démasquer ces orateurs demi-Français qui soutiennent les prétentions de la couronne de France, il s'écrie : « Vraiment, il faut se féliciter grandement de vivre à une époque où un seul homme, après avoir détruit la fausse croyance populaire, fait resplendir la pure vérité *(veritas prisca refulgeat)*, » — allusion évidente à la tradition populaire vivace d'un rattachement à la France, tradition que Wimpheling a prétendu extirper.

« Je ne sais pas, ajoute-t-il, s'il mérite vraiment les bonnes grâces de notre cité celui qui accuse ses ambassadeurs de l'avoir trahie. Qu'y a-t-il, en effet, de plus parjure et de plus coupable que l'acte d'un homme qui, après avoir, les mains levées au ciel et la tête nue (selon l'usage des Strasbourgeois), juré fidélité à la ville, souhaite au fond du cœur, par faveur pour les Français, qu'elle soit vaincue, subjuguée par eux. Et voilà ce qu'auraient fait les envoyés de la ville, soit par connivence avec les magistrats, soit par l'imprudence de ceux-ci à les mal choisir. — Ce n'est pas tout. — Jusqu'ici, nous avions

passé pour des amis intègres de l'Empire romain, et tu nous accuses, très cher Wimpheling, d'être des demi-Français *(tu semigallos nostrates contendis).* »

Nous avons bien là, je crois, le vrai fond du débat. Wimpheling avait préconisé une lutte acharnée contre la France, au bénéfice de l'Empire, alors que le sentiment dominant était la défense des libertés alsaciennes, et spécialement des libertés strasbourgeoises avec entente, selon les circonstances, avec la France.

Ce sentiment, la *Germanie* l'avait, au dire de Murner, travesti en le représentant comme une inimitié contre le Saint-Empire romain, alors que Strasbourg était obligé de ménager l'Empereur et ne pouvait entrer en lutte directe avec lui.

C'est sans doute pour sauvegarder sa neutralité que le magistrat sévit avec tant de rigueur contre l'écrit de Murner, qu'il le fit si impitoyablement détruire qu'on n'en connaît plus que deux exemplaires.

Mais du côté germanique, d'outre-Rhin, ce fut un déchaînement d'une virulence, d'une fureur inouïe contre Murner, accusé d'avoir pris la défense de ces partisans strasbourgeois si nombreux de la France que Wimpheling avait voulu désabuser ou de ces orateurs demi-Français *(semi-Galli)* qu'il avait dénoncés à la vindicte du magistrat et à la méfiance du peuple.

V

Tout le XVIe siècle, qui s'ouvrait seulement à l'époque de la controverse dont je viens de parler, demanderait une étude détaillée des rapports intellectuels et moraux de l'Alsace, spécialement de ses villes, avec la France. Il est infiniment regrettable qu'elle n'ait jamais été entreprise et que les relations politiques aient occupé presque seules les historiens. Le jour où cette étude aura été faite, on sera étonné du développement qu'ont pris, au cours de ce siècle et durant tout le règne de Henri IV, les affinités anciennes que j'ai esquissées.

La Réforme, en somme, produisit de multiples et fortes oscillations du sentiment public en Alsace, aussi bien qu'en France et en Allemagne. Elle accrut d'une façon inattendue à Strasbourg le nombre, l'étendue et aussi la solidité des attaches françaises, tant par l'enseignement qui y fut organisé pour protestans et pour catholiques, par un ancien disciple et maître

de l'Université de Paris, Jean Sturm, un des plus nobles et plus larges esprits du XVIe siècle, — tant par cela, que par le passage ou le séjour de savans français. Les jurisconsultes Hotman, François Baudoin, Philippe de la Garde, l'historien Denis Godefroy l'ancien y professent, — celui-ci pendant près de quinze ans; — Charles Dumoulin en 1553, Ramus en 1568 y sont reçus avec un singulier empressement. L'accueil fait à Ramus surtout est significatif. « A son entrée dans la ville, lui et ses compagnons rencontrèrent une noce fort nombreuse, qui aussitôt les entoura et leur fit cortège. Ramus, dont le nom était acclamé par cette *foule*, fut complimenté et harangué comme s'il eût été quelque prince faisant son entrée solennelle (1). » Diplomates et hommes politiques ne cessent d'arriver, et, dès les troubles religieux en France, les réfugiés affluent et se fixent à demeure. Ils appartiennent aux plus grandes familles du royaume, — c'est un duc de Bouillon, ce sont les Condé, les Coligny, — ils appartiennent à la noblesse, à la bourgeoisie, aux professions libérales et aux métiers. Les uns apportent des fortunes importantes, les autres des connaissances, une tournure d'esprit, des arts nouveaux. A côté de Mgr de Bar on voit s'installer un baron d'Haussonville, le célèbre médecin de François Ier, Gonthier d'Andernach, les fils de Guillaume Budé, Jean Brossel, recteur de l'Université de Châtillon, et une foule d' « honnêtes, pieuses et bonnes gens, » comme les qualifie le *stettmeister* Jacques Sturm, finit par se presser dans Strasbourg, — l'*hôtellerie de la justice*. En une seule année, en 1575, on constate la venue de 15398 Français, si bien que, dix ans plus tard, un chroniqueur strasbourgeois alla jusqu'à dire (il exagérait) que l'élément *welsch* formait le tiers de la population strasbourgeoise.

Les Français étaient en tout cas si nombreux que le magistrat limita à deux cents le chiffre des admissions à la bourgeoisie, afin que Strasbourg ne cessât pas d'être une ville allemande *(damit man eyn teutsch Stadt behielte)* (1566), et que, dès 1555, une coterie d'immigrés allemands, en tête desquels se plaça le Souabe Marbach, mena une fougueuse et astucieuse campagne d'intolérance contre l'église française qui avait été ouverte par Calvin lui-même en 1538. On craignit même qu'à raison de leur nombre les Français ne livrassent la ville. Ils

(1) Ch. Waddington, *Ramus*, Paris, 1855, p. 191.

devenaient suspects en se promenant sur les remparts, ou seulement en montrant l'arsenal du doigt, et on leur interdit, en 1595, de monter sur la cathédrale.

Observons que Strasbourg ne fut pas seulement, comme l'a dit Bossuet, la ville la plus savante de la Réforme, celle qu'on proposait pour modèle de discipline, elle devint au XVIe siècle, en même temps qu'un centre diplomatique international, une capitale à la fois politique et intellectuelle de l'Alsace. Il importe donc d'autant plus de montrer que, selon l'expression d'un historien aussi sage et aussi réservé que M. Reuss, « son *annexion politique* avait été précédée dans une certaine mesure d'une *annexion intellectuelle* (1). »

De tous les États faisant partie de ce grand corps amorphe, le Saint-Empire romain, et que ne reliait plus qu'une ombre de puissance, la République de Strasbourg était le plus indépendant. Elle était la plus libre des villes libres. Seules Ratisbonne et Bâle avaient été, comme elle, dispensées de tout serment d'hommage et de fidélité à l'Empereur, même quand il venait dans la cité, et Ratisbonne avait perdu ce privilège en 1492. Quant à Bâle, elle avait rompu tout lien avec l'empire en entrant dans la Confédération helvétique. Une seule fois l'indépendance de Strasbourg parut fléchir. La ville, après la défaite de Mühlberg (1547) (2), était à la merci de Charles-Quint, qui contraignit le magistrat à lui prêter serment. Mais le magistrat le prêta seul, et non point l'ensemble du peuple, comme cela se faisait dans les autres villes libres de l'empire, et, avant de le prêter, il protesta solennellement devant notaire que son serment était un acte contraint et forcé qui ne pouvait préjudicier en rien aux droits de la ville. Cette protestation, le magistrat la renouvela en public, quand, en 1552, Charles-Quint étant présent, le vice-chancelier redemanda la prestation du serment. Le serment fut refusé, et l'affaire en resta là. Même refus et même

(1) *Notes pour servir à l'histoire de l'Église française de Strasbourg* (1538-1794), Strasbourg, 1880, p. 70.

(2) Peu de jours avant la bataille, le 15 avril 1547, Jean Sturm écrivait au connétable de Montmorency : « Il sera fort difficile de leur faire faire ce serment de fidélité... si est-ce que depuis les Otto, jamais (Strasbourg) n'a fait serment de fidélité à aucun Empereur, mais au contraire a toûjours esté plûtost estimee comme *alliée* que subjette à l'Empire. » (Ribier, *Lettres et Mémoires d'Estat* Paris, 1666, II, p. 4.)

résultat au XVIIe siècle, lors d'une tentative analogue de Léopold Ier.

Strasbourg formait ainsi un monde à part, un microcosme dans le Saint-Empire romain. Elle était de plus une république des lettres en même temps qu'une république politique. Son originalité intellectuelle, et sa supériorité morale, par rapport à la Germanie, ressortent avec éclat de la lettre fameuse qu'Érasme a écrite à Wimpheling (août 1514) après un séjour enchanteur dans la libre Cité (1). Le magistrat de Strasbourg est, à ses yeux, l'image d'une antique cité de la sapience *(philosophicae civitatis)*. L'urbanité de la Grèce s'y allie à la discipline romaine, la culture de l'esprit à l'intégrité des mœurs. De là naît une harmonie toute platonicienne, harmonie de la constitution, harmonie dans la structure sociale : des vieillards sans morosité, des nobles sans faste, des gouvernans sans morgue, des plébéiens doués de vertus d'élite, un peuple sans populace, des savans et des lettrés groupés en cénacle littéraire *(sodalitas)*, qui excellent dans tous les genres sans cesser d'être modestes. C'est le joyau de la Germanie, le « joyau du Rhin, » dira un jour le poète Jean Fischart.

Ce témoignage a une valeur inappréciable, émanant d'un homme tel qu'Érasme, en relation avec toute l'Europe savante, et en mesure de juger le monde de haut. Il a été ratifié un siècle plus tard par un autre savant originaire des Pays-Bas, qui, après avoir parcouru l'Europe presque entière, devint historiographe de France, et professeur au Collège royal, Pierre Bertius. « J'ai peine, dit-il, en citant Érasme, de détacher ma pensée de cette ville, la plus belle de toutes, me souvenant quelle douce existence j'y ai menée, dans l'étude, non sans gloire, de la sagesse (2). »

La « Société littéraire » avec laquelle Érasme était entré en relation à Strasbourg et dont il a goûté l'esprit, le caractère et le talent, nous offre la fleur de l'humanisme alsacien et comme la quintessence de l'esprit alsacien. Ne retenons que les côtés qui rapprochent l'Alsace de la France.

C'est d'abord, on l'a vu, le culte de la civilisation latine et même hellénique. Il est représenté de la façon la plus parfaite

(1) Le lecteur trouvera le texte dans la grande édition de la Correspondance d'Érasme qu'a entreprise M. Allen, *Opus epistolarum Erasmi*, II, p. 17-24 (Oxford, 1910).

(2) *Commentar. rerum Germanicarum*, p. 464 (Amsterdam, 1632).

par un érudit strasbourgeois qui portait un nom prédestiné, Nachtgall, latinisé, selon l'usage de l'époque, en Philomela et Luscinius. Quelle attrayante figure où domine l'harmonie célébrée par Érasme! Il vient tout jeune à Paris, il y étudie le grec avec ardeur, sous la direction de Jérôme Aléandre (1508), il y prend le goût des bonnes lettres, il le développe et le satisfait à Louvain et à Padoue, bien plus, en Grèce même et jusqu'en Asie Mineure. Rentré dans sa patrie, il y introduit l'étude du grec, et, par le charme naturel et acquis de son esprit, par son caractère spirituel et aimable, plein de mesure, par sa conversation enjouée et vive, il est pour beaucoup dans cette atmosphère heureuse dont Érasme a ressenti et décrit le charme. Il jouait délicieusement de la flûte, et je me le figure, tel l'orateur antique, recevant de la flûte le ton de son discours.

Si doux et tolérant que soit son naturel, il n'échappe pas plus que ses compatriotes au goût de la satire et de la facétie. Il publie un recueil d'anecdotes facétieuses *(Joci ac sales)*, précédé d'une apologie de l'esprit. Sa verve satirique se nourrit et s'affine par le commerce familier avec Lucien, et l'emporte ainsi en finesse sur Murner, en ironie sur Brandt.

N'est-ce pas ici un trait d'union curieux avec l'esprit français tel qu'il s'incarnera en Rabelais? et combien me paraît juste cette réflexion d'un Strasbourgeois d'il y a cent ans, l'ancien maire de Strasbourg, Hermann : « Il paraît que les Strasbourgeois d'ancienne roche placés entre denx grandes nations dont ils pouvaient étudier et comparer le caractère et les mœurs, et entretenant un commerce fréquent avec un grand nombre d'étrangers qui venaient visiter leur ville, *étaient très disposés à l'esprit de satire* (1). »

Rien n'est plus juste, et les noms de Murner, de Sébastien Brandt, de Jean Fischart, contresignent cette vérité pour l'Alsace entière. Plus que tout autre, Jean Fischart est le type accompli de cet esprit de terroir et nous permet de saisir ses affinités avec le génie français. Il mérite bien, toutes proportions gardées et toutes réserves faites, le nom de Rabelais alsacien, moins pour avoir adapté le *Gargantua* (1575), que pour l'ensemble de sa luxuriante production.

C'est un esprit encyclopédique en même temps que cosmo-

(1) Hermann. Notices historiques sur la ville de Strasbourg (Strasbourg, 1819), II, p. 302,

polite, comme il s'en est rencontré volontiers en Alsace, comme l'était ce préteur Obrecht que Bossuet appellera *epitome omnium scientiarum et homo omnium populorum*. Il a étudié à Paris, visité Londres, parcouru l'Allemagne, les Pays-Bas, peut-être l'Italie. A la science du droit il a joint une connaissance approfondie de l'histoire; il s'est occupé de théologie, de philosophie, de médecine. Il a une aptitude et une prédilection extrême pour les langues. Outre les langues classiques, il possède le français, l'italien, l'espagnol, le flamand, partiellement l'hébreu. Et il écrit, en prose et en vers, dans la *langue populaire*, le dialecte alsacien, sans souci des règles classiques, avec une liberté créatrice analogue à celle de Rabelais.

Le champ de sa satire est dès lors infini, et voyez comme il l'arpente : « Quel spectacle plus beau, nous dit son récent biographe (1), que celui de cet homme toujours en éveil, toujours disposé à payer de sa personne quand il s'agit de défendre les idées qui lui sont chères! Pauvre, isolé, ne possédant rien que sa plume à une époque où la carrière littéraire ne rapportait ni honneurs, ni richesses, il n'hésita pas à engager la lutte *contre tous les préjugés, tous les vices, tous les ridicules...* Sa satire, tantôt morale et philosophique, tantôt religieuse ou politique, embrasse tous les intérêts, toutes les passions du XVIe siècle, ou plus exactement de l'*humanité entière*. »

Il ne peut s'attaquer à tant de « puissances » qu'avec l'arme de l'humour. Il la manie avec d'autant plus de succès que son rire est naturel, jovial, au lieu d'être amer, qu'il jaillit de source et l'amuse lui-même en amusant les autres.

Si ce rire parfois devient un peu gros, songez aux mœurs allemandes, aux vices et aux travers allemands qu'elle vise (2), nullement dans un but patriotique, à coup sûr, mais par antipathie naturelle, par un sentiment juste et droit de ce qui sonne faux. Et cela ne revient-il pas à dire que, comme pour Rabelais, la largeur d'esprit est le caractère dominant de l'œuvre, qu'elle entre en conflit avec l'étroitesse des castes, des sectes, des races, et qu'elle prend corps à corps tous les despotismes?

De même que chez la plupart des écrivains alsaciens, l'esprit de satire ne se sépare pas, chez Fischart, de l'esprit d'indépen-

(1) P. Besson, *Étude sur Jean Fischart*, Paris, 1889, p. 14-15.
(2) Fischart larde de traits directs les Souabes et les Bavarois.

dance. A juste titre, M. Besson a-t-il noté comme trait fondamental de sa nature « un amour profond de la liberté sous toutes ses formes, liberté politique et liberté de conscience, liberté religieuse et civile. »

Cette union si frappante dans la mentalité alsacienne de la veine satirique et de l'amour de la liberté nous ouvre une large perspective sur ses affinités françaises, et elle nous permet de dissiper une des plus fallacieuses équivoques que les Allemands aient mises en cours, quand ils ont exalté le patriotisme « germanique » des humanistes alsaciens, et l'ont représenté comme anti-français.

Qu'était-il, au vrai, ce patriotisme ? C'est l'amour du pays natal à la fois comme terre de la liberté et comme partie intégrante, comme membre d'une société politique idéale, où, sous l'autorité d'un pouvoir suprême, religieux et laïque, l'ordre, la paix, la justice soient maintenus entre les hommes et d'où la foi chrétienne, victorieuse des infidèles (des Turcs), se propage et rayonne sur l'univers. Ainsi un triple sentiment s'unit et se confond, pour les humanistes alsaciens, dans le culte fervent de leur patrie : l'amour de la liberté, que satisfaisait, à Strasbourg, la constitution républicaine ; l'amour de l'ordre, que représentait, à leurs yeux, la majesté impériale ; la fraternité chrétienne, que le Saint-Empire romain avait pour mission de réaliser.

Le Saint-Empire n'était dans son essence ni romain, ni germanique ; il était chrétien, il devait embrasser toute la chrétienté, et il pouvait avoir à sa tête un autre souverain qu'un souverain allemand, un souverain français par exemple. Sébastien Brandt le dit et le prévoit expressément, et un autre humaniste, Mathieu Ringman, fait appel à la fois à la France, la Germanie, la Grande-Bretagne, la Pologne, la Hongrie et l'Italie pour s'unir en un seul corps et « obtenir que le Christ fût adoré par tous les peuples. »

Nul plus que les humanistes strasbourgeois n'a regretté la faiblesse de l'autorité impériale, son impuissance à assurer la paix publique et la justice sociale, et c'est pourquoi ils avaient tant espéré en Maximilien. Fischart reproche à l'aigle de l'Empire d'être devenu une « pie, » qui tient dans ses serres, au lieu d'un globe, une « balle de raquette. »

Et nul, non plus, n'a stigmatisé avec plus de force les vices

de l'Allemagne et célébré par des accens plus lyriques la liberté républicaine.

« Vivre libre et indépendant, s'écriera Brandt, voilà la vie heureuse. Les plus grands trésors ne sont rien à côté de la liberté! »

« La liberté, dira Fischart, est la splendeur de la noblesse. — Celui qui est d'espèce ignoble s'engourdit dans la servilité, comme un bousier dans le fumier. — Prendre la liberté à l'homme, c'est le sang même de son cœur qu'on lui prend. »

Ce que les Allemands ont prétendu être un patriotisme germanique n'était donc au fond que l'amour de la liberté et de la fraternité chrétienne. Comparez-le, ce patriotisme, à celui que la Révolution française a fait éclore, et voyez comme il anticipe sur lui et dans quelles profondeurs de sentimens se préparait, dès le XVIe siècle, l'union de l'âme alsacienne et de l'âme française. Faut-il chercher ailleurs la spontanéité de l'élan qui a entraîné l'Alsace dans les bras de la France de 89?

VI

Les sentimens qui s'échappaient bouillonnans du cœur des humanistes alsaciens du XVIe siècle et qui couvaient instinctivement dans l'âme du peuple, l'Alsace en prit chaque jour une conscience plus vive sous la poussée des grands événemens politiques et religieux du XVIe et du XVIIe siècle. Il en fut ainsi à mesure que les déchiremens de la Réforme achevèrent de mettre l'Empire en pièces et que s'élevait sur ses ruines la monarchie despotique et persécutrice de la maison d'Autriche, à mesure qu'en France, au contraire, les partisans de l'Espagne succombaient et que s'intronisa la monarchie tolérante, éclairée, brillante de Henri IV et de Sully, à mesure enfin que, dans l'anarchie de la guerre de Trente Ans, la France, par le succès de ses armes, apparut comme un principe d'ordre, et, par son alliance avec les protestans d'Allemagne, comme une sauvegarde de la liberté de conscience.

Les partisans de la France qui inquiétaient Wimpheling, au début du XVIe siècle, ne cessèrent donc d'augmenter en nombre et en influence, et les sympathies latentes pour elle de s'accroître, de s'étendre et de se renforcer.

Dans la lutte que Strasbourg engagea contre la domination oppressive de Charles-Quint, elle n'a pu trouver qu'en France l'appui indispensable, et l'on peut dire que ses sympathies pour notre pays croissaient à proportion de ses antipathies contre les Habsbourg.

Un rapprochement plus étroit encore avec Henri IV devint pour la cité républicaine une question de vie et de mort, lors de la guerre des évêques en 1592, et ce rapprochement inaugura une politique de confiance mutuelle, qui avait atteint son point culminant au moment de la mort du Béarnais. Nous verrons quel essor avait pris alors la culture française en Alsace.

Pendant la guerre de Trente Ans, la France eut alternativement à prendre en main la cause des catholiques contre les Suédois et des protestans contre les Impériaux, et elle joua en définitive un rôle dont toute l'Alsace lui sut gré. Les relations devenaient du reste de plus en plus actives et de plus en plus soutenues.

Dès 1630, la France fut représentée d'une façon permanente par un agent diplomatique, qui devint un centre de rayonnement et un foyer de francisation. Il rallia à la cause française des personnages de tout rang, des bourgeois et des nobles; il accrut le nombre des partisans de marque que, depuis bon nombre d'années, la Cour de France comptait en Alsace, et desquels je veux détacher la curieuse figure d'un secrétaire du Conseil des XV, Josias Glaser (1). La mission secrète, — à Paris, pour négocier un emprunt, — dont il fut chargé par le magistrat, en juillet 1631, est, me semble-t-il, du plus vif intérêt pour mon sujet. Non seulement elle nous apprend quels serviteurs la cause française avait dès alors dans la bourgeoisie alsacienne; mais, en nous les montrant à l'œuvre, elle fait apparaître à tous les yeux les affinités de l'esprit alsacien et de l'esprit français.

Écoutons-le, cet envoyé de Strasbourg, quand il raconte ses rapports personnels avec le roi de France ou ses ministres. Pour cela, suivons-le à la Cour, au château de Monceaux. Il va être présenté au Roi, il a préparé le petit compliment qu'il doit lui adresser. Il l'a préparé en français, bien que, dit-il, on lui eût permis de se servir de la langue latine. Il est moins allemand que ne le croit Louis XIII, car le Roi, sitôt qu'il l'aperçoit, lui

(1) R. Reuss. *Josias Glaser et son projet d'annexer l'Alsace à la France en 1639.* Mulhouse, 1869. — *Une mission française à la Cour de Louis XIII.* Paris, 1900.

fait signe d'approcher en lui disant : « *Veni, veni,* monsieur Alleman. » Glaser débite sa petite harangue, que voici textuellement, à titre d'échantillon du français qu'un Strasbourgeois parlait dès 1631 :

« Sire, je suis très aise de trouver Vostre Majesté en si bonne santé et parfaite prospérité. Je prie Dieu qu'il conserve Vostre Majesté longtemps en mesme estat pour le bien et la grandeur de Vostre Royaume et de toute la Chrestienté. Mes supérieurs et messieurs de la ville de Strasbourg m'ont donné ces présentes (missives), — avec très-humbles recommandations de leur Estat et remercîment pour tant de grâce qu'il a plu à Vostre Majesté d'eux favoriser, suppliant très humblement Vostre Majesté de croyre que mesdits Sieurs sont toujours vos très humbles serviteurs et voisins. »

A cela que répond le Roi? « Sa Majesté royale m'a répondu en français, tête nue, d'une voix grave, mais claire : « Je suis amateur de la liberté et de touts Estats libres, mais singulièment de vostre ville de Strasbourg, comme vous entendrez de mes gens. »

Je passe sur l'audience que Richelieu lui accorde dès le lendemain, mais je m'arrête un instant aux conférences d'une saveur très piquante qu'il a eues avec le Père Joseph. Le Strasbourgeois, ce qui prouve sa perspicacité, n'est pas dupe d'une profession de large tolérance que lui développe celui dont mon savant confrère, M. Fagniez, a dit qu'il avait la passion d'entreprendre et de mener *rondement* des conversions en masse et en détail. Cette perspicacité rend d'autant plus spirituel le mot que suggère à Josias Glaser un petit incident qu'il raconte ainsi :

« Pendant que nous étions à discourir de la sorte, une guêpe s'approcha et se mit à bourdonner bruyamment autour de nous; elle finit par pénétrer sous le froc du Père et le piqua à la cuisse, si bien qu'il se mit à crier lamentablement, et que son frère, M. du Tremblay, le gouverneur de la Bastille, accourut, ainsi que le Père Ange. Ils ont examiné le bon vieux monsieur *(den gutten alten Herrn)* et l'ont guéri avec une compresse d'encre. Bientôt, il s'est senti mieux : alors, je lui ai dit que c'était sans doute une guêpe espagnole sortie de la niche de Cerbère, et qui n'avait pu supporter d'entendre plus longtemps ses excellentes paroles (de tolérance). Là-dessus, il s'est mis à

rire, sa bonne humeur est revenue, et il m'a congédié à mon entière satisfaction. »

C'est plus, me semble-t-il, qu'un trait d'esprit, c'est un trait d'union entre l'esprit alsacien et l'esprit parisien, un demi-siècle exactement avant la réunion de Strasbourg à la France.

Voici un autre trait pareil qui montrera en même temps combien peu l'Alsace était connue alors par les Français. Glaser vient réclamer au Trésorier de l'Épargne les fonds qui lui ont été promis par un contrat en bonne et due forme.

« Le nom de Strasbourg, raconte Glaser, lui a fait une impression étrange et singulière; comme s'il l'entendait pour la première fois. Car ce trésorier (Marc Bertrand), bien qu'il fût un vieillard et un conseiller d'État, ne savait pas si Strasbourg était une ville, un pays, un animal ou un homme. Il m'a dit d'un air effaré :

« — Qu'est-ce que Strasbourg?

« Je lui dis : — Une ville.

« Il me répond : — Une ville, en Hongrie, en Allémanie?

« Moi : — En Allémanie.

« — Nous verrons.

« Il veut voir ce qu'il peut faire, je dois revenir le lendemain. »

Mais un Alsacien ne se laisse pas évincer. Glaser se plaint à la Cour et obtient le jour même par un exprès l'ordre pour le trésorier de payer séance tenante, « sous peine de perdre sa place, » ce qui amusa beaucoup le Père Joseph.

Je note que ce même Glaser a, huit ans plus tard, en 1639, remis à M. d'Oysonville un projet d'organisation de l'Alsace par la France où se trouvent exposés les principes mêmes de ménagement et de tolérance dont M. Albert-Petit a décrit l'application après 1681.

Voyons maintenant ce qu'avait été la culture française dans le premiers tiers du XVIIe siècle.

L'Académie de Strasbourg, sortie en 1566 de la haute École où, dès 1530, le français était enseigné, avait, en 1592, institué un professeur officiel de cette langue et organisé, en 1604, son enseignement sur une base très large. Le programme prescrivait notamment d'étudier Amyot, et il en donnait ce motif qui

témoigne en faveur du goût éclairé des scolarques : « à raison, disait-il, de sa gentillesse *(Zierlichkeit)*. »

Cette Académie fut, en 1621, érigée en Université et, en même temps qu'elle tint le premier rang parmi les Universités allemandes, elle servit d'avant-poste à l'Université de Paris. Strasbourg était l'étape nécessaire où la jeunesse s'arrêtait pour apprendre la langue et acquérir les manières françaises, avant d'entreprendre le voyage habituel de France. Ce voyage était le complément indispensable de l'éducation. « En ceste ville, disait un maître de langue française, qui enseigna à Strasbourg de 1616 à 1637, Daniel Martin de Sedan, on ne tient conte d'un homme qui n'a rien veu : on l'appelle rostisseur de pommes derrière le fourneau, gardeur de poile ou casanier. » — « Nos jeunes gens, écrivait en 1635 le professeur strasbourgeois Bernegger, ont grand plaisir à se rendre en France. »

Pour les préparer, nous voyons, en 1607, un Genevois, le sieur Bernard, publier à Strasbourg un *Tableau des actions du jeune gentilhomme en dialogues*, qui constitue un parfait manuel d'éducation française.

Quelques années plus tard (1613), un professeur de l'Académie, J. Clutenius, dans un rapport aux scolarques, signale la résidence de nombreux précepteurs qui s'arrêtent dans la ville pour faire prendre à leurs disciples les manières et le langage de France.

Et voici ce que dit le *Favus praeceptorum linguae Gallicae*, le rayon de miel des précepteurs, publié à Strasbourg en 1622 : « Mon destin m'ayant porté en ces quartiers où nostre langue est autant de requeste que chose qui soit, *j'y ai trouvé les esprits ne respirant que l'estude d'icelle*... Ce livret servira de phanal et boussole à ceux qui, pour parvenir aux charges et honneurs, s'embarquent sur l'Océan françois; car, pour l'heure, c'est la route la plus commune, *ce chemin est le plus battu*, l'herbe croist es autres. » Soyons indulgens aux figures de rhétorique de ce pédagogue, ne retenons que l'état d'esprit qu'il décrit.

La bourgeoisie rivalise avec la noblesse dans ces études. Un pasteur s'écriait avec dépit que, pour être honoré, il faut savoir monter à cheval et parler le français. Voici, du reste, un exemple typique : un *stettmeister* de Colmar, mort en 1668 et qui a joué un rôle important durant la guerre de Trente Ans, a été célébré en ces termes :

« Ce que la France a de bon, — Les bonnes manières pour lesquelles elle est prisée, — Tout ce qui fait briller très haut Paris par-dessus les autres villes, — Tout cela, il a voulu l'apprendre de même que la langue. »

Le professeur Bernegger appelait Strasbourg une ville *demi-française*, dans une lettre du 1er mai 1625, et il expliquait que, si on n'avait pas créé en 1621 de chaire de français à l'Université, c'est « qu'on trouvait partout des occasions commodes d'apprendré cette langue. »

Et, en effet, il y avait eu dès 1592 tant de maîtres privés faisant concurrence au professeur officiel de l'Académie qu'il ne trouva pas assez d'élèves payans pour pouvoir continuer longtemps son enseignement.

Du reste, il n'existait pas davantage de chaire de langue allemande, et c'était le latin, non l'allemand, qui était la langue scolaire.

Il faut entendre encore la déclaration étrangement significative faite en 1603 par un des plus vieux professeurs de l'Académie où, dès 1573, il professait la dialectique et la physique, Jean-Louis Hauenreuter. La voici :

« Qui donc ignore, je vous le demande, que la connaissance de la langue française doive être recherchée partout, à moins qu'il ne se terre à perpétuité, à la façon des lapins, dans le sous-sol de sa patrie... Celui qui l'ignore devra ou se taire, ou passer pour un barbare. »

L'enseignement du français ne se limite pas à Strasbourg. Même dans les petites villes comme Bischwiller, nous trouvons, dès 1618, un maître d'école français, et à Colmar, quelques années plus tard, le magistrat introduit trois leçons de français par semaine dans les classes supérieures de l'école latine. Dès le XVIe siècle, il s'y trouvait du reste des maîtres privés.

Il me semble inutile de multiplier ces exemples, mais un point essentiel est à mettre plus complètement en vedette. M. Rodolphe Reuss l'a dit excellemment : « On ne se contentait pas des leçons qu'on pouvait avoir à domicile ; on allait aussi chercher la connaissance pratique de la langue française au dehors. Dès la fin du XVIe siècle et surtout au XVIIe siècle, nous voyons un grand nombre de jeunes Alsaciens de bonne famille, après avoir étudié théoriquement le français chez eux, faire le tour de France ou de Suisse, pour apprendre à s'en servir, » et il

ajoute : « Le nombre est considérable de ceux qui ont séjourné plus ou moins longtemps en France comme touristes, commerçans, étudians, etc. »

De retour dans leur pays, ces voyageurs continuaient à encourager l'étude et à répandre la pratique du français, qui se conservait, d'autre part, malgré les obstacles nés des rivalités confessionnelles, par le prêche en cette langue.

L'Église française calviniste du XVIe siècle avait survécu, en effet, sous des formes officieuses diverses, à la proscription dont l'avait frappée la réaction conduite par le Souabe Marbach. Elle s'était réorganisée au XVIIe siècle dans le voisinage immédiat de Strasbourg, à Wolfisheim, et, détail piquant, c'est un de ses adhérens qui, en 1655, traduisit *le Cid* en allemand.

Il en fut ainsi avant la réunion de Strasbourg à la France.

Or, que voyons-nous après cette réunion ? En 1686, l'intendant de la province d'Alsace, M. de La Grange, met comme condition au maintien de la paroisse réformée de Wolfisheim que le ministre *ne sache pas la langue françoise*. Cette interdiction avait pour but évident d'écarter du culte réformé les Français *immigrés*. Mais n'est-il pas étrange de constater, selon la remarque de M. Reuss, que le Grand Roi travaillait à *germaniser* ses sujets ? Et nous pouvons noter une résistance analogue, en 1716, du préteur royal, M. de Klinglin, à l'ouverture d'une école luthérienne française.

De tels faits contribuent, ce me semble, à montrer quelle large part la prédisposition, les affinités naturelles ou acquises, ont eue dans l'intime union de l'Alsace et de la France.

Il a été dit maintes fois que l'Alsacien a le cœur sur la main. C'est un éloge mérité. Mais dans un pays aussi disputé que le sien, en proie aux convoitises, victime de tant d'assauts, la réserve est une autre qualité inhérente à sa nature. De là cette difficulté si grande de pénétrer jusqu'au tréfonds de son caractère, et tant de jugemens incomplets portés sur lui, de droite ou de gauche.

Les mémoires d'un Parisien du XVIIe siècle peuvent nous le rendre sensible. Ils se rapportent à des séjours successifs qui forment un trait d'union entre l'Alsace d'avant et celle d'après la réunion définitive à la France (1). Commissaire des fermes

(1) *Mémoires de deux voyages et séjours en Alsace, 1674-76 et 1681, par* **L D L**

dans la Haute-Alsace, le sieur de l'Hermine avait rencontré, grâce à sa courtoisie et à sa droiture, des sympathies nombreuses dans la population alsacienne. Il s'est familiarisé avec elle, et il a cru la connaître. Il en fait le portrait fort pittoresque. Mais voici qu'il la retrouve sous un autre jour. Le ciel s'est éclairci ; l'Alsacien peut se montrer plus à plein.

Dans l'intervalle de quelques années, une transformation singulière s'était opérée. Le bien-être matériel avait reparu, comme par enchantement, avec la sécurité, et la physionomie des gens eux-mêmes avait pris un aspect nouveau. L'accueil qui est fait à l'ancien résident est tellement chaud qu'il en éprouve une agréable surprise, et ce dialogue s'engage à Altkirch : « Vous avez, monsieur, gagné le cœur de tout le monde, on ne se peut lasser de dire du bien de vous. » — « J'en serais ravi, si vous ne me flatiez point tant, je ne suis pas assez vain pour croire que j'aye pu gagner l'affection de toute une ville, *en n'y faisant ni bien ni mal.* » — « Ah ! ne m'en croyez pas encore, vous serez bientôt persuadé par la voix publique, si vous demeurez un peu de temps icy. Les enfans mêmes, qui ne vous connoissent pas, vous révèrent sur le bien qu'ils entendent dire de vous à leurs pères et mères. »

En réalité, la connaissance du dialecte alsacien que notre Parisien avait acquise fut pour beaucoup dans sa popularité. Elle avait levé une barrière. « De mémoire d'homme, dit-il, ils n'avoient vu de François, que M. Colbert, fils du premier président du Parlement de Metz, et moi, qui eussent pu en cinq ou six mois de temps apprendre assez d'allemand pour se mêler dans leur conversation. »

La réserve à son tour tombe. Une autre surprise attendait le sieur de l'Hermine, à un souper dont le régala un de ses anciens hôtes : « Je fus bien étonné de voir chez lui un grand étalage de belle vaisselle et un buffet garni de coupes dorées, qu'il ne m'avoit point montrées du tems de la guerre. La paix l'avoit changé d'une extrémité à l'autre, *c'étoit un homme nouveau*, je n'en ay parlé cy devant que comme d'un ménager jusqu'à la vilennie, d'un malpropre, d'un homme d'esprit lent, distrait et mélancolique, au lieu que, pour lors, je le trouvai libéral, honnête, spirituel, gai et proprement habillé. »

S D L' H P. (... Sieur de l'Hermine, Parisien) publiés pour la première fois à Mulhouse en 1886.

Je vois dans ces observations tout un symbole, j'y vois la levée du voile dont le passé se couvre, et que je viens de tenter de soulever moi-même.

L'étude de M. A. Albert-Petit laissait en dehors d'elle un champ historique immense, celui que forme l'histoire intellectuelle et morale de l'Alsace avant son retour à la France. Et il m'a paru que sa connaissance était indispensable pour placer dans leur vraie lumière, pour mesurer à l'aune juste, les transformations qui se sont accomplies depuis lors. Ignorer ce passé pourrait conduire à raisonner comme un naturaliste qui ferait abstraction de la nature du sujet sur lequel une greffe a été entée. Ce sujet, c'est l'âme alsacienne et pour que la greffe ait pu réussir et produire des fruits savoureux, il fallait que la nature de cette âme s'accordât avec la nature de l'âme française.

Plaçons-nous au point de vue alsacien, nous dirons que l'âme de l'Alsace n'a trouvé que dans la France le génie propre à la féconder.

Cette âme-là, elle vit toujours, elle est impérissable. La légende l'atteste autant que l'histoire. Sait-on qu'une des plus vieilles légendes populaires du pays l'évoque, à chaque an nouveau, dans ce château de Hoh-Kœnigsbourg que Guillaume II a prétendu réédifier? Aurait-il connu la légende?

Là s'éveille pour une nuit la Dame blanche de l'Alsace. Elle embrasse du regard la vaste plaine du Rhin et annonce à ceux qui savent l'entendre le sort, heureux ou funeste, qui attend le pays. C'est l'ombre du passé et l'ange de l'avenir. C'est la figure légendaire de la patrie.

C'est la même qui appelait jadis le peuple à la défense de son sol et de ses libertés.

C'est la même qui a salué l'aube de la culture française et, un siècle plus tard, l'aurore révolutionnaire des temps nouveaux.

C'est la même enfin qui, dans la dernière nuit de décembre, a dû annoncer à la foule anxieuse des annexés l'heure prochaine de la délivrance, l'heure de la nouvelle et définitive union de l'âme de l'Alsace avec le génie de la France.

JACQUES FLACH.

LES ORIGINES

DE

LA BARBARIE ALLEMANDE

« On peut dire, écrit le rapporteur de la Commission instituée le 23 septembre 1914 en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens, que jamais une guerre entre nations civilisées n'a eu le caractère sauvage et féroce de celle qui est en ce moment portée sur notre sol par un adversaire implacable. » Je crois qu'il faut remonter à Tamerlan et à Gengis-Khan pour trouver dans l'histoire une barbarie aussi débridée que celle dont l'armée allemande nous inflige l'effroyable épreuve, depuis les premiers jours d'août 1914, sur les terres martyres de la Belgique et de la France du Nord-Est. Et encore est-il vrai de dire que, ne disposant pas des engins de destruction puissans que la science a mis entre les mains de l'homme moderne, la brute de jadis était beaucoup moins redoutable que le « civilisé » d'à présent. En effet, ce qu'il y a de particulièrement odieux dans la sauvagerie des Allemands d'aujourd'hui, c'est, précisément, son caractère scientifique, non pas en ce sens seulement qu'elle use des derniers perfectionnemens de l'outillage industriel et militaire, mais en celui-là, surtout, qu'elle correspond à une doctrine. Pour criminelles, en effet, qu'aient été les cruautés qui ont toujours jusqu'ici plus ou moins accompagné les guerres, il ne s'était jamais vu, outre leur nombre, qu'elles eussent été, non pas même autorisées, mais encouragées ou, qui plus est, ordonnées de propos délibéré, en plein accord avec l'enseignement des stratégistes les

plus renommés, aux applaudissemens de tout un peuple, intellectuels et souverain en tête. « Il est une condition qu'il faut que vous me juriez de remplir, écrivait Napoléon dans la proclamation de 1796 à ses soldats : c'est de respecter les peuples que vous délivrerez; c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats... Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. » Il était réservé aux Allemands d'aujourd'hui d'ériger le vol, le viol, le meurtre, le pillage, l'incendie, le mensonge et le parjure en officielle méthode de guerre. Et ils en sont fiers! « On nous traite de Barbares, écrit le *Tag* de Berlin : la belle affaire! nous en rions. Nous pourrions tout au plus nous demander si nous n'avons pas quelque droit à ce titre. Que l'on ne nous parle pas de la cathédrale de Reims et de toutes les églises, et de tous les palais qui partageront son sort : nous ne voulons plus rien entendre. Que de Reims nous arrive seulement l'annonce d'une deuxième entrée victorieuse de nos troupes : tout le reste nous est égal. »

Un pareil état d'âme n'est ni spontané, ni improvisé. Il apparaît le produit d'une longue préparation et, pour tout dire, d'une philosophie. Condamnerons-nous donc, sans distinction ni réserve, la philosophie allemande? Non : elle n'aurait jamais suffi à créer cette mentalité, si elle n'avait rencontré dans le caractère germanique, d'où elle est issue, un terrain propice et des germes qu'elle a contribué à y faire éclore. Encore a-t-il fallu pour arriver à un aussi complet épanouissement de la volonté de puissance, au mépris de toutes les lois divines et humaines, que les circonstances où s'est trouvée l'Allemagne, après ses victoires répétées de 1864, de 1866 et de 1870, s'y prêtassent. Au vrai, elles ont été l'étincelle qui a provoqué, sous le nom de germanisme, l'extraordinaire synthèse de sa philosophie et de son caractère d'où est sortie l'actuelle barbarie teutonne.

I

Le caractère allemand a été en effet, de tout temps, partagé entre deux tendances adverses dont, au cours de son histoire, chacune à tour de rôle a dominé : la tendance idéaliste d'une

part, la tendance réaliste de l'autre. Quoi qu'on ait soutenu, il y a toujours eu deux Allemagnes, non certes côte à côte dans la société, mais au cœur de chaque Allemand. Nietzsche ne s'y trompait pas, qui trouvait ses compatriotes « insaisissables, sans bornes, contradictoires, inconnus, surprenans, terrifians même. »

Du début du XVIIIe siècle jusqu'à la fin de la première moitié du XIXe, le penchant idéaliste l'a emporté au point de presque étouffer son contraire. Mme de Staël n'avait point tout à fait tort, malgré un embellissement manifeste, de considérer l'Allemagne de son temps comme une nation paisible qu'entourait une atmosphère lourde et chaude émanée des poêles, de la bière et des pipes. Une telle ambiance était propice aux longues rêveries, aux conversations brumeuses sur quelque sujet de métaphysique. Aussi Lange a-t-il pu dire que l'Allemagne était le seul pays du monde où un apothicaire ne pût préparer un remède sans s'interroger sur la corrélation de son activité avec l'essence de l'univers. De fait, elle enfanta de grands systèmes philosophiques. Leibniz, Kant, Fichte, Schelling, Schopenhauer, Hegel sont là pour en témoigner. En vertu du même motif, la musique est l'art allemand par excellence. Le plus beau titre des Bach, des Beethoven, des Schubert, des Schumann, des Weber, des Wagner même, n'est-il pas d'avoir su exprimer la part de tendresse que renfermait, alors, l'âme rêveuse de l'Allemagne? La profondeur de sa sensibilité fait le génie de ses poètes, d'un Gœthe, d'un Schiller, d'un Novalis ou d'un Henri Heine. Plus qu'aucun autre pays, l'Allemagne s'est avancée dans le domaine de la rêverie sentimentale, car l'Allemagne est sentimentale, *gemütlich*, comme ils disent. Elle l'est au point de fonder, avec Schopenhauer, la morale sur la sympathie. En communion avec la nature, — s'il est vrai que le romantisme est d'origine germanique, — l'Allemand éprouve une joie infinie à se fondre en elle. Werther, Faust, Hœlderlin, Lenau demandent à Dieu de les délivrer, comme d'une servitude, du tourment de leur individualité. Ils n'ont pas, à l'instar d'Amiel, de plus cher désir que de s'absorber dans le Grand Tout. Cette inclination au mysticisme explique, par ailleurs, le panthéisme sans cesse renaissant de la pensée allemande depuis les jours lointains où les anciens Germains s'avisèrent d'adorer le feu, le soleil et la lune. En revanche,

l'influence française qui s'exerça pendant un siècle et demi en Allemagne n'avait pas été sans exalter les côtés généreux de son âme. Il faut faire une grande part, en effet, à la France dans cette opinion, qui animait un Gœthe à l'aurore du siècle dernier, que la plus haute mission d'un peuple sur terre est de travailler à l'œuvre commune de la civilisation.

Mais, à côté de ces penchans idéalistes qui inclinent vers le rêve le caractère allemand, il s'en est toujours rencontré, plus ou moins à découvert suivant les époques, d'aussi avancés dans la brutalité que les premiers dans la pure contemplation. Dans son livre sur *les Mœurs des Germains*, Tacite signale leurs rixes fréquentes, leurs querelles pour des riens, ce que l'on devait appeler plus tard des « querelles d'Allemands. » César nous les montre uniquement occupés à la chasse et à la guerre, appliqués, dès leur plus tendre enfance, à s'endurcir physiquement. Ils détestent la paix, méprisent les arts et délaissent l'agriculture dans la crainte que les travaux champêtres ne leur fassent négliger les armes. « Pourquoi vous battez-vous sans cesse? » demandait l'empereur Julien au chef d'une tribu germanique du Rhin. « C'est que la guerre est la suprême félicité de la vie, » lui fut-il répondu. De fait, les Germains étaient perpétuellement en lutte : la société n'existait, chez eux, que sous la forme rudimentaire d'un camp en permanence. « C'est pour ces peuples, note Jules César, le plus beau titre de gloire de n'être environnés que de vastes déserts. Ils regardent comme une marque éclatante de valeur de chasser au loin leurs voisins et ne permettent à personne de s'établir auprès d'eux. » Le brigandage, aussi, ne leur semblait pas honteux, pourvu qu'il eût lieu en dehors des limites du territoire. A leurs yeux, raconte Tacite, « c'est paresse et inertie que d'acquérir par la sueur ce qu'on peut conquérir par le sang. » Il n'était pas jusqu'aux femmes qui ne fussent belliqueuses : il leur arrivait souvent d'intervenir, au milieu de la bataille, pour ranimer de leurs exhortations, de leurs prières et de leurs cris, le zèle des combattans. Il n'en va pas autrement, au Moyen Age. Des deux figures de femmes qui, dans le poème des *Nibelungen*, retiennent l'attention, la reine Brunhild saute, court, lance le javelot, soulève des quartiers de rocs, tandis que Krumhild, femme de Sigurd, s'assigne pour mission de venger le meurtre de son époux à travers une série interminable d'égor-

gemens. Ce sont d'authentiques Walkyries. Quelle différence avec les touchantes silhouettes féminines qui se profilent dans nos chansons de gestes! Poèmes de la force matérielle, les légendes germaniques n'exaltent que la violence. Aucune noblesse ne grandit leurs héros, asservis qu'ils sont à des puissances fatales auxquelles ils tâchent de se soustraire par la ruse, quand ils ne se bornent pas à chercher des trésors.

La même brutalité se retrouve chez l'Allemand moderne. Elle était à fleur de peau chez le père du grand Frédéric, à qui il arriva de tomber à coups de canne sur son héritier et même sur son précepteur. Elle forme le fond de l'éducation nationale, je devrais dire du dressage scolaire et militaire à quoi se ramène cette éducation. Les coups font la raison du maître, comme ils feront, plus tard, celle de l'officier. Il n'en faut pour preuve que les multiples et odieuses brimades, souvent suivies de mort, auxquelles des révélations récentes nous ont appris que des soldats étaient soumis de la part de leurs chefs. Cette brutalité n'est pas exclue de la vie civile. Les étudians d'outre-Rhin n'ont pas, on le sait, de plus cher passe-temps que de se battre en duel : un visage vierge de balafres leur paraît un déshonneur. La rudesse et la brutalité se rencontrent dans toutes les classes de la société. « Nous ne tenons pas à être aimés, nous voulons être craints, » disait, avant la guerre, à l'un de mes amis un ingénieur teuton chargé des travaux du Bagdad. En foi de quoi, il ne ménageait pas les mauvais traitemens aux indigènes sous ses ordres. On n'ignore pas, du reste, la conduite sanguinaire des autorités allemandes vis-à-vis des noirs du Cameroun. « Nous sommes une race bouillante, » chante un poète allemand contemporain, Charles Henckel. Et cruelle! aurait-il pu ajouter. La méchanceté de l'Allemand dégénère, en effet, facilement en sadisme ou volupté de faire souffrir. Cette volupté-là n'est, certes, pas étrangère aux atrocités dont les régions envahies furent le lamentable théâtre. L'Allemand, dont les sens sont obtus, l'imagination lente et les passions fortes, a toujours été enclin, pour les réveiller, à abuser de son autorité. Parvenu le dernier à la civilisation, il est, en s'appropriant les multiples ressources de la science, demeuré un barbare.

Joignez, maintenant, à la méconnaissance de tout ce qui n'est pas germain, poussée à l'extrême par une estime exagérée de soi-même, que l'Allemand n'oublie et ne pardonne jamais,

vous comprendrez, alors, à quel paroxysme de haine peut s'élever son patriotisme, que Henri Heine comparait à un cuir rétréci par la gelée. « Un jour à Gœttingue, dans un cabaret à bière, conte le délicieux poète de l'*Intermezzo*, une jeune Vieille-Allemagne dit qu'il fallait venger dans le sang des Français le supplice de Konradin de Hohenstaufen que vous avez décapité à Naples. Vous avez certainement oublié cela, depuis longtemps; mais nous n'oublions rien, nous. » A plus forte raison semble-t-il aux Allemands d'aujourd'hui que, comme l'a dit M. Lavisse, le Palatinat soit toujours en flammes, Louis XIV à Versailles, et Napoléon à Paris. « On nous croit flegmatique, a écrit de Treitschke, nous sommes le plus haineux des peuples. » N'est-ce pas sous l'influence de ce sentiment que s'est constitué l'Empire? Vindicatif et rancunier à l'excès, l'occasion se présente-t-elle à l'Allemand d'assouvir sa rage, il ne connaît plus de bornes. Nous en avons eu quelques exemples en 1870, pâles prodromes, il est vrai, de la folie sanguinaire d'à présent, mais symptomatiques tout de même. A Paris, dans la nuit du 8 au 9 janvier 1871, le Muséum fut bombardé. A Versailles, le quartier de Clagny fut mis à sac par la landwehr. « Chaque fois que M. Trochu fera une sortie, nous viendrons tout piller, » déclarent ces braves. A Saint-Cloud, l'armistice déjà signé, des soldats, armés de bouchons de paille, enduisent de pétrole les maisons. Le professeur Jahn ne souhaitait-il pas, dès 1810, que le pays des Welches devînt un désert peuplé de bêtes fauves? « Les vieux couvens, prophétisait-il, se transformeront en nids à hiboux; les créneaux des tours consumées par le feu en aires pour les aigles; des incendies prépareront des repaires aux hyènes; des labyrinthes souterrains serviront de réduits aux serpens venimeux (1). » A son exemple, Goerres et Stein parlent déjà de brûler la capitale des Français.

Avec la brutalité, la fourberie est naturelle aux Germains. Elle remonte chez eux à la plus haute antiquité, ainsi que nous en convainc la conduite d'Arminius, leur héros national, qu'Heinrich von Kleist a célébré en un long poème. Officier dans l'armée de Varus, dont il avait su capter la confiance, il l'attira dans un guet-apens, non sans avoir au préalable dépecé une jeune Germaine et envoyé les morceaux, en témoignage de

(1) Jahn, *Deutsches Volksthum*. Lubeck, 1810.

ce meurtre dont il accusait les Romains, aux différentes tribus de la Germanie, afin de les soulever toutes ensemble. Frédéric II, l'ami des philosophes, n'était pas pour le désavouer. Dans l'*Instruction militaire du roi de Prusse pour ses généraux*, il émettait les conseils suivans : « Si on ne peut trouver aucun moyen, dans le pays de l'ennemi, pour avoir de ses nouvelles,... on choisit un riche bourgeois qui a des fonds de terre, et une femme et des enfans; on lui donne un seul homme, travesti en domestique, qui possède la langue du pays. On force alors ce bourgeois d'emmener le dit homme avec lui, comme son valet ou son cocher, et d'aller au camp ennemi sous prétexte d'avoir à se plaindre des violences qui lui ont été faites, et on le menace en même temps très sévèrement que, s'il ne ramène pas avec lui son homme après qu'il se sera assez longtemps arrêté au camp, sa femme et ses enfans seront hachés en pièces et ses maisons brûlées. » Aussi bien, la plus insigne mauvaise foi a toujours présidé aux manœuvres de la diplomatie allemande. L'Allemand espionne comme il respire. Quant au gouvernement, il ne recule point devant les plus invraisemblables inventions. Guillaume II n'a-t-il pas, récemment, fait répandre dans le monde musulman la nouvelle de sa conversion à l'islamisme sous le nom de *Hadji Mohammed Ghilioun!*

Ruse et violence, au demeurant, ne sont que les conséquences de la grossièreté foncière du tempérament germanique. « Lichtenberg, note Schopenhauer, compte plus de cent expressions allemandes pour exprimer l'ivresse; quoi d'étonnant, les Allemands n'ont-ils pas été, depuis les temps les plus reculés, fameux pour leur ivrognerie (1)? » Le Walhalla est un lieu où les héros morts pendant le combat boivent de l'hydromel dans le crâne de leurs ennemis. Tacite signale le penchant des Germains à la boisson, les longues orgies auxquelles, quand ils ne se battent pas, ils se complaisent. Il n'en va pas différemment à l'époque de la Renaissance. « Répugnant le matin quand il est à jeun, plus répugnant l'après-midi quand il est ivre, il est, dans ses meilleurs momens, un peu au-dessous de l'homme et, dans ses pires heures, il vaut à peine mieux qu'une bête, » c'est en ces termes que, dans *le Marchand de Venise*, Portia dépeint son prétendant, le jeune prince de Saxe. Malgré

(1) *Pensées et aphorismes*, trad. Bourdeau, p. 225.

la terreur qu'il éprouve du diable et ses accès de religiosité ardente, Luther est attiré par le plaisir. « Quiconque, prononce-t-il, n'aime ni les femmes, ni le vin, ni le chant, celui-là est un sot et le sera sa vie durant. » N'oublions pas que, après avoir beaucoup médité, le savant docteur Faust, tel que sous ses traits Gœthe nous représente le peuple allemand, en arrive à proclamer l'insuffisance de l'esprit et que ce qu'il revendique, en somme, ce sont les droits de la chair. N'est-ce pas Gœthe encore qui, dans la taverne d'Auerbach, a tracé le truculent tableau de la bestialité germanique? De fait, les jouissances matérielles ont toujours tenu une grande place dans la vie allemande. L'Allemagne accorde une importance exagérée à la mangeaille. Il y avait, avant la guerre, une question de la viande, qui provoqua des émeutes. Les *delikatessen* consistent, pour le peuple germanique, en charcuteries, et Gambrinus est, à coup sûr, l'une de ses divinités préférées, tant la bière inonde la terre allemande. Comment le Teuton aurait-il pu échapper à la hantise de ce que Rabelais, — pardonnez-moi l'expression, — appelait « la gueule, » étant donné sa voracité légendaire? M. Cunisset-Carnot en a rapporté un saisissant exemple dans le cas, vu de ses yeux, de ce soldat allemand qui mourut, en 1870, dans l'Auxois, d'avoir avalé sept livres de lard cru! A l'autopsie, ses intestins, littéralement, éclatèrent. Dans le livre qu'il a consacré à l'occupation de Versailles durant l'année terrible, M. Délerot nous raconte, de même, l'aventure de ces guerriers trop goulus qui, après avoir dévalisé un marchand de vins, burent les liquides colorés qui figuraient à la devanture les liqueurs de marque. L'alcoolisme est aussi un vice allemand. Pour chaque habitant en moyenne, la consommation de l'alcool s'est élevée annuellement au delà, du Rhin à quatre litres et demi.

Mais ce n'est point de cette façon seulement que la grossièreté allemande se manifeste. Comme Fustel de Coulanges l'a démontré, il faut en rabattre de la réputation de vertu que, sur la foi de Tacite, on a faite aux anciens Germains. En réalité, ils étaient aussi corrompus que les Romains de la décadence. Et leurs descendans valent-ils mieux? Les scandales révélés, naguère, par Maximilien Harden ne laissent subsister aucun doute. Les plus grands noms, les plus proches de la cour y furent impliqués.

Que nous voilà loin de l'Allemand tel que, pendant longtemps, les Français se plurent à l'imaginer, à savoir sous les espèces d'un brave homme, à la fois ingénu et placide, uniquement occupé à échanger avec un petit cercle d'amis des idées extrêmement nuageuses dans l'atmosphère épaisse de quelque brasserie! Plus éloignés encore sommes-nous du portrait que nous en retraçait Mme de Staël, qui ne voyait, passé le Rhin, au dire de Heine qui en riait, qu' « un nébuleux pays d'esprits où des hommes sans corps et toute vertu se promènent sur des champs de neige, ne s'entretenant que de morale et de métaphysique. » Ces douces visions, qui ne furent pas entièrement fausses, ont fait place à la formidable et impérieuse image de Bismarck, derrière laquelle se profile la silhouette hâve et cruelle du maréchal de Moltke.

La raison d'un pareil changement, sous réserve des illusions que nous nous étions forgées à l'endroit de nos voisins, réside dans ce fait que les instincts durs et sauvages du caractère germanique, qui n'est pas encore entièrement dégrossi par la civilisation, l'ont emporté, de nos jours, sur les tendances idéalistes, la sentimentalité profonde, le goût de la spéculation qui, à d'autres époques, avaient réussi à les museler. Nous sommes en présence d'un complet revirement de l'âme allemande, avec cette aggravation que ses bas appétits, au lieu d'annihiler les puissances de rêve qu'elle contient, se les sont asservies. Une telle idéalisation des forces mauvaises mène tout droit au déchaînement systématique, à l'apologie et à l'apothéose de ce qu'il y a toujours eu de brutal au fond de l'âme germanique.

II

Comment une telle « conversion » a-t-elle pu s'opérer?

C'est un fait que la philosophie allemande a, durant plus d'un siècle, contribué, consciemment ou non, à libérer, puis à légitimer tous les instincts, sans en excepter les moins nobles. Je ne veux point soutenir par là que les philosophes allemands soient directement responsables des atrocités présentes, ni que leurs doctrines devaient nécessairement conduire où nous voyons les armées allemandes aboutir. Je ne partage point du tout l'opinion de ceux, trop simplistes à mon gré, qui incri-

minent Luther et Kant. On a trop représenté les atrocités allemandes comme une conséquence obligée de leurs doctrines. C'est injuste, parce que c'est faux. Le protestantisme, comme tel, n'est pour rien dans la barbarie teutonne. La conduite au-dessus de tout éloge des protestans anglais et français durant cette guerre suffirait à le démontrer, si ce n'était l'évidence même. Le protestantisme ne peut que réprouver au nom de la conscience, — et de fait il n'y a pas manqué, — l'abandon de tout frein au profit de la violence, lui si imbu de moralité et si soigneux de personnelle retenue. Pour ce qui est de Kant, loin de justifier les atrocités présentes, toute son œuvre proteste contre elles. En le citant à l'appui de leurs dires, les intellectuels allemands ont, sans contredit, abusé de son nom. Dans son *Essai sur la paix perpétuelle*, il a clairement interdit, comme le faisait remarquer naguère M. d'Eichthal, tous les crimes que ses compatriotes se croient en droit de commettre en vertu de la théorie des « nécessités militaires. » Tout de même, ni Fichte, ni Schelling, ni Hegel n'ont, par leurs enseignemens, conduit logiquement au vol et à l'assassinat. Il reste seulement que, sous l'action des circonstances, étant donné les défauts du caractère germanique, qui, — ne l'oublions pas, — l'a utilisée, la philosophie allemande n'a pas été sans influence sur le mouvement des esprits qui devait avoir comme conclusion, en Allemagne, le débordement de sauvagerie systématique auquel nous assistons. Ailleurs, cette philosophie aurait porté des fruits différens. Aussi bien, un facteur social n'agit jamais qu'en composition avec d'autres, d'où il suit qu'en sociologie un fait est toujours le résultat d'une multitude de causes qui, combinées différemment, auraient produit un tout autre effet. C'est le cas de s'en souvenir.

Maintenant, que le caractère germanique ait, en partie, inspiré la philosophie allemande, cela est certain ; il ne l'est pas moins, en retour, — les facteurs sociaux réagissant les uns sur les autres, — que, à partir de la fin du XVIIIe siècle, cette philosophie a travaillé, par son œuvre exclusivement critique, à ruiner la morale et, par voie de conséquence, à affranchir les passions de toute règle, en dépit d'un moralisme qui, pour prendre la forme de l'impératif catégorique, n'en était pas moins fragile. Cette entreprise elle-même ne fut pas spontanée. L'œuvre de Kant a son principe dans le mouvement

de critique religieuse qui, en Allemagne, naquit de Luther.

Soucieux de ramener la religion à l'élan mystique de l'âme illuminée par Dieu, le fondateur du protestantisme ne se contenta pas de rejeter le dogme catholique : il sépara radicalement la foi de la raison. Or, récuser l'intervention de la raison en matière de croyance ne pouvait que conduire au mysticisme et, par un curieux retour des choses, au rationalisme le plus téméraire dans tout ce qui est objet de science, fût-ce religieuse. Et, de fait, délivrée par le fidéisme de toute entrave ou, plutôt, de toute direction dans l'interprétation des Livres saints, la raison ne tarda pas à s'attaquer, non plus seulement aux dogmes, mais à la révélation que Luther considérait comme la source unique de la foi, aux données historiques et, finalement, à la métaphysique même du Christianisme. C'est ainsi qu'après Lessing, qui ruina la théorie traditionnelle de l'inspiration verbale des Écritures, l'exégèse biblique en vint à rejeter la notion du surnaturel et à réduire les origines chrétiennes au récit poétique des expériences religieuses des premiers fidèles. La religion fut ainsi ramenée à un sentiment dépourvu de valeur objective. Comme une émotion ne saurait être ni vraie ni fausse, — on l'éprouve ou non, voilà tout! — les exégètes furent, en effet, amenés à soutenir que la question de vérité ou de fausseté ne se pose pas en matière religieuse. D'autre part, Schleiermacher sépara définitivement, vers la fin du XVIIIe siècle, la morale de la religion, cette dernière étant incapable, à son avis, de fournir aucune règle à notre conduite. Or, souvenons-nous de la prédiction d'Henri Heine : « Le Christianisme, écrit-il, a adouci jusqu'à un certain point cette brutale ardeur batailleuse des Germains; mais il n'a pu la détruire, et quand la croix, ce talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser, alors débordera de nouveau la férocité des anciens combattans, l'exaltation frénétique des Berserkers que les poètes du Nord chantent encore aujourd'hui. Alors, et ce jour, hélas! viendra, les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux, essuieront de leurs yeux la poussière séculaire ; Thor se dressera avec son marteau gigantesque et détruira les cathédrales gothiques... »

En vain, Emmanuel Kant tenta-t-il d'arrêter la morale sur la pente au bas de laquelle était sa ruine en fondant le devoir sur la conscience individuelle à qui il s'imposerait à titre

d'impératif catégorique. En vain, proclama-t-il le primat de la raison pratique sur la raison théorique qui, à l'en croire, ne saurait nous donner la certitude à laquelle nous élève d'emblée l'obligation morale. En vain, démontra-t-il que l'existence d'une loi à réaliser dans notre for intime postule l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. La loi morale de Kant, qui ne nous est pas imposée et qui ne peut l'être par une autorité extérieure dans le doute où nous laisse la *Critique de la raison pure* d'une réalité qui nous serait étrangère, cette loi est, en fin de compte, relative à chacun de nous, puisque nous nous la donnons à nous-mêmes. Kant a beau prescrire, pour éviter cet écueil, d'ériger les maximes auxquelles nous croyons devoir conformer notre conduite en règles universelles, afin de distinguer ce qui est moral de ce qui ne l'est pas, ce qui figure la loi de ce qui n'en représente que la contrefaçon, le sens individuel n'en demeure pas moins l'unique juge de nos actions. On sait à quelles aberrations, individuelles ou collectives, le sens propre peut prêter, en dépit d'un tel stratagème. Si grand que soit son rôle et si éclatante sa lumière, la conscience morale risque fort de s'égarer quand on ne lui laisse aucun point de repère pour l'aider à retrouver sa route.

Or, non seulement Fichte ravit à la conscience tout point de repère, mais il supprima les barrières qui pouvaient s'opposer à la libre expansion du moi. Aussi bien, tandis que Kant laissait subsister derrière les apparences sensibles une réalité en soi à laquelle, à la vérité, il prétendait que l'esprit impose sa forme, Fichte dissipe jusqu'à ce dernier fantôme d'existence extérieure à l'homme. Il pose, délibérément, l'identité du moi et du non-moi. Autrement dit, le moi crée le monde qui nous environne : ce n'est pas un obstacle qu'il rencontre, c'est une limite qu'il se donne. Absolument libre, avec toute réalité le moi fait toute vérité. De souverain législateur, il est promu au rang de souverain créateur. Il n'est rien qui doive ni qui puisse lui résister, puisque c'est, en fin de compte, de lui que tout dérive. Agir et agir le plus possible est, dès lors, la seule loi, la loi première et ultime qui ne saurait se subordonner à aucune autre pour cette excellente raison qu'il n'y en a point d'autre et qu'elle est tout. C'est, dans le plus radical subjectivisme, le plus complet affranchissement de la personne. Il en résulte que tout acte, quel qu'il soit, est licite

et, plus encore, méritoire. A chacun de faire sa morale. Cela, dans la pratique, pourra ne pas aller trop mal avec des caractères naturellement orientés vers le bien, mais on devine quelles infamies une telle philosophie est, par ailleurs, capable de justifier.

D'autant que, par voie de conséquence et de réaction à la fois, plusieurs écrivains allemands s'attachèrent, vers la même époque, à réhabiliter la nature dans ce qu'elle renferme de plus profond, de plus fort, mais aussi de plus trouble : ses instincts. Ainsi que l'a très bien montré M. Imbart de la Tour dans le troisième volume qu'il consacre aux *Origines de la Réforme*, ce devait être une conséquence du fidéisme de Luther. Pour avoir secoué le joug de l'intelligence dans le domaine de la croyance et même de la conduite, le fondateur du protestantisme donna la prépondérance au sentiment sur la raison. Cette tendance, que couronna la doctrine de la grâce, devait inciter les Herder, les Jacobi, Gœthe lui-même et tous les romantiques, y compris Novalis, à s'incliner devant « le sens créateur de la nature. » Nos instincts, qui en constituent l'immédiate manifestation, sont assimilés à une révélation progressive, dont l'homme serait le Messie prédestiné. Aussi bien, selon Herder, quand nous obéissons à nos passions nous obéissons à des lois non moins belles que celles qui président aux mouvemens des corps célestes. Comment en irait-il autrement? Est-ce que la nature, qu'il considère, pour sa part, comme aussi réelle que le moi, ne paraît pas divine à Schelling? Digne continuateur de Fichte, qu'il contredit en l'approfondissant, il fait remarquer que le moi, qui, selon ce dernier, produit le non-moi, n'est encore ni sujet, ni objet, mais le principe supérieur et absolu d'où ils dérivent l'un et l'autre. Schelling, d'un mot, professe le plus pur panthéisme. Nature et esprit se répondent d'autant mieux, dans son système, que chacun d'eux, par son développement propre, exprime à sa manière l'âme du monde, raison impersonnelle au sein de laquelle se résout, parce qu'elle en sort, l'antithèse du moi qui la personnifie et de la nature qui l'objective. Or, ne nous y trompons pas, Henri Heine, à qui il faut toujours revenir quand on parle de l'Allemagne, voyait dans le panthéisme ainsi compris une force terrible. « Si la main du kantiste frappe fort, et à coup sûr, parce que son cœur n'est ému par aucun respect traditionnel ; si le fichtéen méprise hardiment

tous les dangers parce qu'ils n'existent point pour lui dans la réalité, le philosophe de la nature sera terrible, en ce qu'il se met en communication avec les pouvoirs originels de la terre, qu'il conjure les forces cachées de la tradition, qu'il peut évoquer celles de tout le panthéisme germanique et qu'il éveille en lui cette ardeur de combat que nous trouvons chez les anciens Allemands et qui veut combattre, non pour détruire, ni même pour vaincre, mais seulement pour combattre. » Le panthéisme de Schelling aboutit, de fait, puisqu'il le charge d'exprimer l'Absolu, à la divinisation de l'instinct, que Schopenhauer considérait de son côté, sous le nom de vouloir-vivre, comme la cause de l'univers.

Enfin, survint Hegel qui conféra à l'instinct ses titres de raison. D'après lui, en effet, l'Absolu n'est plus transcendant, mais immanent à la réalité. Il n'est pas le principe commun de la nature et de l'esprit ; il est lui-même tour à tour nature et esprit, car il n'est pas immobile : il devient. Cette perpétuelle genèse, en fin de compte, c'est ce qui constitue l'Absolu. Mais ce mouvement ou ce progrès des choses et de la pensée, en quoi il consiste, demeure logique par essence, ce qui revient à dire qu'il y a, pour Hegel, identité entre la pensée et la réalité. Il s'ensuit que tout ce qui est rationnel est réel et que tout ce qui est réel est rationnel ou, plus exactement, que tout ce qui devient est raison. Il suffit donc qu'une chose se réalise, qu'un acte s'accomplisse pour qu'ils soient aussitôt jugés conformes à cette raison, qui, identique à Dieu, prend dans l'homme une conscience progressive d'elle-même. Le succès apparaît, dès lors, comme l'unique mesure de la valeur, à la fois logique et morale, de nos actes. En d'autres termes, le fait constitue le droit pour cette péremptoire raison que les deux se confondent.

On comprend que, dans de telles conditions, la métaphysique de Hegel ait pu donner naissance au matérialisme. Elle n'y a pas manqué et, par suite, elle a augmenté la confiance que, depuis Schelling, ses concitoyens avaient dans l'instinct. Ce matérialisme ne contribua pas médiocrement à borner l'horizon humain à la satisfaction des plus grossiers appétits, qu'il auréola, selon la coutume germanique, — ainsi que la matière même d'où il les fait surgir, — d'une sorte de nimbe mystique bien propre à en augmenter l'attrait. « La matière est éternelle, elle est l'absolu de la nature. » écrit Steffens. Et le

professeur Lasson reprend : « La matière a besoin d'unité d'âme, d'intériorité. » Mysticisme et matérialisme se rejoignent.

Ce lent travail, qu'opérèrent les Vogt, les Moleschott, les Buchner et les Czoller, aboutit, entre 1850 et 1860, au matérialisme historique de Karl Marx, qui explique l'histoire de la civilisation, avec tout ce qu'elle comprend de coutumes, d'idées, de philosophies, de sentimens, d'œuvres scientifiques, artistiques et littéraires, par les seuls facteurs économiques. De cette propagande, enfin, sortit une exclusive réhabilitation de la chair et, pour tout dire, une sorte de sensualisme antichrétien, véritable renaissance du paganisme le plus audacieux. Cette propagande, Haeckel l'intensifia encore, après 1870, avec sa tentative d'expliquer, uniquement par les sciences physiques, toutes les énigmes de l'univers. Par surcroît, son enseignement favorisa l'esprit d'entreprise capitaliste pour qui la richesse, avec les jouissances qu'elle procure, prend figure de fin en soi. Or, quand on en est là, tous les moyens semblent bons, même les pires, pour conquérir la toison d'or : réussir, il n'y a pas d'autre règle. Cela parut d'autant plus vrai à la conscience allemande que, dans la ruine de tout principe moral et même de toute moralité, la philosophie idéaliste arrivait à des conclusions identiques, jusqu'à assigner une origine sacrée à la volonté de puissance.

Bien mieux, il se trouva en Allemagne un grand écrivain, adversaire déclaré cependant du matérialisme, pour magnifier cette volonté de puissance et, qui plus est, pour recommander les pires procédés en vue de la satisfaire ; pour condamner, par conséquent, les vertus chrétiennes, — la douceur, la bonté, la modestie, la pitié, la chasteté, — qui ne peuvent lui être que des obstacles, au profit de la dureté, de la méchanceté, de l'orgueil et de la luxure, qui la servent; pour, en un mot, renverser, comme il dit, la table des valeurs. J'ai nommé Nietzsche, qui est de tous le plus violemment antichrétien. Ne reproche-t-il pas au christianisme et à ceux-là mêmes qui, sans le savoir, s'en inspirent, la foi en un monde meilleur, en un principe moralement bon et, à son défaut, en un idéal de justice, de vérité et de bonté ? Dissipez ce « mensonge vital, » le monde apparaît, selon Nietzsche, sans fin ni but, constatation qui, à l'entendre, n'est pour déprimer que les faibles, ceux qu'il est préférable de voir disparaître, mais non les puissans qui se

sentent capables de donner une forme au chaos, d'imposer leur loi à la vie indifférente. Un tel nihilisme constitue, à son avis, un tonique pour les forts, qui, au lieu de verser dans un stérile pessimisme, conquerront un état d'âme dionysiaque, triomphal et enivrant, gage de leurs succès futurs. Toutes les leçons que nous prodigue Zarathustra se résument en celle-ci : être fort. Il appartient au surhomme de prendre la place laissée vide par la mort de Dieu. « Le surhomme est la raison d'être de la terre, enseigne-t-il à ses disciples. Votre volonté doit dire : *Que le surhomme soit la raison d'être de la terre.* » C'est, de même, parce que, au rebours de la religion du Christ, le paganisme des antiques forêts de la Germanie faisait consister le souverain bien dans « la force du corps et toutes les qualités qui rendent l'homme redoutable, » que Mommsen, bien avant Nietzsche, s'en était institué l'ardent protagoniste. Zarathustra n'a fait, au fond, que pousser jusqu'à ses extrêmes limites cette conception païenne de la vie pour laquelle il semble, au dire de Nietzsche lui-même, que l'Allemagne ait fourni un terrain merveilleusement propice. « Les Allemands, — *die Deutschen*, — écrit-il, cela veut dire primitivement *les païens;* c'est ainsi que les Goths, après leur conversion, désignèrent la grande masse de leurs frères qui n'étaient pas encore baptisés... Il serait encore possible que les Allemands se fissent, après coup, un honneur d'un nom qui était une antique injure en devenant le premier peuple non chrétien de l'Europe. »

Être fort, voilà, en tout cas, le commandement primordial, celui d'où tous les autres dérivent. Devant la force rien ne compte. Elle vaut par elle-même et pour elle-même. Tout ce qui est susceptible de l'entraver est mauvais. Arrière donc la pitié ! Elle est une faiblesse et une sottise. « Si vous ne voulez pas être des *destinées*, des *inexorables*, comment pourriez-vous, un jour, vaincre avec moi ? Car les créateurs sont durs. Et cela doit vous sembler béatitude d'empreindre votre main en des siècles, comme en de la cire molle, — béatitude d'écrire sur la volonté des millénaires comme sur de l'airain, — plus dur que de l'airain, plus noble que de l'airain. Le plus dur seul est le plus noble. O mes frères, je place au-dessus cette nouvelle table de la loi : *Devenez durs.* » Bien mieux, Nietzsche enseigne la nécessité de faire le mal, la volupté de détruire. A cette seule condition, le surhomme pourra

devenir, comme il le souhaite, une bête complète. Ce qui est débile mérite d'être écrasé. « O mes frères, suis-je donc cruel? interroge Zarathustra. Mais, je vous le déclare : ce qui tombe, il faut encore le pousser. »

De même qu'il n'existe rien de supérieur à la force, il n'y a pas, suivant Nietzsche, de droits contre elle. Hegel, déjà, n'avait pas craint de railler ceux qui prétendent que les traités de paix doivent durer éternellement : la raison d'État les a signés, la raison d'État peut les rompre. Aussi bien, d'après tous les hommes politiques allemands, quand ceux qui gouvernent un pays croient la guerre inévitable, pour quelque motif que ce soit, il est de leur devoir strict de la faire éclater au moment le plus favorable, afin de se réserver l'offensive, sans s'inquiéter de vaines formalités telles que le respect des neutres ou la déclaration de guerre préalable. Au moment de l'affaire du Sleswig-Holstein, par exemple, Treitschke, qui a du moins le mérite de la franchise, flétrissait « les petites intrigues et les manœuvres maladroites et répugnantes des diplomates qui voudraient nous faire croire aux soi-disant droits des Hohenzollern sur les duchés, au lieu d'avouer sincèrement que nous ne voulons pas de nouvelle cour,... que le particularisme des Holstenois ne s'est déjà que trop marqué,... enfin que la Prusse doit annexer cette terre pour être capable d'une grande politique allemande. » De fait, déclare tout net le général von Bernhardi, « pour une nation qui sait en péril ses instincts vitaux, il n'y a qu'une immoralité, c'est d'être faible. » Quant à Bismarck, il confessait que, là où la puissance de la Prusse était en question, il ne connaissait pas de loi. « Aucun État, confirme Treitschke, ne saurait jamais s'engager à une observation illimitée de ses traités, car une telle observation aurait pour effet de restreindre son pouvoir souverain. » Entendez : ses intérêts.

Non seulement la force prime le droit, comme on l'a trop répété, mais pour tout cerveau allemand contemporain, elle le crée. « La puissance du vainqueur, voilà ce qui détermine le droit, » annonçait expressément Ihering dans le discours qu'il prononça en 1876 pour l'anniversaire de Guillaume Ier. Et il ajoutait : « C'est de cette manière que notre sentiment juridique se concilie avec la dure loi de l'histoire. » Ce n'est pas autre chose que l'affirmation solennelle du droit du plus fort, de ce fameux droit du poing, *Faustrecht*, qui, de l'aveu des juristes

allemands, a formé le fond des coutumes germaniques jusqu'à la Renaissance. A en croire Savigny notamment, le droit n'a jamais été pour les Teutons ce qu'il est pour les Latins, à savoir un rapport rationnel de libertés. Il est, pour eux, « une force, une fonction du peuple. »

De là à glorifier la force comme l'expression d'une supériorité vraie qu'il convient de respecter, il n'y avait pas loin. La force n'est plus seulement représentée comme créant la justice, elle est identifiée avec le droit divin. « Dieu ne parle plus aux princes par des prophètes et par des songes ; mais il y a *vocation divine*, professe gravement Treitschke, partout où se présente une occasion favorable d'attaquer un voisin et d'étendre ses propres frontières. » Nous voici, en plein XIXe siècle, ramenés au jugement de Dieu. La force est regardée comme signe d'élection. Elle est la seule chose qui compte, l'unique indice de valeur, ce devant quoi les faibles, individus ou nations, doivent s'incliner, ce au nom de quoi, en définitive, il est juste, il est beau, il est bon qu'ils soient écrasés. « Ils s'étaient montrés incapables de créer un puissant État sur la base du droit et de l'ordre politique, » dit des Polonais le prince de Bülow pour justifier leur démembrement. Le rôle des faibles, en conséquence, ne saurait être que de disparaître ou de vivre sous la domination des vainqueurs, qui, eux, sont les élus de Dieu, les prophètes et les prêtres de la divinité immanente à l'univers.

Et parce qu'elle est le plus sûr instrument de la force, l'épreuve en vérité souveraine, la guerre est divine. Pour le maréchal de Moltke, elle réalisait la plus haute manifestation qu'on pût concevoir de Dieu ici-bas. « Vous dites que c'est la bonne cause qui sanctifie même la guerre? Je vous dis : c'est la bonne guerre qui sanctifie toutes choses (1), » reprend Zarathustra, qui n'entonne ce péan en l'honneur des combats que parce qu'il leur sait gré d'exalter les puissances de l'âme, qui risquent de s'assoupir dans les travaux de la paix. Au surplus, il estime, avec ses concitoyens, que le moi se pose en s'opposant, pour reprendre la formule de Fichte. « Assez d'amour comme cela, écrivait Hewegh avant 1870, essayons maintenant de la haine. » La guerre, à la condition d'être haineuse, nous maintient, en effet, dans le plus haut état de tension auquel il soit donné à l'homme

(1) *Ainsi parlait Zarathustra*, p. 59.

de parvenir. Elle n'atteint qu'alors toute sa splendeur. « Je te salue, sainte pluie de feu, tempête de colère qui éclate après tant d'heures d'angoisses! Nous gémissons dans tes flammes et mon cœur te répond par des battemens de joie, » s'écriait, en 1870, le poète Geibel. La guerre ne libère-t-elle pas les énergies élémentaires de la nature que tout Allemand révère au détriment des conventions qui, s'il les observe dans l'ordinaire de la vie, lui pèsent d'un poids très lourd?

« Violence et passion, voilà les deux leviers principaux de tout acte belliqueux et, disons-le sans crainte, de toute grandeur guerrière, » proclame le général von Hartmann. On croirait lire du Nietzsche, avec la poésie en moins, la poésie sauvage que Zarathustra mettait dans ses plus monstrueuses divagations. « C'est, vaticine ce dernier, une vaine idée d'utopistes et de belles âmes que d'espérer beaucoup encore de l'humanité, lorsqu'elle aura désappris de faire la guerre. En attendant, nous ne connaissons pas d'autre moyen qui puisse rendre aux peuples fatigués cette rude énergie du champ de bataille, cette profonde haine impersonnelle, ce sang-froid dans le meurtre uni à une bonne conscience, cette commune ardeur organisatrice dans l'anéantissement de l'ennemi, cette fière indifférence aux grandes pertes, à sa propre vie et à celle des gens qu'on aime, cet ébranlement sourd des âmes, comparable aux tremblemens de terre. » On ne peut dresser plus hautaine apothéose de la barbarie, de cette barbarie qui, pour la pensée allemande ainsi dévoyée et surchauffée, constitue la forme idéale de la guerre, cette sainte chose! Elle forme la conclusion logique d'une spéculation qui, depuis un siècle, s'est attachée à exalter la force aux dépens de tout ce qui la doit maîtriser. « J'aimerai, annonce Zarathustra, j'aimerai même les églises et les tombeaux des dieux, quand le ciel regardera d'un œil clair à travers leurs voûtes brisées. J'aime à être assis sur les églises détruites, semblable à l'herbe et au rouge pavot. »

III

Apologie de la force, qui trouve son apogée dans l'exaltation de la guerre et des violences qu'elle déchaîne, la philosophie allemande n'a pas peu contribué, avec l'affaiblissement du chris-

tianisme, à libérer les instincts de cruauté et de rapine qui sommeillaient au fond de l'âme germanique. Métaphysique et instinct se sont, au vrai, prêté un mutuel appui pour aboutir à la barbarie inspirée d'aujourd'hui.

Toutefois, de même que deux substances chimiques ne se combinent que dans certaines conditions, il a fallu les circonstances particulièrement favorables qui se rencontrèrent en Allemagne après 1870 pour que, non contens de se libérer, ces instincts s'érigeassent en doctrine et, qui plus est, en une sorte de mysticisme pour qui la force spécifiquement allemande est la plus haute expression du divin.

La guerre franco-allemande, on ne le sait que trop, donna l'Empire à la Prusse à qui ses succès de 1864 et de 1866, du Sleswig-Holstein et d'Autriche, avaient déjà valu la prépondérance. Nation de proie, que sa situation géographique faite de pièces et de morceaux obligeait à être avant tout militaire, la Prusse infusa son caporalisme à ses voisins dès après les campagnes de Napoléon, qui avaient fait sentir à la poussière d'États, qui composaient alors l'Allemagne, la nécessité d'être unis pour être forts. Car, il ne faudrait pas s'y tromper, si les États allemands offrirent, en 1870, la couronne impériale au Roi de Prusse, ce ne fut pas seulement parce que la victoire l'imposait, mais aussi parce que, au sortir de leur rêve séculaire, la force prussienne répondait à leurs vœux secrets. Une incontestable affinité existait entre la volonté de puissance qu'elle représentait et leurs appétits profonds. De fait, la prospérité dont s'est enivrée l'Allemagne depuis quarante-quatre ans est exclusivement matérielle. Prospérité prodigieuse d'ailleurs, à condition de ne la prendre que pour ce qu'elle vaut, et dont les témoignages multipliés ne devaient pas peu contribuer à muer le culte que l'âme et la pensée germaniques ont voué à la force en adoration de la force purement allemande. C'est, aussi bien, un spectacle vertigineux de croissance matérielle que, depuis le traité de Francfort, l'Allemagne a offert au monde et à elle-même.

Un tel spectacle n'a pas manqué de tourner toutes les têtes au delà du Rhin. Depuis le plus humble jusqu'au plus grand, leur fortune de parvenus a grisé tous les Allemands. Il en est résulté l'orgueil collectif le plus monstrueux auquel une nation ait jamais été en proie. A son tour, il a exaspéré les instincts les

moins recommandables du caractère germanique, en même temps qu'il poussait leurs intellectuels à prôner la force allemande. En se combinant sous l'influence de cet orgueil, cette philosophie et ces instincts ont composé, en fin de compte, un produit nouveau, — le *germanisme*, — qui est l'affirmation de la supériorité allemande dans tous les domaines.

Concentrant en lui les bonnes comme les mauvaises inclinations du tempérament teuton, — les meilleures étant mises au service des pires, — le germanisme s'est nourri, par surcroît, de tout ce qu'il a pu et voulu discerner de grandeur dans un passé qu'il tient pour garant de l'avenir qu'il s'attribue.

Aussi bien, si le germanisme, qui concrète l'orgueil démesuré des Allemands d'aujourd'hui, est nouveau, l'orgueil ne l'est point chez eux. L'infatuation que tout Allemand éprouve de lui-même et qui le porte, en quelque matière que ce soit, à préférer sa solution à toutes les autres, se retrouve dans la haute opinion qu'il a toujours eue de sa race. L'Allemagne ne paraissait-elle pas à Kant « destinée à recueillir ce que les autres nations avaient produit de meilleur pour se l'assimiler? » C'était l'avis de Schiller : « L'Allemand, écrit-il, doit chercher à parvenir au plus haut sommet. C'est à lui qu'il est réservé d'atteindre à la fin suprême d'achever en soi l'humanité, au but le plus beau qui est de réunir en une couronne tout ce qui fleurit chez les autres peuples. » N'est-ce pas la même foi dans les destinées de la race que trahissent ces paroles de Fichte? « Le quatrième âge de l'humanité commence, s'écrie-t-il. Ce sera l'âge de la Science. L'Allemagne est le ministre de la Science. » Pour Schelling, enfin, son destin est le destin même de l'humanité.

Pendant ce temps, les romantiques, y compris Wagner, retrouvaient les dieux de la terre allemande, incarnations des forces naturelles dont la Germanie leur paraissait devoir être l'interprète désignée parce que, plus près de la nature que les autres pays, seule elle a su entendre ce que susurre le murmure de l'eau, ce que chuchotent les arbres dans les forêts, ce que racontent les bêtes à ceux qui ont le pouvoir de les interroger. Panthéiste de tempérament, la race et la terre allemandes leur semblaient participer de la puissance des forces naturelles, comme elles éternelles et comme elles sacrées. A en croire Schlegel, avec le sentiment du divin l'Allemagne seule aurait

retrouvé le sens de la véritable poésie. Aussi bien, Novalis nous annonce qu'elle travaille à l'avènement d'un nouvel âge d'or.

Cette idée de la supériorité de la race germanique est devenue, de nos jours, un dogme. Pour l'édifier, la science allemande n'a reculé devant rien.

Elle a, tout d'abord, utilisé un Français, le comte Arthur de Gobineau, lettré et misanthrope, qui croyait à l'inégalité foncière des races humaines et, dans cette inégalité, à la supériorité des Indo-germains sur les Gallo-romains. Il en donnait comme preuve que les premiers ont conquis les seconds. Le parti que les historiens allemands ont su tirer de cette thèse est prodigieux. Mais aussi, pour l'amplifier et la soutenir, ne se sont-ils pas fait faute de falsifier les événemens et d'en prendre à leur aise avec la vérité : la vérité est *a priori* tout ce qui peut servir la volonté de puissance du peuple allemand. « C'est le droit des vivans, affirme Freytag, d'interpréter tout le passe selon les besoins et les exigences de leur propre temps. » Aussi, l'histoire, l'ethnologie, la philologie et même la géographie rivalisent-elles d'efforts au service du germanisme. On nous prouve, pièces en mains, que tous les progrès dont a bénéficié l'humanité, au cours des siècles, sont dus aux Germains. Le sentiment de l'honneur, le respect de la femme, la fidélité à la parole donnée viendraient d'eux. N'est-ce pas le peuple germain qui a balayé la pourriture de l'empire romain en décomposition? N'est-ce pas lui encore qui, mille ans plus tard, a purifié cette sentine d'iniquité qu'était devenue l'Église catholique? N'est-ce pas lui, enfin, qui a châtié, en 1870, le Latin corrompu? « Avant toutes les autres nations, prétend Meyer, l'un de leurs plus célèbres historiens, l'Allemagne s'empare avec zèle de toute tâche imposée par le temps à l'humanité. » La mauvaise foi des savans allemands ne néglige aucun détail, jusqu'à nier la valeur des textes de César et de Strabon par exemple, qui attribuent le pays messin à la Gaule. De même, parce qu'il pense trouver chez les Doriens une ébauche du génie allemand, Ottfried Muller leur prête un ensemble de vertus qui leur furent bien inconnues. D'un mot, il n'est pas de science en Allemagne qui ne tende à prouver, peu ou prou, la supériorité de la race germanique. « L'Allemagne a vu le plus haut développement de la vie artistique et scientifique qui ait eu lieu depuis les jours de l'Hellade et du Cinquecento, » déclare sans sourciller le prince de Bülow. De son

côté, un écrivain que ses origines anglaises n'empêchent pas de s'affirmer le plus fervent apôtre du germanisme, M. Houston Stewart Chamberlain, estime que, les premiers, les Germains eurent l'idée d'observer la nature, tout comme si Aristote, Archimède et Bacon ne s'en étaient point, avant eux, avisés. Gervinus n'établit-il pas pour son compte, avec force argumens à l'appui, que la race germanique a donné au monde la seule littérature vraiment digne de ce nom depuis les Anciens? Rappelons-nous l'étrange lettre que le professeur Adolf Lasson écrivait au début de la guerre : « Nous sommes, moralement et intellectuellement, hors de pair. Il en est de même de notre organisation et de nos institutions. »

La supériorité de l'Allemagne, en tout et pour tout, est d'autant moins douteuse, aux yeux des Allemands, que leurs historiens et leurs hommes de science ont bien soin d'omettre ou de diminuer les noms des savans, artistes et écrivains étrangers capables d'éclipser les gloires teutonnes. C'est ainsi que, dans son livre *l'Évolution d'une science : la Chimie*, Ostwald cite à peine Berthelot. Quant à Lavoisier, il réduit son rôle à rien. Il aurait simplement corrigé les idées de Stahl sur le phlogistique, alors qu'en réalité Lavoisier a édifié sa théorie de la combustion sur leur ruine. En dépit de l'évidence, c'est à Stahl que reviendrait l'honneur d'avoir « pour la première fois éclairci la relation réciproque des notions si importantes d'oxydation et de réduction ! » Pareillement, afin d'« éliminer, comme le souhaitait Schelling, tout ce qui résulte d'une coquetterie de nos pères et grands-pères avec des peuples étrangers, tous les emprunts qui ont altéré la nature intime du pur métal allemand, » les naturalistes oublient Lamarck et Darwin en faveur de Gœthe et d'Oecken. Bien mieux, M. Ernest Lavisse constatait, dès 1886, dans ses *Essais sur l'Allemagne impériale*, le parti pris d'enseigner aux écoliers allemands que la civilisation humaine n'a que trois représentans : la Grèce, Rome et l'Allemagne.

Non contens de prouver que tout ce qui est allemand est supérieur, les savans teutons s'attachent à démontrer que tout ce qui est supérieur est allemand. L'historien Meyer ne nous apprend-il pas que saint Boniface, l'apôtre de la Germanie, né à Kirton en Wessex, en serait parti pour aller évangéliser la Grande-Bretagne? Pareillement, ce seraient les Allemands qui,

avec l'aide des Anglo-Saxons, auraient fondé les États-Unis! En fait, le germanisme s'annexe sans vergogne toutes les supériorités d'où qu'elles soient. Dépouillant, quand il lui convient, la notion de race, — dont le germanisme pourtant fait si grand cas, — de tout élément ethnologique pour ne s'en tenir qu'à des affinités psychiques, M. Chamberlain établit que tout ce qu'il y eut de bon en Europe, fût-ce en France ou en Italie, ne pouvait être que germanique. Il revendique, à ce titre, saint François d'Assise, Dante, Shakspeare, Rembrandt, Pascal et Racine. Allemande elle-même serait Jeanne d'Arc! Que les Alsaciens-Lorrains, d'autre part, demeurent fidèles à la France, cela ne prouve-t-il pas, à en croire maints docteurs d'outre-Rhin, qu'ils sont, au fond, allemands, la fidélité étant, par excellence, une vertu teutonne?

Tandis que l'Allemagne est envisagée, comme « le cœur de la planète » ou « le sel de la terre, » d'après les propres paroles de Guillaume II, l'esprit germanique symbolise « l'esprit du monde nouveau, » dont les savans allemands s'intitulent les Messies. Il en résulte que la science allemande n'a rien à faire avec la science tout court, « car elle n'est point quelque chose d'extérieur par rapport à la Nation elle-même..., elle est l'essence véritable, la substance, le cœur de la Nation. » Au même titre que la race et le pays allemands, elle est une émanation de l'Absolu. Le germanisme, en fin de compte, serait issu, d'après Ferdinand Schmidt qui en fait honneur à Luther, « d'une nouvelle révélation spontanée de l'Esprit universel dans l'âme des peuples germaniques. » De cette révélation, l'État allemand serait l'organe. Le professeur Adolf Lasson ne se targue-t-il pas d'y voir « la création la plus parfaite que l'histoire ait connue? »

La superstition étatiste remonte fort loin en Allemagne. Pour Hegel, l'État est l'idée suprême de la raison et, par suite, la suprême réalité objective. Il faut, par conséquent, conclut ce philosophe, non seulement lui obéir, mais le vénérer comme un Dieu. Toutefois, l'État ainsi divinisé est, entendons-nous bien, l'État prussien, et par extension, depuis que la Prusse a pris la direction des destinées de l'Allemagne, l'État allemand. Dieu n'est plus, dès lors, que la somme des ambitions germaniques, l'expression mystique de leur commune volonté de puissance. Il est ce « bon vieux Dieu allemand » qu'invoquait

naguère Guillaume II et dont il avait raison, suivant le plus sûr germanisme, de se déclarer l'allié, tout de même qu'Adolf Lasson était conséquent avec lui-même en baptisant son souverain de « délices du genre humain. »

Cette divinisation de l'État, conclusion logique du matérialisme mystique dans lequel l'orgueil germanique s'est épanoui, l'est aussi de l'accaparement de la religion par la royauté, que favorisèrent en Prusse le sens de l'autorité et le goût de la discipline. Les successifs rois de Prusse aidèrent d'autant plus à cette évolution que le sentiment religieux est un puissant moyen de gouvernement. « Qu'est-ce qui donnera à tous les membres (d'une société) le zèle, l'activité, la loyauté, dans le service de la religion ? » demande, en 1783, Doederlein dans sa *Bibliothèque théologique*. Un bon gouvernement, estime le philosophe Jean-Georges Feder, « cherche à faire entrer le clergé dans ses sages intentions, qui visent l'avantage véritable de la religion et de l'État... afin de faire exécuter par ce moyen ce qu'il ne pourrait pas effectuer sans intermédiaire avec un égal succès. » L'État prussien, en conséquence, demande aux théologiens d'enseigner la doctrine officielle, tout en ne leur réclamant point d'y croire. Ce n'est pas de l'hypocrisie, affirme le professeur Ronnberg dans le commentaire qu'il écrivit de l'*Édit de Religion de 1788* par lequel Frédéric-Guillaume II restaurait l'autorité des *Livres symboliques :* « Le vrai philosophe de la vie ne raffine point, assure-t-il, là où la loi exige soumission. Il obéit, et prouve ainsi qu'il mérite ce nom vénérable, en faisant ce que ses fonctions exigent. Donc, pense pour toi ce que tu tiens pour vrai, mais ne trouble pas le peuple par tes doctrines. » Et il appuie : « Tu demeures un honnête homme, quand bien même tu enseignes contre ta conviction. » Kant n'avait-il pas enseigné déjà que, quoique ne reposant sur aucune donnée positive, la religion répond aux nécessités de la pratique ? La maintenir devient donc un devoir du souverain. De fait, au lieu de s'atténuer, la mainmise du pouvoir sur les Églises ne fit que s'accentuer, au cours du siècle dernier, avec l'effondrement des croyances sous les coups de l'hypercritique. Il ne reste debout que le Dieu germain, autrement dit la race germanique incarnée dans l'actuel État allemand.

IV

Expression la plus parfaite qui soit de l'Absolu, l'État allemand a pour destinée de se réaliser toujours davantage. Appelé à sauver le monde, il a une triple mission à remplir : moralisatrice, civilisatrice et religieuse.

Qu'on ne s'étonne pas d'une aussi extraordinaire prétention. Comment l'infatuation collective à laquelle l'Allemagne est arrivée n'entraînerait-elle pas, avec une incompréhension radicale des mentalités étrangères, le mépris des autres? Il est formidable. « Les Français ne sont qu'un peuple de singes, déclare André Léo, dont les œuvres eurent autrefois un grand succès. La race celtique, telle qu'elle s'est montrée en Allemagne et en France, a toujours été mue par un instinct bestial, tandis que, nous autres Allemands, nous n'agissons jamais que sous l'impulsion d'une pensée sainte et sacrée. » Tout ce qui n'est pas eux est pourri. N'ont-ils pas, les premiers, baptisé Paris la Babylone moderne? « Les peuples alentour, écrit Lange dans son *Pur Germanisme*, sont ou bien des fruits mûrs, bientôt flétris, qu'un prochain orage peut secouer de l'arbre, tels que Turcs, Grecs, Espagnols, Portugais, et une grande partie des Slaves; ou bien ils sont, il est vrai, orgueilleux et joyeux de leur race, mais stérilement raffinés en leur culture, pauvres en leur génération, comme les Français. » Puis de conclure : « Qui sait si, nous Allemands, nous ne sommes pas destinés à être la férule qui corrige et guérit toutes ces dégénérescences? » La voilà bien, la mission moralisatrice.

Moralisatrice, une telle entreprise est, en outre, essentiellement civilisatrice. Aussi bien, Ostwald annonce à l'univers, d'accord avec tous ses concitoyens, que l'Allemagne lui apporte une nouvelle forme de civilisation, non plus individualiste comme l'ancienne, mais collective. « Grâce à sa faculté d'organisation, a expliqué le grand chimiste dans une interview désormais célèbre, l'Allemagne a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. » C'est ce qu'ils appellent la culture ou *Kultur*, et qui est très différent de ce que les Gréco-Latins entendent par ce mot, puisque aussi bien les Allemands ne désignent par là que la force disciplinée. « La guerre, un

jour, ajoute Ostwald en parlant des peuples qui ne sont pas allemands, les fera participer sous la forme de cette organisation à une civilisation plus élevée. » Sur ce, il précise : « Parmi nos ennemis, les Russes, en somme, en sont encore à la période de la horde, alors que les Français et les Anglais ont atteint le degré de développement culturel que nous-mêmes avons quitté il y a plus de cinquante ans. Cette étape est celle de l'individualisme. Mais, au-dessus de cette étape, se trouve l'étape de l'organisation. Voilà où en est l'Allemagne d'aujourd'hui. » Après quoi, afin que nul n'ignore la tâche que, dans la présente guerre, s'est imposée la nation allemande : « Vous me demandez ce que veut l'Allemagne ? Eh bien ! l'Allemagne veut organiser l'Europe, car l'Europe, jusqu'ici, n'a pas été organisée. »

Cette mission, au surplus, est divine ; ce qui va de soi, puisqu'elle ne tend à rien moins qu'à faire régner sur tous les hommes l'État allemand. Dans les *Discours à la nation allemande* que Fichte prononça à l'Université de Berlin en 1807-1808, il invite déjà ses compatriotes à prendre conscience de la pure essence germanique, afin d'y convertir les autres nations, l'Allemand étant à l'étranger ce que le bien est au mal. « Dieu, dit-il expressément, est en nous, et il accomplit son œuvre par nous. » Depuis, cette assurance a fait son chemin. « *Gott mit uns!* (Dieu est avec nous), clamait en chaire au début de cette guerre un prêtre catholique, et les ennemis de l'Allemagne sont les ennemis de Dieu. Notre mission sur cette terre est de détruire les ennemis de Dieu. Personne ne peut vaincre l'Allemagne, parce qu'elle est sous la protection du Seigneur. Que meure la France, que disparaisse l'Angleterre, que soit anéantie la Russie, c'est la volonté de notre Dieu, de notre Dieu allemand. » C'est, avec plus de mesure, la même idée qui est développée dans la lettre pastorale du cardinal von Hartmann, archevêque de Cologne : « Dieu a été et il est avec nos héroïques soldats, à l'Est et à l'Ouest, sur mer et dans l'air. Il a été et il est avec notre peuple allemand, qu'embrasent la détermination de tenir jusqu'au bout et la confiance dans la victoire finale. C'est avec Dieu que nos soldats sont partis pour cette guerre. »

Une telle mission est providentielle pour cette autre raison enfin, non moins avérée aux yeux des pangermanistes, que l'élément germanique est répandu bien au delà des frontières de

l'Empire. En réalité, ils revendiquent à peu près toute la terre, ceux qu'ils reconnaissent comme leurs et ceux qui ne le sont pas, pour qu'ils le deviennent. « Aussi loin que la langue allemande résonne et élève des hymnes à Dieu dans le ciel, cela doit être à toi, vaillant Allemand. » Aux motifs linguistiques s'en ajoutent d'historiques. C'est ainsi qu'ils réclament tout territoire sur lequel auraient vécu, autrefois, des Germains. Bien plus, comme l'Empire est appelé, selon Treitschke, à jouer un rôle « transcendant, » le monde entier doit lui être assujetti. Quelle plus belle destinée, d'ailleurs, le monde pourrait-il souhaiter? Synthétisant le goût artistique des Italiens, la raison des Français, le talent historique des Anglais, la poésie et le patriotisme des Espagnols, le génie germanique, qui prend pleine conscience de lui-même dans l'État allemand, est seul capable d'élever à l'infini les qualités de chacun. Par sa disposition, l'État allemand, en effet, ne représente pas seulement la *Kultur :* il est la *Kultur* même.

Aussi bien, le militarisme prussien en fait partie intégrante, une armée scientifiquement organisée et plus forte que celle de toutes les autres nations formant son indispensable instrument, soit pour menacer, soit pour vaincre, alors que la menace ne réussit pas ou qu'il convient de favoriser par les armes l'expansion germanique. Encore sied-il de préparer par un judicieux réseau d'espionnage, de compromissions et même d'outillage à l'étranger, l'ultime recours à la violence. C'est par la guerre que l'État se constitue. C'est par elle que l'État allemand s'est formé. En conséquence, la guerre, — celle-là seule, bien entendu, que fait l'Allemagne, — est sainte. L'Allemagne n'en a jamais fait d'autre; elle n'en peut faire que de cette sorte, ce qui se comprend de reste, puisque, nation élue, elle est la nation-Dieu.

Dans l'accomplissement d'une aussi sainte œuvre, il va de soi qu'aux mains de l'Allemagne tous les moyens sont bons. Il ne saurait donc être question, pour elle, de respecter les conventions relatives au droit des gens. « Les traités que les belligérans ont conclus entre eux, spécifie le général von Blume, perdent leur valeur juridiquement astreignante, dès que la guerre a éclaté. » L'idée de guerre apparaît aussi bien, à l'esprit des théoriciens teutons, exclusive de toute limitation au nom de l'humanité. « On ne fait pas la guerre un catéchisme à

la main, » dit l'un d'eux. Rien ne saurait, suivant les plus hautes compétences, s'opposer aux « nécessités militaires. » Conclusion, à l'usage du tempérament allemand, des idées de Fichte, de Schelling, de Hegel, de Treitschke et de Nietzsche! Le principe des nécessités militaires a été professé par Clausewitz et Bernhardi, dont les enseignemens forment la substance des instructions officielles. « La guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à accomplir notre volonté, » écrit Clausewitz. Et il ajoute aussitôt : « Dans l'emploi de cette violence, il n'y a pas de limites. » Nous voici donc bien en présence de la dévastation, du vol, du pillage, de l'incendie érigés en méthodes de guerre. « La première de ces méthodes est l'invasion des provinces ennemies, non pas avec l'intention de les garder, mais pour y lever des contributions de guerre, voire simplement pour les dévaster, » stipule Blume dans son cours de stratégie. « On affirme par là, précise le général Julius von Hartmann, que les nécessités militaires n'ont à établir aucune distinction entre la propriété publique et la propriété privée. » Plus encore, il recommande de choisir des otages, pour répondre de la tranquillité des populations envahies. On peut en outre, enseigne l'état-major allemand, imposer des travaux aux habitans des régions conquises et les obliger à fournir des guides. Et ce n'est pas tout : il convient, par le carnage, de faire régner la terreur. « Quand la guerre nationale a éclaté, le *terrorisme* devient un principe militairement nécessaire, » établit le général Hartmann. Bien plus, afin que la discipline, qui fait la force des armées, n'en souffre pas, les actes de violence devront être systématiquement organisés. Les villes et les villages seront réduits en cendres par des compagnies d'incendiaires munies d'appareils spéciaux. Le pillage sera effectué avec méthode, et le butin dirigé sur l'arrière par chemins de fer ou automobiles. Les assassinats auront lieu par ordres et en masses. Toutefois, comme le combattant a besoin de passion, le général Julius von Hartmann demande qu'il « soit affranchi totalement des entraves d'une légalité gênante et de toutes parts oppressive. » De sang-froid et selon un plan mûrement réfléchi, les instincts les plus redoutables se trouveront ainsi déchaînés, au grand dam des pays occupés, non seulement dans la troupe, mais dans l'âme de chaque soldat. Pour l'état-major allemand, il est de doc-

trine courante que la fin justifie les moyens, et quels moyens !

D'ailleurs, les Allemands, qui ne sont jamais à court d'argumens quand leurs intérêts sont en jeu, s'efforcent de prouver par la voix de leurs professeurs d'art militaire que les pires horreurs sont, au fond, très humaines, puisque, comme le bien sort du mal au dire de Méphistophélès, « une dureté et une rigueur apparentes se changent en leur contraire quand ils ont pu produire chez l'adversaire la résolution de demander la paix, » affirme sans embarras le général von Hartmann. Plus on aura commis d'atrocités, plus le pays ennemi aura peur, et plus tôt il implorera la paix ; plus donc, en somme, on aura été généreux : tel est le sophisme dont se repaissent les esprits d'outre-Rhin. Ainsi que M. Andler l'a rappelé dans une curieuse brochure sur la doctrine allemande de la guerre, la vieille loi du *Landsturm* ne spécifiait-elle pas déjà, en 1813, au paragraphe 7, que « les moyens de guerre les plus tranchans sont les meilleurs, car ils donnent à la cause juste, — qui ne peut être que la cause allemande, — la victoire la plus complète ? »

En revanche, si l'Allemagne a tous les droits, nulle nation au monde n'en a contre elle. C'est de bonne foi que ces tueurs de femmes, de vieillards et d'enfans, qui ont semé sur leur passage la mort, la terreur, la ruine et l'incendie, invoquent le droit des gens à leur profit. Bien mieux, quiconque résiste aux volontés de l'Allemagne contrevient au droit en sa personne : il ne peut qu'être justement frappé. C'est en vertu de cet axiome que les pangermanistes prétendent n'avoir jamais voulu la guerre, mais la paix, la paix germanique s'entend, c'est-à-dire la soumission de tous aux volontés allemandes. « On ne saurait rester neutre vis-à-vis de l'Allemagne, » écrivait Adolf Lasson le 29 septembre 1914. Non seulement ne pas obéir à ses ordres est une offense; c'en est une encore de ne pas favoriser ses ambitions. Il en résulte que, puisque cette guerre est née de ce que ni la Russie, ni la France, ni la Belgique, ni l'Angleterre n'ont consenti à s'incliner devant les exigences allemandes, c'est, nonobstant les apparences, l'Allemagne qui a été attaquée. « Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre, » protestent, en chœur et avec toute la sincérité dont ils sont capables, les plus grands noms de la pensée allemande. Et ils continuent : « Il n'est pas vrai que

nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. » Puis, toujours dans le même esprit, ils annoncent à la face du monde civilisé qu'il n'est pas vrai davantage que leurs soldats « aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcé par la rude nécessité d'une légitime défense. » Voilà le grand mot lâché, celui qui, aux yeux de l'élite intellectuelle allemande, justifie comme autant de représailles permises les plus abominables cruautés : le cas de légitime défense. Cela excuse tout. « Nous pouvons nous en tenir pour la forme aux déclarations faites par le chancelier de l'Empire devant le Reichstag et selon lesquelles notre invasion en Belgique n'a été qu'une légitime défense de notre part, » affirme le chimiste Ostwald. Sous cet angle, les atrocités paraissent un devoir à la conscience germanique, non seulement parce qu'elles concourent à épargner des vies allemandes, les seules qui soient précieuses, mais parce qu'il convient de tuer le plus possible d'individus, militaires ou civils, femmes ou enfans, des peuples avec lesquels l'Allemagne est en guerre et qui ne peuvent appartenir qu'à des races très inférieures.

Tous ces motifs, cependant, ne rendent encore qu'insuffisamment compte du devoir que l'Allemagne estime lui incomber d'être implacable. Aussi bien, elle envisage les dévastations et les massacres comme un châtiment que, dans leur propre intérêt, l'État allemand se doit d'infliger aux individus et aux peuples qui méconnaissent sa mission. « Cette guerre est une tempête assainissante qui balaye le monde. Il s'agit d'amener aux hommes une plus grande abondance d'air du ciel, » vaticine Richard Dehmel, le plus grand poète contemporain de l'Allemagne. Cette guerre, que nos ennemis rendent délibérément atroce, est présentée comme une nouvelle croisade, et les cruautés comme le plus sûr moyen de convertir le monde, qui risquait de tomber en pourriture, à l'évangile de la force allemande. En l'espèce, il s'agit d'une lutte à mort de la barbarie savante contre la civilisation. N'est-ce pas, en effet, pour atteindre la France et la Belgique jusque dans leur âme que, avec l'assentiment de leur empereur, des généraux allemands ont ordonné la destruction de Louvain, la ruine d'Ypres, les bombardemens de Soissons, de Reims et d'Arras ? « Je hais cette religion que tu as embrassée, écrivait Guillaume II à la Landgrave de Hesse qui venait de se convertir au catholicisme. Tu

accèdes donc à cette superstition romaine, dont je considère la destruction comme le but suprême de ma vie. »

C'est, en définitive, au nom du germanisme que l'armée allemande pille, vole, viole et assassine sans pitié, avec méthode et suivant un plan préconçu, dans la conviction où ils sont tous au delà du Rhin, depuis les docteurs jusqu'aux ouvriers, de sauver le monde à coups de canon, cependant qu'ils satisfont les bas appétits de leurs âmes restées barbares. Le peuple allemand, tout entier grisé par le spectacle de sa trop rapide fortune, donne ainsi, suivant l'expression de M. Boutroux, le plus extraordinaire exemple de barbarie multipliée par la science où puisse, de nos jours, tomber un pays tenu pour civilisé, alors que ses progrès moraux ne vont pas de pair, pour les diriger et les compenser, avec un brusque accroissement de prospérité matérielle. C'est, aussi bien, cette prospérité que les cerveaux teutons d'aujourd'hui prennent, à l'exclusion de tout idéal désintéressé, pour le but suprême vers lequel, sous l'égide de la Germanie, Messie des temps futurs, l'humanité serait appelée. L'abomination des procédés mis en œuvre suffit, en dehors de tout autre indice, à nous faire estimer à sa juste valeur une aussi aberrante prétention.

PAUL GAULTIER.

L'ENLÈVEMENT

D'UNE

PRINCESSE DE HOHENZOLLERN

AU XVIIe SIÈCLE

I

Vers l'année 1636 arrivait à Cologne un officier de fortune, du nom de Massauve, fils d'un gentilhomme de Montpellier, aventurier lui-même, et que les hasards de la guerre avaient conduit à Nancy, où il avait épousé la fille du gouverneur.

Le jeune Massauve avait été élevé parmi les pages de l'archiduc Léopold, évêque de Passau et de Strasbourg; puis il était entré dans le régiment lorrain de Vaubécourt où il avait obtenu une compagnie, et de là, il était passé au service du roi Louis XIII, avec le même grade de capitaine.

Malheureusement, il abusa des *passe-volans*, ainsi que l'on appelait, à cette époque, les hommes d'emprunt, faux soldats destinés à figurer aux montres ou revues pour les manquans, dont la solde entrait ainsi dans la poche du commandant de la compagnie.

Un jour d'inspection, comme les vides de la compagnie de Massauve dépassaient la mesure, le commissaire royal adressa de vifs reproches au capitaine et déclara qu'il ferait un rapport au Roi. Furieux, notre Méridional s'oublia au point de saisir la

fourchette d'une arquebuse et en porta un coup violent à l'officier inspecteur en lui criant : « Tiens, va-t'en aussi porter cela au Roi ! »

L'affaire prenait une tournure grave et Massauve le comprit. Aussi, sans perdre un moment, il planta là l'inspecteur ahuri et ses soldats stupéfaits, et, piquant des deux, il réussit à franchir sans encombre la frontière, qui, heureusement pour lui, n'était pas loin. Sa précipitation, du reste, ne fut qu'un acte de prudence, car, déclaré peu après coupable de lèse-majesté, il fut exécuté en effigie, tandis qu'il gagnait Cologne où l'attendaient d'autres aventures.

Dans cette ville résidait en ce moment Charles IV, duc de Lorraine, lequel, depuis dix ans, luttait contre la France qui l'avait dépouillé de son duché héréditaire et le forçait à mener la vie errante d'un chef de bande. Ce prince, sorte de condottière dont l'existence fut un véritable roman de cape et d'épée, ne pouvait manquer d'accueillir avec bienveillance un officier de fortune qui joignait à de sérieuses qualités militaires et à une connaissance assez complète de la France et de ses hommes en vue, une haine profonde pour ce pays où il lui était désormais impossible de rentrer. Sans scrupules, d'ailleurs, insolent, fourbe, spirituel, débauché, trahissant tout le monde sans vergogne, il devait sympathiser tout de suite avec un gentilhomme d'aventure dont les défauts et les qualités avaient tant d'analogie avec les siens.

Massauve devint donc en peu de temps le compagnon le plus intime et l'ami le plus fêté du duc de Lorraine; celui-ci le nomma lieutenant-colonel du régiment d'infanterie de sa garde, emploi qui lui valait un traitement annuel de près de cinquante mille livres, et le présenta dans tous les hôtels de la noblesse qui vivait alors près de la cour de l'Électeur de Cologne.

Parmi ces familles, on remarquait celle d'Ernest-Jean-Louis, comte d'Isembourg, dernier rejeton mâle de la ligne de Grenzau de cette illustre maison, surintendant des finances des Pays-Bas, gouverneur de Luxembourg, général d'artillerie au service de l'Empereur et chevalier de la Toison d'Or. Ce noble personnage, veuf depuis peu d'Hélène-Charlotte, fille du prince Charles d'Arenberg, venait d'épouser (en 1636), en secondes noces et à cinquante-deux ans, Marie-Anne de Hohenzollern-

Hechingen, fille de Jean-Georges, comte de Hohenzollern, puis prince du Saint-Empire en 1623, et de Françoise, fille du rhingrave Frédéric. Le comté d'Isembourg, petit État souverain de la Wétéravie, non loin de Trèves et de Cologne, n'était pas une résidence bien séduisante; ses châteaux ne présentaient pas, en ces temps de guerre et de troubles, toute la sécurité désirable, et le comte Ernest avait installé ses pénates dans la grande ville de Cologne, où sa famille trouvait, pendant les longues absences que l'obligeaient à faire ses nombreuses charges, un abri sûr et une vie plus facile.

La jeune comtesse Marie-Anne, née en 1614, avait alors vingt-deux ans et était dans tout l'éclat d'une incomparable beauté. Cette beauté et la haute situation de son mari avaient fait immédiatement de l'hôtel d'Isembourg le centre de la plus noble société de Cologne. Massauve, introduit dans ce cercle recherché par le duc de Lorraine, n'avait pas tardé à s'y faire remarquer avec avantage. Il était joli garçon, avait la libéralité facile, ce que lui permettaient ses gros appointemens; de plus, il dansait agréablement, il aimait la musique, il peignait passablement; enfin, ajoute avec fatuité Tallemant des Réaux, « il avait l'air français, et n'avait pour rivaux que des Allemands. »

Il devint bientôt la coqueluche et le suivant préféré des galantes damoiselles de la comtesse d'Isembourg.

Celle-ci, entendant dire monts et merveilles du jeune officier français, désira le voir de plus près. Mariée à un soudard plus âgé qu'elle de trente ans, oisive et romanesque, elle ne demandait qu'à se distraire autant que le permettait l'ombrageuse jalousie de son époux. Comme elle était musicienne, et que Massauve jouait du luth avec un véritable talent, ce fut là le premier prétexte de relations plus fréquentes.

On sait que la musique adoucit les mœurs. Elle adoucit tellement celles de Mme d'Isembourg qu'elle partagea bientôt l'amour qu'elle ne manqua pas d'inspirer au galant cavalier. Sa passion pour lui devint même si violente que, renversant les rôles, ce fut elle, dit-on, qui lui demanda de l'enlever. C'était, d'ailleurs, le seul moyen de s'aimer en paix, car le comte d'Isembourg avait quelque peu la réputation d'un Barbe Bleue, et de mauvais bruits avaient couru à l'occasion de la mort de sa première femme, Hélène d'Arenberg, emportée en deux heures par un

mal mystérieux. Marie-Anne de Hohenzollern proposa donc à son amant de se réfugier avec elle en France, dans ce pays où il était cependant condamné à mort par contumace et exécuté en effigie.

Il est fort probable que Massauve avait négligé de donner ce détail à sa belle, dans la crainte que la flétrissure qui l'avait atteint dans son propre pays n'avançât pas ses affaires amoureuses. On ne peut expliquer autrement le singulier choix de l'asile fait par la comtesse, quand il leur était si facile de se réfugier dans quelque autre lieu où Massauve eût été accueilli avec moins de difficultés.

Mais rien n'est impossible à un véritable amoureux, et il devenait, d'ailleurs, urgent de prendre un parti, car la liaison de Massauve et de sa maîtresse commençait à s'ébruiter, et il était à craindre que le comte d'Isembourg ne vint à en être informé.

Massauve écrivit donc au duc de Saint-Simon, père de l'auteur des *Mémoires*, alors favori du Roi. Il en était connu et il obtint par sa protection la mise à néant de la condamnation prononcée contre lui, à la seule condition de faire des excuses publiques à l'officier-inspecteur qu'il avait insulté.

A la vérité, l'habile aventurier avait eu le soin de faire miroiter aux yeux de son protecteur et du cardinal de Richelieu de séduisantes offres de service. Il leur avait dit être l'agent d'une princesse allemande, laquelle, pour des raisons qu'il ne pouvait dévoiler, était toute disposée, malgré son étroite parenté avec la Maison d'Autriche, à prendre parti pour la France ; il ajoutait que, comme premier gage de sa bonne volonté, cette princesse offrait de livrer au Roi la forteresse d'Ehrenbreitstein, résidence de l'Électeur de Trèves, qui avait appartenu à la France depuis l'année 1632 et était, depuis peu, retombée au pouvoir des Impériaux.

Richelieu, malgré toute sa finesse, se laissa prendre à ces ouvertures : elles ne présentaient, du reste, dans ces temps troublés, aucun caractère d'invraisemblance.

Massauve, venu à la Cour nanti d'un sauf-conduit, pour faire les excuses exigées, en repartit, muni d'un ordre ministériel enjoignant à tous les commandans français des frontières de lui prêter main-forte et de se mettre à sa disposition à première réquisition. Ainsi autorisé, notre aventurier vint d'abord

à Nancy, où demeurait son frère cadet avec lequel il s'entendit pour la mise à exécution du projet qu'il avait conçu.

Avec l'aide d'un ami qui entra dans la confidence, ils commencèrent par s'assurer d'un bon carrosse à quatre places et firent préparer des relais à chacune des trente stations de poste qui séparent Cologne de Nancy. Ils ne manquaient pas d'argent. La comtesse, avec qui Massauve entretenait une correspondance suivie, leur en fournissait autant qu'il était nécessaire. De plus, les commandans des diverses places fortes de la frontière, sur le vu de l'ordre dont Massauve était porteur, mirent à leur disposition des escortes échelonnées de distance en distance.

Au moment précis convenu entre les amoureux, les deux frères Massauve arrivèrent à Cologne et leur carrosse passa devant l'hôtel d'Isembourg. On était en plein midi. C'était jour de foire aux chevaux. Dans la ville, régnait une grande animation, et personne ne fit attention à ce carrosse. Aussi, la comtesse, accompagnée de deux femmes de chambre et chargée de tout l'argent et de tous les bijoux qu'elle avait rassemblés, put-elle y monter sans encombre. On fut bien arrêté un instant à la sortie de la ville par la foule, et il y eut un moment d'angoisse. Mais Massauve ne perdit point la tête ; se penchant à la portière, il se mit à crier d'une voix impérative : « Place au carrosse de S. A. I. le duc de Lorraine ! » Et chacun, aussitôt, se rangeant avec respect, les fugitifs reprirent leur course.

Cet enlèvement audacieux, fait en plein jour et en pleine foule, réussit donc parfaitement, et on fut plusieurs heures à s'apercevoir de la disparition de la comtesse. Puis on perdit plusieurs heures encore à la chercher dans l'hôtel d'Isembourg et aux alentours. De sorte que, lorsqu'il fut possible de réunir quelques indices et de s'apercevoir qu'on était en présence d'un enlèvement et que les coupables avaient pris la route de France, ils étaient déjà d'autant plus loin qu'ils pouvaient pousser leurs chevaux, étant assurés d'en trouver de frais à chaque relais. Néanmoins, la poursuite fut faite avec tant de vigueur et les carrosses voyageaient si lentement sur les détestables routes de cette époque que, malgré tous les efforts de Massauve, on les rejoignit sur les frontières de Lorraine.

Mais alors les fugitifs étaient sous la protection d'un des

détachemens mis à leur disposition par les commandans français. Un combat acharné s'engagea, pendant lequel le cadet des Massauve, emporté par son courage et par son affection pour son frère, se précipita contre les ennemis avec tant d'ardeur qu'il ne put revenir à temps vers son monde et qu'il fut blessé et fait prisonnier. Et pendant qu'à la faveur du combat, Massauve et la belle comtesse réussissaient à gagner du terrain et à se mettre en sûreté, le malheureux jeune homme, victime de son dévouement fraternel, était ramené à Cologne, condamné à mort et exécuté ; sa tête, fixée au bout d'une lance, demeurait exposée au-dessus de la porte Saint-Séverin, par laquelle les ravisseurs étaient sortis de la ville. On dit que la mère de Massauve ne pardonna pas à son fils aîné d'avoir causé, par son égoïsme et son amour insensé, la mort de son jeune frère et qu'elle ne voulut jamais le revoir.

II

La moitié de la besogne était seule terminée; il fallait maintenant rendre sûr l'asile que l'on avait trouvé dans les terres du roi de France et, pour cela, il était nécessaire d'imaginer un moyen quelconque de paraître tenir les promesses faites par Massauve au sujet de la forteresse d'Ehrenbreitstein.

Massauve se mit donc en rapports avec un individu nommé Lafleur, qui avait quelques connaissances en artillerie et qui, « muni de lettres de recommandation écrites par d'influens personnages de la Lorraine, s'en vint trouver le commandant d'Ehrenbreitstein, pour solliciter l'emploi, alors vacant, de maître arquebusier de la place. Il l'obtint effectivement. A peine installé dans ses fonctions, cet homme, comme le prouva l'enquête faite postérieurement, sema habilement de l'argent parmi ses subordonnés, en leur donnant à entendre que le hasard pourrait faire qu'il eût un jour besoin de mettre leur reconnaissance à l'épreuve. Chargé de la direction des travaux dans l'intérieur de l'arsenal, il y travaillait, suivant son habitude, avec deux hommes sous ses ordres, dans le courant de janvier 1642, lorsque cinquante quintaux de poudre, emmagasinés dans la partie supérieure de la tour où se trouvait

son atelier, firent tout à coup explosion en détruisant de fond en comble cette partie de l'arsenal (1). »

Cette catastrophe ne surprit qu'à moitié les Allemands. On sait combien les esprits étaient tournés, à cette époque, vers la magie et les choses surnaturelles. Or, Ehrenbreitstein passait depuis longtemps pour un lieu hanté, et sa « chambre d'argent, » située dans l'aile Nord du château, avait une réputation diabolique. C'est dans cette chambre qu'en 1631 travaillait à ses sortilèges le Hongrois Félix Wendrownikius, suppôt du « grand œuvre » de la transmutation des métaux. C'est là aussi que s'étaient passées des scènes mystérieuses qui précédèrent de peu la prise de possession du château par les Français, sous M. de Bussy-Lameth, le 9 juin 1632.

Dans ce milieu plus ou moins déséquilibré par les pratiques de la sorcellerie, l'explosion de l'arsenal ne donna lieu à aucune recherche. On n'entendit plus parler, d'ailleurs, de Lafleur et de ses deux aides. Avaient-ils disparu, ensevelis sous les décombres de la tour, ou bien avaient-ils pris à l'avance leurs précautions pour ne pas être victimes de l'explosion? On ne le sut jamais.

Toujours est-il qu'à Paris on ne douta pas qu'il y avait eu dans cette explosion quelque machination destinée à aider les Français à s'emparer de la forteresse. Massauve déclarait, d'ailleurs, effrontément, qu'elle était maintenant entre les mains d'un parent de la comtesse, qui la gardait pour le Roi.

Les deux amans profitèrent donc de l'illusion dont fut alors dupe le cardinal de Richelieu lui-même, pour venir à Paris où la belle comtesse d'Isembourg fut présentée au Roi et au Cardinal et autorisée à résider en quelque lieu du royaume que cela lui conviendrait.

Toutefois, ce succès ne fut pas de longue durée.

On peut juger du scandale qu'avait produit en Allemagne cet audacieux enlèvement. Les maisons d'Isembourg et de Hohenzollern tenaient de près à tous les princes de l'Empire : le frère aîné de la comtesse, Frédéric de Hohenzollern, VIIe du nom, avait épousé Marie, fille du comte de Bergh; un autre de ses frères, Philippe-Christophe, qui continua la descendance, à défaut de son frère aîné, s'était allié à Marie-Sidonie, fille du

(1) Bulau (Fr.), *Personnages énigmatiques*, etc. Traduit par W. Deukett. Paris, 1861. 3 vol. in-18; III, p. 54, d'après *Rheinische antiq.*, p. 336 et suiv.

marquis de Bade. Parmi ses six sœurs, Sybille avait été mariée à Ernest, comte de la Marck; Anne à Égon, comte de Furstenberg; Catherine-Ursule à Guillaume, marquis de Bade; les trois autres à des seigneurs moins illustres, mais appartenant néanmoins à la plus haute noblesse germanique.

Le comte d'Isembourg ne pouvait laisser impunie la cruelle injure faite à sa maison. Son honneur, aussi bien que sa jalousie, lui faisaient un devoir d'en poursuivre une vengeance éclatante. Ayant appris que son infidèle moitié était à Paris, il y envoya un de ses neveux, le comte de Beaumont, qui, au nom de l'époux outragé, invoquant le droit des gens en usage même entre princes ennemis, réclama l'extradition de la fugitive et la punition du ravisseur. Le prude roi Louis XIII, qui entendait peu raillerie en matière d'amourettes, très surpris et très mécontent de ce qu'il apprenait par Beaumont, donna l'ordre d'instruire contre les coupables. Heureusement pour eux, le Cardinal prit leur défense, en s'appuyant sur cet axiome politique « qu'on ne saurait jamais faire trop de mal à un ennemi. » J'ai connu à cela, disait plus tard avec cynisme Massauve en racontant cette histoire, « que le Cardinal était un méchant homme d'avoir laissé un si grand crime impuni! »

Quoi qu'il en soit, la situation des deux amoureux devenait difficile à la Cour, d'autant plus que l'imposture de Massauve, relativement à la forteresse d'Ehrenbreitstein, commençait à transpirer. Bientôt, ne se sentant plus en sûreté et pénétrés de l'abandon dans lequel ils se trouvaient, ils jugèrent plus prudent de disparaître et d'aller cacher leur passion dans quelque coin ignoré de la province où l'on n'aurait pas l'idée de les poursuivre.

III

Ils se rendirent donc en Auvergne où Massauve prit le nom de Mespletz (d'autres écrivent Mesplach), qu'il ne quitta plus. La comtesse passa dès lors pour sa sœur. Mais bientôt cet asile ne leur parut pas assez sûr et ils se décidèrent à pousser plus loin leur course vagabonde.

Arrivés par des chemins détournés en Albigeois, ils résolurent de s'y fixer. S'il en faut croire une dame d'Albi, Mme de

Saliès, qui transforma quelques années plus tard leur aventure en un roman où la vérité se mêle, d'ailleurs, le plus souvent, à la fiction, la comtesse fut séduite par la beauté du paysage qui se déroulait sous ses yeux.

« Elle aperçut la plus jolie vallée du monde. La diversité y est merveilleuse : une grande rivière la coupe en deux parties presque égales; ses bords, extrêmement élevés, semblent des abîmes, mais la nature a réparé ce défaut : elle a planté des arbres tout le long du rivage, qui, s'élevant à une hauteur prodigieuse, cachent ce que ces précipices ont de terrible... La comtesse... regardait avec plaisir que les prairies, les terres et les petits bois, étaient si bien mêlés, qu'il semblait que l'artifice eût fait ce que l'on ne peut attribuer qu'à la nature. Les fontaines coulaient partout avec une abondance et une pureté qui marquaient assez l'excellence de l'air de cet heureux climat. »

Dans ce pays enchanteur, se trouvait précisément à vendre un modeste domaine appelé la « Longaigne. » Situé à une lieue Nord-Est d'Albi, au milieu d'un bois, dans un endroit solitaire, ce petit manoir avait l'avantage d'attirer peu l'attention. Massauve et sa maîtresse réalisèrent quelques pierreries et achetèrent la Longaigne pour la somme de onze mille livres. Ils s'y créèrent un nid à leur convenance et ils vécurent complètement oubliés et dans une quiétude parfaite pendant deux ou trois ans. On raconte que Massauve y fit de nombreux travaux de peinture, et on montrait encore il y a quelques années une salle du rez-de-chaussée qu'il avait décorée lui même, assez grossièrement d'ailleurs, pour la transformer en chapelle.

Mais bientôt ces paisibles travaux ne suffirent plus à occuper notre gentilhomme, qui, dit Tallemant, « était enjoué et aimait assez la débauche. » Le moment vint où il se lassa de ce bonheur tranquille et chercha des distractions.

La nécessité où ils étaient de se procurer de l'argent en réalisant, au fur et à mesure de leurs besoins, quelques-uns des joyaux qui leur restaient, lui fournissait des prétextes pour s'absenter. Il allait quelquefois à Toulouse, la grande ville voisine, où l'arrivée de ce mystérieux personnage ne manquait jamais de faire une certaine sensation. La retraite profonde dans laquelle vivaient les solitaires de la Longaigne était, en effet, on le croira sans peine, le sujet des préoccupations des

habitans d'Albi : « Les mœurs y sont douces, écrit Mme de Saliès, et les esprits disposés à la bienveillance... » Cette bienveillance n'empêchait pas les Albigeois, en se promenant sous les beaux ormes de leurs remparts, de jaser de Mespletz et de sa compagne et l'écho de ces cancans provinciaux était parvenu jusqu'à la capitale du Languedoc.

Massauve n'y passait donc pas inaperçu. On se demandait avec curiosité quel était ce cavalier de bonne mine que l'on voyait, à chacun de ses voyages, échanger des bijoux précieux contre des espèces sonnantes, dont il dépensait immédiatement une notable portion en parties de plaisir. La malignité gasconne s'exerçait à son sujet. Il était beaucoup question à cette époque de faux monnayeurs que les Parlemens recherchaient avec une grande sévérité. Les allures de Massauve étaient assez louches pour attirer sur lui l'attention de la police.

Sur ces entrefaites, un de ses valets, avec qui il s'était brouillé et qu'il avait mis à la porte, voulut se venger et le dénonça au premier président de Toulouse, comme espion de l'Empereur. Cette dénonciation donna un corps aux soupçons qui planaient sur ces étrangers mystérieux et Mespletz fut immédiatement arrêté. Un commissaire du Parlement se transporta à la Longaigne, s'y livra à de minutieuses perquisitions et, comme la prétendue sœur du prévenu se refusait à fournir des explications satisfaisantes, elle fut aussi décrétée de prise de corps, amenée à Toulouse et incarcérée comme complice. En même temps, un rapport était adressé à Mazarin qui venait de succéder à Richelieu.

L'affaire prenait décidément une mauvaise tournure, et la comtesse comprit qu'elle ne pouvait en sortir qu'en renonçant à son incognito et en avouant qui elle était. Elle se décida donc à exhiber le passeport qu'elle avait obtenu naguère de la Cour. En même temps arrivait la réponse de Mazarin. Le cardinal déclarait que l'inculpé était un brave gentilhomme, coupable seulement d'avoir enlevé une princesse allemande; et on prétend qu'il ajouta : « Plût à Dieu que tout gentilhomme français en fît autant (1)! »

Ce coup de théâtre mit fin à la détention de nos deux amou-

(1) Malgré l'obligeance de M. Baudoin, alors archiviste de la Haute-Garonne, il m'a été impossible de retrouver la trace de cette affaire dans les registres criminels du Parlement de Toulouse.

reux. Le premier président, accompagné de plusieurs conseillers, alla lui-même à la prison les délivrer avec force excuses, et le valet dénonciateur, dont la conscience, paraît-il, n'était pas absolument nette et qui avait, dans son passé, quelques peccadilles à se reprocher, fut envoyé à Toulon, ramer pendant quelques années sur les galères du Roi, pour le punir de s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas.

La comtesse ne put résister à l'envie de rester quelque temps à Toulouse, d'y faire admirer sa beauté et d'y parader en princesse de l'Empire. Mais cette vie luxueuse acheva rapidement d'épuiser les ressources du ménage et il fallut bientôt venir reprendre à la Longaigne la vie retirée à laquelle on avait échappé pour un temps.

IV

Ce fut bientôt la misère, misère d'autant plus poignante que, malgré les préventions que devaient faire naître les irrégularités de leur situation, la noblesse albigeoise, moitié bienséance, moitié curiosité, avait repris les relations avec la Longaigne. Le petit hôtel de Rambouillet, auquel présidait Mme de Saliès, dissertait avec passion sur les aventures de la belle princesse allemande. Il fallait donc garder les apparences d'une maison bien tenue, et Marie-Anne de Hohenzollern, réduite, dit-on, à accomplir les plus humbles besognes domestiques, fut obligée parfois, si l'on en croit la légende, à laver elle-même sa vaisselle.

« Quand la misère entre par la porte, — dit la sagesse des nations, — l'amour s'en va par la fenêtre. » Le vieux proverbe se justifia une fois de plus. Les deux amans en vinrent aux reproches mutuels, et, de là aux querelles préliminaires de la rupture complète, il n'y a qu'un pas, qui fut vite franchi.

La comtesse se mit à regretter amèrement sa folle équipée. Lasse de la vie qu'elle menait, lasse de cet homme dont l'amour lui avait fait cette vie, elle aspirait au moment d'échapper à un joug que la passion ne rendait plus supportable. Trop prudente, d'ailleurs, pour se fier à la générosité de son mari, trop fière pour accepter les offres d'asile que lui faisaient sa belle-sœur la princesse de Bade, ou la duchesse d'Arschott sa cousine, elle

refusa de retourner en Allemagne et se résolut à prendre un refuge plus digne de sa naissance et de son repentir.

Parmi les personnes qui lui avaient témoigné de la bienveillance se trouvait l'hôte du palais de la Verbie, le pieux et magnifique Gaspard de Daillon du Lude, évêque d'Albi, qui avait plusieurs fois rendu des services discrets à la belle pécheresse. C'est à ce parfait gentilhomme, fils et frère de ducs et pairs, qu'elle résolut de se confier et de demander une retraite honorable.

Mais la chose n'allait pas sans difficultés.

Massauve, en effet, autant par amour-propre que par habitude, ne voulait pas être abandonné et luttait avec violence contre ces idées de retraite. Des scènes déchirantes avaient lieu entre les deux amans. La comtesse avait le cœur brisé : on ne rompt pas sans douleur une liaison déjà ancienne, resserrée par le souvenir des communs dangers, des communes misères.

Elle eut le courage, cependant, de ne pas céder, mais il fallut que l'évêque profitât d'une des absences de Mespletz, pour procéder à un véritable enlèvement de sa maîtresse, qu'il remit aux Dames nobles de la Visitation Sainte-Marie, de l'Ordre de Saint-François de Sales, établies depuis 1638, à Albi, rue du Puits-de-Grèze.

C'est là qu'elle attendit la mort de son époux arrivée à Bruxelles quelques années plus tard, en 1664. Le comte d'Isembourg était alors octogénaire. Depuis longtemps d'ailleurs, le mari outragé avait pris son parti de sa mésaventure, et avait renoncé à faire poursuivre son infidèle, quand elle eut disparu de la Cour. Il eût été pour cela en assez mauvaise posture, ayant toujours continué à combattre au premier rang des ennemis du Roi. C'est lui qui était gouverneur d'Arras, au moment où les Français s'emparèrent définitivement de cette ville, en 1640, et il y fut blessé.

Pendant de longues années, l'évêque d'Albi continua à affermir sa Madeleine repentante dans ses pieuses résolutions. Il la visitait presque chaque jour et, lorsqu'elle fut devenue veuve, c'est lui qui lui imposa le voile et qui fournit la dot de 4 000 livres exigée par la règle des Visitandines.

Élue abbesse peu de temps après par ses sœurs, la comtesse d'Isembourg mourut saintement dans son monastère vers la fin de l'année 1670.

Quant à Massauve, — ou plutôt Mespletz, car il continua à porter ce nom d'emprunt, — il n'était pas homme à garder longtemps rancune à sa maîtresse, qui d'ailleurs, en le quittant, lui avait fait abandon de la Longaigne et des épaves de leur splendeur passée. Il se consola donc, surtout lorsqu'on eut obtenu pour lui le brevet d'une compagnie de chevau-légers dans le régiment de Vardes, — où son aventure lui valut le sobriquet de « M. le Prince, » — et, la guerre finie, il revint à la Longaigne où il passa, seul et abandonné, la fin de sa vie agitée.

Les Hohenzollern se consolèrent vite de cette mésaventure familiale en enlevant, non pas des femmes, mais des provinces à leurs voisins. C'est une habitude qu'ils eurent longtemps. Espérons que les événemens actuels leur retireront les moyens d'y persévérer.

Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

D'APRÈS LE LIVRE DE M. LE PRINCE DE BÜLOW

III [1]

DE BISMARCK A GUILLAUME II

« Sous la direction de Bismarck, mainte chose était accessible et possible qu'il faut aujourd'hui rayer sans bruit du domaine des possibilités. Bismarck était lui-même un antécédent politique : il est déraisonnable aujourd'hui de demander des procédés et des entreprises pour lesquels cet antécédent fait défaut ; il faut que nous prenions d'autres chemins et que nous trouvions l'énergie et la volonté d'arriver au but sans avoir Bismarck pour guide. » Ainsi parle M. de Bülow, et c'est une maxime, qui souvent reparaît dans son livre, que, sans Bismarck, on ne saurait gouverner comme Bismarck l'empire qu'il avait taillé à sa mesure : « Bismarck pouvait enfreindre toutes les règles et attendre un prompt résultat d'une résolution des plus audacieuses ; nous, qui ne pouvons pas nous permettre cela aujourd'hui, nous sommes forcés de recourir à un travail incessant et raisonné. » Et c'est un dur travail, pensait M. de Bülow, une tâche presque impossible que maintenir sans Bismarck l'œuvre bismarckienne, l'hégémonie de Berlin à la mode de 1871.

A vrai dire, cette œuvre bismarckienne n'a pas survécu à son ouvrier : tant qu'il fut au pouvoir, il la prolongea et, durant

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février 1915.

vingt années de constantes audaces contre toutes les règles du bon sens et contre toutes les lois de l'équilibre politique, il soutint cette gageure d'un empire national-libéral où ni le pouvoir de l'Empereur, ni les volontés de la Nation, ni les droits les plus élémentaires de la Liberté ne pouvaient coexister avec les résolutions du Chancelier tout-puissant. De 1871 à 1890, l'Empire fut Bismarck. Lui tombé, l'État qu'il avait fondé subsista de nom; mais de 1890 à 1914, cet État vécut sous un régime plus différent du régime bismarckien que ne le furent l'un de l'autre, en France, l'empire de Napoléon III et celui de Napoléon Ier ; seulement, en Allemagne, la différence était, pour ainsi dire, invertie.

En France, l'empire de Napoléon III avait été un essai malheureux de moderniser l'autocratie napoléonienne et de rendre plus libérale, — en apparence tout au moins, — cette lourde machine à compression. En Allemagne, ce fut tout le contraire. L'empire bismarckien avait été une aussi lourde machine de pouvoir personnel, où, le Chancelier faisant fonctions de tout, étant à la fois Empereur, Ministre et Nation, toute Liberté se réduisait à son plaisir; mais une apparence de régime moderne et constitutionnel recouvrait cette réalité; un voile de principes et d'institutions à la mode de 1789 trompait les désirs de ces peuples d'Allemagne, chez qui l'extrême obéissance succède toujours à l'extrême anarchie.

En 1890, Guillaume II veut expulser le Chancelier et installer Sa propre Majesté sur cette dunette du géant, d'où partent toutes les commandes et directions du nouvel Empire. Il réussit à prendre le poste. La discipline un peu servile de ses peuples lui permet d'en déloger Bismarck. Puis, durant un quart de siècle, de 1890 à 1914, la même servilité lui permet de se maintenir là-haut, mais non sans peines et sans risques : à deux ou trois reprises, il semble que l'audacieux ne pourra pas se cramponner à cette barre de commandement ; il est durement secoué, presque arraché. Plus les années s'écoulent, moins sa position s'affermit. De 1908 à 1914 surtout, les grands gestes et la grosse voix, l'agitation et l'irascibilité de ce pilote trahissent son malaise : il y a disproportion évidente entre la place et l'occupant. A la sérénité olympienne, aux manœuvres silencieuses et calmes du Vieux, on voit succéder les bascules et les pirouettes, les sautes de cap et de projets, les dangereuses

prouesses d'équilibre. Après un quart de siècle, l'Empereur de 1914, qui a cinquante-cinq années d'âge, n'est encore dans l'estime de ses peuples que le jeune homme dont on attend merveille, à qui l'on fait toujours crédit, mais de qui l'on exige enfin quelques preuves de cette universelle capacité et de cette habileté souveraine, dont, quarante années durant, Bismarck avait renouvelé chaque jour les succès...

En fin de compte, la guerre de 1914 fut l'aboutissement de cet empire féodal de Guillaume II, comme la guerre de 1870 avait été l'aboutissement de l'empire libéral de Napoléon III. Car c'est aux pures traditions de la féodalité germanique que Guillaume II s'était efforcé de revenir, par réaction contre les apparences modernistes, révolutionnaires, de l'empire bismarckien. Comme il s'efforçait de chasser de ses menus les mots et les recettes de notre *Cuisinier français*, Guillaume II aurait volontiers expulsé de sa politique jusqu'aux termes et jusqu'aux formules que Bismarck avait empruntés à la France des Droits de l'Homme. Bismarck, à la mode de presque tous les bâtisseurs germaniques, avait eu un modèle français devant les yeux : c'est à Napoléon Ier qu'il se fût toujours reporté, s'il n'avait pas eu à compter avec les résistances de sa matière allemande. Guillaume II, tourné vers l'inoubliable Grand-Père, a regardé vers un modèle plus allemand encore et plus lointain dans le passé : le Saint-Empire romain-germanique (1).

*
* *

Entre Bismarck et l'Allemagne, une sorte de pacte était intervenu pour la fondation du nouvel Empire d'abord, pour sa maintenance et sa gérance ensuite. Ce pacte n'avait pas été volontaire de la part de l'Allemagne : Bismarck le lui avait imposé « par le fer et le feu. » Mais c'est toujours par le fer et le feu que les bienfaiteurs de l'Allemagne lui ont prouvé leur dévouement : « notre » Luther, avant « notre » Bismarck, avait prêché contre les dissidens l'évangile des exécutions sommaires, et le premier unificateur des peuplades germaniques, Charlemagne, avait donné l'exemple dans son règlement des affaires saxonnes, en livrant d'abord le pays aux atrocités du glaive et du feu, puis en abandonnant le peuple aux foudres de ses

(1) Discours de Guillaume II au landtag de Brandebourg, 26 février 1897.

évêques armés; la Saxe, ce cœur immaculé de l'antique Germanie, s'était ralliée au culte du Christ et de César, dès qu'elle avait constaté que, de ses anciens dieux, « ni Thonar, ni Woden ne lui était plus d'aucun secours. »

Ainsi avait procédé Bismarck, les différences des temps amenant tout de même quelques différences dans les procédés. Ainsi, pareillement, s'était résignée l'Allemagne. Du jour où elle avait constaté que les anciens défenseurs des libertés germaniques, Vienne et Paris, ne lui étaient plus d'aucun secours, elle s'était ralliée au culte du Hohenzollern et au service de Berlin. Bismarck, d'ailleurs, appliquant pour une fois jusqu'au bout sa maxime que « l'affaire doit être avantageuse aux deux parties, » s'était efforcé de la rendre la moins désavantageuse, la plus acceptable qu'il se pouvait pour l'autre partie dont il avait contenté le désir principal.

L'Allemagne depuis 1813 désirait avant tout l'unité : elle venait d'épuiser en de longs siècles d'anarchie toutes les joies du particularisme. Car, après les quatre siècles de l'Ancien Empire (800-1200), secouant le joug de cet État à la romaine que, de Charlemagne à Barberousse, quatre dynasties s'étaient relayées à lui imposer, elle l'avait remplacé par une anarchie à l'allemande que, durant les six siècles et demi entre Barberousse et Napoléon, elle avait inlassablement disloquée, mais dont l'expérience et Napoléon l'avaient enfin dégoûtée pour longtemps. Charlemagne, Barberousse, Napoléon, Bismarck : aux quatre tournans décisifs de 800, de 1150, de 1800 et de 1850, ces quatre dieux termes de l'histoire allemande sont plantés pour marquer les quatre étapes de l'unité à la romaine, de l'anarchie à l'allemande, de l'unité à la française et de l'empire restauré.

Entre l'unité à la romaine de l'Empire carolingien et l'unité à la française de l'Empire bismarckien, six siècles de « libertés germaniques » (1250-1850) avaient renseigné l'Allemagne sur les malheurs des peuples divisés. A peine Barberousse avait-il disparu, que le petit-fils de cet illustre Grand-Père, Frédéric II de Hohenstaufen, avait dû promulguer (1231) le *Statutum in favorem principum ecclesiasticorum et mundanorum*, qui commençait de partager la souveraineté territoriale entre les grands propriétaires. Puis des fantômes d'empereurs, qui s'en allaient de place en place « plumant l'aigle impériale » pour en vendre

la dépouille, avaient concédé aux seigneurs, aux prélats, aux villes, aux ligues, aux particuliers, tout ce qui pouvait rester de pouvoirs unitaires, et la Bulle d'Or (1359) avait fait de l'Empire un syndicat de sept électeurs. Puis durant des générations, le Habsbourg, pour acheter le titre impérial ou agrandir ses domaines, avait trahi ses devoirs d'empereur, et cent vingt ans de guerres religieuses, de la Réforme à la paix de Westphalie (1526-1648), avaient achevé l'ouvrage : les XVIIe et XVIIIe siècles avaient connu en Allemagne un ou deux milliers de souverains, tous sujets et membres de l'Empire, mais tous indépendans ou rebelles, et plus souvent ligués contre l'Empire avec les ennemis du dehors que groupés autour de l'Empereur pour tenir tête à l'étranger.

Sur cette anarchie princière, le margrave d'Autriche, empereur de nom, renonçait à faire valoir son titre, malgré l'appui de ses royaumes et duchés forains, de sa Slavie et de sa Hongrie danubiennes, tandis qu'appuyé sur son royaume et ses duchés forains, sur ses Prusses et Poméranie de la Baltique et du Niémen, le margrave de Brandebourg rêvait, puis s'efforçait, puis commençait d'établir son hégémonie.

Douceur des libertés germaniques! Durant six siècles, l'Allemagne en avait épuisé la coupe. D'abord, durant cent cinquante ans (1250-1400), elle avait été la proie des brigands de tout vol : alors, il n'était piton, gorge, nœud de routes, coude de fleuve, où quelque *burg* de pillard ne poussât ses tours « vers le libre ciel de Dieu. » Puis, à l'abri des ligues et des paix locales, à peine les villes avaient-elles joui d'un siècle et quart de travail, de commerce, de grande richesse (1400-1525), à peine l'Allemagne de la Hanse, des universités, des humanistes, des artistes et des imprimeurs avait-elle réparé les ruines du brigandage seigneurial, que voici les reîtres et les lansquenets des guerres princières, les massacres de paysans et les sacs de châteaux. Puis les bandes et les ligues religieuses et les armées autrichiennes, danoises, suédoises, polonaises, hongroises, croates, espagnoles, françaises, anglaises, prussiennes et russes, durant deux siècles et demi, de la Réforme à la Révolution (1521-1789), s'étaient donné rendez-vous et carrière sur la terre allemande : alors, de l'Oder à la Meuse et de la mer aux Alpes, il n'était ville ni bourg qui ne fût chaque été saccagé à plusieurs reprises; la guerre de Trente Ans flambait et dépeuplait tout l'Empire; les

guerres du XVIIe siècle faisaient de la haute Allemagne un semis de cendres et de ruines; les guerres du XVIIIe siècle ravageaient de même toute la basse Allemagne.

« Il y avait en Westphalie, dans le château de M. le baron Thunder-ten-tronck, un jeune garçon à qui la nature avait donné les mœurs les plus douces et qu'on nommait Candide... M. le baron était un des puissans seigneurs de la Westphalie, car son château avait une porte et des fenêtres... » Voltaire peignait d'après nature; il avait vu les Allemagnes après ces deux siècles de guerres, et monsieur le baron assommé, et madame la baronne coupée en morceaux, et mademoiselle Cunégonde éventrée par les soldats après avoir été violée autant que l'on peut l'être, et son frère traité précisément de semblable façon, et le château n'ayant plus gardé pierre sur pierre, ni une grange, ni un mouton, ni un arbre, ni un canard... Et c'est par là dessus qu'avait encore passé, durant un quart de siècle (1792-1815), le tourbillon des guerres révolutionnaires et napoléoniennes.

Quand Bismarck naquit, l'Allemagne de 1815 était rassasiée de libertés germaniques. Ah! les temps de bonne mémoire où les grands Empereurs faisaient régner partout la concorde et la paix, partout l'abondance et la joie! *Temporibus bonae recordationis Magni Caroli, pax atque concordia ubique erat, ubique abundantia et laetitia :* dès la seconde moitié du XVIIIe siècle, toute l'Allemagne avait commencé de répéter cette parole du vieux Nithard, et ses poètes, ses moralistes, ses théoriciens de l'histoire et du droit tournaient ses regrets vers le paradis des temps romantiques pour la consoler de l'enfer du siècle présent... Mais Napoléon était survenu, et nulle part ne pouvaient refleurir les institutions du Moyen Age, où une fois avait passé le cheval de cet Attila bienfaisant.

Ce fut donc la France de Napoléon, — comme autrefois la France de Louis XIV et, autrefois encore, la France de saint Louis et, plus haut encore, la France de Charlemagne et, plus haut encore, la Rome des Augustes, — ce fut la France de 1789 qui devint le modèle vers lequel l'Allemagne du XIXe siècle tendit son éternel désir d'imitation : notre catéchisme révolutionnaire fut adopté par les gens d'outre-Rhin ; c'est de vertus à la française que les « poètes de la délivrance » s'efforcèrent de munir leur peuple ; ils lui enseignèrent, par la bouche

d'Arndt que « la Patrie et la Liberté sont le Saint des Saints sur la terre, qu'il n'y a pas de plus saint amour que celui de la Patrie, pas de joie plus douce que celle de la Liberté, que l'esclave est une bête rusée et avide, non pas un homme, et que le sans-patrie est le plus infortuné des êtres. »

La Patrie délivrée; la Nation une et indépendante : non seulement Napoléon avait mis au cœur des Allemands cet évangile de la France nouvelle; mais il avait travaillé lui-même de son mieux à en réaliser les promesses. Après lui, le plus gros était fait. Il avait déblayé le terrain, ouvert de larges avenues dans la forêt germanique, agrandi et réuni les clairières : aux deux mille souverains qui étouffaient l'Allemagne de 1789, il avait substitué une quarantaine d'États, dont il avait groupé la majeure partie en sa Confédération du Rhin. Il avait courbé ces États à la notion du bien public, du service populaire, et non plus du bénéfice princier. Il avait à jamais déconsidéré, frappé de déchéance morale ces grands et petits seigneurs que l'on avait vus faire antichambre parmi ses valets et rivaliser de bassesse avec ses sénateurs. Ses lois et ses administrations avaient relevé partout une paysannerie propriétaire et réveillé une bourgeoisie commerçante, dont les affaires créaient une circulation de vie et de solidarité d'un bout à l'autre des terres allemandes. Ses partages et ses traités avaient façonné quelques monarchies capables d'entreprendre la libération nationale. A l'ombre de son sceptre, en marge de sa France rhénane, dans son Allemagne française, s'était formé cet « esprit allemand, » ce « génie allemand, » opposé peut-être au « génie prussien » et difficilement pliable encore aujourd'hui à l'hégémonie prussienne, mais où M. de Bülow voit tout de même l'une des deux sources de la grandeur nationale.

Napoléon tombé, les diplomates du Congrès de Vienne essayèrent de restaurer l'anarchie germanique d'après les précédens, sinon sur le modèle exact des derniers siècles : ils ramassèrent ce que Napoléon n'avait pas définitivement brisé, et ils en firent une Confédération dont le Habsbourg reprit la présidence nominale, sans même le titre d'empereur, où la Diète reprit son rôle d'arbitre, sans même une ombre de pouvoir, tandis que la Prusse reprenait sa lente et sourde marche vers l'hégémonie.

C'était vraiment l'anarchie parfaite, poussée aux dernières

conséquences des meilleures traditions germaniques : plus d'Empire, plus d'Empereur; sur un troupeau de peuples, une troupe de princes n'obéissant qu'à leurs intérêts ou à leurs caprices, et n'ayant souci que d'éloigner d'eux toute mainmise de Vienne ou de Berlin, et ne cherchant qu'à se faire acheter tantôt leurs services temporaires et tantôt leur neutralité par l'un, puis par l'autre de ces deux rivaux, et menaçant à chaque minute d'aller chercher d'autres acheteurs à l'étranger pour faire monter le taux de l'enchère.

Entre eux, pas d'autre lien que leurs souvenirs apeurés de la tourmente napoléonienne, et leurs craintes d'un retour du monstre révolutionnaire, et leurs désirs d'extirper les survivances ou les repousses de la contagion française. Mais ils s'efforçaient vainement de guérir leurs sujets irrémédiablement infectés : du Sud et de l'Ouest, de l'Allemagne napoléonienne, « l'esprit allemand » gagnait de jour en jour toutes les Allemagnes, même les plus reculées vers le Nord et le Levant, même les plus enfoncées dans le piétisme et sous la discipline du Hohenzollern ou dans le joséphisme et sous la torpeur du Habsbourg. La Germanie tout entière, sauf les princes et leur valetaille, rêvait de Patrie et de Liberté.

Liberté à la française, et non plus libertés germaniques. Par la grâce de Napoléon et la vertu de nos idées, il y avait désormais un Peuple allemand qui voulait sa liberté, à lui, son indépendance nationale et son contrôle des affaires publiques, et qui ne s'inquiétait plus seulement des Princes et de leurs libertés, à eux. Leur Diète lui semblait ridiculement désuète et inutile : il réclamait son Parlement. Leurs rivalités lui semblaient plus ridiculement criminelles encore : il réclamait son unité. La Confédération ne lui suffisait plus et le gênait : il voulait faire la Nation.

De 1815 à 1848, les Princes et le Peuple furent en lutte. Dans l'Allemagne napoléonienne de l'Ouest et du Sud, en Bavière, en Bade, en Wurtemberg, le Peuple l'emportait et obligeait les Princes à lui donner des parlemens. Dans la Germanie margraviale de l'Est, Berlin et Vienne demeuraient les forteresses de l'ancien régime : malgré leur antagonisme secret, le Habsbourg et le Hohenzollern restaient publiquement d'accord pour combattre la Révolution. Mais le mal français faisait des progrès par rafales et par bonds, chaque fois que, de Paris, une

journée populaire en secouait les germes sur toute l'Europe, jusqu'aux frontières de la Russie : en 1830, les Princes sentirent leurs trônes vaciller; en 1848, Berlin même et Vienne faisant des barricades, le Habsbourg et le Hohenzollern s'abandonnèrent avec ce fatalisme et ce manque de ressort dont l'histoire d'Allemagne nous offre tant d'exemples. La Diète céda la place au Parlement de Francfort; les plénipotentiaires des Majestés et des Altesses, aux députés du Peuple : la parole fut donnée à la Nation.

A l'allemande, cette Nation, qui rêvait d'une œuvre française, parla, disserta, philosopha, critiqua durant deux grandes années pleines (mars 1848-décembre 1850). Mais elle ne put découvrir ni une Constitution, ni un Empereur, ni même une Allemagne, — car il y en avait au moins deux, la Grande et la Petite, l'Allemagne des Princes, avec leurs sujets bigarrés de toutes races et de toutes langues, et l'Allemagne de la Nation, l'Allemagne germanisante, de langue et de descendance germaniques, — et jamais le Parlement national ne put se décider sur le choix. De même pour l'Empereur : entre les deux candidats qui pouvaient attirer les suffrages, entre le Habsbourg et le Hohenzollern, le Parlement finit par élire celui qui n'en voulait point et qui préféra demeurer simplement roi de Prusse... Au bout de trente-deux mois, ce fut au tour de la Nation de s'abandonner : elle voyait Paris faire de même et revenir au principe d'autorité. Elle rendit la parole et la décision aux Princes qui ne surent trop comment en user; alors, s'étant querellés, menacés et même un peu battus, le Habsbourg et le Hohenzollern n'imaginèrent rien de mieux que le retour à cette Confédération de 1815 qui leur laissait à chacun ses libertés présentes et ses chances d'avenir (1850).

L'histoire allemande est pleine aussi de ces renoncemens et de ces impuissances à découvrir l'homme et le système qui conviendraient le mieux aux besoins du moment. Ce peuple de savans ne travaille que sur fiches et ne crée que sur modèles établis : de tout problème résolu par d'autres, il connaît la solution la plus exacte et la toute dernière; mais un problème nouveau le déroute, tant que la solution ne figure pas encore, comme il dit, dans sa littérature; il faut que d'autres lui montrent le chemin; il l'enfile alors scientifiquement, au pas de parade, et ceux-là sont rares, mais grands en Allemagne qui

ont tiré d'eux-mêmes une œuvre originale, et plus rares encore, et plus grands ceux qui trouvèrent une solution à ces problèmes de la vie politique et sociale où les méthodes et les données de la science ne sont toujours que d'un médiocre rendement. C'est pourquoi Luther et Bismarck dominent de si haut la foule des médiocrités germaniques.

Encore ne faut-il pas mesurer ces grands hommes d'Allemagne à l'aune de nos exigences latines. Notre humanisme intégral, notre ambition d'œuvres universelles et éternelles ne nous fait trouver grands à Paris que les hommes qui doivent l'être aussi pour l'univers et pour l'éternité : le Gréco-Latin veut être un homme de partout et de toujours, ἄνθρωπος εἰς ἀεί, et le vers de Lucain est resté sa devise, « se croire mis au monde, non pour soi, mais pour le monde entier, »

Non sibi, sed toti genitum se credere mundo.

De nos moralistes et de nos législateurs, surtout, de nos bâtisseurs de société, d'État ou d'Église, nous exigeons le sens et le respect de l'humanité éternelle, et nous réclamons, de leurs œuvres, la possibilité de valoir autant pour les nègres que pour les blancs, autant pour l'homme des cavernes que pour celui des aéroplanes. L'Allemagne est plus facile à contenter : pour être un grand homme, un génie d'outre-Rhin, il suffit de répondre aux besoins immédiats de la race et de l'époque, à l'attente présente de la Germanie, à ses ambitions locales et passagères.

Quand après les quatre siècles (1100-1500) de l'interminable querelle entre le Pape et l'Empereur, entre l'Église et l'État, — au vrai, entre le christianisme romain et le tempérament germanique, — Luther parut, son règlement religieux le fit et le fait encore proclamer grand homme, génie, apôtre, par un bon tiers de l'Allemagne; mais donna-t-il une solution qui pût convenir à tous les chrétiens de son temps, de tous les temps, ou même, seulement, à d'autres chrétiens qu'à ceux de l'Allemagne et d'une certaine Allemagne ? ... Le luthéranisme est chose spécifiquement germanique dont jamais les autres hommes blancs n'ont pu s'accommoder; même en terres allemandes, Luther n'a mis et gardé son emprise que sur les seules peuplades germaniques, chez qui jamais l'influence étrangère

n'avait encore pénétré ; l'Ouest et le Midi de l'Allemagne, conquis jadis par Rome, éduqués plus récemment par l'Italie et par la France, repoussèrent le luthéranisme, et les autres chrétiens ne comprirent jamais la Réforme que sous le mode tout différent, tout rationnellement français du calvinisme.

C'est que, de cette Réforme que les Slaves de Bohême et les Latins de France réclamaient depuis longtemps déjà et pour l'ensemble de la chrétienté, Luther ne tira une religion que pour l'Allemagne princière de son temps. Un désir de libération universelle animait les réformateurs slaves et français. Luther ne respira que l'air des « libertés germaniques. » De sa Réforme à lui, le résultat fut, non pas de soumettre au libre examen de tous les êtres raisonnans les matières de religion, de morale et de politique, mais de livrer la souveraineté religieuse, l'autorité spirituelle aux démolisseurs de l'autorité impériale, aux accapareurs de la souveraineté territoriale : avant Luther, *cujus ager, ejus auctoritas (terroir égale autorité)*, était la formule politique de l'Allemagne princière; après lui, cette formule complétée devint *cujus regio, ejus religio;* le Souverain local fut la Loi et la Foi, et l'Allemagne luthérienne ne fut qu'un *Corpus Evangelicorum,* un syndicat de Princes qui se réclamaient de la Bible pour avoir le droit de se passer du Pape comme de l'Empereur.

A cette utilisation toute germanique que Luther fit de la Réforme, rien ne ressemble autant que l'utilisation toute germanique que Bismarck fit de la Révolution, quand, après six siècles de querelles entre les Princes et l'Empereur et cinquante ans de luttes entre les Princes et la Nation, — au vrai, entre l'unité à la romaine ou à la française et le particularisme germanique, — Bismarck présenta à l'Allemagne de 1866-1871 le règlement unitaire qui le fit et le fait encore proclamer grand homme, génie, bienfaiteur de la Nation. Entre Luther et Bismarck, entre ces deux géans de l'histoire allemande, ce n'est pas dans leurs *Propos de Table* seulement que l'on peut trouver la ressemblance, la même réjouissante et choquante explosion du tempérament germanique : dans toute leur œuvre, ce sont les mêmes procédés de construction, la même influence de l'étranger, la même juxtaposition d'élémens contradictoires, la même insouciance de la logique et des principes, la même révérence de l'autorité traditionnelle et de la force présente, les mêmes

ambitions de succès immédiat et éclatant, mais limité et temporaire. L'un et l'autre, ils ont voulu servir l'Allemagne de leur temps et s'en servir, non pour le triomphe de telles ou telles idées humaines, mais d'abord pour le plus grand bénéfice de leur souverain et pour leur grande réussite, à eux, bien convaincus au reste d'être les délégués de la Providence, les instrumens élus du vieux Dieu germanique.

*
* *

Après la tourmente de 1848-1850, en mai 1851, la Diète princière de Francfort, qui devait présider aux destins de la Confédération ressuscitée, reprenait ses séances : Bismarck y entrait comme représentant de la Prusse. Il y siégea de 1851 à 1859. C'est en ces huit années qu'il fit ses plans et combina ses moyens. Quand il en sortit, l'œuvre était décidée.

Il y était entré comme ennemi déclaré de la Révolution et des « billevesées » démocratiques, patriotiques, unitaires : il n'avait de foi et d'attachement qu'au particularisme et au régime monarchique, aux traditions prussiennes; il ne songeait qu'à défendre son Roi, sa Prusse, sa caste de hobereaux, tant contre les menées libérales au sein du royaume que contre les ambitions autrichiennes au sein de la Confédération et contre les menaces françaises au dehors. Son séjour à Francfort lui apprit à mieux connaître ces trois ennemis de la Prusse : l'Allemagne du Midi et de l'Ouest, où continuait de fermenter l'esprit de 1830 et de 1848; l'Autriche, dont le délégué présidait la Diète et voulait l'opprimer; la France, qui, sur l'autre bord du Rhin, s'était jetée de nouveau dans les bras d'un Napoléon.

En 1859, Bismarck, quittant la Diète, dressait en un *Mémoire* célèbre l'inventaire des dangers qui menaçaient le roi de Prusse et ses ambitions; le présent lui semblait à peine moins dangereux que l'avenir : « Tant que l'organisation actuelle de la Diète subsistera et que les résolutions de l'Assemblée dépendront uniquement des princes allemands et de leurs ministres, il sera, d'après toutes les prévisions humaines, impossible à la Prusse d'enlever à l'Autriche son influence dominante. Or, la Prusse ne peut pas renoncer à vouloir occuper le même rang que l'Autriche; elle ne peut pas se résigner à jouer d'une manière sincère et définitive le rôle de seconde Puissance de l'Allemagne... Je vois dans notre situation fédérale un mal qui

ronge la Prusse et qu'il faudra guérir tôt ou tard par le fer et le feu, *ferro et igne.* » Pour défendre sa Prusse contre la Diète, contre l'hégémonie autrichienne, contre les Princes et leurs ministres, Bismarck (et c'était le résultat le plus clair de son expérience de Francfort) ne voyait qu'un allié, le Peuple allemand ; cette alliance permettrait à Berlin « d'enlever à l'Autriche son influence dominante, » parce que le Peuple, lui aussi, voyait dans l'anarchie fédérale un mal rongeur et ne demandait qu'à l'échanger contre une organisation nationale.

Exciter les espoirs et les rancœurs du Peuple allemand; en servir les intérêts, surtout les intérêts commerciaux, grâce à cette Union douanière, à ce *Zollverein*, que la Prusse, dès 1819, avait eu la sagesse de conclure avec nombre de ses petits voisins; en adopter, de bouche tout au moins, les revendications nationales ; en flatter les manies doctrinales et scientifiques ; en exaspérer la défiance contre l'Autriche cléricale et contre la France napoléonienne; en satisfaire les vanités et les ambitions à l'extérieur par une politique sans merci contre le faible Danemark; en séduire l'estime et la sympathie à l'intérieur par une politique d'autorité, et même de compression administrative, mais de légalité, de liberté intellectuelle, d'ordre financier et de progrès économiques; en mater d'avance les hésitations ou les révoltes par l'étalage d'une force militaire sans égale dans le monde d'alors; puis, tous préparatifs terminés, recourir au fer et au feu et, par une série d'opérations sanglantes, séparer à jamais l'Allemagne, Princes et Peuple, de l'Autriche et de la France, et donner à l'homme germanique, après trois siècles d'angoisses et de ruines, l'ivresse de la pleine victoire : tel fut le plan que Bismarck réalisa de 1859 à 1871, moins pour assurer au Peuple allemand cette unité dans l'indépendance nationale et dans la liberté démocratique que, depuis 1813, « l'esprit allemand » appelait de tous ses vœux, que pour assurer à la Prusse et à son roi la revanche sur les séculaires avanies de Vienne et de Paris et l'hégémonie sur les traditionnelles libertés germaniques.

C'est ainsi qu'après cinq siècles (1250-1870) d'anarchie, l'Empire allemand fut restauré. L'Ancien Empire, le Saint Empire des Charlemagne et des Barberousse a porté et mérité les titres de « romain » et de « germanique; » c'est « Empire français de nation allemande » que seraient les véritables titres

du Nouveau : aussi, Rome ayant été le lieu du couronnement pour l'Ancien, ce fut Versailles qui servit de pavois à l'œuvre bismarckienne. Mais autant l'empire de Charlemagne avait différé tout aussitôt de l'empire des Augustes, autant l'empire de Bismarck apparut tout aussitôt dissemblable de l'empire des Napoléons.

L'enthousiasme et l'amour sont les sources les plus fécondes en grandes œuvres latines : la crainte et l'envie sont les fermens les plus ordinaires de toute entreprise germanique. Dans la vie de Luther, l'amour de Dieu tint moins de place que la terreur du diable. Dans la politique bismarckienne, l'amour de l'Allemagne pesa bien moins que la haine de la Révolution. Bismarck eut toujours, après comme avant le succès, moins de confiance dans la Nation, moins de foi dans la Liberté que de défiance et de garde perpétuelle contre l'Ennemi du dedans et du dehors. *La Garde sur le Rhin* fut à bon droit le chant de son empire qu'il ne croyait jamais assez bien gardé soit contre un revirement de l'Allemagne elle-même, une sécession des Princes ou du Peuple, soit contre les reprises de l'étranger, une revanche de Vienne et de Paris : libertés germaniques, hégémonie autrichienne, influence française, doubles et triples monstres que le géant avait enchaînés, mais qu'il savait bien n'avoir pas supprimés pour jamais ! La crainte d'une revanche étrangère domina sa diplomatie. La crainte d'un revirement allemand domina sa politique intérieure.

Grâce à l'indulgente amitié de Pétersbourg, à la partiale neutralité de Londres, à l'acquiescement et à la résignation de Vienne, puis à l'adhésion bruyante de Rome, sans parler du prestige de la victoire et des avantages de la force, Bismarck eut bientôt toute assurance contre le danger extérieur ; il put même un instant concevoir l'espérance que les aventures et les satisfactions coloniales amèneraient la France à une pareille résignation. Aussi la politique étrangère, loin de créer des embarras à son empire national-libéral, comme à l'empire libéral de Napoléon III, lui devint-elle un moyen commode de gouvernement. La crainte des complications et des risques lui faisait sagement éviter tous les Mexiques où d'autres eussent aventuré les os du grenadier poméranien. En un temps où l'Europe entière était prise d'une frénésie d'expéditions asiatiques, africaines, océaniques, mondiales, Bismarck pouvait

répéter cette sage parole qu'il ne tint pas à lui de respecter jusqu'au bout : « *Ich war kein Kolonial*, Colonial, ah non! je ne l'étais pas! » C'est à la seule défense, au seul affermissement de *son* Empire en Europe qu'il voulait consacrer les pensées et les forces de l'Allemagne; c'est à l'occupation de territoires européens, à la colonisation des Marches germaniques, à la germanisation du Slesvig, de l'Alsace et de la Pologne, qu'il voulait dépenser le surplus toujours croissant de la natalité allemande.

M. de Bülow célèbre l'activité et l'énergie que Bismarck déploya dans cette « lutte pour le sol, » dans cette « offensive nationale de l'État prussien pour sauver, conserver et, si possible, fortifier le régime allemand » sur les frontières de l'Est. Bismarck posait la question comme M. de Bülow : « Devons-nous nous prêter, devons-nous contribuer par notre inaction à ce que les provinces de l'Est, c'est-à-dire la Posnanie, la Prusse occidentale et certaines parties de la Silésie et de la Prusse orientale soient reperdues par les Allemands, — oui ou non? » Et Bismarck répondait, comme M. de Bülow : « Quiconque a des sentimens nationaux allemands pensera que cela ne doit jamais arriver, que c'est le devoir et le droit des Allemands de conserver nos possessions nationales dans l'Est prussien et, si possible, *de les augmenter*. »

Au nom du patriotisme allemand, Bismarck faisait travailler l'Allemagne tout entière à l'extension et au renforcement de la Prusse dans l'Est; pour le salut de la Nation, disait-il, il tournait tout l'effort de l'Empire vers la conquête prussienne de nouveaux duchés ou même de nouveaux royaumes forains, d'où le Hohenzollern tirerait de nouvelles ressources en hommes et en argent, afin de mieux tenir l'Empire. C'était rentrer dans la tradition des plus anciens empereurs et combiner l'éternelle tension des Allemands vers les territoires du voisin avec l'éternel besoin du margrave-empereur de grandir en forces personnelles, à mesure que l'Empire croissait en population et en appétits. Pareille politique raciale surexcitait, il est vrai, l'antagonisme des nationalités slaves, danoises, françaises, que Bismarck avait enfermées, bon gré mal gré, dans les limites et sous la tyrannie de son État. « Mais ce sont là, dit M. de Bülow, de dures nécessités auxquelles il faut se conformer le cœur gros; la politique est un rude métier dans lequel les âmes sensibles arrivent rarement à produire un chef-d'œuvre. »

Bismarck n'arriva pas au chef-d'œuvre attendu, moins, je crois, par sensibilité d'âme que, peut-être, par une défaillance de volonté dont sa carrière offre bien peu d'autres exemples. Car, après quatorze ans de refus entêtés (1870-1884), il se laissa traîner à l'aventure coloniale, comme un simple ministre français ou espagnol; derrière les traitans en pays nègres, il partit pour le Togo, le Cameroun, les Iles aux Épices, les deux Afriques de l'Est et du Couchant; en fin de compte, il ouvrit de ses mains la porte à cette *Weltpolitik*, qui allait, sous ses successeurs, détrôner sa *Selbstpolitik* et ramener la Prusse et l'Allemagne tout juste au bas de la position dominante où il les avait si heureusement hissées.

Il avait prévu cependant les conséquences fâcheuses de cette défaillance. Il savait, il disait que l'Allemand « n'est pas assez souple » pour l'organisation des pays neufs ; qu'à cette race de savans et de docteurs livresques, un pays neuf, comme un problème nouveau, est d'accès difficile ; qu'il leur faut des domaines étudiés déjà, inventoriés, mis en demi-valeur et en fiches, sur lesquels leur manque d'intuition est compensé par leur rectitude de méthode et par leur journalière bibliographie : atteler le peuple allemand à une entreprise coloniale, c'était mettre un *doktor-professor* à ramer les choux, et perdre en cette besogne sans profit le temps, la science et la peine, qui pouvaient trouver un si beau salaire sur les places étrangères, mais connues, de Paris et de Londres, dans les terres étrangères, mais familières, de Pologne et de Russie. D'autant que, venue bonne dernière à cette foire d'empoigne et n'ayant encore ni flotte de guerre, ni marine de commerce, ni soldats coloniaux, l'Allemagne de 1884 ne pouvait acquérir sans guerre que les laissés pour compte des autres accapareurs...

Bismarck sentait surtout que cet étage surajouté à sa bâtisse impériale en compromettrait bientôt l'équilibre : tout son système de politique étrangère et intérieure allait en être ébranlé.

Dans l'Europe de 1880-1890, comment conserver longtemps l'indulgente amitié de Pétersbourg et, tout à la fois, la partiale neutralité de Londres, comment escompter un durable acquiescement de Vienne et une longue résignation de Paris, si les conquêtes coloniales et les entreprises maritimes posaient désormais l'Allemagne en concurrente, en rivale, en ennemie des puissances mondiales et créaient entre elles quelque chance

de coalition ? « Je ne veux pas, répétait Bismarck, conquérir des territoires pour faire de parti pris des colonies artificielles. Je ne veux pas menacer les droits acquis par d'autres nations, ni prendre pied dans le monde colonial, sans faire des ouvertures aux États qui pourraient y prétendre à quelques droits anciens... Je ne veux pas engager l'Allemagne dans un conflit avec des puissances supérieures par leur flotte et leur armée coloniale... »

Louables intentions ! Vertueuses formules, qui pendant quelque temps, continrent un peu l'ambition des coloniaux allemands et donnèrent le change aux puissances voisines ! Mais quand les successeurs de Bismarck croiront avoir égalé ces puissances « par leur flotte et leur armée coloniale, » on verra ce qui subsistera du système bismarckien de l'Europe et de la sécurité de l'empire allemand. *Ich war kein Kolonial :* tant que ce mot de Bismarck demeura sa règle de conduite, il put sembler que son œuvre européenne était définitive, éternelle ; elle commencera de montrer ses fissures le jour où l'Allemagne mettra son avenir sur la mer. *Unsere Zukunft liegt auf's Meer,* proclamera le pavillon de la marine allemande aux visiteurs de notre Exposition universelle de 1900 ; en mai 1901, Londres et Paris entameront ces pourparlers d'Entente cordiale, où Bismarck aurait vu, où ses successeurs les plus optimistes ne pourront pas manquer de voir aussitôt la première atteinte irréparable à l'hégémonie allemande, car l'alliance franco-russe n'en avait encore été qu'un premier accroc sans gravité.

Mais bien plus rapidement et plus profondément que sa politique étrangère, la politique intérieure de Bismarck et sa situation personnelle furent atteintes par les contre-coups de l'entreprise mondiale et par le revirement de l'opinion allemande qu'elle entraîna à son égard, à Lui. En 1884, qui donc aurait pu croire que, Lui vivant, Lui capable et désireux de gouverner encore, l'Empire aurait un autre, deux autres chanceliers, qu'Il serait « démissionné, » remplacé du soir au lendemain par un général de cavalerie, puis par un vieux prince bavarois, qu'il s'en irait mourir, après huit ans de disgrâce et de rageuse impuissance (1890-1898), dans sa solitude du Sachsenwald et que, Princes et Peuple, l'Allemagne devant cet effondrement resterait indifférente, froide jusques au fond du cœur, *kühl bis an Herz hinein?*

Princes et Peuple, Bismarck croyait bien pourtant s'être à

jamais attaché l'Allemagne par la constitution que, dès 1867, il avait concédée à sa Confédération du Nord et qu'il avait étendue en 1871 à l'Empire restauré. Fédérale et nationale tout ensemble, mi-germanique et mi-française, cette constitution était un compromis assez adroit pour donner en apparence pleine satisfaction aux libertés des Princes et aux revendications du Peuple. Les Princes, — ceux du moins que Bismarck conservait à l'existence, — y gardaient leur Diète. Le Peuple, qu'il appelait à l'unité, y obtenait son Parlement. Deux assemblées nationales devaient assister l'Empereur et contrôler le Chancelier dans la gérance de l'Empire : l'une, le *Reichstag*, était un parlement démocratique, élu par toute la nation au suffrage universel; mais l'autre, le *Bundesrath*, était toujours une diète princière à la mode de Francfort, un congrès permanent de diplomates accrédités par les différens princes de cette Confédération-Empire, *Bund* et *Reich* tout ensemble.

En théorie, donc, les volontés du Peuple et les droits des Princes avaient leur part dans le gouvernement. En pratique, tout était combiné pour l'hégémonie de la Prusse et pour la dictature de Bismarck.

Dans le *Bundesrath*, en effet, la Prusse, avec ses 17 voix sur 58 votes, ne pouvait être mise en minorité que par une coalition de tous les royaumes secondaires et par la défection de tous les petits États, — hypothèse inadmissible aussi longtemps que le Hohenzollern garderait le moindre ménagement envers les intérêts de quelques-uns et qu'il n'entreprendrait pas de se ruiner lui-même en ruinant tous ses alliés; au moindre signe d'opposition systématique ou de coalition injustifiée, les Princes et les Villes savaient par les exemples de 1866, par le sort du Hanovre, du Nassau, de la Hesse et de Francfort, ce qu'il pouvait leur en coûter de déplaire au maître de Berlin.

Dans le *Reichstag*, Bismarck, fondateur de l'unité, champion de la nation, restaurateur de l'indépendance, de la grandeur et de la gloire germaniques, vengeur des humiliations et des souffrances séculaires, triomphateur de la France et de l'anarchie, Bismarck, incarnation vivante de l'Allemagne restaurée, pourrait être discuté, critiqué, mais non pas entravé ni même contrôlé, aussi longtemps qu'il maintiendrait son œuvre et qu'il en revendiquerait la responsabilité et la défense. Le premier discours du trône (mars 1871) contenait en une formule

tout le programme du système et toute la raison de cette puissance bismarckienne : « Après la guerre nationale, qui fut glorieuse, voici la paix nationale qui ne sera pas moins glorieuse. »

Il avait fallu le pouvoir absolu de Bismarck pour que la guerre nationale fût profitable et glorieuse : si Bismarck ne se fût pas entêté en 1862 à avoir raison contre tous, qui donc aurait préparé les succès de 1866 et de 1870? Il fallait maintenant encore la dictature de Bismarck pour que les mêmes profits et la même gloire sortissent de la paix nationale. Chaque fois qu'il jugerait utile d'avoir raison, fût-ce contre tous, qui donc oserait lui reprocher son entêtement? Dès la première session du *Reichstag*, il tenait aux Polonais un langage qu'il ne se permit jamais envers les députés de sang germanique, mais qui fut toujours dans sa pensée : « Vos électeurs ont combattu avec le même courage et le même dévoûment que tous les autres [Allemands] pour la cause qui nous réunit ici; ils ont la même reconnaissance pour les bienfaits de la *Kultur* et de la législation allemandes. Mais vous n'êtes pas le peuple, vous; vous n'avez pas le peuple derrière vous; vous n'avez derrière vous que vos fictions, vos illusions, celle entre autres de croire que vous avez été élus par le peuple pour représenter ici la Nation. »

Le vrai, le seul, le digne représentant de la Nation, c'était Bismarck. Quel bien la Nation mettait-elle au-dessus de son unité? quelle ambition avait-elle qui pût la distraire de la défense de cette unité? quel avenir semblait plus détestable au Peuple que ces temps de triste mémoire où le manque de discipline nationale faisait régner partout la discorde et la guerre, partout la famine et le deuil? et qui pouvait maintenir la discipline nationale, sinon celui qui l'avait relevée? Créateur de la Nation, de l'Empire et du *Reichstag*, Bismarck leur parlait comme Dieu lui-même à sa créature : « *Ego sum resurrectio et vita...* J'ai été la résurrection; je suis encore la vie; il faut croire en moi pour ne jamais mourir... » Et les Allemands crurent aveuglément en Bismarck aussi longtemps que leur vie nationale leur parut menacée, et ils crurent qu'elle était menacée aussi longtemps que Bismarck lui-même, en le leur disant, leur prouva par ses actes qu'il le croyait aussi.

Cette croyance au perpétuel danger de la Nation était assez naturelle chez les Allemands de 1870 à 1890 : on ne passe pas,

en vingt ans, de la faillite de 1848 aux triomphes de 1866-1870, sans garder quelque doute sur la durée de cette réussite; on n'a pas dans son passé trois siècles de défaites, de ruines et de servitude sans parfois s'interroger sur la valeur de la victoire et de la fortune présentes. Cette croyance, chez Bismarck lui-même, était sûrement profonde : durant ces vingt premières années de l'empire, il eut toujours le cauchemar des coalitions à l'extérieur, des révolutions ou des réactions à l'intérieur. Mais il n'est pas douteux qu'il exagéra souvent l'expression de ses craintes à seule fin d'en tirer le maximum d'effets utiles, affectant de considérer comme un danger mortel pour la Nation tout ce qui pouvait être du moindre obstacle à ses propres desseins ou de la moindre gêne à ses caprices : du jour où l'on n'était plus à sa dévotion, on devenait l'ennemi de la patrie.

L'appel constant au patriotisme lui fut d'un jeu facile et d'un gain toujours sûr dans ce *Reichstag* où siégeaient et votaient des élus de l'Empire qui n'étaient ni des représentans, ni même des membres de la nation allemande : Polonais, Danois, Alsaciens-Lorrains, plusieurs groupes parlementaires ne cachaient pas que l'unité impériale n'était pas le terme de leurs vœux et que la moindre des libertés germaniques à la mode d'autrefois ou le moindre des Droits de l'Homme à la française eussent fait et feraient encore beaucoup mieux leur affaire. D'autres, parmi les députés allemands, authentiquement et loyalement allemands, s'étaient résignés plutôt que ralliés à l'unité impériale, sans se rallier de cœur à l'hégémonie de la Prusse ni se résigner à la tyrannie bismarckienne : les Princes, dépossédés par la Prusse, conservaient de leurs féaux; les démocrates, joués par Bismarck, conservaient de leurs espoirs.

Au *Reichstag*, néanmoins, ce n'était, tout compte fait, que minorité négligeable, désaccord à peine perceptible dans la quasi-unanimité nationale de droite et de gauche. Mais quelle cible commode offraient ces protestataires et ces mécontens aux mordantes railleries, aux colères réelles ou simulées, aux imputations même calomnieuses du Héros national! Il se campait en face, Lui, le maître, l'époux légitime de la Nation, et, de ses flèches acérées, empoisonnées, il tirait dans le tas des traîtres avec cet arc incomparable que nul autre des humains de son temps ne bandait aussi vite : Ulysse, rentré dans sa demeure après vingt ans d'absence, vingt ans de victoires et de glorieuses

aventures, n'avait pas fait une plus belle hécatombe de tous ceux qui voulaient séduire la femme de sa jeunesse et changer quelque chose dans le lit nuptial que, de ses propres mains, il s'était arrangé.

Et par-dessus toutes les querelles, qui naissent en Germanie comme champignons après l'orage, quel devoir de discipline et d'entente ne créait pas à tous les patriotes la lutte en commun contre ces ennemis de la patrie ! Et quel utile détournement de l'activité parlementaire vers la chasse, tantôt à droite, tantôt à gauche, des mauvais Allemands que le Héros national désignait tour à tour à la vindicte publique !

C'est ainsi qu'à la voix de Bismarck, le *Kulturkampf*, le bon combat libéral pour la vraie *Kultur* nationale occupa plus de cinq années le *Reichstag* (1871-1875) : flattant les passions anticléricales de la gent universitaire, réveillant cette haine historique du Pape qui, depuis Canossa, sommeille au cœur de tout bon Allemand, donnant au Chancelier une allure de Luther ressuscité, le *Kulturkampf* lui valut une solide majorité de gauche, jusqu'au jour où, brusquement, il changea d'ennemis et tourna ses armes de la réaction contre la révolution ; alors (1875-1890) le bon combat conservateur pour la tradition nationale, pour le droit héréditaire, pour la famille, le trône et la société, lui valut une meilleure majorité de droite et dirigea tout l'effort du Parlement contre les socialistes, contre cette Internationale rouge, qui devenait beaucoup plus dangereuse à la sécurité de la Nation, disait le Chancelier, que naguère l'Internationale noire.

En cette utilisation toute germanique du régime parlementaire, il arrivait parfois que la chasse aux ennemis de l'intérieur ne suffisait pas à maintenir le Parlement en sujétion, ni l'opinion en état de grâce patriotique. Parfois aussi, souvent, une violence ou une maladresse de Bismarck dépassait la mesure et lui mettait aux trousses les jappemens des roquets et les *lazzis* des rieurs. Parfois, enfin, malgré sa docilité coutumière, le *Reichstag* hésitait devant une nouvelle charge d'armemens qu'Il jugeait, Lui, indispensable à la pérennité de Son œuvre. Alors, c'était au tour de la France ou de la Russie de fournir une cible aux récriminations, aux calomnies, aux menaces du Vieillard irrité, et, sur les ennemis de l'extérieur, l'arc terrible faisait pleuvoir ses flèches : « On ne fait pas toujours la guerre par haine, disait-il, car s'il en était ainsi, la

France devrait toujours être en guerre, non seulement avec nous, mais aussi avec l'Angleterre et l'Italie : elle hait tous ses voisins. »

Et le Chancelier de montrer l'Allemagne « prise entre les deux mâchoires de la France et de la Russie, » le jour où quelque complot franco-russe contre Vienne ou contre Berlin déclencherait « l'attaque, l'assaut à l'improviste, sans crier gare !... » Car il viendrait, en vérité, il devait venir, le jour de colère, le jour de malédiction et de mort où, par la faute de sa situation géographique, par son manque de frontières naturelles, par le poids de son passé et la gloire même de son présent, l'Allemagne serait jetée sous le couteau du dépeçage, sous la haine et sous la revanche de tous ses rivaux, si la Nation leur permettait, ne fût-ce qu'une minute, de croire qu'elle avait perdu de sa discipline et qu'elle sacrifiait aux illusions démocratiques, aux fictions parlementaires, sa cohésion muette autour du Chef de guerre !...

Pendant dix et quinze ans, ce jeu de l'arc délivra le Chancelier de toutes les difficultés intérieures. Mais il n'est si merveilleux tournoi qui, à la longue, ne lasse un peu la faveur du public ; il n'est surtout, même en Allemagne, ni héroïques carnages ni divines fureurs qui ne finissent par exciter la pitié ou la colère. Au lendemain du Congrès de Berlin, qui avait été son apothéose, le Chancelier éprouvait déjà quelque peine à persuader la Nation qu'il était encore indispensable au salut national. Ce lui fut plus difficile encore après la signature de la Triplice, qui semblait donner la consécration à son œuvre : ses dernières années lui valurent au *Reichstag* dix fois plus d'opposans que les premières. Le temps, à lui seul, travaillait déjà contre lui : on avait vu jadis diminuer de conserve le pouvoir de Moïse et la docilité du peuple élu, à mesure que disparaissaient les vieillards qui avaient connu l'esclavage d'Égypte ; les jeunes gens regrettaient presque la plantureuse vie et les oignons des anciens jours.

La politique coloniale, qui survint là-dessus, acheva de convaincre la génération nouvelle que le Vieux exagérait, radotait un peu, qu'il ne croyait plus lui-même la moitié de ce qu'il aurait voulu leur faire croire : car enfin, si l'avenir de la Nation en Europe, si même sa situation présente et la sécurité de ses frontières étaient si mal établis qu'il fallût sacrifier à la

discipline nationale tout autre sentiment, à l'armement national, à la défense nationale tout autre besoin, pourquoi donc embarquait-il ses troupes et ses ressources vers des pays de nègres et de cocotiers ? pourquoi ces canonnières aux rivages du Cameroun et du Togo, si l'ennemi était aux portes, à toutes les portes de l'Empire ?

Les jeunes en arrivèrent à dire que le Vieux, ayant fait son œuvre, avait fait son temps, qu'après vingt ans d'unité disciplinaire et de garde sur le Rhin, l'Allemagne s'était acquis le droit et le loisir d'ambitions nouvelles, que « l'ancien cours » et le premier pilote l'avaient conduite aussi loin qu'ils pouvaient aller, qu'Il osait aller, mais qu'il fallait tenter un « nouveau cours » sous un pilote moins timoré. C'est alors que Guillaume II, avec la belle audace de ses trente ans, exigea brusquement la démission du demi-dieu et le renvoya définitivement à son sanctuaire de Varzin : l'impie eut de son côté l'Allemagne presque entière (20 mars 1890).

*
* *

Durant les vingt-quatre années de l'« ancien cours » (1866-1890), l'arbitrage de Bismarck avait scellé l'union entre l'Allemagne et le Hohenzollern et maintenu, aussi étroite que se pouvait, l'harmonie entre « l'esprit allemand » et l'hégémonie prussienne. Après les vingt-quatre années du nouveau cours (1890-1914), M. de Bülow déclarait que le maintien et le renforcement, — pour ne pas dire : le rétablissement, — de cette harmonie était devenu le problème capital de toute politique allemande. M. de Bülow laissait même entendre que, Bismarck ayant créé et fait vivre l'unité, Guillaume II ne l'avait ni affermie ni même suffisamment considérée. Il disait qu'il était grand temps de revenir à de plus sages conceptions et qu'un « amalgame plus complet du génie prussien et du génie allemand » était de la plus urgente nécessité.

On voit bien que, disgracié par Guillaume II, M. de Bülow se réclamait de Bismarck : « Dans la politique extérieure, comme dans la politique intérieure, j'ai considéré comme un devoir sacré de fortifier la couronne de toutes mes forces et par tous les moyens, de la soutenir et de la protéger, non seulement à cause de mon profond loyalisme et de mon attachement personnel à Celui qui la porte, mais aussi parce que je vois en elle

la pierre angulaire de la Prusse et la clef de voûte de l'Empire. » Ce fidèle disciple de Bismarck estimait donc que « l'Empire allemand, situé au centre de l'Europe, insuffisamment protégé par la nature sur ses vastes frontières, doit être et rester un État militaire; or, de forts États militaires ont toujours eu, dans l'histoire, besoin d'une direction monarchique. »

Mais État militaire et monarchie, ajoutait M. de Bülow, n'impliquent pas forcément pouvoir personnel et bon plaisir : « Une forte monarchie à la tête n'exclut pas naturellement une participation active du peuple aux choses de la vie gouvernementale; la vie politique de la monarchie moderne est une collaboration entre la couronne et le peuple; le devoir du gouvernement dans cet âge contemporain est d'éveiller l'intérêt politique de toute la nation par une politique résolument nationale. »

La grandeur de Bismarck et sa force étaient dans cette politique résolument, uniquement nationale. C'est ailleurs que Guillaume II a mis son ambition et son rôle. La Prusse et son armée, l'Allemagne et son unité, l'Empire bismarckien et son hégémonie sur le Continent ne pouvaient plus suffire à Sa jeune Majesté. Ni dans la Prusse ni dans l'Allemagne bismarckiennes, le troisième Hohenzollern ne trouvait un champ assez vaste. Il lui fallait, pour déployer son génie tout entier, les vastes mers et le monde; il lui fallait, pour porter aisément les charges et les frais de son rôle, les bénéfices et les revenus du commerce universel : la Prusse et l'Allemagne ne pouvaient pas sans les tributs de l'humanité tout entière, subvenir au fardeau financier de cette hégémonie universelle dont rêvait le Hohenzollern de 1890, comme le Hohenstaufen de 1200.

Dans l'Empire bismarckien de 1870 à 1890, la majesté sénile, timide, un peu falote d'un Guillaume Ier et la majesté mourante d'un Frédéric III s'étaient contentées de la place que Bismarck avait bien voulu leur laisser : le Chancelier n'avait eu d'ordinaire qu'à se louer de ses Empereurs. Mais déjà, que de fois il avait dû grogner et se défendre contre les réclamations et les interventions de leurs impératrices! Que de mal « Elles » lui avaient donné tour à tour, la vieille dame mystique, sentimentale, quasi-française et papiste, et la jeune dame anglaise, libérale, qui avait osé dire un jour : « Ce ne

serait pas un si grand malheur qu'*Il* s'en allât! » Encore avaient-elles, l'une et l'autre, connu les temps de l'épreuve avant ceux du triomphe. Elles avaient vu, de leurs yeux vu, ce qu'*Il* avait fait pour la dynastie et pour elles-mêmes. Elles n'avaient atteint l'Empire que tardivement, après avoir débuté et longuement vécu dans le personnage plutôt subalterne d'une simple reine ou d'une princesse royale de Prusse.

Mais Guillaume II arrivait au trône à peine âgé de trente ans; il avait été élevé depuis son enfance dans le rayonnement de la splendeur impériale et dans l'attente de cette succession; l'Empire ne lui était pas échu comme un cadeau des Princes ou du Peuple, ni par la grâce du génie bismarckien; c'était un bien héréditaire que son père et son grand-père lui avaient transmis « par la grâce de Dieu, » et qu'il avait désormais à sauvegarder et à transmettre pareillement.

Guillaume II tenait « pour valable toujours ce mot du grand Frédéric, qu'un roi de Prusse est le premier serviteur de l'État; » mais il déclarait aussi que dans l'Empire, c'est le *Kriegsherr*, le Chef de guerre, qui, ayant fait naguère toute la besogne, devait toujours avoir le premier rang : « C'est le soldat, c'est l'armée, ce ne sont ni les majorités ni les résolutions parlementaires qui ont forgé l'unité de l'Empire, » disait-il aux gens de Berlin (18 avril 1890) et il ajoutait aux gens de Dusseldorf (4 mai 1891) : « Il n'y a qu'un maître dans l'Empire; c'est moi; je n'en souffre pas d'autre, — *Einer nur ist Herr im Reiche, und das bin Ich; keinen anderen dulde Ich,* » et pour que l'Allemagne du Midi et de l'Ouest, où subsistait toujours le mauvais esprit de la France et de la Révolution, n'en pût ignorer, il écrivait sur le livre d'or des gens de Munich (9 septembre 1891) : « *Suprema lex, regis voluntas.* La loi suprême, c'est la volonté du Prince. »

C'était, dans l'empire de Bismarck, une théorie nouvelle ou, du moins, la reprise d'une théorie que l'Allemagne bismarckienne avait un peu oubliée. Depuis 1813, malgré sa déférence pour ses souverains légitimes, l'Allemagne avait attaché moins d'importance à leurs volontés qu'au salut du peuple. Napoléon, un peu rudement, lui avait inculqué la formule romaine *salus populi, suprema lex;* tout « l'esprit allemand » de la Germanie francisée tenait, en somme, dans ces mots, et Bismarck n'avait pu réconcilier cet esprit allemand à son hégé-

monie prussienne qu'en combinant la théorie prussienne de la volonté du Prince avec la théorie allemande du salut de la Nation : c'est en sauveur de la Nation qu'il avait exigé et obtenu le droit pour le Hohenzollern de la gouverner. Guillaume II s'en proclamait le maître, et le maître unique, et le maître héréditaire par la grâce de Dieu.

Le Grand-Père, pour devenir empereur, s'était contenté de traités en forme avec les Princes et de leur acclamation à Versailles, puis de la ratification du Peuple et d'un vote en règle du *Reichstag*. Guillaume II rêva d'onction sacrée, de couronnement religieux. En 1888, la grosse ironie de Bismarck coupa court, dit-on, à ce « projet de mascarade, » pour lequel l'impérial jeune premier avait déjà dessiné les costumes et les accessoires. Mais en 1914, si Guillaume II fût rentré vainqueur dans ce même palais de Versailles, il est probable qu'il y serait devenu l'oint du Seigneur dans la chapelle du Grand Roi, comme autrefois les Ottons ou les Frédérics le devenaient dans la chapelle de l'Apôtre ; prélude de chaque règne, l'expédition de Versailles aurait désormais remplacé pour le nouvel Empire ce qu'avait été la chevauchée de Rome pour l'Ancien ; ainsi Guillaume II aurait été le véritable fondateur, le Charlemagne de ce Saint-Empire français de nation allemande, dont Bismarck et le Grand-Père n'eussent plus été que les précurseurs, les Grimoald et les Pépin.

A défaut de l'onction de la main des évêques, Guillaume II crut avoir reçu de ses pères le droit divin de disposer à son gré de toutes choses : puisque Dieu l'avait envoyé comme empereur, l'Allemagne avait le devoir religieux de le suivre partout où l'inspiration divine le conduirait. Et ce devoir religieux, toute l'expérience des siècles passés en faisait pour les Allemands un devoir historique ; car aujourd'hui, comme autrefois, Dieu envoie des conducteurs inspirés aux peuples qu'il aime et qui lui sont fidèles ; vue d'un peu haut, toute l'histoire de l'Allemagne est éclairée ou obscurcie par les éclats ou les éclipses de cette faveur divine, qui envoie les bons empereurs, suscite les incapables ou même retire l'empire aux Allemands et le concède à d'autres peuples, suivant qu'Il est satisfait ou mécontent de la piété et de la fidélité germaniques Ce n'est pas seulement le peuple d'Israël qui, tour à tour, profita des bontés du Seigneur et pâtit cruellement de Ses

colères. Guillaume II, un jour, s'est donné la peine de bien exposer cette philosophie de l'histoire aux gens de Berlin, en prenant à témoin, non pas David et la Sibylle, mais *Babel und Bibel*, la Bible et Babylone, et en leur expliquant, de son cru, les surprenantes ressemblances de texte, de mots, de formules, que signalent les assyriologues entre les lois babyloniennes d'Hamourabi et la législation mosaïque de la Bible. Les assyriologues peuvent s'étonner de cette conformité littérale entre un code laïque de Babylone, antérieur de plusieurs siècles, et le code divin du Sinaï, — mais Guillaume II, non pas. Il sait, d'inspiration divine sans doute, comme il sait tant d'autres choses qu'il n'a jamais apprises, il sait de science personnelle, donc infaillible, que, longtemps avant Moïse, bien d'autres conducteurs de peuples, tels Abraham et Hamourabi, avaient reçu du ciel cette même inspiration, qu'après Moïse, d'autres conducteurs de peuples, parmi lesquels *notre* Luther et Shakspeare et Gœthe et l'inoubliable Grand-Père, ont continué de recevoir.

Mais si le Grand-Père fut le messager et le protégé du Ciel, s'il fut envoyé par un décret de la Providence à la race germanique pour lui ramener l'empire, l'unité et la paix, est-il déraisonnable de croire qu'avec la couronne, le Petit-Fils a hérité cette protection, dont sa ferveur, au moins en public, continue de lui mériter les bienfaits? En pays musulman, la bénédiction divine, la *baraka*, est un bénéfice de famille, une sorte de fief immatériel, mais très profitable, que le père transmet à sa race. En politique, comme en finances, Guillaume II sait marier la Croix et le Croissant : il a un christianisme tout islamique ou judaïque. Mahomet croyait que Moïse et le Christ avaient été ses précurseurs; Guillaume II estime ne pas être trop indigne de ces grands modèles, et même il faut remonter dans la tradition sémitique bien plus haut que Mahomet, Moïse ou Melchisédech, pour comprendre toutes les théories et tous les actes de celui que les Turcs naïfs appellent aujourd'hui *Hadgi Mohamed Gilioun* et que le Berlinois plus irrespectueux appelait hier, non pas toujours *Seine Majestät*, mais parfois *Siegfried Mayer*, et parfois même *Shylock Mercator*.

En matière de finances et d'arts, les vieux pays sémitiques et les temps antérieurs à Abraham ont eu sur l'Allemagne du

XXe siècle une influence décisive : *Babel und Bibel* ont attiré les financiers et les ingénieurs allemands du *Bagdad*, les fouilles des archéologues allemands et le rêve impérial d'une colonisation mésopotamienne ; *Babel und Niniv* ont fourni aux maçons allemands les motifs et les partis pris de cette architecture entassée, dont notre snobisme commençait de déshonorer nos quais et nos boulevards ; jadis, en imitant Paris, l'Allemagne avait fabriqué son *rococo* du XVIIIe siècle ; aujourd'hui, elle fabriquait une sorte de *rococo* assyrien ou babylonien.

C'est aussi dans les inscriptions de Ninive que l'on trouverait peut-être les termes les plus justes pour bien décrire certains états d'âme du troisième Hohenzollern, ses féroces combinaisons de profits et de guerre, ses méthodes d'accaparement et de massacres : au nom de leur vieux Dieu, les Guillaume de Ninive, douze et quinze siècles avant le christianisme, égorgeaient déjà les prisonniers, mutilaient les vieillards, les enfans et les femmes, coupaient les oreilles, les seins, les nez, les pieds et les mains et tendaient de peaux humaines les murailles des villes rendues...

C'est en guerre et à l'égard de ses ennemis que le troisième Hohenzollern a été le meilleur disciple de ces vieux maîtres levantins ; en paix, à l'égard de son peuple, il s'est contenté de « sémitiser » un peu les théories et les pratiques du Saint-Empire romain-germanique et de copier ce Charlemagne qui, lui-même, dans l'intimité, se faisait volontiers appeler David. Il n'a pas rendu Charlemagne à la chrétienté d'Occident. Mais je crois que les historiens reconnaîtront en lui un type de Germain métissé de maritime et influencé de sarrasin, dans le genre de ce Frédéric II de Hohenstaufen, de ce petit-fils avantageux du grand-père Barberousse, histrion couronné que son rêve méditerranéen, sa fréquentation de l'Islam et sa folie de parades perpétuelles conduisirent à de si criminelles folies envers la communauté chrétienne et la morale humaine.

Le Pape écrivait aux Carolingiens : « Vous êtes une famille sainte, vous êtes un royal sacerdoce, » et les évêques carolingiens, en sacrant leur roi, l'oignaient « de cette huile de la grâce du Saint-Esprit, dont le Seigneur jadis oignit ses prêtres, ses rois, ses prophètes et ses martyrs. » Guillaume II, ayant eu le sacre en intention, s'est tenu pour prêtre et prophète autant

que roi ; s'il ne bénissait pas et n'oignait pas de sa main ses évêques, comme Moïse bénit et oignit Aaron, ainsi qu'il est dit dans le *Lévitique*, il bénissait son *Reichstag* : « Allez, messieurs ! que notre vieux Dieu veille sur vous ! qu'il vous accorde sa bénédiction pour l'accomplissement d'une lourde tâche au service de la patrie. *Amen !* » (4 juillet 1893.)

« Les prêtres, les rois, les prophètes... et les martyrs, » disaient les évêques carolingiens. Fustel de Coulanges a bien fait ressortir que ce caractère religieux, sacerdotal, de la royauté était en effet une source de martyres pour le roi, pour son peuple et pour le reste du monde : « Cette puissance surhumaine est un lourd fardeau. Je doute qu'elle ait rendu le gouvernement des hommes plus facile. Les Carolingiens furent écrasés par la haute idée qu'ils se firent de leur pouvoir. Commander au nom de Dieu, vouloir régner par lui et pour lui quand on n'est qu'un homme, c'est s'envelopper d'un réseau d'inextricables difficultés. Compliquer la gestion des intérêts humains par des théories surhumaines, c'est rendre le gouvernement presque impossible (1). » Les théories de Guillaume II n'ont pas rendu son gouvernement facile et c'est d'elles que sortent aujourd'hui les martyres de la Belgique, de la Serbie et de la Pologne, les souffrances de l'humanité tout entière, en attendant la crucifixion de l'Allemagne elle-même. C'est elles qui ont transformé la politique intérieure et extérieure de l'empire bismarckien.

D'un régime qui se disait national-libéral au dedans et qui, à défaut de la liberté, prenait du moins pour guide la sécurité de la Nation, elles ont fait comme une reprise de féodalité, une organisation hiérarchique, mais servile. D'une puissance qui se disait pacifique au dehors, défenderesse et championne armée de ses droits reconquis, et de quelques autres, mais respectueuse des intérêts du voisin, elles ont fait une accapareuse insatiable, une demanderesse infatigable de privilèges toujours nouveaux, un tyran de droit divin, qu'elles ont poussé et un jour acculé à la guerre, — un fléau de Dieu. Bismarck, serviteur de la Nation, avait été et voulu être un ouvrier de la paix européenne, persuadé que l'Allemagne, la Prusse et sa propre personne avaient tiré de la guerre tous les profits raisonnables.

(1) Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions*, p. 233.

Guillaume II, envoyé et serviteur de Dieu, fut l'artisan de la guerre mondiale.

*
* *

« C'est de la grâce de Dieu que vient la royauté : aussi la royauté n'est-elle responsable que devant le Seigneur ; elle ne peut diriger sa route et son effort que de ce point de vue. » Au début du xxe siècle, telle est la première phrase que Guillaume II, Empereur et Roi, voulut inscrire sur le *Livre d'Or séculaire du Peuple allemand*. Dans l'héritage de son grand-père, il avait trouvé, disait-il aux gens de Coblentz (31 août 1897), un « bijou rayonnant, un bijou sacré qu'il saurait tenir haut : la royauté de droit divin, la royauté aux devoirs difficiles, aux peines et aux travaux incessans, infinis, avec cette terrible responsabilité devant le seul Créateur, dont aucun homme, aucun ministre, aucune Chambre des députés, aucun peuple ne peut délier le prince. »

La grâce de Dieu, l'inspiration de Dieu, le service de Dieu, la crainte et le châtiment de Dieu sont devenus les rouages principaux de cette théocratie militaire où Dieu devenait le garant du lien personnel qui devait unir au Chef de guerre chacun de ses guerriers, — et tous les hommes valides devenaient les guerriers du Chef ; dans l'empire de Charlemagne, le serment des fidèles était déjà le vrai lien de l'État (1).

« Il faut, dit le *Capitulaire* de 802, que tous les hommes comprennent combien sont grandes et nombreuses les choses contenues dans ce serment. Il ne s'agit pas seulement, comme beaucoup l'ont cru jusqu'ici, d'être fidèles au Seigneur Empereur jusqu'à ne pas attenter à sa vie et ne pas introduire d'ennemis dans son royaume. Il faut que tous sachent que le serment de fidélité contient toutes les choses que nous allons indiquer, » et le *Capitulaire* les énumère : premièrement, chacun doit se maintenir dans le service de Dieu, « parce que le Seigneur Empereur ne peut pas avoir la surveillance et la correction de chacun de ses sujets ; » deuxièmement, il faut que chacun respecte le bien du prochain... ; cinquièmement, que « chacun s'arme et aille à la guerre à toute réquisition du prince ; sixièmement, que nul n'ose désobéir à aucun ban ou ordre du

(1) Voyez là-dessus le chapitre de Fustel de Coulanges, *le Serment de Fidélité au Roi*, à la page 238 du t. III de l'*Histoire des Institutions*.

Seigneur Empereur ni s'opposer à ce qui est de son service, ni aller à l'encontre de sa volonté ou de ses ordres, ni lui refuser l'impôt ou tout ce qui lui est dû... »

« Voilà, dit Fustel de Coulanges, des obligations fort diverses et fort étendues : elles sont toutes comprises dans ce que l'on appelle la fidélité au roi; tous les sujets jurent de les remplir. La conséquence est que tous les sujets deviennent des *fidèles*. Or, ce mot désignant aussi tous ceux qui avaient foi dans le Christ, les chrétiens, il en résulta que les deux expressions s'associèrent en une formule où se confondaient la fidélité à Dieu et la fidélité au roi, et le roi adressa ses diplômes *à tous les fidèles de la Sainte Église et de nous...* » Pareil serment obligeait tous les fidèles à une sujétion sans réserve, et non pas seulement à cette sujétion négative, telle que les sociétés modernes la comprennent et qui consiste à ne pas violer les lois du pays, mais à une sujétion effective qui soumettait tous les actes, toutes les pensées du peuple à la volonté du prince, à son signe de tête, *se principis nutui subdere :* sujétion de l'âme autant que du corps, de la conscience aussi bien que des gestes et des actes. On pourrait refaire ce *Capitulaire* de Charlemagne avec les discours de Guillaume II à ses recrues de l'armée et de la flotte.

Aux recrues de Berlin (16 novembre 1893) : « Sous le libre ciel de Dieu, vous m'avez prêté le serment de fidélité et, par là, vous êtes devenus Mes soldats, Mes camarades. Vous avez un poste d'honneur dans Ma capitale, dans Ma garde, et la charge de Me défendre, Moi et Mon empire, contre les ennemis du dehors et du dedans. J'ai besoin de soldats chrétiens, qui disent leur *Notre Père*. Le soldat ne doit pas avoir sa volonté; mais vous tous devez avoir une seule volonté, et c'est la Mienne; il n'existe qu'un ordre, et c'est le Mien. Et maintenant, allez et faites votre service et soyez obéissans à vos supérieurs. »

Aux recrues de la flotte (23 décembre 1893) : « Vous venez, sur vos étendards, de Me jurer le serment de fidélité : soyez avant tout fidèles à ce serment. Mon œil veille sur tout, et je saurai témoigner Ma reconnaissance à ceux qui, en toutes circonstances, auront fait leur devoir. »

« *Ipse Dominus Imperator non omnibus singulariter necessariam potest exhibere curam*, le Seigneur Empereur ne saurait montrer en tout et partout sa vigilance indispensable, » disait

modestement Charlemagne en son *Capitulaire* de 802. « *Mein Auge wacht über Alles*, Mon œil veille sur tout, » dit Guillaume II. C'est la seule différence. Pour le reste, le *sacramentum fidelitatis* carolingien est le prototype du *Eid der Treue* à la prussienne. Ils existaient sans doute l'un et l'autre bien avant que ces deux empires en fissent le ressort de leur gouvernement. Mais le caractère de ces deux régimes est d'avoir introduit le serment militaire comme règle et frein de la vie civile, afin que tous les sujets, devenus les « hommes » du Chef, Ses « fidèles », se soumissent désormais à Son premier signe de tête.

Sic volo, sic jubeo..., écrivait Guillaume II (17 décembre 1899), au bas de son portrait « grandeur nature, » qu'il offrait à son ministre des Cultes, von Gossler. Il omettait la fin du fameux vers latin *sit pro ratione voluntas*, — *et que ma volonté tienne lieu de raison :* il estimait sans doute que raison et cultes ne sont pas de même ordre et que Sa volonté doit tenir lieu, non pas seulement de raison, mais de religion, de morale, de science, de précédens et d'esthétique.

Aussi, malheur aux « infidèles, » malheur aux ennemis du dehors et du dedans! La loi des Ripuaires disait déjà : « Si quelque homme se met hors de la fidélité au roi, qu'il soit puni de mort et ses biens confisqués. » Et si plusieurs infidèles « à Dieu et à Nous » complotent contre l'empire et le souverain, pas de merci! même leur parenté avec le roi ou ses hommes ne saurait mettre à l'abri ces suppôts de Satan : le Carolingien sévissait atrocement contre son propre fils Pépin, « qui, sur les conseils du diable, s'était ligué avec d'autres infidèles à Dieu et à Nous. » Guillaume II dit aux recrues de Berlin (20 novembre 1890) : « On ne peut pas être un bon soldat, si l'on n'est pas aussi un bon chrétien; les recrues qui viennent de Me prêter leur serment de fidélité, comme à leur maître sur la terre, doivent avant toutes choses garder aussi leur fidélité à leur Maître et Sauveur céleste. » Et aux recrues de Potsdam (23 novembre 1891) : « Recrues! devant le serviteur consacré de Dieu et devant cet autel, vous M'avez juré fidélité. Vous êtes encore trop jeunes pour bien comprendre la signification vraie de ce mot... Vous M'avez juré fidélité, c'est-à-dire que, devenus Mes soldats; vous vous êtes donnés à Moi, corps et âme. Vous n'avez plus qu'un ennemi, Mon ennemi. Il est possible qu'en ces

temps de menées socialistes, je vous ordonne de tirer sur vos proches, vos frères, vos père et mère, — que Dieu nous l'épargne! — mais sachez que même alors ce sont Mes ordres qu'il faudra exécuter sans murmure... Dieu et Moi nous avons entendu votre serment de fidélité à votre Chef de guerre. N'oubliez pas la sainteté de ce serment et conservez à ce Chef suprême une fidélité dont s'honoraient déjà les plus anciens Germains. »

C'est bien là, en effet, une régression vers la plus ancienne Germanie, un renouveau de ces accommodations germaniques, qui, par le serment mérovingien et carolingien, tirèrent de l'empire romain, de la *res publica* juridique, l'empire féodal d'autrefois, l'État fondé, non sur la loi commune à tous et consentie par tous, mais sur l' « hommage, » sur la dépendance personnelle, sur le lien particulier d'homme à homme. Dans l'esprit de Guillaume II comme dans celui d'un Conrad ou d'un Otton, ce n'est pas l'État qui a des participans, serviteurs et bénéficiaires tout ensemble; c'est le Chef qui a ses gens, associés, subordonnés, amis, *Meine Soldaten, Meine Kamaraden ;* on disait aux temps carolingiens : *miles noster, comes noster.*

Le premier devoir des sujets est donc de considérer « que le terrible fardeau de responsabilités que le roi porte pour son peuple, lui donne un droit à la fidèle collaboration de tous. » (19 novembre 1899.) Mais cette collaboration fidèle, les sujets ne peuvent la donner véritablement que par leur obéissance absolue : la liberté bien entendue ne saurait être autre chose qne cette soumission entière à l'élu de Dieu. « Liberté de penser, liberté de culte et de prosélytisme religieux, liberté de recherche scientifique, voilà les libertés que je souhaite pour le peuple allemand et qu'à tout prix je veux lui acquérir; mais la liberté pour chacun de se mal conduire suivant son caprice, non ! » (28 novembre 1902.)

L'Allemagne, sous ce libre empire de Guillaume II, est comme l'humanité « sous le libre ciel de Dieu : » c'est d'en haut qu'elle doit attendre la règle permanente et la lumière quotidienne; c'est d'en haut que, tour à tour, tombent sur elle les aurores et les orages, les bénédictions et les colères, les faveurs et les châtimens; on fait sur sa tête le beau temps et la pluie; elle n'a qu'à accepter l'une et l'autre et à considérer que

la pluie, quand elle en souffre, est indispensable tout de même à la récolte qui pousse, à la fortune de demain.

Car, en échange de leur liberté aliénée, les fidèles ont droit au bien-être, au bonheur, à la fortune, ou, comme on disait déjà sous les Carolingiens, aux « bénéfices. » Le chef doit être aussi un protecteur, un bienfaiteur, un patron : serment, bénéfice et patronage, triples élémens inséparables du vrai régime féodal. Pas de bénéfice, pas de fidèle : « L'*homme* n'est pas l'ami de son *homme;* il l'est de sa fortune, » est le plus grand proverbe romano-germanique. Quand les fidèles et les évêques carolingiens acclamaient, puis couronnaient leur Chef suprême, ils « se remettaient à lui de leur plein gré, » ils le tenaient et promettaient de le tenir toujours pour leur seigneur et maître, mais à la condition qu'en leur commandant, il leur servît; leur latin est bien expressif en sa concision balancée, *ut nobis præsit ac prosit*, disaient-ils.

Ce n'est pas autrement que Guillaume II et son peuple ont entendu la fidélité et sa contre-partie. Si l'on oublie de regarder ce revers de la médaille, il est impossible de rien comprendre à la servilité superstitieuse que, depuis vingt ans, le divin Empereur a pu rencontrer dans son peuple et ne lasser jamais. Durant vingt ans et plus, cette docte Allemagne, qui se faisait une gloire de son esprit critique, de ses méthodes critiques et passait pour un foyer de liberté intellectuelle, de recherche et d'examen, ce peuple d'historiens, de philologues, d'éplucheurs de textes et de mots, d'exterminateurs de miracles et de légendes, a pu, sans jamais sourire ni hausser les épaules, écouter les sornettes et les coquecigrues que, sur tous les sujets, venait au pied levé lui débiter cet impérial bavard. Elle, qui ne se fie en tout qu'aux spécialistes, elle admettait Son universelle Compétence.

Il était vraiment pour elle le surhomme, l'homme-dieu. Elle tolérait de lui tous les actes que les humanités les moins chrétiennes ont pu tolérer de leurs dieux. Il avait rarement la douceur du Christ, rarement la sagesse de l'Esprit, plus rarement encore la souveraine équité du Père. Il brandissait plus souvent le tonnerre de Iahvéh. Il avait la férocité et les exigences du dieu de Ber-Sheeba ou d'Assour. Il lui arrivait de tenir sa parole la plus solennelle, — Krüger et Abd-el-Aziz en surent quelque chose, — comme un simple Mercure, et, s'il avait le

panache et le fracas d'un Mars, il n'en avait pas toujours l'audace et l'endurance. Il assénait ses complimens et ses protestations d'amitié avec la massue d'un Hercule, et il faisait de la peinture, de la sculpture, de l'architecture, des vers, de la musique, des drames et des opéras, avec la tranquille assurance d'un Apollon, mais beaucoup moins bien. Voici quelques vers de sa muse :

« *Der Maler Menzel angekommen,* »
Hat heut die Torwacht rapportiert,
Wir haben den Befehl vernommen
Und sind auf höchste enchantiert (1)...

A l'égard de ses père et mère, il n'avait que retourné les sentimens de famille d'un Saturne et, devant la souffrance et la mort des autres, il eut toujours l'indifférence d'un dieu des Achantis... N'importe : l'Allemagne était *auf höchste enchantiert*, pourvu qu'au maximum, elle en *benefizierte*.

Aux temps de l'Ancien Empire, toute fortune étant terrienne, le « bénéfice » ne pouvait être que territorial; pourvoir de terres chacun de ses fidèles était le premier devoir du Chef. D'où la première nécessité de la politique impériale : toujours agrandir la zone de commandement, les limites de l'empire et ses dépendances, afin de pouvoir agrandir et multiplier les bénéfices, donc le nombre et le dévouement des fidèles. L'Ancien Empire ne subsista que par les conquêtes territoriales aux dépens de tous ses voisins : il succomba dès qu'il voulut vivre sur l'Allemagne.

La fortune, aujourd'hui, vient moins abondante et moins rapide de la terre que de l'industrie, du commerce, de l'agio, des « affaires; » dans toutes les langues de l'Europe actuelle, ou peu s'en faut, terres et bénéfices ne sont pas termes synonymes, et le patron d'aujourd'hui est celui qui donne, non des champs ou des bois, mais un salaire, et le bon patron est celui qui assure un constant, abondant et grandissant salaire, et l'excellent patron, celui qui ajoute en fin d'exercice une part de bénéfices surérogatoires.

Il n'est pas douteux que Guillaume II s'est efforcé depuis vingt ans d'être le meilleur des patrons pour chacun de ses

(1) Réception du peintre Menzel à Sans-Souci, 13 juin 1895.

fidèles et pour l'ensemble : il a voulu que l'Allemagne devînt par le commerce, l'industrie et l'agio la plus riche qu'il se pouvait; il a, de sa personne, travaillé à multiplier chaque jour les instrumens de la fortune publique au dedans et les occasions de succès économiques au dehors. Il a éveillé ou surexcité dans toutes les classes de son peuple un âpre désir d'argent, qu'il s'est efforcé de contenter.

Fut-ce un bien pour l'Allemagne? M. de Bülow, quand il écrivit son livre, pensait déjà que, si les particuliers en ont profité, la Nation en a plutôt souffert et qu'une Allemagne moins riche, mais plus politique, moins enfiévrée d'affaires, mais plus curieuse d'idées morales et de libres discussions, aurait été plus forte contre les dangers qui continuaient de menacer son unité : « Ils sont passés, disait M. de Bülow, les temps où il n'importait pas au bien de l'État que la Nation comprît quelque chose aux lois qui lui étaient octroyées. Dans les questions économiques, s'agitent sans doute les groupemens d'intérêts agricoles, commerciaux et industriels; mais, en général, l'Allemagne subit les décisions législatives avec l'entière passivité d'un sujet à intelligence bornée... Une participation active à la marche des affaires politiques, voilà ce qui nous fait défaut, à nous autres Allemands... Le destin pourrait bien entreprendre de nous éduquer à ce point de vue... Espérons qu'elles ne seront pas trop cuisantes, les épreuves qui ajouteront le talent politique aux dons nombreux et brillans que nous avons reçus. »

Quant aux résultats pour le reste de l'humanité, M. de Bülow, quand il écrivit son livre, ne pouvait pas les mesurer comme nous faisons aujourd'hui. Peut-être aurait-il pu les prévoir. Mais il était diplomate; il semble que les choses du métier lui aient un peu masqué les autres : il crut que ses victoires diplomatiques avaient à jamais assuré le présent et l'avenir de la paix mondiale. La « politique anglaise d'encerclement de l'Allemagne » avait été vaincue, balayée, disait-il, dans la crise bosniaque de 1909; elle ne pourrait plus renaître, et comment aurait-elle pu, d'ailleurs, ne pas se briser sur « le rocher de bronze de la Triple Alliance? »

M. de Bülow ne voulait pas voir que la *Weltpolitik*, conséquence inéluctable des conceptions et des besoins de l'Allemagne fidèle, acculait le Patron, et plus étroitement chaque jour, à

une expansion plus débordante et plus exigeante : il fallait que le Hohenzollern de 1914, imitant le Hohenstaufen ou le Carolingien d'autrefois, imposât, arrachât à tous ses voisins, à l'humanité tout entière, non plus des concessions territoriales, mais des concessions économiques de toute nature. Commerce, industrie, agio, les affaires pour l'Allemagne de Guillaume II devenaient chaque jour davantage « l'argent des autres, » et, de quelques noms honorables ou de quelques prétextes désintéressés que l'Empereur voulût bien parer ses offres de « patronage » douanier et de « recommandation » politique, c'était la servitude de l'Europe, et même le servage du genre humain qui devenait nécessaire à la prospérité des fidèles, donc à leur contentement et fidélité et, par suite, à l'autorité divine du patron. Toutes les autres causes apparentes de la guerre actuelle ne sont que secondaires auprès de celle-là. Bismarck et ses empereurs de la Nation avaient pu garder la paix avec le reste des hommes. Guillaume II, empereur du bénéfice, devait être acculé tôt ou tard à exiger de tous les peuples l'adhésion au système germanique, l'allégeance au Chef germanique.

Les sociétés et les langues de Germanie ont toujours eu des conceptions et des formules très aptes à combiner la liberté d'autrui avec la suprématie du Germain. Dans nos terres gallo-romaines, les Francs implantèrent la *mainbour*. C'était pour l'homme libre un moyen honorable et légal de « se livrer et commender » à quelque puissant protecteur. « Il est constant, — faisait dire à cet homme libre, mais respectueux, la formule de la *mainbour*, — il est constant que je n'ai pas de quoi me nourrir et me vêtir; en conséquence, je me suis adressé à votre bonté et me suis résolu, par ma volonté, à me livrer et commender à vous. Vous devrez m'aider et me soutenir tant de la nourriture que du vêtement, autant que, de mon côté, je pourrai vous servir et bien mériter de vous. Tant que je vivrai, je devrai vous rendre le service d'homme libre et l'obéissance : je n'aurai pas la faculté de me retirer de votre puissance et mainbour : je resterai tous les jours de ma vie sous votre pouvoir, en votre défense (1). »

Ingenuili ordine tibi servitium vel obsequium impendere debeam : la libre adhésion de l'Europe et de l'humanité au

(1) Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions*, IV, p. 268.

service de l'Allemagne impériale, au respect de la personne et de l'autorité impériales, devenait indispensable à la prospérité, comme à l'obéissance de l'Allemagne et de son Peuple, à la tranquillité de ses Princes, à la toute-puissance de son Empereur. Il était constant d'autre part, — et personne en Allemagne n'en faisait le moindre doute, et il ne manquait pas au dehors d'hommes libres que ployait déjà la même conviction, — il était constant que l'Europe et l'humanité, abandonnées à leur caprice, étaient incapables de s'organiser et de s'instruire et qu'il leur fallait l'initiation plénière à la *Kultur*, la soumission complète à la *Disziplin*. Culture et discipline sont choses latines qui, depuis des siècles, par les Latins, sont devenues l'apanage du genre humain. Mais *Disziplin* et *Kultur* sont le propre de l'Allemagne et la clef des temps futurs : sans elles, pas de progrès, pas de bonheur, pas de salut pour le monde.

Qu'était la *Weltpolitik*, sinon l'offre et l'imposition de la *mainbour* prussienne à toute l'humanité pour l'assurance des bénéfices que l'Empereur devait à sa fidèle Allemagne?

Aussi longtemps que Guillaume II espéra que ses grâces, ses sourires, ses exhortations et son prestige amèneraient les hommes blancs à une intelligence réelle de la situation et courberaient sous sa *mainbour* l'Europe, puis l'humanité librement soumises, empressées, reconnaissantes, il fut le plus bruyant, mais le moins aventureux des Chefs de guerre : cela dura quatorze années environ (1890-1904). Quand il constata que la rébellion française, l'ingratitude anglaise et la barbarie russe osaient prendre quelques précautions pour sauvegarder une liberté dont Paris, Londres et Pétersbourg faisaient un si mauvais usage, il crut que la première menace abattrait le fol orgueil de ces « infidèles » et leurs menées impies. Contre ces suppôts de Satan, il choisit Tanger pour Sinaï et lança les foudres de son éloquence (mars 1905). Mais, sur mer, les foudres et les poudres sont parfois mouillées. Le discours de Tanger rata.

Il s'y reprit une première fois en 1907, une seconde fois en 1909, une troisième en 1911 : chaque fois que nos imprudences marocaines lui en donnaient l'occasion, il remettait son tonnerre en branle, avec cette insistance qui, sur son peuple, pouvait être une habileté, mais qui n'avait d'autre résultat sur les hommes libres que de les vacciner de plus en plus contre le respect et contre la crainte. Chaque fois, il était

obligé de prononcer davantage son geste de menace et d'offensive. Il arrive aux escrimeurs les plus expérimentés de trop se fendre et d'être obligés de suivre le coup pour ne pas perdre l'équilibre. Certains pensent qu'en 1914, « l'Empereur de la paix, » s'étant trop fendu, s'en alla donner du nez dans la guerre.

Il semble plutôt que, depuis les guerres turque et balkanique de 1912 et 1913, la guerre européenne entrait dans les nécessités économiques de l'Empire et dans les devoirs du *Kriegsherr* commercial. Bismarck ayant pris l'Allemagne dans la pauvreté et l'ayant conduite à la fortune, c'est à l'hégémonie financière que Guillaume II avait à l'élever, et c'est à l'apogée industrielle qu'en 1900-1902, il s'était cru tout proche d'atteindre; mais en 1903-1904, l'édifice craquait sous l'assaut d'une crise subite; puis, de 1907 à 1914, la crise renouvelée amenait la gêne, la faillite, peut-être la banqueroute, aux portes de la grande usine, de la *Weltusin* germanique (si l'on peut dire). La guerre de 1914 fut une campagne de liquidation : moyennant une grosse indemnité de guerre, qui eût remboursé à l'Allemagne des cartells les énormes avances qu'elle avait gaspillées depuis quinze ans, l'Empereur victorieux aurait mis les vaincus sous sa « garde et sauvement. » Dans le système féodal, il était convenu jadis que l'homme de guerre « sauvait et gardait » le laboureur, sa famille, sa maison, sa récolte et ses meubles et que le laboureur payait cette protection par une redevance pécuniaire et par l'obéissance. En 1914, Guillaume II vainqueur aurait tenu sans doute aux laboureurs de l'Europe le langage du seigneur d'autrefois : *Promittimus bona fide vos et vestra temporalia rationabiliter et benigne gardare tanquam bonus garderius et superior vester dominus.* Et Guillaume II n'a pas encore compris pourquoi la Belgique et la France, n'admirant pas ce latin de corps de garde, ont repoussé les offres d'un si bon maître.

VICTOR BÉRARD.

TRANCHÉES ET MINES

On savait bien que dans le passé, sous Louis XIV, par exemple, les tranchées avaient joué un rôle important dans les campagnes. Surtout dans la guerre de siège, où les mines, elles aussi, étaient et sont encore chose normale. Mais avec les progrès de l'armement, qui devaient changer la face des choses et des procédés de la guerre, il semblait que ces méthodes d'attaque et de défense eussent fait leur temps. Et certains paraissent croire que la guerre, en les continuant, en est revenue à des méthodes presque préhistoriques.

C'est là une erreur : on ne les a jamais abandonnées, et, dans les guerres les plus récentes, il en a été fait grand usage. Autrefois à Sébastopol, plus récemment durant la lutte russo-japonaise, hier encore, dans les Balkans, au siège d'Andrinople, par exemple, où d'après le récit du colonel Piarron de Mondésir, tranchées, fils de fer, grenades à main, boucliers de sapeurs ont été des deux côtés d'emploi constant (1). Ce qui est nouveau, ce n'est point l'emploi de procédés qui ont toujours existé, mais l'extension qui leur a été donnée. Ce ne sont point les Alliés qui l'ont imposée; la guerre de tranchées et de mines n'est pas trop dans leur tempérament. « Les Français ne sont pas bons pour les levées de terres, » disait Turenne. Ils sont plus portés au combat au grand jour, aux opérations brillantes, exigeant l'ardeur et la vitesse, qu'à la lutte pied à pied, tenace, entre lignes de réduits souterrains, qui demande de la patience et l'habileté à se défiler. Mais ils ont dû l'accepter, et s'y adapter.

(1) Colonel Piarron de Mondésir, *Siège et prise d'Andrinople;* Chapelot, 1914. Pour Sébastopol, voyez *Sébastopol, guerre de mines,* par le capitaine F. Taillade; Berger-Levrault, 1906; et *La Guerre de Tranchées, il y a soixante ans,* par Victor Goedorp (Dorbon aîné).

Ils étaient excellens à la guerre à découvert : ils ont dû subir la guerre de taupes, et s'y sont faits parfaitement. Ils ont la souplesse et la plasticité requises, et l'ont bien montré.

Et, sans doute, l'ennemi qui a cru devoir chercher un refuge dans les méthodes du génie, doit regretter à plus d'un point de vue la leçon qu'il nous a donnée.

Le but de la guerre est de vaincre, d'imposer sa volonté, d'amener la décision. Or la guerre de tranchées ne fait que retarder cette décision. C'est un de leurs généraux qui l'a dit. Voici ce qu'écrit Bernhardi : « Dans tous les cas, les positions fortifiées se sont montrées incapables de procurer le succès qui est l'objet de toute guerre... » Il dit encore : « Dès qu'Osman (à Plewna) se fut laissé river à ses positions, il cessa d'être vraiment dangereux. » Et ailleurs : « Au point de vue tactique, la fortification augmente les avantages de la défense frontale, mais augmente aussi grandement les inconvéniens. D'abord, les retranchemens portent toujours à accorder plus de valeur à la protection qu'à l'action. Puis ils rendent à peu près impossibles les changemens de front et le passage à l'offensive, car ces deux opérations contiennent un renoncement à la protection dont précisément on attend le salut. Pour l'assaillant, il se dégage de tout ceci, qu'il ne doit pas se laisser attacher par les positions fortifiées, quand il peut l'éviter; il ne ferait que se soumettre à la loi de l'adversaire. Il doit, au contraire, tâcher d'entourer la position et, par là, de la rendre inoffensive. Par là seulement on peut garder le fier privilège de l'initiative, même en présence d'un ennemi terré. »

Depuis que la guerre de tranchées a été inaugurée, les positions ne changent plus, et l'assaillant a perdu « le fier privilège » dont parle Bernhardi. Il en est réduit à se défendre et sait que le temps travaille contre lui. La guerre de tranchées, c'est la fin de l'agresseur. Dans le cas présent, il est devenu assiégé, et l'assiégé succombe toujours avec le temps : pensée fortifiante, qui nous fait accepter une méthode si étrangère à notre tempérament, et qui semble arriérée et désuète. Arriérée, au sens d'ancien, c'est certain; désuète, pas du tout. La guerre de tranchées s'est faite à toutes les époques, et elle se fera encore, au moins autant que par le passé. La campagne de 1914-1915 lui donnera un regain de faveur. A la guerre il faut avancer, mais il est plus essentiel de ne pas reculer ; cette considération

suffit pour justifier le recours à la méthode des tranchées.

Comment prit naissance cette guerre, comment elle évolua, comment naquit et évolua, aussi, la guerre de mines, voilà ce que je voudrais dire, pour indiquer aussi la façon dont elles se pratiquent en ce moment, pour quelque temps encore.

*
* *

C'est évidemment dans la préhistoire qu'il faut aller chercher la première tranchée. Non pas à l'époque gallo-romaine ou celtique, à l'époque « proto-historique, » à laquelle le très regretté et héroïque Joseph Déchelette a consacré son dernier livre, paru quelques semaines avant la déclaration de guerre (son *Archéologie Celtique ou Protohistorique*, formant le quatrième volume de son magistral *Manuel d'Archéologie*), mais plus loin encore. Déjà les Celtes avaient un armement perfectionné : casques, cuirasses, boucliers, épées, poignards, lances, javelots, et ils savaient s'abriter derrière leurs armes défensives. Mais c'est encore plus en arrière dans le passé, chez l'homme préhistorique, chez la brute néanderthalienne et parmi ses devanciers, qu'a dû commencer la tranchée.

Au début, elle dut être fournie par la nature. Dressé à l'art de se défiler pour surprendre les animaux dont il se nourrissait, et les approcher assez pour leur envoyer la pierre, la flèche, ou le javelot à pointe en silex qui les mettaient hors de combat, le primitif savait se cacher derrière les rochers, les arbres, s'avancer en rampant dans les dépressions de terrain, utiliser les rigoles creusées par les eaux sauvages. Dépressions et rigoles furent ses premières tranchées.

L'homme qui, après avoir utilisé les éclats de silex fournis par la nature comme armes de jet, outils, ustensiles, sut façonner lui-même délibérément des silex en des pièces qui sont des merveilles de finesse et d'élégance de formes ; cet homme assurément avait trop d'ingéniosité pour ne pas façonner aussi des accidens de terrain. D'abord, il dut développer, améliorer les accidens naturels, les approfondir, les élargir. Les animaux de chasse ont leurs habitudes : on sait où ils passent, où ils vont boire. L'homme primitif ne l'ignorait pas, et s'embusqua sur leurs routes. Il fut amené à perfectionner ses embuscades par les avantages qu'il leur trouva, peut-être même à en créer de toutes pièces; il possédait des silex à fouiller le sol.

S'il avait avantage à se défiler dans ses rapports avec les animaux, il en avait souvent autant dans ses rapports avec ses semblables. La tranchée d'attaque ou de défense prit naissance : on s'y tenait abrité, prêt à repousser les ennemis à coups de pierres ou de flèches. Mais c'est seulement après l'établissement de groupemens humains ayant quelque cohésion, que se formèrent des agglomérations plus ou moins défendues par des murs et des fossés, et qu'eurent lieu des guerres un peu étendues, comportant quelque stratégie et une certaine technique dans les procédés de combat. Il est du moins permis de le conjecturer.

Ce qui est certain, c'est que l'esprit inventif de l'homme primitif lui fit faire de rapides progrès. Sans doute, tout n'est pas de lui dans ces progrès. Il a pu copier, s'inspirer des méthodes des animaux, et leur emprunter la galerie.

Est-ce la taupe qui lui donna des leçons ? ou bien le lapin? Toujours est-il que, dès le début de l'époque romaine, en 430 avant l'ère chrétienne, d'après Tite-Live, Servilius, assiégeant les Étrusques dans Fidènes, ne trouva rien de mieux que de creuser, de son camp jusque sous la citadelle assiégée, une galerie souterraine par laquelle ses soldats débouchèrent au cœur de la ville dont ils s'emparèrent sans peine. Voilà un exemple de mine, de mine offensive.

Mais la mine défensive date aussi d'une époque reculée. Sous Philippe II de Macédoine, au IVe siècle avant Jésus-Christ, la contre-mine était connue. On savait, si l'assiégeant poussait des mines ou galeries souterraines contre la ville, établir une contre-mine : un fossé profond, en avant des remparts, où l'on accumulait du bois. Dès que les mines des assiégeans arrivaient à ce fossé, on mettait le feu au bois, que l'on couvrait de mottes de gazon. De la sorte, la fumée, refoulée dans les galeries ennemies, asphyxiait les occupans. Certains stratégistes y lâchaient des essaims d'abeilles, on dit même des ours et bêtes féroces, — à Themiscyre par exemple (68 ans avant Jésus-Christ), — ou bien des choses malpropres ou incommodantes. A Apollonie, l'assiégé put repérer la direction des mines de l'assiégeant, et creusa des puits qui communiquaient avec elles, puits par lesquels il versa de l'eau et de la poix bouillantes, des vidanges et du sable rougi au feu.

Dès cette époque, le problème des écoutes était posé, et résolu. Le bruit des mineurs se propage à une certaine distance

dans le sol : en écoutant, chaque parti peut se rendre compte de ce que fait l'autre, où il se trouve, à quelle distance, dans quelle direction. Durant le siège de Barcé, en Cyrénaïque, un chaudronnier imagina de faciliter leur besogne aux écouteurs, en leur donnant un bouclier d'airain qu'on posait sur le sol, pour l'employer à ausculter. Le son était renforcé, et on savait s'il y avait des mineurs dans le voisinage. Le service des écouteurs a conservé jusqu'au moment présent toute son importance, bien qu'on n'y utilise plus le bouclier d'airain.

Les mines ne servaient pas seulement à pénétrer sous la ville, ou à contrebattre les galeries des assiégeans : on les employait encore à ouvrir la brèche. L'assiégeant les conduisait jusque sous la muraille, puis les prolongeait en équerre, à droite et à gauche, en suivant celle-ci. Le travail consistait à saper les fondations et à remplacer une certaine épaisseur de pierres par des bois placés debout, soutenant le mur. Quand on en avait de la sorte sapé une bonne longueur, on mettait le feu aux étais, et la superstructure, privée de soutien, s'effondrait. L'assiégeant n'avait plus qu'à se ruer par la brèche. La méthode fut employée à Thèbes.

On remarquera que, de l'aveu de César, les Gaulois étaient fort experts aux mines souterraines, dont, dit-il, « le travail leur était familier, à cause des mines de fer dont leur pays abonde. » Et quand les Romains voulaient, à leur tour, creuser une mine, « les Gaulois l'éventaient, la remplissaient de pieux durcis au feu, de poix bouillante et de pierres pesantes; ils arrêtaient ainsi nos mineurs et les empêchaient d'approcher des mines. »

La guerre souterraine se transforma naturellement, quand la poudre à canon lui donna des possibilités nouvelles et fort intéressantes; on paraît avoir mis le temps à s'en apercevoir : deux cent cinquante ans environ. Ce n'est guère qu'après 1500 que la poudre a servi comme explosif dans la guerre de siège, entre les mains de Pierre de Navarre. Il s'agissait de réduire les forts de Naples. Le capitaine A. Genez, dans son très intéressant *Historique de la guerre souterraine*, raconte comment Pierre de Navarre s'y prit. Il creusa des mines, aboutissant sous l'enceinte de la citadelle, et les bourra de poudre. Après quoi il somma les Français de se rendre sous peine d'être écrasés. Ceux-ci avaient bien entendu quelque bruit souterrain,

mais n'y avaient pas pris autrement garde. Ils refusèrent avec mépris. Pierre fit jouer ses mines ; le mur s'effondra, et, par la brèche, l'assaillant se précipita. Toutefois, le Château de l'Œuf tenait encore, perché sur un rocher presque détaché de la terre ferme. Une galerie fut poussée dessous et remplie de poudre. Le rocher se fendit, et les murailles tombèrent à l'eau; les assaillans n'eurent alors pas de peine à enlever ce qui restait des assiégés.

La gloire de Pierre de Navarre en fut beaucoup accrue. Il lui restait cependant quelque chose à apprendre, car à Bologne, en 1512, il lui arriva ce fait bizarre que ses mines en explosant firent simplement remonter la muraille comme un rideau, après quoi elle retomba en place, ayant laissé voir un instant derrière elle « la ville et les soldats en bon ordre. » On cria au miracle. En réalité, il y avait eu erreur. Les mines avaient été placées trop exactement au-dessous du centre de gravité des murs. Le même fait se serait présenté, en 1795, à Fontarabie.

La mine explosive d'attaque devait provoquer l'apparition de la mine explosive de défense. Cela ne manqua point ; au XVIe siècle, elle fonctionnait déjà, par exemple au siège de Vienne par les Turcs, en 1529. On avait même eu l'idée des mines défensives chargées d'avance, des mines préparées en temps de paix sous les ouvrages défensifs qu'on pouvait être obligé d'abandonner. En les faisant jouer, une fois les troupes et l'armement retirés, et pendant que l'ennemi s'installait, on avait la satisfaction de tuer du monde à celui-ci et de lui enlever une position utile. C'est ce qui eut lieu à Padoue en 1509. Les Vénitiens durent abandonner un terrain où Allemands et Espagnols se précipitèrent. Mais les mines préparées par les assiégés ayant joué, les assiégeans volèrent en l'air, faisant ce que le chevalier de Ville appelait « le saut périlleux. » La méthode parut bonne, et le génie prit l'habitude d'établir une rangée de mines défensives en arrière du mur principal, entre lui et un second mur intérieur, qui y était parallèle.

Mines et contre-mines jouèrent un grand rôle au siège d'Ostende en 1601-1604. En fait, une grande partie de la guerre se passa sous terre. Les mineurs des deux armées se cherchaient pour ruiner l'ouvrage de l'adversaire et se rencontraient en corps à corps sanglans. Une galerie tout à coup s'ouvrait dans celle des ennemis et aussitôt on s'entre-tuait. « Il fut combattu

sous terre à outrance, dit le chevalier de Bonours, voire avec telle obstination qu'il advint par deux fois qu'assiégeans et assiégez s'étaient entre-tués en assez bon nombre, sans qu'un seul fust resté vivant pour raconter le succez du combat, ainsi furent trouvez les corps gisans dans les cavitez de la terre ainsi qu'ils étaient tombez, percés de diverses plaies. » On se battait dans l'obscurité, à la seule lueur des mousquets : « Ainsi à l'aveuglon on s'entre-donnait des coups orbes, sans se voir ni pouvoir juger à qui on avait affaire. Bien souvent le feu s'éprenait intempestivement à la poudre préparée pour les mines, ensevelissant tout vifs ceux qui s'entre-affrontaient dans ces grottes et cavernes artificielles, ainsi que lutons, et poussant bien haut en air ceux que le sort faisait rencontrer dessus. »

De même à Arras en 1654 : on y voit le contre-mineur marchant sous terre à la rencontre du mineur, et s'efforçant de ruiner ses galeries. En fait, la pratique des mines était devenue à tel point répandue que le besoin d'une théorie, d'une codification des méthodes et des procédés, s'était fait sentir. Le chevalier de Ville fut le premier à formuler un ensemble de règles, tant de l'attaque que de la défense par mines. Il établit une sorte de corps de doctrine d'où il résultait, d'après le poète Desmarets, qui appréciait les efforts impartialement tentés pour l'une et pour l'autre, « que l'on peut prendre tout, et qu'on ne peut rien prendre. »

Le chevalier de Ville insista sur la nécessité de bourrer les fourneaux, pour les empêcher de « souffler » dans la galerie et de la démolir; il indiqua une méthode ingénieuse de « puits à cascanes, » moyen terme entre le puits simple et la descente par gradins, quand il fallait gagner en profondeur; il donna une méthode de contre-mines qui s'avançaient franchement hors de la place jusque dans la campagne, par un réseau de galeries creusées sous celles de l'assaillant.

Mais c'est plus tard seulement que la science intervint dans la question des mines et y introduisit quelque méthode. Jusqu'au XVIIe siècle, la pratique des mines était chose essentiellement empirique; elle manquait de principes et de règles. Avec Vauban la situation changea. Il fit faire à Mesgrigny, un « mineur » dont le nom reste bien connu, des expériences sur la relation entre la charge de poudre et le volume des terres enlevées. Les résultats n'en furent toutefois pas interprétés de

façon heureuse : on en déduisit entre autres choses cette conclusion, manifestement erronée, que l'augmentation de la charge n'augmente pas le rayon de l'entonnoir. L'homme qui devait corriger cette erreur, et qui, au XVIIIe siècle, a le plus fait pour l'art du mineur, fut Bernard Forest de Bélidor. On lui doit des expériences, restées mémorables, qui furent faites à La Fère, en 1725. L'une d'elles consista à creuser 4 puits de profondeurs diverses (entre 3 m. 20 et 4 m. 16) aux quatre angles d'un quadrilatère formé de galeries en pente reliant entre eux ces puits. A l'intérieur du quadrilatère, on établit un fourneau de mine qui se trouvait à des distances différentes des galeries et des puits, et à 3 m. 20 sous le sol; celui-ci reçut une forte charge de poudre. L'explosion se produisit, et l'inspection de ses effets fit voir que les galeries étaient crevées jusqu'au quadruple de la ligne de moindre résistance (3 m. 20) et que le rayon de l'entonnoir croissait indiscutablement avec la charge de poudre.

Ce fut là une première expérience scientifique; bien d'autres ont suivi. Mais tandis que celle de Bélidor passait inaperçue et dédaignée en France, en Allemagne on l'accueillait avec enthousiasme, on la répétait, on la vérifiait, on en faisait son profit. Combien de fois n'est-ce pas arrivé depuis!

Aujourd'hui, toute la technique des mines repose sur un ensemble d'expériences minutieusement conduites, et a été condensée en un certain nombre de formules et d'équations précises. Des ouvrages spéciaux, destinés aux mineurs, leur fournissent les données qui leur sont nécessaires, et tous les renseignemens utiles sur la façon de procéder selon les circonstances, le terrain, le but poursuivi.

Ce dernier est très variable.

On a employé les mines à ouvrir la brèche jusqu'à la Révolution, — et même ces dernières années, à Port-Arthur, au fort n° 11. Si l'opération a échoué, cela a tenu aux mitrailleuses russes contre lesquelles les assaillans, une fois dans la place, étaient sans défense. Jusqu'à l'époque où l'artillerie a été dotée de canons puissans et à longue portée, les mines pouvaient faire plus que le canon, pour l'ouverture de la brèche, préface de l'assaut.

Elles ont été employées à la surveillance et à l'attaque des mines adverses. Telle fut leur utilisation à Tuyen-Quan, par

l'ingénieux et héroïque sergent Bobillot, dont l'histoire militaire a été fort bien racontée par M. Azibert dans les *Sièges célèbres*. C'est un magnifique épisode. Ils ne sont pas 650, avec le commandant Dominé, et les Chinois sont 13 000. Bobillot, sous-officier du génie, devient d'office chef du génie de la place. Les Chinois font des mines. Ils ont de la poudre, Bobillot n'en a pas. « Faisons quand même des galeries, dit-il : elles serviront d'évens et diminueront les effets des explosions. » On en fait, on gagne du temps, on tient jusqu'au moment où, enfin, arrivent les troupes de secours.

Les mines servent, couramment, à détruire les mines de l'adversaire. L'un cherche l'autre sous le sol, s'arrêtant de travailler, par intervalles, pour se mettre aux écoutes, et juger à quelle distance se trouve la galerie ennemie. Ce n'est pas pour y pénétrer, mais pour la faire sauter, la détruire, en empêcher le prolongement, et surtout l'utilisation. Dès que l'un se croit à bonne portée, il établit son fourneau de mine, bourre, et fait exploser. Il faut ici bien posséder ses formules, car la charge varie selon l'effet à produire, et pour faire jouer un camouflet, elle doit être exactement calculée. Le camouflet est l'explosion souterraine qui enfonce la galerie adverse et ameublit le sol à la ronde, sans produire d'effets extérieurs : explosion fort redoutable d'ailleurs, car elle remplit la galerie de l'ennemi de gaz asphyxians.

Les mines ont été souvent employées à faire sauter des batteries. Mais c'était au temps où la portée des canons était telle qu'on pouvait en approcher de très près. Au siège de Turin, en 1706, sur 16 pièces d'une batterie, 13 furent culbutées et enterrées par l'explosion de 4 fourneaux aménagés sous elle. Cet exploit fut même renouvelé plusieurs fois.

On emploie encore les mines à détruire les forts, ou ouvrages défensifs qu'il faut évacuer et qui serviraient de point d'appui à l'ennemi. Ou bien les maisons d'une ville. Au siège de Saragosse, nous tenions une faible partie de l'enceinte. La ville avait été partagée en sortes de forteresses juxtaposées, par des barricades et autres défenses. On ne pouvait songer à les attaquer de front : on les entreprit par en dessous. On chemina de cave en cave, en faisant des explosions successives qui vinrent à bout de la résistance pourtant désespérée des Espagnols. Avec les mines on peut tout, — ou on ne peut rien : la méthode vaut

ce que valent les hommes, par le caractère et par la science.

Nous venons de voir le mineur prendre la ville de Saragosse ; à Mouzon, nous la voyons défendre avec succès, par un simple mineur, Saint-Jacques. Quatre mois durant, presque sans outils ni ressources, il mena la campagne. Les Espagnols minaient, il contre-mina, dégoûtant l'adversaire de ses essais successifs, et lui tenant tête jusqu'au bout. Celui-là aussi est une des gloires des mineurs français.

En d'autres circonstances, la mine a servi à détruire des emplacemens que l'ennemi aurait pu utiliser, ou bien à en faire sauter sur lesquels il avait des troupes. Les mines ont des emplois très variés. Ou plutôt, elles les ont eus jusqu'à Louis XV. Sous Louis XIV, la guerre de siège ou de position tenait la place principale, et, d'autre part, l'artillerie à faible portée était incapable d'ouvrir la brèche et obligée de se tenir très près. Dès lors le mineur pouvait agir, et son concours était indispensable. Artilleur et mineur opéraient d'accord, tant à l'attaque qu'à la défense. Mais, sous Louis XV, le matériel devint plus mobile et plus puissant, et, peu après, la Révolution inaugurait les guerres de manœuvre et de mouvement. Les sièges prenaient moins d'importance, et l'artillerie, à plus longue portée, permettait de se passer des mines.

Pourtant leur règne n'était pas fini.

Si, pour en éloigner le canon devenu plus puissant, on entourait la place d'ouvrages avancés, on ne faisait souvent que reculer pour mieux sauter, au sens technique du terme. La décision était ajournée, retardée, mais non pas changée. Et les mines sont restées en usage ; elles sont toujours employées. Il y a toujours les tranchées qui permettent d'approcher, et d'assez près, et de ces tranchées il est toujours loisible de faire des cheminemens souterrains, des galeries. L'histoire de Port-Arthur est là pour le faire voir : assaillans et défenseurs en ont fait un emploi qui dénote leur ténacité, leur impérieuse volonté de vaincre. Le rôle des mines n'est pas terminé, tant s'en faut.

Leur technique s'est beaucoup perfectionnée. Qu'on songe à tous les explosifs découverts depuis une cinquantaine d'années, et qui sont utilisés par le mineur. Chacun d'eux veut être traité d'une façon différente. Et chacun d'eux a ses applications particulières.

Le mineur doit donc posséder un bagage considérable de connaissances spéciales. Il doit savoir comment on traite, conserve et transporte ces personnalités instables que sont les explosifs ; quelle charge il en faut employer, selon les conditions et le but proposé, renseignement qui lui est fourni par nombre de formules qui supposent certaines connaissances mathématiques. Il doit savoir quelle longueur de bourrage s'impose, selon les conditions, selon le but ; quel espace il faut laisser entre les fourneaux de mine quand on procède par explosions multiples. Rien de tout cela ne se devine ni ne s'improvise : l'expérimentation et la mathématique ont permis de déduire des règles précises auxquelles il faut se tenir.

Pareillement, il y a toute une méthode, toute une technique de la construction des puits, des galeries, des rameaux ; et elles varient selon la nature du terrain, selon le caractère tout à fait éphémère, ou un peu plus permanent du travail. Tout cela a été codifié : le mineur sait ce qu'il a à faire, de quelle façon, et combien de temps, à peu près, cela va lui demander.

Le but est invariable : faire une explosion, et l'opération finale, c'est l'établissement de la chambre aux poudres, du fourneau de mine. Cette chambre est une cavité, que l'on creuse au bout du puits ou du rameau de galerie ; les dimensions en sont réglées par la charge qu'on y veut introduire ; et la charge, naturellement, dépend du terrain et de l'effet recherché. Elle dépend aussi de l'explosif employé, car sous même volume, deux explosifs différens ont des puissances différentes. On tient compte de tout cela pour faire une chambre aux poudres suffisante, ayant les dimensions requises. On se garde de perdre du temps à la faire trop grande, bien qu'en fait, sa capacité puisse être 8 ou 10 fois supérieure au volume de la charge sans diminuer d'une quantité appréciable l'effet de celle-ci.

Une fois le fourneau établi, on joint aux explosifs les détonateurs qui en détermineront l'explosion, et on met en place, soigneusement, l'engin qui servira à la mise du feu. Il varie selon les circonstances : parfois la traînée de poudre suffit (démolition d'édifices), ou bien le saucisson, protégé contre le bourrage par un auget ; on emploie encore des cordeaux spéciaux, dont le Bickford est le plus connu et le plus ancien ; enfin, il y a les fils électriques ; et c'est là le procédé le plus moderne.

L'opération n'est toutefois pas terminée quand on a garni la chambre aux explosifs, mis en place les détonateurs, relié ceux-ci au fil électrique qui servira à faire partir le fourneau, une fois tout le personnel ramené en arrière, à distance prudente. On ferait passer le courant, à ce moment, que le fourneau ne donnerait à peu près rien des résultats attendus. Il « soufflerait » dans la galerie en l'empoisonnant, et donnerait peut-être un petit camouflet local et restreint. Ce n'est pas ce qu'on cherche : on veut l'effet maximum compatible avec la charge, et pour l'obtenir, il faut bourrer. Faire exploser une charge d'explosifs dans une chambre en communication avec l'extérieur, c'est presque comme si on la faisait exploser à l'air libre. Et on sait que, dans ces conditions, l'effet produit est peu de chose, comparé à ce qu'il est quand la charge est enfermée. Bourrer, c'est boucher la galerie, au voisinage de la chambre, de façon à clore celle-ci hermétiquement : c'est fermer la chambre, pour obtenir le maximum d'effet explosif.

Par conséquent, une fois le fourneau en place et le fil posé, on s'occupe à bourrer, à remplir la galerie, au moins sur une certaine longueur. Ici encore, il y a la manière, et toute une technique. Une formule indique quelle doit être la longueur du bourrage, d'après la charge du fourneau. Et ce bourrage se fait avec les matériaux disponibles, de préférence ceux dont le transport et le maniement sont faciles : sacs de terre ou de sable, briques, mottes de terre gazonnée. Il ne sert pas seulement à assurer le maximum d'effet explosif autour du fourneau même : il empêche la galerie d'être envahie par les gaz asphyxians qui résultent de l'explosion.

Une fois qu'il est terminé, tout est prêt : et on fait jouer le fourneau, au moment voulu.

Les galeries souterraines ne possédant qu'une ventilation naturelle très insuffisante, on fait emploi maintenant, dans la guerre de mines, de ventilateurs pour injecter de l'air pur du dehors au fond des galeries, et on dispose d'appareils de sauvetage et de médicamens pour ranimer les asphyxiés. Car les accidens sont fréquens.

Il y a des cas encore, où, à cause du temps et du travail nécessaires au creusement des galeries, on se dispense d'en faire. Ou plutôt, à partir d'une d'elles on pratique une mine forée. On a des trépans, des tarières, du genre de ceux qui servent à

faire les sondages, au moyen desquels on fait un forage qui peut atteindre plusieurs mètres. Ce forage donne une petite galerie de quelques centimètres de diamètre. En poussant au bout un pétard de dynamite que l'on fait exploser, on détermine la formation d'une chambre propre à recevoir une charge plus considérable et capable de faire office de fourneau.

Il y a d'autres procédés encore, tenus secrets, et dont on ne parle pas.

Au total, l'art du génie est très divers; ses ressources et ses méthodes varient selon les conditions où il opère et le but qu'il se propose. S'il y a des règles générales bien établies, il faut toujours les adapter à chaque cas particulier, et c'est dans le choix de la tactique à adopter que se révèle l'ingéniosité du mineur. Rien de plus intéressant, à cet égard, que l'étude de la guerre de mines, jour par jour, point par point, telle qu'elle se fit à Port-Arthur.

Russes et Japonais s'y cherchaient sous terre, autant que dessus. En diverses occasions, la galerie des uns vint s'ouvrir dans celle des autres, et on se battait à coups de grenades, au fusil et à la baïonnette. Mais ce n'était point là le but : ce qu'on cherchait était la destruction, ou bien des ouvrages, ou bien des galeries poussées par l'assiégé vers l'assiégeant.

Les galeries de l'assiégeant avaient toutes leur point de départ dans les tranchées, dans les parallèles. Elles étaient d'ailleurs admirablement faites, bien boisées aussi pour en empêcher l'effondrement, et les Japonais avaient imaginé un matériel de mines exceptionnellement bien établi.

Rien de surprenant à ce que Port-Arthur ait témoigné de la vitalité de l'art du mineur : ce fut un siège, et s'il est une circonstance où la guerre de mines doive jouer un rôle, c'est bien celle-là. Le fait n'est pourtant pas obligatoire : l'histoire cite de nombreux sièges où les mines ne jouèrent aucun rôle.

*
* *

Ce qui surprend davantage, c'est le rôle actuel de la guerre de tranchées. Les stratégistes diront pourquoi, dans le choc de masses actuel, elle s'est imposée : et peut-être diront-ils que dans les futures guerres de peuples, à effectifs énormes et à fronts démesurés, la tranchée est appelée à jouer un rôle prépondérant, tout en faveur de celui qui y aura recours le plus

tôt, et le plus près de sa frontière. Les considérations sur l'art de la guerre, qui se publieront pendant les prochaines années, seront infiniment intéressantes. Mais n'anticipons pas. Notons toutefois que la forme qu'a prise la guerre actuelle a été très exactement prévue dès 1902 par le remarquable écrivain militaire, le collaborateur éminent du *Journal de Genève*, le colonel Feyler, dans un article véritablement prophétique, et qu'il faut lire.

Ainsi qu'il a été déjà remarqué, la tranchée n'est point une innovation : elle a toujours existé, bien qu'on l'ait plus ou moins employée selon les circonstances. Peut-être bien d'ailleurs l'armement actuel a-t-il contribué à la remettre en honneur.

En quoi elle consiste, il n'est guère utile de le dire; chacun le sait; mille descriptions en ont été fournies dans les journaux. Elle est parfois très perfectionnée, ayant été complétée par des demeures souterraines excavées dans le sol. La vue, assurément, y est limitée; on n'y découvre pas un horizon étendu comme cela a lieu, par exemple, pour les cavernes des troglodytes creusées dans la colline de Saint-Chamas ou encore dans la vallée de la Loire ; mais on peut y vivre quelque temps et avec un certain confort. Elles ne sont malheureusement pas toutes aussi bien aménagées; il en est qui sont pleines d'eau, ou à peu près : affaire de géologie, et de forme du sol.

Quant au principe des tranchées, il reste le même que par le passé. Ce sont des excavations dans le sol, en ligne droite, courbe, ou sinueuse, complétées par un parapet formé de la terre extraite, et rejetée sur le bord, en avant, face à l'ennemi. On les appelait parallèles, parce que, dans les sièges où elles étaient d'usage courant, elles étaient creusées parallèlement à l'ouvrage qu'il s'agissait d'approcher.

Le point de départ d'une tranchée est généralement un coin abrité où l'on peut commencer le travail en paix; une fois qu'on dispose de l'amorce, on la prolonge sans difficulté en terrain exposé, puisqu'on avance à l'abri. Mais il n'en va pas toujours de même. On voit que souvent la tranchée a été commencée en position exposée, ou à peine abritée. Des soldats ont pu, par bonds, arriver à une petite dépression, et, travaillant couchés, ils l'ont approfondie et agrandie, ce qui a permis à d'autres de les joindre et d'entreprendre alors une extension latérale du trou primitif, devenu ainsi l'amorce d'une tranchée. Pour bien

faire, il faudrait ensuite établir un cheminement conduisant d'un point abrité jusqu'à la tranchée, pour assurer la sécurité de la relève et du ravitaillement. Il ne semble pas que cela se fasse toujours ni que, dans le trajet, nos soldats se gardent assez. Peut-être, d'ailleurs, y a-t-il des cas où le cheminement ne peut être établi. Rien de plus variable que les conditions et le terrain où se font les tranchées.

Autrefois, du temps des fusils et canons à faible portée, et des projectiles à faible pénétration, on avait d'autres procédés. Ils ne suffiraient plus. Ainsi on ne creusait pas le sol, mais on y plaçait des rangées de gabions farcis, de clayonnages pleins de terre, sur plusieurs hauteurs, et on s'abritait derrière. Ou encore, à la place des gabions, on avait des sacs pleins de terre : c'était la sape volante. Elle rendrait encore des services : il ne faut pas tant de terre, ni surtout de sable, humide de préférence, pour arrêter la balle moderne; mais l'artillerie est là qui la bousculerait impitoyablement. On s'en tient donc à la sape profonde avec parapet formé par la terre extraite, mise en sacs ou non, complété par des boucliers d'acier. Ceux-ci ne sont pas des ressuscités, d'ailleurs : le bouclier est resté en usage dans l'artillerie, pour protéger les servans. Et les mineurs l'ont employé à Andrinople.

Quant aux abris où logent nos soldats, quand ils ne tirent point sur l'ennemi, ce sont des excavations dans les parois de la tranchée même, excavations plus ou moins longues et profondes, dont le plafond est soutenu par des poutres et des planches. Elles ont été mille fois décrites et figurées.

Il est un point sur lequel nos tranchées actuelles diffèrent beaucoup des parallèles d'autrefois. Il a fallu les sectionner au moyen de traverses ou pare-éclats qui divisent chaque tranchée en un certain nombre de compartimens communicans, dont chacun reçoit de deux à quatre soldats. Ces compartimens ont été rendus nécessaires pour deux raisons. D'abord, si un obus vient à éclater dans la tranchée à traverses, le dégât est forcément limité au compartiment atteint : les traverses l'empêchent d'atteindre le reste de la tranchée. D'autre part, elles rendent un grand service en empêchant le tir en enfilade au fusil ou au canon. Elles fractionnent les risques, au cas où l'ennemi pourrait, à un moment, prendre la tranchée d'enfilade.

On a dit que l'ennemi avait des machines à creuser des

tranchées. Sous cette forme, le fait n'est pas exact. Mais il y avait, et les Allemands ont utilisé, en Belgique, des machines à excaver, des appareils locomobiles destinés à creuser des tranchées de canalisation d'eau, de gaz, et même des tranchées de chemins de fer et de canaux.

Ces excavateurs consistent essentiellement en une roue portant des couteaux en acier manganésé, qui fouillent et désagrègent le sol; des godets recueillent et jettent sur le côté les déblais. L'appareil serait économique; l'extraction du mètre cube de terre reviendrait à 5 centimes, même en sol dur. Il en existe divers types, donnant des tranchées ayant de 70 cent. à 1 m. 22 de largeur, et une profondeur maxima de 2 m. 25. On conçoit les services que peut rendre pareil excavateur pour creuser des tranchées en arrière de la première ligne, pour une armée qui prévoit une retraite, et veut se ménager des lignes de défense. A distance du front, cet appareil est utilisable et très pratique; mais, à l'avant, il ne vaudrait rien et serait vite démoli par l'artillerie.

La machine qui a été utilisée en Belgique, — et capturée par les Alliés, — est-elle allemande ou belge? En tout cas, elle est ingénieuse et utilisable à la guerre. Ce qu'on peut très bien utiliser aussi, — et on la trouve partout, — c'est la charrue ; le commandant de Maud'huy, aux manœuvres de 1903, en préconisait l'emploi. Elle augmente dans les 4/5 la rapidité d'exécution. Mais, bien entendu, on ne peut l'utiliser qu'à l'abri, ou avant l'arrivée de l'ennemi.

*
* *

Nous avons vu ce que sont les mines, et ce que sont les tranchées, séparément. Voyons maintenant le rôle qu'elles jouent, les unes contre les autres, dans la guerre actuelle.

Les communiqués nous parlent de temps à autre d'une tranchée, qui a été bouleversée par une mine et dont les défenseurs ont été tués ou pris.

Que s'est-il passé? Un sergent du génie nous l'a raconté.

« Nous avons, dit-il, entrepris des mines au nombre de quatre, afin de faire sauter la tranchée allemande qui se trouve à 30 mètres en avant et d'enrayer les Allemands dans leur travail de mines, car il est certain que, de leur côté, ils essaient de nous faire sauter.

« Étant mineur de 1re classe, j'ai reçu de mon capitaine la direction de ces travaux si délicats et peu faciles à faire dans un terrain bouleversé par les obus. Deux de mes galeries ont déjà 12 mètres de long, et c'est justement de l'une d'elles que je vous écris ces lignes, à la lumière d'une bougie, assis sur une planche, tout en surveillant le travail des hommes. Ce travail est pénible, je vous assure. Il s'agit de creuser une galerie d'un mètre cinquante de haut, sur 1 mètre de large. Au fur et à mesure que l'on avance, de mètre en mètre, on place des cadres en bois dur, et entre les parois et les cadres, on boise la galerie avec des planches dites de coffrage ; le dessus de la galerie est boisé avec des planches plus fortes appelées planches de ciel, que l'on pousse au fur et à mesure que l'on avance, jusqu'à ce qu'on ait fait un mètre, et que l'on place un nouveau cadre. Il faut travailler penché. Plus l'on s'enfonce, plus il fait chaud; aussi les sapeurs mettent-ils à bas la capote et la veste. Pour évacuer les terres extraites au dehors, on est obligé de se servir de paniers; l'entrée de la galerie est en escalier et rend impossible l'emploi d'un chariot de mine; le travail est donc, comme vous pouvez en juger, extrêmement pénible. Malgré tout, on avance chaque jour de 2 mètres; de plus, comme il faut nous enfoncer assez profond en terre pour arriver à environ 6 mètres sous la tranchée allemande, on donne une inclinaison de 20 centimètres par mètre à la galerie, c'est-à-dire que chaque cadre se trouve placé 20 centimètres plus bas que le précédent. Voici la vie du mineur, qui travaille six heures, sans autre arrêt que quelques minutes de temps à autre, pour écouter si l'on n'entend pas les Boches travailler. Ces écoutes, on les pratique en fermant hermétiquement l'entrée de la galerie, puis, tout au fond, on se couche sur une planche, l'oreille collée au sol et la tête recouverte d'une toile ; on entend ainsi très bien travailler à dix mètres de soi... »

Voilà les préliminaires. Dès que le travail est achevé et que l'on se sait sous la ligne des tranchées ennemies, à 3 ou 4 mètres de profondeur, on établit les fourneaux. La charge en est calculée selon la hauteur probable du sol, au-dessus d'eux, et on la détermine sans peine, de façon très suffisamment exacte ; on pose le fil ou le cordeau pour la mise à feu, on pratique le bourrage, et on fait sauter la mine. « Tout saute en l'air. » Une masse de terre est projetée vers le ciel, où on

distingue çà et là des corps, des armes, et le tout retombe sur le sol. Assez souvent, on fait au préalable usage d'un stratagème. Exemple, ce qui se passa, l'hiver dernier, à Beaurains. Voici ce que raconte un des témoins et acteurs :

« Une galerie préparée par nos mineurs nous permit d'atteindre vers midi les ouvrages ennemis. A midi vingt, les charges sont en place.

« Il s'agit maintenant d'attirer à l'endroit qui sautera tout à l'heure le plus d'ennemis possible. Une section de zouaves, avec de grands cris, sort de sa cachette et se précipite en avant, puis soudain s'aplatit, feignant d'avoir été décimée par le feu adverse. Cette apparence de succès encourage les Allemands, qui contre-attaquent vers une heure.

« Nous les voyons s'avancer au pas, en ligne impeccable ; seul, le bruit des bottes martelant le sol durci par la gelée.

« Un coup de sifflet bref coupe l'air : une lueur rouge, un grondement, la terre qui se soulève en cinq endroits à la fois. Des masses de pierres projetées en l'air, et avec elles des corps mutilés, sanglans. Les mines ont éclaté !... Dans les cinq entonnoirs creusés par l'explosion, nos hommes s'installent à leur tour, rétablissent la tranchée, mais pour notre plus grande commodité, cette fois. »

Le but de ces opérations, les deux lignes précédentes l'indiquent. Ce n'est pas seulement de faire sauter les ennemis, mais aussi de prendre leur place et de gagner du terrain en avançant le front des tranchées. Aussitôt l'explosion faite, nos soldats sortent en hâte de leurs abris et vont se jeter dans les entonnoirs créés par les mines. Ces entonnoirs, ils vont les relier entre eux, par des cheminemens qu'ils prolongeront autant qu'ils pourront sur les côtés, et le tout deviendra une nouvelle ligne, avancée, de tranchées. C'est ce qu'en langage technique on appelle « organiser des entonnoirs. » A la Boisselle, nous avons procédé ainsi. De même au Four-de-Paris, à la Fontenelle, à Carnoy, aux Éparges, à Carency, à Ville-sur-Tourbe, au bois le Prêtre, et tant d'autres localités désormais historiques, où se feront tant de pèlerinages.

Détruire les tranchées ennemies, et en tuer les occupans, pour s'emparer des entonnoirs et les faire servir d'abris et d'amorces de tranchées, tel est le but des mines en bien des cas. Naturellement, la nouvelle tranchée est reliée aussitôt à celle

qu'on vient de quitter par des cheminemens de communication, pour assurer la sécurité des relèves et du ravitaillement.

En d'autres cas, il s'agit de faire sauter des murs ou les maisons qui fournissent un abri à l'ennemi. Mais on ne peut pas toujours procéder par galerie souterraine : il la faudrait trop longue. Alors il faut user d'habileté... et de courage, et opérer à découvert, à la faveur de la nuit. Voici ce qui se passa à Chauvoncourt. L'ennemi s'y est tapi dans les ruines du village. On décide de faire sauter les murs derrière lesquels il s'abrite, en arrière de ses propres tranchées, — qui ne sont pas continues.

« Il est une heure du matin. La nuit est, par bonheur, sans étoiles. Les trois sapeurs, en rampant, franchissent les réseaux de fils de fer; ils contournent les tranchées ennemies, et les voilà devant les fameux murs à meurtrières.

« C'est long pour en arriver là, mais les Boches ne se sont aperçus de rien. Il est 4 heures maintenant. La pluie s'est mise à tomber. Les sapeurs et les volontaires regagnent nos lignes, après avoir déposé leur mine, déroulant derrière eux le cordeau détonant qui doit être allumé de nos tranchées. Le cordeau est trempé. La mèche ne veut pas prendre. Par trois fois, les sapeurs la changent. Par trois fois, elle s'éteint. Ce sera pour la nuit prochaine.

« Et, à 7 heures, le soir, le même sous-lieutenant et trois sapeurs partent pour une nouvelle expédition. Ils arrivent aux murs des casernes; les Boches n'ont rien vu. La mélinite posée la veille est toujours là. On change les pétards. Mais, au retour, la petite expédition se heurte aux sentinelles boches. Vont-elles voir nos sapeurs? Ils sont à quatre mètres de l'ennemi, immobiles, retenant leur souffle. Les Allemands ne voient rien. Nos braves regagnent leurs tranchées.

« Il est 9 heures. Le vent souffle en bourrasque. Le moment est venu de faire sauter les Boches. Une étincelle, suivie d'une explosion formidable. Un nuage de fumée rougeâtre. Les murs des casernes de Chauvoncourt viennent de sauter. On entend des gémissemens, des cris de blessés. Les Allemands ont été touchés, et leur abri n'existe plus : il leur faut reculer. »

En certaines circonstances, on se contente de donner le camouflet. L'ennemi avance en galerie souterraine : on l'entend travailler des postes d'écoute. Pour l'arrêter, on pousse une galerie vers la sienne, et au plus vite on charge, et on bourre. Si l'opé-

ration a été bien conçue, il n'y a point d'effets extérieurs, pas de gerbe de terre, pas d'entonnoir : les effets restent souterrains. La contre-mine, en explosant, écrase la galerie ennemie qui ne peut plus avancer, dans la terre désagrégée. L'agresseur est obligé de la reprendre et recommencer en arrière et de côté : il a perdu du temps et du travail. On a beaucoup fait jouer le camouflet au siège de Schweidnitz en 1762; c'étaient deux Français qui dirigeaient le service des mines : Lefèvre, pour l'assiégeant, Grébeauval pour la défense. La place se rendit après 48 jours de guerre souterraine.

Est-il besoin de faire observer que dans les deux guerres, de tranchées et de mines, la géologie joue un rôle capital? Il y a de bons terrains, où la fouille est facile, et où les terres « se tiennent. » D'autres sont détestables : trop durs, et nécessitant le trépan, les pétards, etc., comme les sols rocheux ; trop tendres au contraire, coulans, tel le sable. Il est des terrains où la tranchée est à peu près impossible ; là où, sous une mince couche de terre, on rencontre le granit par exemple. Certains favorisent ou entravent les entreprises, par l'agencement des couches : ici l'eau jaillit et empêche de continuer; là, elle permet une tentative d'inondation de galeries adverses. Le rôle de la géologie et de la géographie physique, qui est immense dans la guerre en général, l'est aussi dans la guerre de mines et de tranchées.

Évidemment, il n'est pas encore temps de tirer des conclusions sur celle-ci ; mais il semble bien, à première vue, que désormais les nations ayant quelque souci de leur sécurité auront pour premier soin d'établir à l'avance, en temps de paix, sur leurs frontières, de solides et nombreuses lignes de tranchées. Rien n'est plus propre, selon les apparences, à arrêter un ennemi aussi bien pourvu en matériel, et aussi courageux, et en même temps beaucoup plus nombreux. Le colonel Feyler l'avait parfaitement prévu, et l'événement lui donne raison.

HENRY DE VARIGNY.

REVUE LITTÉRAIRE

L'UN DE NOS MORTS : ANDRÉ LAFON (1)

Mélancolique et noble destinée d'un jeune homme : un don charmant de poésie, les vertus simples du labeur quotidien, la récompense, un peu de gloire déjà, puis, à trente ans, la mort. Il y a, dans l'histoire courte d'André Lafon, de brusques événemens, des sautes de bonheur et de malheur qui font un singulier contraste avec la douceur calme de son âme et avec son talent tout uni. Je l'ai connu ; c'était un grand garçon qui souriait sans gaieté, qui ne montrait pas non plus de tristesse, et qui semblait se contenter des jours, quels qu'ils fussent, comme s'il n'avait point espéré davantage et comme s'il ne redoutait rien ici-bas, même la pauvreté, qu'il endura facilement. Son premier roman lui valut des admirateurs, un « grand prix de littérature, » et des objections. Tant de bruit ne le troubla guère. Il continua sa vie modeste de répétiteur dans une école religieuse. On le rencontrait, les jeudis, conduisant le long des avenues, sous les arbres, à Neuilly, la promenade des élèves. Il rêvait son deuxième roman, — le roman d'une jeune fille après celui d'un petit collégien ; — et il mit deux ans à l'écrire. Il le publia au mois de juin de l'année dernière, six semaines avant la guerre. Il fut soldat ; et il n'eut pas la chance d'aller au feu. Mais il était encore à son dépôt, lorsque le prit la maladie. Il est mort à l'hôpital militaire, sans désespoir, avec la même patience qui avait été son art et son habitude.

A peine son œuvre est-elle commencée : il était si jeune et il ne se

(1) *La Maison sur la rive* (Perrin, éditeur.) Du même auteur, *Poèmes provinciaux* (édition du Beffroi) ; *La maison pauvre*, poème (Bibliothèque du Temps présent) ; *L'élève Gilles*, roman (Perrin, éditeur).

hâtait pas. Ses livres sont imparfaits ; et il le savait, sans chagrin. Ni *l'Élève Gilles* ne mérite le nom de chef-d'œuvre, ni *la Maison sur la rive* ne marque beaucoup plus de maîtrise. Je ne sais pas et je crois impossible de deviner le tour que cette pensée allait prendre, les ressources dont elle eût disposé bientôt, l'épanouissement qui l'attendait. Tout cela tombe dans le vain mystère. Mais André Lafon laisse après lui une esquisse jolie, élégante, et de laquelle se dégagent finement les lignes principales de sa méditation, de son espoir et de sa volonté. Ou bien, il préludait ; et la phrase de sa mélodie n'a pu se développer : du moins, les notes que nous avons entendues demeurent dans notre mémoire. Notes pures, qui n'ont pas vibré fortement, qui n'offensaient pas le silence, qui ne l'ont pas interrompu et qui naissaient de lui comme d'un cristal à peine touché.

La Maison pauvre, intitulée « poème, » est plutôt un recueil de poèmes. Ils ne dépendent pas les uns des autres. Pourtant, ils se réunissent bien ; et, dans leur suite, on aperçoit les divers momens d'une aubaine qui s'est évanouie : d'abord, la solitude ; puis une tendresse ; et puis, la tendresse partie, la résignation se fait, parmi des prières. Ce sont les poèmes d'une saison, d'une ou deux années. Un drame du cœur ? Non ; et, ici comme dans les romans d'André Lafon, nul drame : une très discrète douleur, et sage ! Des journées se succèdent, celles-ci porteuses de joie, celles-là de regret, les unes et les autres sans tumulte. Elles défilent paisiblement, ne se bousculent pas et, devenues des souvenirs, se rangent dans le même ordre où elles sont arrivées, où elles ont été accueillies. André Lafon a composé de même ses romans. Il ne préparait pas ses épisodes et ne veillait point à les faire éclater. Il ne machinait pas la vie : il l'acceptait avec humilité.

Dès ce petit volume de *la Maison pauvre*, il est tel que plus tard. Il aura plus tard une conscience plus nette, je ne veux pas dire, de sa philosophie, mais du sentiment auquel il s'abandonne et de la croyance à laquelle il confie son aventure. La croyance et le sentiment sont dans ses premiers vers, mêlés à quelques influences de récente littérature, à du Verlaine par endroits, et à du Francis Jammes très souvent. Peu importe ! et André Lafon n'était point assez habile pour imiter le mieux du monde la savante ingénuité de *Sagesse* et de *Clara d'Ellébeuse*. Sa vraie ingénuité le préserva. Il n'évita pas toujours le style pittoresque de son temps ; et il écrivait, à l'occasion :

> Le soir tombe ; la route allonge un geste pâle...

Ce n'est rien ; et, lors de son adolescence, il lui aurait fallu, pour

ne jamais pécher contre la simplicité, plus de rouerie. L'émotion le débarrasse de toute coquetterie empruntée ; il n'a plus besoin de personne. Ainsi, un jour, il suit, dans la campagne, les chemins bordés de haies ; le soir gagne, la nuit menace et la campagne est si déserte qu'elle multiplie, élargit la solitude où vous êtes. Vous souhaitez qu'une voix chante ou parle et, amicale, humaine en tout cas, éveille un écho à votre douleur, un écho pareil à une réponse...

S'il ne se peut qu'un chant résonne et que l'on passe
Et que je n'aille plus si seul, faites qu'un toit
Pauvre montre à mes yeux, mon Dieu, sa vitre claire
Et qu'aux soirs orageux et trop lourds à la terre,
L'on m'ouvre si je frappe et si je dis : C'est moi !

Ces vers frissonnent bien. Les meilleurs vers de *la Maison pauvre* sont de cette qualité, ne répandent pas des flots d'harmonie, ne répandent pas d'éloquence et, avec peu de mots, évoquent une délicate inquiétude du cœur, désir d'intimité tranquille, peur de tout incident qui dérange la paix de l'heure, amour de l'ombre où l'on dirait qu'on est mieux à l'abri. L'ombre, aucun poète ne l'a mieux aimée et n'a mieux peint ses nuances, ses mouvemens, ses manières de s'allonger aux poutres des plafonds, de se tapir aux angles des murs, aux coins des meubles, de guetter les objets, de les approcher, de les envelopper, de les ensevelir, de les abolir et de leur enseigner peu à peu le dernier devoir de disparaître. Avant cela, il y a les précieux instans de la lumière diminuée, de l'adieu qu'elle vous donne...

Du jour demeure pris au neigeux amandier...

Enfin la nuit permet qu'on ne sache plus si l'on a souffert. Mais la nuit parfois tarde tant à venir

Qu'il semble que le cri des martinets l'apeure.

Et vienne l'autre nuit, sans réveil, que Dieu accorde !... Chaque soir vous l'a doucement annoncée.

Un poème de *la Maison pauvre* est un souvenir d'enfance, — délicieux de justesse, — et qui nous révèle l'enfant qu'a été ce poète ; il nous a chemine au roman de *l'Élève Gilles*.

Le souper s'achevait lentement, sans lumière,
Dans l'ombre qu'apportaient les soirs déjà plus courts ;
L'aïeul parlait longtemps des vendanges dernières,
Vidait son verre, et puis s'accoudait. Dans la cour,

La fenêtre laissait ouïr la voix connue
De la fille du paysan qui ramenait
La vache dont l'entrave de bois lourd traînait.
Silencieux soudain devant la nuit venue,
Chacun, fixant un point invisible, songeait...

(Un vers charmant, puis un vers si mauvais ; et « fixer » qui n'a jamais voulu dire « regarder. » C'est grand dommage !)

Et moi qu'on oubliait sur la chaise trop haute,
Sans rêve intérieur où fuir le soir tombant,
Je cherchais, n'ayant pas de remords, quelle faute
Faisait que, chaque face ainsi se dérobant,
On me laissât tout seul en proie à ce qui ôte,
Dans l'ombre, la parole et la vie aux enfans.

Les rimes ne sont pas toutes également bonnes; et André Lafon, qui n'écrivait point en vers libres, avait adopté, malheureusement, l'usage de ses contemporains : il prenait, sans méthode et selon ses commodités, des libertés. C'est grand dommage! Mais enfin, dans ce poème, que de sensibilité exquise; et aussi que de soumission! Cette alarme perpétuelle, tant de facilité à souffrir; et une sérénité volontaire, une sagesse de l'esprit dominant le trouble du cœur : voilà le caractère de l'élève Gilles et de l'auteur, qui lui ressemble.

Je dis que l'auteur ressemble à son héros. Pareillement, je notais qu'André Lafon, jusqu'avant la guerre, était répétiteur dans une école près de Paris, et qu'il était pauvre... D'un vivant, on n'ose connaître que les livres ; et, sans trop d'embarras, on traite un peu autrement un mort. Est-ce familiarité indiscrète? Non. Mais le vivant, pour se faire comprendre mieux, est là, et n'a qu'à parler, à écrire. Le mort, on veut l'aider. Les circonstances de la vie qu'il a menée l'excuseraient et, cette fois, l'honorent grandement et, en tout cas, donnent à sa pensée, à son œuvre, une signification plus vraie. Je crois aussi que les œuvres les plus parfaites, les pensées les plus souveraines se passent aisément d'un tel commentaire. L'écrivain les a menées à un état de réalité complète : et elles se passent de lui désormais. Il n'en est pas de même des essais que laisse en mourant un jeune homme

Au surplus, l'analogie d'André Lafon et de son élève Gilles, André Lafon nous invitait à ne pas l'ignorer. « Vous qui vous pencherez sur ces pages, avec l'émoi d'y revoir, parmi tant de choses mortes, des figures jadis connues, ne soyez point étonnée de trouver l'enfant qui se raconte si peu semblable à votre souvenir. Mais rappelez-vous

ses silences et sachez ce que vous dérobèrent un masque pâlot et des regards qui fuyaient l'interrogation du vôtre. »

L'Élève Gilles, c'est tout uniment le récit de la onzième année d'un enfant. Et, cet enfant, l'auteur ne l'a pas doué d'un singulier génie, d'aptitudes extraordinaires. Il n'en a pas fait une rareté surprenante. Ce petit garçon, vous le verriez parmi d'autres et ne le distingueriez pas sur-le-champ de tous les autres. Cependant il a une âme et, par là, se distingue, lui, de tous les autres, qui ont aussi leurs âmes, chacun la sienne. Or, la particularité d'une âme est un prodige familier. Sans le dire, l'auteur de *l'Élève Gilles* nous le montre à merveille. Son livre a cette poésie, de nous rendre attentifs à une vérité de tous les jours, étonnante et que nous n'examinons pas.

Gilles demeure chez son père et sa mère, dans une petite ville. Mais, un matin d'hiver, il apprend que sa mère va le conduire chez une grand'tante, aux soins de qui on le confie d'habitude pour les semaines les plus chaudes de l'été. Cette brusque nouvelle, sans le bouleverser, le surprend. Pourquoi ce changement? Il se le demande; puis il renonce à chercher ce qui lui échappe. Tant de choses seraient de nature à le déconcerter, en ce monde, qu'il accepte sans trop de curiosité les faits et leur accorde son obéissance. Avant de partir, il ne voit pas son père. Au déjeuner, son père n'a point paru, étant las, prenant du repos. La veille au soir, pendant le dîner, comme son père était présent, Gilles s'appliquait à se bien tenir. Cette contrainte eut pour conséquence une maladresse : il renversa son verre et fit sur la nappe une longue tache d'eau rougie. Son père eut un sursaut, pâlit, se leva et s'enferma dans le salon, où il se mit à jouer une sonate qu'il étudiait depuis longtemps. Et Gilles s'en va donc. Sa mère l'accompagne. Sa grand'tante, avec une servante qui s'appelle Segonde, habite un petit domaine de La Grangère. L'existence est là paisible. Gilles ne regrette pas du tout la société bizarre de son père. Il regrette sa mère, cruellement. Après l'avoir amené, elle est retournée chez elle. De temps en temps, elle vient le voir; mais, vite, il faut qu'elle s'en aille. Un soir, elle lui a bordé son lit; le lendemain, quand il se réveille, elle est partie. Des chagrins succèdent ainsi à des joies. Et Gilles raconte les chagrins et les joies : il insiste peu et dit à demi-mot ce qu'il éprouve amèrement. Il a observé que sa tante et sa mère, causant devant lui, ont un langage évasif : par momens, les yeux font des questions ou des réponses, les yeux et non pas les lèvres ; questions ou réponses que les deux dames comprennent et qu'il n'essaye pas de comprendre. Il n'essaye pas de

comprendre son père, qui l'a traité bien étrangement quelquefois, lui touchant de la main les cheveux, ayant l'air un instant de l'aimer, puis l'écartant avec vivacité, d'une voix suppliante. Ce qu'il sait de son père, le voici : son père ne peut supporter aucun bruit, que le bruit de la musique. Lui, de son côté, ne peut vivre sans faire aucun bruit jamais. Il constate cela, Gilles, cette incompatibilité de son père et de lui. Le séjour de la Grangère, en somme, arrangerait tout, si l'absence de sa mère ne lui désolait son plaisir. Mais il s'installe, en définitive, dans le sort qui lui est échu.

Il s'attendait que sa mère le reprît avec elle bientôt. Non; et on le met au collège. Il ne sera plus ce petit garçon choyé : il sera l'élève Gilles. Mais il s'installera encore, et sans trop de difficulté, non sans souffrances, dans un monde imprévu. Nous aimons Gilles, pour l'aisance, ou plutôt la docilité avec laquelle il s'accoutume. Et, de sa part, ce n'est ni mollesse, ni indifférence. Nul être n'a été plus frémissant. Seulement, il ne se révolte pas : à toute minute, on sent qu'il n'avait point espéré d'autres chances; alors, il n'a point à se désespérer.

Gilles au collège : André Lafon s'est plu à la peinture de ce collège et de ce collégien. Il l'a faite avec lenteur et minutie; peut-être avec trop de minutie et de lenteur. Cette partie de son roman n'évite pas toujours le péril d'être un peu ennuyeuse. Mais aussi la dextérité de plusieurs écrivains célèbres nous a gâtés, si je ne me trompe. Ceux-là, très obligeans, savent ce que désire et supporte notre futilité. Ils nous amusent mieux. André Lafon, dénué d'une telle malice, compte que nous aimons Gilles et souhaitons de savoir comment vit ce petit garçon. La vie du collège n'est pas fertile en incidens. Monotone, elle se déroule avec la patience que nous attribuons à une horloge, laquelle ne passe point un seul des battemens à elle assignés. La longueur du temps, il ne fallait pas l'omettre. Et, avec bonne foi, André Lafon ne l'a point omise. La longueur du temps, c'est toute l'enfance. Plus tard, on croit que l'enfance a été rapide : elle ne l'était pas. Et c'est dans la longueur du temps, comme dans une quiétude un peu morne, que se forment les âmes, qu'elles prennent leurs plis.

Gilles n'est pas le meilleur élève de sa classe, ni le moins bon. Dans la cour, pendant les récréations, il n'accomplit pas des exploits de force ou d'agilité. Il admire ceux de ses camarades qui, plus robustes ou ingénieux, acquièrent quelque prestige. Il s'éprend de la gentillesse de l'un, de la diablerie d'un autre. Mais il n'est pas guindé, souffreteux; il n'est pas un enfant martyr. Malheureux? oui, obscu-

rément. Il le serait davantage, s'il savait avec plus d'exactitude qu'il l'est et s'il comparait ses hasards à quelque chimère. Il vit : et c'est résoudre tous les problèmes, que de vivre : les résoudre, ou bien les éluder.

Il y a, dans l'aventure de Gilles, une calamité : son père est fou. A cause de la folie de son père, que soigne sa mère, on l'a écarté, enfermé dans ce collège, privé des tendresses qui feraient ses délices. Il court et il joue, il rit et il pleure pour des billevesées : il n'aurait qu'à pleurer, et pour la seule calamité de son destin, la folie de son père. L'ignore-t-il ? On ne lui a rien dit. Et lui-même n'a-t-il rien aperçu? Presque rien. Cependant, des mots chuchotés viennent à ses oreilles... Mais sait-il ce qu'est un fou? Le professeur a lu à ses élèves l'anecdote de Charles VI dans la forêt du Mans. Gilles va deviner ; il devine déjà et, aussitôt, éloigne la vision terrible. Enfin, son père se pendra... Et des journées, encore des journées défileront, après lesquelles, vacances finies, il devra rentrer au collège. Alors, l'idée de rentrer au collège lui sera une sorte d'épouvante, pire que tout le reste, parce qu'il se figurera que sa mère se sépare de lui plus volontiers qu'il ne la quitte. Or, il entend sa mère et sa tante qui causent à demi-voix. Sa mère dit qu'elle veut cacher à Gilles les larmes que le départ de Gilles lui fait répandre ; et elle ajoute : « Plus tard, il comprendra que j'aurais mieux aimé le garder près de moi ; il est tout ce qui me rattache à la vie... » C'est bien ; et Gilles peut partir. Il possède et il tient ses résolutions de consentement.

Consentir à la vie, à son exigence, voire à son caprice : le roman de *l'Élève Gilles* ne formule pas ce précepte ; mais, pour ainsi parler, le précepte émane du roman. L'auteur n'a pas commis la faute de nous présenter un petit garçon comme un apôtre de morale. Tout simplement, il a montré, dans son Gilles, comment on vit sans rébellion vaine et comment la vie elle-même vous seconde, en vous guérissant chaque jour ses blessures de chaque jour, si vous suivez son enseignement, qui n'est que de patience.

Après l'histoire d'un écolier, voici, dans *la Maison sur la rive*, l'histoire d'une jeune fille. Et l'on dirait qu'avant de se risquer parmi toutes les complications des âmes qui, ayant vécu davantage, ont plus embrouillé leurs désirs, leurs volontés et leurs remords, André Lafon, prudent, essayait son regard à examiner des âmes claires encore et anodines. Sans doute aussi avait-il le goût de la grâce jeune.

Sa jeune fille de *la Maison sur la rive*, il l'a placée dans lemême

paysage que Gilles, dans une petite ville au bord d'un fleuve. Elle est pieuse et bonne. Elle vient de lire le journal de « cette bonne demoiselle de Guérin; » et aussitôt il lui semble qu'un voile se déchire, qu'elle voit plus nettement les êtres et les choses, qu'elle voit mieux son père et sa mère, qu'elle a un sentiment plus précis d'elle-même. Elle achète un cahier : elle y notera « les événemens quotidiens de sa vie. » Elle ne se fait pas d'illusion : il y aura peu d'événemens. Ne nous faisons pas d'illusion : elle écrira beaucoup, cependant.

Cette forme d'un journal, pour un roman, s'il faut l'avouer, je le redoute. L'auteur choisira entre deux inconvéniens : ou bien, négligeant la vérité d'un tel journal, il ne songera guère à son roman; ou bien le roman sera perdu dans le journal. André Lafon, pour ainsi dire, a choisi les deux inconvéniens. Il n'a pas sacrifié tout le bavardage de son héroïne ; et le roman gouverne le bavardage, de telle sorte que la fabrication difficile de ce petit ouvrage est souvent un peu trop manifeste. « Après deux visites que nous fîmes chez des voisins, et le temps se trouvant assez beau, nous sommes sorties, ma mère et moi, comme nous le faisons à peu près chaque dimanche et plus fréquemment dans la belle saison... » Oui, c'est ainsi probablement que doit écrire, en s'appliquant, une petite personne bien douée, qui vient de terminer ses études et qui connaît les élégances du passé défini. L'auteur s'amuse à imiter ce style virginal. Mais il a du tact, et il sent que les innocences de cette manière ne tarderaient pas à nous ennuyer. Alors, il change de manière. « Quelques fenêtres dont les volets n'étaient pas encore tirés laissaient voir, dans la clarté de la lampe, un intérieur, des fronts penchés... » Cela, qui est parfait, ce n'est plus la petite personne qui l'a écrit, mais André Lafon. L'auteur et son héroïne collaborent avec politesse : l'auteur se retire, quand l'héroïne a une phrase toute prête; et, à mesure que nous avançons dans notre lecture, l'héroïne se fatigue, l'auteur la remplace presque toujours.

La ville provinciale où demeure Lucile serait calme à ravir sans la politique. Mais, comme une autre, elle a ses énergumènes ; non pas des révolutionnaires forcenés : les énergumènes d'aujourd'hui, gens posés, munis d'autorité municipale et qui font de l'anticléricalisme, en quelque sorte, administrativement. L'église est en mauvais état, menace ruine et réclame des réparations. Certes, le maire ne commandera point qu'on la répare; plutôt, il empêchera les travaux, content, si des pierres tombent de la voûte, d'avoir à observer que Dieu assomme ses fidèles. Pour Lucile, c'est un grand chagrin. Peut-

être, songe-t-elle, l'année ne finira-t-elle pas, que l'église ne soit fermée!... Que faire? et, pour sauver une sainte architecture, que peuvent deux pauvres chrétiennes?... Ah! Dieu se sert, s'il lui plaît, d'une enfant comme de l'instrument de ses décisions... « Comme je m'offrirais volontiers! m'écriai-je. » Pour le moment, Dieu ne paraît pas avoir besoin de Lucile. Et elle fait des visites avec sa mère; elle regarde, en se promenant, les sites, les horizons. Puis, le soir, dans sa chambre, elle essaye de peindre, sur son cahier, le visage des gens et le visage de la nature. Son père est un propriétaire de vignobles. Seulement, il aime mieux l'histoire et les archives. Il a négligé ses vignobles, qui ne rendent plus grand'chose. Un voisin, M. Ongrand, lui, obtient des résultats magnifiques. M. Ongrand, l'on s'en doute, a un fils. Eh bien! si Lucile épousait Christophe Ongrand, les deux domaines, réunis et exploités avec un soin pareil, seraient une fortune : et les parens de Lucile n'auraient plus à craindre la pauvreté, qui les guette, ne nous le dissimulons pas. L'ennui, c'est que Lucile n'aime pas Christophe Ongrand; — ne l'aime pas, quel mot! — l'idée d'être un jour la femme de Christophe Ongrand ne la tente pas : voilà ce qu'elle sait d'abord de ses sentimens. Quelques semaines plus tard, elle sait pourquoi : elle aime un autre jeune homme, un ami d'enfance, un garçon chimérique au point qu'il fait de la peinture et qu'il refuse toute profession sérieuse. « Comment douterais-je encore? J'ai cru défaillir, pour l'avoir aperçu tout à coup en ouvrant la fenêtre. Il traversait la place; le bruit lui fit lever les yeux. Devant son regard et l'air affable dont il m'a saluée, je n'ai même pas pu sourire; mais mon cœur s'est ouvert délicieusement, et après l'avoir regardé s'éloigner, je me suis laissée choir sur ma chaise... » Le lendemain : « Je l'ai revu, et non plus au passage, mais chez lui, où nous sommes allées cet après-midi. Quand il m'est apparu dans le jardin où, depuis quelques minutes, sa mère nous promenait autour de la pelouse, tout mon sang a reflué vers ses demeures profondes... » Aymon Lheureux fait de la peinture : si ce n'est pas raisonnable, ce n'est pas un crime non plus. Il faut que Lucile épouse Aymon!... Laissons-la. On la presse d'épouser Christophe Ongrand. Son père insiste : pourquoi refuserait-elle ce parti excellent et la filiale satisfaction de sauver sa famille?... Nous détestons Christophe. Lucile ne le déteste pas : elle réfléchit. Sauver sa famille; en outre, sauver l'église : car les Ongrand, fort influens, sauraient bien tenir tête au maire anticlérical, si Lucile les en priait et, pour les en prier, avait les argumens d'une belle-fille et d'une épouse.

Lucile épousera Christophe Ongrand, malgré nos vœux, malgré les siens. Quel sacrifice! Elle le disait : « Comme je m'offrirais volontiers!... » Se sacrifie-t-elle? A vrai dire, non; et elle n'est point une victime. Elle a lu Eugénie de Guérin : c'est la seule folie de sa jeunesse. Elle ne se sacrifie pas. Elle a médité : elle a vu que son mariage avec Christophe Ongrand, qu'elle ne hait point, convenait à sa famille, convenait à l'église et convenait à elle-même. Un peintre, un artiste : elle a eu la certitude de n'être pas née pour épouser ce frivole. Aymon le lui reprochera : « Vous vous mariez... » Elle répondra : « Il est des destinées qui ne doivent pas se joindre... » Et elle pensera défaillir, d'avoir si bien dit la franche vérité. Elle écrira, sur son cahier : « Aymon, je ne crains pas que persiste votre regret de ce qui pouvait être et ne sera pas... Rappelez-vous le jour où vous m'avez énuméré, tant en musique et poésie qu'en peinture, les noms de ceux-là que vous appelez vos dieux et qui, en effet, ne semblent pas avoir été créés pour la terre, tant leur vie quotidienne y fut malheureuse et gênée. Vous n'espériez rien tant que de leur ressembler, bien que votre modestie vous défendît d'y prétendre... » En somme, elle a compris que Michel-Ange n'eût pas été un mari pour elle, ni elle une femme pour cet homme de génie. Et l'honnête désir de calmer les craintes économiques de son père a compté parmi les motifs de sa détermination; la pieuse espérance de conserver l'église, également. Ce qui l'a persuadée, c'est l'accord si harmonieux de tous les divers motifs. Une sorte d'instinct secret la guide : le meilleur instinct, la volonté d'obéir à sa destinée.

Il m'a fallu omettre, dans cette analyse, la quantité des fins détails qui rendent si jolie *la Maison sur la rive*. Menus détails, qu'André Lafon sut disposer avec goût : les scrupules de Lucile, son hésitation, l'incertitude où elle cherche son chemin sans se perdre, le trouble chaste de son amour, sa mélancolie, ses consolations de ferveur. Lucile, entre les héroïnes des romans, est une véritable jeune fille, non pas une femme inachevée, de même que l'enfant Gilles est un véritable enfant, non pas un petit homme trop court. Lucile et Gilles ont leur univers, où ils vivent complètement.

Si maintenant nous cherchons la signification de ces récits, prenons garde aussi qu'André Lafon ne fait pas le prêcheur de morale. Nous l'en féliciterons, ne croyant pas que les romans soient destinés à l'édification des multitudes. Imaginer des êtres, un enfant, une jeune fille, imaginer leurs entours et les placer dans une réalité où ils remuent

naturellement : ce plaisir suffisait à l'auteur de *l'Élève Gilles* et de *la Maison sur la rive*. Mais toute vie, réelle ou inventée, contient une philosophie. Et l'écrivain n'est qu'un étourdi, s'il ne se dégage pas de ses fictions une pensée, quand la vie, à laquelle nous empruntons nos rêves, ses images, est déjà toute pleine de pensée, bonne à cueillir.

Gilles et Lucile, disais-je, cet enfant et cette jeune fille, ont leur univers. André Lafon nous invite à songer que chacun de nous, semblablement, a son univers, qui n'est pas l'immensité, qui n'est pas l'éternité. Notre univers, connaissons-le ; et nous serons en état de familiarité avec lui. Si nous avons l'impression d'y être comme des étrangers, probablement nous sommes-nous trompés d'univers. Et alors, nous voilà en péril de vagabondage : rentrons chez nous. Vagabondage et erreur sont deux mots analogues. La vérité est le contraire de l'erreur et du vagabondage. Ce qui préserve Gilles et Lucile, c'est la simplicité avec laquelle l'un et l'autre, modestes et intelligens, reçoivent le conseil de leur univers et n'essayent pas de s'échapper hors de là.

Cette philosophie ou, si l'on veut, cette opinion sur la vie, on la trouverait, plus ou moins nettement exprimée, dans les œuvres de plusieurs poètes ou romanciers contemporains d'André Lafon. Je ne dis pas que ce soit la philosophie de toute une jeunesse; du moins beaucoup de jeunes gens ont-ils ramené à cette pensée humble et sage les ambitions idéologiques de leurs aînés.

Leurs aînés ne se fussent pas contentés d'un si étroit horizon, que l'on resserre encore, comme les murs d'une chambre ou d'une chapelle. Leurs aînés, nous le savons bien, furent très hardis et aventureux. Chercheurs d'absolu et coureurs d'idées, on les a vus aller très loin; jamais ils n'allaient assez loin pour satisfaire leur étonnante curiosité. Ces deux générations littéraires se caractérisent par l'attrait que la première a subi de la part des idées et par la méfiance où la seconde s'est tenue à l'égard des idées. La première était métaphysicienne ; la seconde serait positiviste, si plutôt elle ne demandait à la certitude religieuse la sécurité de l'esprit. Nous avons assisté à une réaction très vive d'une époque française contre les tentatives de sa devancière. Poignant débat, que consacre la formidable épreuve de la guerre. Qui a raison ? L'avenir le dira; ou bien, il donnera raison tantôt à ceux-ci, tantôt à ceux-là : et il continuera la querelle indéfinie du rêve et de la réalité. Toujours est-il qu'à l'approche de la guerre, — réalité la plus impérieuse et violente, — la jeunesse qui devait en recevoir le choc brutal était devenue, comme par un pressentiment,

réaliste. Son réalisme, ne le confondons pas avec la sombre poésie qui fut jadis à la mode : son réalisme, c'est l'estimation rigoureuse des faits authentiques, des conditions et des limites de l'activité.

Son réalisme, d'ailleurs, elle l'a orné de poésie. On se tromperait si on le croyait petit ou médiocre. Il y a déjà de la fierté dans le refus qu'elle oppose avec tant de force à tant de chimères. On a dit que Socrate avait ramené la philosophie du ciel sur la terre : sa doctrine a-t-elle moins de beauté que les nuageux systèmes des subtils Ioniens ou Éléates et que la plaisanterie ravissante des Sophistes?... Refuser les chimères : acte d'abnégation; et l'abnégation n'est-elle pas une poésie?

Les écrivains dont je parle ont trouvé le symbole de leur sagesse dans la province, dans les petites villes où la vie se confine bien. Certes, on avait décrit la province, avant eux. Mais alors on en décrivait surtout le pittoresque et, j'allais dire, l'exotisme. Paris était le modèle; et on notait, avec esprit, les singulières différences de la province. La plupart des romans provinciaux que nous lisions naguère étaient, en quelque façon, des satires bienveillantes, souriantes parfois, et attendries volontiers : des satires pourtant. Les mœurs de la province, nos romanciers les plus indulgens les peignaient un peu comme les philosophes du XVIIIe siècle peignirent les mœurs des bons et vertueux sauvages. La province d'André Lafon et de ses amis n'est pas du tout pittoresque ni exotique : elle est l'ensemble des coutumes et des devoirs au milieu desquels il convient que vivent et s'accommodent à l'existence l'enfant Gilles et la jeune fille Lucile. Appelons province nos coutumes et nos devoirs : la signification morale des deux romans d'André Lafon nous sera parfaitement claire.

La jeune littérature qui, à la veille de la guerre, commençait de fleurir, comment s'épanouira-t-elle? Combien sont morts, de ceux qui la cultivaient et qui, de leur talent, favorisaient sa belle venue! Qui les remplacera?... Et, s'il est mort du génie, dans les tranchées profondes, — du génie inconnu de lui-même et qui n'avait pas encore de nom, — le cours de l'avenir ne sera pas ce qui était probable. Ce qui devait être, nous ne le saurons pas. Les grands hasards sont déchaînés; ou bien, gouvernés par le mystère, ils préparent dans le chaos les lendemains énigmatiques. Souvenons-nous des jeunes morts.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les opérations militaires se poursuivent sur notre front avec une grande énergie. Ce ne serait pas nous honorer nous-mêmes que de ne pas rendre justice au courage, à la ténacité, à l'acharnement de nos adversaires; ils luttent pied à pied sur un sol où, après avoir improvisé de nombreuses forteresses, ils les ont mises en communication les unes avec les autres par des boyaux fortifiés eux-mêmes, qui présentent un fouillis presque inextricable. Le nom de Labyrinthe a été donné à un de ces ouvrages d'art, merveilleusement disposés pour une longue résistance. Il a fallu conquérir la place tranchée par tranchée, rue par rue, maison par maison : nous y avons réussi. L'histoire militaire présente quelques faits d'armes du même genre, mais elle n'en présente pas beaucoup d'aussi honorables. Sur le reste du front, nos progrès n'ont pas été décisifs, mais ils ont été constans. Nous n'avons faibli nulle part et nous avons avancé sur plus d'un point. La lutte gigantesque se poursuit à notre avantage, et plus d'un symptôme permet de croire que la situation s'améliorera encore dans un avenir prochain.

Au nombre etau premier rang de ces symptômes, apparaît le surcroît d'énergie que montre en ce moment le gouvernement britannique. Nous n'entendons pas dire par là que cette énergie n'ait pas toujours été très grande, mais elle n'a pas toujours été aussi bien ordonnée: pourquoi n'avouerions-nous pas que les moyens d'action lui ont quelquefois manqué, puisque l'Angleterre le reconnaît elle-même et annonce l'intention de réparer le mal? Sa volonté se manifeste dans la création d'un ministère des munitions. L'Allemagne a été plus prévoyante que nous. Sachant par avance quel genre de guerre elle voulait nous faire, elle s'y est préparée. Cette guerre devait être une guerre de masses : masses d'hommes et masses d'obus. Les masses d'hommes n'ont pas toujours bien réussi; le plus souvent

même, elles n'ont abouti qu'à des massacres; nous avons fait de véritables hécatombes de soldats allemands. Mais les masses d'obus ont été presque partout efficaces, — lorsque l'armée sur laquelle elles pleuvaient ne pouvait pas y répondre : et cela nous est arrivé quelquefois. Cela est arrivé aussi et arrive encore en ce moment à nos alliés russes. Comme la nôtre, plus que la nôtre, leur préparation avait été insuffisante et il leur a été impossible d'y pourvoir aussi rapidement que nous l'avons fait nous-mêmes. La raison en est simple, c'est que la Russie, qui était en passe de devenir un pays industriel lorsque la guerre a éclaté, ne l'est pas encore aujourd'hui. Les usines, c'est-à-dire l'instrument indispensable à la production des munitions de toutes sortes, lui ont fait défaut. Là est la cause des échecs qu'elle vient d'éprouver en Galicie. Il est impossible de se mieux battre que ne l'ont fait ses soldats. L'histoire dira un jour la somme d'héroïsme qu'ils ont dépensée et ne leur marchandera pas son admiration. Mais il faut des armes, des canons, des obus, des fusils, des cartouches, et la Russie en a manqué. L'Allemagne connaissait cette infériorité matérielle des Russes et y a opposé l'énorme supériorité dont elle dispose. Devant la quantité d'obus qui pleuvait sur elle, l'armée russe a dû reculer : elle a successivement abandonné Przemysl et Lemberg. Quelque regrettables que soient ces faits, il ne faut pas en exagérer l'importance. On a dit avec raison qu'au point de vue purement militaire, les deux villes avaient perdu de leur valeur. L'armée russe a fait une retraite en bon ordre ; elle a reculé, voilà tout. L'État-major allemand avait manœuvré pour l'envelopper, la faire prisonnière ou la détruire : il y a complètement échoué. L'armée russe reste maîtresse de ses mouvemens. Mais ce n'est pas en ce moment de ses revers que nous voulons parler c'est de leur cause : elle est tout entière dans le défaut de munitions.

M. Lloyd George le proclamait dans un discours dont nous avons parlé. Depuis, il en a prononcé un autre : il y est revenu sur les mêmes faits et, en ce qui concerne l'Angleterre, il a cherché, ou plutôt proposé le remède. D'après lui, les Allemands produisent par jour la quantité formidable de 250 000 obus : il estime que l'Angleterre peut en produire non seulement autant, mais davantage, et elle le peut assurément, si elle en prend les moyens. M. Lloyd George a parlé de la France avec beaucoup d'exactitude et de justesse. Nous avons fait un effort immense, d'autant plus difficile et par conséquent méritoire que la plupart de nos départemens où l'industrie métallurgique est

le plus développée sont entre les mains de l'ennemi. Cela était grave, certes, mais ne nous a nullement découragés. Nous nous sommes mis à l'œuvre, et, bien que nous n'ayons pas encore atteint tous les résultats désirables, M. Lloyd George a pu citer notre exemple à l'Angleterre pour lui montrer ce qu'on peut faire quand on le veut fortement. Faut-il rappeler que notre effort a été entravé, ralenti par le préjugé d'égalité mal comprise qui a vidé nos usines d'une partie de nos ouvriers pour les envoyer au front ? Des ouvriers qui auraient été infiniment plus utiles à la défense nationale, s'ils étaient restés dans nos usines sont allés s'enfouir dans les tranchées et beaucoup y sont morts qu'on aura de la peine à remplacer. La proposition Dalbiez nous a peut-être rendu un service : en menaçant d'aggraver le mal, elle l'a fait briller d'un tel éclat que l'absurdité en est apparue et qu'une révolte a eu lieu dans les esprits, heureusement nombreux, qui sont restés susceptibles de bon sens. Au cours de la discussion, M. Millerand a prononcé un discours après lequel on aurait dû la clore et voter. Mais ce n'est pas ainsi que vont les choses dans nos assemblées parlementaires. Il a fallu, comme on dit en Chine, sauver la face de M. Dalbiez et de ses amis : on a cherché, on a trouvé des propositions transactionnelles avec lesquelles on s'est mis d'accord. Nous souhaitons qu'à la poursuite des mots à double sens qui satisfont tout le monde, on n'ait pas perdu la claire vision des choses et que la défense nationale n'ait pas à en souffrir.

Nous restons convaincus que les échecs des Russes en Galicie sont provisoires et que nos Alliés, au temps prochain où ils auront des armes et des munitions en nombre suffisant, prendront leur revanche. En tout cas, ils continuent d'occuper et de retenir, par leur vaillance et par l'habileté de leurs manœuvres, un nombre très considérable d'Austro-Allemands. Confessons toutefois que, pour le moment, l'état des choses en Galicie n'encourage pas les Balkaniques à prendre part aux hostilités. Il est vrai que, s'ils y avaient pris part plus tôt, les choses auraient tourné autrement ; les Russes, soutenus par eux, auraient battu l'ennemi commun : la guerre serait plus avancée et les fruits en auraient été plus faciles à cueillir. On peut sans doute dire de la Roumanie et de la Bulgarie ce que M. Venizelos a dit de la Grèce au moment où il a donné sa démission, à savoir que l'occasion perdue ne se retrouve jamais tout entière, et qu'il y a des fautes qui ne se réparent pas. L'Italie a une juste réputation de prudence : aussi avait-on espéré que l'exemple qu'elle vient de donner serait suivi par d'autres et que la Roumanie

en particulier n'hésiterait plus à marcher avec les Alliés. Il n'en a rien été, et il est plutôt vrai de dire que, depuis l'entrée en scène de l'Italie, la Roumanie s'enferme dans une réserve plus grande et, pour trancher le mot, donne une impression de recul.

Depuis longtemps déjà, elle est entrée en conversation avec la Russie au sujet des avantages qui lui seraient consentis ou assurés, soit qu'elle restât neutre, soit qu'elle se rangeât du côté des Alliés. Le résultat de ces conversations est encore mal connu, mais, à lire les journaux roumains, on croit comprendre que la Transylvanie et une partie de la Bukovine auraient été promises à la Roumanie comme prix de sa seule neutralité. Nous ignorons si la Russie a fait vraiment de telles promesses : en tout cas, l'engagement ne lie qu'elle, la France et l'Angleterre n'y ayant pas pris part. Dans un Congrès européen, s'il y en a un à la fin de cette guerre, les deux Puissances resteront libres de leurs résolutions, et nous ne pensons pas qu'elles tiennent assez à l'anéantissement complet de l'Autriche pour faire des dons gratuits à ses dépens. Depuis le moment où avaient lieu ces conversations ou négociations entre Bucarest et Pétrograd, les événemens ont suivi leur cours et la question s'est posée de savoir si la Roumanie sortirait d'une neutralité qui lui avait été matériellement très fructueuse, pour courir quelques chances militaires à côté des Alliés. Que voulait-elle pour cela ? Quel prix mettait-elle à son concours ? Ici encore nous n'avons guère d'autres informations que celles des journaux, mais elles sont très significatives : la Roumanie a émis des prétentions auxquelles on ne s'attendait pas. L'occasion lui a paru bonne pour élever très haut ses exigences. Le *Journal de Genève* a publié une lettre de M. Basilesco, professeur de droit à l'Université de Bucarest et député au parlement roumain, qui déchire tous les voiles. M. Basilesco commence par faire valoir les mérites de la Roumanie dans le passé et ceux, encore bien plus grands, qu'elle ne peut manquer d'avoir dans l'avenir. A l'entendre, le dénouement de la guerre a toujours été et est aujourd'hui plus sûrement que jamais entre ses mains. Il dépend d'elle de faire pencher la balance dans le sens qu'elle voudra. Qu'elle se prononce en faveur de celui-ci ou de celui-là, son concours sera décisif et elle est absolument maîtresse de l'accorder ou de le refuser, car on ne peut rien contre elle et elle peut tout contre les autres. Ceci dit, M. Basilesco présente la note à payer. Il demande pour son pays, ou plutôt il exige, non seulement la Transylvanie et la Bukovine jusqu'au Pruth, mais, au Sud, la frontière du Danube et, à l'Ouest, celle de la Theiss

ou de la Tisza, c'est-à-dire tout le Banat de Temesvar. M. Basilesco ne se contente même pas à si bon compte : il réclame aussi la Bessarabie, qu'il n'enlève plus à l'Autriche, mais à la Russie. Tout cela est beaucoup. Si la Roumanie s'était engagée dans la guerre dès la première heure et si, après avoir participé à toutes ses vicissitudes, elle en avait supporté le poids jusqu'à la dernière, on comprendrait qu'une pareille récompense lui fût attribuée. Mais tel n'est pas le cas : la guerre est déjà très avancée, et elle le sera bien plus encore avant que les négociations que la Roumanie entame sur une aussi large échelle aient atteint leur terme. Elle ne semble pas vouloir conclure encore, mais seulement gagner du temps.

Le Banat de Temesvar, qu'elle revendique comme une condition *sine qua non* de son concours, est borné au Sud par le Danube et par la Theiss : il occupe l'angle formé par les deux rivières. Pourquoi ne pas l'accorder aux Roumains, disent quelques personnes ? S'ils y tiennent si fort, pourquoi ne pas le leur donner ? La raison en est simple. C'est que les Serbes en demandent, non pas la totalité, mais une partie, qu'à notre sens on ne saurait leur refuser. Et cela pour trois raisons, dont la première est que cette partie du Banat a une population incontestablement serbe : les statistiques dressées par le gouvernement roumain lui-même, les cartes de géographie établies pas ses soins en font foi. Le gouvernement roumain invoque ailleurs le principe des nationalités : que ne le respecte-t-il ici ? La seconde raison des Serbes est qu'après une guerre qui leur a coûté si cher et à laquelle ils ont pris une part si glorieuse, Belgrade, leur capitale, ne peut pas rester à une portée de canon de leur voisin, quel qu'il soit. Il est difficile de présenter une revendication plus sérieusement justifiée. Enfin, la troisième raison qui doit déterminer les Alliés à faire droit aux demandes de la Serbie est le rôle que ce petit, mais très noble pays, a eu pendant la guerre. Il n'a pas faibli un seul instant et, à l'heure où on le croyait sur le point d'être écrasé, il a rebondi par un coup de désespoir et d'énergie qu'on ne saurait trop admirer. En ce moment même, il a une fois de plus reconstitué ses forces ; il est sur le point de reprendre l'offensive ; on dit même que c'est sur le Banat qu'il porterait son effort. S'il y a une justice en ce monde, la Serbie est en droit de l'invoquer lorsqu'elle réclame le Banat. Elle n'en réclame d'ailleurs que la partie qui est Serbe et ne fait aucune objection à ce que l'autre revienne à la Roumanie. Cette transaction semble acceptable pour tous. On objecte qu'il n'y aurait pas de frontière naturelle entre la Serbie et la Rou-

manie et sans doute cela est regrettable ; mais il y a beaucoup de pays qui n'ont pas, sur tous les points, de frontière naturelle avec un de leurs voisins et qui s'accommodent de cette situation ; la politique y pourvoit. Le Banat de Temesvar a été et est encore la principale difficulté entre la Roumanie et les Alliés : sur tout le reste, l'accord est à peu près fait. La Russie a revendiqué longtemps la ville de Czernowitz que la Roumanie voulait également : on assure qu'elle n'en fait plus une difficulté. L'esprit de conciliation a été poussé aussi loin que possible chez les Alliés : si la Roumanie résiste encore, c'est que son parti est pris et qu'elle est résolue à ne pas intervenir.

Il y a chez elle tout un parti qui travaille éperdument au maintien de la neutralité. Un de ses principaux représentans est M. Margilhoman, chef du parti conservateur. On pourrait dire chef intermittent, car sa situation a été singulièrement instable, agitée et mouvementée, depuis quelques semaines. Rendons-lui la justice qu'il n'a pas varié : il est neutre, il veut rester neutre, son parti est pris et rien ne l'en fera démordre. Est-il donc hostile aux Alliés ? Il ne faudrait pas le lui dire. M. Margilhoman met la main sur son cœur quand il parle de la France ; il fait profession de l'aimer et se croit sincère; mais il aime aussi l'Allemagne et serait au comble de ses vœux si les deux pays pouvaient se réconcilier : sa conscience y gagnerait un grand repos. Il est fâcheux que la réalisation de ce rêve soit impossible. M. Margilhoman restera donc neutre, quoi qu'il arrive ; mais beaucoup de ses amis sont loin de partager ses sentimens. Une première fois, le parti conservateur, dont il est le président, l'a mis en demeure de donner sa démission et il a dû se résoudre à le faire, mais il ne l'a pas fait sans esprit de retour : il n'a songé qu'à prendre sa revanche et y a réussi. Comment ? En faisant appel aux groupemens conservateurs dans le pays. Désavoué par la capitale, il a été vengé et relevé par la province. Est-ce à dire que le pays, le vrai pays, soit partisan de sa politique ? Rien n'est moins certain ; le contraire est même fort probable ; mais M. Margilhoman est le représentant d'un syndicat de grands propriétaires et d'industriels qui sont favorables à la neutralité, parce qu'ils en tirent de grands profits personnels : ils s'enrichissent en vendant à l'Allemagne des céréales, du pétrole, etc. On affirme même, mais nous ne sommes nullement en mesure de le garantir, qu'un des motifs principaux qui retiennent la Roumanie est que les grands propriétaires ont déjà vendu à l'Allemagne une récolte qui est encore sur pied. S'il en est ainsi, on pourra dire que la Roumanie, nouvel Ésaü, aura vendu son droit d'aînesse

pour un plat de lentilles, et nous entendons par droit d'aînesse celui que sa grande situation lui donne de réunir, si elle le veut, dans son giron toutes les populations latines des Balkans. A elle, comme à l'Italie, une admirable et peut-être unique occasion s'offre de réaliser d'un seul coup la totalité des aspirations nationales. L'Italie a été seule jusqu'ici à ne pas la laisser échapper.

Lorsqu'on étudie la politique italienne d'après les révélations qui nous ont été faites par le *Livre vert* et par des discours retentissans, on voit qu'elle a été une œuvre, et même un chef-d'œuvre de prévoyance initiale et de continuité. Nous en avons eu une preuve nouvelle le 24 juin, en écoutant le discours que M. Tittoni a prononcé à l'anniversaire de la bataille de Solférino. La fête avait réuni au Trocadéro une foule immense, venue pour témoigner de la vieille sympathie de la France envers l'Italie et pour communier avec celle-ci dans le souvenir d'une gloire commune. M. Paul Deschanel, M. le sénateur Rossi, maire de Turin, M. Gustave Rivet, président de la Ligue franco-italienne, M. Stephen Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères, ont fait entendre d'éloquentes paroles : mais le discours de M. l'ambassadeur d'Italie a été une page d'histoire politique. Il complète celui de M. Salandra au Capitole. On se rappelle que M. Giolitti a raconté un jour à la tribune qu'un an avant la guerre le gouvernement italien avait été pressenti par le gouvernement austro-hongrois au sujet d'une agression que celui-ci préméditait déjà contre la Serbie et que la réponse italienne coupa court, — provisoirement. — à tout projet de ce genre : il en suspendit du moins l'exécution. M. Tittoni nous en a appris encore un peu plus. Au mois d'avril 1913, il reçut à Paris un télégramme du marquis di San Giuliano qui, ayant lieu de craindre alors une intervention isolée de l'Autriche-Hongrie contre le Montenegro, lui demandait « son avis autorisé sur la voie à tenir. » M. Tittoni répondit aussitôt que si l'Autriche occupait tout ou partie du Montenegro, l'Italie ne devait pas hésiter à occuper de son côté Durazzo et Valona, et il ajoutait : « Le jour où l'Autriche prétendrait troubler de n'importe quelle façon ou mesure l'équilibre de l'Adriatique, la Triple-Alliance aurait cessé d'exister. » Il n'est pas douteux que le marquis di San Guiliano ait fait la démarche qui lui était conseillée. L'Autriche a donc su ce qu'elle faisait au mois de juillet de l'année dernière et à quoi elle s'exposait de la part de l'Italie. Mais il semble bien qu'elle ne s'expose à rien de pareil du côté de la Roumanie. Tout sollicite la Roumanie à l'action, ses intérêts évidens, les circonstances, l'exemple d'autrui : elle ne

bouge pas. Il faut croire cependant que l'Allemagne n'est pas sans quelque inquiétude à ce sujet, puisqu'elle a envoyé le comte de Wedel jouer à Bucarest les princes de Bülow. Ce trait achève le parallélisme entre les deux situations de l'Italie et de la Roumanie : nul ne saurait dire s'il se maintiendra jusqu'au bout.

La Bulgarie, elle aussi, reste dans l'incertitude et nous y laisse : ses réflexions ne sont pas encore terminées, ses marchandages non plus. En attendant qu'elle en sorte, tournons-nous du côté de la Grèce, non pas qu'elle soit sortie des siennes, mais parce qu'il vient de s'y passer un événement important, qui ne saurait manquer d'avoir des suites. La démission de M. Venizelos ayant rendu nécessaire la dissolution de la Chambre, où il avait une très forte majorité, des élections nouvelles ont eu lieu le dimanche, 13 juin, et, en dépit d'une pression électorale qui a pris toutes les formes et où la main pleine d'or de l'Allemagne a été cyniquement apparente, M. Venizelos a obtenu une majorité qui oscille entre 70 et 90 voix, — car il y a comme toujours des membres incertains, — mais qui dans tous les cas reste considérable. Parlementairement, M. Venizelos est maître de la situation. Le ministère Gounaris aurait dû donner aussitôt sa démission. Croit-on qu'il l'ait fait? Point du tout, et les prétextes ne lui ont pas manqué. D'abord la maladie du roi Constantin. M. Gounaris invoque le fait qu'il ne peut pas donner sa démission à un homme qui n'est pas en état de la recevoir, et il reste en place. Quant à la Chambre, elle ne doit être réunie, dit-on, que le 20 juillet. Mais pourquoi ne pas la réunir avant? Le 20 juillet est la dernière limite : rien n'oblige à l'attendre et la Chambre pourrait être réunie beaucoup plus tôt; il suffirait que M. Gounaris le voulût. Seulement, il ne le veut pas. M. Venizelos, qui connaît le prix du temps, pousse à la réunion immédiate de la Chambre. S'il l'obtenait, le diadoque serait probablement nommé régent et serait chargé de suppléer son père jusqu'à son complet rétablissement. C'est ce qu'on ferait dans tout autre pays constitutionnel, mais, en Grèce, il y a de la résistance à une solution qui paraît si simple, et on reconnaît encore l'action de l'Allemagne dans ce parti pris de lutter jusqu'au bout avec toutes les armes et de tendre la corde au risque de la casser. M. Venizelos a beau avoir la majorité dans la Chambre, c'est-à-dire avoir le pays avec lui, il reste l'ennemi et on lui a déclaré la guerre. Non content des maladresses qu'on a déjà commises à son égard, on s'applique à en commettre de nouvelles, comme si on voulait l'exaspérer et le pousser aux dernières extrémités. Pendant la campagne électorale,

on l'a accusé d'avoir voulu abandonner Cavalla à la Bulgarie : on l'accuse aujourd'hui d'être anti-dynastique, de vouloir renverser le trône et établir la République. M. Rhallis a été l'accusateur : M. Venizelos a été obligé de le poursuivre en diffamation devant les tribunaux. M. Rhallis est un représentant de ces anciens partis qu'il a voulu reléguer dans l'histoire, mais si M. Venizelos a fait la guerre aux abus, il ne l'a pas faite aux hommes, et la preuve en est que M. Rhallis a été élu dans l'Attique avec son appui. On voit sa reconnaissance.

Quel sera le dénouement de cette situation, il est difficile de le dire. Les élections devaient mettre fin à tant d'intrigues qui se croisent en sens divers : les intrigues continuent, et même elles s'aggravent. Il sera pourtant bien difficile d'arracher l'avenir à M. Venizelos, puisque le pays le lui a solennellement confié. On a remarqné que la majorité électorale lui a été donnée par l'ancienne Grèce, celle qui existait avant les derniers événemens, à laquelle il faut joindre l'Épire et les îles récemment acquises. C'est seulement dans la Macédoîne, où se mêlent les races les plus diverses, turques, juives, etc., que la pression gouvernementale l'a emporté. En Épire, M. Venizelos a eu 14 voix sur 15, ce qui a sans doute déterminé M. Zographos à donner sa démission de ministre. Pour qui connaît le grand rôle joué par lui en Épire, il n'est pas surprenant que cet homme distingué se soit aperçu qu'il s'était fourvoyé dans un ministère qui d'ailleurs ne représente plus rien. Croit-on retourner la majorité d'ici à la réunion de la Chambre ? Espère-t-on pouvoir dissoudre celle-ci de nouveau et en faire élire une autre ? Comment deviner les projets que le levain allemand fait fermenter dans les têtes ? Tout ce que nous pouvons dire est que M. Venizelos a affirmé avec beaucoup de force que son orientation politique n'avait pas changé et qu'il était toujours partisan résolu d'une action commune avec les Alliés.

On voit combien la situation des Balkans est encore incertaine. Heureusement, le sort de la guerre n'en dépend pas. Peut-être a-t-on trop donné aux Puissances balkaniques l'impression qu'on ne pouvait pas se passer d'elles et que leur appoint, dans l'un ou dans l'autre des deux camps, était si précieux qu'on ne saurait le payer trop cher. De là des exigences toujours grossissantes, alors que la valeur de l'appoint va sans cesse en diminuant à mesure qu'on approche du terme. Il aurait été infiniment précieux au début de la guerre, il l'est encore aujourd'hui, il le sera moins demain, il finira par ne plus l'être

du tout. Mais c'est aux Puissances balkaniques qu'il appartient d'adopter la politique qui leur convient. Les Alliés n'essaient pas, comme l'Allemagne, de peser sur elles par l'intimidation et la corruption. Ils ont d'autres procédés, qui leur ont d'ailleurs trop bien réussi jusqu'ici pour qu'ils y renoncent maintenent.

Nous voudrions n'avoir pas à parler d'une interview que Benoît XV a accordée à un journaliste français et qui, lorsqu'elle a été connue, a produit partout une impression très profonde ; mais comment se taire en présence d'un fait aussi grave et qui est pour nous si pénible? Le Pape, dans sa conversation avec M. Latapie, a continuellement adopté le point de vue allemand pour justifier son silence en présence de tant de faits monstrueux qu'on aurait crus impossibles dans une guerre moderne. Si la cathédrale de Reims a été bombardée, les Allemands prétendent qu' « il y avait un observatoire » sur les tours, et le Pape fait état de cette allégation. « Nous referons la bibliothèque de Louvain, dit-il : j'ai déjà donné des ordres, nous aiderons à relever les cathédrales. Est-il besoin de dire que nous condamnons de toutes nos forces ces abominations? Chaque coup tiré sur la cathédrale de Reims retentit dans mon cœur... Mais l'heure n'est pas venue de démêler la vérité, au milieu de toutes les affirmations contradictoires. Le Vatican n'est pas un tribunal. Nous ne rendons pas des arrêts. Le juge est en haut. » Quant au cardinal Mercier, « il n'a jamais été arrêté ; il peut circuler à son gré dans son diocèse. » Ce n'est pas ce qu'a affirmé le cardinal dans la lettre pathétique dont la conscience universelle a été bouleversée. Mais, continue Benoît XV, « j'ai reçu du général von Bissing, gouverneur de la Belgique, une lettre m'assurant qu'il réprimerait désormais avec la plus grande énergie tous les actes de violence contre les églises et contre les ministres de Dieu. » Et voilà le Pape rassuré. Et le *Lusitania*? « Je ne connais pas de plus affreux forfait, déclare-t-il... Mais croyez-vous que le blocus qui étreint deux empires, qui condamne à la famine des millions d'êtres innocens, s'inspire aussi de sentimens bien humains? » Et la violation de la Belgique? « C'était sous le pontificat de Pie X, » dit brièvement Benoît XV, et il croit avoir assez dit.

Il n'y a pas lieu de discuter, ces déclarations, — si elles sont authentiques, de tous points, — suffisent. Certes, le Pape est dans une situation délicate, angoissante, tragique même, et nous avons dès le premier moment regretté pour lui qu'elle se soit produite au début de son pontificat. Il est le Pape de tous les fidèles, qu'ils soient fran-

çais ou allemands, belges ou autrichiens. Son devoir est complexe; il est plus difficile à remplir que, par exemple, celui du cardinal Mercier, qui est très simple. Aussi avons-nous trouvé quelquefois bien pressantes les injonctions qui lui demandaient de se prononcer, au milieu de cette guerre cruelle, entre des combattans dont les exigences étaient égales. Mais puisqu'il s'était tu jusqu'ici, pourquoi n'a-t-il pas continué de le faire ? Puisqu'il n'avait pas trouvé le mot à dire au moment où se perpétraient tant de forfaits, pourquoi a-t-il parlé aujourd'hui? A supposer même que toutes les allégations soient exactes, comment n'a-t-il pas senti que la France et la Belgique, meurtries et couvertes de ruines, méritaient qu'il s'exprimât sur elles avec plus de ménagemens que sur l'Allemagne qui n'a pas subi ces cruelles souffrances ? Et, quand même il serait aussi vrai qu'il est faux qu'il y ait eu « un observatoire » sur la cathédrale de Reims, était-ce une raison suffisante pour la détruire avec l'acharnement furieux qu'on y a mis et qu'on y met encore? Et si quelques coups de fusil malheureux ont été tirés sur des soldats allemands à Louvain, était-ce une raison pour faire de la ville ce qu'on en a fait? Le Pape ne le croit certainement pas, mais il a l'air d'y trouver une excuse admissible, et nous en sommes affligés.

Tout cela appartient à l'ordre moral : voici maintenant qui touche à l'ordre politique. Le Pape reconnaît avoir été nettement neutraliste et avoir fait ce qu'il a pu pour empêcher l'Italie de prendre part à la guerre. Était-ce le rôle qui lui convenait? Avait-il ici un devoir à remplir? Puisqu'il était le Pape des uns et des autres, ne devait-il pas rester impartial entre eux et éviter avec soin ce qui, étant favorable à ceux-ci, devait être défavorable à ceux-là ? En fait, il a travaillé dans le même sens que MM. de Bülow et Giolitti. Pourquoi ? Il en donne trois raisons. « D'abord, dit-il, parce que je suis le représentant de Dieu sur la terre. Dieu veut que la paix règne entre les hommes. Un pape ne peut vouloir et prêcher que la paix. » Cette dernière affirmation condamne rétrospectivement toute une partie de l'histoire de la papauté; elle désavoue quelques-uns des plus grands papes qui ont honoré et illustré la chaire de Saint-Pierre. Nous avions cru jusqu'à ce jour qu'il y avait eu des guerres justes et même saintes, que l'Église avait approuvées et auxquelles il avait été glorieux de participer. Dieu n'a pas dédaigné de s'appeler le Dieu des armées. Le Pape dit ensuite qu'il aime l'Italie et qu'il a voulu lui épargner les souffrances de la guerre : l'Italie les accepte d'un cœur viril pour réaliser un grand idéal; elle repousse des sympathies qui

s'expriment sous cette forme. Pour finir, le Pape déclare avoir pensé aussi aux intérêts du Saint-Siège que l'état de guerre met en danger. En réponse à cette assertion, le gouvernement italien a publié une note officieuse où il affirme que toutes les précautions ont été prises pour assurer la pleine liberté du Vatican et il semble bien y avoir réussi. Mais, gémit plaintivement le Saint-Père, « ne pouvait-on pas laisser ma garde intacte ? J'ai besoin de garantir la sécurité matérielle de ma personne et des richesses artistiques qui m'environnent. On m'a pris vingt gardes, plusieurs officiers, des employés que je ne peux pas aisément remplacer ; des gardes-nobles ont été mobilisés. » Eh bien ! nous le disons avec franchise, des considérations de ce genre ne justifient pas l'intervention pontificale entre les belligérans. Elles sont petites et mesquines en comparaison de l'acte que le Pape a accompli et qui, s'il avait réussi, aurait tourné au détriment de la France et au profit de l'Allemagne. Ni sa personne, ni les richesses artistiques dont il a la garde ne courent le moindre danger : leur sécurité ne dépend pas de quelques gardes-nobles de plus ou de moins. Le Pape n'avait donc pas à prendre parti. « L'avenir est sombre, » dit-il. Il l'est, en effet, et son langage n'est pas de nature à l'éclairer d'une pure lumière. Le rêve du Saint-Père est de « s'employer à ramener la paix parmi les hommes. » La paix se fera quand le moment en sera venu : il ne l'est pas encore et en parler intempestivement n'est pas une manière de la hâter. Nous ne voulons de la paix que lorsque la guerre aura produit les résultats que nous en attendons. « Je guette l'occasion avec une sorte de fièvre, dit le Pape : je me jetterai sur la première main qui se tendra. » Qu'il la prenne donc, si elle se tend vers la sienne, mais il aura désormais quelque peine à y en joindre une seconde.

Nous écrivons ces lignes avec regret, étant de ceux qui croient aux grands services que le Saint-Siège peut rendre à l'humanité et à la France. Nous avons espéré, nous espérons toujours que nos désirs se réaliseront un jour et nous souhaitons que ce jour soit prochain. Mais comment ne pas éprouver une tristesse profonde en voyant s'ajouter une difficulté nouvelle à une tâche qui en présentait déjà tant ?

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SOUVENIRS

D'AVANT ET D'APRÈS LA GUERRE DE 1877-1878[1]

(1876.) L'Ambassade avait l'habitude de célébrer, le 30 août, la fête de l'Empereur par une grande illumination, un feu d'artifice et une réception à l'Ambassade. La musique jouait ordinairement sur le quai devant l'Ambassade et les habitans de tout le haut Bosphore s'y rendaient, de manière que cette date était devenue un jour de fête pour tous les alentours. Les Musulmans y prenaient part comme les Chrétiens et c'était une espèce de réjouissance publique. Mais, cette année, l'excitation des passions politiques et nationales, et la crainte de conflits et de désordres avaient fait penser à plusieurs personnes qu'il serait prudent de ne pas célébrer aussi bruyamment le 30 août.

M. Onou était un de ceux qui redoutaient le plus l'excitation des Musulmans des villages voisins et quelque manifestation hostile de leur part. Il vint me faire des représentations pressantes dans ce sens en me conjurant de renoncer à la musique, au feu d'artifice et à l'illumination. Nous pourrions célébrer la fête en famille, avec calme. On risquerait, autrement, de la voir troublée par des charivaris ou des volées de pierres dans nos fenêtres. Je n'étais pas de cet avis. Il fallait avec les Orientaux, disais-je, montrer qu'on n'a pas peur. Ils savent que la fête a lieu tous les ans. Si nous renonçons à l'illumination, ils se diront que c'est par peur, et c'est alors que nous serons exposés à leurs insultes. Je prendrais toutes les mesures pour prévenir des désordres, s'il s'en produisait, mais

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

la fête aurait lieu d'après le programme habituel. Je priai les commandans des stationnaires de se tenir prêts pour toutes les éventualités, et nous eûmes notre 30 août aussi brillant que d'habitude; des foules de gens, Musulmans et Chrétiens, se promenaient sur le quai et dans des bateaux sur le Bosphore. Pas le moindre désordre n'eut lieu, et c'était au fond la seule journée gaie de ce triste et morose été. Il n'y avait en effet pendant les belles soirées de la saison ni musique sur le quai, comme les années précédentes, ni grandes promenades, ni pique-niques. On craignait de s'éloigner de sa résidence, la forêt de Belgrade n'était pas sûre, les villages environnans — hostiles, la côte d'Asie — mal famée à cause d'un redoutable brigand nommé Mehmed Péklevan, qui y faisait continuellement des apparitions, la route de la ville était infestée par les Zéibeks, et la vie sociale même était éteinte, car la plupart des dames étaient absentes, on renvoyait en pays sûrs les familles, sentant la situation menaçante. Il y avait un seul point où la vie habituelle de Péra et de l'été à Constantinople s'était réfugiée. C'étaient les îles des Princes et nommément Prinkipo. Il n'y avait alors pas encore de Turcs là-bas. C'était un petit coin chrétien, surtout grec, où l'on vivait en sécurité, et, lorsqu'un soir de l'été, j'y suis allé dîner avec quelques personnes de l'Ambassade, nous fûmes fort étonnés d'y trouver une existence tout autre, une atmosphère morale plus reposante.

Le mois de septembre se passa à Constantinople en pourparlers au sujet de l'armistice, tandis qu'en Europe des négociations sérieuses se poursuivaient entre les grandes Puissances en vue d'une intervention collective en faveur des Chrétiens de la Turquie. Le général Ignatieff, qui se trouvait auprès de l'Empereur en Crimée, poussait à une action plus décisive, et c'est sous son influence probablement que fut prise la résolution d'essayer des derniers moyens de conciliation pour arriver par les voies pacifiques à la solution des difficultés pendantes, au moyen d'une conférence et, si cette dernière ressource manquait, de recourir à la force. L'idée d'une conférence a été adoptée plus tard par toutes les Puissances, tandis que, chez nous, la mobilisation de plusieurs corps d'armée fut décidée et le grand-duc Nicolas fut appelé à la fin de septembre à Livadia pour recevoir de l'Empereur la mission de commander en chef l'armée d'action qui allait être formée.

Le premier acte de cet accord des Puissances devait être la demande d'un armistice à la Porte. Le général arriva à Constantinople dans les premiers jours d'octobre. Il commença par demander à être reçu par le nouveau Sultan auquel il remit en audience solennelle ses lettres de créance. J'y vis pour la première fois Abdul Hamid. Il ne portait pas encore de barbe, avait l'air horriblement embarrassé et presque effrayé. Il se tenait dans un petit salon et, entre lui et Ignatieff, il y avait une table, comme s'il voulait pouvoir se défendre contre une attaque possible du terrible général.

Ignatieff eut en même temps une conférence avec ses collègues et une demande formelle d'armistice avec la Serbie et le Montenegro fut adressée à la Porte au nom des six grandes Puissances. Fort de ses succès et comptant sur l'appui ou du moins les sympathies de l'Angleterre, le gouvernement ottoman refusa. Alors notre ambassadeur reçut l'ordre d'adresser à la Porte un ultimatum pour exiger l'armistice, et, en cas de nouveau refus, de rompre les relations et de quitter Constantinople.

Je crois que c'est le 19 octobre que l'ultimatum fut adressé à la Porte et quarante-huit heures lui furent assignées pour répondre. Nous prenions, en attendant, toutes nos mesures pour pouvoir partir. J'avais préparé toutes les notes de rupture, qui m'ont servi six mois plus tard à moi-même. Mme Ignatieff alla en ville lever l'hôpital et préparer l'expédition en Russie des sœurs de charité. Un bateau de notre compagnie était à l'ancre devant Buyukdéré et on y transportait une partie des archives et des effets de l'ambassadeur emballés à la hâte à Péra. La première journée s'était passée sans que nous eussions aucune nouvelle. Durant la seconde on savait que des conseils se succédaient au Palais et à la Porte, et que l'ambassadeur d'Angleterre était allé à Péra. Le soir de ce second jour devait, nous disait-on, venir la réponse. Le général avait cependant prévenu ses collègues que, s'il ne la recevait pas, il partirait, et quelques-uns d'entre eux, ceux qui étaient encore restés sur le Bosphore (la plupart avait déjà déménagé en ville), vinrent passer la soirée à l'Ambassade. Parmi eux se trouvaient les Elliot. L'ambassadeur d'Angleterre assurait Ignatieff que la Porte était résolue à céder, que l'on rédigeait la note en réponse et qu'elle devait nous être remise le soir même. La nuit était noire et on

voyait de loin les feux des deux rives du Bosphore. On allait continuellement à la fenêtre pour voir si une mouche à vapeur ne venait pas de Yenikeui nous apporter une solution. Tout le monde était agité, et l'agitation augmentait à mesure que le temps passait. Elliot aussi commençait à être inquiet; il redoutait un changement de décision de la part des Turcs. Enfin, après minuit, il dut bien retourner à Thérapia, et on prit congé de lui comme si on devait partir le lendemain matin. Nous nous séparâmes fort tard dans la nuit, après avoir mis encore la dernière main aux affaires qu'il s'agissait de régler. J'allai me coucher, comme nous tous du reste, dans la plus complète et pénible incertitude. Le paquebot qui devait nous emmener était sous vapeur sous nos fenêtres.

En me réveillant le lendemain matin, ma première question fut naturellement si une réponse était arrivée et si nous restions. Après trois heures du matin, un employé de la Porte était venu apporter la note qui acceptait nos demandes et nous n'avions qu'à déballer nos malles. Mais le temps s'était gâté. Les premières pluies d'automne accompagnées de tempêtes avaient commencé, et force nous fut de rester à Buyukdéré à attendre, en gelant dans nos appartemens, une réapparition du soleil. Mais le mauvais temps se prolongeait, les communications avec la ville devenaient horriblement difficiles; et les affaires en souffraient. Nous finîmes par perdre patience et rentrâmes à Péra par une tempête épouvantable accompagnée d'une pluie torrentielle. C'était (si je ne me trompe) le 28 octobre (vieux style).

En attendant, l'Empereur, revenant de Crimée à Pétersbourg, annonça la mobilisation à Moscou, au milieu d'un immense enthousiasme. L'état-major du grand-duc Nicolas était formé On m'avait, avant même le retour du général Ignatieff, proposé d'assumer la charge de directeur de la chancellerie diplomatique, que je m'empressai d'accepter. Ma femme, qui était allée en Crimée par le bateau de guerre *Eriklik*, qu'avait amené Ignatieff, y fut reçue de la façon la plus gracieuse. L'Empereur, l'Impératrice la comblèrent d'attentions et de grâces, on lui fit des complimens chaleureux sur ma conduite durant mon difficile intérim. Un rôle important m'était destiné désormais. Je devais, avant de prendre la direction de la chancellerie diplomatique, aller à Bucarest négocier une convention pour le passage

éventuel de nos troupes par la Principauté. Le prince Charles et M. Bratiano avaient été à Livadia et on les avait pressentis à ce sujet. Le général Ignatieff, à qui cette affaire fut confiée, envoya d'abord pour sonder le terrain un de nos drogmans qui avait été en Roumanie, un certain Bélotzerkovitz. A son retour, mon départ fut décidé, et je m'embarquai pour Odessa, le 2 novembre si je ne me trompe, sous le prétexte d'aller en Bessarabie voir ma sœur, qui y était mariée.

Les principales questions qui se présentaient pour moi dans l'accomplissement de la mission qui m'était confiée, étaient : l'une, une question de forme; l'autre, une question de fond. La première consistait à savoir en vertu de quels pleins pouvoirs je devais traiter et quel caractère devait avoir l'arrangement à conclure. Le général Ignatieff, qui ne doutait de rien, me répondit que c'est lui qui m'accréditerait, que, la Roumanie étant un État vassal de la Turquie et lui accrédité auprès de la Porte, il pouvait déléguer ses pouvoirs. J'eus des doutes sur la régularité de ce procédé et surtout sur l'accueil qu'il rencontrerait de la part du gouvernement roumain. Mais il n'y avait pas de temps à perdre pour porter la question à Pétersbourg et je partis muni d'une lettre de l'ambassadeur pour M. Bratiano, premier ministre, par laquelle il lui annonçait que j'étais chargé de négocier et de signer un arrangement secret en vue des éventualités possibles. La question de fond était de définir ce que je devais obtenir du gouvernement roumain et quelles étaient les limites des sujets qui devaient être abordés et résolus. Il était évident que les Roumains ne se prêteraient pas facilement à nous laisser traverser leur pays pour combattre les Turcs sans vouloir soulever un peu le voile de l'Avenir et se garantir aussi contre les conséquences fâcheuses d'une guerre qui pouvait tourner à notre désavantage. Il était notoire en outre que l'empereur Alexandre II considérait comme une question d'honneur pour lui de récupérer la partie de la Bessarabie qu'il avait dû céder par le traité de Paris, afin de rendre à la Russie en Europe les limites qu'elle avait eues à son avènement au trône. Les Roumains s'en rendaient parfaitement compte; Bratiano en avait parlé à Livadia, et il n'y avait pas de doute qu'il me poserait cette question dès le début. Or, autant j'étais versé dans les affaires politiques et me sentais en état, muni d'instructions précises, de traiter une question

diplomatique, autant le côté militaire, technique de la tâche m'était étranger. Je ne connaissais ni la manière de les satisfaire, ni la forme dans laquelle les États réglaient leurs rapports dans des conditions pareilles. On me promit de Pétersbourg de m'envoyer à ce sujet des instructions à Odessa, et un officier d'état-major devait m'être attaché pour m'instruire dans la partie militaire.

Je trouvai en effet en arrivant à Odessa une dépêche du ministère qui me prescrivait de m'entendre avec le commandant des troupes de la circonscription militaire d'Odessa, le général Séméka, et avec le grand-duc qui devait incessamment arriver à Kichineff pour y installer son état-major. Et pour m'aider, le colonel d'état-major, prince Michel Cantacuzène, devait m'accompagner à Bucarest. Ce choix était, sous tous les rapports, parfait. Homme charmant et instruit, connaissant les langues étrangères et ayant des relations de parenté en Roumanie où il avait fait des séjours prolongés, le prince Cantacuzène avait en outre l'avantage d'avoir été employé dans la section de transport des troupes et était par conséquent familiarisé avec ce côté si important des mouvemens d'une armée en campagne. Mais lui aussi n'avait jamais vu de convention militaire de ce genre et ne savait pas ce qu'elle devait renfermer. Du ministère on m'envoya deux anciennes conventions, l'une de 1848 avec l'Autriche, l'autre du commencement du siècle, également avec l'Autriche, je crois, et qui toutes deux étaient absolument inapplicables aux conditions toutes différentes de la guerre présente. J'espérais recevoir un « projet » de convention, une ébauche, un canevas : je n'eus rien, et nous dûmes, le prince Cantacuzène et moi, l'inventer et la dresser nous-mêmes de toutes pièces.

Pour le côté politique, l'ordre du ministère était catégorique; je n'avais pas à m'en occuper et devais décliner toute discussion ou conversation à ce sujet. Mais c'était plus facile à dire qu'à exécuter. Ce n'est pas moi qui chercherais ces entretiens, mais je ne pourrais pas empêcher les Roumains de vouloir, avant de s'engager, savoir à quoi ils s'exposaient. Mes appréhensions se sont trouvées fondées.

Commençant donc mon travail à Odessa même, je me rendis d'abord chez le général Séméka. Mais il me dit que les informations les plus utiles me seraient données par M. Ahrens

(je crois ne pas me tromper sur son nom), qui avait été intendant de l'armée qu'il commandait et venait d'être nommé intendant général de l'armée active. Je le trouverais à Kichineff où il s'était déjà rendu. Arrivé là, je fus tout étonné d'entendre chacun parler tout haut de mon voyage, que je tenais, moi, en grand secret, et j'eus beaucoup de peine à dépister le monde et à dissimuler mes véritables mouvemens. M. Ahrens se trouva être un homme absolument inférieur, qui ne me parla que des provisions nécessaires pour les soldats, du fourrage pour les chevaux, etc., sans me donner aucune indication pratique sur les exigences que, en vue de se les procurer, il fallait poser au gouvernement avec lequel j'allais traiter. Nous étions plus que jamais réduits à nos propres inspirations.

Ayant pris toutes les dispositions pour nos lettres et pour détourner l'attention publique du but de notre voyage, nous partîmes par train spécial, le prince Cantacuzène et moi, pour Ungheni, d'où nous devions aller jusqu'à Yassy en voiture. Nous nous munîmes de passeports aux noms : moi de M. Alexandresco, Cantacuzène de Karsky et nous arrivâmes sans encombre à sept heures du matin à Bucarest. Là il n'y avait que le baron Stuart, notre agent diplomatique, qui était prévenu de notre arrivée et avait initié à ce secret un seul de ses employés, M. Zolotareff. Ce dernier nous rencontra à la gare et nous dit que des chambres avaient été retenues pour nous dans un hôtel de second ordre, où notre présence ne serait pas remarquée par le monde politique. Mais, à peine arrivés là, nous vîmes bien que nous y serions immédiatement découverts. L'hôtel était sale, froid (il gelait dehors), il était habité par des actrices et des personnages suspects de toute espèce. Évidemment, nous devions attirer sur nous l'attention des autres habitans qui, passant continuellement devant nos portes, regardaient avec curiosité ce que nous faisions. Nous résolûmes de ne point rester là et, aidés de ce même Zolotareff, à l'heure où devaient arriver les voyageurs de Vienne, nous nous fîmes conduire avec nos bagages dans le plus grand hôtel de Bucarest, le Grand Hôtel du Boulevard, où nous avions la chance de disparaître dans la masse des voyageurs. Des étrangers de toute espèce y descendaient ; des entrepreneurs et des spéculateurs des genres les plus divers venaient alors chercher fortune en Roumanie. Nous pouvions passer pour leurs sem-

blables. Il s'agissait seulement de ne pas se trahir; ne livrer ni son nom ni son métier, et ne pas se faire reconnaître par les personnes que l'on pouvait connaître à Bucarest.

Pour Cantacuzène, c'était chose assez facile. Il connaissait la ville, il savait les points qu'il fallait éviter, et si même il était vu par quelqu'un, il avait toujours le prétexte de dire qu'il passait par là pour voir des parens, comme cela lui arrivait parfois. Moi, j'avais des collègues dans le corps diplomatique et des connaissances éloignées parmi les Roumains. Si on me savait à Bucarest, le but de ma présence serait découvert. Je dus donc prendre le parti de ne pas du tout sortir le jour, et ce n'est que le soir, à la lueur des lanternes, que j'allais prendre l'air, ou quelquefois de très grand matin, à huit heures, lorsque personne des gens du monde n'est dans la rue. Pour plus de sûreté, je prenais la précaution de circuler dans les quartiers éloignés, dans le parc de Herestrees, et d'avoir en main un mouchoir pour m'en couvrir la figure au coin des rues ou lorsque je redoutais la possibilité d'une rencontre, où je pourrais être reconnu.

Mon entrevue avec M. Bratiano eut lieu le lendemain même de mon arrivée, au ministère des Finances, où j'arrivai, ainsi qu'il était convenu entre lui et le baron Stuart, à neuf heures du matin, en me faisant annoncer comme M. Alexandresco. La fiction que M. Bratiano me proposa d'adopter pour expliquer, s'il y avait lieu, ma présence à Bucarest et mes visites comme M. Alexandresco, était que, Roumain d'origine et ancien militaire russe, je voulais m'établir en Roumanie et y prendre du service dans l'armée. C'est ainsi qu'il parla de moi à ses collègues, lorsqu'il eut à leur expliquer les audiences qu'il m'accordait.

Je trouvai en Bratiano un vieillard très vivant, très vif, très sympathique, enthousiaste des années 40 où, étudiant à Paris, il avait pris part à la révolution de Février : revenu dans sa patrie, il garda le stigmate d'un révolutionnaire et d'un républicain. Il se rallia pourtant à la monarchie, fut député et ministre et se distingua par les sympathies chaleureuses qu'il témoigna aux Chrétiens d'Orient, notamment aux Bulgares lorsqu'ils subissaient le joug de Midhat pacha. Arrivé avec le prince Charles en Crimée, il y devint partisan de la Russie qu'il combattait jusqu'à ce moment, quand il la vit décidée à tirer l'épée pour l'émancipation de ses coreligionnaires. C'était en outre

un homme d'un désintéressement exemplaire, pauvre, parfaitement honnête. L'exercice du pouvoir ne l'avait pas encore gâté à cette époque. Il s'y cramponna plus tard et ne fit pas toujours du bien à son pays.

Il me reçut de la façon la plus aimable, m'adressa des complimens personnels, puis me posa tout de suite la question à laquelle je m'attendais : où étaient mes pleins pouvoirs. Je lui remis la lettre du général Ignatieff, mais il ne la considéra que comme une lettre d'introduction. « Comment, dit-il, vous voulez que nous nous engagions dans une affaire qui peut mettre en danger la sécurité de notre État, et vous ne voulez y engager, vous, que votre seule responsabilité personnelle ou celle du général Ignatieff? La partie est trop inégale. C'est d'ailleurs un manque d'égards vis-à-vis de l'État roumain. Un acte conclu avec la Principauté et qui devra être signé par le premier ministre et ratifié par le Prince et les Chambres, devrait au moins être soumis aussi à la ratification du ministre des Affaires étrangères de Russie, seul qualifié pour donner les pleins pouvoirs nécessaires aux négociations. » Cette première difficulté menaçait de tout compromettre. Si je perdais du temps à solliciter et à recevoir des pleins pouvoirs, mon séjour se prolongerait indéfiniment et je risquerais d'être découvert. D'autre part, la conférence devait s'ouvrir à Constantinople dans les premiers jours de décembre et je désirais y assister d'autant plus que l'ambassadeur aussi avait besoin de ma présence. J'employai donc toutes les ressources de mon esprit pour démontrer à M. Bratiano que cette omission ou ce défaut de forme n'était qu'accidentel, qu'il fallait gagner du temps et c'était pour cela que le général Ignatieff avait pris sur lui de m'envoyer sans retard. Il allait de soi que la convention que nous élaborerions serait ratifiée; j'allais demander par télégraphe des pleins pouvoirs, ils seraient probablement envoyés au nom de M. Stuart pour ne pas me retenir trop longtemps à Bucarest, mais nous pourrions tout de même commencer les pourparlers, M. Bratiano finit par se rendre à ces raisonnemens et consentit à entrer en négociations. Mais il me posa aussitôt une seconde question, à laquelle je m'attendais également : pouvais-je lui garantir que nous ne reprendrions pas, après la guerre, la Bessarabie? Je lui répondis que j'avais l'ordre d'éviter toutes les questions politiques, ma mission consistant à conclure une convention technique pour le passage

des troupes. « C'est bon, me dit-il, mais moi qui devrai présenter cette convention à la Chambre, j'aurai à lui dire quelles sont les garanties dont j'aurais entouré l'indépendance et l'intégrité de notre patrie. Autrement, on ne l'acceptera jamais. » Nous eûmes plusieurs discussions sur ce sujet et il fut convenu que, dans le préambule ou dans la conclusion, on introduirait une phrase qui mettrait à l'abri la responsabilité de M. Bratiano et du Prince. Le texte primitif m'en fut remis par M. Bratiano, il forma l'objet de mes soucis les plus cuisans ; je le maniais et remaniais avec l'aide du prince Cantacuzène et nous trouvâmes finalement une formule qui, sans nous engager d'une manière explicite, pouvait cependant satisfaire les Roumains soucieux de l'intégrité de leur pays. Il y était dit, si j'ai bonne mémoire, que la Russie s'engageait à détourner de la Roumanie tous les dangers et les attaques qui pourraient être dirigés contre elle à la suite de la conclusion de cette convention, et qu'elle garantissait la sécurité et l'individualité politique de l'État roumain dans ses limites actuelles (ou tel qu'il est constitué actuellement) « si elles venaient à être menacées du fait du passage des troupes russes. » A la distance où je me trouve de cette époque et n'ayant gardé aucun document qui s'y rapporte, je ne puis garantir l'exactitude des termes, mais le sens y est. Entre autres argumens que j'ai employés avec M. Bratiano, pour éviter de m'engager davantage, je lui ai dit que nous ne pouvions garantir la Roumanie que contre les dangers qu'elle courrait à la suite de son entente avec nous. « Mais si, lui dis-je, vos exaltés allaient attaquer la Transylvanie, et si le gouvernement autrichien envahissait, à la suite de cela, la haute Valachie, nous ne nous considérerions nullement comme obligés de courir à votre secours et d'entrer en guerre avec l'Empire des Habsbourg. » « Je vois bien, me dit un jour Bratiano, que vous finirez par nous reprendre la partie de la Bessarabie qui vous a été enlevée par le traité de Paris. Je le comprends, je l'ai senti à Livadia, c'est une question d'honneur pour l'Empereur. Mais alors prévenez-nous-en, dites-le-moi franchement, nous chercherons des compensations et je pourrai y préparer notre opinion publique. » Je répondis au ministre que du moment où il comprenait et pressentait la nécessité où nous nous trouverions, en cas de guerre heureuse, de récupérer la partie cédée de la Bessarabie, la prudence exigeait qu'il y préparât quand

même l'opinion publique. Quant aux compensations, l'Empereur ne voudrait jamais disposer du territoire qui ne lui appartiendrait pas, et il ne pourrait en être question que lorsque, à l'issue de la guerre, on saurait ce dont on pourrait faire un objet d'échange et d'annexion. « Et si la guerre est malheureuse, me dit un jour Bratiano, comment pourrez-vous nous défendre? Nous serons sacrifiés. J'ai un cauchemar qui me poursuit : il m'a été dit qu'entre la Russie et l'Autriche, il a été question de partager la Roumanie. Jurez-moi que cela ne sera pas! » Je répliquai à M. Bratiano que la Russie, même dans le malheur, n'avait jamais abandonné ses amis. Ne pouvant rien obtenir pour elle-même au Congrès de Paris, elle avait cependant consenti à augmenter la Roumanie, et aux Conférences qui ont suivi elle avait stipulé l'évacuation de la Grèce, occupée par les Anglais et les Français à la suite du mouvement qui s'y était produit contre la Turquie au début de la guerre. Quant aux conversations entre les empereurs de Russie et d'Autriche au sujet de la Roumanie, je ne pouvais certainement rien savoir ni jurer. Mais je pouvais donner ma parole d'honneur que je n'avais jamais entendu parler nulle part en Russie d'une pareille combinaison ni entendu dire qu'un pareil entretien entre les Empereurs avait eu lieu. Cette déclaration parut rassurer M. Bratiano et nos négociations prenaient un caractère tout à fait pratique et technique. Personne n'y participait, en dehors de nous deux. Une seule fois, lorsqu'il s'agit des chemins de fer, il m'envoya un officier d'état-major, colonel Falkayano, pour traiter de quelques questions spéciales que, de mon côté, j'avais confiées au prince Cantacuzène. Nos entrevues étaient peu fréquentes ; elles avaient lieu tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, la plupart du temps le soir. Ainsi il m'annonça un jour qu'il m'enverrait chercher le soir, par un monsieur (c'était un de ses acolytes, Radon Mihai), qui serait chargé de m'amener dans la maison où il se trouverait, mais mon guide aurait l'ordre de ne pas me questionner et il me priait de ne pas lui parler non plus. Le programme fut exécuté. On me laissa dans l'antichambre d'une villa au bout de la ville. Je montai un escalier et me trouvai dans une chambre où, au bout de quelques instans, entra par une porte dérobée M. Bratiano, qui me fit reconduire plus tard jusqu'à la voiture.

Mon séjour incognito à Bucarest dura environ trois semaines

et c'était vraiment un tour de force et une chance miraculeuse que personne n'en eût rien su dans cette ville. On se doutait bien, paraît-il, qu'il y avait quelque chose qui se tramait, mais on ne savait ni où ni quoi ni par qui, et un de mes anciens collègues, le baron d'Alvensleben, qui était à cette époque agent diplomatique d'Allemagne en Roumanie, m'a reproché amicalement par la suite de m'être si bien caché, même de lui.

Cependant, un jour, M. Bratiano me parut un peu inquiet; quelqu'un avait dit dans les couloirs de la Chambre qu'il y avait à Bucarest un négociateur russe avec lequel le ministère était en pourparlers. Bratiano le nia, mais pressa la conclusion de l'affaire pour que je pusse partir le plus tôt possible. Et, malgré cette insinuation, aucun journal n'a jamais parlé de ma mission à Bucarest, quoique la question que j'y traitais dût au premier chef intéresser le monde politique, comme preuve éclatante des intentions intimes et des résolutions arrêtées de la Russie. Le projet de conventions fut donc définitivement dressé, confronté, approuvé de part et d'autre, et n'avait plus qu'à recevoir la sanction officielle. Je me pique de croire que cet acte était très bien fait et répondait à toutes les nécessités de la situation, en vue de laquelle il était dressé. L'idée dominante était d'éviter les froissemens entre les gouvernemens et les administrations réciproques, de régulariser autant que possible les rapports des chefs militaires avec les autorités locales et la population, de prévenir surtout ces interminables réclamations, plaintes et sollicitations, qu'entraîne à sa suite le passage d'une armée par un territoire étranger. Au moment où je négociais la convention pour la guerre de 1877, il y avait encore des comptes et des procès datant du séjour de notre armée en Moldavie et Valachie en 1853 et 1854, qui n'étaient pas réglés! C'est à prévenir la possibilité, ou au moins à diminuer la probabilité de pareilles « queues » que tendaient les désirs des Roumains et que je croyais moi-même devoir consacrer mes efforts. J'avais établi qu'un commissaire général roumain serait attaché au quartier général russe et un fonctionnaire russe analogue serait accrédité auprès du gouvernement roumain et que c'est par leurs entremises que se feraient les relations entre l'armée et les autorités roumaines. Malheureusement, le ministère des Affaires étrangères, hostile en principe à la guerre et ne se souciant pas des besoins qu'elle

crée, avait négligé même de faire traduire cette convention en russe et de la faire répandre parmi ceux qui devaient s'y conformer. Les chefs de l'armée, sauf le grand-duc et son état-major, ignoraient même qu'il y eût eu des négociations et une convention quelconque. Ils aimaient mieux d'ailleurs avoir les coudées franches que de se sentir jusqu'à un certain point liés et astreints à certaines obligations vis-à-vis du pays que l'on traversait et occupait, mais qui, loin d'être un pays conquis, était un territoire indépendant et ami. Du reste, la signature définitive de la Convention et surtout sa ratification, n'eurent lieu qu'au tout dernier moment, à la veille des hostilités. Les négociations poursuivies sans relâche à Constantinople entretenaient, comme nous le verrons plus tard, à Pétersbourg et en Europe, l'espoir d'une solution pacifique et ni le prince Gortchakof ni M. Bratiano ne se pressaient de prendre des mesures en vue de la guerre. L'absence de pleins pouvoirs, qui était le principal défaut de ma position, m'empêcha d'utiliser les dispositions favorables dans lesquelles nous étions réciproquement, le premier ministre roumain et moi, pour revêtir séance tenante de nos signatures le projet convenu. Lorsque tout fut réglé et copié, je proposai à M. Bratiano, puisqu'il se refusait à signer l'acte, au moins de le parafer. Il y résista obstinément, disant qu'il y aurait là de quoi le perdre, lui, son souverain et son pays. Il consentit à ce que lecture fût donnée tout haut du texte en présence du baron Stuart et du prince Cantacuzène, et s'engagea sur parole à le signer tel quel dès que le délégué russe produirait des pleins pouvoirs ; mais il déclara qu'il ne pourrait même pas obtenir du prince l'autorisation d'apposer sa signature ou son parafe à un acte, comme qui dirait unilatéral, puisque, de l'autre côté, il n'y avait pas de personne dûment déléguée à cet effet. Il se trouva que plus tard ce fut notre ministère des Finances qui s'éleva, bien à tort à mon avis, contre une des stipulations que j'avais cru pouvoir admettre au sujet du mode de paiement des fournitures : alors, M. Bratiano, qui avait compris ce que disait et ne disait pas le préambule du traité ayant une portée politique, demanda en échange qu'on y introduisît quelques modifications, auxquelles le ministère, peu soucieux de se mettre à couvert pour les éventualités d'avenir, qu'il ne voulait d'ailleurs pas même prévoir, avait eu la faiblesse de consentir. L'obligation de conserver l'intégrité du territoire

roumain y fut exprimée d'une façon plus explicite, et le Cabinet de Bucarest eut une apparence de raison de nous accuser plus tard, lorsque, à San Stefano, nous avons réclamé la rétrocession de la partie de la Bessarabie détachée en 1856, d'avoir manqué à nos engagemens et agi avec mauvaise foi. Je m'étais évertué en vain d'épargner à mon pays cette humiliation.

Le soir même du jour où eut lieu la lecture avec M. Bratiano du texte de la convention définitivement arrêté, je quittai Bucarest avec le prince Cantacuzène. M. Bratiano me dit, au moment de prendre congé de moi, des choses fort obligeantes et flatteuses pour ma personne et me transmit de la part du prince Charles l'expression de ses regrets de ne pouvoir me recevoir personnellement et faire ma connaissance. C'est avec une joie sincère que nous vîmes, mon compagnon de réclusion et moi, arriver le terme de notre séquestration qui me fit comprendre, en infiniment petit, les souffrances de la prison. Au moment de nous rendre à la gare, une dernière crainte surgit en nous : si nous rencontrions dans le train quelqu'un de notre connaissance? Heureusement, il n'en fut rien et nous arrivâmes sans encombre, le lendemain soir, à Yassy où nous dûmes passer la nuit. Le matin du jour suivant, par un horrible temps de pluie froide avec neige, gelée et vent glacial, nous nous mîmes en route pour Ungheni, où un train spécial devait venir nous prendre, la circulation régulière n'étant pas encore ouverte sur cette ligne toute nouvelle. Mais le chef de gare nous déclara que les pluies et la gelée avec chasse-neige des derniers jours avaient rendu la voie impraticable. Une locomotive que l'on voulait envoyer pour nous prendre de Kolovachi, la station précédente, ne put pas franchir une certaine montée, et, depuis quelques heures, les lignes télégraphiques mêmes étaient rompues, par suite de l'accumulation de la glace sur les fils, qui, dans plusieurs endroits, étaient brisés. Pas moyen non plus de les envoyer réparer ou d'aller jusqu'à Kolovachi en voiture ou en traîneau puisque, à cause du verglas, les routes étaient absolument inaccessibles à la circulation. Force nous fut de rester à Ungheni. Un officier de gendarmes mit à notre disposition la seule chambre de son logement qui ne servait pas de chambre à coucher à lui, à sa femme et à ses enfants : ceux-ci, tous en bas âge, faisaient un vacarme épouvantable. Nous passâmes ainsi deux ou trois jours, et j'en profitai pour rédiger mon rap-

port officiel sur la négociation, dont je n'avais guère eu le loisir de rendre compte durant mon séjour à Bucarest. Nous trouvâmes à Kichineff le grand-duc Nicolas, installé avec son état-major dont je devais faire partie plus tard. Je lui lus, ainsi qu'au général Népokoitchitzky, le résultat de ma négociation, et ils en parurent tous les deux fort satisfaits. Le grand-duc, avec une franchise toute militaire et la confiance qu'il avait dans la discrétion professionnelle d'un diplomate, ne fit part de ses projets.

Il m'exposa son plan de campagne, les préparatifs de passage du bas Danube pour y attirer une partie des forces turques, le vrai passage à Sistovo, le mouvement précipité vers Chipka et les Balkans, en laissant des rideaux des deux côtés pour retenir les Turcs et garder les communications, puis l'incursion au delà des Balkans, et un coup porté au cœur de la Turquie, à Andrinople, et, comme rêve, Constantinople, que l'Empereur, en lui confiant le commandement, lui avait donné pour but de la campagne. Il regrettait qu'on perdît du temps; il faisait des vœux pour que la Conférence n'aboutît pas et que l'on pût commencer la guerre en hiver; notre soldat, habitué au froid, supporterait mieux les rigueurs de l'hiver que le soldat turc, et le succès lui paraissait encore plus sûr, surtout en vue de l'état de l'armée ottomane, qui n'était pas préparée. Le grand-duc avait grandement raison. Son plan était brillant; il aurait été exécuté sans encombre si toutes les forces qui lui avaient été promises avaient été à temps mises à sa disposition, et si la diplomatie hésitante du prince Gortchakof et les craintes du comte Schouvaloff n'avaient pas donné aux Turcs dix mois pour se préparer, et à l'armée destinée à la guerre le temps de s'ennuyer dans la Capoue bessarabienne.

Dans les premiers jours de décembre, je débarquai à Constantinople, où la Conférence venait de s'ouvrir et n'avait tenu qu'une ou deux séances.

L'objet de cette Conférence était différemment envisagé par nous et par les autres Puissances. L'Europe n'avait consenti de discuter en commun la situation des Chrétiens de la Turquie d'Europe et de recommander à la Porte des mesures propres à en assurer le bien-être et la tranquillité, que dans l'espoir de nous ôter par là tout prétexte à une intervention isolée et de forcer, par une pression morale mais pacifique, le Sultan à faire

des réformes et à introduire des améliorations qui retarderaient pour une nouvelle période d'années l'éclosion de la question d'Orient, et l'ouverture de la succession de l' « homme malade. » Le prince Gortchakof et ses acolytes espéraient, de leur côté, donner d'une part satisfaction au sentiment national russe, qui s'était hautement prononcé en faveur des chrétiens, mais, en même temps, en faisant de leur cause une question européenne, enlever au parti de l'action en Russie tout prétexte pour pousser le Gouvernement à la guerre. Le général Ignatieff, au contraire, comprenait parfaitement bien que le Gouvernement ottoman céderait difficilement aux exigences qu'on allait lui poser et que la justice de nos réclamations une fois reconnue et sanctionnée par l'Europe, celle-ci ne se souciant pas de faire la guerre à la Turquie, nous serions forcément obligés de l'entreprendre pour notre compte, mais en ayant derrière nous l'appui moral de l'Europe. La Conférence devait commencer entre les seuls représentans des Puissances qui avaient des exigences à imposer à la Turquie; elle devait ensuite devenir plénière, c'est-à-dire que les plénipotentiaires turcs devaient en faire partie pour discuter avec les représentans étrangers les demandes que ceux-ci leur auraient faites. Le Gouvernement anglais, dont l'antagonisme contre nous était d'ancienne date, délégua comme plénipotentiaire, outre son ambassadeur, un ministre de Cabinet, connu comme anti-russe, le marquis de Salisbury. La France envoya aussi un second plénipotentiaire, le comte de Chaudordy. De Vienne, on délégua, pour aider le comte Zichy, peu versé dans les procédés diplomatiques, le consul général de Bucarest, M. de Calice. C'est naturellement chez le général Ignatieff, comme doyen, que la Conférence devait se réunir, et il était évident qu'il exercerait la plus haute influence sur la marche de ses travaux. Comprenant que le succès de l'entreprise dépendrait de l'attitude du plénipotentiaire spécial de la Grande-Bretagne, le général mit toute son habileté à gagner à sa cause le marquis de Salisbury. Moitié par la flatterie, moitié par d'intelligentes et spécieuses explications techniques et par des données statistiques et autres, il sut convaincre Salisbury de la nécessité d'exiger de la Turquie plus que ne voulait sir Henry Elliot, et créer même un antagonisme entre les deux plénipotentiaires anglais, qui, appartenant à des partis politiques différens et personnellement peu sympathiques l'un à l'autre, étaient dès le

début dans des dispositions réciproques défavorables. D'autre part, le général Ignatieff, aidé par sa femme, gagna entièrement à son point de vue le comte de Chaudordy, sympathique à la Russie, et le comte Corti, ministre d'Italie, qui était sous le charme de l'ambassadrice de Russie.

Avant mon départ pour Bucarest, lorsque la Conférence était déjà décidée en principe, le général Ignatieff, causant un soir avec moi de la façon dont il faudrait s'y prendre, exprima des inquiétudes sur la manière dont on pourrait entamer l'affaire, la mettre en train. Je lui dis que comme la Conférence se réunirait à l'ambassade de Russie, et que, comme doyen, il en serait probablement nommé président, il devrait préparer d'avance un discours pour y exposer le but poursuivi, grouper les questions à traiter, et ensuite partager les plénipotentiaires en Commissions qui étudieraient séparément les questions que l'on discuterait ensuite en séances plénières. « Eh bien, puisque vous avez déjà pensé à cela, me dit le général, mettez-moi vos idées par écrit, ce que vous auriez dit si vous étiez à ma place. » Je me mis aussitôt à l'œuvre et présentai au général, avant de me mettre en route, un projet de discours d'ouverture, tel que je le comprenais. J'eus la satisfaction, en lisant le compte rendu de la première séance, de voir que mon discours y avait été prononcé par l'ambassadeur presque mot pour mot. Seulement, au lieu de le dire tout entier à la fois, le général l'avait fort intelligemment coupé en deux, la première partie traitant du but de la réunion et renfermant les complimens et remerciemens d'usage de la part du président, la seconde traçant le programme des travaux. Arrivé trop tard pour prendre une part directe à ces derniers comme secrétaire de la Conférence, car le bureau était déjà constitué, j'y ai participé indirectement en préparant tous les discours que le général avait à prononcer lorsqu'on savait que telle ou telle question importante allait être traitée à la prochaine séance. C'était principalement le cas pour la seconde partie de la Conférence avec les délégués turcs, lorsqu'on voyait parfaitement qu'ils refuseraient les demandes des grandes Puissances et qu'il s'agissait de rejeter sur eux la responsabilité des conséquences, et, mettant de côté tout ménagement, faire ressortir à leurs yeux, aussi bien qu'à ceux de l'Europe, l'importance et l'inéluctabilité des résolutions qu'on serait obligé de prendre. Ces discours, dont quelques-uns étaient

combinés avec l'ambassadeur, qui m'en avait donné le canevas, et dont d'autres étaient tout de mon cru, et hautement adoptés et approuvés par mon chef, ont alors été très favorablement appréciés.

La marche de la Conférence consistait à préparer un plan de réformes pour la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzégovine d'un côté, et des bases de paix avec le Monténégro et la Serbie de l'autre. Lorsque ce travail fut achevé (la Bulgarie y était partagée verticalement en deux provinces autonomes et il était question de mettre à la tête des étrangers, entre autres, le général belge Brialmont), on le soumit en séance plénière aux Turcs. Sur les observations qu'ils firent, quelques modifications furent introduites ; on rédigea ce qui fut appelé un « minimum irréductible » des exigences et on demanda à la Porte d'y adhérer. Comme toujours. les Turcs ne disaient pas ouvertement « non, » ils tournaient la question, promettaient des contre-projets, expliquaient que toutes les provinces de l'Empire avaient besoin de réformes auxquelles on travaillait. Ils vinrent un jour communiquer à la Conférence les bases de la constitution que le Sultan allait proclamer et qui, soi-disant, renfermait toutes les garanties de bien-être, pour les Chrétiens comme pour les Musulmans, que les grandes Puissances pouvaient désirer. Les plénipotentiaires, poussés surtout par Ignatieff, déclarèrent ne pas pouvoir prendre note de cette constitution sur papier dont l'Europe ne surveillerait pas l'exécution. Ils demandèrent que les garanties pour les Chrétiens fussent mises sous la sauvegarde des représentans étrangers. Les Turcs refusèrent. Une dernière sommation leur fut faite : les ambassadeurs menacèrent en cas de refus de rompre les relations politiques et de partir. Sur un nouveau refus de la Porte, les six représentans quittèrent, les 14 et 15 janvier, Constantinople en remettant les affaires courantes aux chargés d'affaires. Le général Ignatieff manœuvra de façon à partir un des derniers pour qu'aucun des repsésentans ne restât à négocier avec la Porte. L'obstination de celle-ci était due, il faut le supposer, en grande partie à des encouragemens secrets qu'elle recevait probablement d'Elliot. Mais il y avait, outre cela, une confiance et un tel sentiment d'enthousiasme qui s'était emparé des Turcs, que les ministres étaient obligés de tenir compte de ces dispositions de l'opinion publique. La constitution était proclamée ; on attendait la

réunion du Parlement; une partie des Grecs faisait en ce moment cause commune avec les Jeunes-Turcs, et cela créait un état de choses curieux, mais qui a fatalement mené la Turquie à sa perte.

Comme échantillon des dispositions qui régnaient à cette époque dans le monde musulman à l'égard des étrangers, je citerai un petit incident dont je fus témoin et qui prouve que, malgré l'accord apparent des Grandes Puissances, les Turcs savaient bien faire la différence entre leurs dispositions respectives et se rendaient parfaitement compte du degré de sincérité qu'elles mettaient dans leurs réclamations. Cette finesse ottomane, l'Europe ne s'en rend pas compte aujourd'hui non plus, et ne voit pas que les hommes d'État de Constantinople, et surtout le Sultan lui-même, savent parfaitement la valeur que chacun des ambassadeurs attache aux paroles, identiques dans la forme, collectivement adressées à la Porte. Pendant que le général Ignatieff travaillait le marquis de Salisbury, sa femme s'occupait de lady Salisbury, et de sa fille lady Maud : c'étaient des promenades à cheval, en caïque, ou en voiture, des visites aux curiosités de la ville et aux environs. Je secondais de mon mieux l'ambassadrice et étais de la plupart de ces excursions. Nous allâmes un jour en grande compagnie à Sainte-Sophie. Après avoir visité la mosquée, nous demandâmes à entrer dans la bibliothèque y attenante, construction turque d'une grande élégance, toute revêtue de briques émaillées d'un très beau dessin, représentant des bouquets de fleurs, etc. Nous trouvâmes dans la bibliothèque quelques ulémas assis sur des coussins et lisant gravement de beaux manuscrits. L'un d'eux, à barbe blanche et à figure très respectable, nous regarda un peu de travers par-dessus ses lunettes et comme M. Onou, notre premier drogman qui nous accompagnait, le salua, il lui demanda qui nous étions. « Des étrangers, » répondit M. Onou. « Quels étrangers? » « Des familles de diplomates. » « Amis ou ennemis? » insista l'uléma. « Nous vivons tous ici à l'ombre de Sa Majesté le Sultan, répondit M. Onou dans le goût des Orientaux, et jouissons tous de son hospitalité : nous ne pouvons donc tous être que des amis. » « Mais de quelle nationalité? » demanda alors directement le Turc en souriant d'un air grave. « De diverses nationalités, » répliqua encore M. Onou, « et cette dame, continua-t-il, en indiquant lady Salisbury, est

la femme de l'ambassadeur extraordinaire d'Angleterre. » L'uléma se tint pour satisfait par cette réponse et ne questionna plus.

Dès le 15 janvier, j'étais de nouveau chargé d'affaires et quoiqu'on eût déclaré à la Porte que nous n'étions chargés que des affaires courantes, il était bien évident que la politique, et même dans ce qu'elle a de plus sérieux, ne manquerait pas d'entrer dans nos attributions, surtout dans les miennes, car ayant une armée sur pied de guerre, nous ne pouvions pas rester ainsi indéfiniment l'arme au bras, et devions ou démobiliser, et alors y trouver un prétexte plausible, — la réussite de la Conférence en aurait été un, — ou prendre sur nous d'exécuter les décisions de la Conférence et alors déclarer la guerre. Cette dernière alternative paraissait la plus probable, mais on devait tout tenter avant d'y arriver.

En effet, les Turcs avaient à peine refusé d'adhérer aux propositions des Puissances que de nouvelles négociations étaient déjà engagées entre elles pour tâcher de concilier leur dignité avec leur désir d'éviter la guerre. Le général Ignatieff qui, pour retourner à Pétersbourg, avait pris la voie de Vienne, se retrouva bientôt en route pour l'Europe, où il devait faire le tour des grandes Cours et obtenir leur adhésion à un protocole qui constaterait leur accord et lierait la Turquie d'une façon indirecte. Cette tentative n'eut aucun succès. Le voyage de l'ambassadeur à Londres, où il croyait pouvoir user de ses bons rapports avec Salisbury pour amener le Cabinet anglais à se plier à notre désir, a été un fiasco presque humiliant pour lui. Les journaux en avaient tant parlé que des explications ont dû être demandées à l'ambassadeur, qui était accusé de s'être rendu à Hartfield sans avoir été invité. Le fait est que, depuis ce moment, le général Ignatieff disparut de la scène politique pour quelques mois et se retira dans ses terres de Kiew. Le comte Pierre Schouvaloff, son principal rival, resta maître de terrain et mit tout en œuvre pour empêcher la guerre, au prix même des plus grands sacrifices moraux de notre part. Et, en attendant, le sentiment national en Russie se prononçait toujours plus vivement en faveur d'une intervention active. Le contre-coup de ces deux courans se fit sentir dans les instructions et lettres que je recevais de Pétersbourg, de Moscou et d'ailleurs. Le

grand-duc Nicolas et son état-major étaient naturellement parmi les plus impatiens et les plus violens à réclamer une solution énergique.

Pendant ce temps, les Turcs aussi se montaient de plus en plus l'imagination. Des secours leur vinrent de l'Angleterre; des officiers anglais s'engagèrent dans la gendarmerie turque; nous les retrouvions plus tard sur le champ de bataille et derrière les fortifications où vinrent mourir nos soldats. La presse anglaise et une grande partie de celle de l'Occident en général soutenaient la Turquie et l'encourageaient à la résistance, séduites surtout par la Constitution qui commençait à être appliquée. Un firman du Sultan (ou même un *hatt*, je crois) ayant proclamé le nouveau statut, une assemblée devait se réunir pour rédiger et voter les détails de la nouvelle organisation. L'ouverture solennelle de cette espèce de Constituante au palais de Dolma Baghtché nous était annoncée, et nous fûmes invités à venir y assister. Je m'abstins avec ostentation de paraître à cette comédie, et le chargé d'affaires d'Allemagne, docteur Busch, suivit mon exemple. A l'occasion de la mise à exécution du nouveau statut, un homme d'État turc, longtemps éloigné des affaires, reparut sur la scène politique : c'était Ahmed Véfik effendi, ci-devant ambassadeur à Paris et à Téhéran, savant Oriental très estimé et d'un caractère très indépendant. Il fut nommé président de la Chambre et s'acquitta parfaitement de son devoir, dit-on. Je le connaissais par M. Onou qui entretenait de tout temps des rapports intimes avec lui. Quoique taxé d'anglophilisme, Ahmed Véfik était effrayé de la perspective de la guerre vers laquelle on poussait la Turquie. Il était allé l'année précédente en Russie, à un congrès d'orientalistes, et y avait contracté quelques relations avec des personnages influens, et entre autres avec M. de Jomini; il résolut d'en user et de mettre aussi à profit son influence sur son souverain, qui était, comme il l'est encore aujourd'hui, sincèrement pacifique, pour essayer de servir d'intermédiaire entre la Russie et la Turquie et tâcher d'amener un arrangement direct entre les deux empires. Il fut question de l'envoyer en ambassade spéciale à Pétersbourg. Cette combinaison plut chez nous; j'étais chargé de l'encourager; mais bientôt, un vent guerrier souffla à Constantinople. Mehmed Ruchdi fut destitué; Edhem pacha, homme d'esprit, mais atrabilaire et

impatient, le remplaça; le faible Safvet resta ministre des Affaires étrangères, et la Porte devint encore plus intransigeante. Le parti de Midhat, qui était le vrai parti de la guerre, usa de tous les moyens pour empêcher un arrangement. Une brochure fut imprimée, qui contenait de prétendues révélations sur l'origine des affaires bulgares et bosniaques qu'elle attribuait aux intrigues du gouvernement russe. On dévoilait ces intrigues par une série de pièces diplomatiques, soi-disant volées à un courrier de notre ambassade à Vienne. C'était un certain Giacometti, homme de Khalil Cherif pacha, qui était l'auteur de cette falsification assez mal faite, il faut l'avouer, car je pus, rien qu'à une lecture superficielle, y relever des fautes de dates, de faits et de noms telles qu'elles détruisaient toute confiance dans leur authenticité. J'en fis citer quelques-unes dans les journaux, et en remis la liste complète à Edhem pacha, que je trouvai un jour lisant ce produit de la haine de Midhat et de Khalil. La masse des Turcs politiquans y crut cependant, et l'excitation des esprits en fut accrue. Avec cela, les préparatifs militaires allaient leur train : on recrutait des hommes pour compléter les cadres; on promettait des primes aux enrôleurs; chaque bateau amenait d'Asie des masses de gens qu'on faisait entrer dans les bataillons destinés à opérer contre nous et dont l'effectif arrivait ainsi quelquefois au chiffre de 1 000 hommes et même plus. C'est ce qu'on n'a jamais voulu croire chez nous, quoique j'en prévinsse le gouvernement, sur la foi de renseignemens que me donnaient aimablement l'agent militaire français, M. de Torcy, et le secrétaire de l'ambassade allemande Hirchfeld, qui était lui-même militaire. Car d'agent militaire russe, je n'en avais justement pas, au moment où sa présence aurait été le plus nécessaire, le colonel Zélenoy ayant été envoyé pour des travaux de délimitation en Asie.

Des préparatifs militaires se poursuivaient avec la même activité dans la marine turque. La belle flotte cuirassée dont Abdul Aziz avait doté la Turquie était mise sur pied de guerre, et Hobbart pacha nommé commandant de cette escadre. Des monitors étaient envoyés à l'entrée du Bosphore, à Buyukdéré et à Kavak pour surveiller la Mer-Noire. Comme si nous pouvions faire par là quelque mal à la Turquie ! On aurait facilement pu, depuis 1870, où nous avions récupéré notre liberté de

mouvemens dans cette mer, construire une assez puissante escadre qui aurait été réellement dangereuse pour Constantinople, mais on ne l'avait pas fait. Plusieurs cuirassés étaient envoyés aux bouches du Danube et nous devions nous trouver menacés sur toutes nos côtes méridionales dès que la guerre aurait été déclarée.

Cependant, à côté de ces préparatifs militaires, des symptômes en apparence pacifiques ne manquaient pas non plus. Comme, à la suite de notre ultimatum et de l'ouverture de la Conférence, les Turcs s'étaient déclarés prêts à conclure la paix avec le Monténégro et la Serbie, des délégués des deux Principautés étaient arrivés à Constantinople pour négocier et se trouvaient placés un peu sous ma protection. C'étaient, pour la Serbie, Philip Christitch, qui avait été de longues années agent à Constantinople, homme doux et conciliant, mais extrêmement peureux, et le sénateur Matitch, d'une trempe plus solide; pour le Monténégro, le cousin du prince, Bojidar Petrovitch, président du Sénat, que je connaissais par ses voyages à Vienne et en Russie, et son parent Stanko Radanitch, homme fin et cultivé, ayant fait des études à Paris avec le prince Nicolas, et charmant de formes. Leurs pourparlers avançaient difficilement, subissant les fluctuations de la situation générale qui se présentait successivement plus ou moins pacifique. La paix avec la Serbie était cependant déjà conclue, lorsque les événemens prirent subitement un aspect guerrier. C'était vers la seconde partie de mars, autant qu'il me souvienne. Poursuivant avec persévérance son idée d'empêcher la guerre, le comte Schouvaloff avait proposé de faire une déclaration par laquelle nous annoncerions que, voulant éprouver la sincérité de la Porte et faire une dernière tentative de solution pacifique, nous lui donnerions un an pour appliquer les réformes qu'elle avait promises, et satisfaire les légitimes exigences de ses sujets chrétiens. L'Europe aurait ainsi une année pour s'employer à la pacification de l'Orient, et il était à présumer que, n'étant plus sous la pression morale d'une rupture imminente, on trouverait de part et d'autre plus facilement le moyen de s'entendre. Telle se présentait cette proposition en *théorie;* telle elle ne pouvait être envisagée au point de vue de son application *pratique*. Quoi! nous resterions une année entière l'arme au bras, attendant que l'on décidât de la guerre ou de

la paix, et nous userions nos finances à entretenir une armée sur pied de guerre? Ou bien désarmerait-on pour perdre tout moyen de pression sur la Turquie, et avoir, dans le cas plus que probable où rien ne serait fait pour les Chrétiens, à remobiliser les corps d'armée destinés à l'action? Et l'Europe, qui venait de confirmer la légitimité et la justesse de nos exigences, se trouverait-elle au bout d'un an dans les mêmes dispositions favorables à notre égard où elle était, du moins en apparence à ce moment-là, où nous étions en outre sûrs de la neutralité, si ce n'est de l'appui moral de l'Allemagne et de l'Autriche? Ce sont ces considérations, accompagnées de bien d'autres, que j'exposai, avec toute l'éloquence dont j'étais capable, dans une lettre confidentielle au prince Gortchakof, persuadé que ma franchise courageuse serait mal accueillie par le ministère, mais pénétré aussi de la conviction que j'accomplissais un devoir de patriotisme envers mon pays et mon souverain, en prévenant le Gouvernement que la déclaration projetée n'aurait pour résultat que de nous compromettre vis-à-vis de nos coreligionnaires et de diminuer notre prestige en Orient, ou bien de nous forcer à commencer la guerre dans des conditions beaucoup moins favorables. Je sus plus tard que cette lettre, qui avait en effet déplu au prince Gortchakof, avait frappé l'esprit de l'Empereur, et que, lorsqu'un Conseil spécial avait été réuni sous sa présidence pour prendre des résolutions définitives, Sa Majesté a ouvert la séance en demandant que l'on lût d'abord la lettre du chargé d'affaires à Constantinople. Le prince Gortchakof s'y prêta de mauvaise grâce et le Conseil estima que j'avais raison; l'idée de la déclaration fut abandonnée. Le chancelier dit, à ce qu'il me fut rapporté, en sortant de cette séance, à M. Valouyeff : « Que voulez-vous que je fasse quand mes propres subordonnés combattent ma manière de voir? Je ne puis plus défendre la cause de la paix. »

Comme je ne pouvais pas m'attendre à ce que ma lettre produisît un pareil effet, voyant qu'on voulait à tout prix éviter une rupture, j'étais tout porté à croire que la situation où j'étais placé durerait indéfiniment. Le printemps avançait, la verdure se développait, il commençait à faire chaud, et, comme la ville ne présentait aucune distraction, nous nous mîmes à rêver à un déménagement précoce à Buyukdéré. J'y étais donc allé avec le personnel de l'ambassade, à bord du stationnaire

Sokol, pour prendre les dispositions nécessaires en vue de la possibilité d'un « gueutch » (déménagement) dans le courant d'avril, et aussi un peu pour nous distraire et nous rafraîchir les idées. Tout semblait être à la paix ce jour-là; les nouvelles venant de l'étranger étaient calmantes ; nous nous sentîmes envahis par ces mêmes dispositions lorsque, en quittant Buyukdéré, nous vîmes déboucher de la pointe de Yenikeui un monitor turc. Cela nous intéressa et nous montâmes sur la passerelle pour le voir passer, lorsque la vigie nous annonça qu'il était suivi d'un second et d'un troisième : c'était une escadrille, et le pavillon amiral de Hobart pacha était sur le mât de l'un d'eux. Intrigués par ce spectacle, nous ralentîmes la marche et découvrîmes que l'escadre jetait l'ancre entre Buyukdéré et Kavak, comme si elle attendait une attaque immédiate du côté de la Mer-Noire. Cela ne manqua pas de troubler nos dispositions pacifiques, et nous eûmes le soir même l'éclaircissement de l'affaire. L'ambassadeur de Turquie mandait de Pétersbourg que les dispositions guerrières prenaient le dessus, que le prince Gortchakof insistait sur différens points restés en suspens, entre autres sur des cessions de territoire au Monténégro qui empêcheraient la conclusion de la paix avec cette principauté, et que le langage du chancelier devenait de plus en plus menaçant. Je reçus, en effet, aussitôt après l'ordre de faire des représentations énergiques à la Porte et d'exiger la cession des territoires réclamés par le Monténégro, en faisant entendre que le refus de la Porte pourrait amener une rupture. Immédiatement après (c'était, je pense, dans les derniers jours de mars), on me remit un matin un long télégramme chiffré du prince Gortchakof. L'employé chargé de le déchiffrer revint au bout de quelques instans me dire (c'était, je crois, M. Basily, premier secrétaire) qu'ayant commencé le déchiffrement il a trouvé les premiers mots : « Déchiffrez seul, » et qu'il était venu me demander si je voulais aller me mettre moi-même à la besogne. Je descendis aussitôt à la chancellerie et commençai, avec l'aide de M. Basily et de Goubostoff, dont la discrétion à toute épreuve m'était absolument connue, à déchiffrer le texte suivant, dont je crois rendre exactement non seulement le sens, mais même presque les termes : « Manifeste de guerre et passage de la frontière fixés au 12 avril. Vous adresserez la veille une note à la Porte,

dont le texte vous sera envoyé, et quitterez Constantinople avec le personnel de l'ambassade et du consulat. Il est essentiel pour le succès des opérations militaires projetées que le plus grand secret soit gardé, tant sur nos résolutions que surtout sur la date arrêtée pour l'ouverture des opérations militaires. Prenez toutes les dispositions en conséquence et ayez en vue nécessité d'assurer sécurité de nos agens dans les provinces. » Des communications subséquentes me prescrivaient de préparer une note de rupture pour le cas où celle qui allait être rédigée à Pétersbourg n'arriverait pas à temps : notre compagnie de navigation, pressentant la prochaine déclaration de guerre et requise de céder quelques-uns de ses paquebots à l'Administration militaire, avait considérablement réduit son itinéraire et se proposait même de suspendre entièrement ses communications avec les ports ottomans. Un autre télégramme m'enjoignait, au nom de l'Empereur, de m'embarquer à Buyukdéré et de partir la nuit, afin d'éviter les dangers auxquels aurait pu m'exposer la fureur fanatique des Musulmans et l'irritation que causerait naturellement la rupture.

Tout cet ensemble de faits, d'ordres à donner et de dispositions à prendre me créait une position et une besogne fort difficiles. Comment arrêter toutes les mesures de départ sans que, au moins, le personnel directement intéressé ne fût au courant? D'autre part, comment garantir la sécurité des consuls, empêcher la saisie de nos bâtimens de commerce, de nos paquebots, prévenir la ruine de nos sujets ? Je me mis à l'œuvre de mon mieux, et je dois rendre justice à mes collaborateurs, surtout à M. Goubostoff ; c'est grâce à eux et à leur dévouement amical, que nous avons réussi au mieux du possible. La première mesure que j'avais prise pour garder le secret était de convoquer tout mon personnel et de leur annoncer qu'il y avait un grand mystère à garder que je confiais à leur patriotisme. Je leur fis part des instructions secrètes que je venais de recevoir et leur recommandai, vu l'importance immense du sujet, non seulement de n'en parler à personne, — j'étais sûr qu'ils ne le feraient pas, — mais de ne pas même s'en entretenir entre eux. Étant avertis, ils pouvaient sous mains faire leurs préparatifs, ranger leurs petites affaires, mais rien ni dans leur langage ni dans leur attitude ne devait trahir le secret d'État qui leur était confié. Ce mode de

procédé, que j'ai depuis appliqué plus d'une fois dans des circonstances moins importantes, a toujours produit un bon effet. Cette fois, le mystère a été si bien observé que, quelques heures avant mon départ, Mme Kaïroff, correspondante du *Golos*, est venue me demander s'il était vrai que j'allais partir comme on le disait en ville, « car, ajouta-t-elle, vos jeunes gens sont si bien dressés que, lorsqu'on les interroge, ils font des figures bêtes et étonnées et ne répondent rien. » Je la remerciai de ce compliment, qui était le meilleur éloge qu'elle pût faire de mon personnel.

Pour les consuls, j'avais dressé, avec l'aide de M. Goubostoff, un tableau de tous nos agens consulaires qui n'étaient pas gens du pays, et nous les partageâmes en trois catégories : les plus éloignés, qui avaient plusieurs jours à voyager pour arriver à une frontière étrangère quelconque ou à un port de mer ; les moins éloignés, qui étaient à portée d'un port de mer ; et ceux qui se trouvaient déjà dans une ville du littoral où ils pouvaient s'embarquer à tout moment. Les premiers reçurent l'ordre de partir immédiatement, sous prétexte de congé, vers la frontière ou la côte. Les seconds étaient prévenus qu'au premier ordre télégraphique, ils auraient à se rendre dans le port de mer le plus rapproché et dont nous avions pour chacun d'eux calculé la distance en journées de voyage pour les y faire aller à temps. Enfin, les troisièmes reçurent l'avis que la rupture était probable et qu'ils avaient à régler leurs affaires de façon à pouvoir s'embarquer dès que l'ambassade aurait quitté Constantinople. Ces dispositions ont été si bien prises et exécutées qu'aucun de nos consuls n'eut aucun désagrément ; tous partirent presque au même moment que moi. Le consul général d'Erzeroum, M. Obermuller, seul, s'étant attardé, a dû prendre une route détournée, le grand chemin étant déjà occupé par les troupes en mouvement, et il a manqué tomber entre les mains de l'ennemi. Ce n'est qu'après de longues et pénibles pérégrinations, très périlleuses, qu'il réussit à regagner, par Kars, nos avant-postes, qui étaient déjà en territoire ottoman.

Quant aux mesures de sécurité qui m'avaient été prescrites pour le départ de l'ambassade, j'étais bien décidé à ne point m'y conformer, trouvant qu'il était peu digne d'un représentant de la Russie de se sauver et de fuir en cachette dans un pareil moment. Je me réservai donc d'en aviser le ministère juste à

la veille du départ pour ne lui donner que le temps strictement nécessaire de me réitérer son ordre s'il y tenait quand même.

Pour le reste, notre existence continua à couler avec calme comme par le passé, sans que rien d'apparent y fût changé. Nous approchions de Pâques. Le souper de dimanche eut lieu comme d'habitude ; il se distinguait par l'absence presque totale de l'élément féminin, toutes les dames ayant d'avance quitté Constantinople. La famille de M. Coundouriotis, ministre de Grèce, y était seule présente. Mais j'eus les délégués monténégrins qui eux aussi étaient à la veille du départ, les négociations ayant abouti à un échec. C'est le jeudi de la semaine de Pâques qu'ils quittèrent Constantinople. Je les accompagnai à bord du bateau et leur confiai que nous les suivrions de près. Nos adieux furent accompagnés de toasts et de vœux exaltés par le sentiment des grands momens patriotiques qui s'avançaient.

Mais avant que je quittasse Constantinople, la Turquie eut à subir encore une petite crise intérieure assez significative. Outré de plus en plus par les allures dominatrices de Midhat pacha et de ses acolytes, et inquiet des conséquences qu'elles pouvaient avoir pour sa propre autorité et même sécurité, le Sultan se décida à un coup d'État. Il commença par destituer Midhat du poste qu'il occupait dans le ministère (il avait, je crois, le portefeuille de l'Intérieur) et, appliquant à sa personne un article de la Constitution qu'il y avait lui-même introduit pour pouvoir éloigner ses ennemis, article qui donnait au souverain le droit d'exiler ceux de ses sujets devenus dangereux pour la sécurité de l'État, Abdul Hamid fit un beau matin saisir Midhat. Transporté à bord d'un navire de guerre, il fut emmené en Grèce et débarqué à Syra. C'était la fin du régime constitutionnel. Il n'a depuis fonctionné qu'en apparence, sans laisser se développer les germes de gouvernement représentatif qui, sans promettre l'institution d'un vrai parlementarisme, étaient cependant de nature à modifier sensiblement l'aspect des choses en Turquie, en les amenant peut-être à un bouleversement fatal. Le monde fut étonné de la hardiesse du jeune Sultan : il se révélait ainsi ce qu'il a toujours été depuis, un despote double d'astuce.

Le jour de la rupture approchait. Je devais encore une dernière fois essayer de convaincre la Porte de consentir à nos demandes et je me rendis deux ou trois jours avant mon départ

chez le ministre des Affaires étrangères. Je le trouvai dans son konak du quartier Chahzadé. Il me reçut fort aimablement, nous eûmes une longue explication et lorsqu'il opposa une fin de non recevoir à toutes nos exigences que je lui donnai comme décisives et définitives, je me levai pour partir en lui disant d'un air ému, mais presque menaçant, que c'était la guerre qu'il déchaînait, car il savait bien que nous serions *forcés* de recourir aux armes et de mettre en mouvement notre armée réunie depuis six mois. « Et vous savez bien, dis-je en prenant congé de lui. comment finissent ces guerres : vous refusez maintenant de concéder au Monténégro des districts insignifians, concessions qui pourraient encore arrêter la rupture, et vous serez obligés de céder des territoires bien plus considérables, vous perdrez des provinces ! » Safvet pacha m'avait accompagné jusqu'à l'antichambre où sur une table en marbre se trouvait mon paletot que j'endossai. Le ministre me tendit la main et dit d'un air triste : « Eh bien ! que faire ? Si c'est la fatalité, nous perdrons des provinces, mais nous ne pouvons pas céder de petits districts. » Nous nous séparâmes et j'avais presque oublié cette conversation. Mais lorsque, à l'ouverture des négociations pour la paix, dix mois plus tard, Safvet arriva en qualité de plénipotentiaire à Andrinople et que j'allai le trouver, il me rappela nos adieux. « Vous souvenez-vous, me dit-il, de notre dernière conversation près de la table en marbre de mon antichambre, lorsque vous mettiez votre paletot? Vous m'avez dit que, pour ne pas vouloir céder des districts insignifians, nous perdrions d'importantes provinces. Vous aviez parfaitement raison et j'étais absolument de votre avis. Mais on nous avait poussés à la guerre, on avait excité l'opinion publique, personne n'avait le courage de dire son avis sincère, et voilà comment tous ces malheurs sont arrivés ! » « Et la brochure de Giacometti était un des moyens employés? dis-je. Est-ce bien lui qui l'avait écrite ? » « Je vous le dirai, répondit Safvet en souriant, si vous me faites une concession dans les négociations qui vont suivre, je raconterai toute l'histoire. » « Elle n'en vaut pas la peine, » lui répliquai-je.

Cependant on commençait de tous côtés à se préparer pour la rupture. Notre Compagnie de navigation, prévenue par moi que la rupture était probable et même prochaine, avait définitivement suspendu son service de poste avec Odessa. Force me

fut de demander un bâtiment de guerre pour faire expédier ma correspondance et un petit paquebot de la Compagnie, adapté au service du ministère de la Guerre et transformé en porte-torpilles, l'*Argonaute*, me fut envoyé pour entretenir les communications. J'attendais nommément les dernières instructions et la note de rupture. J'expédiai donc l'*Argonaute* à Odessa le jeudi de Pâques avec mes dernières dépêches. Il devait repartir le samedi et m'apporter pour le matin de mon départ les pièces que j'attendais.

Sur ces entrefaites, le gouvernement anglais, changeant encore une fois d'attitude, se remit du côté des Turcs et envoya le premier, après l'échec de la Conférence, un ambassadeur à Constantinople. Ce fut sir Austin Layard, ministre à Madrid, homme remuant et peu commode. Palmerston, qu'il ennuyait pour avoir des firmans pour les fouilles autour du Ninive dont il avait mis à jour les ruines, avait dit qu'il ne pardonnerait jamais à Ninive d'avoir découvert Layard. Il arriva deux jours avant mon départ. J'allai le voir sans le trouver, il était souffrant, mais je le vis le jour même de la rupture. Un autre changement dans le corps diplomatique fut l'arrivée comme chargé d'affaires du conseiller allemand, comte Radolinsky, qui était provisoirement remplacé par le docteur Busch, avec lequel je me mis aussitôt en rapports pour lui confier, à la rupture, nos intérêts.

J'arrive à la narration des événemens des derniers jours qui précédèrent cette rupture et de la rupture elle-même, journées remplies des plus émouvans souvenirs de mon existence, qui n'était pourtant pas dépourvue d'émotions politiques.

Depuis le départ des ambassadeurs, resté chargé d'affaires avec un assez grand personnel d'ambassade, j'avais engagé le meilleur cuisinier qui fût resté sans emploi à la suite de la fermeture de tant de maisons diplomatiques, et, faute d'autres distractions, je réunissais chez moi, les samedis, les collègues et quelques autres personnes à dîner. Le soir, on faisait de la musique, on se livrait au jeu du bridge, on se communiquait les impressions politiques qui offraient toujours un riche sujet d'entretien. Le samedi, 9 avril, avant-veille du départ, j'avais, comme de coutume, plusieurs personnes à dîner. On fit la partie et on se sépara vers minuit en se donnant rendez-vous pour le samedi suivant. Cependant, à l'Ambassade, tous les

préparatifs de départ se faisaient activement, mais dans le plus grand secret. On emballait les archives, on liquidait les affaires en cours, on réglait les comptes sans que le monde du dehors pût se douter que le grand événement était si proche. Pourtant la bourse de Galata était agitée. Les fonds turcs y croulaient ; on y menait un jeu frénétique et chacun voulait être le premier à savoir quand aurait lieu la rupture pour profiter de la dégringolade des fonds qui devait nécessairement s'ensuivre. Des vigies étaient postées devant la porte de l'ambassade pour signaler par une espèce de sémaphore à Galata si quelque chose de décisif s'y passait. Mais, le dimanche matin, la messe eut lieu à la chapelle de l'ambassade comme de coutume, et ce n'est qu'au sortir du service divin que je déclarai à notre aumônier, l'archimandrite Smaragde, que nous partions le lendemain. Je le priai en même temps de nous dire ce jour-là, à trois heures, des prières spéciales, tant pour bénir notre voyage que pour implorer la grâce du Ciel pour la grande entreprise militaire dont notre départ devait être le signal. Le dîner eut lieu comme à l'ordinaire, et ce n'est qu'au sortir de table que je donnai l'ordre de procéder à l'emballage définitif de la vaisselle et de l'argenterie qui appartenaient au Gouvernement, en ne laissant que le strict nécessaire pour le lendemain. Le programme de cette dernière journée était soigneusement dressé d'avance heure par heure et fut fidèlement exécuté. Voulant éviter surtout d'attirer prématurément l'attention publique sur ce qui se passait à l'Ambassade, je donnai l'ordre d'emballer dans le courant de la nuit toutes les archives ainsi que tout ce qui devait être emmené avec nous à Odessa et de le transporter à l'aube à bord du yacht *Eriklik*, en le faisant sortir par la porte du drogmanat, donnant sur une petite rue latérale de façon que, vers les quatre heures, lorsque le mouvement commence dans la Grande-Rue de Péra, il n'y eût plus dans la cour ni caisses ni paille, mais que celle-ci eût son aspect ordinaire. L'*Argonaute*, que je n'attendais que le matin, était arrivé la veille au soir en m'apportant la poste et la note de rupture, ainsi que le grand cordon de Saint-Stanislas qui venait de m'être conféré pour Pâques. Nous étions donc absolument prêts à partir. La nuit se passa presque sans sommeil : à la chancellerie, on emballait les archives, on rangeait les papiers, le personnel faisait des paquets et je prenais, moi aussi, mes dernières

dispositions personnelles. De grand matin tout le monde était sur pied, on faisait les derniers préparatifs, sans que rien y parût au dehors et, sauf quelques badauds qui s'arrêtaient quelques instans devant la porte pour voir ce qui se passait dans la cour, la rue avait sa physionomie quotidienne. Vers dix heures, je reçus la visite de Mme Kaïroff, qui était venue me demander s'il était vrai que je partais le jour même. Je lui répondis que cela se pourrait, mais que j'attendais encore des télégrammes de Pétersbourg. Vers onze heures, je reçus la visite du premier secrétaire anglais, Jocelyn, qui était venu de la part de Layard me poser la même question. Je fis dire à l'ambassadeur que je lui apporterais la réponse moi-même à une heure. En attendant, au consulat, on procédait à la remise de nos affaires au consul général allemand, M. Gillet, et moi je travaillais avec le comte Radolinsky pour lui confier nos intérêts : je lui demandais entre autres choses de faire une vente simulée de notre mouche à vapeur qui portait pavillon de guerre et pouvait par conséquent être saisie par les Turcs. Après le déjeuner, je me rendis en voiture chez sir Austin Layard; la rue était encore presque déserte, quatre heures avant notre départ ! Mais je voulais que ce départ même se fît avec tout l'éclat que comportait la gravité de l'événement et qu'il en restât dans la capitale ottomane une impression sérieuse. Toutes les mesures furent prises en conséquence pour le moment même du départ. Jusque là, tout devait être dissimulé : la rue ne se doutait pas encore du spectacle qui l'attendait si prochainement.

L'ambassadeur d'Angleterre me reçut fort aimablement, m'exprima ses regrets d'avoir été empêché par la maladie de venir me voir et de s'employer pour prévenir la rupture, qui, lui disait-on, était imminente. « Est-ce vrai que vous partez aujourd'hui ? » me demanda-t-il. « Oui, lui répondis-je, j'ai reçu l'ordre de quitter Constantinople, et je pars ce soir. » Layard se mit alors à me supplier de retarder encore cet acte définitif; il ferait tout ce qui dépendrait de lui pour trouver un biais qui pût prévenir la guerre. Il me pria de télégraphier à l'Empereur pour demander en son nom à surseoir à sa décision ; l'ambassade anglaise userait de tous ses moyens pour empêcher une effusion de sang qu'il savait être si contraire au caractère pacifique et noble de l'Empereur. Je répliquai à l'ambassadeur qu'il était trop tard; nous avions épuisé tous les moyens

de conciliation; les Turcs étaient inébranlables dans leur décision de recourir aux armes. Mais puisqu'il sentait l'horreur de la lutte qui allait commencer, « laissez-moi espérer, dis-je, et porter cette assurance à l'Empereur que lorsque, comme nous en sommes sûrs, nous aurons remporté quelques succès sur les Turcs, vous serez le premier à leur conseiller de demander la paix, et vous emploierez votre influence pour les amener à mettre bas les armes. » Cette mise en demeure ne fut pas du goût de Layard. Il voulait la guerre, il ne cherchait qu'à faire gagner du temps aux Turcs, et c'est l'inattendu de notre rupture que l'on pressentait, mais sans la croire aussi imminente, qui inspirait ses assurances pacifiques et ses tentatives de continuer les négociations.

Après avoir mis des cartes d'adieu à mes collègues des Grandes Puissances, auxquels j'allai annoncer personnellement mon départ, je me rendis avec M. Onou chez l'ex-patriarche de Jérusalem, Cyrille. Il avait été chassé de son siège pour n'avoir pas voulu signer l'acte du Concile de Constantinople de 1872, qui déclarait les Bulgares schismatiques et vivait depuis à Constantinople sous notre protection. C'était un vénérable vieillard de plus de quatre-vingt-dix ans, ayant une plaie cancéreuse sur la poitrine, mais supportant avec une sérénité et une résignation chrétienne ses souffrances morales et physiques. La perspective du départ de l'Ambassade l'inquiétait, et je crus de mon devoir d'aller le lui annoncer moi-même, prendre en même temps congé de lui et recevoir sa bénédiction. J'avais bien le sentiment que je ne le reverrais plus : il est mort durant la guerre. Nous trouvâmes le vieillard revêtu d'une longue robe de chambre blanche avec une espèce de turban blanc sur la tête. Sa belle figure encadrée d'une longue barbe blanche exprimait une émotion inspirée, et tout cela lui donnait l'air d'un patriarche des temps bibliques, d'un être venu d'un monde qui n'est plus. Il prit congé de nous avec une douleur que l'on sentait profonde et sincère, et, au moment de notre départ, il fit apporter un crucifix contenant un morceau de la vraie croix, enchâssé dans du cristal de roche et orné de pierres précieuses. Alors, nous ayant fait agenouiller, il nous lut des prières et nous bénit en versant des larmes et en nous disant qu'il sentait bien que c'était une séparation définitive. M. Onou et moi, pénétrés de la gravité des momens que nous traversions, nous

rentrâmes à l'Ambassade profondément émus. Mais une suite d'émotions encore plus grandes nous y attendait. Il était trois heures, et, conformément à mon programme, on était réuni à la chapelle pour le *Te Deum*, pendant que, sur le toit de l'Ambassade, on dessoudait l'aigle, qui devait tomber au moment où je sortirais de la porte, et on préparait les housses pour couvrir les aigles de la porte de la rue. Cette dernière commençait alors à se remplir de monde.

Tout ce qui restait de Russes à Constantinople était venu à l'église prier avec nous. Il y avait des familles de quelques-uns de nos employés inférieurs, courriers, etc., qui devaient rester là tandis que leurs chefs partaient. Chacun se reportait involontairement en idées vers les années qu'il avait passées à Constantinople, se demandant s'il y reviendrait et dans quelles conditions. La plupart d'entre nous, et moi en tête, nous devions suivre l'armée, prendre part à la guerre avec ses dangers et ses chances aléatoires. Il y avait enfin et surtout le sentiment patriotique, le sentiment du grand drame qui allait commencer, où des milliers de victimes humaines seraient sacrifiées pour l'honneur et la gloire du pays, et on se demandait avec inquiétude quels en seraient les résultats. Avec cela, tous les rêves attachés à la possession du Bosphore, à la chute de la Turquie que la guerre devait nécessairement rapprocher et pouvait même amener, se présentaient à l'imagination et augmentaient l'émotion que nous causait déjà le service divin en lui-même, la solennité du moment, les belles prières lues d'une voix entrecoupée de larmes et accompagnée des sanglots que l'on entendait dans différens coins de l'église. Et, pendant ce temps, des ouvriers, déclouant au-dessus de nos têtes l'aigle impériale, faisaient un bruit qui rappelait les coups de marteau par lesquels on ferme un cercueil.

Le *Te Deum* fini, nous baisons la croix et les images; l'archimandrite nous aspergea d'eau bénite et referma pour longtemps les portes de l'autel en emportant les derniers vases et les objets sacrés qui avaient servi à cette dernière et lugubre cérémonie.

Revenu dans mon appartement je me mis, après avoir fait le signe de la croix, à signer les nombreuses pièces relatives à la rupture, et avant tout la note principale, la déclaration de guerre que, d'ordre de l'Empereur, je devais adresser à la Porte

et que M. Onou devait y porter immédiatement. Après cela, vinrent quelques visites d'adieu, l'ambassadeur de Perse, entre autres, le comte Radolinsky qui voulait recevoir mes dernières directions. Ensuite ce furent les préparatifs personnels suprêmes, les petits emballages, les adieux des employés, serviteurs ou agens qui restaient. Enfin, à cinq heures précises, conformément au programme tracé à l'avance, notre cortège quitta solennellement la cour de l'Ambassade. J'étais assis avec un des secrétaires dans la première voiture, un landau fermé, précédé de deux kavass à cheval et ayant sur le siège le fameux Christo, kavass chrétien du général Ignatieff. Trois ou quatre autres voitures suivaient, la dernière ouverte; les jeunes gens qui s'y trouvaient avec la caisse aux chiffres n'avaient pas pu la faire entrer sous le manteau du landau; ils voulaient en outre voir l'effet de notre exode. L'impression en était réellement grandiose et profonde. Les voitures s'avançaient au pas, des hommes et des femmes en larmes nous accompagnaient dans la cour. La rue était bondée de monde, la police avait peine à retenir la foule qui se pressait sur notre passage, et que les roues de la voitures risquaient d'écraser. Les *zaptiés* (1) et les sentinelles rendaient les honneurs militaires, le public ôtait les chapeaux, et c'est avec tous les honneurs, la dignité et l'éclat voulus que l'Ambassade de Russie sortait de son hôtel de la capitale ottomane, tandis que les aigles russes étaient descendues ou recouvertes de housses en signe de deuil.

Nous traversâmes au pas et au tout petit trot les rues de Péra et de Galata pour aller nous embarquer à Saly Bazar, où nous attendaient les embarcations de l'*Ériklik*. Partout une foule curieuse et agitée remplissait les rues et courait parfois derrière les voitures. Les portes et les fenêtres des maisons étaient garnies de monde; dans les corps de garde, les soldats nous présentaient les armes; notre cortège avait bien plus l'air d'une entrée triomphale que d'un départ pour cause de rupture. Arrivé près du débarcadère, je dus traverser à pied une foule assez compacte qui y était massée. Tous se découvrirent; je saluai de la parole les matelots et lorsque, au moment de mettre le pied dans le bateau, je fis, en ôtant mon chapeau, le signe de la croix selon la coutume russe, la majorité de cette

(1) Agens de police.

foule, composée pour la plupart de Grecs, se mit à en faire autant, à me bénir et à m'exprimer des vœux de bon voyage et de succès.

Arrivé à bord, j'y trouvai presque tout le corps diplomatique, ainsi que les marins des stationnaires étrangers qui s'étaient réunis pour prendre congé de nous. Les Anglais seuls brillèrent par leur absence. Tout était bientôt prêt pour le départ, les effets embarqués, les embarcations hissées ; il ne manquait plus que M. Onou, qui devait, après la remise de la note, venir nous rejoindre pour qu'à six heures nous pussions lever l'ancre. Le corps diplomatique s'éloigna petit à petit ; M. de Montholon, premier secrétaire français, arrivé en retard, monta le dernier à bord pour me serrer la main. Six heures avaient sonné depuis quelque temps, et M. Onou ne venait pas encore. Nous commencions à en concevoir quelques inquiétudes : en réalité, tous les ministres réunis à la Porte avaient voulu prendre congé de lui, recommençant les supplications de surseoir aux mesures extrêmes; enfin, au dernier moment, Safvet pacha, ministre des Affaires étrangères, avait refusé de signer le reçu d'usage, avec indication de l'heure à laquelle la déclaration de guerre lui avait été remise. Sur ces entrefaites, une averse de printemps vint rafraîchir l'air, et, lorsque la pluie eut cessé, un superbe arc-en-ciel se dessina sur le ciel ; un léger brouillard recouvrait la mer, et la pointe du Sérail, avec Sainte-Sophie, émergeant seule dans les airs comme une vision céleste, recevait les rayons dorés du soleil déjà près de l'horizon. C'était un spectacle féerique, une espèce de rêve, de tableau fantastique dont nous ne nous lassions pas d'admirer la beauté presque surnaturelle et qui, dans ces momens solennels, nous paraissait pleine de glorieux présages. Enfin, M. Onou arriva et l'*Ériklik* se mit en marche, escorté par l'*Argonaute*, qui était chargé de torpilles et destiné à nous défendre dans le cas où la flotte turque tenterait de nous attaquer ou de nous arrêter en route.

Cette appréhension, très répandue à Pétersbourg, était évidemment puérile, quoique, le lendemain de mon départ, le Conseil des ministres, à la réception de la nouvelle que nos troupes avaient déjà passé la frontière, ait discuté l'idée s'il ne fallait pas donner aux bâtimens turcs qui se trouvaient aux bouches du Danube l'ordre de barrer le passage à l'*Ériklik* et

de le ramener à Constantinople. « Le bateau, bâtiment de guerre, serait de bonne prise, disaient quelques-uns des ministres, puisque nous sommes déjà en état de guerre et que les opérations militaires ont commencé. Quant au chargé d'affaires et au personnel de l'Ambassade qui se trouvent à bord, on les ramènera à Constantinople et on les renverra en Europe, en pays neutre, à bord d'un bâtiment de commerce étranger, par le Lloyd, à Trieste par exemple. » L'idée de m'enfermer aux Sept-Tours n'a jamais été sérieusement discutée ni soulevée, bien que le souvenir des anciennes fonctions de ce château fort ait été évoqué dans cette discussion. C'est M. de Kosjek, alors premier drogman autrichien, qui m'a fait ce récit, ayant, au lendemain de mon départ, entendu parler de ce sujet à la Porte. Quoi qu'il en soit, le temps a passé en discussion et j'arrivai, dans la matinée du 13 avril, sans encombre à Odessa. Cependant la veille, dans l'après-midi, à la hauteur des bouches du Danube, la vigie avait un instant signalé l'apparition à l'horizon, au Nord-Ouest de notre route, de mâts de grands bâtimens. On se mit à regarder avec attention, mais on ne découvrit rien. En attendant, à Odessa et à Kichineff où se trouvait l'Empereur, on avait des inquiétudes pour notre sécurité. Des nouvelles y étaient parvenues comme quoi des cuirassés turcs avaient quitté Sulina. On leur attribuait l'intention d'arrêter l'*Ériklik*, et lorsque, arrivé à Kichineff, je me présentai à l'Empereur le 15 avril, Sa Majesté commença par me dire qu' « Elle était heureuse de me voir arrivé sain et sauf. »

NÉLIDOW.

BARUCH

Mme van der Spyck était assise devant sa porte. Elle regardait les passans, échangeait avec eux des bonjours, et, pour ne pas rester inactive, fourbissait deux flambeaux déjà resplendissans.

Mme Bresser était à côté d'elle, sur le banc ; comme tous les après-midi, elle était venue questionner sa voisine, Mme van der Spyck, sur les nouvelles de son ménage, sur le prix des denrées. C'était une femme bien commune, cette Bresser ; et son mari n'avait jamais été vu nulle part. Mais elle était au fait de toutes les nouvelles et ne les gardait pas pour elle. Pour se distraire, elle avait apporté dans son tablier des pois qu'elle écossait.

Par la porte ouverte, on entendait la marmite chantante ; et la servante, qui préparait le dîner, faisait sonner les casseroles.

Un homme maigre et noir, qui portait des livres sous son bras, parut au bout de la rue et marcha droit vers elles. Il les salua civilement et demanda :

— Est-il vrai qu'il y ait dans cette maison un logement à louer ?

Puis il posa ses livres sur le banc et s'essuya le front.

Les deux femmes répondirent en même temps, la voisine renchérissant sur la propriétaire.

— Oui, certes, un excellent logement ! — Aéré, sain, et pas cher.

— Et combien donc coûte ce logement ? demanda-t-il.

Mme van der Spyck le toisa de la tête aux pieds, cherchant à deviner quel métier il exerçait, de quelles ressources il disposait, puis dit sans sourciller :

— Dix florins par mois.

On lui montra les choses dans le détail, la grande chambre d'abord, au-dessus de la cuisine, avec deux larges fenêtres. Là on serait bien pour travailler. Puis le cabinet, avec sa fenêtre unique, convenait pour une chambre à coucher; il y avait un fourneau pour la cuisine, à moins qu'on ne préférât le régime de la pension.

— Non, non, fit l'homme. Je vivrai tout à fait indépendant chez moi.

Il demanda plusieurs fois si la maison était bien tranquille : « Dans tout La Haye, il n'y en avait pas de plus calme. Le patron était un artiste, un homme distingué. Il n'y avait pas d'enfans, pas d'animaux : une vraie maison de Paradis. »

L'homme dit enfin : « J'accepte ; » et les deux ménagères échangèrent un regard de triomphe. Mais il dut donner à son tour des explications. « N'était-il pas relieur? »

Il sourit et répondit :

— Non, pas précisément... Je tourne les verres pour les opticiens, je m'occupe aussi...

— Bien! bien!

Polisseur de verres, c'était parfait. On glissa sur la question des mœurs.

Avait-il beaucoup de meubles? — Non, fort peu, mais un certain nombre de livres. Et il se mit à emménager les in-folio qu'il avait apportés avec lui.

Un homme amena son lit sur une charrette, et, discrètement, sans demander l'aide de personne, le nouveau locataire s'installa dans sa demeure.

Les deux femmes se livrèrent à de longs commentaires. « Un drôle d'homme! — Il n'avait pas précisément mauvaise mine, n'étaient ses yeux étranges. — Il était bien mis. — Que signifiaient tous ses livres? — Peut-être imprimait-il clandestinement : il faudrait surveiller. »

Mme Bresser était en défiance. Elle lui trouvait un air d'hérétique, à cet ouvrier. Justement, l'hôtesse avait oublié de l'interroger sur sa religion, oubli regrettable. Puis, qu'un pauvre homme acceptât un loyer de dix florins sans marchander, c'était inouï; et, de deux choses l'une, il était imbécile ou il était voleur.

Van der Spyck, qui rentrait chez lui, trouva l'homme de

son goût, et surtout approuva le marché. Et, comme le nouvel hôte se tenait modestement devant lui, il le mit à l'aise, lui offrit un verre de bière. « Tope là, mon brave... Nous autres artistes, nous ne sommes pas fiers. »

La servante avait mis le couvert, et la poule bouillie, sur un lit de choux, lançait un fumet aux narines. Le mari et la femme échangèrent un regard qui les mit d'accord : ils invitèrent leur locataire. Celui-ci accepta sans empressement, mais mangea avec appétit.

Il fut plus expansif après dîner et se laissa plaisanter.

— Quel drôle de nom! Baruch, dis-tu? Baruch, ça ne veut rien dire! Moi, je m'appelle Adrien... un nom d'Empereur!

Et l'on alluma les pipes, tandis que Mme van der Spyck tricotait.

La curiosité de Mme Bresser, pourtant, n'était pas satisfaite. On l'entendait frapper. Elle tenait d'une main sa lanterne, et de l'autre conduisait sa petite fille, une fluette et blonde enfant qui souriait à tout le monde. On fit une fête à la mignonne : l'asseyant à table, lui offrant une part de gâteau. Elle babillait, était heureuse. Le locataire la regardait avec intérêt. Il demanda son nom.

— Je m'appelle Maria-Clara, dit l'enfant. Trouves-tu que ce soit un joli nom?

— Vraiment! s'écria-t-il. Oui, un bien joli nom! Un nom que j'aime beaucoup, et depuis longtemps! C'est un coïncidence singulière...

La vivacité de cette repartie frappa tout le monde. L'homme expliqua qu'autrefois, il avait eu une amie de ce nom, blonde aussi, comme cette enfant.

Puis, il se hâta de hacher du tabac et d'allumer sa pipe, craignant les questions.

Pendant que l'enfant jouait avec les tisons du foyer, on parla à mi-voix.

— Elle est bien jolie! Quel âge a-t-elle?

— Onze ans. Elle fera sa première communion le jour de Pâques.

Et la mère, dans l'éloge de son enfant, raconta ses succès à l'école, sa gentillesse à la maison.

Elle était accroupie devant l'âtre, ses fins cheveux envolés autour de sa tête se projetaient sur les grandes flammes, n'étaient

qu'une cendre dans ces flammes. Un tic tac sortait d'une massive horloge; des reflets palpitaient sur les casseroles de cuivre. Tout, autour de l'enfant, n'était que rythme et que paix. Puis, elle fut sans cesse en mouvement, déplaçant les objets, questionnant les gens. D'abord, l'homme au visage noir l'effarouchait un peu, mais elle se laissa adopter par lui, interroger sur le catéchisme. Elle répondait avec gravité et disait d'une voix claire des mots obscurs à son esprit. Il lui apporta une bible dans laquelle il y avait des estampes; il les lui expliqua.

— Est-ce toi qui as dessiné tout ça, monsieur?

— Non, mon enfant.

— Mais tu sais dessiner?

— Un peu.

— Alors, tu me feras des dessins, mon portrait?...

Puis elle tournait impatiemment les grandes pages, s'extasiant aux images, battant des mains.

Van der Spyck s'assoupissait, ayant juste assez de conscience pour entretenir le feu de sa pipe. Les deux femmes établissaient leurs emplettes du lendemain.

Baruch et l'enfant devisaient : elle fixant ses yeux pénétrans vers lui; lui, la caressant d'un doux regard et d'un fin sourire. Il y avait entre eux un grand rayonnement d'intelligence.

On se sépara quand neuf heures sonnèrent, et Mme Bresser résuma alors ses impressions. Il ne lui plaisait pas, cet homme. Il avait l'air faux... Puis, cette manière d'accaparer la petite fille... A l'avenir, elle ne permettrait plus cela.

Pendant que Maria-Clara, au lit, rêvait du Père Éternel, de Moïse et de Job, les époux van der Spyck entendaient le plancher geindre au-dessus d'eux sous un pas ferme et régulier et se demandaient :

— Qu'a-t-il à marcher comme cela, en consommant de la chandelle?

*
* *

L'opinion de Mme Bresser gagna peu à peu Mme van der Spyck. D'abord, ce soi-disant ouvrier commença par ne rien faire, absolument rien. Il est vrai qu'il s'installa lui-même, établit les rideaux de son lit, monta son tour dans l'embrasure de la fenêtre, organisa sa batterie de cuisine. Cela dura deux jours; après quoi, un grand silence, coupé seulement par un bruit

intermittent, de pas qui allaient d'un angle à l'autre de la pièce. Cela durait si longtemps parfois, cette promenade d'entre les murs, que la loueuse s'inquiétait.

— Peut-être a-t-il une rage de dents?

Elle montait l'escalier pour voir. Mais non, il se portait bien, il était seulement un peu exalté par son travail. Et l'on voyait un grand livre ouvert, appuyé au châssis de la fenêtre. Certains jours au contraire, pendant des heures, on n'entendait pas un mouvement, pas un souffle, et ce calme morne faisait naître des soupçons : « Peut-être a-t-il décampé pendant la nuit? » Mais il était tout simplement assis devant sa table ayant du papier, une écritoire. Il levait la tête en souriant, remerciait de l'intérêt qu'on prenait de lui, déclarait qu'il n'avait besoin de rien.

Besoin de rien! Il faut bien manger, cependant : eh bien! plutôt que de travailler, cet homme négligeait de se nourrir. Mme Bresser en était indignée. Avec un pot de lait, un verre de bière, et du pain, il passait sa journée : aussi était-il maigre! Van der Spyck en avait pitié; le soir, on lui racontait comment l'homme avait vécu durant la journée. Il disait : « Allez l'inviter, que diable! Je n'aime pas qu'on crève de faim chez moi! » Un soir qu'on était en effet monté, pour l'inviter, on le trouva penché hors de la fenêtre, faisant largesse de sa soupe au lait à un chat qui miaulait dans la gouttière. Et mille extravagances pareilles.

Il prétendait avoir habité rue du Vux-Kaay, chez la veuve van Velden.

Cela semblait d'abord extraordinaire qu'un homme eût pu habiter le Vux-Kaay sans qu'on en sût rien au Pavilioengragt; mais les informations prises confirmèrent ce dire. On recueillit en même temps des éloges : « C'est un savant! — Il y a des nobles qui vont le voir, des gens très bien mis. — Et puis, il est doux comme un mouton. »

Malgré tout, des gens bien mis visitant un ouvrier dans un galetas, c'était suspect; et, si les nobles venaient là, c'était pour quelque mauvais office... Pourtant, on en vit frapper à cette porte plus d'un qui avait grand air, et des bijoux sur lui; il vint un jour un vénérable vieillard qui s'arrêta à la cuisine et donna un florin à la servante en disant : « Soignez-le bien, » tandis qu'il montrait du doigt le logis du solitaire.

On sut ensuite que ce vieillard était un richard d'Amsterdam nommé Simon de Vries.

*
* *

Une chose qui n'était guère à la louange du locataire, c'est qu'il n'allait point à la messe, ni au prêche, et n'entrait jamais dans aucun temple. Van der Spyck était tolérant, ses idées sur la religion avaient toute l'envergure qui convient à une âme d'artiste; mais il n'admettait point qu'on renonçât à la confession transmise traditionnellement dans la famille. La famille! Voilà ce qui lui manquait à cet aventurier! Il parlait bien quelquefois de sa sœur, qui était mariée; de son père qui, jadis, l'avait soigneusement élevé, avait eu le bon sens de lui apprendre un métier. Mais, des uns et des autres, il ne recevait ni lettres ni visites; cet abandon des siens, vraiment, le rendait suspect.

La veuve van Velden, qu'on rencontra un jour dans une société, fit une révélation autrement inquiétante, bien qu'elle adoucit de son mieux les termes, par amitié pour son ancien locataire. Cet homme sans principe était Juif, et même Juif excommunié. On raconta à ce propos le cérémonial de l'excommunication juive : cela faisait froid dans le dos. Ainsi la formule cabalistique, le son de la corne sacrée qu'on appelle schofar, les bougies noires dont on verse la cire dans une cuve pleine de sang, le renégat avait vu et entendu tout cela. La formule « qu'il soit maudit quand il entre et quand il sort » impressionnait surtout Mme van der Spyck! Il lui semblait que sa porte en était compromise. Savait-on seulement la cause de cette excommunication? Il y avait des gens qui l'attribuaient à des opinions un peu libres, à des discussions soutenues entre des rabbins. Tout cela ne faisait pas qu'on fût bien content d'avoir dans sa maison, au-dessus de sa propre table et de son lit, un homme excommunié!

Mme van der Spyck fut longue à se remettre de cette violente révélation. Elle était tellement inquiète, — hantée par des soupçons de sorcellerie que Mme Bresser formulait sans hésiter, — qu'elle voulut sonder cette âme renégate, savoir de quel poison elle était faite. Adroitement, sans que son intention fût apparente, elle dit un dimanche après le prêche que le pasteur avait été bien ennuyeux, qu'il y avait des momens, vraiment,

où l'on se fatiguait de la religion! Mais voilà que le renégat se mit à défendre la religion et même le pasteur! Il dit qu'il ne fallait pas, à cause d'un mauvais sermon, rien perdre de la foi religieuse, qui a ses racines dans le cœur et ne dépend que de notre propre esprit; que, d'ailleurs, il fallait pardonner un mauvais discours à un prêtre pénétré des meilleures intentions... Cet homme, décidément, était une énigme vivante!

Mme Bresser, elle, était catholique; sa répulsion pour le Juif allait jusqu'à la haine et le dégoût. Bien que Maria-Clara parlât souvent de son ami, l'homme aux belles images, et demandât à l'aller voir, cette mère intolérante la mettait au lit dès sept heures, donnait deux tours de clef, et s'en allait seule passer la veillée chez sa voisine. A l'occasion, elle lançait un mot aigre au petit Juif, elle lui reprocha un jour la cruauté des gens de sa race à l'endroit de Jésus-Christ.

— Je la déplore tous les jours, — fit le petit homme en se levant pour rentrer dans sa chambre.

*
* *

Un matin qu'il travaillait à sa table, la maison van der Spyck était parfaitement déserte et silencieuse. Il entendit un petit bruit dans l'escalier, comme la promenade d'un chat, et se leva pour ouvrir. La petite Maria-Clara était devant lui, rougissante.

Il lui demanda :

— Que veux-tu, mon enfant?

— Oh! rien... c'est-à-dire, regarder les images...

Il l'installa devant sa table, mais ses petits doigts distraits froissaient le papier au hasard. Elle avait une arrière-pensée. Il lui montra tout ce que sa chambre contenait : des dessins de sa propre main, un portrait, il lui démontra le jeu de sa machine à tourner les verres, et l'enfant mit son petit pied sur la pédale... Enfin, elle se campa devant lui et dit :

— As-tu vu la Sainte Vierge qui est à l'église de Sainte-Gudule?...

Non, il ne l'avait pas vue...

— Ah! reprit l'enfant avec un soupir, alors, tu n'as pas vu sa robe?

Elle détailla le costume de la madone : tout de satin, avec des perles au cou, un cierge à la main et sur la tête un voile en dentelles de Malines.

— Trouves-tu que c'est beau?

— Magnifique, répondit-il.

— Eh bien! je voudrais porter une robe pareille le jour de ma première communion!

Elle dit comme elle serait heureuse d'être parée en l'honneur du bon Dieu : sa mère lui avait fait une vilaine robe de mousseline et le voile était d'une vieille guipure qui resemblait à un rideau. Il lui serait impossible de prier, si mal vêtue; et les petites filles qu'elle connaissait avait toutes de si beaux habits...

Il lui fit d'abord un petit sermon pour lui prouver que c'était la bonté de son cœur qui importait à Dieu, non la richesse de l'habit. Elle lui répondit :

— Non, je te dis que le bon Dieu aime aussi les belles robes. Sans cela, pourquoi la Sainte Vierge aurait-elle une robe de satin? La Sainte Vierge le sait bien, ce que le bon Dieu aime!

L'innocence de cette petite âme l'étonnait et le ravissait : il sentit que toute persuasion serait impossible, et se prit de pitié pour l'angoisse désireuse qui poussait cette enfant vers lui. Il lui recommanda d'être bien pieuse jusqu'au jour de Pâques, bien obéissante, point gourmande; Dieu, qui peut tout, inspirerait peut-être à quelqu'un l'idée de lui envoyer la robe.

— Tu crois? Il faudrait seulement que ce fût à quelqu'un de riche : c'est cher, la dentelle et le satin.

Il la prit dans ses bras, et la mit debout sur sa chaise, puis il s'en alla chercher un galon décousu dans un tiroir. Il mesura alors la largeur du cou, la longueur de la robe, et quand il en vint au tour de la taille, elle lui dit en mettant câlinement ses bras autour de son cou :

— Pourquoi donc trembles-tu, en prenant ma mesure? As-tu froid?

Il répondit :

— C'est à cause de ton nom, mon enfant.

Et, la tenant par la main, il la fit sauter à terre, et elle s'échappa, espérant en Dieu et en Baruch.

*
* *

Pendant deux jours, le ronflement du tour ne s'interrompit pas. Le matin du troisième jour, van der Spyck en fut réveillé avant l'aube. Il monta en maugréant chez son hôte, qui s'excusa civilement :

— Je ne pensais pas vous incommoder, mille excuses. Mais j'ai un pressant besoin d'argent en ce moment.

Et, du matin au soir, pendant huit jours, ce bruit monotone ne cessa pas. Van der Spyck avait pris le parti d'en plaisanter.

— Ma foi ! pour un renégat, vous faites là un rude carême !

De fait, le travail fut fini le samedi saint, et, ce jour-là, Mme Bresser eut la surprise de recevoir une ouvrière, portant un volumineux paquet. Maria-Clara battit des mains à la belle robe de satin, au voile de dentelles, qu'on en tira.

Mme Bresser n'eut pas la satisfaction de savoir de qui lui venait ce don généreux ; l'ouvrière elle-même l'ignorait.

— Est-ce de M. Lumon Woeke, un vieux banquier goutteux ?

— Je ne sais pas... C'est un monsieur que je ne connais pas. Mais il paie bien.

Et, le lendemain, elle ne remarqua pas, au bas de l'église, Baruch, dans ses meilleurs habits, qui souriait à sa petite amie, blanche et rose : blanche d'innocence et rose de plaisir, — toute pareille à la Sainte Vierge.

*
* *

Il reçut un jour une lettre d'Amsterdam, et dit à son hôte :

— Mon père est mort. C'était un homme de bien.

Il prit aussitôt le deuil.

Ainsi vêtu, sa figure paraissait plus fine encore, ses yeux plus brillans, Mme Bresser, en l'examinant, était forcée de convenir qu'on trouvait vraiment peu de chose en lui qui ne fût d'un gentilhomme : sa figure ovale et sombre, où tous les traits étaient si nettement marqués, était encadrée de boucles noires épaisses. Ses habits, aussi d'une façon élégante, le linge très net, les souliers petits, bridés d'une large boucle d'argent... Pourquoi donc un homme ainsi fait n'aimait-il pas les femmes ?

D'autres lettres arrivèrent encore d'Amsterdam ; un praticien vint un jour conférer avec lui. On se disait, à la cuisine, qu'il avait quelque procès. Il coupa court aux hypothèses et satisfit la curiosité en paraissant, un matin, vêtu comme pour un voyage et déclarant qu'il allait prendre tout à l'heure la poste :

— Ma présence est nécessaire... J'ai un procès avec mes sœurs.

Une large ride, témoin d'une contrariété intime, coupait son front, le rétrécissait.

A son retour, il requit un haquet pour amener son bagage à son logis. Il ne rapportait rien autre chose qu'un lit massif, de forme ancienne et fait d'un bois étranger. Il le fit porter dans sa chambre, avec beaucoup de précautions. Van der Spyck, obligeamment, l'aida à remettre tout en ordre, car il n'était pas fort. Il remarqua que les couvertures étaient de soie et les rideaux d'un damas fort épais.

— Voilà tout l'héritage de mon père, fit Baruch.

— Ah! je comprends... Vous avez perdu votre procès?

— Non, je l'ai gagné. Mais j'ai laissé ma part à mes sœurs : elles savent maintenant qu'elles avaient eu tort.

Son front se creusa brusquement de sa ride unique : il resta un moment immobile et silencieux. Puis soudain, avec une vivacité inattendue, il ouvrit une armoire, y prit un manteau qu'il déploya et jeta sur le lit, puis un carton sur lequel un parchemin était scellé, et qu'il plaça à côté du manteau. Il se recula alors d'un pas, comme un peintre qui veut juger d'un effet, regarda un moment le lit avec une émotion manifeste, puis tombant à genoux et posant sa tête sur les couvertures, il s'écria :

— Mon Dieu! mon Dieu! pourquoi le mal? Pourquoi la haine?

Van der Spyck étonné, ému, mais fâché de s'attendrir sans comprendre, le prit par le bras pour l'aider à se lever. Mais l'homme se redressa de lui-même, et lui montrant son visage tout rayonnant de douceur et de bonté, lui dit :

— Pardonnez-moi ma faiblesse, mais je ne serais pas homme si je ne souffrais pas... — Voyez-vous ce trou dans cette étoffe?

Van der Spyck passa sa main sur le manteau et l'on vit son doigt reparaître à travers la déchirure :

— J'avais dix-neuf ans ; je quittais la synagogue, un soir... Un homme s'est jeté sur moi avec un poignard... Mais c'était un criminel inexpérimenté, ou bien il se repentit au moment du crime... Pauvre hère, je lui ai pardonné, à lui...

« Maintenant, ce parchemin... Ah! ceci m'a fait plus de mal qu'un coup de poignard! Car je voulais leur bien, à tous; je travaillais pour eux, pour la liberté de leur esprit, pour la paix de leur âme : ils m'ont excommunié. »

Van der Spyck examinait curieusement les caractères, en suivant les lignes avec son doigt. L'homme reprit :

— Non, pas ainsi... Il faut lire en sens inverse. C'est de l'hébreu.

— Ah ! fit van der Spyck, en sens inverse ? Qu'y a-t-il ici ?

Il traduisit lentement, le front plissé :

« Il sera retranché — de la société — des hommes — et de celle — de Dieu. »

— C'est vrai ! je suis retranché de la société des hommes, mais il me reste celle de Dieu. C'était peu que d'être retranché de la société : on m'a chassé aussi de ma famille. Mes sœurs aussi m'ont retranché de leur société... Elles me contestaient ce lit et ma part d'héritage, à cause de l'excommunication... Mais je leur ai fait sentir la force des lois..., éprouver un peu la rigueur de la justice, c'est une bonne chose : n'est-ce pas votre avis ?

Depuis ce jour, van der Spyck tint son hôte en grande estime. Daniel Tydenam, peintre à Voorburg, avait logé l'ouvrier verrier pendant deux ans : il confirma l'opinion favorable de van der Spyck à l'endroit de son locataire, un jour qu'il le rencontra chez le marchand de couleurs. Et même, à son avis, cet ouvrier voyait et dessinait comme un artiste : il avait des cartons pleins de croquis charmans. Il entretenait des relations avec le Grand Pensionnaire lui-même, qui le consultait sur des questions de science.

— Peste, dit van der Spyck, avec M. Jean de Witt !

Van der Spyck était lui-même grand partisan du Pensionnaire, malgré les bruits de trahison et les défiances qui se propageaient dans les provinces à cette époque. Guillaume d'Orange venait d'être nommé généralissime, et les gens de son parti, profitant du trouble que l'arrivée prochaine des Français jetait dans les esprits, préparaient par la calomnie la ruine du grand républicain.

C'était plaisir de causer avec l'ouvrier des événemens qui survenaient dans cette guerre. Quand van der Spyck était sans ouvrage, il épiait le moment où la petite machine à polir les verres cessait son ronron, pour monter auprès de son hôte. Il commentait avec lui les nouvelles reçues d'Amsterdam, lui soumettait des plans de campagne ; puis, quand, aux mauvais jours de la République, il ne resta plus que la Zélande indemne de garnisons françaises, van der Spyck fut un des premiers à propager dans La Haye le projet de transporter le siège de la République à Batavia.

— Attendons, lui représentait son hôte. Je ne désespérerai pas tant que M. de Witt restera au pouvoir.

Mais, au commencement d'août, au matin, une rumeur s'éleva sur la ville. Des hommes criaient dans les rues : « Vive le statthalter ! Vive Guillaume III ! » Des placards apposés accusaient Jean de Witt de complicité avec le roi de France. Van der Spyck, sur le seuil, regardait passer les émeutiers, la rue n'était que désordre et que confusion. Mais la maison bien close gardait sa paix. On y entendait le bruit sourd et continu du tour à polir le verre.

Mme Bresser parut au bout de la rue, toute rouge et faisant de grands gestes. Elle cria :

— C'est fait ! Ils ont tué le Pensionnaire. Le bourgmestre l'a affiché lui-même... Nous allons donc être débarrassés de ces maudits Français...

L'homme, inquiet, se montra au haut de l'escalier :

— Que dit cette femme ? Ne parlait-elle pas de M. de Witt ?

— Oui ! vociféra la commère. On l'a tué, votre M. de Witt... Des traîtres comme ça, il n'en faut plus !

— Tué ! Ils l'ont tué !

Et il descendit rapidement.

— Un homme comme lui ! Non ! Il ne sera pas la seule victime. Van der Spyck, laissez-moi passer. Il importe que je sois tué moi-même aujourd'hui !... Où ? Devant l'Hôtel de Ville a-t-elle dit ?... République ! République ! Puisses-tu vivre après nous !

Van der Spyck le revoyait dans le même état d'émotion qu'il avait remarqué en lui à son retour d'Amsterdam. C'était le même homme, transfiguré par la douleur. Il voulait sortir. Van der Spyck lui barrait la porte. Une lutte s'engagea entre eux. Mais l'artiste eut bientôt rejeté l'ouvrier au fond de la chambre : il ne le lâcha que lorsqu'il le vit décidé à remonter chez lui.

— Calmez-vous, supplia-t-il.

— Vous avez raison. Voyez, je suis calme. Je n'ai plus de colère, je n'ai plus que du chagrin. Mais je vais préparer une affiche. Oui, je dois dire ce que je pense ; c'est là mon devoir.

Il descendit au bout d'une heure, portant une pancarte :

— Mon ami, dit-il, donnez-moi votre sentiment sur ceci : *Ultimum Barbarum...*

— Ta, ta, ta, fit van der Spyck. C'est encore de l'hébreu !

Donnez-moi donc à voir, — et, lui prenant la pancarte des mains, il la jeta vivement au feu.

*
* *

Le 1er juillet de cette année-là, un cavalier s'arrêta à la porte de van der Spyck. Mme Bresser lui trouvait un air de Français et le soupçonnait d'être soldat, mais il affirma qu'il était Suisse. Il avait au fond de son chapeau une lettre dont l'adresse, pour le coup, était en français et qu'il remit à Baruch avec des salutations de grand respect. Sa mission remplie, il se laissa inviter à dîner par les van der Spyck. Après quelques pots de bière, on le questionna adroitement.

— C'est le colonel qui m'a dit d'apporter un sauf-conduit à ce monsieur...

— Quel colonel? cria-t-on en chœur autour de lui.

— Stoupe, répondit l'homme.

— Je connais ça! C'est un Français!... clama Mme Bresser.

— Non! C'est un Suisse. Il m'envoie de la part du prince... du prince de Condé.

— Celui-là, pour le coup! c'est un Français, reprit violemment Mme Bresser. Et elle exprima son opinion sur ce peuple de barbares et de débauchés, son mépris pour ces mauvais soldats, qui ne pensent qu'à mettre les femmes à mal, pour les planter là quand il leur vient des enfans.

Le lendemain matin, le Suisse décampa de bonne heure, et Baruch disparut lui-même dès le jour. On sut ensuite qu'il avait loué un carrosse pour se rendre à Utrecht : grosse dépense, dont les gens du quartier étaient étonnés. Qu'allait-il faire à Utrecht? Mme Bresser chuchotait ses soupçons à l'oreille des gens.

Il rentra au bout de trois semaines et fut tout joyeux de revoir son logis.

— Je ne suis bien que chez vous, dit-il à van der Spyck.

Et il se remit au travail avec ardeur, pour regagner le temps qu'il venait de perdre en voyage. Mais ses premières méditations furent interrompues par un bruit confus de voix, qui montaient de la rue. Il ouvrit sa fenêtre et vit une bande de mendians et d'ouvriers, armés de mousquetons ou de bâtons. Et, de toutes parts, des cris s'élevaient :

— A mort! — C'est un traître! — On lui fera comme au Grand Pensionnaire! Ils étaient amis! — Plus de Français!

Et Mme Bresser mêlait son fausset à ce concert de menaces.

— Oui, c'est un espion ! Il a vendu la République au prince de Condé ! C'est comme ça qu'il a eu de l'argent pour acheter une robe à ma fille.

Lui, sans aucune émotion, leur cria, enflant de son mieux sa voix douce :

— Mes amis, vous vous trompez... Le voyage que j'ai fait...

Une pierre crevant la vitre à côté de lui, il fut éclaboussé d'éclats de verre. Quatre hommes, armés d'une poutre qu'ils maniaient comme un bélier, commençaient à ébranler la lourde porte du rez-de-chauseée. Il cria alors :

— Cette maison n'est pas à moi ! Je vous supplie de n'y faire aucun dommage. Est-ce ma tête que vous voulez?

— Oui, oui, répondit une voix.

— C'est bien. Vous l'aurez.

Van der Spyck, très pâle, suppléait à la serrure ébranlée en s'appuyant du dos à la porte, et s'arc-boutant de toute sa force au plancher. Il appelait Baruch à l'aide; mais lui :

— Non, mon ami. Ouvrez. Je vais subir le sort de M. de Witt. Je pense que mon innocence sera reconnue. Mon malheur servira au progrès des mœurs.

— Taisez-vous ! Vous êtes fou ! cria le peintre. Ils me tueraient plutôt.

Mais l'attaque de la maison perdait de sa violence, et la servante, qui avait regardé furtivement dans la rue, dit qu'on ne voyait plus que cinq hommes qui délibéraient entre eux. Van der Spyck se releva et s'essuya le front.

— On les a trompés, dit Baruch. Mon voyage était entrepris dans un but philosophique. Je ne me mêle pas de politique. Dites-leur bien que j'ai refusé une pension que m'offrait le roi de France parce que j'aurais dû lui dédier un ouvrage, et que j'ai intercédé pour nos concitoyens auprès du prince de Condé.

Van der Spyck prit son chapeau et sauta dans la rue. Il aborda les cinq hommes qui discutaient. On vit qu'il leur parlait avec de grands gestes, et bientôt les cinq émeutiers s'en allèrent des deux côtés de la rue.

*
* *

Il passa les années suivantes dans une paix profonde, toujours attaché à son genre de vie frugal, mais plus large dans ses

aumônes. Plusieurs personnes distinguées lui servaient des pensions. Les époux van der Spyck eurent un enfant, qu'il prit plaisir à faire sauter sur ses genoux, et qui parut remplacer dans son cœur Maria-Clara, grandie, délurée, et fort semblable à sa mère, à mesure qu'elle avançait en âge. La jeune fille habitait maintenant Amsterdam, où elle s'exercait au métier de faiseuse de robes : on la revoyait quelquefois dans les rues, dans des toilettes trop riches, parlant haut, lorgnant les passans, et leur souriant. Mme van der Spyck dit un jour à Baruch :

— Maria-Clara est venue me voir... L'avez-vous oubliée ?

Il resta silencieux un moment, puis dit d'une voix lente, comme s'il contemplait une chère image :

— Elle ne lui ressemble plus.

*
* *

On fit la remarque qu'une petite toux, qu'il avait toujours eue, devenait plus fréquente. Il ne sortait plus, et comme van der Spyck l'invitait à le faire :

— A quoi bon? répondit-il. Mes amis viennent me voir.

Il ne tournait plus guère non plus ses verres, si ce n'est pour se fabriquer quelque instrument d'optique. On le voyait, les jours de soleil, penché pendant des heures sur son microscope; il faisait la chasse aux mouches dans la cuisine et descendait à la cave pour y trouver des araignées. Il s'amusait ensuite à examiner les organes de ces insectes et les expliquait à van der Spyck, qui, quoique artiste, n'avait pas d'aversion pour la science.

En retour de ses leçons, van der Spyck fit son portrait.

*
* *

Il publia, l'an 1675, un livre qui fut bientôt réputé pour impie. Van der Spyck eut le chagrin de ne pouvoir le lire, car il ne savait pas le latin. Mais il haussait les épaules au reproche d'impiété :

— Impie, lui? Il en sait plus long sur Dieu que vous et nous. Pourriez-vous bien écrire un livre sur Dieu? Eh bien! tous ses livres ne parlent que de Dieu.

C'est durant l'hiver de 1677 que la toux le contraignit plusieurs fois à s'aliter. Il écrivit alors à ses amis. Il en vint un grand nombre.

— Vous savez bien, madame Bresser, cet homme noir qui

est venu hier chez notre locataire, c'est un grand docteur, un Allemand. On l'appelle M. Leibniz.

— Laissez-moi donc tranquille, madame van der Spyck, avec votre Leibniz. Moi d'abord, je lui trouve l'air faux, à ce Leibniz-là...

Le médecin Meyer venait chaque semaine d'Amsterdam; et quelquefois couchait dans sa chambre, pour le mieux de son ami. Le 20 février, le malade était si faible, à la suite d'un vomissement de sang, que Meyer passa la nuit à son chevet. Le lendemain dimanche, Baruch se trouva mieux et fit prier van der Spyck de mettre une poule au pot. Il voulait dîner avec son ami.

Les gens de la maison furent donc tranquillement au prêche : c'est pendant leur absence que Baruch rendit paisiblement le dernier soupir, seul à seul avec Meyer, qui lui tenait la main :

— Dites à tous mes amis qu'ils restent bons, et qu'ils tâchent de comprendre Dieu.

*
* *

On l'enterra le 23. Quelques hommes graves venus d'Amsterdam suivirent son convoi : van der Spyck régla les détails. Maria-Clara avait le vague désir de se mêler au cortège, mais elle ne l'osa pas, car il n'était pas rendu au mort les honneurs religieux. Elle alla du moins se placer avec sa mère sur le chemin du cimetière; quand le cercueil passa, elle pleura beaucoup. Une bonne femme demanda à Mme Bresser la cause de ce chagrin :

— C'est à cause de ce propre à rien qui logeait chez van der Spyck. Vous savez bien, madame Leuwanvege. Un petit noir, un Juif. Quand elle était petite, elle l'attirait; puis quand elle a été grande, bonne à prendre, il n'en a plus voulu.

— Et comment donc qu'on l'appelait, cet homme-là, madame Bresser?

— Oh! un drôle de nom!... Attendez donc... Spi... Spinoza.

ART ROË.

L'ITALIE ÉCONOMIQUE

Nous avons admiré la préparation diplomatique et militaire de l'Italie qui, dès le mois de juillet 1914, donnait à entendre à ses alliées de la veille qu'elle ne pouvait les suivre sur le terrain où elles prétendaient l'entraîner. Elle n'a cessé, depuis lors, de leur démontrer qu'elles avaient agi dans un esprit diamétralement opposé à celui de la Triple-Alliance. C'était la paix que les hommes d'État austro-allemands déclaraient vouloir assurer, c'est en présentant leurs accords comme exclusivement défensifs qu'ils avaient réussi à maintenir l'Italie à leurs côtés. Le jour où ils ont jeté le masque, Rome s'est ressaisie. En neuf mois, elle a mis son armée et sa flotte en état de lutter ; elle a en même temps pris les mesures financières destinées à lui assurer les ressources nécessaires à sa mobilisation. Les dix premières années du xxe siècle avaient été une période de prospérité pour les finances de la péninsule. Tous ses budgets s'étaient alors soldés par des excédens. La guerre de Libye les absorba. Il y avait donc lieu de reconstituer des réserves en vue des événemens que le ministère Salandra-Sonnino pressentait, que le poète d'Annunzio annonçait, que le roi Victor-Emmanuel III, conscient de ses devoirs et des destinées de son royaume, dirigea avec tant de clairvoyance et de fermeté. Avant de montrer ce qui a été fait à cet égard depuis le mois d'août 1914 jusqu'en juin 1915, nous rappellerons quels avaient été les progrès économiques de l'Italie au cours du demi-siècle qui s'étend depuis la fondation du royaume, au lendemain de la guerre libératrice de 1859, jusqu'à la guerre contre la Turquie, terminée en octobre 1912 par le traité de Berlin. Ce fut l'heure grave de

l'évolution qui, affranchissant l'Italie de la tutelle allemande, la mit aux prises avec la Sublime-Porte, dont les attaches avec Berlin avaient survécu à la chute d'Abdul Hamid.

La campagne de Libye ouvrit les yeux de nos voisins sur la sincérité des sentimens allemands à leur égard. Il fut avéré que des officiers venus de Berlin dirigeaient, comme ils le font encore, les soldats qui combattaient en Tripolitaine et en Cyrénaïque contre les Italiens. Ceux-ci, dès lors, comprirent les visées secrètes d'alliés qui ne les embrassaient que pour mieux les étouffer. Ils constatèrent avec épouvante la place que les directeurs, contremaîtres, fondés de pouvoirs, commis d'outre-monts, avaient prise dans les banques et les sociétés industrielles. Nous aurons occasion, au cours de notre étude, de montrer avec quelle habileté ce travail de pénétration silencieuse s'était opéré.

I. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU ROYAUME DEPUIS L'ORIGINE. L'ÉMIGRATION

Après Magenta et Solférino, l'Italie n'était plus l'expression géographique à laquelle le prince de Metternich, du haut de son aristocratique dédain, prétendait la réduire. Groupés autour de princes dont la devise leur montrait le chemin : « Savoie, ma voie, » les duchés et royaumes qui luttaient jadis les uns contre les autres s'unirent en un grand pays, dont les destinées ne tardèrent pas à s'accomplir. Le royaume piémontais-sarde s'accrut en 1859 de la Lombardie, de la Toscane, des duchés de Parme et de Modène, en 1860 de Naples et de la Sicile, en 1866 de la Vénétie, en 1870 des États pontificaux. Aux étapes rapides de ce développement territorial répondit un progrès économique non moins remarquable. Agriculture, industrie, commerce, finances, tout suivit une marche ascendante. La population, qui s'élève à 36 millions d'habitans, égalera bientôt celle de la France. Sobre, presque partout énergique et laborieuse, elle est l'élément essentiel de la puissance italienne. On s'est effrayé à diverses reprises du chiffre considérable de l'émigration. Mais beaucoup de ceux qui s'expatriaient ne le faisaient que temporairement : ils envoyaient à leurs familles demeurées au pays natal une partie de leurs épargnes et contribuaient ainsi à l'enrichir. Ceux qui s'établis-

saient dans les pays d'outre-Atlantique constituaient des groupes puissans de cliens pour la mère patrie, avec laquelle ils ne cessaient d'entretenir des rapports intimes.

C'est ainsi que l'émigration a joué un grand rôle, et un rôle en somme bienfaisant, dans la vie économique de l'Italie : ce n'est qu'exceptionnellement, en Sicile par exemple, qu'à de certaines époques, un exode excessif a déterminé une pénurie fâcheuse de main-d'œuvre. En 1913, 873 000 individus se sont expatriés : 313 000 se rendirent en Europe et dans les autres pays méditerranéens, et 560 000 passèrent l'Océan. L'émigration présente un caractère différent suivant les provinces : les gens du Midi, en particulier ceux de la Basilicate et de la Calabre, vont en Amérique, où un certain nombre d'entre eux se fixent avec leur famille. La majorité revient au pays natal, après avoir amassé un pécule qu'elle emploie le plus souvent à acheter de la terre, à se construire une demeure, où beaucoup de ces « Américains » mènent alors une vie de petits rentiers. Le Nord, au contraire, la vallée du Pô, par exemple, fournit à une partie de l'Europe des ouvriers, qui sont recherchés notamment en France, où il s'en trouvait, avant la guerre, près d'un demi-million. D'après le recensement officiel de 1911, il y avait à l'étranger 5 millions et demi d'Italiens, dont les quatre cinquièmes en Amérique. Ce chiffre est inférieur à la réalité; si l'on tient compte des émigrans qui n'ont pas conservé leur nationalité, on arrive à 7 ou 8 millions. Ceux-là mêmes qui ont cessé d'être Italiens au point de vue de l'état civil, continuent, au moins pendant une génération ou deux, à entretenir avec leur pays d'origine des rapports de toute nature dont il profite. Ceux qui ont été chercher fortune avec esprit de retour envoient à leur famille, restée au foyer natal, une partie de leurs salaires ou de leurs gains. Ces remises forment des totaux considérables, plusieurs centaines de millions de francs par an. C'est en partie grâce à elles que le change italien, vers la fin du XIXe siècle, se rapprocha du pair et s'y maintint jusqu'en l'année 1914. Ces émigrans répandus à travers le monde constituent la meilleure part de la colonisation italienne, qui a plutôt réussi sous cette forme que sous celles des colonies proprement dites, dont le développement n'a pas été rapide.

Celles-ci comprennent l'Érythrée, dont l'origine remonte à

la cession faite au gouvernement en 1882, par la Société Rubattino, de certains territoires acquis par elle en 1869. Massaoua fut occupée en 1885. Un décret royal de 1890 a constitué la colonie, dont la superficie est de 118 000 kilomètres carrés et la population de 280 000 habitans. En 1899, l'Italie notifia aux Puissances qu'elle prenait sous son protectorat la Somalie, dont l'étendue est de 357 000 kilomètres et la population de 300 000 habitans. Le traité de Lausanne, ratifié à Berlin en 1912, lui a reconnu la possession de la Libye, qui compte 1 051 000 kilomètres carrés et 1 million d'habitans. La concession italienne de Tientsin, qui s'étend sur 45 kilomètres et est habitée par 17 000 individus, a été reconnue par le gouvernement chinois aux termes du traité du 7 juin 1902. Le commerce national avec la Tripolitaine s'est élevé, en 1912, à 106 millions de lire, dont 100 millions représentent la valeur des exportations italiennes vers l'Afrique. Le port de Massaoua a eu en 1913 un mouvement de 32 millions de lire.

Voici comment se divisait en 1910 la superficie du sol de la Péninsule, de la Sardaigne et de la Sicile :

	Milliers d'hectares.
Terrains cultivés exclusivement en céréales	7 045
Terrains cultivés avec arbres	6 640
Oliviers	1 508
Bois et châtaigneraies	4 564
Prés et pâturages	6 615
Terrains couverts de bâtimens, routes, chemins de fer	2 296
Total	28 668

En 1911, la production de blé était de 63 millions d'hectolitres, récoltés sur 4 751 000 hectares, à raison d'un peu plus de 13 hectolitres à l'hectare; celle du maïs, de 23 millions; celle du riz, de 4 millions; du vin, de 42 millions; celle de l'huile d'olives, de 2 millions d'hectolitres. Il faut y ajouter 5 milliards d'oranges et de citrons. Le troupeau était de 955 000 chevaux, 388 000 mules, 850 000 ânes, 648 000 têtes de l'espèce bovine, 11 162 000 de l'espèce ovine, 2 507 000 de l'espèce porcine, 2 714 000 chèvres. La production du sucre était de 1 700 000 quintaux métriques.

La prospérité agricole est attestée par l'emploi des

engrais chimiques, dont l'importation n'a cessé d'augmenter. De 200 000 quintaux en 1871-75, elle a passé à 7 millions de quintaux en 1906-1910. Les exportations des produits de la terre ont augmenté, en un demi-siècle, dans des proportions inouïes : celle du tabac à raison de 400 pour un, celle de la farine de 200 pour un; celle du raisin est cinq fois, celle des fruits frais huit fois ce qu'elle était il y a vingt ans. La production de céréales n'est pas suffisante pour satisfaire à tous les besoins : chaque année, l'Italie importe une quantité plus ou moins forte de blé, qui acquitte un droit d'entrée élevé : les recettes du Trésor de ce chef sont d'autant plus considérables que la récolte est plus déficitaire. Aussi les comptes budgétaires séparent-ils ce chapitre des autres, afin que cet accroissement, peu désirable, ne soit pas confondu avec les augmentations de recettes normales qui sont un signe de prospérité. Les écarts de revenu du chef du droit sur les céréales sont considérables : en 1907-08, il a produit 34 millions; en 1912-13, 141 millions. Il a donc varié du simple à plus du quadruple.

L'industrie s'est surtout développée dans le Nord. D'après le recensement de 1911, elle occupait près de 2 millions et demi de personnes. Des 46 000 moteurs, deux tiers sont hydrauliques; sur 1 600 000 chevaux de force produits, 980 000 environ sont transformés en énergie électrique, le reste en lumière. L'Italie, riche en chutes d'eau, est pauvre en combustible minéral : elle importe presque tout celui qu'elle consomme. C'est là un des côtés faibles de sa situation, de même que l'insuffisance des gisemens sidérurgiques, qui ne fournissent guère aux fonderies que la moitié du minerai dont elles ont besoin. Ces inconvéniens sont compensés par l'abondance, le bon marché et l'excellente qualité de la main-d'œuvre.

La création de sociétés par actions a suivi une marche relativement lente : leur capital total n'atteint pas 5 milliards de lire; la moyenne des émissions d'actions et d'obligations, au cours des dernières années, oscillait aux environs de 400 millions. En dehors des sociétés indigènes, nombre de sociétés étrangères opèrent dans le royaume, où elles sont taxées en proportion du capital qu'elles emploient en Italie : c'est ainsi qu'une société argentine est imposée pour 1 million, 18 autrichiennes pour 18 millions, 44 belges pour 136 millions,

65 françaises pour 100 millions, 22 allemandes pour 27 millions, 61 anglaises pour 105 millions, 29 suisses pour 44 millions, quelques hollandaises, américaines, russes et espagnoles pour des sommes insignifiantes.

La politique commerciale italienne a traversé trois phases. De 1860 à 1878, elle peut être considérée comme ayant été celle du libre-échange. Le traité de 1863, conclu avec la France, abaissait en particulier les droits sur les articles de laine et de soie; d'une façon générale, les droits d'entrée sur les objets fabriqués et demi-fabriqués ne dépassaient pas 6 pour 100. A partir de 1878, ils furent élevés à 9 1/2 pour 100. En 1887, ils atteignirent 16 1/2 pour 100. L'effet de cette évolution protectionniste fut de ralentir le mouvement du commerce extérieur, notamment celui des importations, comme l'indique le tableau ci-après, où se constate un fléchissement sensible de 1895 par rapport à 1885.

Commerce extérieur de l'Italie (en millions de lire).

Années.	1875	1885	1895	1905	1910	1912	1913	1914
Importations.	1 215	1 575	1 195	2 185	3 277	3 728	3 445	2 882
Exportations.	1 084	1 134	1 059	1 713	2 128	2 348	2 511	2 218

La dépression ne fut pas de longue durée. Sous l'influence de divers facteurs favorables, le mouvement ascensionnel reprit son cours. Le progrès a été continu depuis le début du xxe siècle jusqu'en 1912, année qui marque le sommet de la courbe, et pour laquelle le chiffre de 6 milliards a été dépassé. La différence entre la valeur des exportations et celle des importations a été depuis longtemps couverte par les remises des travailleurs italiens, occupés au dehors, et les dépenses faites par les voyageurs étrangers à l'intérieur du royaume. La situation était donc bonne, comme l'attestait le cours du change. Le commerce extérieur de l'Italie s'est développé plus rapidement que celui d'aucun autre pays moderne. Les exportations avaient une tendance à croître plus vite que les importations. En 1913, dernière année normale, la différence de 1 134 millions au profit de ces dernières était plus faible qu'en 1912, les exportations ayant augmenté et les importations baissé par rapport à l'année précédente. En 1914, il s'est naturellement produit, dans l'ensemble des transactions, un recul notable, dû à l'état de guerre qui a régné en Europe depuis le 1er août. Toutefois l'écart entre les exportations et les importations s'est réduit : il n'a plus été

que de 664 millions, la moitié de ce qu'il était en 1913, alors que le mouvement général de 1914 représente encore les cinq sixièmes de celui des douze mois précédens. Pendant le premier trimestre de 1915, il y a eu un excédent d'exportations de 19 millions par rapport à la période correspondante de 1914.

La guerre amènera de grandes modifications dans les courans des échanges. Ainsi, en 1913, l'Allemagne occupait la première place pour les importations : elle vendait pour 613 millions de lire à l'Italie; l'Angleterre venait au second rang avec 592, les États-Unis au troisième avec 522, la France au quatrième avec 283, l'Autriche-Hongrie au cinquième avec 264 millions. L'Allemagne fournissait 1 million de tonnes de charbon à l'Italie, qui en reçoit 9 millions d'Angleterre, c'est-à-dire la presque totalité de ce qu'elle tire du dehors.

La longueur des chemins de fer est de 18 000 kilomètres, dont les trois quarts sont exploités par l'État et un quart par des sociétés privées. L'Italie a environ 6 kilomètres de chemin de fer par cent kilomètres carrés de superficie et 50 par 100 000 habitans. Au 30 juin 1914, la longueur du réseau de l'État était de 14 413 kilomètres. C'est depuis le 30 janvier 1905 que le gouvernement a repris l'exploitation directe des lignes, qu'il avait concédée antérieurement aux trois sociétés des chemins de fer méridionaux, méditerranéens et siciliens. La première a continué d'exister, mais ne s'occupe plus que de quelques affaires industrielles dans lesquelles elle a pris des participations. La seconde a fait de même, exploite encore les lignes Varese-Porto Ceresio, et Rome-Viterbe; elle a en outre été chargée de la construction des lignes calabraises (1 271 kilomètres) et de l'Ombrie centrale (113 kilomètres). En 1913-14, le réseau de l'État a réalisé une recette brute de 575 millions de lire. Le coefficient d'exploitation ayant été de 73,70 pour 100, c'est-à-dire le plus faible depuis dix ans, il en est résulté un produit de 143 millions, sur lequel 28 ont été versés au budget. Le capital employé à la construction et à l'acquisition des lignes et du matériel roulant était de 7 100 millions. Les lignes des compagnies particulières avaient, au 30 juin 1913, une longueur de 4 003 kilomètres : elles avaient réalisé dans l'année une recette de 40 millions, soit en chiffres ronds 10 000 francs par kilomètre, le quart de celle du réseau d'État. Ce grand

écart s'explique par le fait que presque toutes ces lignes sont d'intérêt local.

La marine marchande s'est développée : de 1880 à 1912, le nombre des vapeurs a passé de 158 à 839, et leur capacité de 77000 à 762000 tonnes. Le mouvement dans les ports, de 1890 à 1910, a quadruplé pour le pavillon national : il s'est élevé de 30 à 120 millions de tonnes, tandis que celui du pavillon étranger passait de 15 à 40 millions. Toutefois le progrès des transports par navires italiens vient surtout du cabotage. Dans les frets internationaux, le pavillon national ne prend plus qu'un quart du total, au lieu d'un tiers il y a vingt ans.

Au milieu de l'année 1914, les conditions économiques étaient satisfaisantes : les recettes des chemins de fer de l'État s'étaient élevées, pour l'exercice clos le 30 juin, à un chiffre supérieur de 18 millions de lire à celles de l'année antérieure. Le montant des dépôts aux caisses d'épargne et dans les banques avait passé de 7221 à 7596 millions ; au cours du premier semestre de 1914, l'État avait placé pour 450 millions de titres. La rente 3 1/2 se maintenait au-dessus de 97 et les changes étrangers aux environs du pair. La guerre fit descendre la première à 86 et monter le cours du franc français jusqu'à 113. Mais, à la fin de 1914, la rente était remontée à 91 et le change était revenu à 105. Deux sources de revenus particulièrement utiles à la circulation monétaire manquent en ce moment à l'Italie, les voyageurs étrangers et les remises des travailleurs indigènes occupés au dehors.

Un des meilleurs indices nous est donné par la statistique de l'épargne ; en 1882, dans la partie septentrionale et centrale de la péninsule, les dépôts aux caisses d'épargne s'élevaient à 96 millions. En admettant qu'ils aient été égaux dans le reste de l'Italie, ils ne dépassaient donc pas un total de 200 millions. Au 30 juin 1912, voici quelle en était l'importance :

	Millions de lire.
Dépôts à intérêts chez les trois instituts d'émission . .	92
Dépôts et bons à échéance des établissemens de crédit.	999
Dépôts des banques populaires	1510
Dépôts des caisses d'épargne.	2576
Dépôts des caisses d'épargne postales.	1875
Dépôts des monts-de-piété.	299
Dépôts des caisses rurales.	99
Total.	7450

La très grande masse de ces capitaux est constituée par l'épargne populaire, puisque, sur 7 milliards et demi, les dépôts de banque ne représentent qu'un milliard, et encore faut-il observer que les banques ouvrent des comptes d'épargne à la clientèle ouvrière, qui possède ainsi une partie du milliard qui figure au bilan des établissemens de crédit.

II. — LES BANQUES, LA MONNAIE, LES ASSURANCES

Après avoir constaté la rapidité des progrès économiques accomplis par l'Italie depuis la fondation du royaume, nous passerons en revue les élémens de sa puissance actuelle. Nous commencerons par les établissemens de crédit.

L'Italie est la patrie des banques. Au Moyen Age, alors qu'il n'existait qu'un petit nombre de ces organisations dans le reste de l'Europe, la plupart des grandes villes de la péninsule avaient des banques dont l'action s'étendait au loin. Celles de Venise, de Gênes, de Naples jouaient un rôle considérable. Les *campsores* de Venise sont déjà mentionnés au XIIIe siècle : ils étaient appelés à fournir caution au gouvernement pour l'exercice correct de leur métier de changeur. Au XVIe siècle, Contarini, dans un discours prononcé au Sénat en 1584, parlait de l'importance des banques vénitiennes, mais il considérait comme un abus le fait d'ouvrir des crédits à des cliens au delà du montant de leur dépôt. Ce mode d'opérer se généralisa néanmoins. La Banque de Saint-Georges à Gênes avait surtout pour objet d'affermer les impôts et d'en avancer le montant au gouvernement de la République.

Au XIXe siècle, une nouvelle Banque de Gênes, créée en 1844, reçut une subvention du Trésor piémontais. En 1849 fut fondée la Banque nationale de Sardaigne : son capital originaire de 8 millions de lire fut bientôt porté à 32 millions. En 1859, elle devint Banque Nationale du royaume, au capital de 40 millions, avec 3 sièges à Milan, Gênes, Turin. Elle absorba les banques de Bologne et de Parme et établit de nombreuses succursales. En 1865, son capital était de 100 millions. Ce fut l'époque où l'Italie entra dans l'Union latine, c'est-à-dire l'accord monétaire conclu entre elle et la France, la Belgique, la Suisse, la Grèce. En vertu de cette convention, les monnaies d'or et d'argent des cinq Puissances contractantes sont frappées au même titre

et au même poids, et circulent sur tout le territoire de l'Union. Diverses modifications ont été apportées aux stipulations primitives. C'est ainsi que la frappe des écus de cinq francs en argent a été arrêtée, que celle des monnaies divisionnaires d'argent a été limitée, que les monnaies divisionnaires italiennes et grecques n'ont plus cours que dans leur pays d'origine.

L'unité monétaire est la *lira*, dont la composition métallique, aussi bien dans les pièces d'or que dans celles d'argent, est identique à celle de notre franc. Si cependant, à diverses reprises, il y a eu entre celui-ci et la monnaie italienne un écart de valeur qui s'est élevé jusqu'à 20 pour 100 et qui est aujourd'hui de 9 pour 100, c'est que le billet de banque italien n'a pas toujours été remboursable en or, ni même en écus d'argent. Dès lors, ceux qui avaient des remises à faire en France, en Angleterre ou à d'autres nations dont le papier s'échangeait à guichet ouvert contre des espèces, n'avaient pas la ressource de trouver dans les banques ou dans la circulation les monnaies métalliques dont l'envoi eût empêché la hausse des changes. Le cours forcé, régime en vertu duquel les instituts d'émission sont dispensés de rembourser leurs billets en numéraire et les habitans du pays sont tenus de recevoir ceux-ci en paiement de leurs créances, a existé dès le début du royaume. Il fut rétabli en 1866, lors de la guerre contre l'Autriche.

En 1872, le capital de la Banque Nationale fut porté à 200 millions. A côté d'elle, la Banque romaine, la Banque Nationale de Toscane, la Banque toscane de crédit, la Banque de Naples, la Banque de Sicile émettaient des billets. Des abus furent commis par la Banque romaine, qui dépassa sa limite d'émission. Il fallut la liquider; le gouvernement en profita pour remanier la législation et faire voter la loi fondamentale de 1893, qui réorganisa la circulation fiduciaire. Désormais, celle-ci est le privilège de trois établissemens, les Banques d'Italie, de Naples et de Sicile. La première est née de la fusion de l'ancienne Banque nationale et des deux banques toscanes. La Banque romaine a disparu. La loi fixait à 1 097 millions pour la première période de quatre ans, à 864 millions pour la durée 1897-1907, le maximum de la circulation des trois établissemens, couverte par une encaisse de 40 pour 100. Au delà de ce chiffre, chacun d'eux est autorisé à émettre une certaine quantité de billets, mais en payant un impôt d'autant plus

élevé que cette quantité augmente. Des modifications ont été introduites en 1914 aux règles édictées à cet égard.

En dehors et à côté des banques, le Trésor émet, lui aussi, des billets, dont l'émission, en dernier lieu, était autorisée pour un total de 700 millions de lire : 400 forment le contingent normal et le surplus a été créé en vertu de lois et décrets successifs, dont le dernier est celui du 19 décembre 1914.

La Banque d'Italie a travaillé avec énergie à se dégager du lourd héritage de la Banque romaine qui lui avait été imposé en 1893. Elle a réussi à liquider le demi-milliard d'actif immobilisé qui était entré, à cette époque, dans son portefeuille, tout en développant ses affaires dans l'intérêt général. Le tableau suivant indique les soldes des principaux chapitres de son bilan au 31 décembre de cinq années caractéristiques, et au 20 mai 1915, à la veille de la guerre :

Banque d'Italie (millions de lire).

31 décembre.	Encaisse métallique.	Circulation.	Dépôts	Effets escomptés.	Avances.
1894.	362	826	213	191	28
1900.	351	820	192	331	35
1907.	1 018	1 411	212	480	71
1913.	1 145	1 700	189	600	130
1914.	1 226	2 165	550	793	152
1915 (20 mai) .	1 260	2 601	749	944	275

La Banque de Naples s'est également développée. Son actif, à la fin de 1914, s'élevait à 940 millions, dont 262 millions d'encaisse, 220 millions d'effets italiens, 46 millions d'effets sur l'étranger, 47 millions d'avances aux particuliers, 170 millions d'avances au Trésor. La Banque de Sicile, au 31 décembre 1914, avait une encaisse de 101 millions, un portefeuille italien de 69, un portefeuille étranger de 18 millions, 10 millions d'avances, 26 millions de titres. La circulation était de 191 millions, les dépôts de 65.

Du 20 juillet au 30 septembre 1914, les escomptes et les avances, chez les trois instituts d'émission, avaient augmenté de 600 millions; à la fin de l'année, ce chiffre avait été réduit de 150 millions. A la même date, la circulation des billets de banque s'élevait à 2 940 millions, en augmentation de 745 millions sur celle du 20 juillet; durant la même période, les dépôts chez les trois instituts s'étaient accrus de près de 400 millions.

Le stock d'or de l'Italie est évalué à un milliard et demi environ, dont les quatre cinquièmes reposent dans les serres des instituts d'émission et un cinquième est en circulation.

Les banques ordinaires, au 31 décembre 1913, étaient au nombre de 162. Elles avaient un capital versé de 556 millions, 97 millions de réserves, 1 340 millions de créditeurs, 1 097 millions de dépôts. A la même date, les vingt-deux principales caisses d'épargne, qui jouent un rôle actif dans l'économie italienne, avaient un patrimoine de 283 millions et 2 200 millions de dépôts. Les banques coopératives, avec 110 millions de capital, 75 millions de réserves, avaient 1 500 millions de dépôts et de comptes créditeurs. L'augmentation des dépôts avait atteint un demi-milliard en 1910, 295 millions en 1911, 96 seulement en 1912 à cause de la guerre de Libye, 351 millions en 1913 et 150 millions au cours du premier semestre de 1914.

L'industrie des assurances est active. Près de 200 sociétés s'y adonnent, dont un tiers de nationalité étrangère. Un événement important s'est produit sur ce domaine en 1912, lorsque la loi du 4 avril créa le monopole des assurances sur la durée de la vie humaine, dont l'exercice a été confié à l'Institut national des assurances, établi à Rome. Il a acquis le portefeuille de 24 sociétés, dont 9 italiennes et 15 étrangères; de ce chef, dès le premier jour de son existence, il avait 126 000 assurés, un chiffre d'affaires de 770 millions, 182 millions de réserves mathématiques et 34 millions de primes annuelles. Les sociétés d'assurances, qui existaient en 1911 et n'ont pas cédé la totalité de leurs affaires à l'État, ont obtenu l'autorisation de continuer à travailler pendant dix ans, à condition de transférer à l'Institut national 40 pour 100 de chaque contrat nouveau souscrit par elles au cours de cette période. Une combinaison est à l'étude pour confier à l'Institut le service des pensions des fonctionnaires civils. C'est lui qui a organisé, au mois d'août 1914, l'assurance par l'État des navires marchands contre les risques de guerre.

La Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse avait, au 31 décembre 1913, 500 000 retraités inscrits sur ses livres, et disposait de 175 millions de ressources, placées en fonds d'État, en avances aux provinces et communes, en immeubles, en prêts sur habitations à bon marché. La Caisse

nationale de maternité a été fondée par la loi du 17 juillet 1910, afin de venir en aide aux ouvrières qui, entre l'âge de quinze et celui de cinquante ans, tombent sous le coup de lois spéciales aux femmes en couches. Les cotisations recueillies en 1913 se sont élevées à 558 000 lire. Le patrimoine des institutions de bienfaisance du royaume s'élevait à 2 280 millions à la fin de 1912.

Des évaluations récentes portent à 93 milliards de lire la fortune nationale, dont 56 représentés par la valeur du sol, 16 par celle des bâtimens, 21 par la richesse mobilière. La moitié du total revient à l'Italie du Nord, un quart à celle du Centre, un quart à celle du Midi.

III. — LE BUDGET. LES FINANCES PUBLIQUES

Les finances de l'Italie eurent d'abord à lutter contre de grandes difficultés, provenant du fait qu'élevée tout d'un coup au rang de Grande Puissance, elle avait à faire face à des charges qu'elle ne connaissait pas auparavant, par exemple celles qu'occasionnèrent deux changemens de la capitale, transférée d'abord de Turin à Florence, puis de Florence à Rome. Mais, à part la période crispinienne, marquée par autant d'erreurs économiques que politiques, le gouvernement ne cessa de lutter pour établir l'ordre dans ses finances et l'équilibre dans son budget. Il se souvenait des traditions savoyardes, qui furent celles d'une administration économe, soucieuse d'exécuter ponctuellement ses engagemens.

En 1847, les comptes du royaume de Piémont se soldaient sans déficit. Les guerres de 1848 firent contracter des emprunts pour un capital nominal de 314 millions, dont l'aliénation ne procura que 253 millions effectifs. En 1850, en face d'une dépense de 120 millions, il n'était prévu que 92 millions de recette. Cavour rétablit l'équilibre au cours des années suivantes; à la veille de la guerre de 1859, Lanza présentait un budget de 145 millions de dépenses avec des recettes égales. Au lendemain de la fondation du royaume, l'ensemble du budget des divers États, dont la réunion l'avait constitué, s'élevait à 446 millions; leur dette totale était de 1 500 millions. Les charges de la guerre avaient été lourdes. Le premier budget présenté par Quintino Sella était en déficit d'un demi-milliard. Pour l'année 1862, les dépenses

ordinaires, à elles seules, dépassaient les recettes de 245 millions. Afin de le combler, le ministère proposait de confier à l'industrie privée la construction des voies ferrées commencées par l'État, d'aliéner certains canaux, d'émettre 200 millions de Bons du Trésor, de vendre 125 millions de biens ecclésiastiques.

En juin 1864, une interpellation de Saracco donna lieu à un débat approfondi sur la situation financière. Le budget extraordinaire atteignait 150 millions; au lieu des 475 millions prévus comme produit de la vente des biens ecclésiastiques et domaniaux, on ne pouvait plus compter que sur 257 millions. Le 26 février 1865, Sella fit promulguer la loi qui réorganisait l'impôt sur les propriétés bâties (*fabbricati*). La charge annuelle de la dette, qui était de 90 millions en 1860, était de 220 millions; le déficit prévu pour 1865 était de 240 millions, et de 265 pour 1866. Sella comptait obtenir 20 millions par la réforme des taxes sur les successions et sur les affaires, et 125 par des impôts nouveaux sur la mouture, sur les portes et fenêtres. L'ensemble des déficits, de 1862 à 1865, s'était élevé à 1 467 millions.

L'année 1866 fut celle de l'épreuve la plus dure pour les finances italiennes. Scialoja voulait alors opérer une réforme fondamentale, en réorganisant les impôts, en réalisant 56 millions d'économies par un remaniement des services administratifs; mais ses projets furent contrariés par la guerre. Le cours forcé fut décrété; la Banque nationale avança 250 millions au Trésor; un emprunt forcé de 350 millions fut émis au taux de 6 pour 100. Le déficit fut de 721 millions.

Pour 1867, le budget du royaume, accru de la Vénétie, prévoyait 1 048 millions de dépenses contre 864 de recettes, soit une insuffisance de 184 millions. De 1867 à 1869, le ministre des Finances Cambray-Digny s'efforça de combler le déficit, qui était à l'état permanent, et qui, pour les cinq exercices 1866-1870, s'éleva à plus de 1 500 millions.

Le budget de 1871 ne prévoyait plus qu'une trentaine de millions de déficit. La circulation fiduciaire atteignait alors 1 milliard. Pour 1872, Sella annonçait une insuffisance de 80 millions à l'ordinaire et de 120 à l'extraordinaire. En réalité, l'exercice ne laissa qu'un déficit de 135 millions. A partir de ce moment, l'amélioration devint sensible. Les dix années 1871-1880 n'ont laissé qu'un déficit insignifiant de 78 millions. La décade

1881-1890 s'est soldée par un déficit de 355 millions; celle de 1891-1900 n'a été en perte que de 263 millions. Dès 1896, les excédens apparaissent et se maintiennent régulièrement, si bien que la décade 1901-1910 donne un boni de 678 millions. Ce fut l'ère brillante, marquée par deux événemens importans : le retour du change au pair et la conversion de la rente.

Sous le ministère Crispi, lorsque l'impôt sur les coupons des fonds publics avait été porté de 13,20 à 20 pour 100, le 5 pour 100, qui n'était donc plus en réalité qu'un 4 pour 100, était tombé à 73. En même temps, la prime sur l'or s'était élevée à près de 16 pour 100 ; la valeur de la lira, à un moment, n'était plus que de 85 centimes français. Au cours de cette période, de nombreux emprunts avaient été contractés : une partie avait servi à combler les déficits, une autre à couvrir les dépenses de chemins de fer. D'autre part, il avait fallu comprendre dans la dette publique du royaume celle des États qu'il s'annexait, le capital des annuités servies à la Caisse ecclésiastique, les indemnités payées aux villes de Turin et de Florence, quand on leur enleva le rang de capitales.

Lorsque la politique africaine, qui avait entraîné le pays à l'expédition d'Abyssinie, se réduisit à l'occupation de l'Érythrée, et qu'un arrangement commercial fut conclu avec la France, la face des choses changea. En 1906, la rente 4 pour 100, déclarée à tout jamais affranchie d'impôts, avait dépassé le pair. Elle fut convertie par Luzzatti en un 3 1/2 différé, qui se maintint aux environs de 100 jusqu'à la guerre contre la Turquie. Les dépenses de l'expédition en Tripolitaine et en Cyrénaïque furent couvertes par les excédens des années précédentes et par l'émission de bons du Trésor 4 pour 100 à cinq ans d'échéance, que les banques italiennes souscrivirent et placèrent dans leur clientèle. En janvier 1915, dans un esprit de haute prévoyance, le gouvernement procéda à l'émission, au taux de 97, d'un emprunt consolidé 4 1/2 pour 100 d'un milliard de lire, qui a été souscrit à l'intérieur du royaume. Cette somme a couvert les dépenses encore en suspens de la guerre de 1911-1912 et celles des préparatifs de 1914. Les titres ne sont pas remboursables avant le 1er janvier 1925. Ils devront être amortis au cours des quinze années suivantes, c'est-à-dire de 1925 à 1940, par rachat ou autrement.

En même temps que la population passait de 22 à 36 mil-

lions d'âmes, la force contributive de chaque habitant triplait : l'ensemble des impôts, en 1910, représentait 90 lire par tête au lieu de 30 en 1862. En dépit de cette augmentation, de nombreux indices attestent que le fardeau pèse aujourd'hui sur les contribuables moins lourdement qu'il y a un demi-siècle Le nombre et l'importance des hypothèques a diminué ; il en est de même des ventes judiciaires d'immeubles.

L'organisation italienne comporte deux ministres des Finances, celui qui en porte le nom et le ministre du Trésor. Celui-ci est le plus important des deux. Il est le chef de la politique économique du ministère, qu'il est chargé de défendre devant le Parlement. Le ministre des Finances a dans ses attributions les impôts directs, le cadastre, l'administration des taxes sur les affaires, du domaine, des canaux, des biens ecclésiastiques, des impôts directs, des gabelles, des taxes de fabrication, des douanes, des octrois, des monopoles.

Le ministre du Trésor administre les dettes perpétuelle, amortissable, flottante, la dette des chemins de fer, les pensions extraordinaires, les dotations, le budget des Chambres, la Cour des comptes, la Monnaie. Il dirige le mouvement des fonds, la Caisse de dépôts et de prêts, qui reçoit elle-même les dépôts des caisses d'épargne et les emploie en partie à des achats de fonds publics, en partie à des prêts aux communes et aux provinces. Celles-ci peuvent s'adresser également à la Caisse des prêts communaux et provinciaux, qui se procure des ressources en émettant des obligations. Elle reçoit des communes, à qui elle avance des fonds, des lettres de change, réparties en général sur une période de 50 années et qui ont une première hypothèque sur les revenus communaux. La loi ne permet pas d'engager plus d'une certaine proportion de cette ressource, en sorte que la garantie peut être considérée comme solide. Ces deux caisses sont placées sous l'autorité du ministre du Trésor, qui trouve en elles une aide pour ses mouvemens de fonds.

Le patrimoine propre de l'État, dont la comptabilité italienne dresse l'inventaire, se présentait le 30 juin 1913 avec une insuffisance de 6413 millions, d'après le relevé suivant :

BILAN DE L'ÉTAT ITALIEN (millions de lire)

ACTIF			PASSIF		
Compte du Trésor.			*Compte du Trésor.*		
Numéraire en caisse.	651	1 881	Comptes courans. . .	434	2 285
Crédits de Trésorerie.	988		Assignations.	35	
Excédens budgétaires.	242		Bons du Trésor . . .	287	
Actif disponible.			Déficits.	971	
Immeubles, biens ecclésiastiques, crédits, valeurs. . . .	2 358	7 110	Divers.	143	
Immeubles et meubles inhérens aux exploitations d'État . . .	4 752		Billets d'État.	415	
Actif indisponible.			*Dettes consolidées.* .		16 600
Matériel militaire et navires de guerre. .	2 327	3 481	Total du passif. . .		18 885
Immeubles affectés aux services publics.	882				
Matériel scientifique et artistique. . . .	257				
Numéraire reçu de la Banque de Naples en échange de billets.	15				
Total de l'actif . . .		12 472			
Excédent du passif. .		6 413			
		18 885			

Ce bilan n'a pas de portée pratique, sauf en ce qui concerne le compte du Trésor, qui représente bien, à l'actif et au passif, des valeurs effectives ou des exigibilités réelles. L'actif appelé disponible ne deviendrait tel que si l'État renonçait à quelques-unes de ses exploitations, par exemple à celle des chemins de fer. S'il cédait les lignes qu'il possède et exploite et qui forment la majeure partie du réseau italien, il réaliserait un capital de plusieurs milliards; mais le matériel et les approvisionnemens de la guerre et de la marine, les bâtimens affectés aux services publics, le matériel scientifique et artistique, qui sont à coup sûr des élémens indispensables à la vie d'une nation, ne sauraient être transformés en ressources budgétaires. Parmi les élémens du patrimoine, on peut faire figurer la Caisse d'amortissement qui, sous le nom de *Consorzio nazionale*, a été fondée en février 1866, dans le but de contribuer à faire dis-

paraître la dette. Le décret du 14 juin 1866 a reconnu la personnalité civile à cette Caisse, qui est alimentée par des dons volontaires. Importans au cours des premières années, ils se sont beaucoup ralentis depuis. Au 1er janvier 1915, la fortune de l'institution s'élevait à 90 millions de lire, placés en rente 3 1/2.

C'est le compte annuel, que nous appelons budget et que les Italiens nomment *bilancio*, qui donne la véritable physionomie des finances d'un pays. Il se divise en trois parties : les entrées et sorties effectives, la construction des chemins de fer, le mouvement des capitaux. Dans la première se trouvent les recettes et les dépenses qui correspondent aux services publics. La seconde n'est pas, il faut bien le remarquer, un budget de l'exploitation, mais seulement de la construction des chemins de fer. La troisième est spéciale à la comptabilité italienne et procède de la préoccupation qu'ont nos voisins de mettre en lumière les augmentations ou les diminutions du patrimoine public. Elle enregistre les recettes du Trésor, correspondant à de nouveaux engagemens pris par lui, et ses dépenses, occasionnées par des remboursemens de dettes. Par conséquent, l'argent qui entre dans ce compte représente un endettement, celui qui en sort un allégement de charges. Lorsque les autres parties du budget accusent un déficit, il est couvert au moyen d'une recette du compte « mouvement des capitaux. » Si elles sont en excédent, cela permet d'effectuer des amortissemens. De 1862 à 1912, il est entré dans ce compte 4 milliards et demi de lire qui ont servi à combler les déficits budgétaires et à alimenter le compte construction de chemins de fer. Ces fonds ont été procurés par des emprunts ou des aliénations de propriétés domaniales.

Chaque budget, qui embrasse la période du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante, passe trois fois devant le Parlement. Le ministre du Trésor présente d'abord le *Bilancio di previsione*, c'est-à-dire l'estimation des recettes et des dépenses; au cours de l'exercice, l'expérience ayant permis de rectifier sur bien des points les prévisions, il établit l'*assestamento*, c'est-à-dire un compte se rapprochant autant que possible de la réalité; enfin, après que l'année financière est close, il en dresse le résultat définitif, qui s'appelle le *consuntivo*. Celui-ci correspond à la loi de clôture de nos budgets, que le Parlement français vote après

que la Cour des comptes a prononcé sa déclaration de conformité. L'ensemble de la procédure est beaucoup plus expéditif en Italie que chez nous : il ne s'écoule en général que peu de mois entre la clôture d'un exercice et le vote du *consuntivo*. C'est ainsi que nous avons déjà sous les yeux celui de 1913-14. En voici l'historique : en le présentant au mois de décembre 1912, le ministre estimait qu'il se solderait par un surplus de 58 millions, lequel, au moment de l'*assestamento*, se transforma en un déficit de 246 millions. La clôture définitive des comptes a réduit cette insuffisance à 164 millions. Ce dernier chiffre résulte de l'écart entre l'excédent des recettes ordinaires, qui se monte à 287 millions, et les dépenses extraordinaires, qui ont absorbé 451 millions. Voici le détail des recettes de 1913-14 :

Recettes budgétaires.

Revenus patrimoniaux.	Divers	17	88
	Chemins de fer : produit net	28	
	— — taxe sur les transports	43	
Impôts directs.	Propriété non bâtie	82	541
	Propriété bâtie	113	
	Richesse mobilière	346	
Impôts sur la consommation et monopoles.	Douanes	343	1 176
	Taxes de fabrication	230	
	Taxes de consommation	53	
	Loterie	107	
	Tabac et sel	440	
	Quinine	3	
Taxes sur les affaires.	Successions	51	295
	Mainmorte	6	
	Enregistrement	94	
	Timbre	82	
	Surtaxe de l'enregistrement et du timbre	29	
	Hypothèques	11	
	Divers	22	
Produits des services publics.	Postes	127	211
	Télégraphes et téléphones	43	
	Divers	41	
Remboursemens		93	213
Divers		120	
	Total des recettes		2 524

On remarque la faible part que fournissent les revenus patri-

moniaux. Sur 88 millions qui en forment le total, 71 proviennent des chemins de fer : pour un réseau qui comprend la presque totalité des grandes lignes du territoire, la somme n'est pas élevée, d'autant plus qu'elle n'est supérieure que d'une vingtaine de millions à celle qu'absorbe la construction de nouveaux tronçons. Les taxes sur les affaires et impôts directs, qui représentent l'ensemble des impôts sur la propriété, s'élèvent à 836 millions, tandis que les impôts sur les consommations atteignent 1176 millions. De ce dernier chiffre, il convient de déduire, au chapitre des monopoles, la valeur commerciale des marchandises fournies au public, de sorte qu'en dernière analyse, le fardeau se répartit presque exactement par moitié entre les taxes sur la propriété et celles qui atteignent les objets de consommation. Pour se rendre compte de la charge réelle supportée par les contribuables, il faut ajouter les impôts communaux et provinciaux, qui aggravent spécialement les impôts directs sur la propriété bâtie et non bâtie. Ce n'est donc pas aux taxes foncières que l'Italie pourra demander la plus grande part des ressources nouvelles dont elle aura besoin après la guerre.

L'impôt sur la richesse mobilière, établi par la loi du 14 juillet 1864, fut d'abord un impôt de répartition : on espérait, en lui donnant cette forme, déterminer chaque contribuable à vérifier la sincérité des déclarations du voisin et amener ainsi une assiette équitable. La répartition se faisait entre les provinces à raison d'élémens divers, tels que la population, les recettes postales et télégraphiques, les perceptions d'impôts existans, la longueur des routes et chemins de fer. Dès 1866, l'impôt fut transformé en impôt de quotité, au taux de 8 pour 100; en 1868, il fut élevé à 8,80; en 1870, à 13,20 et enfin, en 1893, à 20 pour 100.

Le principe fondamental est de distinguer les revenus et de ne frapper au droit plein que ceux des capitaux de placement : les chiffres successifs que nous venons d'indiquer ne constituaient que des maxima. Les revenus sont divisés en plusieurs classes : la cédule A comprend les revenus de placemens; la cédule B, les revenus mixtes du capital et du travail; la cédule C, les revenus du travail; la cédule D, les traitemens des fonctionnaires. Dans chacune d'elles, le taux d'imposition va en décroissant, en sorte que, dans la dernière, le taux effectif n'atteint pas la moitié du taux normal. L'histoire de cet impôt,

en ce qui concerne la rente, est instructive. Jusqu'en 1906, il était déduit des coupons, et il avait fini par transformer un fonds 5 en un 4 pour 100, le jour où la taxe sur la richesse mobilière avait été élevée au cinquième du revenu. Lorsque le gouvernement songea à convertir le 4 en 3 1/2, il se rendit compte que l'opération ne réussirait que si les rentiers étaient garantis contre des réductions ultérieures pouvant provenir d'une élévation du taux de l'impôt. C'est alors que les fonds publics furent déclarés exempts de la taxe. Ce fut une démonstration vivante de ce principe que le crédit d'un État est d'autant meilleur qu'il fait mieux honneur à ses engagemens et qu'il évite de porter atteinte, par un acte arbitraire unilatéral, au contrat intervenu entre lui et les souscripteurs de ses rentes.

Les impôts sur les consommations n'appellent pas d'observations spéciales, sauf celle que nous avons faite à propos des droits de douane sur les blés. Les monopoles sont ceux de la loterie, qui rapporte une centaine de millions, du tabac et du sel qui fournissent 440 millions, et de la quinine, qui n'est inscrit que pour 3 millions. Les tabacs sont le chapitre le plus important; l'exploitation en avait jadis été confiée à une société particulière, dite Régie co-intéressée, organisée par des Français. Plus tard, le gouvernement reprit la gestion en mains : il n'a plus cessé de l'administrer.

Les dépenses s'étaient élevées pour les différens ministères, en 1913-14, aux sommes suivantes :

Trésor (dette publique comprise)	704	millions.
Finances	312	—
Grâce et justice	59	—
Affaires extérieures	32	—
Instruction publique	149	—
Intérieur	153	—
Travaux publics	173	—
Postes et télégraphes	148	—
Guerre	609	—
Marine	309	—
Agriculture, industrie et commerce	39	—
Total des dépenses	2 687	—

Elles dépassaient de 163 millions les recettes; le compte des constructions de chemins de fer se balançait par 50 millions

à l'entrée et à la sortie. Le mouvement des capitaux donnait 516 millions à l'entrée, 321 à la sortie, ce qui laissait un excédent de 195 millions. M. Carcano, ministre du Trésor, en exposant ces résultats à la Chambre le 8 décembre 1914, lui présentait en même temps l'ajustement *(assestamento)* du budget en cours, celui de 1914-1915, pour lequel il prévoyait des dépenses de 3847 millions en face de 2400 millions de recettes. Mais ce déficit ne l'effrayait pas. Comme il le disait, il est des époques où les ministres doivent thésauriser, il en est d'autres où ils doivent savoir dépenser. A l'heure présente, ajoutait-il, ceux-là mêmes qui furent les gardiens les plus sévères de l'équilibre budgétaire, comprennent la nécessité souveraine de pourvoir énergiquement et rapidement à ce que réclame la sécurité nationale. Déjà, des crédits supplémentaires avaient été accordés, jusqu'à concurrence d'un milliard de lire environ, pour l'armée et la marine. D'autre part, les recettes sont restées inférieures aux estimations. Mais, selon la forte parole de M. Carcano, la politique financière, en ce moment, doit s'occuper du Trésor et non pas du budget. Il voulait dire par là qu'il s'agit de remplir les caisses de l'État, sans se préoccuper des charges qui en résulteront pour les contribuables.

Dans la même séance, le ministre déposait le projet de budget pour 1915-16. Les recettes étaient estimées à 2621 et les dépenses à 2575 millions, ce qui laissait un excédent de 46 millions. Il n'est pas utile de nous étendre sur ces évaluations, qui sont bouleversées par l'entrée dans le conflit du royaume romain. Il est toutefois intéressant de noter que M. Carcano pensait que l'équilibre du budget serait rétabli, grâce à l'élasticité dont les divers chapitres auxquels il s'alimente n'ont cessé de faire preuve. L'addition d'un décime aux impôts directs et à la taxe sur les affaires, certaines taxes nouvelles constituées par la loi du 19 juillet 1914, ont augmenté d'une centaine de millions les prévisions de rentrées. Le décret royal du 27 septembre 1914 a modifié l'impôt sur les donations et successions : celui du 22 octobre a élevé les droits de timbre, la taxe sur les cartes à jouer, établi un impôt sur les billets des totalisateurs, soumis au droit de quittance un certain nombre d'actes qui en étaient exempts jusque-là, augmenté les taxes sur les concessions gouvernementales et les actes administratifs, sur les automobiles et les motocycles. Le décret du

12 novembre frappe d'un droit les billets d'entrée aux cinématographes; celui du 15 novembre majore les droits de timbre des lettres de change; institue un timbre spécial pour les jugemens en matière civile et commerciale; celui du 19 novembre introduit des règles de perception nouvelles pour les légalisations de signatures; celui du 22 novembre étend l'application du droit de statistique. La plupart de ces modifications sont entrées en vigueur le 1er janvier 1915. Pour couvrir les dépenses extraordinaires de l'exercice 1914-1915, le ministre a encore eu recours à une augmentation de la circulation fiduciaire et à l'émission d'un emprunt consolidé. Il s'est fait autoriser à demander aux instituts d'émission une augmentation de leurs avances.

Parmi les symptômes favorables de la puissance financière de l'Italie, il convient de citer le cours de ses fonds publics, dont la tenue, depuis une vingtaine d'années, a été remarquable. Les prix élevés qu'ils ont atteints et conservés pendant longtemps étaient dus à deux causes principales : la bonne situation budgétaire, qui permettait de tenir le Grand Livre de la Dette fermé, et l'esprit de sagesse des habitans du royaume, qui épargnaient et plaçaient de préférence leurs économies en rente nationale. Celle-ci dépassa à un moment le pair, et s'éleva jusqu'aux environs de 104, bien que le taux en fût réduit à 3 3/4 pour les années 1907-1912, et à 3 1/2 à partir du 1er janvier 1912. Elle a, depuis le mois d'août 1914, payé son tribut à la baisse générale des fonds d'État dans le monde; mais, jusqu'à l'entrée en campagne de l'Italie, elle avait conservé un niveau relativement élevé. Depuis 1881, le cours le plus bas avait été coté en 1894 : la rente italienne à Paris tomba un moment à 71 francs; au change de 115, ce prix correspondait à la cote italienne de 82, exprimée en lire. A l'heure où nous écrivons, les transactions ont peu d'importance : on voit les cours de 70 en France et de 75 à Milan. On peut rappeler à ce propos que le 4 juin 1866, à la veille de Sadowa, la rente italienne 5 pour 100 était tombée à 26 à la Bourse de Paris.

Il est à noter que le service d'intérêt de la rente perpétuelle, en 45 ans, ne s'était augmenté que de 89 millions : 359 en 1913 au lieu de 270 en 1868. Dans le même intervalle, l'intérêt des rentes amortissables avait passé de 58 à 90 millions, celui de la dette variable de 75 à 148 millions; la dette

viagère exigeait 120 au lieu de 50 millions de lire. Au total, la dette coûtait 264 millions de plus et absorbait 35 pour 100 des dépenses budgétaires.

En dehors des finances de l'État, il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur celles des autorités locales. Les budgets des 69 provinces du royaume présentaient en 1914 un total de 226 millions de lire, en augmentation de 30 pour 100 sur le chiffre de 1909. La majeure partie des recettes ordinaires (86 pour 100) est fournie par des centimes additionnels à l'impôt foncier sur la propriété bâtie et non bâtie. Les principales dépenses des provinces sont les travaux publics, construction et entretien de routes et de ponts, ouvrages hydrauliques, œuvres d'assistance aux malades et aux indigens.

Le total des budgets communaux, pour l'année 1912, s'élevait à 1 339 millions de lire; les dépenses se divisaient ainsi :

BUDGETS COMMUNAUX

	Millions.
Dépenses obligatoires ordinaires.	
Charges patrimoniales (intérêts sur dettes)	89
Frais généraux, police, instruction, justice, cultes, bienfaisance	478
Dépenses obligatoires extraordinaires.	
Hygiène, travaux publics, instruction publique	301
Dépenses facultatives	92
Mouvemens des capitaux et viremens	379
Total	1 339

Les recettes se composaient des élémens suivans :

Entrées ordinaires :		
Revenus patrimoniaux		74
Revenus divers		80
Octrois		201
Subventions gouvernementales		19
Taxes diverses		115
Centimes communaux sur l'impôt de la propriété non bâtie		117
Centimes communaux sur l'impôt de la propriété bâtie		77
Recettes extraordinaires		83
Mouvement des capitaux.		
Aliénations (coupes extraordinaires de bois, etc.)	60	365
Emprunts à la caisse de dépôts et de prêts, à la caisse de crédit provincial et communal, etc	305	
Avances et viremens		208
Total		1 339

Le budget communal le plus important est celui de Milan, qui atteint, pour l'année 1914, un total de 150 millions, alors que celui de Rome ne dépasse pas 72 et celui de Turin 55 millions. Les villes, comme l'État, distinguent d'une part leurs recettes et leurs dépenses effectives, d'autre part, le mouvement des capitaux. C'est ainsi que près de la moitié des recettes du budget milanais est constituée par 71 millions d'emprunt ou d'aliénation des biens communaux, en face desquels nous trouvons 41 millions consacrés à des acquisitions de propriétés ou à des amortissemens de dettes. Comme le royaume, les municipes dressent l'inventaire de leur patrimoine : voici par exemple le compte de 1913 pour la ville de Milan :

Actif.	Millions de lire.	Passif.	Millions de lire.
Immeubles et installations industrielles	127	Emprunts émis sous forme d'obligations	190
Meubles	2	Dettes diverses	70
Créances diverses	31	Total	260
Total de l'actif	160		
Excédent du passif	100		
Total	260		

Le bilan de Rome présente au contraire un solde actif de 4 millions, qui s'établit comme suit :

Actif.	Millions de lire.	Passif.	Millions de lire.
Immeubles et installations industrielles	76	Emprunts ; obligations émises	78
Meubles	4	Dû à divers	45
Créances	47	Solde actif	4
Ttoal	127	Total	127

Ni le Capitole ni les musées ne sont compris dans l'évaluation de la fortune de la Ville éternelle. Nous n'insistons pas sur le caractère théorique de ces calculs : pour la majorité des cités italiennes, ils font ressortir une insuffisance d'actif qui s'élève à 18 millions pour Bologne, 29 millions pour Florence, 56 millions pour Gênes. La commune dont la situation est la meilleure est Turin, qui accuse 8 millions d'excédent.

IV. — LE CAPITAL ÉTRANGER, L'INVASION ALLEMANDE

Le capital étranger avait, à l'origine, donné un concours important à la finance et à l'industrie italiennes. La France joua, sous ce rapport, le premier rôle. Pendant vingt ans, elle souscrivit la majeure partie des emprunts de l'État, des chemins de fer, de certaines municipalités ; elle organisa des entreprises particulières, et même des exploitations dépendant du Trésor, telles que la régie co-intéressée des tabacs, à l'époque où le gouvernement n'avait pas encore repris en mains l'administration directe de ce monopole.

Les actions et les obligations des chemins de fer romains, des chemins de fer méridionaux, le plus important des réseaux qui se partagèrent la péninsule avant le rachat par l'État, étaient à un moment, pour une forte part, dans le portefeuille français. L'emprunt de 644 millions, la dernière grande opération de crédit faite au dehors par l'Italie, fut émis en France et en Angleterre en 1881. D'après les stipulations du contrat, 400 millions durent être payés en or et 244 en écus d'argent. Cette rentrée d'espèces permit au ministre Magliani de supprimer la prime sur le numéraire et de ramener pour quelque temps le change aux environs du pair. Il nous est agréable de rappeler l'époque où la collaboration de la finance française avait eu d'heureux effets pour l'Italie et où l'action commune sur le terrain économique succédait à celle qui, sur les champs de bataille, avait fondé l'unité transalpine.

L'opération des 644 millions marqua le point culminant de cette période. Au cours des années qui suivirent, les relations furent moins intimes entre nos deux pays. L'Allemagne essaya de prendre notre place et racheta un certain nombre des titres que nos capitalistes vendaient. Mais elle ne devait pas les garder longtemps. En 1887, l'Italie payait au dehors 133 millions de coupons de ses rentes, dont 126 en France ; en 1892, elle versait de ce chef 163 millions, dont 96 en France et 62 en Allemagne. Ce fut le seul moment où ses fonds séjournèrent passagèrement sur les bords de la Sprée. En 1913, elle ne payait plus que 43 millions, dont 41 en France, 1 en Angleterre, 1 en Allemagne. Il y a une trentaine d'années, elle avait à faire au dehors la moitié du service de sa dette publique ; en 1914, cette

charge ne représentait plus que le cinquième du total, exactement 18 pour 100. Cette proportion était tombée encore plus bas, en 1908, année pour laquelle elle ne dépassa pas 11 pour 100. C'était l'époque où la rente 4 pour 100 atteignit ses plus hauts cours. Le crédit italien était alors établi à un niveau supérieur à celui de plusieurs grands États européens; sa rente était cotée dix points plus haut que celle de l'empire allemand. Celui-ci, cependant, ne perdait pas de vue la proie tentante que constitue la péninsule baignée par l'Adriatique et la Méditerranée. Il n'épargna aucun effort pour tirer avantage du refroidissement que la politique crispinienne avait amené dans les rapports franco-italiens et pour avancer les affaires de son commerce, de sa banque, de son industrie.

Mais quel contraste entre le concours amical que nos capitalistes et nos financiers avaient donné au jeune royaume lors de ses débuts, et la politique d'invasion sournoise et de pénétration soi-disant pacifique que les Allemands poursuivaient! Le lecteur a pu remarquer, dans l'énumération des sociétés étrangères qui opèrent en Italie et dans l'addition des capitaux dont elles y disposent, la modestie du chiffre des unes et des autres en ce qui concerne l'Allemagne : 22 sociétés, 27 millions, tandis que la France est représentée par 65 sociétés avec 100 millions de capital taxé! Et cependant, voici ce que M. Giovanni Preziosi écrivait il y a quelques mois dans une brochure : *La Germanie à la conquête de l'Italie*, qui fit grand bruit : « Le phénomène de la pénétration allemande en Italie est d'une gravité impressionnante. Le pangermanisme tend à la domination financière, à la destruction graduelle de nos industries, à l'asservissement politique, à l'annexion. Comme elle l'était au Moyen Age, l'Italie doit redevenir un État vassal de l'empire germanique : il existe déjà des cartes où elle figure sous ce titre. Il est heureux que la guerre ait éclaté à un moment où nous n'étions pas encore complètement les esclaves du despotisme teuton. »

L'Allemagne, tout en excitant l'Italie contre la France, qu'elle représentait comme la Puissance qui voulait troubler la paix européenne, s'efforçait d'arrêter l'expansion industrielle de nos voisins, de mettre la main sur les Compagnies de navigation, de les empêcher de servir les intérêts nationaux et de les subordonner à une volonté étrangère. En étudiant l'histoire

des dernières années, on demeure confondu de l'audace avec laquelle cette mainmise se poursuivait.

M. Colonna di Cesaro, dans la préface de l'étude de M. Preziosi, déclare que « l'Allemagne travaillait à enfoncer ses tentacules dans l'organisme italien pour l'assujettir et l'épuiser; la production italienne avait fini par ne plus être possible qu'à la condition de ne pas faire concurrence à la production germanique. » Le commerce ne trouvait de débouchés que là où les marchandises teutonnes n'avaient pu parvenir. Les banques n'auraient plus fonctionné que comme des succursales de Berlin. D'autre part, l'Autriche-Hongrie, sentinelle avancée de l'Allemagne dans la Méditerranée, attendait le moment opportun pour affirmer ses prétentions et les réaliser aux dépens du troisième associé. Voici à quoi était réduite la Triplice : l'Allemagne paralysait l'Italie, de façon à l'empêcher de s'opposer au programme d'expansion poursuivi par l'Autriche pour son compte et pour celui de l'empire allié. Ce travail s'accomplissait grâce à une organisation savante. Les Allemands considéraient Gênes comme aussi indispensable au développement de leur commerce au Sud qu'Anvers au Nord. Il fallait, ici comme là-bas, préparer la voie aux armées par une conquête commerciale, bancaire, industrielle. Le système était le même : mainmise sur les banques et le crédit, domination ouverte ou dissimulée des industries, des sociétés de navigation, asservissement de la presse; toutes les ruses, toutes les perfidies mises en œuvre pour devenir maîtres des organes de la vie économique. Ce qui est le plus curieux, c'est que les résultats étaient obtenus sans que l'Allemagne engageât de capitaux considérables. Elle avait, au plus haut degré, l'art d'en imposer et de faire accepter sa direction, là où d'autres auraient eu le droit d'exiger la place qu'elle occupait indûment.

Depuis que la guerre a été déclarée, la tactique est modifiée. Les Allemands, qui n'avaient autrefois pas assez de mots pour célébrer l'intimité des deux pays, expliquent maintenant que leurs rapports économiques avec l'Italie n'ont pas d'importance. En 1913, disent-ils, il n'a été dirigé sur l'Italie que 4 pour 100 du total des exportations germaniques, et il n'a été reçu de cette provenance que 3 pour 100 des importations en Allemagne.

Ils avouent en même temps qu'il ne reste guère de capital allemand au Sud des Alpes. Au cours des dernières années, ils

ont vendu ce qui leur restait encore de titres italiens, notamment des rentes d'État, des obligations de chemins de fer, des actions de banque et d'industrie. Depuis longtemps, ils avaient l'art d'exploiter le pays au profit d'individus qu'ils y envoyaient occuper des fonctions grassement rétribuées, sans mettre d'argent dans les entreprises. Bien mieux : ils savaient aiguiller à leur profit l'activité des banques dans lesquelles les Français avaient des intérêts considérables, mais qui servaient surtout à favoriser l'expansion tudesque. Il s'agissait avant tout d'avoir le plus grand nombre possible de soldats installés dans la place. Dès le mois de juillet 1914, de nombreux Allemands, domiciliés à Rome, à Milan, à Gênes, à Naples, demandaient à être naturalisés, de façon à pouvoir, même en temps de guerre, conserver leurs postes, qu'on peut bien qualifier de postes de combat. Nous espérons que le gouvernement italien regardera les choses, ou plutôt les hommes, de près.

C'est le cas de rappeler la fameuse loi impériale du 22 juillet 1913, qui permet aux Allemands d'acquérir une autre nationalité sans perdre la leur. L'exposé expliquait que, dans les conditions de la vie internationale moderne, il convient de donner aux citoyens le moyen de reprendre un jour la qualité dont ils se seraient provisoirement dépouillés pour le plus grand bien de la mère patrie.

La pénétration germanique dans la péninsule était un phénomène d'une gravité que les plus clairvoyans parmi les Italiens étaient seuls à mesurer. Quelques-uns d'entre eux se rendaient compte de la portée de cette ingérence. *Alienum aes acerba servitus*, l'argent étranger est une amère servitude, écrivait récemment M. Francesco Nitti, en même temps qu'il avertissait ses compatriotes qu'après la guerre actuelle, ils devraient plus que jamais compter sur eux-mêmes. Tout en considérant que l'Italie est bien préparée à conquérir de nouveaux marchés, il reconnaît que ce n'est pas du jour au lendemain qu'elle pourra accomplir toute sa tâche sans aucun appui extérieur. C'est du côté de ses alliés sincères, de ses amis véritables qu'elle le trouvera.

Pour faire face à leurs dépenses de guerre, les Italiens devront avoir recours à l'émission d'emprunts au dehors. Il est probable qu'une entente avec l'Angleterre a été conclue à cet égard. Il est naturel que l'Italie qui, durant la paix, avait non seulement cessé d'emprunter au delà de ses frontières, mais

qui avait racheté la presque totalité de sa dette qui s'y trouvait, s'adresse, dans les circonstances exceptionnelles qu'elle traverse, au capital étranger. Plus tard, quand elle aura recueilli les fruits de son intervention dans le conflit, elle connaîtra de nouveau les années de prospérité, les excédens budgétaires, et l'épargne de ses habitans rapatriera les titres qu'elle aura placés aujourd'hui chez ses alliés ou chez les neutres.

V. — MESURES PRISES DEPUIS LE MOIS D'AOÛT 1914

Bien que l'Italie n'ait déclaré la guerre à l'Autriche que le 24 mai 1915, elle avait, dès le mois d'août 1914, ressenti profondément les effets de la crise. Les mesures prises par elle depuis cette date ont été, sur bien des points, les mêmes que celles que les belligérans avaient décrétées dès la première heure, ce qui prouve à la fois la solidarité des intérêts matériels des peuples européens et la pensée, sans doute déjà présente alors à l'esprit de ses hommes d'État, qu'elle ne pourrait pas ne pas être à son tour entraînée dans la lutte.

Des décrets des 1er et 6 août, 22 novembre, 27 décembre 1914, interdirent l'exportation du froment, de l'avoine, de l'orge, du riz, du maïs, en général des graines et de leurs dérivés, tels que la farine et le pain, du café, du sucre, des chevaux, du bétail, de la viande fraîche, du charbon, du pétrole, de la benzine, de la glycérine, du plomb, de l'aluminium, du nitrate de soude, des fournitures militaires, du zinc, de l'antimoine, du bronze, du manganèse, des pyrites, de l'hématite.

Divers décrets établirent des moratorium pour les remboursemens des dépôts et le paiement des lettres de change.

Un décret du 4 août autorisa les caisses d'épargne privées, les monts-de piété, les établissemens de crédit (à l'exception des instituts d'émission), les banques par actions, mutualités, coopératives, caisses rurales, à ne rembourser que 5 pour 100 à leurs déposans. En même temps les échéances des effets tombant du 1er au 20 août furent retardées de vingt jours. Le 16 août, les délais furent augmentés de quarante jours. Les reports furent prorogés de trente-deux jours. Un nouveau remboursement d'une vingtième fut ordonné dans les dépôts. Le 27 septembre, on ordonna trois nouveaux remboursemens de 10 pour 100 chacun pendant les trois derniers mois de l'année.

Le décret du 20 décembre a prescrit des remboursemens de 20 pour 100 du solde, pour chacun des trois premiers mois de 1915.

Un décret du 4 août augmenta d'un tiers la limite normale de la circulation des instituts d'émission, qui auront à payer une taxe annuelle de 1 pour 100 sur ces billets. Un décret du 13 août éleva la limite d'un second tiers, aux mêmes conditions. Un décret du 23 novembre 1914 l'éleva encore d'un tiers, sur lequel les instituts paieront 2 pour 100 d'impôt. La limite normale est donc doublée.

Le décret-loi du 22 septembre 1914 ordonna à la Banque d'Italie de remettre au ministre du Trésor 100 millions de billets, qui serviront à faire, au taux de 2 pour 100, des prêts aux provinces et communes pour travaux publics décidés avant le 31 décembre 1914. Ces prêts seront faits par l'intermédiaire de la Caisse de dépôts et de prêts : elle paiera au Trésor 1 pour 100 d'intérêt, qui sera versé au fonds de garantie des billets d'État.

Le même décret du 22 septembre autorisa le ministre du Trésor à réclamer aux trois instituts d'émission une somme de 200 millions, qu'il avancera en compte courant, au taux de 3 pour 100 l'an, à la Caisse de dépôts et de prêts. Cette somme a été portée à 400 millions le 23 novembre 1914. Les avances sont garanties par des titres de rente 3 1/2 pour 100 appartenant à la Caisse de dépôts et de prêts.

Un décret du 24 novembre 1914 reporte au 31 décembre l'exécution des engagemens de Bourse, qui seront majorés d'un intérêt de 4 pour 100 pour les opérations portant sur les fonds nationaux et de 5 1/2 pour les autres. Le 20 décembre, on recula cette échéance au 31 mai 1915.

Un décret du 18 août 1914 autorisa le ministre du Trésor à émettre pour 250 millions de billets d'État de 10 et de 5 lire, au delà de la limite de 525 millions fixée par la loi du 9 juillet 1914, ainsi que des bons de caisse de 2 lire et de 1 lira. Ces billets et bons doivent être garantis par des monnaies divisionnaires d'argent, immobilisées à cet effet dans les Trésoreries d'État, y compris le contingent autorisé par les conventions de l'Union latine et non encore frappé, soit 46 millions.

Un décret du 19 septembre 1914 doubla la somme que les instituts d'émission sont tenus d'avancer au Trésor et la répartit à raison de 230, 60 et 20 millions entre les Banques d'Italie,

de Naples et de Sicile. Il autorisa l'émission de 175 millions de billets d'État, ce qui porta le total de cette circulation à 700 millions. Il fut en même temps décidé que l'émission des 250 millions, autorisée le 18 août, se ferait exclusivement en Bons de caisse garantis par des monnaies divisionnaires d'argent.

Des décrets du 30 août suspendirent l'interdiction du travail nocturne des femmes et des enfans; prescrivirent la façon dont seraient cotés les changes en l'absence des bourses officielles, fermées depuis le 1er août : la fixation de ce cours est particulièrement nécessaire pour déterminer le montant des traites tirées en monnaies étrangères et payables en Italie.

Le décret du 18 octobre 1914 a réduit de 60 pour 100 les droits d'entrée sur les céréales.

Un décret du 20 décembre 1914 a autorisé la formation d'un Consortium, au capital de 25 millions, entre les trois instituts d'émission, la Caisse d'épargne des provinces lombardes, l'institut des œuvres pies de Saint-Paul, à Turin, le *Monte dei Paschi* de Sienne et les autres Caisses d'épargne, disposant, tant du chef de leur patrimoine que de leurs dépôts, d'au moins 20 millions. Ce consortium fera des avances sur lettres de change (*cambiali*) à une signature, garanties par des actions ou obligations industrielles cotées, jusqu'à concurrence de 250 millions. Les traites, à quatre mois d'échéance maximum, seront réescomptées dans les proportions suivantes : 75 pour 100 par la Banque d'Italie, 20 pour 100 par la Banque de Naples, 5 pour 100 par la Banque de Sicile, à un taux inférieur de 1 1/2 pour 100 au taux d'escompte en vigueur.

La plupart de ces mesures ressemblent à celles qui ont été prises par les belligérans. On trouve le même souci de retarder les échéances des obligations commerciales, de fournir au Trésor des ressources par l'augmentation de la circulation fiduciaire, d'interdire l'exportation des matières et des produits nécessaires à la défense nationale, de favoriser l'arrivée des approvisionnemens en abaissant les barrières douanières. Grâce à cette prévoyance, l'Italie s'est trouvée, au jour où elle est entrée en campagne, mieux préparée que ne l'avaient été plusieurs des nations entraînées dans la lutte dès les premiers jours. La loi du 22 mai 1915 a donné au Gouvernement le droit de prendre, au cours de la guerre, toutes mesures qu'il jugera utiles à la défense nationale et à la satisfaction des besoins économiques.

Il est notamment autorisé à recourir à tous moyens extraordinaires pour alimenter le Trésor. C'est en vertu de ces pouvoirs illimités qu'il a, en juin 1915, émis un nouvel emprunt 4 1/2 pour 100 au taux de 95, c'est-à-dire à deux points au-dessous du prix d'émission de l'emprunt de janvier 1915. Les porteurs de titres du premier emprunt peuvent obtenir ceux du second, en quantité égale, au cours de 93, ce qui établira pour eux le prix de revient de l'ensemble à 95 pour 100. On a signalé un grand empressement à souscrire de la petite épargne et des Italiens établis à l'étranger. Depuis longtemps, un mouvement régulier tendait à ramener à l'intérieur des frontières les titres représentatifs de la fortune mobilière indigène. C'était un signe infaillible de l'amélioration du crédit public : les nationaux sont les meilleurs juges de la solvabilité de l'État, et l'apport de leurs capitaux aux guichets du Trésor est la démonstration de la confiance qu'ils ont dans sa signature.

VI. — CONCLUSION

L'Italie est une des nations les plus fortes du monde moderne, grâce à la vigueur et à l'intelligence des individus qui la composent. Elle est une de celles dont l'autorité morale est la plus grande, grâce au respect du droit qu'elle a toujours professé. Il semble que l'énergie de la Rome antique se retrouve chez les chefs du pays, princes régnans et ministres, et se communique au peuple tout entier. Le calme qu'ils ont conservé à travers les péripéties de la crise, jusqu'à ce que les armées et les flottes soient venues se ranger aux côtés de celles qui luttent pour le droit et pour la civilisation, attestent que les derniers venus parmi nos alliés ne seront ni moins résolus ni moins persévérans que les autres.

Ce que nous avons dit du budget, des banques, de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, montre que la résistance économique du royaume sera à la hauteur de la tâche qui lui incombe. Certes, il devra envisager une augmentation notable de ses charges. Néanmoins, il entre en lice, après que la France, la Russie, l'Angleterre, la Belgique, la Serbie, le Monténégro, ont déjà dépensé une cinquantaine de milliards. Peut-être son intervention aura-t-elle pour effet d'abréger le conflit, et la

durée totale de sa mobilisation sera-t-elle moindre qu'elle ne l'est déjà pour les autres belligérans. Les promesses qu'elle a reçues lui garantissent, au lendemain de la paix, un accroissement de territoire et de population qui, à lui seul, compensera une partie des sacrifices qu'elle se sera imposés. En admettant que sa dette s'accroisse de 50 pour 100, cela représentera pour ses budgets une charge additionnelle de 3 ou 400 millions de lire, qui se répartira entre un plus grand nombre de contribuables. Elle trouvera cette somme en élevant le taux d'un certain nombre de taxes existantes. D'autre part, l'élément additionnel de force que lui donnera l'entente avec la France, la Russie et l'Angleterre, les quatre Puissances se partageant l'empire de la Méditerranée, aura une influence heureuse sur son développement économique.

Quelles que soient les pertes d'hommes auxquelles elle doive s'attendre, les sacrifices qu'elle aura à faire de ce chef seront moindres que ceux des Alliés, tout d'abord parce qu'elle n'aura pas pris part aux dix premiers mois de la guerre, qui ont été particulièrement sanglans, et ensuite parce que l'expérience acquise servira à ses armées et les préservera peut-être, dans une certaine mesure, de ces hécatombes du début, qui ont été parfois provoquées par l'inexpérience d'officiers encore mal familiarisés avec la tactique des campagnes modernes. D'ailleurs, la natalité puissante de la Péninsule ne se ralentira pas; dès le lendemain de la paix, l'excédent des naissances sur les décès redeviendra considérable. En outre, il faut tenir compte du fait que de très nombreux émigrans sont rentrés depuis l'an dernier, à cause de la difficulté qu'ils éprouvaient à trouver du travail au dehors, ou y reviennent pour remplir leurs devoirs militaires. Les vides creusés par les combats seront comblés. L'Italie n'a pas à redouter le manque de main-d'œuvre. Les remises annuelles d'or auxquelles elle s'était habituée depuis que des centaines de milliers de ses enfans travaillaient dans l'Europe continentale et en Amérique, lui manqueront pendant quelque temps; son change pourra éprouver quelques difficultés à revenir immédiatement au pair; mais ce ne sont là que des phénomènes secondaires, qui n'empêcheront pas l'économie nationale de se rétablir.

Accrue de millions d'hommes qui aspirent de toute leur âme à se réunir à la mère patrie, l'Italie, mise en possession des

territoires qui lui reviennent légitimement, parce qu'ils sont peuplés d'Italiens, pourra considérer qu'elle a terminé l'évolution grandiose qui, en un demi-siècle, aura fait d'elle un des principaux États de l'Europe. Définitivement assise sur les deux rives de la Méditerranée et de l'Adriatique, étendant son action jusqu'à la Mer-Rouge, elle pourra reprendre ses travaux pacifiques et leur consacrer le meilleur de ses forces. Déjà, le 8 décembre 1914, le ministre du Trésor, M. Carcano, indiquait éloquemment à son pays la *Tâche de demain*. « Aussi longtemps que dure la tempête, disait-il aux députés de Monte-Citorio, il convient de recourir aux expédiens. Dès que le calme sera rétabli, nous reviendrons aux bonnes habitudes de jadis; nous travaillerons tous, avec une ténacité de montagnards, à assainir nos finances et notre budget. Il conviendra alors de réaliser des économies, de simplifier les services publics et l'organisation administrative. » Il nous plaît d'entendre, dans la bouche d'un ministre, ce mot « économies, » qui n'a guère été de mode dans les Parlemens au xxe siècle et qui semble évoquer aujourd'hui quelque chose d'impossible à réaliser. Il faudra pourtant, au lendemain de la paix, l'inscrire sur le programme des budgets européens, si l'on ne veut pas que les contribuables succombent sous le poids de charges excessives.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

L'IDÉE DE PATRIE

A TRAVERS LES SIÈCLES

II[1]

LA FRANCE : MOYEN AGE ET TEMPS MODERNES

S'il faut strictement respecter les nuances grammaticales et le langage puriste, le mot *pays*, que beaucoup de personnes emploient comme synonyme de patrie, n'est qu'un des élémens qui entrent dans la composition de celle-ci; de même le mot *peuple* est autre chose que la patrie et la nation; et le mot *nation* que l'*État*, puisqu'il y a des États qui comprennent plusieurs nations. Et certes, il existe une différence entre patrie et nation, mais l'une semble bien la substance de l'autre, elles s'enveloppent réciproquement. Au fond, il est peut-être un peu vain d'établir des distinctions subtiles entre ces maîtres mots qui, dans l'esprit de la grande majorité, représentent la même idée, — d'autant plus vain que le vocable patrie manque de synonyme direct dans beaucoup de langues, et qu'il faut bien alors lui substituer les équivalens de nation, État, peuple. Si la patrie est une chose en soi, elle est aussi la résultante et l'origine de beaucoup d'autres choses, qu'on peut rencontrer dans les pays où fleurit le sentiment passionné de la grandeur collective, des droits et des devoirs que ce sentiment suppose. Si l'on

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin 1915.

veut absolument distinguer, l'État, c'est la nation ou la patrie concrète, matérialisée, vue à travers ses organes politiques, économiques et sociaux; à l'État se rattache tout d'abord une idée d'action, de volonté, de puissance raisonnée et complexe; tandis que la patrie apparaît plutôt comme un sentiment, une passion, comme l'État sensible au cœur. Disons encore : l'État, c'est la prose; la patrie, c'est la poésie de la nation.

Certains penseurs divisent en trois groupes les élémens, les conditions d'une patrie; conditions naturelles : territoire, race, langue; conditions morales : religion, histoire, communauté de culture; conditions politiques : unité de gouvernement, identité des intérêts, liberté tout au moins relative. Toutes ces conditions se trouvent rarement réunies chez un seul peuple, et toutefois des peuples à qui plusieurs d'entre elles manquent, n'en font pas moins figure de grande nation. Ainsi l'histoire prouve que des frontières naturelles ne sont point indispensables à sa grandeur; la France, la Russie, les États-Unis, l'Italie, l'Espagne, se constituent par l'alluvion successive de plusieurs races; l'Autriche, la Suisse, ont plusieurs langues officielles, et, dans chaque pays, à côté du langage commun, on trouve des patois, des dialectes souvent très savoureux et qui constituent de véritables langues. En Grèce, à Rome, en Judée, la religion était la base même de la patrie; il n'en va plus de même aujourd'hui. L'histoire, la tradition, jouent un rôle immense; la piété envers les ancêtres demeure la plus pure source du patriotisme; les annales de la patrie sont les parchemins du peuple tout entier, et devraient être sa Bible laïque; cependant des races n'ont pu se souder même après plusieurs siècles, tandis que des peuples sont nés d'une révolte contre la métropole. Quelques-uns confondent la patrie avec la liberté. avec l'intérêt : « On a une patrie sous un bon roi, affirme Voltaire; on n'en a point sous un méchant. » Mais qu'est-ce qu'un bon roi, qu'est-ce qu'un méchant gouvernement? Le patriotisme le plus intense ne s'est-il pas manifesté chez des peuples despotiquement gouvernés? Et sans doute la communauté des intérêts figure parmi les élémens essentiels du patriotisme; toutefois Renan a très bien démontré qu'une nation n'est pas seulement un *Zollverein*, M. Paul Deschanel qu'elle est autre chose qu'une société d'actionnaires, et les hommes qui n'ont pas d'autre patrie que leur intérêt se conduisent trop souvent comme des ennemis

de la patrie. Une patrie n'est ni une Bourse, ni une usine; toutefois on n'empêchera jamais les hommes de la voir et de la comprendre à travers leur métier ordinaire ou leur passion favorite. Le financier l'aimera autrement que le militaire, le militaire autrement que le diplomate, que le cultivateur, le commerçant, l'ouvrier d'industrie, le poète, le philosophe, le savant, le rentier. Chacun d'eux placera la patrie dans l'atmosphère de son occupation coutumière; chacun aura, si j'ose dire, sa petite patrie intérieure, ce qui n'empêchera pas ces affections, un peu discordantes au premier abord, de se fondre dans un sentiment profond, qui les mêle comme le Saint-Laurent ou l'Orénoque mêle les affluens qu'il reçoit dans sa marche vers l'Océan. Un paysan comtois m'a dit un jour : « Je pense comme ma terre; » et sa terre pense comme la France. Le mot peut se démarquer en s'appliquant à chaque profession.

Quittons le moins possible maintenant notre vieille France, et signalons la première manifestation de l'idée de patrie avec Vercingétorix, le jeune chef arverne qui, pendant sa courte Iliade, montra quelques-unes des qualités du chef d'État et du grand capitaine. On est même tenté de l'admirer sans réserves quand on mesure les difficultés qu'il rencontrait de toutes parts, ayant en face de lui César, les légions romaines *dures comme des villes*, pour alliées cent tribus déchirées par des guerres intestines, et, telles les factions athéniennes au temps de la guerre du Péloponèse, appelant les étrangers afin de triompher de leurs adversaires, ce qui souvent est le commencement de la fin pour un peuple; — les Éduens, les grands de l'Arverne jaloux du principat de Vercingétorix; tout concourait à rendre la lutte presque impossible. Mais il est orateur éloquent, diplomate habile, bon tacticien, apte à se rendre compte que connaître et prévoir font la moitié de la victoire, ayant l'entente des longues manœuvres. Prenant exemple sur l'adversaire, il amène ses soldats à faire une besogne de terrassiers, à fortifier leurs camps, organise un vaste service d'espionnage; et il a pour maxime qu'il ne faut jamais échanger la certitude de vaincre lentement contre l'espérance d'un triomphe immédiat. Bref il possède d'instinct l'art de persuader, de commander, de conduire les foules vers un but commun. Il combattit, il mourut par amour pour sa patrie, pour la défense de la liberté de tous, et l'on peut acquiescer au verdict de

M. Camille Jullian : « La patrie gauloise, telle que l'Arverne se la représentait, c'était, je crois, la mise en pratique de cette communauté de sang, de cette identité d'origine que les Druides enseignaient ; avoir les mêmes chefs, les mêmes intérêts, les mêmes ennemis, une liberté commune... Vercingétorix eut la vision d'une patrie celtique supérieure aux clans, aux tribus, aux cités et aux ligues, les unissant toutes et commandant à toutes. Il pensa de la Gaule attaquée par César ce que les Athéniens disaient de la Grèce après Salamine : « Le corps de notre nation étant d'un même sang, parlant la même langue, ayant les mêmes dieux, ne serait-ce pas une chose honteuse que de le trahir? » Mais, tant le problème semble complexe, des penseurs, des historiens éminens, un Edgar Quinet, un Fustel de Coulanges, un Lavisse, ne sont pas d'accord sur le point de savoir s'il faut se féliciter ou regretter que la tentative ou, si l'on veut, le premier vagissement d'une patrie gauloise, ait été anéantie par les Romains.

A partir du ve siècle, à l'heure tragique où de toutes parts les Barbares pénétraient dans les entrailles de l'empire d'Occident, où Rome ne se souvenait plus assez de l'art de vaincre, le sentiment de la patrie romaine, à force de s'étendre et de s'éparpiller, s'est dilué, comme un flacon de précieux parfum perd sa vertu si on le verse dans un étang ; les religions, au lieu de rester locales, tendent à l'universalité ; la cité romaine fait place à la cité de Dieu qui ne connaît ni murailles ni frontières, et la Gaule, perdant son unité, devient la proie de plusieurs peuples barbares, Wisigoths, Burgondes, Francs. « Circé, gémit un païen, ne changeait que les corps ; maintenant on change les âmes. » L'idée de patrie s'effrite de plus en plus, la Gaule ne jouit ni de l'unité matérielle, ni de l'unité morale, premières conditions d'une nationalité ; Clovis, il est vrai, la pressent, la prépare ; mais les Francs restent campés au milieu de leur conquête, et, après Clovis, les guerres intérieures continuent d'ébranler le ciment solide des institutions romaines. Cependant, par ses lois, sa discipline, par ses évêques, ses monastères de moines défricheurs et érudits, *les rossignols de Dieu*, comme on disait jadis, le clergé préserve quelques vestiges de civilisation, les assises indispensables de toute société naissante, prêche aux malheureux la douceur, la résignation, aux heureux la charité et la justice, à tous le grand idéal spiri-

tualiste. Charlemagne reconstitue l'unité de la Gaule et des peuples germaniques ; mais son empire, comme celui de Clovis, ne tarde pas à se désagréger en plusieurs royaumes, et ceux-ci en une foule de seigneuries plus ou moins vastes, plus ou moins indépendantes. Ainsi s'institua la féodalité, société de chefs militaires qui assurent aux anciens colons, aux paysans, la sécurité, ce pain quotidien de la vie sociale ; moyennant quoi, ceux-ci cultivent leurs terres, font leurs charrois, paient des redevances en nature ou en argent, afin qu'ils puissent entretenir leur troupe, leur ost, et se battre pour eux : par là se reforment des milliers de petites patries locales que l'on voit, que l'on touche pour ainsi dire du doigt, que l'on aime d'un sentiment aveugle, passionné, orgueilleux, comparable à celui des anciens Hellènes pour leur cité. L'émancipation des Communes, à partir du XIIe siècle, créera à son tour des petites patries de quelques kilomètres carrés, qui, à l'encontre des patries féodales, favoriseront le mouvement vers l'unité nationale. Il y eut un patriotisme féodal, un patriotisme municipal, un patriotisme provincial, l'un se superposant à l'autre, comme les blocs de marbre d'un temple grec.

Dans la Chevalerie, qui se développe parallèlement à la féodalité, on perçoit aussi quelque linéament de l'idée de patrie. « Tu seras le champion du Droit et du Bien. Tu aimeras le pays où tu es né, » disent les commandemens du nouveau chevalier. Cette institution jette tout son éclat au temps de ces Croisades où l'on entrevoit aussi un sentiment patriotique, mais non plus borné aux limites d'un seul pays, le rêve d'une patrie européenne et chrétienne, de la patrie universelle des âmes.

L'idée nationale, l'idée française s'affirme avec éclat en 1214, contre une coalition redoutable, Saxons, Allemands, Flamands, Ardennais, Anglais, commandés par l'empereur Othon. Philippe-Auguste arme ses vassaux, fait appel aux milices communales ; les clercs eux-mêmes se rangent sous la bannière royale ; l'évêque de Senlis enflamme les troupes en « leur parlant de Dieu, de leur roi et de l'honneur de la nation. » L'ennemi fut vaincu, le peuple célébra par de grandes fêtes cette victoire, Paris fut illuminé pendant sept nuits. L'âme de la France avait palpité, perçu « la sensation de la frontière. »

Au milieu des siècles douloureux qui suivent la mort de

Charlemagne, surgit une épopée nationale, composée au XIe siècle par un écrivain inconnu, qui donne la sensation d'une patrie supérieure aux petites patries, d'une patrie vraiment, intégralement française. Dans *la Chanson de Roland*, écrite en langue romane et traduite par M. Maurice Bouchor, la France, personne vivante, est évidemment synonyme de patrie. Comme on sait, l'œuvre a pour point de départ un fait réel, et elle inspira plus tard à Victor Hugo un des plus beaux poèmes de *la Légende des siècles*, à Henri de Bornier *la Fille de Roland;* le sentiment de l'unité nationale apparaît clairement à travers cette chanson de geste, qui reflète en même temps les mœurs de l'époque féodale.

Roland voudrait que sa Durandal ne tombât pas aux mains des païens :

> Sois aux chrétiens, toujours pour les guider,
> Et donne-leur victoire ou délivrance.
> Vous, Seigneur Dieu, qui daignâtes m'aider,
> Ne laissez point honnir terre de France.

Et quant à cette France aimée,

> ...Pour elle on doit souffrir grands maux,
> Tout endurer, et grands froids et grands chauds;
> On doit y perdre et son sang et sa chair.

M. Lenient remarque justement que le poème, inférieur à l'*Iliade* pour la richesse d'invention, l'éclat du coloris, l'harmonie du rythme, l'emporte par la noblesse des sentimens. L'idée de la force domine dans l'*Iliade*, plus encore dans les *Niebelungen;* le sentiment de l'honneur et du droit s'épanouit dans la *Chanson de Roland*, forme, avec l'amour de la patrie, un trio idéaliste, par où son héros se montre l'ancêtre légitime des personnages cornéliens. Et Ganelon lui-même, voué à l'exécration pour son forfait, témoigne en faveur de la religion du devoir, du dévouement à l'Empereur :

> Païens ont tort, frère, et chrétiens ont droit.

Bourgeois et paysans deviennent les précieux collaborateurs de nos rois dans le grand œuvre patriotique ; Philippe le Cat, Ringois, Blanchard, Guillaume l'Aloue, le Grand Ferré, bien d'autres brillent parmi les héros de la libération du pays si affreusement meurtri pendant la guerre de Cent Ans. A Abbe-

ville, Ringois répond à l'ennemi : « Je suis Français, » et meurt plutôt que de prêter serment au roi d'Angleterre (1360). Les gens de La Rochelle avaient une année entière fermé les portes de leur ville aux commissaires anglais qui en venaient prendre possession après le triste traité de Brétigny, et, quand ils finirent par céder, ils dirent aux Anglais : « Nous vous ferons hommage du bout des lèvres, mais le cœur reniera les lèvres. »

En 1418, Rouen, abandonné par Charles VI et le duc de Bourgogne, se défend avec héroïsme contre Henri V, contre le fer et la famine ; cinquante mille personnes meurent de faim en cinq mois. Enfin il fallut se rendre ; Alain Blanchard, capitaine des arbalétriers, qui avait été l'âme de la défense, refusa d'offrir rançon pour sa vie : « Je suis trop pauvre pour me racheter, dit-il en marchant au supplice; mais quand j'aurais de quoi payer ma rançon, je ne voudrais pas racheter le roi d'Angleterre de son déshonneur. » Après le néfaste traité de Troyes (1420), les marins normands disent adieu à leur belle province, viennent se mettre aux ordres du Dauphin, et les mesures coercitives ne peuvent arrêter l'exode des bourgeois, des paysans qui émigraient « avec leur menu mesnage comme poz, paelle, vaisselle d'estain. »

Et n'est-ce pas aussi un pur témoignage du patriotisme des femmes françaises, la réponse de Bertrand du Guesclin, fait prisonnier (1367) par le prince Noir, fixant lui-même le prix de sa rançon à cent mille doubles d'or. « Henri d'Espagne en paiera la moitié, et le roi de France, l'autre ; et si je ne pouvais avoir la somme de ces deux-ci, il n'y a fileuse en France, sachant filer, qui ne gagnât ma finance (ma rançon) à filer, pour me mettre hors de vos lacs. » Tant de souffrances endurées ensemble, champs en friche, maisons en ruine, populations entières passées au fil de l'épée, jacquerie, pillage des villes et des campagnes, exactions des seigneurs, des brigands féodaux, des Grandes Compagnies, guerres civiles, guerres étrangères, unissaient les cœurs plus que la gloire et la prospérité. Malgré tout, l'âme nationale se forgeait des métaux les plus précieux, la résignation, la persévérance, réparaient les désastres partiels, l'espoir renaissait au moment où tout semblait désespéré, quelques années de paix enfantaient leurs miracles coutumiers, les villes se reconstruisaient, les champs se couvraient bientôt de moissons, et déjà notre race prouvait que, si on la

laissait faire, elle changerait les rochers en or. La France, qui ne le sait? fut toujours le pays des surprises et des résurrections : avec elle, la hauteur des élans finit par dépasser la profondeur des chutes.

L'unité nationale ! La constitution d'une grande patrie ! Ce fut l'œuvre patiente de la royauté, de princes qui, certes, ne furent pas infaillibles, mais qui presque tous eurent la passion de l'État, l'art des bons marchés, la science des guerres utiles. Quel cri de désir lorsque, après la mort de Charles le Téméraire, Louis XI révèle à un confident son âpre volonté de se saisir de la Bourgogne : « Je n'ai autre paradis en mon imagination que celui-là. J'ay plus grand'faim de parler à vous pour y trouver remède, que je n'eus jamais à nul confesseur pour le salut de mon âme. » Et, dans sa correspondance, il parle des provinces qu'il convoite comme le paysan parle du champ voisin dont il veut agrandir sa terre, comme l'amant parle de sa maîtresse. Ses moyens sont tortueux, ses vengeances cruelles, mais il avait pour lui le droit de l'État, et ses ennemis, félons, parjures, n'étaient pas plus embarrassés de scrupules que lui ; les défauts de Louis XI, ceux de son époque en somme, ne pèsent guère à côté du magnifique patrimoine dont il enrichit la France. Non seulement il aima celle-ci, il aima encore les petits. Roi du peuple contre les grands feudataires, il porte la livrée, le chapeau plébéiens, va de maison en maison, dîner et souper chez l'un et chez l'autre, se fait inscrire « frère et compagnon de la grande confrairie aux Bourgeois de Paris, » parle *privément* à chacun, veut se rendre compte des plus minces détails, a toujours présent à la pensée cet axiome que beaucoup de grands joueurs perdent la partie parce qu'ils n'ont pas le respect des petites cartes. On peut affirmer en toute vérité que la politique de nos rois, de leurs collaborateurs, des gouvernemens qui leur ont succédé a été, depuis neuf cents ans et plus, une œuvre continue, permanente, ayant pour objet l'État, la patrie, la plus grande France.

La formation de celle-ci, sous l'égide de la royauté, eut pour premier effet de rendre plus rares les guerres, si fréquentes au temps de la féodalité pure et simple. « Avant Hugues Capet, remarque Taine, la royauté ne donnait pas au Roi une province, pas même Laon; c'est lui qui ajoute au titre son domaine. Pendant huit cents ans, par mariage, conquête,

adresse, héritage, ce travail d'acquisition se poursuit; même sous Louis XV, la France s'accroît de la Lorraine et de la Corse. Parti du néant, le Roi a fait un État compact qui renferme vingt-six millions d'habitans, et qui est alors le plus puissant de l'Europe. Dans tout l'intervalle, il a été le chef de la défense publique, le libérateur du pays contre les étrangers... Au dedans, dès le XIIe siècle, il est grand justicier, il démolit les tours des brigands féodaux, il réprime les excès des forts, il établit l'ordre et la paix... Cependant toutes les choses utiles exécutées par son ordre ou développées sous son patronage, routes, ports, canaux, asiles, universités, académies, établissemens de piété, de refuge, d'éducation, de science, d'industrie et de commerce, portent sa marque et le proclament bienfaiteur public. De tels services appellent une récompense proportionnée : on admet que, de père en fils, il contracte mariage avec la France, qu'elle n'agit que par lui, qu'il n'agit que pour elle, et tous les souvenirs anciens, tous les intérêts présens viennent autoriser cette union... Cette union, l'Église la consacre à Reims par une sorte de huitième sacrement accompagné de légendes et de miracles; il est l'oint de Dieu. Le peuple, jusqu'en 1789, verra en lui le redresseur de torts, le gardien du droit, le protecteur des faibles, le grand aumônier, l'universel refuge... Tous, par une vague tradition, par un respect immémorial, sentent que la France est un vaisseau construit par ses mains et par les mains de ses ancêtres, qu'à ce titre le bâtiment est à lui, qu'il y a droit comme chaque passager à sa pacotille, et que son seul devoir est d'être expert et vigilant pour bien conduire sur la mer le magnifique navire où toute la fortune publique vogue sous son pavillon. »

Michelet, éloquent poète de l'histoire, et merveilleux dupeur des esprits, affirme « qu'avec Jeanne d'Arc il y eut un peuple, il y eut une France; qu'en elle apparurent à la fois la Vierge et déjà la Patrie. » La Patrie était apparue trois siècles auparavant; Jeanne d'Arc, suivant la forte expression de James Darmesteter, ne *vint pas la créer, elle la retrouva.* Beaucoup, avant elle, avaient élargi le sillon dans le champ mystique de l'unité nationale ; mais ce mot si grand, si doux, de patrie, semble bien avoir été prononcé pour la première fois en France par Jeanne. D'après son interrogatoire du 13 mars 1431, elle dit au Roi à Chinon, « de la mettre à l'œuvre, et que la patrie serait

bientôt soulagée, *et patria statim allevata.* » Dans le même sens elle répond à ses juges : « J'ai demandé à mes voix de bien aider aux Français... Il me semble que ce serait un grand bien pour la France que je fisse comme je faisais avant d'être prise. » Et le mot de patrie trouve tant d'écho dans l'âme du peuple, que moins de vingt ans après la mort de la Pucelle, l'historiographe Jean Chartier cite ce dicton : « Il est licite à un chacun et louable de combattre pour la patrie. »

Les mots de Jeanne d'Arc, ses réponses à ses juges, nous pénètrent d'admiration. « Les hommes d'armes batailleront et Dieu donnera la victoire !... Chevauchez hardiment contre les Anglais; quand ils seraient pendus aux nues, nous les aurons... » Et, dans les interrogatoires du procès : — « N'avez-vous pas sauté du haut de la tour de Beaurevoir pour vous tuer ? — Je ne voulais pas me tuer, mais aller rejoindre les miens... — Mais, étant protégée de Dieu, pourquoi ne pas attendre que Dieu vous délivrât ? — Le proverbe dit : Aide-toi, Dieu t'aidera ; j'essaierais encore d'échapper aux Anglais si j'en avais le moyen. — On vous gardera avec de bonnes chaînes. — Vous pouvez m'enchaîner, vous n'enchaînerez pas la fortune de la France. »

Siméon Luce a nettement établi que Domrémy ne relevait pas de la Lorraine proprement dite, mais du duché de Bar, alors uni à la France, que Jeanne d'Arc est plutôt Champenoise; ce qui n'empêchera pas de continuer à prévaloir son surnom : la bonne Lorraine. Sans doute aussi, elle n'a pas été la simple pastourelle représentée par tant d'hagiographes; son père, gentilhomme, propriétaire foncier, avait pris à bail la forteresse et le domaine seigneurial de Domrémy; ses frères, oncles et cousins, étaient aussi Français de cœur et hommes d'armes; elle vécut ainsi dans la vision constante des choses de la guerre. De bonne heure, apprenant à détester les férocités des chefs de bande, Brabançons, Anglais, Bourguignons, Écorcheurs, elle comprit le silence des humbles, et, les yeux pleins de larmes, portant dans son âme les tristesses d'un peuple, entendit les Voix qui lui commandaient d'abord de bouter l'ennemi hors de toute France. Qu'importe ? Son apostolat n'en demeure pas moins admirable; sa vie, plus belle que le plus beau roman, que la légende la plus idéale, est le chef-d'œuvre de notre histoire; elle plane si haut, tellement au-dessus des misères

humaines, qu'elle semble quasi miraculeuse et divine, qu'elle rayonne sur notre pays, sur l'univers entier, appartient au passé, au présent, à l'avenir, et figure au premier rang parmi les richesses morales de l'humanité. Un poète anglais, John Sterling, a célébré en elle (1848) « le personnage peut-être le plus merveilleux, le plus exquis, le plus complet de toute l'histoire du monde. » Son œuvre est aussi le meilleur témoin en faveur des vérités spiritualistes qui soutiennent les nations; elle a prêché avec son génie prime-sautier, avec sa piété, avec son sang, l'*évangile du patriotisme;* elle est la sainte de la Patrie française, elle mériterait d'être acclamée comme la sainte de toutes les patries. Profondément pieuse, elle place la patrie au-dessus de l'Église elle-même, n'admettant point qu'une assemblée, qu'un pape même, s'arroge le droit de décider si Dieu, oui ou non, lui a conféré la mission de sauver la France. Tous ceux qui souffrent, tous ceux qui aiment d'une façon désintéressée, tous ceux qui veulent combattre pour la justice, tous ceux qui ont le sens de l'infini, se reconnurent et continuent de se reconnaître en elle ; car elle souffrit toutes leurs douleurs, elle ressentit toutes les angoisses des fidèles serviteurs de la patrie, elle eut tous les courages, brava toutes les morts, et supporta le supplice du bûcher pour témoigner de son apostolat. Elle a incarné le patriotisme, l'idée d'unité nationale confuse encore et dans beaucoup d'esprits incertaine; elle les a fait éclater aux yeux et aux cœurs. On sait que les peuples comprennent les idées à travers les êtres qui les défendent ou les combattent, qui jouent le rôle d'initiateurs, de révélateurs, de phares intellectuels. Au rebours des penseurs, les foules vont de l'absolu au relatif, de l'abstrait au concret ; au lieu de généraliser, elles particularisent; elles ont besoin de symboles et d'emblèmes, de points de repère, de jalons sur les grandes routes de l'histoire, de noms qui représentent les qualités qu'elles admirent, les sentimens dont se compose la trame de la vie, avec lesquels elles se réjouissent, souffrent, meurent. L'histoire de France, en particulier l'histoire de Jeanne d'Arc, doit toujours être l'Évangile laïque de notre nation. Et l'on ne saurait qu'approuver cette réflexion de Siméon Luce : « Il en est des peuples comme des individus : ce n'est pas seulement le mérite des actes, pris en soi, qui les touche; ils sont d'autant plus reconnaissans que leur détresse était plus

grande lorsqu'on est venu à leur secours. Un guerrier qui accroît encore par ses victoires la puissance et le prestige de sa nation, c'est un héros ; mais un capitaine dont le bras parvient à retirer son pays du fond de l'abîme où il était tombé, c'est plus qu'un héros, c'est un sauveur. Or, tout le monde en conviendra, le rôle historique de Duguesclin au XIVe siècle, comme celui de Jeanne d'Arc au siècle suivant, a ce caractère. »

Désormais, de plus en plus brillante, scintille au firmament l'étoile de la patrie ; l'idée nationale ne cesse de cheminer, se développant d'âge en âge, en quelque sorte par la force de la vitesse acquise ; plus nombreux se dressent ses demeurans, ses chevaliers, faisant face à l'ennemi aux quatre points cardinaux, guidés dans leurs luttes généreuses par cette infaillible boussole, l'amour du pays : à travers les siècles, par les armes, par la diplomatie, par les lettres et les arts, tous les bons Français continuent de sculpter la statue immortelle de la Patrie, statue voilée parfois, mais qui, après le péril et l'épreuve, apparaît plus harmonieuse et mieux ciselée. Au conseil des rois, sur les champs de bataille, dans la capitale et les provinces, dans les rues et les campagnes, on entend, on rencontre, par milliers, des traits, paroles ou actes, aussi beaux, plus beaux même que ceux de l'antiquité, — ceux-ci, trop souvent, se confondent avec la légende, sont plus vraisemblables que vrais, — des traits dignes de ceux d'aujourd'hui, des traits qui montrent leurs auteurs ayant gravées au fond du cœur les fleurs de lys avec l'image de la France. Ce sont les perles de notre histoire, les fleurs du bouquet héroïque, et il n'est pas inutile de respirer quelques parfums de ce florilège.

Le chroniqueur Martin du Bellai rapporte que le connétable de Bourbon, poursuivant les Français en déroute à Biagrasso (1524), aperçut Bayard, mortellement blessé et couché au pied d'un arbre, face à l'ennemi : « J'ai grand'pitié, dit-il, de vous voir en cet état, vous qui fûtes un si valeureux chevalier. — Monsieur, aurait répondu le mourant, il n'y a point de pitié en moi, car je meurs en homme de bien ; mais j'ai pitié de vous voir servir contre votre prince et votre patrie et votre serment. »

La Noue confesse qu'il éprouvait « de l'horreur » en songeant que les hommes qu'il allait combattre « n'étaient ni Italiens, ni Espagnols, mais Français. » Après la bataille de Saint-

Denis, le maréchal de Vielleville dit à Charles IX : « Votre Majesté n'a point gagné la bataille, encore moins le prince de Condé, mais le roi d'Espagne, car il est mort, de part et d'autre, assez de braves Français pour conquester la Flandre et tous les Pays-Bas. »

Voici le chancelier Michel de l'Hospital qui supplie ses compatriotes « de ne changer le nom de chrétiens pour ces noms diaboliques de huguenots, papistes, noms de partis et de séditions; » Agrippa d'Aubigné qui proclame en beaux vers les devoirs du patriotisme :

La loi, le sang, Nature, à l'homme font sentir
Qu'il naît, vit, croît, et doit ses ans, son bien, sa vie
Aux amis, aux parens, à sa chère patrie,
Et qu'il faut pour les trois naître, vivre et mourir.

Ronsard, dans son *Discours sur les Misères de ce temps*, peint avec force les ruines accumulées par les guerres de religion, l'éclipse partielle du patriotisme dans la seconde partie du XVIe siècle :

Ce monstre arme le fils contre son propre père.
Et le frère (ô mal-heur!) arme contre son frère,
La sœur contre la sœur, et les cousins germains
Au sang de leurs cousins veulent tremper leurs mains;
L'oncle hait son neveu, le serviteur son maître;
La femme ne veut plus son mary reconnaître;
Les enfans sans raison disputent de la foy,
Et tout à l'abandon va sans ordre et sans loy.
L'artisan, par ce monstre, a laissé sa boutique,
Sa nef le marinier, son trafic le marchand,
Et par lui le prud'homme est devenu méchant,
L'écolier se débauche, et de sa faux tortue (tordue)
Le laboureur façonne une dague pointue,
Une pique guerrière il fait de son râteau,
Et l'acier de son coutre il change en un couteau.

Dans le même morceau, Ronsard apostrophe ainsi Théodore de Bèze :

Vous avez fait mourir
La France, votre mère, au lieu de la nourrir.

Dans les *Remontrances au peuple françois*, il adjure les gens de guerre :

Combattez pour la France et pour la liberté...
Car l'amour du pays me fait parler ainsi.

Henri IV, avant la bataille d'Ivry, donne cet ordre : « Quartier aux François, main basse sur les étrangers. » Du Bellay parle du devoir « en quoi je suis obligé à ma patrie. » Le mot patriote, usité d'abord comme équivalent de *compatriote*, prend à la fin du XVIe siècle le sens actuel : « Ce maistre eschevin, conclut Carloix, mourut en bon et vrai patriote. »

On a prétendu, avec un peu d'exagération, que la brochure de Chateaubriand en 1815, *De Buonaparte et des Bourbons*, avait valu à ceux-ci autant qu'une armée. Autant pourrait-on dire de la *Satire Ménippée*, œuvre mordante et courageuse de quelques bourgeois parisiens, gallicans et patriotes, aimant l'érudition et l'épigramme, épris d'une monarchie tolérante, ayant avant tout au cœur la haine de l'étranger, préparant au péril de leur vie, alors que la Ligue était encore maîtresse de Paris, l'opinion publique en faveur de Henri IV.

Réunis chez le chanoine Gillot qui tenait assemblée de beaux esprits, Nicolas Rapin, Pierre Pithou, Jean Passerat, Florent Chrestien, Pierre Le Roy, tous gens de loi, gens de lettres ou d'église, composèrent avec leur hôte cette satire où, à l'imitation de Ménippe, de Terentius Varron, se mariaient les vers et la prose. Elle circula d'abord en manuscrit, sous le manteau ; le parti des Politiques, qui représentait alors le patriotisme éclairé, la publia en 1594. Un de ces bons serviteurs du pays, Pierre Pithou, jurisconsulte célèbre que Loysel comparait à Socrate, auteur de la harangue du lieutenant d'Aubray, voulut qu'on gravât ces seuls mots sur sa tombe : *Patriam unice dilexi.* (J'ai aimé uniquement ma patrie.) Il met dans la bouche de d'Aubray une superbe philippique contre les étrangers présens aux États de la Ligue... « Je ne vois ici que des étrangers passionnés, aboyant après nous, et altérés de notre sang et de notre substance... Que fait ici M. le Légat, sinon pour empêcher la liberté des suffrages et encourager ceux qui ont promis de faire merveilles pour les affaires de Rome et d'Espagne? Lui, qui est Italien et vassal d'un prince étranger, ne doit avoir ici ni rang ni séance : ce sont ici les affaires des Français, qui les touchent de près, et non celles d'Italie et d'Espagne. » Plus loin, Pithou dit son fait au duc de Mayenne : « Je vous parle franchement, sans crainte de proscription, et ne m'épouvante pas des rodomontades espagnoles, ni des tristes grimaces des Seize, qui ne sont que coquins que

je ne daignai jamais saluer; je suis ami de ma patrie, comme bon bourgeois et citoyen de Paris,.. Nous voyons bien que vous êtes vous-même aux filets du roi d'Espagne, et n'en sortirez jamais que misérable et perdu. Vous avez fait comme le cheval qui, pour se défendre du cerf, lequel il sentait plus viste (rapide) et vigoureux que lui, appela l'homme à son secours; mais l'homme lui mit un mors à la bouche, le sella et équipa, puis monta dessus avec bons éperons, et le mena à la chasse du cerf... ; et par ce moyen le rendit souple à la houssine et à l'éperon pour s'en servir à toute besogne, à la charge et à la charrue, comme le roi d'Espagne fait de vous... Enfin, nous voulons un roi pour avoir la paix; mais nous ne voulons pas faire comme les grenouilles qui, s'ennuyant de leur roi paisible, élurent la cigogne qui les dévora toutes; nous demandons un roi et chef naturel, non artificiel, un roi déjà fait et non à faire, et n'en voulons point prendre le conseil des Espagnols... Nous sommes Français, et allons avec les Français exposer notre vie et ce qui nous reste de bien pour assister notre roi, notre bon roi, notre vrai roi... »

Cette éloquence colorée alla au plus profond de l'âme nationale, redressa l'opinion égarée, couvrit de ridicule la Ligue, et prépara l'avènement de Henri IV : elle remit le bon ordre dans les esprits

D'un peuple bigarré de tant de factions.

C'est pourquoi la Ménippée n'est pas seulement un immortel réviaire de patriotisme, elle a été surtout une grande et belle action. Quelques années après, Passerat célébrait l'entrée de Henri IV à Paris :

France se va remettre en paix et en concorde;
Pendez-vous, Espagnols, nous fournirons la corde.

Le premier président du Parlement de Paris, Achille de Harlay, était du même cru moral que les auteurs de la *Ménippée*, lui qui osait faire la leçon au duc de Guise, tout-puissant chef de la Ligue en 1588 : « C'est grand'pitié quand le valet chasse le maître; au reste mon âme est à Dieu, mon cœur est au Roi, mon corps est entre les mains des méchans. » Et comme, quelques mois plus tard, la Ligue ayant déclaré le Roi déchu, Achille de Harlay refusait de reconnaître le décret de déchéance, Bussy-Leclerc vint l'arrêter en plein parlement; ses amis lui

ayant conseillé de rester chez lui : « Je n'en ferai rien, avait-il répondu; ils ne sauraient me prendre en plus digne lieu que sur mon siège de justice. »

Même au XVIIe siècle, en pleine monarchie absolue, l'idée de patrie n'est pas confondue avec la royauté, ni absorbée par celle-ci; beaucoup de bons esprits établissent nettement la distinction. Richelieu remarque : « Mon premier but fut la majesté du Roi; le second la grandeur du royaume. » Richelieu par excellence représente le patriotisme de l'homme d'État; ce patriotisme fut sans doute austère, rude, implacable; mais si le Cardinal pardonne rarement, c'est « qu'il eût pardonné aux dépens de la France. » La rançon des inconvéniens et des maux, ici comme pour Louis XI, semble payée au centuple par ces bienfaits immenses : l'unité de la patrie cimentée à jamais, l'étranger vaincu, la France agrandie, rayonnante de grandeur et de gloire, le protestantisme dépouillé de ses prérogatives politiques, la défaite de ces grands seigneurs, rebelles inassouvis qui ne commençaient à ménager le royaume qu'au moment où ils se croyaient sur le point d'en devenir les maîtres, l'ordre succédant à une demi-anarchie féodale, la richesse, une richesse toute relative, à la misère profonde des foules. N'oublions pas que ces hommes, ces partis, ces doctrines étaient en perpétuel état d'insurrection contre le premier ministre, contre la royauté, contre la France; que la débonnaireté, la douceur inopportune, entraînent presque autant de catastrophes que la tyrannie. D'une main, Richelieu bataille, écarte l'assaillant; de l'autre il façonne, il pétrit l'image de l'État; on dirait de ces bons chevaliers qui terrassent fantômes, dragons, monstres de toute sorte préposés à la garde du palais enchanté, arrivent enfin jusqu'à la chambre où dort d'un sommeil magique la princesse prisonnière, et la délivrent. Il put en toute vérité se rendre à lui-même cet hommage : la « France dormait tranquille à l'ombre de mes veilles. »

Bossuet, Fénelon, Corneille, Pascal, emploient le mot patrie. Même il échappe à Fénelon d'écrire un jour : « Je dois plus à l'humanité qu'à ma patrie, à ma patrie qu'à ma famille, à ma famille qu'à mes amis, à mes amis qu'à moi-même. » L'humanité avant la patrie! Ce sont de ces visions qui faisaient juger Fénelon par Louis XIV : *le bel esprit le plus chimérique de mon royaume.* L'Académie Française, dans la première

édition du Dictionnaire (1694), donne ces exemples au mot Patrie : *servir la patrie, défendre la patrie, mourir pour la patrie*, etc. Colbert se compose cette fière devise : *Pro rege sæpe, pro patria semper. Pour le Roi souvent, pour la patrie toujours.*

Après le patriotisme de l'homme d'État, il faut admirer le patriotisme de l'homme religieux, cette page de Bossuet dans sa *Politique tirée de l'Écriture sainte :* « La société humaine demande qu'on aime la terre où l'on habite ensemble; on la regarde comme une mère et une nourrice commune; on s'y attache, et cela unit. C'est ce que les Latins appellent *caritas patriæ soli*, l'amour de la patrie, et ils la regardent comme un lien entre les hommes. Les hommes, en effet, se sentent liés par quelque chose de fort, lorsqu'ils songent que la même terre qui les a portés et nourris, étant vivans, les recevra en son sein quand ils seront morts. C'est un sentiment naturel à tous les peuples. Thémistocle, Athénien, était banni de sa patrie comme traître; il en machinait la ruine avec le roi de Perse à qui il s'était livré; et toutefois, en mourant, il oublia Magnésie que le roi lui avait donnée, quoiqu'il y eût été si bien traité, et il ordonna à ses amis de porter ses os dans l'Attique pour les y inhumer secrètement. Dans les approches de la mort, où la raison revient, et où la vengeance cesse, l'amour de sa patrie se réveille; il croit satisfaire à sa patrie, il croit être rappelé de son exil, et, comme ils parlaient alors, que la terre serait plus bénigne et plus légère à ses os. »

Bossuet, qui formule la théorie du droit divin en des pages célèbres où il met le sujet en demeure d'aimer son prince comme le salut de tout l'État, comme l'air qu'il respire, comme la lumière de ses yeux, comme sa vie et plus que sa vie ; Bossuet distingue toutefois entre le pouvoir absolu et le despotisme : le Roi n'est maître, ni des corps, ni des biens de ses sujets, et doit se conformer aux traditions, aux formes légales. On sait que ces limites ne furent guère respectées, qu'il ne manqua ni de courtisans, ni de légistes, pour traiter le Roi en *vice-dieu, en quatrième personne de la Trinité.*

Saint-Simon dit justement que Vauban « était patriote. » Et c'est un nouveau titre à notre reconnaissance envers ce grand homme; ses *Pensées diverses* et ses *Mémoires* respirent le plus pur patriotisme, un amour clairvoyant du bien public, le sens de l'autorité royale et des libertés nécessaires, de même que

dans son privé il donna l'exemple des plus hautes vertus. Ces *Pensées* contiennent un excellent code moral pour les chefs d'État et leurs entours : par exemple, il demande au prince de choisir ses conseillers parmi ceux qui dans les emplois subalternes ont montré « une parfaite connaissance des intérêts de l'État, une probité à toute épreuve, une grande affection pour le maître, *un amour tendre et sincère pour la patrie*, une grande fermeté où il s'agira d'en soutenir les intérêts, un grand désintéressement pour tout ce qui peut avoir rapport à eux... » De son zèle pour la France, il donna une preuve éclatante en publiant clandestinement, sans l'autorisation de d'Argenson, lieutenant général de la police, la *Dîme royale* (1707), où il réclame l'égalité de l'impôt, sa perception directe, l'abolition des privilèges. Cette *Dîme* ameuta une telle coalition des intérêts, des colères, des amours-propres menacés par cette invocation à la justice, qu'ils réussirent à obscurcir le jugement du Roi, qui jusque là avait récompensé si dignement les services de Vauban, et qui méconnut le dernier effort tenté par celui-ci en faveur de son pays. Vauban avait su se dégager des préjugés du peuple aussi bien que de ceux de l'aristocratie ; comptant le pays pour tout, ne se comptant pour rien, aussi grand par le caractère que par le génie, ses projets, si on l'eût écouté, réalisaient les réformes nécessaires, et auraient fait à la France l'économie d'une révolution. Fénelon, lui aussi, se montrait courageux et excellent Français dans ce *Mémoire au Roi* où il déplorait le *luxe monstrueux et incurable de la Cour*, les misères du temps, toutes les anciennes maximes de l'État ébranlées ou renversées pour ne *parler que du Roi et de son bon plaisir*.

On est trop sévère pour le XVIIIe siècle, quand on l'accuse d'avoir méconnu l'idée de patrie ; rien de plus injuste que de le juger à travers les paradoxes de certains philosophes qu'une sorte de délire entraînait vers les spéculations humanitaires, vers les rêveries de bonheur et d'harmonie universels ; et d'ailleurs si celles-ci les conduisent à des affirmations déplorables, rappelons-nous qu'aux siècles précédens, une partie des chefs de la noblesse a fait pis. Sans aller, comme Michelet, jusqu'à appeler le XVIIIe siècle : le grand siècle, on peut prouver qu'à cette époque la majorité de la nation est saine, que l'armée, l'église, la magistrature, la société, le peuple, four-

nissent de très nombreux exemples d'héroïsme, de dignité, de vertus publiques et privées; les vices d'une minorité turbulente, corrompue, voilaient les qualités du grand nombre. Comme les individus, les peuples heureux, honnêtes, n'ont guère d'histoire, celle-ci n'ayant d'yeux que pour les violens et les tapageurs. Trois pies dans un bois y mèneront toujours plus de bruit que trois cents tourterelles. Ce sont toujours les mêmes qui se font tuer, disait un général; on peut affirmer aussi : ce sont toujours les mêmes qui donnent le mauvais exemple. Aux contempteurs du XVIIIe siècle, il suffit de faire remarquer que la plupart des hommes qui ont accompli les miracles de la Révolution et de l'Empire étaient nés avant 1789, et que les successeurs de l'ancien régime auraient été fort empêchés s'ils n'avaient trouvé, dans l'armée, la marine, l'administration, la diplomatie, dans toutes les classes de la nation en un mot, des cadres excellens, un personnel digne d'accomplir la grande œuvre vers laquelle on les guidait. Si Voltaire a félicité Frédéric II d'avoir battu les Français à Rosbach, s'il a écrit que ceux qui n'ont rien n'ont point de patrie, si des événemens tels que les Croisades et l'éveil de la patrie française pendant la guerre de Cent ans sont restés lettre morte pour lui, le même Voltaire a dit aussi des paroles touchantes sur son pays : « C'est de ma seule patrie que j'ai appris à regarder les autres peuples d'un œil impartial... Il me semble que du pain dans sa patrie vaut encore mieux que du biscuit en pays étranger... Vous ne savez pas ce que c'est que d'être Français en pays étranger... On porte le fardeau de sa nation... La morale, la vertu et l'amour de la patrie, sont notre unique affaire... » Chevert, Plélo, Belle-Isle, Broglie, Maurice de Saxe, d'Assas sur le continent, Dupleix dans les Indes, Montcalm au Canada, Rochambeau, Lafayette, et leurs soldats aux États-Unis, nos marins, nos corsaires, ne font-ils pas bonne figure ? Sous Louis XVI et en sa présence, on lance à Cherbourg un vaisseau nommé *le Patriote*.

Si nous jetons un coup d'œil sur l'étranger, voici Bolingbroke qui, dans ses *Lettres sur l'esprit de patriotisme*, émet cette belle maxime : « Rien ne peut acquitter de ce qu'on doit à la patrie, tant qu'elle a besoin de nous; » — la Suisse, qui demeure un petit grand peuple, parce que le cœur de chacun des siens est un foyer d'indépendance et de dignité patriotique; — les colo-

nies d'Amérique qui préludent à leur éclatante destinée par la revendication de leurs droits et la constitution d'une patrie. Un Américain, plus tard, donnera cette définition du vrai patriotisme : « Il ne consiste pas en fanfaronnades nationales... Il résulte d'une juste appréciation de ce qu'est notre pays, dans son esprit de liberté, dans ses institutions et ses lois, dans sa forme de gouvernement, dans son splendide domaine, ses beautés naturelles, son rang parmi les peuples et sa triomphante marche en avant. »

L'âme d'autrui est une forêt profonde, chaque vie humaine représente, chaque tombe recouvre une petite histoire universelle; chacun de nous a plusieurs âmes. N'a-t-on pas dit que Shakspeare a dix mille âmes? Comment se flatter de juger en quelques mots un peuple de trente à quarante millions d'habitans qui a un passé magnifique, un passé vingt fois séculaire, auquel se rattachent des millions, des milliards d'actions, de volontés? Ce qu'on peut concéder au sujet de notre XVIIIe siècle, c'est que l'ironie, la moquerie, le scepticisme, y paraissaient à la mode, et, pour obéir à la mode, le Français cache ses pensées de derrière la tête sous un voile de raillerie élégante; de crainte de sembler ridicule, il dissimule ses pensées généreuses, ses enthousiasmes, jusqu'au temps de Louis XVI du moins, car, à partir de 1774, ces sentimens commencèrent de faire bon ménage avec l'esprit. Diderot, puis Mme de Staël, mirent l'éloquence à la mode dans la conversation, et les plus grandes dames se proclamaient bonnes patriotes. Presque tous les écrivains depuis longtemps employaient les mots *patrie*, *patriotisme*, *patriote*, *patriotique*. « Sans l'esprit patriotique, affirme Raynal, les États sont des peuplades et non pas des nations. » Et Jean-Jacques : « Tout patriote est dur aux étrangers ; ils ne sont qu'hommes, ils ne sont rien à nos yeux. » Le prince de Ligne, ce Belge qui eut le génie de la grâce, trace cette devise au bas d'un de ses portraits : *Pro Patria non timidus mori. Celui qui ne craint pas de mourir pour sa patrie.* En 1769, Rossel publie en six volumes une *Histoire du patriotisme français;* on lit dans la préface : « Le patriotisme ou l'amour de la Patrie n'est rien autre chose que ce zèle, ce noble attachement que tout homme éprouve pour le pays dans lequel il est né... Il n'y a pas un Français qui ne l'éprouve au fond de son âme. C'est l'histoire même des Français qui m'en a

convaincu. Tous les grands traits qui enrichissent cette histoire m'ont paru partir de cette source. » L'écrivain n'hésite donc pas à poser ce principe comme base de tous les événemens consacrés dans l'histoire de France, « et auxquels la plume des historiens ne donnait guère que des causes étrangères et subalternes : l'ambition, l'intérêt, la jalousie des particuliers. Une cause plus noble a enfanté les révolutions qui ont affermi la monarchie française : cette cause, c'est le patriotisme. » En résumé, le nom de patrie n'est que le nom de l'idée sur laquelle l'histoire de France s'est bâtie pièce à pièce.

Ce qu'il faut aussi reconnaître, c'est qu'avant 1789, l'amour de la patrie n'est encore qu'un instinct, un sentiment, une règle morale dont l'oubli obtient trop souvent indulgence ou pardon, qu'il n'est pas encore devenu cette religion impérieuse dont les athées sont voués à l'universel mépris, et justement traités comme des criminels. Comme me l'écrivait naguère un lettré dijonnais, M. Henri Chabeuf, qui continue les nobles traditions des Bouhier et des Brosses, « l'idée de patrie fut longtemps construite en pierres sèches, la Révolution lui a donné le ciment, 1914 la fera indestructible, chaque coup du destin lui communique une solidité nouvelle. »

En 1789, la grandeur, la supériorité du tiers état fut de se dégager de la conception féodale ; il y avait intérêt, soit ; mais il y eut dans son fait une mentalité idéaliste, une prescience des temps nouveaux qu'on ne saurait méconnaître. La révolution modérée s'accomplit sur l'idée de liberté, d'égalité, d'humanité ; la révolution violente se consomme sur l'idée de la patrie libre ; toutes deux eurent la belle ivresse de l'unité française, par où elles continuent l'œuvre de la royauté, et plus tard le royaliste Berryer s'écriera, à la tribune de la Chambre des députés, qu'il remercie la Convention d'avoir sauvé l'indépendance de la France. Unité morale, unité politique, patrie constituée par l'ensemble des citoyens vivant sur le sol de France, drapeau aux trois couleurs, ce drapeau qui semble le Saint-Sacrement de la patrie, tels furent le but, les moyens, la réalisation. Et malheureusement la noblesse, une grande partie de la noblesse s'était habituée à incarner la patrie dans la personne royale : d'où le désastreux malentendu de l'émigration, qui explique dans une certaine mesure les mesures du Comité de Salut public. On peut d'ailleurs soutenir que l'émigration et la Vendée contribuent

à dégager l'idée de patrie des derniers nuages qui l'obscurcissaient encore.

Qui ne connaît les merveilles enfantées par le patriotisme militaire ? Elles furent préparées, rendues possibles par le patriotisme politique des hommes de la Constituante, de la Législative, de la Convention ; quelquefois sans doute, ces hommes ont créé l'obstacle, la plupart du temps ils l'ont aplani ou brisé, en même temps qu'ils établissaient pour la France des titres à la reconnaissance du genre humain. La fête de la Fédération (14 juillet 1790), fut le rayonnant symbole de l'unité française présentée comme une personne morale résumant toutes les forces vives de la nation. Et certes les armées de la Révolution renfermaient l'élite morale de la France, mais il ne faut pas non plus méconnaître, comme on l'a fait souvent, l'œuvre immense, violente, libératrice en somme, malgré mainte erreur, des assemblées de cette époque. Joseph de Maistre nous apporte à ce sujet un aveu significatif : « Qu'on y réfléchisse bien, on verra que, le mouvement révolutionnaire une fois établi, la France et la monarchie ne pouvaient être sauvées que par le jacobinisme... Que demandaient les royalistes, lorsqu'ils voulaient une contre-révolution telle qu'ils se l'imaginaient, c'est-à-dire faite brusquement et par la force ? Ils demandaient la conquête de la France ; ils demandaient donc la division, l'anéantissement de son influence et l'avilissement de son roi, c'est-à-dire des massacres de trois siècles peut-être, suite infaillible d'une telle rupture d'équilibre... » La Convention fut à la hauteur de tous les dangers, elle décréta la levée en masse. Carnot, avec le Comité de Salut public, organisa de nouvelles armées, fournit aux généraux les élémens de la victoire. Albert Sorel apprécie cet effort avec une éloquente impartialité : « Les âmes des hommes qui composaient la Convention étaient troublées toujours et passionnées, obscures, étroites souvent et possédées du plus aveugle des fanatismes, celui de la raison entêtée de soi-même. Et cependant leurs mouvemens s'ordonnèrent selon une loi commune : cette Assemblée, où les rivalités rongeaient tant d'âmes subalternes, manifesta, dans la défense de la patrie, une grande âme collective, toute de sacrifice, de constance, de foi. C'était une émanation de l'âme même de la France. Le peuple français, si souvent méconnu, abusé ou opprimé par la Convention, vécut néanmoins en cette Assemblée et l'inspira... Elle

associa les intérêts particuliers aux réformes de l'État par la création de la dette publique, et aux réformes sociales par la vente des biens nationaux. A l'imitation de tous les gouvernemens antérieurs et des contemporains, elle confisqua les biens des adversaires de l'État, vaincus ou proscrits ; mais elle transforma cet acte violent de salut public en une opération politique qui en modifia singulièrement le caractère, et la distingua des mesures analogues prises par Louis XIV contre les réformés, par les Anglais en Irlande, tout récemment par les Russes en Pologne. La Convention ne confisqua point pour enrichir l'État, doter des favoris ou substituer par la force seule des conquérans à des conquis. Les biens nationaux furent employés à la défense du pays et acquis par l'épargne française, bourgeoise et paysanne ; par cette translation des terres, la plus vaste qui se soit opérée dans les temps modernes, la terre devint plus populaire en France, le Français plus attaché à sa terre, parce qu'il l'avait achetée, et à son travail, parce qu'il avait servi à acheter la terre... » Ainsi la Convention « associa les réformes à l'idée de la patrie ; elle réalisa cette grande idée dans la vie de chaque Français, en y intéressant son orgueil, sa fortune, sa dignité, ses vertus. L'égalité, exaltation du moi, se confondit avec le patriotisme, exaltation de la France. »

Arago, J.-B. Dumas, après eux M. Vallery-Radot, ont rappelé qu'en 1792 la science rendit les plus éclatans services à notre pays menacé. Lavoisier, Fourcroy, Guyton de Morveau, Chaptal, Berthollet, fournirent de nouveaux moyens d'extraire le salpêtre et de se procurer de la poudre ; Monge trouva l'art de fondre rapidement les canons, et, grâce au chimiste Clouet, on put vite fabriquer les armes blanches. Monge, Berthollet, dénoncés aussi par Marat, faillirent avoir le même sort que Lavoisier. « Dans huit jours, remarquait tranquillement Berthollet, nous serons arrêtés, jugés, condamnés et exécutés. » Et Monge de répondre avec le même calme : « Tout ce que je sais, c'est que mes fabriques de canons marchent à merveille. » N'est-ce pas à ses prédécesseurs que songeait Pasteur quand il écrivit : « Si la science n'a pas de patrie, l'homme de science en a une, et c'est à elle qu'il doit reporter l'influence que ses travaux peuvent avoir sur le monde. »

Mais, si quelques historiens ont nié l'œuvre patriotique de la Convention, la plupart s'accordent à proclamer que, sous le

Directoire, à la veille du 18 Brumaire, il n'y avait plus de patriotisme qu'aux armées, les Assemblées et les autres classes de la nation se trouvant fortement entamées par le pyrrhonisme politique, l'agiotage, la fureur du plaisir, l'anarchie morale, par cette autre grande école d'immoralité, les coups d'État répétés qui frayèrent le chemin à Bonaparte. Encore cette thèse paraît-elle trop absolue, et y aurait-il lieu d'y proposer quelques tempéramens.

Louis Legrand montre avec force que la Révolution, malgré ses destructions parfois incohérentes, n'a pas fait table rase du passé : « La France qu'on pouvait croire abattue, déracinée, cette France, au contraire, comme un arbre plein de sève, que stimule un énergique élagage, a poussé des rameaux plus fournis et plus verts. » Il semble bien au reste que les vertus guerrières de la Révolution sont un ressouvenir de la civilisation chevaleresque. Le présent n'est presque jamais que le passé sous un nouveau nom.

L'armée, qui est la patrie vivante, la patrie en marche et en action, se fortifiait, se retrempait par les nouveaux principes, par la fusion des vieux soldats avec les jeunes soldats de l'an II et des années suivantes. Victor Hugo a dit magnifiquement :

La liberté sublime emplissait leurs pensées.
Flottes prises d'assaut, frontières effacées
Sous leur pas souverain ;
O France, tous les jours c'était quelque prodige,
Chocs, rencontres, combats ; et Joubert sur l'Adige,
Et Marceau sur le Rhin.

On battait l'avant-garde, on culbutait le centre ;
Dans la pluie et la neige et de l'eau jusqu'au ventre,
On allait en avant !
Et l'un offrait la paix, et l'autre ouvrait ses portes,
Et les trônes, roulant comme des feuilles mortes,
Se dispersaient au vent !

La Révolution leur criait : « Volontaires,
Mourez pour délivrer tous les peuples vos frères ! »
Contens, ils disaient *oui*.
« Allez, mes vieux soldats, mes généraux imberbes ! »
Et l'on voyait passer ces va-nu pieds superbes
Sur le monde ébloui !

Ainsi la vraie croisade, avec son peuple de soldats obscurs,

venus des villes et des campagnes, pleins d'exaltation désintéressée, marchant aux accens de la *Marseillaise*, — *l'air à moustaches*, — c'est l'armée française, et non les coalisés, qui l'a ressuscitée.

« Tout fut sincère en ces armées héroïques, conclut Albert Sorel... La patrie était, pour eux, non une entité métaphysique, mais une terre, le pays où ils étaient nés, où ils voulaient mourir, le lieu de toutes leurs affections, de tous leurs souvenirs, de toutes leurs espérances. »

Les enfans eux-mêmes s'enrôlent, des jeunes filles s'engagent comme volontaires; Carnot, qui nommait en fait les généraux en chef, reste longtemps simple capitaine du génie; la plupart des représentans en mission donnent l'exemple du plus fier courage, la Tour-d'Auvergne n'accepte que le titre de « premier grenadier de la République. » Ces généraux de la Révolution, Desaix, Kléber, Joubert, Marceau, Hoche, sont aussi humains que patriotes. Joubert écrivait à son père : « Faire son devoir, le faire avec distinction, sans se mêler aux partis, voilà le patriotisme; » Byron honore la mémoire de Marceau général à vingt-deux ans, tué à vingt-sept ans : « ... Il a été du petit nombre de ceux qui n'ont pas dépassé la mission de rigueur que la Patrie impose à ceux qu'elle arme de son glaive; il a gardé le témoignage de son âme. Aussi les hommes ont pleuré sur lui. » Marceau écrivait à une amie : « Mes lauriers vous feraient horreur; ils sont teints de sang humain. » Quand il tombe pour ne plus se relever (1796), il dit à ses amis : « Pourquoi me tant regretter? Pourquoi me plaindre? J'ai assez vécu, puisque je meurs pour la patrie. » Hoche, emprisonné en 1793, demande à être entendu par le Comité de Salut public : « Qu'on me laisse travailler dans ma chambre, les fers aux pieds, jusqu'à ce que les ennemis soient hors de France... Quel que soit mon sort, que la patrie soit sauvée, et je demeure content. » Et ce mot de Desaix : « Je battrai l'ennemi tant que je serai aimé de mes soldats! » Kléber définit en ces termes le devoir du soldat : « Être soldat, c'est, quand on a faim, ne pas manger; quand on a soif, ne pas boire; quand on est épuisé de fatigue, marcher; quand on ne peut plus se porter soi-même, porter ses compagnons blessés; voilà ce que c'est qu'un soldat! » Tous ces jeunes généraux vont au combat comme on va à une fête, voient briller au ciel l'étoile de la France qu'ils parent de nouveaux

rayons. Les hommes, comme les peuples, se mesurent à leur idéal; la conduite de ces fiers soldats était digne d'inspirer cette pensée à M. Jules Arnoux : « Les devoirs militaires ne sont pas autre chose que la continuation des devoirs civiques; ce sont les mêmes vertus qui font le soldat et le citoyen. »

Carnot écrit à Jourdan de se diriger sur Maubeuge et de livrer bataille : Jourdan hésite, Carnot accourt, ordonne à Jourdan, au nom de la Convention, de marcher sur Wattignies. Cobourg a dit à son état-major : « Les républicains sont braves; mais s'ils me délogent d'ici, je consens à me faire républicain. » La journée du 15 octobre 1793 reste indécise, on avance sur la gauche, mais notre aile droite est décimée. « Il faut renforcer l'aile droite, affirment les vieux officiers. — Non, répond Carnot, il faut la dégarnir; qu'importe par quel côté nous remportons la victoire? » Le lendemain Carnot laisse éclaircir, réduits à une mince ligne, le centre et la droite, reporte vingt mille hommes à gauche, rallie les soldats, destitue solennellement, en présence de l'armée, un général qui a désobéi, s'empare d'un fusil de grenadier, charge à la tête d'une colonne repoussée, dans son costume de représentant du peuple, emporte Wattignies; Maubeuge est délivrée, l'envahisseur chassé de France, la guerre reportée au delà des frontières. Les Thermidoriens voulurent faire inscrire Carnot sur la liste de proscription, en même temps que Robert Lindet et Jean Bon Saint-André, qui firent pour l'intendance et la marine ce que lui, Carnot, avait fait pour l'armée. Une voix indignée protesta devant la Convention : « Oserez-vous porter la main sur celui qui a organisé la victoire? » Des applaudissemens éclatent, l'Assemblée passe à l'ordre du jour, Carnot est sauvé, et le mot : organisateur de la victoire reste pour toujours attaché à ce glorieux nom.

Dans ses discours patriotiques, Vergniaud s'élève au-dessus de la lutte des partis. Le 2 septembre 1792, *il sonne la charge sur les ennemis de la patrie :* « Pourquoi les retranchemens du camp qui est sous les remparts de cette cité ne sont-ils pas plus avancés? Où sont les bêches, les pioches, et tous les instrumens qui ont élevé l'autel de la Fédération et nivelé le Champ-de-Mars? Vous avez manifesté une grande ardeur pour les fêtes; sans doute vous n'en aurez pas moins pour les combats; vous avez chanté, célébré la victoire; il faut la défendre. Nous n'avons plus à renverser des rois de bronze, mais des rois environnés

d'armées puissantes. Je demande que la Commune de Paris concerte avec le pouvoir exécutif les mesures qu'elle est dans l'intention de prendre. Je demande aussi que l'Assemblée Nationale, qui dans ce moment-ci est plutôt un grand comité militaire qu'un corps législatif, envoie à l'instant, et chaque jour, douze commissaires au camp, non pour exhorter par de vains discours les citoyens, mais pour piocher eux-mêmes, car il n'est plus temps de discourir; il faut piocher la fosse de nos ennemis, et chaque pas qu'ils font en avant pioche la nôtre. » L'Assemblée tout entière se leva et décréta la proposition de Vergniaud. Même enthousiasme, quand, le 16 septembre, il répète cet appel au camp : « N'avez-vous d'autre manière de prouver votre zèle qu'en demandant sans cesse, comme les Athémiens : *Qu'y a-t-il aujourd'hui de nouveau?* Au camp, citoyens, au camp ! Tandis que nos frères, pour notre défense, arrosent peut-être de leur sang les plaines de la Champagne, ne craignons pas d'arroser de quelques sueurs les plaines de Saint-Denis, pour protéger leur retraite. Au camp, citoyens, au camp! Oublions tout, excepté la patrie! Au camp, au camp! » Le 9 novembre, pour attiser *le feu sacré* du patriotisme, Vergniaud demande des fêtes publiques : « C'est par de pareilles fêtes que vous ranimerez sans cesse le civisme. Chantez donc, chantez une victoire qui sera celle de l'humanité. Il a péri des hommes, mais c'est pour qu'il n'en périsse plus... » De lui encore ce cri, répété aussitôt par tous ses collègues : « Périsse l'Assemblée nationale et sa mémoire, pourvu que la France soit libre! »

Il y a du mauvais et du pire chez Danton, il y aussi du bon et du très beau; aucun homme de cette époque ne rappelle mieux, à mon sens, cette pensée de Montaigne : « Notre vie est partie en folie, partie en prudence. Qui n'en écrit que sévèrement et régulièrement, en laisse en arrière plus de la moitié. » On peut aussi appliquer à ses discours le mot de Pascal : « La véritable éloquence se moque de l'éloquence. » Gonfalonier de la démagogie parisienne, Mirabeau de la populace, dictateur du monstre à mille têtes, le véritable homme d'État de la Terreur, politique réaliste, mettant le succès de son parti avant la loi, la justice et l'humanité, au coup d'œil rapide et perçant, tempérament né maître, absorbant toutes les volontés partout où il se présente, doué d'une voix de stentor qui retentit, tantôt comme une fanfare, tantôt comme le tocsin, dédaigneux des paroles

emphatiques, des préjugés abstraits, sachant regarder et compter avec les passions des hommes, convaincu que les questions politiques sont des questions de force, incrédule, mais partisan d'une *religion provisoire utile au peuple*, nourri d'études classiques qu'il a perfectionnées par la pratique des bons auteurs, Rabelais, Corneille, Voltaire, Montesquieu entre autres; nature riche, exubérante, ensoleillée; adoré de sa famille, de ses amis, gai et cordial dans la vie privée, prompt à oublier les injures, Danton apparaît aussi comme un grand patriote, aimant la France d'un amour de fauve, tout palpitant, d'un amour clairvoyant, farouche et pratique en même temps. C'est lui qui négocie la retraite presque pacifique de Brunswick; qui, voulant donner à la guerre le caractère d'une guerre d'intérêt, fait déclarer que « la France ne s'immisce en rien dans le gouvernement des autres Puissances; » qui obtient l'alliance de la Suède, pose d'avance les bases du traité de Bâle; lui qui, par ses motions, met fin aux carmagnoles dansées par des énergumènes dans la salle même de la Convention : « La Convention n'entendra plus à la barre que la raison en prose. »

Il se dit, il se montre capable d'unir la modération aux élans d'un patriotisme bouillant, impétueux, mais exempt de haine : « Que m'importent toutes les chimères que l'on peut répandre contre moi, pourvu que je puisse servir la patrie? Ce n'est pas être homme public que de craindre la calomnie! »

Il écarte comme byzantines les discussions de principes si chères à Robespierre. « Toutes nos altercations tuent-elles un Prussien?... La Constitution est une batterie qui fait un feu à mitraille contre les ennemis de la liberté. Quoi! vous avez une nation entière pour levier, la raison pour point d'appui, et vous n'avez pas encore bouleversé le monde!... » Une autre fois : « Eh! que m'importe ma réputation! Que la France soit libre, et que mon nom soit flétri! Que m'importe d'être appelé buveur de sang? Eh bien! buvons le sang des ennemis de l'humanité, s'il le faut; combattons, conquérons la liberté! » Il répète volontiers qu'il mourrait, qu'il mourra pour la patrie; d'ailleurs il n'aime pas la guerre pour la guerre, et déclare, le 15 juin 1793, que *le peuple français ne peut jamais faire de guerre offensive;* s'il a rompu en visière à l'Europe, c'est pour prévenir des préparatifs dirigés contre lui : « Quand je vois un ennemi qui me

couche en joue, je tire sur lui le premier si je peux, et je ne fais en cela que me défendre. »

Et encore : « Tout appartient à la patrie, quand la patrie est en danger. Soyons terribles; faisons la guerre en lions!... C'est à coups de canon qu'il faut signifier la Constitution à nos ennemis... Emporte-t-on la patrie à la semelle de ses souliers?... L'énergie fonde les républiques; la sagesse et la conciliation les rendent immortelles?... » Sur sa proposition, la Convention déclare la *République française* une et indivisible : « La France doit être un tout indivisible; elle doit avoir unité de représentation. Les citoyens de Marseille veulent donner la main aux citoyens de Dunkerque. Je propose de décréter que la Convention nationale pose pour base du gouvernement qu'elle va établir l'unité de représentation et d'exécution. Ce ne sera pas sans frémir que les Autrichiens apprendront cette sainte harmonie ; alors, je vous jure, nos ennemis seront morts. »

Le 21 janvier 1793 : « Faisons la guerre à l'Europe. Il faut, pour épargner les sueurs et le sang de nos concitoyens, développer la prodigalité nationale. Vos armées ont fait des prodiges dans un moment déplorable : que ne feront-elles quand elles seront bien secondées? Chacun de nos soldats croit qu'il vaut deux cents esclaves. Si on leur disait d'aller à Vienne, ils iraient à Vienne, ou à la mort... »

Le 10 mars 1793 : « Je déclare que, puisque, dans les rues, dans les places publiques, les patriotes sont insultés; puisque dans les spectacles on applaudit avec fureur aux applications qui se rapportent aux malheurs de la patrie, je déclare que quiconque oserait appeler la destruction de la liberté ne périra que de ma main, dussé-je après porter ma tête sur l'échafaud, heureux d'avoir donné un exemple de vertu à ma patrie... Les nations qui veulent être grandes doivent, comme les héros, être élevées à l'école du malheur... »

Malgré tout, l'unanimité des âmes françaises sur la patrie n'était pas encore obtenue à cette époque, elle ne le fut pas non plus sous l'Empire, ni en 1814, ni en 1815. Ce sentiment toutefois grandit, se fixe au cours du XIXe siècle, en même temps que la démocratie, et cette magnifique efflorescence de l'idée de patrie, le principe des nationalités. Dès 1819, de Serre déclare que la démocratie coule à pleins bords; quels bonds n'a-t-elle pas faits depuis, au risque d'aller au delà d'elle-même et d'em-

piéter parfois sur d'autres vérités non moins fondamentales! Au même moment, les colonies espagnoles de l'Amérique se révoltent contre la mère patrie, et le monde assiste à une véritable éclosion de peuples : Chili, 1817; Guatemala, Honduras, San Salvador, Nicaragua, Costa-Rica, 1821-1842; Mexique, 1824; Bolivie, 1825, Pérou, 1826; Brésil, 1826; Confédération Argentine, Uruguay, Paraguay, 1829; en 1830, les républiques de l'Équateur, du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade. En Afrique, c'est l'Abyssinie; en Europe la Grèce affranchie à partir de 1828; la Belgique en 1831; l'unité de l'Italie (1861 et 1870); l'unité de l'Allemagne, 1871; le Montenegro, 1880; la Roumanie, 1881; la Serbie, 1882; la Bulgarie, 1885. Sans se demander si l'application du principe des nationalités proclamé par elle ne deviendrait pas la source de sérieux dangers en se retournant contre elle, la France se posa comme le champion de la liberté des races opprimées. On croyait alors que, lorsque toutes les nationalités seraient organisées, les guerres deviendraient plus rares, même qu'il n'y en aurait plus. Albert Sorel se montre moins confiant : « Le système des nationalités, dit-il, a déjà provoqué et provoquera plus de guerres que ne l'ont fait autrefois les querelles religieuses, et que ne le font de nos jours les ambitions des rois. Les convoitises des nations sont plus âpres, leurs triomphes sont plus hautains, leurs mépris sont plus insultans que ceux des princes; ils soulèvent aussi des ressentimens plus amers et plus durables... »

En 1870, l'idée de patrie se manifeste avec la splendeur d'une adhésion universelle, allant jusqu'aux sacrifices les plus sublimes; mais la superbe défense des armées de métier et des armées improvisées ne put compenser l'insuffisance du commandement; il fallut succomber glorieusement; du moins, l'honneur était sauf. Tous, nous nous sentions amputés par la diminution tragique de la France, tous nous avons frissonné, pleuré, en lisant les vers de Victor Hugo :

... Ah! je voudrais,
Je voudrais n'être pas Français, pour pouvoir dire
Que je te choisis, France, et que, dans ton martyre,
Je te proclame, toi que ronge le vautour,
Ma patrie et ma gloire, et mon unique amour.

Et, comme des reliques sacrées, nous enfermions en nos cœurs les mots-médailles qui traînent derrière eux un long

sillage de réconfort moral; le : « Il y avait la France ! » du Duc d'Aumale à Bazaine ; le cri de Gambetta sur la revanche et l'Alsace-Lorraine : « N'en parler jamais, y penser toujours ! » cette parole du testament de Jules Ferry, gravée sur son monument à Saint-Dié : « Je désire reposer dans la même tombe que mon père et ma sœur, en face de cette ligne bleue des Vosges d'où monte jusqu'à mon cœur fidèle la plainte des vaincus. » Et comment oublier le mot de Paul Déroulède : « Républicains, bonapartistes, légitimistes, orléanistes, ce ne sont là chez nous que des prénoms ; c'est patriote qui est le nom de famille ? »

Enfin, voici venir l'heure fatidique, l'heure du destin ; nous sommes provoqués, attaqués, nous nous défendrons jusqu'au bout; la France se dresse, unanime, pour venger son honneur et réparer l'injure. La séance du 4 août 1914 à la Chambre des députés, au Sénat, est un des plus beaux mouvemens de notre histoire, de l'histoire du monde ; les membres du Parlement, interprètes fidèles de la France, oublient leurs querelles, leurs rivalités douloureuses, acclament le gouvernement, lui confèrent pleins pouvoirs, votent à l'unanimité les crédits demandés. Le pays entier n'a plus qu'une âme, « la même âme, à Marseille et à Dunkerque, à Bordeaux et à Nancy, dit éloquemment M. Lavisse ; toutes les Frances, France des Croisades, France de Bouvines, France de Rocroi, France de Valmy, France d'Austerlitz, France de la fleur de lys et du drapeau blanc, France de l'aigle ou du coq et du drapeau tricolore, France du bonnet phrygien et du drapeau rouge, mêlées, confondues. Oui, merveille à en pleurer de joie et d'orgueil... »

Et ce fut comme une succession de miracles historiques : cette folie mégalomane des hommes d'État et diplomates allemands, qui les conduit à violer toutes les lois divines et humaines, à multiplier leurs ennemis, à ameuter contre eux l'opinion publique mondiale, à ignorer grossièrement les forces morales, « les impondérables ; » — le prodige de la mobilisation préparée, accomplie par notre état-major ; nos généraux, nos officiers, nos soldats, pénétrés de la grandeur de leur tâche, considérant leurs devoirs comme une fonction civique et acquérant en quelques mois la solidité, l'endurance des légionnaires romains, des armées de métier, aussi étonnans, aussi ingénieux dans la défensive que dans l'offensive, dans la tactique que dans la stratégie, dans la guerre de tranchées que sur les champs

de bataille. L'héroïsme patriotique fournirait déjà de quoi remplir une bibliothèque; il éclate en des millions de gestes qui honoreront éternellement les huit pays unis contre les Barbares. Le drame semble surhumain, d'une grandeur plus qu'eschylienne, plus que dantesque, plus que shakspearienne, et chacun s'efforce de s'élever au-dessus de soi-même pour demeurer à la hauteur d'une épopée d'autant plus sublime qu'elle dérive des plus nobles sentimens, d'autant plus immense qu'elle met aux prises la moitié de l'humanité guidée par les passions les plus violentes. Tous rivalisent de courage, de dévouement, de générosité, de désintéressement; les femmes, des enfans eux-mêmes avec les hommes, les civils avec les soldats, les pauvres avec les riches, les ouvriers avec les patrons, nos armées avec les armées alliées. La France manifeste une fois de plus cette âme immortelle qui lui a fait vingt siècles de splendeur tantôt brillante et tantôt pathétique. A la lueur flamboyante d'événemens formidables, nous avons tous reconnu que l'armée est l'école des vertus patriotiques, qu'honorer le courage, c'est le créer, qu'avant la grande famille humaine, il faut chérir la famille restreinte qui est la patrie :

Et plus je suis Français, plus je me sens humain.

VICTOR DU BLED.

LA QUESTION DU BLÉ ET DE LA VIANDE

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT
ET
LA FIXATION ARBITRAIRE DES PRIX

Tout le monde comprend ou devine aisément l'importance du problème de l'alimentation en temps de guerre, et nous parlons ici de l'alimentation de la population civile aussi bien que de la nourriture des troupes. Il importe qu'aux souffrances morales, épreuves cruelles si vaillamment supportées, ne viennent pas se joindre les souffrances physiques résultant de la disette. Après un an de guerre, alors que nos campagnes sont en partie privées des bras robustes capables de les cultiver, nos ressources alimentaires restent-elles suffisantes? C'est le problème que nous posions ici même, il y a plus de six mois, en parlant de la production agricole future, celle de 1915 (1). Jamais nous n'avons douté de l'avenir et manifesté quelque crainte au sujet des récoltes. Notre conclusion était la suivante :

« Nous avons confiance dans l'invincible énergie de la population rurale. D'un bout à l'autre du territoire, on fera des efforts qui ressembleront à des miracles, et, de même que la jeunesse partie à la frontière se sera montrée vaillante, de même la famille, gardienne du foyer, se révélera forte, ingénieuse, obstinée. Notre vieux sol a produit des défenseurs. Sous l'effort redoublé de ceux ou de celles qui restent, il produira

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1914.

encore des moissons. Les désastres à tout le moins seront limités ou conjurés, et ce serait bien mal connaître le courage du paysan français, — comme celui de la paysanne française, — que d'annoncer la disette et de prévoir la stérilité de nos guérets délaissés. »

Étions-nous trop optimistes? Il nous faudrait le reconnaître si nous devions accueillir sans réserves et sans protestations les inquiétudes qui se manifestent. Un ministre a parlé récemment du déficit probable de notre récolte de froment et de la hausse inévitable du pain. Pour prévenir cette élévation de prix, l'*État* compte faire des achats de blé à l'étranger. Bien mieux, les pouvoirs publics sollicitent du Parlement l'autorisation de réquisitionner les grains partout où ils se trouvent et d'en fixer la valeur au taux qu'ils jugeraient capable de satisfaire les consommateurs sans nuire trop ouvertement aux intérêts du producteur agricole.

On parle de la diminution rapide des effectifs de notre troupeau et l'on songe à confier encore à l'*État* le soin de limiter ces pertes en opérant à l'étranger d'énormes achats de bétail, de viandes conservées, congelées ou refroidies! La hausse des prix justifie, dit-on, ces mesures, mais celles-ci, à leur tour, ne peuvent manquer de provoquer un renchérissement que des craintes ouvertement exprimées ont pour effet d'exagérer.

Sans avoir la prétention d'être prophète, il est bien permis de tirer une conclusion des faits soigneusement et impartialement étudiés.

Nous ne croyons pas que les ressources alimentaires de la France soient devenues, ou puissent devenir d'ici peu, insuffisantes; nous ne croyons pas davantage que des mesures révolutionnaires comme les réquisitions de denrées, et la fixation *arbitraire* de leur prix, soient nécessaires ou même utiles. C'est cela que nous voudrions dire aujourd'hui en étudiant plus spécialement les deux problèmes qui se rapportent à la production du blé et à celle de la viande.

LA QUESTION DU BLÉ

Nous savons, aussi exactement que possible, quelle a été l'importance de notre moisson en 1914. Les chiffres officiels qui

s'y rapportent montrent clairement que notre production a été très sensiblement égale à celle des années précédentes. Il en a été de même pour le seigle, autre céréale alimentaire que l'on utilisait encore dans nos campagnes, il y a moins de cinquante ans, soit pour économiser le froment, soit pour opérer des mélanges qui assurent plus aisément la conservation du pain à l'état *frais*.

Voici d'ailleurs les quantités relevées dans les documens que publie le ministère de l'Agriculture :

	Récoltes en millions de quintaux.			
	1914.	1913.	1912.	1911.
Froment	87	86	90	87
Seigle.	12	12	12	11

Ainsi, rien, dans ce tableau, ne saurait légitimer des craintes, ou justifier une hausse.

La moisson de 1914 a été normale et moyenne. Il convenait cependant de prévoir des importations rendues nécessaires, — comme de coutume, — par les exigences de la consommation qui dépasse quelque peu la production. Il fallait également tenir compte des pertes éprouvées dans les régions envahies momentanément, et des disponibilités réclamées par le service de l'intendance. Des achats faits à l'étranger étaient non seulement probables mais certains. *Par suite, les cours du blé en France devaient être tôt ou tard influencés par la cote des marchés dans les pays capables de nous fournir l'appoint nécessaire à notre consommation.* C'est cela qu'on pouvait raisonnablement prévoir et annoncer, il y a six mois, et c'est précisément ce que nous avons dit, ici même, au mois d'octobre dernier.

Les événemens ont justifié nos prévisions. Dès le mois de septembre 1914, le prix du blé avait augmenté de 5 à 6 francs par quintal sur les marchés de New-York et de Buenos-Ayres, par rapport aux cours de juillet. Il en fut de même à Londres ou à Liverpool, et pareille hausse s'est produite réellement en France bien qu'en apparence notre cote n'eût pas subi de changement. La suppression du droit de douane de 7 francs par 100 kilogrammes a simplement *compensé* l'élévation brusque des cours et le consommateur français a payé son blé ou son

pain au même prix. Ce prix était fort modéré. Pour le froment, il n'a guère dépassé 28 francs par quintal depuis le mois d'août jusqu'à la fin de décembre et ce cours restait inférieur à celui que l'on avait constaté en pleine paix, quelques années auparavant, en 1911 et 1912 par exemple.

Nulle inquiétude ne venait troubler les opérations du commerce libre, en dépit des difficultés de transport. Les battages de céréales étaient opérés régulièrement, et nos réserves, nous l'avons prouvé, étaient largement suffisantes.

Brusquement, à partir de janvier 1915, les cours du blé augmentent à l'étranger, à New-York surtout. Ils ont exactement doublé sur cette place si l'on compare la cote de juillet 1914 à celle de février 1915. A Buenos-Ayres la hausse est considérable sans atteindre les mêmes proportions, et aussitôt le marché français subit cette influence en vertu de la loi de solidarité nécessaire dont nous avons toujours observé les effets. Commerçans et cultivateurs n'entendent pas dès lors céder au même prix une marchandise dont le cours s'élève en dehors de nos frontières et *dont il faudra bientôt acheter de notables quantités pour compléter la production nationale.*

« Ce sont là, nous dira-t-on, des prétentions excessives ou des manœuvres coupables. Le blé produit à bon marché avant la guerre devrait être vendu aux prix ordinaires, et les commerçans qui ont acheté des stocks à 28 francs par quintal ne sauraient avoir le droit de les revendre au cours de 32 francs parce que la cote étrangère a monté dans l'intervalle. Le public ne doit pas être victime de l'avidité du laboureur ou des spéculations du négociant ! »

Ce raisonnement est sans valeur. Une réflexion bien simple nous prouvera que l'agriculteur n'est pas plus coupable que le commerçant. Si l'un et l'autre ne devaient pas profiter d'une hausse, ils ne devraient pas non plus souffrir d'une baisse et vendre bon marché ce qu'ils ont produit avec une forte dépense ou acheté à des cours élevés. A-t-on jamais songé pourtant à indemniser le laboureur qui est victime d'une baisse imprévue de la cote, ou à venir au secours du négociant ruiné par quelque brusque dépression des prix ? Évidemment non ! Il est donc légitime autant que raisonnable de laisser des *compensations* se produire, et de souffrir aujourd'hui que l'agriculteur et son auxiliaire commercial bénéficient tous deux

d'une hausse qu'ils n'ont d'ailleurs ni provoquée ni aggravée par des manœuvres coupables. Demain une baisse leur infligera des pertes; le consommateur profitera, sans inquiétude et sans remords, des sacrifices infligés à son vendeur, et la liberté aura servi tous les intérêts en respectant tous les droits.

Mais pourquoi, nous répondra-t-on, le blé augmente-t-il de prix à l'étranger ? Le problème mérite, en effet, toute notre attention. Il convient de le poser et de le résoudre.

Qu'on le remarque bien, c'est visiblement le cours du froment sur les marchés des grands pays *exportateurs* qui nous intéresse aujourd'hui.

Parmi les pays capables de vendre une partie de leur récolte après avoir assuré leur propre consommation, figurent en première ligne, — à cette heure, — le Canada, les États-Unis, l'Argentine, l'Inde, l'Australie. Sur leurs marchés affluent les demandes des pays *importateurs* qui consomment plus qu'ils ne produisent. Ces demandes sont d'autant plus actives et pressantes que les récoltes ont été plus complètement détruites dans des pays dévastés par la guerre, et que, d'autre part, l'exportation est plus difficile pour certaines nations capables d'ordinaire de céder une part de leur production.

Nous savons tous que la Belgique, le Nord de la France, la Prusse orientale ont perdu une fraction de leurs moissons, foulées, brûlées, gaspillées par l'ennemi. D'un autre côté, la Bulgarie, la Roumanie et surtout la Russie ne peuvent pas exporter aisément. La fermeture des Dardanelles nous prive de 20 ou 25 millions d'hectolitres de blé qui pourraient approvisionner les marchés de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de la Suisse, etc., etc. Comme le disait très justement M. Asquith, en traitant cette question devant la Chambre des Communes, la hausse résulte à la fois de l'augmentation de la demande et de la diminution de l'offre.

Des faits spéciaux expliquent en outre l'élévation des prix du froment pendant les premiers mois de 1915. On s'imagine parfois que la récolte du blé a lieu, dans le monde entier, au même moment. C'est une erreur grossière. Il ne se passe pas, pour ainsi dire, de jour sans que l'on moissonne quelque part. Seulement les grosses moissons, celles qui comptent au point de vue commercial, celles des pays exportateurs notamment, n'ont lieu qu'à des époques spéciales. C'est en janvier, par

exemple, que l'on fait la récolte en Australie, dans la Nouvelle-Zélande, dans le Chili, dans la République Argentine ; c'est en février et mars que les Indes britanniques et la Haute-Égypte coupent les blés.

Supposez que les évaluations faites ou les réalités constatées permettent de prévoir ou de préciser, soit un déficit, soit une augmentation de la production de ces pays qui sont tous *exportateurs*. Immédiatement ces renseignemens exercent une influence sur la cote du blé dans le monde entier. La consommation, en effet, a des exigences régulières ; il faut qu'elle soit assurée — période par période — dans les pays importateurs notamment. Dès lors, l'annonce d'une mauvaise récolte dans les Indes ou en Australie déjoue les prévisions ordinaires, réduit les disponibilités connues ou escomptées, et provoque la hausse, de même qu'une bonne récolte annoncée, à pareille époque, eût déterminé un fléchissement des cours.

Sans doute, il y a compensation le plus souvent entre les réductions et les augmentations de la production du blé à la surface du globe ; le total de cette production reste à peu près constant, mais, à chaque époque spéciale correspondant à une grosse moisson, les marchés sont impressionnés par les bonnes ou mauvaises nouvelles.

Que s'est-il passé précisément depuis le mois de janvier 1915? M. Asquith l'a dit récemment. On a constaté, affirme-t-il, un déficit de la récolte indienne et australienne en même temps qu'un retard de la moisson d'Argentine. Or, ces trois récoltes ont lieu durant les premiers mois de chaque année, de janvier à mars ! La brusque montée des cours, soit à l'étranger, soit en France, se trouve donc expliquée.

Un autre fait explique et justifie la hausse sur les marchés européens : il s'agit de l'augmentation excessive des frais de transport par mer. Le fret de New-York ou de Buenos-Ayres à Liverpool a quintuplé. Il a même passé de 9 à 46 francs et de 12 à 91 francs par tonne, entre les mois de juillet 1914 et de février 1915 (1) ! Il est clair que le prix de revient des fromens étrangers dans les ports d'Europe se trouve relevé, et, d'autre part, les détenteurs de blés indigènes, — commerçans ou *cultivateurs*, — bénéficient d'une hausse, puisque l'acheteur ne peut

(1) Voir le Bulletin de l'Institut international d'Agriculture (prix des frets maritimes), mars 1915.

pas trouver à l'étranger des fromens moins chers que les grains indigènes. Les assurances maritimes dont le coût s'est élevé viennent grossir le total des frais d'expédition, et enfin l'encombrement des ports où la main-d'œuvre fait défaut impose aux armateurs des retards onéreux.

Ces faits sont regrettables assurément ; les sacrifices imposés au consommateur ont augmenté et vont peut-être augmenter encore pendant quelques semaines; mais, en vérité, il est impossible d'oublier quelle est la gravité du conflit dont le monde entier subit les conséquences. Ainsi l'immobilisation des deux flottes commerciales de l'Allemagne et de l'Autriche a réduit de 14 pour 100 le tonnage des navires marchands ; les transports de guerre nécessitent l'emploi du cinquième de la marine de commerce en Angleterre.

Il serait assurément bien étrange qu'un pareil bouleversement des conditions ordinaires de transport restât sans effet sur les prix. Mais, qu'on le remarque bien, en ce qui concerne spécialement le blé, il n'est pas permis de parler de disette. La récolte totale de l'année 1914-1915 est aujourd'hui connue ; le Bulletin de l'Institut international d'Agriculture à Rome a publié les évaluations faites, et voici les chiffres que nous pouvons accepter sans crainte sérieuse d'erreur :

Récoltes du blé dans le monde en millions de quintaux.

1914-15	1 003
1913-14	1 092
1912-13	1 025
1911-12	946
1910-11	933

Il est clair que les quantités récoltées pendant l'année agricole 1914-1915 sont presque égales ou même supérieures à celles des quatre années précédentes. Certains stocks, assurément, ne sont pas disponibles immédiatement ; c'est le cas des blés russes immobilisés dans les ports de la Mer-Noire. Les arrivages sont plus difficiles et plus lents ; les transports sont plus coûteux, le prix des assurances est plus élevé, bref, tout concourt à l'élévation des prix sans que les disponibilités aient été cependant réduites au point de nous obliger à rationner le consommateur comme en Allemagne et en Autriche.

« C'est là, nous dira-t-on, une très mince consolation pour

tous ceux dont les ressources médiocres sont épuisées rapidement quand les prix s'élèvent. Peu leur importe que les récoltes aient été belles, s'ils ne peuvent pas acheter du pain. Devront-ils mourir de faim sur un tas de blé? » Ce sont là des exagérations et par conséquent des erreurs. Les cours pratiqués en France pendant les cinq premiers mois de guerre ont été bien inférieurs à ceux que l'on peut relever, il y a une quarantaine d'années, entre 1871 et 1880. Au milieu de janvier 1915, les prix varient entre 28 et 29 francs par quintal sur le marché de Paris, alors qu'ils ont dépassé 30 francs, — en moyenne, — de 1871 à 1880. C'est en février dernier que la cote de la Bourse de commerce à Paris enregistre le cours de 32 francs. Ce prix n'est guère dépassé en mars, et il ne s'élève à 34 ou 35 francs qu'à la fin d'avril, alors que les fromens étrangers valaient, dans nos ports, plus de 38 francs.

Le cours maximum de 36 francs pour les blés français n'a été coté qu'en mai dernier. Or, au même moment, les blés américains valaient 40 francs.

Sans doute, la hausse a été considérable de janvier à mai; elle atteint 8 francs par quintal et plus de 30 pour 100; mais le chiffre absolu de 36 francs, exceptionnellement et momentanément atteint, n'est ni un prix de famine ni un cours de disette. Sous le second Empire, on a payé le blé près de 35 francs par quintal, en 1867 et 1868. Les années 1873 et 1874 ont été marquées par une hausse qui a porté la cote du froment indigène au-dessus de 32 et de 33 francs. Encore faut-il noter que ce sont là des moyennes. Il est certain que le maximum de 36 francs a été atteint et dépassé durant plusieurs semaines à cette époque et en pleine paix.

La brusque montée des cours, il y a un mois ou deux, coïncide d'ailleurs avec la période critique de l'année, celle qui est généralement marquée par un relèvement de la cote sur le marché français ou étranger. Pour prouver qu'il s'agit d'un fait normal et d'une variation habituelle, nous n'aurions qu'à déterminer la moyenne des prix pendant chaque mois de l'année et durant une période de vingt ou vingt-cinq ans. Ce calcul montrerait clairement que les mois d'avril et de mai sont précisément marqués par une hausse en France aussi bien qu'aux États-Unis.

Ce mouvement a eu plus d'ampleur en 1915, et il est aisé

de comprendre pourquoi. Les événemens politiques ont une gravité qu'il est tout d'abord superflu de signaler. En outre, le loyer des capitaux s'est élevé brusquement, et, précisément, la hausse normale des blés en avril et mai est justifiée par l'intérêt des capitaux que le froment représente, capitaux *immobilisés* depuis la récolte, *risqués*, et devant recevoir une rémunération après six mois d'attente!

Quelles seront, demain, les variations nouvelles de la cote, et peut-on redouter vraiment une hausse qui imposerait des sacrifices accablans aux consommateurs pauvres?

A cet égard, les nouvelles sont fort rassurantes et ne justifient nullement des mesures révolutionnaires comme celles dont nous allons bientôt parler. Les prix baissent aux États-Unis. La récolte de 1915 sera probablement plus belle encore que celle de 1914, déjà excellente. Les Américains du Nord sont trop avisés pour ne pas avoir compris qu'il fallait augmenter rapidement les surfaces cultivées en blé *et profiter ainsi des hauts prix*. Pour les seuls fromens d'hiver, nous savons que la superficie emblavée a augmenté de *11 pour 100*. Au Canada, elle s'est accrue de *9 pour 100*. Aux Indes, elle a augmenté d'*un cinquième*. En France même, malgré les difficultés énormes que présentaient la préparation du sol et les semailles à l'automne dernier, nous savons que la surface ensemencée dans les départemens non envahis n'a pas été réduite de plus de 5 à 6 pour 100. Les pronostics relatifs à la récolte étant excellens, il est fort possible que la moisson de 1915 soit aussi bonne et aussi abondante que celle de 1914. Nous avons donc les plus sérieuses raisons de croire que le cours des blés va diminuer en France au lieu de s'élever encore...

Et cependant, une note officieuse du gouvernement annonçait, en mai dernier, qu'il avait pris la résolution de réquisitionner les blés, d'en monopoliser le commerce et de fixer à 32 francs par quintal le prix versé uniformément aux détenteurs quels qu'ils fussent, négocians ou cultivateurs. Quels motifs ont pu dicter aux pouvoirs publics une résolution aussi grave et aussi révolutionnaire? Quelles seront, d'autre part, les conséquences de ces mesures? C'est ce que nous allons nous demander.

LE MONOPOLE D'ÉTAT DU COMMERCE DES BLÉS ET LA FIXATION ARBITRAIRE DES PRIX

L'État se propose de monopoliser le commerce des blés, dans un double but : il prétend déjouer les manœuvres de la spéculation et assurer ainsi à la population le bénéfice du bon marché résultant d'une taxation arbitraire des prix.

A la vérité, nous ne sommes nullement surpris d'entendre parler une fois de plus de la spéculation.

On s'est servi autrefois, il y a quinze ou vingt ans, de cet argument pour expliquer la baisse « désastreuse » des prix et pour exiger la suppression des marchés à terme dans les Bourses de commerce. Le législateur, à cette époque, en pleine crise agricole, prétendait relever les prix et défendre les intérêts du producteur rural. Le spéculateur et l'accapareur de 1895 et 1897 provoquaient, disait-on, « l'avilissement » des cours et ruinaient l'agriculture!

Les vertus de la spéculation sont merveilleuses, en vérité, et son pouvoir n'a pas de bornes, puisqu'elle est capable de provoquer le renchérissement après avoir autrefois « décrété » la baisse.

Un de nos confrères, M. Sagnier, fait remarquer à ce propos, dans le *Journal d'agriculture pratique*, qu'il est bien difficile d'admettre la possibilité d'accaparemens, puisque l'état de guerre donne au gouvernement la faculté de réquisition à l'égard de ceux qui voudraient s'y livrer.

« Cette épée de Damoclès, ajoute-t-il, suffirait pour arrêter des tentatives de ce genre, s'il venait à s'en produire. » C'est l'évidence même, mais toutes les fois que l'on a voulu flatter les préjugés ou les passions de la foule, on a parlé des agioteurs, des accapareurs, ou des spéculateurs.

Lorsque la Convention nationale discutait les projets de décrets relatifs au « maximum » des grains et à la taxation arbitraire du blé en particulier, on parlait aussi des dangers de la spéculation.

« Mettre en question si l'on établira un « maximum, » disait Thirion, c'est mettre en question si l'on mettra un frein à l'avarice et à la cupidité des riches accapareurs. Il faut que nous

leur disions aujourd'hui : « Quoi que vous fassiez, vous ne vendrez pas plus cher. » — Si cette mesure portait atteinte au commerce, elle ne détruirait que le commerce de gros, et ce ne serait pas un grand mal. Le commerce des grains a toujours été nuisible à la société. »

Quelques hommes, cependant, eurent le courage de protester au nom de la raison et de l'intérêt public. Il est bon, croyons-nous, de citer des paroles qui, à cette heure-là, témoignaient d'un superbe mépris de la persécution ou de la mort.

C'est le 30 avril 1793 que Ducos osait dire : « Le tumulte scandaleux qui m'a troublé dans le cours de mon opinion tient aux idées erronées, aux préjugés invétérés du plus grand nombre des citoyens sur la matière des subsistances, préjugés qui, pour le dire en passant, leur ont été inspirés par le despotisme quand il donnait autrefois le pain bon marché au peuple pour avoir à son tour bon marché de son silence et de sa soumission. Oui, citoyens, il n'est pas inutile de vous le faire remarquer ici, la doctrine que je prêche fut de tout temps celle des amis éclairés de la liberté, et celle que je combats, tout ce système d'entraves, de gênes, de taxations, de recensemens, de visites domiciliaires, d'amendes, de fers, est renouvelé des intendans, des parlemens, des Conseils d'État et de tous les agens et sous-agens de l'ancien régime... »

Voilà ce que pensait un conventionnel de la valeur politique du système de taxations d'office, et il ajoutait avec raison en parlant de ses conséquences :

« Le cultivateur peut dire à son tour : « Taxez à une proportion raisonnable tous les comestibles, tous les objets principaux d'industrie, toutes les avances et tous les travaux, ou ne taxez pas le produit de mon travail. » Il faut donc tout taxer si vous voulez taxer le prix du grain ; c'est le seul moyen d'établir une proportion entre le prix des choses et les salaires, mais comme cette proportion s'établira bien mieux par la force des choses que par vos calculs, comme les échanges sociaux sont toujours justes quand ils sont libres, parce qu'ils sont l'ouvrage des intérêts respectifs et le résultat de leurs conventions, tandis que ce qui est forcé est souvent injuste parce que le législateur ne sait pas tout, comme l'intérêt privé qui n'oublie rien, il en résulte qu'il vaut mieux ne pas établir de taxe...

« L'intérêt privé est toujours plus habile que les lois pro-

hibitives ne furent rigoureuses. L'ordre de porter les grains aux halles ne sera qu'un avis de les cacher plus soigneusement, Recourez aux confiscations, aux visites domiciliaires; recommencez le code des gabelles. Vous serez odieux et mieux trompés, voilà tout...

« On me fait observer qu'il s'agit ici d'une mesure révolutionnaire, d'une taxe momentanée, et je réponds que j'adopte les mesures révolutionnaires qui font vivre, mais non pas celles qui font mourir de faim! »

Un homme se leva peu de temps après pour réfuter ces argumens si probans et si solides. A défaut de raisons, il invoqua les intérêts du peuple sacrifiés, soi-disant, à l'avidité des spéculateurs.

« Il faut, dit-il, que la Convention prononce aujourd'hui (3 septembre 1793) entre les intérêts des accapareurs et ceux du peuple; il se ferait justice lui-même, il tomberait sur les aristocrates et leur arracherait de vive force ce que la loi aurait dû lui accorder. *(On applaudit.)* — Prononcez aujourd'hui, demain nous exécuterons. »

Cet orateur s'appelait Danton, et le jour où il parlait ainsi, la Convention décrétait qu'il y aurait un maximum pour le prix des grains, maximum uniforme dans toute la République!

L'audace et l'arbitraire ne sauraient prévaloir contre les lois économiques.

Les prévisions de Ducos se trouvèrent toutes justifiées. Arbitrairement taxés au-dessous des cours qui résultaient de la concurrence et de la situation générale, les grains furent cachés ou vendus en secret au-dessus du maximum. Une disette factice devint la conséquence détestable d'un système oppressif, qui avait la prétention de faire régner l'abondance en ruinant à la fois la production et le commerce.

Et ce ne sont pas les contre-révolutionnaires ou les membres de la secte des économistes qui ont dénoncé les dangers du maximum, et condamné résolument l'intervention de l'État et de ses agens.

Le 6 nivôse an III, le conventionnel Bérard s'écriait : « Qui est-ce qui a tué le commerce, anéanti l'agriculture? — Le maximum! *(Applaudissemens.)* — Qui est-ce qui eût osé approvisionner la France de denrées de première nécessité quand, sous peine d'être poursuivi, on était obligé de les donner

pour moins cher qu'elles ne coûtaient? Quand on les enlevait aux agriculteurs à force armée? — Ceux qui avaient établi ce système affreux et dévastateur savaient bien pourtant que la fortune publique ne se compose que des fortunes particulières...

« La libre circulation des grains est aussi nécessaire que celle de toutes les autres denrées. Quoi! l'agriculteur vendrait son blé à un prix fixe et achèterait tout ce dont il a besoin à des prix libres! Cela serait injuste. » *(Applaudissemens.)*

Le même jour, la Convention abolissait les lois du maximum. L'Assemblée révolutionnaire fit plus et fit mieux, s'il est possible; elle avoua ses fautes et voulut les reconnaître publiquement.

Trois conventionnels furent chargés de rédiger une proclamation au peuple français « pour lui développer les avantages de la suppression de la loi du maximum. » — Dans la séance du 9 nivôse an III, Johannot donna lecture de ce document.

« Français, dit-il, la raison, l'équité, l'intérêt de la République réprouvaient depuis longtemps la loi du maximum... *Les esprits les moins éclairés* savent aujourd'hui que cette loi anéantissait de jour en jour le commerce et l'agriculture... C'est donc cette loi si désastreuse qui nous a conduits à l'épuisement.

« C'est à l'industrie dégagée d'entraves, c'est au commerce régénéré à multiplier nos richesses et nos moyens d'échange. — Les approvisionnemens de la République sont confiés à la liberté, seule base du commerce et de l'agriculture. »

Est-il donc nécessaire que, le 9 nivôse de cette année, le Parlement français, plus rapidement éclairé que la Convention nationale, fasse le même aveu, et proclame, avec la même loyauté, les avantages de la liberté?

En attendant, il est aisé de prévoir les dangers de la taxation arbitraire du froment dans notre pays. Ce système comporte des applications et il exige des sanctions. Examinons ces deux points.

Sous peine d'être à la fois inopérante et injuste, la taxation doit être appliquée partout et à tous. Quatre millions d'exploitations rurales doivent être visitées pour opérer le recensement des grains qui peuvent s'y trouver encore, ou que l'on y trouvera demain après la moisson. La taxation, il est

vrai, sera faite indirectement si les meuniers sont étroitement surveillés, et pour y parvenir, pour interdire l'achat du blé à un prix supérieur au maximum, il suffira de taxer la farine. On voit dès lors que le « maximum » appliqué aux grains doit être encore imposé aux farines. Dans ce cas, quel sera l'écart toléré entre le prix de la matière première et celui du produit fabriqué? L'État devra taxer le profit du meunier après avoir limité celui du laboureur. Mais ce profit dépend de la perfection de l'outillage, du prix des charbons, et du cours des résidus industriels, c'est-à-dire du son et des issues. La concurrence, la liberté commerciale, l'initiative et l'habileté des minotiers règlent d'ordinaire ces questions aussi variées que délicates. Elles seront désormais tranchées par un agent de l'État, par un préfet, par un expert, et, en fin de compte, par un ministre. Que d'erreurs à redouter, quelles lenteurs et quelles incertitudes toutes les fois qu'il s'agira d'une résolution à prendre ou d'une injustice trop criante à réparer!

Ce n'est pas tout. Qu'on le remarque bien, le prix des blés ou des farines sera uniforme sur tout le territoire. Or les différences constatées d'ordinaire sur les marchés intérieurs indiquent et précisent les besoins; elles marquent les directions que doivent prendre soit les grains soit les farines pour satisfaire aux exigences de la consommation. Le commerce constate ces écarts et en profite; il achète là où les marchandises sont bon marché pour les revendre là où elles sont chères parce qu'elles deviennent plus rares.

L'uniformité des prix arbitraires réduit à zéro toutes les différences de cote; elle supprime toutes les indications qui décelaient les besoins et en marquaient l'intensité. Bien mieux, le commerce, qui trouve sa rémunération dans une différence de cours, est désormais paralysé. Les négocians devront cesser leurs opérations ou devenir les courtiers de l'Administration, alors que les minotiers, abdiquant toute initiative, seront devenus des fonctionnaires techniques! Courtiers et fonctionnaires exigeront une rémunération qu'ils auront méritée, mais, à cette occasion, il faudra encore taxer arbitrairement, apprécier les mérites... ou accorder des faveurs.

Au point de vue financier, le monopole des blés comporte des avances énormes dont l'État seul devra désormais prendre la responsabilité. Aucun commerçant, aucun meunier ne consen-

tira à risquer ses capitaux ou même à les prêter, puisqu'il lui sera interdit de les administrer librement et d'en tirer un profit légitime.

Quelle sera, enfin, la situation de l'agriculteur?

On veut aujourd'hui et l'on peut, il est vrai, taxer ses grains au-dessous du prix *normal, c'est-à-dire au-dessous du cours fixé par la concurrence.*

L'État procède ainsi à une expropriation spéciale correspondant, en fait, à une *confiscation.*

Mais croit-on que demain, à l'automne prochain, le cultivateur accepte un pareil traitement? Au lieu de semer du blé taxé, il attendra le printemps pour semer de l'avoine ou du seigle dont le cours n'aura pas été arbitrairement réduit. Les réquisitions futures cesseront d'être exercées faute de blé à saisir et c'est bien la disette réelle que l'imprévoyance de l'État aura provoquée sous prétexte d'abaisser les prix et de secourir le pauvre en limitant la valeur du pain...

Si nous nous sommes expliqué clairement, nos lecteurs comprendront sans peine qu'un pareil système doit rencontrer partout des résistances.

Pour en triompher, des sanctions sont nécessaires et il faudra les prévoir. C'est l'amende, la confiscation, l'emprisonnement que le législateur sera contraint de viser dans des textes spéciaux dont la Convention a vainement multiplié le nombre. Quel résultat peut-on attendre de cette législation? Un conventionnel l'a dit sincèrement, fortement; son langage un peu emphatique était de mode à cette époque, mais nous retrouvons dans son discours des argumens solides et les aveux imposés par les résultats d'une déplorable expérience.

« Oui, disait Beffroy, le 3 nivôse an III, des hommes sans principe comme sans expérience, frappés de l'effet sans en apercevoir la cause, arrachèrent à la Convention Nationale le décret fatal par lequel le prix des objets de consommation fut taxé. Cette loi, aussi immorale qu'absurde et destructive, contrariant tous les intérêts, coupa tous les liens de la société, *brisa les ressorts de l'agriculture, du commerce, de l'industrie.* La reproduction n'eut plus lieu; le négociant trouva les ports fermés, ses provisions se resserrèrent.

« Le défaut de reproduction, l'inertie forcée du commerce, les excès commis de toute part contre les cultivateurs, *le joug*

d'un code bien plus homicide que pénal, rendaient impossible l'approvisionnement. On aurait pu remettre encore toutes choses en état si on se fût moins occupé du bénéfice de quelques commerçans intelligens, qui eussent évité des frais énormes à la République en la servant bien. Mais la manie des régies presque toujours onéreuses fut substituée aux règles de la sagesse... »

Est-il donc nécessaire de négliger les leçons de l'expérience et de ne pas suivre « les règles de la sagesse ? »

LA QUESTION DE LA VIANDE

La cherté du blé n'est qu'un des problèmes qui s'imposent aujourd'hui à l'attention des pouvoirs publics. L'élévation du prix de la viande provoque, dit-on, des inquiétudes aussi graves. Elle peut, elle doit même nécessairement réduire la consommation des familles pauvres, en exagérant les sacrifices imposés à leur modeste budget. Il y a plus. Cette hausse de la viande est, paraît-il, une conséquence de la réduction trop rapide des effectifs de notre troupeau national. Les pertes vont devenir bientôt irréparables si l'on n'y prend garde. Il est possible de développer rapidement la culture du blé et d'assurer notre approvisionnement en moins d'une année. Neuf mois à peine s'écoulent entre la période des semailles d'automne et celle de la moisson ; mais il en est tout autrement pour les animaux dont la croissance est lente. Quatre ou cinq années sont nécessaires pour produire un bœuf adulte ; on doit compter trois ou quatre ans pour les moutons, et près d'un an pour les porcs.

La reconstitution de notre troupeau sera donc une œuvre de longue haleine. Si nous abattons chaque mois plus d'animaux que le troupeau ne fournit de bêtes de boucherie parvenues à l'âge de leur entier développement, nous dépeuplons nos étables, nos bergeries, nos porcheries. Le poids des jeunes animaux étant plus faible, il faudra en sacrifier un nombre de plus en plus grand pour satisfaire aux exigences de la consommation, et bientôt les pertes subies seront irréparables.

Ces observations générales sont à coup sûr fort judicieuses.

Avant de les accueillir sans réserves, et surtout avant de pousser un cri d'alarme qui doit retentir fort loin, il convient pourtant de se demander si nos pertes sont aussi grandes, aussi effrayantes qu'on le dit ; il est, enfin, nécessaire de savoir à quelles mesures on peut avoir recours pour parer aux conséquences de la réduction trop rapide de notre troupeau national.

*
* *

Ce troupeau a-t-il été réellement décimé par les réquisitions militaires et par la consommation civile ? C'est la hausse extraordinaire des prix qui le prouve surabondamment, nous répondra-t-on.

L'argumentation n'est pas décisive, car nous avons vu tout à l'heure que le prix du blé augmentait depuis quatre ou cinq mois sans que notre approvisionnement fût le moins du monde insuffisant. Il faut tenir compte des conditions générales des marchés, du prix fixé pour les réquisitions militaires, et de l'accroissement incontesté de la consommation totale par suite de la distribution de larges rations aux troupes sur le pied de guerre.

Ces rations varient de 500 grammes par tête pour les hommes qui sont sur le front à 400 grammes pour les soldats laissés dans les dépôts. Elles sont supérieures, — on l'affirme et nous l'admettons, — aux poids qu'auraient consommés nos soldats s'ils étaient restés dans les campagnes ou dans les villes comme à l'ordinaire. En un mot, bien qu'il y ait eu un *déplacement* et non pas exclusivement une *augmentation* des quantités de viande absorbées, l'accroissement est certain. Dans un rapport récemment publié à l'*Officiel* et qui vise la question des viandes, M. Maurice Quentin évalue à un minimum de 170 000 tonnes par an le poids indispensable qui s'ajouterait aujourd'hui à la consommation ordinaire du fait de la distribution aux troupes d'une ration très élevée. Admettons-le encore.

Cette dépense additionnelle ne porte que sur une seule catégorie de viande, celle des bœufs, vaches, taureaux. Voilà ce qu'il faut bien noter, et les variations des prix paraissent le prouver clairement. On a constaté en effet, *depuis le mois de*

janvier 1915, une hausse très forte, — de 25 pour 100 à 30 pour 100, — qui intéresse exclusivement la viande de bovidés. Pour le mouton et le porc, cette hausse est insignifiante ou médiocre. Si nous relevons les cours cotés à la Villette pour la viande nette de première qualité, à un an d'intervalle, nous voyons que dans la première semaine de juin, on a payé :

1 fr. 88, en 1914, pour le bœuf, contre 2 fr. 50 en 1915;
3 fr. 20, en 1914, pour le mouton, contre 2 fr. 80 en 1915;
1 fr. 90, en 1914, pour le porc, contre 2 fr. 08 en 1915.

A la date précise dont nous parlons, il y avait donc lieu de noter une hausse notable pour le bœuf; une *baisse* pour le mouton, et une hausse légère pour le porc.

Il faut donc faire une distinction. Au lieu de parler, — en général, — de la destruction de notre troupeau, contentons-nous de dire que nos effectifs de bovidés ont certainement diminué.

Ces pertes ne sont pas faites pour nous surprendre. L'état de guerre et l'entretien de plus de trois millions d'hommes sous les armes comportent des sacrifices de ce genre. Tout le monde le sait, ou tout le monde le devine. Mais faut-il s'alarmer et admettre que nous allons manquer de viande ou abattre notre dernier bouvillon ? Évidemment, non. Voici précisément quelques réflexions très modérées et très sages qu'inspire à M. Maurice Quentin l'étude des disponibilités de notre cheptel national :

« Il importe, dit-il dans le rapport déjà cité, de chiffrer les ressources que peut offrir le cheptel français, tel qu'il existe actuellement, *tel qu'il est à supposer qu'il se maintiendra pendant les mois à venir.*

« Pour préciser l'importance des besoins et notamment pour faire aux exigences de la défense nationale la part qui leur revient dans les élémens de ce calcul, nous avons déjà procédé à la comparaison des existences du troupeau bovin à la fin de 1913 et à la fin de 1914. Déjà, nous savions celui-ci appauvri en ces cinq mois de crise à peu près autant qu'en dix mois de période normale, et nous retenions une diminution atteignant dans l'ensemble *11* pour 100, qui ira se perpétuant

de mois en mois, tant que l'on n'aura pas procédé à la reconstitution des animaux sacrifiés en excédent

« *Il ne faudrait pas s'exagérer les difficultés de l'heure présente. Nous sommes encore à la tête d'un troupeau de plus de 13 millions de bovins. Si la nécessité en apparaissait, nous aurions largement de quoi suffire à l'alimentation de la troupe en y puisant exclusivement...* »

Voilà qui est clair. M. Quentin est plutôt pessimiste, puisqu'il conclut en affirmant la nécessité, ou du moins l'utilité, de larges achats de viandes à l'étranger. Nous voyons cependant qu'il n'est nullement effrayé par « les difficultés de l'heure présente. » Ces difficultés sont cependant réelles. *Nous le reconnaissons parfaitement.* L'accroissement extraordinaire de la consommation militaire nous force à abattre un nombre de bovins supérieur à la dîme annuelle que nous prélevons habituellement sur notre troupeau, et l'élévation du prix de la viande de bœuf doit être *partiellement* attribuée, depuis quelques mois, à cette circonstance.

Remarquons bien toutefois que nos effectifs sont reconstitués par la croissance normale des jeunes animaux, et que, d'autre part, nous n'avons rien à redouter, — *jusqu'ici,* — en ce qui concerne la réduction du nombre des moutons ou des porcs. La guerre entraîne des sacrifices; nous vivons sur notre capital d'animaux bovins et non pas seulement sur ce que l'on pourrait appeler les revenus réguliers de ce cheptel. Mais, en vérité, peut-on raisonnablement exiger que la crise effroyable déchaînée par la mobilisation n'ait pas une répercussion sur la situation de notre troupeau, qu'elle ne provoque pas un renchérissement de la viande, et n'impose pas à la population civile une réduction de sa consommation habituelle? Une pareille prétention est évidemment insoutenable.

« La viande, dira-t-on, est un aliment devenu indispensable et la hausse de son prix est un péril ; elle constitue une épreuve redoutable infligée notamment à la classe ouvrière ! »

Cette hausse, due en grande partie à la guerre, est, en effet, une épreuve, mais on la subit dans un pays très riche et admirablement approvisionné comme l'Angleterre, aussi bien qu'en France. Le Comité de la fédération nationale du commerce de la viande dans la Grande-Bretagne vient de conseiller au public anglais de restreindre autant que possible la consommation de

la viande, pour prévenir et limiter, s'il se peut, une élévation excessive des prix. Il faudra en faire autant dans notre pays. Remarquons bien d'ailleurs que cette réduction nous imposera simplement le retour aux pratiques considérées comme normales il y a quarante ou cinquante ans. Voici quelle a été la progression de la production totale de la viande en France de 1862 à 1909 :

1862	1 161	tonnes.
1892	1 570	—
1897	1 920	—
1909	2 311	—

Ces poids correspondaient à une consommation par tête qui n'avait pas cessé de grandir jusqu'ici :

En 1862	25	kilog.	par tête.
En 1892	41	—	—
En 1897	50	—	—
En 1909	57	—	—

Si l'on admet que la moyenne s'abaisse bientôt à 41 kilos, en diminuant de 15 kilos ou de 28 pour 100, proportion énorme, la population *civile* se trouvera, au point de vue alimentaire, dans la même situation qu'en 1892. Si cette perspective est fâcheuse, on ne saurait dire qu'elle est effrayante. Il existe à cet égard de regrettables erreurs qui consistent à supposer qu'une grande quantité de viande est indispensable au maintien de la santé et à la conservation de la force. En parlant des préjugés sur l'alimentation normale, le professeur A. Gautier, — que cite M. Quentin dans son rapport, — a eu raison sans doute de dire :

« Il ne faut pas exclure en principe la viande de l'alimentation ; c'est un aliment facile à digérer qui tonifie les muscles et le cœur et qui excite et soutient la volonté. »

Mais M. Gautier, dans la même étude sur l'alimentation rationnelle de l'homme (1), faisait aussi cette remarque et proposait cette conclusion : « Il faut reconnaître qu'on peut s'abstenir entièrement de viande sans compromettre sa santé et ses forces, et l'on aurait tort de penser que le végétarisme,

(1) Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire et d'alimentation rationnelle de l'homme. Août 1913. Paris, Masson.

cher à Pythagore, mette l'homme en état d'infériorité physique. En Angleterre, ce sont les cyclistes végétariens qui tiennent le record de la vitesse. M. le professeur Lefèvre avec un régime presque végétarien (sucre, fruits, pain, fromage) a pu faire, plusieurs jours de suite et sans surmenage, des courses de montagne correspondant à 700 000 kilogrammètres par jour, *soit près du double du travail d'un bon ouvrier.*

« La vérité est entre les deux régimes... »

Voilà qui est très précis et très sage et la population civile dispose encore d'une quantité de viande supérieure à celle qu'elle pouvait consommer il y a trente ans; les moutons, les porcs, les animaux de basse-cour sont nombreux, et enfin les alimens végétaux ne font pas défaut. D'autre part, les salaires se sont notablement élevés depuis 1880 ou 1890, et, par suite, en dépit de la hausse des prix, le pouvoir d'achat des classes laborieuses a augmenté.

Cela veut-il dire qu'il ne faut faire aucun effort pour mettre de la viande à la disposition des consommateurs et pour limiter les pertes de notre troupeau? Assurément non, et parmi les remèdes proposés pour parer à la crise actuelle, il en est un dont nous devons parler avec soin.

LES VIANDES IMPORTÉES ET L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

L'achat de bétail ou de viandes à l'étranger est évidemment la solution des deux problèmes posés : celui de l'approvisionnement de la population, et celui de la reconstitution du cheptel national. En Angleterre l'importation des viandes congelées, refroidies, salées ou conservées en boîtes, est un fait bien connu, et l'organisation du transport aussi bien que du commerce de la viande étrangère est assurée depuis plus de vingt ans. En 1914, nos voisins ont acheté *694 000* tonnes de bœufs et de moutons réfrigérés ou congelés qui viennent d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Amérique du Sud (Argentine, Uruguay, Venezuela), des États-Unis, du Canada, etc., etc. Cette énorme importation est admirablement organisée, *et non pas improvisée*, grâce à l'aménagement d'une véritable flotte de steamers pourvus de chambres à air froid, grâce aussi à la construction de nombreux entrepôts frigorifiques dans les ports ou dans les

centres principaux de consommation. On a renoncé presque complètement, chez nos voisins, à l'introduction du bétail étranger vivant. Les pertes de poids sont en effet notables à la suite d'un voyage par terre sur les lieux de production, et d'une traversée qui éprouve cruellement le bétail sur pied. D'autre part, les frais de transport sont bien plus élevés quand on importe des animaux vivans, puisque le rendement en viande nette d'une bête de boucherie dépasse rarement 50 pour 100 de son poids vif. Voilà pourquoi il convient d'accueillir avec les plus expresses réserves un projet que la Chambre vient de voter et qui permettrait à l'*État* d'acheter 100 000 bœufs sur pied.

Comme on le voit, les Anglais avaient depuis longtemps résolu le problème que nous posons aujourd'hui dans notre pays, et, pour satisfaire aux demandes de la clientèle britannique, des usines spéciales ont été créées dans les pays de production. Elles ont pour objet d'abattre et de préparer les animaux, puis de refroidir les quartiers de viande qu'ils fournissent. Enfin, l'élevage lui-même a pris un essor extraordinaire pour profiter des débouchés lucratifs qui lui étaient désormais ouverts.

Qu'avions-nous fait en France durant la même période? Nous nous étions contentés de tolérer l'introduction du bétail sur pied venant d'Algérie et de Tunisie. Nul effort sérieux n'avait permis d'utiliser les ressources que nous offrait l'élevage important auquel se livrent nos sujets coloniaux de l'Afrique occidentale ou de Madagascar.

Quant à l'importation des conserves ou des viandes frigorifiées venant des pays neufs, de l'Australie et de l'Amérique du Sud en particulier, nous l'avions soigneusement écartée en les taxant à la frontière ou en imposant aux expéditeurs, — pour des raisons d'hygiène assez discutables, — des formalités équivalant à des prohibitions! Notre marine marchande n'était pas outillée, — faute de débouchés et de cliens, — pour transporter des viandes congelées ou refroidies, et nulle organisation industrielle à l'intérieur du pays ne permettait d'assurer, dans des entrepôts frigorifiques, la conservation des viandes importées. Sans nul doute le protectionnisme intransigeant qui a dicté ses lois au pays depuis 1890 est surtout responsable de cet état de choses dont nous constatons aujourd'hui tous les

dangers. Disons-le cependant très loyalement, l'abondance de notre production et les progrès rapides, — presque inespérés, — de notre élevage rendaient moins utile qu'en Angleterre l'organisation des achats de viandes étrangères. Nos voisins sont incapables d'élever assez de bétail pour assurer l'alimentation d'une population qui est devenue trop nombreuse par rapport à la superficie du territoire cultivé et cultivable. Chez nous au contraire, les ressources fourragères ont pu devenir si considérables que l'accroissement de notre cheptel, en nombre et *surtout en poids*, a dépassé les prévisions les plus optimistes. Au même moment, comme on le sait, le prix du bétail et de la viande diminuait au lieu de s'élever. La crise agricole produite par la baisse générale des produits ruraux provoquait les plaintes des producteurs en assurant aux consommateurs les avantages d'une réduction de leurs prix d'achat. Tout a conspiré ainsi pour amener un retard dans l'organisation industrielle et commerciale des importations de viandes étrangères.

Rien n'est fait aujourd'hui, nous ne sommes pas prêts, en dépit des efforts depuis longtemps déployés pour multiplier les applications du froid industriel.

Nous allons voir ce que le gouvernement propose au Parlement et quels sont les traits caractéristiques de ce projet. En attendant, il faut agir d'une autre manière et se procurer de la viande. A l'Académie nationale d'Agriculture, M. Moussu vient de faire une proposition intéressante après avoir exposé la situation :

« Nous avons, dit-il, des besoins *immédiats* très grands et l'on fait des promesses pour l'avenir !

« S'il y avait eu une direction méthodique, sage et prévoyante, à la tête des services du ravitaillement, si nous avions eu des approvisionnemens en quantité suffisante là où l'on pouvait les accumuler sans danger, il eût été possible d'éviter la crise actuelle...

« Nous n'avons pas de viandes en quantités suffisantes et de longtemps encore nous n'en aurons que trop peu sous forme de bétail étranger ou de viande congelée. Puisque nous avons des ressources à Madagascar et dans l'Ouest africain, pourquoi ne pas importer de là, tout de suite, des viandes salées qui ne demandent, elles, pour leur préparation et leur transport, ni installations industrielles importantes au point de départ (abat-

toirs, et frigorifiques), ni aménagement spécial des bateaux? Je veux bien admettre que les viandes de bœuf salées seront moins appréciées que des viandes fraîches ou frigorifiées; mais ces qualités secondaires devraient être très bon marché, étant donné le prix du bétail dans les pays de production.

« Si les services chargés du ravitaillement le voulaient, la salaison des viandes aux pays d'origine pourrait être entreprise tout de suite, et, dans quelques semaines, nous pourrions avoir les premiers envois, en attendant mieux... »

Étant donnée la compétence de l'auteur, qui est professeur à l'École vétérinaire d'Alfort, ce projet mérite une attention spéciale. Dans son rapport récemment publié, M. M. Quentin a d'ailleurs signalé la possibilité d'avoir recours aux importations de viandes salées, fumées ou séchées. Le salage de la viande, lorsqu'il est fait avec soin, ne donne aucun mécompte. C'est une des opérations les plus simples et les moins coûteuses. L'Administration de la Guerre a, depuis une douzaine d'années, fait procéder à des expériences de demi-salage de viande de bœuf, et ces essais ont donné, paraît-il, les meilleurs résultats. Nous ne voyons pas pourquoi des achats de ce genre ne seraient pas confiés au commerce, qui organiserait immédiatement des ateliers de salage sous la surveillance et le contrôle sanitaire des agens de l'État. Les troupes placées dans les dépôts, les établissemens publics, et enfin la population civile auraient à leur disposition un aliment sain à des prix abordables.

A ce propos, il conviendrait de prendre rapidement des résolutions et d'agir.

*
* *

Le gouvernement a cependant d'autres vues et a conçu un projet plus vaste en adoptant d'ailleurs les conclusions d'une commission spéciale, celle des viandes frigorifiées. Il s'agirait d'organiser hâtivement, — et de toutes pièces, — les transports maritimes aussi bien que de créer les installations spéciales qui permettraient d'importer des viandes congelées. Ce projet a certes le mérite de résoudre enfin un problème posé, en France, depuis vingt ans et de réaliser un progrès certain en fournissant à tous, — soldats et civils, — d'excellentes viandes moins chères que les viandes indigènes. Du même coup, on réduirait

les abatages de nos animaux et l'on protégerait ainsi le troupeau national. Les partisans de ce vaste et coûteux projet résument leurs argumens en disant :

« Notre cheptel, déjà sérieusement réduit par des prélèvemens excessifs, ne peut faire face à des excédens de consommation qui ne sont que partiellement compensés par les importations actuelles du ministère de la Guerre en viandes frigorifiées.

« Or, il est à prévoir que l'achat des viandes congelées deviendra de plus en plus onéreux et difficile dans les mois qui vont suivre.

« Le ministre de la Guerre possède actuellement des contrats en cours d'exécution pour une quantité totale de *240 000* tonnes livrables d'ici la fin de février 1916. Cette quantité est insuffisante au regard du déficit constaté. Or, il lui est fait des offres pour *120 000* tonnes environ de viandes frigorifiées de l'étranger ou des colonies; mais les Compagnies de navigation françaises qui devraient transformer les installations de leurs bateaux pour effectuer les transports et organiser de nouveaux courans commerciaux en vue d'abaisser le taux des frets, ne consentent pas à s'engager si les marchés à conclure par elles avec le ministère de la Guerre n'ont pas une durée minimum de cinq années. Les viandes qui proviendraient de l'Uruguay, de l'Argentine, du Vénézuéla, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de nos colonies voyageraient ainsi sous pavillon français. *Elles pourraient être rétrocédées par le ministère de la Guerre et servir partiellement à l'alimentation civile.*

« Le cheptel français exige une période de plusieurs années pour revenir à ses effectifs d'avant la guerre. Or, sa conservation comme son développement figurent parmi les conditions essentielles de la prospérité agricole. L'achat de viandes frigorifiées, qui, d'ailleurs, ne doit pas empêcher l'importation prévue de bétail sur pied, est destiné à réaliser cet objectif... »

Ce projet, rapidement discuté devant la Chambre des députés, à la suite du dépôt d'un rapport sommaire, a été adopté séance tenante, le 20 mai dernier. Il comporte malheureusement des objections de principe et des difficultés de réalisation d'une extrême gravité.

L'idée de confier à l'État le soin d'alimenter la population civile pendant cinq ans peut et doit être combattue, non pas au nom d'une doctrine abstraite et d'un « principe » économique,

mais au nom de l'expérience, dont personne n'a le droit de méconnaître les enseignemens. L'État achète et vend mal; ses agens ne sont pas des commerçans, et ils s'exposent, soit aux déconvenues les plus fâcheuses, soit aux calomnies les plus abjectes...

Le projet soumis au Parlement comporte, en outre, des achats à un prix déterminé d'avance, alors que le prix de vente reste effectivement inconnu. Nous ne pouvons pas savoir dès à présent ce que sera le prix de la viande fraîche ou frigorifiée pendant la série d'années 1916-1920.

L'hypothèse d'une hausse nouvelle ou de la persistance des prix actuels est toute gratuite bien qu'elle soit admissible et vraisemblable. L'État est donc exposé à acheter relativement cher et à revendre bon marché pour écouler un stock de viandes achetées à prix ferme. Nous ne savons pas non plus quel accueil la population civile réservera aux viandes frigorifiées. L'éducation du public est encore à faire. S'il n'accepte pas ces viandes, — après la guerre, — s'il leur préfère des viandes fraîches même à un prix plus élevé, — ce qui est parfaitement possible, — si enfin le parti protectionniste réclame et obtient l'application de l'ancien tarif douanier, les pertes infligées au Trésor pourraient être immenses puisque l'opération totale entraînerait, paraît-il, une dépense de *900* millions de francs environ!

Ce n'est pas tout. L'introduction des viandes frigorifiées, — et, plus exactement congelées, — suppose la création d'entrepôts frigorifiques placés : 1° dans les ports de débarquement, 2° dans les centres de consommation. Ces installations ne sauraient être achevées avant un certain délai et le concours financier de l'État devient indispensable, car le succès de ces entreprises reste subordonné, dans l'avenir, au maintien des opérations commerciales et, par suite, au bon vouloir des consommateurs; il dépend de l'intervention législative elle-même qui peut se produire, soit pour rétablir des taxes douanières, soit pour interdire des approvisionnemens que le public agricole dénoncerait comme une tentative d'*accaparement* et de *spéculation*. Cette crainte et cette hypothèse sont spécialement visées dans le rapport que vient de rédiger M. Massé au nom de la Commission officielle des viandes frigorifiées. Comment, dans de pareilles conditions, verrait-on se constituer des sociétés pour fournir immédiatement des fonds?

Les particuliers ne seront pas plus téméraires et l'État seul reste donc chargé à la fois des avances et des installations. Or, il ne peut céder une partie de ses achats à la population civile qu'en multipliant les entrepôts et en acceptant la responsabilité des transports, — par wagons spécialement aménagés, — jusqu'aux marchés principaux de l'intérieur. L'État devient ainsi l'organisateur, le bailleur de fonds, le négociant et peut-être même le courtier d'une entreprise nouvelle dont les difficultés techniques et les comptes financiers échappent à toute évaluation précise !

On reste à la fois surpris et effrayé quand on songe que l'administration et ses agens, si mal préparés à cette tâche, se disposent à joindre les opérations sur les viandes aux opérations sur les blés ! Cet effroi et cette surprise ne sont pas moindres quand on constate que la réalisation du projet officiel suppose invinciblement les *longs délais* que nécessiteront des aménagemens de navires, des constructions d'entrepôts et de machines à produire le froid, des transformations de wagons, et des cessions de marchandises dans des conditions impossibles à prévoir.

Ne serait-il pas plus sage de borner le rôle de l'État à l'introduction des viandes congelées que les troupes doivent recevoir, ne serait-il pas plus prudent et moins coûteux de subventionner des entreprises privées qui se chargeraient du commerce de ces viandes à la condition qu'on leur *garantît* d'une façon formelle la *liberté* et la *sécurité* de leurs opérations ?

En attendant, l'importation libre du bétail et de la viande conservée, — sous toutes les formes possibles, — doit être permise, facilitée et encouragée. La hausse même des prix rend cette opération commerciale plus facile puisqu'elle assure, à ceux qui en prendraient la charge, des profits plus étendus.

CONCLUSION

C'est un devoir, à nos yeux, d'affirmer, en terminant, notre confiance dans l'avenir et de ne pas douter, un seul instant, soit de l'extraordinaire puissance de notre production agricole, soit de l'invincible vaillance de ceux qui la réalisent dans toutes les régions de notre territoire.

Le blé ne nous manquera pas; la récolte future sera bonne, à moins que des circonstances atmosphériques imprévues ne viennent la réduire ou la compromettre, et il en sera de même, à coup sûr, pour les autres céréales, dont l'utilité n'est pas moins grande à tous les points de vue.

Sans doute, une hausse de prix s'est produite. Elle est la conséquence d'une crise politique sans précédens et de circonstances spéciales que nous avons indiquées, bien plus que de l'insuffisance réelle de notre production. C'est cela qu'il faut bien comprendre, sans éprouver des craintes, sans jeter l'alarme au lieu d'attendre, d'observer et de s'informer. Déjà les nouvelles les plus rassurantes nous parviennent du dehors. Le producteur étranger a trop bien compris l'utilité et l'opportunité de son intervention pour ne pas avoir redoublé de prévoyance et d'efforts en vue de multiplier ses offres et d'assurer, au besoin, notre approvisionnement. Les disponibilités annoncées sur les marchés du monde limiteront la hausse, qui était inévitable.

Il importe, en revanche, que des mesures imprudentes et arbitraires ne découragent pas l'agriculteur, le commerçant et l'industriel. L'État ne dispose pas souverainement des prix; il les subit sans les régler, puisqu'il est incapable d'abolir les causes qui les élèvent ou les abaissent. On l'a dit avec raison : « Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient. » En taxant le blé après l'avoir réquisitionné, en taxant la farine, en substituant à la prévoyance avertie de milliers de commerçans et d'industriels la bonne volonté insuffisante ou l'arbitraire déplorable de ses agens, l'État provoque une crise et crée un danger. Il va peut-être jeter partout l'alarme, au lieu de rassurer les esprits et de ramener la confiance que personne n'aurait dû perdre.

Nous savons, par expérience, quel est le résultat des interventions révolutionnaires de l'État dans le domaine économique. Les déplorables effets des lois de « maximum » ne sont-ils pas connus, et n'est-ce pas la Convention elle-même qui a pris soin d'en apprécier le mérite, en les détestant publiquement et en confessant ses erreurs?

C'est dans le même esprit et avec le même calme qu'il faut envisager la question de la viande et observer l'élévation de son prix. Il est clair que notre consommation dépasse la moyenne et que nous avons réduit les effectifs de notre troupeau, les effec-

tifs de nos bêtes à cornes presque exclusivement. Quel esprit droit pourrait s'étonner de ce fait et admettre que notre mobilisation ne doit pas comporter des pertes extraordinaires? La population civile souffrira de la hausse du prix de la viande ou devra réduire sa consommation. La guerre comporte des sacrifices et des souffrances. Nul n'y contredit. On peut et l'on doit chercher cependant à limiter les uns et à calmer les autres. Si la puissance financière de la France autorise de pareilles avances, il convient assurément d'acheter au dehors les viandes ou le bétail dont nous avons besoin. Rien de mieux.

Ce qui nous paraît dangereux, à ce propos, ce sont les formes de l'intervention de l'État, et, on peut le dire sans exagération comme sans parti pris de « théoricien, » c'est l'arbitraire imprudent de cette intervention qui se propose de créer de toutes pièces une industrie et un commerce de viandes, pour une longue période de cinq années, en acceptant des responsabilités financières dont il n'est même pas capable de préciser l'étendue.

C'est d'une autre façon que la puissance publique doit comprendre son action. Elle doit surtout aider les activités libres et leur garantir cette liberté, tout en se réservant le rôle principal ou unique quand il s'agit de la défense nationale, c'est-à-dire de l'alimentation des troupes.

On ne remplace jamais les collaborateurs que le commerce et l'industrie offrent par milliers, quand il y a lieu de pourvoir aux besoins de la consommation civile.

Au milieu d'une pareille crise, l'État, qui se confond, en fait, avec ses agens, ne saurait assumer toutes les tâches. Limiter son action, c'est le seul moyen de la rendre utile et efficace.

D. Zolla.

UNE DAME DE SAINT-CYR

MADAME DE LA MAISONFORT

I

« Quel véritable présent vous m'avez fait en me donnant la chanoinesse, » écrivait Mme de Maintenon à l'abbé Gobelin en 1684, « et quel dommage qu'elle n'ait pas de vocation ! »

Celle que Mme de Maintenon appelait *la chanoinesse*, et dont elle remerciait si vivement son directeur, était une jeune femme de vingt-quatre ans, Marie-Françoise-Sylvine Lemaître de la Maisonfort. Elle venait d'arriver à Paris ; elle avait été présentée par l'humble prêtre à qui la nouvelle épouse de Louis XIV avait gardé sa confiance. Elle était pleine de vivacité et d'esprit ; enjouée, aimable, étourdie à ravir ; des manières nobles et affables ; un goût passionné des belles choses, et même des grandes ; avec cela un feu intérieur, je ne sais quelle inquiétude secrète qui la rendait plus attachante encore. Mme de Maintenon s'éprit d'elle sur-le-champ.

Qui était-elle ? Une de ces pauvres filles de noblesse provinciale, auxquelles la vie n'offrait alors que des perspectives étroites et vraiment peu riantes. Empêchées de se marier par leur peu de bien, « dans un temps où l'argent fait tout, » le couvent les attendait, ou quelque établissement rustique, bas et pénible. Orpheline de mère, Mlle de la Maisonfort était un

embarras de plus pour un père que le service du Roi obligeait d'être sans cesse aux frontières. M. de la Maisonfort réussit à obtenir pour elle un canonicat dans une abbaye noble, à Poussay, en Lorraine. C'est là qu'il la conduisit un jour, en se rendant à l'arrière-ban. Elle avait douze ans.

Nous ne savons pas grand'chose de ces années d'adolescence, sinon que la jeune chanoinesse dut étudier beaucoup, lire avec passion, acquérir une culture étendue et profonde. Et nous pouvons deviner encore une autre chose : c'est que Marie-Françoise commença de mettre tous les cœurs à l'envers, dans la noble abbaye. Ce triste ou charmant privilège, comme on le voudra prendre, elle l'a toujours exercé. Elle-même dira plus tard, très tard, et sans vanité aucune, mais plutôt avec un soupir : « C'est mon étoile, d'être toujours assez aimée... » Pauvre petite étoile, qui ne cessera de briller, en effet, au ciel d'une vie traversée de beaucoup d'orages.

En 1680, Mme de la Maisonfort obtint d'accompagner l'abbesse de Poussay jusqu'à Nancy, au passage de la Dauphine, qui venait en France pour son mariage. La princesse la distingua et lui fit beaucoup d'amitiés.

Quatre ans plus tard, M. de la Maisonfort, soit de son propre mouvement (car il s'était remarié et ne pouvait plus suffire à l'entretien de sa fille), soit sur le désir de celle-ci, fit venir la chanoinesse à Paris. Il voulait lui trouver, auprès de quelque princesse, un de ces vagues emplois, dignes à la fois de son rang et de sa pauvreté. En même temps, comme il était déjà question de la fondation de Saint-Cyr, M. de la Maisonfort voulait faire recevoir sa seconde fille dans cet établissement. Il semble avoir été bon père, et serviteur du Roi assez pénétré de la reconnaissance que le Roi lui devait pour ses bons services.

Il pria l'abbé Gobelin de présenter ses filles : l'entrevue fut heureuse; Mme de Maintenon, « prompte à s'engouer, » comme on sait, n'hésita point. Elle garda pour elle la chanoinesse, et, ayant discerné tout ce qu'elle pourrait en faire, elle l'engagea à venir comme maîtresse des classes à Noisy.

Ne blâmons point cet empressement. Les plus belles fortunes commencent parfois dans un éclair ; et juger vite n'est pas juger mal. Mme de Maintenon semble avoir eu mille fois raison de vouloir attacher à son œuvre Mme de la Maisonfort. Mais, puisqu'il faudra bien peser un jour des responsabilités, notons

tout de suite, en face de cette fortune inattendue et subite, qui aurait bien pu l'éblouir, notons la réserve très nette de Mme de la Maisonfort, cette fierté d'une âme qui veut bien se donner, mais non se laisser confisquer. Elle déclara qu'elle ferait ce qu'on lui demandait; mais qu'elle ne pensait pas à la vie religieuse, et qu'elle se retirerait dès qu'on n'aurait plus besoin d'elle.

***

A Noisy, Mme de Maintenon faisait élever cent demoiselles, dont le Roi payait les pensions. C'était un début, encore un peu secret, dont elle ne parlait qu'« en confidence ; » un premier essai, mystérieux et plein de promesses, de la grande idée de sa vie. Il y avait là une maison restaurée et arrangée par elle ; quatre classes, distinguées par un ruban de couleur, comme plus tard à Saint-Cyr : les *rouges*, les *vertes*, les *jaunes* et les *bleues;* une femme de culture et d'esprit, Mme de Brinon, si éloquente qu'elle faisait elle-même les instructions du dimanche dans la chapelle ; enfin un mélange d'improvisation et de longs projets, de vues hardies et d'espérances plus hardies encore, de liberté et de décence, de bonne volonté et d'ardeur, qui faisait de Noisy « un lieu de délices. » Nous retrouverons, sur les premières années de Saint-Cyr, un peu de cette lumière d'aurore, avec quelque chose de plus brillant encore.

Dans ses nouvelles fonctions, Mme de la Maisonfort, avec son entrain, sa jeunesse, son esprit cultivé et délicat, devait plaire et se plaire. En effet, elle « fit merveille. » Nous savons que Mme de Maintenon lui donnait chaque jour davantage son amitié et sa confiance; les jeunes filles qu'elle instruisait l'adoraient ; et si elle fit merveille, il est probable qu'elle fut heureuse. Gardons-en l'assurance ; ces années de bonheur seront trop courtes.

Les dames de la Cour ne tardèrent pas à vouloir connaître la maison de Noisy. Mme de Maintenon fit quelques difficultés ; puis elle céda, par politique plus que par vanité. La Dauphine vint aussi ; puis un jour le Roi lui-même, à l'improviste. Il fut si enchanté de tout ce qu'il vit qu'à son retour il se sentit pressé de faire quelque chose de plus grand et de plus solide, « pour la gloire de Dieu et le soulagement de la noblesse. » Le 15 août 1684, la fondation de Saint-Cyr fut décidée. Et, moins de deux

ans plus tard, en juillet 1686, les filles de Noisy se transportaient solennellement, dans les carrosses du Roi, sous l'escorte des Suisses, vers les magnifiques bâtimens que Mansard venait d'élever pour elles à Saint-Cyr. « Sitôt que nous entrâmes dans la maison, » disent les Dames de Saint-Cyr, « elle nous présenta l'image du paradis terrestre... »

En prévision de cet événement, depuis un an environ, Mme de Maintenon avait choisi parmi les demoiselles de Noisy les plus instruites et les plus vertueuses, pour former la nouvelle communauté qui dirigerait la maison de Saint-Cyr. Elle leur adjoignit quelques personnes du dehors; elle leur fit faire un noviciat spécial, sous la direction de l'abbé Gobelin et de Mme de Brinon. Le 2 juillet 1686, les douze novices firent profession, en s'engageant seulement à des vœux simples, et reçurent des mains de Mme de Maintenon le manteau, le voile, la croix des *Dames de Saint-Louis*.

Mme de la Maisonfort les suivit à Saint-Cyr. Mais sans doute le mot de Mme de Maintenon demeurait vrai : « Quel dommage qu'elle n'ait pas la vocation ! » — car elle ne faisait pas partie du nouvel Institut.

Elle suivit les Dames, car elle leur était indispensable. En moins d'un an, sans se montrer trop difficile, on avait improvisé des religieuses ; mais on n'avait pu former des maîtresses de classes. Très jeunes et assez ignorantes, les Dames étaient incapables d'instruire même des enfans de douze ans. Mme de la Maisonfort prêta ses lumières. Elle fut la maîtresse des grandes, et peut-être aussi des maîtresses. Avec Mme de Maintenon, qui ne s'épargnait point, mais qui devait veiller aussi bien aux cuisines, aux infirmeries, à la lingerie, à la roberie, qu'à tout le reste, elle porta le poids de cette improvisation brillante et un peu hasardeuse. Elle fut l'instrument providentiel, qui se prêtait à tout, et qui réussissait partout. Elle avait l'entière confiance de la « Supérieure spirituelle ; » une grande liberté, ce qui lui plaisait ; et peut-être un peu trop d'indépendance, ce qui lui allait à ravir. Elle fut là, pendant deux années, à une école un peu dangereuse pour elle. Rien ne l'attachait à la maison; il fallait donc l'y retenir. On la flattait, on la ménageait ; car, outre qu'on avait besoin de ses services, on n'avait pas abandonné l'espoir de lui en demander de plus grands encore.

***

En écrivant plus tard l'histoire de leur Maison, les Dames de Saint-Louis firent reproche à Mme de la Maisonfort d'avoir contribué plus que toute autre à donner aux demoiselles une éducation trop mondaine, imprégnée de bel esprit, et plus propre à nourrir leur vanité que leur bon sens. « Elle crut faire merveille de leur apprendre quelque chose de l'antiquité, comme les fables des fausses divinités, les histoires profanes, les philosophes et choses semblables. » Ces « choses semblables » aux philosophies et aux fables, voilà qui peut faire frémir... Sans doute les Dames voulaient-elles dire encore les romans? les poètes? Examinons de près ces graves accusations.

On sait quel était l'esprit de l'éducation nouvelle qui devait être donnée à Saint-Cyr. Mme de Maintenon, l'archevêque Languet de Gergy, le Roi lui-même, qui ne voulait « ni un couvent, ni rien qui le sentît, » l'ont plusieurs fois défini. « Nous voulions, dit Mme de Maintenon, une piété solide, éloignée de toutes les petitesses de couvent, de l'esprit, de l'élévation, un grand choix dans nos maximes, une grande éloquence dans nos instructions, une liberté entière dans nos conversations, un tour de raillerie agréable dans la société... » Et Languet de Gergy : « C'est dans cette vue qu'elle s'appliquait à former l'esprit des demoiselles par tous les exercices propres à leur inspirer cette politesse que le monde exige, et qui n'est point incompatible avec la piété. Elle prenait soin de leur taille, de leur air, de leur démarche, de leurs ouvrages, de leurs jeux même et de leurs conversations... Conduire nos filles à la vertu par de beaux sentimens, disait-elle, tel doit être l'esprit dominant de l'éducation donnée à Saint-Cyr... »

Mme de Maintenon mit ces idées en pratique, hardiment, complètement. Si, bientôt, elle en vit les dangers, il ne semble pas juste que les torts en retombent sur Mme de la Maisonfort, qui ne fit que la seconder et entrer dans ses vues.

Elle y entra, à vrai dire, si pleinement, avec sa fougue, son goût des choses de l'esprit, sa fantaisie, que je veux bien qu'on lui donne beaucoup de torts aimables. On la chargeait d'instruire des filles pour le monde; elle-même était faite pour le monde, et, n'y vivant pas, elle le parait peut-être encore de plus brillantes couleurs qu'il ne mérite. Elle dut donner à ses

bleues une instruction variée, noble, un peu rêveuse, un peu dangereuse. Elle leur lisait des poètes; elle leur laissait lire les romans de Mlle de Scudéry. Elle leur faisait des entretiens sur les principaux écrivains, et particulièrement sur les auteurs de Port-Royal, qu'elle aimait avec ferveur. Elle leur donnait le goût du beau langage, des conversations polies et raffinées, — pas plus au reste que Mme de Maintenon, qui, toujours pleine des souvenirs de sa jeunesse, du bon ton des hôtels d'Albret et de Richelieu, aurait voulu en perpétuer les traditions à Saint-Cyr. Dans la préface d'*Esther*, Racine nous dit des jeunes filles de Saint-Cyr : « On leur fait faire entre elles, sur leurs principaux devoirs, des conversations ingénieuses qu'on leur compose exprès, ou qu'elles-mêmes composent sur-le-champ; on les fait parler sur les histoires qu'on leur a lues, ou sur les importantes vérités qu'on leur a enseignées; on leur fait réciter par cœur et déclamer les plus beaux endroits des meilleurs poètes. » Mme de la Maisonfort ne faisait pas autre chose. Elle le faisait seulement avec plus de plaisir, et avec plus de succès, que d'autres (1). En vérité, quel crime y a-t-il là? Souhaiterions-nous même qu'il en fût autrement? Et quand Racine, séduit par l'esprit de Mme de la Maisonfort, aimait à discourir avec elle, tantôt sur la poésie, tantôt sur les choses saintes, en sorte que « c'était un charme d'entendre l'un et l'autre, » veut-on que nous nous bouchions les oreilles?

Peut-être, tout au plus, la mesure fut-elle dépassée : mesure dans la politesse, qui eût préservé de la préciosité et du raffinement (lesquels travers avaient perdu, à cette époque, de leur utilité); mesure aussi dans la rêverie permise à de jeunes cœurs, tout prêts à interpréter trop passionnément les « meilleurs endroits » des poètes. Dès avant *Esther*, il y a un cri d'effroi de Mme de Maintenon à Racine, qui est révélateur : « Nos petites filles ont joué hier *Andromaque*, et l'ont jouée si bien qu'elles

(1) C'est tout ce qui ressort, il me semble, du réquisitoire des Dames. « Cette affluence du plus beau monde, les applaudissemens que nos demoiselles en avaient reçus, la fréquentation des gens du bel esprit, leur avaient beaucoup enflé le cœur, et donné une telle vivacité de goût pour l'esprit et les belles choses, qu'elles devinrent fières, dédaigneuses, hautaines, présomptueuses, peu dociles, *à quoi contribua encore beaucoup Mme de la Maisonfort*, chanoinesse qui était maîtresse des bleues. . Il n'était plus question entre elles que d'esprit et de bel esprit; on se piquait d'en avoir et de savoir *mille choses vaines et curieuses;* on méprisait les demoiselles qui étaient plus simples et moins susceptibles de ce goût... » N'oublions pas que les pieuses Dames, en ce moment, se frappent la poitrine.

ne la joueront plus, ni aucune de vos pièces. » Mme de la Maisonfort, il faut le reconnaître, dut être assez capable, et coupable, de cette double imprudence. Conduire ses filles à la vertu par de beaux sentimens : oui, c'était son affaire, et je crois qu'elle entra trop bien dans ce programme flatteur. Les beaux sentimens ouvrent une voie royale, où la vertu, plus modeste, ne vient pas toujours à leur suite.

Quoi qu'il en soit de l'erreur commune à la fondatrice et à son auxiliaire, et quelque longue et difficile qu'ait été la réforme qui, dès 1690, parut nécessaire pour y remédier, donnons un regret à ce Saint-Cyr des premières années, si brillant et si aimable. L'idée en était un peu chimérique ; elle a comme une fleur de jeunesse et de fantaisie, trop rare chez une Maintenon. Les dangers en étaient évidens, et plus graves peut-être que ceux auxquels il fallut parer dès l'abord (1). Mais il faut avouer que ces beaux bâtimens et ces ombrages, cette éducation noble, aisée, sans contrainte, qui allait des plus hauts délassemens de l'esprit aux plus humbles travaux manuels; ces dames vêtues d'une étamine délicate, de batiste fine et de rubans; cette supérieure éloquente et poète; les bonnes grâces du Roi, l'empressement de la Cour; les plus grands esprits du siècle ne dédaignant pas de s'entretenir avec les religieuses; les musiciens de Louis XIV venant jouer, aux fêtes de Noël, des symphonies religieuses, « une musique des anges, » dans la salle de communauté; Racine, enfin, composant pour Saint-Cyr deux de ses chefs-d'œuvre, et essuyant derrière la scène les beaux yeux d'une jeune actrice qu'il avait fait pleurer (2) : il faut avouer que tous ces traits composent un tableau assez rare, et comme un petit coin délicieux, libre et charmant dans la fresque du grand siècle. Deux ou trois ans plus tard, le théâtre sera muet, les violes, les basses et les flûtes du Roi se seront tues; on ne verra plus dans les allées de Le Nôtre ni princesses ni poètes, et l'on aura si bien coupé les ailes au bel esprit que les demoiselles n'auront « même plus le sens commun. » Saluons le

(1) Mme de la Fayette écrivait avec assez de sens : « De songer que trois cents jeunes filles, qui y demeurent jusqu'à vingt ans, et qui ont à leur porte une cour de gens éveillés... — de croire, dis-je, que des jeunes filles et des jeunes hommes soient si près les uns des autres sans sauter les murailles, cela n'est presque pas raisonnable. »

(2) Cette actrice n'était point Mme de la Maisonfort, comme le répètent au hasard les anecdotiers, mais sa jeune sœur.

repentir de *Sa Solidité* Maintenon; reconnaissons qu'il valait mieux, en effet, « reprendre l'établissement par ses fondemens et le bâtir sur l'humilité et la simplicité; » avouons que tout fut pour le bien dans un Saint-Cyr mieux clos, plus modeste et plus discipliné; mais ne regrettons point l'heureuse imprudence qui nous valut le premier Saint-Cyr...

Il faut penser que les extravagances de Mme de la Maisonfort ne paraissaient point si condamnables, ni son influence si pernicieuse, car elle jouissait alors, à Saint-Cyr, d'une faveur exceptionnelle. En récompense des services qu'elle rendait dans les classes, le Roi lui fit donner une terre de mille écus de revenu. Elle vivait avec Mme de Maintenon dans la plus grande familiarité; elle était dirigée par l'abbé de Fénelon, qui voyait en elle une nature d'élite; elle n'appartenait pas à la maison, mais elle en était l'ornement et la grâce. Elle plaisait à tous; elle était aimée; de ces privilèges elle ne tirait pourtant aucune vanité, et l'on eût dit parfois qu'elle n'aimait que Dieu seul. A cette époque, paraît-il, de grands partis se présentèrent pour elle. Elle les refusa. Attachement à Saint-Cyr, plus profond qu'elle ne le croyait elle-même; incertitude de cœur, appel secret vers une destinée plus haute : qui pourrait le dire? Quatre ans plus tôt, la jeune chanoinesse arrivait à Paris avec des vues tout humaines. Il semble qu'une inquiétude plus noble ait pénétré dans cette âme. Elle écarte maintenant la fortune qu'elle était venue chercher. Elle n'a pas vécu dans le monde, mais elle en a respiré le parfum; c'est assez, peut-être, pour qu'elle éprouve déjà la satiété rapide des imaginations très vives. A cette minute, il y a comme un silence dans ce beau ciel; on voit une vie qui hésite à prendre son vol, et qui tremble de désir au bord de l'espace.

***

Cela suffit, il me semble, pour excuser Mme de Maintenon de lui avoir fait doucement violence. Sans doute, elle suivait ses vues; sans doute, il y avait, dans ses cajoleries à l'endroit de la chanoinesse, l'arrière-pensée obtinée de l'attacher à Saint-Cyr par la profession de vie religieuse. Elle continuait de « lui en jeter des paroles selon les occasions » et de « la faire sonder par des personnes de confiance. » Lisons même entre les lignes, et ajoutons qu'elle chargeait l'abbé de Fénelon d'insinuer dans

cette âme le désir ou le goût de la vie religieuse. Rien n'autorise à croire qu'elle ait fait davantage et dépassé les limites permises, en ce domaine, de l'exhortation et de la suggestion.

Quoi qu'il en soit, écoutons l'abbé Phélipeaux, dans sa *Relation sur le Quiétisme :* « La Maisonfort avait de terribles répugnances pour la religion (la vie religieuse) ; elle aimait la liberté et ne pouvait souffrir aucun assujettissement; son inquiétude naturelle lui faisait craindre les suites d'un engagement perpétuel dans un monastère ; un établissement libre dans le monde lui paraissait bien plus convenable. Elle ne dissimulait ses peines et ses répugnances ni à l'évêque de Chartres, ni à l'abbé de Fénelon, en qui elle avait toute confiance. Enfin, pressée par Mme de Maintenon de se déclarer sur sa vocation, elle consentit à se soumettre à ce qui en serait décidé par les directeurs de Saint-Cyr et par l'abbé de Fénelon... »

Écoutons aussi les Dames de Saint-Cyr dans leurs Mémoires : « Sur ces entrefaites, Mme de la Maisonfort crut se sentir de la vocation pour notre Institut, elle qui jusque-là n'avait songé qu'à se retirer quand Mme de Maintenon aurait pourvu à sa fortune. »

Y a-t-il contradiction entre ces deux témoignages? Je n'en vois pas. La contradiction était bien plutôt dans ce pauvre cœur. Inquiétude d'un esprit que tout attire et qui ne sait ce qui l'attire davantage, regret du monde, désir ingénu de perfection, que fallait-il de plus pour que Mme de la Maisonfort eût peine à se comprendre elle-même et à savoir où elle était appelée? Je me trompe ; il fallait quelque chose encore pour rendre ces ténèbres plus douloureuses, un tourment que nous croyons moderne : le doute. Il paraît certain que Mme de la Maisonfort l'a connu, qu'elle a essayé tour à tour de le vaincre par des raisonnemens subtils et de l'étouffer par des élans de ferveur passionnée. Et voilà comme une profondeur nouvelle dans une âme qui n'a pas fini de nous surprendre.

Elle fit ce qu'ont fait beaucoup d'autres consciences tourmentées : elle se soumit au jugement d'autrui. Mme de Maintenon réunit tout un tribunal, dont on peut dire, à sa louange, qu'elle n'aurait pu le mieux choisir. Le 11 décembre 1690, elle assembla à Saint-Cyr l'évêque de Chartres, avec l'abbé de Fénelon, l'abbé Gobelin, et les abbés Brisacier et Tiberge, supérieurs du séminaire des missions étrangères. Pendant qu'ils tenaient

conseil, Mme de la Maisonfort était agenouillée devant le Saint-Sacrement, « dans une étrange angoisse. » Ils décidèrent enfin « que ses difficultés ne venaient que d'une conscience trop timide, dont il était bon de l'affranchir; que cette disposition ne la rendrait que plus fidèle à ses devoirs, et ne devait pas l'empêcher de faire des vœux; enfin que Dieu l'appelait à le servir comme Dame de Saint-Louis. »

En apprenant cette décision, Mme de la Maisonfort pensa mourir de douleur, et s'enfuit dans sa chambre, où elle passa toute la nuit à verser des larmes.

Mme de Maintenon ne put la voir. Le lendemain, elle lui écrivit :

« Je ne vous ai point marqué toute ma joie : mais je suis assurée que vous n'en doutez pas. Je remercie Dieu de tout mon cœur de ce qu'il fait pour vous et pour nous. Vous allez trouver la paix. Vous voilà dans le fond de cet abîme où l'on commence à prendre pied. Vous savez de qui (1) je tiens cette phrase. Je le verrai demain; je lui demanderai pour votre retraite tout ce que M. de Chartres vous a marqué. Abandonnez-vous bien à Dieu, ma très chère; laissez-vous conduire les yeux bandés... »

Mme de la Maisonfort ne se rendit pas aux exhortations de cette lettre. « Ne pouvant comprendre, » dit Phélipeaux, « sur quel fondement ces Messieurs avaient appuyé leur décision, elle s'imagina que l'abbé de Fénelon n'avait pas assez fait connaître ses répugnances pour l'état religieux. » C'était lui qu'elle avait chargé de « bien expliquer ses dispositions intérieures » devant l'assemblée, « ne doutant pas que, quand elles seraient connues, on ne lui parlerait plus d'aucun engagement. » Elle manda donc à Fénelon « en quelle angoisse et en quel trouble elle se trouvait, et le soupçon qu'elle avait qu'on eût plus déféré aux désirs de Mme de Maintenon qu'à ses dispositions intérieures. »

Fénelon, quelques jours plus tard, lui répondit :

« Tout ce que j'ai à vous dire, madame, se réduit à un seul point, qui est que vous devez demeurer en paix avec une pleine confiance, puisque vous avez sacrifié votre volonté à celle de Dieu, et qu'on vous a déterminée. La vocation ne se manifeste pas moins par la décision d'autrui que par notre propre attrait. Quand Dieu ne donne rien au dedans pour attirer, il donne au

(1) De Fénelon.

dehors une autorité qui décide. De plus, il n'est pas vrai que vous n'ayez eu aucun attrait intérieur, car vous avez senti celui de consulter et de vous soumettre. Suivez-le donc sans hésiter, et sans regarder jamais derrière vous... Dieu ne permettra pas que ce sacrifice, fait avec une intention pure, vous nuise. Ne craignez ni le repentir de votre engagement, ni la tristesse, ni l'ennui. Il y a partout à souffrir; et les peines d'une communauté, quoique vives, si on les comparait aux peines d'une personne engagée dans le siècle, ne seraient presque rien. Mais on s'échauffe la tête dans la solitude, et les croix de paille y deviennent des croix de fer ou de plomb. Le remède à un si grand mal, c'est de ne compter point de pouvoir être heureux en aucun état de cette vie, et de se borner à la paix qui vient de la conformité à la volonté de Dieu... Si vous avez le courage de vous abandonner ainsi, et de sacrifier vos irrésolutions, vous aurez plus de paix en un jour que vous n'en goûteriez autrement en toute votre vie; moins on se cherche, plus on trouve en Dieu ce qu'on a bien voulu perdre... »

De si belles, de si fortes paroles auraient dû, semble-t-il, lui donner la paix. Il n'en fut rien pourtant. L'année 1691, l'année du noviciat, fut pour Mme de la Maisonfort une longue inquiétude. Je ne dis pas qu'elle ne fut pas autre chose. Sur ces angoisses et ces obscurités, il semble impossible que la direction spirituelle d'un Fénelon n'ait pas répandu des ondes de douceur et de lumière. D'ailleurs, la novice était plus disposée qu'aucune autre à recevoir la manne du pur amour, et à la goûter avec délices. Elle s'éprit des nouveaux états d'oraison; elle y trouva certainement des consolations ineffables. Nous aurons à y revenir. Mais ces ravissemens la laissaient aussi troublée que jamais sur sa vocation. Dans ce « fond de l'abîme, » elle n'arrivait pas à prendre pied; elle s'élançait plutôt vers des sommets vertigineux, d'où elle retombait sur elle-même, plus lasse et plus incertaine.

Elle donnait pourtant des marques touchantes d'humilité et d'obéissance. Elle gardait son enjouement un peu étourdi, si charmant. Mme de Maintenon, écrivant à Mme de Brinon, cette même année, disait : « La chanoinesse est plus dévote, plus abstraite, plus aimable et plus étourdie que jamais. » Parfois, elle se laissait tromper à cette gaîté et à ces grâces qui n'abandonnaient point la novice. Elle écrivait : « Notre nouvelle novice

est aussi tranquille que vous l'avez vue inquiète; sa vivacité se modère, et sa vertu est tellement augmentée que je ne doute point que Dieu ne la comble de ses grâces pour notre maison ; c'est la plus aimable sainte qui soit au monde. »

A d'autres momens, elle l'encourageait : « Donnez-vous tout entière à Dieu. Rendez-vous simple à l'abbé de Fénelon et à M. de Chartres. Je serai moi-même toujours soumise à l'opinion de ces deux saints... »

« ... Vous êtes destinée, ma chère fille, à être une pierre fondamentale de Saint-Cyr. Vous devez soutenir un jour ce grand bâtiment par votre régularité et par vos exemples... Embrassez donc avec soumission Dieu qui vous appelle. Lui marquerez-vous des bornes? Il n'en veut point souffrir avec les âmes qu'Il a prévenues de certaines grâces. C'est en se livrant à son esprit, que vous trouverez la paix et la liberté... »

Cependant, à mesure que le terme du noviciat approchait, Mme de la Maisonfort hésitait plus que jamais. Il fallut recourir encore à une autorité extérieure : l'évêque de Chartres, supérieur de la maison de Saint-Cyr, décida, le 2 février 1692, que la novice prononcerait ses vœux.

Elle demanda que ce fût l'abbé de Fénelon qui les reçût. M. de Chartres l'y autorisa. La cérémonie eut lieu le 1er mars. Fénelon parla sur le bonheur de la vie religieuse, et ravit toute l'assistance. Mme de Maintenon laissa éclater sa joie; « elle en fit une fête particulière ce jour-là, et crut avoir fait la plus grande acquisition du monde. » On ne nous dit pas si la professe pleura, quel fut son visage, ou son maintien. On ne nous dit rien. Parmi ce triomphe, cette joie, ces pieuses allégresses, il n'y a pourtant que ce silence qu'on voudrait entendre.

Il nous en est venu un écho, — un seul. Le lendemain Fénelon écrivait à la nouvelle religieuse :

« Je suis ravi, madame, que vous soyez en paix, et que vous ayez plus de courage que vous n'en témoignâtes dans le parloir, quand il fallut aller faire vos vœux... »

***

Cependant Mme de Maintenon poursuivait la réforme de sa maison. Après avoir mis fin aux représentations publiques, aux visites, à tout l'esprit de mondanité qui agitait Saint-Cyr ; après avoir modifié profondément l'instruction donnée aux jeunes

filles, et rayé du programme la poésie, les belles lectures, les conversations élégantes, et jusqu'au goût de la lecture ou de la correspondance (1); après avoir remplacé les prêtres séculiers qui servaient de chapelains ou de confesseurs par des prêtres de la Congrégation de Saint-Lazare, humbles apôtres à l'esprit simple et au langage plébéien, elle pensa mettre le sceau à la réforme en transformant la communauté des Dames de Saint-Louis, qui n'était qu'un Institut séculier, en monastère régulier.

Un jour, donc, l'évêque de Chartres s'en vint à Saint-Cyr, et appelant toutes les Dames en particulier, il leur apprit le changement qu'on avait projeté pour la communauté et leur demanda leur sentiment. « Il nous parla à toutes, les unes après les autres, nous fit voir le peu de fond qu'il y avait à faire sur nos vœux simples, les raisons qu'on avait de nous en demander de solennels ; déclarant d'ailleurs qu'on ne voulait contraindre personne, et que nous étions libres ou de rester à Saint-Cyr comme nous étions, ou dans d'autres couvens, ou de rentrer dans le monde ; que dans tous les cas, le Roi pourvoirait à notre subsistance par une dot ou une pension... L'évêque écrivit nos réponses, et nous les fit signer ; puis il nous imposa le silence, ne voulant pas que nous pussions nous communiquer ce que nous avions dit. Il nous exhorta fort à nous tranquilliser ; enfin il s'en alla, nous laissant assez pensives... »

Ainsi prises au piège, les pauvres filles s'entre-regardèrent et soupirèrent. Sous la douceur résignée de leurs Mémoires, on ne laisse pas de sentir l'émoi de la petite communauté. Mme de Maintenon s'efforça de les rassurer. On leur demandait des vœux perpétuels ; mais on comprenait qu'elles seraient des religieuses entièrement différentes des autres, on les déchargerait de la grande quantité de prières et d'austérités qui pourraient les détourner de l'éducation des demoiselles : à l'entendre, on eût dit qu'il ne s'agissait que d'un petit changement au règlement. Elles se soumirent à ce qu'on leur demandait, et adressèrent une supplique au Pape. Il fallut le consentement du Pape, l'approbation du Roi : le 1er décembre 1692, l'évêque de Chartres érigeait la maison de Saint-Louis en monastère régulier de l'ordre de Saint-Augustin.

Des vingt-cinq Dames, une seule demanda à se retirer.

(1) « Elles s'ennuieront à mourir dans leurs familles : qu'elles aiment le silence, il convient à notre sexe... » Ce bon sens devient cruel!

Mme de la Maisonfort suivit le petit troupeau que l'on conduisait vers un nouveau sacrifice.

Alors, Mme de Maintenon fit venir du couvent de Sainte-Marie de Chaillot la supérieure des filles de la Visitation, la mère Anne Priolo, et deux de ses sœurs. Elle leur donna le gouvernement de la maison, et celui des âmes. Toutes les Dames de Saint-Louis, en grande pompe, devant les demoiselles assemblées, se dépouillèrent de leur manteau, de leur voile et de leur croix d'or, s'agenouillèrent, et reçurent pour la seconde fois l'humble habit des novices. Ce ne fut pas seulement une parade. Elles ne reprirent point le lendemain, ni trois mois après, leurs grades et leurs libertés. Un nouveau noviciat commença pour elles, plus rigoureux que le premier, où les filles de la Visitation ne leur épargnèrent ni les austérités, ni les humiliations, ni tout ce dur calvaire qu'on impose aux âmes qu'il faut faire mourir à elles-mêmes.

Au bout de six mois d'épreuve, trois des Dames voulurent se retirer dans d'autres couvens; une quatrième persista dans ses vœux simples, par humilité. Avec les dix-neuf autres, Mme de la Maisonfort tenait bon.

Veut-on savoir quel témoignage les religieuses de la Visitation rendirent bientôt de leurs nouvelles ouailles ? Il est d'une sincérité curieuse :

« Nous les avons trouvées, » écrivent-elles, « bien différentes du portrait qu'on nous en avait fait. Nous en avions même grand'peur, car nous croyions trouver des filles fières, enflées de leur faveur, qui se piquaient de bel esprit, accoutumées à faire des discours étudiés. Nous pouvons assurer que, bien qu'elles ne fussent pas cloîtrées, elles ne laissaient pas de remplir les pratiques essentielles de la vie religieuse; car il est certain qu'il n'y a point de communauté, même parmi les régulières, qui vive dans une plus grande séparation du monde. Elles allaient rarement au parloir, et n'y allaient que pour leurs plus proches parens et pour peu de temps; elles ne parlaient quasi jamais aux personnes qui entraient chez elles, et elles évitaient tellement leur rencontre qu'elles passaient pour farouches. Elles étaient simples et sans hauteur, et nous ne concevons pas ce qui a pu donner lieu à ce qu'on nous avait dit. Dans le temps qu'on y jouait les tragédies d'*Esther* et d'*Athalie* devant le Roi et toute la Cour, elles se retiraient dans les tri-

bunes pour prier Dieu. Il fallut un ordre exprès du Roi pour les y faire venir, et on remarqua qu'elles y avaient les yeux baissés et que la plupart y faisaient oraison ou disaient leur chapelet. »

Voilà une page qui nous soulage. Ainsi ces Dames s'étaient calomniées. Elles avaient pris leurs scrupules pour des crimes. Nous nous en doutions un peu. Mme de la Maisonfort elle-même est renvoyée par ce grave tribunal avec un sourire d'indulgence.

Oui... Mais ce serait mal la connaître que de se rassurer trop vite. A Dieu ne plaise que je veuille douter, plus que Fénelon, de « l'innocence et la bonté de cœur » de notre novice. Je doute seulement qu'elle puisse, pendant un si long temps, demeurer sage, tenir sa langue, brider son indépendance d'esprit et de jugement, atteindre à une ennuyeuse vertu... Je doute que sa soumission et sa bonne volonté même ne nous préparent point quelque réaction terrible. Elle est de celles qui ont besoin de ruer sous le joug pour l'accepter.

L'éclat, cette fois, alla jusqu'au scandale.

Fénelon, qui ne dirigeait plus régulièrement Mme de la Maisonfort, mais qui continuait de l'aimer et de la suivre, Fénelon sentait monter en elle des frémissemens d'impatience contre la nouvelle règle, et flattait comme il pouvait cette pauvre nature cabrée. En juin 1693, il écrivait :

« Je crois, madame, que vous devez travailler à vaincre votre peine par rapport à la maison où vous êtes ; elle ne vient que de mauvaises préventions contre des règles qui sont en elles-mêmes utiles à toute la communauté, et de votre attachement excessif à vos heures d'oraison et à vos spiritualités. Ces règles que vous trouvez gênantes, soutiendront la plupart des âmes, et pour vous, elles vous seront plus utiles qu'aux autres ; *car il faut bien que vous mouriez à ce goût de liberté et à ce mépris des choses qui vous paraissent petites...* »

Exhortations perdues... Mme de la Maisonfort se contint, mais pour mieux éclater ensuite. Un jour, en la présence même de l'évêque de Chartres et de Mme de Maintenon, elle s'oublia tout à fait, témoigna de son mépris pour les nouvelles constitutions, blâma la règle et la réforme, et déclara qu'on ne l'obligerait point à faire des vœux solennels...

Elle consterna tout le monde, et réussit à mettre en colère l'abbé de Fénelon.

Il était, ou du moins paraissait responsable d'elle, étant ou ayant été son directeur, son ami, son père spirituel. De plus, l'orage du Quiétisme, qui commençait à s'amonceler autour de sa tête, rendait l'incartade de Mme de la Maisonfort assez dangereuse pour lui-même. Nous ne savons ce qu'il écrivit ou dit à sa fille. Mais nous avons deux lettres à Mme de Maintenon, admirables de loyauté, et d'une sévérité qui n'oublie pas la pitié. Pas plus qu'il n'abandonnera plus tard Mme Guyon, il ne songe aujourd'hui à se dégager de Mme de la Maisonfort. Il se justifie, mais il l'excuse ; aucune prudence personnelle ne lui fera trahir une amie :

« Mme de la Maisonfort sait assez que je regarde comme une pure illusion toute oraison et toute spiritualité qui n'opère ni douceur, ni patience, ni obéissance, ni renoncement à son propre sens : *je l'ai toujours trouvée ingénue et droite, malgré ses défauts...*

« Ce qui me fâche, c'est qu'avec des intentions si droites et si pures, elle s'égare de son chemin, et sort de sa grâce, qui est la douceur et la politesse. Il n'est pas question de Saint-Cyr, qui n'est rien ; il est question de Dieu, qui est tout, et qui ne se trouve point par cette hauteur et par cet entêtement. En quelque lieu qu'elle aille, elle trouvera de la contradiction et de la gêne ; elle serait bien malheureuse de n'en trouver pas : ce n'est que par là que Dieu purifie et avance les âmes. L'oraison et la vertu ne sont solides qu'autant qu'elles sont éprouvées par la croix et par l'humiliation. On ne profite véritablement, même de la meilleure oraison, qu'autant qu'on est prêt à la quitter pour l'obéissance... Voilà ce que j'ai dit et écrit souvent à Mme de la Maisonfort ; je ne saurais maintenant lui dire autre chose...

« Mme de la Maisonfort n'avait qu'à demeurer tranquille dans le respect des règlemens, se souvenir qu'elle en avait besoin elle-même pour se rapetisser, et pour mourir à son propre esprit, plein de hauteur et de grandes idées de spiritualité sans pratique réelle ; que ces règlemens étaient nécessaires à une communauté, et qu'il est scandaleux de montrer du mépris pour des pratiques si salutaires à la multitude. Après cela, je suis sûr, madame, que vous seriez entrée avec bonté dans ses besoins, pour la soulager dans les choses où elle se serait trouvée trop gênée... Dans le fond, vous savez, madame, qu'elle

est de bonne foi ; que son oraison est innocente, quoiqu'elle n'en ait pas fait un usage humble et soumis, et qu'enfin elle est douce, quoique Dieu ait permis qu'elle soit tombée à vos yeux dans un étrange emportement. Je vous dirai sur elle ce que saint Paul disait à Philémon sur son esclave qui s'était enfui. *Il s'est éloigné de vous*, lui dit-il, *pour un peu de temps, afin que vous le recouvriez pour jamais* dans l'ordre de Dieu. Ces sortes de fautes et d'éloignemens préparent à un retour et une réunion que rien ne pourra altérer. Je vous conjure même, madame, de vouloir lire cette épître de saint Paul à Philémon, qui ne contient qu'un court chapitre : elle vous donnera l'esprit de compassion et de support nécessaire en cette rencontre. Je vous supplie aussi de vouloir bien faire lire cette lettre, que j'ai l'honneur de vous écrire, à Mme de la Maisonfort, afin qu'elle y voie mes vrais sentimens, et que cette lettre fasse auprès de vous, pour sa réconciliation, ce que je n'oserais faire moi-même... »

Quelle fermeté tranquille et noble dans ces paroles ! Quelle charité aussi, envers une âme coupable, mais ingénue... Et quelle indépendance, parlant à Mme de Maintenon : « Il n'est pas question de Saint-Cyr, *qui n'est rien ;* il est question de Dieu, qui est tout (1). »

Sans doute Mme de la Maisonfort fit-elle amende honorable et témoigna-t-elle de meilleurs sentimens. Sans doute aussi Mme de Maintenon était-elle disposée une fois de plus à la ménager et à l'absoudre. Il faut penser cependant que le souvenir d'un tel esclandre ne s'effaça pas si vite et refroidit leur grande amitié réciproque. Il faut penser aussi que l'approche des vœux solennels jeta la pauvre novice dans de nouveaux troubles, et qu'elle dut gravir un nouveau calvaire. Deux billets de Fénelon, de mars et avril 1694, nous attristent un peu :

« Je vous conjure, au nom de Dieu, de calmer votre esprit, et de vous ouvrir à l'évêque de Chartres, et à Mme de Maintenon, *qui a encore beaucoup de bonté pour vous.* »

Et ceci :

« Ne craignez point de vous rapprocher cordialement de Mme de Maintenon... Il faut éviter les empressemens, les désirs de plaire, les petites flatteries, et tout ce qui peut amollir le

(1) Laissons le pauvre Phélipeaux mettre ses lunettes jaunes, et découvrir dans cette lettre l'embarras, la duplicité, les précautions tortueuses de Fénelon.

cœur. Pour la confiance, la correspondance simple et fidèle, le désir de seconder ses bonnes intentions, l'éloignement des personnes et des choses qui peuvent lui être suspectes, la crainte de lui faire la moindre peine, vous ne sauriez aller trop loin. Votre liaison avec elle est de providence, et doit être de pure grâce. »

Quinze novices avaient été admises déjà, depuis le mois de décembre, à prononcer leurs vœux solennels. Mme de la Maisonfort fit les siens le 19 avril 1694. Elle avait scellé sa chaîne, et consommé le sacrifice de cette liberté si chère. Peut-être eût-elle trouvé là les prémisses d'une liberté plus haute, et cette paix d'esprit qui ne saurait naître que du renoncement absolu. Mais, depuis quelque temps, l'influence de Mme Guyon et de Fénelon, un instinct naturel, dans la dévotion comme en toutes choses, des voies les plus hautes, et si l'on veut les plus singulières, le goût des subtilités de l'esprit et des exaltations du cœur, un peu de honte d'elle-même peut-être, et le besoin d'aimer éperdument ce Dieu qu'elle avait tant de peine à servir humblement, l'avaient poussée vers les horizons illimités, vers les solitudes dangereuses du pur amour. Elle y rencontra de nouvelles épreuves, et des tribulations plus douloureuses. Mme de la Maisonfort fut, à Saint-Cyr, l'introductrice du Quiétisme; elle en fut le champion, elle en fut la victime. Pour suivre cette histoire, il nous faut revenir de quelques années en arrière.

II

Par son père, Mme de la Maisonfort était cousine germaine de Mme Guyon.

Sans doute la connut-elle peu pendant son enfance, et l'avait-elle à peine rencontrée quand elle vint à Paris. Si l'on en juge d'après leurs premières relations, il n'y avait pas entre elles de sympathie préétablie. Mais, la semaine même où Mme de la Maisonfort, avec ses filles de Noisy, s'installait à Saint-Cyr, Mme Guyon arrivait à Paris. Les destinées, comme les astres, ont des conjonctions inévitables.

En allant à Beynes, chez la duchesse de Béthune-Charost, dont elle était devenue l'amie, Mme Guyon obtint la permission de s'arrêter parfois à Saint-Cyr, pour voir sa cousine. Elle s'insi-

nuait doucement dans la maison. Mme de la Maisonfort demeurait froide et se réservait. Elle rendait à sa cousine quelques « visites d'honnêteté. » Elle l'écoutait discourir, mais n'était pas conquise. « Mme Guyon, trouvant en elle tant de résistances, la raillait quelquefois en lui disant : « Pour vous, ma cousine, il vous faut un bonnet quarré pour vous conduire ! »

En 1688, à la suite d'intrigues fort basses, Mme Guyon, suspectée d'hérésie moliniste, vit embastiller et exiler son directeur, le Père de la Combe, puis fut elle-même mise en pénitence au couvent de la Visitation de la rue Saint-Antoine. L'abbé Jossau, confesseur de Mme de Maintenon, engagea Mme de la Maisonfort à intercéder pour sa parente. Elle s'y prêta, par esprit de famille. Mais le Roi, fort prévenu, ne voulut rien entendre. On fit intervenir alors Mme de Miramion. La charmante Mme de Miramion, que la renommée de ses vertus rendait invincible, l'emporta sur l'esprit du Roi ; elle obtint l'élargissement de la « sainte, » au mois d'août 1688.

Mme Guyon revint parmi ses amies, avec une auréole nouvelle. On la revit à Saint-Cyr ; elle s'entretenait librement avec les Dames; parfois, pour prolonger ses visites, elle couchait dans la maison. On l'y goûtait, on l'y admirait de plus en plus.

Mme de la Maisonfort n'était pas encore, je crois, tout à fait gagnée. Mais elle avait entendu Mme Guyon parler de l'abbé de Fénelon, vanter « sa piété, son esprit, sa pénétration, son expérience des voies intérieures. » Elle désira le connaître. Une entrevue secrète leur fut ménagée, à Versailles, dans les appartemens de la duchesse de Béthune. Mme de la Maisonfort fut charmée. Elle crut avoir trouvé l'homme qui lui donnerait la lumière qu'elle cherchait, et elle demanda à Mme de Maintenon la permission de consulter l'abbé sur sa vocation. Cela lui fut accordé; elle se mit aussitôt sous la direction de Fénelon; et nous avons vu que, pendant deux ans, l'influence, les soins, la main douce et ferme de Fénelon la conduisirent, au milieu de tant d'incertitudes, jusqu'à sa profession religieuse.

Ainsi, Mme de la Maisonfort a résisté à Mme Guyon ; elle s'est livrée à Fénelon. Il faut sentir cette différence pour mettre toutes choses au point, dès l'abord. Sans doute, une imagination vive, un esprit « prodigieusement fertile en réflexions, » la portaient à goûter la spiritualité nouvelle. Mais on parlera d'ima-

ginations exaltées, d'âmes qui se croient privilégiées, de « spirituelles de travers ; » et les pieuses dames de Saint-Louis penseront avec horreur qu'elles ont côtoyé les précipices affreux de l'hérésie. Entendons tout ceci, comme dira Bossuet un jour qu'il ne montait pas dans sa chaire de docteur, « avec un grain de sel. » Au fond, si Mme de la Maisonfort embrassa quelques-unes des maximes nouvelles, si elle essaya, sous la direction de Fénelon, de pratiquer une dévotion plus pure, plus abandonnée, plus tendre, ce ne fut point un goût bizarre de toutes les *mystiqueries* (elle risqua ce mot charmant, un jour, en rougissant de son audace, devant Mme de Maintenon) ; ce fut l'élan d'une pauvre femme inquiète qui pensait trouver là une lumière pour ses doutes, une revanche pour ses misères, et un repos sublime pour son cœur mal satisfait.

***

Ceci dit, écoutons les dames de Saint-Louis.

« Mme Guyon charma nos Dames par son esprit et par ses discours de piété, qui paraissaient ne tendre qu'à ce qu'il y a de plus parfait ; elles crurent y sentir une onction et un accroissement d'amour de Dieu qui leur donna une haute idée de sa sainteté. Mais, dans ces commencemens, c'était un mystère enfermé entre cinq ou six de nos Dames ; car, selon Mme Guyon, il n'y avait que des âmes choisies qui fussent capables d'entendre la vraie manière de s'unir à Dieu telle qu'elle l'enseignait...

Et plus tard :

« Ces Dames avaient de la froideur, de l'éloignement et même un peu de mépris pour celles qui n'étaient pas de leur causerie, une grande indépendance des supérieurs et des directeurs, beaucoup de présomption et d'orgueil ; celles qui pratiquaient cette spiritualité se croyaient des âmes fort au-dessus des autres ; elles n'assistaient au sermon que le moins qu'elles pouvaient, disant que cela ne fait que distraire, que Dieu seul suffit, et ayant mille travers de cette nature... Presque toute la maison devint quiétiste. On ne parlait plus que de pur amour, d'abandon, de sainte indifférence, de simplicité, laquelle on mettait à se bien accommoder en tout pour prendre ses aises, à ne s'embarrasser de rien, pas même de son salut. De là vint cette prétendue résignation à la volonté de Dieu, qu'on poussait

à consentir aussi franchement à sa damnation qu'à vouloir être sauvée; c'était en cela que consistait le fameux acte d'abandon qu'on enseignait... Ces façons de parler étaient si communes, que les *rouges* même les tenaient; jusqu'aux sœurs converses et aux servantes, il n'était plus question que de pur amour. Et il y en avait qui, au lieu de faire leur ouvrage, passaient leur temps à lire les livres de Mme Guyon, qu'elles croyaient entendre. »

Indignations sincères, mais que l'on sent inspirées et grossies par le remords! Ou peut-être par la jalousie : celle qui tint la plume ne fut sans doute point du « petit troupeau. » Oui, « jusqu'aux sœurs converses et aux servantes! » Quel dommage que Molière ne fût point caché derrière une porte! Mais pourquoi donc interdire aux servantes le pur amour? Sainte Thérèse, certain jour, n'eut-elle pas une extase pendant qu'elle tenait la queue d'une poêle à frire?

Accordons pourtant quelque chose aux Dames. Mettons qu'il y ait eu des excès, des raffinemens; mettons encore quelque orgueil. Songeons que nous sommes dans une communauté de femmes, et qui n'ont point fait vœu de pauvreté spirituelle. Reconnaissons que le diable, qui ne craint aucun déguisement, a bien pu se glisser çà ou là dans les bosquets du pur amour. Disons, surtout, que Mme Guyon était une « sainte » bien dangereuse pour Saint-Cyr, et qu'il eût mieux valu qu'on ne l'y vît point. Mais ne soyons pas tout à fait injustes, et reconnaissons que, durant ces quelques années, parmi ces jeunes religieuses et ces enfans à l'imagination toute pure encore, une grande ferveur régna, et Dieu fut, à Saint-Cyr, aimé très noblement, très tendrement, très précieusement. Il y eut un goût du sublime dans la dévotion qui rappelle celui que nous avons rencontré dans la poésie; qui ne fut, avec ses dangers, ni moins naïf ni moins touchant; et pourrait-on dire que Saint-Cyr fût une aussi parfaite image de notre XVIIe siècle s'il n'avait connu ni l'un ni l'autre?

De cet état d'esprit, de cette émulation des Dames pour une vie parfaite, nous avons un témoignage que je voudrais rappeler. C'est une consultation que Mme de Maintenon, mère toujours en éveil sur ses filles, adressait un jour confidentiellement à l'évêque de Chartres. En voici quelques traits :

« Ma sœur de Veilhan aspire avec une grande inquiétude à

la plus haute perfection ; elle trouve que personne ne l'entend ; elle essaye de tout... Elle va trouver M. de Brisacier et fait entre ses mains un vœu de faire toujours ce que dans sa conscience elle croira le plus parfait. Ce vœu est pour un an ; elle m'en a envoyé la formule. Je lui ai répondu qu'elle était en sûreté, faisant ce qu'elle fait avec M. de Brisacier. Cependant, monseigneur, je ne lui aurais pas donné cette permission. C'est une fille qui veut se distinguer, qui n'est nullement capable de démêler ce qui est plus parfait, et qui mettra un jour la perfection à nous contredire, si nous lui paraissons trop indulgentes ; elle a de la vertu, mais l'esprit n'est pas droit. » M. de Chartres répond : « Vous avez fait, madame, selon votre sagesse ordinaire... Mais moi, je la dispense de ce vœu qui ne tend point à un plus grand bien, mais à de graves inconvéniens ; ce vœu est réservé aux Saintes Thérèses... »

Et encore : « Ma sœur de Bouju m'a demandé en grâce de la conduire. C'est une fille qui a beaucoup de vertu, de l'esprit, une prodigieuse mémoire, de la candeur, de la simplicité, un esprit vraiment religieux ; enfin un sujet à soutenir tout le bien qu'on établit ici, pourvu qu'on la calme, qu'on amortisse cette extraordinaire vivacité, ce torrent de pensées et de paroles, cette légèreté de dire tout ce qui lui vient dans l'esprit, et pour vous donner quelque connaissance de son caractère, *quelque conformité avec Mme de la Maisonfort...* » M. de Chartres répond : « J'ai déjà reconnu qu'elle est capable de s'enivrer de son propre vin, comme ma sœur de Veilhan. Formez-la beaucoup à la simplicité évangélique... »

Mme de Maintenon continue : « Ces deux exemples nous font craindre les visions, les singularités, les consultations, et bien des inconvéniens que vous connaîtrez mieux que nous... Je voudrais une piété solide, simple, droite... Je m'oppose aussi à de petites unions pour la piété qui commencent par dévotion, et qui deviendraient des cabales, ou du moins des singularités. » Et M. de Chartres approuve cette sagesse : « C'est là l'esprit de votre maison ; tout le reste est sujet à l'illusion et à d'étranges tromperies. »

***

Ce que fut la direction de Fénelon pour Mme de la Maisonfort, nous ne le savons pas, hélas ! par une correspondance suivie.

En 1690, en 1691, ils se voyaient et ne s'écrivaient point. En juin 1692, Fénelon se décharge, au moins partiellement, de cette direction, soit qu'il craignît déjà, comme on l'a dit, d'être compromis par les vivacités de langage de sa pénitente, dans une matière si délicate, où les mots imparfaits trahissent aisément les pensées; soit qu'il jugeât meilleur pour Mme de la Maisonfort de la mettre sous une aute direction.

« Il faut vous dire sincèrement, madame, ce que je puis et ne puis pas... Ce qu'on appelle être entièrement chargé de votre direction est, ce me semble, une chose impraticable. *Il est bon que vous entriez peu à peu dans la voie commune de la communauté*, et dans la conduite de votre évêque, qui est très sage et très pieux. Je ne refuse pourtant pas de vous donner, comme ami, des conseils détachés sur les choix de lecture ou d'oraison... Je ne doute point qu'on ne vous permette de voir madame *(Guyon)* deux ou trois fois l'année, et elle vous élargira le cœur. Je suppose qu'on vous le permettra, pourvu que vous soyez seule à la voir, et que vous ne disiez jamais rien qui puisse faire quelque peine dans la communauté. Je crois voir fort clairement que vous vous inquiétez trop là-dessus. La conduite de M. de Chartres est pleine de précautions nécessaires... »

Affligée, elle essaya de le faire revenir sur sa détermination; puis elle se soumit, et, humblement, demanda la direction de M. Tiberge, saint et simple prêtre s'il en fut. Le mois suivant Fénelon lui écrit : « Je suis ravi d'apprendre que vous vous apprivoisez à mes sécheresses et à mes duretés. C'est fort bon signe pour vous; il faut que vous ayez une bonne cuirasse pour résister à de tels coups. »

Il dut continuer à la conseiller; nous l'avons vu par la lettre où il la blâme de son emportement contre les constitutions nouvelles de la communauté. A la lettre que j'ai citée, Fénelon en ajoute une autre, six jours plus tard, loyale et claire comme la précédente :

« Je voudrais bien, madame [Mme de Maintenon], réparer le mal que j'ai fait à Mme de la Maisonfort. Je comprends que je puis lui en avoir fait beaucoup avec une très bonne intention. Elle m'a paru scrupuleuse, et tournée à se gêner par mille réflexions subtiles et entortillées : ce qui paraît nécessaire aux esprits de cette sorte devient fort mauvais dès qu'on le prend de travers, et qu'on ne le prend pas dans toute son étendue et avec tous ses

correctifs. Quand vous le jugerez à propos, j'expliquerai à fond... les cas dans lesquels les maximes de mes écrits, quoique vraies et utiles en elles-mêmes pour certaines gens, deviennent fausses et dangereuses pour d'autres à l'égard desquels elles sont déplacées. Je marquerai aussi les bornes qu'elles doivent avoir pour les personnes mêmes à qui elles conviennent davantage... Il y a longtemps que j'ai eu l'honneur de vous dire, madame, non seulement qu'on pouvait abuser de ces maximes, mais encore que je savais très certainement que plusieurs faux spirituels en abusaient d'une étrange façon.

« Peut-être que, moi qui parle, je suis plus prévenu qu'un autre, et que je favorise trop une spiritualité extraordinaire. Mais je ne veux en rien pousser la spiritualité au delà de saint François de Sales, du bienheureux Jean de la Croix, et des autres semblables que l'Église a canonisés dans leur doctrine et dans leurs mœurs... Enfin, je voudrais tout examiner, faire expliquer rigoureusement jusqu'aux moindres choses susceptibles de deux sens, laisser peu de choses écrites pour le public, tenir surtout les femmes pieuses et les filles de communauté dans une grande privation des ouvrages de spiritualité élevée, afin que la simple pratique et la pure opération de la grâce leur enseignât ce qu'il plairait à Dieu de leur enseigner lui-même...

« Voilà, madame, devant Dieu, ce que je pense. Mme de la Maisonfort ne me doit pas croire, si elle ne me croit quand je parle ainsi. Quand je la verrais en secret, je ne lui dirais pas ces vérités moins fortement que je le fais par cette lettre, et que je l'ai toujours fait quand je l'ai vue seule à seul. »

Qui nous permettrait de ne pas l'en croire? Nous n'avons pas besoin de connaître par d'autres témoignages la direction qu'il dut donner à Mme de la Maisonfort : elle est là tout entière, avec sa haute liberté, sa prudence, sa fermeté, sa sévérité. Si elle fit du mal à Mme de la Maisonfort, ce fut par la faute de la dirigée plus que du directeur. Et si Fénelon peut s'accuser lui-même, dans un excès d'humilité, il est le seul, en tout cas, qui en ait le droit.

Il ne nous appartient pas davantage d'examiner ici quelle était au juste l'« oraison » de Mme de la Maisonfort, ni de la suivre dans les difficultés qu'elle proposa, deux ans plus tard, à Fénelon, sur quelques articles des Conférences d'Issy. Laissons entre eux, laissons entre elle et Dieu, ces secrets ineffables.

***

Comme elle avait fait au sujet de l'éducation donnée à Saint-Cyr, Mme de Maintenon ne tarda pas à être prise de doutes, d'alarmes, de remords, sur la dévotion qu'elle avait laissée s'y introduire, et à vouloir reprendre entièrement son œuvre.

Déjà, en 1692, elle écrivait à Mme de la Maisonfort :

« Ne répandez pas les maximes de M. de Fénelon devant des gens qui ne les goûtent point. Quant à Mme Guyon, vous l'avez trop prônée; et il faut se contenter de la garder pour vous. Il ne lui convient pas, non plus qu'à nous, qu'elle dirige nos Dames... Tout ce que j'ai vu d'elle m'a édifiée: mais il faut conduire notre maison par les règles ordinaires et tout simplement... »

Et un autre jour : « Vous savez mieux que moi, madame, que chaque chose a son temps. Mon peu d'expérience en ces matières me révoltait contre M. l'abbé de Fénelon quand il ne voulait pas que ses écrits fussent montrés; cependant il avait raison. Tout le monde n'a pas l'esprit droit et solide. On prêche la liberté des enfans de Dieu à des personnes qui ne sont pas encore ses enfans, et qui se servent de cette liberté pour ne s'assujettir à rien. Il faut commencer par s'assujettir... »

Dans la visite pastorale qu'il fit à Saint-Cyr en 1693, l'évêque de Chartres, Godet-Desmarais, avait été surpris de trouver chez les religieuses une spiritualité qui lui parut suspecte. C'était un homme très pieux, d'esprit droit et modéré, dont Saint-Simon nous a laissé un portrait fort avantageux, un peu flatté peut-être. Il assembla les Dames, leur montra les dangers de la dévotion nouvelle, les obligea de lui remettre les livres de Mme Guyon. Il s'entretint particulièrement avec Mme de la Maisonfort. Elle protesta qu'elle n'était dirigée que par Fénelon, expliqua son oraison, argumenta, résista. Il semble qu'elle ait défendu sa liberté sans douceur et sans humilité. A divers signes, on peut juger qu'il y eut là quelques mois de malaise et de mésentente, où elle fut blessée, et fit la méchante. Cela se termina par le scandale de l'automne 1693, où elle envoya promener l'évêque, la fondatrice, les constitutions... Audace d'enfant gâtée, éclat d'une femme énervée, indécise et souffrante : ne cherchons ni à l'excuser ni à l'accabler. Soyons charitables et passons.

Mme de Maintenon voulut s'assurer. Elle consulta plusieurs

prélats ou prêtres éclairés, entre autres Bossuet, Bourdaloue, M. Jolly, M. Tronson. Ils furent unanimes dans leurs réponses. Alors, elle interdit à Mme Guyon tout commerce avec Saint-Cyr. C'était le temps où les Dames venaient, à la suite de leur second noviciat, de faire des vœux solennels. Elle crut qu'avec les nouveaux règlemens, le nouvel esprit de la communauté, tous ces raffinemens de piété disparaîtraient. Sans doute aurait-elle eu raison, s'il se fût agi d'une mode, et non d'un besoin réel de certaines âmes. Elle s'étonna de constater que la persécution ne faisait qu'irriter et diviser la communauté. Indécise encore quant à l'attitude qu'elle devait prendre dans l'affaire du Quiétisme au dehors, elle éprouvait une contrariété très nette à se sentir mal obéie dans son domaine propre, sa maison de Saint-Cyr. Elle aiguillonna Godet-Desmarais. Celui-ci, dans sa visite de 1695, se montra fort sévère. Il fouilla lui-même toute la maison, les bibliothèques, les classes, les cellules des Dames; il enleva d'autorité tous les livres et les manuscrits qui lui parurent suspects; il ne fit même point d'exception pour ceux de Fénelon.

C'était là le coup le plus sensible pour Mme de la Maisonfort : elle refusa de remettre à l'évêque les écrits qu'elle possédait de son directeur. Ou plutôt, elle supplia Mme de Maintenon de les lui laisser. Celle-ci fut inflexible. Mme de la Maisonfort obéit. Mais comme elle gardait à Fénelon sa confiance et son amitié, elle dut commencer de les retirer à Mme de Maintenon.

Ne regretterons-nous point, chez une religieuse, cet esprit d'insoumission? Sans doute. Mais qu'on veuille bien se souvenir de deux faits, entre autres. L'année précédente, l'évêque de Chartres lui-même avait écrit à Mme de la Maisonfort : « Vous ne pouvez douter de mon estime singulière et tendre amitié pour l'abbé de Fénelon, que je crois incapable de vous donner aucune maxime disproportionnée à votre état. *Mais tout ce qui est écrit pour vous n'est pas pour les autres*, et réciproquement. » D'autre part, cette même année 1695, deux mois à peine avant les rigueurs de Godet-Desmarais, Fénelon, nommé archevêque de Cambrai par le Roi, sur la sollicitation de Mme de Maintenon, avait été consacré à Saint-Cyr même, et de la main de Bossuet.

***

J'ajouterai que, pour être équitable, il faut mettre, en regard de ses résistances, la bonne volonté de cette pauvre femme. Et

il faut connaître aussi toute l'étendue de son trouble d'esprit.

De l'une et de l'autre, nous avons un témoignage irrécusable. Dans un mémoire qu'elle adressait à Fénelon, dix ou douze années plus tard, après la mort de Bossuet, elle écrivait ceci :

« Voici, monseigneur, les lettres que vous m'ordonnez de vous envoyer (sa correspondance avec Bossuet).

« Quoique je dise, dans la première, que mes supérieurs ne m'inquiétaient point, cela signifie seulement qu'ils me laissaient en paix sur mes pratiques, dont ils ne s'étaient jamais informés ; mais non pas qu'ils ne m'eussent plusieurs fois demandé compte de mes sentimens, d'une manière qui marquait qu'ils avaient sur cela de l'inquiétude... Il est vrai qu'ils m'avaient témoigné être contens de mes réponses; mais *comme je savais la cause de leur crainte, elle m'en inspirait. J'aurais appréhendé d'augmenter la leur, si je leur eusse confié la mienne...* Une seule personne me paraissait propre à mettre le calme dans ma conscience, c'était feu M. l'évêque de Meaux; parce qu'outre que je savais quelle était sa doctrine, et que vous l'appeliez la plus grande lumière de l'Église, je n'ignorais point que vous aviez examiné ensemble les matières en question... La difficulté était de lui parler. Dans cet embarras, je m'adressai à Dieu : je lui représentai qu'il pourrait seul, sans l'entremise de qui que ce soit, me délivrer de mes craintes, mais qu'au cas qu'il voulût y employer le ministère de M. de Meaux, j'espérais qu'il me ferait naître quelque occasion... Ma prière fut exaucée : ce prélat eut le mouvement d'offrir à Mme de Maintenon de faire une conférence à Saint-Cyr... »

Bossuet vint à Saint-Cyr le 5 février 1696, et traita « du dogme affreux de l'indifférence pour le salut. »

Sur la demande de Mme de la Maisonfort, il revint le 7 mars, et parla de l'oraison passive. « Cette deuxième conférence ne me contenta pas moins que la première; mais comme mes doutes n'y furent pas encore tous éclaircis, je restai avec le désir de parler en particulier à M. de Meaux. » Elle entra dans la chambre de Mme de Maintenon; elle guetta l'occasion. Mais il était tard, M. de Meaux était fatigué; Mme de Maintenon suggéra qu'elle pourrait lui écrire; Mme de la Maisonfort accepta, sous la condition que Bossuet ignorerait qui lui écrivait, et qu'on ne le dirait à personne sans exception. Mme de Maintenon le promit, et ajouta : « Écrivez sur du papier plié, de manière qu'il

vous puisse répondre à la marge ; et par là vous serez sûre de votre secret.

Ainsi fut fait. Nous avons ce long et curieux document. C'est, de la part de Mme de la Maisonfort, un examen de conscience minutieux et raffiné, inquiet, subtil, — certains diront d'une subtilité excessive ; mais qui peut porter un jugement en ces matières, s'il n'en a quelque expérience personnelle ? Reconnaissons plutôt notre incompétence ; écoutons seulement cette femme dire d'elle-même, avec une grande clairvoyance : « J'ai naturellement l'esprit plus réfléchissant qu'une autre, l'imagination vive, en un mot une prodigieuse activité ; la conscience timide, même portée au scrupule ; et un amour-propre qui veut toujours se complaire dans son ouvrage, et s'assurer de faire quelque chose. » Ajoutons-y un autre témoignage, celui du cardinal de Bausset, dans son Histoire de Fénelon : « On est étonné de voir d'un côté la finesse, l'esprit, la subtilité, la délicatesse d'esprit avec laquelle une simple religieuse analyse des matières si abstraites ; de l'autre la clarté, la simplicité, la finesse de raisonnement qu'un homme d'un rang et d'un génie aussi élevé que Bossuet daigne employer. »

Mme de la Maisonfort écrivit à Bossuet une troisième lettre pour le remercier. Puis, sur sa demande, il vint la voir, le 30 mai 1696. Elle raconte ainsi cette visite à Fénelon :

« La conversation que j'eus avec lui augmenta l'idée que j'avais de sa piété et de sa bonté. Il me parla de vous, monseigneur, comme d'un saint d'une grande lumière, qu'il aimait avec tendresse ; il me dit que vous étiez intimes amis, et unis comme les doigts de la main ; qu'il n'avait jamais vu en qui que ce soit tant de droiture, de candeur et de simplicité qu'en vous ; qu'il fallait vous en savoir gré, puisqu'il ne tenait qu'à vous de n'être pas simple.

« Je la serai assez pour ajouter qu'il me dit aussi que vous poussiez trop loin le désintéressement de la charité, etc. ; qu'il regardait cela comme un court éblouissement dont je ne devais point m'inquiéter, parce que, de la droiture dont vous étiez, vous en reviendriez.

« Je lui demandai si cela était assez de conséquence pour qu'il y eût de l'inconvénient à s'abandonner à votre conduite. Il me répondit que, jusqu'à ce que vous fussiez revenu sur

cela, il croyait que je ferais bien de me priver de vous voir et de vous écrire.

« Vous pouvez vous souvenir, monseigneur, qu'il y avait longtemps que je n'avais eu cet honneur ; mais j'en avais conservé le désir et l'espérance... Vous me manquant, je sentais le besoin de quelqu'un qui vous remplaçât ; M. de Meaux seul m'y parut propre. Il me permit de lui écrire de temps en temps.

« ... Je ne sentais point de répugnance à vous le confier ; et comme mon attachement pour vous, monseigneur, était toujours le même, mon cœur ne me reprochait rien à votre égard... »

Voilà donc Mme de la Maisonfort sous la direction de Bossuet. Cette fidélité à Fénelon, en même temps que ces doutes et ce désir d'une lumière plus sûre, on n'imagine point de conduite plus délicate et plus sage. Avec tous ses défauts, cette âme était de bonne volonté.

***

Elle ne devait point, cependant, recueillir le bénéfice de sa prudence.

Au dehors, l'orage du Quiétisme était déchaîné. Les éclats en arrivaient jusqu'à Saint-Cyr, où ils éveillaient dans les âmes des religieuses des échos douloureux et passionnés. Mme de Maintenon s'alarmait. Surprise, elle considérait ses fautes ou ses imprudences ; elle voyait pour la première fois son crédit sur le Roi menacé ; une sorte d'instinct de conservation la poussait à trancher dans le vif, à renier les amitiés compromettantes.

Mme de la Maisonfort fut une de ses premières victimes.

Déjà, en 1696, ses rapports avec Mme de Maintenon devaient avoir subi un grand refroidissement. Bossuet lui écrivait, en septembre : « La contrariété naturelle que vous éprouvez avec Mme de Maintenon vous doit être un exercice continuel de mortification. Contentez en elle, non pas elle, mais Dieu... » Et quelques mois plus tard : « Pour Mme de Maintenon vous voyez une grande marque de sa charité, non seulement dans le soin qu'elle prend de m'envoyer vos lettres, mais encore d'en solliciter elle-même les réponses. Mais avec tout cela, ma fille, sacrifier à Dieu tout le goût de cette amitié... heureuse d'avoir à sacrifier quelque chose d'aussi considérable selon le monde ! »

La rupture approchait. Mme de la Maisonfort en a écrit le récit douloureux ; écoutons-la.

« Je supposais que Mme de Maintenon n'était point inquiète de mes sentimens, puisqu'elle était instruite de ma confiance en M. de Meaux. Cependant, au mois de mars 1697, dans un entretien que ma sœur du Tourp eut avec elle, elle lui marqua une grande douleur de mon prétendu changement, et son attendrissement alla jusqu'aux larmes. Ma sœur du Tourp me conseilla de lui écrire, ce que je fis.

« Dans sa réponse, elle me disait que sa douleur venait de ma sorte de piété, et de me voir penser autrement que ceux que Dieu avait chargés de gouverner notre maison et ma personne ; qu'elle serait contente quand je serais unie avec l'évêque, le supérieur et les confesseurs de Saint-Cyr ; que jusque-là elle pleurerait mon état, et craindrait le mal que je pourrais faire dans la maison...

« Quoique je ne fusse pas unie à M. de Chartres comme autrefois, je ne me croyais pas mal avec lui. A l'égard du supérieur, il ne venait presque jamais à Saint-Cyr, et je n'avais jamais eu qu'une seule conversation avec lui, dont il m'avait témoigné être très satisfait. J'étais fort bien avec mon confesseur ; la supérieure me paraissait contente de moi, et je l'étais d'elle. Ainsi les inquiétudes de Mme de Maintenon n'avaient point de fondement bien réel.

« Sa lettre fut suivie d'une conversation ; elle m'y témoigna beaucoup d'estime, me disant qu'elle avait compté que ce serait moi qui soutiendrais la maison après sa mort ; qu'elle avait tout espéré de la droiture de mon esprit ;... que je pensais naturellement très juste ; qu'après avoir parlé ainsi, c'était se louer soi-même que de dire que nous pensions l'une comme l'autre... Elle me reprocha d'être surtout changée pour M. de Chartres, et mes délicatesses sur la direction, en des termes qui me firent penser qu'elle voulait me faire entendre que je me retirasse de la direction de M. de Meaux pour me mettre sous celle de M. de Chartres... »

Mme de la Maisonfort le lui proposa, se déclarant prête à obéir. On ne la prit pas au mot.

Sur ces entrefaites, le livre des *Maximes* parut. Les alarmes de Mme de Maintenon redoublèrent.

« Quoique, après l'entretien dont j'ai parlé, Mme de Maintenon m'eût mandé qu'elle en était parfaitement contente, elle prit, à quelque temps de là, des manières si froides à mon égard, que

ne voyant rien dans ma conduite qui pût me les attirer..., je crus devoir lui demander un éclaircissement, — ce qu'elle évitait. Je la suivis un jour qu'elle allait seule à son appartement. S'en apercevant, elle me dit avec un redoublement de froideur : « Je ne veux point vous parler, ceci devient trop sérieux ; M. de Chartres va venir, je le laisserai décider. » Je lui répondis que je ne pouvais deviner de quoi il s'agissait... Après avoir été quelque temps en silence, elle me dit : « Je ne voulais point vous parler ; mais l'amitié, — puis se reprenant, — un reste d'amitié fait que je ne puis m'empêcher de vous avertir que vous vous préparez de grands malheurs ; mais comme votre cœur est droit, je crois qu'ils ne seront que temporels... » Je compris que ces malheurs dont on me menaçait étaient ma sortie de Saint-Cyr. Je le dis à mon confesseur, qui m'exhorta à demander à Dieu de demeurer dans mon état...

« M. de Chartres arrivé, on me fit comparaître devant lui, MM. B. (Brisacier) et T. (Tiberge) et Mme de Maintenon. »

Ils lui firent divers reproches qui semblent assez vagues, ou d'une précision un peu puérile. « MM. Brisacier et Tiberge demeuraient dans un grand silence ; Mme de Maintenon ne dit que quelques mots à la traverse, et finit par ceux-ci : « Mme de la Maisonfort aurait été une sainte dans le monde ; mais elle n'était pas née pour être religieuse ; elle aime trop sa liberté ; » ce qui n'avait pas grand rapport à ce dont il s'agissait, cet amour de la liberté ne m'empêchant point d'être assidue à mes devoirs. »

Hélas ! c'était pourtant la parole la plus juste à dire...

A la suite de cette comparution, elle écrivit à M. de Chartres et à Mme de Maintenon, le plus humblement qu'il lui fut possible, et comme si elle eût désiré ardemment de rester à Saint-Cyr. « Ce n'était pas au fond que je craignisse d'en sortir ; et si j'avais suivi ce que me dictait l'orgueil, j'aurais eu une conduite opposée ; mais je ne voulais point avoir à me reprocher d'avoir manqué à faire ce qu'il fallait pour ne point sortir de la voie de Dieu. Après avoir écrit et envoyé mes lettres, je me sentis plus en paix.

« Dès qu'on les eut reçues, on m'envoya M. Tiberge, qui me demanda où j'irais si on me renvoyait. Je lui répondis que j'y penserais quand on m'aurait déclaré que ma sortie était résolue. Il me dit qu'elle l'était ; qu'on me laissait le choix du lieu où

je me retirerais, pourvu que ce ne fût point à Paris. Je dis que je choisissais le diocèse de Meaux... »

« ...Je sortis le 10 de mai 1697, avec ma sœur du Tourp. Pendant que nous sortions par une porte, on se disposait à faire sortir par une autre ma sœur de Montaigle, qui ne s'attendait à rien moins. »

L'exécution avait été si prompte que Mme de la Maisonfort resta plusieurs jours sans savoir où elle irait. Les démarches de M. de Meaux pour la recevoir n'étaient point terminées. « Dans l'incertitude où cela me tint, » écrit-elle, « ce verset de David me revint souvent : « Toutes mes aventures, Seigneur, sont entre vos mains. » Je m'en sentis consolée et, ce me semble, plus abandonnée à Dieu. »

***

Pendant que les pauvres filles s'en allaient vers la honte et l'inconnu, où était leur mère ? Mme de la Maisonfort a un mot terrible dans sa brièveté : « Nous partîmes sans prendre congé d'elle... »

Elle était fort occupée à rassurer la communauté consternée. « Toutes les Dames pleuraient et craignaient pour elles-mêmes : voyant que les vœux solennels qu'on avait faits pour plus grande solidité n'exemptaient pas des lettres de cachet, elles s'imaginaient qu'il ne fallait plus compter sur rien. » Mme de Maintenon leur dit qu'elle s'était fait une extrême violence en souscrivant à la condamnation des exilées. « Vous ne pleurerez jamais tant vos sœurs que je les pleure depuis quatre ou cinq ans et encore plus depuis quatre ou cinq mois que je voyais qu'il faudrait venir à ce qui s'est fait. Je les aimais par inclination et par estime, les voyant très vertueuses ; mais je dois préférer le bien de la maison à toute autre considération. »

Soit ; ne lui contestons pas que l'exécution fût nécessaire. Mais la rigueur dont elle l'accompagna ? Cette froideur, cette disgrâce, cette sorte de rancune qui creuse la blessure au lieu de la fermer ? Mme de la Maisonfort une fois chassée de Saint-Cyr, incapable de nuire ou de compromettre, l'amitié qui les avait unies ne reprenait-elle pas ses droits ? Écoutons l'exilée : « J'ai eu l'honneur de lui écrire au moins tous les ans, et dans certaines occasions ; je n'ai jamais reçu que deux réponses :

l'une d'une dureté étonnante, dont elle a voulu qu'on gardât la copie à Saint-Cyr ; et l'autre très sèche. »

Sans doute, on trouverait des excuses à Mme de Maintenon : de grands intérêts à soutenir, des responsabilités fort graves, l'influence du Roi qui, à cette époque, avait pris l'affaire en mains et qu'une belle colère amena jusqu'à Saint-Cyr, où il expliqua lui-même, aux Dames assemblées, que les trois religieuses étaient sorties par son ordre, qu'il entendait que ce fût sans espoir de retour, et qu'il défendait qu'elles rentrassent jamais, « par toute son autorité de Roi et de fondateur. » Mais toutes ces raisons sont sans force devant un tribunal intime. Elles peuvent justifier des actes, elles ne légitiment pas des sentimens.

Au fond, Mme de la Maisonfort avait déçu sa protectrice, longuement, cruellement, définitivement. Depuis dix années et plus, depuis les beaux jours de Noisy, Mme de Maintenon l'avait suivie, choyée, dirigée ; elle lui avait fait crédit avec une patience et une affection maternelles. Elle se reprochait peut-être bien des faiblesses à son égard. Un cœur qui s'est beaucoup donné, s'il lui faut se reprendre, y met une sorte d'âpreté. Dès le premier jour, elle avait vu les défauts de sa jeune amie aussi clairement que ses qualités ; mais elle avait espéré de l'en corriger. Nous avons la lettre qu'elle lui écrivit au moment où Mme de la Maisonfort accepta de faire son second noviciat : elle est d'une clairvoyance absolue, mais on y sent aussi la tendresse, la confiance, un vrai désir de soutenir et d'élever une âme :

« ... Quant à moi, ma chère fille, je vous proteste que je vous aime tendrement. Vous êtes une de celles de la communauté dont je goûte le plus la conversation ; mais Dieu ne m'a pas chargée de Saint-Cyr pour que j'y cherche mon plaisir, et que je donne la préférence à ce qui touche mon goût naturel. Il est donc vrai que, dans le temps que vous me plaisez, vous me faites peur pour la maison par ce manquement de simplicité que je vous ai si souvent reproché ; par cette présomption qui vous fait décider trop librement ; par cet attachement à vos propres lumières, qui ne se soumet jamais à celles des autres... Vous êtes naturellement généreuse et désintéressée ; vous êtes charmée par là des conditions de votre fondation ; mais accompagnez-vous ce désintéressement de l'esprit de pauvreté que vous

avez voué ?... Vous voulez persuader, vous voulez plaire, et vous n'avez point cette unité d'intention qui est la vraie simplicité. Vous avez trop envie d'être aimée : je suis persuadée que vos intentions sont bonnes et que vous voulez par ces voies-là porter au bien celles qui dépendent de vous ; mais si vous vouliez repasser sur le passé, vous verriez que ces moyens ne vous ont pas réussi. Encore une fois, vous n'avancerez jamais dans la vertu que par votre humilité, votre attachement à vos règles, par sacrifier vos lumières à celles de vos supérieurs, par aimer la dépendance, par la persuasion que vous en avez besoin, et par renoncer à cette force et sagesse toute mondaine dans laquelle vous mettrez votre confiance... Ne vous découragez point, ma chère fille, à la vue d'un si grand ouvrage : Dieu peut tout, et veut tout pour nous quand nous le voulons bien : mettez votre force à entreprendre de changer, et à faire valoir les talens qu'il vous a donnés, et dont vous rendrez compte. »

Mme de la Maisonfort fut une fille privilégiée, et qui tourna mal : elle fut rayée du cœur de sa mère.

III

Le 12 mai 1697, Bossuet écrivait à Mme de la Maisonfort : « Je vous reçois, ma Fille, dans mon diocèse, avec le dessein de vous y donner tout le secours que je pourrai. »

Il la fit conduire chez les Filles de la Visitation de Sainte-Marie, à Meaux.

Ce secours qu'il lui promettait, il ne le lui refusa pas un instant pendant les sept années qu'il vécut encore. Tout en témoigne : les lettres qu'il lui envoya, les démarches qu'il fit pour elle, ses réponses minutieuses à des consultations qu'elle lui adressait. Il lui recommandait de ne point se laisser entraîner au dégoût, mais de « prendre le vrai goût plus haut que les sentimens de la créature ; » de « modérer ses activités inquiètes, » de « laisser là Saint-Cyr, et de n'avoir plus de place dans son cœur pour Mme de Maintenon (pauvre âme, qui ne se résignait point à payer de retour une ingrate !) » Il lui écrivait :

« Ne soyez jamais en peine de votre oraison ; songez au fruit ;

devenez petite, aimez les petites observances comme les grandes, c'est-à-dire les cheveux et jusqu'aux souliers de l'Époux, et les franges comme les habits. Si vous ne devenez petite, mais très petite, les sublimités de l'oraison vous seront ôtées; *il n'y a de sublimité que celle qui nous rend plus humbles :* voilà le premier point que j'attends de votre conversion. »

Peut-être, sans les lui fermer, la détournait-il doucement des paradis que Fénelon lui avait ouverts. Mais il n'allait pas à l'encontre de la direction de celui-ci. Nous en avons le témoignage formel de leur pénitente. Écrivant plus tard à Fénelon, elle dira : « Il me parlait souvent de vous, monseigneur, et ne faisait presque que me confirmer dans les décisions que j'avais reçues de vous, entre autres sur les austérités, les communions et les lectures, *si ce n'est qu'il me laissait plus de liberté sur les lectures.* » Sans doute, nous pensions bien que ces deux grands esprits, également désintéressés, ne pouvaient conduire très différemment une même âme. Pourtant ce témoignage nous fait plaisir. Dans le temps que, sur la scène publique, on les voyait aux prises, acharnés l'un et l'autre à la défense de leurs positions, il est doux de les voir en quelque sorte se réconcilier dans la conscience d'une humble religieuse, accorder leurs vues, respecter mutuellement leur œuvre, et ne songer qu'à la gloire de Dieu dans une âme. Mme de la Maisonfort les aima l'un et l'autre; elle n'eut point à prendre parti; peut-être contribua-t-elle à maintenir entre eux quelque estimesecrète ; et, même sans aller si loin, il faut la remercier d'avoir rapproché pour nous, derrière la scène, ces deux grands adversaires.

Les monastères des Visitandines étaient, à cette époque, parmi les plus stricts et les plus fervens. Entre tous, celui de Meaux, à cause de sa grande régularité, était appelé la Trappe de l'Ordre. Mme de la Maisonfort y passa environ trois ans et demi, « avec assez d'agrément et de paix. » Pourtant elle n'y put demeurer, car elle y apportait un trouble involontaire et fort grave : elle s'y faisait trop aimer.

« Quoique mon étoile, écrit-elle, eût été d'être toujours assez aimée, je ne laissais pas d'être surprise de l'empressement et du goût qu'on avait pour moi dans une communauté aussi grave et aussi froide que l'est celle-là. »

Bossuet, averti par les supérieures, prit la chose au sérieux. Il ne savait trop quel conseil lui donner. Elle rédigea pour son

directeur un long questionnaire, où l'on saisit sur le vif la séduction qu'elle exerçait partout, le plaisir secret et les scrupules qu'elle en avait, ses alarmes, ses complaisances, toutes sortes de choses qui nous font sourire et qui la faisaient pleurer peut-être.

« Vous m'avez dit, monseigneur, qu'il suffisait de traiter tout le monde avec politesse, et que je pouvais marquer de la distinction à certaines personnes qui en méritent... Je ne voudrais pas aussi être obligée d'éviter celles qui tiennent à moi d'une manière plus vive. — *Réponse :* Celles-ci font plus de difficulté que les autres, parce que la liaison en est trop humaine, et sujette à de grands inconvéniens... — Vous m'avez dit que la règle de saint Paul (*Philipp.* II, 4) empêche de préférer ceux qui ont du goût pour nous à cause de ce goût, mais non de s'en servir pour les porter à Dieu. — *Réponse :* Autant que le peut permettre l'édification de la communauté, qui doit être préférée à tout. — Vous êtes convenu que je peux avoir des manières ouvertes, affables et attirantes. — *Réponse :* Le tout par rapport à Dieu et au bien des autres, non pas pour s'attacher les personnes. — Je pourrais éviter ou rechercher ces personnes d'une manière qui paraîtrait un hasard? — *Réponse :* Il ne faut point d'affectation... — Je remarque bien qu'on m'évite, quoiqu'on le fasse avec adresse; celles que j'éviterais le remarqueraient peut-être de même. — *Réponse :* Quel mal que cela soit remarqué secrètement, et qu'on fasse sentir qu'on craint le sensible, qui est la source des attachemens particuliers? — Il m'a paru que cela irritait la passion en quelqu'une de ces personnes. — *Réponse :* Il y a donc de la passion, et il n'est pas permis de la nommer. Si elle s'irrite par les remèdes, c'est signe que la maladie est grande. — Vous êtes convenu qu'il faudrait, pour guérir ces sortes de maladies, de vraies absences, et que celles de quelques jours ou de quelques semaines n'y feraient rien. — *Réponse :* J'en conviens encore. — Je me souviens en ce moment de ce mot de M. de La Rochefoucauld : « L'absence augmente les grandes passions, et diminue les médiocres, comme le vent éteint la bougie, et allume le feu. » — *Réponse :* Vous citez en ce fait un mauvais auteur... »

Et cela continue pendant des pages... Bossuet la suit patiemment dans tous ces détours d'un cœur de femme, patiemment et sévèrement. Et il conclut : « Dieu veuille vous éclairer, et

vous faire entendre la délicatesse de sa jalousie! C'est celui à qui tout est dû, et qui peut justement être jaloux. »

Il finit par juger la maladie sans remède, et par y couper court.

« Le 14 septembre 1701, M. de Meaux m'ayant parlé sur cela avec une grande bonté et une grande confiance... la pensée me vint que je serais moins gênée et plus tranquille si je quittais la maison de Sainte-Marie pour celle des Ursulines... » « Je lui dis que j'avais quelque répugnance à lui faire cette proposition, n'aimant pas à avoir part à ces sortes de changemens; que je désirais être toute de providence. Il me dit que cela ne devait point m'inquiéter, mais que la difficulté était de trouver un prétexte, que ce changement rendrait le commerce que j'avais avec lui plus commode. Il vint me revoir le 2 octobre, me détermina à ce changement qui se fit le 24 du même mois, avec toute l'honnêteté possible de la part des supérieures et de la mienne. »

***

Elle avait quarante ans passés. Elle avait perdu l'agrément de son visage, l'entrain de sa jeunesse, et sans doute aussi cette confiance en soi qui ne l'avait menée qu'à des mécomptes sur elle-même. Si elle se reportait à seize années en arrière, que devait-elle penser de la jeune provinciale qui, accueillie et fêtée par l'épouse de Louis XIV, lui faisait ses réserves et lui posait ses conditions, parce que la fortune l'éblouissait moins que ses propres rêves, et que la faveur d'une reine ne lui promettait pas autant que son étoile secrète?

Frappée d'infirmités précoces, elle était devenue si faible qu'elle n'avait plus que le souffle. Mais « la vivacité de son esprit la consumait toujours » et aussi ce cœur inquiet qui ne devait s'apaiser que dans la tombe.

Il était dit que sa vie elle-même serait perpétuellement errante. Les Ursulines de Meaux ne furent pas sa dernière étape. Vers la fin du règne de Louis XIV, les querelles théologiques qu'avait soulevées le Jansénisme se ranimèrent; Mme de la Maisonfort s'y jeta imprudemment. Le cardinal de Bissy, qui avait succédé à Bossuet sur le siège de Meaux, la contraignit de quitter les Ursulines pour aller chez les Bernardines d'Argenteuil.

On croit que là même sa vieillesse ne trouva pas un suprême asile.

Ainsi, de plus en plus, cette vie va s'enfonçant dans les ténèbres et la tristesse. Les échos qui nous en parviennent encore sont intermittens et douloureux. Nous ne savons pas où Mme de la Maisonfort mourut, ni à quelle date. Peut-être pourrait-on le rechercher, mais à quoi bon ? Ce silence où sa vie se perd est l'image la plus forte d'une destinée qui faillit à toutes ses promesses.

De cette faillite, assurément, Mme de la Maisonfort fut responsable la première. Le reconnaître, ce n'est pas lui refuser notre pitié. La fortune lui sourit, l'attendit ; elle lui manqua. Une âme plus vulgaire, ou plus habile, en eût profité. Un peu d'ambition lui eût suffi pour dominer ses défauts, répondre à la faveur de Mme de Maintenon, soutenir après elle la maison de Saint-Cyr et « servir à un grand ouvrage. » Chose curieuse, cette âme à qui l'on a tant reproché sa hauteur n'eut aucune ambition proprement humaine. Mme de la Maisonfort fut la victime de ses qualités autant que de ses défauts. Trop de franchise dans le caractère, trop de délicatesse dans l'esprit, lui nuisirent. Elle fut fidèle à Fénelon comme Fénelon fut fidèle à Mme Guyon ; et l'un et l'autre se perdirent. Elle fut une femme charmante, noble, supérieure par certains côtés ; mais incomplète, faible, hésitante, passionnée, et à tout prendre fort malheureuse.

Et il faut bien en venir à une question qui nous hante : que fût-elle devenue dans le monde ? Mme de Maintenon lui écrivait un jour : « Ne vous repentez pas du parti que vous avez choisi... Vous auriez eu plus de plaisirs dans le monde ; et, selon les apparences, vous vous seriez perdue. Ou Racine, en vous parlant du Jansénisme, vous y aurait entraînée ; ou M. de Cambrai aurait contenté ou même renchéri sur votre délicatesse, et vous seriez quiétiste. Jouissez donc du bonheur de la sûreté... » Peut-être avait-elle raison. Mais elle rétrécit un peu la question. Oui, bien des périls attendaient Mme de la Maisonfort dans le monde. Cette vivacité de sa nature, qui s'élançait vers tout ce qui la flattait ; ce besoin d'être aimée, qui résista à vingt ans de vie mortifiée ; cette inquiétude morale qui semble une première image du tourment romantique : voilà, sans parler du Jansénisme, bien des raisons de souffrir ! Le monde ne lui eût pas

donné la paix, mais du moins cette activité, ce « divertissement » qui en tiennent lieu, tant bien que mal, pour de pauvres cœurs sans repos. Ses défauts ne l'eussent pas empêchée d'être aimable, et ses qualités auraient brillé d'un vif éclat. Elle eût couru plus de risques, mais mieux appropriés à sa nature. Cette imprudente tendresse de cœur, qui avait quelque chose de trop sensible pour se fixer entièrement dans l'amour divin, eût rencontré peut-être un objet digne d'elle. Et je songe surtout à cet amour-propre « qui voulait toujours se complaire dans son ouvrage : » ce beau don dangereux, qui se tourna dans la vie religieuse en obstacle et en péché, cette paire d'ailes qui l'eût portée très haut dans le monde, et qu'il fallut rogner tous les jours, dans l'humilité du cloître.

Laissons ces rêveries... Une vie nous paraît manquée : mais nous ne la jugeons que dans le plan humain ; ce n'est point là qu'elle s'achève, et qu'elle se révèle. Au reste, une femme qui a vécu dans l'intimité de Fénelon et de Bossuet n'a pas eu une part médiocre, même en ce monde. N'oublions pas non plus qu'elle connut par eux une intimité plus haute, et la joie d'écouter « le maître du dedans, qui instruit bien mieux que ceux du dehors. »

PAUL RENAUDIN.

IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT

NOTES DE ROUTE

V

AUTOUR DES TRANCHÉES

Ce matin, le colonel a donné l'ordre de seller à la première heure ; nous avons à peine, le fidèle trompette et moi, le temps d'avaler notre quart de café, et nous voilà partis au grand trot derrière lui. Oh ! ce café auroral, au cantonnement, quel délice, quel bain tonifiant pour l'âme et le corps ! Au sortir de la paille nocturne, les yeux encore tout pleins de brindilles et de rêves évanescens, les côtes un peu engourdies, on aurait quelquefois presque une tendance à être de méchante humeur ; mais le café bout là-bas dans la vieille marmite de campement, assise sur les deux pierres qui flanquent un bon feu de bois sec, et du coup les papillons noirs s'envolent, volatilisés dans la vapeur odorante dont l'arome arabique caresse nos narines.

Je dois confesser que je n'ai jamais, aux temps où j'installais mon indolence dans les cafés « chic » du boulevard, savouré de moka comparable à celui du soldat en campagne, au bon « jus » que l'homme de corvée passe minutieusement dans un vieux mouchoir usé, au milieu du cercle attentif que font les camarades silencieux, le quart religieusement tendu. Cela vous

(1) Voyez la *Revue* des 15 septembre et 1er novembre 1914, des 15 mars et 15 juin 1915.

met de l'entrain au cœur pour tout le jour. Je m'excuse de ces considérations un peu terre à terre, mais il est certain que l'excellente nourriture de nos soldats est pour une bonne part dans le splendide moral dont ils font preuve en cette guerre. Tant il est vrai que l'état de notre âme est intimement lié à celui de nos viscères et que les plus sublimes sentimens fleurissent mal dans un terrain dyspeptique. Rien tant que les mouvemens péristaltiques n'agit sur ceux de l'âme, et les plus essentielles munitions sont encore pour le guerrier celles du tube digestif. A cet égard, notre intendance a mérité, dès le premier jour de la guerre, qu'on lui tresse des lauriers.

*
* *

Nous partons d'abord avec le colonel pour reconnaître de futures positions de batterie de l'autre côté de l'Aisne, qui nous permettront d'avancer notablement nos pièces et de gêner un peu plus ces messieurs boches. La reconnaissance d'une position de batterie, c'est-à-dire le choix de cette position, du champ de tir dont elle permet de disposer, l'examen de ses conditions de défilement, est peut-être l'opération essentielle dans les mouvemens de l'artillerie. C'est d'elle que dépend pour une large part le mal qu'on pourra faire à l'ennemi et l'efficacité aussi de ses ripostes. Aussi le colonel ne laisse à aucun de ses officiers le soin de ces reconnaissances ; il les fait lui-même.

Il nous faut d'abord traverser la vallée de l'Aisne dans sa largeur et à la vue des coteaux opposés où sont installées des batteries allemandes. On ne sait pas exactement l'emplacement de celles-ci, mais une chose est certaine : c'est que leurs observateurs commandent la route que nous devons prendre, car ils saluent régulièrement de quelque salve de 77 les convois ou les groupes d'hommes qui la suivent en plein jour. Sur l'ordre du colonel, notre trio se disloque dans ce passage dangereux, et c'est à 150 mètres l'un de l'autre et au grand galop que nous passons. Les Boches, en effet, vu leur pénurie relative en munitions, ne jugent que rarement utile de saluer d'une salve un cavalier isolé et en mouvement rapide, tandis qu'un groupe d'hommes, si petit qu'il soit, leur offre une tentation plus grande. Si la chance de toucher juste est aussi faible dans ce dernier cas, le bénéfice éventuel sera plus grand, puisqu'on

mettra d'un seul coup plusieurs hommes hors de combat. Ce sont, en somme, des considérations de probabilités qui dictent en ce cas la conduite d'une batterie et celle d'un groupe d'hommes non défilés par rapport à elle. Si même l'ennemi tirait un nombre égal de coups sur un groupe, qu'il soit dispersé ou non, la chance pour l'ensemble du groupe de s'en tirer indemne serait plus grande en ordre dispersé, de même qu'à la roulette, en répartissant plusieurs louis sur des numéros différens, on a plus de chance de gagner qu'en les mettant tous sur le même numéro. Il y aurait là un joli sujet de concours à proposer par l'Académie des Sciences : « De l'application du calcul des probabilités à l'art de la guerre ; » ou encore : « De l'influence de la loi des moindres carrés sur la chance qu'ont les militaires de rentrer au bercail sans avoir les os cassés. » Beaux sujets de thèses à soutenir en Sorbonne !

En fait, un seul obus de 77 qui éclate assez loin de nous vient saluer notre rapide passage. Le 77 n'est d'ailleurs réellement dangereux que lorsqu'il vous tombe tout juste sur le bout du nez. A quelques pas, il est presque négligeable et c'est proprement l' « obus humanitaire, » ainsi que je l'ai entendu dénommer par d'humbles guerriers pantalonnés de garance.

Nous voilà maintenant défilés par un pli de terrain et nous arrivons à l'Aisne Le pont de pierre sur piles qui la traversait à cet endroit est démoli ; on y fait une réparation de fortune au moyen de madriers pour le passage des fantassins qui sans cesse doivent traverser la rivière pour leur relève et leur ravitaillement d'un bord à l'autre de la rivière, mais la passerelle ainsi faite a été plusieurs fois démolie par les obus boches. Cela tient évidemment à ce que la position du pont, encore qu'invisible directement des positions ennemies, peut être atteinte par leur tir indirect, étant indiquée sur la carte. Aussi, on s'est finalement arrêté à la solution élégante d'une passerelle sur chevalets construite en un tournemain par nos sapeurs et qui, à quelques décamètres de là, fait la nique à l'ennemi, tandis que celui-ci continue à arroser innocemment de ses projectiles tonitruans les ruines inutilisées du pont de pierre. Tant il est vrai, dans cette guerre, que la meilleure chance de sécurité est de n'employer pour quelque usage que ce soit aucun des ouvrages indiqués sur les cartes, d'habiter en dehors des maisons, de marcher ailleurs que sur les chaussées, de ne jamais passer les

rivières sur les ponts, de ne point mettre de canons ni de défenseurs dans les forteresses. Un Littré tombant brusquement de la lune et qui entreprendrait, d'après ses constatations, de définir le sens de certains mots couramment employés sur la ligne du feu, serait amené ainsi à des définitions qui ne laisseraient pas d'être quelque peu inattendues pour les « gens de l'arrière, » pour ces braves gens de l'arrière dont on parle tant depuis quelque temps et en si mauvais termes, et qui ne méritent assurément ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Ainsi, on lirait dans ce nouveau Littré des choses comme celles-ci : « *Village :* groupe de parallélipipèdes de pierre doués d'un pouvoir magnétique spécial qui attire les masses ferrugineuses que les Boches projettent vers le ciel avec des sarbacanes d'acier pour prouver qu'ils sont les élus de Dieu. Le village a ceci de particulier qu'il est le seul endroit du pays où les guerriers n'habitent pas, les bois, champs et autres lieux démunis de maison étant exclusivement réservés à cet usage. » — « *Route :* zone étroite, pierreuse, limitée par deux lignes parallèles traversant le pays en tout sens et qui s'en distingue par son aridité. Sur les routes, on ne laisse pas pousser le moindre brin d'herbe, la moindre végétation, à l'encontre des terres circonvoisines, pour bien montrer la désolation dangereuse qui règne en ces lieux où les piétons et véhicules doivent se bien garder de circuler. Pour mieux désigner aux hommes, et de loin, l'abord des routes et les empêcher de s'en approcher, on les a bordées généralement d'arbres visibles à grande distance. » — « *Forts :* le seul endroit de la zone des armées où il n'y ait actuellement point de canons, » etc., etc.

*
* *

Sur l'autre rive, des « bitous » sont là le fusil à côté d'eux, caparaçonnés de boue desséchée et craquelée, et qui jouent au bouchon. « Bitous » est un de ces aimables sobriquets dont les artilleurs désignent familièrement leurs camarades fantassins. Nous montons dans le coteau boisé, et comme les balles se mettent à siffler beaucoup plus que les gentils rossignolets, nous laissons les trois chevaux au trompette et continuons à pied, le colonel et le brigadier, votre serviteur. Nous sommes évidemment vus des tranchées allemandes, car les « psss...

psss... psss... » des balles passent continuellement à nos oreilles comme un essaim mortel et bourdonnant. Explorant toujours le terrain en vue d'y trouver le meilleur emplacement pour les pièces qu'il veut amener là, le colonel m'emmène peu à peu jusqu'à la ferme de C... qui, à quelques centaines de mètres, dresse ses hautes murailles éventrées et veuves de leur toit, et sur lesquelles en ce moment tout justement les gros crapouillots allemands de 210 millimètres tombent avec fracas en projetant des gerbes sombres qui me rappellent, je ne sais pourquoi, dans ce décor funèbre, les hauts panaches noirs des chevaux de corbillard, et où les pierres voltigent comme des fétus de paille. C'est ou plutôt c'était une de ces grandes et belles fermes de l'Aisne, riche et monumentale comme un château, posée superbement au milieu des grasses terres à betteraves. Aujourd'hui, il n'en reste plus que des murs décharnés, un haut pignon toujours debout et sur lequel les Boches déversent furieusement des tonnes de métal, s'imaginant à tort ou à raison que cette ruine qui domine la plaine nous sert d'observatoire d'artillerie. L'ennemi lui en veut aujourd'hui.

Le petit bois que nous traversons, en nous masquant le mieux possible derrière les buissons, — car les sifflemens des balles nous font cortège, — offre le désordre inexprimable des lieux où l'on s'est battu récemment, et cette solitude sinistre des terrains non défilés aux yeux de l'un et de l'autre parti. C'est ici que naguère les Allemands, par un violent retour offensif, ont voulu nous rejeter de l'autre côté de l'Aisne. Mais nos 75 étaient là. Le colonel N..., qui les commandait dans ce secteur, laissa l'ennemi approcher en rangs serrés jusqu'au bord du plateau dénudé, jusqu'à ce petit bois dévalant, où nous sommes en ce moment et où nos fantassins les attendaient, et là, à bonne portée, nos pièces en firent un épouvantable massacre. Voulant se précipiter dans le bois, pour échapper aux rafales meurtrières, les deux régimens allemands qui opéraient là s'y jetèrent sur les fusils et les baïonnettes de nos fantassins, qui tenaient bon; ils refluèrent alors vivement vers l'arrière; mais, sur le plateau dénudé, nos terribles obus, dans un tir fauchant admirablement réglé, les suivaient pas à pas, avançant ou refluant avec eux. Bien peu des 6 000 hommes qui, ce jour-là, s'étaient rués sur nous, regagnèrent leurs tranchées.

Dans le bois entrecoupé de clairières où nous sommes main-

tenant, et où, arrêté par nos baïonnettes, l'ennemi commença sa fuite éperdue sous les rafales imprévues et soudaines de nos batteries, c'est un désordre inexprimable. Par-ci par-là, des ébauches de tranchées, hâtivement creusées, puis abandonnées, et partout, dans l'herbe, sous les buissons mouillés et les grands arbres à l'écorce meurtrie, des fusils allemands avec leurs baïonnettes, déjà tout rouillés, quelques-uns cassés; des chargeurs allemands par centaines, avec leurs cinq cartouches alignées et serrées, des bidons d'aluminium gainés de drap; des cartouchières, des sacs à poil (j'en emporte un très beau, intact), des gamelles de campement teutonnes, des corps d'obus de 75, des bérets boches maculés de sang, des manteaux déchirés, de vieilles chaussures, un pêle-mêle hétéroclite et sinistre de trophées de toutes sortes. On a hâtivement enterré tout ce qu'on a pu des hommes tombés là, comme en témoignent les monticules de terre fraîche qui surgissent par place comme des taupinières Mais l'endroit est trop exposé au feu des tranchées voisines pour que la macabre besogne ait pu être faite complètement. Une odeur atroce et âcre sort de certains fourrés.

Soudain, comme nous continuons d'avancer, le colonel, toujours préoccupé de ses emplacemens, moi tout au tableau désolé des déchets immobiles et muets de ce qui fut un drame intense, nous avisons une masse grise dans une minuscule clairière. Nous approchons et nous voyons deux bottes étendues, la pointe au sol; un pantalon, un fouillis de drap gris. C'est un soldat allemand, qui dort là son dernier sommeil, sur cette terre qui n'est pas et qui ne sera pas la sienne. Ses mains, très brunes, hâlées, sont recroquevillées dans l'herbe humide, ratatinées, ridées, momifiées déjà. Je soulève du pied la tunique, que le vent a rabattu sur la tête, et j'aperçois un tableau dont je n'oublierai jamais la symbolique horreur, et devant lequel nous restons un long moment muets : la tête aux cheveux coupés courts, a la face toute noire, comme c'est toujours le cas lorsque la mort est provoquée par nos terribles obus explosifs; une joue est collée au sol, et sur l'autre, toute rongée, et où courent des fourmis actives, deux petits rats sont en train de grignoter. Ils lèvent à peine, en nous voyant, leur fin museau, où pétillent deux yeux brillans comme des têtes d'épingles; puis, rassurés par notre immobilité, ils reprennent très tranquillement, très posément, leur repas. Dans un pli du manteau gris, un joli

petit nid est posé, finement tressé d'herbes séchées, pareil à un nid de moineau, où reposent de coquets petits œufs blancs. A un mètre, des lettres, des papiers, que l'homme, gisant, a eu, avant d'expirer, la force de sortir de sa poche, ou que l'explosion en a arrachés, tout mouillés dans l'herbe, maculés de terre; le « soldbuch » du soldat : c'est un boulanger saxon; sa photograhie : il n'avait pas de barbe, il en a ici, dans l'herbe; celle de sa Gretchen, jolie, ma foi, avec sa figure grasse et ses tresses bien lisses; une de ces blondes Allemandes, dont l'âme enferme, dans un parterre de myosotis, tant de férocité. Voici des lettres de la Gretchen à son « cher Albert; » elle lui dit de ces banales chatteries, toujours neuves à qui les reçoit, lui demande de lui envoyer des « souvenirs, » — apparemment quelque pendule, — lui parle sans cesse de l'aide de Dieu, cet autre « fidèle second. »

*
* *

En nous avançant vers la ferme toujours bombardée, nous rencontrons d'autres cadavres encore, quelquefois tombés en tas. Enfin le colonel a trouvé la position qui convient et où l'on amènera les pièces à la faveur d'une des prochaines nuits. Nous revenons en arrière, toujours accompagnés par le bruit de petite flûte que font à nos oreilles les balles mauser, et le craquement léger qui jaillit quand elles s'enfoncent dans un arbre voisin. Le colonel ne paraît pas y prêter attention, mais à chaque sifflement il sourit et ses lèvres en imitent le bruit reptilien, et il fait, sans broncher, des réflexions sur la philosophie de ces choses. Quelle est la probabilité pour qu'une balle sifflant à une oreille humaine, c'est-à-dire passant à une distance très faible et facile à déterminer, casse la tête à qui elle est destinée? C'est un calcul facile à faire avec une table de logarithmes. Malheureusement nous avons oublié d'en emporter en ces lieux et il n'y en a point dans les chariots de batterie. C'est une grave lacune. Comment ne mépriserait-on pas le danger à côté d'un tel homme!

En nous défilant un peu, nous nous dirigeons maintenant vers les tranchées du e d'infanterie au bord du plateau où le colonel vient plusieurs fois chaque semaine apporter le réconfort de sa présence et de ses paroles... les autres jours, c'est celui

de ses actes. Après nous être un peu égarés, nous finissons par trouver l'entrée des tranchées; un homme nous conduit. Ce sont des réservistes qui sont là ; ils ont des barbes hirsutes, des kilos de glaise plaqués sur leurs vêtemens, mais des mines superbes et mâles. Les officiers sont en capote, le fusil en main. A dix mètres, rien ne les identifie. Les tranchées sont très bien faites à cet endroit, taillées nettement dans la terre grasse, luisantes, bien découpées. Cette terre à betteraves est d'ailleurs très propice au travail de la sape. Elles sont fort étroites et c'est un avantage, car les éclats d'un obus tombant à proximité ont d'autant moins de chance d'atteindre le fond d'une tranchée de profondeur donnée qu'elle est plus étroite ; et d'autre part un obus donné tombera d'autant moins facilement dans la tranchée elle-même que sa section horizontale sera moindre. Dans celle-ci un homme peut tout juste passer, et il en serait empêché s'il était obèse, — c'est peut-être pour cela, après tout, qu'on réforme tant de robustes gaillards sous prétexte qu'ils pèsent plus de cent kilos, à moins que ce ne soit parce qu'ils offrent trop de surface apparente aux projectiles. Quoi qu'il en soit, comme il faut assurer dans la tranchée la circulation et le va-et-vient nécessaires, et comme dans celle-ci deux hommes ne peuvent pas passer de front, on y a ménagé de dix mètres en dix mètres de petits espaces plus larges et semi-circulaires, des sortes de petits garages où l'un des hommes attend que l'autre l'ait croisé. — J'ai d'ailleurs remarqué que, dans les divers secteurs du front où j'ai été amené à opérer, les tranchées sont faites suivant des types différens, ce qui tient non seulement à la nature du terrain mais aussi aux idées particulières des officiers qui les organisent. De fait il y a cent manières excellentes d'aménager des tranchées.

Celles-ci sont un dédale extraordinaire, provenant de ce qu'elles ont été avancées progressivement vers l'ennemi par des boyaux transversaux puis parallèles, d'où résulte un vrai labyrinthe. Comme on y est complètement enfoncé et par suite incapable de rien voir au dehors, on s'y perdrait inmanquablement à chaque carrefour, si nous n'étions conduits par une tendre Ariane, qui est un poilu très broussailleux, calleux, pileux, terreux, ne rappelant que d'assez loin la dolente sœur de Phèdre. Il y a aussi aux carrefours de précieuses plaques indicatrices. Ce sont généralement des demi-betteraves sur

la section bien blanche et très nette desquelles on a écrit au crayon à encre les indications nécessaires avec des flèches dûment orientées. En voici une qui indique le poste du colonel ; voici l' « Avenue des Boches; » voici d'autres indications imprévues, pittoresques et gauloises.

Car la gaieté, la bonne humeur. l'esprit, ces fleurs gracieuses et charmantes de notre terre, s'épanouissent sur la ligne de bataille en une floraison continue et si touffue que la mort elle-même ne la peut point détruire malgré ses rudes coups de faux. Notre « légèreté, » que les cuistres teutons n'ont jamais comprise et qu'ils prenaient pour une marque de notre infériorité, — l'éléphant ne peut pas comprendre l'oiseau, — notre subtile gaieté ne nous a pas abandonnés dans ces heures tragiques où la patrie bondit sous une ignoble étreinte.

Mais n'est-ce pas justement parce qu'il est gai et léger que le peuple français survole de toute la hauteur d'un splendide coup d'aile l'âme épaisse et lourde de ses ennemis : en proie à une sorte de sombre et intolérant mysticisme, ils se croient, eux, en possession de la vérité absolue et, partant, du droit de tyranniser les mécréans de la religion germanique; lui, indépendant, ami de toutes les nuances dont la variété fera l'harmonie de l'humanité tant qu'on n'aura pas réduit celle-ci à marcher synchroniquement au pas de parade, aimablement sceptique, il puise dans son incorrigible légèreté la folie de ne jamais croire que « c'est arrivé, » et de prendre si peu au sérieux la vie elle-même qu'il est prêt à la sacrifier à ce mythe inconnu des Teutons : la Liberté. Légèreté en effet, légèreté sublime et délicieuse, et qui par cela même est vouée au triomphe, car si vous essayez de plonger une fleur légère au fond d'une mare, croupissante et pesante, toujours elle remontera à la surface et viendra flotter au-dessus de la surface épaisse. Il semble que le principe d'Archimède soit aussi vrai dans l'ordre moral que dans l'autre.

Après nous être longtemps et amplement enduits de terre grasse au passage, nous arrivons enfin au poste du colonel. Celui-ci, tué récemment, est remplacé provisoirement par un commandant d'infanterie coloniale, M. D..., maigre, à figure énergique qui lui-même, hélas! sera tué quelques heures plus tard, à l'endroit précis où nous le trouvons, par un obus malheureux. Il est dans son abri couvert de chaume, assis sur

la paille, le téléphone en main, relié par lui à la brigade qui est un peu en arrière. Du tabac, des pipes, quelques papiers, un fusil à portée de sa main, complètent le « mobilier » de ce poste de commandement. La seule chose dont il se plaint est que les hommes ne peuvent guère manger chaud, car il faut aller chercher leur soupe au cantonnement, qui est loin en arrière, à au moins une demi-heure de marche. Mais on ne peut faire de feu dans la tranchée sous peine de signaler à l'ennemi les endroits où elle est occupée en nombre et d'y attirer promptement une « dégelée d'obus, » comme disent pittoresquement les hommes.

Les balles sifflent d'ailleurs continuellement au-dessus de nos têtes, mais sans danger pour nous, puisque nous sommes abrités derrière les hauts parapets de terre. Mais il faut bien se garder, aux endroits où, pour une raison quelconque (par exemple un seuil de roc que la pioche n'a pu entamer), la tranchée n'a pas la profondeur voulue, de montrer la tête à l'extérieur si peu ce que soit : une balle bien placée aurait vite fait de vous rappeler au sentiment des réalités en vous expédiant *ad patres*. Car aucune idée ne vous entre aussi facilement dans la tête que celle qui y est portée par un morceau de métal bien pointu.

Trop d'imprudens ou d'inattentifs l'ont appris à leurs dépens. A chacun des créneaux de la tranchée allemande, comme d'ailleurs de la nôtre, des fusils sont en effet tout installés sur des supports ou des chevalets et exactement pointés vers le bord de la tranchée adverse. Au premier objet suspect signalé par les guetteurs, ils partent presque tout seuls, si j'ose dire, car nul doigt n'a besoin d'en presser la gâchette, une simple ficelle en faisant l'office, que l'homme tire du fond de la tranchée loin de l'espace vide et dangereux que constitue pour lui le créneau et qui est vraiment, au sens propre du mot, une meurtrière.

*
* *

On a beaucoup médit de cette guerre de tranchées, si contraire à la « furia francese, » et qui devait, semble-t-il, insurger tous nos nerfs, tous nos sentimens amis de la lumière, de la franchise, du visage découvert. On a eu tort, et aussi de s'étonner de la facile et tenace patience avec laquelle nos soldats se sont

adaptés à cette vie... et à cette mort... de terrassiers. N'y a-t-il pas dans leur cas quelque chose de la légende d'Antée qui reprenait et fortifiait ses énergies par le simple contact avec la terre, sa mère? Peut-être laissé-je courir trop loin mon imagination, mais il me semble que ces soldats de France dont la plupart sont des paysans et qui savent que la terre, leur bonne terre tendre est la source même de leur pauvre bonheur, et qui sentent inconsciemment que c'est d'elle qu'émanent non seulement les plantes nourricières, mais aussi les corps et les âmes des hommes, et l'humble église et la petite maison natale, il me semble que ces hommes ont dû sentir plus vivement peut-être l'âpre devoir de défendre cette terre maternelle en s'y enfouissant tout vivans comme y dorment leurs pères. A l'ennemi au contraire, elle doit paraître hostile et détestée, il s'en dégage je ne sais quel effluve moral, je ne sais quel parfum spirituel, je ne sais quelle sympathie française, qui nous fortifie et les enveloppe, eux, d'une atmosphère déprimante.

Le commandant D... nous conduit jusqu'à la tranchée de toute première ligne, à l'endroit où la tranchée allemande est si proche qu'on pourrait, semble-t-il, la toucher en étendant la main. Elle est tout près, pareille à une longue bouche hideuse derrière la voilette des fils de fer barbelés. Rien n'y décèle la vie toujours présente et la mort que celle-ci tient suspendue sur nous. La nuit pourtant, quand les canons ont apaisé leur voix tumultueuse et que l'ombre étend sur les choses cette mutité qui toujours l'accompagne, on y entend les Allemands parler entre eux, et leur verbe âcre et guttural soufflette le grand silence ténébreux et si doux.

Le commandant nous dit combien il est content de voir des artilleurs; on sent le même sentiment chez les hommes dans leur attitude, dans leur regard. Cette visite que le colonel répète souvent a pour effet non seulement d'assurer avec l'infanterie une liaison, que le téléphone réalise d'ailleurs aussi, quoique moins intimement, et qui permet de mieux régler le tir des batteries, mais aussi d'apporter un grand réconfort moral aux fantassins. Sur les fils de fer barbelés qui bordent près de là notre tranchée, quelques cadavres ennemis sont restés accrochés, pris comme des mouches dans une toile d'araignée. Sur le coin de route qui passe là, exactement entre notre tranchée et celle de l'ennemi, un auto, une belle limousine, se profile, abandonné,

depuis de longues semaines, figé là par un de nos obus lors de la dernière retraite des Allemands dans ce secteur. Derrière ses glaces brisées, affalés sur les banquettes, des officiers allemands doivent dormir leur dernier sommeil. Mais nul, ni d'un côté ni de l'autre de la barricade, ne peut pour l'instant se risquer à aller faire l'inventaire du funèbre contenu de cet auto ; et pendant des semaines sans doute, il profilera encore sur ce coin de ciel sa silhouette élégante et muette.

Le commandant D... nous fait admirer sa section de mitrailleuses admirablement installée dans un coin de la tranchée, la gueule du mortel outil béante et silencieuse dans un mince créneau, mais prête à cracher le métal mortel.

Nous retournons maintenant sur nos pas et soudain, près du bureau (!?) du commandant, c'est une ruée pittoresque et rapide de fantassins, le fusil d'une main, l'autre joyeusement tendue. Le vaguemestre vient d'arriver, et déjà il distribue ces petits papiers maculés de griffonnages noirs par quoi les âmes qui se chérissent communiquent à travers les espaces. Pendant ce temps, des shrapnells allemands éclatent, ma foi vraiment très près de nous ; mais personne ne prête attention à leur nuage blanc, à leur fracas pourtant douloureux à l'oreille, au sifflement tout proche et si étrange de leurs balles de plomb : on est tout « aux lettres » et la mort même est maintenant éclipsée par un événement qui semble la dépasser infiniment en importance.

O vaguemestre, être béni des dieux et surtout des hommes, messager divin qui mets une petite sueur d'angoisse aux tempes des plus farouches soldats, chose que n'a jamais pu faire la mort imminente, toi, qui est plus craint et plus espéré que Jupiter et ses modernes succédanés, car tu dispenses le bonheur ou la déception, ô très désiré vaguemestre, toi dont les humbles galons de sous-officier pourtant bien usés déversent, lorsqu'ils surgissent à l'horizon, plus de soleil aux âmes que le soleil levant, dis-moi, ô vaguemestre, si les Hébreux accueillirent jadis la céleste manne avec autant de transport qu'en procure à ces braves guerriers la nourriture que tu verses à leur cœur affamé! Mais peut-être, ô vaguemestre, ne sais-tu pas ce que c'est qu'une prosopopée, et peut-être, as-tu aussi oublié ton Histoire sainte, si jamais tu l'as sue, ô divin porte-bonheur. Sache du moins, si tu ne peux me répondre, que tu es le vrai dieu de cette guerre,

car ce sont tes mains calleuses de fée barbue qui relient délicieusement le présent au passé et à l'avenir, les présens aux absens; sache que tu es plus chéri que les fiancées, plus adoré que les épouses et les amantes, plus pieusement vénéré que les vieux parens, plus souriant que les enfans délicieux, car tu es à la fois tous ces êtres chers puisque tu nous apportes les échos bondissans des battemens de leurs cœurs. Mais garde-toi pourtant, ô vaguemestre très aimé, de tomber dans le péché d'orgueil et de gonfler démesurément tes narines vaniteuses, bien que tu sois le vrai héros de cette guerre et que toute gloire soit inégale à la tienne; n'oublie pas que la roche Tarpéienne est près du Capitole et que peut-être, hélas! un jour tes sublimes galons de sous-officier se mueront dans l'humble ficelle de l'adjudant. Ce jour-là tu seras quelque chose de plus, et, pourtant, tu ne seras plus rien.

Au sortir de la tranchée, dans le terrain découvert où nous divaguons un moment, toujours avec l'accompagnement musical et aigrelet des balles, le colonel me fait remarquer que, parmi les corps d'obus allemands éclatés que nous trouvons en grand nombre à nos pieds, les uns sont peints en bleu et beaucoup d'autres en jaune et bleu. Ceux-ci sont leurs obus d'exercice et, pour avoir été réduits à les employer en aussi grand nombre, il faut que nos ennemis aient été sérieusement dépourvus, à un moment, de munitions de guerre.

En passant, nous nous arrêtons un instant dans une petite carrière abandonnée où de curieuses figures sculptées, creusées dans la pierre tendre, attestent que des fantassins au repos ont eu là des loisirs coupés de velléités artistiques. Plus tard, dans plusieurs siècles, quand quelque mouvement de terrain aura enseveli la carrière et ses ornemens sculpturaux, j'imagine que l'archéologue qui les découvrira enverra à l'Académie des Inscriptions quelque volumineux mémoire où il démontrera que ce sont là des œuvres manifestes de l'âge des cavernes, de l'âge où l'humanité n'était pas encore civilisée et croupissait dans la plus stupide barbarie. Ce ne seront, au vrai, que des souvenirs de l'âge des casernes, mais, pour le second point, j'imagine que notre archéologue n'aura pas tout à fait tort. D'ailleurs, si Renan a pu dire que l'histoire n'est qu'une petite science conjecturale, je voudrais bien savoir, à ce taux, ce qu'il faut penser de l'art d'interroger les vieux cailloux.

*
* *

Nous revenons au grand trot, par le chemin déjà parcouru et en nous espaçant comme à l'aller. En arrivant au cantonnement, nous trouvons dans le courrier du colonel le texte d'une proclamation allemande trouvée sur un officier allemand tué, et que nous nous faisons un devoir de reproduire ici, d'autant qu'elle a déjà été publiée dans la presse et qu'elle constitue un hommage rendu par l'ennemi à notre artillerie. Elle est signée du général allemand von Bergmann :

«... Les succès de l'artillerie française qui nous ont causé tant de pertes sensibles sont dus en première ligne à ce qu'il est le plus souvent possible aux Français de déterminer l'emplacement de nos batteries alors que nous ne réussissons pas à déterminer avec certitude l'emplacement des batteries ennemies. Pour arriver à égaler sous ce rapport l'artillerie française, il est nécessaire que nos reconnaissances et nos observations soient poussées comme les leurs en avant des lignes, même si cela doit rendre impossible la conduite du feu de la batterie à la voix. En outre, la reconnaissance des positions de l'artillerie ennemie doit être faite à tout prix par des patrouilles de gens ayant du cœur qui se glissent à travers les lignes de tirailleurs d'infanterie jusqu'à des points permettant des vues lointaines... »

Parmi les nombreuses remarques réconfortantes pour nous que suggère ce texte militaire allemand, il en est une qui s'impose avant tout. Le général von Bergmann fait allusion à la nécessité éventuelle de renoncer à la conduite du feu de la batterie à la voix. Cela prouve que cette manière de conduire le feu était alors la règle chez les Allemands, et comme on ne peut régler le tir d'une batterie à la voix qu'à la condition d'en être extrêmement rapproché, il s'ensuit que les Allemands n'avaient pas encore alors l'habitude de placer leurs postes d'observation et de commandement d'artillerie à grande distance en avant des batteries et communiquant avec celles-ci par téléphone. Cette dernière manière d'opérer, aujourd'hui communément employée d'un côté comme de l'autre de la barricade, ne s'est imposée aux Allemands comme à nous que peu à peu et par la force des choses. Il est donc faux de dire, comme nous

le faisons souvent dans notre habituelle et désolante manie de nous dénigrer nous-même, que les Allemands ont été à cet égard nos maîtres et nos initiateurs; et que nous n'avons fait que suivre les sentiers déjà battus par eux. A ce point de vue comme à beaucoup d'autres, les circonstances ont été pour nous comme pour les Allemands les seuls guides et ce sont elles qui nous ont, comme à eux, imposé par la force même des choses la conduite du feu des batteries par téléphone et à distance.

C'est maintenant l'heure de la soupe que je partage, de par mes humbles galons de brigadier, avec les agens de liaison, trompettes et sous-officiers de l'état-major du régiment. Que de bonnes heures j'ai passées avec ces braves gens, pour la plupart des paysans, où se trouve égaré un notable industriel raffiné et bon enfant! A table, — si on peut appeler ainsi la planche posée sur deux grosses pierres où s'étale magnifiquement notre pitance, — c'est une gaieté simple et de bon aloi, de joyeuses plaisanteries qui ne fatiguent pas les méninges et qui me changent agréablement des tables mondaines où la nécessité d'être averti, spirituel, « bien parisien, » digne de sa réputation, vous cause une petite contraction continue du cerveau tout à fait funeste au bon accomplissement des fonctions stomacales. C'est peut-être pour cela, après tout, que tant de Parisiens sont dyspeptiques. Qu'ils essayent donc du système qui consiste à ne pas « faire le malin » à table, et à y être un peu bête, ce qui est parfois très reposant, et je suis sûr que leur digestion s'améliorera comme fait la mienne au milieu de ces braves camarades dénués de toute espèce de parisianisme, de raffinement et de rosserie.

A table, on a transposé gaîment, pour le plus grand bien du service, les diverses fonctions des servans des canons. Il y a les « pourvoyeurs » qui assurent le ravitaillement de la table en munitions carnées, légumineuses et même, — eh! oui, — fruitées. Il y a le « déboucheur, » qui a débouché les mystérieux flacons pleins de rubis bourguignon ou simplement méridional, que des mains magiques trouvent toujours moyen de faire surgir dans les lieux les plus déserts. Quant à la chère, la viande surtout, malgré les noms irrévérencieux de « barbaque » ou de « tire-fiacre » dont l'argot canonnier la décore, elle est toujours exquise. Sur dix Français pris au hasard, on en trouvera toujours six qui, du jour au lendemain, sans préparation spéciale, et

avec des moyens rudimentaires, s'improviseront cuisiniers raffinés, maîtres-coqs délicats, et il doit y avoir bien peu de mess de colonels allemands où l'on mange aussi finement que dans nos humbles popotes de sous-offs et de « troisièmes canards. »

Et puisque, ne déplaise hélas ! aux spiritualistes intransigeans, nos pensées sont peu ou prou les fruits de nos nourritures, comment veut-on qu'il y ait jamais rien de commun entre ce peuple qui sait si bien rendre délicates les sensuelles contingences de la table, et ceux qui ne rêvent voracement que de soupe à la bière, de saucisse aux confitures et d'autres atrocités barbares et monstrueuses ? Comment veut-on aussi que l'esprit, la fantaisie, la finesse, la délicatesse, la « légèreté, » la charmante et tant méprisée légèreté, comment veut-on que toutes ces aimables douceurs qui seules rendent supportable la déglutition de l'amère pilule de la vie, puissent fleurir dans les réceptacles ventrus de pareilles horreurs ?

*
* *

L'après-midi, appelé par mon service, je monte au village de M..., qui est une des choses les plus curieuses que j'aie vues. On y trouve, en effet, quelques-unes de ces carrières caractéristiques de l'Aisne, sœurs de celles où, à quelques kilomètres de là, l'ennemi s'est si fortement cramponné lorsqu'il arrêta sa retraite après sa défaite de la Marne. Ce sont de gigantesques grottes artificielles que le lent travail des carriers a creusées à travers les siècles à flanc de coteau, le long de la route qui borde le village.

Des entrées surbaissées donnent accès sous ces voûtes énormes et sphériques, profondes et vastes comme des cathédrales et obscures comme elles, posées solidement sur de gigantesques piliers de pierre frustement taillée, communiquant entre elles par des souterrains spacieux, et profondes parfois de plus de cent mètres. En temps de paix, ces carrières voûtées servent de hangars où les gros fermiers du pays remisent les milliards de betteraves qui poussent dans ce coin de France et en font la richesse. J'y avise même en plusieurs endroits des moteurs puissans et toutes sortes d'installations industrielles aujourd'hui abandonnées. Pour l'instant, elles servent d'abri et

de cantonnement aux échelons des batteries et à plusieurs escadrons de cavalerie qui, à une température agréable et constamment égale hiver comme été, dans un demi-jour reposant qu'étoilent quelques lanternes fumeuses aux reflets fantastiques, y défient douillettement toutes les marmites de Sa Majesté prussienne impériale et royale.

Sous ces colossales coupoles de pierre naturelle, que semble agrandir encore cette obscure clarté que l'entrée déverse parcimonieusement, les chevaux alignés par centaines le long des cordes où ils sont attachés, les hommes reposant, fumant ou jouant ont l'air tout petits et semblent de ces minuscules personnages de bergerie en bois que Nuremberg jadis déversait sur nos bazars. On se croirait dans quelqu'une de ces grottes mystérieuses et enchantées où les *Mille et une Nuits* ont promené nos yeux d'enfant agrandis par le mystère, et qui servaient aux Quarante voleurs d'Ali Baba à entasser leurs richesses. C'est une chose unique et d'une originalité pittoresque qui ne se saurait oublier.

Le soir, un convoyeur venant du dépôt nous a amené quelques chevaux et plusieurs hommes. C'est un des services les mieux organisés que ce ravitaillement continu des unités combattantes en hommes et chevaux, et qui, sur un télégramme, s'achemine sûrement et sans à-coups, à travers le dédale savamment réglé des gares régulatrices et des trains militaires, du dépôt nourricier au corps qui combat et qui s'appauvrit. J'y reviendrai quelque jour.

Dans la nuit, effrayé sans doute par le bruit inconnu pour lui de quelque marmite déposée bruyamment dans notre voisinage par la sollicitude toujours en éveil des séides du Kaiser, un des chevaux nouvellement arrivés, affolé par ce fracas qui ne disait rien de bon à sa pauvre cervelle équine, s'est étranglé en tirant trop fort sur la chaîne qui l'attachait à un arbre du verger. Nous le trouvons au réveil étendu sans vie. Vite et sans aucune cérémonie on le fait traîner par un de ses camarades, qui n'en paraît, le misérable, nullement ému, vers un pré voisin qui est le cimetière des chevaux, Tout justement un vaste et récent entonnoir de marmite s'offre à nous qui nous dispense d'un trop long travail de fossoyeur. La pauvre bête est vite enterrée.

*
* *

A huit heures, le colonel, toujours galopant devant son invariable trompette et son non moins invariable brigadier, nous filons rapidement de l'autre côté de l'Aisne, mais cette fois dans un nouveau secteur, en passant d'abord au village de P... Le village est complètement démoli et c'est un des plus saisissans exemples que je connaisse des ravages produits par un bombardement et qui ne ressemblent en rien à ceux qu'a causés l'incendie et qui sont si fréquens dans les villages lorrains systématiquent brûlés par les Bavarois. Pas une maison n'est intacte ; l'église est lamentable, percée comme une écumoire avec sa tour qui ne tient plus que par un pan de mur : un pan coupé, c'est le cas de le dire.

Dans ce qui fut le château du « Monsieur » de ces lieux est installée l'ambulance. Elle a fort à faire. Puis, nous allons à l'extrémité du bourg, à la ferme de la T..., qui est dans un état indescriptible ; pas un mètre carré de ses murs qui ne soit criblé d'éclats d'obus ou de balles de shrapnells. Seule, par un miracle de Sa Sacrée Majesté le Hasard, la bascule placée au milieu de la cour est restée intacte. Des inscriptions à la craie en caractères gothiques sur les portes indiquent qu'un important état-major allemand était naguère installé ici. Nous trouvons là l'état-major du ***e d'infanterie qui présentement a la garde de ce secteur : le lieutenant-colonel et le commandant (il n'y a plus de colonel : tué), tous deux le bras droit en écharpe, blessés l'un d'une balle de fusil, l'autre d'un plomb de shrapnell, s'avancent vers nous, l'autre main tendue, sourians. Ils sont charmans, pleins de gaîté et de finesse. Ils nous conduisent à la petite tour en poivrière de la ferme, toute criblée de trous d'obus, où nous montons par une mauvaise échelle et d'où l'on a par un trou une vue superbe sur l'ensemble des positions allemandes qui sont à quelques centaines de mètres à peine. Devant nous, entre nos tranchées et les leurs, le troupeau de bœufs blancs dont je parlais l'autre jour à mes lecteurs est étendu tout entier, immobile à jamais ; à droite et à gauche, quelques cadavres ennemis ou français. Tout le mur qui ceint la ferme est crénelé et garni de fantassins l'arme au bras, tous les chemins qui y mènent sont barricadés de pavés et de chariots

renversés. C'est que la ferme est un point d'appui important et que l'on se dispute beaucoup. Des balles, comme toujours, sifflent près de nous. On finit par n'y plus faire attention.

De là, nous allons rapidement vers les tranchées de ce secteur, occupées par le ***e d'infanterie. Elles sont très différentes de celles que nous avons vues la veille, moins soignées peut-être, moins géométriquement taillées, mais mieux protégées des shrapnells et des éclats par les planches qui, sur presque toute leur longueur, les recouvrent, — si bien qu'on croit marcher dans un souterrain, — et que surmonte une épaisse couche de terre.

Pour accéder à la tranchée, nous suivons le fond d'un petit ravin, le long duquel il y a un mouvement continuel de fantassins; à une vingtaine de mètres à peine du fond du ravin, une douzaine de cadavres allemands sont étendus dans des poses émouvantes. Si on ne les a pas encore enterrés, bien que si peu de pas les séparent du chemin fréquenté par nos soldats, c'est encore un effet des lois inexorables du défilement : tandis que les flancs du ravin où nous cheminons sont parfaitement défilés, il n'en est pas de même de ses bords, continuellement et durement battus par les balles ennemies. Il y a ainsi sur le front des milliers d'endroits où la zone dangereuse est séparée par une ligne étroite et nette de celle où l'on n'est pas exposé au feu direct de l'ennemi; faites un pas à droite, vous êtes en sécurité; faites un pas à gauche, vous êtes mort, car la terre, la bonne terre de France, n'est plus interposée, qui, dans un des plis de sa rude face, arrête le projectile meurtrier.

Dans ce secteur, nos tranchées sont encore plus près des tranchées ennemies que dans le secteur voisin. A la jumelle, je vois très distinctement les détails des créneaux ménagés dans le parapet ennemi. Comme il me semble voir remuer quelque chose derrière l'un d'eux, je ne peux résister, bien que je ne sois pas là pour ça, au plaisir de lui tirer un coup de fusil. Ai-je touché? *Chi lo sa?*

Deux de nos pièces se sont installées de nuit au fond du petit bois, dans la position de batterie que le colonel a reconnue. Cette position est à moins de 1 100 mètres de la tranchée allemande, ce qui permet sur elle un tir extraordinairement précis. Aussi c'est un plaisir de voir comme les jambes et les bras teutons volent en l'air à chaqu décharge. Mais il est évident que la

section ne pourra pas rester longtemps à cet endroit, car, à si courte distance et bien que sa position exacte ne puisse être repérée dans les fourrés où elle se dissimule, elle est terriblement exposée aux tirs systématiques des fusils ennemis qui battent avec rage le coin où on la soupçonne. Plusieurs de nos servans ont été déjà blessés par eux. Mais ils ne veulent pas être remplacés, tout à leur joyeuse et terrible besogne, et ils ont pris le parti de ne tirer que de temps en temps et par surprise une rafale, puis de se précipiter immédiatement au fond de leurs abris.

Le soir, on nous a distribué un certain nombre de « paquets du soldat, » envoyés par je ne sais quels bienfaiteurs anonymes Nous les faisons tirer au sort, et cette petite loterie égaie notre salle à manger, à laquelle le ciel étoilé fait un plafond magnifique, où les éclatemens des shrapnells mettent parfois une lueur violente et tragique d'incendie instantané, dont le frisson lumineux surprend la rétine.

Tôt couché dans la bonne paille, où, par la grâce de la guerre, je trouve la paix d'un sommeil inconnu naguère, je pense à cette journée si remplie, et comme une obsession, passe et repasse devant mes yeux fermés l'inscription qui, dans la cour de la ferme où nous étions tout à l'heure, sert de devise au vieux cadran solaire. La voici (je respecte l'orthographe) :

1816

LA FIGURE DE CE MONDE PASCE *(sic)*

COMME L'OMBRE

Quelle mélancolie surgit de ces simples mots tracés, il y a un siècle, sur ce mur maintenant en ruine, et tout incrusté de métal teutonique, près de ces cadavres dolens, en ce lieu, à cette heure!...

CHARLES NORDMANN,

*au ***ème régiment d'artillerie de campagne.*

LA

DISTRIBUTION DES FORCES NAVALES

L'entrée en ligne de l'Italie, la durée de l'opération des Dardanelles, dont il n'est pas aisé de fixer le terme, peut-être aussi l'éventualité d'un changement d'attitude sur le théâtre d'opérations du Nord, changement dont l'intérêt apparaît de plus en plus à mesure que se précisent les visées allemandes sur la Courlande, sur Riga, sur Reval bientôt, et, qui sait? sur Petrograd..., toutes ces raisons font admettre que d'importantes modifications vont se produire dans la distribution des forces navales des Alliés.

Du côté des deux empires germains, s'il ne peut pas y avoir, à proprement parler, de distribution nouvelle des escadres, il convient de considérer les modifications qui peuvent se produire dans la mise en jeu de la force navale du fait de l'augmentation sensible, — en Allemagne, surtout, — des unités de combat des divers types.

Ce n'est évidemment pas s'avancer beaucoup, ni risquer de commettre une indiscrétion, que de supposer que le concours actif des flottes anglaise et française a été pleinement accordé à notre nouvelle alliée, l'Italie, en vue d'opérations décisives dans l'Adriatique. Quelles seront ces opérations? Il est aussi aisé aux lecteurs avertis de la *Revue* de l'imaginer qu'il me serait peut-être difficile de l'écrire, bien que les hypothèses que je serais conduit à émettre ne dussent rien apprendre à l'adversaire. Mettons tout simplement que la flotte italienne forme l'extrême aile droite de la grande armée qui opère, face à l'Est,

aux confins de la Carinthie et de l'Istrie, dans la région que les Autrichiens désignent sous le nom de Küstenthal.

Mais la tâche précise qui semble réservée à cette flotte ne laisse pas d'apparaître fort lourde. Quel que soit le mode de coopération, — coopération indispensable et qui doit être immédiate, étroite, sous peine de recommencer Cattaro et les Dardanelles, — que l'on adoptera en ce qui touche l'armée et la marine, l'attaque du saillant de l'énorme bastion de l'Istrie par les vaisseaux se présente comme aussi difficile que l'occupation de la gorge de ce redan naturel par les forces de terre.

Il est donc possible que l'état-major naval italien ait demandé un renfort sérieux, et il n'est pas probable que ce secours lui ait été marchandé. Tenons-le donc pour accordé et examinons en quoi il peut consister.

Nous avions, depuis le début de la guerre, à l'entrée de l'Adriatique, une armée navale composée, en ce qui touche le corps de bataille, de cuirassés qualifiés de « pré-dreadnoughts, » c'est-à-dire de bâtimens dont l'artillerie de gros calibre ne comptait que quatre pièces de 305 millimètres (1) au plus, tandis que les vrais « dreadnoughts » en comptent au moins dix. Pour modeste que parût aux yeux de quelques-uns, de nos rivaux notamment, une force navale aussi peu pourvue de canons monstres, on ne se soucia pas de la compromettre vis-à-vis des fortifications de côte, surtout vis-à-vis des torpilles fixes et des sous-marins qui complétaient certainement les défenses des points intéressans du littoral autrichien. La réserve fut poussée, affirme-t-on, jusqu'à maintenir le gros des escadres au Sud de la ligne des fonds de 100 mètres, qui se tient à 85 milles marins (157 kilomètres) de la pointe Sud de l'Istrie. Un peu plus tard, grâce à des efforts qu'il n'est que juste de rappeler ou de faire connaître au public, on arriva à constituer avec les bâtimens en achèvement dans nos ports et chantiers une belle division de « dreadnoughts » authentiques qui prit la tête de l'armée navale, mais à laquelle, — et bien moins encore, — on n'imposa pas une attitude offensive estimée trop dangereuse. Le torpillage du *Jean-Bart*, le 21 décembre 1914, vint à point pour montrer

(1) Pour les cuirassés allemands, on admet l'équivalence du canon de 280 millimètres Krüpp avec les pièces de 305 des autres marines.

que cette prudence était justifiée, du moins dans les conditions où l'armée navale se trouvait obligée de naviguer. Quelques semaines après, la catastrophe du *Léon-Gambetta*, à laquelle on peut attribuer les mêmes causes fondamentales qu'à l'accident du *Jean-Bart*, confirmait les hautes autorités navales dans l'impossibilité de tenir le blocus effectif d'un littoral bien organisé à moins de 300 milles.

Ainsi, et en résumé, que ce fût dans le Midi ou que ce fût dans le Nord, — l'Amirauté anglaise, on le sait, était arrivée à la même conclusion, — les grandes unités de combat, celles que l'on tenait essentiellement à garder en réserve pour la grande bataille rangée idéale, restaient le plus possible éloignées de la zone moyenne d'action des engins de la guerre sous-marine.

Entre temps, la nécessité, ou seulement l'intérêt d'agir énergiquement contre certaines défenses littorales, celles des Dardanelles en particulier, s'étant révélé aux Puissances alliées, on décida de mettre en ligne contre les ouvrages à terre, tout en les protégeant le mieux qu'on le pourrait contre les mines automatiques, — il n'était pas encore question de sous-marins de ce côté là, — les cuirassés anciens, des types *Majestic*, *London*, *Canopus*, pour les Anglais, du type *Bouvet*, pour les Français.

L'idée était bonne, l'utilisation rationnelle, faute de bâtimens dont les facultés fussent exactement adaptées aux exigences de la guerre de côtes. Malheureusement, les unités dont il s'agit et dont l'artillerie rend de très grands services, se montrèrent très vulnérables à l'égard des engins sous-marins, soit que leurs constructeurs ne se fussent pas suffisamment préoccupés de leur assurer ce qu'on appelle « la stabilité après avaries », soit, plus probablement, que la puissance inattendue des mines et des torpilles ait déjoué tous les calculs. Mais, je le répète, au défaut de types appropriés aux opérations que l'on entendait et que l'on entend poursuivre jusqu'au succès final, les risques très marqués résultant des progrès étonnans de la nouvelle méthode de guerre navale ont été envisagés avec fermeté par les dirigeans et acceptés avec une sereine abnégation par les états-majors et les équipages.

La même situation va se présenter évidemment pour les

opérations dans l'Adriatique, si celles-ci, comme il le semble, prennent un caractère nettement offensif. Pas plus que les Anglais et que nous, les Italiens n'ont de flotte de siège et pas plus que leurs alliés ils ne consentiront à présenter devant des forts bétonnés et des coupoles de fonte dure leurs quatre ou cinq « dreadnoughts » tout neufs (*Dante-Alighieri*, *Giulio-Cesare*, *Conte di Cavour*, *Leonardo da Vinci*, et peut-être l'*Andrea-Doria* ou le *Duilio*, lancés en 1913). Ils hésiteront même à mettre en ligne leurs « pré-dreadnoughts », les quatre *Vittorio-Emanuele* et les deux *Benedetto-Brin*. Restent à la vérité les deux cuirassés d'escadre de 1897, *Ammiraglio Saint-Bon* et *Emanuele-Filiberto*, ainsi que la *Sardegna* et la *Sicilia*, de 1890-91, dont le nom figure encore sur les listes officielles des bâtimens de premier rang de la « flotte d'opérations. » Mais ces deux dernières unités, remarquables précurseurs des actuels « croiseurs de combat dreadnoughts, » ont une bien faible cuirasse de flottaison à opposer aux gros projectiles autrichiens. En revanche, leurs quatre canons de 343 millimètres, leurs huit canons de 152 et leurs seize pièces de 120 en font d'excellens élémens pour le *parc de siège* flottant et très mobile que l'on prétend constituer.

Ce parc de siège, à défaut de cuirassés français anciens, tous employés ailleurs, ne pourrait-il s'augmenter des unités de combat anglaises de la classe du *Duncan*, par exemple, qui restent encore disponibles, si l'on admet qu'il n'est pas désirable d'utiliser ces bâtimens dans le combat d'escadre qui s'engagera, un jour ou l'autre, prochainement peut-être, entre les « home fleets » et la « flotte de haute mer » allemande?

Je pose la question sans avoir la prétention de la résoudre, et j'ajoute, avec les mêmes réserves, que si l'Italie, qui a beaucoup moins de sous-marins que nous, — et les siens sont moins puissans, — nous demandait quelques-unes de nos unités de cette catégorie, avec des bâtimens légers, « destroyers » et torpilleurs, et des navires réapprovisionneurs de flottilles, nous serions certainement heureux de lui donner satisfaction.

*
* *

Mais, si l'on en croit certaines informations parues, il y a quelques jours, dans la presse quotidienne, l'Amirauté anglaise eût été désireuse, elle aussi, de remanier la force navale très

importante qu'elle entretient aux Dardanelles. Cette escadre comprend un *croiseur de combat*, peut-être deux, du type *Inflexible*, et un cuirassé « super-dreadnought, » la *Queen Elizabeth*, bâtiment tout neuf, dont la vitesse d'essais atteint 25 nœuds, ce qui le rapproche singulièrement de la classe des croiseurs de combat, bien qu'il soit officiellement désigné sous le vocable de « battle ship, » appliqué aux cuirassés d'escadre. On avait demandé aux grosses pièces de l'*Inflexible* et de la *Queen Elizabeth*, et en particulier aux nouveaux canons de 381 millimètres de cette dernière, la destruction à grande distance des ouvrages turcs, dont la silhouette pouvait être découverte de loin. Cette tâche a été accomplie dans la mesure que permettaient, en ce qui touche les forts du défilé Tchanak-Nagara, des circonstances nettement défavorables. La lutte contre les fortifications germano-ottomanes se présentant aujourd'hui dans des conditions qui n'exigent plus expressément l'emploi de très gros calibres, l'Amirauté verrait avantage, affirme, t-on, à rappeler dans le Nord des unités puissantes et rapides, dont l'appoint serait précieux dans une lutte contre le « groupe de croiseurs » de la flotte allemande.

On sait, en effet, que ce groupe va être prochainement renforcé de deux ou trois unités très importantes (1), qui porteraient, elles aussi, des canons de 38 centimètres, tandis que les réparations entreprises sur les unités gravement endommagées au combat du Doggerbank sont, depuis longtemps déjà, terminées. Or, les Anglais n'avaient en chantiers, au commencement de la guerre, aucun croiseur de combat. Ils finiraient donc par se trouver en infériorité de ce côté-là, si, d'une part, ils ne réunissaient dans la mer du Nord tous les bâtimens de cette catégorie, et si, de l'autre, ils n'adjoignaient à leurs « première et deuxième escadres de croiseurs de combat » les plus rapides des cuirassés de la classe *Queen Elizabeth*.

Mais par quelles unités seraient remplacées, aux Dardanelles, celles qui seraient rappelées dans les eaux anglaises? Les imaginations, — aidées peut-être par certaines indications assez sérieuses, — s'étaient donné libre carrière là-dessus et on

(1) Il l'est déjà du *Lützow*, frère du *Derfflinger*, croiseur de combat de 26-27 000 tonneaux, armé de huit canons de 305 millimètres. On prétend justement qu'à ces 305 millimètres, on aurait substitué des 381, à bord du *Lützow;* mais cela reste douteux.

avait désigné, sans plus attendre, les cuirassés italiens de types anciens qui allaient être envoyés dans la mer Égée. C'était, avec ou sans la coopération d'un corps d'armée, la participation de l'Italie aux hostilités contre une Puissance, la Turquie, à qui elle n'a pas encore déclaré la guerre. Toutes ces nouvelles, aussitôt lancées, ont été démenties. Mais il en reste le fondement solide que je notais tout à l'heure et si l'intervention italienne ne se produit pas effectivement dans le Levant, en dépit de la logique, l'Amirauté britannique devra, ou bien réduire l'importance de son concours dans les opérations de l'Adriatique, ou bien faire appel à la marine française qui ne pourra guère disposer, je crois, que d'une partie de l'escadre des *Patrie*, bâtimens compris entre la classe anglaise *London* et les « pré-dreadnoughts » du type *King Edward VII*.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement du côté des Dardanelles que nos alliés seraient peut-être conduits à rechercher des renforts, car ce n'est pas seulement, non plus, dans la catégorie des croiseurs de combat que la flotte allemande a bénéficié d'un accroissement sérieux. Il faut compter maintenant avec la constitution de la 2e division de la 3e escadre cuirassée, celle qui reçoit, aussitôt armés et, tant bien que mal « mis au point, » les super-dreadnoughts descendus en 1913 et en 1914 des chantiers de Wilhelm'shaven, de Gröpelingen du Weser, de Vulkan (succursale de Hambourg), de Germania. de Kiel (filiale de la maison Krüpp). Avec ces quatre beaux bâtimens (« König, » « Markgraf », « Kronprinz, » « Grosser Kurfürst) de 26000 tonnes, la flotte de haute mer mettra en ligne 25 ou 26 cuirassés. Il n'y a pas là de quoi impressionner la 1re Homefleet qui, à elle seule, présentait au début de 1914 29 cuirassés modernes, dont 18 dreadnoughts et qui a reçu, depuis, au moins 9 super-dreadnoughts, des types « Iron Duke » (25000 tonneaux; 10 canons de 343 millimètres) et « Queen Elizabeth » (8 canons de 381 millimètres) (1). . . . . .

. . . . . .

Contre-Amiral Degouy.

(1) Les deux pages qui suivaient ont été supprimées par ordre.

REVUES ÉTRANGÈRES

A PROPOS D'UN NOUVEAU LIVRE ANGLAIS SUR LA CULTURE ALLEMANDE (1)

Dans le même temps où M. Émile Picard, M. Duhem, et d'autres savans français s'occupaient de nous renseigner sur la « contribution » apportée par l'Allemagne au développement théorique et pratique de la science moderne, une entreprise du même genre était conçue et tentée, chez nos alliés d'outre-Manche, par un professeur de l'Université d'Édimbourg, M. W. P. Paterson. *La Culture Allemande, ou dans quelle mesure les Allemands ont contribué aux progrès de la science, de la littérature, de l'art, et de la vie :* tel est le titre d'un volume récent où, sous la direction de M. Paterson, huit de ses collègues anglais ou écossais se sont chargés d'examiner les différens aspects de l'un des problèmes historiques les mieux faits pour nous intéresser, à l'heure présente. Mais tandis que chacun des travaux consacrés chez nous à cet important examen s'inspirait manifestement du plus noble et délicat esprit « patriotique, » — et ne serait-ce pas assez de l'admirable étude de M. Émile Picard pour nous prouver, une fois de plus, la pleine possibilité de concilier avec l'impartialité « objective » la plus parfaite un souci constant de notre grandeur et de notre dignité nationales? — l'entreprise similaire de M. Paterson et de ses collaborateurs aurait de quoi nous faire apprécier une fois de plus, de son côté, les étranges effets que risque de produire, dans un certain nombre de cerveaux anglais, une éducation trop exclusive-

(1) *German Culture, the Contribution of the Germans to knowledge, literature, art, and life*, un vol. in-18, publié sous la direction du professeur Paterson, Londres, librairie Jack, 1915.

ment appuyée sur le culte traditionnel de l'« individualisme. » J'ai eu déjà l'occasion de m'étonner, ici même, de l'aisance avec laquelle des correspondans de journaux anglais avouaient leur invincible sympathie à l'égard des troupes allemandes de l'un ou l'autre « front. » Pareillement, il y a aujourd'hui en Angleterre, contrastant avec le généreux enthousiasme guerrier de la grande majorité de leurs compatriotes, des orateurs ou des écrivains qui ne se lassent pas de condamner tout haut l'intervention de leur pays aux côtés de la France et de la Russie, — soit qu'ils allèguent telle doctrine philosophique ou religieuse qui leur interdit d'approuver aucune guerre, ou bien même ne se lassent pas de répéter imperturbablement que le devoir de leur pays sera toujours de marcher d'accord avec l'Allemagne. Et voici en quels termes, à tout le moins imprévus, le professeur Paterson, dans une préface écrite après dix mois de guerre avec l'Allemagne, s'efforce d'expliquer au public anglais le véritable objet deson entreprise :

Le monde entier savait depuis longtemps que les Allemands étaient un peuple très hautement doué au point de vue intellectuel, profondément instruit, et possédant des qualités exceptionnelles d'application, comme aussi de sérieux. Mais il se trouve que, de nos jours, ce peuple a élevé ses prétentions au-dessus de cela. Imprégné d'une conviction excessive de sa propre valeur, il s'est proclamé désormais une aristocratie intellectuelle et morale dont la civilisation représente le type le plus parfait du progrès humain. Il me serait facile de citer, comme preuve de cet état d'esprit, une série de passages isolés de leur contexte, dans l'œuvre de certains philosophes et théologiens, historiens et poetes de l'Allemagne contemporaine. Mais bien plus significatif encore m'apparaît l'effort assidu des Allemands pour installer, au fond de l'âme populaire de leur race, l'idée de la supériorité de celle-ci sur les autres races, effort dont un exemple caractéristique nous est fourni dans un ouvrage intitulé *le Peuple Allemand*, et publié sous la direction du docteur Hans Meyer. Cet ouvrage, qui jouit manifestement de la faveur officielle, et dont le débit a été énorme, déclare qu'il a pour objet « de créer parmi ses lecteurs la persuasion que jamais, dans l'histoire tout entière de l'humanité, rien n'a surgi de plus grand ni de plus beau que la nationalité allemande. » Et, de fait, le groupe d'auteurs bien connus qui collaborent avec le docteur Meyer ne cesse pas de célébrer sur tous les tons l'excellence incomparable de la pensée, de l'action, et de la vie allemandes.

Même dans des circonstances normales, une thèse de ce genre aurait chance de provoquer maintes protestations. Et aussi, n'est-il pas étonnant que, dans les conditions présentes, l'effort de l'Allemagne à proclamer sa prééminence ait donné lieu à une tempête d'indignation et de railleries. Si fort est le ressentiment actuel de nos compatriotes que l'inanité des prétentions germaniques est devenue un thème populaire dans nos journaux, et que même des noms honorés ont bien voulu prêter l'appui de leur auto-

rité en faveur d'une théorie suivant laquelle, dans les domaines de la science, de l'art, et de la littérature, l'Allemagne n'aurait joué qu'un rôle de second plan. Mais pour compréhensible que soit, humainement, une telle attitude, elle est tout aussi injuste et déraisonnable que les ambitions énoncées par l'Allemagne dans ses pires accès de mégalomanie. Sans l'ombre d'un doute possible, les Allemands sont un des grands peuples de l'histoire, combinant en soi une partie des attributs intellectuels et esthétiques des anciens Grecs avec la sagesse pratique des anciens Romains ; et très substantielle a été leur contribution au trésor commun de l'humanité civilisée. Ils ont laissé leur empreinte, — et souvent une empreinte très profonde, — dans tous les départemens supérieurs de la vie et de l'œuvre de l'esprit humain. L'objet du livre qu'on va lire sera précisément d'offrir au public anglais un compte rendu quelque peu détaillé de ce que l'Allemagne a ainsi accompli dans les sphères principales de l'activité humaine, — avec un effort constant, de la part des auteurs, à estimer la valeur de cette « contribution » de l'Allemagne sans l'ombre de prévention ni de parti pris.

Voilà donc la tâche que se sont proposée M. Paterson et ses huit collègues, en un moment où non seulement des centaines de leurs anciens élèves étaient en train de périr dans les plaines des Flandres ou de l'Artois, asphyxiés par les gaz délétères que venait de composer à leur intention la chimie allemande, mais où d'autres représentans de la science d'outre-Rhin étudiaient les moyens de procéder avec plus d'ampleur au massacre de milliers de femmes et d'enfans anglais, surpris au milieu de leur sommeil par les bombes incendiaires d'une flottille de Zeppelins ! C'est ce moment tragique de l'histoire de leur race qu'ont choisi les éminens professeurs écossais ou anglais pour tâcher à corriger l' « erreur » commise par les journaux de leur pays, touchant la civilisation et la pensée allemandes ! Ces journaux ne s'étaient-ils point permis d'insinuer que la « contribution » de l'Allemagne aux progrès de l'humanité pouvait bien n'avoir été que « de second plan ? » En présence d'une insinuation aussi « injuste et déraisonnable, » comment M. Paterson et ses collaborateurs auraient-ils hésité à prendre passionnément la défense de l'Allemagne, — eux qui savaient que celle-ci « combine en soi une partie des attributs intellectuels et esthétiques des anciens Grecs avec la sagesse pratique des anciens Romains ? »

— Non, certes, — me répondront sans doute ces messieurs, — aucune hésitation ne nous était possible ! Le moment n'importe pas, lorsqu'il s'agit de corriger une erreur ; ou plutôt c'est toujours le moment le plus proche qu'il convient de saisir. Auriez-vous donc voulu que, instruits comme nous l'étions de la grandeur allemande,

nous unissions, — patriotiquement, — nos railleries à celles de la masse ignorante des journalistes ?

Mais à cette réponse j'imagine que les compatriotes de M. Paterson ne seraient pas en peine de répliquer pour leur part, tout de même que le feraient sûrement, et d'un élan unanime, tous les lecteurs français si quelqu'un de chez nous s'avisait de pousser à un égal degré le prétendu souci de la « vérité scientifique. » Ils répliqueraient d'abord en rappelant aux professeurs d'Edimbourg que, devant l' « erreur » commise par les journaux, ces savans hommes auraient eu, tout au moins, la possibilité de se taire. Aucun dommage n'en serait résulté pour leur renommée « scientifique, » et aucun dommage non plus pour les intérêts nationaux de leur patrie, — sauf pour celle-ci à se guérir plus tard de son « erreur, » lorsque les « contributions » de la science allemande ne risqueraient plus d'exterminer ses enfans jusque dans leurs berceaux.

Et puis, — ajouteraient d'une seule voix les lecteurs français, — il y a eu sans doute en Angleterre, aussi bien que chez nous, des savans qui, connaissant non moins profondément que vous le véritable « rôle » de la pensée allemande, ont trouvé dans leur cœur de patriotes un moyen d'utiliser cette connaissance au profit de leur cause nationale, sans rien sacrifier de leurs devoirs d'impartialité scientifique. Votre directeur, M. Paterson, n'a-t-il pas été contraint d'avouer lui-même que la « mégalomanie morbide » des Allemands leur a fait concevoir une idée « excessive » de leur propre valeur? Au lieu de vous indigner de la manière dont cette « erreur » allemande, — issue d'un monstrueux et stupide orgueil, — a pu mener par contrecoup des écrivains anglais ou français à nier tout à fait la valeur de l'Allemagne, n'auriez-vous pas dû essayer de nous apprendre en quoi consiste, bien exactement, la part de l' « erreur, » dans cette peinture que nous font nos barbares ennemis de leur « prééminence? » Ainsi ont fait M. Picard, et M. Duhem, et d'autres célèbres savans de chez nous dont je parlais au début de cette chronique. Sans contester à l'Allemagne ses mérites réels, ils ont voulu réduire devant nous ces mérites à leur juste mesure, et par là ils ont « contribué, » eux aussi, à l'œuvre patriotique dont ne saurait être dispensé aucun savant de France, non plus que d'Angleterre. Ils y ont contribué non point, peut-être, en nous représentant l'Allemagne comme n'ayant joué qu'un rôle intellectuel de « second plan, » — encore que, sur bien des points, leur conscience de savans les ait forcés d'aboutir à des conclusions très différentes de celles qui nous sont exposées par M. Paterson

et ses huit collègues, — mais en nous instruisant à mépriser et à détester davantage, chez les Allemands, une « mégalomanie » qui pourrait sembler excusable de la part d'une race inintelligente, tandis qu'elle aura toujours de quoi nous paraître odieuse si, vraiment, elle s'accompagne « de quelques-uns des plus précieux attributs intellectuels des anciens Grecs ! »

Après quoi le professeur Paterson nous assure bien, dans sa préface, que lui-même et ses huit collaborateurs « n'ont pas eu l'occasion de discuter un plan ni une attitude d'ensemble, non plus que de confronter leurs diverses conclusions. » Mais c'est donc que le professeur écossais savait d'avance le tour d'esprit et les sympathies des éminens collègues ainsi rassemblés : car le fait est qu'il n'y a pas un seul des chapitres du recueil qui ne soit expressément un « éloge » de la civilisation, de l'esprit, ou de l'art allemands. Il y a plus : chacun des neuf auteurs examine, en quelque sorte, son sujet d'un point de vue tout « absolu, » sans presque jamais s'occuper de comparer, par exemple, à la littérature, ou à la peinture, ou à la musique allemandes, le développement simultané ou antérieur de ces mêmes arts dans les autres pays. Que l'on se figure une série de neuf longs chapitres distincts, décrivant tel ou tel domaine de la civilisation allemande comme le feraient les sections d'un « manuel » scolaire ! Et toujours la « conclusion » qui ressort des chapitres est que, « dans tous les départemens supérieurs de la vie et de l'œuvre de l'esprit humain, » l'Allemagne a creusé une « empreinte très profonde. »

Eh bien ! non, cette conclusion n'est pas vraie, et je viens, à mon tour, protester contre elle, non point certes avec l'autorité d'un savant professeur, mais avec la certitude longuement réfléchie d'un « amateur » qui, pendant un quart de siècle, n'a point cessé d'observer d'assez près l'évolution de plusieurs des principaux « départemens de la vie intellectuelle et esthétique » de l'Allemagne. Non, je l'affirme du plus profond de mon cœur, — et voilà plus d'un quart de siècle que j'ai commencé à l'affirmer déjà ici même : il y a maints domaines de la pensée et de l'art où l'Allemagne n'a pas creusé « une empreinte très profonde. »

Il me serait même facile de prouver que, jusque dans les domaines où elle a excellé, son besoin naturel d'obéir l'a condamnée à devoir attendre l'impulsion du dehors. Pour émouvante et délicieuse qu'ait été à Cologne, pendant une trentaine d'années, la peinture « musicale » de l'école d'Étienne Lochner, c'est cependant de nos peintres et

enlumineurs français du XIVe siècle qu'est venu tout l' « appareil » extérieur de cet art, où la rondeur de visages exsangues contraste avec la frêle minceur des lignes du corps. Et puis, presque tout de suite, il a suffi de l'arrivée à Cologne de peintres flamands, élèves de Thierry Bouts et de Rogier van der Weyden, pour substituer dorénavant aux pieuses images chantantes des premiers peintres rhénans un art tout réaliste et fixé sur le sol. Semblablement, c'est chose bien certaine que, dans celui de tous les arts qui, seul avec la métaphysique, peut être regardé comme lui appartenant en pleine possession, la « poussée » initiale est venue à l'Allemagne des musiciens d'Italie; après quoi ses propres musiciens n'ont produit d'œuvres entièrement belles que pendant le siècle où, dans leur art, la lourdeur et la disproportion et la confusion allemandes ont été tenues en laisse par le goût « latin. » Il y a eu là, entre les débuts de Haendel et les derniers chants de Mozart, cent années où l'influence italienne et l'influence française ont réussi à « dégermaniser » assez profondément la musique allemande pour lui permettre d'offrir désormais au monde un type de perfection pour ainsi dire idéal, avec une harmonie de la forme et du fond qui jamais ne s'est renouvelée dans l'histoire des arts. Sans compter que longtemps encore après la fin de cette heureuse période, — en fait jusqu'à la mort de Beethoven et du jeune Schubert, — des restes de l'influence « classique » ont permis à la « forme » musicale allemande de ne pas trop souffrir des empiétemens du mauvais goût national. Mais combien celui-ci s'est ensuite vengé, et combien l'œuvre même de Richard Wagner, malgré tout l'effort incessant de ce « vieux sorcier » à faire revivre dans sa musique la poésie sensuelle et « latine » de Mozart, combien cette œuvre aurait eu de peine à nous séduire autant qu'elle l'a fait, si son apparition n'avait pas coïncidé avec une époque où l'on aurait dit que nous nous étions juré de subir joyeusement tous les sacrifices pour nous laisser pénétrer de l'esprit et des goûts de nos puissans vainqueurs?

Un exemple significatif de cette « docilité » de la musique allemande nous est donné dans l'histoire de la célèbre, -- trop célèbre, — école de Mannheim, bruyamment glorifiée depuis vingt ans par les musicographes d'outre-Rhin comme l'initiatrice de l'art symphonique de notre temps. En réalité, cette école était simplement une espèce d'atelier où d'habiles « praticiens » allemands s'occupaient à composer, pour l'usage à peu près exclusif de Paris et de Versailles, des symphonies et autres pièces conformes à notre goût musical français.

Frappés de l'habileté supérieure des Allemands dans la mise au point matérielle des œuvres de musique instrumentale, les amateurs français avaient pris l'habitude, entre 1760 et 1780, de confier à l'« équipe » de musiciens de Mannheim le soin de les approvisionner d'œuvres de cet ordre. Il y avait à ce moment, dans la petite capitale du Palatinat, une douzaine de ces fournisseurs attitrés de nos concerts parisiens, publics et privés : des hommes qui s'appelaient Stamitz père et fils, Holzbauer, Cannabich, Eichner, etc. Et non seulement ces adroits et consciencieux ouvriers ne travaillaient guère qu'à notre intention, publiant chez les éditeurs parisiens les symphonies, quatuors, et sonates qu'ils avaient composés dans leur pays, mais en outre, comme je l'ai dit, chacun d'eux s'attachait à composer ces divers morceaux dans le plus pur esprit français, à tel point que peu d'œuvres musicales nous apparaissent aujourd'hui moins « allemandes » que ces prétendus chefs-d'œuvre de l'art national allemand. C'est ainsi que le jeune Mozart, pendant son mémorable séjour à Mannheim en 1777, s'est peut-être plus profondément nourri qu'il allait le faire chez nous, l'année suivante, de ce goût et de cet idéal artistique français qui ne devaient plus cesser depuis lors de le posséder jusqu'à la date de son installation définitive à Vienne.

J'ai cité à dessein le phénomène historique assez singulier d'une école entière de musiciens allemands s'employant, chez eux, à composer uniquement des symphonies françaises. Mais à côté de cette « dénationalisation » collective, combien d'autres musiciens allemands, tout au long de l'histoire, auxquels il a suffi d'émigrer de leur patrie pour s'adapter non moins complètement aux traditions artistiques d'une race étrangère ! Que l'on se rappelle l'aventure du grand Haendel, devenu tour à tour Italien, puis Anglais ; celle du charmant Schobert, ce Silésien qui, avant de mourir « à la fleur de l'âge, » a eu le temps de créer parmi nous une œuvre de piano à la fois toute « moderne » et la plus « française » que l'on pût rêver ! Ou bien encore l'aventure de Simon Mayr, compositeur allemand transplanté à Bergame, où l'on peut bien dire qu'il a fondé un type nouveau d'opéra italien ! De tout temps, en vérité, les musiciens allemands se sont accommodés merveilleusement de ces transplantations, trop heureux de pouvoir composer désormais dans le goût de telle ou telle nation, en se contentant d'y apporter simplement leur maîtrise allemande de tous les procédés matériels de leur art. Sans compter qu'il n'est pas besoin à un musicien allemand d'émigrer de son pays pour se mettre au service d'un goût esthétique étranger : nous en avons la

preuve dans le curieux épisode susdit de l'école de Mannheim, et puis aussi, je crois bien, dans l'aventure beaucoup plus récente du seul compositeur de talent que l'Allemagne ait produit après Richard Wagner, M. Richard Strauss, — cet imitateur et continuateur de Berlioz dont l'œuvre aurait chance de nous être plus accessible encore et plus amusante qu'aux compatriotes eux-mêmes de son auteur, si seulement nous n'y étions gênés par un certain élément trop marqué de lourdeur et de platitude « teutonnes. »

N'importe : il est bien vrai, sans l'ombre d'un doute, que les Allemands ont « creusé une empreinte très profonde » dans le domaine de la musique. Des deux grands sens « artistiques » dont la collaboration sert de fondement à la partie supérieure de notre vie intellectuelle, le sens « musical » et le sens « pittoresque, » c'est chose incontestable que le premier se trouve éminemment développé dans l'âme nationale allemande. Mais la collaboration de ces deux sens suppose d'abord, entre eux, un équilibre plus ou moins complet : tandis que, chez les Allemands, nulle trace n'existe d'un pareil équilibre. Non seulement leur sens « pittoresque » est d'un développement rudimentaire, en comparaison de celui de leur sens « musical » : à cette inégalité anormale de développement s'ajoute encore une opposition déplorable entre les habitudes foncières et les aspirations des deux sens. Autant les oreilles des Allemands, — si l'on me permettait de m'exprimer ainsi, — autant leurs oreilles sont naturellement « idéalistes, » autant leurs yeux sont, au contraire, positifs et pratiques, incapables du moindre effort pour relever ou pour embellir la « prose » utilitaire de leurs perceptions. D'où résulte, dans la vie « spirituelle » des Allemands, un principe constant de secret désaccord, comme si nous la voyions conduite par deux chevaux qui non seulement différeraient entre eux par la taille et les forces, mais qui, en outre, tendraient à l'entraîner dans des voies opposées. Et de là résulte aussi que, prise dans son ensemble, la vie intellectuelle et artistique de l'Allemagne ne nous apparaîtra jamais véritablement grande, à la manière de celle de l'Italie, par exemple, ou des « anciens Grecs, » de peuples dont l'âme nous ravit éternellement par le spectacle de son plein et parfait équilibre.

Non vraiment, quoi qu'en puisse dire M. Paterson, les Allemands, au point de vue de la pensée et de l'art, ne sont pas « un des grands peuples de l'histoire. » C'est de quoi l'Europe a toujours eu vaguement conscience, jusqu'à l'espèce d'aveuglement qui est tombé sur elle depuis un demi-siècle : depuis le jour où il est arrivé à l'Allemagne

elle-même, — sous l'effet d'un « enchantement » un peu pareil à celui du tisserand Bottom dans le *Songe d'une Nuit d'été*, — d'échanger soudain sa modestie séculaire en un « morbide accès de mégalomanie. » L'Europe avait beau ignorer ce que nous a révélé indiscutablement la conduite de nos ennemis depuis tout près d'une année, c'est-à-dire à quel point la fameuse « culture » de ce peuple était superficielle, recouvrant d'une couche bien ténue et fragile un fond de « barbarie » décidément « incivilisable » : de tout temps elle se refusait à placer l'Allemagne au rang des « grandes nations de l'histoire, » tout au moins sous le rapport de l'esprit et des arts. Un instinct irréfléchi lui défendait d'associer, dans son estime, la peinture, la littérature, les mœurs allemandes à celles des quatre ou cinq grandes races dont la civilisation lui paraissait avoir atteint un niveau supérieur de maturité créatrice.

Et je persiste à croire que cet instinct de l'Europe ne l'avait point trompée. Le livre nouveau de M. Paterson et de ses collaborateurs m'ayant procuré l'occasion de revoir les principales étapes de l'évolution historique de la pensée et de l'art allemands, j'ai été frappé, une fois encore, de ce que cette évolution avait eu d'incomplet, d'inégal, de soumis à des alternatives perpétuelles de rajeunissement et de déclin, sans qu'il lui fût permis jamais de produire des fruits manifestement mûrs. Toujours, au cours des siècles, l'Allemagne a souffert du contraste entre les deux tendances de ses yeux et de ses oreilles. Aussi bien en philosophie qu'en littérature et dans les arts plastiques, il y a eu chez elle deux mouvemens contraires, dont l'un la poussait à créer, pour ainsi dire, « suivant l'esprit de la musique, » tandis que l'autre la rejetait vers un réalisme prosaïque et grossier. Que l'on confronte, par exemple, les « courbes » étrangement heurtées de sa pensée philosophique avec celles de la philosophie anglaise, ou même de la nôtre ! Pendant un demi-siècle, de Kant à Hegel et à Schopenhauer, la voilà qui tend de plus en plus à éloigner du sol l'édifice, tout poétique et quasiment « orchestral, » de sa spéculation ; la voilà qui s'ingénie à bâtir des systèmes de plus en plus inutiles, — s'il est vrai qu'aucune philosophie puisse jamais posséder un élément quelconque d'utilité pratique, — mais qui, du moins, nous touchent par la grandeur de leurs formes et l'ingénieuse richesse de leurs combinaisons ! Pendant un demi-siècle la philosophie allemande s'obstine à créer exclusivement « suivant l'esprit de la musique, » — tout de même qu'avait fait jadis, pendant une trentaine d'années, la peinture des maîtres de l'école de Cologne, et tout de même que l'avaient voulu

faire, aux premières années du XIXe siècle, les écrivains « romantiques » issus de Novalis : et puis, brusquement, dans la philosophie comme dans la littérature, — pour ne point parler d'une peinture qui, en vérité, ne peut guère compter au regard des autres écoles européennes, — dans tous ces modes de son art et de sa pensée, voici que l'Allemagne tourne le dos à la direction qu'elle avait suivie jusque là! Ses philosophes se cramponnent à terre, affectant de ne plus admettre l'ombre même d'une théorie abstraite et générale; ils s'attachent à évaluer la durée des sensations, à établir les concordances physiologiques des phénomènes de la vie spirituelle; ils substituent à la « poésie » des constructions arbitraires des successeurs de Kant une « prose » d'une médiocrité si lourde et « terre à terre » que, sûrement, le reste du monde ignorerait jusqu'aux noms de ces nouveaux représentans de la pensée allemande sans le hasard qui est venu glisser au milieu d'eux un poète manqué, l'extravagant et irrésistible auteur d'*Au delà des limites du Bien et du Mal!*

Quant à la véritable psychologie, consistant à observer et à décrire l'âme humaine dans le détail de sa vie ordinaire, — la psychologie qui chez nous, depuis Descartes et Pascal jusqu'à Balzac et à Sainte-Beuve, remplit aussi bien l'œuvre des romanciers que des historiens et des critiques, et des « moralistes » professionnels, — celle-là n'a jamais pu prendre pied chez les Allemands ; et cette seule constatation aurait déjà de quoi nous justifier, me semble-t-il, de refuser à l'Allemagne le titre de « grande nation » intellectuelle. Un peuple qui n'est point capable d'observation intérieure, — faute de pouvoir élever sa vue à un assez haut degré de délicatesse, tout ensemble, et de désintéressement, — un peuple dont l'œuvre entière, telle que l'ont créée ses philosophes et ses littérateurs, n'a pas à nous offrir un atome de vie, ne saurait prétendre à marcher de pair avec les patries de Dante et de Shakspeare, non plus qu'avec celles de Cervantès, de Molière, et de Dostoïevsky. En vain ses admirateurs allégueraient le génie de Gœthe, — phénomène d'ailleurs exceptionnel dans la longue histoire de la pensée allemande : pour réel et puissant qu'ait été ce génie, et malgré la chance merveilleuse avec laquelle il a réussi à dépasser, sous maints rapports, les limites naturelles de l'intelligence et de l'art de sa race, lui-même est toujours resté hors d'état de créer de la vie. Ses figures les plus fameuses, son Werther et son Faust, son Iphigénie et son Wilhelm Meister, nous séduisent tantôt par l'élément « musical » qui nous apparaît en elles, et tantôt par la nouveauté ou par la hardiesse des hypothèses de

tout genre qu'elles se plaisent à émettre : mais qui donc se flatterait de les avoir vues vivre, de la même façon qu'un Don Quichotte, un Père Goriot, ou n'importe quel personnage d'un roman de Dickens ?

Fatalement la faiblesse rudimentaire, chez les Allemands, de ce qu'on pourrait appeler la faculté de perception « objective, » et puis aussi la tendance trop utilitaire et pratique de cette faculté ont eu pour effet de rendre impossible tout essai de création vivante. Un petit nombre de poètes et conteurs d'outre-Rhin ont bien pu produire de beaux chants, ou parfois des inventions saisissantes, en s'abandonnant librement à leur sens « musical ; » et parfois même cet excès de « musique, » dans des productions d'ordre romanesque, leur a permis de s'imposer momentanément à la curiosité des autres nations, de telle sorte qu'un Hoffmann, par exemple, est devenu à l'étranger l'initiateur d'un mouvement littéraire plus ou moins prolongé : mais, avec tout cela, nos critiques n'ont aperçu qu'une partie de la vérité, lorsqu'ils ont attribué à des motifs simplement « formels, » comme le manque de mesure ou l'absence du moindre souci de « composition, » l'inaptitude trop évidente de la pensée et de l'art allemands à sortir durablement des frontières de leur pays. Par-dessous ces défauts extérieurs, les œuvres les plus remarquables de l'Allemagne étaient encore inévitablement pénétrées d'un autre vice plus profond et plus grave ; et c'est surtout parce que nos pères et nous-mêmes y sentions toujours une absence trop complète de vie que jamais, — sans en excepter Gœthe ni Schiller, — aucun des maîtres de la littérature allemande ne s'est acclimaté à demeure parmi nous, tandis qu'il n'y a peut-être pas de littérature étrangère, à l'exception de celle-là, qui n'ait « creusé son empreinte » dans notre formation intellectuelle et morale (1).

Telles sont, trop brièvement énoncées, les principales réflexions que m'a suggérées la lecture de l'étrange recueil des professeurs écossais. Le spectacle des crises continuelles subies par l'Allemagne dans les « départemens supérieurs de sa vie intellectuelle et artistique »

(1) Il faut voir, dans le beau *Voyage en Allemagne* de Michelet, publié récemment par M. Gabriel Monod, l'effort continu du voyageur pour saisir et pour définir les causes qui l'empêchent invinciblement de placer la patrie de Gœthe au rang des « grandes nations » intellectuelles. « Que manque-t-il à ces qualités de l'esprit allemand pour nous procurer une satisfaction bien entière? » se demande Michelet. Et enfin la réponse longtemps cherchée lui arrive. « Il y a quelque chose encore au-dessus d'elles, — s'écrie-t-il, — et quoi? Le mouvement, la grâce, la France ! »

m'a rappelé l'opposition des deux tendances natives de l'âme allemande, avec tout ce qui en est résulté d'obstacles pour son libre et complet épanouissement. Mais j'ai cru discerner aussi que, surtout depuis ses victoires inespérées d'il y a un demi-siècle, l'Allemagne avait décidément sacrifié l'une de ces tendances au profit de l'autre, — s'entraînant par tous les moyens à développer en soi le côté positif, dont les progrès ne pouvaient manquer de causer, par contre-coup, un affaiblissement regrettable de son sens « musical. » Ou plutôt je suis prêt à reconnaître que la « dépoétisation » de l'âme germanique n'a eu, au contraire, que des effets très heureux dans ce domaine des sciences où M. Émile Picard nous la montrait encore, l'autre jour, ne commençant à jouer un rôle « de premier plan » qu'à partir du moment où elle a renoncé à toute recherche un peu « spéculative » pour s'occuper uniquement d'applications pratiques. A cesser de vivre et de créer « suivant l'esprit de la musique, » une race comme celle-là devait nécessairement gagner la maîtrise que nous lui voyons aujourd'hui dans l'exploitation « utilitaire » des découvertes scientifiques de nos savans ou de ceux d'outre-Manche : car il n'y a point d'autre race que son instinct foncier ait toujours aussi sûrement conduite à envisager, dans les choses qu'elle percevait, les menues possibilités de profit immédiat. C'est donc seulement dans les domaines de la pensée et des arts que l'atrophie plus ou moins volontaire de l'ancien sens « musical » de la race risquait d'avoir pour elle des suites fâcheuses : mais il faut lire, comme je viens de le faire, les différens chapitres du recueil anglais pour apprécier toute l'importance de ces suites, et combien la littérature, la peinture, la musique même des Allemands sont aujourd'hui déchues de leur niveau moyen d'il y a cinquante ans. Je ne puis, malheureusement, qu'indiquer aujourd'hui cette dernière conclusion qui, — contre le gré de M. Paterson et de ses collaborateurs, — ressort pour nous de leur tableau des diverses étapes de la « culture » allemande : une autre fois, si l'on veut bien me le permettre, j'essaierai d'y revenir avec plus de détail.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les Chambres seraient-elles infatigables ? On ne sait pas encore si elles prendront des vacances. Souhaitons qu'elles le fassent, comme à l'ordinaire, en cette saison. Ce sera de leur part un bon exemple de sang-froid. Au surplus, elles peuvent compter sur leurs présidens pour les convoquer s'il y a lieu de le faire : M. Antonin Dubost et M. Paul Deschanel ne manqueront pas à ce devoir. Peut-être les choses s'arrangeront-elles ainsi, et ce sera alors pour le mieux. En temps normal, le gouvernement prononce lui-même, dans le cours de juillet, la clôture de la session ordinaire. Il a déclaré très fièrement qu'il ne renonçait pas et qu'il ne pouvait pas renoncer à une des prérogatives essentielles du pouvoir exécutif, mais il a ajouté plus modestement que, pour cette fois, il ne l'exercerait pas et que les Chambres auraient pleine liberté de siéger ou de ne pas siéger. Peut-être ne pouvait-il pas faire autrement : en temps normal, il y a un budget voté à cette époque de l'année, et il n'y en a pas aujourd'hui. On vit sur des douzièmes provisoires. Les Chambres viennent d'en voter trois, que demandait le gouvernement. L'auraient-elles fait si elles n'avaient pas été sûres qu'il ne serait pas porté atteinte à leur permanence ? Il est probable qu'un accord a eu lieu entre le gouvernement et elles, mais c'est le gouvernement qui y a mis du sien.

Cet accord est d'ailleurs chose excellente. L'inconvénient serait grave si, à l'heure difficile où nous sommes, le moindre dissentiment se manifestait entre les pouvoirs publics et l'on doit faire, de part et d'autre, tout ce que la conscience permet pour maintenir l'harmonie. Que penserait le pays, que penserait l'étranger, si elle venait à être troublée ? Mais il ne faut pas s'en tenir à ce bienfait d'un ordre général : on ne saurait nier que l'intervention parlementaire n'ait eu, ces derniers temps, quelques heureux résultats. Les ministres les plus intelligens et les plus laborieux ont besoin d'un contrôle dans lequel

ils trouvent à la fois des indications utiles et un stimulant. Autant l'intervention des Chambres est dangereuse lorsqu'elle dépasse la mesure et empiète sur un terrain qui n'est pas le sien, autant elle est salutaire lorsqu'elle s'y enferme. Ce n'est pas le moment de rechercher ce qu'il en a été dans ces derniers mois et peut-être la censure ne le permettrait pas ; mais dans une œuvre qui devait être inévitablement un peu mêlée, les Commissions de l'armée de la Chambre et du Sénat ont rendu des services à la défense nationale. Elles ont vu et obligé de regarder des choses qui avaient besoin de redressement ou de complément. M. le ministre de la Guerre, qui était mis en cause, a été le premier à reconnaître que son œuvre n'était pas parfaite : aussi a-t-il fait appel à la critique et s'est-il montré tout disposé à en tenir compte. Mais qu'un autre eût mieux fait à sa place, nous avons à ce sujet bien des doutes. M. Millerand a donné des chiffres qui permettent de mesurer arithmétiquement l'étendue et l'efficacité de son effort. Le mérite en apparaît encore plus grand si on veut bien se rappeler que la région de la France la plus riche en charbon et en usines est entre les mains de l'ennemi. Nous ne voudrions pas établir de comparaisons qui seraient peut-être déplacées ; mais, dans la limite des moyens dont nous pouvions disposer, personne en Europe n'a fait mieux que nous. Nous continuerons et nous ferons plus encore et les Commissions des Chambres y auront contribué : tout ce que nous nous permettons de leur demander est de rester dans ce rôle. On vient de créer trois sous-secrétaires d'État à la Guerre. C'est beaucoup et cependant, si les bruits qui courent sont exacts, nous avons été menacés de davantage. Dans un de ses articles du *Figaro*, M. Alfred Capus dit spirituellement qu'il faut être satisfait d'avoir trois sous-secrétaires d'État, puisque nous avons pu en « craindre » quatre. Il y a eu évidemment une demi-mainmise du parlement sur le ministère de la Guerre. Il ne s'agit pas ici des hommes. Nous ne pourrions dire que du bien de M. Joseph Thierry dont on connaît le bon esprit, l'expérience et le talent. Nul ne le soupçonnera d'ambition, puisque, ayant été ministre et étant destiné à le redevenir, il a accepté un simple sous-secrétariat d'État : il n'a été évidemment guidé que par le souci du bien à faire. Il est impossible d'être plus éloigné de nos idées que M. Albert Thomas, qui est socialiste unifié et a même montré, en d'autres temps, qu'il ne l'était pas à moitié. Qu'importe s'il a vraiment les qualités qu'on lui prête et si, avant d'être sous-secrétaire d'État à la Guerre, il a fait une sorte de noviciat et y a rendu de réels services ? Les questions d'opinion ne comptent plus

aujourd'hui. Quant à M. Godard, nous ne pouvons en rien dire puisqu'on ne nous en dit rien et, dans l'ignorance où nous sommes de ses titres à diriger un grand service militaire, nous nous garderons bien de les contester : attendons-le à l'œuvre. Les hommes sont donc pour nous hors de cause. Quant à l'institution même des sous-secrétaires d'État à la Guerre, nous n'en dirons rien de plus, nous contentant de penser qu'un parlementaire n'a pas nécessairement des aptitudes supérieures à celles d'un technicien.

Si les Chambres ne se séparent pas positivement, elles jugeront sans doute à propos de se réunir moins souvent, comme le vote même de trois douzièmes provisoires au lieu d'un, ou de deux, est de nature à le faire croire. Quant au gouvernement, il sait aujourd'hui que, de loin ou de près, le contrôle parlementaire veille sur lui et il a montré qu'il n'avait aucune intention de s'y soustraire : il n'en a, au surplus, aucun moyen. Mais c'est seulement à l'ennemi que nous ne devons pas laisser de repos.

Les yeux continuent de se fixer sur les Balkans, sans réussir à y voir clair : il est seulement de plus en plus certain que l'introduction des pays balkaniques dans le cercle des États indépendans n'aura pas fait faire aux mœurs politiques de l'Europe un grand pas vers l'idéal. Combien tous ces peuples étaient plus intéressans lorsqu'ils étaient malheureux et que nous leur tendions une main généreuse pour les aider à secouer un joug détesté ! Ce sont eux aujourd'hui qui nous tendent la main, mais c'est pour que nous y mettions quelque chose. Il est très naturel et, dans une juste mesure, très légitime qu'ils cherchent à tirer parti des circonstances : ils devraient toutefois se rappeler notre désintéressement d'autrefois, non pas pour nous payer d'une complète réciprocité, — nous ne sommes pas assez naïfs pour leur en demander autant, — mais pour introduire quelque modération dans les exigences qu'ils nous notifient. Comment ne comprennent-ils pas que c'est d'ailleurs le seul moyen de les faire aboutir ? Nous ne demanderions naturellement pas mieux de les satisfaire : le malheur est qu'ils veulent tous les mêmes choses, en vertu de droits qu'ils regardent toujours comme supérieurs à ceux du voisin : cela rend la conciliation difficile. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion, avant la guerre des Balkans contre la Porte, de dire de quelle haine atavique les États balkaniques sont animés les uns contre les autres, et cette haine est doublée d'un mépris qui y ajoute encore un ferment redoutable. Tels sont les sentimens des Bulgares pour

les Serbes, des Serbes pour les Bulgares, des Grecs pour les uns et pour les autres et des Roumains uniformément pour tous. Rien n'égale le suprême dédain d'un Bulgare lorsqu'on lui parle des droits d'un Serbe, si ce n'est le dédain d'un Serbe quand on lui parle des droits d'un Bulgare. Chacun estime qu'il n'y en a que pour lui. Ces droits résultent généralement de trois sources : la nationalité, l'histoire, la commodité. Le mélange des races qui, sur certains points, atteint le plus haut degré de confusion, permet à tous de soutenir les mêmes prétentions sur les mêmes territoires et, au surplus, chacun n'invoque le principe des nationalités que lorsqu'il est à son avantage : dans le cas contraire, il invoque ce que nous appelons la commodité, c'est-à-dire l'intérêt politique et la nécessité stratégique. Enfin vient l'histoire. Quand un de ces États en formation peut, ou croit pouvoir prouver qu'à travers la longue suite du temps un territoire lui a appartenu, il en conclut que ce territoire doit lui appartenir encore aujourd'hui : et comme les mêmes territoires ont successivement appartenu, tantôt à celui-ci et tantôt à celui-là, on voit combien l'histoire est, elle aussi, un principe de division.

Pendant tout le cours du siècle dernier, pour ne pas remonter plus haut, la question d'Orient a été pour la diplomatie européenne un problème à peu près insoluble, mais combien l'est-il davantage aujourd'hui ? Autrefois en effet, les peuples balkaniques n'étaient pas devenus des États indépendans; ils étaient faibles, ils ne pouvaient rien par eux-mêmes, ils avaient besoin de tout le monde, ils se contentaient de ce qu'on leur donnait et, en attendant mieux, ils en étaient reconnaissans. Aujourd'hui, ils veulent tout à la fois et ils le veulent tout de suite. Ils diraient volontiers comme le Grand Roi : « J'ai failli attendre! » Ils se plaignent du moindre retard à la réalisation de leur désir. En outre, ils comprenaient autrefois la nécessité de faire quelque chose par eux-mêmes et d'ajouter un effort personnel à celui des Puissances protectrices : leur idéal aujourd'hui est de laisser tout faire par ces dernières et de profiter après coup de leur travail. Quand ils parlent d'intervenir avec elles, c'est toujours à des dates fuyantes, avec des prolongemens d'échéances qui vont sans cesse en s'éloignant, et les revendications augmentent, non pas en raison du service rendu, mais du service à rendre. Ils ne s'attardent pas à songer que ce service devient moindre à mesure que le temps passe et que c'est le cas de dire : *Qui cito dat bis dat*, — celui qui donne vite, donne double. Telle est la nouvelle apparence sous laquelle les Balkans se présentent à nous en ce commencement du

xxe siècle, où ils sont appelés à jouer un rôle encore mal défini, mais dont les caractères principaux commencent à apparaître crûment. Les choses iront ainsi jusqu'au jour où, à force d'attendre et de temporiser, un des profonds et subtils politiques dont l'espèce pullule aujourd'hui se perdra dans ses calculs et finira par ne rien avoir : et cela arrivera un jour ou l'autre.

Nous avons parlé de la Roumanie, il y a quinze jours; nous avons dit quelles étaient ses prétentions. Parlons aujourd'hui de la Bulgarie. La Bulgarie qui, au début de la guerre, se cantonnait fermement dans la neutralité, ne se montre plus aussi résolue à ne pas en sortir. Elle en sortira... peut-être... mais à quel prix ? M. Ghenadief veut bien nous le dire, et, certes, le fait est imprévu. Il y a quelques semaines à peine, M. Ghenadief, qui est le chef du parti stambouloviste, hostile à la Russie, favorable à l'Autriche, prêchait la neutralité, et il semblait que, s'il devait en sortir un jour, ce ne serait pas au profit des Alliés. Au cours d'une mission un peu mystérieuse qu'il a faite à Rome et dont nous avons parlé alors, ses tendances ont paru être du côté des Empires du Centre. Mais M. Ghenadief est un homme intelligent, dénué de préjugés, observateur attentif : la lumière s'est faite subitenent dans son esprit et il n'a plus douté que la victoire finale serait du côté de la Triple Entente, devenue la Quadruple Entente avec le concours de l'Italie. Il connaît bien cette dernière ; son exemple a sans doute agi sur lui. Il a pensé que l'Italie ne marchait pas sans avoir de bonnes raisons de le faire et, ces raisons, il les a pressenties, devinées, comprises ; elles l'ont déterminé lui-même. C'est au correspondant du *Mattino* à Sofia que M. Ghenadief a fait ses confidences. Il a commencé par établir combien l'attitude de la Roumanie diffère de celle des autres États balkaniques. « Notre attitude, dès le début du conflit, a été, dit-il, d'une franchise absolue. Lorsque les Alliés, croyant que l'appui de la Grèce et de la Roumanie pouvait résoudre la question balkanique, nous demandèrent notre neutralité, nous la promîmes, et nous l'avons maintenue. La Grèce et la Roumanie, au contraire, crièrent à tue-tête : « Nous sommes prêtes, nous partons à l'instant ! » et elles n'ont pas marché, et je crois qu'elles ne marcheront pas. Les Grecs et les Roumains sont avec les Alliés, mais l'Allemagne conserve des alliés parmi eux et ces alliés sont forts. Ils ont chassé M. Venizelos, un homme supérieur auquel plus tard on élèvera des statues. Au moment opportun, la Grèce a refusé de suivre la politique de M. Venizelos. Du reste les Grecs n'ont privé les Alliés que de

quelques régimens qu'ils auraient pu envoyer aux Dardanelles. »

Comme ces Balkaniques se connaissent entre eux et avec quelle justesse ils parlent les uns des autres! On s'instruit en les écoutant. Mais on devine bien que si M. Ghenadief déprécie le concours que la Grèce aurait pu nous donner, — et aussi la Roumanie, car il en parle également, — c'est pour faire valoir l'appui que nous apporterait, si elle le voulait, la Bulgarie. Il nous ouvrirait la route de Constantinople et « la prise de Constantinople, assure M. Ghenadief, serait un grand coup moral qui déplacerait la puissance de l'Allemagne. Elle abrégerait la guerre de plusieurs mois, épargnerait aux Alliés cent mille soldats et quarante milliards! Elle ne serait pas la fin de l'Allemagne, mais elle donnerait le moyen d'organiser rapidement la victoire finale. » On pense bien que M. Ghenadief, quand il développe ainsi les avantages décisifs que nous apporterait le concours de la Bulgarie, a pour objet principal de nous préparer à quelque chose. « C'est pourquoi, continue-t-il, nous voulons être payés. Nous voulons que la Macédoine redevienne bulgare, car elle est habitée par nos fils. La France avait à reprendre l'Alsace-Lorraine, l'Italie Trieste. Nous avons, nous, quatre Alsace à reprendre : la Thrace turque, la Macédoine serbe, la Macédoine grecque et la Dobroudja. La Grèce s'agrandira en Asie Mineure et dans l'Albanie du Sud; la Roumanie en Bucovine et au Banat ; la Serbie va doubler et peut-être tripler son territoire par l'annexion de l'Albanie centrale et de la Bosnie-Herzégovine. Et alors nous devrions, nous Bulgares, nous laisser étrangler! Nous voulons occuper *immédiatement* la partie de la Macédoine détenue par la Grèce et par la Serbie. La Serbie, destinée à devenir souveraine de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, d'une partie de la Dalmatie et de l'Albanie, refuserait de nous rendre la Macédoine bulgare ? Les Alliés ont enfin compris que nous mobiliserons dès que sera résolue la question de Macédoine. La Quadruple Entente nous a fait des propositions inacceptables, qui ne peuvent être que les bases sur lesquelles on peut espérer l'accord. J'estime que j'ai raison de croire au succès final de la Quadruple Entente. L'Allemagne aura encore ici et là des succès, mais la chute de Constantinople sera pour les Austro-Allemands le commencement de la fin. » C'est ainsi que parle M. Ghenadief : on ne lui reprochera pas de manquer de clarté.

Nous serions enchanté que la Bulgarie réalisât ses aspirations et qu'elle obtînt tout ce qu'elle désire; mais elle nous demande de le lui donner en bloc et tout de suite, en quoi elle met à son intervention

une condition impossible. Comment, en effet, pourrions-nous la satisfaire ? Est-ce que nous possédons la Thrace turque, la Macédoine serbe, la Macédoine grecque et la Dobroudja ? M. Ghenadief énumère avec complaisance tout ce que la Serbie et la Grèce auront par la suite. Elles l'auront, soit, mais elles ne l'ont pas encore. Telle que M. Ghenadief l'établit, la partie n'est pas égale entre la Bulgarie, qui aurait satisfaction tout de suite et les autres États balkhaniques, qui ne l'auraient que plus tard. Pour la Bulgarie le présent, pour les autres le futur, peut-être le conditionnel. Pourquoi cette différence ? On croirait vraiment que M. Ghenadief n'est pas aussi assuré qu'il paraît l'être de la victoire des Alliés, puisqu'il veut son lot immédiatement. Allons au fait. Est-ce que M. Ghenadief attend de nous que nous prenions par la force à la Serbie, à la Grèce, à la Roumanie, les territoires qu'il convoite ? Non sans doute ; il pense que nous sommes à même de les obtenir par la persuasion. Mais il faut du temps pour cela, et M. Ghenadief le sait bien, car il a l'expérience des négociations diplomatiques. Nous propose-t-il sérieusement d'aller demander, à brûle-pourpoint, Cavalla à la Grèce pour le donner à la Bulgarie, et cela au lendemain d'élections où cette question de Cavalla a joué un si grand rôle? Nos lecteurs connaissent notre opinion sur ce point : nous jugeons désirable et légitime que Cavalla appartienne à la Bulgarie, mais cela peut-il se faire du jour au lendemain, ou plutôt le jour même ? Savons-nous même quelles seront les dispositions de M. Venizelos et ce qu'il pourra faire quand il reviendra au pouvoir ? Et les Serbes? Pouvons-nous leur demander ce que M. Ghenadief appelle la Macédoine serbe en échange de territoires qu'ils auront plus tard, s'il plaît à Dieu ? Est-ce qu'ils y consentiraient ? Sans doute les Alliés peuvent avoir quelque influence sur eux, mais cette influence a des limites, et des faits récens donnent à croire qu'on les atteindrait bientôt si on brusquait les choses. Les Serbes ont la prétention d'avoir travaillé pour eux et non pas pour les autres, et ils ont travaillé rudement ! Ils ont droit à des ménagemens. Mais le comble, — qu'on nous passe le mot, — est quand M. Ghenadief nous demande la Thrace turque, c'est-à-dire Andrinople. Il semble oublier que nous sommes en guerre avec la Porte. Là, point de négociation : la force seule peut opérer. Elle opérera sans nul doute, mais elle ne l'a pas encore fait. Nous sommes dans l'impossibilité absolue de donner dès maintenant la Thrace turque à la Bulgarie. Il faut d'abord la conquérir et, si M. Ghenadief veut bien nous en croire, il nous aidera à le faire.

La même solution s'impose à tous les États balkaniques suscep-

tibles de marcher avec nous. Qu'ils marchent donc et le fassent tout de suite s'ils veulent arriver à leurs fins. Et qu'ils aient confiance en nous, c'est-à-dire dans les Alliés. Les promesses faites seront certainement tenues, mais, pour qu'elles le soient, il faut du temps et la victoire. Nous souhaitons pour beaucoup de raisons que le temps soit le plus court possible et l'intervention des États balkaniques est certainement de nature à l'abréger. Mais il faut aussi la victoire : c'est pourquoi nous invitons ces États à y participer. Alors ils auront droit à en profiter : et, pour l'équilibre et la paix des Balkans, nous souhaitons vivement qu'ils le fassent.

Sans parler des Serbes, les Monténégrins leur donnent l'exemple : les premiers ont occupé Elbassan et Tirana et les seconds Saint-Jean de Medua, Alessio, finalement Scutari. Déjà l'Italie avait occupé Valona, et la Grèce quelques territoires albanais. Le royaume du pauvre prince de Wied est bien entamé ! Il devait l'être d'ailleurs, car ce bien sans maître était resté un foyer d'intrigues où l'Autriche continuait les opérations louches qui lui sont habituelles. L'Italie s'est cependant un peu émue de la hardiesse serbe et monténégrine et ses journaux ont rappelé que tout ce qui touche à l'Adriatique est question italienne : rien de définitif ne peut être fait en Albanie sans la participation de Rome. On le sait parfaitement en Serbie et on n'y a aucune intention de conquête. Mais la Serbie, qui est sur le point de faire un nouvel effort contre l'Autriche, pouvait-elle le tenter en laissant sur son flanc et sur ses derrières l'Albanie livrée aux entreprises autrichiennes ? Une opération militaire était de sa part indispensable, soit pour dissiper les bandes en état de formation, soit pour occuper quelques points stratégiques importans. La Serbie a expliqué qu'elle n'avait pas d'autre intention et que l'avenir était réservé. On s'est quelque peu calmé à Rome, tout en continuant à regarder du côté de l'Albanie d'un œil attentif, un peu anxieux même. Alors a eu lieu l'occupation de Scutari par les Monténégrins. On se souvient qu'ils l'avaient déjà pris une première fois au mois d'avril 1913 : Essad pacha, qui défendait la ville pour le compte de la Turquie, venait de se rendre. Il avait capitulé dans des conditions qui avaient semblé sur le moment assez obscures et qui n'ont pas été éclaircies depuis : c'est un problème que l'histoire résoudra plus tard, s'il lui paraît en valoir la peine. En 1913, il s'en est fallu de peu que la prise de Scutari par les Monténégrins ait mis le feu à l'Europe. L'Autriche devint menaçante : elle déclara ne pas pouvoir accepter

le fait accompli. Les Puissances durent intervenir et, dans l'intérêt de la paix, elles obligèrent les Monténégrins à évacuer Scutari. On exerça sur eux une pression très forte, qui fut efficace; mais il est facile de se rendre compte de l'amertume de leurs regrets et, comme d'autres, ils attendirent une occasion de revanche. Nous vivons dans un temps où il ne faut désespérer de rien. Les journaux ont raconté la nouvelle entrée des Monténégrins à Scutari : elle a été très brillante et s'est faite sans la moindre difficulté. Les Bulgares entreraient aussi aisément à Andrinople, s'ils le voulaient, et on ne comprend guère pourquoi ils s'en abstiennent. L'occupation de Scutari par les Monténégrins n'a pas été mieux vue à Rome que celle de Tirana et d'Elbassan par les Serbes et cette fois encore il a été convenu que l'avenir n'était pas engagé. C'est à peine s'il était besoin de le dire. Rien de ce qu'on fait en ce moment n'est définitif; tout sera un jour l'objet d'un règlement général où les intérêts de chacun entreront en ligne. Mais le prince de Bismarck, avec son réalisme, avait coutume de dire : *Beati possidentes !* Heureux ceux qui sont en possession, ceux qui ont quelque gage en main ! Pour n'avoir pas été comprise dans le Discours sur la Montagne, cette béatitude n'en a pas moins, dans l'humble domaine de cette terre, une réelle valeur.

La dernière note que le président Woodrow Wilson a adressée à l'Allemagne, à la suite de la destruction du *Lusitania*, date déjà de plus d'un mois. Nous n'en avons pourtant encore rien dit dans l'espoir que la réponse de Berlin ne pouvait manquer d'arriver bientôt et nous aurions préféré parler ensemble des deux documens; mais on désespère alors qu'on espère toujours. Il semble d'ailleurs bien que si le gouvernement allemand n'est pas pressé d'envoyer sa réponse, le gouvernement américain n'a montré jusqu'ici aucune hâte de la recevoir. Pourquoi ? Nous l'ignorons. On a dit que la note de M. Wilson était moins forte que la précédente : ce n'est pas notre sentiment. Dans le désir qu'il pousse parfois un peu loin de ne se donner aucun tort de forme, M. Wilson emploie volontiers les formules les plus lénitives, les plus conciliantes, les plus confiantes et bienveillantes ; mais, dans le fond, il ne varie pas et sa dernière note reproduit avec une fermeté suffisante les questions qu'il avait déjà posées. Il était facile de prévoir que la presse allemande ne verrait que les complimens et les politesses de la note américaine et elle n'a pas manqué de le faire. Elle a grandement loué le ton courtois et amical de M. Wilson. A l'entendre, tout s'arrangera et même tout est

arrangé, puisqu'on paraît, à Washington, tenir si fort qu'il en soit ainsi ; mais, à Berlin, on ajourne la réponse qu'il faudra bien faire un jour ou l'autre et devant laquelle on est évidemment perplexe.

La conclusion de la note américaine est, en effet, parfaitement précise. « Le gouvernement des États-Unis, y lisons-nous, renouvelle très solennellement et d'une façon pressante les représentations renfermées dans la note du 15 mai au gouvernement allemand, s'en reposant pour leur justification sur les principes humanitaires, sur les conventions internationales universellement reconnues et sur la vieille amitié de la nation allemande. » Il ne faudrait pas que le mot de la fin fît oublier ce qui précède, alors qu'il paraît bien ne pas avoir beaucoup plus d'importance que la formule de salutations qui termine une lettre. Dans le cours de sa note, M. Wilson rappelle tous les principes, toutes les conventions, toutes les règles du droit commun que l'Allemagne a violés. Il s'élève même au-dessus du droit écrit, quelque valeur qu'il ait pour son esprit foncièrement juriste et, repoussant d'avance comme moralement inopérantes les indemnités matérielles qu'on pourrait lui proposer : « Le gouvernement des États-Unis soutient, dit-il, quelque chose de plus élevé que de simples droits de propriété et des privilèges commerciaux : ce qu'il soutient, ce n'est rien moins que les droits sacrés de l'humanité que tout gouvernement tient à honneur de respecter et qu'aucun gouvernement ne peut se croire autorisé à abandonner au nom de ceux qui sont placés sous sa protection. » En conséquence le gouvernement américain déclare qu'il « est dans l'impossibilité d'admettre que la déclaration de la zone de guerre navale puisse à un degré quelconque diminuer les droits des citoyens américains qui se trouvent de passage sur des bâtimens marchands appartenant à une nation belligérante : il ne comprend même pas que le gouvernement allemand puisse mettre de tels droits en doute. Le gouvernement des États-Unis reconnaît également comme un principe indubitable que les vies des non-combattans ne peuvent légitimement être mises en danger par suite de la capture ou de la destruction d'un bâtiment neutre qui n'offre aucune résistance, et comme une obligation la prise de toutes les précautions nécessaires en vue de déterminer si le bâtiment marchand suspect appartient en fait à un belligérant quelconque ou transporte réellement de la contrebande de guerre sous un pavillon neutre. Le gouvernement des États-Unis s'attend fort justement à ce que le gouvernement impérial allemand adopte les mesures nécessaires à la mise en pratique des principes ci-dessus mentionnés, en ce qui concerne la

sauvegarde des vies et des biens américains et demande des assurances que de telles mesures vont être prises. » Nous avons reproduit textuellement ce passage de la note parce que, en pareille matière, rien ne remplace un texte et que celui-ci est d'une netteté et d'une fermeté qui ne laissent rien à désirer. Il importe peu que la note déclare que le gouvernement américain est toujours prêt à donner ses bons offices pour « essayer d'amener une entente avec le gouvernement anglais en vue de modifier le caractère et les conditions de la guerre navale actuelle. » On sent bien que le gouvernement allemand usera de cette suggestion pour faire une diversion et créer une équivoque ; il y a là, si l'on veut, le point de départ de toute une négociation qui sera peut-être longue et qui le sera même certainement si le gouvernement anglais met entre la question et la réponse le même intervalle que le fait aujourd'hui le gouvernement allemand; mais tout cela n'empêchera pas la note de M. Wilson d'avoir posé une interrogation catégorique, à laquelle il exigera sans doute une réponse qui ne le sera pas moins. Et, dès lors, on comprend l'embarras de l'Allemagne.

Il est encore augmenté par les divisions qui se sont produites à ce sujet dans le gouvernement impérial lui-même. Le croirait-on? les ministres allemands polémiquent les uns contre les autres par la voie des journaux et le chancelier de Bethmann-Hollweg, usant de tous les moyens que sa charge met à sa disposition, va même jusqu'à suspendre ceux de son adversaire, qui n'est autre que l'amiral de Tirpitz. Et on nous présente le gouvernement allemand comme un modèle d'unité et d'homogénéité ! Le chancelier et l'amiral sont en plein désaccord sur la guerre maritime. Le premier trouve qu'on est allé trop loin, il propose des adoucissemens, il ne voudrait pas se brouiller avec l'Amérique ; mais le second est pour la continuation des torpillages, il en recommande même une recrudescence. Le coup de feu initial est parti du *Berliner Lokal Anzeiger*, qui, sous les initiales d'un M. Zimmermann, journaliste officieux, a soutenu la thèse de la chancellerie. Les termes de l'article ont, avouons-le, quelque chose d'imprévu. Le journal affirme, en effet, qu'on ne doit pas faire un reproche aux Américains de vendre des munitions aux Alliés, ni s'indigner du système de blocus inauguré par l'Angleterre, puisque Bismarck a employé autrefois le même procédé contre Paris. C'est bien notre avis, mais il faut que la vérité en soit bien éclatante pour qu'elle illumine en ce moment un journal allemand. La suite n'est pas moins curieuse : « En jugeant, dit-il, la note amé-

ricaine, on doit essayer de s'affranchir de toute sentimentalité. Certains milieux ne pourront certes pas y renoncer : ce sont ceux où l'on recommande la guerre au couteau et où l'on se trouve dans une sorte d'état d'irrédentisme intellectuel. Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas leur enseigner la raison. Ils ne seront bientôt plus composés que d'un petit nombre de héros de la parole et de la plume qu'on n'écoutera point et qu'on ne comprendra point. Le chancelier ne doit pas en tenir compte. Ils ne sont point à leur place dans la politique. » Cette condamnation sévère du pangermanisme ne pouvait pas manquer de soulever une tempête. Tous les journaux du parti ont jeté feu et flamme, et dans le nombre le *Deutsche Tages-Zeitung*, organe habituel de l'amiral de Tirpitz s'est distingué par sa vivacité. Un article du comte Reventlow a paru y dépasser la mesure. Il concluait en disant : « Après les déclarations du *Lokal Anzeiger*, il y a bien des gens et non seulement en Allemagne, qui croient que le point de vue du gouvernement allemand s'est modifié. Une note semi-officieuse serait non seulement désirable, mais indispensable pour éclairer la situation. Le moment est incontestablement critique. » Et l'Amérique ? Le *Tages-Zeitung* en fait fi. C'est cet article qui a valu au journal une suspension. Comment savoir où est la vérité officielle, la seule qui existe en Allemagne, si les ministres se disputent, l'un disant blanc et l'autre noir ? On se tourne vers l'Empereur, mais il se tait. Cependant, et un pareil fait n'a pas pu passer inaperçu, il a décoré le commandant du sous-marin qui a torpillé le *Lusitania*, ce qui est peut-être une expression d'opinion, mais aussi une rare insolence à l'égard de l'Amérique. Avec l'Empereur, toutefois, on n'est sûr de rien : il n'est pas impossible qu'il ait manifesté énergiquement dans un sens pour se montrer ensuite plus conciliant dans un autre. Sa politique a de ces oscillations. Puisque nous cherchons la vérité officielle, peut-être la trouverons-nous dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le journal officieux par excellence, qui résume ainsi le débat : « On a créé l'impression que les cercles officiels, pour conserver la paix avec l'Amérique, pensent à abandonner les avantages de la guerre sous-marine. D'autre part, le *Tages-Zeitung* s'est laissé aller à la sotte assertion que le fait d'ajouter les États-Unis à la liste de nos ennemis n'avait pas d'importance... Les hommes qui ont la responsabilité de peser les dangers et les avantages ne sont pas affectés par les accusations de faiblesse ou de manque de courage. Ils ont le sentiment de la force et de la dignité nationale, au moins au même titre qu'un correspondant de journal. De telles critiques ne peuvent

que rendre plus difficile la tâche du gouvernement impérial pour arriver à la solution du conflit avec l'Amérique. »

On ne s'attend pas à ce que nous compatissions aux difficultés que le gouvernement impérial trouve dans l'accomplissement de sa tâche ; il les a bien cherchées. D'après les dernières nouvelles, le gouvernement de Washington aurait été discrètement pressenti sur un projet de réponse, qui lui aurait paru inacceptable. L'opinion est de plus en plus excitée en Amérique, du côté des vrais Américains, et encore plus de celui des Allemands. La tentative d'assassinat de l'un de ces derniers contre le sympathique M. Pierpont Morgan n'était pas de nature à calmer les esprits. La réponse allemande commence enfin à être attendue avec impatience et pourquoi n'avouerions-nous pas qu'elle l'est par nous avec le plus vif intérêt ?

Nous avons peu de goût à revenir sur l'interview que le pape Benoît XV a accordée à M. Latapie, d'autant plus que nous n'avons pas grand'chose à changer à ce que nous en avons dit. Cependant, des interviews nouvelles ayant eu lieu, l'une que le cardinal Gasparri a accordée à un rédacteur du *Corriere d'Italia*, l'autre que le Saint-Père lui-même a accordée à notre distingué confrère, M. Fernand Laudet, ancien secrétaire d'ambassade auprès du Vatican, nous devons prendre et donner acte des intentions qui ont fait parler ces illustres interlocuteurs.

Le cardinal Gasparri, qui n'était pas à Rome au moment où le Pape a reçu M. Latapie, s'est appliqué à faire ressortir les invraisemblances de quelques-uns des propos qui ont été prêtés au Saint-Père et les impossibilités de quelques autres et M. Latapie, de son côté, est convenu qu'après une conversation de plus d'une heure, sa mémoire avait pu faillir sur quelques points de détail. Peut-être n'a-t-il pas très bien compris tout ce que le Saint-Père lui a dit et peut-être le Saint-Père lui-même ne s'est-il pas rendu compte tout de suite du sens qui devait être inévitablement donné à des paroles qu'il n'avait pas assez surveillées. On ne s'entend pas toujours très bien du premier coup quand on a vécu dans des atmosphères différentes et qu'on se trouve subitement mis en face l'un de l'autre. La bonne foi de M. Latapie est hors de cause; il a certainement reproduit une bonne partie de la conversation du Saint-Père; mais il est à croire que le ton n'a pas été exactement rendu, puisque le Saint-Père ne s'est pas reconnu dans le langage qu'on lui a fait tenir. Il a sans doute senti que les rectifications de Mgr Gasparri n'étaient pas suffisantes, et, voulant y ajouter

personnellement quelque chose, il a eu recours pour cela à un homme qu'il connaissait personnellement, dont il était sûr d'être compris et avec lequel il pouvait s'expliquer en toute confiance. Il avait laissé au cardinal le soin de contredire l'interview Latapie, d'en contester quelques parties, d'en rectifier par-ci par-là le texte. Quant à lui, s'élevant plus haut, il s'est contenté, et il a eu raison, de rappeler ce qu'il a fait pour alléger les maux de la guerre et d'assurer qu'il aimait la France. Le mot de neutralité ayant été prononcé : « Que la France sache bien, s'est-il écrié avec vivacité, que cette neutralité, n'est pas de l'indifférence. J'aime la France comme il y a quinze ans, je suis resté le même. J'aime la France catholique sans doute, mais je dis plus : j'aime la *France tout court.* » C'est là une parole excellente, et nous en savons grand gré au Saint-Père. Efface-t-elle complètement l'impression causée par l'interview Latapie, par cet « interrogatoire, dit M. Fernand Laudet lui-même, où chaque réponse semblait une réplique allemande » et dont il avoue que la lecture l'avait laissé « aussi dérouté qu'ému ? » Le Pape ne le croit peut-être pas, puisqu'il a fini en disant : « Je n'attends que l'occasion de convaincre la France de ma sympathie... » Elle se trouvera certainement, et ce sera heureux. Nous n'avons aucun intérêt, tant s'en faut ! à aggraver un malentendu entre la France et le Saint-Siège ; nous souhaitons, au contraire, qu'il soit dissipé absolument ; mais il fallait pour cela que le Pape connût, dans toute son étendue, l'impression produite par sa première interview. Cela était d'autant plus nécessaire qu'à notre très grand regret nous n'avons pas d'ambassadeur à Rome, pour lui exprimer des doléances sur le caractère desquelles il est important, pour lui comme pour nous, qu'il ne se trompe pas. Et c'est pour cela que nous avons parlé.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LE SENS DE LA MORT[1]

PREMIÈRE PARTIE

I

Avant que ces souvenirs ne s'effacent, je voudrais les écrire. Dans cette clinique de la rue Saint-Guillaume, transformée en ambulance avec la guerre, j'ai bien peu de temps : quarante lits, toujours occupés, et par quels blessés! Nous sommes deux docteurs pour ce service. Quand je dis deux !... Le chirurgien actuel vient le matin pour ses opérations. Il repasse dans l'après-midi, donne un coup d'œil, s'en va, et je demeure seul, avec un malheureux étudiant de seconde année, réformé comme car, diaque, si maladroit que je peux tout juste lui remettre le soin d'une injection intra-veineuse. Voici neuf mois que cela dure : août, septembre, octobre, novembre, décembre, janvier, février-mars, avril, neuf mois depuis que j'ai demandé à partir au front, dans un poste de secours, malgré ma boiterie. Je revois cette après-midi radieuse, — elles furent si nombreuses dans ce tragique été de 1914, quelle ironie! — et mon arrivée chez mon pauvre maître, le professeur Michel Ortègue, qui s'était chargé de ma requête :

— « Impossible, mon cher Marsal. On ne veut pas de vous. Mais j'ai tout arrangé autrement. Je fais militariser ma clinique. Vous avez été mon interne à Beaujon. Vous avez un peu trahi la chirurgie depuis. Elle vous pardonne. J'ai besoin d'un médecin sur qui compter. Je vous prends... Est-ce dit? »

Pour quiconque avait une fois travaillé dans son service,

(1) *Copyright by* Paul Bourget, 1915.

cet homme d'une si forte personnalité restait à jamais « le Patron, » celui dont on ne discute pas les ordres. J'acceptai. J'aurai donc passé la guerre entière dans ce vieil hôtel, paradoxalement adapté par Ortègue à l'exercice de sa spécialité : la chirurgie nerveuse. Il avait l'orgueil de cet édifice construit par l'architecte Daniel Marot en 1690 pour le premier duc de Colombières. Il aimait à en énumérer les fastes et les habitans : ce duc de Colombières d'abord, puis une petite-fille du grand Condé, puis je ne sais quel financier, fils d'un barbier enrichi par le système de Law. L'hôtel a servi de prison sous la Terreur pour devenir, sous l'Empire, la demeure d'un maréchal, abriter une ambassade étrangère sous la monarchie de Juillet, un sénateur sous le second Empire. Bien des drames intimes ont dû se jouer, au cours de ces deux cent vingt-cinq ans, entre ces murs et devant les perspectives de ce jardin paisible dont les antiques arbres poussent à cette minute les bourgeons du nouveau printemps. Leurs feuilles verdoyaient au mois d'août. Je les ai vues jaunir, se faner, tomber. Je les vois reverdir. Bien d'autres yeux ont regardé ces mêmes arbres dans des heures d'angoisse, étonnés comme moi par le contraste entre ce travail de la nature, son rythme sans secousse, sa lenteur continue et la douloureuse frénésie de l'agitation humaine. Qu'étaient pourtant les tragédies auxquelles les hôtes de ce logis ont pu se trouver mêlés, en face de l'effroyable cataclysme dont je rencontre le sinistre rappel partout ici, même en regardant ce jardin printanier! Des mutilés s'y traînent, l'un amputé de son bras, l'autre de sa jambe, faibles et cherchant la caresse de ce premier soleil. Si je passais cette porte, je verrais de chambre en chambre des faces exsangues ou vultueuses de blessés sur les oreillers, des prunelles de fièvre, des narines pincées, des bouches tendues, et, sur les couvertures des lits, des journaux épars, portant des en-têtes évocateurs de misères pires : *Violens combats à Dixmude... — Nouveau bombardement de Reims... — Transatlantique coulé par un sous-marin!...*

Que de fois, durant tout cet automne et tout cet hiver, j'ai frémi, devant ces signes de la guerre si proche, d'être là, non pas inutile certes, mais *hors du danger!* Mon infirmité m'accablait de honte, comme si je n'étais pas très innocent du hasard qui m'a fait naître, il y a trente-deux ans, avec un pied bot inopérable. Quand les Taubes et les Zeppelins ont laissé

tomber leurs bombes sur Paris, j'éprouvai, à travers la révolte et l'horreur, comme une sensation d'apaisement. Le danger était certes insignifiant, mais c'était un danger, et il me semblait que je communiais avec la bataille, rien qu'en entendant une seconde cet éclatement des bombes que nos héroïques soldats entendent tout le jour. Et puis, je me raisonne. Je dis que ces soldats sont héroïques. Pourquoi? Parce qu'ils sacrifient bravement leur vie. A quoi? A leur devoir. Mais qu'est-ce que leur devoir? L'obéissance à la loi. Je creuse cette idée. Pour un savant, qu'est-ce qu'une loi? Une succession constante et nécessaire entre deux faits. Si Ortègue était encore de ce monde, il me donnerait, lui, une définition bien simple de l'héroïsme : « Un fait étant posé : le péril ; un autre groupe de faits étant posés : tel tempérament, telle hérédité, telle éducation, — ce tempérament, cette hérédité, cette éducation, sécréteront du courage, et tel autre tempérament, telle autre hérédité, telle autre éducation, de la lâcheté, comme un estomac sécrète du suc gastrique, un foie de la bile en présence de telle ou telle substance. » Je l'écouterais. Je n'oserais pas répondre. Je n'en penserais pas moins que les phénomènes psychiques sont plus complexes que ne l'admettent de pareilles explications. Nous ne jugeons pas un estomac qui sécrète ou non du suc gastrique, un foie qui sécrète ou non de la bile. Nous jugeons le soldat qui montre du courage et celui qui montre de la lâcheté. Nous ne constatons pas seulement son acte, nous le qualifions. Nous éprouvons de l'estime, de l'enthousiasme pour l'un, du mépris pour l'autre. Pourquoi encore? Parce que cet acte n'est pas nécessaire, parce qu'il n'est pas constant. Il est *obligatoire*. C'est la différence entre les lois qui régissent nos énergies volontaires, et les lois qui régissent nos énergies physiologiques. Je creuse encore cette idée. L'obligation a sa limite, qui est la limite même de nos facultés. Aucun ordre d'aucun chef ne peut obliger des soldats à marcher sur la mer. Pourquoi? Parce qu'ils ne le peuvent pas. Notre puissance nous mesure donc notre devoir. Moi, par exemple, je ne pouvais pas être médecin dans une ambulance du front, à cause de mon infirmité. Je n'ai pas à me reprocher de ne pas l'être. J'ai travaillé de mon mieux dans cet hôpital. J'ai adapté mes facultés à cette guerre. N'ai-je pas rempli tout mon devoir?

II

De quel étrange côté le cours de mes réflexions vient-il de dériver, étant donné précisément que je suis un médecin, chargé d'une besogne de médecin, dans un décor de médecin, s'il en fut? Cette préoccupation, cette hantise du problème moral aura été le trait dominant de ma vie durant cette guerre. Je n'ai même pris ce cahier de papier blanc et commencé de rédiger cette espèce de « mémoire » qu'à cause de cela, pour y voir clair dans ma pensée, en groupant avec méthode toute une série de scènes dont le hasard m'a rendu le témoin, ici même. Sur le moment, bouleversé par leur étrangeté, je n'ai pas eu la force de les regarder intellectuellement, si je peux dire. Je n'ai senti que leur tragique. A distance, je crois démêler leur signification abstraite, leur valeur d'argument en faveur d'une certaine thèse, ou mieux d'une hypothèse. Que de fois, à Beaujon et devant la table d'opérations, j'ai entendu ce même Ortègue, le héros de ces douloureuses scènes, nous répéter tandis qu'un de nous achevait d'anesthésier le patient : « Chaque malade est, pour le vrai clinicien, une expérience instituée par la nature. » Les événemens dont je voudrais fixer le détail ont été, eux aussi, une de ces expériences, et le récit que j'en ferai ne sera qu'une de ces « observations, » comme Ortègue encore nous conseillait d'en rédiger beaucoup : « Des faits, » insistait-il, « ramassez des faits, toujours des faits. Magendie avait raison : le savant n'est qu'un chiffonnier qui se promène dans le domaine de la Science, une hotte au dos, un crochet à la main et qui ramasse ce qu'il trouve. » Oui, mais si mon malheureux maître se relevait du somptueux tombeau qu'il s'était préparé au cimetière de Passy et où sa pauvre chair torturée a enfin trouvé le sommeil, — sans morphine, — cette « observation » ne lui plairait guère. Les faits que j'ai l'intention d'y consigner appartiennent à l'ordre de la psychologie religieuse, et, pour cet idolâtre des faits, ces faits-là n'existaient point. Quand on lui parlait de « problèmes religieux, » il riait haut et gai. Impossible alors de lui tirer une autre formule que celle-ci, parodiée du *Malade imaginaire* : « *Primo purgare, ensuita philosophari.* » Se purger? De quoi? De toute idée d'un au-delà possible, de ce malsain atavisme

de mysticité qui nous incite à poursuivre dans les phénomènes de la nature la trace d'une pensée, d'une volonté, d'un amour. Il n'admettait pas qu'il y eût du divin dans le monde, pas plus d'ailleurs que dans l'homme. Pensant de la sorte, il croyait obéir au principe de Magendie, la soumission de l'intelligence au fait brut. Il n'apercevait pas qu'il dogmatisait dans un autre sens, lui, l'ennemi de tous les dogmatismes. Il n'acceptait comme des faits que les phénomènes triés d'avance par une orthodoxie, non moins systématique, non moins partiale que l'autre : l'orthodoxie scientifique. Je lui objectais, timidement, que le fait religieux est un fait aussi et qu'il serait scientifique, d'après la doctrine expérimentale, d'en tenir compte : — « *Primo purgare,* » répétait-il. « Le surnaturel n'existe pas. Tout ce qui suppose dans l'univers une intention personnelle est nul par définition. Si vous me dites : j'ai vu un animal qui sentait et marchait sans système nerveux, je n'ai pas besoin de vérifier votre témoignage, je le sais faux... »

D'innombrables savans raisonnent comme Ortègue. J'ai raisonné de même. Je n'avais jamais rencontré, face à face, une réalité contre laquelle je viens de me heurter durant des semaines. Depuis cette évidence, la négation radicale du surnaturel, ou, pour parler plus exactement, du spirituel, me semble par trop sommaire. La Science en dernière analyse n'est qu'une hypothèse, dont nous éprouvons la valeur par le contrôle de la réalité. En médecine, là-dessus Ortègue n'était pas moins net, les théories les plus logiques sont condamnées dès que la clinique les dément, les plus déconcertantes reconnues exactes dès que la clinique les vérifie. L'*action* est donc, en définitive, le critérium suprême de la vérité. S'il est établi par des faits simplement constatés que certaines idées, absolument opposées à l'orthodoxie scientifique, permettent à certains hommes de s'adapter à la vie et au contraire que certaines autres idées, scientifiquement orthodoxes, ne permettent pas cette adaptation, c'est la preuve, et indiscutable, que cette orthodoxie scientifique est à reviser. La présente « observation » n'a pas d'autre but que d'apporter cette preuve pour un cas très particulier dans ses circonstances, très général dans sa donnée intime. Soyons plus précis. Apporter cette preuve? Non. La suggérer comme possible, puisque je la vois telle. Ma conscience de savant exige que je l'écrive, cette « observation, » que je

scrute cette expérience pour en extraire la vérité qu'elle contient, si elle en contient une. Y voir clair dans ma pensée, disais-je tout à l'heure. Ces lucidités-là sont notre probité, à nous autres hommes d'étude. Ortègue dirait encore, en lisant ces lignes : « Mais j'y vois très clair, moi, dans votre pensée. Votre père était professeur de philosophie à Montpellier. C'était un métaphysicien frotté à des vitalistes. Votre mère était une catholique pratiquante. Vous prenez pour un problème à résoudre le postulat de vos hérédités ? *Primo purgare.* » Mais quel savant a jamais travaillé avec un autre instrument que le cerveau que lui ont fait ses hérédités? Toute la question est de savoir si le résultat obtenu par cet instrument est valable en soi. Si je rédige ces notes, c'est justement pour mieux distinguer dans cette aventure la part qui m'est personnelle et le résidu positif, indestructible, qui serait le même pour tous les témoins.

III

Puisqu'il s'agit de faits, allons droit aux faits, et d'abord à la transformation de cette clinique privée en hôpital auxiliaire, vers le début du mois d'août 1914. Elle fut rapide. Le 1er août, dès l'affichage de l'ordre de mobilisation, elle était décidée. Le lendemain, Ortègue voyait Moreau-Janville, l'opulent directeur des *Forges et Chantiers* de La Rochelle. Il avait sauvé la vie au fils de ce potentat de l'industrie, à la suite d'un accident d'automobile et par la plus audacieuse opération de trépan. Moreau-Janville consentit aussitôt à faire les frais de la clinique militaire pendant la durée de la guerre, au nom de la Société métallurgique dont il était le chef. Muni de cette promesse, Ortègue courut au Ministère de la Guerre. Il demande que la maison de la rue Saint-Guillaume soit rattachée au Val-de-Grâce, afin d'y demeurer plus complètement maître. Il l'obtient quelques jours plus tard; le mercredi 5 août, nous procédions aux modifications nécessaires. Cette netteté dans l'exécution, Ortègue l'apportait à tous les actes, grands ou petits. C'était vraiment un chirurgien, dans le sens complet de ce beau mot, fait de deux autres et si beaux aussi : χείρ, la main, ἔργον, l'œuvre. Pour lui, penser, c'était agir. Il y avait du direct, de l'immédiat dans toute sa personne. Quand il opérait, son maigre visage, encadré dans la gaze du masque, étonnait par l'intensité de

l'attention, par le don, la présence de son être entier. On le voyait vivre jusqu'au bout des outils d'acier que ses longs doigts, si agiles, si souples dans leurs gants de caoutchouc, maniaient avec tant d'énergie tour à tour et tant de délicatesse. Et quelle sûreté de vision anatomique! Petit, mince, basané, ses prunelles d'un brun clair et chaud décelaient, comme son aspect général, ses os fins, ses cheveux longtemps très noirs, un atavisme étranger, presque exotique. Son père était pourtant un simple notaire de Bayonne. Mais le nom indique l'origine espagnole de la famille, et n'y a-t-il pas eu de l'autre côté des Pyrénées un botaniste, appelé Ortègue d'après lequel fut même baptisée une plante du genre des Caryophyllées, l'*Ortegia?*

— « Je ne désire pas d'autre survie, » disait volontiers Ortègue quand il mentionnait ce détail, « mon nom attaché à une découverte scientifique, petite ou grande. Déterminer comme mon homonyme de Madrid une espèce végétale, ou comme Addison, Duchenne de Boulogne, Bright, le syndrome d'une maladie, c'est durer autant que la Science. C'est la seule immortalité. »

Cet amour passionné de la Science, de sa science, — la sainte chirurgie, disait-il encore, — c'était le tréfonds de cet homme au maigre et impérieux profil de magicien arabe sorti des *Mille et une Nuits*. Il y joignait un goût, une passion de la somptuosité qui avait en effet quelque chose d'oriental. Ce trait de caractère, étonnant chez un maître de la chirurgie nerveuse, semblait naturel quand on le regardait. Son hôtel de la place des États-Unis n'était qu'un musée encombré d'objets rares : meubles, étoffes, armures, tapisseries, marbres, bronzes. Il y avait réuni une vingtaine de tableaux, tous choisis, soit par suite d'un hasard, soit par un instinct héréditaire, dans cette curieuse école espagnole, si mal représentée chez nous. Le maître Catalan de Saint-Georges, Jacomart Baço, Luis Dalmau, Jorge Inglés, ces noms d'artistes connus des seuls initiés, étaient familiers aux cliens du célèbre professeur. Allant et venant dans les salons d'attente, ils pouvaient en épeler longuement les déconcertantes syllabes sur des cartouches fixés au bas de cadres anciens, dignes des toiles et des panneaux. Des noms plus classiques s'y lisaient aussi. Ortègue possédait une Sainte Ursule de Zurbaran, délicieuse dans sa robe jaune et rose, de Murillo un Saint François, l'ébauche d'un cavalier par Velazquez et une

tauromachie de Goya. Avec cela, c'était dans l'appartement un luxe de fleurs extravagant et le reste de la vie à l'unisson : domestiques en livrée, vaisselle plate, que sais-je? trois automobiles! Le magicien arabe était un Parisien parisiennant, qui avait sa baignoire aux Français et à l'Opéra pour les jours d'abonnement, sa loge à toutes les répétitions générales. Je le comparais à un personnage des *Mille et une Nuits*. Moralement, il s'appariait plutôt à un docteur Faust, assoiffé de toutes les joies de la vie, et les étreignant toutes. Son extraordinaire prestige sur nous, ses élèves, venait de cette dualité : un prince de la science vivant princièrement. Il nous apparaissait comme l'incarnation même du succès. Professeur à quarante ans, après d'éclatans succès de concours, il avait les honneurs. Il avait la pensée. Il avait la gloire. Il avait l'argent, — on parlait d'une année ou il avait « fait le million ! » — Il semblait, jusqu'à sa terrible maladie, avoir l'éternelle jeunesse. Il avait pu, à quarante-quatre ans, sans que personne s'avisât de trouver cette union ridicule, épouser une enfant de vingt ans, qui portait, elle aussi, un nom illustre dans la médecine, la fille du physiologiste Malfan-Trévis, l'élève favori de Claude Bernard. Dans ces années-là, — qu'elles sont récentes, puisque ce mariage data de 1908, et qu'elles sont loin ! — le Professeur et Mme Ortègue n'entraient pas dans une assemblée quelconque, salle de théâtre où d'exposition, sans que la jeune femme ne provoquât cette attention admirative qui fait battre d'orgueil le cœur du mari plus âgé, en attendant que ce soit de jalousie.

IV

Je viens de m'arrêter d'écrire pour la revoir, en souvenir, cette femme, aujourd'hui si malheureuse, quand elle n'était que la fiancée de mon maître, alors si heureux lui-même. De quel accent il m'avait annoncé cet événement, très inattendu pour nous ! Il flottait autour de lui une légende de bonnes fortunes, incompatible, semblait-il, avec l'enthousiasme naïf de phrases comme celle-ci :

— « Oui, mon cher Marsal, je me marie, et j'ai trouvé l'Idéal. Vous m'entendez, l'Idéal. Vous me comprendrez quand vous verrez Catherine. Je l'appelle par son petit nom. Je l'ai

connue haute comme cela, et je l'ai découverte depuis cet hiver. Je me dis quelquefois : Ai-je été bête! Elle pouvait en épouser un autre... Mais vous la verrez... »

Mlle Malfan-Trévis justifiait cette exaltation. A vingt ans, c'était une longue et souple jeune fille, avec un visage au teint mat, d'une pureté de lignes presque classique et que couronnait une magnifique chevelure d'un châtain sombre à reflets blonds. Sa noble et fière physionomie respirait à la fois la passion, la gravité et la grâce. Ses yeux surtout, grands et comme étonnés, posaient le regard de leurs prunelles grises avec une fixité sérieuse qui donnait l'idée d'une sensibilité profonde et contenue. La bouche, réfléchie au repos, devenait enfantine dans le sourire, et ses lèvres un peu renflées découvraient des dents brillantes dont la santé annonçait, chez cette créature encore fragile, une réserve intacte des forces physiques et le futur épanouissement de la femme dans le mariage et le bonheur. Un je ne sais quoi de trop concentré ajoutait à ce beau visage un charme de pathétique, pour ceux qui savaient, — Ortègue me l'apprit aussitôt, — quelle épreuve elle avait subie : son père mort d'une attaque et dans des conditions particulièrement cruelles, en pleine rue, et sa mère remariée, un an après, dans des conditions non moins cruelles. Il était trop évident que Mme Malfan-Trévis régularisait une très ancienne liaison. La jeune fille avait eu froid au cœur dans la maison de cette mère, dont elle n'avait peut-être pas compris tous les torts, mais elle les avait sentis. La pitié envers cette solitude morale entra-t-elle pour une part dans l'amour d'Ortègue ? Ou bien se donna-t-il ce prétexte, afin d'excuser une telle disproportion d'âge dans une union acceptable encore en 1908? — Mais dans dix ans, mais dans vingt? — Y eut-il de la reconnaissance dans l'élan avec lequel l'orpheline se précipita vers ce sauveur, qui la délivrait de la plus pénible situation? Aima-t-elle Ortègue pour sa gloire, pour la force géniale de sa personnalité, pour le prestige qu'exerça sur elle une supériorité analogue à celle dont la mémoire de son père restait revêtue dans son regret? D'une chose du moins j'avais eu l'évidence : ce mariage était pour elle, comme pour Ortègue, un acte, non pas de raison mais d'entraînement, et cette passion de la jeune fille s'avouait avec tant d'ingénuité qu'il n'y avait eu qu'une voix parmi les assistans lors de la célébration ;

— « Mais elle est encore plus amoureuse de lui qu'il n'est amoureux d'elle ? »

V

L'était-elle toujours à la date où je reprends mon récit, c'est-à-dire six ans plus tard, et vers ce début du mois d'août 1914? L'amour n'avait-il pas cédé la place à un sentiment plus dévoué peut-être, plus préparé à tous les sacrifices, mais d'un autre ordre? Pourquoi cette question s'imposait-elle à moi avec tant de force durant ces jours d'attente du mois d'août et tandis que nous installions notre ambulance? Mme Ortègue avait voulu présider à ce travail. C'était la première fois que je l'approchais dans une intimité de presque toutes les heures. Elle allait et venait sans cesse à travers les chambres et les couloirs du vieil hôtel, si belle toujours, plus belle, si élégante de taille dans le blanc pur de ses vêtemens d'infirmière! J'aurais dû trouver, dans cette assiduité à une besogne qui l'associait davantage à son mari et aussi dans sa manière de s'en acquitter, une preuve qu'elle n'avait pas changé. A coup sûr, Ortègue était le seul homme qui existât pour elle. Vis-à-vis des internes, des officiers, de moi-même, jamais la moindre trace de coquetterie. Avec quel scrupule, au contraire, elle s'employait à exécuter les instructions du Professeur pour l'aménagement de la clinique ! Ses pieds, qui restaient jolis et minces dans leurs souliers blancs sans talons, montaient et descendaient inlassablement les marches de pierre du grand escalier, courant de la pharmacie à la lingerie, de la salle d'opération à celle de stérilisation. De ses doigts fins où ne brillait plus aucune bague, — pas même son alliance, épinglée à son tablier par un petit bijou de Croix-Rouge, — elle aidait à déballer les bouteilles d'eau oxygénée, les ampoules de chloroforme, les tubes scellés des drains. Elle classait les chemises des blessés, empilait les rouleaux de bandes, les paquets d'ouate, vérifiait les chariots de pansemens, les vitrines étincelantes d'outils d'acier. Elle s'initiait à ce détail de notre austère métier avec des ignorances qui révélaient quelle cloison étanche le chirurgien avait dressée entre son ménage et les portions sévères de ses occupations professionnelles. Elle y déployait un zèle qui démontrait aussi combien elle tenait dans ces

heures graves à partager l'activité patriotique de son mari. Ces préparatifs fiévreux évoquaient de sinistres images, surtout avec l'accompagnement des premières nouvelles de la ruée allemande en Belgique. D'autres infirmières, enrôlées dans notre équipe par charité, en frissonnaient d'avance. Mme Ortègue, non. Au regard dont elle interrogeait le Professeur, quand il visitait son hôpital encore vide, on devinait chez elle cet unique souci : le contenter. Anxieuse, quand il s'irritait, — trop souvent, lui, jadis, si maître de ses nerfs, — je la voyais soulagée jusqu'à en être radieuse quand il disait : « C'est très bien ! c'est très bien ! » Un tel désir, un tel besoin, un tel appétit de satisfaire quelqu'un, il semble que ce soit de l'amour et de l'amour heureux. Par quelle obscure intuition pressentais-je donc, en dépit de ces indices, une tragédie latente entre ces deux êtres, — qui entre parenthèses n'avaient pas d'enfant, — un de ces drames du cœur qui se jouent à notre insu et pour notre future épouvante, dans les troubles profondeurs de notre inconscient ?

Une intuition ? Non. Une évidence, tout simplement celle des six ans écoulés depuis l'après-midi où j'entendais les confrères et les élèves d'Ortègue envier ainsi la passion qu'il inspirait, dans la cour de la mairie du XVIe, au sortir du mariage civil. Mon étrange maître m'avait demandé de ne pas venir au mariage religieux.

— « C'est une concession que je fais à la mère de ma femme, la première de ma vie sur ce terrain-là. Je la fais, et je ne m'en estime pas. Je désire que mes vrais amis, ceux de ma pensée, parmi lesquels je vous compte, ne me voient pas à l'église, et dans un geste qui n'est pas vrai... »

L'homme qui me parlait ainsi était jeune encore, malgré ses quarante-quatre ans. A cinquante ans, le Michel Ortègue du mois d'août 1914 était presque un vieillard. Depuis l'hiver dernier, je remarquais une lente et constante altération de son *facies*. Il maigrissait. Ses traits se creusaient. Son teint naturellement brun se bistrait davantage. En avril, puis en juin, deux fièvres bilieuses suivies de jaunisses. Ces ictères légers avaient laissé une trace aux conjonctives et à la paume des mains. Ses cheveux et sa barbe avaient blanchi. Mais il restait si allant, si vivant ! Il y avait en lui de telles reprises d'énergie et, d'autre part, je lui étais si attaché ! Je ne voulais

pas voir la redoutable vérité, inscrite déjà, pour un clinicien un peu expérimenté, dans tout son aspect. Je m'obstinais à considérer ces deux poussées d'ictère comme des accidens. J'expliquais son dépérissement par le surmenage, cette commode échappatoire de nos ignorances. Pour me rassurer, je reconstituais mentalement une des journées de ce frénétique travailleur : la Salpêtrière le matin, où un service spécial a été créé pour lui, la rue Saint-Guillaume ensuite et les opérations jusqu'au déjeuner pris en hâte, avec l'attente à la porte des malades venus pour la consultation, suivant le jour, ou les courses en ville chez les cliens, le monde le soir ou le théâtre, et, par surcroît, des préparations de cours, ces cours eux-mêmes, des rédactions de mémoires originaux, des voyages en province et à l'étranger, appelé par quelque cas désespéré. L'étonnant, c'est qu'Ortègue eût résisté jusque-là. Mais quelle usure dans tout son organisme!

Ce contraste entre le vieillissement de plus en plus marqué du mari et la jeunesse de plus en plus épanouie de la femme, avec quelle netteté le jour cru des salles de clinique me le rendait perceptible ! Je ne l'avais pas perçu auparavant. Chez lui, dans la pénombre somptueuse des grands appartemens encombrés, le visage flétri d'Ortègue gardait une beauté de portrait. Sur ce fond clair de la clinique, ce n'était plus qu'une ruine humaine, au lieu qu'elle, avec son front et ses joues lisses, ses paupières souples, ses lèvres où le sourire flottait sans se creuser, la ligne pure de son cou, elle prenait entre ces murs blancs et nus comme un charme de fleur. Les deux époux se rendaient-ils compte que leur seule présence à côté l'un de l'autre dans ce décor révélateur pouvait suggérer aux malveillans des ironies, pire encore, et aux fidèles, comme moi, des tristesses, des craintes, des méfiances? Elle, certainement, n'en soupçonnait rien. Elle n'eût pas été si simplement filiale dans sa sollicitude pour Ortègue, tantôt le forçant à s'asseoir, tantôt fermant une fenêtre pour lui épargner un courant d'air, d'autres fois, l'invitant à rentrer et à se reposer. Mais Ortègue? A plusieurs reprises, durant la période où se reporte à présent mon souvenir, j'observai, dans son regard fixé sur la jeune femme, une expression bien étrange. Il me sembla y lire une détresse, une inquisition sauvage, presque de la cruauté. Cet homme, si longtemps superbe et prématurément vieilli, regardant ainsi

cette belle créature, dans toute l'opulence de la vingt-sixième année, qui était à lui, et cela parmi ce cadre chirurgical où l'attente des blessés de la guerre se faisait partout visible, c'était déjà un drame privé sur l'arrière-fond du drame national. J'en prévoyais, j'en pressentais plutôt la gravité douloureuse, par une intuition, je le répète, par un de ces malaises divinateurs qui saisissent les effets à travers les causes. Tout se passe comme si à de certaines heures un sentiment de la réalité s'éveillait en nous, plus perspicace qu'aucun de nos sens et que notre raison même. C'est aussi de l'inconscient, une pensée d'autant plus aiguë qu'elle s'ignore : la communication peut-être de notre psychisme personnel avec ce milieu mental, ce psychisme ambiant que l'orthodoxie scientifique n'admet pas non plus. Mais qu'admet-elle, et qu'elle est pauvre quand on la mesure à la réalité humaine! Avait-il assez raison, cet autre : « Il y a plus de choses sous le ciel et sur la terre que n'en peut comprendre notre philosophie. »

VI

J'arrive maintenant à l'épisode qui marque pour moi l'entrée véritable dans la tragédie ainsi pressentie. Elle devait, jusqu'à son terme, se développer parallèlement à l'autre, la grande et terrible tragédie française. En dégageant de l'aventure tout intime dont je fus le témoin sa signification profonde, je crois mieux entrevoir un des enseignemens de l'immense épreuve collective qui continue à l'heure où j'écris. Mais n'anticipons pas sur des conclusions qui devront sortir des faits et des faits seuls. Revenons à ces faits. Nous étions toujours dans la première moitié du mois d'août. La guerre était déclarée depuis dix jours. Les quinze lits supplémentaires, qui achevaient le chiffre de quarante exigé par le Val-de-Grâce, étaient installés. Nous vivions dans cette fébrile anxiété des catastrophes historiques où les heures paraissent à la fois si longues et si courtes. Les journées d'attente n'en finissent pas, et puis, quand l'événement arrive, il est si énorme que l'on s'étonne qu'il ait pu surgir si vite. Nous connûmes d'abord une fièvre d'espérance que seul Ortègue ne partageait pas. Je dois lui rendre cette justice : il cachait son pessimisme à tous, sauf à moi. Je l'avais accompagné à un congrès de chirurgie,

tenu à Berlin, et il me rappelait nos impressions d'alors :

— « Ces gens sont formidables d'organisation, » me disait-il. « En 1904, vous vous souvenez, nous sommes revenus épouvantés de l'Allemagne que nous avions vue. Ils ont dix années de plus de préparation, et nous avons dix années de plus d'à peu près. Concluez. »

— « Comptez-vous pour rien les énergies morales et leur spontanéité ? » répondais-je. « Voyez notre entrée en Alsace. »

— « Ils se concentrent, voilà tout, » répliquait-il. « Et quant aux énergies morales, allez donc vous précipiter avec ça contre une automobile ! »

Puis, son maigre visage se resserrant, il haussait les épaules :

— « A quoi bon ces bavardages ? Le métier d'un médecin est de savoir la vérité, mais de la cacher au malade. »

Ce programme de dissimulation était plus aisé à formuler qu'à observer. Les Italiens ont un trivial, mais expressif proverbe : « La langue bat où la dent fait mal. » Ortègue avait beau professer une admiration voulue pour le caractère scientifique de la Culture allemande, il était passionnément Français par son inconscient encore, — cet inconscient qu'il s'acharnait à nier dans tous les domaines. Il ne pouvait plus causer avec quelqu'un sans éclater en indignations contre l'invasion de la Belgique et les premiers attentats. Lui qui prenait à peine le temps, jadis, d'ouvrir un journal, il en achetait dix, douze, quinze, et, comme nous tous, la feuille aussitôt dépliée, il la jetait, déçu de n'y trouver jamais qu'une vérité incomplète ou frelatée.

— « Si les journaux ne racontaient que ce qu'ils savent sûrement, » me disait-il un jour que je lui montrais un démenti donné par une feuille du soir à son édition du matin, « ils paraîtraient en blanc, et il n'y aurait pas besoin de censure. Mais nous aurons demain un renseignement exact. Vous connaissez bien Ernest Le Gallic, le petit-cousin de ma femme ? Vous l'avez rencontré à dîner chez moi, quand il était saint-cyrien. Il est lieutenant dans un régiment d'infanterie, maintenant. Il était en Alsace. Il vient à Paris en mission pour quelques heures. Il m'annonce qu'il passera nous saluer à la clinique, avant de prendre son train. C'est un troupier fini et qui ne bavarde pas sur le service. D'ailleurs, comme intelligence, c'est pauvre... Mais rien qu'à son ton nous sentirons bien comment les choses vont là-bas. »

J'avais vu, en effet, figurer souvent, en bout de table, aux opulens dîners de la place des États-Unis, un jeune homme revêtu d'un uniforme de saint-cyrien, apparition assez surprenante chez le peu militariste Ortègue. Il m'en restait l'image d'un garçon timide et gauche, dont je n'avais guère entendu la voix. Je savais sa parenté dans la maison, pour être une fois sorti d'un de ces dîners avec deux des rivaux d'Ortègue en chirurgie, et je les avais entendus, non sans révolte, soulager leur envie par les phrases suivantes :

— « Il est toujours là, le petit cousin? »

— « Comme vous dites ça! C'est tout naturel, pourtant. La mère de Catherine Ortègue est une demoiselle Ferlicot, et la mère de ce petit Le Gallic était aussi une Ferlicot. Je connais ce monde-là du pied et du plant. Ce sont des gens de Tréguier, et je suis de Lannion. »

— « C'est égal. Si j'avais fait la folie, comme notre génial ami, d'épouser une femme plus jeune que moi de vingt-cinq ans, elle n'aurait pas de petit cousin. Vous vous rappelez la chanson ?... »

— « Parfaitement, » dit l'autre en riant, « ça me rajeunit. Je me crois à la salle de garde, » et il fredonna :

« Nous étions trois d'moisell's de magasin
Bonnes fill's, aimant à rire.
Nous avions chacune un petit cousin,
Un p'tit cousin pour nous conduire... »

Cette méchante insinuation m'avait fait observer d'un peu plus près l'attitude du saint-cyrien vis-à-vis de sa cousine. Je n'y avais discerné qu'un respect d'autant plus frappant qu'il s'accompagnait d'une certaine familiarité de manières. Les deux jeunes gens se tutoyaient comme deux camarades d'enfance. J'avais, en revanche, constaté, chez Ortègue, une cordialité qui excluait toute hypothèse de jalousie; cet homme autoritaire déguisait mal ses moindres humeurs. Autant la générosité de son altruisme le rendait chaud envers ceux auxquels il s'intéressait, autant il manifestait librement ses antipathies avec cette habitude d'affirmer sa personnalité que prend si vite un « patron » comme lui, véritable dictateur dans son service.

VII

La connaissance que j'avais de ce trait de son caractère faillit me lancer sur une bien fausse piste lors de cette visite faite par « ce petit Le Gallic, » comme l'appelait son compatriote de Lannion. J'étais là, quand l'officier entra dans le bureau d'Ortègue, à la clinique. Mme Ortègue s'y trouvait aussi. Nous rendions compte au Professeur d'un détail de service insignifiant, à l'occasion duquel il s'était irrité avec une violence presque morbide. Il s'agissait d'une facture de chloroforme majorée par les fournisseurs, à l'encontre d'une convention verbale. Il y avait encore de cette irritation dans le geste presque contrarié par lequel il releva la tête, à l'arrivée du nouveau venu, et comme l'ironie d'un sarcasme dans sa première phrase :

— « C'est vous, Ernest?... Ça vous réussit de faire la guerre, dites donc. Vous avez une mine de prospérité!... »

Ce compliment équivoque ne répondait guère à l'aspect du jeune lieutenant. S'il respirait la force et même la joie, par tous les traits de son visage martial, par toutes les attitudes de son corps entraîné, le principe de cette force et de cette joie résidait ailleurs que dans la santé. Avec son uniforme déjà fatigué, avec son teint hâlé par ce début de campagne, et ce je ne sais quoi de tendu et de souple à la fois dans ses moindres mouvemens, il donnait vraiment l'impression d'un ouvrier de guerre, qui vient du danger et qui va au danger. Ses claires prunelles bretonnes, d'une couleur presque pareille à celle des yeux gris pers de sa cousine, brûlaient d'une flamme. Mais ce n'était pas la fièvre heureuse de la vie. C'était l'ardeur d'une volonté résolue. Le masque incertain, inachevé, du saint-cyrien de jadis, s'était virilisé tout ensemble et apaisé. La simplicité et l'unité de cette physionomie, — je ne trouve pas de terme plus juste, — annonçaient un être humain complètement d'accord avec lui-même. Le Gallic avait le front large, le nez busqué, des yeux comme allongés sous des sourcils droits, la bouche ferme et grave. La face rasée, sous les cheveux coupés court, paraissait plus intacte encore. De taille moyenne, il présentait une silhouette si militaire qu'il émanait de lui une suggestion de sécurité :

— « C'est que je suis si heureux, mon cousin, » répondit-il à

la phrase acerbe d'Ortègue. « Je viens de vivre des jours magnifiques. Cette entrée en Alsace a été si émouvante, et comme nos hommes l'ont senti ! On ne connaît pas les Français tant qu'on ne les a pas conduits au feu. Et il a déjà chauffé, le feu. Ça promet. Nous avons eu deux affaires, — je n'ai pas le droit de vous dire où, — mais là, sérieuses, et enlevées !... Si ça continue dans la même allure, vous apprendrez bientôt que nous avons passé le Rhin. »

— « Ah! que c'est bon de t'entendre parler ainsi! » dit Mme Ortègue, et, se retournant vers le Professeur : « Tu vois bien, mon ami, que tu as tort d'être pessimiste. »

— « Vous, mon cousin, pessimiste?... » interrogea l'officier. « Ça ne vous ressemble pas. J'aurais voulu que vous fussiez là quand j'achevais mes préparatifs à Riom. Mon ordonnance me dit : « On croirait que ça vous fait plaisir, mon lieutenant, « d'aller à la guerre? — Mais oui, et toi? — Oh! moi, je serai « content partout, pourvu que je vous suive. Et puis, je sais que « cette fois on les aura. » Voilà nos hommes. Et nous les aurons, mon cousin. Entendez-vous : j'en suis sûr. Voulez-vous que je vous dise pourquoi? Ce ne sont pas vos idées, mais je vois ça si nettement que je ne peux pas m'en taire. Vaincue, la France périrait, et elle ne doit pas périr parce qu'elle reste le grand pays catholique. Mais oui, malgré son gouvernement, ses électeurs, ses codes, ses journaux, malgré tout. Tenez, avant de quitter Riom, nous avons eu une messe. Presque tout le régiment y assistait. La moitié a communié. Cette messe était dite par un des nôtres. Je vous affirme que cela fait une fière impression, un pantalon rouge qui passe sous les plis de l'aube. Quel miracle tout de même, mon cousin, vous qui n'y croyez pas, que cette loi des « curés sac au dos, » qui devait détruire la religion, aboutisse à cette propagande religieuse dans l'armée! Il y a quelques jours, au moment de notre première rencontre avec l'ennemi, le commandant, qui est un grand chrétien, dit à nos hommes : « Mes enfans, que ceux qui « veulent recevoir l'absolution, se mettent à genoux. Monsieur « l'abbé va nous la donner. » Hé bien! ils se sont tous mis à genoux. Si je vous raconte cet épisode, mon cousin, ce n'est pas pour vous convertir. Vous savez que je ne me permets guère de vous parler de ces choses, mais vous suivrez cette guerre, et, dès maintenant, je veux vous avoir apporté mon témoignage.

Vous qui ne croyez qu'à l'expérience, ne fermez pas les yeux à cette expérience-ci, je vous le demande. Nous allons vaincre, parce que Dieu va être avec nous. »

Ortègue avait écouté ce discours sans l'interrompre, en mordillant la pointe de sa moustache du coin de ses dents. Je lui connaissais ce tic dans ses minutes de nervosité, quand, par exemple, revoyant l'après-midi un opéré du matin, il lui trouvait une température inattendue. A cette profession de foi exaltée, il répondit d'un ton aussi tranchant que la lame d'un de ses outils de chirurgie :

— « Si nous sommes vainqueurs, mon ami, c'est tout bonnement que nous aurons eu de meilleurs canons, de meilleurs fusils, de meilleurs généraux et de meilleurs soldats. » Puis, sur un geste de l'autre, il esquissa un ricanement et coupa net la discussion en citant deux vers, appris sans doute dans ses années d'étudiant, car il ne perdait guère son temps à lire les poètes :

— « Quittons ce sujet-ci, dit Mardoche, je voi
Que vous avez le crâne autrement fait que moi... »

Et brusquement, tourné vers sa femme :

— « Catherine, il faut en finir tout de suite avec cette affaire de chloroforme. Marsal va te dicter une lettre qui la règle. Tu la taperas en double... Oui, mon cher Le Gallic, votre cousine vient d'apprendre à pianoter sur cet instrument commercial. » Il montrait une machine à écrire. « Elle fera fonction de secrétaire à la clinique pendant la guerre. Vous voyez que nous servons tous ici, chacun selon ses moyens. Et ce sera du service bien fait, je vous assure, et utile, quoique tout soit laïque, rue Saint-Guillaume, depuis le patron et la patronne jusqu'aux infirmières... Mais vous avez bien quelques instans à nous donner. Je vais vous montrer notre installation. Elle n'est pas mal. »

Il entraînait l'officier, qui le suivit, et je l'entendis qui continuait, dans le corridor :

— « Regardez. Sur chaque porte, j'ai fait peindre des bouquets et baptisé chaque pièce d'après des fleurs : chambre des Œillets, chambre des Lilas, chambre des Roses... Ces jolis noms ne valent-ils pas celui d'un saint Laurent qui évoque l'idée d'un gril, ou d'un saint Labre, qui n'évoque pas l'asepsie ?... »

VIII

Mme Ortègue avait certainement éprouvé le même malaise que moi, durant cet entretien. Ces gouailleries de carabin ne ressemblaient pas à l'homme supérieur qui se les permettait, et envers qui! Si naïf que pût paraître Le Gallic dans son explosion de foi religieuse, il venait de se battre. Son courage à risquer sa vie garantissait trop la sincérité de ses convictions pour qu'il n'eût pas droit au respect. L'agacement mal dissimulé auquel avait cédé Ortègue ne provenait pas des déclarations mystiques de son interlocuteur. Un savant de ce type, arrivé à la négation totale et définitive, par l'amphithéâtre et par le laboratoire, ne se crispe pas plus contre un croyant qu'il ne ferait contre un enfant ou un maniaque. La seule présence de Le Gallic, et non ses discours, avait causé cette irritation. Pourquoi? A cette demande, le trouble extraordinaire dont je voyais Mme Ortègue possédée suggérait une réponse trop plausible. Tandis que je lui dictais la lettre au fournisseur incorrect, ses mains tremblaient. Les accrocs et les reprises dans le tapotage de la machine à écrire attestaient l'égarement de ses doigts, manquant les touches. Le jeune cousin, si beau, si intéressant, à côté du mari âgé, venait-il donc d'émouvoir un regret trop vif dans ce cœur de femme? Je le pensai à cette minute. Mais, s'il en était ainsi, à coup sûr, elle ne voulait pas se l'avouer. Car je la sentis absolument vraie dans la question qu'elle me posa tout d'un coup, en retirant du rouleau de la machine la feuille imprimée :

— « Mon mari n'a pas été très gentil pour mon cousin. Vous avez trouvé, vous aussi, Marsal? Ne dites pas non. J'ai lu votre étonnement sur votre figure. Pourtant, il l'aime beaucoup. Ce matin encore, il m'en parlait avec la plus grande affection. Seulement... » Elle hésita : « Il s'irrite maintenant pour la moindre chose, et c'est quelquefois hors de proportion. Cette erreur de facture, par exemple, ça n'est rien... » Elle hésita de nouveau. « Il était d'un caractère si égal autrefois! Il a changé, il change. Je l'ai bien observé. C'est tout physique. Moralement, intellectuellement, il reste le même... Alors j'ai peur pour sa santé. Vous qui êtes médecin et qui le connaissez depuis si longtemps, qu'en pensez-vous? »

— « Il travaille beaucoup, » répondis-je, « peut-être trop. Et puis, la gravité des événemens... »

— « Oui, » fit-elle, « je me dis cela, et j'ai peur. Je vous répète que j'ai peur. Peur qu'il ne soit atteint, et profondément! Je n'arrive pas à le faire manger. Il maigrit d'une manière effrayante. C'est depuis sa jaunisse. Il n'a pas l'air de s'en être débarrassé. »

A mesure qu'elle m'interrogeait, ses yeux me fixaient, me scrutaient, me pénétraient, plus grands ouverts, plus étonnés, plus graves encore que d'habitude. J'y lisais maintenant l'appétit et l'épouvante d'une vérité, insupportable également à ignorer et à connaître. Moi aussi, j'avais entrevu, comme une explication possible à ce changement trop évident d'Ortègue, une hypothèse terrible. Cette idée, aussitôt rejetée qu'entrevue, l'angoisse grandissante de cette femme me l'imposait de nouveau, et, pensant à voix haute, je m'entendis avec étonnement faire écho à son cri d'alarme :

— « Il y a bien des momens, en effet, où il m'inquiète... »

— « Vous voyez! » Et, me saisissant le bras d'un geste convulsif : « Qu'est-ce qu'il peut avoir? Dites-moi tout. J'ai le courage de tout entendre. »

— « Je ne l'ai jamais ni questionné, ni ausculté, » répondis-je, effrayé à mon tour du bouleversement où l'avait mise mon inutile et imprudent aveu, trop peu justifié médicalement.

— « Hé bien! » reprit-elle, « questionnez-le, auscultez-le, et pas demain, aujourd'hui. Je vous ai toujours entendu dire à tous qu'un bon diagnostic, fait à temps, peut empêcher des catastrophes... »

— « Ne prononcez pas des mots pareils, madame, » interrompis-je vivement, « ne les pensez pas... »

— « Il dépend de vous de me tranquilliser, » répliqua-t-elle. « Vous-même, n'éprouvez-vous pas le besoin de savoir ? Car vous l'aimez, mon mari. Vous l'avez montré à tant de reprises, que vous l'aimiez. A vous aussi, cette incertitude doit être intolérable. »

— « Mais, » lui dis-je, « avec le caractère du professeur, vous devez vous rendre compte qu'une pareille inquisition... »

— « Est très difficile ? » interrompit-elle. « Oui, je m'en rends compte. Je ne vous demande que d'essayer... »

— « Soit ! » fis-je, vaincu par la suggestion de son anxiété, « j'essaierai. »

— « Aujourd'hui, » dit-elle impérieusement. « C'est aujourd'hui qu'il faut lui parler. A quoi bon remettre, quand le retard est un danger ? Et puis, je le connais, il est dans un de ces momens où il ne se possède pas tout à fait. Il parlera peut-être... »

— « Soit, madame... J'essaierai aujourd'hui, quoique... »

Elle m'arrêta d'un regard. Sa tête se pencha, pour écouter, dans la direction du corridor. Son extrême surexcitation lui faisait percevoir des bruits que je n'entendais pas encore. Elle lâcha mon bras, que sa main n'avait pas cessé d'étreindre, et, d'une voix très haute, volontairement rieuse, mais où je sentais frémir son cœur :

— « Je ne sais pas où j'avais la tête. Cette copie est pleine de fautes. Je la recommence, pour n'être pas trop grondée quand le Professeur reviendra. »

Elle avait glissé une feuille blanche dans la machine, et le tic tac des petites touches allait de nouveau son train, lorsque la porte s'ouvrit. Ortègue rentrait, accompagné de Le Gallic. Quoique la promptitude de Mme Ortègue à se dominer me prouvât une fois de plus le déconcertant pouvoir d'inhibition que les femmes ont à leur service, il ne me vint pas à l'esprit que celle-ci eût joué une comédie et mis sur le compte d'une inquiétude conjugale un trouble causé par un autre sentiment. D'ailleurs, l'apparition d'Ortègue justifiait trop les pires craintes. Sa chétive silhouette, juxtaposée à celle du jeune officier, si vigoureux, si svelte, semblait plus douloureuse encore, plus évidemment marquée des stigmates de la fin prochaine. Son visage plus jaune, plus desséché que d'habitude, se contractait, comme si une crise de souffrance aiguë le suppliciait à cette seconde. Son corps émacié se penchait en avant, les mains crispées au creux de l'estomac. Le courageux personnage eut cependant l'énergie d'aborder sa femme avec un sourire :

— « L'étonnement de Le Gallic t'aurait amusée, ma chère amie, » commença-t-il. « Il n'avait jamais rêvé une installation comme celle-ci. Je lui ai dit qu'il t'en fît son compliment et non à moi. Tu as réellement transformé la clinique, depuis ces dix jours. Ce dortoir de soldats dans l'ancienne chapelle, voilà une idée merveilleuse. »

— « C'est vrai, Catherine, » insista l'officier, « que le

Professeur et toi avez organisé l'ambulance idéale, dans ce décor de boiseries peintes, avec ce jardin si frais, ces beaux vieux arbres, ces pelouses vertes, ces massifs de fleurs sous toutes les fenêtres. » Puis, sérieux, et l'accent changé : « Je ne ferai qu'un reproche à votre hôpital. On y serait trop bien pour mourir. »

— « Il est heureux que vous n'apparteniez pas au service de santé, mon brave Ernest, » dit Ortègue, redressé cette fois. Il était visible que l'intensité de la crise diminuait. Et, sérieux à son tour, avec une affirmation singulière : « On ne cotonne jamais assez une agonie. Mon mot d'ordre, à moi, devant un diagnostic désespéré, c'est : En avant, la bonne morphine ! Car enfin, souffrir, à quoi cela sert-il ? »

— « A payer, » répondit Le Gallic sur le même ton de vérité profonde.

— « Payer quoi ? » demanda Ortègue.

— « Mais nos fautes, » dit Le Gallic. Il eut un instant d'hésitation, avant d'ajouter : « Et celles des autres. »

— « Nos fautes, passe encore, » fit Ortègue. « Et pourtant !... » Il hésita, lui aussi, une seconde, puis amèrement : « Nos fautes ? Comme si nous avions demandé la vie ! De quel droit alors celui qui nous l'aurait imposée exigerait-il que nous en rendions compte ?... » Et, passionnément : « Mais les fautes des autres ? » Il répéta : « Des autres ? Voyons. C'est monstrueux !... Pardon, mon cher Ernest, si je vous froisse... »

— « Non, » dit Le Gallic, « vous me peinez. Comme tout dans la vie aboutit à la souffrance et à la mort, si la souffrance et la mort n'ont pas ce sens-là, celui d'un rachat, quel sens ont-elles, et quel sens a la vie ? »

— « Aucun, » dit Ortègue.

Il y eut un silence. Cette parole, tombée de la bouche d'un homme évidemment si malade, dans cette chambre d'un hôpital de guerre, devant cet officier qui serait au feu demain, rendait un son bien étrange. Celui qui l'avait proférée en fut lui-même gêné. Il reprit :

— « Nous discuterons philosophie et religion quand vous nous reviendrez capitaine et décoré de la Légion d'honneur. Et, encore une fois, ne m'en veuillez pas plus de mon incroyance que je ne vous en veux de votre croyance. Ne pas avoir le même chimisme cérébral n'a jamais empêché deux hommes de cœur

de s'aimer et de s'estimer, et vous savez que je vous aime beaucoup, que je vous estime beaucoup. Avant même de vous avoir vu, tout à l'heure, si courageux, si allant, j'étais très sûr que vous feriez, en campagne, tout votre devoir et mieux encore... Mais vous êtes pressé... Allons, embrassez-moi et bonne chance... Envoyez-nous de vos nouvelles souvent, beaucoup de cartes postales... Catherine, reconduis ton cousin, et tu monteras à la pharmacie. Il y a là-haut tout un arrivage à surveiller. Moi, je vais revoir ta lettre avec Marsal et faire les corrections... Au revoir, Ernest. Vous m'excuserez, n'est-ce pas?... »

IX

Du seuil de la porte, Mme Ortègue se retourna. Elle me lança un regard qui signifiait : « C'est le moment. Essayez. » Ce regard d'angoisse conjugale, le parfait naturel d'Ernest Le Gallic sortant avec sa cousine, la simplicité avec laquelle Ortègue offrait aux jeunes gens ce tête-à-tête d'adieu, tout achevait de démentir mes premières imaginations. J'ai compris plus tard le sens contradictoire et secret de ces scènes diverses : Mme Ortègue n'aimant plus son mari d'amour, mais d'affection, de reconnaissance et se refusant à se l'avouer, trop torturée d'ailleurs par l'énigme de cette santé pour prendre garde, dans son inquiétude, aux sentimens d'un autre ; — cet autre, Ernest Le Gallic, aimant sa cousine d'un amour trop longtemps réprimé pour qu'il n'en fût pas devenu le maître, et comment, avec sa piété exaltée, eût-il hasardé un seul mot qui pût rendre coupable cette dernière visite ? Il se l'était permise comme un adieu muet ; — Ortègue enfin, étouffant un tragique secret, mordu d'envie plus que de jalousie au plus saignant de son cœur, par la comparaison de sa déchéance avec l'insolente jeunesse de l'officier. En l'emmenant loin de sa femme, il avait cédé à un mouvement de mesquinerie. Il en rougissait déjà. Comme ces dessous s'éclairent aujourd'hui pour moi! Sur la minute, une seule impression me domina : l'opportunité de mon enquête à la fois et sa difficulté. Le retournement d'Ortègue et son effusion soudaine révélaient un trouble intérieur dont il était sage de profiter. Comment oser cependant? La personne de ce maître exerçait sur moi un tel hypnotisme qu'elle m'intimidait à vide, si j'ose dire.

— « Catherine avait raison, il y a vraiment là trop de fautes, » fit-il, après avoir parcouru des yeux la première copie de la lettre. La seconde pendait inachevée sur la machine. Sa remarque prouvait qu'il avait écouté les paroles prononcées quand il allait rentrer dans la chambre. Il ajouta : « Où avait-elle la tête en effet? »

Son visage creusé se contractait de nouveau. Sans doute, ressentait-il de nouveau cet élancement de la jalousie, si aigu, même quand il reste vague. J'en eus l'intuition, mais comme il s'asseyait en s'appuyant de la main sur la table, sa posture exprima une souffrance toute physique, si peu dissimulée que je m'écriai instinctivement :

— « Vous n'êtes pas bien, mon cher maître? »

— « Pourquoi? » me répondit-il en redressant sa tête de prince arabe du geste hautain qui lui était familier.

— « Parce que vous semblez souffrir. » Je m'étais jeté à l'eau, je poursuivis : « C'est comme tout à l'heure, quand vous êtes revenu, les mains ici. » J'imitai son attitude courbée, pliée en deux, et ses poings ramenés sur l'épigastre.

— « Ah! » dit-il en se levant, et la voix altérée : « Vous avez remarqué cela? »

Il fit quelques pas dans la chambre. Puis, marchant droit sur moi, il mit ses mains sur mes épaules, et, les yeux fichés dans mes yeux, il me dit :

— « Marsal, pouvez-vous me donner votre parole d'honneur que la confidence que je vais vous faire restera entre nous, absolument, que vous n'en répéterez rien à personne, surtout pas à ma femme... »

— « Je ne peux pas vous donner cette parole, mon cher maître, » répondis-je, « avant de savoir... Vous voulez me parler de votre état, n'est-ce pas?... »

— « Oui, » dit-il, étonné.

— « Mais si je me suis permis de vous interroger tout à l'heure, c'est que Mme Ortègue s'inquiète de votre santé. C'est elle qui m'a demandé d'aborder ce sujet avec vous... »

— « Elle aussi! » gémit-il, avec un accent qui me déchira le cœur. Il prit son visage dans ses mains et demeura une minute peut-être dans cette crispation de détresse. Il se ressaisit et me montrant son front, ses yeux, sa bouche éclairés par cette flamme de volonté que je lui avais si souvent vue au cours d'opé-

rations trop dangereuses : « Cela devait être. Vous pouvez toujours vous engager à dire simplement, quand elle vous questionnera, que vous m'avez trouvé malade et que vous ne savez pas ce que j'ai. C'est le mot qui ne doit pas lui être prononcé, le terrible mot. Promettez-moi, sur l'honneur, de ne rien préciser. Moi, j'ai un besoin urgent de vous parler. Je ne peux le faire qu'à cette condition... » Et, suppliant, — supplier, lui, Ortègue! — « Les mourans ont des droits, Marsal, et je suis mourant... »

— « Ce n'est pas vrai, mon cher maître, » m'écriai-je, « et je vous assure... »

— « C'est vrai, » interrompit-il : « Promettez-vous? »

— « Je promets, » balbutiai-je.

— « Merci, » dit-il, avec un évident soulagement. Et, redevenu calme : « Mon ami, je n'ai pas trois mois à vivre. » Il m'arrêta du geste : « Vous allez juger vous-même. »

Uu divan, destiné aux examens, encombrait un des coins de la petite pièce. Il s'y étendit, défit son gilet, releva les genoux, et, conduisant ma main :

— « Tenez, là, au-dessous des fausses côtes, palpez. Vous sentez le bord du foie, avec ce petit noyau marronné?... Oui? Maintenant cherchez la vésicule biliaire... Vous l'avez?... Remarquez cette tumeur piriforme produite par la bile qui ne circule plus. Rappelez-vous le signe de Courvoisier-Terrier. La vésicule est dilatée. Donc, il ne s'agit pas d'un calcul... Arrêtez... »

Il avait écarté ma main et s'était redressé. Il battit des paupières un instant.

— « Je vous ai fait mal, » fis-je, de plus en plus bouleversé.

— « Pas vous, » répondit-il très doucement. « Mais les filets nerveux envahis par le néoplasme. » Il montrait une place au niveau de la dernière vertèbre dorsale. « C'est ici la douleur, une douleur profonde, térébrante, déchirante. Elle irradie partout. Je ne la calme un peu que par cette flexion du torse en avant, qui vous a frappé. Quand je suis seul, je me couche sur ce canapé, plié, en chien de fusil. Ça passe. Je vous épargne les autres symptômes. Ils sont trop humilians. Je les ai tous observés, un par un. Vous vous souvenez de mon ictère? Il a été léger, fugace. Il est intermittent. Joint au reste, il ne permet par l'erreur. Mon cher Marsal, je suis atteint d'un cancer de la tête du pancréas. Je suis perdu. »

Jamais, dans ses leçons les plus applaudies de la faculté, il n'avait eu plus de netteté dans la parole, plus de décision dans le regard, plus de certitude dans l'affirmation. En entendant ce : « Je suis perdu, » je me rappelai le grand Trousseau résumant à Peter dans les mêmes termes son propre diagnostic. Cette tristesse résignée, dont parle Peter, je l'avais devant moi. Ç'avait été celle de Trousseau. C'était celle d'Ortègue. Durant ces minutes, pour moi inoubliables, le constat scientifique donnait au génial chirurgien cette sérénité intellectuelle où le stoïcisme antique a cherché sa force. Comme Trousseau, il se détachait de sa destinée personnelle pour ne plus voir en lui-même que la vérification d'un chapitre de pathologie interne. De son diagnostic, je ne doutai pas plus que Peter n'avait douté de celui de Trousseau. Dans le cas actuel, c'était la grille posée sur le cryptogramme qui en révèle tout le sens avec une évidence mathématique. Les vagues observations que j'avais faites ou plutôt qui s'étaient faites en moi ces derniers temps, s'éclairaient d'un jour sinistrement sûr. Je n'essayai même pas de discuter avec cet héroïque et impitoyable esprit de savant. J'étais là, consterné d'admiration, oserai-je dire. Le calme subit d'Ortègue dans une telle révélation le revêtait pour moi d'une grandeur émouvante jusqu'à en être auguste. Je lui pris la main et la lui serrai, sans un mot. Il me rendit mon étreinte avec un regard qui signifiait de nouveau « merci, » et il continua :

— « Vous comprendrez maintenant pourquoi j'ai eu ce mouvement de colère, ou presque, tout à l'heure, quand ce pauvre Le Gallic est venu nous étaler son optimisme d'incompétent. Qu'il s'ébaubisse à s'imaginer un psychisme sans système nerveux, cela s'excuse. Il n'a jamais disséqué. Mais il vient du champ de bataille. Il retourne au champ de bataille. Cet affreux mot : la *guerre*, se traduit pour lui, depuis ces quelques jours, en visions d'horreur, et qu'il sait *réelles :* des membres broyés, des ventres ouverts, des crânes crevés, toute la férocité de la brute ancestrale déchaînée dans l'homme, des cris, des hurlemens, des hoquets, des râles, et, pour finir, le charnier. Hé bien! voilà un gaillard à qui ces abominations n'apprennent rien, ne représentent rien. Il ne raisonne pas plus d'après ces faits, que s'il ne les avait jamais rencontrés. Il vient vous parler de la bonté de Dieu. Lui-même, il est jeune, robuste, un beau gars, — vous l'avez vu. — Il peut être tué demain, et, à cette minute, ils

sont en Europe des millions de jeunes gens comme lui, qui se ruent à cette boucherie, pour rien, parce qu'une imbécile idée de conquête a traversé le cerveau d'un dégénéré, atteint d'une otite suppurée et inguérissable. Vous et moi nous expliquons très simplement cette fureur par les origines animales de l'homme, par la réapparition, dans le civilisé, du grand anthropoïde primitif. Mais lui, — vous l'avez entendu, — il croit dur comme fer qu'un Être tout-puissant et parfait, son Dieu, préside à ces massacres. Il leur trouve un sens dans la justice et la bonté de ce Dieu ! J'avais à l'Hôtel-Dieu un camarade d'internat qui s'amusait à épouvanter une vieille religieuse en lui disant : — « Si Dieu existait, ma Sœur, il mériterait le bagne. » Marsal, c'était lui qui avait raison. Car enfin, supposons qu'il existe, ce Dieu, et prenons mon cas... Comment ? Il est bon. Il est juste. Et il m'aurait créé, moi, Michel Ortègue, pour qu'à quarante-neuf ans, riche, célèbre, marié à une femme que j'adore, tout ce bonheur me soit arraché brutalement, sans que j'aie rien fait dans mon existence que de soulager des misères, que de guérir des condamnés à mort ? La chirurgie nerveuse, ce n'est que cela. Et c'est à l'heure où je pourrais être le plus utile, que je suis frappé ! Avec ces armemens modernes, il va y avoir des blessures au cerveau et à la moelle en plus grand nombre, dans cette guerre, que dans aucune autre. Et des hommes mourront, des hommes resteront paralysés ou idiots, deviendront aveugles, parce que Michel Ortègue, qui les aurait sauvés, mourra lui-même, pendant ce temps-là, de ce cancer absurde, causé par quoi ? Par le plus stupide accident, un pneu d'automobile crevé, comme nous allions en consultation, mon collègue Salvan et moi, dans les environs de Versailles. La voiture capote. Vous vous rappelez. La chose a été racontée dans les journaux, à l'époque. Le chauffeur n'a rien. Salvan n'a rien. Je reçois un coup violent sur la paroi abdominale. J'étais prédisposé sans doute, et me voici !... »

La révolte grondait maintenant dans sa voix, et la haine rancunière presque personnelle que j'avais toujours constatée chez lui contre la consolation religieuse. Je continuais à me taire. Si, tout à l'heure, j'avais senti la beauté de son attitude devant son terrible diagnostic, je ne sentais plus maintenant que la tragédie de ce diagnostic. L'époque où nous étions, cette menaçante entrée dans une guerre monstrueuse, ajoutait

un caractère plus effrayant à la détresse de ce chirurgien illustre, frappé à mort, et qui le savait. Un flot de pitié me jaillit du cœur, et, lui reprenant la main, je répétai impulsivement :

— « Mon pauvre maître! mon pauvre maître!... »

Sa main à lui se déroba cette fois. Il secoua la tête avec impatience. Il lui était odieux d'être plaint. L'orgueil lui rendit la même force qu'un instant auparavant la Science, et il redevint maître de lui pour achever :

— « Je viens de vous parler comme un enfant, Marsal, et presque aussi niaisement que Le Gallic. Il n'y a rien d'absurde dans le monde, puisqu'il n'y a rien que de déterminé. Mais ne saisissant pas la concomitance des phénomènes, quand deux séries se croisent, nous appelons cette rencontre un hasard. Nous prononçons le mot de mystère. Le hasard n'a pas plus de mystère que la mort. Nous ignorons, et c'est tout. Laissons cela. Si j'ai tenu à vous avoir fait cette confidence, mon ami, c'est que j'ai un service à vous demander. Mes affaires d'argent ne sont pas ce qu'elles pourraient être. J'ai beaucoup gagné, mais j'ai aussi beaucoup dépensé. J'ai aimé la vie passionnément, Marsal. J'ai voulu aller dans la jouissance aussi loin que j'allais dans la Science, réaliser en moi un type d'homme complet, être un roi de mon temps, de toute manière. Je n'ai jamais compté. Je sentais ma force, et j'étais sûr du lendemain. Il m'échappe. Les opérations de cinquante mille francs, c'est fini. Si j'arrive à travailler un peu dans cet hôpital, c'est tout, et pour combien de semaines? J'avais fait quelques gros placemens qui risquent d'être compromis dans cette tourmente. Le plus solide de ma fortune, c'est cet hôtel de la rue Saint-Guillaume que j'ai heureusement achevé de payer l'hiver dernier et cette clinique, ma clinique. Moi parti, que deviendra-t-elle? Il faut, Marsal, que vous la défendiez quand je n'y serai plus, pour ma femme. Il me serait trop dur de laisser Catherine à une existence diminuée. Cette maison bien menée, une fois cette crise finie, lui représentera seule une large indépendance. Ce revenu, joint à mon assurance, lui permettra de ne pas quitter son installation de la place des États-Unis. Elle ne sera pas obligée de se réduire. J'ai besoin pour cela de quelqu'un qui se dévoue à cette clinique, qui en fasse son affaire, qui soit compétent et honnête homme. Voulez-vous être ce quelqu'un? Ne me répondez pas tout de suite. Il s'agit d'une affaire, — j'y insiste,

— où, bien entendu, vos intérêts à vous seront ménagés. Si vous acceptez, en principe, j'aurai à vous initier aux comptes de cette maison. Vous en connaîtrez les charges et les bénéfices. Nous dresserons un acte d'association. Le point essentiel, c'est que vous n'ayez pas d'objection foncière. En avez-vous une? »

— « Aucune, mon cher maître. Je ne peux que vous remercier d'une preuve d'amitié qui, venant après tant d'autres... »

Il m'interrompit :

— « Nous reparlerons de ce projet, dès demain. Je vais donner un coup d'œil, là-haut... Peut-être reverrez-vous Mme Ortègue avant moi. Souvenez-vous de votre engagement : ne prononcez pas le mot... »

— « Mais, » lui dis-je, en l'arrêtant à mon tour, et comme il allait vers la porte, « êtes-vous absolument sûr de ce diagnostic?... Vous savez mieux que moi... »

— « Absolument sûr, » répondit-il. « Vous vous souvenez que j'ai été appelé en Allemagne, il y a six semaines, pour voir un de mes malades. J'ai profité de l'occasion et poussé jusqu'à Berlin. Je me suis présenté sous un faux nom, chez un des spécialistes de là-bas. Il n'a pas hésité à prononcer le mot, lui, et à me conseiller naturellement la fameuse opération de Keir, l'opération en baïonnette, — *en païonnette*, » rectifia-t-il en imitant la prononciation tudesque.

— « Et alors? » interrogeai-je.

— « Alors, je n'en veux pas, » répondit-il. « La guérison radicale n'est pas possible. Cette opération m'assurerait peut-être quatre ou cinq mois de survie, à moins que je ne reste sous le couteau. Cette chance-là, celle de mourir tout de suite, je ne veux pas la courir. J'aime trop ma femme pour risquer de perdre volontairement une seule des heures qui me sont comptées. J'ai du moins la certitude de les passer avec elle. Non, non, non, » répéta-t-il, « cette chance de m'en aller plus tôt, je ne la courrai pas. Je ne jouerai pas cette carte-là. D'ailleurs, une opération m'immobiliserait. Je serais incapable de rendre ici les quelques derniers services dont je vais avoir l'occasion, à cause de cette abominable guerre. Et je veux les rendre. Je veux être utile jusqu'à la fin. Il faut prouver aux Le Gallic et autres mythologues que nous n'avons besoin ni de leur Dieu, ni de leur Christ, ni de leur vie future pour faire œuvre d'altruisme, sans espérance. Non. Je ne serai pas opéré, mais j'opérerai, tant que

cette main aura la force de tenir le bistouri... Seulement... » Il se plia de nouveau en deux, ses poings ramassés contre sa poitrine. « Seulement, je souffre trop quelquefois. Si ces paroxysmes duraient plus de cinq minutes, j'y resterais... Mais attendez... »

Je le vis marcher vers un petit meuble dont il ouvrit un tiroir. Il y prit une seringue à injection, alluma une lampe à alcool, flamba l'aiguille. Il avait retrouvé la lenteur et la méthode professionnelles. Il vida dans la seringue une ampoule de morphine, découvrit son bras, enfonça l'aiguille et appuya sur le piston, toujours aussi tranquillement qu'il eût exécuté cette piqûre sur un autre. Puis, remettant en place les outils et la bienfaisante et fatale intoxication, il ferma le tiroir, et me dit :

— « J'en suis déjà aux dix centigrammes. Ça s'use, comme le reste, malheureusement. Que ma femme ignore cela aussi, n'est-ce pas? Vous me le promettez? »

— « Je vous le promets. »

X

Cette vertu du mensonge bienfaisant, c'est l'A B C du métier pour le médecin. Tout jeunes étudians, nous nous y dressons, dès nos premières séances à l'hôpital. Avec les malades eux-mêmes, elle est aisée à pratiquer. Leur instinct de conservation conspire avec nous, pour les abuser. Auprès de ceux qui les entourent et qui les aiment, la tâche devient plus difficile, surtout lorsqu'il s'agit de dépister les inquiétudes d'une femme. La mère, l'épouse, la fille, la sœur possèdent un sens divinatoire pour démêler la réticence dans nos discours le plus naturellement débités, et, dans l'arrière-fond de notre regard le plus ouvert, la brisure. Alors elles n'interrogent plus directement, elles observent, elles épient. Un duel s'engage entre vous et leur aguet. Pas un de vos gestes, pas une de vos intonations, pas un pli de votre visage qu'elles n'étudient et que leur inquiétude n'interprète précisément dans le sens dont vous voudriez les détourner. Ce duel, je m'y attendais. Il commença dès la minute où je revis Mme Ortègue, une demi-heure après avoir quitté le Professeur. Je m'étais dit : « Le plus habile sera de ne pas jouer la tranquillité. » Aussi, à sa première question : « Vous avez parlé à mon mari? » je me crus très adroit de répondre :

— « Je lui ai parlé. Je l'ai questionné. Il ne s'est pas défendu.

Il m'a même permis de l'ausculter. J'en suis pour ce que j'ai dit : un surmenage assurément inquiétant, surtout étant donné son âge. Seulement, aucune lésion, du moins appréciable. »

— « Mais cet ictère, il y a quelques mois, avec cette récidive ? »

— « Une jaunisse banale, à laquelle je n'attache aucune importance. »

— « Aucune importance ? » releva-t-elle. A cette remarque, je compris qu'elle en savait plus long qu'elle ne disait. Elle me tendait un piège. « Alors pourquoi Dieulafoy écrit-il dans sa *Pathologie :* le pronostic d'un ictère doit toujours être réservé ? Pourquoi ajoute-t-il : tout ictère accompagné de fièvre ou qui se déclare au milieu de symptômes de faiblesse doit être tenu pour suspect ?... Je sais ces lignes par cœur, tant j'ai lu et relu ce chapitre. J'ai pris ce livre dans la bibliothèque de mon mari, d'autres encore, et, depuis ce temps-là... »

— « Madame, » interrompis-je, sur le ton que l'on a pour gronder un enfant, mais je frémissais à la pensée des phrases trouvées dans ce manuel où l'ictère léger est indiqué comme un signe du cancer du pancréas. « Madame, vous êtes la fille d'un médecin, la femme d'un médecin. Combien de fois avez-vous entendu votre père et votre mari répéter devant vous qu'un des fléaux de notre métier, c'est la lecture d'un livre de médecine par un ignorant ? Permettez-moi de vous le dire, dans des matières si spéciales, vous n'êtes qu'une ignorante. Je vous répète, moi, qu'une jaunisse de cet ordre, passagère, fugace comme celle-ci, n'a pas de signification, et je vous supplie, au nom même de la tranquillité de votre mari, de ne plus ouvrir ni ce manuel, ni aucun autre. Si je croyais le Professeur en danger, je serais le premier à exiger qu'il se soignât. »

Elle ne répondit point. J'avais mal menti. Je m'en rendis compte. Je ne cherchai ni à prolonger, ni à renouveler un entretien par trop dangereux, avec une femme grandie dans une atmosphère de conversations médicales, et qui devait déjouer nos ruses ordinaires. Elle-même, ce jour-là comme les suivans, affecta d'éviter, en me parlant, la moindre allusion à l'anxiété qui continuait de la ronger. Je le devinais à l'automatisme de ses mouvemens, tandis qu'elle vaquait aux

soins de notre installation. Ce caractère de somnambule, propre aux obsédés, se discernait d'autant mieux qu'un éveil aigu de tout son être se produisait, à peine dans la même chambre que son mari. Mais n'y avait-il qu'une cause au trouble intérieur dont je la sentais si violemment agitée sous ses dehors calmes? Sans revenir à mes premiers soupçons, lors de la visite de Le Gallic, je ne pouvais m'empêcher d'observer que son agitation grandissait certains jours, et précisément quand était arrivée une de ces cartes postales demandées par Ortègue lui-même à l'officier. Venue du front, cette « correspondance militaire » ne portait aucune indication d'endroit. C'était bien le simple bulletin d'existence convenu. Que Mme Ortègue ne reçût pas sans émotion ce carré de papier, griffonné par une main glacée par la mort peut-être au moment où la lettre parvenait à sa destinataire, c'était trop naturel, trop naturel que le danger couru par son proche parent, le compagnon de son enfance et de sa jeunesse, émût davantage ses nerfs, déjà très tendus. Je m'en rendais si bien compte : il n'y avait rien de romanesque dans ce frisson tout simple, tout humain. Comment d'ailleurs, pris dans l'étau d'un drame si dur, si réel, ce cœur de femme se serait-il prêté même une minute à des émotions imaginatives?

Et moi aussi, cet étau de fer m'étreignait, plus serré chaque jour. Où aurais-je trouvé le temps de rêver à des complications sentimentales, quand je me meurtrissais, heure par heure, à des réalités si sévères? Ces semaines du mois d'août ressuscitent, et j'en subis à nouveau les affres. Ce furent d'abord, à côté des besognes matérielles de l'ambulance, les longs tête-à-tête avec Ortègue, pour m'initier à la future gérance de la clinique. J'avais, bien entendu, souscrit à son projet, définitivement. Il me fallait appliquer mon esprit à un ordre d'idées et de documens inédits pour moi. Chacune de ces séances renouvelait ma sensation de la tragédie pathologique à laquelle le hasard m'avait mêlé. J'apprenais, avec un détail plus précis, le labeur effrayant auquel s'était usé Ortègue, et aussi à quelle opulence la mort prochaine allait l'arracher. Chaque fois surtout, — il ne se gênait plus pour souffrir devant moi, — c'était la constatation du ravage accompli, presque de minute en minute, par la maladie qui le rongeait et par la drogue qu'il employait

pour guérir l'intolérable douleur. Lui-même comparait le prurit continuel dont il souffrait à un cilice vivant qui, à de certains momens, le rendait fou. Je voyais l'ictère revenir à la paume de ses mains et à ses conjonctives, gagner son visage, se foncer par places. Le caractère espagnol de son masque s'accentuait par ce verdissement noirâtre qui lui donnait une espèce de beauté, mais effrayante, mais sinistre, et tout cela sous les yeux de plus en plus perspicaces de la jeune femme! Ce fut, parallèlement et en même temps, l'angoisse grandissante de la guerre, après l'espérance folle des premiers succès en Alsace : les troupes françaises refoulées sur Nancy, — l'armée belge acculée à Anvers, — Namur bombardée, — la bataille engagée à Charleroi, — Liége enlevé, — le Donon et le col de Saales abandonnés, — les ennemis à Péronne, — Longwy pris, Maubeuge, — puis la retraite, — les Allemands à Compiègne, à Senlis, — le gouvernement parti pour Bordeaux, — Paris menacé, — enfin l'ordre du jour de Joffre, dont les termes disaient la gravité du péril : « Coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place, » — et l'attente, — et l'immense espérance, à laquelle nous n'osions pas croire, — et l'Ourcq, le Grand-Morin, Montmirail, — la Marne franchie, — Lunéville, Saint-Dié, Raon, Pont-à-Mousson dégagés, — enfin la victoire de la Marne. De quelle joie mon âme eût été inondée, même auprès d'Ortègue mourant, si ces jours de délivrance n'eussent coïncidé avec l'arrivée de nos premiers blessés!

Ce fut le 8 septembre, un mardi, que l'autorité militaire nous les envoya. Ils étaient tous atteints à la tête ou à la colonne vertébrale. La spécialité d'Ortègue voulait que le Val-de-Grâce les eût choisis ainsi. Leur présence nous fut annoncée par le timbre réservé à cet usage. J'entendrai longtemps ce premier appel, ces trois coups perçans et prolongés qui nous dressèrent d'un sursaut, Ortègue et moi, quoique le téléphone nous eût avertis déjà. En un instant, tout le personnel de l'ambulance, infirmiers et infirmières, Mme Ortègue avec eux, était en bas. Trois automobiles stationnaient devant la porte, trois longues voitures grises, marquées d'une Croix Rouge et couvertes d'une bâche. Nous avons vu depuis bien des véhicules semblables s'arrêter dans cette étroite rue Saint-Guillaume, chargés de leur douloureux fardeau, mais c'est toujours avec un tremblement intérieur que je retrouve le souvenir de cette première arrivée.

Nous étions si près encore du commencement d'août, de ces jours enflammés où toute la jeunesse, toute la force de la France partait, le rire et la colère aux lèvres. Nous avions tous vu les grandes gares de l'Est et du Nord, comme des volcans, lancer vers la frontière une lave humaine, le plus chaud, le meilleur de notre sang. Nous avions vu s'ébranler les trains fleuris, entendu les chants. qui, du Midi au Nord, volèrent sur les campagnes avec la fumée des locomotives. La perception de ces choses avait été pour moi d'autant plus aiguë que j'allais m'en repaître à la hâte, dans l'intervalle de nos occupations à la clinique, avec le cuisant regret de rester à l'arrière. J'avais vu aussi des yeux de femmes agrandis d'épouvante, qui, plus pénétrans que ceux des hommes, lisaient d'avance dans l'inconnu. La saison n'avait pas changé. Le soleil d'été brûlait toujours dans le ciel clair, et la vision des yeux hallucinés était devenue une réalité, sanglante, immédiate, implacable. Devant moi, deux infirmiers retiraient lentement d'une voiture un brancard où gisait une forme rigide, en capote bleue et pantalon rouge, la tête enveloppée de linges qui ne laissaient voir qu'un bas de visage couleur de terre, une bouche bleuie, aux lèvres tendues sur des dents desséchées. Et puis un autre brancard, et puis un autre. Il y en eut neuf, que nos infirmiers déposèrent dans le vestibule d'en bas. Ortègue et moi, assistés de notre étudiant, nous fîmes de ces hommes un premier examen. Une opération d'urgence pouvait être nécessaire. Ils nous étonnèrent par leur silence. Il semblait qu'ils eussent tant souffert, roulés en wagons à bestiaux depuis Charleroi, avec des arrêts dans de petites ambulances où l'on n'avait pas osé toucher à des plaies pareilles, — tant souffert qu'ils ne voulaient plus parler! De leurs vêtemens troués et couverts de paille montait une odeur de sueur et de sang. Ils gardaient aux pieds leurs lourds brodequins où collait la terre des champs de bataille. Nous constatâmes avec horreur que deux d'entre eux étaient aveugles, un troisième réellement incapable d'articuler un mot, ayant été frappé d'aphasie par sa blessure. Les autres voyaient et parlaient, mais celui-ci paralysé d'un bras, celui-là d'une jambe. Il y en avait un qui, plongé dans un demi-coma, poussait par instant ce cri méningitique dont la stridence ne s'oublie pas, une fois entendue :

— « Une carte d'échantillons complète de la bonté du Dieu auquel croit mon petit cousin Le Gallic, » dit Ortègue, et

montrant le plus malade, celui de la méningite : « S'il y a quelque chose à faire tout de suite, c'est pour cet homme-ci. Portez-le dans la salle d'en haut. »

XI

J'avais vu souvent Ortègue opérer. J'avais participé, comme interne, à ces tours de force chirurgicaux qu'il exécutait volontiers devant des rivaux étonnés. « Ce ne sont pas des opérations, » disait un jour Poncet, le maître lyonnais, « ce sont des paris. » Et Poncet ajoutait, avec son bon sourire indulgent : « Mais puisqu'il les gagne tous ! » Le secret de cette supériorité quasi thaumaturgique résidait dans une science extraordinaire de l'anatomie, jointe à une justesse de coup d'œil, et à une dextérité des doigts non moins extraordinaires. Jamais notre intimité opératoire ne m'avait révélé un Ortègue plus brillant, un prince du bistouri plus audacieux et plus heureux qu'auprès de ces premiers blessés et de ceux qui se succédèrent très vite en trop grand nombre. Huit jours après cette arrivée des premiers, nos quarante lits étaient occupés. Plus se multipliaient ces exemplaires de lésions ressortissantes à sa technique, plus le chirurgien s'animait dans le « Patron. » La ferveur de sa jeunesse scientifique renaissait chez le condamné à mort. Moi qui savais la vérité, ce renouveau d'ardeur professionnelle, et dans cet état de cachexie débutante, ne me trompait pas. La morphine commençait son œuvre, aussi destructrice que le cancer. Cette euphorie marquait la première période d'intoxication. Le plus poignant était de constater une détente de l'anxiété chez Mme Ortègue. Elle ignorait la funeste habitude que son malheureux mari était en train de se donner. Elle le voyait se passionner, comme jadis, pour de beaux cas, les raconter, les discuter. Elle devait en conclure à une guérison possible, si cette déchéance n'était que de la neurasthénie, et cela d'autant plus que toutes les facultés d'Ortègue s'exaltaient à la fois, son altruisme, par exemple. Il avait toujours prodigué son dévouement au service des malheureux. Quand il demandait cinquante mille francs à un Moreau-Janville pour une intervention, il disait : « Que les riches paient pour les pauvres ! » Chez lui, cette phrase était strictement vraie. Ses consultations et ses opérations gratuites ne se comptaient pas.

Il était donc logique avec son caractère, quand il nous répétait durant cette fin d'août et ce début de septembre :

— « Je ne sais pas ce que je serais devenu, si je n'avais pas pu m'employer durant cette guerre. Nous ne paierons jamais assez notre dette, nous, les civils, envers les soldats. Ces gens meurent pour nous, voilà ce qu'il ne faut pas cesser de nous redire, pour toi, Catherine, pour vous, Marsal, pour moi, Ortègue. Hier, cet homme, à qui j'ai retiré cette balle derrière l'oreille, et qui vivra, me remerciait en pleurant. — Mais le merci, mon garçon, c'est moi qui te le dois, lui ai-je répondu. Je n'ai pas ajouté qu'il avait eu de la chance d'être envoyé ici. C'est effrayant, les bêtises que je lis dans les journaux médicaux sur la chirurgie nerveuse. Après la guerre, vous verrez, Marsal, quel livre nous écrirons ! »

Il était de bonne foi, — après son propre diagnostic ! Quel mystère que ces illusions auxquelles notre esprit n'adhère pas réellement, et, pendant une minute, nous parlons comme si nous y croyions ! D'ailleurs, ces affirmations, si étranges dans la bouche d'un savant de cette discipline, et d'un malade de ce dépérissement, n'étaient sans doute qu'un nouvel effet du morphinisme. Quinze jours ne s'étaient pas passés, et à la période heureuse succédait déjà la période de dégradation. Soit qu'Ortègue augmentât la dose, soit que l'intoxication de la maladie commençât de se joindre à celle de la drogue, j'observai avec épouvante les soudains indices d'un changement pénible dans sa personnalité morale. Lui, que j'avais toujours connu si sévère pour les moindres altérations de la vérité, je le surprenais à mentir, et d'un mensonge évidemment pathologique. Il disait par exemple qu'il s'était promené au jardin, quand il était resté dans son bureau, et *vice versa*. Il prétendait avoir lu un journal qu'il n'avait pas lu. A cette insignifiante mythomanie s'ajoutaient déjà de véritables paralysies de la volonté, stigmates plus inquiétans de la morphine. Il lui arrivait maintenant, le matin, de passer la blouse, le tablier, et puis de rester étendu sur son canapé en me disant :

— « Marsal, faites la visite. Vous me rendrez compte... »

Et il ne s'excusait même pas sur sa fatigue ! Sans cesse, lui, si actif les dix ou douze premiers jours, il prononçait, devant des cas qui nécessitaient une intervention rapide, le dilatoire : « Nous opérerons demain » du chirurgien paresseux. Je n'étais

pas seul à constater ces symptômes de décadence. Après la courte période de soulagement que j'ai notée, Mme Ortègue avait de nouveau dans les yeux son anxiété d'auparavant, accrue d'un étonnement. Elle ne reconnaissait plus l'homme supérieur qu'elle avait aimé en l'admirant. Et moi non plus, je ne le reconnaissais pas. Sachant la double influence qui tarissait heure par heure la source jadis inépuisable de sa généreuse énergie, j'appréhendais quelque catastrophe, sans trop deviner la forme inattendue qu'elle allait prendre, et l'incident d'un ordre tout professionnel qui devait marquer comme le second acte de cette tragédie.

XII

Cet incident eut lieu exactement le lundi 28 septembre. J'ai une raison pour me rappeler la date. La veille, un avion allemand avait jeté quatre bombes sur Paris et frappé une petite fille de treize ans.

— « Comme le hasard est stupide tout de même! » me dit Ortègue, ce lundi matin, en me montrant dans un journal la nouvelle de cet attentat. « Pourquoi n'étais-je pas avenue du Trocadéro, à la place de cette enfant? »

— « Et Dufour, » répondis-je, « qui l'opérerait? »

Ce Dufour était un capitaine d'artillerie que l'on nous avait amené, la semaine précédente, terriblement blessé d'une balle dans la région de la moelle épinière. Il ne pouvait plus marcher. Après un minutieux examen, Ortègue avait conclu à une paralysie par compression, et qui guérirait, la balle extraite.

— « Vous avez raison, Marsal. Qui l'opérerait? » répéta-t-il. « Non. Je n'ai pas oublié ce malheureux, ni que nous avons fixé ce matin pour essayer de le sauver. Le plus tôt sera le mieux. Nous avons trop tardé. Maintenant, avec son escarre, c'est peut-être une question d'heures. Voulez-vous donner l'ordre qu'on le transporte dans la salle? » Et quand je revins : « Voilà trois jours que je ne prends plus de morphine à cause de lui. Je souffre de nouveau, ah! cruellement! Mais il y a pire que cette souffrance. Il y a le trouble, là; » il montrait sa tête : « cette pensée qui va vous fuir, cette épaisseur entre l'action et vous, cette immobilisation intérieure... J'ai eu peur, quand j'ai vu en face la nécessité de cette opération sur Dufour,

de n'être plus moi-même, et dans un cas pareil ne pas agir, pour un Ortègue, c'est déserter... Alors, je me suis donné ma parole de ne plus me piquer, et j'ai cessé net. Je ne suis pas l'homme des demi-mesures, vous savez... Je me suis rendu compte qu'en diminuant la dose, je n'arriverais pas... Seulement, j'ai les symptomes classiques de l'abstinence subite, de l'insomnie, des fourmillemens, du froid, une hyperesthésie extraordinaire. Mais tout, tout plutôt que ce poids accablant, cette chape de plomb sur la volonté... Marsal, je veux que Dufour marche, et il marchera... Venez, il doit être préparé... »

Quelques minutes après, nous entrions dans la salle d'opération, lui, bien nerveux, bien tendu; moi, bien anxieux que l'audacieuse tentative à laquelle il allait se livrer sur l'héroïque et infortuné Dufour fût achevée et qu'elle réussît. Je constatai avec inquiétude que l'excitation grandissait chez Ortègue, à mesure que l'instant d'agir approchait. Jadis, c'était le contraire. Rien que de passer le tablier et les gants de caoutchouc le calmait. Ce matin-là, il avait parlé, parlé, le long des couloirs, avec une volubilité si morbide ! Je me rappelle distinctement deux de ses propos, l'un qu'il me tint presque sur le seuil de la salle, en me montrant dans le jardin la silhouette de l'aumônier qui descendait le perron :

— « L'abbé Courmont vient de distribuer sa morphine, peut-être à notre pauvre Dufour. Elle est encore plus abrutissante que l'autre. »

Le second propos eut pour théâtre la salle elle-même et pour auditoire le groupe des infirmiers et des infirmières, entourant le blessé, que l'on finissait d'endormir sur la table :

— « Vous allez assister à un miracle, » leur dit Ortègue, « mais un vrai, un miracle scientifique. Ce paralysé marchera. Je lui ouvrirai le canal vertébral, et j'aurai la balle. Ah ! c'est une magnifique opération. Vous en avez une chance, jeunes gens. Vous aurez assisté en deux mois à trois laminectomies. Demandez à Marsal. Il n'en a pas vu davantage dans tout son internat. »

L'espèce d'allégresse joyeuse avec laquelle il annonçait une des plus sanglantes opérations qui soient justifiait l'injurieuse épigramme de l'humoriste qui prétendait que nous nous faisons chirurgiens pour satisfaire impunément des instincts de bourreau. Que cette allégresse de mauvais goût lui ressemblait

peu et peu la soudaine fixité avec laquelle il me regardait enduire d'iode le dos du blessé qui reposait couché sur le ventre! J'observai aussi que ses doigts, d'ordinaire si fermes, tremblaient un peu, tandis qu'armé d'un compas à trois branches et guidé par une plaque radiographique sur laquelle s'entrevoyait la balle, il marquait trois points de repère dans cette peau maintenant toute jaune, — mais pas plus que son masque à lui. Ces préparatifs terminés, il commença de procéder à la dénudation des vertèbres par une profonde incision rectiligne, poussée jusqu'aux os. Était-ce ma propre nervosité? Il me sembla que son coup de bistouri n'avait plus sa décision habituelle. Je n'eus pas le loisir de réfléchir sur cet indice. Cette dénudation s'accompagnait, comme toujours, d'un écoulement sanguin considérable qui risquait d'obscurcir le champ opératoire. J'avais saisi les deux écarteurs destinés à maintenir les lèvres de la plaie. J'en utilisais un et je tendais l'autre à Ortègue. Je le vis, avec stupeur, ne pas prendre garde à mon geste. Il continuait à travailler dans ce flot de sang, mais d'une main hésitante, incertaine. Tout à coup, il lâche le manche du bistouri. Je le vois qui défaille, les yeux égarés, les traits décomposés. A peine eûmes-nous le temps de le recevoir sur un tabouret où il s'affaissa en balbutiant, d'une voix rauque :

— « Je n'y vois pas!... Je ne peux pas!... »

Et, dans cet effrayant *collapsus*, l'honneur professionnel survivant seul aux facultés momentanément obscurcies, il eut encore la force de me repousser et de me dire, en me montrant la table où gisait le patient ensanglanté :

— « Lui, Marsal! Occupez-vous de lui. Retirez la balle... »

XIII

Mon devoir ne faisait pas doute : l'opéré d'abord. Tandis que deux infirmiers emmenaient le chirurgien vaincu, en le soutenant, j'essayais, moi, d'arrêter l'hémorragie. Mais ensuite? Devais-je refermer la plaie, alors que j'avais dans l'oreille la phrase redoutable : « C'est peut-être une question d'heures? » Allais-je continuer l'opération, dans l'inconnu, en m'en rapportant exclusivement au diagnostic indiqué par Ortègue? Je me rangeai à ce second parti, comme suggestionné par ce génie dont je venais pourtant de constater l'éclipse. Je cédais surtout

au besoin de lui procurer le seul soulagement qu'il pût recevoir, dans la détresse où sa défaillance le plongerait. Sa première parole, quand nous nous reverrions, serait pour me demander : « Et Dufour? » Quel réconfort si je pouvais lui répondre : « J'ai la balle. C'était bien une simple compression de la moelle. Il est sauvé! » A travers le tumulte de ces pensées j'ordonnai à l'anesthésieur, qui s'était levé lui aussi, de remettre le masque sur la bouche du blessé dont le gémissement annonçait le prochain réveil, et, achevant d'appliquer les écarteurs, je repris l'exploration dans un domaine où une erreur de quelques millimètres risque d'être fatale. Je ne me rappelle pas avoir, durant toute ma vie médicale, exécuté un travail qui m'ait paru plus long. Aucun non plus ne m'a fait éprouver davantage, à travers le pénible détail de ces brisemens et de ces ouvertures d'os, cette sensation, dont a si bien parlé un de nos maîtres, Jean-Louis Faure, dans la belle page de son essai sur l'*Ame du Chirurgien*. Il y montre l'opérateur sentant passer en lui un frisson qui l'exalte, qui l'élève, qui donne à son être une puissance nouvelle. Tout en cheminant de fibre en fibre, à travers cette chair saignante et vivante, j'admirais une fois de plus la sûreté des inductions d'Ortègue, et son coup d'œil divinatoire. Le projectile était exactement où il avait dit. Je le tenais. Je le retirais. La compression sur la moelle allait disparaître, et, avec elle, la paralysie. Le miracle aurait lieu. Le blessé serait sauvé. Entre parenthèses, il était si bien sauvé qu'il a quitté l'hôpital pour prendre un congé de convalescence, l'autre semaine, sans avoir jamais soupçonné à travers quelles péripéties s'est accomplie l'œuvre de sa délivrance. Jean-Louis Faure a dit cela aussi de l'anesthésié, qu'il est le seul indifférent au spectacle qui se joue autour de la table opératoire. Jamais cette phrase ne m'a paru plus vraie qu'à l'occasion de cet épisode à l'heureuse issue duquel je n'osais pas croire, tandis que les aides emportaient cet homme toujours endormi, mais rendu à la vie.

A peine pris-je le temps de laver le sang qui couvrait mes mains et mon visage. Le tablier encore souillé, je me précipitai dans la direction du cabinet d'Ortègue, serrant entre mes doigts comme un trésor le projectile que je voulais lui tendre, avant même de lui parler :

— « Le Professeur est revenu à lui, » me dit une infirmière que je rencontrai. « On lui a fait, sur sa demande, une piqûre de morphine. Il a voulu que nous le laissions seul. Il repose sur son divan. Mme Ortègue le veille. »

— « Il est retombé, » pensai-je. « C'était fatal. Et c'est mieux. Cette défaillance, au milieu de l'opération, avec ce trouble de la vue et ce dérobement des jambes, c'est la suppression brusque de la morphine qui l'a causée. Une syncope mortelle aurait pu se produire. Il faut que je me rende compte de son état... Mais s'il dort ?... Je vais toujours aller dans la pièce qui précède son cabinet. S'il dort, je me retirerai. Sinon, d'apprendre que l'opération a réussi sera le meilleur des médicamens... »

J'ouvris donc la porte de cette première pièce aussi doucement qu'il me fut possible, et en marchant sur la pointe des pieds. Je n'eus pas plutôt franchi le seuil que des éclats de voix m'arrivèrent de ce cabinet dont elle faisait l'antichambre. J'allai pour frapper à la deuxième porte et avertir de ma présence. Une phrase, entendue distinctement, m'arrêta net, tant elle me saisit, et voici le terrible dialogue que j'écoutai, immobile, frappé d'une véritable sidération. Ortègue, dans cette extrémité de détresse, n'avait plus eu la force de taire son secret. Il venait de dire à sa femme le nom de sa maladie, et le reste. Et elle s'écriait :

— « Mais si tu meurs, je ne te survivrai pas. Il ne faut pas que tu meures!... »

— « Ma pauvre enfant, » répondait Ortègue, « tu me survivras, et c'est juste. Tu n'as pas trente ans. Tu as le droit de vivre... »

— « Pas sans toi. »

— « Ne me parle pas ainsi. Ne me tente pas!... Ne me tente pas! » répéta-t-il. Je devinai au bruit d'une chaise remuée qu'il marchait maintenant dans la chambre. « Oui. Je l'ai eue, l'affreuse idée de t'entraîner avec moi dans ce noir, dans ce froid, dans ce vide. Depuis que je me sais condamné, ce n'est pas une fois, c'est vingt, que je me suis levé la nuit, pour t'écouter dormir. J'entendais ton souffle calme, frais, régulier. J'allumais une bougie, que je cachais avec ma main, pour ne pas t'éveiller. Je te voyais si belle, si jeune! Ah! ce mot de jeunesse, quel mot! Je te voyais dans un an, dans deux

ans, dans dix, dans quinze, toujours si belle, et moi si loin!... Je me disais : Je ne serai plus qu'un fantôme. Elle m'oubliera. »

— « Jamais, » gémit-elle, sauvagement.

— « Si, » répliqua-t-il, non moins sauvagement... « On oublie tout... Et alors, c'était le désespoir, la jalousie, la fureur. Et je pensais : Si je la tuais là, pendant qu'elle dort, sans qu'elle le sente?... Je n'ai que le choix entre les moyens. Il y a tant de poisons qui foudroient. J'en ai là. Et puis, je me faisais horreur. Je me mettais à genoux devant ton lit, et je te demandais pardon. Tu ne soupçonnes pas combien je t'aime. Ce n'est pas la mort qui me fait peur, vois-tu. La mort, ça n'a de mystère que pour ceux qui ne savent pas, qui n'ont pas vu. Moi, je sais bien que c'est le grand sommeil. Seulement, Catherine, y entrer en te quittant! Te laisser à d'autres!... Mais pourquoi te dire toute cette honte, cette lâcheté?... Je te fais horreur... »

— « C'est toi, qui ne soupçonnes pas combien je t'aime, » répondit-elle.

— « Mais non, » dit-il « tu ne peux plus m'aimer. On n'aime pas le cadavre que je suis devenu. Quand je me regarde dans la glace, et que je vois ce masque sinistre, ces joues décharnées, ce teint verdâtre, je vois bien qu'on ne peut plus m'aimer. On ne peut plus. C'est fini... Jusqu'à ce matin, j'avais le droit de penser : Intelligente comme elle est, fille du savant qu'était son père, elle peut encore trouver en moi où se complaire, mon talent, ma science; en me voyant travailler dans cet hôpital, y être admiré, elle peut être fière de moi, fière de porter mon nom... Cette idée me soutenait, m'exaltait. A cause d'elle, je m'étais surpassé ici, pendant ces dernières semaines. Laisse-moi me rendre ce témoignage comme je le rendrais à un mort. Cela aussi est fini, fini!... Après ma défaillance de ce matin, je sens que je n'oserai plus toucher à un instrument. J'aurais trop peur d'être un assassin... J'en suis un peut-être, si Marsal n'a pas réussi... Alors toi, la Science, mon art, tout est parti, tout... C'est une chose horrible, vois-tu, quand tout ce que l'on a aimé s'en va, s'écoule, se perd, et de le voir, de le sentir, de s'en aller avec, et dans quelle mort!... »

— « Mais je ne m'en vais pas, Michel, » de quel accent elle jeta ce cri!... « Moi, tu me gardes. Moi, tu ne m'as pas perdue. Je t'aime, entends-tu, je t'aime. »

« Ne prononce pas ces mots, » de quel accent aussi pro-

testait Ortègue!... « Ils me font trop mal... Mais puisque ce n'est pas possible!... Tu ne m'aimes pas. Tu me plains. Et c'est vrai que je suis bien à plaindre... »

— « Je t'aime, » supplia-t-elle. « J'ai mis toute ma vie sur toi. Je t'aime... Je ne sais pas si c'est impossible, si c'est insensé. Je sais que cela est. Je t'aime avec la même tendresse passionnée que le jour où tu m'as demandé d'être ta femme et où je t'ai dit oui. C'est ce jour-là que je t'ai donné toute mon âme. Tu l'as, ne sens-tu pas que tu l'as? Je ne t'en ai jamais rien repris, rien. Mais dis-moi que tu comprends que je t'aime, que tu le sens. Dis-le-moi... »

— « Je ne peux pas le sentir, » fit-il. « Ça n'est possible... »

— « Parce que tu souffres, parce que tu es malheureux?... Mais tu n'as donc pas compris pourquoi je t'ai aimé, pourquoi j'ai mis toute ma vie sur toi, je te le répète? Oui, toute. Car je n'admets pas qu'on aime deux fois, ni qu'on cesse d'aimer. Je n'admets pas surtout que l'on refasse son existence. C'est ce que je n'ai jamais pardonné à ma mère. Tu étais plus âgé que moi. J'ai toujours su que tu vieillirais avant moi, et cela aussi m'a été une raison de t'aimer plus. Mon père m'avait élevée dans le culte de la Science. Il m'avait dit ce qu'il pensait de toi, ce que tu valais comme savant. C'est la poésie de ta vie qui m'attirait, de cette vie consacrée à la Science, à travers des choses si dures, ce qu'il y a de haut, de bienfaisant dans ce travail qui semble si brutal. Je me suis dit : Quand il commencera de vieillir, je l'entourerai. Je serai sa garde-malade, s'il le faut. Mon être aura eu son plein emploi. Les autres femmes rêvent d'être mères. Je l'aurais été par toi. J'en aurais été très heureuse. Je ne l'ai pas été. Je ne le regrette pas. Mais si tu ne sens pas cela, justement à l'heure où tu as le plus besoin de le sentir, qu'est-ce que tu veux que je devienne, moi aussi? Où veux-tu que je trouve de la force? Si je ne t'aide pas dans cette dernière épreuve, oui, tout est fini. Mais je te soutiendrai, je t'aiderai... » Et de nouveau, sauvagement : « Tu as pensé à me tuer? réponds. C'est bien vrai? »

— « Je te l'ai dit. »

— « Réponds encore. Tu as pensé aussi à te tuer? »

— « J'y ai pensé. »

— « Hé bien! veux-tu que nous mourions ensemble? Croiras-tu que je t'aime, alors?... »

— « Oui, » dit-il, et je frémis de constater que sa voix changeait et qu'à l'accent désespéré de tout à l'heure un ton d'extase succédait, d'exaltation, d'enivrement. « Oui, je le crois... Ah! merci! merci! C'est la première fois, depuis des semaines, que je sors de mon cauchemar, que j'ai un peu de douceur à respirer, à sentir. Oui, je sens que tu m'aimes, maintenant, et que c'est doux! Quel calme soudain en moi! Quelle détente!... Pour que tu m'aies parlé ainsi, comme tu m'aimes! »

— « Enfin! » gémit-elle. « Tu me crois!... Oui, je t'aime, passionnément, absolument. Va. Je n'aurai pas besoin d'effort pour quitter un monde où tu ne seras plus. A moi non plus la mort ne fait pas peur. Moi aussi, je sais que c'est le grand sommeil. Quand veux-tu que nous y entrions? Aujourd'hui, pour que tu n'aies plus à tant souffrir dans ta pauvre chair? Tout de suite, à cette minute où nous sommes si unis, si transparens l'un pour l'autre, si vrais, là, cœur contre cœur?... Oui, veux-tu? Je suis prête. »

— « Pas encore! » répondit-il. Ah! comme j'attendais de lui, de cet homme que j'étais habitué à tant respecter, un cri de révolte, un geste de refus, devant cette offre d'un dévouement insensé. Ce cri, il ne le poussa pas. Ce geste, je devinai qu'il ne l'esquissa pas; signe, hélas! que son âme était aussi malade que son corps. Il acceptait le monstrueux projet de ce suicide à deux, sans même le discuter, dans un délire qui prouvait qu'il avait, lui aussi, pour parler comme elle, mis toute sa vie sur cet amour, et il continuait : « Je suis trop heureux en ce moment. Je ne veux pas perdre ça. Tant que j'aurai des yeux pour te voir, des mains pour te prendre les mains, une pensée pour savoir que tu existes et que tu m'aimes, je veux vivre, ne pas perdre de toi une heure, une seconde. La morphine me sauvera de trop souffrir. J'en avais peur, parce que j'observais qu'elle m'empêchait de travailler. Elle ne m'empêchera pas de te regarder, de t'écouter respirer, de te sentir vivre. J'ai encore des semaines, des mois peut-être. Je ne veux pas les perdre. »

— « Moi non plus, » dit-elle. « Mais jure-moi une chose. Jure-le-moi sur notre amour, que ce n'est que remis, que tu ne partiras pas sans moi, que c'est un pacte passé entre nous, comme le jour où tu m'as demandée. Tu te rappelles?... Tu es médecin. Tu sauras bien les symptômes qui annonceront la fin. Ce que je veux, c'est que tu me dises quand ils seront là, et

alors, tu me diras aussi le moyen pour moi, et j'aurai du courage. Nous glisserons ensemble dans ce noir, dans ce froid, dans ce vide, comme tu disais. Vois-tu, il y aurait quelque chose de plus noir, de plus froid, de plus vide, notre maison sans toi; Michel, » insista-t-elle solennellement, « je sais que tu n'as jamais manqué à une parole donnée. J'ai ta parole, n'est-ce pas? »

— « Tu as ma parole, » répondit-il.

— « Merci, » fit-elle. Puis, changeant de ton et lui parlant comme à un malade : « Essaie de dormir un instant, mon ami. Tu en as besoin. Tu me dois de ménager notre reste, à présent. Étends-toi. Tu vas dormir. »

— « Pas avant que je ne sache l'issue de l'opération, » dit-il, avec une reprise d'angoisse dans la voix. « Je viens d'être si bouleversé! J'ai oublié ce malheureux Dufour. Pourvu que Marsal l'ait sauvé!... »

— « Je vais m'informer, » répondit-elle, « et je reviens. »

PAUL BOURGET.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

UN CHAPITRE

DE

L'HISTOIRE DES "ATROCITÉS" ALLEMANDES[1]

LE DÉPART DES BAIGNEURS RUSSES (AOÛT 1914)

Tout au long de leur histoire, les Allemands se sont acquis la réputation d'être plutôt trop humains. (*Gazette de Cologne*, 14 juin 1915.)

Dès le lendemain du jour où l'Allemagne nous a déclaré la guerre, des bruits inquiétans ont commencé à pénétrer chez nous sur les souffrances de toute espèce infligées à ceux de nos compatriotes russes que l'annonce de cette déclaration avait surpris en territoire allemand, et dont les uns, le plus grand nombre, se trouvaient alors en train de faire leur cure annuelle dans les diverses villes d'eaux allemandes, tandis que d'autres avaient à traverser l'Allemagne en revenant d'Autriche, de Suisse, ou de France. Puis, bientôt, ces premiers bruits se sont changés en des renseignemens beaucoup plus détaillés sur la conduite brutale, absolument inhumaine, aussi bien des populations que des autorités allemandes à l'égard de tous les Russes surpris en Allemagne, sans en excepter même les femmes et les enfans.

(1) *Nemetzkie Zvierstva (Les Atrocités allemandes)*, par A.-S. Rezanof. 1 vol. in-8°. Petrograd, librairie du *Novoïe Vrémia*, 1915. — J'ai cru pouvoir me dispenser, dans le résumé qu'on va lire, de reproduire les noms des nombreux témoins russes dont les signatures nous garantissent l'entière exactitude des faits racontés par M. Rezanof. Qu'il me suffise d'affirmer que ces noms se trouvent cités à chaque page du livre de l'écrivain russe, et qu'il n'y a pas dans ce livre un seul trait de « barbarie » allemande dont la relation ne s'accompagne d'un imposant appareil de « références » justificatives.

Il est vrai que, d'abord, l'opinion russe ne pouvait manquer de se montrer quelque peu sceptique vis-à-vis de semblables nouvelles. Elle était tentée de les attribuer, pour une part, à la généralisation de certains faits accidentels, et, pour une autre part, à des exagérations amplement justifiées, d'ailleurs, par l'inévitable désarroi nerveux de personnes qui, du fait de la déclaration de guerre, s'étaient vues exposées à une situation forcément très pénible, sans que, cependant, la responsabilité de celle-ci pût être expressément imputée aux représentans du pouvoir. Mais voici que, de jour en jour, les sujets russes qui avaient réussi à s'échapper d'Allemagne non seulement se sont accordés sans exception à confirmer tous les témoignages antérieurs sur l'attitude barbare de la population et des autorités allemandes envers des voyageurs inoffensifs et hors d'état de se défendre, mais voici qu'en outre ces nouveaux arrivans ont révélé d'autres détails, plus effroyables encore, concernant la manière dont le public, les soldats, et jusqu'aux plus hautes autorités officielles de l'empire germanique ne cessaient pas de traiter nos compatriotes!

Cela étant, le ministère des Affaires étrangères a jugé indispensable d'instituer une enquête qui lui permît de se rendre un compte bien exact de la situation. Et c'est ainsi qu'il lui a été donné d'établir avec certitude une abondante série de faits, qui contrastent aussi profondément que possible avec l'image conventionnelle d'une nation allemande digne de figurer parmi les plus cultivées des nations européennes.

Les lignes qu'on vient de lire formaient le préambule d'une longue relation, publiée, le 24 août/5 septembre dernier, dans le *Journal officiel* de Petrograd. Après quoi venait l'exposé sommaire de l' « abondante série de faits établis avec certitude » par l'enquête du ministère des Affaires étrangères. Les auteurs de la relation nous décrivaient tour à tour la « conduite de la population et des autorités allemandes » à l'égard des membres du corps diplomatique russe, des membres de la délégation russe à l'Exposition internationale de Leipzig, et de plusieurs catégories de baigneurs ou de touristes russes « surpris par la guerre en territoire allemand. » A cette émouvante série d' « atrocités » allemandes le document opposait ensuite, en quelques mots, la manière toute modérée et « humaine » dont avaient été traités, dans le même temps, les sujets allemands surpris par la guerre en territoire russe : tout au plus y avait-il eu, à Petrograd, dans la première semaine d'août, un timide essai de soulèvement populaire, aussitôt arrêté par la police. Et enfin les auteurs de la relation mettaient en relief la responsabilité, absolument incontestable, des « représentans du pouvoir allemand » à tous ses degrés dans un état de choses que ces « représentans, » — bien loin de tâcher, eux

aussi, à l'arrêter, — avaient au contraire provoqué, entretenu, et stimulé par tous les moyens.

La relation s'appuyait, comme on l'a vu, sur plusieurs centaines de témoignages dûment contrôlés et qui, provenant de sources très diverses, se trouvaient en effet concorder entre soi si parfaitement que cela seul aurait déjà suffi pour en garantir la sincérité. De ces témoignages, les uns avaient paru dans les journaux russes; d'autres, en grand nombre, encore inédits, étaient conservés dans les archives des différens ministères de Petrograd. Et c'est encore sous l'inspiration immédiate du gouvernement russe qu'un rédacteur du *Novoïé Vrémia*, M. Rezanof, a reproduit, — dans un volume déjà plusieurs fois réimprimé avec des appendices tout remplis de détails nouveaux, — les plus significatifs des témoignages ainsi recueillis, de façon à nous offrir, en quelque sorte, la justification « documentaire » de chacun des articles de la relation officielle dont je viens de parler. Impossible d'imaginer un réquisitoire plus véridique, tout ensemble, et plus décisif contre la scandaleuse « barbarie » allemande. Je ne crains pas de l'affirmer : ni l'inoubliable article de M. Pierre Nothomb sur *la Belgique martyre*, ni rien autre de ce que l'on nous a rapporté jusqu'ici touchant l'attitude des soldats allemands à l'endroit des paisibles populations civiles du « front occidental » n'a de quoi « contraster aussi fortement avec l'image conventionnelle d'une nation allemande digne de figurer parmi les plus cultivées des nations européennes. »

I

Le jour même où s'est répandue la nouvelle de la déclaration de guerre, un changement soudain et radical a eu lieu, d'un bout à l'autre de l'empire allemand, dans les sentimens et la manière d'agir des « indigènes » vis-à-vis des Russes. C'était comme si, brusquement, une poche remplie de venin, et toujours étroitement fermée jusque là, se fût ouverte au fond de toute âme allemande. Que l'on en juge, notamment, par l'aventure de deux officiers de la marine marchande russe, MM. Nossof et Andréief, qui, depuis le mois de mai 1914, avaient coutume de voyager à bord d'un bateau à vapeur allemand, l'*Oscar*, où ils surveillaient le transport d'abondans convois de céréales

mandés de Novorossysk à Hambourg ! Jamais, jusqu'aux derniers jours de juillet, l'équipage allemand de l'*Oscar* n'avait manqué à traiter les deux officiers russes avec toute la courtoisie désirable. Mais à peine, le soir du 1er août, un autre bateau allemand rencontré dans la Mer du Nord a-t-il informé cet équipage du récent décret de mobilisation, qu'aussitôt M. Nossof a vu le maître-pilote de l'*Oscar* s'élancer furieusement sur M. Andreief, l'assaillir par derrière, et le rouer de coups. Et comme l'ingénieur russe s'empressait d'accourir à l'aide de son camarade, d'autres membres de l'équipage allemand l'ont attaqué à son tour, avec une violence telle que le malheureux a presque aussitôt perdu connaissance. Lorsqu'il s'est réveillé de son évanouissement, il a constaté qu'on l'avait enfermé dans les *water-closets*, où l'on avait ignoblement souillé son visage et ses mains. Puis les hôtes de l'*Oscar* ont été lancés par-dessus bord, « leur qualité de Russes les exposant à avoir grand besoin d'un sérieux nettoyage. » Et leur martyre s'est poursuivi même après leur arrivée à Hambourg, avec des détails d'une cruauté trop répugnante pour que je puisse songer à les reproduire. Enfin M. Nossof est parvenu à s'évader et à regagner la Russie, grâce à sa connaissance familière de la langue allemande ; on ignore ce qu'est devenu M. Andreief, à demi assommé dès le premier soir par ses collègues de l'*Oscar*, et mis par eux tout à fait hors d'état de bouger.

Dans toutes les villes d'eaux, dans les nombreux *sanatoria* peuplés de malades russes, le même changement s'est fait sentir avec la même soudaineté presque inexplicable. Ou plutôt, cette soudaineté s'explique, au moins en partie, s'il est vrai que, pendant toute la semaine qui a précédé le 1er août, directeurs d'hôtels, d'établissemens balnéaires, et de *sanatoria*, médecins, autorités locales, ont expressément reçu consigne de rassurer les baigneurs russes, désireux de rentrer au plus vite chez soi, et les ont retenus quasiment de force en leur garantissant l'entière inanité de leurs craintes de guerre. Après quoi se sont produites, un peu partout, des scènes pareilles à celle que nous raconte un groupe de Russes qui se trouvaient alors pensionnaires du *sanatorium* dirigé par le docteur Lippelt, à Friedrichsrod, en Thuringe :

Le jour de la déclaration de guerre, tous les malades russes ont été effrontément dépouillés par le directeur du *sanatorium*. Profitant du

moment où ses pensionnaires étaient allés prendre leur bain de vapeur, le Dr Lippelt a fait fouiller leurs vêtemens et s'est approprié tout ce qu'ils avaient d'un peu précieux, montres, bagues, etc., sous prétexte de se payer ainsi de ses soins, l'argent russe ayant cessé d'avoir cours. Puis il a renvoyé tous ces malades, dont plusieurs, incapables de marcher, auraient risqué de mourir sur le pavé si d'autres baigneurs russes, logés en ville, ne les avaient point recueillis.

A Kissingen, à Nauheim, à Wiesbaden, des médecins, dont on nous cite pareillement les noms, se sont fait donner par leurs clients russes, — toujours sous ce même prétexte de la déchéance du rouble, — des objets d'un prix bien supérieur au montant normal de leurs honoraires. Des bourgeois notables de ces villes d'eaux, chez qui de riches baigneurs russes demeuraient, chaque été, depuis des années, et qui toujours jusque là leur avaient prodigué des marques de respectueuse sympathie en échange de leur traditionnelle libéralité « nationale, » se sont mis tout d'un coup à les traiter comme des malfaiteurs, les contraignant à quitter aussitôt leurs maisons, et mêlant leurs outrages à ceux d'une foule de badauds qui, dans les rues et sur le quai des gares, ne cessaient point de leur jeter des ordures ou des pierres, parmi des cris incessans de : « Mort aux espions russes ! »

II

« Mort aux espions russes ! » ou bien encore : « Mort à ces barbares russes qui nous ont contraints à la guerre ! » Car tels étaient les deux cris qui, d'un bout à l'autre de l'Allemagne, surgissaient de toutes parts au passage des voyageurs russes ; et le plus curieux était que ces deux cris, « soufflés » simultanément à la nation allemande tout entière par un même « chef de claque » invisible, se trouvaient, en outre, avoir pour elle une signification à peu près identique. Du jour au lendemain, par l'effet de l'une de ces singulières « contagions » spirituelles qui courent et se propagent en un clin d'œil à travers tout l'empire, l'Allemagne s'était pénétrée d'une double conviction qu'elle ne peut manquer de garder aujourd'hui encore, — puisque l'on sait qu'il en est de ces convictions habilement « suggérées » à l'opinion nationale allemande tout à fait comme des véritables « suggestions » hypnotiques, contre lesquelles on

tenterait en vain d'opposer les ressources les plus solides du raisonnement ou de l'expérience. Du jour au lendemain, l'opinion allemande s'est mise à croire d'abord unanimement, sans l'ombre d'un doute, que c'était la Russie qui avait voulu, prémédité, et déclaré la guerre : sauf pour elle à devoir admettre avec une certitude égale, quelques jours plus tard, que la Russie elle-même n'avait été, au fond, qu'un instrument inconscient et docile entre les mains diaboliques de la « perfide Albion. » Et pareillement aussi, dès le premier instant, à cette image d'une Russie déchaînant sur l'innocente et pacifique Allemagne les horreurs de la guerre s'est venue joindre, dans toute cervelle allemande, une autre image qui représentait tout Russe comme étant un « espion. » Quelques heures avaient suffi pour rendre dorénavant synonymes, aux yeux de l'Allemagne, les mots de « baigneur russe » et le mot d' « espion. » Ayant lu dans les journaux que la Russie avait eu, de tout temps, l'habitude d'employer à son service une foule d'agens secrets exceptionnellement pervers et redoutables, les Allemands s'étaient hâtés d'en conclure que ces mystérieux « agens » devaient être les baigneurs (et baigneuses) qu'ils voyaient dépenser si follement leurs roubles dans les boutiques et les restaurans de leurs villes d'eaux. Tous les témoignages cités par M. Rezanof concordent sur ce point ; et nous y découvrons même que souvent, pour le bourgeois allemand le plus « positif, » l' « espion » imaginaire se double encore de l'un de ces fantastiques conspirateurs « nihilistes » dont la figure a occupé infatigablement, depuis un demi-siècle, l'invention des auteurs de romans-feuilletons. Non seulement les femmes des voyageurs russes, les jeunes filles, les enfans sont soumis, plusieurs fois par jour, à des fouilles d'une indiscrétion et d'une grossièreté monstrueuses ; mais c'est assez, par exemple, qu'un vieillard épuisé jette à terre sa valise, pendant une de ces marches de quinze ou vingt kilomètres que l'on inflige inutilement à des centaines d'infortunés baigneurs, entre deux prisons, pour qu'aussitôt le soupçon d'un « attentat » vaille à cet « espion »-là d'être fusillé.

Les deux convictions que j'ai dites nous expliquent, au moins en partie, l'attitude du public et des autorités d'outre-Rhin envers les nombreux milliers de Russes surpris par la déclaration de guerre en territoire allemand. A côté des « agens provocateurs » et des « pêcheurs en eau trouble » profession-

nels que l'on nous fait voir s'acharnant contre ces Russes dans chacune des villes où les promène le caprice malveillant de leurs geôliers, un nombre infiniment plus grand de « persécuteurs » agissent sans aucune idée d'intérêt égoïste : simplement, ils ne peuvent s'empêcher de considérer les étrangers qui leur sont « tombés sous la main » comme autant d' « espions » ou de « lanceurs de bombes » acharnés à leur perte ; et pas un moment, non plus, ils ne peuvent oublier que ces étrangers appartiennent à la race détestable qui, malgré tous les pathétiques efforts de l'empereur Guillaume en faveur du maintien de la paix, vient d'obliger méchamment l'Allemagne à tirer son épée. De telle sorte qu'ils haïraient les Russes et tâcheraient en toute manière à les « châtier, » si même ils les tenaient pour des êtres doués de « culture, » pour des échantillons de l' « humanité » authentique à laquelle appartiennent incontestablement suivant eux, en dehors de leur propre race, des ennemis tels que les Français, les Anglais, ou les Belges. Mais qui donc parmi eux, quel Allemand digne de ce nom manquerait à partager le mépris séculaire de toute âme germanique vis-à-vis du « Slave? » Est-ce que déjà leurs pères ne les ont pas instruits à confondre les deux notions de « Slave » et de « barbare ? » Ou plutôt, est-ce que tout Allemand n'a point coutume d'exclure absolument ces « barbares slaves » de sa conception de l' « humanité ? » Jamais un Polonais ou un Russe n'a été, pour les Allemands, autre chose qu'une « bête » plus ou moins déguisée sous des apparences humaines. Si bien que maintenant, lorsque l'on a persuadé aux Allemands que la patrie de ces créatures inférieures s'est rendue coupable d'une lâche agression à leur endroit, et qu'en outre ils ont cru reconnaître, dans chacune de ses créatures, une source possible de dangers pour leur sécurité nationale, nous comprenons sans peine qu'ils ne se soient pas embarrassés de scrupules pour procéder de leur mieux à l' « extermination » de leurs hôtes russes, exactement comme s'il s'était agi pour eux d'exterminer une troupe malfaisante de rats, de vipères, ou de chiens enragés.

Mais encore sied-il d'ajouter qu'excitations et encouragemens leur sont venus en foule dès le premier jour, descendant sur eux des sources les plus hautes, à commencer par un certain balcon du vieux Palais Royal de Berlin.

Le discours prononcé par l'empereur Guillaume, du haut d'un balcon

de son palais, à propos de la déclaration de guerre, contenait des passages d'une incorrection si manifeste que l'on n'a pas jugé possible d'en divulguer le texte authentique et complet. Ce texte, au dire du député russe Maklakof, qui s'était trouvé à même de l'entendre, « a été étrangement abrégé et modifié dans la rédaction officielle, » telle que l'ont imprimée les journaux du lendemain; et pareillement M. Maklakof s'accorde avec tous nos autres compatriotes qui ont eu comme lui l'occasion d'entendre la fiévreuse improvisation du Kaiser, pour déclarer que, aussi bien par la signification générale de celle-ci que par un bon nombre de ses phrases en particulier, le souverain exaspéré provoquait ses sujets à l'extermination de tous les Russes, toujours et partout. Sans aucun doute possible, l'empereur d'Allemagne a chargé sa conscience non seulement du mensonge public consistant à rejeter sur la Russie la responsabilité de la guerre, mais aussi de toutes les « atrocités » commises par ses sujets : car c'est bien lui qui s'est montré le premier instigateur des violences exercées depuis ce jour à l'encontre des Russes en territoire allemand et, plus tard, en Pologne.

III

Après ces explications préliminaires, qui m'ont semblé utiles pour l'intelligence des causes, du caractère, et de la portée véritables des faits brièvement dénoncés dans la susdite relation officielle du ministère des Affaires étrangères de Petrograd, il est temps que j'arrive à ces faits eux-mêmes. Et, d'abord, voici de quelle façon les auteurs de la relation nous exposent la conduite de « la population et des autorités allemandes » à l'égard des représentans attitrés du gouvernement russe auprès des différentes cours d'Allemagne :

A Berlin et dans chacune des capitales allemandes, le départ des membres du corps diplomatique russe, — départ dont l'heure et le lieu avaient été scandaleusement divulgués par la police locale, — a fait naître non seulement de bruyantes démonstrations d'hostilité de la part du public, mais aussi des attentats d'une violence extrême contre les voitures contenant le personnel de nos légations. Il n'y a presque pas une seule de ces voitures dont tous les occupans n'aient eu à recevoir des contusions plus ou moins graves sur la tête, le dos, ou les épaules. Qu'il nous suffise de citer, parmi les personnes les plus éprouvées : le ministre russe à Carlsruhe, comte Brevern de la Gardie, et sa femme; la femme du ministre russe à Stuttgart, Mme Lermontof, sur le dos de laquelle un vieux monsieur à la barbe grise à cassé son parasol; les deux sœurs de la femme du ministre résident à Darmstadt; les secrétaires de légation Dmitrof et Koutepof, etc. D'autres, comme par exemple la femme de notre attaché naval à Berlin, Mme Behrens, et le secrétaire d'ambassade Jonof, ont été blessés au visage par des cailloux que leur lançait la foule. Le diacre de l'église de l'ambas-

sade de Berlin, M. Lopatka, a été frappé sur la tête d'un coup de gourdin qui aurait pu avoir les suites les plus funestes sans l'opportune résistance d'une casquette très dure, entièrement écrasée. Moins heureux, le secrétaire d'ambassade Chrapovitzky a emporté de Berlin une plaie profonde dans la région frontale, suivie d'une abondante effusion de sang, et qui lui a imposé l'obligation de s'arrêter à Copenhague, pour se confier aux soins d'un médecin.

Quant aux consuls russes dans les grandes cités d'Allemagne, ceux-là, presque partout, ont été simplement traités comme autant d'« espions » quasi « professionnels. » Une demi-douzaine au moins d'entre eux, dont la relation officielle nous fait connaître les noms, doivent probablement avoir été fusillés, car aucune trace de leur existence n'est parvenue aux autorités russes, depuis le jour de la déclaration de la guerre. Pour d'autres, on a su récemment, par l'entremise de diplomates américains, qu'ils étaient vivans et seraient retenus en prison jusqu'à la conclusion de la paix.

Vient ensuite, dans la relation officielle, un récit abrégé des mésaventures du sénateur et chambellan russe M. de Bellegarde, qui avait été délégué par son gouvernement à Leipzig, en qualité de commissaire de la section russe d'une Exposition Internationale. Chaque détail du passage consacré à ces mésaventures nous est, en outre, expressément confirmé par un long et émouvant témoignage de M. de Bellegarde lui-même, au cours d'un entretien de celui-ci avec M. Rezanof. Nous y lisons, notamment, de quelle façon le commissaire russe, qui toujours jusque là n'avait eu qu'à se louer de l'attitude parfaitement courtoise et déférente des autorités de Leipzig, a été brutalement arrêté, le jour même de la déclaration de guerre, en compagnie de ses collaborateurs. Relâché le lendemain avec des excuses, M. de Bellegarde a été bientôt emprisonné de nouveau. « Cette fois, l'administration l'a traité comme un criminel de droit commun. Après lui avoir enlevé son argent et tout le contenu de ses poches, on l'a enfermé dans une cellule de sept pas de long sur quatre pas de large ; et à peine M. de Bellegarde y était-il entré qu'on lui a ordonné de se mettre à nu, et puis de marcher de long en large, les bras levés au-dessus de la tête. » La nuit suivante et toute la journée du lendemain, le commissaire officiel du gouvernement russe à l'Exposition de Leipzig a été laissé dans cette « cage, » absolument sans aucune

nourriture. Dans la soirée du lendemain, cependant, on a bien voulu le remettre en liberté, moyennant sa promesse de partir aussitôt pour Berlin. Là, pendant qu'il s'entretenait avec un employé de la légation de Saxe, le ministre de Saxe en personne s'est approché, et, du ton le plus grossier, lui a demandé ce qu'il désirait. Et comme le sénateur russe répondait qu'on lui avait promis, à Leipzig, l'appui de la légation saxonne à Berlin pour lui procurer le moyen de sortir d'Allemagne :

— Comment? — s'est écrié le diplomate allemand, — vous, notre ennemi, vous osez demander que je fasse quelque chose pour vous? Après la trahison commise par la Russie en nous déclarant la guerre, je vous trouve bien impudent d'oser venir solliciter mon appui!

Il n'a pas fallu moins qu'un miracle de bonne chance pour permettre enfin à M. de Bellegarde d'atteindre Copenhague. A la gare de Berlin par laquelle il s'en est allé, tous les wagons portaient des inscriptions telles que : « Mort au Russes! » ou bien : « Tous les Russes sont des espions! »

IV

Écoutons maintenant le récit de quelques-uns de ces baigneurs russes dont la relation officielle nous dit justément qu'il serait impossible de « faire le compte de toutes les violences et cruautés qu'ils ont eu à subir, sans distinction de rang social, ni d'âge, ni de sexe! » Par une coïncidence qui n'a d'ailleurs rien d'étonnant, si l'on songe à l'énorme quantité de ces victimes russes de la barbarie allemande, il se trouve que le volume de M. Rezanof nous offre plusieurs descriptions « parallèles » des souffrances d'une seule et même « fournée » de baigneurs s'efforçant de sortir d'Allemagne. C'est ainsi que, par exemple, un professeur de la Faculté de Médecine de Petrograd, M. Souslof, et la femme d'un propriétaire campagnard, Mme Danilof, ont raconté presque simultanément les principales étapes du long chemin qu'ils ont fait ensemble, peut-être dans les mêmes wagons, — mais à leur insu et sans se connaître l'un l'autre, — entre deux frontières de l'empire allemand. Leurs deux narrations concordent de tous points, et nous sont encore confirmées par d'autres témoignages de compatriotes qui ont eu à partager avec eux telle ou telle des

diverses étapes de la même « odyssée. » Si bien qu'avant de résumer ici la narration de Mme Danilof, plus détaillée que celle du professeur Souslof et d'une couleur plus vivante, je puis garantir au lecteur français qu'il n'y a pas dans cette narration un seul trait quelque peu caractéristique dont je n'aie découvert une autre mention, plus ou moins explicite, à d'autres pages du livre de M. Rezanof.

Tout de même que le professeur Souslof, Mme Danilof séjournait en Suisse au moment de la déclaration de guerre, et a eu la malheureuse idée de se fier à des avis officiels allemands qui promettaient aux touristes russes un libre et commode passage à travers l'Allemagne. Dès le premier soir, nos deux narrateurs et une centaine d'autres compatriotes qui se rendaient avec eux de Bâle à Berlin ont été forcés de descendre de leurs wagons à la station de Ludwigshafen, et d'aller à pied jusqu'à celle de Mannheim. Le bruit avait couru que des « espions » russes se proposaient de faire sauter le pont de Mannheim : d'où ces quelques kilomètres de marche imposés aux voyageurs russes, pour les empêcher de passer sur le pont. Telle fut, du moins, l'explication brutalement grommelée à Mme Danilof par les soldats préposés à la surveillance de l'étrange cortège. « Les supplications des femmes fatiguées ou malades, demandant que l'on ralentît le pas, ne servaient de rien. Toute personne qui s'écartait un peu de l'alignement recevait aussitôt un vigoureux coup de crosse. Et sans cesse nous rencontrions des groupes enragés, qui nous couvraient d'injures et menaçaient de se jeter sur nous. »

A Berlin, la gare de Friedrichstrasse et toutes les rues voisines retentissaient des cris de : « Mort aux Russes! » Mme Danilof, — dont j'ai oublié d'ajouter qu'elle voyageait avec un petit garçon de quatre ans, — a vainement essayé d'acheter quelques provisions de route. « Nous n'avons rien ici pour les Russes! » lui répondaient, — stoïquement, — les boutiquiers berlinois. Les heures d'attente sur le quai de la gare, avant la formation du train pour Alexandrowo, sont restées dans le souvenir de tous les voyageurs comme un cauchemar à peine croyable : d'une minute à l'autre, chacun de ces milliers d'infortunés avait la perspective d'être livré en pâture à la foule immense qui se démenait et hurlait autour d'eux. Nul moyen de faire inscrire ses bagages : personne, depuis même la veille

de la déclaration de guerre, n'a pu emporter d'Allemagne autre chose que de petits colis tenus à la main. Et, avec cela, dans toutes les gares de la capitale prussienne, des affiches assurant aux Russes que, jusqu'au 4 août, pleine faculté leur serait laissée de rentrer tranquillement dans leur pays!

Enfin le train est prêt; les Russes s'y engouffrent par centaines; et les voici arrivés à la gare de Thorn, l'une des dernières avant la douane d'Alexandrowo. Là, tout le monde reçoit l'ordre de descendre : les autorités déclarent que la frontière russe est fermée, et qu'elles ne sauraient prendre sur soi le risque de laisser continuer le voyage, même à pied. Je reviendrai tout à l'heure sur ce mensonge, inventé à plaisir par les Allemands, et renouvelé par eux, durant les premiers jours de la guerre, aussi bien à Thorn que dans d'autres gares voisines de la frontière. Dans le cas particulier de Mme Danilof et du professeur Souslof, les officiers prussiens se sont en outre avisés d'un autre mode de « représailles, » à l'égard des centaines d' « espions » tombés sous leurs mains. Après une longue attente sur le quai de la gare de Thorn, les voyageurs ont été autorisés à remonter dans un train qui, leur disait-on, les conduirait à Alexandrowo « sous la protection d'un drapeau blanc. » Et puis le train s'est mis à rouler, pendant des heures, et force a bien été aux Russes de comprendre qu'on ne les menait pas à la douane voisine. « Notre état de tension nerveuse et d'angoisse devenait intolérable. On n'entendait que des pleurs, des cris affolés. » Vers minuit, le train s'est arrêté dans une grande gare : c'était Stettin, où l'on a signifié aux touristes russes qu'on avait résolu de les y garder jusqu'à la conclusion de la paix!

Le professeur Souslof et Mme Danilof s'accordent à nous décrire l'horreur tragique de la nuit passée par eux dans les corridors empestés des abattoirs de Stettin. En vain ils demandaient à leurs geôliers combien de temps ils auraient à demeurer dans ce lieu d'épouvante, en compagnie d'un troupeau de porcs qui ronflaient çà et là. « Peut-être une semaine, peut-être un mois, ou peut-être une année! leur répondait-on. N'êtes-vous pas nos prisonniers de guerre? » Mais la ville de Stettin avait besoin de ses abattoirs; et, dès le lendemain, le lamentable convoi des baigneurs russes a été envoyé dans l'île de Rugen. Le train qui devait les y conduire ne comportait qu'un petit

nombre de wagons; et, naturellement, personne ne se souciait de rester à Stettin. Dans des compartimens de six places, on entassait jusqu'à 25 voyageurs. C'est là que Mme Danilof a vu se produire la première « catastrophe » de son mémorable voyage. Dans la hâte fiévreuse du départ, une femme russe et son enfant ont été foulés aux pieds : tous deux avaient cessé de vivre, lorsqu'on a essayé de les relever.

De Rugen, après deux autres jours de détresse affamée, — car les « prisonniers » avaient à se nourrir de leurs propres moyens, et toujours encore la population allemande refusait d'échanger leurs roubles, — nos deux narrateurs et maints autres des témoins cités par M. Rezanof ont été transportés dans l'île de Sassnitz.

Pendant la marche interminable du train qui nous promenait à l'intérieur de l'île, — raconte Mme Danilof, — soudain les soldats qui nous gardaient se lèvent, nous fixent d'un regard terrible, et arment leurs fusils. Un silence funèbre se répand parmi nous; puis ce sont des cris désespérés de femmes, des pleurs bruyans d'enfans. Un homme âgé assis près de moi, un médecin russe, me dit d'une voix tremblante : « Vous savez ce qui nous attend? Fusillés..., fusillés..., fusillés! » Il répète ce mot indéfiniment, comme un insensé. Le fait est que, cette fois, nous ne doutons plus de la mort imminente. Mais voici que les soldats, avec un gros rire, abaissent leurs armes! Toute la scène n'était qu'une plaisanterie!

Il y avait cinq jours que les baigneurs russes étaient partis de Berlin, et s'accoutumaient toujours plus profondément à l'idée de mourir de privations ou de peur en territoire allemand, lorsque, tout d'un coup, un officier est entré dans leur prison de Sassnitz et leur a signifié qu'un bateau à vapeur allait être chargé de les conduire en Suède. C'était, providentiellement, la fin de leurs épreuves. Mais il était réservé à Mme Danilof d'être encore témoin de deux « catastrophes » résultant des émotions de ces cinq terribles journées que l'on venait de vivre. Sur le bateau, tout de suite au départ de Sassnitz, une jeune femme, devenue folle, s'est jetée à l'eau. Et semblablement, le même jour, dans le train qui se rendait de Malmoe à Stockholm, un jeune homme de mise élégante a manifesté des signes de folie. « Je l'ai vu depuis lors, des journées entières, errer hâtivement d'un wagon à l'autre, en quête d'une valise jaune qu'il avait perdue dans une gare allemande. »

Pendant les deux premières journées qui ont suivi la décla-

ration de guerre, d'innombrables Russes ont eu à subir une « mystification » équivalente à celle qu'ont infligée à Mme Danilof les autorités de la gare de Thorn : après les avoir conduits à quelques kilomètres de la frontière russe, l'administration allemande les a fait descendre de leurs wagons, en leur déclarant que les douaniers russes refuseraient de les laisser passer, et puis les a transportés à Stettin, à Kœnigsberg, ou bien encore les a simplement ramenés à Berlin. Or, comme je l'ai dit, la prétendue clôture de la frontière par les Russes était un mensonge, — ainsi que l'ont pu constater tous les voyageurs qui ont eu la chance de parvenir jusqu'à cette frontière. Ou plutôt, il s'en faut que tous ceux qui ont pu approcher de la frontière de leur pays aient dès lors réussi à la traverser : car souvent l'administration prussienne, afin de « corser » la mystification, annonçait à ses victimes qu'elle voulait bien leur permettre de faire à pied, sous escorte, la distance qui les séparait de telle ou telle douane; mais ensuite, lorsque déjà les malheureux se croyaient sur le point de pénétrer en Russie, l'officier commandant l'escorte leur affirmait que, décidément, le passage de la frontière leur était impossible, et leur enjoignait de s'en retourner à la gare d'où ils venaient. Fort peu nombreux étaient les privilégiés qui, — comme le substitut du procureur impérial de Moscou, M. Volynski, — finissaient par arracher à la pitié de Allemands la permission de franchir cette dernière centaine de pas derrière laquelle s'ouvrait à eux le sol de la patrie. Ou bien encore, c'était un hasard inespéré qui triomphait, au dernier moment, de la mauvaise foi des autorités allemandes. Le journal *Rietch* nous offre, par exemple, le témoignage émouvant d'un voyageur que l'on avait ainsi amené, avec un groupe de ses compatriotes, en vue de la douane d'Alexandrowo. L'officier prussien avait fait demander aux douaniers russes s'ils pourraient laisser entrer le groupe qu'il conduisait : mais sans doute il avait compté sur un refus, car lorsque son messager était revenu avec une réponse affirmative, ce type parfait de la loyauté germanique avait déclaré que lui-même, de son côté, ne se croyait pas en droit de prendre sur soi la responsabilité d'une résolution aussi importante. En conséquence de quoi il devait, avant tout, solliciter l'avis de ses chefs.

Je ne sais pas ce que nous serions devenus, si une circonstance toute

fortuite ne nous avait sauvés. Pendant que nous nous épuisions en de vaines supplications, voici que, de l'autre côté de la frontière, s'est montré soudain un détachement de Cosaques! L'apparition de ces cavaliers a rempli d'un tel effroi les gardes-frontières allemands qu'aussitôt, oubliant tous leur consigne, ils se sont enfuis. Et nous, inutile de dire qu'aussitôt nous nous sommes enfuis dans le sens opposé, si bien que, dès l'instant d'après, nous avions déjà pénétré en territoire russe. Mais, hélas! nous laissions derrière nous un groupe de voyageurs qui, se trouvant plus éloignés de la frontière, n'avaient pas pu songer à nous imiter. Ceux-là ne sont pas encore rentrés en Russie, et personne ne sait ce qu'a été leur sort.

V

Encore tout ce que l'on vient de lire ne saurait-il donner qu'une bien faible idée des souffrances endurées par les « touristes » russes en territoire allemand.

Il résulte des témoignages, rigoureusement contrôlés, d'une foule de nos compatriotes revenus d'Allemagne, — nous dit à ce propos la relation officielle du ministère des Affaires étrangères, — que ces compatriotes eux-mêmes et des milliers de leurs pareils ont eu à subir les traitemens les plus monstrueux. Pendant de longues journées, ils ont été transportés d'un coin à l'autre de l'Allemagne dans des wagons destinés au transport du fumier, et dont quelques-uns n'étaient pas encore entièrement débarrassés de leur contenu ordinaire. Un convoi formé de soixante Russes, — dont vingt-cinq femmes, — a été traîné d'affilée durant soixante-dix heures dans des wagons de cette espèce : pendant leur trajet, les voyageurs n'ont obtenu qu'une seule fois de sortir pour quelques instans, et pas une seule fois ils n'ont pu obtenir la moindre nourriture, ni même la permission de boire un verre d'eau.

Dans les villes où les Russes étaient détenus, ils avaient pour logement des écuries, des étables à porcs, des abattoirs. Entourés de soldats, ces milliers de compatriotes, dont un bon nombre étaient des femmes et des enfans, et dont beaucoup aussi se trouvaient gravement malades, ont été contraints à marcher par les villes ou à travers champs d'un pas si rapide, — et parfois même avec obligation de tenir les bras levés, comme à Kœnigsberg, — que sans cesse des femmes perdaient connaissance (notamment à Neu-Strelitz, à Stettin, à Rostock, à Breslau). A toutes les étapes (Allenstein, Rostock, etc.), lors de la mise en wagons, les soldats poussaient femmes et enfans à coups de poing ou même à coups de crosse; on séparait les divers membres d'une famille; et il y a eu des cas nombreux où des enfans ont ainsi disparu irrémédiablement. Tout cela accompagné de continuelles injures, de railleries grossières, de menaces de mort, dont l'effet ne pouvait manquer d'être désastreux sur la santé et la vie de malheureuses créatures déjà épuisées par la fatigue et les privations.

Des centaines de témoignages évoquent devant nous, en par-

ticulier, les affres du séjour de ces « malheureuses créatures » dans les wagons où l'on se plaisait à les enfermer pour les transporter d'une prison à l'autre. Que l'on imagine ces convois de malades, de femmes, d'enfans, condamnés à se tenir debout, pendant une journée entière, ou bien entassés sur les bancs de bois de wagons de quatrième classe! Défense absolue d'ouvrir les fenêtres, dans les compartimens qui en possédaient, et nul moyen de se procurer à manger ni à boire, — car partout les employés des buffets signifiaient qu'ils « n'avaient rien à l'usage des espions russes. » Une jeune mère, — dont l'histoire nous est attestée, avec maintes autres du même genre, dans un rapport signé de noms connus, — avait vu tarir son lait, à force de frayeur. « En vain elle se traînait aux pieds des soldats chargés de la surveillance de notre wagon, les conjurant de vouloir bien, du moins, faire donner à son enfant quelques gouttes d'eau. Ces brutes l'insultaient et se moquaient d'elle. » Une autre mère a pu, un instant, se croire plus de chance. Elle emmenait de Berlin son enfant malade, tandis que son mari avait été retenu comme « prisonnier de guerre. »

Pendant un long arrêt dans une certaine gare, — nous racontent des témoins oculaires de la scène, — la jeune femme aperçut, en face de son wagon, un groupe d'officiers allemands attablés sur le quai à vider de grands verres de bière. La jeune femme, s'adressant à eux, leur fit voir son enfant, qui pleurait de soif, et les supplia de vouloir bien lui donner le fond d'un de leurs verres. Et bientôt, en effet, l'un des officiers se leva, parmi les rires de ses compagnons, pénétra dans le wagon, et tendit à l'enfant un verre qu'il venait de faire remplir. L'enfant se mit à boire avec une hâte passionnée, mais, tout de suite, il cracha ce qu'il avait dans la bouche. L'officier avait jeté dans la bière une poignée de sel!

J'hésite à faire mention d'un sujet scabreux, mais qui tient une place considérable dans les témoignages des voyageurs russes. Qu'il me suffise de citer ce passage de la relation d'un médecin de Petrograd :

Impossible de rien imaginer de plus navrant que ces journées de route pendant lesquelles nous manquions tout à fait de nourriture, de boisson, de sommeil, et, en outre, de toute faculté de satisfaire nos besoins naturels. Je me souviens du supplice d'un vieillard atteint d'une maladie de la vessie. A toutes ses prières, pour obtenir la permission de sortir du wagon, soldats et employés ne répondaient que par des moqueries... Et il nous est arrivé d'avoir à voyager d'un seul trait, dans ces conditions, pendant plus de vingt-quatre heures!

De la même façon encore on entend bien que la pudeur naturelle des femmes russes n'avait guère de quoi émouvoir une population accoutumée, de tout temps, à considérer la race entière des Slaves comme une portion inférieure de l'humanité. Le martyrologe des baigneurs russes « surpris par la guerre en territoire allemand, » est tout semé d'épisodes tels que le suivant, — dont la parfaite authenticité nous est confirmée, dans le livre de M. Rezanof par une demi-douzaine de témoins dignes de foi :

Un matin, la charmante jeune fille d'un banquier de Petrograd, M. P..., qui voyageait en compagnie de son père, avait quitté momentanément celui-ci pour aller se recoiffer dans un lavabo formant une petite cabine close, à l'une des extrémités du wagon. Elle commençait à peine sa toilette, lorsque deux officiers allemands, ayant enfoncé la porte du lavabo et s'étant approchés d'elle le revolver au poing, se sont mis à lui prodiguer leurs ignobles caresses. Les cris épouvantés de la pauvre enfant ont fait accourir son père : mais en vain M. P... a imploré la pitié des agresseurs de sa fille. Et bientôt, — la porte du lavabo étant restée ouverte, — tout le wagon a su que des officiers étaient en train d'outrager une faible jeune fille sous les yeux de son père, également sans défense. Deux de nos compatriotes qui, malgré toute la rigueur des fouilles déjà subies, étaient parvenus à conserver des couteaux de poche, se sont élancés vers l'endroit d'où ils entendaient sortir des appels au secours. Mais le passage leur a été barré par des femmes russes qui, à genoux devant eux, les suppliaient de ne pas exposer le convoi tout entier à une mort trop certaine, en provoquant les officiers avec leurs couteaux : car maints exemples précédens leur avaient enseigné de quel prix les Allemands étaient résolus à leur faire payer la moindre tentative d'insubordination. Depuis ce jour, Mlle P... est devenue folle. Son père, qui est encore dans toute la force de l'âge, a vu ses cheveux blanchir subitement, sous l'effet de cette demi-heure d'angoisse tragique.

Quelques jours après la rédaction du témoignage que je viens de citer, un médecin aliéniste racontait à l'éminent écrivain russe M. Nemirovitch-Danchenko qu'il avait reçu la visite d'un banquier dont la fille avait perdu la raison, et qui risquait bien de la perdre à son tour. « Le malheureux a eu l'atroce douleur de devoir assister à la manière dont deux officiers allemands avaient profané l'innocence de son enfant, âgée de quinze ans. » D'autre part, sept voyageurs russes, dans une « lettre ouverte » adressée à l'ambassadeur de Suède à Petrograd, affirment avoir été témoins d'une tragédie plus « atroce » encore. « Dans une station voisine de Dantzig, le 3 août, un lieutenant ivre a fait sortir du wagon une fillette

russe de quinze ou seize ans, et en a fait présent à des soldats qui se trouvaient sur le quai. En un moment, sous les yeux des témoins soussignés, l'enfant a été dépouillée de tous ses vêtemens et entraînée, absolument nue, jusqu'à un corps de garde voisin. »

A Stettin, c'est une mère qui se voit enlever sa fille : des soldats ivres l'emmènent dans leur caserne, après avoir roué de coups la pauvre mère, qui, ensuite, a dû attendre toute la nuit, jusqu'au lendemain matin, le retour de son enfant. Des voyageurs russes enfermés dans la prison publique de la ville prussienne d'Ostrow rapportent au *Matin* de Petrograd que, vers minuit, une troupe de soldats préposés à leur garde sont venus choisir parmi eux cinq jeunes femmes, au nombre desquelles se trouvait, notamment, la femme d'un médecin polonais. Cette fois, les compatriotes de ces cinq victimes, plus courageux que les compagnes de route du banquier P..., ont tâché de leur mieux à empêcher l'horrible attentat qu'ils prévoyaient : mais les soldats allemands les ont à demi assommés, avec les crosses de leurs fusils, si bien qu'ils ont dû se résigner enfin à laisser enlever les cinq jeunes femmes. « C'est seulement à l'aube, tandis que nous gisions presque sans connaissance, que la porte de notre salle s'est entr'ouverte, pour livrer passage à cinq misérables créatures irréparablement souillées... Personne de nous n'osait tourner les yeux vers le coin de la salle d'où nous entendions monter, sans arrêt, de sourds gémissemens. Le cœur nous battait dans la poitrine avec une violence précipitée... » Et quand, plus tard, le lugubre convoi de prisonniers a quitté Ostrow, la même impression douloureuse continuait d'accabler tous les cœurs, à l'exception de ceux des gardiens du convoi, qui, « instruits de ce qui venait d'avoir lieu la nuit précédente, ne se lassaient pas de dévisager cyniquement les cinq pauvres femmes, avec toute sorte de sarcasmes et de réflexions humiliantes. »

Officiers et soldats allemands avaient, d'ailleurs, inventé un moyen presque « légal » d'outrager la pudeur des jeunes femmes russes. Plusieurs fois par jour, sous prétexte de rechercher les « documens secrets » que pouvaient emporter ces dangereuses « espionnes, » ils les obligeaient à se défaire de tous leurs vêtemens. Sur ce point encore, les témoignages sont si

nombreux que M. Rezanof a dû se borner à n'en signaler qu'une faible partie. Dans la gare de Neu-Strelitz, par exemple, tous les voyageurs d'un train sont forcés de descendre, pour être conduits à pied vers une caserne de dragons, à deux kilomètres de là. On leur a déclaré qu'on allait procéder sur eux à de nouvelles fouilles. « En réalité, cependant, l'on n'a fouillé que les femmes, et surtout les plus jeunes. L'opération était exécutée par trois lieutenans, au milieu des rires bruyans de leurs collègues et d'un groupe de soldats. Les cris des victimes ont fait venir le colonel du régiment; mais ce personnage s'est abstenu de toute marque de désapprobation; et comme des murmures indignés s'élevaient de la bouche des pères ou maris des femmes ainsi traitées, le colonel leur a enjoint de se taire, en les menaçant de les fusiller. » La femme d'un magistrat raconte que, au sortir de l'une de ces explorations, sa jeune voisine de wagon ne cessait point de pleurer en répétant : « Comment oserai-je désormais affronter le regard de mon mari? »

Deux jeunes filles dont le père occupe un emploi à Ekaterinoslav, — et dont l'une était une institutrice, — ont été déshabillées par ordre des gendarmes, sous les yeux de leur mère; après quoi celle-ci, s'étant permis de protester, a dû se dévêtir elle-même. Les gendarmes prussiens ont fait emporter hors de la salle les vêtemens et le linge des trois femmes, « afin de pouvoir les examiner plus à fond. » Pendant plus d'une heure, les trois infortunées créatures ont eu à rester complètement nues dans la chambre, en notre présence; et à tout instant, par la porte ouverte, soldats et gardiens de la prison venaient s'offrir le spectacle de leur honte. En arrivant à Copenhague, Mme B..., la mère des jeunes filles, a rédigé une plainte qu'elle a déposée à l'ambassade d'Allemagne.

VI

Trop heureuse encore cette mère, dont les « protestations » lui ont valu seulement de partager la « honte » de ses filles! Dans la susdite « lettre ouverte » de sept voyageurs russes à l'ambassadeur de Suède, les signataires attestent que, « à Sassnitz, sous les yeux de la foule des prisonniers russes, deux d'entre ceux-ci ont été fusillés parce qu'ils avaient blâmé trop haut l'attitude scandaleuse des officiers allemands à l'égard de leurs femmes. » Dans la caserne de dragons de Neu-Strelitz, — où l'on avait pris l'habitude d'emmener, pour les

fouiller, tous les voyageurs que leur mauvaise chance faisait passer par là, — le père de l'une des jeunes filles que l'on « examinait, » n'ayant pu se retenir de frapper au visage l'un des lieutenans, a été fusillé devant tout le monde, par ordre du colonel.

Car il va de soi que la vie du « bétail russe » ne comptait guère plus que la pudeur des femmes, pour ces représentans d'une race et d'une « culture » infiniment supérieures. Un cri d'indignation ou de colère, un geste pouvant être interprété comme une menace, parfois même un simple haussement d'épaules : c'était assez pour mériter, au paisible baigneur de la veille, d'être passé par les armes, sous les yeux de tous ses compagnons. Mais ni le triste sort de ces auteurs de prétendus « essais d'insubordination, » ni la façon toute rapide et sommaire avec laquelle des tribunaux improvisés « expédiaient, » chaque jour, l'interrogatoire et la condamnation d'autres voyageurs soupçonnés d'espionnage, rien de tout cela ne nous touche aussi profondément que le récit des « représailles » exercées par la population et les autorités allemandes sur la personne d'une foule de malades de tout âge et de toute condition, brusquement arrachés à leur « cure » de Wiesbade ou de Kissingen pour être soumis à l'implacable régime des « prisonniers de guerre. » Voici, par exemple, un *sanatorium* de la banlieue de Francfort qui, le 1er août, signifie à tous ses pensionnaires qu'ils aient à « décamper » dans les vingt-quatre heures! Une jeune femme souffrante, et qui vient d'accoucher, arrive à Berne, le lendemain, avec un enfant mort dans ses bras. A une distance d'environ douze kilomètres de la gare de Thorn, tous les voyageurs d'un train sont jetés hors des wagons, et obligés de faire la route à pied. « On nous fait marcher d'un pas si rapide que, presque tout de suite, nous entendons s'élever des cris et des pleurs. Une femme en état de grossesse avancée implore les soldats de lui accorder du moins quelques minutes de repos, pour reprendre haleine : mais les soldats refusent brutalement; et lorsque enfin nous arrivons à la gare de Thorn, la pauvre femme tombe sur le quai, sans connaissance. » Un groupe de baigneurs russes, parmi lesquels se trouvent un bon nombre de malades, est contraint à séjourner pendant plus de vingt-quatre heures dans un petit préau de la prison d'Allenstein, en plein air, sans autre siège et sans autre

matelas que le dur pavé du préau. Il y a là une jeune femme qui vient de subir une opération : son mari demande en vain que l'on daigne l'autoriser à se coucher dans une des cellules. Lorsque le convoi se remet en marche, la jeune femme est hors d'état de l'accompagner. « J'ignore ce qu'elle est devenue, — nous dit un médecin qui faisait partie du convoi, — mais je crains bien qu'il ne lui ait pas été donné de revoir la Russie! »

Cette faveur a été accordée, il est vrai, à une autre malade récemment opérée, Mme Tougane, femme d'un chambellan du Tsar : mais l'infortunée n'a guère eu le temps de s'en réjouir. Dans la prison de Breslau où on l'a gardée pendant trois jours, ses geôliers ont eu la cruauté, à peine croyable, de lui enlever les bandages qui recouvraient la plaie béante de l'opération. Après quoi on l'a mise dans un wagon de bestiaux qui l'a conduite jusqu'à la frontière : mais là, comme la pauvre femme s'était évanouie en chemin, on l'a simplement jetée au bas d'un talus, où des douaniers russes l'ont retrouvée, quelques heures plus tard. Mme Tougane est morte à Petrograd, dès le lendemain de son arrivée : sa plaie s'était envenimée, et avait amené une fièvre putride. Toutes les circonstances de son « martyre » ont pu être reconstituées par le gouvernement russe avec une parfaite exactitude documentaire.

Quant aux cas de folie résultant, chez d'inoffensifs touristes, d'un excès de fatigues, ou de souffrances, ou d'effroi, ceux-là sont proprement innombrables; et il n'y a guère en Russie d'asile d'aliénés un peu considérable qui, pendant les mois d'août et de septembre, n'ait eu a recueillir un ou plusieurs de ces martyrs de la « culture » allemande. Voici notamment, parmi ceux que nous présente M. Rezanof, un petit garçon de douze ans, Kurt Simon, enfermé depuis le mois d'août dans l'asile des Saints Pierre et Paul, à Petrograd. Cet enfant, dont tout le corps était déchiré, ne cesse point de crier pitoyablement : « Assez ! Ne me battez plus ! Est-ce que l'on va encore me battre ? » Et le plus curieux est que le petit Simon, fils d'un professeur de Riga, et de religion luthérienne, clame ces phrases affolées en langue allemande. Mais ni son origine, ni son âge ne l'ont empêché de servir d'objet aux « représailles » patriotiques des gendarmes prussiens de Kœnigsberg. Un ouvrier, qui s'est chargé paternel-

lement de le ramener en Russie, nous apprend de quelle façon il l'a rencontré :

On m'avait mis moi-même, avec d'autres Russes, dans la prison de Kœnigsberg; et, dès mon arrivée, les gendarmes m'ont roué de coups, avec tant d'entrain qu'ils ont fini par me crever un œil. La nuit, voilà que j'entends un horrible cri d'enfant, qui venait du corridor, tout près de la fenêtre de notre salle! Sans aucun doute, c'était encore quelqu'un que l'on battait à mort. Puis je vois quelque chose qui tombe sur nous, par la fenêtre ouverte. Je reconnais un petit garçon tout baigné de sang, et qui, au premier abord, me paraît avoir cessé de vivre. C'est seulement après plusieurs heures d'inconscience que l'enfant a commencé à murmurer quelques mots, pour demander grâce à des gendarmes qu'il croyait toujours occupés à le battre.

A Berlin, une femme qui tenait dans ses bras un enfant de dix mois a eu le malheur de heurter, au passage, un soldat prussien. Le soldat, furieux, a empoigné l'enfant et l'a jeté à terre, si violemment que, sans doute, il lui aura brisé la colonne vertébrale. Toujours est-il que l'enfant est mort, et que la mère, en arrivant à Copenhague, a dû être internée dans une maison de santé. Pareillement, à Sassnitz, une mère est devenue folle et s'est jetée à l'eau, après avoir vu mourir son enfant. L'un des principaux médecins de Petrograd, dont la « fournée » a été retenue et torturée en Allemagne, pendant onze jours, atteste que cinq jeunes femmes, — dont trois avaient été contraintes de se prêter à la passion bestiale d'officiers allemands, — ont perdu la raison au lendemain de leur délivrance. Une autre des compagnes d'épreuves de ce médecin est atteinte de troubles nerveux probablement incurables. La pauvre femme s'est trouvée séparée soudain de son mari, à Berlin, lorsque déjà elle avait pénétré dans un wagon : le train est parti avant qu'elle pût descendre, et jamais depuis lors elle n'a su ce qu'était devenu son mari.

Dans un autre convoi, dont faisait partie un professeur d'université, il y eu jusqu'à six femmes atteintes de folie. L'une d'elles ne cessait pas de vouloir se tuer, de telle sorte qu'un collègue du témoin a dû, pendant une journée entière, aider celui-ci à la tenir par les mains. Enfin, — pour me borner à ces quelques exemples, — le peintre Grégoire Gay nous raconte que, pendant qu'il était emprisonné à Breslau, il a vu un vieux couple russe saisi subitement d'aliénation mentale; et un professeur de langue allemande au gymnase de Wilna,

M. Volkmann, nous décrit de quelle manière, à Kœnigsberg, une amie de sa femme, âgée de cinquante ans, s'est pendue sous leurs yeux dans la prison où on les avait enfermés.

La plupart des « atrocités » que j'ai mentionnées d'après le livre de M. Rezanof ont eu pour auteurs des officiers, des gendarmes, en un mot des représentans de la force publique. Mais que l'on ne croie pas que la population « civile » allemande se soit privée d'exercer « directement » d'actives « représailles » contre les baigneurs russes tombés en son pouvoir! Sans cesse, au contraire, M. Rezanof nous fait assister à des scènes comme celle dont je vais encore reproduire le récit, — extrait du long et émouvant témoignage d'un magistrat, M. Havando, qui a été arrêté en compagnie de sa femme dans la gare de Bamberg, et conduit aussitôt vers la prison de l'endroit :

Je marchais en avant, avec un sergent de ville, et ma femme nous suivait. Soudain, dans une rue, la foule qui nous escortait s'est mise à battre ma femme. M'étant retourné à ses cris, j'ai vu qu'une dizaine de personnes la frappaient sur la tête, et que déjà son sang commençait à couler. Rendu presque fou par ce spectacle, je me suis élancé au secours de la malheureuse : mais aussitôt mon gardien m'a asséné un coup de crosse, par derrière, sur la nuque; et comme ensuite j'ai voulu me protéger la tête avec les mains, c'est sur mes mains que se sont abattus les coups. Quelques minutes plus tard, ma femme et moi gisions sur le pavé; et, pendant tout ce temps, la foule continuait à nous frapper, surtout à coups de poings. Sûrement nous serions morts tous les deux, si une troupe de gendarmes, venus de la prison voisine, ne nous avaient pas transportés, dans leurs bras, jusqu'à cette prison, où longtemps nous sommes restés évanouis, malgré les compresses froides que l'on nous appliquait. Nos vêtemens, déchirés et froissés, étaient trempés de sang. Le médecin a constaté chez moi trois plaies superficielles à la tête et de nombreuses contusions aux mains, tandis que ma femme avait reçu deux entailles très profondes, qui exigent aujourd'hui encore des soins assidus.

VII

Voilà donc, d'après des témoignages « rigoureusement contrôlés, » de quelle façon « la population et les autorités allemandes » ont traité des milliers d'inoffensifs baigneurs russes, surpris par la déclaration de guerre en territoire allemand! Pour quelques-uns de ces malheureux, — les privilégiés, tels que Mme Danilof ou M. de Bellegarde, — la durée totale de l'épreuve n'a été que

de quatre ou cinq jours; mais il y en a eu maints autres qui ont été torturés ainsi pendant des semaines, avant de pouvoir enfin s'embarquer à destination de Stockholm ou de Copenhague. Que l'on imagine ces terribles semaines, avec tout ce qu'elles comportaient non seulement de privations et de souffrances matérielles, mais encore de craintes, d'humiliations, et d'angoisses morales!

Et nul moyen, cette fois, pour les bourreaux allemands, d'alléguer de prétendus attentats commis ou projetés par leurs pitoyables victimes. Celles-là, sans l'ombre d'un doute, ne pouvaient pas être accusées d'avoir « tiré sur les Allemands, » ni même de leur avoir témoigné la moindre hostilité personnelle. Au contraire, la plupart étaient de riches et généreux baigneurs qui, d'année en année, avaient fait la fortune des villes d'eaux de la Hesse ou de la Franconie, du grand-duché de Bade ou du royaume de Saxe. De telle sorte qu'en les frappant et en les outrageant avec une férocité implacable, les Allemands ne manquaient pas seulement à tous les devoirs de la reconnaissance, mais allaient encore jusqu'à sacrifier tout souci de leurs propres intérêts futurs : car, pour extrême que fût leur mépris de l'intelligence des Russes, je ne suppose pas qu'ils aient cru ceux-ci capables de pousser la sottise jusqu'à vouloir revenir, après la guerre, dépenser leur argent dans un pays dont la population tout entière s'était trouvée d'accord à les persécuter. Unanimement, d'un bout à l'autre de l'immense empire, la haine séculaire du Slave s'est soudain déchaînée dans l'âme allemande; et il n'en a pas fallu davantage pour que, — pardessous le vernis tout superficiel d'une « culture » qui d'ailleurs, elle-même, tendait de plus en plus à s'éloigner de notre idéal « latin » de civilisation et d'humanité, — apparût ce fonds naturel de « barbarie » qui, toujours, depuis Gœthe jusqu'à Schopenhauer et à Nietzsche, avait rempli d'un secret effroi les plus clairvoyans d'entre les observateurs allemands du cœur et de l'esprit éternels de leur race!

T. DE WYZEWA.

NOTRE OPTIMISME

On parle beaucoup d'optimisme dans un temps où il vaut mieux en avoir qu'en parler. En parler cependant n'est pas chose inutile. L'idée, qui se précise dans le verbe intérieur dont elle n'est pas séparable, s'achève et se parfait dans la résonance des mots que la bouche prononce et que la main écrit. Et telle est la vertu de cette résonance qu'elle nous révèle souvent dans l'idée une force et une vertu insoupçonnées.

Parlons donc de l'optimisme pour dégager sa source profonde, sa qualité psychologique, sa signification et son importance. C'est la meilleure manière de le glorifier et aussi de le confirmer chez ceux qui l'ont, de le faire naître chez ceux qui ne l'auraient pas. Nous ne voulons écrire qu'une courte note. La parole n'est en ce moment justifiée que si elle est un acte. Aussi faut-il qu'elle soit brève.

Il y a plusieurs sortes d'optimismes, et d'abord celui des gens chez lesquels il est général et continu. Ils voient tout en rose. Chaque matin, en ouvrant leur fenêtre, ils se réjouissent du temps qu'il fait alors qu'il fâche tout le monde : à la pluie qui noie leur jardin comme à la chaleur qui le brûle, ils trouvent des excuses. Ils sont optimistes de naissance comme on est nerveux ou arthritique. Une santé physique parfaite soutient souvent ce tempérament moral sans être nécessaire. On peut envier cet optimisme, bien qu'il ait des dangers ; mais il met une grande sérénité dans la vie, et c'est, non le tout, mais le principal du bonheur.

Parfois l'optimiste ne l'est que pour les affaires des autres : il se réserve et se montre d'un jugement solide pour les siennes.

C'est alors une marque de la bienveillance de l'âme, peut-être de son égoïsme.

On voit l'optimisme emprunter son caractère aux contingences au milieu desquelles il se développe. Il y a des optimismes professionnels, par exemple celui du médecin. Je vous souhaite un médecin optimiste. Il vous guérira, alors qu'un autre ne le pourrait faire.

Je vous souhaite aussi d'être optimiste si vous tombez malade. Il n'y a que les joyeux qui guérissent, disait Ambroise Paré. Ils guérissent mieux que les autres. Je le constate chaque jour chez les blessés, que dans un hôpital de l'intérieur nous envoie le fracas de la bataille. Le choc se dissipe et les chairs se réparent plus vite, les forces et l'équilibre se rétablissent mieux, si le moral est bon. Parfois une situation, qui semblait désespérée, se relève parce que l'espérance, la divine espérance, maintenait sa petite flamme au fond du cœur. C'est elle qui a fait le prodige.

Il y a un faux optimisme qui doit nous arrêter. Un homme étudie à fond ses entreprises, écarte les obstacles, résout les difficultés préalables, calcule, ordonne, organise, met tous les atouts dans son jeu et se montre assuré du succès. On le déclare optimiste. C'est un abus de langage. Dites qu'il est habile, clairvoyant, documenté, méthodique, scientifique, mais ne parlez pas d'optimisme. Celui-ci n'est de mise que s'il y a de l'aléa. Il faut le risque. C'est que l'optimisme n'est pas une opération de l'esprit qui raisonne. Il vient d'ailleurs, de plus loin et de plus haut, d'une source plus profonde et plus intime. L'intelligence claire le peut aider, et même beaucoup, mais secondairement. Et ceci, qui mérite quelques explications, nous conduit à parler du véritable optimisme, celui dont la France nous donne en ce moment le magnifique et émouvant spectacle.

I

Le premier de tous les optimismes est l'instinct de vie, l'horreur de la mort, la joie, l'orgueil et la volonté de vivre. Il est à la racine même de notre être, où rien ne le précède. Il est dans l'élan mystérieux qui lance sur sa courbe la cellule initiale chargée de tous nos devenirs. Il est l'affirmation superbe que la vie est une bataille à gagner et que nous la gagnerons, que

nous la gagnons tous les jours, que la victoire d'aujourd'hui est belle, que celle de demain le sera davantage, que tout va bien et que tout ira mieux encore. Il n'est pas un jugement, une conclusion de l'esprit, mais une intuition liée à la vie elle-même. La vie est un acte qui porte en lui certaines clartés, dont la première est la certitude du succès et les autres autant de forces qui nous aident à l'obtenir. L'optimisme est une affirmation de ce succès, qu'il réalise, en même temps qu'il nous révèle les moyens qu'il y emploie. L'intelligence n'a que faire ici. Elle est analyse et l'instinct synthèse. Elle trace le plan dont l'exécution vient après. L'instinct agit et l'action déroule elle-même son dessin. Dans l'ordre chronologique, l'instinct passe avant l'intelligence. L'éclair d'évidence, où la pensée réfléchie trouva la certitude de son existence, fut précédé d'un autre d'où sortit, non plus le syllogisme de Descartes, mais un cri de courage et de victoire : je vis, je vis, je vis! Ce cri de l'optimisme soutint les premiers pas de l'humanité, alors que l'intelligence n'avait pas encore paru ; elle les soutient et dirige encore alors qu'elle est dans tout son éclat.

L'intelligence joue le rôle extraordinairement brillant que tout le monde admire et rend d'incomparables services. Mais, en fait, la vie n'est pas son domaine, et ceci n'est pas une nouveauté. Les grandes décisions, que la vie implique, ne lui appartiennent pas. Dans les affaires capitales, comme la guerre, où l'existence d'un peuple est en jeu, la science n'épuise pas la question. Certes, elle est indispensable, mais il faut qu'elle ordonne son effort sur celui de l'optimisme et se mette en parfait accord avec lui.

Le désaccord est fréquent et ancien. Il occupe une large place dans l'histoire de la pensée humaine. Il n'est pas près de finir. Ni l'instinct de vie n'arrêtera l'ascension de l'intelligence, ni les miracles de celle-ci n'éteindront l'instinct de vie. Sa défaite serait notre mort, et la science ne nous sauverait pas. Mais nous n'avons rien à craindre. La vie prend ses précautions.

Nous mettons souvent notre ambition à vivre sur des idées claires et garanties par l'intelligence. De temps en temps nous passons en revue ces idées, les vérifiant une à une, comme un ouvrier ses outils et un soldat ses armes : nous ne voulons qu'elles pour faire notre journée, journée de travail et de combat, dans la famille, le métier et la cité. Mais le soleil n'est

pas sur son déclin que nous avons dû résoudre plus d'un problème à l'aide d'inspirations, sorties de certaines idées obscures, par nous désavouées. De cela quelques-uns souffrent cruellement, d'autres facilement se consolent, la plupart ne se doutent pas.

L'illusion est si facile! D'abord, comme c'est l'intelligence qui relève tout ce qui se passe en nous, elle ne manque pas de s'attribuer de larges avantages. Et puis le jeu de l'optimisme vital est si discret, quand la journée est belle, qu'il passe inaperçu, encore que dans une vie moralement élevée, si facile soit-elle, il faille sans cesse un peu d'héroïsme. Il faut être héroïque une fois par jour, a dit William James. Il faut cela pour être simplement un brave homme, au sens plein et relevé du mot. Entendez qu'ici l'héroïsme est l'élégance morale. L'intelligence claire ne nous la donne pas en entier : elle ne soutient pas jusqu'au bout, jusqu'à leur pointe extrême, certains gestes très simples. Pour les achever, il faut « pouvoir plus qu'on ne sait, » — j'emprunte un mot de Claude Bernard, — et dépasser sa science. Chaque jour, les braves gens dépassent leur science et d'ailleurs ne s'en inquiètent guère. Tout se fait doucement, en sourdine, avec d'infinis ménagemens pour l'intelligence prompte à s'alarmer. C'est le petit jeu de l'optimisme vital, celui de la navigation par mer calme et ciel serein.

II

Mais voici la tempête avec son danger très précis de mort, Aussitôt l'instinct de vie entre dans son grand jeu. Depuis bientôt un an, nous assistons au grand jeu de l'optimisme vital de la France. J'en puis aujourd'hui parler, en ayant déjà parlé plusieurs fois, ici même, et notamment six mois avant la guerre (1). J'avais été conduit à étudier la déchéance morale de l'âme paysanne, analyse pénible, douloureuse et qui semblait devoir conduire à des conclusions désespérées. Ce ne furent pas les miennes. On me le reprocha. J'avais foi dans l'instinct de vie de la race et qu'au moment décisif il nous sauverait. « Vous attendez donc un miracle, » me disait-on. « Oui, parce que

(1) Voyez *la Culture morale à l'École de village*, dans la livraison du 15 janvier 1914.

l'optimisme est grand faiseur de miracles. » Et de ma confiance, il faut que je donne ici les raisons.

D'abord, cet optimisme, je le sentais en moi, où il pouvait paraître endormi, et je n'avais pas le droit de mettre en doute celui des autres.

D'autre part, je rencontrais à chaque pas des réserves morales incomparables, soigneusement accumulées par de longs atavismes. Les grandes hérédités de l'âme, qui mettent des millénaires à s'établir, ne s'effacent pas en quelques années. Dans cette question, le temps est un facteur qu'on apprécie grossièrement, et très mal. On s'est étonné de l'héroïsme de nos soldats. Par quoi donc sont-ils séparés de ceux de la Révolution et de l'Empire? Par cent vingt ans, il est vrai, long espace de temps, je le veux, mais en fait par trois ou quatre générations, c'est-à-dire par trois ou quatre circonstances, où des mutations foncières et radicales ont pu se faire dans l'âme. Nos ancêtres sont plus près de nous que nous ne le pensons d'après le nombre d'années qui nous en séparent. C'est un point qu'on ne doit pas perdre de vue.

Au mois de septembre dernier, une jeune femme en larmes se présente à notre hôpital où elle croit que son mari, blessé dans les combats de la Marne, a été évacué. « Laissez-moi m'installer auprès de lui. Je le guérirai et lui donnerai du courage pour repartir. On l'a nommé adjudant. Je sais qu'il doit donner l'exemple. Je veux qu'il fasse son devoir. » Nous sommes étonnés de ce langage. La femme est paysanne, rien que paysanne. Mais son grand-père fut fait sergent aux chasseurs d'Orléans sur la brèche de Constantine. Les voisins l'appelaient le guerrier, parce qu'il racontait souvent ses combats.

D'ailleurs, le mal que je constatais était surtout en surface. Le dessous restait solide et bon, très relié au passé, et se révélait par une foule de signes légers, petites choses de rien, un mot, un geste, un incident, soigneusement notés. Quand M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, dut abandonner le pouvoir sous la menace du Kaiser, l'humiliation fut profondément ressentie et se traduisit, comme il arrive toujours pour les grandes humiliations de l'âme, par le silence. Il fut visible que le sujet était douloureux et qu'on l'éloignait des conversations. Quand nous l'y ramenions, c'était toujours la même réflexion : il est malheureux de ne plus être le maître dans sa maison.

Au coup d'Agadir, les langues se délièrent. Dans un champ, un homme, qui bêche, m'arrête pour me demander des nouvelles. « Je vois bien qu'il va falloir y aller, me répond-il. Eh bien! nous irons. Il faut en finir. »

Il y a six ans, un aéroplane militaire, allant de Bordeaux vers l'Est, fut surpris par un coup de vent. Le pilote se décide à atterrir et pointe sur mon village, sommet culminant dans le pays. Il descend dans un grand champ de trèfle. Les hommes quittent leur labour, les femmes leur ménage; enfans, vieillards, tout le monde accourt. Le spectacle était absolument nouveau. Les hommes offrent leurs services; les femmes regardent avec curiosité l'appareil, avec admiration l'officier, jeune, grand, distingué d'allure, qui, calme et souriant, donne des ordres. Elles suivent ses moindres mouvemens. Je m'approche d'un groupe : « Vous trouvez l'oiseau charmant, » leur dis-je. Elles se mettent à rire, se touchent du coude et l'une d'elles, la plus hardie, me répond : « Ce n'est pas un oiseau, il n'a pas de plumes, mais un homme qui a du poil. »

Aussitôt me reviennent à l'esprit les leçons de mon premier maître en histoire, vieille femme, ratatinée, qui, se chauffant au soleil avec sa quenouille, nous contait à sa manière l'épopée napoléonienne. De sa métairie, sur la grande route, qui file droit vers Bayonne, entre deux lignes légères de peupliers, elle avait vu passer des soldats qui revenaient d'Iéna et s'en allaient au siège de Saragosse, piétons invraisemblables qui, après avoir enjambé l'Europe, s'enfonçaient en chantant dans la forêt des Landes. Des naïfs récits, que nous trouvions merveilleux, je n'ai guère retenu qu'une phrase qui, comme un *leitmotiv*, revenait toujours à la fin : « Voilà des hommes qui avaient du poil. »

Vieille phrase, qui remonte sans doute bien loin dans notre passé, dont la résonance devait se conserver dans l'âme populaire, dans l'âme de la France, pour reparaître un jour en désignant les vainqueurs de 1915, pour saluer les poilus! Et maintenant la vieille résonance ne se perdra jamais, fixée dans ce mot, riche de tant de gloire : *Æternumque tenet per sæcula nomen!*

III

Donc ma foi était inébranlable que l'optimisme de la France éclaterait à l'heure fixée par le Destin. Le samedi, 2 août 1915, l'horloge de la mairie marquait exactement quatre heures et demie du soir, lorsque du vieux clocher voisin partit le signal de la grande alarme. Les temps étaient acomplis.

La soirée est radieuse. Le soleil en s'inclinant adoucit sa lumière. Sur la grande paix des champs, où la moisson vient de s'achever, les clochers voisins, qui se sont mis en branle à leur tour, répandent leurs coups précipités où l'on sent la main fiévreuse des sonneurs.

Au sortir de ma maison, trois enfans me croisent, qui s'en reviennent en courant du village, le visage ému, porteurs de la nouvelle.

Dans un champ un homme est sur sa charrette, chargeant les dernières gerbes d'avoine que sa mère et sa femme lui passent. Il n'a d'abord rien entendu à cause du vent qui est contraire. Mais une accalmie laisse passer le son, qui le surprend avec une gerbe en l'air au bout de sa fourche. Il arrête net le geste, redresse la tête pour écouter. Une des femmes dit : « On sonne à feu; » l'autre répond : « Non, c'est un baptême. » Cependant l'homme a jeté sa gerbe sur les autres; il lance sa fourche de fer qui se plante dans le sol et saute à terre. « Achevez de charger, pauvres femmes. Vous avez pleurniché toute la semaine, vous pouvez maintenant pleurer tout de bon. C'est la mobilisation. Je vais avec mon livret à la gendarmerie. »

Le surlendemain, j'assiste au départ. Le repas est fini. Tout est prêt. Les autres attendent sur la route. L'homme sort, fait le tour de la métairie, regarde la gerbière dont un bout n'est pas d'aplomb et qu'il sera bon d'étayer. Il entre à l'étable, caresse les grandes vaches, au regard vague et indifférent, recommande qu'on surveille la velaison de la droitière qui est difficile. Il revient à la cuisine, embrasse les deux femmes en pleurs et les deux enfans, une fillette de cinq ans. un garçon de trois. Il y a un moment d'hésitation pénible. Il saisit encore le petit garçon, par deux fois l'embrasse et, le posant à terre : « Pauvre petit, j'y vais pour que plus tard tu n'y ailles pas. » Et, d'un pas décidé, il s'en va.

Au détour du chemin, où le toit de la métairie a disparu, il ralentit sa marche, son cœur est près de défaillir : « Vous ferez *tirer* les enfans et m'enverrez la photographie. »

Cependant nous arrivons à la route. Saluts, poignées de main, réchauffement. L'attitude se redresse. Le lendemain à la caserne, elle était excellente. C'est ainsi qu'ils sont partis : départ grave, résolu, avec les attendrissemens inévitables, aussitôt refoulés par l'élan de la conscience collective. C'est ainsi qu'en trois jours se sont vidées de leurs jeunes hommes toutes les maisons de France. Il ne reste plus rien à dire sur la mobilisation, une merveille, le premier geste de l'optimisme vital de la France, la première affirmation de sa volonté de vaincre, sa première victoire, mère des autres. Les autres sont venues : combats héroïques et victorieux de l'admirable retraite, batailles des Vosges et de la Lorraine, le miracle de la Marne, celui de l'Yser, ceux de tous les jours, accrochés à des noms de collines et de vallées, de bois et de villages, noms obscurs, qu'on trouve à peine sur les cartes, et qui vont devenir immortels. Sans un arrêt, sans une défaillance, et chaque jour en progrès d'exaltation, l'optimisme de la France joue devant nous son grand jeu. Et précisément, comme dans ce jeu, tout se met en lumière et s'accuse en relief, la démarche de l'âme, les sources où elle puise des forces, les idées qui représentent ces forces, la manière dont elle les emploie, sans souci de rien cacher, de rien ménager, on peut ici facilement surprendre et étudier l'optimisme dans sa vérité psychologique qui est d'être action et instinct.

IV

Il est action. Il éclate dans un acte initial d'où se déclenchent les autres. Pur dynamisme, il ne se maintient que par l'action. Il monte quand elle redouble, diminue quand elle se ralentit et s'éteint quand elle tombe. C'est sur la longue ligne du feu, de l'Yser aux Vosges, qu'il se montre dans la beauté de son invincible énergie, insensible aux rafales des obus, à l'éclatement des mines, aux liquides enflammés et aux vapeurs asphyxiantes comme il le fut aux souffrances indicibles des longues nuits d'hiver, sous la pluie et la neige, dans la boue glacée et sanglante des tranchées. Ceux qui, d'un cœur ferme, frappent l'ennemi sont tous optimistes, et ceux-là le sont davan-

tage qui frappent le plus fort. Les héros, dont la croix de la bravoure ne pourra désigner qu'un petit nombre à notre admiration, sont tous de grands optimistes. L'un ne se sépare pas de l'autre. L'héroïsme est la forme supérieure de l'optimisme.

Derrière le front, la France reste optimiste, parce qu'elle aussi soutient le combat. Les ouvriers qui prennent sur leurs nuits pour fabriquer des obus, les cheminots qui doublent leurs heures de service pour assurer le ravitaillement, les paysannes, les admirables paysannes, qui labourent pour préparer la moisson future, tiennent leur rang dans la bataille. Joignons-y tous ceux qui du fait de la guerre ont vu leur travail se compliquer ou s'accroître et ont allégrement accepté la charge nouvelle. Il y a aussi la participation indirecte des âmes par le redressement intérieur : on s'applique à remplir mieux qu'autrefois sa tâche quoditienne, on s'abstient de certains plaisirs, on s'impose des privations pour donner davantage aux œuvres de guerre, on supporte sans rien dire de mortelles inquiétudes, on accepte avec courage un deuil cruel, on l'offre à Dieu pour la France, on souffre et on prie pour elle. L'action prend des formes diverses qui sont toutes génératrices de confiance. D'un mot, l'optimisme est la marque, la récompense et l'honneur de ceux qui ordonnent leur effort physique et moral dans le sens de la guerre, du combat et de la victoire.

L'action mesure si bien l'optimisme que par là s'expliquent certaines remarques. Cet hiver, quand les journées se passaient à ne rien faire à cause des pluies interminables, on sentait parfois un peu d'abattement chez les femmes restées seules dans les métairies : il s'est dissipé dès qu'elles ont pu prendre la charrue et de leur voix perçante commander les attelages aux naseaux fumans. Voyez d'ailleurs les pessimistes, puisqu'on en rencontre quelques-uns. Ce sont souvent des gens auxquels le métier donne en temps ordinaire peu de travail et maintenant pas du tout : la guerre n'a eu d'autre effet pour eux que de rendre leur vie un peu plus paresseuse. Il se trouve qu'ils n'ont aucun être cher au front, du moins aux endroits dangereux; leur âme ignore les angoisses et aussi les fiertés qui l'auraient haussée au niveau de l'émotion commune. Rien n'est changé dans leur vie tranquille. Ils vont chaque jour à la promenade et sur un banc se réunissent. Ils y cultivent ensemble les tristes

dispositions de leur pensée et les accroissent. C'est un coin de dépression qu'il vaut mieux ne pas fréquenter.

Entrez plutôt dans une de ces maisons où flotte sur la porte le drapeau de la Croix-Rouge. Il n'y a là que des volontaires, médecins et infirmières, qui, jour et nuit, travaillent à soigner les blessés. Tout y est à l'action et à l'action de guerre. C'est un foyer d'optimisme. Dès le premier jour, le médecin aura dit à ses collaboratrices : « Nous soignerons de notre mieux, le plus scientifiquement possible, les plaies de nos blessés. Mais nous étendrons notre souci à l'homme tout entier, l'âme aussi bien que le corps, l'un et l'autre également meurtris par l'horreur de la bataille. Ce souci ne sera pas inutile à la guérison des blessures et aura cet autre avantage que, sortant de vos mains, les hommes retourneront au combat le cœur plus ferme et plus haut. Votre vaillance passera dans l'âme des plus déprimés sous le couvert de votre tendresse. » Les infirmières sont entrées dans cette pensée, où leurs dons naturels devaient facilement s'employer. De ce qui a été fait sous nos yeux, ailleurs et partout, il faudra plus tard dire les résultats : les documens ne manqueront pas, lettres du front où, la veille de l'attaque, des hommes, sur le point de se battre et peut-être de mourir, se souviennent de celles qui les ont préparés à ce moment difficile et leur envoient un témoignage de leur âme. Quand le blessé guéri a quitté l'hôpital, il y a eu des adieux. Mais les paroles échangées, parfois touchantes, ne révélaient pas les subconsciences profondes. D'un côté, ceci : pars, mon ami, et courageusement défends-moi; et de l'autre : je vous défendrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang, pour que l'ennemi ne s'approche pas de vous, qui représentez ma mère, ma sœur, ma femme, ma fiancée.

Ainsi reparaissent et fleurissent des sentimens très primitifs : la ruée furieusement brutale des Allemands, malgré tous ses caractères scientifiques, n'est-elle pas une régression aux temps les plus barbares, où la tribu se jetait sur sa voisine pour tuer les hommes, voler les troupeaux et emmener les femmes captives?

Dans la lettre d'un bon soldat je trouve ceci : « La patrie, c'est ceux qu'on a laissés derrière soi et qu'on aime. » Voici celle d'un enfant de dix-neuf ans, gravement blessé à Charleroi et reparti plein d'entrain : « Madame, demain, c'est la grande attaque et

l'honneur sera pour les marsouins. Dans cette lettre, permettez-moi de vous appeler ma mère, puisque j'ai perdu la mienne à l'âge de six ans. Si je tombe, ma dernière pensée sera pour vous, et vous pourrez dire que votre fils a fait son devoir. Si je reviens, j'apprendrai votre nom à mes enfans comme je l'ai déjà appris à ma fiancée. »

L'air des hôpitaux de guerre est singulièrement tonique, quand on y a répandu tout un programme d'optimisme. Médecins et infirmières, bien pénétrés de leur devoir, de tout leur devoir, et qui ont ce qu'il faut pour le remplir, la vraie bonté, la douceur, la finesse de l'esprit, de la chaleur et de l'élan, sont de bons ouvriers dans la préparation morale de la victoire.

V

Tout action, l'optimisme vital est aussi tout instinct. Il se montre tel par des traits essentiels, qui le différencient nettement de l'intelligence, tout d'abord par son aptitude à l'improvisation. L'instinct est un grand improvisateur. Bien des gens en seront étonnés qui pensent exactement tout le contraire et que par exemple les mœurs des abeilles sont l'exécution d'un programme tracé à l'avance, sans variation possible. Menacée d'un danger nouveau, la ruche improvise sa défense. Quand la machine à faucher, jusqu'alors inconnue, fait tomber en un jour les fleurs de la prairie, qui devaient mettre un mois à disparaître, les abeilles prennent immédiatement une décision et la bonne. J'ai raconté l'histoire (1). La décision est prise avec la rapidité de l'éclair, et aussitôt exécutée, véritable illumination qui se confond avec l'action elle-même. L'intelligence est incapable de cette soudaineté : il lui faut le temps de juger, c'est-à-dire d'analyser, de douter, de raisonner, et, au vrai sens du mot, elle n'improvise jamais.

Deux hommes de même âge, de même force, de même agilité tombent dans la rivière, ne sachant pas nager. Pendant la seconde que durent la chute et l'immersion, — moment où d'ailleurs l'idéation est très active, — l'un voit en images rapides la raideur de la berge, la profondeur de l'eau, la rapidité du courant, son incapacité. Chez l'autre une seule pensée remplit le champ psychique, la volonté de vivre. L'un coule à pic;

(1) *Revue, loc. cit.*

l'autre fait un premier effort violent et maladroit qui déjà le soutient, puis un second un peu moins gauche, le troisième est déjà une brassée efficace. Il est sauvé en même temps qu'il a appris à nager. Chez l'un, le jeu de l'intelligence seule a été mortel; chez l'autre, celui de l'optimisme, pure action rayonnante de clartés subites et improvisatrices, a été le salut.

Depuis bientôt un an, que voyons-nous, sinon la plus merveilleuse des improvisations? Un ennemi très fort s'est jeté sur nous qui, depuis quarante-quatre ans, préparait son attaque. Il avait tout prévu : fusils, canons, mitrailleuses, automobiles blindées, zeppelins, aéroplanes, sous-marins, le plan des tranchées à creuser, l'emplacement bétonné des lourds mortiers. Son service parfait d'espionnage avait préparé les logemens des officiers avec indications précises de pillage pour le vin, l'or, le linge et les meubles. Il avait transformé son âme en une mentalité de guerre formidable; il n'avait pas oublié celle des neutres, ni non plus la nôtre. Il avait travaillé notre âme pour l'incliner d'avance à la défaite : bien des choses, et les pires, dont nous avons souffert, nous étaient venues d'Allemagne. Rien n'avait été négligé pour monter avec perfection un mécanisme précis de victoire. Cette préparation était le triomphe même de la science. Mais précisément, comme il n'est de science que de ce qui se mesure, certains facteurs impondérables lui ont échappé. La *Kultur* s'est trompée sur l'honneur de la Belgique, sur l'âme de l'Angleterre, sur l'optimisme vital de la France.

Faute de finesse véritable, elle ne soupçonnait pas les ressources de l'instinct de vie chez un peuple, injustement attaqué, qui ne veut pas mourir. Nous n'étions pas prêts. Il a fallu que nous improvisions bien des choses. Nous l'avons fait, et fort bien. Mais, de toutes les improvisations, la plus difficile, la plus inattendue, la plus inouïe a été celle de notre âme. Nous avions besoin d'une âme nouvelle, et nous l'avons trouvée. Et cela n'a demandé ni des mois, ni des jours. Le tocsin n'avait pas fini de sonner que le miracle était accompli. Le soir, en parcourant les rues du village, où les femmes en pleurs formaient des groupes autour des hommes qui consultaient ensemble leurs livrets, on sentait la vraie communion des cœurs dans une seule pensée. Dès le lendemain, notre mentalité des semaines précédentes nous paraissait vieille de plusieurs années comme les journaux qui la reflétaient.

Et cette âme nouvelle, miraculeuse, sera capable de toutes les improvisations secondaires. Il faudra retenir l'élan des belles attaques à la baïonnette, on le retiendra ; creuser la terre et s'y tapir pendant six mois, on l'acceptera; supporter les souffrances que l'on sait, on les supportera. Les marins ont quitté les vaisseaux et sont allés à Dixmude. Les cavaliers sont descendus de cheval et sont entrés dans les tranchées. Que faut-il faire encore? On le fera. D'une façon générale et, *mutatis mutandis*, on pourrait presque dire que la bataille se livre entre la science allemande et l'optimisme vital de la France.

VI

Cette opposition entre l'intelligence et l'instinct a besoin qu'on l'explique. Elle n'est ni générale ni absolue. L'instinct demande à l'intelligence son concours, dont il ne peut d'ailleurs se passer; mais, quand le danger est extrême, il entend la soumettre à une certaine discipline, afin que son effort s'accorde avec le sien. Il dit à l'intelligence : « Donne-moi tes moyens, tes procédés, tes instrumens, tes méthodes, tes calculs, ta science, toute ta science. La préparation de la guerre est insuffisante, parce que tu restas sourde à certains appels, où je faisais passer l'alarme ; d'autres objets te retenaient que tu trouvais délicieux. Ne revenons pas sur le passé. Unissons-nous : ce sera vraiment l'union sacrée. Ton empire est grand sur la matière : forge-moi l'arme dont j'ai besoin. Qu'elle soit solide, adaptée, très moderne, très scientifique. Tu représentes la Matière, et moi l'Esprit d'où sort l'énergie qui doit manier l'arme. Prends garde que rien de toi ne vienne amollir cette énergie. Précisément il est des parties, où tu excelles, la méditation, l'analyse, le raisonnement, la critique, qui sont des dissolvans de l'énergie. Prends garde que certaines choses, même légères, un mot, un geste, un ricanement, un sourire, un rien, ne soient inhibition pour mon énergie superbe et continue. »

Rien de plus juste que ce langage. L'instinct d'ailleurs ne manque pas de prudence. Il y a des rencontres, des livres, des journaux qu'il évite ; il en préfère d'autres. L'article de tel écrivain, reçu le matin, au réveil, est une lecture dont la vertu tonifiante se fait sentir toute la journée. Voici plusieurs journaux qui donnent exactement les mêmes nouvelles : on va vers

celui qui, par des titres grandiloquens, promet beaucoup plus qu'il ne tient. On lit les journaux avec l'intention d'y trouver ce qui n'y est pas. Les nouvelles défavorables sont repoussées à l'arrière-plan de la pensée, les bonnes mises en première ligne. Notre esprit d'examen n'a plus qu'une liberté limitée : sur certaines questions, il doit travailler dans le sens voulu par l'optimisme. C'est une sorte de censure intérieure. Si sa sévérité se relâche, le pessimisme arrive aussitôt. Retournez d'ailleurs au banc où nous avons laissé les pessimistes. Ce sont des gens cultivés, instruits, même savans, qui dissertent à ravir. Surtout, ils raisonnent bien. Leur logique est irréprochable et, sur ce point, ils sont chatouilleux. Rien n'est changé aux habitudes de leur esprit, non plus qu'à l'heure de leur promenade et aux menus de leurs repas. Leur pessimisme se nourrit de leur intellectualisme aussi bien que de leur inaction.

L'instinct dit encore à l'intelligence : « Je ne justifie mon existence que par ma fin, qui est la vie, c'est-à-dire la victoire; j'accueille, je ramasse, j'emploie tout ce qui, directement ou indirectement, peut me servir à la réaliser. Je ne recule devant rien, ni devant la crudité du langage qui donne de la force à mon affirmation, ni devant la violence des gestes où s'accroît mon énergie. Ce sont mes procédés : ta délicatesse y trouvera de la grossièreté. Il faut qu'elle en prenne son parti : aucune protestation ne sera recevable. Cet hiver, M. Maurice Barrès traita les Allemands de sale race, et de cela fut vertement repris par un philosophe à l'intelligence claire et reposée, qui sans doute aurait voulu des explications, des réserves, de la mesure, quelques nuances. Je tiens pour M. Barrès, d'autant plus que j'ai recueilli sur cette affaire un avis très autorisé, celui des blessés de ma salle 4. Quand ils connurent le débat, ils furent unanimes. L'un d'eux, typographe parisien, sergent au 150e, blessé à Vauquois, amputé du bras gauche et cité à l'ordre du jour de l'armée, me dit au nom des autres : « C'est M. Barrès qui a raison. Quand, dans le corps à corps, on enfile un Boche, on lui crie : attrape ça, cochon ; crève, salaud, et bien autre chose. On regrette de n'avoir pas mieux. Plus le terme est fort et plus la baïonnette s'enfonce. M. Barrès est un combattant et on voit bien que votre philosophe ne l'est pas. »

C'est bien cela : M. Barrès est dans la chaleur du grand feu de son optimisme, le philosophe dans la froide méditation de

son intelligence objective. Il faut de plus ajouter ceci : l'instinct de vie a sur les choses de l'âme, — et il s'agit de l'âme allemande, — de fines, de très fines clairvoyances, celles de Mlle Colette Baudoche, que n'aura jamais l'intelligence claire de M. Asmus.

L'instinct de vie a bien d'autres exigences. Voici venus les jours très dangereux, les jours tragiques que nous vivons, où l'effort se doit mesurer à la grandeur même du péril. Il faut supporter des fatigues sans nombre, des souffrances indicibles, des spectacles d'horreur à rendre fou. Il faut faire bien plus encore, il faut donner sa vie. Oui, l'instinct de vie nous demande cela. Il nous demande de mourir pour que d'autres vivent, pour que la France continue à vivre, une France que nous ne verrons pas. Il nous demande de mourir pour une idée, de courir, de voler à la mort, allégrement, en beauté. Il demande leur vie à des hommes jeunes, une vie pleine de joie, d'amour, d'ambitions, de promesses et de rêves. Ce sacrifice dépasse l'ordinaire mesure, est exactement surhumain, demande des forces surhumaines.

L'optimisme est prêt. Les forces, il les connaît. Il les porte avec lui. Il les emploie tous les jours, et si discrètement, nous l'avons vu, que l'intelligence ne se doute de rien : parce qu'elle a conçu clairement une bonne action un peu difficile, elle croit sincèrement l'avoir faite. Mais le temps est passé de cette douce piperie. La mort est menaçante; il faut la conjurer. L'instinct dit à ses forces : Allez-y, démasquez-vous, découvrez-vous. Laissez couler au grand jour, et à pleins flots, les sources d'où vous sortez. L'intelligence doit s'incliner devant l'exaltation de votre jeu, vous suivre, vous servir. D'elle, je n'accepte plus une démarche, un mot, un sourire, qui vous seraient contraires. Gardien responsable de la vie, je commande. Que l'ironie soit morte. Elle renaîtra bien vite, aussitôt le danger passé.

VII

L'âme, — et ce mot est entendu ici dans le sens d'activité psychique, sans arrière-pensée métaphysique, — par le fait même de son existence, est en prise directe sur l'univers, dont elle fait partie. C'est une prise directe et continue de l'âme tout entière. Elle ne peut pas ne pas être, puisqu'elle est liée à l'exis-

tence même de l'âme, et, comme l'âme est pensée, rien que pensée, cette prise est une intuition immédiate et première, une illumination, une lumière naturelle. Cette intuition aboutit à un certain nombre de données qui sont le fond de toutes les religions et de toutes les philosophies, même si la philosophie s'applique à les rejeter. Tant que ces données restent à la phase purement intuitive, elles sont inexprimables, et par conséquent inutilisables; mais elles tendent à sortir de cet état naissant, à trouver leur expression. Elles émergent donc dans la zone, qu'éclaire l'intelligence, où elles sont aussitôt saisies par le langage qui les fixe dans des mots auxquels sont attachées des images et des idées. Il est d'ailleurs entendu que, dans ce passage, les émois intuitifs perdent une grande partie de leur fraîcheur et de leur richesse originales. Et on devine aussi que les mots, les images, les idées qui représentent ces émois intuitifs varieront infiniment, selon les contingences d'hérédité, de milieu et de culture où chacun de nous se trouve placé.

De toutes les données, une des plus importantes, en qui d'ailleurs se réunissent les autres, est que notre pensée n'est pas solitaire dans l'univers, qu'une autre pensée plus grande l'enveloppe, la soutient, la protège et l'entraîne. Cette donnée, par son origine dans l'intuition première liée à l'existence même de l'âme, est fonction de la vie. Or, la vie est-elle autre chose que tendance à persévérer dans l'être, orgueil, volonté de vivre, et, en dernière analyse, optimisme? Donc, cette donnée que, hors de notre pensée, il y a des points d'appui pour elle, est fonction de l'optimisme vital, et de ceci, comme on disait autrefois, il y a grande conséquence. L'optimisme ne se séparera plus de cette donnée et en tirera un merveilleux parti. C'est son trésor réservé, son trésor de guerre : il y puise les forces génératrices de l'acte extraordinaire, de l'acte sublime, et l'acte s'accompagnera de paroles et de gestes extrêmement divers, selon la forme que la donnée intuitive et confuse a prise dans l'intelligence, au hasard d'une foule de circonstances.

Charles Peguy se récite les beaux vers qu'il a écrits sur la mort désirable où l'on tombe la face contre la terre natale, embrassée d'une suprême étreinte; Ernest Psichari, les maîtresses pages de son livre : *l'Appel des armes;* le commandant de Robien va volontairement à la mort, offrant sa vie en holocauste pour la France; Ernest Goyet, le sous-préfet d'Orange,

tombe devant ses soldats, qu'il entraîne, en hurlant *la Marseillaise;* un autre pense que son sang amènera le règne de la justice et de la paix parmi les hommes; celui-ci récite son *Pater;* celui-là baise une reliqne ou la croix de son chapelet. Quelle variété, en effet, dans les gestes, les mots, les images, les idées; mais au fond, quelle admirable unité, car enfin tout se ramène à ceci que, hors de nous, il y a quelque chose de plus grand que nous, — Idéal, Devoir, Dieu, — qui nous séduit et nous attire, qui veut être réalisé en nous, qui vaut tous les sacrifices et que, véritablement, nous réalisons par certains actes auxquels vont toujours les hommages des hommes, leurs admirations, leurs larmes et leurs prières!

Quand les poilus s'élancent des tranchées, le cou tendu, la face convulsée, avec des cris d'attaque, ils sont soulevés de terre, emportés par ce qui les dépasse, saisis par le divin, déjà immortels. Sur le *Bouvet* et le *Léon-Gambetta*, qui s'enfoncent, les hommes restent à leur poste de combat, debout, la tête haute, tournée vers le ciel, qui fixe leur dernier regard et retient leurs dernières pensées, cependant que leur corps disparaît sous les remous. Les dernières pensées des héros, ce sont, à proprement parler, leurs âmes, qui remontent aux sources intuitives d'où est sorti leur héroïsme : Dieu, quelles que soient les images et les idées que chacun de nous attache à ce mot, reçoit directement les âmes qui s'envolent des champs de bataille. La mort pour la patrie est une mort pieuse :

> Ceux qui *pieusement* sont morts pour la patrie
> Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.

VIII

Faut-il s'étonner que la piété de tant de morts héroïques, qui sont notre douleur et notre orgueil, se soit traduite sous des formes religieuses précises qu'avaient préparées l'hérédité, l'ambiance et la culture? Le sentiment religieux est très vivant en France. Sans doute, il s'est retiré de la surface, laissant une croûte desséchée qui trompait bien des gens; mais il reste à l'entrée des avenues profondes de l'âme, qu'il garde jalousement. Et, par exemple, la déchristianisation de l'âme paysanne, même dans les villages, où l'église semble abandonnée, est extrêmement superficielle. Ainsi s'explique l'explosion du sen-

timent religieux qu'on a vu éclater sur le front. Le fait est indéniable : de s'en réjouir ou de s'en affliger n'y change rien, non plus qu'aux conséquences. C'est pour avoir mal observé qu'on en est surpris, et c'est faute de psychologie qu'on l'explique par la seule crainte de la mort.

Le héros ne redoute pas la mort qu'il affronte, mais il laisse jouer en lui toutes les idées-forces qui lui donneront le courage de l'affronter. La pensée d'une mort héroïque ne nous rend pas religieux. Elle nous révèle que nous le sommes. L'homme est religieux comme il est bipède et vertébré. Les affirmations des religions positives ne nous saisissent si bien, si profondément et avec contrainte, que parce qu'elles trouvent en nous des correspondances intuitives, liées à la vie et à son optimisme. Dieu est déjà en nous, où l'intention l'a mis, quand nous le cherchons. Pascal nous l'a dit, encore qu'il le comprenne autrement. Et au moment solennel, le Dieu que nous trouvons est précisément celui que les hérédités et toutes les imprégnations de la vie ont précisé dans notre âme au sortir de l'intuition confuse.

En dernière analyse, l'homme n'échappe pas au divin, originellement introduit dans notre pensée par les émois intuitifs, et le plus positiviste d'entre nous en fait sans cesse usage; seulement, il le démarque, et aux formules anciennes, qui le proclamaient, il en préfère d'autres qui le dissimulent; mais, quand l'affaire est capitale, où notre existence se décide, l'instinct de vie intervient et va tout droit à celles qu'il sait le plus efficaces et le plus opérantes. Bien des hommes font courageusement leur devoir dans les tranchées, qui, de par leur haute culture, avaient pu choisir entre les différentes formules; de fait, ils en avaient choisi quelqu'une, très moderne, dont ils étaient satisfaits : ils se surprennent maintenant dans le cœur des pensées, sur leurs lèvres des paroles qu'ils croyaient bien n'y jamais devoir venir, « Nous sommes ici plusieurs médecins, m'écrivait, cet hiver, d'une formation du VIe corps, un jeune chirurgien de Paris, gens d'avis très opposés sur bien des choses, qui, dimanche dernier, avons assisté à la messe, dite par un de nos infirmiers, et chanté de plein cœur : « Dieu, sauvez la France. » Je suis l'homme qui a perdu son moi : j'en prends un autre dont je m'accommode bien. Au retour, il y aura matière à disserter, surtout à réfléchir... »

De cette efficacité plus grande du divin sous une forme reli-

gieuse précise il y a plusieurs raisons, toutes d'ordre psychologique, en particulier celle-ci, c'est que dans le passé, par des temps de détresse et de « grande pitié, » comme aujourd'hui, le Divin nous a sauvés, laissant de ce succès des traces dans la subconscience profonde, d'obscures images, de lointaines souvenances.

Hier un médecin, qui arrive du front, me communiquait ce petit croquis. C'est dans la tranchée, en Champagne. Les préparatifs de l'attaque sont terminés. On vérifie la solidité des baïonnettes, les batteries des fusils. On attend le signal. Un sergent s'adresse à ses hommes. Il est prêtre. « Attention, regardez-moi. Je vais lever la main : que ceux qui veulent être absous regrettent leurs fautes et fassent le signe de la croix. Ils seront absous. De confession et de pénitence, il n'y en a pas. Allons-y. »

D'où est-il cet homme qui a dit ces choses? Du Nord ou du Midi. des bords de l'Océan ou des frontières de l'Est? Est-il peuple, bourgeoisie ou noblesse? Je ne sais, ni ne veux savoir. Je sais qu'il est Français, de pure race, d'une souche aux racines profondement enfoncées dans notre passé et qui par elles remonte très loin, très haut, jusqu'à Roland et ses compagnons dans le val de Roncevaux.

Les barons sont prêts pour donner la bataille, car ils ont les Sarrasins « devant le nez. » Alors l'archevêque Turpin s'avance et leur dit :

Clamez vos fautes, demandez grâce à Dieu!
Je vous donnerai l'absolution pour guérir vos ames!
Si vous mourez, vous serez saints martyrs!
Vous aurez place dans le grand paradis!
Les Français descendent, mettent pied à terre,
Et l'archevêque de Dieu les a bénis,
Pour pénitence, il leur dit : frappez.

O l'admirable continuité de l'âme française, ô l'héroïque et religieuse durée de cette âme, qui, à douze siècles de distance, dans un moment de péril extrême, la fait se manifester dans les mêmes gestes et les mêmes paroles!

IX

A ces heures d'extrême péril, l'accord entre l'intelligence et l'instinct de vie est absolument nécessaire et d'ailleurs plus

facile qu'on ne pense. L'intelligence, qui semble y perdre beaucoup, n'y perd rien et même y gagne. Tout est solidaire dans l'âme et son exaltation générale par le grand jeu de l'instinct de vie enrichit la pensée claire et l'étend, lui donne de la souplesse, de l'élan, de la force, parfois des accens d'une profondeur et d'une éloquence inattendues.

Il faudra lire et relire à loisir les innombrables lettres des humbles, ouvriers et paysans, qui nous sont venues du front. J'en ai des centaines sous les yeux, Il y est question de la pluie qui tombe, de la boue où l'on s'enlize, des menus trop monotones, du linge qu'on ne peut laver, des parasites qui gênent le sommeil, et puis brusquement, sans transition, entre deux phrases misérables, une superbe envolée : telle une forêt sauvage, broussailleuse et obscure, qui tout d'un coup s'ouvrirait pour laisser voir dans une clairière un palais merveilleux avec des jardins enchantés.

« J'ai à vous dire, monsieur, que c'est bien dur de vivre dans les tranchées. Elles sont pleines d'eau. Nous sommes comme les animaux qui se vautrent. Nous souffrons beaucoup du froid aux pieds. Le ravitaillement serait assez bon, si l'on pouvait manger chaud. Nous avons fait un mauvais carnaval à cause d'une attaque.

« J'ai appris que beaucoup de jeunes gens de la commune sont tombés au champ d'honneur. Mais il en reste encore pour les venger et chasser les sales Boches.

« J'ai confiance en Dieu et en moi-même, et je crois qu'avant longtemps nous reviendrons victorieux.

« Je me porte bien et souhaite que la présente trouve Monsieur et Madame de même. »

La lettre est d'un jeune paysan, d'un vrai paysan. Celle-ci est d'un ouvrier menuisier. D'abord deux pages consacrées à décrire une ingénieuse combinaison pour laver le linge, et puis : « Je t'envoie, ma chère Marie-Louise, l'image du combat que *je suis participé* (un dessin naïf). Regarde bien les quatre pièces alignées. La petite croix, c'est là que j'étais portant les obus à la pièce n° 1. La grande croix, c'est là que mon pauvre maréchal de logis a été tué. Garde-moi bien cela. J'y tiens comme à ma vie. Le combat a duré de midi à deux heures. C'est beau, vois-tu, de se battre. On est fou et glorieux... »

A une jeune femme, dont le mari a été tué près de Saint-

Dié, et qui a demandé des détails, le sergent répond : « Je vais vous dire, madame, tout ce qui s'est passé. Nous allions vers un petit bois, qui avait été reconnu, et où l'on n'avait vu personne. Maurice marchait à ma droite. Il s'est écarté pour cueillir une mûre sur la haie lorsque la fusillade a éclaté, partie des arbres sur lesquels les Allemands étaient montés. Une balle a frappé Maurice au cou. Il est tombé sans rien dire. Il n'a pas souffert. Le soir, on l'a enterré derrière la haie. Je reconnaîtrai l'endroit et, après la guerre, je pourrai vous y conduire, si je ne suis pas tué.

« Je puis vous dire, madame, que Maurice me parlait souvent de vous et de ses enfans. Je vais vous dire aussi que chaque fois que nous avons pu nous arrêter près d'une église, il y est entré pour prier. Je vous dis ces choses parce que c'est la vérité et je pense qu'elles vous feront plaisir dans votre grande peine. » Ce sergent est un ouvrier jardinier.

Voici maintenant une jeune femme, seule au monde depuis que son mari est parti, dans sa modeste maison au milieu des champs. En janvier, elle cesse de recevoir les lettres de l'absent, qui naguère a été nommé sergent. Elle s'inquiète et me prie de faire des recherches. J'apprends qu'il a été tué le 30 décembre, près de Perthes, en conduisant ses hommes à l'attaque. Je lui écris pour lui annoncer la nouvelle et je charge une de ses amies de lui porter ma lettre. Elle reste quelques heures abîmée dans sa douleur et puis prend la plume pour m'écrire ce qu'on va lire :

« Monsieur,

« Monsieur le curé de L... m'avait fait pressentir la fatale nouvelle quand mon amie, Mme D..., m'a apporté votre lettre. Je n'ai le courage de répondre à personne : mais votre lettre m'apporte des paroles qui me vont au cœur et j'ai besoin de vous dire mon chagrin.

« Vous me dites que mon mari veut que j'aie du courage. Je le sais. Je sais même qu'il a compté sur mon courage pour mourir héroïquement. Je voyais dans ses lettres qu'il était préoccupé de moi : je sentais ses hésitations entre ses sentimens pour son pays et le regret qu'il avait de me laisser complètement seule. J'ai pris mon courage à deux mains et je lui ai écrit : Faites votre devoir comme il se présentera à vous, mon cœur sera toujours à la hauteur de vos actes. Je puis vous le promettre parce que je ne

compte pas sur moi, mais sur Celui qui vous donnera le courage de mourir : il ne peut me refuser celui de vivre comme vous mourrez.

« Je voudrais vous montrer sa réponse pleine de joie et d'affection. Quelques jours après, il était mort. Peut-on dire mieux la confiance qu'il avait dans sa religion et dans sa femme ?

« Ce que je vous dis là, je ne le dirais pas à tout le monde. Je ne serais peut-être pas comprise. Mais vous et votre femme vous aurez plus de pitié de moi en sachant le sacrifice que je fais. Je suis quelquefois au moment de le regretter. Mon cœur me fait bien mal. Je sais que vous ne me direz que des choses consolantes, mais les consolations n'empêchent pas de souffrir. »

Faut-il que l'exaltation générale de l'âme élève l'intelligence pour qu'une pauvre femme, qui n'a guère l'habitude d'écrire et ne se pique pas de savoir, trouve une page comme celle-là, belle entre les plus belles et qui fait tout simplement songer à Bossuet !

X

Il y a dans cette étude quelques aperçus sur l'intuition et ses rapports avec l'optimisme qu'il aurait fallu développer. Ce n'est pas le moment, encore que les événemens actuels rendent singulièrement intéressante la philosophie qu'on y entrevoit. D'autres nous donneront cette philosophie, et auront grande qualité pour le faire, avec une documentation, une autorité, une richesse de pensée que nous ne saurions atteindre. Ils l'écriront après l'avoir vécue. Ils prendront la plume après avoir posé le fusil.

Une philosophie n'est digne de ce nom que si elle sort de l'expérience. La guerre qui se poursuit sous nos yeux est la plus extraordinaire des expériences et, comme tout ce qui est humain, c'est une expérience philosophique avec des caractères très originaux. Trois millions de Français sont à la frontière, qui savent tous, depuis le premier jusqu'au dernier, pour quelle raison ils se battent et font le sacrifice de leur vie. Ce n'est ni pour la gloire, ni pour la conquête, ni pour le butin. Ils *se dévouent à une idée*, l'idée de patrie, la nôtre, qu'ils veulent sauver avec tout ce qu'elle représente dans le passé, le présent et l'avenir.

Parmi ces millions d'hommes ils sont légion ceux qui, chaque jour, descendent dans leur âme. Ils relèvent leur tem-

pérature morale avant et après l'attaque. Ils enregistrent leur hypertension pendant le combat. Ils prennent continuellement des instantanés de leur moi : il en est qui ont été pris dans un trou de marmite, où le blessé s'était traîné, en attendant les brancardiers. Ils voient clair en eux, savent toujours où ils en sont. Tout cela noté, soigneusement noté, d'ailleurs écrit à la hâte, au crayon, dans les tranchées, sur des lettres, des billets, des carnets, maculés de boue, quelquefois de sang : documens incomparables. Trop longtemps la psychologie fut faite, dans le silence du cabinet, par l'étude de l'âme morte, étalée devant la réflexion, comme une pièce d'anatomie sur une table. Depuis quelque temps, on y joignait le laboratoire. Rendez-nous l'âme vivante, frémissante, en pleine chaleur d'action et mêlée de combat, aux prises avec les pires dangers de mort.

Il se trouve enfin que, parmi ces combattans qui, chaque jour, vérifient leur âme de combat, beaucoup, par leur culture antérieure, professeurs, écrivains, poètes, artistes, médecins, savans, étaient très entraînés à la réflexion philosophique. Ils sont désignés pour écrire les livres attendus.

La guerre actuelle aura d'infinies répercussions dans le domaine de la pensée. On s'applique à les prévoir. Hier, ici même, M. Victor Giraud nous disait ce que sera la littérature de demain. Il est peut-être plus facile de prévoir ce que sera la philosophie nouvelle : certains courans de la pensée moderne l'annoncent depuis trente ans, et on peut dire qu'elle est déjà née. Elle a marqué de son empreinte les jeunes générations d'intellectuels et n'est pas étrangère à la superbe énergie qu'ils déploient dans la bataille. Sur le monument que la France ne peut manquer d'élever aux jeunes écrivains tombés en la défendant, bien des noms porteront témoignage pour cette philosophie. Chose digne de remarque, elle est née en France, en Angleterre, en Amérique, non dans l'Allemagne prussianisée et matérialiste, incapable de finesse philosophique ; elle est née chez ceux qui devaient être les champions de la civilisation contre la barbarie, car la *Kultur* n'est que la forme scientifique de la barbarie.

La philosophie nouvelle, au sortir de la guerre, nous révélera bien des choses, d'abord et avec précision le mécanisme intérieur de l'âme dans la vie très dangereuse et très haute. Elle nous montrera le pourquoi et le comment du sublime

accompli par les plus humbles. On a dit que Michelet, à la veille de mourir dans les jardins d'Hyères, saluait avec joie la mort qui allait satisfaire les grandes curiosités de sa vie : il verrait Jeanne la Lorraine, et par elle saurait enfin les sources où elle avait puisé ses inspirations et ses forces, le secret des Voix qui lui avaient parlé sous le chêne de Domremy.

Des hommes vont revenir du combat et nous dire le secret de certaines choses, qui ne sont pas croyables, et que pourtant ils ont faites. Après avoir conté l'histoire des quarante-deux marins qui, sous les ordres de l'enseigne Henry, en 1900, défendirent victorieusement le Pé t'ang pendant trois mois contre cent mille Chinois, Pierre Loti a écrit cette phrase :

« Il faudrait graver quelque part en lettres d'or leur histoire d'un été, de peur qu'on ne l'oublie trop vite, et *la faire certifier véritable parce que bientôt on n'y croirait plus.* »

Un de ces marins est précisément couché dans notre hôpital, salle 3, lit 76, fracture de jambe par choc indirect d'un obus. C'est Guenezec, Clet, Yves, du village de Theolen en Bretagne, au bord de la baie des Trépassés, où dort la ville d'Ys sous les flots ensevelie. Nous ne saurions pas grand'chose de lui, car c'est un silencieux, si les infirmières, en rangeant ses effets, n'avaient trouvé un petit sac renfermant la médaille militaire, celle du Tonkin et celle de Chine, qu'elles épinglèrent aussitôt à son chevet, et s'il n'avait reçu quelques jours après son arrivée le livre de René Bazin sur l'enseigne Henry, envoyé par l'oncle de l'héroïque officier avec une dédicace touchante. Quand on lui parle de son jeune chef, qui tomba dans ses bras, les larmes lui viennent aux yeux, et, si on lui demande des détails, il offre le livre, ne manquant pas d'ajouter : « On ne se doutait pas d'avance qu'on ferait tout cela, et il arrive depuis qu'on croit ne pas l'avoir fait. »

Voilà bien la marque de certains actes. L'intelligence ne les regarde pas d'abord comme possibles et, après, ne se résout pas facilement à y croire : elle les traite volontiers de légendes. Chaque jour, depuis dix mois, il se fait des choses que la légende ne saurait grandir. Nous fabriquons de la gloire à profusion : et, bien que cette gloire, la moitié peut-être, doive rester à jamais ignorée, ce qui survivra, certifié, prouvé, authentiqué, sera d'une telle richesse que la pensée de la France s'en pourra nourrir et enivrer pendant la suite des siècles. Toute la

gloire antérieure reculera dans l'ombre, non pas oubliée, mais désormais inutile. Nous aurons le secret de l'âme qui fait de la gloire, le secret de l'héroïsme. Il se peut que ce soit celui de la sainteté. Les deux se distinguent par des circonstances secondaires, non par leur principe intérieur, en dernière analyse toujours un acte de foi, par leur commune genèse psychologique.

La philosophie nouvelle sera celle de l'expérience par l'âme tout entière. L'intelligence est un merveilleux instrument de cognition : le jeu de l'âme tout entière la dépasse. La lumière de l'une se répand en surface, celle de l'autre en profondeur. Nous aurons la philosophie de la vie, et, comme la vie est action, ce sera la philosophie de l'action.

On peut entrevoir qu'elle ne sera pas une doctrine, arrêtée dans ses contours, définitive et close, mais une direction générale, un large esprit où se rencontreront des hommes venus de points très éloignés, nourris dans des disciplines diverses. Ils jugeront que l'important n'est pas de penser, mais de vivre : la pensée ne se justifie que si elle insère sa fin particulière sur une fin plus générale qui est la vie. Ils auront la passion de la vie haute, estimant que par cette pointe se marque le vrai progrès de la pensée humaine. Le caractère essentiel de cette philosophie sera sa grande force d'apaisement, une belle vertu d'amitié, bienfait inestimable pour la France de demain.

Philosophie de l'expérience, de la vie, de l'action, conséquemment de l'optimisme. Terminons sur ce mot. Ce qu'il signifie est tout en ce moment. Celui-là sera le vainqueur dont l'optimisme durera un quart d'heure de plus que celui de l'autre. Puisque l'optimisme naît de l'action et par elle s'entretient, agissons. Que ceux, à qui l'âge et la maladie ôtent la force des bras, affirment sans cesse leur optimisme : il y a un devoir à remplir par la pensée, la parole, l'attitude. Chacun de nous doit être un petit foyer rayonnant. De ces rayonnemens individuels se forme et se compose le grand foyer de confiance collective, où s'engendre la victoire elle-même.

Douter d'elle serait une trahison envers ceux qui sont tombés pour nous la donner. L'optimisme est la forme immédiate de piété que nous devons à nos morts, le plus touchant hommage que nous puissions leur rendre, le seul qu'ils attendent de nous en ce moment.

Notre optimisme aura le dernier mot. Il puise sa force dans la triple conscience de ce qu'il a fait, de ce qu'il est, de ce qu'il défend.

Il a fait des prodiges, où son énergie s'exalte pour en faire de nouveaux. Il sait sa richesse foncière et quelles merveilleuses hérédités l'ont préparée. Il sait la valeur infinie de ce qu'il défend.

Certes nos ennemis ont un bel optimisme et nous en éprouvons les effets. Mais ses sources sont impures. Ils se réclament du Droit, mais d'un Droit contingent, déterminé par la force. Le Droit du plus fort est une régression vers l'homme des cavernes qui réglait tout avec son poing armé d'un silex, — une monstruosité, puisque le caractère essentiel du Droit est d'être la force du faible, — un crime contre la vérité, car la pensée allemande octroie l'imminente dignité du réel à un pur concept de l'esprit, favorable à ses ambitions, au lieu que le concept se doit toujours subordonner à la réalité donnée par l'expérience. Ils invoquent leur vieux Dieu, mais leur Dieu est jeune, très jeune, né d'hier avec leurs projets insensés auxquels ils l'associent, comme ils le font complice de la Violence, méthodiquement organisée pour les actes les plus abominables. Leur Dieu exprime des forces mauvaises et troubles, les puissances d'en bas, les puissances infernales. Il est Satan lui-même, Satan, superbe de force, mais toujours mégalomane, touché par la folie originelle de son orgueil.

Notre Droit ne dépend d'aucune contingence. Il est supérieur à tout, égal pour tous, pour les faibles comme pour les forts, pour les petits peuples comme pour les grands. Notre Dieu n'est ni vieux, ni jeune. Rien ne le détermine que lui-même. Il est parce qu'il est, et cela suffit. Il est le vrai, le seul. On le reconnaît à ce signe qu'il est l'éternel ennemi de Satan, son éternel vainqueur.

L'humanité saluera son triomphe, le nôtre, par un long cri de délivrance.

Dr Emmanuel Labat.

MON CARNET D'ÉCLAIREUR[1]

I

I. — LA MOBILISATION

Dans les derniers jours de juillet, les nouvelles devinrent vite menaçantes; on parla de la mobilisation russe et, dès ce moment, nous sentions que le sort en était jeté, ou allait l'être.

Les batteries qui étaient parties pour expérimenter un nouveau matériel de 75 rentrèrent au quartier dans la nuit du jeudi 28 juillet. Elles avaient reçu l'ordre de départ à 16 heures et, à 18 h. 30, quittaient le camp : on avait fait vite ! Au quartier, tout le monde était debout, les chambres prêtes à recevoir les hommes, les écuries éclairées à l'électricité, l'avoine et le fourrage préparés. Un clair de lune splendide rendait très décoratif ce défilé d'hommes endormis, couverts de poussière, et de chevaux éreintés par une aussi rapide étape.

Cette nuit-là, je ne dormis guère ; les conducteurs restés au dépôt recevaient les premiers chevaux de réquisition et partaient chercher les autres; il y avait beaucoup plus de service de garde

(1) L'auteur de ce « Carnet » est un brigadier d'artillerie qui y a consigné au jour le jour ses impressions depuis le début de la guerre jusqu'au moment où, ayant été blessé, après avoir été mis à l'Ordre du jour de l'armée, il a dû prendre un repos provisoire. Son récit n'a aucune prétention littéraire et n'en est que plus intéressant : c'est la narration pure et simple des faits dont il a été le témoin ou un des acteurs et finalement la victime : le principal mérite en est la sincérité et l'exactitude; mais l'observation y est précise, le trait souvent pittoresque et le caractère général bien français par la facile et la rapide adaptation à tous les milieux, la bonne humeur constante à travers les épreuves, l'émotion généreuse, le sang-froid et la confiance.

qu'à l'ordinaire ; j'étais chargé de l'assurer, et, en outre, je devais être prêt à répondre à tout appel : il y en avait au moins toutes les demi-heures.

Dès le matin, la mobilisation commença. On remarqua tout de suite que « c'était sérieux » aux indices suivans : distribution de plaques d'identité, de vrais pains de guerre, de vrais pansemens (qui, jusqu'alors, dans les exercices ordinaires, étaient remplacés par des bouts de papier), etc., etc. ; puis, les corvées partirent pour aller chercher dans les magasins les caissons chargés de munitions et les effets de guerre, pour la remonte, « toucher » les jeunes chevaux, fourrage, avoine, vivres de réserve, etc.

Au réveil, les armuriers étaient au travail ; armés de limes, ils affûtaient les sabres avec un soin jaloux ; ce crissement rapide et mordant sur l'acier donnait une sorte de frisson : « Eh ! là-bas ! venez voir, vous autres ! On aiguise les sabres ! Ça va chauffer ! » Le mien, que j'avais fait « soigner, » était coupant comme un rasoir, et chacun faisait admirer l'air méchant de ces lames encore chaudes du frottement de la lime.

Entre temps, arrivaient les premiers réservistes, à côté de quelques-uns de nos anciens ; on voyait des territoriaux dont plusieurs grisonnaient ; un même avait la barbe blanche ! Une foule d'hommes, de femmes, d'enfans se pressait devant la porte du quartier pour voir arriver les chevaux de réquisition conduits par leurs propriétaires, les officiers, les plantons, et tout le mouvement qui agitait ce coin si calme d'ordinaire.

A midi, la mobilisation était terminée ; on préparait les ballots d'effets d'exercice qui serviraient aux réservistes avant d'aller au front ; chacun triait ses papiers, ses affaires personnelles. Nous étions émus et nous nous sentions prêts à de grandes choses. Déjà le quartier était consigné et l'on cherchait le moyen de s'assurer des objets que l'on croyait devoir être utiles pendant la campagne, car, plus tard, il serait difficile de se les procurer. Les brancardiers s'exerçaient à transporter et à soigner de pseudo-blessés...

Dans la nuit du jeudi au vendredi (29), les chevaux de réquisition arrivèrent en très grand nombre ; les forges des batteries étaient installées dans la carrière ; on matriculait les chevaux au fur et à mesure de leur classement. Les officiers

restaient au quartier, et le capitaine ne pouvait se décider à se coucher, tant il était préoccupé par le souci de ne rien oublier ; le lieutenant dut insister pour qu'il prît enfin quelques instans de repos dans une chambre de sous-officier.

A midi, toutes les batteries défilèrent au pas autour de la carrière pour essayer les nouveaux chevaux ; c'était vraiment très beau, ces uniformes flambans neufs et ces harnachemens sortant de la sellerie. Les curieux, massés à la porte du quartier, croyaient déjà que c'était le départ, et leur nombre augmentait.

Ensuite ce fut un travail continu des chevaux de selle, à toutes les allures, sur la piste centrale. J'essayai ainsi « Baïonnette ; » j'eus la bonne chance d'avoir cette excellente jument dans le début de la campagne, et j'ai toujours regretté d'avoir été par la suite obligé de m'en séparer : elle reçut en effet deux balles de shrapnell à la cuisse, qui la rendirent indisponible.

A la cantine, c'était la cohue ; il était presque impossible de s'y faire servir ; on y étouffait ; d'ailleurs, pas le temps de pérorer. Les batteries de tir étaient prêtes, à six pièces, *sans un réserviste*, grâce à la loi de trois ans ; elles attelaient seulement quelques chevaux de réquisition. On commença dans l'après-midi à préparer la formation de l'échelon (7e, 8 pièces) et du train régimentaire (9e pièce) ; mais la nuit arriva avant qu'on eût fait grand'chose.

Le lendemain matin, les batteries commencèrent à partir dans l'ordre 1 à 6, depuis 7 heures jusqu'à 15 heures.

Ce départ fut très émouvant : la foule se pressait énorme et le poste l'empêchait, à grand'peine, de franchir la porte. Pas un cri discordant ; on sentait de l'émotion, mais c'était bien le même sentiment de patriotisme qui avait fait, la veille, acclamer le détachement à l'étendard, quand il avait ramené au quartier l'emblème chéri ; j'étais de garde alors, et ces acclamations m'avaient profondément ému.

Pour la sortie de chaque batterie, l'étendard et deux hommes en armes se rangeaient devant le poste. Les gradés saluaient du sabre... Pas un mot, pas une sonnerie... On riait et pleurait à la fois ; c'était très beau !

Beaucoup d'entre les jeunes qui restaient momentanément se sentaient le cœur bien gros de voir partir les camarades

sans les suivre ; nous croyions déjà, naïfs, qu'ils se battraient sans nous.

Puis continua l'organisation des échelons : ce fut difficile, car les corvées, très nombreuses, n'avaient pas le don de charmer nos bons réservistes, qui « se défilaient en douce, » sans qu'on pût les retrouver ; avec beaucoup d'énervement... et de bonnes paroles, nous arrivâmes à tout arranger. D'ailleurs, avant son départ, le capitaine nous avait très simplement adressé quelques mots d'encouragement, faisant appel à notre bonne volonté.

Toute la journée du dimanche fut consacrée à l'établissement des attelages et au roulage de voitures, ainsi qu'à l'équipement des hommes ; maintenant, nous étions sûrs de la guerre, car la France avait déclaré la mobilisation générale : cela nous donna encore plus d'entrain, et tout alla bien.

Le lundi matin (3 août), on acheva l'équipement des voitures, et on prépara l'embarquement pour le soir.

A 19 heures, départ du quartier, sans aucune émotion ; je ne pensais qu'à l'embarquement des vingt-sept chevaux. Avec deux conducteurs de l'active, je m'acquittai de cette tâche sans encombre. Malgré tout, j'étais vanné, et c'est avec joie que je pus m'installer dans notre wagon à bestiaux aménagé, à côté de ce vieux T..., le cuisinier, un brave camarade de ma classe, circonstance qui nous rapprochait d'autant plus que nous étions avec des réservistes inconnus pour nous.

Au bout d'un moment, le train partit : ça y était !

II. — VERS LA FRONTIÈRE

Il mit longtemps avant de passer la gare de Troyes-ville ; nous attendions ce moment avec impatience, afin de nous munir au buffet de quelques victuailles... J'y trouvai juste un verre de bière ! Il y avait là une foule de soldats et de mobilisés, attendant leur train, du plus curieux aspect ; cela faisait un peu peur d'en voir tant !

Nous repartîmes, restant éveillés pour nous rendre compte de la direction du convoi ; mais, après Brienne, nous dormions tous profondément. La température était agréable, et nous étions si fatigués !... A notre réveil, vers les 4 heures (mardi 4), nous nous trouvions aux environs de Bologne, sur la ligne

Chaumont-Neufchâteau ; certains noms de stations ne m'étaient pas inconnus : je les avais lus en préparant mes plans de campagne avec mes petits soldats de plomb... C'était loin, ce temps-là !... Assis sur le bord du wagon, les jambes pendantes en dehors, je pensais à toi, maman, à tes conseils de prudence, car il eût été assez malsain de dégringoler sur le ballast en allant à 50 à l'heure...

Le paysage était quelconque, mais je fus vite frappé de ne voir personne aux champs, puis, sur les routes, des chevaux de réquisition conduits par leurs propriétaires, et surtout, aux ponts, aux passages à niveau, aux stations, les garde-voies à peine équipés, quelquefois même n'ayant de militaire que le képi. Il faisait beau, et nous étions gais; on chantait ; naturellement, quelques-uns avaient entonné *la Marseillaise*. Il me passait, à ce moment-là, bien des idées par la tête : je voyais les miens au Raz, à Paris, et puis je songeais à la France qu'on allait défendre et je me sentais un attachement profond pour cette terre que nous traversions si vite.

Avant d'arriver à Neufchâteau, le train s'arrêta quelques minutes; nous descendîmes tous pour le parer de fleurs et de branchages ; en un instant, il était fleuri d'un bout à l'autre; nous voulions nous montrer aussi contens que ceux qui étaient partis avant nous, et dont nous croisions les trains vides en retour. Arrêt d'un quart d'heure. Nous allons tous caresser un petit fox qui venait habituellement au quartier et nous avait accompagnés ; sans qu'on l'aperçut, quand le train démarra, il courut après lui ; aussi l'avions-nous embarqué et paré d'un écusson du régiment.

Passant devant Domrémy, le train suivit la route ; vers Toul, nous apprîmes avec une désillusion profonde que la guerre n'était pas encore déclarée ! Cependant, le gouverneur faisait évacuer la population civile, ce qui nous rassura. Puis on longea la Moselle par la ligne de Pont-Saint-Vincent. Ah ! on était aimés, là ! Partout, des acclamations, des cris joyeux, des « Bonne chance ! » des bravos ! Nous en étions profondément touchés et nous nous sentions bien les frères de tous ceux qui nous acclamaient avec tant de confiance.

Le débarquement eut lieu à Chaligny vers 14 heures; là aussi, nous avions une « galerie » nombreuse de femmes et d'enfans.

Sans carte, je ne puis indiquer notre itinéraire pour rejoindre nos batteries; il y avait environ une vingtaine de kilomètres de parcours accidenté jusqu'à Laneuveville-devant-Nancy, où nous retrouvâmes les camarades; ils étaient déjà là depuis deux jours et prêts à partir à tout moment; on fit le bivouac à la corde pour les chevaux; les hommes couchèrent dans une grange et sous une halle pleine de paille et de foin : notre première nuit « en campagne! »

III. — ATTENDANT L'OFFENSIVE

Elle ne fut pas longue : à 2 heures, réveil; départ à 4 heures.

En colonne, par pièces doublées, dans un champ d'avoine, nous prîmes, sans débrider, un repas froid, et attendîmes l'ordre de partir, qui ne vint d'ailleurs pas : cantonnement à Tomblaine, chevaux dans les écuries.

Le matin, le capitaine m'avait demandé si cela me plairait d'être éclaireur : « Avez-vous une bonne jument? (C'était « Baïonnette. ») — Oui? Eh bien! alors, c'est entendu! » — J'étais ravi.

L'après-midi de ce mercredi (5 août), nous apprîmes la déclaration de guerre.

A Tomblaine, confortable petit dîner dans un café, avec quelques conducteurs de ma nouvelle pièce (la 2e). Ce fut, pour longtemps, notre dernier repas à table. Coucher dans une grange où je faillis perdre mon képi et mes éperons. La chaleur était forte et nous avions eu la chance d'échouer dans une excellente maison munie d'une fontaine, dont les patrons nous reçurent avec une grande amabilité; les femmes faisaient déjà des bandes de pansemens et nous distribuèrent de la teinture d'iode.

Jeudi 6 août, réveil à 2 heures; on attelle, et nous voilà prêts. Je me présente au lieutenant chef des éclaireurs du groupe, parmi lesquels je prends ma place.

A 6 heures, nous nous rangeâmes sur la route au bord de laquelle, attendant les ordres, ma jument ne trouva rien de mieux que de reculer jusque dans le fossé profond d'un mètre et plein de vase; il fallut, pour l'en retirer, huit hommes et deux cordes!... et en avant le pansage!... J'en eus au moins pour une demi-heure à la laver et brosser; je m'étais déchiré les

vêtemens dans le sauvetage : une aimable Lorraine répara l'accroc.

A 10 heures, abreuvoir; on prépare la soupe; elle était presque cuite quand retentit le coup de sifflet du « garde à vous! » La marmite en l'air, et nous voilà partis, furieux!

Nous allions vers l'Est, par où? Je ne m'en souviens plus. La marche était rapide et pénible à cause de la chaleur et de la poussière. Vers 14 heures, nous faisons halte dans un champ de trèfle, près du Pulnoy : à notre droite, une hauteur boisée; à notre gauche, le mont d'Amance et le Pain-de-Sucre. Je me rappelai alors les principes de Marbot et de Coignet, et je me mis à dormir, puisque « qui dort dîne. »

On ne bougea pas jusqu'au soir; cette fois, on eut le temps de faire la soupe et de la manger (avec quel appétit!). On allait se préparer à coucher dehors quand arriva l'ordre d'aller cantonner plus loin.

Pendant notre dîner, nous reçûmes la visite d'un de mes camarades de classe, passé à l'artillerie lourde. Il nous apprit la présence de deux batteries de 120, enterrées dans le petit bois sur notre droite, qui avait été puissamment fortifié par le génie, ainsi que les hauteurs sur notre gauche, couronnées, elles aussi, de grosses pièces.

En allant à Seichans, il m'est arrivé un incident qui aurait pu avoir, pour moi et ma jument, des conséquences graves. J'étais à la hauteur de l'attelage de derrière du deuxième caisson quand, dans un tournant brusque, le timon casse; l'attelage est rejeté violemment sur moi et me force à descendre dans le fossé; impossible de sauter par-dessus la haie à ma gauche. D'ailleurs, ma jument est tout à coup soulevée, je ne sais comment, et renversée sans que je puisse rien faire pour la retenir; elle retombe en tête à queue et fait panache sur moi. Je l'évite heureusement en tâchant de l'éloigner le plus possible du caisson qui menaçait de m'écraser et je me dégage rapidement...; le caisson s'arrête, « à me toucher, » comme disent les marins. J'avais eu de la chance : mon képi perdu et retrouvé, mon lorgnon perdu et retrouvé également, le lendemain, mon sabre tordu, ma jument écorchée sans gravité et moi-même assez contusionné un peu partout. Voilà les seuls dommages de cet accident. Le colonel, qui était présent, m'avait cru tué! Bref, le timon changé, nous rejoignons le parc, mettons les

chevaux à la corde, et allons nous coucher dans une grange, à une heure du matin.

Vendredi, 7 août, réveil à 3 heures; on attelle et... cela recommence comme les autres jours : l'ordre de mouvement n'arrivait pas, nous devions nous tenir prêts. Plus tard, pour reposer les chevaux, on se tint prêts, les bêtes déharnachées; mais, à ce moment-là, on exagérait. Mon père aurait dit qu'on faisait du zèle...

Nous restâmes à Seichans jusqu'au 12 août. Très peu d'eau dans ce pays; l'abreuvoir était difficile à faire pour tant de chevaux, et on essaya successivement plusieurs endroits. C'est en allant ainsi dans les villages voisins que nous avons, pour la première fois, rencontré les divers élémens qui nous soutenaient. Pour nous remettre un peu au point, le commandant nous fit faire plusieurs jours de suite des exercices de batteries attelées... La batterie attelée est la plaie de l'artillerie; tout le monde en a peur!...

Nous avons aussi fait là notre premier apprentissage de la vie en campagne, en commençant à construire des abris contre le soleil : c'était rudimentaire et combien éloigné de la perfection que nous atteignîmes dans la suite! Une précaution, généralement prise, fut la coupe des cheveux à ras : tout le monde y vint, et c'était amusant de voir sous ce nouvel aspect, genre tête de veau, notre élégant lieutenant, toujours tiré à quatre épingles.

C'est encore à Seichans que nous vîmes les premiers obus, bien lointains, puisqu'ils étaient tirés sur un aéro français en reconnaissance de l'autre côté de la frontière. Nous avions d'abord cru que les nôtres bombardaient un zeppelin. Ce même jour (samedi 8), le commandant nous lut le deuxième ordre du jour de l'armée, pour la prise de commandement du général Joffre.

Puis, les éclaireurs commencèrent leur glorieux « métier! » Le 9, reconnaissance très rapide jusqu'à la frontière pour repérer trois ou quatre emplacemens de batterie; toujours au grand trot et au galop sur les crêtes. Je me rappellerai toujours le lieutenant qui nous orientait à travers le pays. « Il se peut, nous disait-il, que nous soyons inquiétés par des cavaliers ennemis, auquel cas on fonce dedans! » Et nous tirâmes légèrement le sabre du fourreau, nous assurant que le revolver

aussi était bien à portée de la main... Nous avons seulement rencontré, en traversant la forêt de Bezanges, une patrouille de fantassins du 3e qui, nous prenant pour des uhlans, avaient juré notre mort... Ils nous ont reconnus à temps, et avec quels regrets !...

Au cours de ce raid, — une trentaine de kilomètres en moins de trois heures, avec de nombreux arrêts, — j'ai pu me rendre compte avec joie que j'étais bien monté ; ma petite « Baïonnette » trottait très agréablement, galopait de même et — surprise ! — sautait : j'en étais ravi.

Partout où nous avions passé, ce n'étaient que tranchées, fils de fer, emplacemens de mitrailleuses, etc. ; cela donnait confiance.

Deux jours après (mardi 11), reconnaissance. Verlaine-sous-Amance. Chaleur. Le pays accidenté est assez joli, surtout la vallée de la Seille avec ses bois touffus et ses villages aux tuiles rouges, bondés d'infanterie et de cavalerie qui envoyaient des patrouilles de tous les côtés ; décidément, « ils » trouveraient de suite à qui parler.

Le samedi 12, vers midi, nous partons pour Réméréville, où nous arrivons vers 15 heures ; la chaleur était étouffante ! On forme le parc dans une prairie où chacun se vautre, haletant, quelques minutes avant de rien installer. On se mit péniblement au travail. Le soir, on plaça les pièces aux quatre points cardinaux, avec leurs caissons, pour tirer sur les aéros qui avaient fait leur apparition. Cantonnement dans une grange. Avec nous, beaucoup d'infanterie : on sentait que nous aurions bientôt du travail.

Le lendemain (jeudi 13), nouvelle reconnaissance. On prépare pour bientôt l'offensive générale.

IV. — L'OFFENSIVE. — COMBAT D'ARRACOURT

Elle se produit, en effet, le lendemain 14, jour anniversaire de la bataille de Borny. De bon matin, par des chemins de traverse, nous rencontrons la division de cavalerie de Lunéville (sauf les hussards) et son artillerie de 75 court, nouveau modèle. Puis, l'infanterie passe devant nous et se cache dans les bois. Un Blériot ronronne au-dessus de nos têtes, des estafettes galopent... Nous sommes huit corps d'armée, nous dit un adju-

dant d'infanterie, et on attaque aujourd'hui. La reconnaissance du bois est faite ; nous le traversons vers l'Est et restons arrêtés un bon moment ; on en profite pour croquer un bout de pain et un peu de « singe ; » devant nous, passent les coloniaux, puis, tout à coup, la fusillade crépite, on ne sait au juste où, mais pas très loin : on ne voit rien d'ailleurs. Il doit être alors 8 heures. Bientôt, elle s'éloigne sur notre droite et se ralentit. Nous aussi, nous allons sur la droite, vers Athienville. Près de la route, deux batteries de 75 en batterie ; elles ont déjà tiré, nous dit-on, sur de l'infanterie allemande à qui ça n'a pas plu du tout.

Faim et soif; avec beaucoup de parcimonie, on mange une miette de pain accompagnée d'un demi-quart d'eau. Nous restons là près de la route, peut-être deux heures, puis : « A cheval! » et nous voilà partis, au grand trot, doublant l'artillerie elle-même au trot, traversant comme des fous, en pleine poussière, le village d'Arracourt; les caissons manquent de nous écraser, cela ne fait rien; nous avançons toujours, sans savoir où, un peu émus, suffoqués, couverts de sueur, et puis, tout à coup, les reconnaissances d'officiers nous dépassent : on met en batterie.

Un brancard nous croise, porté par quatre hommes; le blessé est un capitaine d'infanterie; il paraît bien touché, le pauvre! A des fantassins qui viennent, nous demandons ce qui s'est passé : « Nous avons enlevé ce matin ce petit bois; quand ils ont vu nos baïonnettes, ils ont pris la fuite. »

Les éclaireurs se rangent derrière un talus bordant la route; nous devons y être à l'abri, puisque trois blessés s'y sont réfugiés. Et nous restons là. Quelle chaleur! Nous n'avons plus rien à manger, alors on cause..... Ziii, ziii, nous voilà tous debout...; le cœur bat un peu plus fort...; ce n'est pas pour nous; deux fusans tirés sur les batteries, trop courts et trop hauts; ils éclatent avec un bruit presque *timide* (pi..ou..ou ; leurs balles ont beaucoup moins de vitesse que celles de nos obus. Notre première émotion se calme assez vite, car, nous sachant dans l'angle mort, nous nous trouvons ainsi en sécurité; mais les batteries sont moins abritées et nous craignons pour elles.

Bientôt, les obus tombent plus nombreux; il est environ 14 heures; nos troupes sont déployées et la rangée des éclate-

mens allemands nous fait découvrir le front du 20e et du 14e ou 15e corps, s'étendant jusqu'à la ligne des collines qui ferment notre horizon. C'est la seule fois que j'aie vu des troupes évoluer sur un coin de champ de bataille. L'infanterie se replie derrière une petite éminence; l'ennemi ne cesse pas son feu, d'ailleurs peu efficace; ses batteries, un peu à notre droite, tirent sans être gênées; les nôtres sont silencieuses, faute d'objectif.

Nous sommes effrayés de l'énorme autant qu'inutile consommation de projectiles allemands; néanmoins, ce tapage infernal, si nouveau pour nos oreilles, nous impressionne; notre offensive est arrêtée, il nous manque de l'artillerie lourde pour détruire les grosses batteries allemandes.

Quelques blessés arrivent, peu nombreux d'abord, puis, du bois qui nous fait face, débouche une compagnie qui vient chercher un refuge près de nous. Ils disent avoir eu de grosses pertes; en réalité, peu d'hommes ont été touchés, mais, comme ils n'avaient pas d'abris, la situation était intenable. Au bout d'un instant d'ailleurs, l'émotion était passée et la confiance revenue en entendant tirer notre 75 et se ralentir le feu ennemi. Alors, très facilement, leurs officiers les ramenèrent à leurs premières positions : puis, nous autres artilleurs, leur avions si savamment expliqué les raisons de l'inefficacité des obus allemands percutans (déperdition de la gerbe partant en l'air), et vanté si prodigieusement, en revanche, notre artillerie, que leur moral s'était entièrement raffermi : le nôtre aussi...

Dans ce premier engagement, nous eûmes déjà à nous plaindre de l'espionnage allemand; quoique bien dissimulées, nos batteries étaient battues par un tir très régulier et corrigé à souhait... Tant d'adresse était incroyable; on en chercha la cause et on la trouva bientôt : un espion d'Arracourt réglait leur feu par l'intermédiaire de l'horloge du clocher, déplaçant l'aiguille, suivant un signal convenu. On l'a naturellement fusillé sur-le-champ, et on a arrêté sa femme et sa fille qui correspondaient, la nuit, avec l'ennemi à l'aide de lanternes.

C'est encore à ce baptême du feu que j'ai vu et soigné nos premiers blessés, qu'on amenait à l'abri derrière notre talus. Aidé de mes camarades, je leur ai fait leur premier pansement et donné à boire de l'eau additionnée d'alcool de menthe; c'est tout ce que nous pouvions faire pour eux... et les encourager. La vue des blessures et du sang ne m'impressionnait pas,

mais les plaintes de ces malheureux me mettaient le cœur à l'envers. Une voiture réquisitionnée les transporta à Arracourt. J'ai pu me rendre compte, plus tard, combien est pénible ce transport si inconfortable; voilà une des choses qu'il faudrait essayer d'améliorer au plus tôt. Malheureusement, quel que soit le dévouement des brancardiers, qui est généralement très grand, il leur est souvent impossible de faire mieux.

Vers 4 heures, autant qu'il m'en souvienne, — précaution « oratoire » indispensable quand on raconte des faits de guerre, — je suis descendu seul à Arracourt pour faire boire ma jument et j'ai pu rapporter un peu de pain et de vin aux autres éclaireurs qui, mourant de faim, me reçurent comme un sauveur. Le ravitaillement fut, par la suite, un de nos soucis principaux, et nous dépensâmes des trésors d'astuce pour rapporter leur part aux camarades, car nous avions rapidement apprécié les avantages d'une bonne entente, — qui n'a jamais fait défaut aux éclaireurs, — et, entre nous, il était devenu presque inutile de faire la recommandation : « Prends-en pour moi! » Pendant cette petite promenade, les Allemands ont jugé correct de s'abstenir de tout bombardement; j'ai été très sensible à cette délicate attention.

La fin de la journée fut calme; à 20 heures, nous redescendions aux batteries et nous couchions autour des pièces, dans la paille, — nous étions dans un champ de blé, — quand arriva l'ordre de cantonnement pour Athienville, à 4 kilomètres en arrière, où nous devions toucher nos distributions. A peine à cheval, la pluie arriva, et quelle pluie! Au bout d'une demi-heure, le manteau était complètement traversé, et la veste trempée.

Pour comble de malchance, la route était encombrée par d'interminables convois; il faisait si noir qu'on ne distinguait rien à deux mètres devant soi; pas de lumières pour ne pas renseigner l'ennemi, sauf les phares des ambulances automobiles, cornant à tout bout de champ pour avoir le passage. Nous sommes restés ainsi deux heures arrêtés, à cheval, en plein Arracourt, et la pluie n'a pas cessé un instant. Mais la guerre nous avait, du jour au lendemain, doués d'une qualité de patience inépuisable, et c'est tout juste si, de temps en temps, un juron bien envoyé rompait notre somnolence. On finit par

s'endormir sur les sacoches, habitude nouvelle pour nous, mais qui ne nous quitta plus guère; on dormait d'ailleurs, dès qu'on avait le loisir de le faire, cinq minutes, un quart d'heure, quelquefois plus; le moindre arrêt suffisait pour cela. Aussi le démarrage était-il curieux à voir!

Enfin, tandis que des projecteurs, à tout coin de l'horizon, fouillaient le ciel pour y découvrir les dirigeables, nous arrivâmes à Athienville à une heure et demie. On jugea inutile de faire le cantonnement, car on n'avait qu'une demi-heure devant soi, dont nous profitâmes pour faire la cuisine et nous sécher autour de grands feux. Dieu! quelle fatigue! A 2 heures et demie, nous voilà de nouveau en route vers la position de batterie où nous devions être installés à 3 heures et demie.

Nous reprenons les mêmes places; les observateurs en haut de la petite colline boisée et nous derrière notre talus. Mais, impossible de se coucher, la terre était trop humide! Heureusement qu'au jour, ce fut vite sec; le sommeil nous prit et nous garda jusque vers 8 heures. C'est à peu près à ce moment que la canonnade recommença, toujours sans effet, quoique mieux réglée sur notre gauche. Mais, voilà que le capitaine aperçoit les canons ennemis... Ah! ce n'a pas été long! « Par 4! Tir progressif! Fauchez double! » Et le 75 commence à chanter! Les fantassins étaient fous de joie... Ces Allemands-là ne tirèrent plus de la journée. Le lendemain, nous apprîmes que leur batterie avait été complètement détruite; le contraire nous eût étonnés!

Mais d'autres batteries tiraient sur nous pendant que, ironie des choses! les cloches sonnaient à toute volée pour la fête du 15 août. Un maudit aéro repéra la position de nos avant-trains et trois « gros noirs » (ils étaient déjà baptisés) leur tombèrent dessus; un avant-train sauta et nous eûmes des pertes. Quant aux chevaux, il y en avait bien vingt-cinq par terre dans les deux batteries. Courte débandade; plusieurs essayèrent d'arrêter les chevaux affolés; enfin, le sang-froid de la majorité des brigadiers et du chef fit le reste; avec des chevaux de l'échelon, les attelages furent vite reconstitués.

Cet accident nous servit de leçon et, depuis, les avant-trains furent toujours ramenés suffisamment à l'arrière et bien à l'abri.

Nous sommes restés toute la journée sous l'influence de ce

« coup dur, » et nous étions désolés de nos camarades tués... On fut encore à la portion congrue, malgré qu'on nous eût apporté la soupe de l'échelon, mais la moitié en avait été perdue en route... Pour le reste, même journée que la veille. Les Allemands continuèrent à tirer à deux reprises pendant une heure, avec une parfaite inutilité; leurs obus étaient heureusement percutans et, tombant tout près des pièces, ne leur faisaient aucun mal. S'ils avaient tiré fusans, les batteries auraient « pris. » Déjà, l'ouïe s'accoutumait aux sifflemens des projectiles, et nous arrivâmes rapidement à reconnaître leur direction approximative, ce qui était très utile pour se « planquer des mouches ou voltigeurs (éclats). » Finalement, retour à la même position, en passant près de l'emplacement des avant-trains où avait eu lieu l'accident du matin; les chevaux morts sentaient déjà la charogne à plein nez d'une façon insupportable! Ils furent enterrés seulement deux jours après par les civils. Je n'oublierai jamais cette odeur.

Le dimanche matin (16), les Allemands ou, plus exactement, les Bavarois car c'étaient eux qui étaient devant nous, étaient silencieux. L'infanterie les avait délogés à la baïonnette, la veille au soir, et une de leurs grosses batteries avait été réduite au silence par nos 120, enfin arrivés. Ah! l'artillerie lourde! Combien nous avons regretté sa pénurie au début de la guerre! Heureusement, on y a remédié depuis et nous avons pu lutter victorieusement avec leurs 130, 150 et 210, qui tirent trop loin pour notre 75.

L'aéro fatal de la veille revint se promener au-dessus de nous à deux reprises, très bas. La seconde fois, nous l'attendions... A 300 mètres, j'entendis le capitaine commander son tir, « au trot! » d'une voix furibonde... Les deux groupes tirèrent; c'était passionnant! nous hurlions comme des enragés : « Ça y est! il est touché! » En effet, ça y était! L'aéro entrait dans un nuage, il ressortit beaucoup plus bas, moteur arrêté; son réservoir était crevé et le pilote blessé (on l'avait remarqué à la lorgnette); aussi fut-il obligé de descendre dans nos lignes. C'était la première vengeance de nos pauvres camarades tués la veille!

En revenant de faire boire et de ravitailler, j'eus l'immense plaisir de recevoir un paquet de lettres de chez moi! J'étais sans nouvelles depuis quinze jours et on ne peut s'imaginer le

plaisir d'en avoir enfin ! Il faut écrire souvent aux soldats en campagne ; on ne saurait croire à quel point une lettre arrivant au bon moment remonte le moral. Il suffit d'entendre crier : « Aux lettres ! » pour voir avec quel empressement chacun se précipite vers le bien-aimé vaguemestre : on l'embrasserait presque ! D'ailleurs, toutes les lettres pour nous, sans exception, étaient de vrais modèles de patriotisme et d'abnégation ; rien que des encouragemens, des exhortations à la patience ; nous n'en avions pas besoin, car j'ose dire que, du courage et de la bonne volonté, nous en avons toujours eu à revendre ; mais l'attention nous touchait profondément et nous étions réconfortés de voir que, « chez nous, » « ils » étaient si *solides*... Et pourtant, nous pensions bien qu'ils étaient beaucoup plus inquiets que nous !

V. — APRÈS ARRACOURT

Notre offensive avait enfoncé les premières lignes ennemies de la rive droite de la Seille ; nos troupes suivaient la retraite allemande dans la direction Château-Salins-Morhange. On nous mit en réserve, prêts à marcher.

Le lundi 17, après avoir cantonné à Arracourt (naturellement il avait plu à seaux), nous avançons jusqu'à 100 mètres de la frontière sur la route de Vic ; mais, au bout d'un quart d'heure, demi-tour ! Grande était notre désillusion de ne pas entrer en territoire annexé.

Nous allons à Athienville en évitant le chemin de traverse dans lequel on nous avait malencontreusement engagés, la veille au soir, et d'où nous avions eu du mal à ressortir, les voitures de tête s'étant embourbées et ayant écrasé un ponceau en bois... Ce fut encore un mauvais moment ! Nous formons le parc dans un champ de boue et trouvons notre cantonnement dans une grange à côté d'une maison, sur la place, un peu plus bas que nos coloniaux. Ce mot me rappelle un détail de notre marche sur Réméréville. Le 12, il faisait une chaleur terrible et nous mourions de soif ; qu'on juge de notre joyeux étonnement, lorsque, en traversant un village occupé par les coloniaux, ils se précipitèrent vers nous en nous tendant leurs énormes bidons de deux litres pleins d'eau fraîche ! C'était vraiment gentil, et nous leur avons promis de les récompenser

en les aidant du 75. Nous avons bien payé notre dette de reconnaissance! Ce détail paraît de peu de valeur : c'est cependant la seule fois qu'une troupe amie nous ait spontanément offert quelque chose d'agréable : aussi cela m'a-t-il frappé.

A Athienville, nous avons pu faire un brin de toilette, laver nos mouchoirs et chaussettes, manger chaud, écrire et surtout, surtout, dormir huit heures sans arrêt, dans du bon foin! Le lendemain, nous étions reposés... et nous recevions le premier *Bulletin des armées de la République.*

... Ici, je tombai malade et, pendant plusieurs jours, je pus me rendre compte des qualités et aussi des défauts du service de santé, mais je passe sur cet épisode de ma vie de campagne, beaucoup moins intéressant que ceux que j'aurais pu raconter si j'étais resté au front. Sitôt que j'y fus revenu, après avoir été voir les « copains, » je me mis à la recherche de mon équipement et de mon sac d'homme-monté que j'eus la chance de retrouver ; grâce à un adroit « fauchage, » je pus compléter mon paquetage d'autant plus facilement que j'avais rapporté un peu de linge et un tricot d'hiver, qui me rendit, plus tard, de grands services.

Le soir, j'allai à la batterie me présenter au capitaine, en même temps que les hommes de « soupe, » tous montés. La route était dangereuse, mais, cette fois, les Allemands faisaient trêve, — pour un instant, on va le voir. Aux pièces, chaleureuse réception des servans et des sous-officiers qui, pour m'encourager probablement, me félicitèrent d'être venu les trouver dans un vrai guêpier... Les hommes de corvée étaient pressés de s'en retourner, et moi aussi, car les histoires qu'on venait de me raconter m'avaient fait passer dans le dos un petit frisson, je l'avoue... Nous allions prudemment, à cause des sentinelles, et infiniment désireux de rencontrer en route la ronde d'officiers qu'on nous avait signalés le matin comme espions. Si on les avait trouvés, quel beau coup de filet, car nous étions en force! mais... personne sur la route, sauf un convoi de munitions qui nous empêchait de marcher et que nous dépassâmes à la charge, en agitant nos gamelles et nos bouteillons pour exciter les chevaux!

Rentré sans accroc, je me prépare à passer la nuit sur place avec deux « poilus : » le fossé, au bord de la route était assez

large pour deux, le troisième était couché en travers, et deux couvertures de cheval nous abritaient confortablement. On commençait à s'endormir quand éclata une fusillade intense suivie de quelques coups de canon de chez nous, et d'une abondante pluie de marmites ennemies. Nous dressons l'oreille... Voilà B..., agent de liaison des avant-trains, qui arrive au grand galop, donne l'ordre d'atteler et d'emmener les avant-trains aux batteries; des cyclistes et des officiers, à cheval, en auto, passent à toute allure, soulevant des nuages de poussière éclairés par une faible lune, tandis que, devant nous, le ciel est zébré des pinceaux lumineux des projecteurs. C'est l'alerte.

Une colonne d'infanterie coloniale, notre soutien, avance vers Léaumont au pas accéléré, puis notre batterie commence à hurler d'une façon terrible; en une minute, j'ai compté, — autant qu'il était possible de le faire, — plus de 90 coups :

L'échelon est attelé, nous attendons le retour de la batterie qui, ayant tiré son dernier obus, se repliait; il était grand temps de quitter notre emplacement, car les marmites arrivaient dans notre direction et se rapprochaient chaque fois davantage... Enfin, nous passons sur la route et, tandis qu'on file au grand trot, une salve ennemie tombe juste à l'endroit que nous venions d'abandonner! Puis, le calme revint et nous pûmes savoir par nos officiers ce qui s'était passé.

Les Allemands avaient poussé deux bataillons sur la ferme de Léaumont, sans être vus de notre artillerie; ils arrivèrent si près que nos officiers évacuèrent la ferme, tandis que deux de nos compagnies arrêtaient et repoussaient l'attaque à la baïonnette. Un instant après, les Bavarois recommencèrent leur assaut; nos projecteurs avaient découvert, en arrière, un important soutien d'au moins un régiment, avançant en colonne de route par quatre, sur deux lignes. Quelle cible pour notre capitaine : « 1500! par 10!!! tir progressif! Fauchez triple!... » Pour se représenter l'intensité d'un tel feu, il faut se rendre compte que nos quatre pièces tiraient, aussi vite que possible, chacune dix projectiles, arrosant une zone de 150 mètres de large, sur 600 de profondeur. L'attaque fut brisée net, et la panique se mit chez les ennemis qu'on vit alors sortir précipitamment des bois où ils s'étaient tapis, et fuir à toutes jambes en masses compactes.... « Mêmes élémens! » hurla le capitaine,

« feu à volonté, videz les coffres ! » Chaque pièce tira environ une vingtaine de coups, à toute vitesse ; les hommes étaient fous d'excitation, et le capitaine trépignait, s'étranglait : « Plus vite ! plus vite ! » C'était épouvantable ; on n'y voyait plus, on n'entendait plus : les chevaux affolés ne tenaient plus en place ; c'était un instant d'énervement inouï !

Puis, subitement, le silence ! Les pièces brûlantes sont raccrochées et la batterie défile au grand trot. Elle est inutile, maintenant que ses munitions sont épuisées.

Le groupe se rangea le long de la route où vint nous trouver le ravitaillement ; les caissons chargés et les avant-trains complétés, tout le monde s'étendit près des voitures et s'endormit, les oreilles encore bourdonnantes de cette effroyable canonnade.

VI. — FLAINVAL

Le lendemain matin, à l'aube, le groupe se rendit à un nouvel emplacement, à 1 800 mètres au Nord du précédent, face à l'Est. C'était une forte position sur un éperon descendant en pente douce vers la Meurthe tenue par les Français, et en pente rapide du côté de l'ennemi ; à gauche, une petite vallée, où s'allongent les faubourgs de Dombasle. Sur l'autre versant, encore des batteries de 75, soutenues un peu en arrière par de grosses pièces installées dans un fort en construction ; à notre droite, la vallée de Flainval, village perché à mi-côte de notre éperon, commandé par les hauteurs du Léaumont. En nous retournant, nous apercevions, à droite Dombasle, dominée par les deux tours de sa cathédrale ; devant nous, le canal de la Marne au Rhin, doublé d'une voie ferrée ; plus loin, la Meurthe, dont on avait fait sauter le pont lors de la retraite, et que le génie réparait ; puis, les maisons de Rosières-aux-Salines et les hauteurs de la rive gauche de la rivière, notre repli éventuel. A gauche, la vue était bornée par des arbres.

Nos avant-trains étaient placés près de la route, dans les champs, mais non pas sous les arbres, ce qui les fit facilement repérer par les aéros allemands.

Notre ligne d'artillerie s'étendait à droite ; elle était renforcée par une batterie de 120 long, dans le creux suivi par le chemin d'accès de la grande route au sommet de l'éperon, et

par une batterie de 120 court habilement dissimulée sous un bois, un peu à droite en arrière.

Notre première ligne d'infanterie avait ses tranchées au pied de notre éperon, et notre soutien de réserve de coloniale était établi dans une grande ferme sur la route, à 100 mètres avant le canal.

Une telle force d'artillerie, dominant l'ennemi d'environ 60 à 80 mètres, rendait inexpugnable notre position qui ne pouvait être tournée; il eût fallu des attaques de front pour l'enlever. On sait que les Allemands sont obstinés; ils en essayèrent, — les malheureux! — mais en furent vite dégoûtés.

Ce jour-là, naturellement, je repris mon rôle d'éclaireur; les postes d'observation étaient établis à 1 800 mètres en avant des batteries (que de fils pour les téléphones!), au Nord du cimetière de Flainval, sous des arbres fruitiers bordant la lisière de l'éperon. De là, on découvrait merveilleusement le champ d'évolution de l'ennemi; on pouvait tirer comme au polygone. Étant donné la grande distance qui séparait les batteries des observatoires, on avait doublé le téléphone par des relais de signaleurs dont la situation devint peu enviable, à partir du moment où notre présence fut connue; ce grand espace de terrain, presque entièrement découvert, se trouvait en pleine vue des artilleurs allemands, qui envoyaient deux ou trois salves à tout homme qu'ils apercevaient. Je me suis fait tirer dessus ainsi bien des fois, mais c'était peu dangereux; au bout de quelques jours, on trouvait des abris tout préparés dans les énormes trous de leurs marmites. On se montrait d'ailleurs le moins possible, mais il fallait tout de même la soupe aux officiers, aux téléphonistes, et aux signaleurs, matin et soir; cela suffisait pour nous faire repérer, et c'était nous, les éclaireurs, qui en avions l'agrément. Quant aux batteries elles-mêmes, elles étaient très difficiles à atteindre, remarquablement dissimulées par le plateau légèrement ondulé qui formait la crête.

J'ai un peu insisté sur cette position; nous y sommes restés quinze jours et avons repoussé des attaques terribles. L'armée bavaroise, qui nous était opposée, était plus forte que la nôtre. Il eût été tout à fait intéressant pour elle de faire une trouée sur la Meurthe, puis sur la Moselle, entre Toul et Épinal, ce qui lui eût permis de tourner la grande armée du général Joffre: ne pouvant appuyer sa droite sur Verdun et Toul, il aurait vrai-

semblablement été obligé d'accepter une lutte inégale en rase campagne, ou de reculer jusqu'à Langres ou la Seine. Notre armée de Lorraine empêcha la réalisation de ce plan désastreux pour nous : on peut croire que nous avons eu à soutenir là des luttes difficiles. Enfin, nous avons eu la joie, non seulement d'arrêter la ruée ennemie, mais encore de regagner chaque jour un peu de terrain, de « progresser. »

« Je n'ai pas besoin de vous au poste d'observation, » me dit le lieutenant, « vous vous relaierez avec le trompette P..., comme garde-chevaux. » Quel avancement !

Le matin, je monte donc avec les batteries, et emmène les chevaux de mes camarades à la lisière d'un bois en contre-bas de nos pièces, à un endroit qui me paraissait sûr. Au bout d'un moment, je m'ennuyais tout seul; j'attachai alors solidement mes « bourdons » aux arbres et montai à la batterie. Il faisait beau et chaud ; les hommes étaient en bras de chemise, occupés à construire des abris : habitude récente; nous étions cependant devenus très adroits dans ce genre de travail. On creusait une tranchée suffisamment longue pour contenir huit hommes de front, large le moins possible, — on s'y asseyait à grand'peine, — et profonde d'un mètre et demi à peu près ; des branches solides et des branchages épais recouverts de paille, soutenaient une couche de terre de cinquante centimètres, bien tassée, et constituaient une couverture à l'épreuve des petits éclats et des balles mortes. On ne pouvait pas songer à se protéger aussi efficacement contre les gros projectiles.

Quand ce travail fut achevé, on passa à un autre, l'habillage de la batterie. On coupait d'énormes branches feuillues, ayant l'aspect d'arbrisseaux, qu'on plantait solidement à quatre mètres devant les canons, sur plusieurs rangées de profondeur; d'autres étaient posées sur les caissons, sur les roues, appuyées contre les boucliers et, de loin, cela avait assez bien l'aspect d'un bosquet suffisamment épais pour nous dérober à un examen superficiel. Avec de la paille et des genêts, nous sommes arrivés à dissimuler nos pièces tellement bien qu'il fallait connaître leur emplacement pour les voir à cent mètres. C'était d'ailleurs un ouvrage à recommencer souvent ; le souffle des canons arrachait nos pauvres arbustes et anéantissait en un clin d'œil notre haie si laborieusement édifiée.

Quand tous ces travaux préliminaires et indispensables

étaient finis, nous n'avions plus qu'à nous occuper du tir et... à tuer le temps.

Nous avons beaucoup tiré à Flainval : il nous est arrivé souvent de vider deux caissons pleins par pièce (144 coups) en une matinée. Comme il faisait très chaud et que nos mouvemens précipités nous transformaient bientôt en vraies fontaines, nous « posions la veste. » Je me souviens qu'un jour, en plein midi, juste au moment où j'arrivais à la batterie, elle exécutait un feu rapide : ces hommes dépoitraillés, rouges, suans, environnés de fumée et de flammes, me firent l'effet d'une bande de démons se livrant à une cuisine d'enfer. Ils riaient d'un air sardonique en pensant à la danse des Allemands sur lesquels on tirait. On doit se demander l'impression que nous ressentons, nous autres artilleurs, au moment où nous envoyons ainsi la mort à nos intéressans congénères... Eh bien ! aucune... C'est absolument la même chose que le tir d'expérience, puisque nous ne voyons pas, nous ne voyons jamais notre but : rouages inertes, fonctionnant automatiquement, nous ne nous rendons pas compte de l'ouvrage que nous faisons. Pour m'en assurer, j'ai tiré moi-même plusieurs fois, devant Monchy, et j'étais certainement plus calme qu'à une partie de tennis ou même de bridge un peu disputée...

La grande attraction était l'arrivée de la soupe, moment le plus attendu de la journée, car, en même temps, nous parvenaient nos lettres et les petites commissions dont nous avions chargé les camarades de l'échelon. Souvent, nos repas étaient troublés par quelques salves malencontreuses qui nous obligeaient à réintégrer précipitamment nos « calbots, » au risque de renverser nos quarts ou nos boîtes de sardines entamées... On ressortait immédiatement après pour prendre l'air...

D'autres moyens de tuer le temps, à part des esais de sommeil, généralement infructueux, étaient : 1° la manille, nous avions quelques jeux complets qu'on se disputait pour « en faire une ; » 2° une cigarette, vraie friandise ; 3° la barbe. Je veux dire qu'une des faveurs les plus courues nous était procurée par notre coiffeur, quand il consentait à exercer son art, les jours où l'ennemi avait l'amabilité de nous laisser quelques instans de tranquillité. Au milieu d'un silence religieux, avec des gestes

rituels, il sortait de son calbot sa boîte à rasoirs et ses autres instrumens : on prenait des numéros ! Le premier de ces messieurs s'installait sur des douilles éjectées, groupées par quatre, formant ainsi un siège, sinon confortable, du moins suffisant, et notre « Figaro » opérait sous l'œil réjoui de l'aimable société. Quelquefois, les marmites dégringolaient sur nous pendant cette délicate opération, et rien n'était plus comique que l'inquiétude grandissante des deux acteurs, très pressés de s'abriter au plus vite. Un jour même, le barbier facétieux laissa en plan mon chef de pièce, la barbe à demi rasée... On en rit longtemps.

J'allais oublier notre passe-temps favori : le tir sur aéroplane. Presque journellement, nous avons eu l'occasion de nous défendre contre ces vilains oiseaux dont la curiosité faillit plus d'une fois nous être fatale. Les trois premiers jours, en effet, le feu ennemi ne nous gênait guère, les obus les plus proches étant courts de 500 mètres au moins ; mais peu à peu, grâce aux indications de leurs observateurs ailés, ils rectifièrent leur tir et arrivèrent à taper en plein sur la ligne de nos pièces. Par un miraculeux hasard, ce feu terrible ne nous blessa qu'un homme, qui fut touché en prenant son service de brigadier, le jour même de sa nomination. Et, chose plus grave, notre troisième pièce eut son frein troué, comme à l'emporte-pièce, par un éclat. Les autres batteries souffrirent plus que la nôtre : à la sixième, un caisson, — heureusement vide, — fut réduit en mille miettes. Puis, en deux jours, deux autres pièces furent démolies dans les mêmes batteries.

La batterie qui était à notre droite eut aussi un caisson démoli : il contenait des obus dont les douilles explosèrent en blessant plusieurs servans, tandis que brûlait la paille qui le recouvrait. Cette pauvre batterie n'a jamais eu de chance pendant la campagne ; elle a toujours récolté des « coups durs » en abondance ! Deux jours après, des marmites dans ses avant-trains tuèrent des chevaux et des hommes. Ces dégâts, relativement très faibles pour un bombardement de quinze jours, nous démontrèrent définitivement le peu d'efficacité des gros obus allemands ; nous ne reçûmes, en effet, que des 105 et au-dessus, y compris le 210. Tirés de très loin, ils arrivaient lentement, et leur sifflement prolongé nous avertissait généreusement de « nous planquer ; » alors, recroquevillés dans nos

abris, nous attendions la fin... avec plus ou moins de calme. Au début, nous étions sans inquiétude, mais, au fur et à mesure que leur tir devint plus précis, nous devenions, nous, plus sérieux... La conversation s'arrêtait net quand le sifflement se rapprochait et, jusqu'à l'explosion, nous nous recommandions, mentalement, à notre ange gardien! Nos abris nous ont, alors, bien servi. Dieu sait de combien d'éclats ils nous ont garantis!

J'ai eu un jour pénible. Le bombardement battait son plein, quand j'entendis l'adjudant me crier que mes chevaux devaient être tués ou blessés. Il fallait bien y aller, puisque j'étais chargé de veiller sur ces pauvres bêtes. A tout hasard, je pris mon revolver, afin d'achever un cheval grièvement blessé, plutôt que de le laisser souffrir inutilement, et me voilà parti vers la haie où ils étaient attachés. Trois étaient par terre, en effet, mais n'avaient pas de mal; pris de peur, ils s'étaient empêtrés dans leurs rênes et, en se bousculant, avaient perdu l'équilibre et ne pouvaient se relever seuls. J'appelai quelques camarades de bonne volonté pour m'aider à les débarrasser, mais personne ne vint... Il faisait trop chaud... Pas rassuré du tout, car les éclats voltigeaient et tombaient un peu partout, je me dépêchai de desseller et de resseller mes chevaux et de les rattacher solidement; ces opérations furent interrompues cinq ou six fois par des « gros noirs » qui m'obligèrent à des plat-ventre précipités... Enfin, courant plié en deux, ce qui est fatigant, je revins sans mal à ma pièce où mon assez longue absence inquiétait déjà mes camarades; j'étais couvert de sueur et mon cœur battait. Ce malaise persista au moins un quart d'heure. J'ai eu l'occasion de me rendre compte que ces gros obus ébranlent extraordinairement le système nerveux, et j'ai maintes fois constaté chez d'autres la secousse que j'ai alors ressentie. J'avais eu de la veine ce jour-là : le matin, vers 7 heures, j'avais installé mes chevaux au coin du petit bois dont j'ai déjà parlé, comme je le faisais habituellement, et dormais paisiblement dans un fossé, lorsque de formidables détonations me réveillèrent en sursaut, tandis qu'une pluie d'éclats crépitait sur le sol; mes chevaux étaient indemnes, je les emmenai vivement à un autre endroit où l'on ne tirait pas, et j'attendis. Au bout d'un quart d'heure, il était dégringolé *huit* marmites à la lisière du bois que je venais de quitter. C'est à partir de

cette journée-là que s'est ancrée dans mon esprit l'espérance « d'en sortir » sans trop de mal.

D'ailleurs, nous avons, peu à peu, réussi à éteindre le tir des batteries ennemies, grâce à la science de nos officiers ; ainsi, en une matinée, notre capitaine nous a affirmé avoir démoli trois batteries de 77 et une de 105 ; l'après-midi, nous n'avons pas reçu le moindre « zinzin. » Au bout de quelques jours, nous avions ainsi contraint les artilleurs ennemis à rester hors de la portée extrême de nos terribles 75 (7 500 mètres). Un jour même, pour s'amuser, le capitaine nous a fait tirer sur une batterie allemande à 8 000, que nous ne pouvions atteindre. « Ils » ont eu une terreur folle et ont décampé en voyant nos salves, inoffensives, s'approcher peu à peu de leurs pièces. Le capitaine éclatait de rire en nous le racontant.

Telle était la vie à la batterie devant Flainval. A quelques détails près, ce fut la même dans nos autres déplacemens et villégiatures.

Un soir que l'on était allé cantonner à Rosières-aux-Salines, on avait eu le temps de me trouver un cheval, « Judée, » une jument de la remonte, atteinte d'une tumeur énorme à l'épaule. Pour la faire boire et manger en même temps que les autres chevaux dont j'avais la garde, je descendais aux avant-trains, — j'en profitais pour y manger chaud, — et remontais à la batterie ensuite ; je revenais, le soir, coucher aux avant-trains.

Jouissant d'une indépendance complète, puisque j'étais au repos, j'allais où bon me semblait, notamment à Dombasle faire des achats pour mes camarades : pain, charcuterie, chocolat, vin ; j'en avais plein une musette et mes sacoches, auxquelles j'accrochais en outre une douzaine de bidons. Des cris de joie accueillaient mon retour, quand j'arrivais embarrassé de tous mes paquets. « C'était la foire, » comme on dit chez les « poilus. »

La blessure de mon cheval s'envenimant, je fus obligé de le donner à soigner. N'ayant plus de souci de ce côté, j'allais me promener des heures durant au bord de la Meurthe où les pontonniers construisaient un pont de bateaux, tandis que d'autres farouches guerriers pêchaient, lavaient et se baignaient. Un beau dimanche, je me donnai la satisfaction d'un bain froid dont j'ai gardé un reconnaissant souvenir... tellement il m'avait paru délicieux.

Vers le 9 septembre, commença une série d'averses qui nous obligèrent à construire des cahutes en terre et gazon, toiture en feuillages et couvertures pour nous garantir de la pluie. Jusqu'alors, la douceur de la température nous avait permis de coucher sur de la paille, enveloppés dans nos manteaux et nos couvertures de cheval, et on était très bien; mais avec la pluie, vinrent les ennuis. Nos abris, insuffisans, laissaient filtrer l'eau qui, peu à peu, nous pénétrait jusqu'à la peau, et il fallait attendre le « jus » du matin pour se sécher au feu. Il eût été, en effet, d'une imprudence extrême de nous signaler à l'ennemi, la nuit, par la moindre lumière.

Je n'étais pas guéri de ma maladie ; le froid et l'humidité eurent vite fait de provoquer une rechute, et notre médecin de groupe me dit qu'il était nécessaire de me reposer pendant quelque temps, au train régimentaire. Je quittai mon service que je me sentais vraiment incapable d'assurer plus longtemps. En passant, je dirai que nos médecins, — tous deux mobilisés, — s'occupaient de nous avec un grand dévouement et que nous n'avons eu qu'à nous louer de leur gentillesse. Ai-je besoin d'ajouter que, malgré les occasions nombreuses, il n'y avait jamais de faux malades, de « tire-au-flanc? » Quelle différence avec le quartier où les « consultans » se présentaient en rangs épais à la visite, arborant des mines épouvantables pour la circonstance !...

VII. — AVEC LE TRAIN RÉGIMENTAIRE

Le train régimentaire se compose des fourgons et autres voitures de ravitaillement et d'un autre fourgon à bagages, contenant les sacs des blessés évacués à l'arrière et des malades, ou simplement des hommes envoyés là pour se reposer.

Je profitai d'un fourgon du ravitaillement pour le rejoindre à Flavigny, le samedi 12; ce jour-là, nous étions heureux, car on nous avait apporté la confirmation d'une grande victoire française sur la Marne. Nous voyions déjà les Allemands hors de France! Nous avions pu constater, de notre côté, les effets de ce succès à un ralentissement du feu ennemi et à un retrait progressif de leurs troupes vers l'Est, qui semblaient de bon augure.

A minuit, par une pluie battante, nous arrivâmes à Flavigny

où j'eus le plaisir de coucher au sec et au chaud dans une grange à foin !

Ma vie au train régimentaire fut tout ce qu'il y a de plus vide et ennuyeuse ; je n'avais à m'occuper de rien, sinon de moi, ce qui ne me prenait guère que quelques instans ; le reste du temps, je m'ennuyais à mourir, d'autant plus qu'il pleuvait continuellement.

Quand les troupes restent longtemps sur leurs positions, le train a, lui aussi, sa place, à plusieurs kilomètres en arrière de la ligne de feu, et n'en bouge pas; c'est seulement les sections de ravitaillement qui marchent, l'une « pleine » à l'aller, l'autre « vide » au retour. Mais, à partir du 13, ce ne fut pas le cas pour nous.

A cette date, en effet, la victoire de la Marne était complète, et l'ennemi ayant battu en retraite, qu'allait-on faire de nous? Prendre l'offensive? C'était peu probable, tant qu'il y aurait encore en France des forces allemandes aussi considérables et qu'il fallait rejeter au delà de nos frontières; il était plutôt à présumer qu'on nous lancerait à la poursuite de l'ennemi, vers l'Argonne par exemple. Quoi qu'il en soit, on fit revenir le 20e corps entier sous les forts de Toul, en position d'attente, les lignes qu'il avait eu à défendre étant simplement gardées par des troupes de réserve.

Tandis que nos batteries gagnaient, par petites étapes, leur nouvel emplacement, en passant par Nancy, — je laisse à penser quelle réception folle d'enthousiasme fit à son cher 20e corps, qui l'avait si bien défendue, la population nancéenne, — nous suivîmes une marche analogue, en remontant vers Toul la rive droite de la Moselle. Mes camarades m'ont souvent parlé, avec attendrissement, de la traversée de Nancy, qui évoquait, pour nous, notre futur retour victorieux au quartier Songis. C'est pour vivre cette heure inoubliable que nous supportions, sans fléchir, toutes les misères de la campagne. Notre rêve est « d'en être, » quand nous rentrerons à Troyes, toute la population assemblée nous accueillant en libérateurs ! Ce sera beau ! Et en une heure, nous aurons la plus jolie, la plus chère récompense que l'on puisse décerner. Je pense que, si j'ai repris ma place ce jour-là, je serai en tête de la colonne, avec le peloton des éclaireurs; ce sera la gloire... sans trompettes... car il n'y en a déjà plus qu'un.

Avant de partir de Flavigny, la directrice de la poste me fit

lire un télégramme officiel du général Joffre donnant quelques détails sur la retraite mouvementée des Allemands vers le Nord, et mentionnant la capture d'une grande quantité de matériel et d'hommes. Aussi éprouvâmes-nous un grand enthousiasme.

A Viterne où nous arrivâmes à la nuit, impossible de trouver de quoi nous coucher; je bondis alors chez le curé à qui j'exposai notre situation..., et il me procura une quinzaine de lits, préparés pour des malades et inutilisés... J'étais bien sûr que là, je ne m'adresserais pas en vain... et, de ce moment, mes camarades me tinrent pour un débrouillard de premier ordre... Il n'en faut pas plus pour se tailler une réputation!

Je faisais équipe avec quelques bons « poilus » que j'avais choisis pour leur bonne camaraderie. C'était le brigadier H..., un grand au parler gras, toujours gai et très amusant avec ses grosses plaisanteries; F..., de la classe 13, un quasi-apache parisien, sachant et pratiquant tous les métiers; je l'avais connu, étant de garde en faisant travailler les prisonniers, dont il était toujours; il n'avait pas eu à se plaindre de moi, et m'avait pris en amitié; j'aimais bien lui faire racconter des histoires à cause de ses expressions inattendues, débitées d'un air tour à tour blagueur ou ému; B..., un conducteur très soigneux de ses chevaux; P..., un camarade de classe; R..., cuisinier de profession, à qui était, naturellement, confiée la responsabilité de « la cuistance, » et qui s'en acquittait parfaitement, mais en se faisant valoir, comme tous les artistes de son espèce. Il n'y a pas, au régiment, d'être plus despote et moins accommodant que le cuisinier, car il se rend compte de son importance. Comme il est difficile à remplacer, tous, y compris les gradés, font devant lui les petits garçons... R..., toujours grognon, nous foudroyant à tout propos de la menace de sa démission imminente, était bien dans son rôle; nous avions, pour lui, les plus viles complaisances, car il nous faisait de vraies friandises, qui lui valaient toutes les indulgences.

Cependant, il y avait des exceptions. Nous étions un jour dans un cantonnement particulièrement sale : maisons mal tenues, fumier devant la porte, désordre partout. Dans un tel décor, notre cuisinier se crut autorisé à arborer une tenue un peu plus fantaisiste que de coutume, le pantalon de treillis maculé de taches et de boue remplaçant la culotte, et le cou

entouré d'un immonde mouchoir peu réglementaire... Il eut le malheur d'être aperçu du capitaine qui descendait la principale rue du village... Ah! mes amis! quelle bourrasque! Le pauvre R... faillit en faire une maladie, et nous fûmes dès lors tous terrorisés, fuyant le capitaine, dès que nous l'apercevions.

Grand, maigre, jaune comme un vieux parchemin, le lorgnon incrusté sous d'épais sourcils fortement arqués, la moustache blonde tombante, il marchait à grands pas, la main gauche dans sa poche, le dos voûté, l'épaule droite légèrement remontée, la tête penchée en avant, paraissant toujours préoccupé et répondant d'un geste vague à notre salut. Extraordinairement nerveux, il était très irritable et se mettait dans des fureurs terribles, trépignant, la voix étranglée, l'œil exorbité. Mais sa colère tombait aussi vite qu'elle était montée, et, tout de suite après, on pouvait, en toute confiance, lui demander n'importe quelle faveur : pourvu qu'elle fût raisonnable, elle était toujours accordée. Il était très juste et très bon pour ses hommes, ainsi qu'il nous le dit lui-même un soir : « Je ne suis pas orateur, je ne sais pas parler, ce n'est pas mon métier, mais vous devez sentir que nous sommes tous des camarades, et que je ne désire que votre bien; s'il vous manque quelque chose, eh bien! venez me trouver, demandez-le-moi, et soyez certains que, si je le puis, je vous le ferai donner. » Très renfermé, il passait au milieu de sa batterie sans mot dire, mais rien ne lui échappait. Nous fûmes souvent témoins de sa bonté. Un exemple entre bien d'autres : il rassembla, un jour, les sous-officiers, et, leur ayant fait chercher ceux de leurs hommes qui n'avaient pas les moyens de s'acheter des maillots pour l'hiver, il leur en paya de sa poche. J'ai surpris quelquefois au vol la douceur infinie de ses yeux bleus, quand il rêvait une seconde, entre deux tirs... On y lisait son cœur d'or. Excellent artilleur, très travailleur, il était considéré comme un des meilleurs tireurs du régiment. Il mourut en héros, avec ce courage froid que j'ai reconnu chez tous mes officiers, et qui est vraiment « réglementaire. »

VIII. — VERS LE NORD

Ce fut un voyage triomphal! Au jour, nous passons Troyes... Émotion bien compréhensible, car certains d'entre nous voyaient

leurs maisons du train même... La vue du quartier Songis, vide, me rappela mes heures de « bleu, » un passé bien passé celui-là, et que je ne reverrai jamais. Et, tandis que le train filait, je me remémorais mes classes; j'étais loin alors de penser que la guerre finirait par arriver pour tout de bon!

A Montereau, premières dames de la Croix-Rouge qui nous distribuent des friandises... Mais, aux gares suivantes, quelle réception! Une foule énorme attendait chaque train pour nous donner des fleurs, des fruits, du pain frais, du chocolat, du vin, de la bière, que sais-je encore?... Et c'étaient des applaudissemens, des « bon courage! », « bonne chance! » qui nous faisaient un plaisir immense; nous avions les larmes aux yeux, car *nous sentions la France!*

A Versailles notamment, — nous avions pris la ligne de Juvisy, — ce fut une véritable fête : le service de garde avait peine à contenir tous ceux qui voulaient à toute force nous offrir quelque chose, et qui nous saluaient de formidables ovations.

Contournant Paris à l'Ouest, — pour ne pas entraver les communications des armées qui opéraient vers l'Aisne, — nous pûmes cependant apercevoir cette vieille Tour Eiffel, et cela encore nous fit plaisir; puis on fila toujours plus au Nord, par Vernon. Passant Rouen, dans le plus profond sommeil, nous arrivâmes à Serqueux (Seine-Inférieure), à une heure, et l'on débarqua; le parc fut formé en pleine obscurité, dans un pré, non loin de la gare, et nous couchâmes dans des wagons de voyageurs, à l'abri du froid et de la pluie; nous étions ravis des tricots et des couvertures de campement dont on nous avait munis à l'embarquement, en prévision de la campagne d'hiver.

Le 21, lundi, une forte étape nous amena dans l'Oise, par Grandvilliers-Feuquières, où nous déjeunâmes magnifiquement, et Targis, où la deuxième pièce m'invita à déjeuner à son logement, chez un aimable Bellevillois, qui nous offrit le « schnick. » Cette partie de la Normandie est bien différente de la Lorraine; tout y est d'une propreté scrupuleuse, d'un ordre impeccable, et cela respire la richesse; pas d'autres arbres que des pommiers couverts de fruits, des fermes élégantes toutes fleuries, entourées de haies soigneusement taillées; des vaches superbes, au poil luisant, paissent dans de gras pâturages, comme je n'en avais jamais vu. Je fus frappé d'une telle diffé-

rence avec les pays que nous avions traversés jusqu'alors ; des côtes et des descentes rapides rendaient notre marche distrayante. Quant à l'accueil des populations, il fut touchant : ces gens-là ne savaient que faire pour nous être agréables, et nous avons regretté bien souvent que leur race fût si peu prolifique...

Le 22, même marche vers le Nord-Est, par Croissy-sur-Celle, bon cantonnement, à Hallivillers, avec nos coloniaux, tout heureux de nous retrouver. On parlait de la « deuxième phase » de la guerre, dans laquelle nous venions d'entrer, d'après une proclamation...

Le 23, par Berny-sur-Noye, nous gagnons Thézies, la ville où l'on nous reçut le mieux de toute la campagne; chacun de nous eut son lit ; je partageai le mien avec un camarade, brigadier à la quatrième batterie.

A Villers-Bretonneux, arrivés le matin, nous y cantonnons, et nous nous préparions à y passer la nuit, lorsque nous arriva un ordre d'offensive immédiate. Je quittai avec regret le gîte que j'avais trouvé chez d'aimables habitans, et les batteries partirent en avant, tandis que les trains régimentaires s'arrêtaient à Domart-sur-la-Luce.

Là encore, je devins l'enfant chéri de deux bons vieux qui avaient plusieurs fils à la guerre et qui pleurèrent à mon départ. Quels braves gens !

Il y avait, à Domart, un joli ruisseau, au bord duquel nous allions nous étendre, en surveillant nos chevaux maigres « qui pâturaient; » on entendait distinctement le canon, et j'avais un peu honte d'être ainsi « en partie de campagne, » pendant que mes camarades se battaient. Par la suite, ce sentiment ne fit que se développer, au point de me rendre odieux le séjour au train régimentaire.

Après deux jours d'arrêt à ce petit village, qui portait les traces du passage des Allemands (inscriptions à la craie pour le logement, fils télégraphiques coupés), nous partîmes le samedi 26 pour Fresnoy. Notre logement était déjà fait quand nous arriva l'ordre d'avancer jusqu'à Lamotte-en-Santerre. Les jours précédens, j'avais fait, en partie à pied, l'étape, pour laisser ma place à un camarade malade; il se rétablit heureusement « au trot, » de sorte que je pus regrimper sur mon fourgon. En arrivant le soir au cantonnement, nous distinguions parfaitement les éclairs de la canonnade qui tonnait furieuse-

ment; en route, nous avions croisé des autos de blessés de l'attaque de Proyart, où les Allemands avaient été culbutés, et la présence de l'escadrille Farman, du 20e corps, montrait que l'action était bien engagée.

A Lamotte-en-Santerre, il devint difficile de se procurer quelque aliment, et nous dûmes même réconforter de pauvres gens qui n'avaient plus de quoi manger; cela nous arriva plusieurs fois, selon nos moyens, surtout là où « *ils* avaient passé, » car *ils* n'avaient rien laissé de comestible...

Le dimanche 27, une jolie journée, nous eûmes l'agréable surprise de voir ramener les batteries de campagne ennemies, réduites et prises par les nôtres; j'ai pu me rendre compte, en manipulant la pièce allemande de 77, à quel point elle est inférieure à notre 75; c'est une vraie camelote mal conçue et mal fabriquée. Il y en avait huit, les autres étant démolies complètement.

Vers midi, je reçus l'ordre du capitaine de rejoindre la batterie avec la jument « Épopée, » guérie d'une blessure au cou. J'en étais ravi! Je me procurai difficilement un paquetage à peu près complet, et, trouvant sans difficulté la bonne route, j'arrivai à la batterie au crépuscule, par Morcourt, Proyart et Chuignes, où l'on s'était battu deux jours avant. Ces villages n'étaient pas trop dévastés, mais ils étaient complètement abandonnés par leurs habitans, ce qui leur donnait un air de désolation lugubre très impressionnant : en les traversant, le seul bruit qui frappait mon oreille était l'écho des pas de mon cheval... J'en avais le frisson!... Tout le long du chemin, j'avais rencontré des équipemens, des fusils, des canons et caissons démolis indiquant, de notre part, une vigoureuse offensive devant laquelle tout avait cédé. J'espérais que cela continuerait.

B. Descubes.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS

VII[1]

L'AFFAIRE DE STRASBOURG (2)

(OCTOBRE 1836 — FÉVRIER 1837)

Arenenberg, le 31 octobre 1836.

Le lundi 31 octobre, la Reine me fait appeler chez elle et me dit : « Voyez cette lettre que Louis m'écrit ; il est maître de Strasbourg. » — « Ah ! madame, quel affreux malheur ! » m'écriai-je, en cachant mon visage dans mes mains, car je ne me fis pas une minute d'illusion. — Le Prince disait « qu'il était maître de Strasbourg ; que la troupe avait fait le mouvement ; que le peuple avait suivi ; qu'il avait trompé sa mère en lui disant que quelqu'un voulait lui parler ; qu'il ne savait pas qu'on lui ferait une proposition : qu'il avait accepté tout de suite ; que tout irait bien, et qu'il ne quitterait plus le sol français... »

Je ne le pensais pas comme lui ; je tremblais de tous mes membres, et j'eus peine à reprendre mon courage pour me

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er et 15 novembre 1914 et 1er mars et 15 juin 1915.

(2) Le prince Louis-Napoléon, résolu de sortir par un coup d'éclat de l'obscurité de l'exil, avait, pour le préparer, profité de son séjour à Arenenberg pour nouer dans l'été de 1836, aux Eaux de Baden, et à Kehl, par l'entremise de M. de Persigny, des relations avec plusieurs officiers de la garnison de Strasbourg.

montrer calme à la Reine. Rousseau (1) accourut en pleurant. La Reine l'en gronda doucement, lui disant qu'il ne fallait pas prendre la chose au triste, car cela porterait malheur. J'entrai dans ses idées sur les chances que, politiquement, il pouvait y avoir, et je l'engageai à faire ce à quoi elle avait déjà pensé : à se tenir prête à partir sitôt que la nouvelle serait parvenue à Bregnitz, afin de ne pas se laisser prendre par les Autrichiens, s'ils entraient en Suisse. Je lui aurais volontiers conseillé de garder le secret le plus profond, de faire taire le courrier envoyé par M. Parquin et de le renvoyer bien vite ; de ne rien dire à personne jusqu'à ce que la nouvelle vînt d'ailleurs ; mais il était trop tard, les domestiques en savaient autant que moi. Lorsque le courrier était arrivé, à deux heures du matin, la Reine avait fait réveiller Mme Salvage, M. Cottrau et M. Arese (2) pour leur communiquer cette nouvelle et prendre leurs avis...

J'étais triste et silencieuse, lorsque arrive une voiture d'où descend un jeune homme à moustaches. Je me précipite pour savoir quelles nouvelles il apporte, et je le fais entrer dans la Bibliothèque pour que la Reine vienne lui parler... Il nous apportait le coup fatal! Je l'écoutais, je ne pouvais y croire! Il se nommait Lombard ; il était chirurgien militaire et l'un des conspirateurs. Il avait passé la nuit avec le Prince. Au moment de l'explosion, il avait été envoyé, avec une escouade de canonniers, s'emparer des presses de Silbermann, du *Courrier du Bas-Rhin*. Il était là avec ses hommes à faire imprimer une proclamation, lorsqu'on vint lui apprendre que le Prince avait échoué devant le 46e d'infanterie et qu'il était fait prisonnier avec tout son état-major. Un ami a prêté un habit à M. Lombard, qui s'est échappé, et vient nous donner cette affreuse nouvelle. La Reine la recevait avec un courage surnaturel. Moi, je ne pouvais y croire ; je me

Il s'était entendu avec le colonel Vaudrey, qui commandait dans cette ville le 4e régiment d'artillerie, celui-là même où l'Empereur avait fait ses premières armes, le commandant Parquin, le lieutenant Laity, etc. Des ouvertures avaient été faites par les conjurés au général Voirol, lieutenant général pour le département du Bas-Rhin, et dont l'aide de camp était le commandant Aimé de Franqueville, mari de Laure, sœur de Valérie et de Fanny Masuyer. Non seulement le général Voirol, malgré son culte pour la gloire impériale, les avait correctement repoussées, mais il avait cru de son devoir d'en informer le préfet et plus tard le Ministère. Le 25 octobre, le prince Louis avait quitté Arenenberg sous prétexte de chasse et était, comme on sait, entré à Strasbourg le 28.

(1) Fils de la nourrice de la reine Hortense, attaché au service du prince Louis.

(2) Amis de la Reine et du Prince, hôtes assidus d'Arenenberg.

serais volontiers figuré que cet homme était un espion, qui venait nous donner une fausse alerte pour tirer les vers du nez, et je répétais avec Mme Salvage : « Comment ! on n'a rien fait pour le sauver ! Mais c'est un guet-apens, un piège qu'on lui a tendu pour le perdre !... » J'allai de temps en temps au salon retrouver M. Rugger, qui y était seul et voulait partir, tout en offrant ses services. Je montai le dire à la Reine, en ajoutant que, si elle voulait envoyer un homme sûr à Strasbourg, personne ne passerait mieux que quelqu'un de la maison du prince de Furstenberg. La Reine approuva mon idée ; j'écrivis à Laure, et elle au général Voirol et au Roi. M. Rugger écrivait à son prince pour le prévenir de son absence, et j'allais lui coudre ma lettre dans sa cravate, lorsqu'on me dit que Georges Heyrvang, le cuisinier qui nous avait quittés, il y avait quelques semaines, arrivait de Strasbourg pour apprendre à la Reine l'arrestation de son fils. Il apportait le *Journal du Bas-Rhin*, où l'événement et l'arrestation des prisonniers pris à Fikmatt (1) étaient rapportés. Plus de doute, le malheur était certain, et cette feuille circulait de mains en mains. Rousseau, Élisa étouffaient en sanglots. J'étais froide et calme, courageuse et résignée. La Reine remercia M. Rugger et décida que ce serait le cuisinier qui porterait les lettres. Rousseau venait presser pour le faire partir, lorsque la Reine, qui nous les faisait lire pour savoir si elles étaient bien, me dit : « Mademoiselle Masuyer, allez les porter. Partez, et ajoutez à ma lettre au général Voirol tout ce que vous croirez devoir le toucher. J'ai écrit pour qu'il puisse montrer et envoyer ma lettre ; mais qu'il sauve mon fils ! Un ancien général de l'Empire ne peut vouloir verser le sang d'un neveu de l'Empereur. Allez, sauvez-le à tout prix. Peut-être rendrait-il un service au Roi en le laissant évader. » — « Il n'y a qu'une évasion qui puisse le sauver, disait Mme Salvage, et, avec de l'argent, on peut tout : trente, quarante, cent mille francs, donnez, promettez tout, mais sauvez-le !... » Je lui laissai l'adresse de Sabine pour m'adresser des effets de banque, et, en trois minutes, je partis, prenant à peine un sac de nuit et le temps de me vêtir chaudement. Je descendis à pied la montagne pour aller prendre à Maunbach le petit bateau qui me transportait à Radofzel. M. Rugger et Félix,

(1) Caserne de Strasbourg.

de Mme Salvage, m'accompagnèrent jusque là... Il faisait un vent froid de neige, la voile faisait pencher la barque, et tout mon effroi, si je me noyais, était que les lettres ne fussent perdues. C'était une affaire toute militaire : un conseil de guerre allait sûrement juger, et le Prince pouvait être fusillé en vingt-quatre heures...

Nous mîmes deux mortelles heures et demie pour notre traversée, qui se fit entièrement de nuit, étant partis à cinq heures passées. En approchant de terre, je dis à Georges d'aller retenir la diligence. Je le suivis avec les bateliers et les paquets. Arrivée à l'auberge, j'écrivis un mot à Rousseau, pour demander s'il avait pensé à faire courir après le premier courrier, qui était parti le matin avec Bourlini qui conduisait les chevaux au Prince. La Reine m'avait bien recommandé de ne pas parler de ce premier courrier... A Stockach, les places étant occupées, je fus obligée de suivre la diligence dans une mauvaise carriole mal close où j'étais sur le revers avec le cuisinier. Le froid, la fatigue, j'étais insensible à tout, tant j'étais absorbée par mes inquiétudes et mon chagrin...

A Donaueschingen, le lendemain matin 1er novembre, je fis appeler Georges pour convenir de nos faits pour Strasbourg. Je lui dis que je logerais chez Sabine ; mais il ne devait pas venir m'y trouver, de peur de nous compromettre réciproquement. Il viendrait m'attendre, le lendemain, à quatre heures, à la cathédrale. Je m'y trouverais pour lui dire en quoi je pourrais l'utiliser. Charles n'étant pas arrêté avec le Prince, il devait lui dire de venir me parler là aussi... J'entendais marmotter dans les auberges quelques mots de *Strasbourg* et de *Napoléon;* mais je n'avais garde de me mêler à la conversation. A Hausach, la diligence s'est arrêtée pour le dîner. A Offenbourg, nous avons soupé. A la même table que nous étaient des jeunes gens, rasés de frais, dont l'un en uniforme à revers et collet rouges. Je les reconnus bientôt pour deux de ces malheureux compromis à Strasbourg. Ils parlèrent de ceux qui s'étaient échappés avant eux et disaient qu'ils se rendaient tous à Constance...

Il était dix heures du soir quand nous arrivâmes à Kehl. Je ne pouvais, à cette heure, me rendre chez Sabine sans faire événement dans le quartier... Il n'y avait plus de place ni de chambre dans l'auberge. Georges m'avait trouvé un gîte à

La Fleur (1). Il remit mon sac à un homme qui avait une lanterne pour m'y conduire, courant, lui, du côté de Strasbourg, à toutes jambes, pour arriver à la porte de la ville avant la diligence. Une petite chambre, un lit bien dur, un mauvais souper me furent offerts par une assez jolie fille, curieuse et bavarde, avec laquelle je fus bientôt en connaissance. Comme, à cet âge, elles ont toutes des amoureux, je lui dis que j'en avais un aussi et lui recommandai de bien soigner une lettre que j'écrivis à la Reine sous l'enveloppe de « Monsieur Judic Aman, » que je dis à Ringne être mon fiancé. Arrivée à Strasbourg, j'ai écrit par le cocher qui m'avait amenée, que j'ai fait attendre jusqu'après ma visite au général ; puis, plus tard, j'ai encore écrit une autre lettre de Strasbourg, que j'ai adressée sous enveloppe à l'abbé Dauzas, à Saint-Louis. Elle n'est jamais parvenue...

Laure à ses sœurs.

Strasbourg, dimanche 30 octobre, à 6 heures du matin.

Chère Fanny, Je suis dans une perplexité horrible ; j'en éprouve un tremblement convulsif. qui m'ôtera peut-être la force de te conter ce qui m'agite tant! Nous avons été réveillés ce matin par une rumeur et des cris qui ont fait sauter mon mari à bas du lit. Il s'est mis à la fenêtre, a vu beaucoup de gens du peuple courir effarés ; un instant après, ma femme de chambre, qui était allée à la messe, est rentrée, me disant que le jeune Napoléon était arrivé, que le 4e régiment d'artillerie, musique en tête, sabre à la main, criait : « Vive Napoléon ! » Mon mari s'est habillé à la hâte, a couru chez le général ; je ne l'ai pas revu. J'entends toujours du mouvement dans la ville ; des garçons brasseurs, bouchers et boulangers traversent de temps en temps notre rue en courant ; je ne sais pas positivement ce qui se passe ; mais, certainement, il se passe quelque chose. Notre boulanger, qui vient de la place Saint-Étienne, dit qu'il a vu le jeune Napoléon donnant un drapeau aux troupes. Qu'est-ce que c'est que cela !

Je viens d'envoyer Adèle chez le lieutenant général, voir dans les alentours ce qui se passe. Elle est revenue me dire que

(1) Auberge fréquentée par le prince Louis et où avaient eu lieu les réunions des conjurés.

Mme Voirol était dans la cour avec un officier d'état-major en tenue et tous les domestiques de la maison.

Je viens de la renvoyer s'informer chez le portier où est mon mari et si le général est sorti. Mon Dieu! si une pareille imprudence avait été commise, les malheurs qui en arriveraient seraient incalculables! Mon pauvre Aimé serait le premier exposé, j'éprouve une terreur et des angoisses que tu peux comprendre...

Dimanche à 11 heures. — Désespoir et désolation, ma Fanny. Qu'ils sont coupables ceux qui ont entraîné ce malheureux Prince dans la folle tentative entreprise par lui, ce matin, secondé par le colonel Vaudrey et ce misérable Parquin! Ils sont arrêtés, en prison tous trois. Pauvre mère!... je pense qu'elle ignorait ces projets extravagans. Imaginer de faire une révolution, de renverser un gouvernement aussi fort, aussi bien établi! avec une poignée de soldats payés et ivres. Pas un régiment de la garnison, pas une poignée de la population n'a fait aucune démonstration en faveur du Prince!... Ils avaient perdu la tête, les insensés!... Que n'ont-ils écouté les avis que mon mari a donnés à un de leurs agens de la part du général! On a trompé ce malheureux Prince sur la position de la France, sur l'esprit public. Te conter tout ce qui s'est passé dans cette fatale matinée ne m'est pas possible, il y une telle confusion dans mes idées, je suis encore si troublée, si émue, que je ne sais où j'en ai la tête; et puis je n'aurais pas le temps. Aimé part pour Paris, envoyé par son général...

Dimanche 5 heures. — Enfin je suis seule, ma Fanny, et je puis achever cette triste lettre qui va te mettre dans la consternation. Mon pauvre mari est sur la route de Paris. Il pleut, il neige, il fait un temps affreux. Ma belle-mère a le délire, et les médecins disent qu'elle ne peut aller loin. J'éprouve un serrement de cœur, une tristesse affreuse. Quelle journée! je n'en puis plus.

Donne-moi des nouvelles de Valérie, je n'ose lui écrire dans la crainte de compromettre mon mari, qui, d'ailleurs, me l'a expressément défendu. Quoique blâmant le Prince, je ne puis m'empêcher de le plaindre. Sa position est horrible et me désespère. Ce colonel Vaudrey est un fou et un imbécile, et le

Prince est bien imprudent, bien aveugle!... Quel malheur que nous soyons venus à Strasbourg. J'en voudrais être à mille lieues. Le Prince, dans son interrogatoire, n'est-il pas allé nommer mon mari, dire qu'il n'avait de relations qu'avec lui! Quelle inconséquence! Mon mari qu'il n'a vu qu'une seule fois dans sa vie et auquel il se serait bien gardé de faire ou de faire faire des ouvertures sur ses extravagans projets! Dit-on que l'on connaît quelqu'un qu'on n'a vu qu'une fois et auquel on n'a jamais écrit! Il manque de jugement, de sens et de tact, le pauvre homme! Est-il possible d'imaginer qu'il va faire une révolution avec M. Vaudrey et M. Parquin, travesti en général. C'est absurde, c'est fou. Le colonel Vaudrey était si peu sûr de ses soldats, qu'en étant entouré, pas un n'a tiré son sabre pour le défendre quand on l'a arrêté; il n'y a pas eu un coup de sabre de donné, un coup de fusil de tiré, la population n'a pas fait une démonstration en faveur des insurgés. Au bout de deux heures, tout était fini et la ville dans le plus grand calme. On est dans un étonnement général. Chacun se demandait dans la rue qui était le jeune homme. On le disait fils de Lucien, fils de Jérôme, on se demandait d'où il venait, ce qu'il voulait faire. Le général a montré beaucoup de vigueur et de présence d'esprit, et ni le Prince ni le colonel n'ont fait preuve de tout cela; c'est à hausser les épaules. On accuse la mère d'être une intrigante et de l'avoir poussé là. Moi, je ne puis le croire... Son dernier enfant! Après t'avoir écrit quelques mots, ce matin, croyant qu'on se battait, j'ai couru chez le général... Tout était déjà fini... le Prince arrêté, le général Voirol à cheval avec des troupes, et mon mari à la citadelle. Le Prince, M. Parquin et le colonel Vaudrey à la tête de quelques centaines de soldats avaient parcouru la ville, un aigle en tête. Ils avaient fait arrêter le préfet, consigner chez lui le général Lalande et le colonel Leboul, et ils sont venus chez le général pour s'emparer de sa personne. Trois officiers d'artillerie sont parvenus à le faire sortir de l'hôtel. M. Vaudrey a couru avec le Prince, Parquin et ses troupes à la caserne du Fikmatt pour soulever le 46e de ligne, qui n'a pas bronché. C'est là qu'ils ont été cernés et arrêtés! Le général est arrivé peu d'instans après; il les a fait conduire en prison, a passé une revue de la garnison, et tout est rentré dans l'ordre... Tout le monde comprend notre chagrin et la fausse position d'Aimé. Il est dépêché par le

général Voirol au ministre de la Guerre. Je donnerais tout ce que je possède pour que la malheureuse affaire de ce matin n'ait pas eu lieu et pour qu'Aimé n'eût pas été ici, à Strasbourg, aide de camp du lieutenant général.

Journal de Valérie (suite).

Le vendredi 4 septembre, une fois en sûreté dans mon auberge de Kehl, j'y ai fait une sorte d'installation, j'ai écrit beaucoup et je n'ai pu dormir après tant de souffrances morales et physiques. J'avais la veille écrit à la Reine, pour lui dire mon retour à Kehl, plus toutes les feuilles numérotées 5, 6 et 7, que je joins ici, que je préparais pour les envoyer dans un paquet par la diligence qui partait le lendemain.

Kehl, vendredi 4 novembre 1836, à 2 heures.

(N° 5.) Je vais enfin pouvoir vous écrire plus intelligiblement, et ceci compensera un peu pour moi l'ennui de ma position ici. Je vous ai dit mon arrivée à Strasbourg chez Sabine, qui était, de toutes nos relations, celle où je trouverais le plus de sûreté et de dévouement ; elle est plus que moi encore liée avec le médecin (le général), et c'est ce qui avait déterminé mon choix. A peine débarquée, j'ai couru chez lui, avec elle ; il était entouré, en affaires de consultation, et le moment d'attente m'a paru cruel ; il était encore couché, et, bon gré mal gré, nous sommes arrivées à son lit. Je l'ai trouvé ulcéré de ce qu'après l'avoir consulté d'abord par lettre et puis en personne, après son opinion franche et loyalement exprimée, il y a trois mois, on avait agi dans un sens inverse de ses conseils ; mais son bon cœur et sa générosité naturelle l'avaient déjà emporté sur sa rancune. Même avant de m'avoir vue, toutes ses actions, ses paroles, ses écrits ont été ce que nous pouvions désirer, m'a-t-il dit, et sitôt que, la veille, il avait eu reçu la lettre de la malade (le Prince), il était accouru près d'elle et, dans une heure de conversation lui avait dit tout ce qui pouvait lui faire du bien à entendre. Il m'a offert de m'y conduire, de lui donner de mes nouvelles, de vous en donner des siennes.

Une heure après, les choses changeaient, non pas pour lui,

mais pour d'autres. Je n'ai pas pu rester avec lui aussi longtemps que j'aurais voulu. On est venu pour affaires consulter, et sa femme m'a emmenée dans la chambre voisine où elle a mêlé ses larmes aux miennes sur le sort si intéressant de la pauvre malade (le Prince). Pour me distraire de mes soucis, elle m'a parlé des nouvelles de la ville et m'a conté que la personne qui venait de nous chasser de la chambre de son mari venait pour lui apprendre une nouvelle arrestation, faite depuis une heure, celle d'un cuisinier qu'on cherchait depuis trois jours, et que son mari concluait que la Dame (moi) qui avait voyagé avec lui pourrait bien avoir le même sort sitôt qu'on la saurait arrivée. Je lui ai dit qu'il avait bien de la bonté de s'en inquiéter, que cela n'en valait pas la peine, qu'il ne fallait penser qu'à ses malades (prisonniers); que, du reste, il en arriverait ce qu'il pourrait et que je désirais qu'ils le vissent tous deux avec la même indifférence que moi. Elle m'a conté qu'on avait bien voulu faire d'autres arrestations encore, — la première à laquelle on avait pensé était le premier aide de camp du général et sa femme (Laure), sous le prétexte de je ne sais quel voyage; mais le général ne l'avait pas souffert, avait répondu de tous deux, et, pour prouver que le mari méritait la confiance qu'il lui donnait, il l'avait envoyé porter à Paris le détail de ce qui s'était passé...

Après deux heures de conversation intéressante pour toutes deux, la femme du médecin (du général) m'a reconduite par le petit escalier de son appartement, m'a fait traverser son jardin, et m'a ouvert une porte dont elle avait la clé et qu'elle m'a dit que je retrouverais ouverte, quand je reviendrais le soir; il était convenu qu'elle m'enverrait sa femme de chambre prendre un paquet de chemises que Georges m'avait laissé pour Charles, auquel son mari le porterait en allant voir la malade (le Prince), à quatre heures, et qu'elle me ferait dire en même temps à quelle heure je devais revenir dans la soirée pour avoir des nouvelles de sa journée... Je suis rentrée soulagée et me suis hâtée de vous le dire... Les heures s'écoulaient, personne ne venait, je les comptais dans une anxiété inexprimable, et me résignant à ne plus voir personne ce jour-là, j'ai écrit à la malade (au Prince), pour lui donner de vos nouvelles, et j'ai mis une lettre dans un billet pour la femme du médecin (le général) que Sabine lui a porté le matin, aussitôt le jour venu,

mais sans pouvoir la voir, ce que j'avais espéré... Elle avait aussi porté à Laure une lettre de moi, que je croyais perdue, qui n'était que retardée, et qui était arrivée la veille. La pauvre femme est dans un état digne de pitié. Il est difficile de se figurer une position aussi critique, sur le point d'être arrêtée, cernée, bloquée par des espions, n'osant bouger, abandonnée, comme le malheur l'est toujours, — sans son mari, sans son père, au chevet d'une mourante, ses forces ont manqué à sa douleur, elle est malade aussi, et, pour comble de souffrance, un ami à elle, qui est fort lié avec le procureur du Roi, est venu la prévenir qu'on sait l'une de ses sœurs ici et qu'on la cherche pour la faire arrêter. La pauvre Laure en perdait l'esprit, car l'idée de voir une tête chère en danger, un ami de vingt ans perdu dans un moment si critique, où son mari marchait dans une voie du devoir dur et difficile, la mettait au désespoir. Heureusement, une lettre de son mari est venue lui mettre du baume dans le sang.

Revenons à l'aide de camp (M. de Franqueville) parti pour Paris. Le télégraphe ayant annoncé son départ, un aide de camp du Roi l'attendait à l'arrivée du courrier de la malle, et, sans lui donner le temps de quitter ses habits de voyage, l'a emmené aux Tuileries, où les ministres et la famille royale étaient réunis autour du Roi pour entendre la lecture des dépêches qu'il apportait. Elle a été faite à haute voix au milieu de tous. Au bout de trois ou quatre heures de colloque entre tout ce monde, on lui a permis de se retirer; il n'avait retenu, d'entretiens si longs et si animés, que deux choses, qu'il s'empressait d'écrire à sa femme : l'une était la conviction que les jours du Prince ne seraient pas menacés et qu'au pire, il en serait quitte pour une détention; l'autre, la persuasion de tout ce monde que la mère du Prince ignorait tout ce qui se préparait et qu'elle y est tout à fait étrangère.

Kehl, vendredi 4 novembre 1836, 3 heures.

(N° 6.) Le même ami du procureur du Roi conseillait à Laure de ne voir, ni d'écrire à aucune de ses sœurs, parce que, parmi les pièces de conviction du procès qui va commencer, il se trouvait un passeport de Sigmaringen. — Sabine revenait gonflée de toutes ces nouvelles et me suppliait en larmes de m'occuper de

moi. Parmi les raisons qu'elle me donnait, la seule qui me touchait, c'est qu'une fois confinée, je ne serais plus bonne à rien, ni à moi, ni aux autres. Cependant, je ne voulais pas partir sans revoir le médecin (le général) et sa femme ou, au moins, sans avoir de leurs nouvelles. L'heure du courrier de Paris était passée, et j'étais sur les charbons de savoir ce qu'il avait apporté. Au lieu d'écouter Sabine, je l'ai renvoyée prendre un abonnement au journal et de là chez le médecin (le général). Les deux heures qu'elle a mises à revenir m'ont paru mortelles, et, lorsqu'elle est revenue, sa figure était si troublée que j'ai cru qu'elle m'apportait quelque mauvaise nouvelle, car, dans l'état de la malade (du Prince), il ne faut nulle émotion. Heureusement, elle va toujours bien. Sabine n'avait pu voir le médecin (le général). Il est tellement occupé de consultations dans son cabinet particulier qu'il n'y pas moyen de l'aborder. Sa femme même ne l'avait pas vu de la journée et n'avait pas reçu mon billet, qui lui avait été remis à lui. Il ne lui avait parlé qu'une minute pour lui dire que je devais partir à l'instant, et Sabine, après avoir jasé des nouvelles du jour, revenait me répéter tout ce que la femme du médecin (le général) savait de ce qui se passait en ville.

Le général, n'ayant rien reçu de Paris, attendait son aide de camp ; jusque là, les prisonniers avaient été sous sa responsabilité et traités en conséquence, mais le procureur général de la cour de Colmar était arrivé pour instruire l'affaire et s'en était emparé avec toute la sévérité de la justice. Tous les prisonniers étaient au secret. Le Prince, qui avait été transféré à la citadelle dans un appartement au premier du pavillon qui domine la porte de la ville, venait d'être ramené à la prison où il occupe la meilleure chambre, il est vrai, mais triste et grillée, tandis qu'à la citadelle, il avait la distraction de tout le mouvement qui se faisait sous ses fenêtres, par cette seule communication avec la ville. Au moment où le général avait désigné le lieutenant-colonel chargé de la garde de la prison, il lui dit de faire son devoir relativement à la garde du Prince, mais d'avoir pour lui les plus grands égards et, excepté la liberté, de lui donner tout ce qu'il demanderait et de l'en prévenir. Le Prince en a si bien usé que le commissionnaire qu'on a assigné pour ce service en est sur les dents pour satisfaire à ses fantaisies et se réjouit fort de le voir revenu en ville. — Sabine insistait

sans cesse sur la nécessité de mon départ. Le médecin (le général) avait dit à sa femme : « Il faut qu'elle parte à l'instant. » Et, depuis, trois heures s'étaient écoulées ! Sabine était sur les épines ; moi, je réfléchissais à ce que j'avais à faire ; il était quatre heures, il n'y avait plus qu'une heure de jour, et il fallait bien du guignon pour que ce fût précisément celle où l'on penserait à moi. Une fois la nuit venue, j'étais tranquille jusqu'au lendemain matin, ces sortes d'expédition ne se faisant que rarement passé le coucher du soleil. La seule chose qui me peinait était l'agitation avec laquelle la pauvre Sabine comptait les minutes, mais il s'agissait bien de cela ! j'avais encore beaucoup à faire ; j'étais venue avec le projet de voir deux femmes, et je n'en avais vu qu'une. Lorsque la nuit fut tombée, Sabine écrivit un billet à la seconde, qui arriva bien vite, se doutant qu'il était question de moi. Je la nommerai *Jenny*, c'est par elle que j'aurai les lettres adressées à Mme Thiébaut dont elle dispose. Elle me connaît si bien qu'elle avait tout compris et qu'elle m'attendait, présumant d'avance ce que je voudrais faire ; elle avait songé à bien des choses que je lui aurais dictées volontiers. Je pouvais parler avec elle à cœur ouvert de ma chère malade (le Prince), dont la situation l'occupe presque autant que les plus dévoués à son sort ; mais elle est bien d'avis qu'il ne faut contrarier en rien le traitement du médecin (le général) et se bien garder d'administrer à son insu des remèdes intempestifs ; que si le danger devenait imminent et si le médecin renonçait à cette évacuation si nécessaire, il serait temps de la faire avaler, mais seulement s'il fallait risquer le tout pour le tout... Je lui ai parlé aussi du désir de Mme Anna d'acheter cette maison. Elle pense que c'est un mauvais placement, il faut penser que, si l'argent restait trop longtemps sans emploi, elle a le grand inconvénient d'être contiguë à la nouvelle prison et d'avoir le mur mitoyen de son jardin, qui est grand, avec la cour de la prison, sur laquelle donnent toutes les fenêtres grillées, ce qui est fort triste. Elle est occupée en ce moment par une maîtresse de pension de demoiselles, chez laquelle Jenny va souvent et qui est toute disposée à recevoir la jeune fille, dont Jenny lui a parlé. On voit des fenêtres la cour des prisons remplie de troupes qui ont des cartouches et l'ordre de tirer à la moindre tentative d'évasion. Des patrouilles parcourent, de cinq minutes en cinq minutes, les rues adjacentes, tous les postes de la ville sont doublés ; les

régimens revenus de Compiègne rivalisent de zèle. Les prisonniers sont depuis hier au secret le plus rigoureux, même le Prince, que l'on a séparé de son valet de chambre. On ne sait pas si c'est à cause du procureur général et de l'interrogatoire, ou parce que l'on a découvert que les soldats de ce malheureux 4e d'artillerie voulaient mettre le feu pour faire évader le Prince, pour lequel il n'y a qu'une voix et un seul et même sentiment d'intérêt. Il gagne les cœurs de tous les gens qui l'approchent, par sa bonté, son calme, sa noblesse, sa dignité dans le malheur. On dit que les proclamations qu'il a faites et qui ont été saisies sont superbes...

Vendredi, 4 novembre, à 6 heures du soir.

(N° 7.) Le hasard fait que le commissionnaire choisi par le Prince est un ancien domestique de Jenny... Elle le reçoit fort bien et le cajole pour avoir des détails sur ce qui se passe dans la prison. Il vient plusieurs fois par jour pour lui dire qu'il (le Prince) a bien dormi, qu'il mange de bon appétit, et qu'il est bien servi, qu'il est calme et serein et toujours bien disposé, qu'il écrit beaucoup, et surtout à sa mère. Jenny a vu de sa main une liste de tous les journaux qu'il demandait et qui lui ont été envoyés; il a fait venir aussi un grand nombre de livres. Seulement, depuis qu'il est au secret, le lieutenant-colonel déplie les journaux et visite les livres, de peur qu'on n'y ait glissé un billet. Les jeunes Gricourt et de Querelles, arrêtés avec le Prince, ont montré beaucoup de noblesse et de calme dans leur interrogatoire. À la question sur leur profession, ils ont répondu : « Officiers d'ordonnance du prince Napoléon-Louis Bonaparte. » Les réponses du Prince sont toutes dignes de lui. A celle de son domicile, il a répondu : *Exilé*. On dit que la correspondance Vaudrey, saisie chez Mme Gordon, le disculpe entièrement. Entre autres choses qu'on citait, on se répète celle-ci « qu'il ne voudrait jamais amener la guerre civile en France, ni être un brandon de discorde dans son pays, » etc. On dit que M. Vaudrey s'est écrié en entrant en prison : « Ah! ils nous ont abandonnés. Eh bien! nous nous vengerons, nous les nommerons tous. » Au fait, lui et Mme Gordon ont compromis beaucoup de monde et fait faire beaucoup d'arrestations.

On ne peut expliquer la prompte connaissance qu'on a eue de la « compagne du cuisinier » que par la bêtise non prévue

qu'il a eue de l'inscrire en toutes lettres sur le livre du conducteur. On la fait prévenir de partir à l'instant, qu'elle était trop connue, surtout sa taille, et que, si cet avis lui arrivait trop tard pour en profiter, on l'arrêterait; qu'elle devait dire qu'elle était brouillée avec son beau-frère; qu'il était furieux d'être compromis à cause d'elle; et brouillée avec une autre Dame (la Reine), qui lui en voulait d'appartenir à une famille qui n'entre pas dans ses projets, et que, repoussée de chez l'une, ne pouvant arriver chez l'autre, elle ne sait que devenir...

Il me semble que si le colonel a dit ce qu'on lui prête, il faudrait qu'elle fût arrêtée pour être confrontée avec lui et réfuter une calomnieuse imputation qui compromet les autres autant qu'elle... C'est une chose à laquelle il faut *réfléchir mûrement* avec sa raison et son esprit et non avec son cœur...

Parquin est fort abattu, Vaudrey aussi. Celui-ci a écrit au procureur du Roi pour obtenir de voir Mme Gordon. On lui a répondu que, si Mme Vaudrey arrivait, on verrait ce qu'on aurait à faire... Lorsqu'on est entré chez cette femme pour l'arrêter, elle était occupée à brûler la correspondance de M. Vaudrey avec M. de Persigny. Celui-ci s'est évadé sans chapeau, en sautant par la fenêtre. On le croit à Baden-Baden sans vêtemens et sans un sol. Charles a été lundi chez l'actrice qui a si bien joué le rôle de Sophie (Laure), et lui a remis un portefeuille appartenant à son maître et un sac d'argent en la suppliant de le changer en or, ce qu'il lui a été impossible de faire. Elle a remis le portefeuille à Jenny, qui l'a placé en lieu sûr, puis elle a été chez le directeur (le général) déclarer qu'une somme lui avait été remise, sans la spécifier. Il lui a répondu qu'elle avait bien fait de venir le lui dire, que le procureur du Roi était venu l'en prévenir, il y avait une heure. Le lendemain, le valet de chambre de M. de Persigny est allé chez cette actrice la prier de faire parvenir au pavillon à Baden-Baden le quart de la somme remise par Charles et lui a laissé une adresse que la pauvre femme a bien vite remise à Jenny, qui l'enverra. Il est convenu que les trois quarts de la somme seront remis à Jenny pour nos commissions... Jenny a deux fils qu'elle adore, mais qu'elle traite trop en enfans en les laissant ainsi étrangers à sa confiance. Elle s'occupe même de leurs plaisirs; elle leur a loué récemment une petite barque dans laquelle ils vont pêcher toutes les fois que le temps le permet; cela les amuse

beaucoup de se laisser ainsi couler du centre de la ville jusqu'au milieu du Rhin *(en cas d'évasion)*. Cette soirée du jeudi de la ville a passé vite en conversation intime. A dix heures, il a fallu nous séparer. Il n'est pas permis d'être dans les rues passé cette heure. — Avec toutes ces précautions, je ne conçois pas qu'on puisse craindre des évasions. On peut bien envoyer une lime dans un poulet, une corde dans un pâté de foie gras, mais ce n'est pas là tout, et je ne prévois pas que les prisonniers soient assez fous pour y songer...

Samedi, 5 novembre. Midi.

Hier, Jenny est revenue au jour s'entendre pour la manière dont j'aurais de ses nouvelles ici et pour prendre un billet pour mon père. Le pauvre homme était arrivé de Paris le matin, la veille ; il était désolé de tant de catastrophes et fort inquiet de ses enfans. Malgré la mesquinerie de ma toilette, une femme à pied eût été remarquée si matin. Il a fallu attendre neuf heures, où c'est le coup de feu du marché ; on se croise, on se heurte aux portes dans ce brouhaha. J'ai passé, entre les chevaux et les charrettes, les quatre postes que j'avais à traverser sans que personne m'ait aperçue. J'étais accompagnée de la femme de chambre de Jenny...

Chemin faisant, j'ai commencé à utiliser Julie. Elle connaît David, le commissionnaire, et elle croit que Charles est chez sa femme en ce moment. Elle a dû y aller hier soir et reviendra me dire aujourd'hui si elle a pu le voir. Cela me serait bien essentiel. Il suffirait de lui parler une seule fois...

Je suis arrivée à bon port, j'espère que la diligence ne partira pas avant que j'aie encore des nouvelles à ajouter ici... Si, par hasard, les circonstances nécessitaient qu'on vînt m'apporter quelque chose, il faudrait bien se garder de descendre dans *mon hôtel;* il ne s'y arrête jamais de voitures, et je veux y rester seule, tant à cause des visites que je puis recevoir de la ville que de la surveillance que l'on peut exercer jusqu'ici. Je m'appelle à présent *Mlle Marie;* je ne me suis pas encore décidée pour mon nom de famille... Il me semble incroyable que je n'aie passé que deux jours en ville ; j'ai vécu dix ans depuis cette semaine... Je viens de recevoir tout ce que je vous envoie, et j'en suis toute découragée... J'espérais mieux encore. Je crois pressant de penser à un bon avocat ; je ne sais plus s'il y a ce

qu'il faut en ville. J'ai passé à l'encre deux billets au crayon, tout cela sera bien difficile à lire. M. de Persigny n'ayant pas le sol est rentré en ville. C'est affreux. — Toute la ville est frappée de terreur, on devient de plus en plus sévère, les soldats se battent en duel... Le jugement se fera à Strasbourg.

Valérie à sa sœur.

Kehl, le 4 novembre.

Je crains, ma bonne Fanny, que tu ne sois inquiète de moi, et ce serait à tort, car ma santé est parfaite, et mon moral aussi calme, aussi fort que possible avec l'affreux chagrin qui me pèse au cœur... Je sais déjà qu'il n'y a pas de danger pour sa vie. J'ai vu Sabine et Virginie et je sais par elles mille choses consolantes que j'écris à la pauvre mère affligée. Comme je recevrai de ses nouvelles ici, envoie-lui les lettres pour moi. Elle sait toujours où je suis. Papa est revenu hier de Paris et s'est croisé en route avec Aimé qui, à son arrivée, a été salué par le Roi du titre de lieutenant-colonel... Laure désire que le nouveau grade les fixe à Paris, et, comme il ne le demande pas, je doute qu'il l'obtienne bientôt...

Samedi 5 novembre fut une journée de souffrances morales et physiques. Je me levai à peu près à l'heure où j'attendais Louise avec les effets qui me manquaient beaucoup, mais, au lieu de la voir arriver, ce fut Gustave qui, à trois heures, vint m'apporter les nouvelles que j'attendais avec tant d'impatience et qui me plongèrent dans le plus profond découragement. Virginie, au lieu d'aller au-devant des démarches que j'attendais d'elle, n'ose plus m'écrire de peur de perdre sa pension. Rosier Coze, auquel j'avais écrit la veille pour lui demander en grâce quelques détails que sa liaison avec Gérard rendait faciles à obtenir, faisait de la diplomatie avec moi.

Voici la lettre que je viens de recevoir de lui à Kehl (5 novembre) :

« Ma chère Valérie, je ne puis vous donner aucun détail particulier sur ce qui vous intéresse si vivement et si naturellement. Mes rapports avec les personnes qui en savent davantage sont tels et fondés sur une amitié si vraie que jamais je ne commettrais la moindre indiscrétion, si l'on m'avait confié

quelque chose, et vous me connaissez assez pour me croire incapable de provoquer des confidences que j'irais reporter ailleurs. S'il m'était bien démontré que vous pourriez courir aucun risque, si l'on apprenait qui vous êtes, je m'adresserais directement à l'autorité compétente pour obtenir la permission de vous porter les consolations d'une vieille et véritable amitié. Jusque là, n'attendez rien de moi. Je ne crains pas de me compromettre. On sait trop bien quelle est ma manière de voir sur toutes les menées qui tendraient à renverser le seul gouvernement qui convienne à notre pays, mais, je vous le répète, c'est vous et les vôtres que je ne voudrais pas compromettre. Maintenant que je crois m'être bien expliqué sur nos positions réciproques, je puis parler de l'opinion que je me suis faite sur les suites de cette folle entreprise. La vie du jeune Prince n'est pas compromise. La sagesse du Roi comprendra que la France aurait horreur de voir couler le sang à propos d'un événement qui n'a pas eu de suites et dans lequel le sang n'a pas été versé, — et dans lequel, non plus, les jours du monarque n'ont point été directement menacés.

« Il y aura une détention sévère, je le pense au moins, et dont on ne peut maintenant calculer la durée, car on ignore ici l'étendue des ramifications du complot et l'on ne saurait prévoir l'enchaînement des circonstances qui pourraient plus tard influer sur la durée de la détention. Croyez aussi que maintenant il n'y a pas de raisons pour qu'on ne cherche point à adoucir ce que la position d'un jeune homme, dont les manières paraissent fort douces, peut avoir de trop dur. Les vrais coupables, d'ailleurs, ce sont ceux qui ont abusé de son inexpérience, qui lui ont montré la France autre qu'elle n'est réellement, — c'est-à-dire avide de repos et satisfaite de voir régner un homme qui joint le courage à une haute capacité.

« Vous devez trouver que j'ai le cœur bien dur, ma chère amie, de vous faire ainsi l'éloge d'un prince que vous auriez vu, je le crains, détrôner avec plaisir par le vôtre. Je ne le fais, outre ma conviction, que parce que je voudrais faire tomber le bandeau qui vous obscurcit la vue. Je voudrais vous voir employer vos nouvelles convictions à détourner pour toujours les personnes que vous aimez des illusions qui ont conduit votre malheureux prince dans l'abîme, je voudrais surtout que vous ne puissiez nourrir aucun projet romanesque sur l'issue de

cette malheureuse affaire. Elle aura, quoi qu'on fasse, une marche lente, mais précise ; les suites en sont marquées du doigt de la nécessité ; ces suites seront, j'en suis persuadé, une détention plus ou moins longue, un discrédit qui ne s'effacera jamais et des victimes secondaires à soulager. Commencez donc avec courage votre rôle de consolatrice. Adieu, croyez à ma sincère amitié. — R. Coze (l'ami du Procureur du Roi).

Mme de Franqueville à sa sœur.

Strasbourg, le 4 novembre.

J'ai reçu une lettre de M. Vieillard (1) pour le Prince, elle lui sera remise ainsi que la lettre que M. Vieillard m'écrit... Mon mari pense que la vie du Prince n'est pas compromise. L'ordre de juger l'affaire ici par la Cour d'assises est arrivé. On dit que le Procureur général réclame là contre. M. de Persigny est perdu si l'on s'en empare, toute la police est sur pied pour le découvrir. Rassure la Reine, surtout, sur l'existence de son fils; calme-toi aussi; l'opinion générale, les gens les plus instruits des dispositions à Paris en haut lieu sont convaincus qu'il ne court aucun danger : — une détention. — *Laure.*

Kehl, samedi, 5 novembre.

La nécessité de faire une déclaration m'embarrasse un peu; je la signai *Marie Jalaber*. Ringne, qui me regardait faire, avait probablement remarqué mon hésitation et s'étonnait beaucoup de me voir tant écrire... En revenant de la diligence, elle me dit qu'il fallait donner son vrai nom, sans quoi l'aubergiste était répréhensible. Je lui dis que, le lendemain je m'occuperais de cela; qu'elle devait, dès le matin, m'aller chercher un médecin qui parlât français et que ce serait lui que je chargerais de me déclarer à la police... Me sentant tout à fait malade, je ne me levai pas le dimanche 6. J'envoyai un paysan chercher mes effets à Strasbourg et Ringne me chercher un médecin. Je l'attendais lorsque je vois entrer mon pauvre père dans ma

(1) Un des précepteurs du Prince.

chambre, à midi. Il venait, disait-il, sachant que j'étais malade et pour me faire partir pour Arenenberg, d'après l'avis de M. Gérard, qui lui avait dit que, si je venais à Strasbourg, on m'arrêterait. Ce bon père m'apportait un mot de Mme Salvage, de Saint-Dié, le 2, m'apprenant qu'elle était en route pour Paris avec la Reine... Dès lors, je me décidai à retourner à Arenenberg; je n'avais plus rien à faire ici, puisque je n'y restais que pour donner à la Reine des nouvelles que je pouvais avoir de son fils.

... Je me désolais que la Reine eût été à Paris, n'en voyant plus la nécessité absolue : puisque, le Roi se réservant le sort de son fils, ce ne pouvait être que pour le soustraire à la mort. Je craignais que, la tenant là, on ne lui fît de plus dures conditions et, enfin, je ne comprenais pas pourquoi, voulant aller à Paris, elle m'avait fait faire un voyage désagréable qui devenait inutile. J'écrivis sur le billet même de Mme Salvage un mot au Prince, pour qu'il sût le voyage de sa mère et lui apprendre mon départ, priant papa de lui faire tenir cela par le général.

A deux heures, je montai en voiture avec papa pour me rendre avec lui à Offenbourg... De là, il partit pour Strasbourg en même temps que je partais pour Haslach. J'assurai ma voiture pour aller le lendemain à Donaueschingen; j'écrivis à Mme Salvage, pour offrir d'aller chercher la Reine à Paris... Le lundi 7, malgré la neige et le mauvais temps, mon voyage se passa assez bien jusqu'à Donaueschingen, ainsi que le mardi 8, jusqu'à Constance. Le cocher qui me ramenait devant là changer de chevaux, je fus l'attendre chez les Macaire... Mme Macaire avait reçu une lettre de M. Parquin, qui priait M. Macaire d'être le tuteur de sa fille, à laquelle il écrivait en même temps. Elle était allée dans la journée à Arenenberg, et c'était elle qui avait appris à la petite l'emprisonnement de son père... Je mis deux heures, j'en suis sûre, pour me rendre à Arenenberg. On ne m'attendait pas, le billet que j'avais écrit à M. Rahn pour annoncer mon retour n'était pas parvenu, ce qui prouve qu'on ouvrait les lettres et qu'on n'envoyait pas celles qui étaient relatives à nous. Mon paquet n'était pas arrivé ; je le voyais saisi par la police, Virginie compromise et peut-être en prison, le portefeuille du Prince saisi, tous ses amis compromis et l'affaire mille fois plus grave pour tous les impliqués. J'apprenais

que M. Arese était parti la veille pour aller me rejoindre à Kehl, avec le costume et les mille francs que j'avais demandés pour M. de Persigny. Il avait compris que c'était pour le Prince, afin de le faire évader, et il était accouru à mon secours, au risque de se faire arrêter. J'étais sûre que, ne me trouvant pas à Kehl, il entrerait à Strasbourg, et j'étais pour lui dans des inquiétudes affreuses. Un Italien, ami du Prince, arrêté, devenait pour l'affaire une complication effrayante...

Mercredi 9, après cette affreuse nuit, j'avais besoin de parler de mes tortures à quelqu'un. Je fis appeler M. Cottrau pour qu'il vînt auprès de mon lit; mais, dans ces cruelles circonstances, son esprit de contradiction se retrouvait partout... Quand je lui parlai de mes angoisses pour ce portefeuille que Virginie cachait, il me répond : « Puisque ce portefeuille a été porté *chez ma sœur*, la police sait tout ce qu'il y a dedans. » C'était à en étouffer de colère; aussi, depuis, ne lui parlais-je plus de grand'chose, je rongeais seule mes soucis...

Je me levai pour écrire à papa sous le couvert du Procureur du Roi, à Virginie, pour lui dire que les calomnies que j'avais inconsidérément débitées sur M. Parquin étaient fausses; que ce n'était pas lui qui était le traître qui avait entraîné le Prince dans ce piège. M. Cottrau prétendait que c'était ce pauvre général Voirol, si loyal et si bon pour le Prince. J'avais pris un vieux tour, et, dans les papillotes que j'y avais mises, j'avais écrit en italien tout ce qui peut faire comprendre à Virginie de brûler le portefeuille. J'avais fait prier M. Aman de venir me parler, et ce fut lui qui écrivit la lettre en allemand à Mlle Hoelvig, à laquelle j'adressais le paquet par l'entremise de leur correspondant à Bâle.

Dans l'après-midi, M. Rheinhard monta chez moi avec une lettre allemande qu'il venait de recevoir de la fille du concierge du Pavillon de la Grande-Duchesse, qui lui annonçait la prochaine arrivée de M. de Persigny, ce qui nous rassurait un peu sur lui. M. Cottrau et M. Rheinhard furent ensemble à Weinfeld, pensant qu'il pouvait y être arrivé, mais pas du tout; il n'y avait rien de nouveau.

Mme de Franqueville à sa sœur Fanny.

Strasbourg, le 4 novembpe 1836.

Il est impossible, ma chère Fanny, que tu puisses jamais te faire l'idés de mes tortures et de mes angoisses depuis dimanche... Que fait notre Valérie? Le sais-tu? Donne-moi de ses nouvelles. On dit la duchesse à Kehl. Je tremble d'inquiétude pour notre pauvre sœur. Cet événement incroyable, ses résultats seront un coup de foudre pour elle. Je ne puis penser qu'à sa douleur, aux craintes affreuses qu'elles doivent avoir. Tous mes tourmens ne sont rien à côté du souci que me causent la santé de Valérie et l'état de son âme. J'ai reçu d'elle ce matin une lettre si cruellement triste que j'en ai pleuré toute la matinée, quoique ayant reçu de bonnes nouvelles de l'arrivée d'Aimé à Paris, et, en attendant mon père, qui est arrivé à midi, — et pourtant, pas un mot dans cette lettre qui puisse me faire penser le moins du monde qu'elle se doutait de ce qui se passait ici... Tout au contraire, elle dénote une ignorance complète de la folle démarche de ce malheureux Prince. Cette lettre était pourtant en date du 31 octobre. Ma pauvre et bien-aimée Valérie, dans quel état elle doit être... Jamais je n'ai été si douloureusement préoccupée qu'aujourd'hui, et, pourtant, on venait me faire des complimens de félicitations; mon mari est nommé lieutenant-colonel; il a été bien accueilli par le Roi, et, moi, j'ai la mort dans l'âme... Aurait-on pu soupçonner jamais une pareille tentative de la part d'un Prince qu'on dit homme de sens et d'esprit distingué? Il n'a pas fait preuve de connaissance des hommes en choisissant ceux qui devaient l'aider en pareille entreprise; un homme méprisé, comme M. Parquin, une tête sans cervelle comme ce Vaudrey!...

La même à la même.

Strasbourg, 4 novembre.

... On a beau me dire que je ne dois pas t'écrire non plus, il m'est impossible de te laisser ainsi sans nouvelles de nous et sans te dire que, généralement, on espère qu'il sera fait grâce au Prince, et je voudrais bien que sa malheureuse mère pût lire

une longue lettre qu'Aimé a écrite au général et que l'on m'a communiquée ce matin... Aimé a passé plusieurs heures chez le Roi, entouré de la famille royale et des ministres, il a déjeuné chez le Roi avec tout le monde et il fonde son espérance pour la vie du Prince sur ce qu'il a entendu dire là...

La même à la même.

Strasbourg, dimanche 6 novembre 1836, à 2 heures du matin.

... Je puis causer avec toi à cœur ouvert, ma Fanny. Papa va demain à Kehl, et je suis sûre que cette lettre ne sera pas ouverte... Valérie ne te laisse pas sans nouvelles et tu sais qu'elle est à Kehl. Tu peux aussi bien le savoir, je pense, que le Procureur général, le Préfet, et toute la Police. Papa va trouver Valérie pour la conjurer de partir, je compte lui écrire aussi pour la décider. Le grand-duc de Baden a donné l'autorisation à notre police d'arrêter dans ses États tous les gens compromis dans cette folle entreprise du Prince, et Valérie est moins en sûreté à Kehl qu'elle ne le serait à Strasbourg ou à Paris. Je ne puis supporter la pensée de voir son nom figurer dans cette affaire à côté de celui d'une Gordon et l'idée de la prison pour ma pauvre sœur me torture horriblement...

Il paraît, d'après ce qu'Aimé a entendu à Paris, qu'on est disposé à l'indulgence envers le Prince et l'on gâterait sa cause par de nouvelles intrigues; Valérie n'est pas à Kehl sans agir pour avoir des nouvelles du Prince, ou lui en faire donner, cela n'est pas supposable. Que serait-elle venue faire là? Eh bien! toutes ses démarches sont surveillées et connues, et celles même cachées nuisent à la cause qu'elle veut servir et ne peuvent que compromettre les gens auxquels elle s'adresse et faire de nouvelles victimes. Surtout si elle rêvait follement d'entreprendre de faire évader le Prince, tout cela finirait peut-être aussi par nous compromettre; mais tu penses que ce n'est pas cette considération que j'ai mise en avant près de Valérie pour la décider à s'éloigner. Je sais trop que ce ne serait d'aucun poids, je suis sûre qu'elle en veut à mon mari de ne pas avoir été traître à ses sermens, son pays et ses devoirs, pour servir une cause absurde et désespérée. Mais la France connaît-elle donc le prince Louis? Où sont les garanties qu'il donne pour qu'on pense qu'il la rendra plus heureuse et plus prospère?

Quels sont ses antécédens, pour exciter l'enthousiasme des populations et de l'armée? Il peut être un jeune homme distingué, bon, instruit, mais cette tentative insensée prouve bien que les rênes du Gouvernement seraient tombées en mains bien peu sûres. Quel jugement il a montré! Quels auxiliaires il avait choisis, et comme cette affaire a été menée! une mascarade! mascarade du Prince déguisé en Napoléon! mascarade de Parquin, déguisé en général! et quel moment choisi pour tenter pareille chose et avec quel secours? Il n'a jugé ni la position extérieure, ni la position intérieure de la France, ni l'esprit public, ni les circonstances, ni les hommes qui l'entouraient. Il est venu là, comme un enfant qu'on peut tromper sur tout. Je t'assure, ma Fanny, que cette misérable échauffourée était même ridicule et j'en suis humiliée pour l'intérêt que je porte au Prince et à sa famille! Tous les détails, bien connus par moi, sont vraiment pitoyables... Oh! pourquoi ce malheureux Prince n'a-t-il pas écouté les conseils que mon mari lui a fait donner quand il a essayé de circonvenir le général Voirol? Il savait depuis trois mois quelles étaient les dispositions du général et de mon mari, il n'a pu, à cet égard, se faire la moindre illusion. Je donnerais tout ce que je possède au monde, avec le grade de colonel par-dessus le marché; pour que nous ne soyons pas venus à Strasbourg.

A Valérie.

Dimanche 6 novembre, 3 heures du matin.

... Je viens te conjurer, ma Valérie, de quitter Kehl le plus promptement possible. Ta présence à Kehl est connue par la police, la justice et les autorités et ne peut faire que redoubler de surveillance autour du cher prisonnier, rendre sa captivité plus pénible. Toutes ces petites menées dont pas une n'est secrète, pense-le bien, quelque mystère que tu y mettes, nuisent à la cause du Prince loin de le servir. Ce que je te dis ici, je le tiens de gens qui lui portent intérêt ainsi qu'à sa mère et à nous, et qui sont placés assez haut et assez au courant de ce qui se passe pour être écoutés. La vie du Prince n'est pas en péril. C'est l'opinion générale à tout le monde sans exception de position ni d'opinion politique. On est bien convaincu qu'il en sera quitte pour une détention. Que comptes-tu faire à Kehl?

Inquiéter la police, qui surveille toutes tes démarches et te faire arrêter. Il faut que tu saches un fait positif, c'est que le grand-duc de Baden a donné, sans qu'on la lui demande, l'autorisation d'arrêter dans ses États tous les gens suspects qui pourraient être compromis dans cette incroyable conspiration... Le Prince est traité avec beaucoup d'égards, on a adouci sa position autant que possible, il est meublé et logé aussi bien qu'on a pu, très bien nourri; il a des livres et peut écrire, et Charles est près de lui. Tout ce que je dis ici dans ma lettre ce sont des faits positifs... C'est avec la conviction intime que j'agis pour ses intérêts que je te prie de retourner près de la Reine ou du moins de quitter le Grand-Duché. Je sais qu'en très hauts lieux, on n'est ni très irrité, ni disposé à la sévérité, mais les circonstances peuvent changer ces bonnes dispositions... Tenter de faire évader le Prince serait aussi fou que sa tentative de faire une révolution en France avec M. Vaudrey et M. Parquin! Une chose qui arrangerait beaucoup les affaires du Prince, c'est que rien ne pût faire supposer que la Reine était instruite de ses projets. Quand je te disais à Arenenberg que j'avais des raisons pour penser que le Prince se remuait et conspirait, tu ne voulais pas me croire ou tu feignais de ne rien savoir. Ah! s'il avait écouté les avis qu'on lui a fait donner, il y a quatre mois, il ne serait pas dans cette affreuse position!

... On a su que tu es venue à Strasbourg; on a su que Charles est venu deux fois chez moi; que le domestique de M. de Persigny y est venu, celui du colonel Vaudrey. Quand je dis *on*, c'est de la police et du Procureur général que je parle. Toutes mes lettres sont ouvertes... Cette intrigante de Mme Salvage est le mauvais génie d'Arenenberg. Je suis sûre que c'est elle qui a poussé à la roue, et, si j'ai une consolation, c'est de penser que tu ignorais ce qui se méditait. Qu'allez-vous devenir? Quelle sera l'issue du procès? pourrez-vous encore demeurer en Suisse?

Laure à Valérie.

Strasbourg, 10 novembre.

... J'ai vu hier Mme Vaudrey. Voilà une douleur qui passe toute douleur, elle m'a navré le cœur, sa position est ce qu'on

peut imaginer de plus horrible. Son mari est traité avec une rigueur incroyable, à ce qu'elle m'a dit; il est dans une espèce de cachot où le jour pénètre à peine, dans lequel on ne fait pas de feu, où il n'avait pas de paille pour se coucher, elle n'a pu lui parler qu'à une grande distance à travers une grille et un gardien entre eux. — Que d'inquiétudes et de chagrins tu nous donnes! Tu verras, ma Valérie, il viendra un moment où tu jugeras l'équipée du Prince comme elle doit être jugée, comme elle l'est généralement. Quand je me rappelle tous tes beaux discours sur sa modération, sur sa noblesse de sentimens, son grand sens, son esprit distingué, son désir modeste de venir en France pour servir sa patrie en simple citoyen, je ne puis m'empêcher de penser que tu étais bien dupe, bien aveuglée ou bien dissimulée, car il vient de donner un démenti éclatant à tous tes éloges. Il est venu conspirer, il conspirait depuis longtemps et cherchait à entraîner tous les militaires français qu'il voyait. Il se jette en France pour y allumer la guerre civile dans un moment où la France est tranquille et prospère... Quand nous reverrons-nous, Dieu le sait? Qu'allons-nous devenir, Aimé et moi, je l'ignore... M. Bergmann (le Prince) a des nouvelles du voyage d'Élodie et de son amie (de Mme Salvage et de la Reine); le pauvre homme commence à se tranquilliser, il a des nouvelles de tout son monde... On dit M. de Persigny échappé, je pense que vous ne tarderez pas à le voir.

Toute à toi, *ta Laure.*

(Ajouté par M. Arese :) M. Cottrau monte chez moi pour m'apporter une lettre de Steinbach que M. de Persigny écrivait à M. de Rheinhard pour savoir s'il pouvait arriver chez lui... M. de Rheinhard apportait cette lettre toujours courant, et comme M. de Persigny était là chez un jeune médecin, il lui fit écrire en allemand à ce cher collègue pour lui dire qu'il attendait le jeune médecin qu'il lui avait promis. Je reçus aussi, ce jour-là, une bonne lettre de ma chère Fanny et, le soir, nous fûmes tous rassurés sur la Reine par une lettre de M. Desportes à Élisa, du 7.

La Princesse Eugénie de Hohenzollern Hechingen, à Mademoiselle Masuyer.

Hechingen, ce 2 novembre 1836.

Dans l'inquiétude où je suis, je ne pus m'empêcher de venir vous prier, Mademoiselle Masuyer, de vouloir bien me donner des nouvelles de ma tante. Les journaux m'annoncent ce matin que Louis a été arrêté à Strasbourg. Si je ne le savais parti d'Arenenberg, j'aurais peine à le croire, mais j'avoue que je suis bouleversée de cette nouvelle et ne puis penser à ma pauvre tante sans frémir. Au moment d'embrasser ce bon et excellent Louis! et, au lieu de cela, le savoir captif, me cause une grande peine et je suis si inquiète pour lui et pour ma tante que je voudrais donner des ailes à quelques mots que je vous prie instamment de me donner en réponse, pour que je sache ce qui en est et comment ma tante se porte. Ah! quand les tourmens de cette pauvre femme seront-ils à leur fin? Pardon, mademoiselle Masuyer, de mon importunité, mais c'est bien vous qui êtes si attachée à ma tante et qui lui en avez déjà donné tant de preuves, qui comprendrez mon inquiétude et la peine *extrême* que j'éprouve de tout ceci. Veuillez donc me rassurer bientôt et croire que votre complaisance ne peut qu'augmenter tous les sentimens de haute considération et d'intérêt que vous savez si bien inspirer. — Votre bien dévouée *Eugénie de Hohenzollern.*

Laure à Valérie.

Strasbourg, 10 novembre.

Je m'empresse, chère amie, de t'annoncer que le Prince est parti hier soir pour Paris. Le préfet et le général l'ont embarqué, un officier de gendarmerie et plusieurs agens de police étaient venus le chercher. Il n'y a pas de doute que, le Roi se réservant de se prononcer sur son sort, c'est pour le lui faire meilleur. Le caractère du Roi est trop connu pour qu'on puisse supposer autre chose, et les personnes qui s'intéressent au Prince et à sa pauvre mère doivent se réjouir de le voir hors des mains de la Justice, qui eût peut-être été plus sévère que ne le sera le Roi, qui est modéré par caractère et bon père de famille. Il pensera, comme tout le monde, que la leçon aura été forte pour le Prince

et que la France et lui n'auront plus à craindre ses conspirations et ses tentatives d'allumer la guerre civile. On croit généralement que le Prince en sera quitte pour une bonne mercuriale, quelques mois de prison, ou qu'on le rendra à sa mère en exigeant la promesse formelle de quitter le Continent.

Valérie à sa sœur.

Le lundi 14 novembre, en descendant pour déjeuner, je fus bien agréablement surprise par l'arrivée de M. de Persigny. C'était le dernier de mes soucis. Il me demanda la permission de m'embrasser, et ce fut avec bien de l'émotion que je lui témoignai le plaisir que j'avais à le voir. Il avait failli être arrêté deux fois à Strasbourg et deux fois dans le pays de Baden. Enfin, il arrivait avec sa voiture et son domestique. Je ne sais pourquoi, dans ce premier moment, il ne m'a pas dit que son domestique eût été chez Laure et qu'il eût besoin d'argent, qu'elle lui avait envoyé.

Mercredi 16 novembre.

Hier, j'ai passé ma journée au salon en écoutant les récits de M. de Persigny. Notre soirée a été remplie par la lecture des journaux. Ils disent que la Reine n'a pas été à Paris, mais à Viry, chez Mme la duchesse de Raguse. Mme Salvage, son amie, logeait à l'Abbaye-aux-Bois, a vu les ministres pour elle. Il lui a été signifié la déportation du Prince en Amérique et l'ordre à sa mère de le suivre dans un mois... Tout à coup, à une heure du matin, Mlle Cailleau entre dans ma chambre et me dit la Reine arrivée. Je saute en bas du lit et cours au salon où la Reine était entourée de ces messieurs. Elle nous a répété ce que les journaux nous avaient déjà appris... Elle compte traîner en longueur, se faire malade, puis aller en Angleterre passer quelques mois et ne se rendre en Amérique qu'à la dernière extrémité...

Arenenberg, samedi 19 novembre.

Claire est venue tout en larmes me lire une lettre que la Reine venait de lui donner de son père. M. Parquin est incroyable de courage, de résolution et de gaieté. Il dit : « Secouez donc le capitaine, qu'il me fasse grâce de sa sensibilité et dites-lui

qu'il écrit à un homme, et non à une machine à qui il faut une quenouille. » J'ai été chercher un atlas. Nous avons lu un article sur Baltimore, où la Reine a écrit à son fils de se rendre. Le soir, les journaux étaient de mieux en mieux pour le Prince, et ces messieurs se réjouissent que sa présentation à la France se soit ainsi faite et qu'un si grand malheur ait tourné en bien pour lui et son parti. La Reine a reçu une lettre de lui sans date, qui lui est renvoyée du cabinet du Roi le 15. Elle est si belle qu'elle va tâcher de la faire mettre dans le *Journal de Constance et de Thurgovie*, pour qu'elle arrive à Paris. Dans le cas où cela ne réussirait pas, M. Marliani en emporte une copie et la ferait connaître à Paris. La lettre du Prince et une de M. de Persigny pour Paris ont occupé toute la soirée...

La Reine a reçu hier une lettre du Prince, sans date, écrite probablement au moment où il s'embarquait. Il lui demande instamment de ne pas le suivre en Amérique.

Arenenberg, lundi 21 novembre.

M. Cottrau, au moment où je descendais au salon à l'heure du déjeuner, est venu au-devant de moi pour me prévenir que M. de Persigny s'appelait *Geburt* et était officier de lanciers... M. Rugger avait quitté un bal donné pour la fête de la princesse Élisa et voyagé toute la nuit pour venir remplir sa mission de consolation près de la Reine. Le prince de Furstenberg était arrivé le même jour de Mannheim, apportant des lettres confidentielles de la grande-duchesse à la Reine. La pauvre grande-duchesse a si peur de se compromettre! M. Rugger lui ayant dit que le Prince avait été enlevé de Strasbourg, elle lui a fait dire par son prince de ne plus écrire. Toujours est-il que M. Rugger apportait de bonnes nouvelles. Son prince et la grande-duchesse lui donnaient le conseil de « ne pas bouger d'ici, de ne pas songer à aller en Amérique, parce que cela la compromettrait aux yeux des Puissances, qui la croiraient complice de son fils, si elle s'exilait avec lui. On savait de très haut lieu que la vie du Prince n'avait couru aucun danger et qu'il en aurait été quitte pour moins que l'Amérique, si sa mère l'avait demandé pour lui. On espérait qu'il n'arriverait rien à ses compagnons. D'ailleurs, qui sait les événemens que l'avenir nous prépare? Louis-Philippe ne tiendra peut-être pas deux ans, et il faut prendre patience à ce qui est parfaitement d'accord avec les projets de la Reine...

Mardi, 22 novembre 1836.

M. de Persigny écrit, et la Reine corrige ce qu'il fait... La Reine nous a fait longtemps attendre pour déjeuner. Elle est arrivée tellement en larmes qu'elle n'a pu manger. C'était une lettre de son mari à Vincent en réponse à la copie de la lettre de son fils qu'on lui avait envoyée. Il répondait *en envoyant sa bénédiction*. Cela rappelait à la pauvre mère la malédiction donnée en Italie et payée peut-être de la vie de l'aîné. Elle a bien vite écrit au Prince en lui envoyant cette lettre.

Mercredi 23.

Les journaux annonçaient l'embarquement du Prince à Lorient le 16.

Samedi 26 novembre 1836.

Le soir, la Reine a reçu une longue lettre bien triste du Prince; son inquiétude pour Vaudrey, Parquin, domine tout. Il ne veut pas que sa mère vienne. Il veut être seul, pour que rien ne lui rappelle tout ce qu'il a perdu. Il va voyager, puis se faire cultivateur, s'établir, et, dans un an, il verra si sa mère peut venir le joindre. Il mettait à la voile le 17. Sa santé est bonne...

Lundi 5 décembre 1836.

A son coucher, la Reine m'a conté quelques-uns des détails que la duchesse de Raguse lui écrit sur le Prince. Son enlèvement a été fait si brusquement la nuit, son voyage a été si rapide et si mystérieux que cela a dû lui faire penser à l'affaire du Duc d'Enghien et d'autres prisonniers sacrifiés en d'autres temps. Arrivant au milieu de la nuit à la Préfecture de police, passant de l'obscurité aux lumières, il a jeté autour de lui un regard inquiet, croyant trouver là une espèce de tribunal. M. Gabriel Delessert lui a remis la lettre de sa mère, qui le fit fondre en larmes à tel point que M. G. Delessert en fut attendri. Il demanda s'il pouvait lui répondre, si sa lettre serait vue, et, sur l'instant, il écrivit cette lettre si belle que les journaux ont répétée. La Reine, tout en trouvant, comme M. de Persigny, que les autres seraient belles aussi à faire connaître, veut attendre que le procès soit fini pour ramener l'attention sur cette affaire. C'est chez M. de Persigny que le Prince est débarqué

à Strasbourg, et non pas chez Mme Gordon... La Reine était bien triste et dégoûtée du genre humain. Elle a par devers elle bien de quoi le mépriser... Je me suis couchée dans les mêmes dispositions qu'elle. Je n'ai pu dormir, tant le vent affreux donnait d'angoisses pour le Prince...

Dimanche 12 décembre.

La Reine a reçu par M. Macaire la nouvelle que son mari refuse de payer au Prince le prix de sa maison, vendue à Lucques, et lui retire sa pension...

Le colonel Parquin à Valérie. Maison d'arrêt de Strasbourg.

8 décembre.

Mademoiselle... C'est le 6 du mois prochain que s'ouvriront, à Strasbourg, les débats de notre affaire. Je ne pense pas que M. Odilon Barrot se décide à venir prêter à ma défense l'appui de son beau talent. Il m'a répondu que j'avais le droit de disposer de lui, mais que sa position politique, la session des Chambres, qui serait en pleine activité lors de notre jugement, et sa profonde antipathie pour le retour du gouvernement impérial, étaient sans doute des motifs qui me porteraient à faire choix d'un autre que lui pour défenseur. Il me fait l'offre de son frère, qui serait, disait-il, heureux de se dévouer à ma défense. Je l'ai acceptée...

Mardi 13 décembre 1836.

Hier, en descendant pour déjeuner, j'ai appris que Charles était arrivé la veille au soir... Ses récits nous ont vivement intéressés. M. de Persigny était enchanté de ce que ses compagnons étaient gais, chantaient et se réjouissaient de le savoir en liberté, surtout en pensant qu'il allait s'occuper de conspirer de nouveau. Il a eu l'imprudence de dire à table que tous les prisonniers ne pensent qu'à conspirer de nouveau. Il paraît qu'ils rejettent tout sur lui et que la justice les donnerait tous pour le prendre, — ce qui nous cause beaucoup d'appréhension pour son voyage. Je crois qu'il aurait mieux fait de le retarder et de ne pas voir les amis auxquels il a donné rendez-vous à Offenbourg.

... Dix occasions d'échapper se sont présentées au Prince. Il

n'a jamais voulu en profiter. Un geôlier lui a apporté les clés en lui disant qu'il ne demandait que de l'emmener avec lui. Il a répondu qu'il accepterait si MM. Parquin et Vaudrey pouvaient sortir avec lui. Comme cela n'était pas possible, il est resté. Un colonel de la citadelle est venu lui dire : « Que ne vous êtes-vous adressé à nous? » ...Charles apportait à la Reine l'uniforme que le prince portait ce malheureux jour, et qui est percé au bras d'un coup de baïonnette sans qu'il ait été blessé.

Mardi 20 décembre.

Le soir, les gazettes annonçaient que l'*Andromède* (frégate qui emmenait le Prince) avait été poussée par les vents sur les côtes d'Espagne, et qu'elle était parvenue à se réfugier dans un port, mais qu'on ne savait pas lequel. Ce peu de mots réalisait les craintes que nous donnaient ces vents affreux, nous faisant passer de si mauvaises nuits. La Reine en a pâli, j'ai fondu en larmes, et, malgré toutes les interprétations rassurantes de ces messieurs, nous éprouvions un vif chagrin. Mme Salvage ne l'a pas dissipé entièrement en nous lisant une lettre qu'elle venait de recevoir de M. de Beauharnais. Il avait été au ministère de la Marine; on lui avait dit qu'il y avait eu beaucoup de craintes, beaucoup de fatigue, beaucoup de souffrances, beaucoup de dégâts dans les agrès, mais qu'aucune personne connue n'avait péri. On ignorait le port, — le gouvernement ne voulant pas qu'on le sache. Le dimanche 18, on a envoyé, le soir, une copie de la brochure de M. de Persigny au colonel Dufour, dans des blondes adressées à sa femme; il doit la remettre à M. Fazi, pour la faire imprimer à Genève. Cet emballage était fini. Nous étions tous tristes du sort de l'*Andromède* et de tant de malheureux Français dans cette malheureuse expédition de Constantine! Nous pensions déjà à nous coucher, quand arrive M. Bohle, le secrétaire du prince de Montfort, venant dire que son prince était à Stuttgart et ne passerait pas ici, parce que le roi de Wurtemberg l'engage à ne pas le faire pour ne pas se compromettre... Pendant que M. Bohle contait à demi-voix à la Reine les raisons de son maître, MM. Cottrau et Visconti l'arrangeaient joliment, ainsi que ses frères. La Reine a dû en souffrir, quoiqu'elle n'en témoigne rien. Jérôme a vendu pour rien tous les bijoux qu'il avait emportés à Londres. Il paraît qu'il y

a mené la vie la plus ennuyeuse du monde ; il n'a pas vu une âme, excepté son frère Joseph, qui vit aussi très retiré. Quant à Lucien, il est quelquefois des semaines entières sans qu'on sache où il est, et, chose inouïe, à la nouvelle de l'événement de Strasbourg, Lucien et Joseph voulaient faire une protestation contre. C'est Jérôme qui les en a empêchés, ne voulant pas la signer.

Mercredi 4 janvier 1837.

... La Reine, sentant combien il était important que la brochure de M. de Persigny arrivât aux députés et aux journaux avant l'ouverture de la Chambre, avant la réponse au Roi, s'est décidée à envoyer M. Cottrau, à Zurich, pour en faire imprimer deux cents exemplaires; il a envoyé un exprès pour dire qu'ils seraient prêts pour le vendredi, et le départ de Charles a été retardé de deux jours, pour qu'il puisse en emporter à Strasbourg. J'ai écrit par lui au Prince et à M. Arese, dont je ne reçois rien, malgré la promesse qu'il m'avait faite de m'écrire. L'acte d'accusation pour le procès de Strasbourg a paru. Il fait honneur au caractère du Prince plutôt que tort. M. Parquin est furieux qu'on lui fasse crier : « Arrêtez-les, arrêtez-les, » voulant s'échapper.

Réponse à M. Parquin écrite par la Reine.

Notre seule occupation est de lire et de relire les débats, et nous attendons l'heure du courrier avec la plus vive impatience. Nous admirons votre courage et votre présence d'esprit, et nous espérons bien que le jury sera influencé par tout ce qu'il y a de noble dans les réponses de tous les accusés. Une seule chose n'a pas été assez répétée par le Prince, chose qui lui nuit beaucoup et peut nuire à son avenir, surtout près de sa famille. C'est qu'il ne se présentait pas comme souverain, qu'il n'en avait pas la prétention, puisqu'il projetait *l'appel au peuple*, et que c'est lorsqu'on a vu que les cris de « Vive l'Empereur ! » avaient autant d'empire sur les soldats, que les officiers du Prince ont fait entendre aussi ce cri. Quant à la déposition de Charles, elle est bien niaise, puisqu'il dit que le Prince paraissait content de son enlèvement. Charles a dû vous dire à tous ce qu'il a dit ici : c'est que le Prince croyait qu'on le menait à

une autre prison, même à la citadelle, où il était mieux qu'à celle de la ville, — c'est pourquoi il a pu paraître content, et c'est si vrai qu'il n'a pas emporté une chemise. Il aurait protesté s'il avait su qu'on l'enlevait au procès. Voilà ce qu'il faut expliquer...

Laure à Fanny.

Strasbourg, 5 janvier 1837.

Alphonse est arrivé ce matin, il a été six jours en route pour venir de Paris ici par la diligence; elle est restée toute une nuit sur place, enfoncée dans quatre pieds de neige. Il a dîné avec nous aujourd'hui. Nous n'avons parlé que de ce malheureux procès... Alphonse a été un des premiers entendus, ainsi que mon mari. Ce pauvre Aimé en a été malade d'émotion et me disait en jurant qu'il aurait mieux aimé être en face d'une batterie de canons tirant à mitraille que devant cette Cour d'assises et d'avoir à parler en public. Le *Courrier du Bas-Rhin* rend fort infidèlement les dépositions : il saute, il tronque, au dire de tous les assistans. Le *Journal du Haut et Bas-Rhin* n'est guère plus exact. Dans la première séance, en général, on a trouvé Alphonse beaucoup trop verbeux. On a remarqué l'émotion d'Aimé, et on lui en a su bon gré. On a trouvé sa déposition simple, franche et concise, et cet air de bonté et d'honnêteté que tu lui connais a gagné les suffrages; personne ne l'a tracassé, ni la Cour, ni la Défense... Après cela, il y a beaucoup de gens qui pourtant nous jettent la pierre et ne croient pas à notre ignorance et à notre innocence; les insinuations perfides et mensongères de M. Parquin compromettent aussi ce bon général Voirol, que cette malheureuse affaire vieillit de dix ans. Il en a tous les jours la fièvre, et tu ne peux imaginer comme on le tracasse de tous côtés, le gouvernement d'abord... La déposition d'Alphonse sur cette course à Offenbourg, dont il ne dit pas le motif; mes relations avec Mme Gordon, notre intimité avec M. Vaudrey, mon séjour à Arenenberg, donnent à beaucoup de monde la conviction que nous étions au courant de la conspiration, et tous les éclaircissemens au procès n'ôteront pas cette idée à beaucoup de gens. Tu sais, toi, ma Fanny, s'il y a ombre de vérité dans de pareilles conjectures!

M. Vaudrey à Mlle Masuyer.

Le 5 janvier.

... Vous pouvez être assurée que, si je le puis, je me rendrai avec un bien grand plaisir à l'invitation que vous me transmettez. Je dis : si je puis, car je suppose d'abord qu'on me rendra ma liberté, et, en second lieu, qu'on ne mettra pas d'obstacle à un voyage qui est conforme à mes sentimens d'attachement pour celui que nous aimons tous, et dont le sort nous intéresse si vivement.

Demain commenceront les débats. On nous fait espérer qu'avec eux finira ma captivité, qui est déjà bien longue. Je n'ose encore me livrer à un pareil espoir. Cependant beauconp d'amis le conçoivent et il faut dire qu'il n'est pas improbable...

Mercredi 11 janvier.

Nous avons été occupés des journaux. Celui du *Commerce* parlait de la brochure de M. de Persigny qui inonde Paris et donne une bien autre importance au complot du Prince. D'autres journaux rapportaient ses proclamations. Enfin, le *Journal du Bas-Rhin* donnait les deux premières séances du procès. Tous les accusés s'y sont montrés avec une noblesse et un dévouement qui doit intéresser le jury en leur faveur. Aimé a été convenable en tout : il n'a dit que ce qu'il fallait et n'a pas dit que M. de Persigny fût l'envoyé du Prince, ni que M. Vaudrey fût du dîner d'Offenbourg. Le tribunal même ne paraît pas trop malveillant...

Le colonel Parquin à Mademoiselle Masuyer.

Strasbourg, 15 janvier 1837.

Mademoiselle, je ne sais s'il y aura condamnation, ou s'il y aura acquittement. Le ministère public et les avocats sont aux prises. Hier, M. Barrot a été superbe ; aujourd'hui, mon frère a été sublime, et ce qui surtout m'a comblé de joie, c'est la manière dont ces deux orateurs ont parlé de la Reine et du Prince...

Laure à Valérie.

Strasbourg, mercredi 18 janvier 1837.

Alphonse arrive du Tribunal et vient de nous annoncer que tout est fini et les accusés tous acquittés presque à l'unanimité. — Vous allez être bien heureux de cette nouvelle, et je m'empresse de vous en faire part en n'y ajoutant aucune réflexion. C'est un fait grave : ceux qui désirent le bonheur et la tranquillité de leur pays doivent en être consternés et affligés. — Quand on pense que, journellement, on condamne à mort ou aux fers de pauvres soldats pour infraction à la discipline, et que des officiers pris les armes à la main soulevant leurs troupes contre le gouvernement qui leur a confié leurs armes n'ont aucune punition; c'est inique et bien inquiétant pour l'avenir; voilà l'opinion et le sentiment général sur cette affaire, à quelques brûlots près. Après cela, individuellement, on est content de les voir sauvés, pour leur famille, pour ceux qu'on connaissait; la pauvre Mme Vaudrey surtout doit être bien heureuse.

Valérie à Fanny.

21 janvier 1837.

Je t'envoie bien vite, ma bonne Fanny, ce lamentable mot de Laure sur une nouvelle qui nous rend tous fous de joie. J'espère que la Reine qui était au lit pour mettre des sangsues, en éprouvera un effet salutaire. Nous savions déjà la bonne nouvelle depuis deux heures par une lettre de M. Parquin qui, en annonçant leur mise en liberté, ajoutait que toute la population était en l'air et dans une ivresse de joie telle que l'on craignait une illumination pour le soir et qu'ils étaient tous bien heureux de voir la sympathie qu'inspirait leur sort. Tu vois, qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'en son, et le *sentiment général* est arrangé par chacun à sa manière. J'ai eu beau lire et relire le procès dans tous les journaux, je n'y ai pas vu un mot relatif au Prince qui le couvrît de ce ridicule dont l'accablaient toutes les lettres de Laure. Heureusement, elles n'étaient l'écho que du petit cercle où elle vit. Le malheur est à présent pour

lui seul et pour sa mère. C'est un soulagement pour eux. Je t'embrasse. — *Valérie.*

A propos des derniers bruits d'assassinat et des émeutes qui troublent sans cesse le règne de Louis-Philippe, la Reine disait : « Le pouvoir est souvent aveuglé par les gens qui l'entourent... de loin, on mesure les plus vastes perspectives;... dans une forêt, la moindre feuille d'arbre qui se place devant notre œil, nous empêche de voir les objets les plus rapprochés comme les plus lointains...

Mercredi 25 janvier 1837.

...M. Parquin et M. de Gricourt sont arrivés. Le premier mot de M. Parquin a été : « A-t-on des nouvelles du Prince ? » J'ai trouvé M. de Gricourt pâli, maigri et changé : de pareilles souffrances éprouvent à tout âge. Il croit la cause meilleure que jamais et a beaucoup d'espérance pour l'avenir. Mais il faudrait un journal et il voudrait qu'on achetât *le National.* M. Parquin ne sent plus sa blessure, et le pauvre homme n'a de tristesse que de ses mauvaises affaires. MM. de Persigny et de Gricourt étaient également mécontens de M. Vaudrey. Dans les affaires malheureuses, cela arrive toujours : les gens du même parti se querellent entre eux. C'est si vrai que M. de Gricourt ne veut pas encore rejoindre M. de Persigny, de peur de trop se disputer. Ce pauvre petit a aussi ses chagrins particuliers... Sa mère est très mal pour lui. Leurs griefs contre M. Vaudrey est que c'était lui qui devait se battre avec Talandier et aussi de ce qu'il a laissé partir sa femme pour Paris pour rester avec cette Gordon, qui est un véritable houzard. Elle a tiré un pistolet contre l'officier qui, après l'affaire, est venu prendre le drapeau chez le colonel. Lorsqu'elle a été arrêtée, seule dans la cour de la prison au milieu des officiers et des soldats du 46e, elle leur demandait si c'était eux qui avaient arrêté le Prince. A leur réponse affirmative, elle leur dit qu'ils étaient des lâches et des infâmes. M. de Bruc était, à ce qu'il paraît, le niais de la troupe et M. Laity le héros. M. de Gricourt est furieux contre son imbécile d'avocat, auquel son père donne 6000 francs. C'est vraiment un gentil garçon. Hier, il parlait d'acheter Salzstein. Il est resté toute la journée à causer avec la Reine. Il a de bonnes manières et beaucoup de politesse. Le soir, il nous a fait les caricatures des prisonniers.

Valérie à sa sœur Fanny.

Mardi soir, 31 janvier.

Chère Fanny, vous savez peut-être déjà par les journaux que le Prince est heureusement arrivé à Philadelphie fort bien portant. Mlle de Beauharnais, qui l'a appris par le ministre de la Marine, vient de l'écrire à la Reine, qui est bien heureuse. Je me hâte de vous communiquer cette bonne nouvelle... Donne-la vite à la princesse Eugénie de ma part. J'avais promis de la lui écrire.

Laure à Fanny.

Strasbourg, 5 février.

Tu as appris par la lettre que je t'ai adressée pour Valérie le brusque renvoi de notre bon général Voirol. Dans toutes les bouches, ce n'est qu'un cri d'étonnement et de regret, à quelque nuance d'opinion que l'on appartienne. Le général est un de ces caractères rares que tout le monde admire. Tant de bravoure et de bonté, un cœur si noble, plein de loyauté et de franchise lui ont gagné l'affection de tous. Aussi, on s'indigne de la mesure incroyable prise contre lui et dont il est amèrement et profondément blessé. Quelque fort que l'on soit de sa conscience, l'injustice révolte un cœur droit. Je l'éprouve cruellement depuis quelques mois. Le général n'a ni amour-propre, ni vénalité; ce n'est ni l'autorité ni les émolumens de son commandement qu'il regrette, mais l'affront est sanglant, et il a été vivement senti. On s'épuise en conjectures, toute la ville est en émoi, et cette malheureuse affaire est de nouveau le sujet de toutes les conversations. Tous nos amis, quand tu les verras, te diront qu'il y avait de quoi troubler une plus forte tête que la mienne. Notre nom vole de bouche en bouche. C'est nous, dit-on, qui avons compromis le bon général. Ce sont nos relations avec ce maudit Arenenberg, et surtout l'extravagante apparition de Valérie ici, sa visite au général, qui a été fort blâmé de l'avoir reçue. — Ce que j'aurai toute la vie de la peine à m'expliquer, c'est que son amour pour la duchesse et pour le Prince, l'emporte sur tout. Enfin, c'est ainsi! — Il y a onze officiers du 4e d'artillerie renvoyés, dix-neuf sous-officiers. Le général Nègre est arrivé ici pour faire des épurations et des

investigations. Le bruit court qu'Alphonse est mis en non-activité par retrait d'emploi. Si cela était vrai, quel crève-cœur pour nous, une carrière perdue! Résignée à ce qui n'aura rapport qu'à nous, je ne puis prendre mon parti de ce qui arrive à nos amis par l'idée que, bien innocemment peut-être, nous sommes pour quelque chose dans leur disgrâce. Si le général et Alphonse ne nous avaient pas connus, ils ne seraient pas compromis. Notre course à Offenbourg, mon voyage à Arenenberg et les bruits publics à Strasbourg, tout calomnieux qu'ils sont, absolvent à mes yeux tout ce qu'il plaira au gouvernement de faire contre nous... Tous ces nouveaux déboires font que les pieds brûlent à mon mari ici. Il part mardi pour Paris où j'irai le rejoindre le mois prochain. J'ai vu hier le général Bucher, qui a été envoyé en toute hâte, comme si le feu y était, pour remplacer le général Voirol. Il était employé au Comité d'infanterie à Paris, et ce déplacement, dont il ignore entièrement le motif, l'a beaucoup contrarié. On ne lui a même pas laissé le temps de prendre congé du Roi, ce qui nous a fait penser qu'on a surpris sa *religion* et que tout ceci est la suite d'intrigues autour des ministres... L'acquittement des accusés, qui porte un coup terrible à la discipline militaire, fait que le gouvernement use de tous les moyens de rigueur et de répression en son pouvoir pour la raffermir. On comprend cette sévérité qu'il n'aurait pas déployée probablement si les coupables avaient été punis. Je reçois à l'instant une lettre d'Alphonse, qui n'a pas été bien reçu à Paris. Son colonel, qui est un mauvais homme, l'a traîtreusement desservi; il se trouve dans le cas de changer de corps, mais non pas par retrait d'emploi. Ceci me soulage un peu. Mais il a dit qu'il est impossible d'imaginer tout ce que l'on dit contre le général Voirol, qui a eu le grand tort de ne pas aller tout de suite à Paris après le procès.

Arenenberg, lundi 6 février.

Ce matin, la Reine m'a fait appeler pour faire partir une lettre pour son fils et copier une note à M. de Persigny.

(Note de la Reine du 5 février.)

« Votre lettre et vos idées sont très bonnes sous tous les rapports et nous sommes d'accord sur presque tous les points où serait un *en-cas*. Ceci dit tout, et je réponds qu'il n'y a point

d'oracle qui puisse l'emporter, *le cas advenant* où on en fût au choix. L'essentiel est de conserver cette réputation qui vous place haut et qui fait qu'on vous choisit parce qu'on y est forcé par l'opinion générale... Nous sommes d'accord qu'il n'y a que cela à espérer... Nous sommes d'accord aussi qu'un an et demi est nécessaire pour amener une opposition forte, etc., etc. Les cas fortuits sont rares et, s'il faut les compter, on ne doit rien aventurer pour eux. Voici ce que j'appelle aventurer. Si, après une catastrophe, on reparaît tout de suite, on est taxé d'intrigant, d'ambitieux. Ce n'est pas la réception faite par quelques individus *au quel (sic)* je regarde, mais c'est l'opinion générale d'un pays qui vous voit arriver de mauvais œil parce qu'il présume que vous venez avec les mêmes idées. S'il se passe la plus petite chose en France, on vous l'attribue et on salit votre caractère. De plus, vous avez un nombre infini d'exilés qui vous recherchent, vous entourent. Si vous les repoussez, vous vous faites des ennemis irréconciliables. Si vous les accueillez, vous ne pouvez en rien les satisfaire et vous vous trouvez un chef de mécontens. D'aujourd'hui en un an, qu'*on* revienne, c'est tout simple : *on* a une mère malade dont la santé inquiète. Si des événemens obligeaient à venir dans quelques mois, on a assez d'esprit pour les juger de loin et, en vingt jours, on est arrivé. — Voilà toute mon opinion, et je suis sûre que là-bas on pense comme moi. — Avant tout, il faut conserver la pureté de son caractère et juger qu'une démarche peut donner beau jeu aux ennemis. Pour ce qui regarde *Madame*, elle a renoncé à la vente, cela ferait mauvais effet maintenant; elle doit se soigner, car une inflammation, qui n'a pas été prise à temps, lui cause une maladie sérieuse. Quand elle pourra aller à Londres, elle ira, mais elle ne souffrirait pas qu'on fît ses honneurs aux dépens de ce qu'elle aime : elle doit être malheureuse du malheur de son fils, mais elle ne veut pas qu'on l'accuse de l'avoir fait souffrir en rien...

« Nous avons enfin des nouvelles de l'arrivée par le ministre de la Marine. On dit qu'il a fait la conquête de tout le monde par son esprit, sa douceur et la simplicité de ses manières. Nous voilà du moins rassurés, mais nous attendons des lettres directes avec impatience. — *Hortense.* »

LES SOUVENIRS D'UN SEIGNEUR CANADIEN

Si, le lendemain du traité de Paris qui, en 1763, livrait le Canada à l'Angleterre, on avait prédit aux héros vaincus de Québec et de Montréal que les fils de leurs petits-fils combattraient un jour en France pour chasser de la terre française une horde de barbares, cette prédiction les eût simplement assurés dans leur espoir de redevenir des sujets français. Que de choses, parmi les choses futures, dont la vision, loin de nous débrouiller les mystères de l'avenir, ne feraient que nous mieux égarer! C'est une des raisons pour lesquelles ceux qui croyaient aux oracles, et qui s'appliquaient à en pénétrer le sens, ne les comprenaient jamais qu'une fois réalisés. Tout de même, les vieilles gens de la Nouvelle-France auraient été remués jusqu'au fond du cœur par cette image prophétique. Et c'est à eux que je pensais en lisant le récit des charges à la française que nos frères du Canada exécutèrent sur les hauteurs de Saint-Julien, et de ces fantastiques corps à corps commencés dans l'ombre d'un bois, où la clarté soudaine de la lune fit étinceler les yeux, les baïonnettes et les couteaux. Ainsi combattaient-ils contre les Iroquois. Toutes les anciennes formes de la guerre reparaissent dans cette guerre formidable et nous rendent plus que jamais les contemporains de tous nos morts.

Les voyageurs francais, qui parcourent l'Amérique du Nord, éprouvent une très douce impression de détente quand ils arrivent à Québec, la seule ville pittoresque qu'ils aient encore rencontrée et surtout la seule dont les murs et les rues ne semblent pas dater d'hier. Je la connais très mal; je ne l'ai vue que sous une tempête de neige. Mais elle était charmante autour du foyer où l'honorable juge Dorion me recevait avec

ses amis. Il ne me serait pas plus venu à l'esprit de me demander si ces loyaux sujets de la couronne anglaise aimaient la France que je ne me poserais cette question chez le président du tribunal de Rennes ou de Quimper. Nous étions de même sang, et nous avions fait nos classes ensemble sous Louis XIV ou Louis XV. La Nouvelle-France d'autrefois est pour nous aujourd'hui si vieille France ! Ce fut là que j'entendis, la première fois, le nom de M. de Gaspé. Ils me dirent que personne n'avait mieux parlé de la vie canadienne, précisément à l'époque qui avait suivi la conquête et qui paraissait m'intéresser ; et ils me conseillèrent de lire ses *Mémoires* et son roman : *Les Anciens Canadiens*. Comme ils avaient raison ! Le charme de cette lecture a multiplié dans mon souvenir les quelques heures que j'ai vécues à Québec.

*
* *

M. de Gaspé n'est pas un grand écrivain ; il ne fut même un « écrivain » que très tard. Il composa son premier livre, *Les Anciens Canadiens*, à l'âge de soixante-quinze ans, quatre ou cinq ans après avoir eu la seconde maladie de sa vie, la coqueluche. Et ce serait tout à fait un roman de jeunesse, si les notes dont il l'a commenté, et où il prélude à ses *Mémoires*, ne nous découvraient à chaque instant la réalité sous l'arrangement léger de la fiction et l'expérience de l'homme dans la gaucherie du romancier. Il appartenait à une vieille famille originaire de la Normandie. Charles Aubert de la Chesnaye était venu s'établir au Canada vers 1655. Sa fortune s'y accrut rapidement, et les services qu'il rendit à la colonie lui valurent des lettres de noblesse en 1693. Le grand-père de notre auteur Ignace-Philippe Aubert de Gaspé, seigneur de Saint-Jean-Port-Joli, qui avait épousé la sœur du célèbre Villiers de Jumonville, fusillé, malgré sa qualité de parlementaire, au fort Nécessité, conduisait une des quatre brigades canadiennes dans la bataille de Carillon. Il ne sauva de la guerre que les ruines de son manoir et son argenterie enterrée au fond d'un puits. Son fils parvint à refaire une fortune que son petit-fils allait bientôt fortement ébrécher. Celui-ci, notre Philippe de Gaspé, était né à Québec en 1786, dans la vingt-troisième année de la conquête ; et il ne mourut qu'en 1871, laissant derrière lui cent quinze enfans, petits-enfans et arrière-petits-enfans. Les familles

canadiennes françaises sont les plus prospères de l'Amérique.

Ce patriarche a donc vu presque tout un siècle; mais, contrairement à ce que dit l'antique sagesse, ce ne fut point à sa longue vie qu'il dut de connaître le malheur. Jeune, riche, ardent au plaisir, prodigue de sa générosité, très répandu dans la société anglo française, allié à des maisons anglaises par son mariage, il eut l'imprudence d'accepter la place de shérif qu'on lui offrit et à laquelle l'avaient préparé ses études de droit. Les émolumens en étaient considérables. Il maniait l'or à rouleaux. Ses amis et les amis de ses amis disposèrent royalement de sa signature. Il présidait le festin et le payait. Quand il s'aperçut que non seulement il était ruiné, mais que sous sa ruine personnelle s'était creusé un déficit autrement terrible, il éprouva du même coup toute l'ingratitude et toute la lâcheté des hommes. Une bande d'Indiens disparaît moins rapidement à l'horizon que ne s'évanouirent ses débiteurs. Le monde ne fut plus peuplé pour lui que de créanciers. Un jour, raconte-t-il dans son roman, où il a discrètement introduit son infortune, un commerçant, qui était magistrat, montrait à un Iroquois la prison de New-York : « C'est ici, lui dit-il, qu'on enferme les Sauvages, quand ils refusent de livrer les peaux de castor qu'on leur a déjà payées. » L'Iroquois désira visiter ce magnifique wigwam, et le magistrat, trop heureux de lui inspirer une crainte salutaire, le promena dans tous les cachots. La visite terminée, l'homme de la nature éclata de rire et s'écria : « Mais Sauvages pas capables de prendre castors ici ! » car il avait cru que cette vaste demeure communiquait par des canaux souterrains avec des rivières et des lacs, et que tout y avait été ordonné pour faciliter aux prisonniers une chasse fructueuse et pour leur permettre ainsi de s'acquitter le plus vite possible. M. de Gaspé était brave et résolu : il ne demandait qu'à travailler et à réparer ses erreurs. Ses créanciers préférèrent le retenir pendant quatre ans dans un cachot où il n'avait aucune espérance de prendre la moindre peau de castor.

Quand il en sortit, il se retira dans sa seigneurie de Saint-Jean-Port-Joli, le seul bien, légué à titre d'usufruit, que sa débâcle avait laissé sur la rive. Il y retrouva, sinon le bonheur, du moins le calme; et il y vécut en compagnie de ses enfans, de ses livres, de ses souvenirs et de la nature. On eût pardonné à ce Timon de Québec une misanthropie que la cruauté de ses

débiteurs et de ses créanciers eût pleinement légitimée. Il n'en avait point; mais je crois qu'il mit longtemps à dompter ses justes ressentimens. « De toutes les passions, a-t-il dit, le désir de la vengeance est la plus difficile à vaincre. » Sa bonté naturelle et sa fierté et aussi son humilité chrétienne y parvinrent. Il surveillait les travaux de ses champs; il cultivait ses arbres fruitiers et ses fleurs. Souvent assis au bord de la mer, il causait avec les Sauvages dont les barques, en remontant à Québec, s'arrêtaient sur sa grève. Il était l'ami de ses paysans qui, de tout temps, l'avaient aimé. Lorsque la tenure seigneuriale fut abolie, les marguilliers de la paroisse décidèrent qu'on ne tiendrait pas compte de l'acte du Parlement et qu'il jouirait jusqu'à sa mort du banc seigneurial.

L'hiver le ramenait à Québec, et les hivers ne semblaient point mordre sur l'aimable vieillard. On le rencontrait dans les rues, un livre sous le bras, arrêté parfois comme si un souvenir le tirait par sa manche, ou dans la Bibliothèque provinciale, toujours studieux du passé. Son biographe, l'abbé Casgrain, disait que la vieille société revivait en lui, et que la nouvelle admirait ce parfait modèle des belles manières et des mœurs d'autrefois. Quand il publia son roman où, dit encore l'abbé Casgrain, « il n'y a presque pas une ligne qui n'ait sa réalité dans la vie de notre peuple, » tout le Canada français se retourna à cette voix si intimement nationale. On lui fit des ovations dont l'écho l'accompagna jusqu'au seuil de la tombe. A son lit de mort, où il endura de pires souffrances qu'un Indien au poteau, entouré de ses trois filles qu'il appelait ses trois Grâces, des vers d'Horace souriaient sur ses lèvres crispées : *Eheu, fugaces, Posthume, Posthume!...* avant qu'il exhalât son dernier souffle dans une dernière prière. Il était bien resté du pays des magistrats humanistes et de ces chrétiens qui entendent encore bourdonner les abeilles de l'Hymette lorsqu'ils touchent au pied du Calvaire.

*
* *

Promenons-nous dans ses souvenirs, comme nous le ferions sur des arpens de forêt vierge qu'un vieux gentilhomme de chez nous aurait aménagés en parc à la française. Le voisinage d'une nature libre, farouche, qui s'ouvre à toutes les aventures et qui recèle encore tant de vie sauvage, leur communique une

étrange douceur. La Nouvelle-France où a grandi M. de Gaspé, et qu'il nous a peinte, est une France féodale disséminée sur un vaste territoire et sous un dur climat, dont il semble bien, si nous nous reportons aux Mémoires du XVIIe siècle, que deux cents ans de civilisation aient adouci l'âpreté, comme ils ont humanisé l'humeur des Peaux-Rouges. On ne s'y plaint plus de l'hostilité des choses. L'habitude y est peut-être pour beaucoup. Mais l'acclimatation n'est pas une simple affaire de tempérament : l'esprit y a sa part. Ne s'acclimatent vraiment que ceux dont l'industrie et la volonté s'imposent à la nature. On est étonné du peu d'influence de la nature canadienne sur le caractère français. La forêt, la solitude, l'hiver interminable, les perpétuelles alarmes où l'on avait si longtemps vécu, les invasions de ces redoutables Iroquois, « qui venaient en renards, attaquaient en lions et fuyaient en oiseaux, » la fréquentation des Sauvages apprivoisés, rien n'en avait modifié les traits essentiels. Le paysan, transplanté de la Normandie ou de la Picardie, demeurait dans ces nouveaux décors à peu près ce qu'il eût été, s'il n'avait jamais perdu des yeux la flèche de son clocher. Les conditions de son existence avaient changé sans affecter sa vie profonde.

Il était resté avant tout un être sociable, un des êtres les plus sociables de l'humanité. Les immenses espaces étendus entre les bourgs et les domaines seigneuriaux, et les difficultés de communication, ne l'avaient point jalousement replié sur lui-même et ne lui avaient pas donné cette austère indigence de parole et de pensée dont on leur attribue la cause chez les peuples du Nord. Au contraire. Sa sociabilité, contrariée par la nature extérieure, s'était redressée plus vivace. De Noël au Carême, les *habitans*, — c'était le nom des campagnards, — se recevaient et s'hébergeaient avec une prodigalité plantureuse que l'on ne connaît plus guère, dans nos fermes normandes ou bretonnes, que les jours de noces et de pardons. Les carrioles pouvaient amener des hôtes par douzaines : on n'était point embarrassé de les traiter. Les femmes, à leurs momens de loisir, avaient cuit des fournées de viandes que le froid de la saison permettait de conserver et qu'elles n'avaient qu'à réchauffer sur leurs poêles toujours ardens. Les Écossais eux-mêmes étaient ébahis d'une aussi généreuse hospitalité. Il y avait de quoi ; car notre bas de laine proverbial avait traversé

l'Océan, et les anciens *habitans* répugnaient plus à dépenser un sou que leurs descendans à dépenser un louis. On économisait dur dans les fermes du Canada. Quand on mariait sa fille et qu'on voulait bien faire les choses, on lui achetait une robe d'indienne, des bas de coton et des souliers français, c'est-à-dire des souliers vendus dans un magasin. Et ce précieux harnachement passait souvent aux petites filles de l'épousée. En ce temps-là, les dots les plus reluquées se composaient de cinquante beaux francs, d'une vache, de six mères moutonnes, d'un coffre où mettre ses hardes, et d'un rouet. Mais le plaisir de se réunir, de manger et de boire ensemble, et de causer, l'emportait sur leur instinct de parcimonie. Ils avaient des mots de bienvenue qui sentaient leur origine normande et les longs voyages sur la mer. Ils vous mettaient à l'aise tout de suite, dès votre entrée chez eux. « Dégréez-vous ! » disaient-ils. Et cela signifiait : « Otez votre redingote. » Et cela signifiait aussi : « Vous êtes au port. » Mais, à leur table, il fallait la croix et la bannière pour obtenir du pain. « Monsieur, répondaient-ils, le pain est moins bon que la galette. »

Leur existence de pionniers si longtemps menacés et toute la sauvagerie de la nature ne les avaient point dépouillés de leur courtoisie. Cette politesse, qui les distinguait de leurs voisins anglo-saxons, faisait écrire à un Anglais de cette époque que les Canadiens étaient un peuple de gentilshommes. Sur les routes, le passant était toujours salué d'une parole gracieuse. Jamais un conducteur de voiture, noble ou paysan, n'eût dépassé une autre voiture sans s'excuser ou demander la permission. Mal lui en eût pris, d'ailleurs : l'offensé aurait mis son cheval au galop, et l'affront ressenti eût déchaîné en lui « ce je ne sais quel dieu qui veut qu'on soit vainqueur. » Le dimanche, lorsque, à l'issue des offices, la châtelaine sortait de l'église, les paysans, prêts à partir, arrêtaient leurs carrioles, et la suivaient, en réglant leur marche, jusqu'à l'avenue de son manoir. Et là, bien qu'elle eût le dos tourné, ils n'en ôtaient pas moins leur chapeau. L'occupation anglaise n'entretint pas ces beaux usages qui n'enlèvent rien à l'homme de sa dignité personnelle et qui en donnent davantage à la société humaine. M. de Gaspé nous l'a indiqué, en souriant, dans un des plus jolis mots de ses *Mémoires*. Un brave paysan de Beauport, qui conduisait à Québec un chargement de bois, rencontre un petit vieux qu'il

ne connaissait point et qui lui parut fort pitoyable sous sa redingote usée et son casque de martre tout pelé. Il l'invite à monter près de lui. Le petit vieux accepte. C'était le général gouverneur Prescott. On arrive aux portes de la ville : salut des sergens et salut des soldats. On gravit les rues : salut des passans. Notre paysan, qui prenait tous ces saluts pour lui, « était émerveillé de voir, dit M. de Gaspé, que la civilisation, depuis sa dernière visite, avait avancé *ou plutôt rétrogradé* de cinquante ans. »

La politesse d'un peuple n'est souvent que le reflet de son esprit religieux dans la vie civile. Les Canadiens avaient une piété très vive. Avant de commencer un ouvrage, et surtout un ouvrage qui pouvait entraîner des dangers, les *habitans* s'agenouillaient, et le plus âgé d'entre eux invoquait Dieu, la Vierge ou les Saints. L'extraordinaire atmosphère de mysticisme qui avait enveloppé le berceau de la Nouvelle-France ne s'était pas encore dissipée. Les grands miracles des temps héroïques avaient laissé au fond de toutes les âmes l'appétit du surnaturel. Derrière eux, les petites superstitions étaient entrées dans les maisons plus tranquilles et s'étaient assises au foyer. Les Démons et les Anges ne déchiraient plus les airs de leurs furieux combats comme aux jours où la Mère Sainte-Marie de l'Incarnation tremblait pour son couvent des Ursulines de Québec. Mais les revenans n'étaient pas rares ; et les feux follets dansaient un peu partout. Les seuls moyens que l'on connût de les mettre en fuite consistaient, l'un à leur présenter deux objets quelconques en forme de croix, l'autre, plus expéditif, à leur demander quel était le quantième de Noël. Ils ne le savaient jamais ; et c'est pourquoi, dans les fermes, les enfans, craignant de l'oublier, se le faisaient répéter vingt fois par jour. On entendait des voix d'anciens naufragés sur les bords des lacs solitaires aux brusques tempêtes. Et plus d'une paroisse possédait sa sorcière qui semblait être venue tout droit du vieux pays avec sa chandelle de suif couleur de safran, son jeu de cartes crasseux et son maigre chat noir. Les coutumes prêtaient souvent à l'imagination. Certains soirs, les villages, que séparait le Saint-Laurent, se télégraphiaient par des lumières et des feux les nouvelles du mois ou de l'année. Si le feu brûlait longtemps, c'était signe que tout allait bien. S'il s'éteignait subitement, c'est que la mort avait passé ; et autant de fois qu'il se

rallumait et s'éteignait, autant d'âmes qu'elle avait emportées. Ces signaux lumineux, qui faisaient parler le silence de la nuit, habituaient les yeux à scruter l'horizon et à interpréter toutes les lueurs et tous les gestes de la nature.

Mais le bon sens national avait préservé nos gens de la mélancolie fantastique et des excès du piétisme où l'isolement et la foi religieuse jetaient tant d'autres colons des déserts de l'Amérique et précipitent encore tant de fermiers sous les forêts scandinaves. C'est merveille de voir comme la goguenardise des auberges de France et la malice gauloise s'étaient transmises et se perpétuaient en eux, aussi bien, du reste, que notre vieil esprit d'aventure et de chevalerie qui revivait très souvent chez les Coureurs des Bois. M. de Gaspé ne nous a point parlé de ces hardis voyageurs, dont son compatriote, M. de Celles, le savant bibliothécaire du Parlement Fédéral, nous a retracé l'histoire et que des Américains, l'historien Parkmann et l'ancien président Roosevelt, ont admirés avec cette nuance d'étonnement que l'étranger impartial éprouve toujours lorsqu'il approfondit le caractère français. Bas-de-Cuir est la plus belle des créations de Fenimore Cooper, parce qu'elle en est la plus vraie. Je n'en vois de plus vraie dans aucun roman historique. En revanche, M. de Gaspé ne tarit pas sur la bonhomie narquoise du paysan canadien ; et il nous en a donné des exemples qui valent des portraits. Un honnête cultivateur de Sainte-Anne-la-Parade avait le grand honneur de conduire dans sa carriole le gouverneur lord Dorchester. Il gelait à faire éclater une église ; et tout à coup il s'aperçut que le gouverneur avait le nez blanc. « Excellence, que je lui dis, sauf le respect que je vous dois, vous avez le nez gelé comme de la graisse de porc. » Lord Dorchester porta aussitôt la main à son nez complètement insensible et demanda ce qu'il fallait faire : « Ah ! dame, voyez-vous, mon général, je n'ai encore manié que des nez canadiens : les nez anglais, c'est peut-être une autre paire de manches. » — « Mais que fait-on aux nez canadiens ? » — « Un nez canadien, Excellence, c'est accoutumé à la misère, et, en conséquence, on le traite assez brutalement. » Vous voyez le sérieux plaisant de notre homme et son clignement d'yeux. Lord Dorchester était un excellent gouverneur, aussi poli envers les *habitans* que s'il eût été un gros bonnet de la paroisse. Mais les Canadiens avaient quelques petits griefs contre l'adminis-

tration anglaise, et le cultivateur de Sainte-Anne-la-Parade trouvait bon de s'égayer un peu aux dépens de la puissance britannique représentée par l'appendice nasal de ce très haut personnage. « Supposez, dit le lord, que mon nez, au lieu d'être anglais, soit canadien. » — « Oui, Excellence ; seulement il y a encore une difficulté : c'est que tout le monde n'a pas un nez de gouverneur, et vous sentez que le respect, la considération... » — « Goddam ! s'écria l'Anglais, je sens surtout que mon nez devient plus dur que du bois ! » « Quand je vis qu'il se fâchait, raconte le paysan, lui toujours si doux, si bon, je commençai ma besogne en conscience, et, avec quelques poignées de neige, je lui dégelai le nez comme père et mère ; mais il faut avouer que j'en avais plein la main de ce nez de gouverneur ! »

Les vieillards eux-mêmes, qui avaient eu la vie pénible, conservaient ce tour d'esprit, cette humeur prime-sautière qui rendent la sagesse si pittoresque et que George Sand a si joliment attrapés dans ses romans berrichons. Un soir que M. de Gaspé, parti pour la pêche en compagnie du père Romain Chouinard, côtoyait les bords du lac des Trois-Saumons : « Voyez donc, lui dit-il, comme les arbres se mirent dans l'eau. » — « C'est le miroir que Dieu leur a donné, répondit le vieux pêcheur, à eux qui ne sont point orgueilleux ; mais le diable a fait ceux dont se servent les femmes pour la perdition de leur âme. » Plus loin, un groupe d'îlots semblaient nager sur l'onde ; et M. de Gaspé s'écria : « Ne dirait-on pas qu'ils viennent à notre rencontre ? » — « As pas peur, répliqua le père Romain : ceux que le Bon Dieu a si bien ancrés ne déraperont qu'au jour du Jugement. » Qu'il me plaît d'entendre dans les solitudes du Nouveau Monde ces voix qui causent comme au coin d'un champ, devant une rivière de chez nous ! Elles nous vont plus directement au cœur que les accens de René. Certes, nous ne méconnaissons point les séductions de l'exotisme ni la magie de ces mots étranges qui tiennent de l'incantation et qui nous transportent instantanément à mille lieues de l'endroit où nous sommes. Il n'y a pas à dire : la lune prend une face nouvelle lorsqu'elle se lève entre deux colonnes de papayas. Mais, quand M. Séguin de Québec rencontre M. de Gaspé un jour de Premier Janvier, à la sortie de la grand'messe, et qu'il lui dit : « Je vous la souhaite bonne et heureuse et autant d'années qu'il y a de pommes d'api en Normandie, » M. Séguin, lui

aussi, fait de l'exotisme. Il travaille lui aussi, et sans le savoir, dans les papayas. Quel évocateur que ce M. Séguin ! J'aperçois derrière lui toute une caravane de bateaux qui s'échelonnent à travers l'Atlantique, de Québec au Havre, et dont les mâts sont gais comme des pommiers en fleurs.

Je ne crois pas que M. de Gaspé ait idéalisé les paysans du Canada. Il ne nous cache point leurs travers. Il ne nous dissimule pas qu'un certain nombre d'entre eux n'aimaient ni leurs seigneurs ni les curés, qui, assuraient-ils, s'entendaient avec « les gros » pour ruiner l'*habitant*. Mais il est permis de penser que les exigences ou les ingérences cléricales ne leur pesaient pas trop, puisqu'ils s'en accommodent encore et continuent de prospérer. Quant à nous qui n'avons point à nous mêler de leurs petites affaires, nous ne pouvons qu'être reconnaissans à ces prêtres dont l'œuvre, si l'on se place au point de vue laïque, a sauvé sur ce coin du monde les droits de la langue française et de la race française. J'ai toujours jugé de très mauvais goût, et même d'un patriotisme douteux, les diatribes de quelques touristes échauffés que le clergé canadien n'a jamais forcés d'aller à la messe et qui dénoncent son intransigeance et son obscurantisme, comme si nous ne lui devions pas, en grande partie, la douceur inestimable de retrouver en Amérique une image presque inaltérée de la France éternelle. Les paysans avaient surtout à l'égard des fils de leurs seigneurs, dont la vie se passait à Québec, la défiance parfois hargneuse des nôtres envers les beaux messieurs de Paris. Ils ne leur ménageaient point les sarcasmes, les traitaient d'*habits à poches*, de *sauteurs d'escaliers*, et de *dos blancs*, à cause de leur tête poudrée et frisée comme un chou-fleur, — ce qui prouve, du reste, qu'ils ne les craignaient guère. « Le censitaire de la province de Québec, écrivait M. de Gaspé, était l'homme le plus indépendant du monde. Le plus riche en terres payait une douzaine de « chellin » à son seigneur et pouvait s'en moquer impunément. »

Mais le seigneur ne pouvait lui rendre la pareille. Dans une féodalité bien comprise, les obligations croissent en proportion du rang qu'on occupe. Le seigneur canadien en avait d'assez lourdes et de très onéreuses. Malheur à celui qui acceptait le parrainage d'un enfant de censitaire ! Comme les familles multipliaient et qu'il ne devait refuser à personne ce qu'il avait accordé au voisin, il se trouvait quelquefois à la tête d'une centaine de

filleuls, qui avaient commencé, en entrant dans la vie, par saigner sa cave, car il était tenu de fournir le vin et l'eau-de-vie aux accouchées, dont c'était le meilleur remède, et d'arroser abondamment les fêtes du baptême. Les Gaspé et tous les seigneurs qu'ils connaissaient avaient été élevés dans le respect de leurs censitaires. On n'était pas encore éloigné du temps où les surprises des Indiens et les attaques des Anglais avaient établi entre tous les colons, nobles et paysans, la plus solide des fraternités, la fraternité militaire. Et cette aristocratie terrienne avait pour principe d'attendre patiemment les arrérages et de ne jamais poursuivre un cultivateur. *Jean-Baptiste*, le *Jacques* du Canada, se présentait au mois de novembre chez son seigneur : « Je viens vous payer mes rentes, mon lieutenant, lui disait-il ; mais les temps sont si durs que je n'ai pas d'argent. » Le lieutenant, une longue plume d'oie fichée à l'oreille et son épée posée devant lui sur une table recouverte de drap vert, foudroyait d'une citation latine le censitaire qui se grattait la tête, et l'envoyait à la cuisine où une rasade d'eau-de-vie le consolait de sa pouliche morte au printemps. Le seigneur devait aussi, les jours de grande fête, héberger ses *habitans;* et on l'eût accusé de lésinerie, si la table, à la fin du repas, n'avait pas été aussi encombrée de mets qu'au commencement.

On vivait bien dans les manoirs du Canada. M. de Gaspé nous décrit complaisamment la salle à manger de ses parens, avec son tapis de laine à carreaux, ses tentures de laine aux couleurs vives et l'immense buffet qui montait jusqu'au plafond, et dont les barres transversales soutenaient un service en vaisselle bleue de Marseille. La porcelaine de Chine, le dessert, les carafes de vin blanc étaient rangés sur une table près du buffet. A un des angles de la pièce, une fontaine de faïence, en forme de baril, servait aux ablutions. A un autre angle, des flacons carrés garnissaient un cabaret de liqueurs. Sur la table, où le couvert était disposé, on commençait seulement à adopter l'usage des couteaux. Jusque-là, chacun apportait le sien, dans sa poche, s'il était à ressort, et, si c'était un couteau-poignard, suspendu à son cou dans une gaine de soie, de maroquin ou d'écorce de bouleau travaillée par les Sauvages. Le couteau des hommes avait d'ordinaire un manche d'ivoire ; celui des dames, un manche de nacre. On conserva longtemps, en guise de verres, des gobelets d'argent dorés à l'intérieur et qui ressem-

blaient à des calices. Les menus auraient réjoui nos pères du XVIIe siècle. Il y avait particulièrement un pâté de Pâques où entraient je ne sais combien de dindes, de poulets, de perdrix et des pigeons et des râbles de lièvres, et dont le godiveau se composait d'au moins deux jambons. Et ce pâté, qui n'était là que pour ouvrir l'appétit de huit ou dix convives, était suivi de pieds de porc à la Sainte-Menehould et de toute une basse-cour rôtie. Je ne doute plus que Pantagruel ait appareillé pour le Canada : il y subodorait déjà ces architectures de viandes.

Les repas étaient très gais. La maîtresse de maison s'amusait souvent à surprendre et à mystifier ses hôtes, par exemple, en hiver, quand elle faisait circuler un plat d'œufs à la neige, où il ne manquait que les œufs, mais où la neige était de la vraie neige, tombée du ciel. Au dessert, la mode était de chanter, les messieurs et les dames alternativement, et tous reprenaient le refrain en frappant de leurs couteaux sur leurs verres. Nous avons encore connu cette mode-là dans la petite bourgeoisie de nos provinces. Mon Dieu, que c'est loin ! Quand on passait au salon, si l'on ne se donnait point le divertissement d'une comédie, toute la société se livrait avec délices à des jeux comme *La Compagnie vous plaît-elle?* ou *Cache ta bague, bergère!* ou *L'Anguille brûle.* Ces jeux n'étaient pas plus puérils que les sports mondains d'aujourd'hui. Et même ils l'étaient moins, car l'esprit y tenait sa place. Ceux qui s'en récréaient avaient fait bonne figure sur les champs de bataille, et, accoutumés à regarder le danger dans les yeux, ils étaient aussi prompts et aussi souples à en déjouer les assauts que s'ils avaient consacré la moitié de leur vie à courir après une balle. Des beaux exemples de sang-froid que nous rapporte M. de Gaspé, je ne retiendrai que celui de M. de Salaberry, « digne gentilhomme et bon latiniste. » Il bivouaquait un soir avec quelques amis, quand un énorme serpent à sonnettes, sans doute attiré par le feu, surgit au milieu du groupe qui demeura pétrifié d'horreur. Mais M. de Salaberry empoigna le monstre, l'étreignit, l'étouffa et le jeta dans le brasier. Les femmes, elles aussi, savaient tenir tête à l'imprévu; et les plus rudes exercices ne les effrayaient pas : elles comptaient parmi leurs grand'mères ou leurs grand'tantes des héroïnes, comme les dames de Verchères, qui avaient défendu un fort contre les Sauvages et les avaient repoussés.

*
* *

A Québec, la vie était plus animée et plus turbulente. Sur ce roc, dont l'éperon domine le Saint-Laurent, la curieuse ville, monastère et forteresse, accrochée aux aspérités de la pierre, s'était desserrée, dilatée, et avait pris l'air bourgeois, mais toujours fier, d'une de nos vieilles cités provinciales. C'en était aussi le même train, les mêmes incidens journaliers; les mêmes commérages au pas des portes ou sous les longues galeries; les mêmes jolies couturières bien connues pour travailler, pendant l'été, à leurs fenêtres ouvertes; les mêmes plaisirs, depuis les joyeusetés classiques de la basoche et les piaffemens nocturnes du corps des officiers, jusqu'au coup de cloche des gamins qui se sauvaient à toutes jambes, dès que le portier du couvent apparaissait sur le seuil.

La population se montrait naturellement casanière, ce qui nous semble paradoxal, car nous comprenons mal que des gens soient venus de si loin pour se confiner entre leurs quatre murs. Mais la plupart des colons ne cherchent aux colonies qu'une assurance de ne plus avoir à bouger; et leurs fils désirent d'autant plus la stabilité que les pères ont dépensé d'un coup tout l'esprit d'aventure qui était dans la famille. Un grand nombre des habitans de Québec n'avaient jamais posé le pied sur l'autre rive du Saint-Laurent, ni mangé une omelette à l'auberge de la Pointe Lévis. Ce n'était pas toujours une affaire de mince importance que de traverser le fleuve, hormis les jours de marché. Les bateliers, tous cultivateurs et gens assez bourrus, ne démarraient pas au doigt et à l'œil. On pouvait s'adresser aux Sauvages dont les cabanes, en été, couvraient les grèves. Mais ils étaient souvent sous l'empire du Génie de l'Eau-de-Vie, fort ennemi du Génie des Vents et des Eaux. Leurs beaux yeux noirs que l'ivresse ternissait et la pâleur de leur teint ne promettaient rien de bon à celui qui montait dans leur canot d'écorce. Il lui fallait non seulement un cœur de triple airain, mais des bras d'habile nageur et pas de chaussures aux pieds. En ce temps-là, les troupeaux de bœufs qui venaient, bien malgré eux, se faire égorger à Québec, et que les bouchers impatiens attendaient sur les remparts, devaient se laisser lier les cornes aux bancs de la barque des bouviers, et la traîner, comme des tritons, à travers les courans du fleuve, dont le

reflux augmentait la violence. Les pauvres bêtes s'esquintaient à gagner la mort. Enfin on eut entre Québec et la Pointe Levis un service à vapeur ; et le *Lauzon* fendit les flots. Mais son capitaine, Michel Lecourt dit Barras, eut besoin d'un long apprentissage pour arriver à mater cette chienne de machine anglaise « aussi fantasque que ceux qui l'avaient inventée. » L'accostage fut longtemps un problème délicat à résoudre et même périlleux. Souvent le capitaine criait trop tard à l'ingénieur Joseph : *Stop her, Joe !* Et le fougueux navire rebondissait contre le débarcadère et s'y faisait d'énormes bosses. Souvent aussi, il le criait trop tôt, et le *Lauzon*, subitement arrêté, commençait à dériver loin du port : « *Start her, Joe!* criait alors le capitaine ; *Another stroke, Joe!* Encore un coup ! » Et les coups succédaient aux coups ; et les passagers étreignaient à deux mains la rampe du navire pour ne pas aborder avant lui par le chemin des airs. Le *Lauzon* avait révolutionné les habitudes des citoyens de Québec. Un immense désir de l'inconnu les avait saisis. Les plus pauvres économisaient le prix de la traversée. Le soir, ceux qui revenaient de la plage lointaine, qu'ils s'étaient contentés jusque-là de découvrir à l'œil nu, s'entretenaient des merveilles de ce nouveau continent.

Les divertissemens publics n'étaient pas très nombreux. Le premier cirque qu'on y vit, le cirque Ricket de Londres, n'y arriva qu'en 1797. On y faisait, comme disaient les enfans, de fameux tours de « soupletesse. » Mais le sieur Marseille et sa femme avaient installé un Théâtre de Marionnettes qui amusa et ravit des générations. Il s'ouvrait régulièrement à six heures de relevée, — l'heure où commençaient les bals, — le jour de la seconde fête de Noël, car on fêtait alors la Noël trois fois ; et il ne fermait que le mercredi des Cendres. On y donnait chaque soir deux ou trois représentations devant une salle comble. Les retardataires de la première fournée attendaient patiemment, sur la neige. Son Altesse Royale, le Duc de Kent ne dédaigna point d'entendre les célèbres bonimens du ménage Marseille. Ce fut un grand soir pour le petit théâtre ; et la mère Marseille se surpassa. Lorsque le jeu des marionnettes fut terminé, le rideau s'écarta de nouveau, et l'on aperçut la ville de Québec admirablement représentée en carton. Sur la haute citadelle flottait le drapeau britannique ; des troupes bordaient les remparts ; des canonniers à leurs pièces, mèche

allumée, tonnaient contre les assaillans de 1775, c'est-à-dire contre les Américains qui s'enfuyaient. Et, pour achever de réjouir l'auguste présence du Prince, la mère Marseille entonna avec tout ce qui lui restait de voix : *Malbrouk s'en va-t-en guerre, mironton ton-ton mirontaine!*

A défaut d'autres distractions, la ville, comme les villes de la Nouvelle-Angleterre, possédait son pilori sur la place du Marché. On ne connaissait pas les voleurs dans les campagnes où les *habitans* n'usaient ni de clef ni de verrou. Mais, à Québec, il ne se passait pas de mois qu'un criminel ne fût exposé au poteau patibulaire et ne servît de cible aux œufs pourris de la canaille. Un bon shérif, — qui n'était pas M. de Gaspé, — eut pitié de ces malheureux et de leur terrible immobilité par des froids excessifs : il imagina un carcan qui tournait sur pivot et qui leur permettait de prendre le même exercice que des chevaux de distillerie. Malencontreuse pitié! Les œufs, qu'ils pouvaient maintenant éviter, allaient s'écraser sur les passans ; et de tous côtés montèrent des malédictions à l'égard du bon shérif.

Mais la foule, si facilement cruelle, avait aussi ses jours de générosité. Un honnête homme de soldat fut condamné à la pendaison pour avoir tué un vaurien de son régiment qu'il avait surpris dans les bras de sa femme. Le peuple de Québec complota silencieusement de le sauver; et les Récollets se mirent du complot. On les aimait beaucoup : c'étaient eux qui veillaient les malades et qui ensevelissaient les morts. Ils faisaient l'école aux enfans pauvres; ils nourrissaient les misérables ; et, comme ils quêtaient toujours par monts et par vaux, ils colportaient les nouvelles; et l'on se disait en les voyant : « Voilà le journal qui arrive! » Le jour du supplice, le récollet, qui accompagnait son pénitent à la potence, lui manifestait une tendresse si débordante qu'à tout moment il le prenait par la tête et le serrait sur sa poitrine. Et chaque fois il imprégnait avec une fiole d'acide nitrique la corde que le prisonnier portait au cou. En effet, quand le bourreau eut retourné l'échelle fatale, la corde se rompit. D'un bond furieux, le pendu renversa quelques soldats et s'engouffra dans la foule qui se referma sur lui. Ses anciens camarades se jetèrent à ses trousses, pour la forme. Ils perquisitionnèrent même chez un tonnelier de la rue Sault-au-Matelot qui, la chandelle à la main, les promena entre ses

tonnes... Mais, le lendemain ou le surlendemain, un navire en partance faisait sa provision d'eau, et une de ces tonnes y fut précieusement embarquée. Quant au bourreau, que ce dénouement frustrait de petits avantages, il ne dut pas s'en affliger s'il était encore le bon Bob, dont les gens de Québec ne parlèrent longtemps qu'avec de grands éloges. Ce nègre, exécuteur des hautes œuvres, n'aurait certainement rien compris à la page de Joseph de Maistre. Il entrait dans toutes les maisons comme chez lui. On était toujours content de le voir. « Tiens, voici Bob! J'avais justement besoin de vous, Bob! » C'était l'homme le plus serviable du Nouveau Monde, le commissionnaire le plus zélé et le plus scrupuleux. On le disait victime de la fatalité. Chaque fois qu'il accomplissait sa sinistre besogne, il en pleurait. Malheureusement, M. de Gaspé eut beau fouiller dans sa mémoire, il n'y retrouva pas l'histoire ou la légende romantique de ce bourreau bienfaisant.

En revanche, il se rappelait fort bien les apparitions pacifiques qu'au temps de sa jeunesse les Sauvages faisaient encore dans la ville de Québec. Il les avait connus avec leur mine féroce, le corps tatoué d'hiéroglyphes, le visage peint de rouge et de noir, les oreilles découpées en branches d'où pendaient de grands anneaux d'argent, et la tête rase, sauf une aigrette de cheveux. Il avait aussi fréquenté les derniers chefs Hurons. Quand on les invitait à un banquet ils s'y rendaient superbement vêtus, bleus, écarlates, brodés d'argent, leurs souliers de chevreuil ornés de porc-épic, et des panaches de plumes sur leurs chapeaux de castor. Au retour d'une expédition guerrière, comme les Natchez de Chateaubriand, ils poussaient, en approchant de leurs villages, autant de cris de mort qu'ils avaient perdu d'hommes. Pendant la guerre de 1812 contre les Américains, dix-huit d'entre eux vinrent à Québec. Assis au fond de leurs carrioles, ils commencèrent à jeter leurs cris funèbres en face de l'Hôpital Général et ne cessèrent que devant le seuil de la maison qui leur était destinée. Comme on disait à l'un d'eux qu'il ressemblait au prince de Galles : « Je n'en suis pas surpris, répondit-il ; moi aussi, je suis fils de Roi. »

Mais les fils de roi étaient de plus en plus rares. Ordinairement, on n'avait affaire qu'à de pauvres diables d'Indiens moins farouches, bien que les vieux eussent parfois des souvenirs assez désobligeans pour l'espèce humaine, comme celui qui

se pourléchait encore d'un ancien festin où, disait-il, sept de leurs ennemis avaient été mangés. M. de Gaspé lui demanda quelle était la partie la plus délicate d'un ennemi rôti. Le vieux Peau-Rouge répondit sans hésiter et en faisant claquer sa langue : « Certes, ce sont les pieds et les mains, mon frère! » Mais, avec les Sauvages, on ne sait jamais jusqu'où peut aller l'humour. Les nôtres, les Hurons, avaient fini par s'accommoder de la place que leur faisait la famille française. Ce n'était pas en vain que, pendant un siècle, notre Mission les avait baptisés du sang de ses martyrs, ni que des femmes héroïques avaient brûlé d'un saint amour pour leurs femmes et leurs enfans. Nous avions été aussi impuissans à écarter d'eux les contagions et les Iroquois qu'à nous garder nous-mêmes. Il y avait entre nous communauté de malheur et de défaites. Mais, sur aucun point de l'Amérique, le conquérant n'avait traité l'Indien avec la douceur que nous y avions mise, et surtout avec le même respect des âmes. Le grand historien américain Parkmann l'a reconnu et proclamé. Encore aujourd'hui, j'ai entendu sir Wilfrid Laurier me parler de ces vieux peuples agonisans en des termes affectueux que ne trouvent point ailleurs ceux qu'ils intéressent et qui les admirent dans le passé. On ne les considérait pas comme des sages, des inspirés de la nature, des hommes fraîchement sortis de la main des dieux, *viri a diis recentes :* il n'y a que les princes de la philosophie et des lettres pour s'offrir le luxe de ces paradoxes. On ne les considérait pas plus comme des brutes. Malgré une familiarité de deux siècles, ils gardaient toujours un peu de ce mystère que conserven même aux yeux des plus habiles oiseleurs les oiseaux de la forêt. Les *habitans* et les gens du peuple les prenaient tels qu'ils étaient et ne se mettaient point martel en tête de leurs bizarreries. Chez les autres, et particulièrement chez M. de Gaspé, on sent cette curiosité psychologique qui est une des plus charmantes qualités de notre race et un de ses caractères les plus humains. Il relève leurs contradictions. Il les observe d'un œil surpris, amusé, toujours bienveillant.

Montaigne, si friand d'anecdotes et qui partait chaque matin à la découverte des sources de l'humanité, eût feuilleté les *Mémoires* de ce seigneur canadien avec le même plaisir qu'il interrogeait ses Brésiliens. Il eût certainement noté l'histoire du jeune Abenaquis de dix-huit ans qui avait tué deux Anglais et

que les chefs de sa tribu décidèrent de livrer, à condition qu'il serait fusillé et non pendu. Le petit cortège déjeuna en passant au manoir de Saint-Jean-Port-Joli. Le prisonnier était libre, et une servante des Gaspé le revoyait encore rôdant et furetant dans toutes les chambres de la vieille demeure, d'un air à la fois curieux et effronté. Il s'en allait à son exécution comme à une réception du gouverneur. Mais, un autre jour, quatre Sauvages qui traversaient le Saint-Laurent chavirèrent et revinrent à la nage au petit quai où leurs amis et leurs femmes leur tendaient des perches; et voici qu'à peine remontés sur la rive, sauveurs et sauvés se jetèrent dans les bras les uns des autres, pleurant, sanglotant, hurlant. Ce furent des étreintes sans fin. M. de Gaspé soupçonna bien que l'eau-de-vie avait peut-être une part de responsabilité dans ces extraordinaires effusions. Mais le stoïcisme n'est jamais naturel, et les peuples où l'on fait le plus communément profession de mépriser la mort, quand elle s'avance en grand apparat, sont souvent ceux que ses sournoiseries prennent le plus au dépourvu. Le même Indien à qui des supplices raffinés, en face de l'ennemi, ne desserraient pas les dents, rentré chez lui, criait comme un enfant quand il avait la colique. Montaigne, qui cherchait dans l'histoire des hommes tantôt un entraînement au courage, tantôt une excuse à ses faiblesses, ne serait point resté indifférent aux merveilleuses contrariétés de cette nature indienne. Et, comme rien ne lui plaisait tant que la vertu, sinon la sagesse qui nous avertit de n'en point espérer l'avènement à l'empire du monde, il eût aussi goûté la résignation philosophique que les Sauvages opposaient souvent aux remontrances de leurs missionnaires. L'un d'eux avait réuni les chefs d'une tribu où les parens fermaient trop les yeux sur les fredaines de leurs filles, jolies sauvagesses très peu sauvages. Il les avait sévèrement tancés de leur coupable indulgence; et l'auditoire contrit baissait la tête et les épaules en poussant des *Hoa! Hoa!* Le missionnaire, satisfait de ces signes de repentir, allait se retirer, quand un des plus vieux, qui s'était consulté gravement avec les autres, se leva et lui dit : « Que veux-tu, mon père, ç'a été avant nous, et ce sera encore après! »

Mais je sais gré surtout à M. de Gaspé des petites scènes familières dont il a semé ses causeries. Si insignifiantes qu'elles puissent paraître, ces vives images de la vie d'autrefois sont comme les vieux pignons et les vieilles portes qui nous aident

à imaginer toute une ancienne ville. Dans la cour du Séminaire, sur les marches du perron, à la récréation de midi, le directeur, M. Lionnais, faisait une partie d'échecs avec le jeune Papineau, élève de seconde, le futur défenseur des libertés canadiennes. Un Sauvage, ayant trouvé la porte ouverte, s'était approché et suivait attentivement le mouvement des pièces. M. Lionnais lui demande s'il sait jouer : « Pas connaître ! » répond l'Indien ; mais, de sa main droite traçant de petits cercles dans la paume de sa main gauche, il ajoute : « Bon, bon, jouer comme ça ! » « Ah ! tu sais jouer aux dames, dit le directeur. Papineau, allez donc, pour la nouveauté du fait, chercher un damier et faites ensuite gratter d'importance ce *canouah!* » A la vue du damier, le Sauvage exulte : « Moi, jouer avec petit patliasse ! » C'était sous ce nom de « petit prêtre » que les Indiens désignaient les élèves du Séminaire. Papineau, sûr de vaincre, pousse négligemment ses pions. L'Indien lui souffle une dame, puis une autre, puis une troisième, et s'écrie : » Pas bien joué, petit patliasse ! » Papineau, piqué, veut sa revanche, et, aux éclats de rire des assistans, il essuie un nouvel affront : « De grâce, monsieur le directeur, dit-il, prenez ma place et, pour l'honneur du Séminaire, donnez une bonne leçon à cet animal des forêts. » M. Lionnais accepte en souriant. Mais l'Indien proteste et s'excuse : « Moi, pas capable de jouer contre grand patliasse ! » Enfin sa modestie se laisse fléchir, et deux fois de suite, sous les yeux des élèves rassemblés, il battit leur directeur à plates coutures. Puis il déclara qu'il avait faim. Et le directeur de s'écrier : « Fais-moi le plaisir, Gaspé, de mener ce glouton à la cuisine, et dis à Joseph de le bourrer de pain et de viande jusqu'à ce qu'il en crève ! » Ces anecdotes, ces vignettes dessinées d'une main légère dans les marges de l'histoire nous font mieux comprendre que l'histoire même la « gentillesse » de cette civilisation française adaptée au Nouveau Monde. Elle pouvait encore avoir ses côtés rudes ; mais il faudrait la comparer à l'autre, à sa rivale anglo-saxonne telle que nous l'ont peinte les historiens et les romanciers américains, pour en apprécier toute la sociabilité souriante et la douceur humaine.

*
* *

On était alors bien plus éloigné de l'Europe qu'aujourd'hui, et ce qui en arrivait semblait aussi fabuleux aux gens du

Canada que, deux siècles plus tôt, aux Européens les curiosités du Mexique et du Pérou. En 1795, M. de Gaspé se rappelait être allé voir avec ses camarades une bête prodigieuse qui venait de débarquer d'un navire anglais : c'était un âne. Les poêles de fer ne firent leur apparition qu'à la fin du XVIIIe siècle; et l'on se rendait, le dimanche, d'une lieue à la ronde, chez l'heureux propriétaire d'un meuble si rare et si précieux. La ville de Québec ne comptait en 1812 que trois pianos et juste autant de carrosses. Pour les paysans, tout ce qui était français gardait une supériorité incontestable, même « la bonne picote » qu'ils préféraient au vaccin. L'aristocratie, toujours moins conservatrice, souriait aux nouveautés anglaises. Quand le petit Gaspard de Lanaudière, qui avait été en pension à Londres, rentra au pays de ses ancêtres, son costume pareil à celui des marins de la flotte britannique, — gilet, veste et pantalon bleus, bas de coton blanc, escarpins au ruban noir, chemise ouverte à la Byron et cheveux ras sans poudre, — surprit et enchanta les dames canadiennes. Leurs enfans vêtus en petits marquis, avec une énorme queue enrubannée et un habit qui leur traînait sur les talons, leur parurent « aussi empesés que les coiffes des bourgeoises du faubourg Saint-Denis. » Mais, en tout ce qui touchait les choses de l'intelligence, la France restait leur seule maîtresse et leur unique exemple. L'excellent M. de Salaberry, au milieu d'une représentation du *Barbier de Séville*, donnée par des amateurs, se levait de son siège et criait d'une voix de stentor : « Courage, Figaro! On ne fait pas mieux à Paris! »

Les étrangers étaient encore peu nombreux. M. de Gaspé cite quelques Allemands qu'on ne pouvait recevoir à cause de leur ivrognerie, et quelques officiers prussiens querelleurs et grossiers, surtout à l'égard des Canadiens français, et dont le plus insolent fut mis à la raison par l'un des nôtres, pour l'éternité. Depuis la conquête, les Français de France n'abordaient guère au Canada. Je n'en trouve qu'un seul, dans ses *Mémoires*, dont le passage ait été remarqué. La grand'mère de Mme de Gaspé, Mme Baby, avait rencontré Volney sur le bateau qui faisait la traversée, souvent orageuse, du lac Erié. Il parlait assez haut et ne laissait à personne le soin de deviner ses sentimens antireligieux. Il offrit à sa compagne canadienne un livre qui, disait-il, l'amuserait plus que l'ouvrage de piété où elle était en train de se fortifier contre les périls de la

navigation. Elle le refusa; et il en conclut très impertinemment qu'elle craignait la mort et que, du reste, cette crainte était naturelle à son sexe. La nuit même, une furieuse tempête faillit les engloutir. Volney perdait la tête, pendant que Mme Baby récitait tranquillement son chapelet. Quand on fut hors de danger, elle ne put s'empêcher de railler le philosophe. Il avait repris son assurance aussi vite que le ciel sa sérénité, et il lui répondit : « Je ne crains pas la mort pour moi, madame ; mais j'ai une grande mission à remplir, celle de répandre la lumière parmi les aveugles humains. Une fois cette tâche accomplie, je serai prêt à entrer dans le néant. » Il y est entré depuis, avec ses *Ruines*.

Cependant les relations des gentilshommes canadiens et de la France ne s'étaient point interrompues. Les Salaberry, les Saint-Ours, les Lanaudière venaient à Paris et s'en retournaient émerveillés. On se pressait autour d'eux : ils racontaient leurs visites à la Cour, la bonté du Roi, la beauté de la Reine, l'aménité de toute la famille royale. Quelques-uns d'entre eux avaient même poussé jusque dans nos campagnes, où les vrais bergers et les vraies bergères, si dissemblables de ceux des théâtres, les avaient aussi désappointés que des voyageurs qui chercheraient, sous les campemens indiens, des Celuta aux talons roses et à la chevelure odorante. Il y en eut aussi qui réintégrèrent l'histoire de France, comme le vicomte Chaussegros de Lery dont le nom est inscrit sur l'Arc de Triomphe. Pendant longtemps, chaque fois que le père de M. de Gaspé recevait son journal, les paysans lui demandaient des nouvelles du Roi de France, de la Reine et de ses enfans. Pas plus à la campagne que dans le peuple, on n'accusait Louis XV des désastres du Canada. Si quelqu'un le blâmait : « Bah ! bah ! disait-on, c'est la Pompadour qui a vendu le pays aux Anglais. » Et l'on éclatait contre elle. Les premières nouvelles de la Révolution ne rencontrèrent que des incrédules. On était convaincu que tout cela, c'était des menteries anglaises. Il fallut bien se rendre à l'évidence, au moins dans les manoirs. M. de Gaspé n'oublia jamais la scène qui, un matin d'hiver de l'année 1793, étreignit son cœur d'enfant. Sa mère et sa tante causaient assises près d'une table, quand son père, qui avait ouvert son journal, bondit tout à coup sur sa chaise. Ses grands yeux noirs lancèrent des flammes; une affreuse pâleur recouvrit son visage

d'ordinaire très coloré ; et il se prit la tête à deux mains en s'écriant : « Ah ! les infâmes ! ils ont guillotiné leur Roi ! » Les deux femmes se levèrent et allèrent s'appuyer à la fenêtre. Elles sanglotaient; et l'enfant voyait le frimas des vitres fondre sous leurs larmes.

Il semble que l'occupation anglaise ait moins séparé le Canada de la France que l'esprit révolutionnaire. Les Canadiens ressentirent davantage leur isolement quand l'écroulement de l'Ancien Régime leur changea leur conception de la mère patrie. Les paysans ne regrettaient point les coutumes vexatoires dont la conquête les avait déjà débarrassés. Beaucoup de nobles, ruinés par elle, avaient déjà devancé leurs frères du vieux monde sur le chemin de la misère ou de l'exil. Ils étaient donc, les uns et les autres, fort désintéressés. Mais la Révolution les atteignait au plus profond de leur être, en substituant à une claire image de la France, qu'embellissaient encore leurs souvenirs et leurs rêves, l'image d'un pays déchiré, régicide et sacrilège, qu'ils n'apercevaient plus qu'à travers une brume de sang. Il est dur de voir tout d'un coup ce que l'on a tant aimé prendre une nouvelle figure et de ne plus se reconnaître dans son espérance. L'éloignement leur rendait inexplicable la suite effrayante et précipitée des catastrophes. On discutait; on condamnait les vaincus et les vainqueurs, les émigrés qui n'avaient pas défendu leur Roi et les Jacobins qui l'avaient assassiné. Ce mot charmant qu'un invincible espoir mettait encore longtemps après la conquête sur les lèvres des *habitans* canadiens : « Nous reverrons pourtant nos bonnes gens! » ce mot, le plus doux soupir que l'amour de la France ait exhalé, on ne devait plus guère l'entendre que chez des vieillards trop vieux pour recommencer leur siège ou qui semblaient parler dans un demi-sommeil.

Cependant l'avènement de Bonaparte les releva de l'abattement où les avaient jetés les journées révolutionnaires. Nos victoires foudroyantes les revanchaient de leurs humiliations. J'imagine qu'ils éprouvèrent un tressaillement analogue à celui que tant de Français ont ressenti, au milieu d'étrangers qui ne leur cachaient point leur dédain pour la France, lorsque retentit l'écho des batailles de la Marne. Les jeunes gens épousaient la gloire du nouvel Alexandre : on les nommait les démocrates. Leurs pères, royalistes intransigeans, souhaitaient

la défaite de l'Usurpateur et ne pouvaient se tenir de prophétiser ses victoires. Et ils connurent de mauvaises heures dans les milieux anglais où couraient les accusations les plus extraordinaires contre le vainqueur d'Austerlitz et où tout scepticisme de leur part était taxé de trahison. Il eût été choquant de ne pas avoir l'air de croire que cet Antéchrist battait sa femme et ses dames d'honneur et que même, — horrible précocité ! — dès l'âge de onze ans, il avait fait violence à une femme de la plus haute respectabilité. Mais ces tribulations et ces épreuves, qui leur donnaient souvent l'impression d'être en exil dans leur propre pays, loin de l'énerver, fortifiaient davantage le sentiment de leur nationalité. Rejetés par la France, suspectés par l'Angleterre, nos Canadiens puisèrent en eux seuls le courage de résister et la force de triompher.

Dans les trois remarquables biographies qu'il a écrites de Papineau, de Lafontaine et de Cartier, M. de Celles nous a exposé toute l'histoire politique du Canada français au XIXe siècle. M. de Gaspé n'y touche pas plus qu'il n'y a été mêlé. Mais, à la lueur adoucie de ses souvenirs, nous soupçonnons bien des misères vaillamment supportées pendant cette dure période de transition où deux peuples hostiles, dont l'un prétendait dominer et en avait le pouvoir et dont l'autre voulait qu'on respectât ses droits et sa personnalité, furent obligés d'apprendre à vivre côte à côte. Il avait des parens très chers dans le monde Anglais, et sa longue expérience des hommes l'avait allégé de tout parti pris. Il nous déguise d'autant moins les fautes et les injustices de la première domination anglaise qu'elles n'ont jamais été de nature à créer entre ceux qui les commettaient et ceux qui les enduraient d'inexpiables rancunes. Elles provenaient d'une méconnaissance presque absolue du caractère franco-canadien. Les Anglais ont longtemps poursuivi dans leurs nouveaux concitoyens des rebelles possibles que leur forgeaient leur imagination et leurs préjugés. Ils ne se rendaient pas compte de l'admirable héritage de loyalisme que leur avait transféré le Traité de Paris. Les gouverneurs qui furent assez intelligens pour le comprendre se firent un devoir de réparer leurs fautes ou d'en prévenir d'autres. Ce fut parmi ces premiers gouverneurs, tous militaires, que les Canadiens trouvèrent quelques-uns de leurs premiers défenseurs près de la Couronne d'Angleterre.

Qu'avait elle à craindre ? Les paysans, libérés par elle des tailles et des corvées, ne s'étaient jamais sentis plus heureux qu'à la fin du XVIIIe siècle. Du reste, ils n'avaient que de lointaines accointances avec les conquérans, massés dans les villes. Les paroisses étaient devenues leurs camps retranchés. Ils ne demandaient qu'à travailler en paix. Leur amitié pour la France faisait partie de leur patrimoine et de leur religion. Ils aimaient à la voir dans leurs rêves, comme à voir leurs beaux écus dans leur coffre et leurs Saints sur leurs autels.

Mais le bénéfice des lois anglaises, dont ils jouissaient, ne s'étendait point aux populations urbaines. Elles avaient à supporter les tracasseries d'une administration défiante et le mépris du haut commerce entièrement britannique. Pour elles, la conquête était une réalité de tous les instans, et l'*Habeas corpus* un songe. Resserrés entre les murs d'une ville, les deux peuples sentaient leurs pointes. Les Anglais reprochaient surtout aux Français d'être des Français, et leur esprit gouailleur qui se raillait de tout, même des persécutions bureaucratiques, comme les gamins de Québec se taillaient des fifres et des flûtes dans les tiges de ciguë dont l'odeur, à l'automne, infestait la ville. Ils leur reprochaient aussi leur fierté. « En voyant passer ces damnés Français avec leurs uniformes et leurs épées, s'écriait le général Murray au lendemain de l'occupation, on ne reconnaît plus les vainqueurs des vaincus ! » Les Français reprochaient surtout aux Anglais d'être des Anglais, leur morgue, leur roideur, leurs froids sarcasmes et l'usage persistant des châtimens corporels appliqués aux soldats. Tous les vendredis, les gens de Québec, qui fréquentaient le marché de la ville haute, entendaient sortir de la cour des casernes les cris de douleur que le martinet arrachait encore, à défaut de sang, aux échines parcheminées. Un soldat français déserteur, condamné au maximum de la peine, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf coups, les subit sans sourciller. Il se rhabilla seul, et se tournant vers le duc de Kent qui avait procédé lui-même à son arrestation et qui assistait au supplice, il s'écria, le doigt sur le front : « C'est avec du plomb, Monseigneur, et non avec du fouet que l'on dompte un soldat français ! » Ce soldat se nommait La Rose. Le duc ne permit point qu'on employât le plomb ; et pourtant, quand il l'avait arrêté à la Pointe aux Trembles, l'homme avait regretté de ne pas avoir son pistolet

« pour lui flamber la cervelle. » Mais, si tyrannique que voulût être la domination anglaise, elle n'avait pas plus étouffé chez les vainqueurs que chez les vaincus la générosité chevaleresque que les guerres d'autrefois avaient développée, et dont se parait le revers de leurs durs sillons. Les maux dont souffraient les Canadiens étaient plutôt l'effet des lois fatales de la conquête que de la brutalité des conquérans. Et c'est ce qui fait que les livres de M. de Gaspé ont été aussi bien accueillis des Anglais que, toutes proportions gardées, les romans où Walter Scott ressuscitait le conflit paléontologique des Normands et des Saxons.

Du reste, dans les classes supérieures, on avait assez vite sympathisé. La société anglaise, qui s'ennuyait ferme, recherchait la société française à cause de sa gaieté et des fantaisies dont elle émaillait l'uniformité de son existence. M. de Gaspé remarque aussi, très justement, que les manières des gentilshommes anglais ne différaient guère de celles des gentilshommes français, qui avaient été si longtemps leurs modèles. Un même code de politesse et d'honneur les régissait. Nos seigneurs canadiens, que la France avait oubliés sur une neige dont s'amusait Voltaire, plus aimable pour les Hurons que pour ses compatriotes, avaient accepté, sans arrière-pensée et sans mesquinerie, les obligations de leur nouvel état; et ils restèrent fidèles au principe d'autorité monarchique dont s'était inspirée toute leur vie. Le grand-père de M. de Gaspé avait dit à son fils en mourant : « Sers ton souverain anglais avec autant de zèle, de dévouement et de loyauté que j'ai servi le monarque français. » Ce *Reddite Cæsari* avait de la grandeur mélancolique chez des hommes dont le cœur et l'esprit ne pouvaient battre et concevoir qu'à la française. Il se manifestait souvent d'une façon très touchante et que savaient reconnaître les seigneurs anglais. Tous les ans, le 31 décembre, il y avait bal de la Reine au château Saint-Louis de Québec; et les gentilshommes canadiens, qui avaient leurs entrées au château, considéraient comme un devoir strict d'y paraître. La conquête ne les en délia point. Ni la distance, ni l'hiver ne les empêchaient d'y venir, ni les privations que ce voyage leur coûtait, car beaucoup d'entre eux, réduits à la pauvreté, vivaient sur des terres qu'ils cultivaient de leurs mains. Ils ceignaient leurs épées, selon l'étiquette, de vieilles épées dont le fourreau battait des pans

d'habits râpés. Les mauvais plaisans leur donnaient un sobriquet dont ils ignoraient eux-mêmes la provenance lointaine, puisque Boileau en attribue l'invention à sa fantasque belle-sœur : ils les appelaient des *épétiers*. Mais lord Dorchester, qui avait éprouvé sur les champs de bataille la trempe de ces épées, les traitait avec les mêmes égards que les plus huppés et les plus reluisans de ses compatriotes.

Rien ne montre sous une forme plus vive et plus gaie cette courtoisie qui honorait et les vainqueurs et les vaincus qu'une des anecdotes que l'on racontait sur le séjour du duc de Kent au Canada. Ce même duc, qui avait épargné La Rose et qui était à la fois très aimé et très craint des soldats qu'il allait quelquefois, dans les casernes, tirer du lit dès trois heures du matin, entendit parler d'une centenaire de l'Isle d'Orléans et désira lui rendre visite. La dame avait gardé toute sa lucidité, et le prince, au cours de l'entretien, lui demanda s'il pouvait rien faire qui lui fût agréable. « Oh ! oui, certainement, monseigneur : danser un menuet avec moi, afin que je puisse dire, avant de mourir, que j'ai eu l'honneur de danser avec le fils de mon souverain. » Le prince s'y prêta de la meilleure grâce, dansa le menuet et lui fit, en la reconduisant à sa chaise, un grand salut auquel elle répondit par une profonde révérence. Que de beaux traits de politesse dans ces vieilles mœurs ! Il est bon de les rappeler à ceux qui seraient encore tentés de confondre les progrès de la science et ceux de la société.

On parlait un peu moins d'humanité à cette époque, mais on n'était pas moins humain qu'aujourd'hui. En tout cas, et bien qu'il n'y eût aucune convention de La Haye, la guerre se conduisait d'une façon plus humaine. Elle n'élargissait pas le fossé que leurs intérêts contraires creusaient entre les nations : elle y jetait plutôt un pont de fer. Il est vrai que les deux peuples, qui s'étaient retrouvés et de nouveau heurtés au Canada, représentaient deux formes brillantes de la civilisation. La jeune Canadienne de famille noble et ruinée, qui, dans le roman des *Anciens Canadiens*, refusait la main d'un riche Écossais, officier du général Wolfe, n'obéissait pas aux mêmes raisons que nos Colette Baudoche. Riche, elle eût peut-être consenti à écouter son cœur. Pauvre, elle ne voulait pas qu'on pût dire qu'elle s'était retirée avantageusement du désastre de

sa patrie. Mais elle comprenait que son frère, qui avait payé sa dette et dont on avait relevé le corps sanglant sur la plaine humide du sang des ennemis, épousât une Anglaise ; et elle lui promettait, et elle se promettait de l'aimer comme une sœur.

En 1775 et en 1812, les Anglais furent heureux d'ouvrir leurs rangs assez clairsemés aux bataillons épais de ces Canadiens dont ils avaient jadis mesuré la vaillance. Les adversaires combattaient coude à coude, cette fois, pour défendre les uns leur terre natale, les autres leur récente conquête, tous leur commune patrie. Et ce furent nos Canadiens français qui la sauvèrent. L'administration britannique ne se relâcha point de ses défiances, du soir au lendemain. Où a-t-on vu que, d'elle-même, une administration ait désarmé ? Les malentendus se prolongèrent. Mais l'opiniâtreté des nôtres, leur bon droit et leur loyalisme finirent par s'imposer. Lorsque, vers 1860, la frégate française *La Capricieuse* visita les parages du Canada, le commandant, M. de Belvèse, alla présenter ses hommages à la descendante d'une des plus vieilles et des plus nobles familles françaises, Mlle de Lanaudière. On causa beaucoup de la France. M. de Belvèse était charmé. Cependant, pour qu'il ne commît aucune méprise, la vieille Canadienne lui dit : « Nos cœurs sont à la France, mais nos bras à l'Angleterre. » Et M. de Gaspé ajoute en s'adressant à ses amis anglais : « Cette vieille *noblesse* avait pris au sérieux le serment de fidélité que son père et ses frères avaient prêté aux souverains de la Grande-Bretagne ! »

Voici qu'aujourd'hui, sans rien soustraire à cette fidélité, leurs bras et leurs cœurs se sont trouvés d'accord. Sur le sang qu'ils versent pour l'Angleterre, ils prélèvent de larges libations pour la France. Ou plutôt, qu'ils défendent leur race ou leur nation, ils défendent la même cause. C'était peut-être le moment de faire visite à leurs ancêtres. Et quel introducteur plus aimable et plus sûr pouvions-nous choisir que le seigneur de Saint-Jean Port-Joli ? « Je suis né véridique, » a-t-il dit. Heureux et rare, celui qui, ayant cédé au désir d'écrire ses *Mémoires*, ne se décerne que ce seul éloge et le voit ratifié par la postérité !

André Bellessort.

REVUE LITTÉRAIRE

FRANCE ET ALLEMAGNE (1)

Un petit volume de trois cents pages qui vous résume l'histoire de France, — au moins la querelle de la France et de l'Allemagne, mais cette querelle occupe tous nos siècles, — un tel petit volume nous aguiche et nous inquiète. La quantité vivante des faits ne saurait tenir en un si court espace; et, réduite ainsi, la somme de la gloire et des douleurs, si ample dans la réalité, ne devient-elle pas une image grêle et toute décharnée ? Au surplus, voyons le squelette, sur lequel se posent les muscles et qu'ils meuvent. Le principal est que l'auteur ne nous montre point un squelette mort, pour ainsi dire, mais à travers les muscles et dans leur jeu le squelette en activité.

Nous avons des historiens qui disent tout et, si l'on veut, qui n'ont jamais tout dit. Sur la plus menue aventure passée, ils entassent une énorme érudition, quelquefois rebutante. Et, le danger, c'est le fatras. Au bout du compte, ici comme ailleurs, tout dépend de l'ouvrier. S'il a gâché sa besogne, tant pis ; sa maladresse ne dément pas cette vérité, qu'en histoire (à mon avis) rien n'a été complètement stérile et n'est donc insignifiant. D'autres historiens choisissent parmi les faits ceux qu'ils considèrent comme les causes les plus efficaces ; ils négligent le reste et composent l'histoire selon leur vue de la réalité. Ils se trompent peut-être ; ils ne se trompent pas nécessairement.

Je ne sais si M. Jacques Bainville se trompe, dans son *Histoire de deux peuples*, — France et Empire allemand ; — surtout, je ne sais pas où il se trompe, tant est rigoureuse et vive sa dialectique, tant il

(1) *Histoire de deux peuples*, « La France et l'Empire allemand, » par Jacques Bainville. (Nouvelle librairie nationale.)

vous mène bon train par les chemins qu'il a tracés, tant il a soin de vous durant cette course, et vous répond vite quand vous montrez quelque incertitude, et devance le plus souvent vos questions, et vous amuse, et vous repose, et vous entraîne, et, bien avant que vous ne soyez las, vous a conduit où il s'était promis de vous conduire. Quel art charmant, d'une merveilleuse prestesse !

Or, il s'agit de la France. Et, lorsque ce volume s'écrivait, l'ennemi tenait nos départemens du Nord, possédait Lille, Mézières, Saint-Quentin, Laon, vingt autres de nos villes et, des vingtaines de villages. « Guillaume II célébrait son anniversaire dans une église de village français ; tous les jours, Reims ou Soissons étaient bombardées ; tous les jours, un frère, un ami tombait... » dit l'auteur dans son avant-propos. Donc il a fortement éprouvé l'angoisse de l'époque. Et je n'avais pas tort de signaler la jolie élégance de son art, cette gaieté même de l'intelligence heureuse de voir clair, le plaisir de persuader ; mais que de gravité aussi, dans le ton! et, avec la simplicité de la franchise, une éloquence qui vous presse, vous secoue et vous somme. La rapidité, c'est l'urgence qui l'a voulue. Ce petit volume aurait été, il y a quinze mois, un pamphlet ; il est aujourd'hui un avertissement. Tardif? — Dans un précédent ouvrage de M. Jacques Bainville, *Le coup d'Agadir et la guerre d'Orient*, l'on trouverait, parmi les polémiques de ces dernières années, toute la substance dont il a fait son *Histoire de deux peuples*. Et puis les événemens ont illuminé ce qu'il croyait apercevoir, ce qu'il voyait sans doute, ce qu'il voit mieux, ce qu'il nous invite à examiner maintenant sous un jour cru.

Sa thèse, la voici. La querelle de la France et de l'Allemagne n'est pas un accident ou une série d'accidens fortuits : elle est une nécessité historique. Il y a, dans cette querelle, une terrible tâche, pour la France : une tâche, et une façon d'agir, qui résulte, non des préférences de chacun, mais de la force des choses. Cette façon d'agir a fait ses preuves au cours des âges ; l'expérience l'a consacrée. Cette façon d'agir, la monarchie française l'a trouvée de bonne heure et l'a perpétuellement suivie, pour le salut de la France. Enfin, cette façon d'agir, on l'a méconnue, pour le malheur de la France ; et, chaque fois qu'on l'a méconnue, ce fut à l'instigation de l'opinion publique et de ses vains conseillers ou philosophes. Concluez ; et méfiez-vous, notamment, de la philosophie.

La France a d'autres voisins : l'Anglais, l'Espagnol. Entre eux et elle, des conflits ont éclaté, autant d'épisodes qui ont eu leur solution. Mais, l'Allemand, « la France a toujours dû s'en occuper ; » elle a

toujours dû « le tenir sous sa surveillance. » Pour sa sécurité, la France a besoin de garder ses frontières naturelles ; or, « prolifique et migrateur, » l'Allemand les lui conteste. Il entend conserver ses facilités d'invasion. C'est un peuple qui ne se résout pas à demeurer chez lui ; c'est un peuple de proie. Repousser l'Allemagne, la resserrer dans ses limites, l'empêcher de nuire : voilà l'œuvre, difficile et à jamais inachevée, que la France accomplit depuis le commencement de son histoire. A de certains momens, elle paraît avoir de bons ou d'assez bons rapports avec sa détestable rivale : c'est qu'elle l'a récemment vaincue. Encore ne peut-elle se fier à ce répit que les armes heureuses lui ont procuré ; elle craint le retour des crises et tâche d'en conjurer la menace. Dur travail et, proprement, le travail français.

Sans la précaution française, la guerre eût été continuelle. Pour prévenir la guerre, nos rois, « économes du sang français, » ont pratiqué résolument cette politique : affaiblir l'Allemagne et, à cette fin, la diviser. Sous les Capétiens déjà, toute notre politique, à l'extérieur, tend à ne pas laisser se faire l'unité allemande. Le roi de France eut pour amis ces barons, ces prélats, ces républiques bourgeoises dont les ambitions diverses avaient pour effet d'entretenir l'anarchie d'outre-Rhin. La meilleure diplomatie, jusqu'au XVIIe siècle, nous épargna maintes guerres ; entre la France et l'Allemagne, avant l'avènement de Charles-Quint, il n'y eut, pour ainsi parler, que des escarmouches. On a défini le Saint-Empire « une république fédérative sous la présidence impériale. » L'Empereur ne réussissait pas à être élu sans consentir les sacrifices que ses électeurs réclamaient de sa gratitude : avant de le couronner, on le plumait. Et le principe de la cour de France, Marillac l'a formulé sous le règne de Henri II : « tenir sous main les affaires d'Allemagne en la plus grande difficulté qu'on pourra. » Dissoudre les Allemagnes, ce fut le chef-d'œuvre constant de notre politique ; et cette politique aboutit aux traités de Westphalie, que M. Jacques Bainville caractérise comme suit : « l'anarchie allemande organisée et la sécurité de la France garantie. » Après la guerre de Trente ans, il fallait mettre les Habsbourg dans l'impossibilité d'obtenir ce que les Hohenzollern ont obtenu il y a un demi-siècle, une domination qui leur permît de constituer une Allemagne. Cela fut fait ; et l'Europe eut de longues années tranquilles. L'Europe ne se repose que si la bête germanique est matée. En se sauvant des griffes de la bête, la France en préservait l'Europe, et de tout temps comme aujourd'hui.

Comme aujourd'hui : et, en dépit des différences, que d'analogies entre les époques ! En 1620, la France était fort agitée, de même qu'à la veille de la présente guerre : une fois comme l'autre, l'Allemagne espère profiter de notre inattention. M. Jacques Bainville note que la défénestration de Prague, début de la guerre de Trente ans, ressemble à cet assassinat de Serajevo, début de la présente guerre. A deux reprises, nous sommes tirés de nos chamailleries et les affaires du dehors s'imposent à nous. Quand la révolte de Bohême eut éclaté, les princes protestans d'Allemagne qui, contre l'Empereur, se réunissaient aux Bohémiens, firent appel au roi de France, leur allié. L'empereur Ferdinand dépêcha, lui, à la cour de France son Friedenbourg, lequel eut mission de représenter à Louis XIII et à Luynes : « qu'avec la révolte de l'électeur palatin, il s'agissait d'une conspiration républicaine ; que, de toutes les républiques, villes libres, aristocraties et démocraties protestantes, naissait un mouvement qui menaçait au même titre toutes les monarchies, » etc. Bref, le roi de France était prié de songer à la « solidarité des trônes : » est-ce que Guillaume II ne s'est pas adressé, hypocritement d'ailleurs, à Nicolas II en termes pareils? Seconder les princes allemands contre l'Empereur, telle était la tradition de la politique française. Mais Louis XIII, ou Luynes plutôt, hésitait : la France ne seconda ni l'Empereur, ni les princes, Les ambassadeurs et ministres du Roi en Allemagne, mieux informés, plus avisés, ne manquèrent pas de signaler l'erreur : sous prétexte de restaurer l'unité religieuse dans l'Empire, l'Empereur, ne visait qu'à y établir l'unité politique, si périlleuse pour la France; il fallait contrecarrer ses projets, par une aide fournie aux princes protestans, si protestans qu'ils fussent. Le manifeste des ambassadeurs est, dit M. Jacques Bainville, « un cours complet de haute diplomatie. » Et, la neutralité de Louis XIII en 1620, M. Jacques Bainville la compare à la neutralité de Napoléon III en 1866 : l'une a eu pour conséquence la guerre de Trente ans et l'autre la guerre de 1870 ; le coup de tonnerre de Sadowa, comme on dit, ne rappelle-t-il pas le coup de tonnerre de la Montagne-Blanche ?... Si l'on est tenté de trouver ces rapprochemens trop ingénieux, M. Jacques Bainville répond qu'en définitive la France n'a pas cessé d'avoir la même situation géographique, les mêmes voisinages et de faire face au même problème européen : « dans les mêmes cas, les mêmes manœuvres déterminent les mêmes conséquences. »

La faute que Louis XIII, avec Luynes, avait commise, Richelieu sut la réparer. Comment? En retournant à la politique des Capétiens.

Ses agens, à la Diète de Ratisbonne, ont reçu l'ordre de tenir sous main les affaires d'Allemagne en aussi grande difficulté qu'il se pourra. Ils font échec à l'Empereur. Richelieu, prince de l'Église, eut à secourir la ligue protestante en Allemagne; en outre, il associa aux princes protestans de l'Empire les princes catholiques et, avec son P. Joseph, manœuvra si bien que le roi de France apparut comme le protecteur des « libertés germaniques. » Or, les libertés germaniques maintenues, c'est l'unité allemande impossible; et c'est la liberté de l'Europe assurée.

Signés six ans après la mort de Richelieu, les traités de Westphalie consacrent la pensée de ce grand homme. L'Allemagne s'en montra fort satisfaite. La France leur dut de n'avoir à souffrir aucune invasion jusqu'en 1792; l'Europe leur dut une nouvelle « paix romaine, » la seule paix possible en Europe, celle qui a pour condition l'éparpillement de la Germanie, celle qu'on attend désormais. Proudhon, dans sa brochure *Si les traités de 1815 ont cessé d'exister*, dit : « Tant qu'il y aura pluralité de puissances plus ou moins équilibrées, le traité de Westphalie existera. Il n'y aurait qu'un moyen de l'effacer du droit public de l'Europe, ce serait de faire que l'Europe redevînt un empire unique. Charles-Quint et Napoléon y ont échoué : il est permis de dire, d'après ce double insuccès, que l'unité et la concentration politique, élevées à ce degré, sont contraires à la destinée des nations. Le traité de Westphalie, expression supérieure de la justice identifiée avec le force des choses, existe à jamais. »

Et M. Jacques Bainville : « Nous allons voir comment le peuple français, après avoir réussi, avec ses guides héréditaires et ses grands politiques, à assurer son repos et sa grandeur, a travaillé de ses propres mains à détruire ce qu'il avait fait et comment il a ramené dans le monde l'âge de fer et la barbarie en croyant régénérer le genre humain. » Quelle aventure de tragique absurdité !

Le 18 janvier 1701, Frédéric, électeur de Brandebourg, à Kœnigsberg se couronne roi. L'on put n'attacher guère d'importance alors à cet événement : ces marquis de Brandebourg étaient de médiocres seigneurs, très gueux, habitant loin. Cependant, le Prussien préludait à ses amples destinées. C'est une chose remarquable que Louis XIV en ait eu comme le pressentiment. Jusqu'à la paix d'Utrecht, durant douze années, il refusa de reconnaître la royauté que l'électeur de Brandebourg improvisait. Clément XI pareillement. « S'il n'avait tenu qu'à Rome et à la France, aux deux plus hautes autorités de la civilisation européenne, la puissance prussienne eût été étouffée au

berceau, le monde n'eût pas connu le fléau prussien. » Et : « C'est un fait que le sombre avenir réservé par la Prusse au monde européen aura été entrevu par la monarchie française et par la papauté. » Restons en France : Louis XIV avait vu juste. L'évidence éclatait quarante ans plus tard, quand Frédéric II mit la main sur la Silésie. Marie-Thérèse protesta contre une première audace du brigandage prussien : « Il ne s'agit pas de l'Autriche seule ; il s'agit de tout l'Empire et de toute l'Europe. C'est l'affaire de tous les princes chrétiens de ne laisser briser impunément les liens les plus sacrés de la société humaine... » Et ainsi protesta le roi des Belges au mois d'août 1914.

Désormais, qui faut-il redouter, dans les Allemagnes? L'Autriche? Non : la Prusse. Et il est incontestable que la monarchie française l'a très bien compris, lorsqu'en 1656 elle opéra ce fameux « renversement des alliances, » qu'on lui a tant reproché, que M. Jacques Bainville interprète comme un acte de très judicieuse politique. Louis XV, a-t-on dit, faussait la politique traditionnelle de la France. Pas du tout! La politique de la France ne consistait pas à combattre, quoi qu'il advînt, la maison d'Autriche, mais à empêcher l'unité allemande. Elle avait donc pour ennemi tout faiseur d'unité allemande, que ce fût la maison d'Autriche naguère ou ensuite la Prusse. La maison d'Autriche écartée, c'est à la Prusse qu'il fallait s'attaquer, et avec l'aide de l'Autriche opportunément. Qu'arriva-t-il? L'opinion publique manqua de finesse et de souplesse. Elle ne comprit pas que le renversement des alliances était, en bonne logique, la conséquence du principe même sur lequel reposait notre constante politique. Au lieu de regarder au principe, elle ne vit que les apparences. Elle fut déconcertée ; elle était méfiante et crut qu'on l'avait trahie. Avec un prodigieux entêtement, elle continua de haïr l'Autriche et d'aimer la Prusse, après Rosbach. C'est du renversement des alliances que date l'hostilité de la nation française à l'égard de la monarchie : or, la monarchie avait eu raison de renverser les alliances.

Notre ambassadeur à Vienne reçut de Bernis d'excellentes « instructions » où il était dit : « En s'unissant étroitement à la cour de Vienne, on peut dire que le Roi a changé le système politique de l'Europe, mais on aurait tort de penser qu'il eût altéré le système politique de la France. » Le système politique de la France consistait à jouer en Europe le rôle supérieur qu'elle méritait et à diminuer « toute puissance qui tenterait de s'élever au-dessus de la sienne. » Pour « opérer de grandes choses, » le Roi s'était servi en 1733 du roi de Sardaigne et en 1741 du roi de Prusse, comme jadis le cardinal de Richelieu

s'était servi de la couronne de Suède et de plusieurs princes de l'Empire. Seulement, ceux-ci, Richelieu avait pu les traiter en alliés fidèles, tandis qu' « en rendant trop puissans les rois de Sardaigne et de Prusse, nous n'avons fait de ces deux princes que des ingrats et des rivaux. » Grande leçon : ces deux princes, on les gouvernerait dorénavant par l'espérance et la crainte. Eh bien ! n'était-ce pas la sagesse ? « En adaptant son système de politique extérieure à des conditions nouvelles, remarque M. Jacques Bainville, la monarchie française se montrait manœuvrière et novatrice. » Et l'opinion publique ? Entêtée, aveuglément conservatrice.

Pour éclairer l'opinion publique, il y aurait ses penseurs, les philosophes en qui elle avait mis sa confiance. Les rois de Prusse, alors déjà, furent des malins, qui surent mettre dans leur jeu nos philosophes. Frédéric II a enchanté Voltaire. Il suffit de lire les Mémoires de Voltaire pour voir comment le péril prussien, que Louis XIV pressentait en 1701, Voltaire ne le soupçonnait pas après Rosbach. Il était admis, une fois pour toutes, que l'Autriche était l'ennemie, et la Prusse l'amie attendrissante. Cette conviction se manifeste avec ardeur pendant les années révolutionnaires. Le Comité de Salut public déclare : « Depuis Henri IV jusqu'à 1756, les Bourbons n'ont pas commis une seule faute majeure. » Et la faute majeure, c'est le renversement des alliances, un mauvais procédé à l'égard de la Prusse ! Favier, qui n'hésite pas, dénonce « l'aberration de notre système politique de 1756 » et professe que, malgré les déloyautés de Frédéric, un « intérêt commun » liait la France et la Prusse contre les Habsbourg. Danton appelle la Prusse « notre alliée naturelle. » Barthélemy, sur le point de négocier la paix de Bâle, recevra ces instructions : « En méditant bien l'état de l'Europe, tu auras sûrement reconnu que la Prusse et la France doivent se réunir contre l'ennemi commun. » Les soldats prussiens étaient sur notre sol, quand Dumouriez proclamait à l'assemblée : « C'est Léopold qui a animé contre la France le successeur de l'immortel Frédéric ! » L'immortel Frédéric : ces deux mots indiquent la responsabilité de Voltaire et des philosophes dans la folie générale. C'est en souvenir du roi-philosophe, ami des lumières et protecteur de l'athéisme, — à l'étranger, — qu'on aime tant la Prusse et qu'on la favorise de grand cœur niais.

Jean Jaurès, dans son *Histoire socialiste*, blâme assez rudement les Girondins d'avoir déclaré la guerre à l'Autriche. La monarchie agonisante fit, pendant les premiers mois de 1792, les plus grands efforts pour empêcher que cette faute fût commise. Et plus tard le Comité de

Salut public met tout son orgueil à vouloir que « le premier allié de la plus puissante république du monde » — cet allié, c'est le successeur de l'immortel Frédéric — « soit le plus puissant monarque de l'Europe. » Barthélemy protestera de son mieux : « Alors, annonce-t-il, le système qui menace l'Europe des plus grands dangers se réalisera promptement, par la destruction et l'envahissement de tous les petits États. L'Europe sera plus asservie que jamais, les guerres plus terribles, tout sentiment de liberté plus comprimé. » C'était, ce Barthélemy, un diplomate véritable, formé à l'école de Vergennes : il fut déporté à la Guyane.

En somme, voici deux doctrines. L'une (et c'est la doctrine de la monarchie) considère les Allemagnes comme le réservoir de tous les malheurs, pour la France et pour l'Europe ; et le corollaire : il faut, par tous les moyens dont dispose une prudente politique, tenir les Allemagnes dans l'impossibilité de lâcher sur la France et l'Europe sa provision de malheurs. L'autre doctrine (celle des philosophes et de leurs disciples révolutionnaires) : aimer la Prusse et l'aider, afin de taquiner la maison d'Autriche et de récompenser l'immortel Frédéric en la personne de ses immortels descendans. Le succès paradoxal qu'a obtenu, dans notre malheureux pays, la seconde doctrine, on le constate en lisant Michelet. Jamais les ancêtres de Guillaume II n'ont été plus magnifiquement célébrés. C'est avec une sorte de délire affectueux que Michelet vante « le grand roi de Prusse, véritablement grand, » les « résultats moraux, immenses » de son règne ; et Michelet raffole de voir en Frédéric II l'incarnation du génie germanique. « Les Autrichiens eux-mêmes, regrettant de lui faire la guerre, dans le Prussien ressentirent l'Allemand... » Ces mots nous dégoûtent : ils ravissent Michelet... « L'admiration d'un homme rouvrit la source vive de la fraternité. Le culte du héros leur refit la Germanie. » Le bon Michelet n'est-il pas au moins choqué de ce qu'un si touchant héros se soit établi conquérant ? Non : « on sent en lui une chose très belle, c'est que, ses faits de guerre, il les a vus d'en haut ! » Et la Pologne ? Michelet concède que le partage de la Pologne est une tache, la seule, dans le règne de son héros : encore, dit M. Jacques Bainville, en rejette-t-il la faute principale sur les jésuites ; et ainsi tout s'arrange.

A mesure que la Prusse devint de plus en plus puissante et eut, en Allemagne, une suprématie plus marquée, on étendit à l'Allemagne la tendresse qu'on avait pour la Prusse. Michelet ne sait pas réprimer ses larmes d'enthousiasme, le 4 mars 1848, lorsque, devant la Made-

leine, il découvre parmi les drapeaux qu'apportent les exilés de tous pays « le grand drapeau de l'Allemagne, si noble, noir, rouge et or, le saint drapeau de Luther, Kant et Fichte, Schiller, Beethoven, et à côté le charmant tricolore vert de l'Italie... » Vingt-deux ans plus tard, il s'écrie : « Quelle émotion, que de vœux pour l'unité de ces peuples ! Dieu nous donne, disions-nous, de voir une grande et puissante Allemagne, une grande et puissante Italie ! Le concile européen reste incomplet, inharmonique, sujet aux fantaisies cruelles, aux guerres impies des rois, tant que ces hauts génies de peuples n'y siègent pas dans leur majesté, n'ajoutent pas un nouvel élément de sagesse et de paix au fraternel équilibre du monde. » Et voilà Michelet, le même historien qui a flétri le renversement des alliances et qui, sur le système politique de 1756, concluait : « Dès lors, l'Autriche aura l'Allemagne : » ce même historien Michelet a souhaité de voir une « grande et puissante Allemagne ; » il l'a vue ! Mais il comptait sur la grande et puissante Allemagne pour assurer la paix et la sagesse du monde : c'est ce qu'il n'a pas vu.

L'immense erreur, d'année en année, se développe et devient, à la veille de Sadowa, triomphale. « La France est logiquement avec la Prusse, » écrit Émile de Girardin dans *la Presse*. Peyrat, dans *l'Avenir national*, devine que la Prusse veut se donner « plus d'homogénéité, » la Confédération germanique plus de force. Il ajoute : « C'est la politique de M. de Bismarck ; » et, l'opinion de M. de Bismarck, il l'approuve. Guéroult, dans *l'Opinion nationale*, est enchanté. *La Liberté* célèbre « la prédominance d'une Prusse protestante en Europe. » *Le Siècle* déclare : « L'unité de l'Allemagne, comme l'unité de l'Italie, c'est le triomphe de la Révolution... » (de la Révolution chérie...) Et : « Qu'on le sache bien, être pour la Prusse, c'est vouloir le triomphe de la plus juste des causes ; c'est rester fidèle au drapeau de la démocratie ! »

On le voit, la politique se mêle de la diplomatie et de la guerre. Elle est dedans ; elle y est en plein. Richelieu, lui, ne barguignait point à faire cause commune avec les princes protestans d'Allemagne pour empêcher l'unité allemande ; les démocrates et penseurs de 1866 voient d'un bon œil l'unité allemande, qui est un succès pour leurs opinions et qui sera, pour la France, un désastre. Puis un élément nouveau s'introduit dans l'arrangement des affaires européennes, un élément de générosité. « Honte, mille fois honte à l'impertinent et lâche système qui veut proclamer l'égoïsme politique de la France ! » s'est écrié Armand Carrel. On se passionne pour « la

cause des peuples. » On flétrit un système qui entravait la gentille Allemagne, le prudent système de l'ancien régime. Telle fut l'étonnante folie ; nous en subissons les conséquences, l'Europe entière avec nous.

Très concis, net, muni de toutes ses preuves, dégagé de toute inutilité, le petit volume de M. Jacques Bainville, chef-d'œuvre persuasif, nous mène (disais-je) à ses conclusions. Je crois qu'il y a, dans ses conclusions, beaucoup de vérité. Si je n'en dis pas davantage et ne le loue pas de formuler l'incontestable vérité, la stricte vérité hors de laquelle rien ne vaut, c'est qu'on éprouve, après l'avoir lu, je ne sais quel embarras émerveillé à songer que voilà, de par lui, extrêmement simples, voire simples à l'excès, les choses les plus compliquées et difficiles. Tant d'habileté vous enchante, et bientôt vous effraye. A-t-il tenu compte de tout? S'il avait tenu compte de tout, l'un des plus formidables et angoissans problèmes de l'histoire nous apparaîtrait-il ainsi, parfaitement clair et tel que la solution se fait, en quelque sorte, d'elle-même ? Or, ce problème, on ne peut pas dire qu'avec son excellente politique la monarchie soit parvenue à le résoudre. Oui, les Capétiens ont réussi à retarder jusqu'au XVIe et jusqu'au XVIIe siècle, un grand conflit de la France et des Allemagnes. Mais ni la guerre de Trente ans n'a été évitée, ni la guerre de Sept ans ; ni la constitution d'une Allemagne, moins néfaste que la nouvelle Germanie, néfaste pourtant, n'a été supprimée. Pourquoi ? Eh bien ! le problème était plus compliqué, dans l'histoire, plus enchevêtré à d'autres qu'il ne l'est dans le petit volume de M. Jacques Bainville. Et M. Jacques Bainville n'est-il pas sur le point de le reconnaître, quand il écrit à propos d'un hasard récent : « C'est un exemple qui prouve combien la politique est mouvante et qui montre l'imprudence qu'il y a à s'y croire jamais assuré de l'avenir ? »

J'entrevois d'autres objections auxquelles il me semble que l'*Histoire de deux peuples* n'a pas répondu par avance. Mais je ne puis donner à ces objections la rigueur saisissante qu'a, dans l'*Histoire de deux peuples*, la série des argumens, si précisément je lui reproche un peu cette rigueur.

La monarchie française avait raison, l'opinion publique avait tort : cela, M. Jacques Bainville l'a démontré. Concluons : il fallait réduire à néant l'opinion publique. La monarchie française n'a pas réduit à néant l'opinion publique. Elle est entrée en lutte avec l'opinion publique ; et elle a succombé. M. Jacques Bainville date de 1756 et du renversement des alliances la brouille du peuple et de la royauté. Or,

plus tard, — et, par exemple, en 1866, — l'opinion publique était plus puissante encore : qui ne l'eût alors comptée pour rien?... Du moins fallait-il la contenir, au lieu de l'exciter dans sa folie? Peut-être. En tout cas, l'opinion publique, nulle au temps des premiers Capétiens, je l'accorde, était au XVIIIe siècle et est surtout à notre époque l'un des élémens du problème. Bref, il ne suffit pas d'opposer aux toquades de l'opinion publique la compétence des diplomates et de leurs maîtres : il convient d'accorder l'opinion publique et la diplomatie la meilleure.

Le principe des nationalités est mauvais, s'il aboutit à favoriser le développement de la puissance germanique et sa monstrueuse tyrannie. Je veux bien qu'un Armand Carrel soit insupportable, quand il jette le discrédit sur l' « égoïsme » auquel la France a dû sa grandeur et l'Europe sa tranquillité. L'aberration d'Armand Carrel et de ses amis, et de Michelet qui accuse d'aberration la plus sage des politiques n'est pas douteuse. Il est impossible qu'on lise sans impatience le quinzième volume de l'*Histoire de France* où les idées les plus fausses sont éloquemment promulguées afin de taquiner la Pompadour, et qu'on lise sans impatience ces journaux de 1866, où traîne la vieille amitié prussienne de Voltaire et des philosophes. Mais enfin, — demeurons dans la réalité authentique des faits, comme nous y invite M. Jacques Bainville, — que faire aujourd'hui sans le principe des nationalités et à l'encontre ou au mépris de ce principe? Il faut l'interpréter, ce principe ; du moins est-il l'un des élémens du problème. Et le problème se complique ainsi, de manière à ne plus être exactement celui que M. Jacques Bainville nous a présenté, si simple, si net.

Et l'on n'en finirait pas d'embrouiller de cette façon, j'en ai peur, ce que débrouille si bien l'*Histoire de deux peuples*.

Cependant, M. Jacques Bainville remarque, — non sans ironie, mais avec beaucoup de justesse, — le vif retournement de l'opinion publique. Les mêmes doctrinaires, qui s'attendrissaient sur le sort d'une Allemagne éternellement contrariée, sont acharnés maintenant contre le militarisme éhonté de cette Allemagne. Ils l'expulsent hors des bénéfices qu'un peuple tire du fameux principe des nationalités.

Les blâmez-vous? Que non pas ! Il importe que la nation qui s'est juré de violer toutes nationalités n'ait rien à revendiquer de ce qu'elle s'acharne à méconnaître : au nom même des nationalités diverses, la nation allemande sera condamnée. Il valait mieux, reprend M. Jacques Bainville, prévenir les malheurs plutôt que d'y remédier si tard. — Nous ne savions pas... — On vous le disait! réplique M. Jacques

Bainville; Marillac vous l'avait dit, et Richelieu, et Louis XIV, et Vergennes, et Louis XVI lui-même peu de mois avant d'aller à l'échafaud, et les rois de la Restauration, Louis-Philippe enfin! Toute l'histoire vous l'avait dit, que la Germanie n'est pas un peuple comme un autre, avec lequel on peut s'entendre et auprès duquel on vit, l'entente faite. Qu'est-elle donc, la Germanie? La maladie de l'Europe : une maladie à soigner sans cesse, ou à traiter par la chirurgie.

L'histoire l'avait dit; et M. Jacques Bainville a résumé avec une admirable dextérité les leçons de l'histoire.

Seulement, — et je continue d'embrouiller ce qu'il débrouillait, — l'erreur elle-même est encore un des élémens du problème historique, l'erreur inévitable et, j'allais dire, indispensable, l'erreur perpétuelle, l'erreur de tout le monde, l'erreur de l'opinion publique et l'erreur de ceux-là mêmes qui ont raison, l'erreur humaine qui est dans l'étoffe et dans la trame de l'histoire. Par momens, la somme des fautes accumulées se liquide par une guerre. La vie des hommes et des nations est soumise à un rythme de ce genre, — la dure, la terrible vie des hommes et des nations, trempée de larmes, tachée de sang, — farouche aventure, et que seul l'héroïsme, aux plus mauvais jours, dispense d'être scandaleuse.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

SUR LES PROPRIÉTÉS DES SUBSTANCES EXPLOSIVES

Mes lecteurs n'attendent point de moi que je leur fasse ici des révélations « sensationnelles » sur les progrès que nous avons pu faire depuis un an dans le domaine des explosifs et qui nous aideront à bouter dehors l'ennemi. Ce n'est point l'heure de parler des inventions jaillies du sol national depuis quelques mois et qui ont fortifié l'armure de la France. Un jour pourtant, après la victoire,... bientôt sans doute, je raconterai l'histoire de quelques-unes de ces inventions.

Pour aujourd'hui, je voudrais seulement rappeler quelques notions dès longtemps connues sur les substances explosives, afin de mettre un peu de clarté dans le fatras technologique dont une partie de la presse encombre quotidiennement l'entendement du public, l'arrosant, avec un beau mépris de l'exactitude, d'une pluie d'hérésies tellement monstrueuses que les rares cheveux des chimistes s'en dressent quotidiennement sur leurs têtes laborieuses de débonnaires tueurs d'hommes.

Un très grave journal publiait par exemple, il y a quelques jours, la note suivante :

« On lit dans la *Pall Mall Gazette :* A la conférence de la Société d'Industrie chimique tenue ce matin, M. Reid, ex-président de la Société a fait les remarques suivantes qui ne manqueront pas d'étonner nombre de gens :

« J'ai vu dans certains journaux, a-t-il dit, que le coton est un élément indispensable de la production des obus fortement explosifs : vous aurez peut-être peine à me croire, mais on n'emploie en quelque sorte pas de coton dans cette fabrication. Il peut y avoir des traces de

coton dans ces explosifs, mais les ingrédiens principaux sont des produits de la houille. Des hommes de science éminens ont fait des déclarations erronées à ce sujet. Ces personnages feraient bien mieux de ne parler que des branches de la science qu'ils connaissent particulièrement. »

On devine aisément l'effet que peut produire cette affirmation dans un moment ou de puissans intérêts privés luttent en Angleterre contre la mesure si hautement et tenacement préconisée par l'illustre Ramsay et qui consisterait à déclarer le coton contrebande de guerre. Cette affirmation, — d'ailleurs littéralement exacte, — tendrait, lorsqu'on la lit hâtivement et sans préparation technique, à laisser croire que le coton n'est pas indispensable à la préparation des explosifs de guerre. Elle constitue un des mille exemples que nous pourrions citer de la nécessité qu'il y a à apporter, pour le public, en évitant de s'empêtrer dans les fils de fer barbelés d'une discussion trop technique, un peu d'ordre dans ces notions dont tant de gens parlent inconsidérément. C'est ce que je tenterai dans cette brève étude.

***

Qu'est-ce d'abord qu'un *explosif ?* J'ai voulu le demander à un des régens de notre langue, à Littré. Mais, dans son Dictionnaire ce mot ne figure pas comme substantif, ce qui était peut-être admissible il y a cinquante ans, mais ne l'est plus aujourd'hui que, par la force souveraine de l'usage, ce *nom* a été définitivement incorporé à notre langue. J'ai cherché alors ce que Littré appelle une explosion ; il la définit : « Action d'*éclater* avec un bruit instantané, produite par une inflammation brusque ou par une décomposition spontanée, ou par l'excès de tension d'une vapeur. » Il ne me restait plus qu'à me reporter au mot éclater. Littré le définit : « Faire explosion... » Nous voilà bien avancés ! Ainsi dans Littré lui-même on trouve de ces définitions qui se renvoient la balle, pareilles au serpent symbolique qui se mordait la queue et n'avait plus ni queue ni tête.

Quoi qu'il en soit, on pourrait, croyons-nous, définir les substances explosives de la façon suivante qui semble englober tous les faits connus : *Substances qui tendent sous des influences variées à occuper très brusquement un volume beaucoup plus grand et, partant, à projeter vivement les objets matériels qui les entourent.*

Quant à ces diverses influences, on peut très bien les ramener toutes aux trois causes qu'invoque Littré : 1° Excès de tension d'une vapeur. C'est cette cause, purement physique, qui fait exploser par

exemple les chaudières brusquement surchauffées ou un flacon d'eau de seltz, ou les grandes bouteilles en acier dans lesquelles on enferme l'acide carbonique liquide ou d'autres gaz liquéfiés; 2° Décomposition spontanée. C'est le cas d'un grand nombre de composés chimiques dont les élémens ne sont réunis que d'une manière instable et en quelque sorte antinaturelle et qui, sous de très légères influences extérieures, se dissocient avec fracas : tels sont l'iodure et le chlorure d'azote, et les oxydes du chlore ; 3° Inflammation brusque. Si nous admettons que Littré par *inflammation* a voulu dire *combustion*, ce qui n'est pas tout à fait sûr, mais est possible, étant donné que la flamme est produite par une combustion, nous avons une troisième cause générale d'explosion, celle-là même qui agit dans les principaux explosifs couramment employés tant dans l'industrie que dans les arts de la guerre. C'est donc elle qui nous occupera particulièrement ici.

L'exemple le plus simple d'explosion par combustion est celui d'un mélange d'hydrogène et d'oxygène, ou encore de gaz d'éclairage et d'air, (comme cela arrive si souvent dans les appartemens où il y a des fuites de gaz), qui se combinent brusquement lorsqu'on y fait éclater une allumette ou une étincelle électrique. L'hydrogène et l'oxygène forment, en se combinant, de la vapeur d'eau. Chose curieuse, deux litres d'hydrogène et un litre d'oxygène ne produisent, en se combinant entièrement, que deux litres de vapeur d'eau *à la même température*, et pourtant, le mélange est explosif, c'est-à-dire tend en détonant à occuper un volume beaucoup plus grand que son volume initial, à cause de la température extrêmement élevée due à la chaleur dégagée par la combustion et qui dilate énormément la masse gazeuse. Ainsi la température contribue, autant et plus que le volume des gaz formés, à rendre une substance explosive. Nous verrons d'ailleurs dans le cours de cette étude que diverses raisons ont conduit à choisir, pour les armes à feu, des explosifs ne produisant pas une température trop élevée.

Un autre type courant d'explosif est le mélange d'air et de vapeur de pétrole dans le cylindre du moteur à explosion des automobiles ou des aéroplanes. Ce mélange détone sous l'influence d'une étincelle électrique et l'expansion gazeuse produite par la haute température de la combustion actionne et chasse le piston dans le cylindre.

Les explosifs simples dont nous venons de parler sont gazeux. Il y a aussi des explosifs liquides comme la trinitroglycérine, élément actif de la dynamite, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir. Il y a enfin des explosifs solides et c'est le cas de ceux qu'on emploie en balistique.

Ces explosifs solides sont en fait les seuls employés ; cela tient d'abord à ce qu'ils sont plus facilement maniables et moins encombrans à poids égaux que ne le seraient des explosifs gazeux. Cela tient aussi à ce qu'un explosif primitivement solide augmentera évidemment beaucoup plus de volume qu'un explosif gazeux, puisque, toutes choses égales d'ailleurs, à l'expansion gazeuse due à la combustion s'ajoutera, pour le premier, l'expansion énorme correspondant à son passage de l'état solide à l'état gazeux.

J'ai déjà expliqué que la combustion est la combinaison de l'oxygène (corps comburant) avec un corps combustible. Il y a un grand nombre d'élémens combustibles qui se combinent à l'oxygène avec grand dégagement de chaleur. Mais, pour que la combustion soit *explosive*, il faut que ses produits oxygénés soient volatils (ce qui n'est pas, par exemple, le cas lorsque les corps combustibles sont des métaux, puisque la plupart des oxydes métalliques sont des corps solides). Seuls un petit nombre d'élémens remplissent pratiquement cette condition : ce sont l'hydrogène, qui forme avec l'oxygène de la vapeur d'eau, le carbone, qui forme de l'acide carbonique et de l'oxyde de carbone, le soufre, qui forme du gaz sulfureux. Le plus énergique de ces comburans est l'hydrogène, mais, comme il est naturellement gazeux, on l'emploiera combiné à d'autres corps sous forme liquide ou solide, et de préférence combiné à cet autre excellent combustible qu'est le carbone. Or, précisément, il existe d'innombrables combinaisons solides ou liquides, qu'on peut obtenir facilement, du carbone et de l'hydrogène : c'est l'innombrable série des *carbures d'hydrogène* dont j'ai naguère entretenu mes lecteurs. C'est pourquoi c'est toujours parmi ces corps que l'on recrute, comme nous le verrons, les élémens essentiels des explosifs.

Voilà pour le combustible. Reste le comburant, l'oxygène. On ne peut songer à employer celui-ci directement, puisqu'il est normalement gazeux (1), comme l'hydrogène ; on l'emploiera donc comme celui-ci, combiné avec quelque support sous forme d'une substance liquide ou solide. Les supports les plus communs de l'oxygène sont le chlore et l'azote (avec lequel il forme l'acide azotique ou nitrique, les nitrates, les oxydes de l'azote, etc.). L'azote sera préféré au chlore parce qu'il est plus léger, c'est-à-dire qu'il sera à poids égal d'un rendement oxygéné meilleur. Et c'est ainsi que l'acide nitrique et les nitrates

(1) Notre éminent ami M. Georges Claude a fabriqué dès avant la guerre des explosifs formidables dont le comburant était constitué par de l'oxygène liquide, liquifié par ses beaux procédés dont nous avons parlé ici même.

constitueront par la force des choses le second élément essentiel des explosifs, les carbures d'hydrogène constituant le premier.

Ainsi l'azote, élément indispensable des substances explosives modernes, se trouve justifier, d'une manière que n'avait sans doute pas prévue le chimiste qui le baptisa, l'étymologie de son nom : α privatif, ζωή vie. Est-il rien en effet qui soit plus privatif de la vie que ces substances, sorties des cornues chimiques et qui restituent sur l'heure, en les dissociant proprement, tant de molécules boches au chimisme universel ?

Étant donné le nombre indéfini des carbures d'hydrogène et la quantité pratiquement illimitée des manières dont on peut les associer avec les composés de l'azote, on conçoit qu'on puisse réaliser une énorme variété d'explosifs...

***

Mais, jusqu'ici, nous n'avons considéré qu'un des côtés de notre définition des explosifs : celui qui concerne la production d'une grande augmentation de volume par combustion. Il nous reste à considérer l'autre aspect de la question, celui où intervient le temps, la durée. Si nous mettons le feu avec une allumette à un kilogramme d'essence de pétrole, celui-ci dégagera, en brûlant, et contrairement à une opinion courante, autant d'énergie sous forme de chaleur et d'expansion gazeuse qu'un kilogramme de dynamite. Pourtant, l'essence de pétrole n'est nullement un explosif. Qu'est-ce donc qui la différencie de la dynamite ? C'est que celle-ci dégage toute son énergie instantanément d'un coup, *très brusquement*, comme nous l'avons dit dans notre définition, en moins d'un centième de seconde, tandis que notre kilogramme d'essence de pétrole ne développe son énergie qu'en plusieurs minutes. C'est donc uniquement la rapidité du phénomène qui distingue la combustion explosive de la combustion ordinaire, et voilà qui limite déjà singulièrement le nombre des explosifs réalisables au moyen des carbures d'hydrogène et des produits azotiques.

La rapidité, la brièveté de leur action est donc la cause essentielle de l'action formidable des substances explosives. Le travail total qu'elles sont capables de fournir pour un poids donné, leur puissance, ne sont nullement supérieurs à ceux d'un combustible quelconque ; seulement, elles fournissent tout ce travail d'un seul coup, tandis que l'autre le fournit lentement et petit à petit. De là leurs effets terrifians. Une faible enfant pourra, au moyen d'un treuil, soulever en un quart d'heure un poids de cent kilogrammes à plusieurs mètres de

haut : ce poids, si on le laisse retomber brusquement, pourra produire des effets d'écrasement considérables et en apparence disproportionnés avec le travail fourni par l'enfant ; pourtant, le travail produit par la chute du poids sera inférieur à celui que l'enfant a donné pour l'élever. Le poids en tombant se comporte ici comme un explosif, tandis que l'enfant en le soulevant se comportait comme un combustible ordinaire.

On a donc tort de parler, à tout propos, comme on le fait dans les conseils de guerre puérils qui se tiennent chaque jour au Café du Commerce ou autour de beaucoup de tables familiales, on a tort de parler de la puissance formidable des explosifs, on a tort de rêver de je ne sais quels explosifs plus formidables encore que ceux qu'on connaît et qui pulvériseraient d'un coup la Teutonie tout entière. Ce qui est formidable dans les explosifs, ou plutôt formidablement court, c'est le temps dans lequel ils mettent en jeu toute leur puissance. Quant à celle-ci, quant au travail total qu'elle peut fournir pour un poids donné, ils sont étroitement limités. A cet égard, il n'y a sans doute pas une différence du simple au double entre le plus puissant de tous, la dynamite-gomme, et le moins puissant, la poudre noire.

Il faut cependant faire sur ce point une timide réserve et la persienne fermée de l'avenir laisse venir à nous un mince rayon d'espoir en ce qui concerne les substances radioactives. Le jour où on aura réussi à canaliser les énormes forces intra-moléculaires dont elles nous révèlent l'existence, le jour où on aura réussi à en accélérer l'écoulement jusqu'ici insensible à tous les agens physiques, ce jour-là évidemment nous aurons des explosifs infiniment plus puissans. Mais il n'est pas venu encore, ce jour, et il ne viendra sans doute guère avant quelques siècles.

Tout ceci ne veut point dire d'ailleurs que la pression et le travail développés par les substances explosives ne soient pas considérables. Il y a plusieurs moyens de déterminer la valeur de ce travail. L'un des plus simples consiste à recevoir le choc du projectile sur un pendule très lourd dont on connaît le poids. La grandeur de l'impulsion ainsi reçue par le pendule permet de connaître directement la quantité de mouvement du projectile, c'est-à-dire le travail effectivement développé par la poudre. On a fabriqué de ces pendules balistiques, — dont l'invention faite par Robins remonte à 1740, — qui pèsent jusqu'à 4 tonnes et permettent d'étudier le travail développé dans les canons.

Aujourd'hui on emploie de préférence un procédé beaucoup plus rigoureux, qui consiste à étudier la vitesse du projectile au sortir de

la pièce. Connaissant le poids de l'obus et sa vitesse, on en déduit immédiatement sa force vive (égale au produit de sa masse par le demi-carré de sa vitesse), c'est-à-dire indirectement le travail produit par la déflagration de la poudre. On détermine cette vitesse facilement en plaçant sur le trajet du projectile, à quelque distance l'un de l'autre, deux fils métalliques qui font partie de deux circuits électriques reliés à un chronographe enregistreur à grande vitesse. Les deux fils rompus successivement par le passage du projectile inscrivent sur le chronographe deux signaux d'autant plus rapprochés que ce projectile va plus vite et dont on déduit facilement sa vitesse.

J'emprunte à une étude d'un des plus éminens chimistes de notre Académie des Sciences, M. Henri Le Chatelier, les résultats suivans d'expériences ainsi faites par sir Andrew Noble sur des projectiles de poids différens, lancés par un même canon avec une même charge de poudre noire :

Poids du projectile en kilogrammes.	Vitesse en mètres à la seconde.	Force vive du projectile en kilogrammes.
13	640	295 000
40	410	360 000
67	325	365 000
163	210	365 000

Le fait que la force vive va en décroissant d'abord quand le poids du projectile augmente, au lieu de rester constante comme la charge de poudre, tient sans doute en grande partie à ce que les projectiles légers et plus rapides sortent de l'âme du canon avant que la combustion de la poudre ait eu le temps de s'achever.

Avec les canons de gros calibres à grande vitesse initiale, on obtient des forces vives encore bien plus considérables que celles du tableau précédent. Par l'obusier autrichien de 305 on lance un obus de 400 kilogrammes avec une vitesse initiale de 900 mètres à la seconde ; à la sortie de la pièce, l'obus possède donc une force vive de 16 millions de kilogrammètres, c'est-à-dire est capable de fournir un travail équivalent à celui qui soulèverait à 1 mètre au-dessus du sol un poids de 16 000 tonnes. On conçoit que les coupoles cuirassées et les coupoles bétonnées des forts de Liége, Anvers et autres lieux, n'aient pu résister à de pareils chocs.

***

Ce qu'on appelle communément la puissance d'une substance explosive, est caractérisé non seulement par le travail que celle-ci

peut fournir et que nous venons d'étudier, mais aussi par la *pression* qu'elle exerce sur les parois des récipiens où elle est enclose.

Pendant longtemps, on a donné sur cette pression des évaluations fantaisistes et contradictoires provenant de ce qu'on manquait de moyen précis de mesure. Certains lui attribuaient des valeurs de l'ordre de 100000 atmosphères, tandis que d'autres la croyaient cent fois plus faible.

Aujourd'hui nous avons le moyen de déterminer avec beaucoup d'exactitude les pressions dues aux explosions grâce à l'ingénieuse méthode imaginé par deux Anglais, un officier d'artillerie, sir Andrew Noble et un chimiste, sir Frederik Abel. Le principe de cette méthode, qui a été grandement perfectionnée et mise au point par notre illustre compatriote M. Vieille, consiste à placer et à faire détoner la substance étudiée dans une éprouvette en acier extrêmement solide et parfaitement close, dont une extrémité est constituée par un petit piston mobile qui vient s'appuyer sur un petit cylindre de plomb appelé *crusher*. Au moment où la poudre déflagre, elle exerce une pression très vive sur le piston qui vient aplatir plus ou moins le *crusher*. Grâce à une table de tarage établie expérimentalement d'abord, on peut déduire la pression produite du degré d'écrasement du plomb. Par exemple, les *crushers* habituellement employés qui ont 8 millimètres de diamètre sur 13 millimètres de haut s'écrasent de la moitié de leur hauteur sous une pression de 3 500 kilogrammes par centimètre carré. Je rappellerai à ce propos que l'*atmosphère*, qui est l'unité de pression pratiquement employée en général, est à peu près égale (en réalité légèrement supérieure) à la pression exercée sur une surface de 1 centimètre carré par un poids de 1 kilogramme qui s'appliquerait exactement sur ce centimètre carré.

Grâce à l'éprouvette de Noble et Abel, on a pu étudier pour toutes les substances explosives la pression qu'elles exercent sous différentes densités de chargement (car il est évident que la pression exercée dans un canon donné par exemple sera d'autant plus grande que la quantité de poudre de la charge sera elle-même plus considérable), on a pu ainsi régler *a priori* les charges à essayer dans les canons où la pression ne doit jamais, d'après les constatations faites, dépasser 3 000 atmosphères sous peine de détériorer la pièce très vite, et même de la faire éclater. — On trouve dans ces conditions que la poudre noire par exemple, employée à une densité de chargement égale à l'unité (c'est-à-dire un gramme par centimètre cube), produit une pression égale à 6 500 atmosphères. Quant aux pressions obtenues à

pleine densité de chargement, c'est-à-dire tassées dans la capacité close où on les étudie de façon à la remplir entièrement et à n'y laisser aucun vide, on sait qu'elles sont supérieures à 10 000 atmosphères et qu'on ne peut d'ailleurs pas les mesurer exactement, car l'acier des éprouvettes ne résiste guère à des pressions supérieures à 7 ou 8 000 atmosphères. L'acier, si solide qu'il soit, éclate sous des pressions aussi formidables.

C'est pourquoi les cartouches des canons ou des fusils sont bien loin d'être remplies de poudre (comme on le constate facilement en secouant à son oreille une cartouche de fusil Lebel par exemple). Et c'est pourquoi au contraire, dans les obus explosifs, qu'il s'agit de faire éclater au but, on met des substances explosives que l'on y coule de façon que toute la cavité intérieure de l'obus en soit remplie. D'autres caractères différencient encore, comme nous allons le voir maintenant, les substances qui font exploser les obus de celles qui les chassent hors de la bouche à feu.

***

Ce qui caractérise particulièrement les substances explosives et en fait une classe de corps à part, c'est, nous l'avons dit, la grande vitesse de leur déflagration. C'est elle aussi qui nous permet de les distinguer les unes des autres et de les classer, dès maintenant, en deux groupes essentiels et que l'on confond trop souvent dans le public.

Contrairement à ce qui a lieu pour la puissance des explosifs qui, comme nous l'avons vu, varie très peu de l'un à l'autre, la vitesse de propagation de l'explosion varie, et même pour un explosif donné, suivant les circonstances, dans des limites énormes et dans le rapport de un à un million et plus, c'est-à-dire que certains corps explosent au moins un million de fois plus vite que d'autres.

Prenons, par exemple, une grosse cartouche de dynamite. Si nous la plaçons sur une table et que nous l'allumions avec une allumette, elle brûlera tranquillement comme une lampe, sans faire de bruit, sans causer de dégât. Si, au contraire, nous donnons à cette cartouche un choc brusque, par exemple un coup de marteau, elle explosera instantanément avec un bruit formidable et avec une telle force que tout sera détruit dans le voisinage et que la table sur laquelle nous l'avions placée sera réduite en miettes, fût-elle en acier trempé. Dans le premier cas, la dynamite a brûlé, dans le second, elle a détoné.

Comment deux cartouches identiques ont-elles pu produire des effets aussi différens selon les circonstances ? Cela tient à ce que la tempéra-

ture d'environ 70°, nécessaire à la combustion de la dynamite (ou plutôt de la nitroglycérine qui est son principe actif), s'est, dans les deux cas, propagée d'un point à l'autre de sa masse de façon fort différente.

Dans le premier cas, la combustion amorcée par l'allumette s'est propagée de proche en proche par contact direct, par conductibilité, comme on dit; la dynamite étant mauvaise conductrice de la chaleur, la décomposition n'atteint que peu à peu les divers points de sa masse et les gaz libérés ont le temps de s'écouler au fur et à mesure dans l'atmosphère.

Si, au contraire, on produit sur la dynamite un choc violent, le phénomène est tout différent : ce choc comprime avec une brusquerie extraordinaire la couche de dynamite sur laquelle il se produit; cette couche est tout entière et instantanément portée dans toute sa masse par cette compression à une température élevée qui suffit à décomposer la nitroglycérine. (On sait que les compressions brusques produisent de la chaleur : la fusion des balles de plomb lancées par un fusil sur une plaque de métal en est un exemple.) Mais les gaz produits instantanément par la couche subitement décomposée n'ont pas le temps de s'écouler dans l'atmosphère ; ils agissent eux-mêmes comme un marteau sur la couche adjacente qui se décompose brusquement à son tour et ainsi de suite. L'*onde explosive* ainsi produite se propage à l'intérieur de la substance avec une vitesse énorme et infiniment supérieure à celle de la propagation de la chaleur par conductibilité dans le même milieu. Celle-ci n'est en effet que de quelques millimètres par seconde, tandis que la propagation de l'*onde explosive* est de plusieurs milliers de mètres par seconde. Dans le cas de la dynamite, cette vitesse est d'environ 2 700 mètres; elle est d'environ 6 000 mètres dans la mélinite, d'environ 7 000 mètres dans le coton-poudre, de plus encore dans la nitromannite et dans ces explosifs dérivés de l'oxyde azotique que Turpin a appelés les panclastites. Dans ces conditions, les gaz produits par la combustion, dans le temps infiniment petit qu'il faut à celle-ci pour parcourir toute la masse de l'explosif n'ont pas pu se dégager à l'air libre ; l'intérieur de cette masse est soumis instantanément à la pression énorme de ces gaz, qui se comportent comme s'ils étaient en vase clos, et elle éclate avec fracas en produisant des effets mécaniques énormes et proportionnés à la vitesse de cet éclatement.

Ce qui prouve que le phénomène de l'onde explosive est essentiellement différent de la propagation par conductibilité calorifique, et qu'il est l'effet d'un choc, c'est l'expérience classique de la détonation par

influence : si on place sur le sol une série de cartouches de dynamite alignées et séparées les unes des autres par des espaces d'un décimètre et plus et qu'on fasse détoner l'une d'elles, les autres explosent à leur tour et presque immédiatement, par l'effet du choc qui, grâce à l'inertie de l'air, s'est transmis de l'une à l'autre.

Tous les explosifs connus se décomposent suivant l'un ou l'autre de ces modes, quand ce n'est pas, comme la dynamite, suivant les deux, et c'est ainsi qu'on a été amené à distinguer les *explosifs fusans* et les *explosifs détonans ou brisans*.

Les premiers portent couramment et plus spécialement le nom de *poudres*, les seconds sont les *explosifs* proprement dits. C'est ainsi que nous les désignerons désormais, de ces noms consacrés par l'usage et bien qu'assez impropres en toute rigueur, puisque l'onde explosive, qui d'après cela caractériserait les *explosifs*, peut également dans certains cas assez fréquens se produire dans un grand nombre de *poudres*. Nous en verrons des exemples.

Ces corps se classent donc en pyrotechnie d'après la facilité avec laquelle ils peuvent prendre l'un ou l'autre des deux modes de décomposition. A une extrémité de l'échelle sont l'iodure d'azote ou le fulminate de mercure et les substances analogues auxquelles le frottement d'une barbe de plume suffit à communiquer le frémissement violent de l'onde explosive ; à l'autre sont l'ancienne poudre noire et les modernes poudres colloïdales, qu'on n'a jamais pu faire détoner par aucun choc, pas même par celui d'une soudaineté inouïe que produit le fulminate de mercure, qui pour ce motif sert aujourd'hui à faire les amorces généralement employées.

Entre ces deux extrêmes se placent les substances qui ont deux faces comme Janus et peuvent, suivant les cas, brûler simplement comme les poudres ou détoner comme les plus violens explosifs ; tels sont le fulmi-coton, l'acide picrique, la nitroglycérine et beaucoup d'autres composés à la fois nitriques et hydrocarburés.

***

On voit immédiatement d'après ce qui précède quels seront les emplois respectifs des *poudres* et des *explosifs*.

Dans un canon ou un fusil, le projectile est propulsé hors de la bouche à feu par la décomposition d'une substance qui doit être une poudre et non un explosif. Il est évident en effet que celui-ci produisant immédiatement une pression extrêmement élevée risquerait de faire éclater la pièce, et d'autre part, comme cette pression tombe-

rait rapidement à mesure que le projectile se déplace, celui-ci en arrivant au sortir de la pièce ne serait animé que d'une vitesse relativement faible. La propulsion du projectile doit être faite par une substance qui brûle progressivement à mesure que le projectile avance et de telle sorte que toute la poudre brûle complètement et exactement dans le temps que le projectile met à parcourir l'âme du canon ou du fusil. Il est clair en effet qu'une combustion plus rapide et achevée avant la sortie du projectile aurait pour effet de créer derrière celui-ci une sorte de vide relatif qui retarderait sa vitesse à la sortie; au contraire, avec une combustion trop lente, on arriverait, à faire brûler inutilement de la poudre après la sortie du projectile. C'est sur ces bases qu'ont été établies, comme nous le verrons, les propriétés réalisées dans les poudres modernes.

Les *explosifs* proprement dits ont au contraire, de par leurs effets brisans, un rôle tout différent: ce sont eux qui, emplissant le corps des obus percutans, feront voler ceux-ci en innombrables éclats meurtriers lorsqu'ils arriveront au but. L'efficacité obtenue sera d'autant plus terrible que la rapidité de la détonation sera plus grande: à cet égard, nos obus à mélinite sont de pures merveilles qui, dans le cas du 75 par exemple, éclatent en plus de 2000 éclats coupans qui sèment la mort dans un rayon d'au moins 40 mètres. Nos obus explosifs se sont même montrés si efficaces que, dans la guerre actuelle, on les emploie presque toujours, non seulement contre les obstacles matériels, mais contre les troupes ennemies de préférence aux shrapnells et contrairement aux prévisions des règlemens d'artillerie. Les shrapnells ne sont plus guère employés que dans les tirs de réglage et les tirs sur avions.

Il nous reste maintenant, sortant du cadre de ces généralités, à voir comment et après quelles laborieuses études on a réalisé les modalités diverses qui caractérisent actuellement, — ou plutôt qui caractérisaient avant la guerre, car les perfectionnemens récens ne doivent pas être divulgués, — les poudres et les explosifs dont la voix sonore fait frémir aujourd'hui les champs de bataille. Il nous reste aussi à traiter la question des matières premières nécessaires à cette industrie qui peut être pour nos ennemis une pierre d'achoppement.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

UN GRAND TRAGIQUE FRANÇAIS — GLUCK

« Poursuivons jusqu'au trépas
L'ennemi qui nous offense. »

Telles sont les paroles d'un chœur célèbre de l'*Armide* de Gluck. Et la musique, par la mélodie, par le mouvement et le rythme, en renforce, avec une puissance singulière, les deux idées, ou les deux sentimens : celui de la poursuite et celui de l'offense. Faisons tous aujourd'hui, chacun selon nos moyens, ce que le poète et le musicien nous commandent. Faisons même davantage. Poursuivre l'ennemi ne suffit pas. Dépouillons-le, s'il se peut. Aussi bien, et rien que dans l'ordre de l'esprit, en attendant de moins abstraites revanches, ni les occasions ni le droit ne nous manquent d'exercer sur l'Allemagne de légitimes et copieuses reprises. Nous avons naguère, ici même (1), revendiqué pour la Flandre la race et comme le sang de Beethoven. Si le génie se divisait, — et, dans une certaine mesure, on peut le diviser en effet, — l'Italie aurait beaucoup à prétendre sur certaines parties, vraiment *irredente*, du royaume de Mozart. Aujourd'hui, c'est pour la France que nous revendiquons le plus grand maître de la scène lyrique française. S'il est Allemand, Autrichien, par le nom et par la naissance, Christophe Willibald Gluck a, par ses chefs-d'œuvre, effacé l'erreur, ou la tare, de son origine.

Français, et Français à la manière classique, la plus belle de toutes les manières, le musicien d'*Orphée* et d'*Alceste*, d'*Armide* et des deux *Iphigénie*, l'est pour plus d'une raison. La première, c'est que Gluck a transposé dans l'ordre sonore, l'idéal, littéraire ou plastique, de l'antiquité, et, plus précisément de la Grèce. Nous l'avons dit mainte fois,

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1914.

après tout le monde, et sans cesse il faut le redire : Gluck est antique. Il ne l'est point assurément par la reproduction on seulement l'imitation de formes sonores ignorées de son temps. Gevaert a cependant signalé, çà et là, certaines rencontres de rythmes pareils, en des situations analogues, chez Gluck et chez les Anciens. Mais l'hellénisme de Gluck, avec plus d'étendue, a plus de profondeur. Sans rien savoir de la lettre, Gluck a deviné l'esprit et l'âme. Entre le génie de la Grèce et la musique, il a créé des rapports étroits, essentiels, et qu'il a fixés pour jamais. Or, les héritiers légitimes et les fidèles gardiens de ce génie, voilà justement ce que nous sommes, nous, Français, en compagnie de quelques autres, dont ne sont point les Allemands. Leur Nietzsche ne disait-il pas, — c'est même une des rares choses raisonnables qu'il ait dites : — « Il faut méditerraniser la musique. » Et sans doute il est impossible de ne pas saluer en Gluck un des plus sublimes artisans de la musique de la Méditerranée.

Entre nos ennemis et lui, rien de commun. Comparez à ses chefs-d'œuvre leurs chefs-d'œuvre, même, surtout les plus authentiques, les plus purement nationaux, que ce soit *la Flûte Enchantée* ou *Fidelio*, le *Freischütz* ou *Tristan*. Il vous apparaîtra tout de suite que les uns et les autres ne sont pas du même ordre. Ouvrez seulement la partition d'*Orphée*, et vous vous sentirez aussitôt à mille lieues de l'Allemagne. A vos lèvres monteront d'eux-mêmes les premiers accens du pèlerin d'amour, lorsqu'il s'avance à pas lents, ébloui, sous les bosquets divins : « *Quel nouveau ciel pare ces lieux !* » Non, ce n'est pas le ciel allemand, fût-ce l'azur où brillent les étoiles dont se couronne le front de la Reine de la Nuit. Et sans doute un *Fidelio*, comme une *Alceste*, célèbre un beau trait d'héroïsme féminin et conjugal. Mais les deux chefs-d'œuvre n'en diffèrent pas moins l'un de l'autre, autant que la nuit elle-même est différente du jour. Dans le drame admirable, mais peut-être un peu bourgeois, de Beethoven, tout est sombre : le lieu de la scène (une prison et ses dépendances) ; les personnages, (un prisonnier, des prisonniers, leur geôlier et sa famille). Au contraire, quelles clartés inondent la tragédie royale de Gluck, et le temple, et le palais, où l'action, toujours triste, mais toujours lumineuse, magnifique, se déroule en plein soleil. On nous opposera peut-être la scène lugubre, ténébreuse, où l'épouse intrépide va chercher, braver le trépas jusque sur le seuil des Enfers. On ne manquera pas, — et l'on fera bien, — de signaler ici, dans la musique même, l'annonce, et comme le pressentiment d'une autre scène, encore lointaine, et qui, celle-là, sera tout à fait germanique : c'est, au

second acte du *Freischütz*, l'épisode de la Gorge aux Loups et de la Fonte des balles. Ailleurs encore, dans ces purs monumens du passé, d'un passé grec, ou gréco-latin, que sont les opéras de Gluck, apparaissent, çà et là, quelques symptômes de l'avenir allemand. On les a mainte fois notés. Mais ils sont rares, et, comme dit l'autre, notre remarque subsiste. Sur le fond du génie de Gluck, sur son âme, il n'est rien, ou presque rien, que nos ennemis puissent prétendre. Tout leur est étranger, tout leur est interdit, des radieuses histoires, légendes ou fables de la Grèce. Le sang d'Hellas ne coule pas dans leurs veines; ils ne sont pas les fils de ses héros, de ses rois et de ses dieux.

Il existe une autre nation que nous pouvons admettre, et nous le faisons volontiers, au partage, — inégal d'ailleurs, entre elle et nous, — du génie et de l'œuvre de Gluck : vous avez nommé l'Italie. On sait quelle éducation, puis quelle production italienne (une trentaine d'opéras environ), précéda la création française et tardive de Gluck. Jusqu'à son arrivée parmi nous, le parler italien fut le seul qu'il chanta. Pour l'unique Armide, fille de la poésie italienne, il trahit les héroïnes antiques. Deux de ses chefs-d'œuvre français, *Orphée* et *Alceste*, ne furent pas nôtres tout d'abord et le devinrent sans peine, au prix de retouches ou de corrections qui n'ont rien d'une refonte, ou d'une réforme radicale, encore moins d'un désaveu. Le style primitif, italien, y subsiste encore et n'y fait pas disparate. C'était un Italien, ce Ranieri di Calzabigi, le librettiste d'*Orfeo ed Euridice*, dont l'influence dramatique, pour avoir été moindre que le poète lui-même ne l'a prétendu, ne fut cependant pas sans effet sur le musicien. Nous avons étudié, naguère, les origines italiennes d'*Orphée*. Elles remontent aux premiers drames lyriques de Florence et de Venise. D'autres que nous ont mis à nu dans le répertoire de Gluck les attaches ou les racines de l'italianisme ancien. Nombreux, et curieux, sont les reports ou les transferts mélodiques, de telle œuvre italienne oubliée, dans tel chef-d'œuvre français immortel. M. Julien Tiersot rapporte maint exemple de ces rappels ou de ces emprunts incontestables, et qui ne détonnent pas. Après nous avoir donné l'analyse d'un opéra de Gluck, un de ses opéras purement italiens, *Demofoonte*, le biographe ajoute : « L'auteur des *Iphigénie* sera tout autre que celui de *Demofoonte*. » Mais aussitôt il se repent et se reprend : « Tout autre? Cela n'est pas si sûr. » Et rien de moins certain en effet, témoin le dénombrement auquel procède alors notre érudit confrère, des scènes ou fragmens de scènes, ou, plus exactement, des airs, des mélodies, reprises au Gluck des opéras italiens par le Gluck, renouvelé, mais

quelquefois demeuré fidèle à lui-même, des tragédies lyriques françaises. A vrai dire, il s'agit ici non pas de restes négligeables, moins encore méprisables, mais de morceaux de choix et de prix, dont la place changée, l'entourage ou l'appropriation plus juste et plus heureuse, a bien pu transformer, accroître, mais non créer la valeur première et la spécifique beauté. M. Tiersot encore a raison quand il écrit des airs d'*Alceste :* « Ils sont des modèles de beau chant, du chant italien de la belle époque (1). » *Bel canto.* Quelles pages, vocales et chantantes, sont plus dignes de cette appellation et de cette louange, que les invocations d'Orphée aux monstres du Ténare ! C'est le chant, c'est la voix seule ici qui supplie et qui finit par l'emporter. Comme la lyre (que la harpe remplace) l'accompagne avec modestie, avec humilité ! Quelle suivante ici, quelle servante que la « symphonie ! » Et comme le duel tragique se livre bien entre une voix et des voix ! Il n'est pas jusqu'aux vocalises, lentes et comme traînées, sur l'adjuration dernière, qui ne gardent je ne sais quel parfum, ou quel goût d'Italie. Attendons un demi-siècle : plus nombreuses et plus rapides, mais non moins pathétiques et déchirantes, elles reviendront se presser, à chaque reprise de la romance du *Saule*, sur les lèvres de Desdemona. On pourrait prétendre encore, sans paradoxe et sans impiété, que deux mélodies comme la cantilène d'*Alceste : « Grands Dieux, du destin qui m'accable,* » et celle de *Norma : « Casta Diva,* » sont de même race, voire de même famille, presque de même beauté. Enfin sera-t-il permis d'être sensible à telles affinités plus mystérieuses, mais non moins profondes, du génie de Gluck avec l'idéal italien ?

Euridice amor ti rende;
Già risorge, già riprende
La primiera sua beltà.

Nous ne saurions relire, dans la partition italienne d'*Orphée*, ce chœur des ombres heureuses annonçant à l'époux l'approche de l'épouse, sans nous ressouvenir, non d'un chœur, mais d'un trio, que forment, chantantes elles-mêmes, et conduisant Béatrice vers Dante, la Foi, l'Espérance et la Charité.

« *Volgi, Beatrice, volgi gli occhi santi,* »
Era la lor canzone, « al tuo fedele,
Che, per vederti, ha mossi passi tanti. »

(*Purgatorio, c.* XXXI.)

(1) *Gluck*, par M. Julien Tiersot, dans la collection Alcan. (*Les Maîtres de la Musique.*)

Pour les voir, ces trois figures de femme, il nous suffit des paroles du poète. Et pour les entendre, il nous plaît de croire ou d'imaginer qu'une mélodie semblable à celle du musicien « *era la lor canzone*, » était leur chanson.

Ainsi Gluck a deux façons, — inégales, — de n'être point Allemand. Voilà pour sa manière italienne. Et voici la seconde, la nôtre, la française, qui l'emporte et qui nous le fait plus encore admirer et chérir.

Une chose d'abord est certaine : c'est que le dessein ou la réforme de Gluck a consisté, non pas du tout à ruiner, ou seulement à contredire l'opéra français, tel que l'avait créé Lulli, tel que Rameau l'avait continué, mais à l'étendre, à le fortifier et à l'épanouir. Les cinq chefs-d'œuvre de Gluck ont été composés, — ou retouchés (*Orphée* et *Alceste*), — chez nous, pour nous et selon nous, suivant notre goût et notre tradition nationale. En deux mots, la France n'a jamais eu de plus grand maître que celui-là, ni de plus grand serviteur. Premièrement, il est le musicien par excellence de notre tragédie, c'est-à-dire, et tout simplement, de ce que, dans l'histoire du théâtre universel, avec la tragédie grecque, il y a jamais eu de plus beau. L'opéra de Gluck, et cet opéra seul, est la tragédie française en musique. Tragédie, et non pas du tout drame, ou mélodrame, ce que devait être un jour notre « grand opéra. » Et du second genre au premier, la différence, ou la distance, est précisément la même qu'il y a du dehors au dedans, ou de la « mise en scène » des faits, des événemens, à l'expression et à l'analyse des passions ou des âmes. « L'ébauche d'un grand spectacle, » écrivait La Bruyère de l'opéra naissant. Mais c'est du spectacle même, que Gluck, en vrai poète tragique, réduira l'importance. Si dans un *Orphée*, surtout dans une *Armide*, la part et l'effet des décors, ou, comme on disait en ce temps-là, des « machines, » n'est point à négliger, il suffirait presque du palais et du temple classique pour y représenter *Alceste* et les deux *Iphigénie*. On a rappelé souvent les regrets et les craintes de Saint-Evremond, qui n'aimait pas la musique : « Ce qui me fâche le plus de l'entêtement où l'on est de l'opéra, c'est qu'il va ruiner la tragédie, qui est la plus belle chose que nous ayons, la plus propre à élever l'âme et la plus capable de former l'esprit. » Quand il se plaignait de la sorte, Saint-Evremond ne prévoyait pas que l'opéra deviendrait un jour, — quand le jour de Gluck serait arrivé, — une chose aussi belle que la tragédie ; ou plutôt qu'il serait, en musique, par la musique, la tragédie elle-même, et que, l'ayant ruinée, il est vrai, sous la forme littéraire et poétique, il nous la restituerait sous la forme sonore De quel sentiment, ou de quel

« état d'âme, » pourrait-on assurer qu'il constitue l'élément unique, l'*éthos* et l'essence même de l'œuvre de Gluck, sinon de « cette tristesse majestueuse qui fait tout le plaisir de la tragédie. » (Racine, préface de *Bérénice.*) Et ne saurait-on voir dans le choix d'*Iphigénie en Aulide*, pour sujet de sa première tragédie lyrique française, un hommage de Gluck à ce même Racine qu'il s'honorait de traduire et se flattait peut-être d'égaler. De fait, il l'égale ici tout de suite, en de certains passages, si même, en quelques autres, il ne le surpasse. Pour la force, la vérité, la variété de l'expression, l'air initial d'Agamemnon l'emporte, à notre avis, sur la scène entre Agamemnon et Arcas, par où s'ouvre la tragédie racinienne. L'avantage ici reste à la musique. Elle nous paraît le prendre encore un peu plus loin. Qu'on lise la pudique, l'exquise entrée d'Iphigénie, dans la tragédie et dans la partition tour à tour : (« *Je l'attendais partout* » et ce qui suit.) On verra tout ce qu'un peu, très peu de musique, — une danse lente puis un bref *arioso*, — peut répandre sur cette scène : quel flot d'une tendresse encore plus pure, plus mélancolique, et plus chastement inquiète. Et l'air de Clytemnestre : « *Armez-vous d'un noble courage*, » dont les premiers mots sont presque transcrits de Racine, montrera bientôt après quel surcroît de force et d'émotion la poésie reçoit de l'appareil ou plutôt de l'organisme de la musique, de l'intensité des sons, de leur mouvement, de leur rythme, d'un orchestre qui devance, puis hâte la parole, et la prolonge encore après qu'elle s'est tue.

Il n'y a peut-être pas, dans l'*Iphigénie* de Racine, un seul trait qu'ait relevé la critique, — et la plus ingénieuse, — dont ne se rencontre, dans l'*Iphigénie* de Gluck, et l'intelligence et la confirmation. Notre cher et regretté Lemaître, parlant de son bien-aimé Racine, a dit qu'*Iphigénie* et *Mithridate* lui paraissaient les deux seules tragédies « auxquelles se puissent appliquer avec quelque apparence peut-être de justesse, les vers de Voltaire sur ces amoureux que l'Amour « croit des courtisans français, » et aussi les éternelles railleries de Taine, dont c'était la manie de ne voir dans les tragédies de Racine qu'une reproduction de Versailles. » Il y a du vrai, pour Gluck encore plus que pour Racine. Son Achille ressemble même de plus près, de beaucoup plus près, que l'autre, au « charmant cavalier » dont parle Taine. La matinée musicale et dansante organisée par le héros pour célébrer ses fiançailles, a tout à fait cet air Versailles, « ce caractère pompeux » que Lemaître encore nous donne pour un des signes particuliers d'*Iphigénie*. Quant à l'héroïne, toujours d'après Lemaître : « Elle a moins d'enthousiasme que de sérénité... Iphigénie est une héroïne

merveilleusement bien élevée. A ce degré, c'est très beau de décence, de possession de soi, de discipline intérieure. Cela est virginal et royal. » Il serait difficile de ne pas reconnaître, à ces touches légères, aussi bien, sinon mieux que l'Iphigénie du grand poète, celle du grand musicien.

Que dire d'une *Alceste* (premier acte surtout), si ce n'est que la beauté tragique s'y élève peut-être au dessus des plus hautes beautés de notre tragédie purement littéraire. Égale à son sujet par la grandeur et la majesté, la musique en sauve la monotonie à force de richesse et de variété, de souplesse et de grâce aussi. Reine, épouse, mère, le caractère de l'héroïne est trois fois un chef-d'œuvre de psychologie féminine. De tant de passions, ou plutôt de la passion tout ensemble unique et diverse qui possède l'âme d'Alceste, et l'anime, et l'agite, chaque mouvement, chaque nuance est rendue. Pas un battement de ce cœur généreux et douloureux, qui n'ait son contre-coup et son écho dans la musique attentive et fidèle. Le premier acte, d'un bout à l'autre, nous offre le développement, le progrès d'une action purement intérieure et morale, dont les deux airs célèbres (« *Non ce n'est point un sacrifice* » et « *Divinités du Styx* »), avec les admirables récitatifs qui les relient, forment le sommet ou le paroxysme. Pour ne parler que d'un élément, ou d'un « ressort » classique du genre : l'oracle, comparez, dans l'*Iphigénie* de Racine, les paroles de Calchas, telles qu'Agamemnon les rapporte, et, dans l'*Alceste* de Gluck, l'arrêt d'Apollon, prononcé par le dieu même, sur le théâtre, et transmis par la voix du grand prêtre aux intéressés, à la reine, à la foule. Cet exemple unique (*ab uno disce omnes*) vous apprendra quelle grandeur et quelle puissance la tragédie musicale peut ajouter encore à la tragédie.

Est-il un héros, une héroïne racinienne, en dehors, au-dessus du génie de Gluck! L'Oreste d'*Iphigénie en Tauride* ressemble comme un frère à l'Oreste d'*Andromaque*. Ténébreux et farouches, tous les deux sont en proie aux mêmes fureurs : l'un, dans le monologue final de la tragédie ; l'autre, celui de l'opéra, dès le début du second acte, dans un air tumultueux et haletant, mais surtout au troisième acte, dans une suite de scènes, où la musique se donne un libre, un indomptable cours. Que peuvent ici les mots, que sont-ils, même ceux d'un Racine, auprès des sons! Rappelez-vous les assauts de cette musique persécutrice, vengeresse, et ces altos acharnés à contredire, par un démenti fameux et furieux, les paroles de l'infortuné : « *Le calme rentre dans mon cœur.* » Souvenez-vous de la ronde des Érinnyes

autour du parricide, et de leur invective injurieuse, infernale, où çà et là, sur ces paroles : « *Il a tué sa mère,* » les voix semblent défaillir et comme succomber à l'horreur, à la honte de l'abominable reproche.

En quelle héroïne enfin, et de quel théâtre, si ce n'est en Armide, les Hermione, les Roxane et les Phèdre, toutes ces « femmes damnées » de Racine, pourraient-elles saluer une sœur ! *Armide,* le plus « opéra » par le spectacle et la mise en scène, des cinq chefs-d'œuvre de Gluck, en est le plus « tragédie, » et tragédie racinienne, par la peinture des passions de l'amour. Inutile d'ajouter que dans l'amour, — et cela toujours à la manière de Racine, — la haine, son contraire ou son semblable, est comprise, enveloppée, et qu'elle ne fait incessamment qu'en résulter et qu'y revenir tour à tour. Il existe en musique, (et c'est le *Tristan* de Wagner,) une plus troublante, plus malsaine représentation de cette vicissitude ; il n'y en a pas de plus simple, de plus vraie et de plus forte. Prenez une scène, une page, une phrase, que dis-je ! vingt, cent phrases du rôle d'Armide : vous y reconnaîtrez Phèdre, avec sa détresse et sa défense, avec ses langueurs et ses fureurs aussi. « L'acte de la Haine, » comme on l'appelle, n'est autre chose que l'exaltation, par toutes les puissances et par la toute-puissance de la musique, du conflit passionnel où s'égare et s'épuise la fille de Minos et de Pasiphaé. Comme Phèdre, Armide est une victime, une proie. Elle est Phèdre, moins le crime. Saint Augustin, qui s'y connaissait, a dit de l'amour et de la musique, ou de la musique d'amour : « *Modo cantat esuriens, modo fruens amor.* » Il fallait, au génie ardent, bouillant, du musicien d'*Armide,* l'amour affamé, dévorant, et non l'amour assouvi, l'amour heureux.

Dernier caractère de l'opéra de Gluck : c'est une tragédie avec chœurs, et par là s'achève sa ressemblance avec la tragédie grecque et la tragédie française, telle au moins que Racine encore, à la fin, l'a conçue et deux fois réalisée. « J'entrepris donc la chose ; et je m'aperçus qu'en travaillant sur le plan qu'on m'avait donné, j'exécutais en quelque sorte un dessein qui m'avait souvent passé dans l'esprit, qui était de lier, comme dans les anciennes tragédies grecques, le chœur et le chant avec l'action (1) ... » On sait quelle est, dans un *Orphée,* dans une *Alceste,* dans une *Iphigénie en Tauride,* l'étroitesse et la force de ce lien, ou de cette liaison ; comment tantôt s'unissent et tantôt se répondent, se renforcent, le plus souvent plaintives, une

(1) Préface d'*Esther.*

voix seule et de nombreuses voix. Gluck a donné dans son œuvre une place, un rôle, un cœur à la foule. Autant que leurs héros, leurs rois et leurs reines, autour d'eux, avec eux, il a fait vivre, agir et souffrir les peuples. Il est de ces grands hommes dont on peut dire, comme l'Écriture, qu'ils « travaillent sur les nations. » Alceste, au début de la tragédie, se contente de mêler son angoisse aux alarmes de toute une ville en pleurs, et de là résulte la beauté collective, unanime, des premières scènes. Mais quand les paroles terribles de l'oracle ont mis le peuple en fuite et brisé, pour ainsi dire, le concert des voix et des âmes, cette rupture même donne une beauté plus poignante aux derniers monologues de la reine, de l'épouse abandonnée, et seule à soutenir désormais le double fardeau de la douleur commune et de sa propre douleur.

Au second acte d'*Athalie*, quand le chœur se disperse à l'approche de la terrible reine (« *Ah! la voici, sortons, il la faut éviter* »), il ne serait pas impossible de trouver comme une esquisse, moins tragique sans doute, de ce mouvement et de cet effet. Et si l'on se souvient que Racine avait conçu lui aussi, peut-être même écrit, et détruit, par scrupule, une *Alceste ;* qu'il a laissé le plan, en prose, du premier acte d'une *Iphigénie en Tauride,* alors on a quelque droit d'appeler « notre » Gluck, celui par qui tant de vœux de notre Racine ont été remplis.

Grand musicien de notre tragédie, Gluck l'est également de notre langue. Celle-ci lui doit, beaucoup plus encore qu'à Lulli, qu'à Rameau, son éminente dignité musicale. Quand il dénonçait l'incompatibilité de la langue française avec la musique, Rousseau, comme presque toujours, avait tort. Gluck lui montra bientôt son erreur et l'en fit, du reste, revenir. Aucun musicien jusque là n'avait conféré tant de beauté sonore à notre idiome national. La mélodie de Gluck, et surtout son récitatif, est formé des sons les plus purs, les plus éloquens, les plus beaux, sur lesquels des paroles françaises, au théâtre, aient jamais été chantées. Cela est considérable. La voix de Gluck a consacré l'alliance, l'hymen indissoluble et pour nous glorieux, de la musique avec le verbe de notre patrie. Il est temps, grand temps, de nous en souvenir. Il appartient à notre grand tragique musical de nous restituer, demain, inséparablement unis, les sons et les mots que, les uns pour les autres, notre air natal a formés. Pas une page de Gluck, pas une de ses phrases, qui ne manifeste, soit avec une force étonnante, soit avec une pénétrante douceur, leur fraternelle et nationale beauté. Il le savait bien lui-même et, dans son légitime

orgueil, il ne craignait pas de le dire : « Il n'y a point de temps pour elle (pour *Alceste*). J'affirme qu'elle plaira également dans deux cents ans, si la langue française ne change point. » Déjà presque aux trois quarts écoulés, les deux siècles n'ont pas démenti la fière prédiction du vieux maître. Ils n'ont pu détruire ou seulement altérer le rapport intime, éternel, qu'avec notre langue sa musique soutenait et soutient pour toujours.

Grand mélodiste à chaque instant, parfois grand symphoniste même, Gluck a été surtout et sans cesse un incomparable orateur lyrique. Il a porté jusqu'à la suprême éloquence le discours musical ou le récitatif, cette forme à demi parlante et chantante à demi, que les créateurs de l'opéra d'Italie appelaient le « *favellar in musica.* » Dans l'histoire de la musique, il est le maître par excellence de notre déclamation, de notre prosodie, de notre syntaxe française. Il s'entend comme nul autre à l'ordonnance, à l'équilibre d'une période ou d'une phrase. Il en dispose avec nombre, avec mesure, non seulement les membres, mais les mots et jusqu'aux syllabes. Par la force et la justesse de l'intonation, de l'inflexion, il dégage des uns et des autres tout le sens et tout le sentiment qu'ils recèlent, et dans ses innombrables et sublimes « récits, » où la parole éclaire la musique, où par la musique la parole est animée, on doute quelle vertu, quelle beauté l'emporte et nous émeut davantage, celle du verbe, ou celle des sons.

Il y a plus encore, et ce n'est pas aux seuls mots, c'est aux noms que la musique de Gluck a su donner une portée, une valeur inestimable. Qne dis-je ! « *une* » valeur ! Qui dénombrera les cris, les soupirs, les sanglots, et tous les accens de l'amour, de la douleur, du désespoir, que peut arracher aux lèvres d'Orphée le nom seul, constamment proféré, d'Eurydice ! De quelle tendresse aussi, mais de quelle colère et de quel mépris Armide ne charge-t-elle point le nom de Renaud ! Enfin, aux rivages affreux de Tauride, après avoir appris les infortunes et les crimes de sa race, on sait avec quelle pitié, quel effroi mêlé d'horreur, se nomme et se pleure elle-même, la « *malheureuse Iphigénie.* » Ainsi nous ne connaissons pas un vocable, du plus simple au plus noble, dont Gluck n'ait accru la signification ou la magnificence. Ces noms surtout, ces beaux noms antiques, tout chargés de gloire et de poésie, noms de héros et de rois, de vierges et de dieux, nous le remercions d'en avoir fait, à notre oreille et dans notre âme, la sonorité française plus belle, et plus pathétique le retentissement.

Un ancien, un antique, avons-nous dit de lui. Mais quel autre, dans les jours où nous sommes, est plus proche et plus digne de nous ! Lequel nous peut et nous doit être plus cher et plus secourable ! Dans un aimable traité de musique à l'usage des enfans, il nous souvient d'avoir lu naguère : « Le Seigneur nous a fait présent du beau chant pour dire des choses vraies et bonnes (1). » Élevons — très haut — cette maxime, et l'esthétique, ou l'*éthos* de Gluck, s'y résumera de soi-même, et tout entier. Classique et passionnée à la fois, comme l'œuvre d'un Racine, l'œuvre d'un Gluck, encore plus que l'œuvre d'un Racine, ne respire que les passions nobles. Fût-ce pour avoir écrit *Armide*, Gluck n'aura point été damné, comme il le craignait, ou comme, avec un peu de coquetterie ou de fanfaronnade, il feignait de le craindre. Jusque dans la musique de sa partition la plus amoureuse, de celle qui répand, au sens initial et magique de ce mot, le « charme » le plus fort, la chair et les sens n'ont aucune part. On n'y respire point l'énervante, fiévreuse atmosphère, dont nous enivre et nous empoisonne un *Tristan*. *Armide* ne tend pas non plus, comme un *Tristan* toujours, et comme le dit l'Allemagne en son jargon, à la négation du vouloir vivre. Loin d'affaiblir notre être et de le dissoudre, la musique de Gluck l'accroît, le règle, et le discipline. Elle ne subordonne et ne sacrifie pas au sentiment, encore moins à la sensation, les droits de l'esprit et de la raison. Par cette maîtrise intellectuelle, Gluck est un de nos classiques, un Français d'autrefois, un de ceux que, pour notre salut, il nous faut redevenir. Et par la grandeur, par l'élévation morale de son art, il est un Français d'aujourd'hui. N'est-il pas, sur la scène, le musicien héroïque entre tous ? Le dévouement, le sacrifice, voilà tout l'idéal, austère et pur, de son œuvre ; en voilà tout l'exemple et tout l'enseignement. C'est le sacrifice d'un regard, d'une étreinte, imposé, pour que l'épouse revive, à l'époux qui vient de l'arracher au trépas. C'est le sacrifice d'Alceste, ou celui d'Iphigénie « *en Aulide immolée.* » Dans le cœur de Renaud, c'est l'amour de la patrie, vainqueur de moins saintes amours. Enfin *Iphigénie en Tauride* a pour principale péripétie un sacrifice encore, et non le moins affreux. Ainsi, dans ce noble répertoire, tout nous parle de générosité, de renoncement et de vaillance. Ajoutez à tant de vertus la douleur et la mort, les deux sombres déesses du théâtre de Gluck. Ce théâtre alors vous apparaîtra comme celui qui sied le mieux à la rigueur ainsi qu'à la beauté des jours que nous traversons.

(1) *La belle musique*, par M. Jean d'Udine.

Religieuse, nationale et domestique, l'œuvre de Gluck mériterait de porter en épigraphe : « *Pro aris et focis*. Pour les autels et pour les foyers. » Elle est la constante apologie, l'apothéose éternelle de la patrie, de la famille et de la maison. Irons-nous y chercher des allusions, ou des analogies, qui nous émeuvent et nous exaltent ? L'embarras ne sera que de choisir. Les accens d'un Agamemnon, d'une Iphigénie, d'une Alceste, retentissent plus loin que jamais dans notre cœur à tous, à nous qui sentons aujourd'hui crier en nous les voix de la chair et du sang, et qui leur imposons silence. D'autres accens, tels que ceux d'une Armide, exciteront, aviveront contre « *l'ennemi qui nous offense* » notre haine sacrée, notre haine sainte. Il y a plus encore. Autant que chacun de nous, notre peuple, notre pays tout entier pourrait demander à Gluck, aux chœurs d'une *Alceste*, d'une *Armide* ou d'une *Iphigénie*, des exemples de constance et de concorde, d'unanimité dans le courage, dans la prière, dans l'espérance et dans la foi. Ainsi la beauté, la vertu de ce génie, qui touche toutes les époques, regarde plus particulièrement la nôtre. Entre tous nos musiciens, Gluck est le maître de l'heure, celui dont la France peut recevoir aujourd'hui les conseils les plus héroïques et les plus sublimes leçons.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

On se demandait s'il y aurait, s'il pouvait y avoir cette année une fête du 14 Juillet : cela était à la fois désirable et difficile. Le gouvernement a su résoudre la difficulté : il a fait du 14 Juillet la fête de *la Marseillaise*, c'est-à-dire de l'hymne de guerre qui aujourd'hui, comme autrefois, soutient le courage de nos soldats dans l'épreuve qu'ils traversent si vaillamment. On a tout dit sur *la Marseillaise*. C'est une singulière et grande destinée que celle de ce chant improvisé à Strasbourg, en 1792, par un jeune capitaine, qui ne croyait pas si bien faire, mais qui, y ayant mis toute son âme, a fait une fois dans sa vie une œuvre de génie. Il a donné à la France un cordial énergique dont la vertu n'est pas encore épuisée et ne le sera vraisemblablement jamais. Les notes de *la Marseillaise* semblent résonner un peu fort en temps de paix, et les paroles, bien qu'elles contiennent une ou deux strophes fort belles, portent la marque d'une époque de trouble, de colère et de fièvre ; mais tout cela redevient actuel lorsque la guerre est déchaînée, notre territoire envahi, et que nous avons en face de nous de « féroces soldats » qui égorgent femmes, vieillards, enfans, et violent impitoyablement toutes les lois de l'humanité. *La Marseillaise* est vraiment en situation aujourd'hui. Depuis près de quatre-vingts ans, Rouget de l'Isle reposait dans le petit cimetière de Choisy-le-Roi. On est allé y chercher son cercueil. On l'a porté à travers Paris, en passant près de l'Arc de Triomphe, où l'admirable groupe de Rude donne à *la Marseillaise*, avec la solidité de la pierre, toute la fougue, tout l'emportement de l'héroïsme militaire. Il s'en est fallu de peu que les cendres de Rouget de l'Isle n'allassent jusqu'au Panthéon. Elles se sont arrêtées aux Invalides où elles sont mieux à leur place dans ce monument consacré à la guerre, où repose, avec tant de vaillans soldats, le prodigieux capitaine qui a

promené la Révolution à travers l'Europe et porté si haut la gloire de la France. Qu'on laisse là Rouget de l'Isle ; qu'on ne trouble pas le souvenir que nous a laissé la journée désormais historique du 14 Juillet 1915. Elle a été simple et grave et a trouvé dans M. le Président de la République l'orateur qui lui convenait.

La presse a rendu justice au discours prononcé par M. Poincaré dans le décor impressionnant de la cour des Invalides, au milieu d'une foule émue, recueillie, profondément sérieuse, qui bientôt s'est mise à vibrer en entendant les paroles qu'elle attendait, qu'elle appelait, dont sa conscience avait besoin. M. le Président de la République a rappelé les origines de la guerre. Il a montré la France restant, non pas certes indifférente, ni même impassible sous le coup des provocations les plus directes, mais néanmoins tout acquise à la paix et aux œuvres qu'elle permet d'accomplir. Jusqu'au dernier moment, elle a fait ce qui dépendait d'elle pour en conserver le bienfait; mais comment y aurait-elle réussi puisque l'on voulait la guerre à Berlin? Elle a donc éclaté, il était impossible qu'elle n'éclatât pas. « Chacun de nous, messieurs, a dit M. Poincaré, peut en toute sérénité ranimer ses souvenirs et interroger sa conscience. A aucun moment, nous n'avons négligé de prononcer le mot et de faire le geste qui aurait pu dissiper les menaces de guerre, si un fol attentat contre la paix européenne n'avait été, depuis longtemps, voulu et préparé par des ennemis implacables; nous avons été les victimes innocentes de l'agression la plus brutale et la plus savamment préméditée. Mais puisqu'on nous a contraints à tirer l'épée, nous n'avons pas le droit de la remettre au fourreau avant le jour où nous aurons vengé nos morts et où la victoire commune des Alliés nous permettra de réparer nos ruines, de refaire la France intégrale et de nous prémunir efficacement contre le retour périodique des provocations. » Il faudrait citer tout ce discours, mais est-ce bien nécessaire, tous les Français ne l'ont-ils pas lu et n'ont-ils pas applaudi dans le fond de leur âme, comme on l'a fait dans la cour des Invalides, les paroles par lesquelles M. Poincaré a repoussé « une paix honteuse » qui laisserait l'avenir incertain ? « Qui pourrait, s'est-il écrié, s'arrêter un seul instant à de telles visions ? Qui donc oserait faire cette injure au bon sens public et à la clairvoyance nationale ? Il n'est pas un seul de nos soldats, il n'est pas un seul citoyen, il n'est pas une seule femme de France qui ne comprennent clairement que tout l'avenir de notre race et non seulement son honneur, mais son existence même, sont suspendus aux lourdes minutes de cette guerre inexorable. Nous avons la volonté de vaincre, nous avons la

certitude de vaincre. Nous avons confiance en notre force et en celle de nos Alliés, comme nous avons confiance en notre droit. » Mais, après avoir proclamé la certitude de la victoire, M. le Président de la République en a rappelé les conditions : « Ne nous lassons pas de le répéter, a-t-il dit, la victoire finale sera le prix de la force morale et de la persévérance. Employons tout ce que nous pouvons avoir de calme, de vigueur et de fermeté à maintenir étroitement dans ce pays l'union de toutes les provinces, de toutes les classes et de tous les partis, à protéger attentivement l'opinion contre l'invasion sournoise de nouvelles perfides, à fortifier sans cesse l'action gouvernementale et l'harmonie nécessaire des pouvoirs publics, à consacrer sur un seul objet toutes les ressources de l'État et toutes les bonnes volontés privées, à développer sans relâche notre matériel de guerre et nos moyens de résistance, à ramasser en un mot la totalité des énergies nationales dans une seule pensée et dans une même résolution : la guerre poussée, si longue puisse-t-elle être, jusque la défaite définitive de l'ennemi et jusqu'à l'évanouissement du cauchemar que la mégalomanie allemande a fait peser sur l'Europe. »

Un pareil discours est à la fois un serment et un acte ; il montre la voie à suivre et le but à atteindre ; il entretient les courages et les augmente encore ; il est surtout une réponse à ceux qui, au dehors, pourraient croire que notre énergie touche à son terme et que nous nous contenterions de ce qu'on appelle en Allemagne « une paix honorable, » c'est-à-dire d'une paix sans sécurité et sans durée. Une fois de plus, Rouget de l'Isle a servi à manifester les inépuisables ressources de l'âme française et c'est un nouvel honneur qui vient le chercher jusque dans sa tombe. Il faut croire qu'il y avait en lui, à son insu, un excitant tout-puissant. Mais c'est du côté de l'Allemagne qu'il est intéressant de regarder. Sait-on l'effet qu'a produit le discours de M. Poincaré? Des deux parties qui le composent, les responsabilités de la guerre et la nécessité de la pousser jusqu'au bout pour qu'elle produise ses conséquences nécessaires, de ces deux parties, la presse allemande n'a parlé que de la première, elle n'a pas dit un mot de la seconde. C'est à la *Gazette de Cologne* que nous emprunterons, pour l'édification de nos lecteurs, le jugement de la presse allemande sur les origines de la guerre. « Les affirmations de M. Poincaré, y lisons-nous, sont bien osées. N'est-ce pas la France qui, depuis quarante ans, n'a pas cessé de provoquer l'Allemagne. La vérité historique est juste le contraire de ce qu'a dit M. Poincaré. Depuis le jour où le Lorrain Poincaré a été à la tête de la République

et où M. Delcassé partit pour Saint-Pétersbourg, la France s'est efforcée de forger un cercle autour de l'Allemagne et de se préparer à la guerre contre elle. La France peut se vanter d'avoir plus que toute autre Puissance apporté du bois au bûcher qui incendie l'Europe à cette heure. La seule parole vraie qu'ait prononcée M. Poincaré est qu'un coup de tonnerre imprévu ébranla le monde en juillet dernier. Il n'est point nécessaire de répondre aux autres paroles du Président et à toutes ses phrases d'espérance. Ce sont les canons qui décideront. » Soit : les canons décideront; c'est bien notre sentiment comme celui de la presse allemande; mais nous regrettons qu'elle se soit tue sur ce que la *Gazette de Cologne* appelle les « phrases d'espérance » du discours de M. Poincaré. Combien le silence est significatif! On ne veut pas que le peuple allemand sache la vérité. Au lieu du discours de M. Poincaré, on publie ceux de l'Empereur, qui annonce la victoire prochaine. On reproduit des propos de lui où il assure que la guerre finira avant l'hiver. On cache à l'Allemagne l'inébranlable fermeté de nos résolutions. On lui fait croire que nous sommes à bout de forces et que le fléchissement de notre volonté est proche, et c'est à quoi M. Poincaré a fait allusion lorsqu'il a parlé de « l'invasion sournoise des nouvelles perfides » qu'on répand à travers le monde. Mais la propagande allemande emploie encore d'autres procédés.

On ne se trompera guère si on lui attribue les récentes manifestations de pacifisme qui se sont produites dans ces derniers temps sur divers points du globe, car il y a encore des pacifistes partout et, consciemment ou inconsciemment, ils servent la cause allemande. Tous ceux d'hier n'ont pourtant pas gardé leurs illusions. M. d'Estournelles de Constant, par exemple, est revenu d'une grande partie des siennes et, surpris de n'être pas suivi dans sa conversion par M. Bryan, il lui a adressé une lettre où il met en cause, non seulement M. Bryan, mais aussi, dans une moindre mesure bien entendu, le gouvernement américain lui-même. M. Bryan estime qu'il importe peu en ce moment de savoir à qui incombe la responsabilité de la guerre; il se préoccupe surtout de savoir comment on peut rétablir la paix et il estime qu'il faut pour cela que les nations belligérantes fassent connaître dès aujourd'hui les conditions dans lesquelles elles l'accepteraient. « Qui sait, dit-il, si la paix n'est pas possible dès maintenant, et non pas une trêve, mais une paix durable. Si les nations consentaient du moins à faire savoir pourquoi elles se battent, elles pourraient peut-être trouver un terrain d'entente. Les récriminations sur ce qui se passe à l'heure actuelle et le silence

observé par chacun sur ses propres aspirations sont susceptibles de prolonger indéfiniment le conflit. Il faudra bien, un jour ou l'autre, parler des conditions de la paix. Pourquoi pas tout de suite ! » M. Bryan est probablement la seule personne au monde qui ne sache pas pourquoi on se bat et, si on le lui expliquait, il semble bien que ce serait peine perdue ; mais, pour ce qui est des conditions que la France ou plutôt que les Alliés mettent à la paix, M. le Président de la République les a dites assez clairement dans son discours du 14 juillet : il s'agit de détruire pour longtemps le militarisme prussien et de mettre l'Allemagne dans l'impossibilité de réaliser son rêve malsain de domination mondiale. Croit-on, M. Bryan lui-même peut-il croire que, si les Alliés indiquaient dès maintenant les moyens qu'ils jugent appropriés à ce but, un terrain d'entente pourrait être trouvé entre eux et l'Allemagne ? Une telle espérance serait puérile. La vérité est que, au contraire, il y aurait un surcroît de rage chez les combattans. Les conditions de la paix ne peuvent être imposées que par la victoire et acceptées que par la défaite, et ni la victoire, ni la défaite, ne sont encore choses acquises. Au surplus, le gouvernement allemand a donné à M. Bryan un commencement de satisfaction, car le chancelier de l'Empire a parlé un jour, à la tribune du Reichstag, des conquêtes territoriales que l'Allemagne serait amenée à faire, et le roi de Bavière, dans un discours qui a été généralement taxé d'imprudence, a parlé dans le même sens. Cette sincérité, qui a dû charmer M. Bryan, n'a pourtant pas fait faire le plus petit progrès à la cause de la paix. Elle n'a eu jusqu'ici d'autre conséquence que de diviser le parti socialiste allemand. Quelque intéressant que soit ce résultat, la cause de la paix ne paraît pas encore à la veille d'en tirer grand profit.

Le parti socialiste allemand, la Social-Démocratie, comme il s'intitule, est assez difficile à suivre dans ses évolutions. A la veille de la guerre, il la condamnait hautement, formellement, dans des termes dont l'énergie n'était égalée que par celle du socialisme autrichien. On sait ce qui en est advenu. Dans une séance fameuse du Reichstag, les socialistes allemands ont voté les crédits demandés pour la guerre; le gouvernement n'a pas eu de plus fidèles acolytes. Ils ont expliqué depuis, ou, du moins, quelques-uns d'entre eux ont expliqué, — car la majorité est restée fidèlement gouvernementale, — qu'on leur avait fait croire à une agression venue de la Russie, de la France et de l'Angleterre. Le gouvernement le leur avait dit aussi, et ils l'avaient cru, en bons Allemands qu'ils sont. Mais depuis, quelques doutes sont

venus à l'esprit d'un petit nombre d'entre eux, qui ne sont pas des moindres dans le parti, et enfin les ambitions territoriales inopportunément avouées par le chancelier de l'Empire et par le roi de Bavière ont achevé de leur ouvrir les yeux. MM. Haase, Bernstein et Kautsky ont signé une déclaration dans laquelle ils ont protesté contre toute idée de conquête, comme étant contraire aux principes du parti. Que ne s'en sont-ils aperçus plus tôt? Ils se seraient épargné des déceptions pénibles et aussi un désaveu qui, sans doute, ne l'a pas été moins. Le Comité du parti socialiste allemand a siégé, en effet, à Berlin le 30 juin et le 1er juillet dernier, et, après deux jours de discussion, a voté une résolution qui approuve l'attitude du bureau du parti et du groupe parlementaire et condamne les tentatives faites pour diviser le parti. Un paragraphe spécial déclare que la publication faite par M. Haase est incompatible avec le devoir d'un directeur de parti. La presse s'en est mêlée. Du côté gouvernemental, on s'est efforcé de mettre fin à ces polémiques en faisant ressortir que les journaux étrangers les exploitaient. Certains journaux ont été suspendus. Chacun est resté sur les positions qu'il avait prises, mais il faut bien avouer que MM. Haase, Bernstein et Kautsky sont restés isolés. On s'est demandé s'il n'y avait pas là un jeu concerté. Nous n'en croyons rien. Malgré la faute première qu'ils ont commise et qu'ils paraissent regretter aujourd'hui, M. Haase et ses deux suivans ne sont pas hommes à se prêter à une comédie. Mais on peut se demander si le gouvernement allemand a vu leur attitude d'un aussi mauvais œil qu'il a paru le faire. Que lui importe, en somme, que le parti socialiste allemand se divise dans une aussi faible mesure qu'il l'a fait? La grande majorité, presque l'unanimité, reste soumise à la politique impériale. Ces gens-là ont l'habitude de la discipline. Mais on a pu espérer à Berlin que, si la nouvelle attitude de MM. Haase, Bernstein et Kautsky n'avait pas divisé le parti socialiste en Allemagne, elle le diviserait peut-être ailleurs. Qui sait si les socialistes des pays alliés, entendant invoquer des principes qui sont les leurs et chanter, qu'on nous passe le mot, un refrain qui leur est familier, ne se laisseraient pas entraîner par la voix des sirènes vers le pacifisme, vers la paix? C'est en effet la paix, la paix sans conquête ni d'un côté ni de l'autre, qu'appellent de leurs vœux MM. Haase, Bernstein et Kautsky. Qu'en diraient, par exemple, les socialistes français?

C'est un point sur lequel on n'a pas tardé à être fixé. Le Conseil national du parti socialiste unifié, — « section française de l'Internationale ouvrière, » — s'est réuni le 14 juillet et, à l'unanimité des

délégués, parmi lesquels se trouvaient trois ministres, il a voté une résolution qui lui fait honneur. Nous n'étonnerons toutefois personne en disant que nous sommes loin d'approuver leur déclaration tout entière : elle contient beaucoup d'illusions, généreuses sans doute, mais dangereuses en ce qu'elles peuvent répandre dans les masses des espérances qui ne seront pas de bien longtemps réalisables, à supposer même qu'elles le soient jamais. Comment ne pas penser un peu à M. Bryan quand on y lit que « le gouvernement de la France s'honorerait devant l'humanité si, des horreurs mêmes de la guerre, il faisait surgir la lueur qui conduira le monde à la paix? » Que faut-il pour cela? Que le gouvernement « dès maintenant propose à ses alliés d'accepter l'engagement solennel de soumettre à l'avenir tous les litiges qui pourraient se produire entre ces nations à une procédure d'arbitrage international; qu'il fasse appel à tous les neutres mêmes pour s'associer à cet acte; qu'on garde la porte ouverte à toutes les nations qui l'accepteront aussi. » C'est sans doute pour l'empereur d'Allemagne que nous garderions éventuellement cette porte ouverte. « Si, continuons-nous de lire, une telle initiative est suivie d'effet, la France, une fois de plus, aura mérité la reconnaissance du monde pour sa volonté de paix, pour la liberté des individus et des nations. » Dieu nous garde de le contester, mais il y a peu d'apparence que l'initiative, si elle est prise, soit suivie d'un effet immédiat, et sans doute le Comité national du parti socialiste unifié le croit comme nous, mais il a voulu faire l'union dans son propre sein et pour cela donner satisfaction à tous ses adhérens. Au moment où nous sommes, il n'y a aucun inconvénient à cela, il n'y a même que des avantages. Pour l'avenir, la résolution votée vaudra ce qu'elle pourra; pour le présent, elle est excellente. Elle affirme à nouveau la « confiance inébranlable (du parti) dans la cause des Alliés et de la France républicaine. » Elle rappelle qu'après la déclaration de guerre et la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, « sans hésitation, à l'unanimité, assuré du droit de la France, de sa volonté pacifique, le groupe socialiste votait au Parlement les crédits pour la défense nationale. Le Conseil national approuve cette décision, qui, dit-il, emportait toutes les autres. » « Pour chasser du monde les rêves exécrables d'une hégémonie qui aboutirait à placer l'Europe sous le talon de l'impérialisme le plus brutal, le plus agressif et le moins scrupuleux, le parti socialiste se déclare à nouveau prêt à continuer son concours, sans réserve comme sans défaillance ni lassitude, à l'œuvre de défense nationale... Il poursuit, avec l'ensemble du

pays et de ses alliés, la libération du territoire de l'héroïque et loyale Belgique et des régions envahies de la France, ainsi que la réparation du droit pour l'Alsace-Lorraine. » Il rejette sur l'Allemagne toute la responsabilité de la guerre et « déclare que la lutte imposée aux Alliés par les dirigeans de l'Allemagne doit être conduite à son terme logique, c'est-à-dire jusqu'à la défaite du militarisme allemand, afin que soit donnée au monde la grande et nécessaire leçon d'une entreprise d'hégémonie brisée par la résistance des peuples libres. » C'est ainsi que s'exprime le parti socialiste unifié. S'il l'a dit autrement, M. le Président de la République n'a pas dit autre chose et une fois de plus se manifeste la parfaite union de tous les enfans de la France dans un même sentiment de patriotisme et dans une même pensée d'action.

C'est le souvenir que nous garderons de cette journée du 14 juillet qui aurait pu passer muette, incolore et sans caractère au milieu de nos tristesses et de nos deuils et qui, tout au contraire, a manifesté avec éclat nos espérances dans la victoire finale, ou plutôt dans la certitude que nous en avons.

Les rapports de l'Allemagne et de l'Amérique se tendent de plus en plus. Après un mois d'attente, le gouvernement impérial a répondu à la note qu'il avait reçue du gouvernement républicain au sujet de la destruction du *Lusitania*. Quelque habitué qu'on soit à la casuistique allemande, cette réponse a causé dans le monde entier une impression de surprise ou, pour mieux dire, de stupeur. Le Cabinet de Berlin s'était surpassé. Jamais encore il n'avait affirmé les principes du droit des gens en termes plus parfaits, et jamais il ne les avait foulés aux pieds avec plus d'audace et de cynisme. C'est d'ailleurs son procédé habituel, et ce procédé n'appartient pas seulement au gouvernement : toute la science, toute la philosophie allemande, en usent comme lui. Quand on se contente de lire ce qui sort d'une plume allemande, on est émerveillé de la hauteur de raison avec laquelle les principes sont exprimés ; le droit, la justice, l'humanité n'ont rien à y reprendre ; on est tout prêt à admirer et à applaudir. Mais il faut savoir, pour comprendre toute la portée de la pensée allemande, que cela s'engage à rien. Ce sont des théories idéales qui se réaliseront peut-être dans un avenir lointain, mais qui, pour le moment, restent dans le domaine de la pure spéculation. Il faut s'entendre toutefois, quand on dit que cela n'engage à rien ; une distinction est à faire ici : cela engage les autres et, lorsqu'ils enfreignent ces lois, après les avoir consenties, ils n'ont pas de juge plus pédant et plus

sévère que l'Allemagne ; mais quant à elle, ne sait-on pas qu'elle est au-dessus de tout, par conséquent au-dessus de toutes les règles, et qu'elle n'a à tenir compte que de son intérêt?

Cette hypocrisie, qui produit, dans toute conscience droite, un mouvement de révolte et de dégoût, ne s'est jamais affichée avec plus d'impudence que dans la dernière note allemande. « Le gouvernement impérial, y lit-on, a appris avec satisfaction, pas sa note, combien le gouvernement des États-Unis tient sérieusement à ce que les principes d'humanité soient observés dans la guerre actuelle. Ce désir trouve un vif écho en Allemagne... L'Allemagne a de même toujours maintenu le principe d'après lequel la guerre doit être dirigée contre les forces armées et organisées d'un pays ennemi, tandis que la population civile du pays ennemi doit être épargnée, autant que possible, par les mesures prises en raison de la guerre... Si, dans la guerre actuelle, les principes qui devraient être l'idéal de l'avenir ont été lésés de plus en plus, à mesure que cette guerre s'est prolongée, ce n'est pas la faute du gouvernement allemand... En faisant en principe tous ses efforts pour sauvegarder la vie et les propriétés des neutres, autant que possible, le gouvernement allemand a reconnu sans réserve, dans son memorandum du 2 février, que les intérêts des neutres pourraient souffrir de la guerre sous-marine. » Il est inutile de prolonger ces citations. A-t-on remarqué ces mots « autant que possible, » qui reviennent à deux reprises différentes pour atténuer la rigueur des principes le plus fortement énoncés ? Ces mots sont pleins de larmes et de sang ; ils suent le meurtre et le crime ; ils font passer devant nos yeux les tragiques fantômes de Louvain, de Termonde, d'Aerschot, d'Arras, de Reims, de Gerbéviller, auxquels vient d'ajouter celui du *Lusitania*. En vérité, ils appellent la vengeance du ciel sur le malfaiteur colossal qui a fusillé tant de femmes, d'enfans, de vieillards, de prêtres et de religieux et qui aujourd'hui, avec une ironie satanique, se donne pour le champion de l'humanité.

Ce ne serait pas l'Allemagne, si on en croyait la dernière note allemande, qui aurait violé les règles du droit des gens, mais bien le gouvernement britannique, auquel revient, dès lors, toute la responsabilité des désastres survenus. « Le cas du *Lusitania*, écrit sans sourciller le rédacteur teuton, montre avec une horrible clarté à quelle mise en danger de vies humaines aboutit la manière de conduire la guerre qu'emploient nos adversaires, en contradiction très directe avec la loi internationale. » Telle est l'affirmation : où est la preuve ?

« Toutes les distinctions entre navires marchands et vaisseaux de guerre, dit l'Allemagne, ont été oblitérées par l'ordre donné aux navires marchands anglais de s'armer et d'éperonner les sous-marins et par les récompenses offertes pour cet objet. » La note n'oublie qu'une chose, et, à coup sûr, elle le fait volontairement, c'est que l'ordre donné par le gouvernement anglais n'est pas antérieur, mais bien postérieur à celui par lequel le gouvernement allemand annonçait son intention de torpiller les navires de commerce. C'était une mesure de protection et de défense contre une menace criminelle. Mais, au fait, le *Lusitania* était-il armé? Le gouvernement allemand l'affirme contre toute vérité, et il en conclut que si le commandant du sous-marin « avait permis à l'équipage et aux passagers de se réfugier dans les canots avant de lancer une torpille, cela aurait équivalu à la destruction certaine de son propre bâtiment. » Il a été prouvé depuis que le *Lusitania* n'était nullement armé et que le torpilleur n'avait rien à en craindre. Mais, assure imperturbablement la note allemande, le navire anglais portait une quantité considérable d'explosifs puissans, et c'est à cela qu'il faut attribuer la rapidité de sa destruction qui n'a pas permis à l'équipage de se sauver. Et le sentiment intervient d'une manière imprévue. « On peut faire observer, lisons-nous, que, si le *Lusitania* avait été épargné, des milliers de caisses de munitions auraient été envoyées aux ennemis de l'Allemagne et que, par là, des milliers de mères et d'enfans allemands auraient été privés des hommes qui assuraient leur vie ! »

Ici la question se précise: le gouvernement impérial revient à sa prétention d'interdire le commerce des munitions de guerre, droit que, tout au contraire, le gouvernement des États-Unis revendique. Sans doute le gouvernement allemand a le droit de saisir en mer ou de détruire les munitions destinées à ses ennemis, mais il n'a nullement celui de torpiller le navire sans avertissement, ni d'attenter à la vie des passagers, et c'est là le point important de la controverse que le gouvernement américain soutient contre lui. Que propose-t-il à ce gouvernement pour lui donner satisfaction? Une espèce d'arrangement qui en ferait son subordonné et son complice. Quand les États-Unis voudront envoyer en Europe un navire transportant des voyageurs, ils devront en avertir l'Allemagne assez longtemps à l'avance; ils muniront le navire de signes distinctifs; ils garantiront en outre qu'il ne porte pas de contrebande, moyennant quoi on voudra bien le laisser passer. Dans le cas où les États-Unis n'auraient pas un nombre de navires suffisant, il leur sera permis d'employer,

sous leur pavillon, un « nombre raisonnable » de bateaux neutres, et même quatre bateaux belligérans. Où prendrait-on ces bateaux belligérans? La note ne le dit pas, mais rien n'est sans doute plus simple. L'Allemagne n'a-t-elle pas un nombre assez considérable de navires de commerce qui, au commencement de la guerre, ont cherché un refuge dans les ports américains où ils sont restés immobilisés? Il y aurait là, au moins pour quelques-uns d'entre eux, le moyen de rentrer en circulation et, pour l'Allemagne, de rentrer en leur possession.

La presse américaine a été à peu près unanime à protester contre ce marchandage humiliant : quant à la presse allemande, elle a manifesté bruyamment sa joie à la lecture de la note. Nous avons parlé, il y a quinze jours, des divisions qui s'étaient produites dans le gouvernement impérial, où les uns voulaient atténuer et les autres continuer en les aggravant les rigueurs de la piraterie maritime. Après la note, les premiers se sont tus et les seconds ont exulté. « Nos sous-marins, écrit la *Post*, continueront de faire la guerre : telle est en résumé la réponse allemande à la note américaine du 10 juin. Le peuple allemand peut être tranquille : on lui laissera le droit d'agir comme auparavant. Nous maintenons notre point de vue. Pour le gouvernement allemand, il n'y a qu'un chemin sur lequel le peuple allemand soit prêt à le suivre, c'est celui de la guerre par sous-marins. Peu nous importe l'aménité américaine. »

Et, comme pour donner une consécration à ces détestables paroles, une tentative de torpillage a eu lieu aussitôt contre le paquebot anglais *Orduna*, qui portait un assez grand nombre d'Américains et qu'on ne pouvait pas même soupçonner de faire un commerce de munitions de guerre, ni par conséquent d'exposer de pauvres enfans allemands à perdre leurs pères, car il allait de Liverpool à New-York. Une torpille a été lancée contre lui ; il a eu la bonne fortune d'y échapper, mais l'intention criminelle y était, et l'Amérique a senti un surcroît d'indignation de ce commentaire de la note impériale.

A cette note il fallait répondre. On n'accusera pas M. Wilson de l'avoir fait à la légère. Il y a réfléchi longtemps ; mais enfin il a pris son parti. Il a jugé que la controverse était close, que les argumens étaient épuisés, enfin que le moment de conclure était venu.

La note américaine cesse donc de discuter; elle se contente de maintenir les principes que les notes précédentes ont solidement établis et elle le fait avec un surcroît d'énergie qui indique une résolution désormais inébranlable. Nous extrayons de ce texte les trois

phrases les plus caractéristiques. Après avoir condamné de nouveau une pratique illégale qu'il déclare contraire à la justice et aux égards dus à la dignité des Puissances neutres: « si on y persiste, dit la note, elle constituerait, dans de pareilles circonstances, une offense impardonnable contre la souveraineté de la nation neutre affectée. » Cela est déjà clair, mais voici qui l'est encore davantage. Après avoir rappelé qu'il a autrefois, pleinement d'accord à cette époque avec le gouvernement allemand, toujours lutté pour la liberté des mers, le gouvernement américain affirme qu'il continuera cette lutte, « quel que soit le sort dont on le menace, sans transactions et à tout prix. » Enfin la conclusion de la note la résume en termes qu'on ne saurait trop méditer à Berlin : « L'amitié elle-même oblige à dire au gouvernement impérial allemand que la répétition, de la part des commandans de navire de la marine impériale allemande, d'actes contraires à ces droits (les droits des neutres), devra être considérée par le gouvernement des États-Unis, pour peu qu'ils affectent les citoyens américains, comme délibérément inamicale. » Inamicale : le mot n'a pas encore une signification tout à fait précise dans le vocabulaire international, mais on sent bien la portée que le président Wilson a entendu lui donner, et la presse allemande en pousse déjà des cris de fureur.

Nous attendons la suite. L'Allemagne s'obstine dans la politique qui lui a créé déjà tant d'ennemis. Puisse-t-elle ne s'en départir jamais ! Il semble bien que la rupture soit sur le point de se produire entre les États-Unis et elle, et nous aurons sans doute à parler bientôt des conséquences de la violence qu'elle prétend exercer sur la Roumanie pour l'obliger à ouvrir son territoire aux munitions de guerre qu'elle veut envoyer à la Turquie.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LE SENS DE LA MORT [1]

DEUXIÈME PARTIE [2]

XIV

J'avais le temps, moi-même, de m'en aller, de passer dans le corridor. Là, j'aurais rencontré Mme Ortègue comme par hasard. Elle aurait cru que je rentrais de la salle d'opération. Mon premier mouvement fut, en effet, de me retirer. Et puis je restai. J'avais dans les oreilles ces mots : « Aujourd'hui... Tout de suite... » Si Ortègue les reprenait, à bout de forces et dans [illegible]ysme d'une nouvelle crise? Si l'horrible projet s'accom- [illegible] soir, demain? Me pardonnerais-je de n'avoir pas [illegible]sitôt le cri que j'avais dans la gorge devant ce for- [illegible] c'en était un, cet exemple de lâcheté dans la dou- [illegible]é à tous les blessés de cet hôpital, en ce moment. [illegible]e j'hésitais, quelques secondes à peine, Mme Ortègue [illegible]ert la porte. Elle m'avait vu. Elle recula dans une [illegible]e saisissement; puis, mettant une main sur ses lèvres, [illegible] donner de me taire, de l'autre elle me montra la porte [illegible], et, me prenant par le bras, elle m'entraîna :

[illegible]l y a longtemps que vous étiez là? » interrogea-t-elle [illegible]le m'eut conduit dans la chambre qui lui était réservée, [illegible]près du malade! Et cela augmentait encore le tragique de [illegible]ête-à-tête : la possibilité qu'il apparût, amené par le désir de savoir plus tôt le sort du pauvre capitaine Dufour.

(1) *Copyright by* Paul Bourget, 1915.
(2) Voyez la *Revue* du 1er août.

— « Oui, madame, » répondis-je. A quoi bon essayer de lui mentir? « Je venais annoncer au Professeur que j'ai achevé l'opération, qu'elle a réussi, et lui apporter ce projectile. »

— « Pourquoi n'êtes-vous pas entré alors? » demanda-t-elle, impérieusement. « Pourquoi nous avez-vous écoutés, espionnés? »

— « Madame, » interrompis-je, « je ne peux pas m'excuser. Je devais ou entrer ou me retirer. C'est vrai. J'ai été comme cloué sur place. »

— « Et maintenant, vous allez lui parler, lui dire qu'il n'a pas le droit de m'entraîner dans la mort, tourmenter encore son agonie, lui disputer la dernière joie que j'ai pu lui donner? Hé bien! je ne le veux pas, Marsal. Je ne le veux pas... Mais chut!... » Elle posa de nouveau ses doigts sur sa bouche, en tendant l'oreille. Quelqu'un passait dans le corridor, qui s'éloigna. « Donnez-moi ce projectile, » dit-elle, « que je le porte à mon mari. Quand il saura son malade tiré d'affaire, il reposera, pas avant... Et attendez-moi. Je reviens. »

Cinq minutes plus tard, elle était là. J'avais eu le temps de réfléchir, et ce fut moi qui recommençai l'entretien en l'accueillant par ces mots :

— « Madame, je ne parlerai pas à M. Ortègue. Il est si malade. Je ne lui infligerai pas une émotion de plus. Il souffre trop, depuis des mois, vous le savez maintenant, et, pour finir cette opération si péniblement interrompue!... Si nous n'étions pas dans un hôpital de guerre, je quitterais cette maison. Je ne peux pas. Il ne me laisserait pas aller. Ma présence est d'autant plus nécessaire ici qu'en ma qualité d'élève du Professeur je suis la main toute désignée pour exécuter ses indications, s'il renonce à opérer, comme il l'a dit. Je ne m'en irai donc pas et je ne lui parlerai pas, je vous le répète. Mais le silence même que je m'engage à garder vis-à-vis de mon maître, mais mon culte pour lui, mais mon respect à votre égard, me donnent le droit de vous parler à vous. Madame, ce suicide à deux est un crime. Ne le commettez pas et ne le faites pas commettre. »

— « Quel crime? Oui ou non, ma vie m'appartient-elle? »

— « Pas à vous seule, madame. La vie de personne n'est à lui seul. Mais montez donc dans nos salles, dans la chambre du blessé que je viens d'opérer. Regardez-le, et interrogez votre

conscience. Tant qu'il existe au monde quelqu'un qui souffre et à qui nous pouvons faire un peu de bien, nous en aller, c'est déserter, et en temps de guerre, dans ce malheur universel, il y a partout des gens qui souffrent... »

— « Et si mon mari a plus besoin de moi que tous les autres? » interrompit-elle. « Si je n'ai pas d'autre moyen de l'aider à mourir ? Vous parlez de votre opéré ? Supposez-le malade à cette minute d'une maladie certainement contagieuse et mortelle. Je viendrais vous dire : « Il faut une infirmière pour « le soigner, j'y vais. » Ce serait un suicide aussi. Parleriez-vous de crime? Marsal, je ne fais pas autre chose, et ma conscience est parfaitement tranquille. D'ailleurs, ce n'est pas la vôtre qui me parle. Ce sont vos préjugés. Je l'ai remarqué depuis longtemps. Vous n'osez pas penser vrai. Moi, j'ai appris de mon père d'abord, puis de mon mari, à penser vrai. Tenez, voulez-vous que je vous dise sa pensée, à mon mari, sur le suicide? Il y a deux ans, — il n'était pas malade, alors, — une de nos amies s'était tuée. Je ne vous la nommerai pas. On a caché la chose, par préjugé toujours. Quelqu'un s'indignait contre elle. J'entends encore mon mari répondre : « Les raisonne- « mens contre le suicide ont été inventés par des repus qui « aiment la vie et qui voudraient que chacun l'aimât comme « eux. Du plus animal des instincts ils ont inventé de faire une « vertu. »

— « Mais cet instinct même, » répondis-je, « prouve que le suicide est contraire à la nature, contraire à l'ordre, contraire à la [illegible]. »

— « Allez jusqu'au bout, » répliqua-t-elle avec une ironie singulière, « dites qu'il est défendu par Dieu, pendant que vous y êtes. Je vais vous étonner. Ça aurait du sens, au moins. Mais Dieu ! S'il y avait un Dieu, est-ce que je vivrais cette heure atroce? Est-ce que je l'ai méritée?... Et puis le Bien, le Mal, qu'est-ce que ces mots signifient ? Je suis la fille d'un savant, la femme d'un savant. Je suis habituée à penser ma vie. Je sais qu'il n'y a pas de Dieu. Je sais qu'il n'y a pas d'autre monde. Je sais que le Bien et le Mal sont le résultat d'un long atavisme d'adaptations. Pour les autres femmes, ces formules n'ont pas de sens. Elles en ont un pour moi. Mon père et mon mari me les ont assez commentées. Quand cette adaptation n'est plus possible, quand une créature humaine souffre trop, au nom

de quoi lui défendrez-vous de se délivrer de cette souffrance? C'est mon histoire, Marsal. Je souffre trop. »

— « Et si un soldat dans la tranchée, aujourd'hui, quelqu'un que vous estimez, que vous aimez : votre cousin Le Gallic, par exemple, disait aussi : « Je souffre trop, » et se tuait, qu'est-ce que vous penseriez de lui? »

— « Qu'il est un lâche, s'il peut se battre. Mais s'il ne le peut pas?... Marsal, donnez-le-moi, le moyen de me battre contre cet horrible mal, qui va me prendre mon mari, me l'arracher. Et vous verrez!... Non. Vous savez trop qu'il n'y a rien à faire, que le cancer est là, implacable, incurable, inguérissable, avec son échéance aussi fatale que le retour du matin et du soir. Vous savez que mon mari est perdu. Je ne lui ai pas menti tout à l'heure. Vous m'avez entendue. J'ai mis toute ma vie sur lui. S'il me manque, je ne peux pas continuer. Je ne veux pas recommencer. Vous me parlez de nature? Pour ma nature, à moi, tout le prix de l'existence, toute sa beauté, c'est la fidélité. Le reste : ces femmes qui aiment après avoir aimé, qui redisent à un homme les paroles qu'elles ont dites à un autre, qui se renient elles-mêmes et leur passé, j'en ai le dégoût, j'en ai l'horreur. Je ne veux pas changer; et le plus affreux, dans le fait de survivre, c'est qu'en vivant, et malgré soi, on change. Déjà, depuis cette année, depuis que mon mari est malade, par instans j'ai peur que mon sentiment pour lui, si complet pourtant, si unique, ne m'échappe. Vous vous rappelez la fiancée de Vincent, de ce malheureux qui a le visage écrasé, et sa fuite épouvantée devant cet aveugle au masque de sang et de pus, quand elle s'était glissée pour assister au pansement, et son cri dans les couloirs : « Ce n'est plus lui! Ce n'est plus lui!... » Ce désespoir-là, c'est le mien. A certaines heures, il me semble que je ne retrouve plus mon mari. Je frémis de penser qu'il y a des choses qu'il émouvait en moi et qu'il n'émeut plus. Mais ce frémissement, c'est de l'amour encore. C'est le passionné désir de n'avoir existé que pour lui et par lui. M'en aller avec lui, c'est consommer ce désir. C'est vraiment avoir vécu ma vie. »

Que lui répondre? Au nom de quoi, en effet, lui donner tort? Je la voyais si vraie, et de la sincérité absolue émane une force qui s'impose. Saisir une nature humaine dans sa plus intime logique, c'est l'admettre. C'est légitimer, pour un ins-

tant, des façons de penser que nous condamnerions comme abominables, mais isolées de cette personnalité qui gémit, qui souffre. Nous ne pouvons plus la juger, tant nous la sentons vivante. J'avais bien soupçonné auparavant, chez Mme Ortègue, l'influence des deux hommes supérieurs dans l'atmosphère desquels avait grandi la jeune fille d'abord, puis la femme. Mais sa beauté, son élégance, l'apparente frivolité de son luxe, sa surveillance d'elle-même et son habituelle discrétion ne m'avaient pas permis de pénétrer ce caractère, d'une forte cohérence dans sa complexité. Je constatais maintenant à quel degré la pensée de son père et celle de son mari maîtrisaient la sienne. Elle n'était pas pour rien d'origine bretonne. Elle avait adhéré à leur enseignement comme à une foi. Cette folle résolution de suicide avait jailli de l'arrière-fond de cet être si concentré, si capable des plus violens partis pris avec soi-même. Cette volonté d'un dévouement suprême, toute mêlée d'exaltation et de raisonnement, conçue dans un délire de pitié et justifiée par des axiomes de nihilisme, c'était l'aboutissement, la somme de toute une existence, à la fois ardemment romanesque et durement systématique. A des frénésies de cette intensité opposer des argumens d'école, c'est barrer un torrent avec une digue de petits cailloux. Il les roule en bouillonnant davantage. Des idées purement abstraites ne sauraient arrêter des âmes dans cet état de tension totale où l'intelligence et la passion ne font qu'un. Elles ne plient que sous un pouvoir analogue à celui de l'apostolat, sous l'influx d'autres âmes également tendues. La vie seule lutte contre la vie. Ma faiblesse intérieure, mes propres indécisions intellectuelles m'auraient, en toute occasion, laissé désarmé contre l'énergie d'un pareil déchaînement. Dans l'espèce, une autre circonstance me paralysait. L'intimité conjugale a ses arcanes. Y entrer trop avant est une profanation. Je l'éprouvai à cette minute, et que j'avais écouté, — malgré moi, — mais écouté tout de même, ce que je n'aurais jamais dû entendre.

Il fallait cependant lui parler, et je lui dis, ne trouvant que les mots de l'humanité la plus simple :

— « Comme vous êtes malheureuse, madame, et que je vous plains ! »

— « Je ne suis pas à plaindre, » répondit-elle avec une fierté qui me rappela Ortègue et son secouement de tête quand je lui

avais serré la main après sa confidence. Elle était vraiment, malgré la différence de leurs âges, la femme de cet homme. Elle l'était encore par cette netteté dans la décision qui la fit couper court à une scène en train de tourner à l'émotion inutile. Elle ne m'avait parlé que pour prévenir de nouvelles intrusions dans le tragique tête-à-tête qu'elle entendait maintenir jusqu'au bout entre elle et son mari. Elle regrettait déjà que l'explosion eût dépassé sa volonté. Je la vis se raidir, se contracter, et ce fut d'un ton sec et coupant qu'elle ajouta : « Tout cela, c'est du temps perdu, pour moi qui ai des comptes à finir avant que mon mari ne se réveille, pour vous qui devez surveiller votre opéré. Allez-y. »

Je lui obéis, mais, à peine la porte franchie, et le magnétisme de sa présence brisé, je redevins moi-même et je me répétai en marchant dans les couloirs :

— « J'empêcherai cette horrible chose. Je l'empêcherai. Mais comment ? »

XV

C'est une très étrange impression que celle de certains silences après certaines paroles. Lorsque je rencontrai, deux heures plus tard, Mme Ortègue, je sentis que toute allusion à notre entretien était impossible. Elle s'était reprise. Elle ne me la permettrait pas. Nous nous trouvions en présence d'Ortègue, qui s'était repris aussi. Reposé par ces quelques instans de sommeil, il m'avait demandé pour avoir des détails précis sur l'opération du matin.

— « Je suis content de vous, mon cher Marsal, » me dit-il. « Et c'est un grand réconfort. Il n'est pas probable que j'opère jamais plus. » Il arrêta mon geste de protestation. « Mais si la main défaille, le diagnostic demeure. Je pourrai encore rendre des services, — avec vous. Avouez que je n'avais pas tort, à Beaujon, de vous répéter : Soyez chirurgien. C'est si beau, cet Art, appuyé sur la Science ! Et quelles émotions d'intelligence quand, le bistouri en main, les plus minutieux détails anatomiques nous reviennent, et que nous greffons littéralement notre action sur celle de la vie ! Cette guerre, quelle occasion d'expériences pour vous, Marsal ! Notez bien l'affaire d'aujour-

d'hui et en particulier les signes de localisation. Vous vous les rappelez ? »

Tandis qu'il me résumait en quelques phrases lumineuses ses motifs dans le cas présent pour avoir substitué le diagnostic d'une compression de la moelle à celui d'une section, adopté d'abord, je m'étonnai de la sérénité empreinte maintenant sur son visage. Il y avait dans son être entier une détente, une quiétude, une douceur brisée. Que ce maître du bistouri pût se renoncer avec cette tranquillité, ce prince de la chirurgie abdiquer avec cette résignation, quel indice ! Ce projet de suicide à deux, offert dans l'égarement de la pitié, accepté dans l'aberration du désespoir, ce pacte de délire, calmait comme par miracle le violent et convulsif orage de sa rébellion. Le mourant, enragé de sentir tout s'écrouler, tout s'abîmer, en lui et autour de lui, trouvait soudain la force de dire adieu à une vie où il ne laisserait pas celle qu'il aimait, ah ! de quelle ardeur, de quelle démence ! Cette paix m'épouvanta plus encore que les éclats de tout à l'heure. Entre cet homme et cette femme, ce monstrueux contrat de mort n'était donc pas un jeu, le caprice d'un instant de folie. Ils l'avaient accepté, aussitôt que conçu, avec une sincérité absolue, totale, irrépressible. A les voir ainsi, lui, si malade, presque extatique par la double ivresse de la morphine et de la passion ; elle, avec un regard d'ensorcelée, j'eus l'évidence que j'étais là devant un phénomène de fascination réciproque contre lequel toute intervention échouerait. J'avais assisté à l'éclosion simultanée de cette volonté de suicide. Ils se l'étaient non pas imposée, mais communiquée l'un à l'autre par une contagion sentimentale qui m'apparut à cette minute comme un destin, comme un *fatum*, et j'en frissonnai de terreur jusqu'au plus intime repli de mon être.

Cette idée de fatalité, le médecin la rencontre sans cesse. Il n'en est aucune que notre métier nous apprenne à regarder plus souvent en face, pour l'accepter quand l'issue est immédiate et foudroyante, pour la combattre quand l'échéance, incertaine ou reculée, nous laisse du temps. — Le temps, c'est notre champ de bataille à nous. Mieux, c'est notre allié. Que de fois nous avons vu sa lente et sourde action amender l'irréparable, introduire dans la trame logique des faits un élément inattendu et qui bouleverse nos plus sûrs calculs !

J'avais du temps. Que ce soit mon excuse pour ne pas avoir tout essayé et tout de suite contre le sinistre projet auquel le hasard venait de m'initier. Il ne s'accomplirait ni demain ni après-demain, je le savais, ni avant beaucoup de jours. La fièvre d'amour d'Ortègue m'en était garante : il reculerait jusqu'à la dernière extrémité le geste de l'éternelle séparation. Peut-être, dans l'intervalle, la conscience se réveillerait-elle en lui d'elle-même? Un autre entretien que nous eûmes presque aussitôt me le prouva : dans ce naufrage de son ancienne personne morale, il conservait le sens de l'honneur. Il tenait à m'excuser sa rechute dans le morphinisme.

— « Marsal, avouez que vous ne m'estimez pas d'avoir recommencé les piqûres? Vous avez tort. Je n'ai pas manqué à ma parole. J'avais pris vis-à-vis de moi-même l'engagement de souffrir pour rester capable d'opérer et de servir. Mais, puisque je ne peux plus, je me suis rendu ma parole. Opérer? Quand le souvenir de ma défaillance ne me l'interdirait pas, je n'en aurais plus la force... Tenez, à peine si je soulève ce livre... » C'était son grand *Traité clinique de chirurgie nerveuse* publié l'année précédente. Il l'ouvrit, et, me montrant des notes crayonnées dans les marges : « Je rectifie quelques petits détails. Si on le réimprime jamais, vous y insérerez ces corrections. Marsal, un savant n'est jamais assez méticuleux. »

Ce scrupule, quelle invitation à lui parler! Mais comment avouer que j'avais écouté sa terrible conversation avec sa femme, sans risquer qu'il ne rompît avec moi dans un accès de colère comme je le voyais en avoir de si violens depuis ces dernières années? Qu'il me renvoyât de la rue Saint-Guillaume, — il en était le maître, — impossible de reprendre contact avec les deux complices du crime que je voulais à tout prix empêcher. Oui, il fallait patienter, puisque, encore une fois, j'avais à moi le temps. Ce souverain pouvoir que porte avec elle l'attente, n'en trouvais-je pas un exemple dans cette bataille de la Marne, dont le développement s'était mêlé pour moi à toutes les émotions de ce dur mois de septembre? Ortègue lui-même ne cessait de m'en entretenir.

— « Savez-vous pourquoi Joffre est grand? » me disait-il. « C'est qu'il fait une guerre scientifique. »

Il évoquait le général à Charleroi, mesurant la poussée de l'avalanche allemande mathématiquement, calculant que ses

propres réserves n'arriveraient pas au front en temps utile et faisant reculer son front vers elles. Il concluait :

— « C'est le simple bon sens et c'est l'observation. *Soumettre son idée aux faits et être prêt à l'abandonner, à la modifier ou à la changer suivant ce que l'observation des phénomènes enseignera,* cette phrase de Claude Bernard reste aussi vraie de la guerre que du laboratoire. Il n'existe pas deux méthodes différentes pour l'esprit humain. Une seule vaut : observer la réalité telle qu'elle est pour s'y conformer. On n'agit sur les faits qu'avec des faits. »

Je le regardais raisonner si juste, si droit, et je m'étonnais : tant de sagesse unie, dans le même homme, à tant d'égarement! Tout le long du jour, à travers ma besogne d'hôpital, je me répétais avec admiration sa formule si précise : « On n'agit sur les faits qu'avec des faits. » Entre deux pansemens, j'essayais par l'imagination de l'appliquer au problème qui commençait de m'obséder et qui m'obséderait toute ma vie, je le sentais, si je n'arrivais pas à le résoudre avant la date fixée par Ortègue. Le fait que j'avais surpris : cette abominable volonté du suicide à deux, par quels autres faits l'empêcher? Par des faits psychologiques uniquement, je m'en rendais compte. Les matériels m'échappaient. Il n'y a pas de coercition qui permette de prévenir des attentats de cet ordre, et, modifier l'état de santé d'Ortègue, élément premier et fondamental de ce drame, autant songer à lui rendre l'organisme inentamé de ses vingt-cinq ans. Je reculais devant cet autre fait : une explication avec lui. J'ai dit pourquoi. Un domaine me restait : la disposition d'âme de Mme Ortègue. Elle aussi, elle surtout, pouvait changer. L'instinct de vivre est si puissant encore à son âge! Oui, mais si puissant aussi sur certaines natures le sentiment de l'honneur personnel, le besoin de manquer d'autant moins à un engagement qu'il est plus redoutable et plus douloureux! Je l'avais trop constaté dans notre explication : elle était de celles qui ne supportent pas même le soupçon d'une peur et d'un recul. Comment lui parler avec cette appréhension de la raidir davantage dans l'orgueil de son tragique sacrifice?

Les jours cependant succédaient aux jours, les semaines aux semaines. Après ce lundi 28 septembre, était venu le lundi 5 octobre, puis le lundi 12 octobre. Si j'avais tenu un bulletin

quotidien de mes rapports avec le ménage Ortègue, j'aurais dû y écrire, chaque soir, les mots : « situation inchangée, » qui m'accablaient, à les lire trop souvent sur le *Communiqué*. Car la guerre continuait, si voisine, — à quatre-vingts kilomètres de Paris ! — Si incertaine encore ! J'en suivais les péripéties avec autant d'angoisse que si je n'avais pas été engagé dans ce drame privé, — très chétif pourtant, très mince auprès de l'autre ! Je le comprenais bien, et que l'immense combat, prolongé en ce moment sur l'Aisne, était, au suicide possible d'un couple égaré, ce qu'un tremblement de terre, comme celui de Lisbonne ou de Messine, est à l'écrasement de deux pauvres fourmis. L'inquiétude nationale n'arrivait pas à paralyser l'autre inquiétude. Elles se mêlaient en s'avivant. J'ouvrais le journal, le matin, avec une hâtive impatience, pour apprendre où nous en étions de notre avance autour d'Arras, en Woëvre, sur les Hauts-de-Meuse, et je le fermais, sans l'achever, à l'approche d'Ortègue ou de sa femme, pour ne plus épier que leur physionomie. Où en étaient-ils du criminel projet? En avaient-ils reparlé ? Naturellement, je ne déchiffrais rien que le travail de l'implacable mal sur le masque de mon pauvre maître, et, sur celui de la jeune femme, le parti pris de se dérober à mon enquête. Elle s'accablait de besogne maintenant. Son infatigable activité provoquait l'admiration de tous. Je la voyais, d'un bout à l'autre du jour, faire la navette entre le bureau de son mari et les différentes salles de l'hôpital, lui rapportant les moindres incidens et transmettant les ordres qu'il s'obstinait à donner de son divan. Il y restait étendu de longues heures, fumant cigarette après cigarette. Entre la résolution de mort qu'elle cachait derrière son beau visage sérieux et ce labeur assidu de charité auquel je la voyais livrée, il y avait un étonnant contraste. J'y voulais discerner l'indice d'un secret remords. Ce désir presque fiévreux d'être utile à des malheureux me semblait par instans une expiation anticipée. « Il n'est pas possible, » me répétais-je, « qu'elle ne sente pas la vérité de ma parole : que le suicide, en ce moment, est une désertion. Une première fois, je me suis adressé à ce sentiment. Je recommencerai. » J'attendais toujours, avec l'idée de laisser cette évidence grandir encore en elle. De temps à autre, elle émettait des remarques très simples, qui me prouvaient à quelle profondeur les misères de l'hôpital entraient dans son imagination, combien

aussi elle appréciait la valeur de l'humble soulagement. Je me souviens, par exemple, qu'une de ses amies étant venue la prier à dîner, une femme de son âge, très jolie et vêtue à la dernière mode, je lui dis :

— « On reste abasourdi de voir des gens qui ne se doutent pas qu'il y a la guerre. »

— « En effet, » répondit-elle. « C'est une très bonne personne, mais elle ne voit pas de blessés. Moi, si j'allais encore dîner en ville comme elle, ceux d'ici m'apparaîtraient à table, je crois, pour me faire honte. Tant qu'ils souffrent, nous ne devons pas vivre comme avant. »

Une autre fois, et précisément un matin, comme elle me trouvait achevant un journal, je le lui tendis :

— « Lisez, » lui dis-je. « Il y a là une page bien éloquente. »

— « Non, » fit-elle dans un geste de refus. « Pour moi, ce qui se dit, ce qui s'écrit, n'a pas d'intérêt. Rien de réel n'existe plus que les souffrances de ces pauvres gens, » — elle montrait des amputés qui traversaient le péristyle, — « et l'aide qu'on peut leur apporter. Je ne comprends pas qu'en France, aujourd'hui, quelqu'un pense à autre chose qu'à se battre ou à soigner. »

Le soir même du jour où elle m'avait ému par cette généreuse profession de foi, une autre vision d'elle acheva de me rendre l'espoir que le funeste dessein ne s'accomplirait pas. Nous approchions du milieu d'octobre. La bataille faisait rage de Lille à Verdun, et, par suite d'une incroyable incohérence administrative, l'arrivage des blessés était quasi suspendu chez nous. Cinq heures venaient de sonner. Les pansemens de l'après-midi avaient été finis plus tôt que d'habitude. Il régnait dans les couloirs le silence d'après les visites. C'était le moment où les convalescens quittaient le jardin, afin d'éviter la surprise des premiers froids d'automne. Je m'étais mis à la fenêtre pour regarder si nos soldats observaient la consigne et si aucun d'eux ne s'attardait. Je vis que Mme Ortègue se promenait seule dans les allées devenues vides. A peine si je la reconnus d'abord, tant sa démarche, ordinairement ferme et vive, se traînait, comme lassée, comme brisée. Elle cheminait, contemplant, à travers le feuillage éclairci et doré des arbres, un admirable ciel de couchant, orangé, avec des reflets presque verts. Pas un souffle

de vent n'ébranlait l'air. L'immobilité de ce coin de verdure, prolongé par d'autres, faisait de cette enclave un petit parc d'une paix et d'une douceur singulières. Des façades d'hôtels contemporains du nôtre se profilaient au delà. Je voyais, à travers les déchiquetures des feuillages, leurs teintes décolorées et neutres s'éveiller d'espace en espace et le soleil frapper les vitres de quelques hautes fenêtres. L'extraordinaire tranquillité de cet endroit et de cette heure s'harmonisait avec la silhouette blanche que je regardais aller d'un pas de plus en plus fatigué. Cette atmosphère de repos gagnait-elle le cœur tourmenté de la jeune femme, ou bien souffrait-elle du contraste entre la paix des choses autour d'elle et sa pensée? La pelouse s'émaillait des corbeilles dont Ortègue faisait renouveler les fleurs chaque semaine. C'était une des élégances de sa Clinique, et qu'il continuait, malgré la guerre, par une de ces petites fiertés d'amour-propre dont il était coutumier. Je vis Mme Ortègue s'arrêter devant un rosier chargé de roses d'un pourpre sombre. Elle en cueillit une qu'elle approcha de son visage. A cette distance et dans ce commencement de crépuscule, je ne distinguais pas ses traits, mais quel symbole que ce geste, cette attitude, cette fleur longuement et voluptueusement respirée devant ce ciel enflammé du couchant par cette femme que j'avais entendue se vouer à la mort, et qui m'apparut soudain comme la jeune captive de la légende, disant adieu à la vie, la regrettant, se regrettant! Elle qui avait déjà vu plusieurs fois, dans notre hôpital, la froide et sinistre réalité de l'agonie, reculait-elle d'épouvante, en esprit, devant l'engagement offert dans un élan de pitié, si tendre, mais si fou? La nature se révoltait-elle dans cette âme trop volontaire contre cette promesse jaillie d'un instant de tension surhumaine? Le drame muet que j'imaginais se compléta soudain par l'arrivée d'Ortègue que j'aperçus descendant les marches du perron, sans doute à la recherche de sa femme. Il fit quelques pas dans l'allée sans qu'elle s'interrompît de la rêverie où elle s'immobilisait, appuyant toujours sur son visage la rouge fleur odorante. Il s'arrêta, et, à son tour il la regarda, comme elle avait tout à l'heure regardé les roses. L'horizon s'était éteint. Les reflets du soleil ne flamboyaient plus aux carreaux. Il semblait qu'avec la présence d'Ortègue la féerie de l'heure paisible se fût évanouie. Que pensait-il lui-même en contemplant la mélancolie de cette femme, si, vraiment,

il méditait toujours de l'entraîner avec lui dans la tombe? Brusquement, il s'approcha d'elle et lui mit la main sur l'épaule. Elle se retourna, comme effrayée, puis je les vis qui revenaient à pas lents vers la maison, sans se parler, comme si chacun redoutait le son de la voix de l'autre. Pris de pitié pour leur silence, je descendis au-devant d'eux. Je les rencontrai sur le perron, et je commençai de les entretenir d'une question d'ordre intérieur qui servit de prétexte à Mme Ortègue pour nous quitter :

— « Je vais arranger cela, » dit-elle, « et je reviens. »

Elle avait, en s'en allant, posé la belle rose sur une table du péristyle. Ortègue, qui s'était assis, prit cette fleur, et de ses mains, qu'il gardait toujours gantées maintenant pour en dissimuler la coloration de plus en plus sombre, il commença de la déchirer pétale à pétale avec une cruelle expression de son maigre visage bronzé, et un éclat de haine dans ses yeux de feu, dont la sclérotique brune était effrayante à voir. Quand tous les pétales furent tombés sur le parquet, il jeta sur la table le triste débris mutilé qui restait de l'admirable rose, et avec un rire spasmodique :

— « Voilà où j'en suis, Marsal, à me venger sur des fleurs, moi, Michel Ortègue!... » Il répéta : « Michel Ortègue! » Et il disparut, par la même porte que sa femme, sans que je trouvasse un mot à lui répondre.

XVI

Une demi-heure plus tard, il me faisait appeler. Je le trouvai, tenant à la main une dépêche qu'il me tendit. Un médecin du front, son ancien élève, lui annonçait l'évacuation sur l'hôpital de la rue Saint-Guillaume du lieutenant Ernest Le Gallic, gravement blessé à la tête dans un des combats autour d'Albert.

— « Je voudrais que vous prépariez Catherine, » me dit-il. « Je n'ai plus la force de rien. Je vais dormir. »

Il flottait dans ses prunelles une torpeur qui me prouva, comme le tiroir à moitié poussé où il mettait sa morphine, qu'il venait de se faire une piqûre. Ce n'était plus la douleur physique qu'il avait voulu endormir, cette fois. La scène de tout à l'heure le démontrait trop. Quelle descente dans l'abîme! Quelle dégradation depuis le jour, pourtant récent, où il recevait ce même Le Gallic dans ce même bureau, avec une parole si agressive,

et tant de fermeté encore dans tout son être! Je me le rappelais en m'engageant dans le couloir, et ses plaisanteries sur les noms des fleurs substitués aux noms des saints. Je me rappelais aussi mes premiers soupçons, très vite combattus, sur Mme Ortègue et l'intérêt que lui inspirait son cousin. J'allais constater combien j'avais vu juste en n'y cédant pas, et que cette âme de femme était trop loyale pour avoir jamais admis en elle depuis son mariage un sentiment dont elle eût à rougir.

— « Mon pauvre Ernest! » dit-elle simplement quand elle eut lu la dépêche, et de grosses larmes coulèrent sur ses joues. Elle ne s'efforça pas plus de les cacher que l'honnête émotion qui les lui arrachait. « Je m'y attendais, » continua-t-elle. « C'était inévitable. Les meilleurs sont frappés. Ils sont les plus braves, et ils s'exposent pour donner l'exemple. Et mon cousin était si brave. Il l'était déjà tout enfant. Je le revois à dix ans, — que c'est loin! — pendant des vacances que nous passions ensemble à Tréguier. On réparait le cloître, et il y avait un échafaudage qui montait jusqu'au toit. Un petit garçon de la ville s'était, Dieu sait comme, hissé sur une des poutres du haut, pour rattraper son cerf-volant. Arrivé là, il restait à califourchon, pris de terreur, sans avancer, ni reculer. Il n'osait pas. Il nous voit. Il appelle au secours. Avant que la bonne qui nous conduisait eût pu l'arrêter, Ernest s'était élancé, il avait grimpé de planche en planche, il marchait sur la poutre en criant au petit garçon : « Tu vois bien que ce n'est pas « dangereux. » Il lui saisissait la main, le ramenait, retournait ramasser le cerf-volant, toujours sans s'accroupir. Je crois l'entendre me dire : « Tu ne t'imagines pas, Catherine, comme « c'est amusant d'avoir peur et d'aller tout de même. » Il aimait le danger. Ce que je redoute, Marsal, avec une blessure à la tête, c'est qu'il n'ait plus sa connaissance, plus ses idées. Quelle tristesse, un homme qui n'est plus lui-même! »

Elle se tut, l'image de son mari traversait sa pensée.

— « Mais pourquoi cette crainte? » lui demandai-je.

— « Parce qu'on l'envoie ici, » répondit-elle, et, frémissante : « On s'habitue à tout, dans un hôpital, excepté à cela. J'y pensais cette nuit, en veillant, dans le dortoir. Il y a toujours un instant très émouvant pour moi, dans ces veilles, celui où le bleu de l'aube entre dans les chambres. Toute la nuit, on a entendu les souffles rudes, les soupirs confus, les plaintes, la douleur enfin.

A ce moment, on la voit, mais c'est aussi le moment où, presque toujours, elle s'assoupit, et devant ces corps souffrans qui, malgré tout, reposent, on se prend à espérer. On se dit que ce sommeil, c'est déjà un peu de relâche. On les regarde, lit par lit. On connaît leurs blessures. On se dit : « Dans deux mois, dans « trois, dans cinq, ils seront guéris. » Et puis le regard s'arrête sur un de ceux pour qui cette guérison de l'animal ne fera que perpétuer une existence diminuée, détruite, sans mémoire, sans parole. Ceux-là, on souhaiterait qu'ils ne se réveillent jamais! Ah! si je dois voir mon pauvre Ernest ainsi! »

— « Ne prévoyez pas le pire, madame, » suppliai-je, « ce n'est pas bien. »

— « Vous avez raison, » dit-elle. « D'ailleurs, nous ne pourrions pas. » Son regard s'était assombri encore en prononçant ces mots énigmatiques, si clairs pour moi, et se dominant : « Il faut préparer la chambre où nous le mettrons. Ce sera celle qui est vide depuis ce matin, la première à droite, vous savez, dans le second corridor. Je devrais dire la chambre des Muguets. Mais ces noms de fleurs appliqués à ces endroits-là, c'est trop sinistre aujourd'hui. »

Il y avait, en effet, un contraste extraordinaire entre les idées de printemps, de fraîcheur, de gaieté légère, évoquées par le rappel du muguet, ce lys des vallées, *lilium convallium*, et l'aspect de l'homme que le service de santé nous amena le lendemain. Quoique Le Gallic pût marcher, il était porté sur une civière, d'après l'indication du chirurgien qui l'avait soigné le premier et qui redoutait évidemment les conséquences du moindre mouvement. Plusieurs tours de bandes de gaze enveloppaient sa tête. Elles se continuaient par une mentonnière. Ainsi encadré, son visage énergique se détachait, pâli, creusé, avec des yeux agrandis et qu'emplissait une mélancolie animale, si je peux dire. Deux mois de guerre avaient passé sur le lieutenant enthousiaste et dans la plénitude inentamée de ses forces, qui partait au commencement d'août. Il nous revenait, épuisé à la fois par sa blessure et par trop de fatigues, par trop d'émotions aussi. Du moins la crainte exprimée par Mme Ortègue ne s'était pas réalisée : dans cette chair profondément atteinte, l'esprit restait intact, le courage pareil, l'espérance égale. Il le prouva par ses premiers mots, à peine installé dans sa chambre

et comme il voyait sa cousine avec des larmes aux paupières :

— « Il ne faut pas pleurer, Catherine. Je n'en vaux pas la peine. Il n'y aurait de triste aujourd'hui qu'une seule chose : la victoire des Allemands, et ils sont battus. Pour moi, je n'ai jamais rien tant demandé au bon Dieu que de tomber face à l'ennemi dans une guerre juste. » Et avec un sourire : « Il m'a gâté, puisqu'il m'a accordé, par-dessus le marché, la faveur de le savoir. »

— « Allons, mon petit Ernest, » dit Ortègue qui avait tenu à surveiller le transport du blessé, « ne parlez pas tant. Ce que je veux savoir, moi, c'est la vérité sur ce bobo-là. Défaites son pansement, Marsal, et vous, Ernest, répondez-moi, par monosyllabes pour ne pas vous fatiguer. Et d'abord, depuis combien de jours exactement êtes-vous blessé? »

— « Six. »

— « Et où avez-vous mal? Là?... Là?... Là?... »

Il suivait avec sa main l'anatomie de sa propre nuque. Le Gallic l'arrêta comme il montrait le trajet des nerfs occipitaux.

— « Oui, là. »

— « Vous souffrez beaucoup? »

— « Oui. »

— « Ce sont les nerfs de la paroi déchirés ou froissés... Et pas de vertige? »

— « En ce moment, non. »

— « Pas de fièvre?... » Il lui avait mis un thermomètre sous le bras. « Aucune. Vous n'avez pas eu de convulsions? »

— « Non. »

— « Parfait. L'intelligence est entière... Est-ce que vous voyez mes doigts? »

Il avait mis ses deux mains à une petite distance, de chaque côté des tempes du blessé qui répondit :

— « Pas très bien. »

J'avais achevé de développer les bandes de gaze. Nous aperçûmes dans le derrière de la tête un petit trou, d'autant plus discernable que l'on avait pris soin de raser les cheveux à cette place. Ortègue considéra longtemps la blessure :

— « Je crois pouvoir établir votre diagnostic, » dit-il enfin. » Lésion de l'os occipital. Plaie pénétrante et profonde. La balle est restée. Elle doit être logée dans le lobe occipital droit. Il

n'y a pas lieu d'intervenir, du moment que vous n'avez ni vertiges, ni fièvre, ni convulsions. D'après l'aspect de la plaie, il n'y a pas d'esquilles. C'est à vérifier par un trépan discret. Vous pouvez guérir. La balle deviendra un corps étranger bien toléré. Du repos au lit, des piqûres de morphine pour endormir ces mauvaises névralgies, peu de mouvemens pour ne pas déplacer le projectile. Vous êtes jeune... Vous vous en tirerez. Vous aurez encore de beaux jours, mon cher ami. »

— « Pas de plus beaux que ceux que j'ai vécus dans les tranchées ces dernières semaines, » répondit l'officier. « C'est une chose magnifique d'être là sous le feu et de se dire : d'un moment à l'autre, je peux voir Dieu face à face. »

— « Ce sera pour une autre fois, » repartit Ortègue sur un ton de gaieté voulue. « Nous autres médecins, notre métier consiste à empêcher ces rendez-vous-là. Marsal va refaire votre pansement. Moi, je vais un peu me reposer. Vous savez, mon pauvre Ernest, j'ai été bien malade depuis que je ne vous ai vu. Je le suis encore. Mais j'ai entendu ne laisser à personne, pas même à lui, » il me montrait, « le soin de vous examiner. Nous vous ferons radiographier demain par Laugel, l'homme le plus habile de Paris pour cette besogne. Je serais bien étonné qu'il ne confirmât point mon diagnostic. »

Il sortit, nous laissant seuls, Mme Ortègue et moi, auprès du blessé. Celui-ci fermait à demi les yeux, la tête à demi bandée et immobile sur l'oreiller.

— « Hé bien ! » commença-t-elle, « tu vois que ce n'est pas si grave. Le Professeur ne se trompe pas souvent, et du moment qu'il n'intervient pas... » Et devant le silence du blessé, elle insista. « Tu crois ce qu'il t'a dit, n'est-ce pas ? »

— « Je sais ce que je sais, » répondit-il enfin. « J'ai vu, dans une ambulance du front, un de mes camarades frappé juste à la même place. Il était comme moi sans température, sans convulsions, sans trouble d'idées. Et puis il est mort subitement. Ce sera mon histoire, mais je suis paré, comme disent les marins de chez nous. Tu te rappelles ? Ne parlons pas de moi, veux-tu ? »

— « Mais, si, parlons-en. Dites-lui donc, Marsal, qu'il n'y a pas deux blessures pareilles. Tiens, raconte-nous plutôt comment tu l'as reçue, au lieu de *bêtiser*. Encore un mot de chez nous. Tu te rappelles aussi ? »

— « Oh! ça n'a rien d'héroïque, » répondit l'officier, « ni même d'intéressant. La guerre est ainsi. On prend part à vingt combats. Les balles ne veulent pas de vous, et puis on entre, comme j'ai fait, dans un boyau de communication, pour porter un ordre. On est au repos. C'est une journée de calme plat. Juste au moment où l'on est à découvert, un obus arrive, et l'on est pris, comme je l'ai été, je dirais bêtement, si ce n'était pas dans le service, et surtout si je n'avais pas vu tant de simples soldats frappés dans les mêmes conditions, et qui ne se plaignaient pas. Et je ne me plains pas. Depuis le commencement de la guerre, mes camarades et moi n'avons qu'une idée : n'être pas trop indignes de nos hommes. Ils ont été admirables. »

— « Toi aussi, j'en suis sûre, » interrogea Mme Ortègue.

— « J'espère que j'ai fait mon devoir, » reprit-il... « Mais parlons de ton mari. Tout à l'heure, il m'a dit qu'il avait été malade ?... »

Je pris les devans.

— « Il va mieux, » dis-je, « et nous espérons... »

— « Nous n'espérons rien, » fit Mme Ortègue. « A quoi bon mentir à mon cousin, Marsal ? Ernest ne verrait que trop l'état de mon mari. Il lui demanderait s'il souffre, où il souffre. Il l'irriterait, vous le connaissez, et inutilement. Oui, Ernest, mon pauvre Michel est bien malade. Ses jours sont comptés. Un mot te dira tout : il a un cancer. »

Le blessé regarda sa cousine pour la première fois, depuis la sortie d'Ortègue. L'expression d'une immense pitié remplaçait sur son visage celle de la sérénité souffrante. Il murmura comme à part lui :

— « *Vous trouverez toujours la Croix...* » Puis interrogeant : « Un cancer ? Il n'y a pas de doute ? »

— « Il n'y a pas de doute. »

— « Et il le sait ? »

— « Il le sait. »

Le Gallic parut hésiter, et grave :

— « Permets-moi de te poser une question. Au point de vue de ses idées religieuses, où en est-il ? »

— « Où veux-tu qu'il en soit ? Tu sais bien que ces pro blèmes n'ont jamais existé pour lui. »

— « Même en face de la mort ? »

— « Même en face de la mort, » répondit-elle.

Autre hésitation de Le Gallic, et anxieux maintenant :

— « Mais toi-même, Catherine? Quand nous étions enfans, tu avais la foi. Il n'y a pas plus de dix ans, aux vacances de Pâques, tu étais presque une jeune fille, je te revois communiant à côté de moi dans la vieille cathédrale de Tréguier, où ont communié, pendant des siècles, ceux dont nous descendons, toi et moi. La promesse à laquelle ils ont cru, à laquelle tu as cru, ne te revient-elle pas, à la veille d'être séparée de ton mari? »

— « Quelle promesse? »

— « Celle de la vie éternelle. »

— « Il n'y a pas de vie éternelle. »

— « Je te répondrai par une phrase de saint Paul qu'un prêtre-soldat, qui s'est fait tuer à Ypres, nous répétait dans les tranchées : Si nous n'avons d'espérance que pour cette vie seulement, nous sommes les plus malheureux des hommes. »

— « Il ne s'agit pas de savoir si nous sommes malheureux, mais si nous sommes dans le vrai. »

— « La vérité ne peut pas être dans des idées avec lesquelles on ne peut ni souffrir ni mourir. »

— « Regarde-moi, Ernest, et regarde mon mari, » dit-elle avec un étrange accent de défi. « Tu verras si nous ne savons ni souffrir, ni mourir. » Et elle quitta la chambre à son tour en ajoutant : « Le Professeur désire que tu parles peu, et je te fais causer, causer. Je vais te chercher une infirmière à qui Marsal donnera ses instructions. » Puis, avec un sourire, comme pour corriger la sauvagerie de sa fuite : « Adieu, Ernest, mais pas pour longtemps. »

XVII

J'avais tressailli à cette phrase où elle invitait le chrétien à la regarder souffrir, — et mourir, avait-elle ajouté. Pour Le Gallic, ce mot s'appliquait au seul Ortègue. J'avais compris, moi, qu'elle se l'appliquait à elle-même. Elle venait d'affirmer à nouveau cette volonté de suicide, contre laquelle je demeurais inactif, par une prudence de plus en plus mêlée de remords. J'entrevis soudain dans le blessé l'instrument de cette action dont je ne me sentais pas capable. Il était le plus proche parent de Mme Ortègue, après sa mère, partie de Paris dès le

début du mois d'août. J'avais médité une minute d'écrire à l'ex-Mme Malfan-Trévis. Puis j'avais renoncé à introduire dans ce drame conjugal, d'une nature si exceptionnelle, cette femme égoïste et inintelligente. Je me rappelai l'évidence que j'avais eue en écoutant la confession de Mme Ortègue, l'impuissance du raisonnement contre la passion, et qu'il fallait, pour dominer une âme déchaînée, l'influx d'une autre âme, une force d'apostolat. Cette force, je l'avais devant moi. Il me suffisait de regarder le masque si ferme de l'officier, ses yeux d'où rayonnait, à travers la souffrance, l'illumination intérieure, de me rappeler ses discours à son départ et ses propos de tout à l'heure. Croyant ce qu'il croyait et avec cette sincérité, cet homme aurait l'horreur de ce suicide à deux. Que ne ferait-il pas pour l'empêcher? Hélas ! je n'avais pas le droit de l'avertir, pas le droit de trahir un secret surpris par une indiscrétion à demi involontaire, mais dont je ne m'estimais point. Qui sait pourtant s'il ne devinerait pas de lui-même la vérité? Ses quelques mots pour commenter la sortie de sa cousine me révélèrent en effet une connaissance de ce caractère, profonde, presque divinatoire. Je m'en suis moins étonné plus tard, quand j'ai su combien il l'avait aimée.

— « Et vous, docteur Marsal, » me demanda-t-il d'abord, « que pensez-vous? Êtes-vous aussi dans la négation complète? »

— « Non, » lui répondis-je, « mais pas davantage dans l'affirmation. Quant à ce qui touche au monde psychique, j'ai pris dès longtemps pour devise l'épitaphe d'un médecin de Padoue au Moyen Age. La voici : « J'ai vécu quatre-vingts ans, « j'ai étudié inlassablement, et j'ai du moins appris une chose, « à ne pas ignorer mon ignorance... *ignorantiam meam non* « *ignorare.* »

— « L'humilité, » dit Le Gallic, « est la moitié de la foi. Mais ma pauvre cousine, vous l'avez entendue! Elle me demande de la regarder souffrir, et vous avez vu comme elle est sortie en fuyant. Quoi? Sa souffrance, tant elle a peu de force pour la supporter. Il n'y a que l'orgueil qui sache souffrir avec un masque aussi calme que le visage de la foi. Mais ce n'est qu'un masque et qui cache le désespoir. Catherine a des doctrines d'orgueil, et elle n'a pas d'orgueil. Jeune fille, elle adorait son père. Elle a pensé comme lui. Aujourd'hui, elle aime son mari. Elle pense comme son mari. Sa personnalité a toujours eu

besoin de s'appuyer sur une autre. C'est une femme! Que deviendra-t-elle, quand Ortègue lui manquera? »

L'entrée de l'infirmière interrompit cette conversation. Mme Ortègue l'avait amenée. Nous ressortîmes ensemble, elle et moi, cette fois. Sa phrase de tout à l'heure m'avait rendu le trouble éprouvé derrière la porte du cabinet d'Ortègue le jour de la terrible scène. C'était comme si je l'avais entendue renouveler solennellement le pacte de suicide, et, comme alors, il me fut impossible de me taire.

— « Allons dans la salle de radiographie, » m'avait-elle dit, « ranger les plaques. »

Je la suivis, et brusquement, à peine entrés dans la pièce :

— « Vous avez dit à votre cousin de vous regarder souffrir et mourir. » Je répétai : « Et mourir! Vous êtes donc toujours dans la même affreuse résolution? »

Elle ne me regarda même pas, et, marchant vers une table surchargée de plaques, elle commença de les ranger en répondant simplement :

— « Toujours. »

J'observai qu'en dépit de son apparente tranquillité, ses mains tremblaient un peu. Cette émotion m'enhardit à continuer, et surtout qu'elle ne m'eût pas arrêté net.

— « Vous me rendrez cette justice, madame : j'ai tenu ma promesse. Je n'ai jamais parlé au Professeur. Avec vous, je n'ai jamais essayé de reprendre notre conversation d'il y a trois semaines. »

— « C'est vrai, » fit-elle, « vous vous êtes conduit en ami. Je l'ai senti, et je vous en sais gré. »

— « Hé bien! madame, j'en reviens à ce que je vous ai dit alors, qu'en ce moment votre vie n'est pas à vous seule. Vous avez entendu votre cousin Le Gallic. Vous l'avez vu. Vous vous êtes rendu compte par lui, plus encore que par les autres blessés, du sentiment qui anime tous ces gens qui se battent pour nous. Ne sentez-vous pas que votre drame individuel est tout petit à côté de ce grand drame?... »

— « C'est possible, » interrompit-elle, « mais c'est mon drame. »

— « Ah! » continuai-je, « ne sentez-vous pas que vous n'avez pas le droit de penser ainsi, pas le droit de vous détacher de ce grand drame collectif auquel nous devons tous prendre part

jusqu'au bout? Regardez bien en face votre résolution. Vous avez voulu donner un peu de joie à votre mari, parce qu'il était malheureux? »

— « Est-ce que je ne la lui ai pas donnée? » dit-elle.

— « Soit. Tout de même, figurez-vous la ligne de feu qui va de Dunkerque à Belfort. Figurez-vous les centaines de mille hommes qui sont là. Ces hommes ont une femme, comme vous avez un mari. Ils ont des enfans, des mères, des pères. Ils ont un avenir. Ils donnent tout cela. Ils souffrent dans leur chair. Ils couchent dans la boue, sous les obus. Ils souffrent dans leur âme, pensent aux absens, pleurent en se cachant. Et il faut aller. Rappelez-vous ce mot d'un de nos blessés : « Sortir de la tranchée, sur l'échelle, c'est monter à l'échafaud. » Ils y montent. Pour qui? Pour la France. Mais la France, c'est la somme des destinées françaises. C'est nous, je vous répète. C'est toutes nos campagnes, toutes nos villes, c'est Paris et toutes les maisons qui composent Paris : cette clinique de la rue Saint-Guillaume, votre hôtel de la place des États-Unis. Tout cela, ces hommes le défendent au prix de leur sang. Interrogez-vous en toute conscience : est-ce pour rendre possibles des aventures passionnelles, comme un suicide à deux entre ces quatre murs, qu'ils accomplissent cet immense effort héroïque? Nous le détruisons, cet effort, chacun pour notre part, si nous ne valons pas mieux à cause de lui. »

— « Vous auriez cent fois raison, » répondit-elle, « j'ai donné ma parole. »

Elle n'avait pas pu répondre. Comment ne pas penser : si on la lui rendait, cette parole, elle serait sauvée? Qui, *on?* Celui-là même qui la tenait suggestionnée et dont j'entendais, à cette minute, le pas dans le corridor. L'occasion ne s'offrait-elle pas de provoquer entre eux une de ces explications devant témoin où la présence d'un tiers fait mesure, si l'on peut dire, où elle empêche le dérèglement de deux exaltations qui s'exaspèrent l'une l'autre dans le tête-à-tête? Mais le « patron » n'eut pas plutôt ouvert la porte, je devinai à son regard qu'il était dans une de ses mauvaises heures, et je l'écoutai me dire :

— « Marsal, j'ai réfléchi. Je ne crois pas qu'il faille attendre à demain, ni pour la radiographie, — vous téléphonerez à Laugel, — ni pour cette petite exploration des esquilles. Quant à

l'opération, je continue à rester en suspens. Un tel délabrement!... Quoique avec un gaillard de cette tranquillité... Ah! il n'a vraiment pas de nerfs. La vie cérébrale n'a pas été éveillée chez lui. Un milieu de famille si calme, si monotone, un collège ecclésiastique, Saint-Cyr, la caserne. Toujours la règle. Aucune initiative. Aucune variété d'impressions. Les hommes de cette espèce sont très propres à maintenir en eux des survivances. Celui-ci nous montre ce curieux exemple : la conservation atavique d'un mode de pensée, stéréotypé en lui, et qu'il adapte à tous les événemens. Ça lui sert aujourd'hui. »

— « Mais si ça lui sert cependant, mon cher maître?... » osai-je objecter.

— « Oh! » fit Ortègue, « je me garderais bien de toucher à son appareil mental. D'ailleurs, je serais bien en peine. Impossible de mettre ces gaillards-là au point de vue scientifique, lequel est essentiellement impersonnel. Pour un Le Gallic, au contraire, la seule question est la destinée de la personne humaine. C'est le pivot de la pensée religieuse, cela. Le pivot de la Science : c'est la conception de la loi sans finalité. Pour la Science, nous ne sommes que des épiphénomènes. Pour un Le Gallic, ce qu'il appelle son âme est la réalité essentielle. Aucun moyen de s'entendre. »

— « La créature humaine qui souffre et qui meurt est bien pourtant une réalité, » dit Mme Ortègue.

— « C'est un moment de l'état de ses organes, » répondit Ortègue, « et ces organes mêmes ne sont qu'une série de petits faits physico-chimiques, emportés par un mouvement qui n'a pas eu de commencement, qui n'aura pas de fin... Mais l'hérédité, Marsal, quelle puissance! Regardez ma femme. Elle sait par son père, elle sait par moi qu'il y a deux tableaux de l'Univers physique et moral, celui de la Religion et celui de la Science. De ces deux tableaux, elle sait que l'un est peint d'après des rêves, l'autre d'après la nature, et qu'ils sont inconciliables. Si l'un est vrai, l'autre est faux. Elle sait cela, et voici qu'elle retrouve un parent avec qui elle a été élevée. Il est blessé. Elle s'émeut. Ses impressions d'enfance ressuscitent. Pendant un instant, sa personnalité d'il y a quinze ans se superpose à sa personnalité d'aujourd'hui, et elle ne sent plus l'absurdité des idées de ce pauvre garçon, qui s'imagine que le bon Dieu, — il l'appelle bon! — l'a conduit par la main dans ce boyau de

communication pour y recevoir une marmite fabriquée à Essen à son intention! Avoue, mon amie, » il s'adressait à sa femme maintenant, « que c'est de la folie, de la pure folie! »

Comme il riait de son rire sarcastique en prononçant ces derniers mots, je vis avec stupeur Mme Ortègue éclater en sanglots.

— « Voyons, Catherine, » s'écria-t-il, « qu'est-ce qui te fait pleurer?... Pardonnez-moi, Marsal, cette petite scène de ménage... Mais qu'est-ce qu'il y a? »

— « Cette vue du monde est trop dure, » dit-elle, « voilà tout. Elle me fait trop mal. »

— « Ma pauvre enfant, c'est justement afin de la rendre un peu moins dure que nous sommes dans cette clinique... Marsal, téléphonez donc tout de suite à Laugel pour cette radiographie. C'est le plus sûr. »

XVIII

Quelle scène, et combien significative! Il m'avait semblé qu'en disant « ma pauvre enfant, » Ortègue avait eu dans la voix un frémissement de pitié. Où les deux époux en étaient-ils réellement de l'affreux projet? En avaient-ils reparlé? Quand? Dans quels termes? Comment le savoir? Deux faits étaient certains. Elle, tout à l'heure, n'avait, pour répondre à mes objections, trouvé qu'un cri : « la parole donnée. » Lui, devant ses larmes, et quand elle gémissait sur cette vue du monde trop dure, s'était attendri. Il l'avait plainte de défaillir, de céder à la nature. C'était un de ses mots. Que de fois, durant nos visites à travers la clinique, je l'avais entendu, au chevet des blessés endormis, me répéter : « Comme un être humain qui souffre est émouvant, lorsqu'il cède simplement à la nature!... » Ne suffirait-il pas qu'il vît sa femme avoir peur devant le suicide, et alors ne serait-il pas le premier à la défendre contre la tentation qu'il avait lui-même suscitée en elle, peut-être à son insu, pour l'accepter ensuite dans un horrible délire d'égoïsme et de détresse? Oui, tout cela eût été vrai de l'ancien Ortègue, de ce magnifique ouvrier de Science, de ce triomphateur de qui ruisselait sans cesse, — je l'ai déjà noté, — une source intarissable, inépuisable, d'altruisme. Elle jaillissait de son tempé-

rament. Un de mes camarades d'internat disait de lui : « Le patron est généreux comme un vin. » Cette phrase m'évoquait l'Ortègue d'hier. Celui d'aujourd'hui, ce moribond décharné, au regard fixe, diminué par la drogue, tantôt somnolent, tantôt colérique et soupçonneux, n'avait de commun avec l'autre que la lucidité intellectuelle, étonnamment persistante. Les portions affectives de sa personne étaient atteintes jusqu'à en être dépravées. Il se refusait à quitter l'hôpital, par une obstination acharnée de son orgueil, qui reculait devant cette démission suprême. Comme l'automobile le fatiguait trop, il couchait rue Saint-Guillaume maintenant. Cette cohabitation de tous les instans me permettait trop de constater la décomposition morale de son être, plus douloureuse pour moi, son élève, que sa décomposition physique. J'en pouvais suivre la courbe, jour par jour, et je constatai aussitôt que l'arrivée d'Ernest Le Gallic à la clinique avait marqué une chute brusque, dans cette ligne continue de déchéance.

J'en eus une première preuve, dans son ironie, — lui qui n'en déployait jamais vis-à-vis d'un malade, — quand je lui apportai, le lendemain, le résultat de la radiographie et de mon exploration :

— « Pas d'esquilles, la plaie régularisée, c'est parfait. La balle, comme je le croyais, dans le lobe occipital droit. Il faut attendre. Le Gallic est dans les meilleures conditions possibles, avec un cerveau qui n'a jamais travaillé. Hein! Si nous allions le faire penser, croyez-vous que ça l'étonnerait? »

Il se mit à ricaner, comme au mois d'août, lors du premier passage de l'officier. Ce n'était alors que l'irritabilité nerveuse d'un malade. Son rictus, aujourd'hui, trahissait une méchanceté voisine de la haine. Je surpris une haine encore dans son regard, et plus intense le surlendemain. Nous nous rendions ensemble à la chambre des Muguets. Mme Ortègue se tenait près de la porte. Elle vint à nous :

— « Pas tout de suite, » fit-elle. « Ernest m'a demandé à voir l'abbé Courmont. Je le lui ai amené... »

— « Alors, » dit son mari, « quand je t'ai cherchée tout à l'heure, tu étais là?... »

— « Mais oui... »

Ortègue n'ajouta rien. Debout contre la haute croisée du

couloir, il se mit à tambouriner sur la vitre avec une visible impatience.

— « Marsal, » interrogea-t-il, « avant d'être anesthésié pour la petite chose d'avant-hier, Le Gallic avait déjà vu le prêtre? »

— « Oui, » répondis-je.

— « Enfin! » reprit-il en haussant les épaules; puis gouailleur : « La confession d'un soldat qui vient de faire campagne, qu'est-ce que ça doit être? »

— « Pas celui-là, » interrompit Mme Ortègue.

— « Et les autres! » hasardai-je, « mon cher maître, soyez-leur indulgent. Vous le disiez si bien un jour : c'est pour nous qu'ils se font tuer. »

— « Ça n'est pas moi qui leur reprocherai de repeupler la France, » ricana de nouveau Ortègue. « Tout de même, notre Bayard en a long à raconter à l'abbé. — Allons, c'est fait. »

La porte des « Muguets » venait de s'ouvrir, donnant passage à l'aumônier. L'abbé Courmont était un homme de soixante ans, très petit et très mince, avec un visage tout frais, tout rose, qu'éclairaient des yeux bleus d'une fraîcheur enfantine derrière des lunettes cerclées d'or. Ses cheveux blonds, à peine grisonnans, couronnaient comme d'une flamme son visage qu'animait un enthousiasme toujours exalté. La finesse ecclésiastique corrigeait le caractère candide de cette physionomie, par des clignemens du coin des paupières et des sourires qui prouvaient un esprit perspicace combattu par une immense bonté. Il était connu dans le clergé de Paris pour un libéralisme qui lui avait coûté son poste de vicaire à Notre-Dame-des-Champs. Ortègue l'avait accepté dans sa clinique pour cette raison. Il avait été un peu déçu de rencontrer tant de foi chez ce prêtre, d'une tolérance extrême, mais c'était celle d'un missionnaire. Nous avions su de lui ce trait d'une charité vraiment apostolique : à l'époque de la mobilisation, il s'était posté devant une de nos grandes gares, causant avec les soldats et il avait trouvé le moyen d'en confesser ainsi des centaines. D'ordinaire, Ortègue considérait ce personnage d'un autre siècle avec une curiosité amusée. Ce jour-là, une moquerie malveillante flottait dans ses prunelles et autour de sa bouche, tandis que l'excellent homme disait avec une effusion si chaude :

— « Ah! madame, votre cousin Le Gallic est un saint. C'est vraiment le soldat selon l'Évangile. »

— « Oh! oh! monsieur l'abbé! » fit Ortègue, « dites que notre cousin est un héros. Ça, c'est juste. Mais l'Évangile à propos de quelqu'un qui revient du champ de bataille! Je ne lis pas souvent ce livre, dans lequel je salue le plus étonnant succès de librairie. Je me rappelle pourtant un certain discours sur la montagne : *Heureux les pacifiques, parce qu'ils seront appelés les fils de Dieu!...* Ce n'est pas le texte? »

— « Oui, » dit le prêtre, « mais il y a aussi le Centurion, un lieutenant comme M. Le Gallic, dont Notre-Seigneur guérit le domestique et qu'il admira. Car il l'admira, monsieur le professeur. Il déclara : Je n'ai jamais trouvé tant de foi dans Israël. Remarquez bien. Il dit au riche : Quittez vos richesses. Il ne dit pas au Centurion : Quittez votre régiment. Et c'est le Centurion qui a marqué la messe de son : *Domine, non sum dignus...* La parole du militaire, le prêtre la répète tous les jours à l'autel, avant la communion. C'est l'Armée qui a le dernier mot au Saint-Sacrifice. »

— « Voilà l'Évangile militarisé, comme ma clinique, » répondit Ortègue. « C'est égal, si le domestique du Centurion avait eu dans la tête le projectile que notre pauvre cousin promène dans la sienne, le Rebouteux de Nazareth aurait perdu son temps... Sans rancune, monsieur l'abbé, vous avez fait votre besogne, nous allons faire la nôtre. Entrons chez notre Centurion. Tu viens, Catherine? »

— « Je reconduis monsieur l'abbé quelques pas, » dit Mme Ortègue. Je lus distinctement sur la bouche du Professeur une phrase qu'il ne se permit pas de prononcer : « Tu ne vas pas m'excuser, n'est-ce pas? » Il se contenta de froncer les sourcils avec une nervosité que sa femme interpréta sans doute comme un ordre. Elle prit à peine le temps d'échanger deux ou trois mots avec l'aumônier, et elle était avec nous quand nous pénétrâmes dans la chambre.

XIX

Le blessé, couché sur le dos, était occupé à écrire avec un stylographe. Il avait, comme la veille, une expression d'extraordinaire dignité sur son beau visage émacié et une flamme simple dans ses yeux clairs et rêveurs.

— « Je vous y prends, monsieur l'officier, » dit Ortègue,

« Ah çà! l'homme de la discipline, la consigne du médecin ne compte donc pas? Oui ou non, vous ai-je ordonné de vous reposer absolument? Et vous travaillez!... »

— « Ce n'est pas un travail, » fit-il. « Je copiais quelques pensées pour une image mortuaire, celle d'un de mes amis d'enfance. Tu te le rappelles peut-être, Catherine, celui qui menait si bien à la voile, François Delanoë? »

— « Si je me le rappelle! Il est mort? »

— « Tué à côté de moi, voici dix-huit jours, héroïquement. J'avais écris un petit récit de sa mort pour un journal de Rennes. Il était établi dans cette ville comme avocat. Et puis, j'ai trouvé ces pages trop informes, trop crues. Alors, je ne les ai pas envoyées. »

— « Tu les as là? » demanda-t-elle.

— « Oui, » fit-il. « Oh! ce n'est pas grand'chose! »

Il retira quelques feuillets d'un portefeuille posé sur son lit entre un *Nouveau Testament* et un livre de proses.

— « Tu peux même les lire tout haut, » ajouta-t-il, en tendant les papiers. « Ça vous montrera, mon cousin, ce que sont nos hommes, à vous aussi, docteur Marsal. Il faut les aimer, voyez-vous. Leur tâche est dure. Vous allez voir, et avec quel cœur ils l'exécutent. J'en ai entendu un, dans les tranchées, qui disait à un autre : « Si on retourne au feu, c'est la croix d'honneur. — Ou la croix de bois, » dit l'autre. Et le premier : — « C'est la même chose. » Mais lis, Catherine. »

Mme Ortègue déplia les feuillets et commença de lire. Je ne crois pas, durant toute cette guerre, avoir éprouvé une sensation plus saisissante que celle de ce sauvage assaut évoqué devant un des combattans, à la veille de mourir, hélas! par cette douce voix frémissante de femme. Cette voix martelait les termes techniques, employés par l'officier tout naturellement, parce que la vision de l'affaire ressuscitait en lui, brutale et totale. Elle s'attendrissait, jusqu'à l'étouffement, aux passages trop durs. Mais voici la page avec le titre que Le Gallic avait écrit en tête, de sa ferme et haute écriture d'homme de main qui va droit devant lui.

FRANÇOIS DELANOE

TÉMOIGNAGE

Il est mort héroïquement. Il était mon camarade d'enfance, mon frère, et mon sergent depuis huit jours. Pauvre petit!

Ah! la belle attaque! On avait tout minutieusement préparé.

Les montres des chefs de section avaient été réglées les unes sur les autres. A cinq heures du matin, nous devions sortir de la tranchée sans fusée-signal. Pour les hommes, pas de sac. Deux cents cartouches chacun. Dans la musette, outre une boîte de singe et un bout de pain, cinq grenades. Bidons pleins d'eau et de café. Ficelés dans le dos, cinq sacs à terre vides, pour le barrage des boyaux conquis.

Avant le départ, chacun devait se creuser une marche pour sauter plus vite hors du parapet, en utilisant l'outil fixé au ceinturon. Ensuite, pas un coup de fusil. Tout à la baïonnette. Arrivés là-bas, à la grenade et au poignard.

A cinq heures moins dix, je dis : « Faites passer. Tout est prêt? Attention. »

Alors, une fois de plus, j'ai ressenti ce serrement des entrailles, cette chaleur morte dans tous les membres qui ne sont pas des indices de crainte, mais que nulle force humaine ne peut dominer. Nulle force humaine, mais la force divine! Delanoë et moi, nous avions communié la veille. Il était auprès de moi, il me dit tout bas :

— « Je serai tué aujourd'hui, j'en suis sûr. »

— « Tu as peur? » fis-je en riant.

— « Non. Je n'ai jamais mieux connu le prix de la vie. Elle est si belle quand on peut la donner à une sainte cause! Et jamais il ne m'a été plus facile de mourir parce que je n'ai jamais senti Dieu si présent. »

Tandis qu'il parlait, la clarté pâle, lente du jour, lui donnait un aspect fantomatique, une beauté d'apparition. Cette clarté chassait devant elle autour de nous un brouillard mou et humide qui semblait couler, comme un suaire, des cubes et des piquets de notre réseau de fils de fer. Pendant la nuit, les sapeurs y avaient ménagé des passages que je voyais nettement.

Delanoë me dit tout d'un coup :

— « Écoute, c'est un oiseau de chez nous. »

J'entendis qu'une alouette saluait l'éveil de ce froid matin d'automne.

Tout m'apparaissait gris, lointain. Je n'apercevais rien de notre but. A trois cents mètres, je devinais *leur* tranchée, avec ses yeux noirs, béans à ras le sol; des créneaux serrés et bien gardés trouaient le remblai marneux. J'avais repéré le terrain, la veille, avec ma jumelle. Je connaissais l'emplacement exact de leurs quatre mitrailleuses qui flanquaient leurs défenses et rendaient presque impossible l'approche des courtines et des lignes en retrait.

Si, par malheur, notre *lourde* n'avait pas, à l'heure de l'attaque, fourni son maximum de travail, si leur réseau barbelé tenait encore, c'était mathématique : nous serions tous fauchés.

Delanoë savait cela aussi bien que moi. Il me dit encore : — « Trois cents mètres à la baïonnette, c'est une absurdité. »

Puis il me montra, environ à deux cents mètres, un pli de terrain à peine accentué donnant juste l'angle mort nécessaire pour abriter les hommes couchés. Le salut, le temps de laisser arriver à notre hauteur la deuxième vague de renfort avant de repartir ! Il ajouta : — « Nous avons une chance pour nous. »

Cinq heures moins cinq : « Baïonnette au canon !... »

Un long frémissement d'acier, heurté d'éclairs rapides. Les poings serrent le fusil. Delanoë et moi regardons nos hommes.

Ah! nos frères de deux mois de souffrances et d'espoirs, nos humbles frères que nous allons jeter dans la fournaise, d'un geste, comme nous voudrions embrasser vos pauvres visages bronzés, creusés !

Lesquels de ceux-là, pleins d'ardeur et de jeunesse, vont tomber tout à l'heure?

Juste à cette minute, et comme si un courant avait uni nos pensées, je sens sa main prendre la mienne : — « Adieu, Ernest. — Au revoir, François, » répondis-je ; — mais lui de nouveau . « Adieu. »

Cinq heures! cinq heures! « Mes petits gars, c'est pour la France, en avant! »

D'un seul coup tous les képis, toutes les baïonnettes, toutes les poitrines ont jailli de la tranchée sombre. La ligne serrée s'est ébranlée, couchant l'herbe haute.

Ils nous ont vus!

Tac! tac! tac!... Les mitrailleuses donnent sans trêve. Les balles nous claquent en pleine face.

« Plus vite! » Ah! le son mat de la chair traversée, des os brisés net, le cri étouffé, la suprême injure du voisin qui boule en maudissant le Boche!

« Plus vite! » Voici maintenant leur tir de barrage saccadé, affolé. Les shrapnells cinglent, éclatent à trois mètres des têtes. « Plus vite, les enfans, nous les aurons. »

« Couchez-vous! » C'est l'abri, pour deux minutes, la crête bénie. Aplatis, silencieux, essoufflés, nous reprenons haleine.

— « Delanoë?... »

Ah! Delanoë saigne. Il est pâle. Le sang tombe de sa joue sur sa capote claire.

— « Touché? »

— « Mâchoire traversée. Ce n'est rien. »

— « Tu vas aller à l'arrière te faire panser. »

— « A l'arrière! Tu veux rire. Jamais de la vie. »

— « Tu vas y aller. Comme ton lieutenant, je te l'ordonne. »

— « Et moi, comme ton ami, je reste et je ne te quitte pas. »

Déjà! Voici la ligne de renfort qui nous atteint, déferle. Pour la deuxième fois, je me dresse et crie à mes hommes.

— « Debout, mes gars! Hardi! en avant! »

Alors c'est la ruée, la trombe hurlante. A toute vitesse cent mètres. Quelques secondes. « En avant! En avant! » Le front baissé, le cœur battant, les dents serrés, trébuchant, emportés, vers la ligne blanche que je vois maintenant et qui crache la mort sans arrêts. « En avant!... En avant!... En avant!... » Et c'est le heurt des corps qui sautent, s'abîment, s'effondrent, la pointe dans la chair des autres écrasés, implorans, fuyans dans leur tranchée, l'horrible corps à corps à coups de couteau, les blessés qui s'étranglent.

— « Barrage à gauche, vite, vite!...

— « Kamerad! Kamerad!...

— « Assassins! Lâches! Bandits! Louvain! Termonde!... Les

sacs de terre! Les créneaux! Les créneaux... Vive la France!... »

. . . . . .

Le soleil éclatant, le soleil de Dieu, le soleil des grands jours de paix, de labeur, de Chrétienté montait dans le ciel. On eût dit qu'il illuminait pour notre victoire. Partout le silence, l'affreux silence d'après, qui ne sera jamais plus rempli du vibrant « Présent! » de tant des nôtres tombés dans la plaine! Dans ce silence, j'ai appelé, la gorge serrée : « Delanoë! Delanoë! Delanoë!...

Je l'ai trouvé la face contre la terre. Sur son pauvre et fier visage de soldat la mort s'était acharnée. C'est là encore qu'une grenade l'avait mutilé, achevé, mais sans toucher au cordon du scapulaire, et il gisait, le Sacré-Cœur de Jésus sur son cœur. *Cor Jesu, spes in te morientium, miserere nobis.* »

— « J'ai eu encore une autre raison pour ne pas publier cela, » dit Le Gallic, quand sa cousine lui eut rendu les papiers. « Je n'ai pas voulu que sa mère sût la défiguration de ce fils qu'elle aimait tant. C'est elle qui m'a chargé du petit travail que vous me reprochiez, mon cousin. Mais je l'ai fini. Mme Delanoë veut envoyer ce *memento* à tous les hommes de la section de son fils. Maintenant que tu sais comment il est mort, Catherine, tu me diras si les phrases que j'ai choisies te paraissent convenir... »

Il tendit à Mme Ortègue une autre feuille, isolée. Elle la lut, en silence cette fois, et allait la rendre au blessé quand Ortègue intervint :

— « Est-ce que le mécréant peut voir? »

— « Naturellement, » dit l'officier, « et le docteur Marsal aussi. »

Je les ai sous les yeux en ce moment même ces textes que j'ai copiés le soir même. Je les transcris tels quels. Moi aussi, comme Le Gallic, je rédige un témoignage. J'apporte un document sur deux façons d'interpréter le problème de la mort. Ces textes choisis par l'officier breton pour l'image mortuaire de son compagnon d'armes représentent, mieux que tous les commentaires, une de ces deux façons. Juxtaposés à ce récit de bataille, ils l'éclairent et s'en éclairent. Nous tenons là, me semble-t-il, ramassée dans un raccourci saisissant, toute la

psychologie des Delanoë et des Le Gallic. Car ils sont légion, dans notre armée, ces « centurions de l'Évangile, » comme les avait appelés le prêtre, et Le Gallic était si sincère, qu'il réalisait dans sa personne le type accompli d'une certaine espèce d'hommes, toute volonté dans l'action, toute foi dans la prière, et l'action les menant à la prière, comme la prière les mène à l'action. Le symbole de cet état d'âme est l'épée, l'outil de bataille, quand vous la prenez par la poignée. Au repos et plantée dans le sol, c'est la croix. De tels individus sont-ils de purs ataviques, comme le prétendait Ortègue? Alors, pourquoi le pays trouve-t-il en eux précisément les ouvriers qu'il réclame, aux heures du suprême danger? Pourquoi leurs énergies s'accordent-elles avec les nécessités les plus vitales de la société dont ils sont les membres? Pourquoi leurs manières de sentir et de penser sont-elles celles qui obtiennent de l'organisme national son plus puissant rendement?

En tête du projet de l'image mortuaire, Le Gallic avait tracé une croix avec la devise légendaire : *In hoc signo...*, puis les phrases suivantes, chacune avec son indication d'origine :

Moriamur, in simplicitate nostra.

(Les Macchabées.)

*
* *

Moi qui suis soumis à des supérieurs, j'ai des soldats sous mes ordres. Je dis à l'un : « Va, » et il va. Je dis à l'autre : « Viens, » et il vient, et à mon serviteur : « Fais cela, » et il le fait. *(Saint Mathieu.)*

*
* *

Mais lui, il a été transpercé à cause de nos péchés, brisé à cause de nos crimes; le châtiment qui nous donne la paix a été sur lui. Par sa meurtrissure nous avons été guéris.

(Isaïe.)

*
* *

Faites que je trouve beau ce qui paraît mesquin aux autres hommes, Dieu des armées. Ah! si vraiment vous êtes là dans cette hostie, daignez voir que je ne suis pas mauvais, et

que, moi aussi, je suis digne de donner ma vie pour une idée.

(De « l'Appel des armes, » le livre de mon ami, le lieutenant Ernest Psichari, petit-fils de Renan, tué à l'ennemi son chapelet au bras.)

*
* *

Béni soit Celui qui posa l'Espérance sur les tombes.

(Écrit de la main de la fille de Taine, sur un paroissien.)

*
* *

De même que les souffrances du Christ abondent en nous, de même aussi par le Christ abonde notre consolation.

(Saint Paul.)

*
* *

— Jésus-Christ achève sa passion en nous.

(Pascal.)

— « J'ai lu quelque part un compte rendu de l'autopsie du cerveau de Pascal, » dit Ortègue en me passant le *memento*, « il faudra que je vous le cherche, Ernest. Je vous avoue d'ailleurs ne pas saisir le rapport entre les scènes de carnage, nécessaires, je l'admets, courageuses, je l'admets encore, que vous nous avez décrites, mais féroces, convenez-en, et ces sentences d'un idéalisme transcendantal. »

— « Elles en ont un pourtant, » dit Le Gallic.

— « Lequel? »

— « Le sacrifice. »

— « D'ailleurs, » fit Ortègue, « si Mme Delanoë trouve un peu de consolation à cette lecture, je n'y vois pas d'inconvéniens. En revanche, j'en vois beaucoup à ce que vous bouquiniez des livres pour y chercher ces phrases ou d'autres. Ce que je voudrais, moi, c'est le repos absolu de la tête et son immobilité. Car vous devez cruellement souffrir, en écrivant, avec une lésion comme celle de tout un éventail nerveux dans votre région occipitale. Vous a-t-on fait votre piqûre de morphine, ce matin? »

— « Il l'a refusée, » dit Mme Ortègue.

— « Comment, refusée? » interrogea le Professeur.

— « Oui, » répondit Le Gallic. « La douleur est pénible,

mais supportable. Elle ne le serait pas, que je la supporterais plutôt que de la supprimer. Vous vous souvenez, mon cousin, de ce que je vous disais à mon passage ici, qu'il faut payer pour soi-même et, si l'on peut, pour les autres ? Voilà pourquoi j'essaie d'avoir la force de souffrir, quand ce ne serait que pour ceux qui ne l'ont pas. »

Une contraction crispa soudain le sombre visage d'Ortègue.

— « Pour qui dites-vous cela ? » fit-il d'un ton brusque.

— « Mais pour personne en particulier. »

— « Si, pour moi, pour moi, » reprit Ortègue, âprement. « Et cela, parce qu'on vous a raconté... Mais qui donc vous a parlé ici ? » Un véritable accès de fureur s'emparait de lui. Il marcha sur moi... « Est-ce vous, Marsal ? » Et avant que je n'eusse même esquissé un geste de dénégation : « Mais non. Vous êtes un dévoué, vous. » — Puis, se retournant vers sa femme : « C'est toi, Catherine. C'est toi. Je ne veux pas que tu restes un instant de plus dans cette chambre. Je ne veux pas que tu y reviennes. Entends-tu, je te le défends. Sors ! mais sors donc ! »

XX

Mme Ortègue obéit, sans un mot, sans un geste. Nous demeurions tous les trois comme stupéfiés par cet inqualifiable éclat, dont celui qui l'avait commis sentait déjà la honte. Il s'était assis, encore tout tremblant, et ne nous regardait pas. J'appréhendais que Le Gallic ne se laissât emporter, lui aussi, à quelque violence. Il était devenu très rouge, puis très pâle, comme un homme qu'agite une secousse d'indignation aussitôt réprimée. Ortègue rompit le premier ce cruel mutisme en disant au blessé simplement, comme s'il n'était venu dans cette pièce que pour une besogne médicale :

— « Voulez-vous me donner votre pouls, mon cher Ernest ? »

Il avait ôté son gant. Ses doigts noircis par l'ictère se posaient sur le poignet blanc du jeune homme.

— « Pas de ralentissement, » continua-t-il, « pas d'intermittence. C'est bon signe... Vous n'avez toujours pas de vertiges, couché dans votre lit ? Bon encore... Vous m'entendez bien ? Oui... Pas d'oppressions ? Pas de nausées ?... »

Toutes ces questions indiquaient son appréhension secrète, celle qu'un syndrome bulbaire ne vînt soudain juger sévèrement une situation calme en apparence, mais chargée de redoutables possibilités.

— « État stationnaire, » conclut-il en se tournant vers moi et remettant son gant, « donc favorable. Mon pronostic reste le même : toutes les chances de guérison. Du repos. Encore du repos. Toujours du repos. »

Il s'était levé, parut hésiter une seconde, puis, mordillant sa moustache et d'une voix plus basse, que ne soutenait plus l'accent affirmatif et dominateur du maître imposant son avis :

— « Certains silences sont des leçons, Ernest. J'ai compris le vôtre. Je suis très malade, vous savez, et je ne contrôle pas toujours mes nerfs... C'est vrai, je prends de la morphine, moi, et je ne veux pas souffrir. Avec mes idées, j'ai raison, comme vous, avec les vôtres, vous avez raison de vouloir souffrir. Pour un moniste comme moi, la souffrance est une horreur inutile. Je n'en ai pas peur. Je n'ai peur de rien. Je la trouve absurde, voilà tout. Ceci posé, oui ou non, ma femme vous a-t-elle dit que je prenais de la morphine? »

— « Jamais, » répondit Le Gallic. « Je vous en donne ma parole. »

— « La connaissant, j'aurais dû en être sûr, » reprit Ortègue. « Je lui ai fait injure, à elle, » il répéta désespérément : « à elle!... Il y a des instans où je suis un pauvre homme, Ernest, un très pauvre homme. Je n'avais pas besoin de cette preuve pour savoir que notre moral exprime simplement nos dispositions organiques. Je viens d'avoir un véritable *raptus* psychique. Il est passé. Mon ami, soyez bon pour moi. Acceptez que votre cousine soit une de vos infirmières. Je vous le demande. »

— « Mon cousin, » fit Le Gallic, « vous me permettez d'être absolument franc avec vous? »

— « Certes, » dit Ortègue. Je vis au frémissement de sa bouche que l'irritation de tout à l'heure le reprenait.

— « Hé bien! » répondit l'officier, avec le même accent de réflexion et de scrupule, « je vous demande, moi, de ne pas insister. Ne voyez dans ma prière que ce que j'y mets, mon

profond désir que mes derniers jours soient comme une retraite, que d'inutiles anxiétés ne les troublent pas. Car ce sont mes derniers jours, je le sens, et vous-même... » Il interrompit la dénégation d'Ortègue, « vous venez de me prouver, en m'interrogeant, combien votre diagnostic hésite encore. En tout cas, » sur une nouvelle dénégation, « il n'est pas impossible que ce soient mes derniers jours. Cela me suffit pour que j'en veuille employer toutes les minutes à me préparer. En ce moment, vous me donnez le noble spectacle d'un homme qui, ayant cédé à une impatience trop explicable, s'en punit par une générosité. J'ai toujours vu dans ma vie que ces retournemens vers en haut, après une faiblesse, sont, du petit au grand, le propre des belles âmes. Mais pourquoi vous êtes-vous impatienté, irrité? Parce que, ma cousine et moi étant, plus que des parens, des amis de toujours, vous avez supposé qu'elle pouvait m'avoir initié aux épreuves que vous traversez ensemble. Cette susceptibilité du cœur, elle vous reprendra. Elle est si légitime! En tout cas encore, elle peut vous reprendre. Cela suffit pour que je désire n'avoir pas ma cousine comme infirmière. Attendons du moins, » Ortègue s'énervait visiblement de plus en plus, « attendons jusqu'à demain. Nous en reparlerons plus froidement. Rien ne presse. »

— « Ernest, vous me faites cruellement sentir que je n'ai pas été moi-même, » dit Ortègue. « Pour un chrétien, vous manquez un peu de charité. »

Il s'en alla sur cette parole. Je me préparais à le suivre quand le blessé me retint en me disant :

— « Rendez-moi un service, docteur Marsal. Je sais que M. l'abbé Courmont s'absente cette après-midi. S'il n'a pas encore quitté la Clinique, je désirerais le revoir avant qu'il ne sorte. En me l'envoyant, vous m'obligerez beaucoup. »

PAUL BOURGET.

(La dernière partie au prochain numéro.)

DROIT INTERNATIONAL

ET

GUERRE NAVALE

LES CROISIÈRES ET LE BLOCUS
LES SOUS-MARINS

Parmi les ruines faites par la guerre, il en est une à réparer sans plus attendre. C'est la ruine du droit international dont les conférences de La Haye travaillaient à édifier le monument sur la base fondée il y a seize ans par l'empereur de Russie, pour l'honneur de l'humanité et le profit commun des peuples. La restauration est urgente ; elle doit se faire au bruit du canon, parce qu'elle assurera ainsi à l'édifice la solidité et la stabilité qui lui manquaient, et que, toute expérience faite, les travaux accomplis dans les loisirs de la paix sont impuissans à lui donner. La tâche de cette restauration incombe aux neutres, et à eux seuls. Ils sont les juges du camp. A eux de déclarer ce que valent les signatures des États au bas des actes internationaux. Leur déclaration vaudra pour le présent et pour l'avenir.

Parmi les règles du droit international, il s'agira seulement ici de celles qui régissent, sur mer, les relations entre neutres et belligérans. Rappelons ce qu'était le droit maritime international avant la guerre ou du moins ce qu'il eût dû être, d'après les conventions unanimement acceptées.

La guerre navale est hérissée de difficultés dans les questions de droit, parce que le champ d'opérations n'appartient à

personne ou plutôt appartient à tous, et que les belligérans y sont en contact avec les neutres autant qu'entre eux. De plus, le conflit des droits s'y complique de la compétition des intérêts pécuniaires.

Entre belligérans, les rapports sont simples : combats et destruction entre navires de guerre ; poursuite et capture de bâtimens de commerce, suivant le droit de prise, accepté sur mer comme moyen d'affaiblir et de ruiner l'adversaire, qui fait traiter un navire comme un territoire ennemi, et en étend même la conquête à sa cargaison.

Avec les neutres, la question se complique. Le droit pour les neutres est, en principe, la liberté de poursuivre toutes leurs opérations commerciales du temps de paix. Le devoir est de ne favoriser, de ne gêner en rien, les opérations militaires des belligérans. Le devoir ne souffre pas d'exception ; mais il impose au droit deux restrictions importantes : interdiction de ravitailler les belligérans en contrebande de guerre, obligation d'interrompre toute relation avec les ports bloqués. Les neutres sont tenus de se soumettre aux visites destinées à constater leur nationalité, la nature de leur cargaison, leur port de destination.

La déclaration de Paris du 16 avril 1856, premier jalon de la législation positive actuelle, a résolu en son temps les principaux problèmes. Il est curieux de voir combien de choses ont changé depuis soixante ans.

Le premier article, qui supprime la course et les corsaires, a été une concession de la France, où le souvenir des Jean Bart et des Surcouf est populaire. La course avait certainement donné lieu à de regrettables abus ; mais combien les pires violences des corsaires ne doivent-elles pas sembler anodines aujourd'hui !

Le dernier article, en imposant au blocus la condition d'être effectif, a été une concession de l'Angleterre, qui avait parfois abusé des blocus fictifs pour capturer les neutres. Qui pouvait prévoir les difficultés que le torpilleur créerait au blocus effectif, et l'impossibilité absolue où le sous-marin mettrait de satisfaire, même d'apparence, aux exigences de la déclaration ?

Les deux autres articles :

« Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ;

« La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi, »

ne donnent lieu qu'à des contestations sur leur objet, qui a varié avec la nature des munitions d'artillerie, et sur leur portée, qui change avec la difficulté du blocus.

La plupart des pays maritimes se sont ralliés à la déclaration de Paris, et tous l'ont respectée en fait. Les États-Unis ont refusé d'y adhérer, pour la raison spéciale qu'ils en jugent les dispositions insuffisantes. Ils reconnaissent la propriété privée comme inviolable, sur mer comme sur terre, qu'elle soit belligérante ou neutre indifféremment. On sait le grand rôle que tiennent les légistes, dans la constitution politique des États-Unis.

Les conventions de La Haye ont développé les dispositions de la déclaration de Paris dans le sens de la limitation des droits des belligérans. L'adoption future de la doctrine des États-Unis a même été prévue au cours des conférences.

Les garanties données à la cargaison ennemie indûment saisie sur un navire neutre, ou à la cargaison neutre indûment saisie sur un navire ennemi, par l'intervention du tribunal des prises qui transforme la saisie provisoire en confiscation, ont été augmentées. L'appel est maintenant ouvert, contre le jugement du tribunal des prises, devant une Cour internationale siégeant à La Haye.

La nécessité, de tout temps reconnue, d'assurer la sécurité des personnes sur les navires capturés, n'avait pas à retenir l'attention des Congrès. Les formalités de la visite, coup de canon de semonce, stoppage, pavillon national arboré de part et d'autre, ont été définies en vue d'adoucir la gêne imposée aux navires visités. Les délégués aux Congrès ont même eu la coquetterie d'insérer la clause, en apparence superflue :

« Toutes les opérations de visite doivent être faites avec la plus grande courtoisie et modération. »

Ils ont au contraire négligé l'addition plus importante :

« Elles ne seront précédées de l'envoi d'aucune torpille, » qui aurait été, comme le principal, signée par l'unanimité des États représentés.

Le droit de visiter ainsi les navires neutres, pour saisir la contrebande de guerre, est corrélatif à celui que possèdent les particuliers, dans les pays neutres, de confectionner tout objet commandé par un belligérant, sans se préoccuper de sa destination, et de l'expédier à ses risques et périls. L'État neutre, qui, en tant qu'État, n'enverrait aucune contrebande de guerre,

n'exerce, sur son territoire, aucune police au profit d'aucun des belligérans. Cette vieille règle, établie par la coutume, a été confirmée à La Haye dans les termes suivans : « Une puissance neutre n'est tenue d'empêcher aucune exportation ou transit d'armes ou de munitions de guerre. » Il est admis que, pour le transit par mer, les belligérans, qui ont sur la mer les mêmes droits que l'expéditeur de la contrebande de guerre, n'ont qu'à en user, pour s'opposer au ravitaillement *direct* de leur adversaire.

Le droit est moins manifeste, et la question se complique, lorsque le transit s'opère d'un port neutre à un port neutre, pour être de là transmis, soit par mer, soit surtout par terre, au belligérant qui est le destinataire véritable. La voie prise ainsi pour éluder la visite des croiseurs a reçu le nom de voyage continu; voyage par étapes conviendrait mieux.

Le droit de s'opposer au voyage continu par une saisie n'a été accordé à La Haye, d'une manière générale, que pour la contrebande absolue. Les croiseurs ne peuvent saisir la contrebande conditionnelle qu'au cas où le port destinataire réel est soumis au blocus.

La distinction entre deux sortes de contrebande de guerre et entre deux sortes de droits attachés, soit au cas de simple croisière, soit au cas de blocus, a toujours été difficile à faire. Les deux questions s'enchevêtrent. Leur solution commune ne s'obtiendra pas, sans une décision radicale que semble exiger aujourd'hui l'intervention des sous-marins contre les escadres de blocus.

La contrebande absolue est celle dont la destination aux besoins de la guerre ne peut faire doute, les objets qui la constituent n'ayant pas d'emploi dans la vie civile.

La contrebande conditionnelle comprend les objets qui servent à la fois aux besoins de l'armée et à ceux de la population civile. De la totalité des importations, une partie est de la contrebande de guerre, et non l'autre. Reste à établir la répartition, soit d'après la personnalité du destinataire, l'achat direct par l'État indiquant contrebande de guerre, soit par les statistiques commerciales des diverses années, soit par tout autre moyen à découvrir.

Les États belligérans font au début des hostilités, s'ils ne l'ont pas faite antérieurement, la déclaration des objets qu'ils

classent, soit dans la contrebande absolue, soit dans la contrebande conditionnelle. Cette déclaration fait autorité pour leurs croiseurs et pour leurs tribunaux de prise. Elle ne lie naturellement en rien la Cour internationale appelée à se prononcer en dernier ressort sur la validité des prises. Dès leur apparition, les listes de contrebande de guerre peuvent faire surgir la protestation des puissances neutres, dont la guerre entrave le commerce. Le désir d'éviter les conflits diplomatiques et de ménager l'opinion publique conduit parfois à restreindre singulièrement la liste de la contrebande conditionnelle. Le cas du coton dans la guerre actuelle en est un exemple remarquable.

Le pouvoir de la croisière est, comme on voit, limité, et, de plus, toujours incertain.

Le blocus supprime toutes les difficultés, parce qu'il donne le droit de saisir les cargaisons tout entières, neutres et ennemies, contrebande ou non-contrebande de guerre; de saisir même le navire neutre qui tente de forcer le blocus. C'est le moyen unanimement concédé, et tenu jusqu'ici pour seul efficace, de s'opposer au ravitaillement de l'ennemi.

La rigueur des droits conférés au blocus s'explique par les origines, quand le blocus complétait par mer l'investissement d'une place assiégée et devait s'opposer surtout à l'introduction des vivres et à la sortie des bouches inutiles. Le forcement du blocus a gardé le caractère d'opération militaire en faveur d'un belligérant. L'examen des papiers du bord prouvant la destination vers un port bloqué suffit pour justifier la saisie d'un navire neutre, mais sa saisie seulement; la destruction n'a jamais été ni autorisée, ni prévue.

Tel était, dans ses traits généraux, le droit maritime international au mois d'août 1914. Il n'avait d'autre garantie que l'honneur des États qui avaient collaboré à sa préparation, et les quarante-quatre signatures dont est revêtue la convention de 1907; mais, dans les cinq parties du monde, il n'en était pas moins tenu pour inviolable.

Le courant des idées vers l'adoucissement des rigueurs de la guerre avait pénétré dans les Congrès. L'adoption prochaine de la théorie américaine sur le respect de la propriété privée avait été prévue à La Haye. On y avait discuté la suppression de la contrebande de guerre, qui aurait fait du blocus l'unique privilège attaché à la maîtrise de la mer.

La férocité n'avait pas été mise en discussion.

La guerre a déjoué de suite toutes les prévisions, sur terre comme sur mer.

Sur terre, le rêve de l'Allemagne était le pillage de Paris à la fin d'août, et celui de Pétrograd deux mois plus tard. Sa préparation militaire, aussi merveilleuse que fut cynique son mépris des traités, ne la conduisit qu'au brusque arrêt de son attaque brusquée et au piétinement sur place le plus contraire à ses plans d'opération.

Dans la guerre navale, qui nous intéresse, l'erreur initiale allemande, vraiment digne de son K majuscule dans la qualification de « Kolossale, » fut la croyance obstinée, jusqu'au 5 août, que l'Angleterre bornerait son effort à de stériles protestations. Le désappointement dont le chancelier de l'Empire n'a point su retenir l'expression en porte témoignage.

L'Allemagne avait préparé la guerre navale contre la France. Sa flotte cuirassée, plus forte de moitié que la nôtre, devait nous bloquer dans nos ports. Elle avait, quinze années durant, dédaigné le sous-marin, arme du faible, bon pour nous, inutile au maître des mers. Quand, en Europe, ses cuirassés furent bloqués, et, au loin, ses croiseurs voués à une destruction prochaine, il ne lui resta plus, pour faire encore figure de puissance navale au large de ses estuaires, qu'une trentaine de sous-marins, les uns passables, les autres assez bons, et une dizaine d'autres, un peu meilleurs, en construction, tant pour elle que pour l'Autriche. Elle avait, de plus, des chantiers capables d'en construire assez vite, à la condition de se résigner à les faire assez petits et de former le personnel à mesure. La chute fut lourde, succédant au rêve d'hégémonie. Rageusement, les sous-marins furent lancés en avant. Contre les escadres, qui enserrent dans leurs ports paquebots, cuirassés et croiseurs allemands, l'attaque du sous-marin est des plus légitimes; c'est une attaque redoutable, comme l'a montré, le 23 septembre, la destruction de trois croiseurs anglais par le petit *U-9*. La mer est grande. Les navires de guerre y occupent peu de surface et s'y dérobent volontiers aux surprises. Ce qui s'y rencontre partout, ce sont les bâtimens de commerce, paquebots à vapeur, cargos de toute taille, simples chalutiers, tous rivés aux routes fixées par leur pacifique trafic. Pour garder à l'Allemagne une contenance devant le monde, en faisant souvent parler d'eux, les sous-

marins reçurent l'ordre de tout frapper indistinctement. Bon nombre de bâtimens neutres, hollandais, norvégiens, suédois ou danois, ont été leurs victimes, tout comme d'authentiques anglais et français.

L'influence matérielle de ces destructions sur l'issue de la guerre est évidemment nulle; elle le serait encore, si la proportion actuelle, du cinq centième sur l'ensemble des entrées et des sorties en Angleterre, venait à être dépassée. L'effet moral a déçu l'Allemagne, parce que les neutres se sont sentis lésés et menacés et que le *Es ist nicht wahr* allemand n'est plus ici de saison.

Au point de vue du droit international, si l'on consulte les conventions de La Haye, leur silence est éloquent. Dans les Congrès, chaque délégué aurait regardé comme une injure à son pays, l'hypothèse qu'il pût se prêter à de semblables opérations. Le savant jurisconsulte, qui y a représenté la France avec tant d'autorité, a signalé occasionnellement l'incapacité où sont les torpilleurs de participer à certaines opérations de croisière, due à l'impossibilité où ils seraient de recevoir à bord tout le personnel d'un paquebot. Bien des années auparavant, dès l'apparition des premiers torpilleurs, la question se discutait dans nos cercles maritimes. L'avis unanime était que tous les pays de la terre s'accorderaient à mettre hors la loi les torpilleurs qui couleraient les paquebots. On faisait même au pays qui a vu naître la loi de Lynch l'honneur de le placer à la tête de la croisade.

La guerre sous-marine allemande restera comme un incident sans lendemain, un cauchemar, si l'on veut, dans les annales de l'humanité.

Voyons maintenant les enseignemens de la guerre au sujet des institutions existantes et de leurs modifications futures. Ces enseignemens portent principalement sur deux points : l'importance du rôle de la contrebande de guerre et la difficulté, ou même l'impossibilité du blocus.

Tous les pays, ceux d'Europe tout au moins, sont maintenant tributaires de l'étranger pour leur matériel de guerre. Les métaux rares comme le nickel et le chrome et même des métaux usuels comme le cuivre, indispensables à la fabrication des armes, ne sont fournis qu'en faible quantité par la métallurgie européenne. Des matières non moins nécessaires, coton,

caoutchouc, sont le produit exclusif des pays tropicaux. Le pétrole ne se trouve ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne. Prenons pour exemple le coton, à cause de l'importance de son rôle militaire et parce qu'on a quelques données, plus ou moins exactes, sur le chiffre de sa consommation.

Les poudres de guerre sans fumée, en usage maintenant dans les canons et fusils, ont pour principal élément constitutif le coton nitrifié par une macération dans un bain d'acides. A ce titre, le coton est bien une contrebande conditionnelle. Il est utilisé indubitablement dans la vie civile; mais il n'y est pas aussi journellement indispensable que le pain ou la viande. Les filatures peuvent être arrêtées, surtout quand la guerre n'est prévue que pour une courte durée. Les Allemands auraient renoncé à renouveler toute leur lingerie, et même à la blanchir, plutôt que de s'exposer à manquer de poudre. Le coton devient alors contrebande de guerre absolue.

L'Allemagne aborda la guerre avec un énorme matériel d'artillerie approvisionné d'un fort contingent de munitions confectionnées, sans s'être préoccupée d'avoir à beaucoup fabriquer de munitions nouvelles. Son stock total de coton, le 1er août 1914, a été estimé à deux cent mille tonnes au maximum. Sa consommation de coton journalière, en cartouches de fusil et gargousses de tout calibre, n'est pas inférieure à mille tonnes. Elle ne soutient donc la guerre, depuis longtemps, que grâce à un réapprovisionnement continu.

Il aurait été de bonne politique, dès le début, de déclarer le coton contrebande de guerre. Ce n'a pas été fait. Les cargaisons expédiées des États-Unis, à destination directe de l'Allemagne, ont été, il est vrai, saisies, non pas confisquées, mais acquises par l'exercice d'un droit de préemption. Les importations directes en Allemagne ont été remplacées par un commerce interlope opérant le voyage continu à travers les pays neutres. Les statistiques commerciales en font foi. Au courant de mars, les importations d'Amérique en Allemagne ont été plus faibles de 29 717 tonnes en 1915 qu'en 1914; mais elles ont été plus fortes de 27 303 tonnes dans les pays scandinaves la Norvège n'y entrant à peu près pour rien. Comme la Hollande passe pour s'enrichir de la guerre, dans de très fructueuses affaires, il est vraisemblable que le commerce de l'Allemagne avec le pays du coton a été plus actif en 1915 qu'en 1914.

A en juger par la vivacité des réclamations qu'adresse l'Allemagne au gouvernement de Washington, son ravitaillement en coton ne serait plus aussi parfait qu'au mois de mars. C'est sans doute la conséquence des mesures de représailles, qui ont été prises à la suite de la menace, faite en février, de développer la guerre des sous-marins contre les paquebots, et dont le détail n'a pas été publié. Il y aurait quelque naïveté à compter sur l'horreur causée par la destruction du *Lusitania* pour guérir les cotonniers américains de l'empressement à vendre aux Allemands ce que ceux-ci acceptent de payer un bon prix. Là où l'intérêt pécuniaire entre en jeu, les principes d'humanité subissent malheureusement une éclipse.

De la question de la contrebande de guerre, passons à celle du blocus.

Le Congrès de La Haye a simplement fait sienne la déclaration de Paris :

« Le blocus doit être effectif.

« Il doit être déclaré ou notifié, »

en ajoutant quelques précisions. On entend aujourd'hui par blocus effectif, celui qui est effectué par une force navale assez puissante, pour que le bâtiment neutre ne puisse risquer de franchir la ligne interdite avec des chances raisonnables de succès.

Ou le Congrès était bien mal renseigné, ou il était peu clairvoyant, quand il a considéré comme une opération réalisable, en 1907, le blocus ainsi décrit. La situation avait changé depuis 1856. Le sous-marin avait fait son apparition et même atteint un certain épanouissement.

La théorie du blocus est restée faussée par le souvenir de la marine à voiles et du temps où les navires de guerre, approvisionnés pour six mois et faciles à ravitailler, pouvaient stationner pendant des années à l'orée d'une rade ou d'un estuaire. C'est le temps où, devant Brest, l'escadre anglaise sillonnait la mer de ses bordées et la resillonnait, tant que durait la brise, sans perdre de vue l'Iroise et le goulet :

Où l'amiral Ganteaume
Allait de Brest à Bertheaume,
Et, par le même vent d'Est,
Revenait de Bertheaume à Brest.

Ces temps sont aussi loin que la bataille de Salamine

Déjà, en 1856, les exigences du moteur à vapeur auraient fait du blocus une opération difficile. Nous avons à cet égard les enseignemens de la campagne d'automne en 1870. A partir de 1880, la menace des torpilleurs aurait souvent obligé une escadre de blocus à prendre le large chaque nuit. Le neutre aurait pu risquer de franchir la ligne interdite, avec des chances raisonnables de succès.

Dès 1895, après le succès du premier *Gustave-Zédé*, suivant celui du *Gymnote*, en présence des premiers tâtonnemens pour obtenir un périscope, on comprenait en France que le glas sonnait pour les opérations de blocus. L'aptitude du sous-marin à rejeter l'ennemi loin des côtes était si bien appréciée qu'il a été, bien à tort, construit toute une série de petits sous-marins sans autre utilisation possible que d'empêcher le blocus de nos ports.

Il n'était pas nécessaire d'attendre l'exploit accompli, le 23 septembre, contre l'*Aboukir*, le *Cressy* et le *Hogue*, à l'entrée de la Mer du Nord, pour cesser de parler de blocus effectifs; mais, ce jour-là, ce qui n'était qu'une vérité spéculative est entré dans le domaine des faits indiscutables. Désormais les escadres de blocus, à supposer le nom de blocus conservé avec une acception nouvelle, resteront à très longue distance du port bloqué. Elles se tiendront là aux aguets, dissimulant leur position avec autant de soin qu'elles en mettaient autrefois à manifester leur présence. Le navire neutre sera bien empêché de mesurer les chances qu'il peut avoir de franchir avec succès la ligne interdite.

Le blocus effectif n'existe plus. Il a rejoint le combat d'abordage.

Ces considérations sommaires sur la contrebande de guerre et sur le blocus pourront donner à réfléchir, à ceux qui croyaient possible de supprimer la notion de contrebande de guerre en même temps que le droit de capture. Une telle décision équivaudrait à mettre fin aux croisières et à s'en tenir uniquement aux blocus pour empêcher les ravitaillemens. La conclusion contraire est mieux indiquée.

Un autre résultat des événemens est d'avoir bien mis en lumière l'influence immédiate des progrès de la construction navale sur la nature des opérations militaires et leur répercussion indirecte sur la législation maritime. Trois sortes de ques-

tions, indépendantes aux yeux du profane, sont en réalité liées étroitement les uns aux autres et le seront de plus en plus. Pour nous en tenir au présent, reprenons l'exemple des sous-marins.

Les sous-marins, qui interdisent le blocus effectif à toute escadre soucieuse de sa sécurité, sont au contraire capables d'exécuter cette opération sans aucun danger particulier pour eux-mêmes. Le blocus de côtes aussi peu étendues que celles de l'Allemagne serait un jeu pour les nombreuses flottilles de sous-marins que possèdent l'Angleterre et la France. Il exigerait l'emploi de la dixième partie de ces flottilles, avec les précautions de rigueur contre les mines, la surprise des torpilleurs, des aéroplanes, etc., mais sans rien à craindre de la part des sous-marins allemands. Le blocus par les sous-marins n'a été ni déclaré, ni effectivement opéré, parce que l'interprétation la plus large du droit international ne permet au sous-marin d'arrêter aucun bâtiment de commerce neutre ou belligérant.

Bien avant la guerre, longtemps même avant la mise en chantier du premier sous-marin allemand, l'incapacité, pour les sous-marins actuels, d'être autre chose qu'une arme de combat contre les navires de guerre était admise, comme elle l'avait été pour les torpilleurs. Dans les milieux techniques, au loisir d'une causerie entre deux études de navires, on avait la curiosité de chercher à quoi peut tenir le destin des empires et de calculer le nombre de sous-marins nécessaire, relève comprise, pour encercler l'Angleterre, dans son splendide isolement d'alors, du plus effectif, mais du plus inadmissible des blocus. Le nombre était grand. L'opération était celle que l'Allemagne, moins scrupuleuse, aurait tentée, si elle avait eu la patience d'en attendre l'heure avant de risquer sa tragique entreprise. On s'en doute maintenant en Angleterre.

Si la taille des sous-marins, atteignant un jour celle des croiseurs, leur permettait d'arraisonner un bâtiment sans redouter la réponse d'un obus, et de recueillir ses passagers et son équipage dans les circonstances qui lui imposeraient l'obligation de le détruire, alors on parlera, en droit, de leur action contre le commerce de l'ennemi et la contrebande des neutres.

Le mot ne se trouve pas, qui désignerait, dans la législation maritime, une succession d'actes comme la destruction accomplie sur le *Lusitania* et celle qui avait été tentée quatre mois auparavant sur l'*Amiral-Ganteaume*. Il n'y a aucun blocus, là où les

chances de succès sont de cinq cents contre une, en risquant de franchir la ligne interdite. Il n'y a pas de croisière, là où il n'y a ni visite des navires, ni sécurité assurée à leur personnel. Le mot zone de guerre a été mis en avant en Allemagne; mais guerre est une chose, et crime en est une autre. Dans le camp adverse, on a parlé de pirates ou de forbans; ce n'est pas plus juste. Les pirates, de nationalité barbaresque pour la plupart, ne coulaient nullement leurs prises; ils respectaient avec soin la vie des prisonniers, qui étaient pour eux du butin. Les forbans, gens sans nationalité, coulaient la prise après pillage et noyaient souvent l'équipage avec elle ; ils avaient, comme excuse, le soin de leur sécurité, parce qu'ils redoutaient les dénonciations, qu'ils se savaient traqués sans merci et pendus sans miséricorde. Les Allemands à l'œuvre sur leurs sous-marins agissent bien comme les forbans, mais ils ont une nationalité, dont ils sont vraisemblablement fiers, et ils ne courent nullement le risque de la corde; s'ils ont un nom dans la langue allemande, il faudra l'accepter sans essayer de le traduire.

Lorsque l'on considère l'attitude actuelle de ceux des quarante-quatre signataires de la convention de 1907 qui n'ont pas été entraînés dans la guerre, c'est-à-dire l'indifférence des neutres pour leur signature en face des violations du droit, on est tenté de conclure que la pratique des conférences internationales n'a pas résisté à l'épreuve de la guerre et que le généreux effort de 1899-1907 n'a conduit qu'à la faillite. Le principe même des Congrès de la paix serait alors définitivement abandonné.

Ce serait mal préjuger de l'avenir.

Le besoin d'apaisement, le désir mondial de concorde, qui suivront le naufrage de la *Weltpolitik*, feront apprécier plus haut que jamais, en tout pays, tout ce qui peut, en quelque mesure, écarter le péril de la guerre, et associeront plus intimement les chefs d'État à la pensée de celui qui a inspiré la première tentative de règlement pacifique dans les conflits internationaux.

Si les conventions n'ont réussi, ni à adoucir les rigueurs de la guerre, ni même à les maintenir dans leurs limites séculaires, l'échec est uniquement dû à leur silence sur un point capital, celui des sanctions. Aux yeux du juriste de métier, l'absence de sanction peut annuler pratiquement le droit lui-même. Les délégués aux conférences de La Haye se sont-ils fait scrupule

de mettre en doute la résolution de leurs États respectifs à faire honneur à leur signature? Une telle illusion aurait été surprenante; elle est, en tout cas, dissipée. Il n'y aura plus de conventions, sans des sanctions appropriées pour en commander le respect.

C'est ici que les neutres peuvent assurer l'avenir, en prononçant, pour le présent, leur dernier mot, qu'ils n'ont point dit encore.

La tâche des États neutres est facilitée depuis trois mois par la réprobation générale dont a été frappée l'action des sous-marins contre des paquebots inoffensifs. Les voix les plus éloquentes se sont élevées, voix d'orateurs ou d'hommes politiques, voix d'hommes d'État célèbres dont le nom est sur toutes les lèvres, protestant avec une véhémence croissante, à la fois contre la violation des conventions signées par leur propre pays, et contre celle de tout ce que la conscience des peuples appelle les lois divines et humaines. L'heure n'est plus aux débats puérils sur le blocus effectif, le voyage continu ou les catégories de contrebande de guerre.

Parmi les chefs d'État, celui que son importance politique désigne pour le premier rôle, en dehors même de son autorité personnelle de jurisconsulte, a été porté dans l'arène par la force des choses. Il a des vies de compatriotes à protéger; il a des morts de compatriotes à venger. Quiconque a foi dans le droit international suit avec un intérêt passionné le duel diplomatique engagé entre Washington et Berlin.

Dans les notes qu'il a tenu, dit-on, à rédiger de sa plume, le président Woodrow Wilson s'élève au-dessus des textes plus ou moins imparfaits et des conventions plus ou moins incomplètes. Il remonte aux sources du Droit, *ars boni et æqui*. Aussitôt dégagé des circonlocutions de courtoisie, son langage rappelle celui des fondateurs de la raison écrite. Gaius, qui a gravé pour les siècles la définition du *jus gentium*, « *quasi quo jure omnes gentes utuntur*, » ne désavouerait pas l'invocation aux « règles de la loyauté, de la raison, de la justice et de l'humanité considérées par l'opinion moderne comme impératives. » Ulpien, qui attribuait aux animaux eux-mêmes le respect du *jus naturale*, n'aurait pas flétri plus vigoureusement que la note du 13 mai l'attentat dont les Américains du *Lusitania* furent victimes. Non plus que les conventions de La Haye, ni Gaius, ni Ulpien,

n'ont donné la sanction de leurs préceptes. Ils disaient le Droit. Le préteur se chargeait de l'application. Les juges de paix de France s'attribuent volontiers, à ce qu'on assure, les prérogatives du préteur, devant l'insuffisance d'un texte. Le président de la grande république sera le préteur lui-même. Il trouvera pour le présent, et il fixera ainsi pour l'avenir les sanctions propres à assurer le respect du droit international, dont le nom traduit le vieux mot de *jus gentium*.

La guerre est la ressource suprême, devant laquelle doit hésiter la sagesse d'un chef d'État. Elle est aujourd'hui la tâche redoutable des puissances qui y ont été acculées. Sans oser préjuger des résolutions que dictera au président Wilson la haute conscience de ses devoirs envers son pays et envers le monde civilisé, il est permis de rechercher comment les congrès internationaux auraient pu parfaire leur œuvre et la pourront parfaire un jour.

L'engagement, tout en gardant la neutralité militaire, de rompre les relations commerciales avec tout belligérant coupable de fouler aux pieds les règles consacrées par un accord commun, est suffisant pour en assurer le respect.

A défaut d'effet préventif, une telle sanction débarrasserait actuellement la diplomatie du réseau de difficultés où elle s'agite.

Un moyen plus radical, mais terriblement proche de la guerre, serait l'expulsion hors des frontières de tout ressortissant de l'État violateur du droit, marchandises et citoyens.

De plus habiles peuvent trouver mieux. Les congrès futurs, éclairés par l'expérience de 1914-1915, décideront en dernier ressort.

Les accords les plus formels trouveront toujours leur meilleure garantie dans l'honneur des contractans

E. Bertin.

L'ÉTERNEL CHAMP DE BATAILLE

I

I. — LA QUESTION VITALE

Chassée de Briey par l'invasion, une vieille amie octogénaire écrit à ma mère, sa contemporaine : « Voilà trois fois en un siècle que notre maison est occupée par les Allemands ! »

Ce cri douloureux émeut tous mes souvenirs lorrains, depuis ma plus petite enfance jusqu'aux récens spectacles d'horreurs, dont je viens d'être témoin. Il ramène à ma mémoire d'autres mots qui, autrefois, m'ont frappé, parce qu'ils me traduisaient, dans l'éclair d'une image rapide, l'impression de l'étranger devant ma terre natale, ou encore, — il faut bien le dire aussi, — la coupable inconscience de certains devant la leçon vivante que notre terre aurait dû être pour eux. Un jour que je l'interrogeais sur la Lorraine, un de nos jeunes écrivains, un Champenois, qui venait de faire son service militaire dans un fort de Toul, me disait :

— Quel pays exaltant, mais quelle tristesse ! Un cimetière et un champ de bataille !

Une autre fois, à Bar-le-Duc, où j'étais tombé en plein concours de gymnastes, j'entendis des ouvriers rémois déblatérer contre l'armée et l'un d'eux proférer cette parole impie :

— Les Allemands sont des hommes comme nous !

Un médaillé de 70, qui était là, à une table voisine de la leur, les toisa avec dégoût, en jetant à mi-voix :

— Ils sont mûrs pour la botte du Prussien!

On voit assez quel lamentable enseignement faisait délirer ces malheureux. Ils paient cher aujourd'hui leur docilité à de pareilles doctrines et l'aveuglement de leurs maîtres. Ceux-là, on peut les excuser à la rigueur parce que leurs cerveaux incultes étaient sans défense contre des théories spécieuses, qui flattaient à la fois leurs meilleurs et leurs pires instincts. Mais que dire des intellectuels, qui les rejoignaient dans une égale insouciance des plus pressantes réalités? Je n'ai jamais oublié cette boutade d'un confrère, écrivain brillant et trop spirituel, qui me disait, il y a quelque dix ans :

— Oh! vous, vous êtes patriote, parce que vous êtes Lorrain! Nous autres, gens du Centre...

Et il pirouettait sur ses talons.

Je suis loin de vouloir insinuer qu'il ne fût point patriote à sa manière, ni que, depuis, il ne le soit pas devenu à la nôtre. Néanmoins, ce sentiment sous sa forme normale était, à ses yeux, quelque chose comme un cas pathologique propre à la Lorraine : sentiment respectable sans doute auquel il seyait de se montrer indulgent, eu égard à nos malheurs! Mais, que diable! tout le monde n'est pas Lorrain...

Il eût été inutile d'essayer de discuter avec cet homme d'esprit. Il avait lu des livres qui disaient beaucoup mieux que moi ce que j'aurais voulu lui répondre, et, non seulement cela ne l'avait point convaincu, mais cela le froissait vivement. Il en était ainsi, hélas! d'un grand nombre de nos compatriotes. Toute une éducation leur manquait pour penser comme nous, ceux des frontières.

Qu'il s'agisse des œuvres d'art ou des idées, il y a un point de maturation, en deçà duquel elles sont inintelligibles à quiconque n'a pas, avec le goût ou l'esprit généralisateur, le sens imaginatif de la vie. Une mode littéraire, une théorie régnante faussent la vision ou la sensibilité du public. Il voit bien les personnages ou les faits qu'on lui présente, mais incomplètement, superficiellement et sans amour, parce que son cœur est ailleurs, — en tout cas, sous un autre angle que celui de l'écrivain. Et puis, brusquement, des circonstances tragiques illuminent d'une telle clarté les idées ou les œuvres méconnues, que les yeux les plus aveugles, vainement avertis par l'art finissent par s'ouvrir à la réalité. Cette réalité direc-

tement ressentie provoque dans les âmes des résonances, que les idées et les images des livres étaient impuissantes à éveiller. L'émoi des âmes restitue aux livres inertes une vie nouvelle et, par contre-coup, ces livres, hier dédaignés, deviennent les excitateurs des plus violentes et des plus contagieuses émotions.

Un pareil moment de maturation est certainement arrivé pour la question déjà vieille de l'Alsace-Lorraine. Espérons-le à l'heure qu'il est, il n'y a personne, en France, qui n'en sente l'importance capitale pour le pays tout entier. A Toulouse comme à Nancy, à Reims comme à Bar-le-Duc, tous éprouvent cruellement que l'intégrité de notre frontière de l'Est est, pour nous, une question de vie ou de mort. Et, qu'on soit de Carcassonne ou d'Épinal, après les massacres de Belgique, les incendies de Louvain et de Malines, de Nomeny et de Gerbéviller, le bombardement et la destruction de la cathédrale de Reims, il n'y a plus un Français assez privé de cœur et d'esprit pour oser soutenir que les Allemands sont des « hommes comme nous, » car ce serait donner à croire que nous sommes des hommes comme eux.

*
* *

A vrai dire, ces idées ne se sont jamais complètement éclipsées dans notre conscience, même en nos pires momens de trouble politique, d'anarchie morale et intellectuelle.

Des conditions défavorables, des objections spécieuses en ont seulement gêné le développement. Et d'abord, — osons le dire, — l'équivoque désastreuse de la Revanche. Jamais mot ne fut plus mal choisi et ne desservit plus maladroitement la plus juste des causes. On aurait dit qu'il n'y avait, au fond de notre désir de relèvement, qu'une misérable question d'amour-propre. Le battu voulait battre à son tour. A ceux qui parlaient d'honneur à venger, les sophistes et les théoriciens du suicide national avaient beau jeu pour répondre qu'on n'est pas déshonorés parce que, une fois, la fortune vous a trahis.

Ensuite, le parti pris d'inaction adopté par nos gouvernans, la résignation à la défaite, étayée sur de beaux raisonnemens pacifistes, démoralisaient l'opinion. On se disait : « A quoi bon remuer cette irritante question, puisque nous ne voulons pas lui donner la seule solution qu'elle comporte ? Nous ne voulons

pas la guerre : alors, qu'on nous laisse tranquilles avec l'Alsace-Lorraine ! »

Néanmoins, l'idée vivait toujours, soutenue avec éclat par des apôtres et par des théoriciens de haute abnégation ou du plus grand talent. Mais, à côté de l'enseignement des livres et du prosélytisme patriotique, il en est un autre que la Lorraine n'a pas cessé de donner à ses enfans et à ceux de ses hôtes qui ont bien voulu vivre un peu de sa vie. Elle a entretenu en nous le sens de l'ennemi, que la France, avec son étourderie généreuse, a toujours trop de propension à laisser s'oblitérer chez elle. Paris lui-même, pourtant si patriote, mais si cosmopolite, l'avait presque entièrement perdu, jusqu'au terrible réveil du mois d'août dernier.

Qu'en pays annexé, ce sens de l'ennemi s'exaspère par la présence continuelle de l'envahisseur, cela est trop évident. Tout nous blesse de lui, même ses politesses souvent maladroites, ou ses avances quelquefois cordiales. Mais, de ce côté-ci de la frontière, surtout en Vosges et en Meurthe-et-Moselle, cette présence, pour être moins apparente, n'en est pas moins intolérable. On n'y peut faire un pas sans se heurter aux souvenirs douloureux de son passage, sans en retrouver les vestiges cruels ou humilians. Dans ce pays, qui n'est qu'un cimetière et un champ de bataille, les tombes de nos soldats, les monumens de nos batailles nous barrent le chemin partout. Je ne connais guère de cimetières lorrains où l'on ne rencontre un coin réservé aux morts de 70, avec une colonne commémorative, toujours enveloppée de crêpes et écrasée de couronnes, comme un autel expiatoire dressé en permanence.

Quand nous allions en partie de campagne, vers quelque rond-point forestier ou quelque site fameux du voisinage, tout de suite, après deux tours de roue, le poteau-frontière, avec son aigle sinistre et son *Deutsches Reich*, nous souffletait au passage. Au retour, comme à l'arrivée, nous avions à subir les mines arrogantes, les regards de mépris des policiers et des douaniers teutons. Nos uniformes de collégiens nous valaient les honneurs de l'expulsion et de la reconduite entre deux gendarmes. Et, le dimanche suivant, sur les terrasses des cafés de Nancy, nous reconnaissions, attablés, le rire aux lèvres, avec des airs de maîtres, les argousins qui nous avaient expulsés. Les officiers de Metz et de Strasbourg assistaient à nos revues

du Quatorze-Juillet, ne se gênant pas pour ricaner, ni pour échanger tout haut des réflexions désobligeantes devant le défilé de nos troupes. Ils étaient chez nous comme chez eux : ils nous crachaient moralement à la figure.

Ce crachat de l'Allemand, nous le sentions, nous autres Lorrains, pour toute la France trop oublieuse, qui ne comprenait rien à notre hérissement en face de l'Ennemi féroce et sournois. Pour moi, que ce soit au Caire, à Jérusalem, à Constantinople, ou dans une de nos villes de l'Est, je n'ai jamais pu croiser un Allemand sans me mettre instinctivement sur la défensive. Tous les Alsaciens-Lorrains, tous ceux qui ont été foulés par le Teuton sentiront immédiatement ce que je veux dire et ce que mes paroles n'expriment qu'imparfaitement.

Pour éprouver ce sentiment dans toute sa force, il fallait n'avoir jamais quitté la terre natale. Je me souviens que, revenant en Lorraine, après huit ou dix ans d'absence, brusquement je fus tout surpris de ne plus me trouver à l'unisson de mes proches et de mes amis d'enfance. Un de mes cousins, qui, en qualité de maire de sa localité, présidait une société de de tir, se mit à m'en parler avec une abondance de détails et un intérêt passionné, qui, tout d'abord, fatiguèrent mon attention. J'arrivais d'Alger. Je ne pouvais plus comprendre qu'à deux pas de la frontière, une société de tir est une chose sérieuse. Mes étonnemens redoublèrent, lorsque le même parent, après m'avoir fait visiter sa maison neuve de la cave au grenier, m'ouvrit, sous les combles, la porte habilement dissimulée d'une vaste cachette où s'empilaient des réserves alimentaires de toute sorte. Il me confia mystérieusement :

— Ce sont nos provisions de guerre : nous en avons pour trois mois!

Cela se passait en 1893. Personne, en France, que je sache, ne pensait alors à la guerre. Mais eux, là-bas, ils y pensaient toujours. Ils étaient, comme on dit, payés pour cela. J'écoutais avec stupeur, lorsque mes yeux tombèrent sur des sacs de farine. Aussitôt, j'eus dans la bouche le goût sûret du pain noir et coriace de l'Invasion, celui que nous avions mangé dans l'hiver de 70-71. J'avais recouvré le sens de l'ennemi.

Cette menace perpétuelle du dehors a produit, chez nous, des qualités d'âme et de tempérament, qui peuvent bien s'être développées ailleurs, mais non avec la même vigueur, ou les

mêmes nuances caractéristiques. Nous avons la rude écorce de la plante obligée de réagir contre des conditions extérieures défavorables, — une rudesse dont nous ne prenons pleinement conscience que lorsque nous sommes sortis de notre milieu. Dans les pays de mollesse méditerranéenne, il est inutile de frapper aussi fort que chez nous, pour nous affirmer. A l'étonnement de nos hôtes, nous sentons soudain la disproportion du coup avec le résultat cherché, l'inutilité d'une trop grande dépense soit dans l'action, soit dans nos discours. En ce moment, hélas! les réfugiés de notre pays foisonnent dans les stations hivernales de la Riviéra provençale : à l'âpreté de l'accent, à la brusquerie des gestes et des intonations, je reconnais immédiatement nos Lorrains.

Comment s'étonner que nous péchions peut-être par excès de combativité, alors que, depuis des siècles, la vie de notre province n'est qu'un long combat? Sans cette nécessité de la lutte et du sacrifice, nous risquerions de tomber dans la matérialité de la Germanie. Le sentiment du devoir, ou, plus exactement, de la discipline nous sauve de la sensualité. A quoi bon vouloir faire de nous des spiritualistes malgré eux? Notre façon de sortir du monde positif, c'est d'accomplir ce que nous croyons être le devoir. Jeanne d'Arc ne discute pas les ordres du Ciel. Elle n'essaie point d'entrer dans le commerce des Esprits, elle n'est nullement une mystique : en bonne Lorraine, elle exécute ponctuellement la consigne de ses Voix.

Le devoir, c'est de nous défendre, de lutter pour nos âmes et pour notre terre. Nous sommes des conservateurs au sens le plus large et le plus profond de ce mot. Dans les autres provinces de France, où rien ne trouble une sécurité séculaire, on sent moins que chez nous le prix des traditions locales ou nationales. Nous nous conservons, nous nous *maintenons* le plus possible en face de l'envahisseur qui complote sans cesse de nous défaire. Il ne faut pas interroger beaucoup nos vieilles gens pour découvrir en elles des manières de sentir ou de penser, périmées ailleurs, mais qui vivent toujours sourdement au fond des âmes lorraines et qui remontent peut-être au temps de Louis XIV.

Tous ces traits composent un caractère qui n'est point sans austérité, qui peut même passer pour dur, mais qui manifeste une belle et saine intégrité. C'est l'intégrité défensive des pays

frontières. En temps de guerre, toutes les parties de l'organisme national réagissent avec une égale énergie. Mais, même en temps de paix, les régions voisines de l'ennemi restent tendues, tous les muscles saillans dans le corps au repos. Leur physionomie originale vient de là. Cette physionomie saute aux yeux non seulement en Lorraine ou en Alsace, mais aussi dans celles de nos marches où, la menace étrangère ne se faisant plus sentir, de vieilles populations belliqueuses gardent néanmoins un certain quant-à-soi. Ainsi, notre Catalogne française m'a toujours frappé par la persistance de son type traditionnel, qu'elle s'efforce d'ailleurs très consciemment de maintenir. Quoique bon patriote, le Catalan tient à se distinguer du « Gavatche, » c'est-à-dire, en somme, de quiconque n'est pas Catalan. Par ce caractère un peu fermé, le Roussillon me rappelle ma Lorraine. A l'époque où Perpignan était encore emprisonné dans sa pittoresque ceinture de remparts, je lui trouvais je ne sais quelle ressemblance avec Metz. Peut-être qu'au fond, toutes les vieilles villes fortifiées par Vauban produisent une illusion pareille. Cependant, il est tel carrefour, telle rue étroite et durement pavée de Perpignan où l'on se demande si l'on est en Fournirue ou dans la Fusterie, devant Saint-Maximin ou devant Santa-Maria-la-Real.

A parcourir cette grasse contrée de richesse agricole, toute débordante de vigoureuse sève rustique, pays de vignerons, de tonneliers. de rouliers, de contrebandiers, — gens batailleurs et opiniâtres, gens à tête carrée comme chez nous, — je me disais chaque fois : « Il y a là de la force, d'immenses ressources inemployées! « Certes, je ne veux pas vaticiner sur les destinées catalanes. Mais je constate avec joie, avec espoir, que Rivesaltes de Roussillon vient de nous envoyer Joffre...

*
* *

L'importance nationale d'une province ne doit pas se mesurer seulement aux services qu'elle peut rendre en temps de guerre. Ils seraient par trop intermittens. L'action bienfaisante, tonifiante des frontières est continuelle, et elle s'exerce dans tous les domaines. Si elle empêche l'énergie combative de s'annihiler, elle protège le jugement de la nation contre les mirages idéologiques et elle rectifie sa pensée. Le plus clair avantage peut-être qu'un pays comme la Lorraine confère à ses enfans, c'est de

leur donner *le sens de ce qui n'est pas eux.* La présence ou le voisinage de la race ennemie nous oblige à nous confronter continuellement avec elle, à prendre une conscience plus précise des qualités et des défauts par où nous nous opposons à elle, et aussi et surtout à comparer les idées qui nous mènent de part et d'autre. Rien de plus précieux que ce sens ethnique, mais en revanche rien de plus rare. Quoi qu'ils prétendent, les étrangers en sont aussi complètement dénués que nous. Or, il ne faut pas se lasser de le répéter, parce que nul défaut n'est plus difficile à corriger : la plupart des erreurs politiques ne sont que des erreurs de psychologie. En 1913, au lendemain des fêtes de Leipzig, pour un Lorrain, qui a le sens inné de l'ennemi héréditaire, l'intuition instinctive de l'Allemand, il était évident que nous aurions la guerre à brève échéance. L'événement se produirait plus tôt ou plus tard, mais nous étions tous sûrs qu'il était inévitable. A Paris et dans le reste de la France, on pouvait se leurrer de chimères.

Malgré la terrible leçon des faits, l'âme de l'adversaire et, en général, toutes les âmes étrangères restent, pour la majorité des Français, aussi impénétrables qu'avant. Sans cela, on ne verrait pas s'étaler journellement dans la presse les projets d'alliances les plus ingénus et toutes ces vieilles illusions d'entente et de fraternité universelle, dont nous sommes les éternelles dupes depuis la Révolution. La conduite de nos voisins les plus proches, de ceux qui nous sont les plus sympathiques nous emplit d'étonnement. Leur attitude dans le conflit actuel est, pour nous, une énigme. Mais, si nous les connaissions mieux, nous saurions bien découvrir les mobiles capables d'agir sur eux. Voilà le difficile. Ne craignons pas d'exagérer, d'employer des mots trop forts; disons-nous donc une bonne fois qu'entre notre caractère et celui de l'étranger, non pas même le Germain, le Slave, ou l'Anglo-Saxon, mais le Latin, mais notre frère l'Italien, ou notre frère l'Espagnol, — en dépit de tout ce qui nous rapproche, — il y a une distance qu'on ne comblera pas avec de vagues protestations de tendresse ou de désintéressement.

Pour ma part, ce dont je suis le plus reconnaissant à ma Lorraine natale, c'est de m'avoir donné naturellement le sens de ce qui n'est pas moi. Aussi, lorsque, à vingt-cinq ans, j'arrivai en Algérie, je ne m'y sentis nullement dépaysé. Une foule

d'analogies apparentaient, pour moi, ce milieu africain à mon milieu d'origine. En somme, je n'avais fait que quitter notre frontière de l'Est pour notre frontière du Sud. Je me retrouvais sur un territoire, dont c'est le destin d'être constamment disputé et foulé par l'envahisseur. Avec mon sens lorrain de l'ennemi et de l'étranger, je me défendis de mon mieux contre le prestige déjà bien usé du décor et des mœurs indigènes, et, d'instinct, je m'orientai vers les hommes et vers les traditions de ma race. Je négligeai tout ce qui n'était pas latin et français, pour exalter surtout les nôtres et retrouver, dans ce sol envahi par le Nomade et par le Barbare, nos lettres de noblesse et de premiers occupans. L'arc de triomphe de Timgad, la basilique de Tébessa me parurent plus dignes de notre attention et de notre respect que toutes les mosquées et tous les marabouts de l'Afrique du Nord. Certes, nous ne repoussons personne, nous ne voulons rien détruire. Mais, de même qu'en Lorraine et en Alsace, c'est un devoir, pour nous Français, d'y entretenir la tradition française; de même, en Afrique, j'ai cru que c'était un devoir, pour nous Latins, d'y renouer et d'y défendre la tradition latine.

Ces considérations étaient peut-être nécessaires pour mieux marquer dans quel esprit j'ai l'intention de noter les souvenirs qui vont suivre. Des souvenirs d'enfance sont toujours forcément un peu personnels. Cependant je tâcherai d'en rejeter ce qui m'est trop particulier. En réalité, ce n'est pas l'histoire d'un enfant que je voudrais conter, mais l'histoire d'une éducation lorraine, — celle de la génération qui, chez nous, apprenait à lire, au lendemain de 70.

II. — NOS PAYS LORRAINS

Pour éviter les généralisations trop embrassantes et les constructions fantaisistes, je tâcherai, autant que possible, de me renfermer dans le cercle un peu restreint de ce que j'ai vu ou senti directement, dans le coin de terre où j'ai vécu, sans presque en sortir, les dix-sept premières années de ma vie. Mon champ d'expérience se réduit à mon village natal de Spincourt, dans le Nord de la Meuse, et à la région voisine, der-

nier vestige de l'ancien département de la Moselle, que les vieux Messins appelaient le Haut-Pays.

C'était un petit monde très fermé, perdu au bout de la France, à la limite des pays germaniques et wallons. Le reste de la Lorraine ignorait ou dédaignait ce cul-de-sac, dont personne ne soupçonnait encore les richesses minières; et, si nous étions Lorrains, nous ne le savions pas, ou nous n'y pensions guère. Pour nous, la Lorraine, c'était une expression patriotique, qui désignait le territoire annexé par les Allemands. En dehors des romances que l'on chantait après la guerre, je ne l'avais jamais entendue. Le jour où un de mes oncles, qui habitait alors Valenciennes, annonça, dans une de ses lettres, qu'il viendrait passer les vacances « en Lorraine, » à savoir chez nous, dans la Meuse, je fus très frappé par cette façon de dire toute nouvelle pour moi, et je remarquai la même surprise chez mes parens. C'était là, pensions-nous, une élégance de plume, permise peut-être à un étranger, à un déraciné comme mon oncle, mais que nous n'eussions jamais osé imiter : voilà l'impression confuse que j'en eus et qui dut bien troubler mes idées enfantines, puisque je m'en souviens encore après un si long temps.

Malgré cette inconscience de nos origines, ou peut-être à cause d'elle, l'esprit local était très fort. Passé deux lieues à la ronde, l'étranger et l'inconnu commençaient pour nous. On ne parlait presque jamais de Strasbourg ou de Reims. Ces deux villes nous paraissaient aussi lointaines et aussi fabuleuses que Paris. Lorsque des cousins nous arrivaient de Bar-le-Duc ou d'Épinal, on les regardait un peu comme des curiosités tombées de la lune. On connaissait, à vrai dire, l'existence de Verdun. C'était notre ville épiscopale. Mais on n'y allait guère. Quoique plus proche de nous, cette ville de l'Évêque nous paraissait plus éloignée et plus inaccessible que Metz. En réalité, Metz était la capitale du pays, son centre d'attraction. Après l'annexion, nous eûmes beaucoup de peine à en désapprendre le chemin et à nous tourner vers Nancy, dont nous ne savions rien, sinon que c'était « un petit Paris, » selon les dires des rares personnes qui s'étaient aventurées si loin. Et cela suffisait pour que la métropole lorraine prît, à nos yeux, comme un faux air de frivolité. D'ailleurs, pendant les premières années qui suivirent la guerre, il n'était pas commode, pour nos gens de Spincourt et du Haut-

Pays, de rejoindre Nancy par le chemin de fer. Il fallait passer par Metz et subir deux fois, en cours de route, les ennuis de la douane. Je crois que le voyage durait bien une journée, sinon davantage.

Plus tard, après l'ouverture de la ligne-frontière de Longuyon à Pont-à-Mousson, le trajet fut simplifié, et l'on alla plus fréquemment à Nancy. Mais, même alors, on récriminait contre la distance. Les vieilles dames qui avaient à Metz des parentés ou des amitiés, qui, de temps immémorial, se fournissaient rue Tête-d'Or, ou rue du Petit-Paris, étaient inconsolables d'avoir à changer leurs magasins, d'espacer leurs relations ou leurs séjours, ou même d'être obligées d'y renoncer tout à fait. C'étaient des comparaisons perpétuelles entre l'Esplanade de Metz et la Pépinière de Nancy, et des discussions sans fin sur les avantages et les inconvéniens de ces deux promenades. On immolait généralement celle-ci à celle-là, dont on vantait la haute terrasse et la belle vue sur la vallée de la Moselle, tandis qu'on dénigrait la Pépinière comme un endroit triste, humide et sans horizon. On assurait que la rue Saint-Dizier le cédait à la rue Serpenoise, où d'ailleurs la camelote allemande n'avait pas encore eu le temps de s'installer. Les magasins de Nancy fonctionnaient à l'instar de Paris, et cela choquait beaucoup nos bonnes gens habitués aux traditions patriarcales du commerce messin. A Metz, le client était une ancienne connaissance, presque un ami, choyé et cultivé par le boutiquier, personnage plein de dignité et de décorum. A Nancy, ce n'était que l'acheteur anonyme qui entre et qui sort incognito. Et puis, qui pouvait répondre de ces commerçans nancéens? Savait-on d'où ils venaient? Et il y avait enfin contre Nancy ce préjugé tenace et inexplicable de frivolité. Aujourd'hui, quand j'évoque mes souvenirs de ce temps-là, je trouve Nancy bien austère. Mais à Metz, après cette année de la guerre, où l'on avait tant pleuré, tant vu de deuils et de désastres, on jugeait avec sévérité les moindres divertissemens. J'entends encore une vieille tante s'écrier, à l'annonce d'une réjouissance nancéenne : « Ah! toujours en fête, vos gens de là-bas! »

Ces propos un peu vifs ne faisaient que traduire l'opposition qu'il y a entre la Haute et la Basse-Lorraine, comme sans doute aussi entre la Haute et la Basse-Alsace. Nuls pays plus diversement colorés et nuancés que ceux-là. La Basse-Lorraine elle-

même se divisait et se subdivisait en une foule de régions. Briey, qui était alors la plus endormie des sous-préfectures, ne ressemblait guère à Longwy, petite ville militaire et déjà industrielle. Thionville et Sierck avaient aussi une physionomie à part, et, dès qu'on avait traversé la Moselle, pour pénétrer dans les cantons de langue germanique, les différences de caractères, et même de mœurs, ne faisaient que s'accentuer. Quand on arrivait à Sarreguemines, à Bitche ou à Valmunster, le dépaysement était complet. Sans éprouver la moindre hostilité les uns contre les autres, on se tournait assez volontiers en ridicule. Ceux du Haut-Pays se moquaient du parler lourd et lent des riverains de la Sarre et de la basse Moselle. Chez nous, on disait d'eux : « Ce sont des *Allemoches*, ou des *Allemeuches!* — encore une fois sans nulle animosité et uniquement pour expliquer les différences de langages et de coutumes. Nos servantes, qui venaient de ces régions extrêmes de la Lorraine, quelquefois du Luxembourg, nous mettaient en joie par leur patois tudesque, dont elles ne parvenaient jamais à se débarbouiller complètement. Quand elles nous apprenaient qu'elles étaient originaires de Kattenom ou de Gross-Bliederstroff, nous éclations de rire, trouvant ces noms prodigieusement drôles. La malignité de nos ménagères ne les épargnait pas. Elle s'exerçait en général contre toutes les femmes de ces pays, qui, chez nous, passaient pour désordonnées, paresseuses, amies du plaisir, déjà très contaminées de sensualité allemande. Combien de fois n'ai-je pas entendu nos commères plaisanter quelque voisine à l'accent germanique : « Oh! vous autres, toujours *spazier!* toujours *mousique*, toujours se rafraîchir le cœur!... » En revanche, je ne sais pas ce qu'on pensait et ce qu'on disait des nôtres à Metzerwisse ou à Gros-Tenquin.

Mais ces petites bisbilles, ces rivalités locales se fondaient dans nn grand sentiment qui nous unissait tous : l'amour de la France. Il ne faut pas craindre de le répéter : nous ignorions si nous étions Lorrains. (D'ailleurs, il n'y avait plus de Lorraine depuis longtemps.) Mais nous savions tous le prix d'être Français. Je ne connais aucune de nos provinces où on l'ait été plus simplement, plus absolument, selon l'idéal abstrait, — aussi monarchique que républicain, — de la France une et indivisible. A Phalsbourg, comme à Longuyon ou à Damvillers, les fils de famille n'avaient pas d'ambition plus haute que d'entrer

a Saint-Cyr ou à Polytechnique. Ces femmes à l'accent tudesque dont nous nous moquions, et qui, jusqu'à leur mort, nous apparurent enveloppées de crêpes funèbres, étaient les veuves d'officiers ou de généraux tombés à Gravelotte ou à Saint-Privat. Et si quelque chose pouvait arracher nos paysans à la fascination de la terre, au culte égoïste de leur bien, c'était la haine de l'Allemand, — de leur voisin des Deux-Ponts ou du Palatinat, qui n'avait pour eux que du mépris et qui écrasait de ses sarcasmes leur patois lorrain comme un outrage à la belle langue allemande. Ainsi, dans cette Lorraine faite de pièces et de morceaux, une discipline, venue du dehors et librement consentie, produisait l'unité. Autrement, l'esprit local eût profondément divisé ces populations bilingues, que la géographie politique groupait un peu arbitrairement sous une même étiquette.

Presque en marge de cette bigarrure et de cette confusion lorraines, notre canton de la Meuse avait ses attaches naturelles, assez nettement distinctes de celles du Haut-Pays. Nous y subissions moins l'attraction de Metz, et le voisinage germanique ne s'y faisait pas du tout sentir. On y avait le parler sec et dur des Ardennes. Bien que l'accent local fût très marqué, le français y était beaucoup plus pur que dans certaines régions de l'Ouest ou du Midi de la France. En somme, c'est un vieux pays celtique et latin. Situé à l'extrémité de la Woëvre, le long des côtes de Romagne, il s'ouvre sur la Belgique, et sa pente est plutôt vers les vallées de la Chiers et de la Meuse que vers la vallée de la Moselle. Nous allions plus souvent à Virton ou à Arlon qu'à Metz ou à Verdun. C'étaient les vraies capitales de la région, bien plus que Montmédy, le chef-lieu de notre arrondissement, Damvillers ou Stenay, vieilles petites villes, qui avaient eu leur temps de splendeur sous la domination espagnole. Les produits belges, les tabacs, les chocolats de contrebande nous inondaient, et, chez nos paysans comme chez ceux de Wallonie, le coquemar était toujours sur le feu. En somme, il n'y a presque rien de commun entre cette région et celle du Barrois, à laquelle l'administration française l'a rattachée. Aussi, quelques mois avant la guerre actuelle, un notable du pays, frappé du peu d'affinité qu'il y a entre des territoires si bizarrement accouplés, proposait-il, dans une feuille locale, de détacher l'arrondissement de Briey et celui de Montmédy des départemens de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle, pour en

former un département de la Chiers, avec Longwy pour capitale.

C'est dans ce petit coin de terre, entre Spincourt et Briey, que se placent mes souvenirs d'enfance. Au moment où j'écris, cette région est encore occupée par les Allemands. Des compatriotes réfugiés me disent que, de mon pauvre village natal, il ne reste qu'un monceau de cendres. Malgré tout, je ne puis croire à une destruction si complète. Des indices, recueillis ça et là dans les journaux, m'inclinent à penser qu'ils se trompent ou qu'ils exagèrent. Pourtant, il est certain qu'une bataille importante a été livrée dans ces parages, au mois d'août dernier. Depuis longtemps, les états-majors avaient désigné Spincourt comme le lieu probable d'une des toutes premières rencontres. Cette rencontre a-t-elle été si furieuse que le village ne soit plus qu'une ruine, et le pays environnant qu'un champ de décombres et de désolation?... Si c'est vrai, c'est une nouvelle raison pour que je recueille pieusement les images déjà bien décolorées de ce qui n'existe plus que dans ma mémoire. Mais nos logis lorrains ont la vie dure : lors de ma dernière visite, j'ai retrouvé intacte la tapisserie de la chambre où je suis né. Rien n'avait bougé dans la maison, depuis bientôt cinquante ans. Les pierres de nos murs sont à l'épreuve des bombes comme du temps. Si pourtant tout cela est par terre, je suis sûr aussi que tout cela ressuscitera. Encore une fois, les aïeules balayeront, devant leurs seuils dévastés, les ordures des Barbares, et leurs fils rebâtiront le vieux nid séculaire.

III. — PREMIÈRES IMPRESSIONS

A perte de vue, une grande plaine agricole aux ondulations insensibles, une platitude morne qui commence on ne sait où et qui a l'air de ne pas finir, — c'est la Woëvre finissante, aux environs de Spincourt. Au printemps, cette platitude a quelque chose de décourageant pour le regard. L'attention ne sait où se prendre, tant c'est misérable. La bigarrure des champs cultivés morcelle l'étendue en une foule de petites pièces rectilignes et médiocres. Les bois, qui ont repris leurs feuilles, forment d'autres taches vertes, également rectilignes et médiocres, qui découpent avec un faible relief le vert plus laiteux des cultures. Dans le lointain, il y a bien quelque chose qui s'élève au-dessus

du sol : la chaîne boisée des côtes de Romagne, assez nettement visibles par les temps clairs. Mais les contours mous se dessinent sans grâce sur un ciel sans profondeur, pourtant infini comme la plaine. Cette immensité n'a pas d'horizon. En hiver, quand elle est ensevelie sous la neige, ou quand la houle lugubre et brunâtre des glèbes fraîchement retournées déferle comme une mer boueuse; en été, après la moisson, quand la blondeur uniforme des chaumes imite de vastes espaces sablonneux, cette plaine dépourvue de style produit néanmoins une impression singulière. A force de vide et de nudité, le triste paysage finit par prendre un aspect de solitude austère et âpre, qui n'est pas sans grandeur. Un souffle de vent glacial, même au cœur de l'été, fait frissonner les feuilles des grands peupliers sur le bord de la route, et c'est une plainte prolongée, inarticulée, qui vous met l'âme en détresse.

Pour ma bienvenue en ce monde, c'est cela que j'ai eu sous les yeux, dès que je pus les ouvrir. Je ne me rappelle pas que rien m'ait jamais frappé dans cette monotone désolation, hormis les grands corbeaux noirs qui se posaient sur les dernières branches de ces peupliers gémissans et qui, tout à coup, claquant des ailes, s'envolaient farouchement et se perdaient dans le ciel, en décrivant de longues courbes sinistres. Pendant les années qui suivirent la guerre de 70, ces funèbres oiseaux pullulaient : les champs de bataille tout proches leur avaient fourni une copieuse provende. Nous ne pouvions nous promener dans la campagne sans en faire lever, — quelquefois des bandes entières : c'était un brusque et multiple battement d'ailes, des croassemens sauvages qui remplissaient tout le ciel vide, et puis plus rien : le silence oppressant, ou le vent froid qui roule immensément à travers les terres dénudées.

Il y avait aussi des troupes d'étourneaux, qui, à l'automne, passaient très haut dans le ciel, en un triangle souple et frémissant, qu'on suivait longtemps du regard. Mon père me disait : « Ils vont dans les pays chauds! » Et cela me remplissait de tristesse et de je ne sais quelle confuse nostalgie. Depuis, je les ai vus, ces « pays chauds, » dont j'ai commencé à rêver tout enfant. J'y songe à ce moment, parce que c'est ici même, à Spincourt, dans cette plaine frigide de la Woëvre, que je me suis préparé à aimer et à sentir l'aridité brûlante du Sud. Une année, en arrivant d'Égypte et de Syrie, j'eus la curiosité de

me replacer, ne fût-ce que pour l'amertume du contraste, devant mon paysage natal. A ma grande surprise, je n'éprouvai pas le heurt désagréable que je craignais. Au contraire, je crus me retrouver devant un de mes horizons familiers. C'était au commencement de septembre, au crépuscule. Les champs moissonnés semblaient un morceau de désert fauve, où glissaient, çà et là, quelques reflets d'un rose pâle. Les boqueteaux clair-semés formaient de petites taches vertes, comme des oasis perdues dans les sables. Et devant cette nudité de l'espace, cette simplicité de lignes poussée à l'extrême, je pensais : La plaine que voici fut mon initiatrice. Si étrange que cela paraisse, mon goût pour les grands horizons désertiques, pour les paysages démeublés et simplifiés des régions sahariennes me vient d'ici. La Woëvre, c'est le désert vu à travers les limbes.

Oui, un désert sans splendeur, sans forme et sans couleur. Là-bas, la moindre érosion rocheuse est construite comme une architecture aux arêtes vives et brillantes, la seule vibration de la lumière met dans tout l'espace un frémissement de vie, un oripeau sur le dos d'une mendiante éclate comme une largesse magnifique accordée à vos yeux. Et pourtant cette plaine désolée de Spincourt me reste chère : elle m'a donné le sens de l'oppression et de la douleur, avec le désir éperdu de l'affranchissement et de la joie.

*
* *

Est-ce ma faute, si presque tous mes souvenirs lorrains sont teintés de tristesse? Notre terre natale ne nous a pas gâtés. Naturellement, son visage sévère et quelque peu rude ignore le sourire. Dans les années où nous vînmes au monde, elle le connut moins que jamais. Cette facilité à vivre que donnent la prospérité, la richesse, le sentiment profond de la sécurité et de la force, comme tout cela nous fut étranger! Mais, justement à cause de cette enfance si dure, nous fûmes peut-être mieux armés pour la lutte, qu'on ne l'est d'habitude dans ces molles provinces, où le bien-être se capitalise depuis des siècles, et où l'on n'a qu'à s'abandonner à la douceur de la vie. Et puis enfin, c'est cela qui prête à notre pays une physionomie originale. Cette tristesse, c'est sa poésie. Il y a ainsi des figures ingrates qui, à force d'avoir pleuré, en deviennent presque belles.

Sans doute, nous n'avons pas vu que des enterremens, des scènes d'ambulances et d'hôpital, des retours de défaites. Et le long de nos routes, comme dans nos champs, il n'y avait pas que les affreux corbeaux engraissés par les cadavres des batailles; il y avait aussi, comme ailleurs, des fauvettes, et même des rossignols. Seulement, je ne sais par quel maléfice, ni les êtres ni les choses, rien ne chantait, rien ne luisait pour moi. Dans cette nature le rayon était absent. Un deuil toujours latent rendait nos joies sérieuses et presque moroses. Nos plaisirs n'avaient pas ce je ne sais quoi, qui illumine tout l'être comme à une découverte brusque et splendide, qui le projette violemment hors de lui-même, et qui fait qu'on se dit : « Cela est unique! Jamais plus je n'éprouverai cela! » Une contrainte pesait sur nous, l'appréhension confuse d'on ne savait quel péril, et cela nous glaçait malgré nous. C'est le bourgeon gelé sur l'arbre. Je sens bien que, si je n'étais pas sorti de cette terre dure, toute une partie de moi-même n'eût jamais éclos. J'aurais eu froid toute ma vie, à l'âme, au cœur, à l'imagination.

*
* *

Le froid! C'est la sensation qui me revient avec le plus d'intensité, lorsque j'essaie d'évoquer les saisons lorraines et la toute première impression qu'elles firent sur ma sensibilité d'enfant. Pourtant, je ne puis pas me considérer comme une plante frileuse du Midi transplantée dans les glaces du Septentrion. Du côté paternel, comme du côté maternel, je compte au moins deux cents ans d'ascendance lorraine, et même j'ai pu constater qu'un de nos lointains ancêtres, venu de l'Ile-de-France, s'était établi dans le pays, au temps de la Pucelle. Malgré cette longue adaptation de la race, j'ai toujours cruellement souffert de notre rude climat de l'Est. Les pinçons de l'onglée, les mains bleuies sous les moufles les plus épaisses, le frottement odieux des bas de laine contre les orteils gonflés et brûlans d'engelures, toutes ces petites souffrances puériles me faisaient redouter l'approche de l'hiver, en un recroquevillement de tout mon être.

L'hiver, pour moi, était un personnage vivant, une sorte de tyran cruel, qui, pendant des mois interminables, sévissait sur toute la contrée. Quand je regardais timidement, dans les livres d'images, la figure renfrognée du Bonhomme l'Hiver

sous son capuchon moucheté de frimas, avec sa grande barbe blanche et ses sourcils en broussailles, je m'étonnais de ne l'avoir jamais rencontré dans les rues de notre village. En revanche, je connaissais trop bien son horrifique épouse, la Mère la Gelée, dont la seule vue me jetait dans des terreurs folles. C'était une mendiante, une ivrognesse, à la trogne écarlate, avec un grand nez crochu où branlait une roupie, des yeux ronds de chouette. une grande bouche fortement endentée, dont l'haleine puait l'alcool. Courbée sous sa hotte, la figure flambante sous sa capuche noire, elle allait à travers la campagne, en faisant avec son bâton des gestes effrayans et en marmonnant dans les corridors d'étranges patenôtres. Un jour que je n'avais pas été sage, on fit mine de me livrer à la Mère la Gelée, qui allait, disait-on, me précipiter dans sa hotte. A la vue de l'affreuse vieille, je me mis à grelotter, à claquer des dents, en proie à une épouvante sans nom. Il fallut m'emporter au plus vite : j'aurais été pris de convulsions.

Dans mon imagination, cette Mère la Gelée dégageait un froid mortel, qui glaçait le sang dans les veines de quiconque la regardait, et dont la seule approche raidissait les petits enfans dans leurs berceaux. Elle était la reine sinistre de la contrée, la sauvage divinité de cette Woëvre ensevelie sous la neige, quelquefois pendant des semaines entières.

En une nuit, l'immense blancheur prenait possession du pays. Elle pénétrait sous les portes les mieux closes et s'éparpillait en un semis scintillant sur les dalles des corridors. Le matin, quand on ouvrait l'huis pesamment verrouillé, des amoncellemens de neige aveuglante, qui montaient parfois jusqu'à mi-cuisse, vous barraient le chemin. Pour rétablir les communications entre les maisons du village, il fallait entreprendre de véritables travaux de terrassement. Les paysans sortaient leurs brouettes, leurs pelles, leurs balais. On déblayait les entours des logis, on traçait des sentiers et des routes. Au dehors, la circulation était suspendue. Les chevaux immobilisés soufflaient bruyamment dans les écuries closes. Au-dessus du grand désert blanc, rien ne bougeait que les ailes funèbres des corbeaux affamés, qui s'enhardissaient jusqu'à s'approcher des étables. Des bandes de loups étaient signalées dans les bois des environs. Le garde général organisait des battues, et, de grand matin, on voyait les chasseurs partir, en peaux de biques

et en casquettes de loutre, les moustaches hérissées de petits glaçons luisans.

*
* *

La vie arrêtée du village se ranimait pour l'égorgement traditionnel des porcs, cérémonie qui se répétait, pendant plusieurs jours, aux environs de Noël, selon des rites immuables et sans doute très antiques. Devant la maison du boucher, sur la neige durcie par le gel et aplanie comme une aire de grange, on répandait de la paille et on installait le *berse*, sorte de table à claire-voie reposant sur quatre pieds. Les victimaires emmenaient l'un après l'autre les porcs qui renâclaient, qui poussaient des grognemens déchirans et qu'on étalait sur la paille fraîche, les quatre pattes liées. Farouche, le boucher s'asseyait sur l'échine du porc, pesant de tout son poids, pour empêcher la bête de bouger; et, guetté par les yeux curieux des enfans qui faisaient cercle, il plantait son grand coutelas dans la gorge de l'animal. La fontaine rouge et chaude jaillissait sur la paille, se répandait sur la neige, qu'elle trouait de petites taches fondantes. On approchait des terrines de la plaie béante pour recueillir la précieuse liqueur. Puis, quand les derniers soubresauts de la victime s'étaient apaisés, on mettait le feu à la paille de la litière, pour flamber les soies du cochon. La flamme claire pétillait dans l'air vif du matin, à côté du *berse* dressé comme un autel portatif. Et, dans l'odeur âcre des poils brûlés, dans la fumée qui se dégageait de la paille humide, je songeais aux images de l'Histoire Sainte : Noé ou Abraham offrant à l'Éternel les prémices de la terre.

Sitôt la flamme éteinte, on transportait l'animal sur le *berse*, pour lui racler la peau et le dépecer. Le premier geste de l'officiant était de couper la queue du porc, qu'il jetait du côté des assistans, d'un mouvement large et en quelque sorte liturgique. L'usage voulait que la marmaille se précipitât sur ce débris saignant et noirci de fumée, à moitié cuit par la flambée, et qui passait pour une friandise. On se la disputait à coups de pied et à coups de poing. L'heureux possesseur, se conformant à la tradition, faisait mine d'y mordre, mais il glissait bien vite dans sa poche la queue du cochon et il la serrait avec dévotion, comme un talisman.

J'avoue que cette rudesse me froissait dans toute ma sensi-

bilité d'enfant. J'avais presque horreur du boucher, personnage hirsute, au masque bestial et congestionné, avec ses lourdes galoches, sa culotte huileuse et imbibée de sang, sa trousse de coutelas qui sonnaient sur son ventre. Mais je n'aurais jamais osé avouer mes répugnances : je sentais confusément que tout cela était dans l'ordre.

*
* *

Telles étaient les grandes émotions de nos matins d'hiver : le reste de la journée s'achevait dans une détresse croissante. Le comble de la désolation était atteint vers quatre heures du soir. La nuit tombait sur l'immense plaine blanche, où tous les bruits s'étouffaient, où les formes familières elles-mêmes perdaient leurs contours. De la fenêtre de notre logis, je cherchais à distinguer le clocher de Vaudoncourt, le village voisin. Mais il était tout emmitouflé de neige : on ne le voyait plus. Un oiseau s'envolait d'une branche de sapin, qui laissait choir sa neige dans le vide. L'ombre se rembrunissait, noyait la blancheur triste épandue à perte de vue. C'était la fin de tout, l'effacement du monde. Et puis, on fermait les volets, on allumait la lampe, et c'était comme une renaissance soudaine. Il faisait chaud dans la chambre, le haut poêle de faïence ronflait. La lampe, comme une tête d'or, brillait doucement au milieu de la table... Pauvre et chère lampe ! que de reconnaissance je lui dois, pour les humbles rêves consolans qu'elle m'a donnés en ces temps affreux ! Cependant, quand je me la rappelle et que je songe aux splendeurs électriques d'aujourd'hui, sa lueur me paraît crépusculaire : vieille lampe Carcel, dont le bec pleurait l'huile en longs ruisseaux, quand on en remontait la crémaillère. Les lampes à pétrole étaient alors inconnues chez nous. Je me rappelle l'inauguration de la première. dans notre maison. Anxieux, nous considérions de loin le ferblantier qui l'allumait, comme si le récipient allait exploser et le feu jaillir de partout. Après la Commune et les sinistres exploits des *pétroleuses*, le seul mot de pétrole affolait nos imaginations provinciales. Mais elle, notre vieille lampe à huile, elle était de tout repos, maternelle et douce à l'enfance. Largement étalée dans sa robe de porcelaine, qui rappelait les crinolines encore toutes proches, elle pouvait se laisser manier, sans risque de culbute, par nos petites mains maladroites. Et enfin, elle était

munie d'un abat-jour romantique où, sur un transparent profond et lumineux comme le ciel, se découpaient des figures de pages, de châtelaines galopant sur de blanches haquenées. Je le faisais tourner sans fin, épiant le passage d'un seigneur magnifique, en toque à panache et en pourpoint abricot. Il embouchait un cor, — le cor enchanté, qui résonnait pour moi seul pendant ces tristes soirs de Spincourt...

*
* *

Après l'heure de la lampe et de sa pénombre mystérieuse, un autre moment joyeux, c'était la grande fête lorraine de la Saint-Nicolas. Quelle splendeur environnait pour moi cet illustre saint, aux mains prodigues de jouets, et qui arrivait de si loin, du pays légendaire de la myrrhe et de l'encens, vaguement confondu avec les Rois mages qui s'agenouillèrent devant la crèche de Bethléem!

La Saint-Nicolas était l'unique poésie de nos hivers. Si somnolens qu'ils fussent, si engourdis par le froid, ils me représentent encore la meilleure de nos saisons lorraines.

Aux approches du printemps, des pluies torrentielles commençaient à tomber, et tout le pays n'était plus qu'un lac fangeux, où l'on pataugeait pendant des semaines. Ceux de nos soldats qui sont, aujourd'hui, terrés dans les tranchées de la Woëvre, et qui, pour exprimer l'enlizement continu où ils vivent, parlent de « déluge de boue, » ne disent que l'exacte vérité. Je l'ai connu, ce déluge, ce sol détrempé où l'on enfonce jusqu'à mi-jambe. On ne s'y aventurait que chaussés de sabots ou de fortes galoches, sous le ruissellement perpétuel de la pluie battante. Pas une place nette où poser le pied. Je me souviens encore des mines citadines et dégoûtées de mes tantes, qui nous arrivaient de Briey, pour passer « les jours gras, » comme on disait. Devant ces flaques et ces bourbiers, dont la traversée devenait un problème, c'étaient des retroussemens de jupes, des cris effarouchés, des récriminations sans fin et des sarcasmes contre ce qu'elles appelaient « la bousotte de Spincourt. » Et, à ma grande humiliation, elles ne manquaient pas d'ajouter : « Nous autres à Briey, nous avons le pavé! » sur le ton pincé de Mascarille minaudant devant la précieuse : « Il fait un peu crotté, mais nous avons la chaise! »

Cependant, les travaux de la campagne reprenaient petit à

petit. Un grand vent froid soufflait, le terrible vent qui balaie sans cesse le plateau de Luxembourg. Le sol séchait lentement, et on en profitait pour « faire le mars, » c'est-à-dire pour se mettre aux cultures printanières. Matin et soir, les paysans rentraient des champs, assis en amazones sur leurs chevaux crottés et balançant, au bout de leurs jambes pendantes, leurs gros souliers à clous, tout empâtés de mottes de terre.

L'air était aigrelet, le ciel nuageux. Dans les « mails, » — c'est ainsi que nous nommions nos jardins, — les bourgeons livides des lilas pointaient frileusement. Comme tout cela était pâle et souffreteux! Le soleil, qui perçait de temps en temps sous les nuages noirs, semblait un sourire décoloré sur un visage de convalescent. Pourtant, il y avait une fête, qui, pour moi, symbolisait ce blême printemps de Lorraine et qui en égayait gravement la pauvreté : les Rogations... Le matin, de très bonne heure, la procession rustique se répandait à travers champs, précédée de la croix portative. La haute silhouette du curé, revêtu de l'étole et brandissant l'aspersoir, surgissait entre les haies en fleurs. Quelques femmes en mantes noires suivaient le cortège, composé presque uniquement des galopins du catéchisme. A cette heure matinale, la bise était pénétrante. On avait le bout du nez gelé, et on grelottait dans des vestes de coutil sorties trop tôt. Le prêtre, enrhumé, se mouchait bruyamment dans un carré de toile bleue, entre deux versets des Litanies des Saints, auxquels nous répondions par un : *Te rogamus, audi nos!* qui effarouchait les petits oiseaux dans les aubépines.

Le cortège s'arrêtait toujours au même endroit, à une portée de fusil des premières maisons du village. Il y avait là un « pâquis, » un mince bouquet d'arbres, sous lequel un immigrant des pays annexés, ayant opté pour la France, avait fait ériger une croix de pierre, avec ces mots gravés sur le socle : « *Souvenir d'option, 1872*, et, au-dessous : *O crux, ave, spes unica!* Ainsi, pour nos âmes d'enfans, la religion ne faisait qu'un avec le culte, non pas précisément de la terre natale, mais de la patrie, de la France encore mal connue de nous. Pour ma part, dès que je sus lire, la simple vue de cette croix plantée par un exilé soulevait en moi des vagues de tristesse et comme un obscur bouillonnement de révolte.

*
* *

L'été s'annonçait sous les traits d'un vieux revendeur de fruits, qui faisait son apparition dans les premiers jours de juin, et qui offrait à nos gourmandises de petits bâtonnets, où une dizaine de cerises, — pas plus, — chacune alternant avec une feuille, étaient solidement ligottées par un gros fil blanc. Ces cerises précoces n'avaient qu'un goût fade ou aigrelet, mais leur émail incarnat flattait la vue et promettait d'autres friandises moins parcimonieuses, qui, dans la frugalité lorraine, prenaient comme un éclat d'abondance et, si j'ose dire, de volupté. Ces pauvres cerises sans saveur, si semblables aux cerises de cire peinte qui agrémentaient les chapeaux de nos mères; ces fruits, presque artificiels chez nous, c'était le symbole des joies éphémères de notre été.

Été très court, en effet, aux après-midi souvent étouffans. Sous le soleil de plomb et les lourds nuages blancs où chauffait toujours une averse, la Woëvre retrouvait pour quelques mois son fauve aspect désertique. Comme dans le poème de Leconte de Lisle, les grands blés mûris se déroulaient à l'infini, « tels qu'une mer dorée. » L'air brûlait, le sol friable, desséché par le hâle, semblait se soulever au moindre coup de vent, en un tourbillon de poussière, qui tournoyait un instant sur la route déserte et qui s'évanouissait dans l'immense plaine vide. Alors il faisait bon derrière les volets clos des cuisines ou des chambres fraîches. Un rai de lumière, où dansaient des atomes, filtrait dans la pénombre, se jouait jusqu'à la table chargée de verres et de bouteilles. On goûtait la bière de mars. Les bouchons sautaient, la fumée des pipes s'épaississait. Les chasseurs émoustillés se contaient prolixement leurs exploits. C'était un moment de détente, de grosse gaîté sensuelle, que bridait d'ailleurs un extraordinaire souci du décorum. Est-ce que j'exagère? Il me semble que, chez nous, la joie un peu prolongée sonnait presque comme un scandale.

*
* *

Telles se déroulaient nos saisons, sans que j'en connusse seulement la couleur. Je les vivais sans les voir, réagissant dans une demi-torpeur végétative, et presque toujours douloureusement.

Deux images éclatantes émergent, pour moi, de cette période crépusculaire. Elles datent de la même époque : c'était à Metz, un peu avant la guerre de 1870.

... On me promenait sur l'Esplanade, sans doute à l'heure de la musique. Toutes les familles de la bourgeoisie messine étaient là en parade. Selon la mode de l'époque, je portais une robe écossaise et un chapeau de paille d'Italie à larges rubans de velours noir. Vaguement, je me sentais en gloire. Soudain une autre musique se mit à jouer, au bout de la rue Serpenoise, et une masse rouge, profonde, interminable s'avança sur un rythme allègre, précédée par un homme rouge, qui me parut un géant, et qui faisait le moulinet avec une superbe canne à pomme métallique. Cette grande tache de couleur, qui flambait au soleil et qui marchait dans un vacarme triomphal, me souleva d'enthousiasme. Je n'avais jamais rien vu de pareil. Figé sur place, je contemplais le défilé avec une émotion presque religieuse :

— Petit bête ! me dit la bonne qui m'accompagnait : ce sont les militaires !

Les militaires ! J'y ai songé, depuis, avec orgueil et attendrissement. Ils devenaient de plus en plus rares, en ces derniers temps, ceux qui avaient vu dans Metz des uniformes français. Aussi, j'avais toujours gardé, au fond de mon souvenir, comme on garde une relique très chère, cette image enfantine. Je n'espérais plus guère qu'elle en sortirait, pour se ranimer à la lumière des vivans. Et voici que tous les espoirs sont permis : j'en suis sûr maintenant, je reverrai *les militaires*, — les petits soldats de France, sur l'esplanade de Metz.

Et je compte bien aussi que je reverrai la girouette aux trois couleurs sur la plus haute tour de la vieille cathédrale messine. Cette cathédrale, avec son drapeau de tôle peinte, c'est l'autre symbole, qui a ébloui d'abord mon imagination puérile.

Elle m'apparut, pour la première fois, par l'entre-bâillement d'une étroite ruelle qui s'ouvre sur la rue du Petit-Paris et qui débouche devant le portail. Je n'en apercevais qu'un morceau de façade, et cela me donnait l'idée de quelque chose d'énorme et de colossal. A la vue de la lanterne, avec son mât de pierre dentelée, qui domine de si haut les maisons du parvis, les abat-son de la grande tour, aux lamelles ouvertes comme des bouches, par où s'échappe le grondement sonore de la *Mutte*, devant les larges verrières toutes fleuries de fines nervures

gothiques, et cette riche patine, cette belle teinte d'un gris bleuâtre répandue sur tout ce vaste amoncellement de pierres, et qui, de loin, semblait onduler et flotter comme la brume sur les sommets des montagnes, à la vue de tout cela, j'entrai réellement dans un monde inconnu : la beauté m'était révélée, mais une beauté toute locale, qui m'apparaissait d'abord comme un prodige réalisé par un grand effort contre la platitude ou la laideur ambiante. De là, je ne sais quoi de tendu et de démesuré. Et aussi, cette beauté, elle me semblait une plante étrangère, transportée à grands frais sur un sol ingrat, où elle se tenait mélancoliquement comme une exilée. Je m'expliquais ainsi sa physionomie sévère et un peu triste, cette teinte de deuil, qui l'enveloppait à la façon d'un crêpe. Même dans sa plus grande simplicité, cette beauté lorraine conservait, à mes yeux, quelque chose d'apprêté, et, pour tout dire d'*endimanché*, qui contrastait avec la rudesse d'alentour. Il m'a fallu le Midi pour me corriger de cette vision romantique. La cathédrale de Metz, qui fut pour moi la grande révélatrice, m'y a peut-être aidé elle-même. Car, en dépit des déformations monstrueuses que mon naïf émoi lui faisait subir, elle est un chef-d'œuvre de proportion, d'harmonie, de sobriété et d'élégance toutes classiques et françaises.

*
* *

Immédiatement après ces images, je ne retrouve plus que celles de la guerre.

Cette terrible guerre de 1870, nous n'en souffrîmes pas trop : les champs de bataille étaient relativement éloignés de nous. Si je me rappelle bien ce que j'ai entendu dire à mes parens, les vainqueurs ne se signalèrent, chez nous, par aucune atrocité. A peine, de loin en loin, une incorrection commise par quelque soldat ivre, et, presque toujours, sévèrement punie.

Il faut que les choses se soient passées bien en douceur, pour que je ne me souvienne d'aucun fait vraiment frappant et extraordinaire. Il ne me reste de cette époque qu'une sorte de papillotement cinématographique de silhouettes et de scènes confuses. D'abord, la trépidation qui s'empara du village, à l'approche des envahisseurs. On se hâta de mettre en sûreté tout ce qu'on avait de précieux et même d'enterrer, dans les caves, des caisses de vivres et des paniers de bouteilles. Les

ménagères soigneuses tendaient des draps sur les canapés, affublaient de housses les fauteuils et les chaises rembourrées, dans l'espoir naïf de les protéger contre les mains sales et le bottes graisseuses des Prussiens. On rouvrait des cachettes murées depuis l'invasion de 1814, et dont on avait presque oublié l'existence. Un jour, je vis, avec stupeur, le menuisier décoller une large feuille de plancher, dans notre corridor, et découvrir un trou carré, pareil à l'ouverture d'une cale de navire. On y engouffra toute espèce d'objets, jusqu'à des édredons et des couvertures et, par là-dessus, le menuisier recloua fort proprement le parquet. Malgré la literie dont le trou était bourré, cela sonnait creux sous les pieds, quand on passait à cet endroit. Il fallait que les Allemands d'alors fussent bien stupides ou bien débonnaires pour négliger une prise aussi facile. Le fait est que cette innocente cachette, d'une malice vraiment élémentaire, ne fut jamais violée par eux.

Après cela, ce furent les continuelles arrivées de troupes ennemies. Le village était constamment en alerte. Des gamins échevelés accouraient en criant :

— V'là les Prussiens !

Et aussitôt, dans un silence morne, que rompait seulement le tintement des gourmettes et des étriers, un détachement de cavalerie commençait à défiler, des hommes barbus et basanés, montés sur de grands chevaux, dont les croupes trapues chatoyaient au soleil ; et les hommes et les bêtes avaient le même air de force épanouie et triomphante. Derrière eux, une odeur écœurante et indéfinissable se répandait dans les rues. Comme on disait, cela sentait le Prussien.

Puis dès qu'ils avaient mis pied à terre, le branle-bas de l'installation. On courait à la mairie et chez les notables. On n'entendait que les mots de *réquisitions* et de *billets de logement*, coupés par les *Quartier*, *Quartier!* des Allemands. La soldatesque se répandait dans les écuries, les cuisines, les chambres. Des feux de bivouac s'allumaient en plein air. On dépeçait des viandes un peu partout. Cela s'accomplissait dans le plus grand ordre, avec la plus parfaite docilité, chez les habitans, et sans trop de sévices de la part des soldats. La population était paisible. Jamais on n'avait signalé le moindre franc-tireur dans les environs. Aussi les conflits furent-ils, en général, évités. Un seul fait fut jugé scandaleux et révoltant. Je l'ai entendu

raconter cent fois dans mon enfance. Le voici dans sa simplicité : un uhlan, disait-on, avait osé découper un quartier de bœuf sur le piano de la notairesse. Oui, ce barbare avait traité un piano de palissandre comme un vulgaire billot. Aujourd'hui, après les récits d'horreurs dont nous sommes saturés, cette petite histoire paraît presque risible. Elle prouve une fois de plus combien la brutalité allemande a progressé depuis 1870. Quand je reverrai mon Spincourt, puissé-je n'y trouver d'autres débris que ceux des pianos défoncés à coups de hache par les soudards!...

A nous autres bambins, ces Germains hirsutes et malpropres ne paraissaient pas des êtres bien méchans. Nos parens fronçaient le sourcil et se taisaient devant eux. Pour nous, ce n'étaient pas des ennemis, mais seulement des hôtes un peu encombrans, qui mettaient de l'animation dans le village. Nous les voyions partir à regret. Dès qu'ils faisaient mine de décamper, les bonnes femmes saisissaient leurs *ramons*, — de gros balais de fascines, — et se mettaient à ramoner derrière leurs dos. C'était un nettoyage général, on balayait les maisons, les écuries et jusqu'à la rue. Quelquefois, il fallait laver à grande eau les chambres où ils avaient passé.

En attendant une nouvelle visite, l'odeur de Prussien se dissipait lentement, et le village retombait à son habituelle désolation.

LOUIS BERTRAND.

HOLLANDAIS, ANGLAIS, ALLEMANDS

EN AFRIQUE AUSTRALE

La guerre a mis à une rude épreuve la solidité de l'Empire britannique. En dépit des manifestations de loyauté des « nations-sœurs, » un doute subsistait. Dans une crise où l'avenir de la Grande-Bretagne serait en jeu, le lien sentimental, le seul qui subsiste entre la métropole et les colonies autonomes, serait-il assez puissant pour inciter les citoyens de ces jeunes nations à courir à côté d'elle les risques de la lutte? L'épreuve a réussi. L'Allemagne, au lieu de disloquer cet Empire, l'aura consolidé. Canadiens, Australiens, Néo-Zélandais ont répondu avec enthousiasme à l'appel de la mère patrie et sont venus se joindre aux volontaires du Royaume-Uni pour défendre l'Empire menacé. L'appel a été entendu aussi par l'Union sud-africaine, la dernière née de ces jeunes nations, à peine remise des maux de la rude guerre qui mettait aux prises, il y a moins de quinze ans, Hollandais et Anglais luttant pour la suprématie. Le gouvernement de l'Union avait accepté pour tâche, dès le début des hostilités, la conquête de l'Afrique occidentale allemande accrochée à son flanc. Mais cette campagne était à peine commencée qu'il se voyait obligé de l'interrompre pour réprimer un mouvement de rébellion. Les hommes au pouvoir et les citoyens loyaux ont alors vécu des heures angoissantes. L'Union, cette œuvre si péniblement réalisée, allait-elle s'effondrer dans la tourmente? Le sang-froid, le bon sens et l'énergie du général Botha et de ses collaborateurs leur ont permis d'arrêter la révolte à ses débuts. Ceci fait, ils ont

repris la tâche interrompue, et aujourd'hui l'Union Jack flotte sur Windhoek, la capitale de l'Afrique occidentale allemande. Cette tentative de rébellion sera-t-elle le dernier effort des fidèles du « Vierkleur, » qui n'ont pu se résigner à perdre l'espoir de voir une République hollandaise suprême dans l'Afrique du Sud? Ou la bonne entente, précédant la fusion des races, dont dépend l'avenir de la jeune nation sud-africaine, est-elle compromise et retardée pour longtemps encore?

I

Lorsque, au mois de mai 1902, les représentans des Républiques du Transvaal et de l'Orange, réunis à Vereeniging, discutaient la possibilité de continuer la lutte héroïque menée depuis plus de deux ans déjà ou la nécessité d'accepter les conditions de paix de l'Angleterre, le commandant-général Louis Botha se prononça pour l'acceptation de celles-ci. Certains voulaient combattre encore : ils ne pouvaient se résoudre à perdre l'indépendance pour laquelle de si cruels sacrifices avaient été consentis. A ceux qui pouvaient juger plus froidement, la situation apparaissait désespérée : à poursuivre la lutte, on compromettrait l'avenir de la race elle-même. En acceptant l'inévitable, on pourrait conserver les institutions représentatives; sous la suzeraineté de l'Angleterre, la nation continuerait à vivre ses idéals et ses vieilles coutumes. Le 31 mai, les préliminaires de paix étaient signés : l'Angleterre victorieuse s'engageait à substituer aussitôt que possible, dans ses nouvelles colonies, le gouvernement civil à l'administration militaire, et à introduire, dès que les circonstances le permettraient, un système représentatif tendant vers l'autonomie. « Chacun de ceux qui signèrent ce document, — dit le général Christian de Wet, commandant en chef des troupes de l'Orange, l'un des signataires, — savait qu'il était engagé d'honneur à y conformer ses actes. » Et, en terminant son *Histoire de la guerre de trois ans*, dont il avait été un des héros, celui qui, à la réunion de Vereeniging, avait plaidé avec le plus de vigueur et d'âpreté pour la continuation de la lutte, sans égard à sa durée, « jusqu'à ce que l'indépendance fût absolument sûre, » adressait ces dernières paroles à son peuple : « Soyons loyaux au nouveau gouvernement. La

loyauté est, en fin de compte, la meilleure conduite. La loyauté est seule digne d'une nation qui a versé son sang pour la liberté. »

Fidèle à sa promesse, l'Angleterre dotait d'un gouvernement autonome, dès 1906, le Transvaal et l'Orange. Elle n'hésitait pas à confier le pouvoir à ses rudes adversaires de la veille. Le général Botha, appelé à présider le premier ministère transvaalien constitué sous le nouveau régime, déclarait que les Boers n'oublieraient jamais la générosité du peuple anglais, et conviait la population de langue hollandaise à travailler avec la population de langue anglaise pour réaliser enfin l'Union sud-africaine.

Aucun obstacle sérieux ne divise en compartimens isolés le continent sud-africain. La seule barrière naturelle dans cette région est la chaîne de montagnes qui court, parallèle à la côte, de Capetown à l'embouchure du Zambèze. Mais des ouvertures dans cette chaîne facilitent les relations entre l'intérieur et la côte, et la zone côtière est une dépendance nécessaire du plateau qui, d'une superficie égale aux sept huitièmes de l'Afrique australe, constitue en réalité celle-ci. Sans l'accès libre à la mer, les populations du plateau seraient isolées des grands courans de la civilisation ; quant à la zone côtière, sa faible étendue ne lui permet pas d'aspirer à une vie indépendante.

Lorsque, en 1815, l'Angleterre acquit de la Hollande la colonie du Cap de Bonne-Espérance, aucune nation rivale n'avait de prétentions sur les territoires de l'intérieur. Lentement, la population avançait vers le Nord, repoussant les indigènes auxquels elle se heurtait dans sa marche. Le gouvernement anglais voyait avec appréhension cette expansion de la colonie. Celle-ci n'avait de valeur à ses yeux que comme point de relâche sur la route des Indes. En 1836, des Boers, désireux d'échapper aux tracasseries et aux injustices d'une administration peu soucieuse de satisfaire leurs aspirations, se résolurent à une émigration en masse. Les fonctionnaires anglais ne s'opposèrent pas au « grand trek. » Le gouvernement métropolitain redoutait de se voir entraîné malgré lui dans des luttes onéreuses contre les indigènes; aussi vit-il avec plaisir la constitution, au Nord du fleuve Orange, puis du Vaal, de communautés blanches, dont il reconnut l'indépendance. Ces

communautés protégeraient la colonie anglaise contre les incursions redoutées des Zoulous, sans risques pour la métropole. Cette politique étroite n'était pas celle des administrateurs anglais résidant dans le pays. Sir George Grey, gouverneur de la colonie du Cap, déclarait en 1857 que « les colonies sud-africaines ne pourraient, qu'au moyen d'une fusion fédérale seulement, être rendues assez fortes et capables d'une action commune pour se défendre seules contre les indigènes. » La population de l'Afrique du Sud était encore presque tout entière d'origine hollandaise et on ne pouvait douter que si « une grave question nationale était soulevée, qui créerait un mouvement populaire, le fait de dire que ces populations étaient des nations différentes ne les rendrait pas étrangères les unes aux autres, et l'existence d'une rivière aisée à franchir, courant entre elles, ne pourrait rompre leur sympathie et les empêcher d'agir en commun. » Le moment eût été propice pour replacer sous la suzeraineté anglaise les jeunes communautés dont on avait imprudemment reconnu l'indépendance : le *Volksraad* de l'État d'Orange, conscient de sa faiblesse, déclarait désirable « l'union ou l'alliance avec la colonie du Cap, sur la base de la fédération ou autrement. » Si l'on eût fait droit à ce désir, les colons établis au Nord du Vaal, plus faibles encore, n'auraient pas tardé à suivre cet exemple. De sanglantes tragédies eussent été ainsi épargnées aux peuples sud-africains. Malheureusement, le gouvernement métropolitain se refusa à modifier sa politique. Une tentative de fédération faite quelque vingt ans plus tard, sur l'initiative, cette fois, de la métropole, échoua. L'opposition vint alors de la colonie du Cap, dont la population, récemment dotée d'un gouvernement autonome, entendait qu'un projet de ce genre prît naissance dans l'Afrique du Sud elle-même.

Vers le même temps, la découverte de riches mines de diamans, bientôt suivie de celle de mines d'or, dans ces régions de l'intérieur si dédaignées jusque-là par le gouvernement anglais, vint révolutionner l'Afrique australe. Les populations établies sur le plateau y vivaient loin de la civilisation, d'une vie semi-nomade, égratignant à peine le sol, se contentant des produits de leurs troupeaux. Les anciens immigrans de la colonie du Cap avaient multiplié, mais leur isolement avait beaucoup modifié leur caractère. Cet isolement profond où ils

vivaient était dû à l'éloignement, aux difficultés des communications, possibles seulement à l'aide du lourd chariot attelé de douze ou quinze paires de bœufs, et plus encore à leur langage : le « taal, » résidu de la langue hollandaise dépouillée de ses caractères grammaticaux, réduite à un vocabulaire exigu, appelé à suffire seulement aux besoins de la vie rudimentaire de ces populations. Le « taal » avait élevé une barrière presque infranchissable entre les Boers et la civilisation. Ils avaient perdu le contact que la lecture eût pu maintenir entre eux et le monde extérieur. Dans ces sociétés retournées à la vie patriarcale, seul le sentiment religieux subsistait vivace, mais la doctrine calviniste transmise par les aînés s'était rétrécie et durcie à la fois : elle avait perdu le principe de vie. De la Bible, leur livre unique, les Boers ne connaissaient guère plus que l'Ancien Testament, dont les enseignemens convenaient davantage à leur vie rude de peuples pasteurs, toujours en lutte contre les sauvages, à qui ils disputaient les terres de leur choix. Chez ces populations, le sentiment national n'avait pas encore jeté de puissantes racines, mais elles avaient une hostilité irréductible contre l'intrusion de nouveaux venus.

La découverte des mines rompit leur isolement. Les gens du dehors firent une irruption soudaine et brutale sur le plateau. Le grand silence du veldt fut bientôt troublé par le halètement des locomotives, par le bruit monotone et assourdissant des pilons. Les chercheurs de fortune qui s'élancèrent vers l'intérieur n'avaient rien de commun avec les Boers, ni le caractère, ni les sentimens, ni la langue : le plus grand nombre étaient des individus d'origine anglaise venus des colonies du Cap et de Natal.

L'immigration anglaise dans l'Afrique australe est de date récente : elle n'a vraiment commencé qu'en 1826. Au Natal, l'élément anglais, depuis les débuts de la colonisation de cette partie de la côte, a prédominé. Mais, dans la colonie du Cap, la population de langue hollandaise a conservé la suprématie, et, de bonne heure, s'est annoncée la différence qui est allée s'accentuant après la découverte des mines entre elle et la population de langue anglaise : celle-ci, se groupant dans des centres urbains, la première demeurant fidèle au sol conquis par elle, à cette terre trop souvent aride, rebelle à la culture, mais qui demeure pour elle la Terre promise par Dieu aux

ancêtres qui abandonnèrent l'Europe il y aura bientôt trois cents ans.

Pour le transport de l'outillage nécessaire à l'exploitation des mines, pour l'approvisionnement des agglomérations qui se forment dans leur voisinage : Kimberley, près des mines de diamans; Johannesburg, au centre des mines d'or, les chariots boers sont insuffisans. De Capetown, de Durban, de Lourenzo-Marquès, les voies ferrées sont lancées vers l'intérieur, dont ces colonies se disputent le trafic à coups de tarifs.

L'État libre n'est pas directement touché par cette transformation : il n'y a pas de mines importantes sur son territoire. Le gouvernement anglais, invoquant les titres fort contestables d'un chef indigène placé sous son protectorat, avait annexé la région des mines de diamans, voisine de la frontière occidentale de l'État libre. Mais les mines d'or, le Randt, étaient situées entièrement sur le territoire de la République du Transvaal : cette circonstance allait donner une vitalité nouvelle à l'idée de la fédération.

Cecil Rhodes s'en fit le champion : il entendait la réaliser sous le drapeau anglais et sous la suprématie de la « old colony, » la colonie du Cap. Cette idée d'une fédération sud-africaine n'était pas étrangère aux chefs des Boers : le président Brandt, qui dirigea pendant de longues années la politique de l'État libre, voyait dans sa réalisation un point d'aboutissement naturel, et, devant la politique hésitante des hommes d'État anglais, il espérait que la fédération se ferait sous le drapeau républicain. La découverte des mines d'or assura au Transvaal, dont le trésor avait toujours été péniblement alimenté, d'importantes ressources. Ce qui n'avait paru qu'un rêve chimérique semblait maintenant réalisable. Le président Kruger, appuyé sur les Boers du Transvaal et de l'État libre, dont il ranima le nationalisme, tint tête à Cecil Rhodes, « l'Anglais au cœur africain, » qui avait su se concilier l'élément hollandais de la colonie du Cap. Le raid de Jameson, à la fin de 1895, qui échoua si piteusement, renforça le sentiment de race chez les citoyens des républiques, et le réveilla chez les Hollandais de la « old colony, » où il allait s'évanouissant. Il offrit aussi une aide sérieuse aux intrigues d'une nation étrangère qui, depuis plusieurs années déjà, avait des visées sur l'Afrique australe.

Parmi les colons introduits dans la colonie du Cap pendant la domination hollandaise, il y avait un petit nombre d'Allemands. De même que les protestans français, qui avaient cherché là-bas un refuge après la révocation de l'Édit de Nantes, ces Allemands s'étaient vite fondus dans la masse de la population. Au lendemain de la guerre de Crimée, l'Angleterre donna des concessions de terre, sur la frontière orientale, aux anciens membres de la légion allemande qui, eux aussi, ont fait souche. L'Allemagne s'était désintéressée de ces émigrans. Peut-être, cependant, est-ce leur existence qui, lorsque les marchands de Hambourg, Brême, Francfort, un peu avant la guerre de 1870, demandèrent à Bismarck la fondation d'une colonie en climat tempéré, la fit penser à l'Afrique du Sud. Aucune suite ne fut donnée à ce projet. Mais l'Afrique australe ne devait plus être perdue de vue par les Allemands.

En septembre 1880, sir Bartle Frere, gouverneur de la colonie du Cap, appelait l'attention du gouvernement anglais sur un article paru récemment dans les *Geographische Nachrichten*, où l'auteur, Ernst von Weber, au retour d'un voyage d'études, recommandait vivement l'établissement d'une colonie allemande dans cette région : « L'Afrique du Sud Orientale, — écrivait-il, — a pour nous, Allemands, un intérêt évident : car, ici, habite une race splendide qui nous est alliée par la langue et les coutumes... Les ramifications des familles boers s'étendent dans toute l'Afrique du Sud, et l'on peut parler d'une nation afrikander ou d'Africains bas-allemands, qui forme une race homogène de la montagne de la Table au Limpopo. C'est un fait qui aurait une grande importance dans le cas d'une rébellion des Boers, en vue de former une fédération africano-hollandaise. » E. von Weber suggérait l'envoi ininterrompu d'émigrans allemands nombreux qui, « progressivement, donneraient une prépondérance numérique décidée aux Allemands sur la population hollandaise et effectueraient ainsi graduellement, de manière pacifique, la germanisation du pays. » Cette idée n'eut pas de suite, mais, en 1883, l'Allemagne annexait presque toute la côte occidentale de l'Afrique du Sud, avec son hinterland, de l'embouchure du fleuve Orange à la frontière méridionale de l'Angola, région parcourue depuis une soixantaine d'années déjà par des missionnaires et des trafiquans allemands. Dès 1877, sir Bartle Frere avait exprimé des craintes

au sujet de cette région : il eût voulu voir l'Angleterre annexer le littoral. Mais le pays, à demi désertique, semblait peu propice à la colonisation; l'annexion pouvait avoir pour conséquence des luttes contre les indigènes : le gouvernement anglais se contenta d'annexer, en mars 1878, la baie de Walfish, et un périmètre de 15 milles autour : c'est le seul port naturel important de cette côte inhospitalière (1).

Les Allemands avaient pris pied dans l'Afrique australe : d'heureuses circonstances ne pourraient-elles leur permettre d'étendre leur domination? Le président Kruger, ambitieux de réaliser une Confédération sud-africaine indépendante, comprit la nécessité de chercher un appui à l'étranger contre l'Angleterre. Il accepta aisément les avances intéressées de l'Allemagne. En janvier 1895, à un banquet officiel donné à Pretoria en l'honneur de l'anniversaire de la naissance de Guillaume II, il disait : « Le moment est venu de nouer des liens d'étroite amitié entre l'Allemagne et la République sud-africaine, — des liens comme il est naturel entre le père et l'enfant, » et, précisant sa pensée, montrant nettement le but que cette amitié permettrait d'atteindre, il ajoutait : « Lorsque nous signâmes la Convention [de 1884] avec le gouvernement anglais, — je regardais cette république comme un jeune enfant, et un jeune enfant ne peut porter que des vêtemens qui conviennent à sa taille. Les vêtemens d'un enfant ne peuvent avoir les dimensions de ceux d'un homme fait. Mais, à mesure que l'enfant se développe, il lui faut des vêtemens plus grands : les vieux, devenus trop étroits, éclatent. C'est notre position aujourd'hui; nous sommes des adolescens, et, bien que nous soyons jeunes, nous savons que, si une nation tentait de nous faire reculer, une autre nation s'y opposerait. »

Le gouvernement allemand n'était pas encore décidé à remplir ses promesses, ou, peut-être, le président essayait-il de l'engager plus loin qu'il n'entendait aller, car, à une demande d'explication du gouvernement anglais, que le discours du président Kruger avait ému, le gouvernement allemand répondit qu'il ne désirait en Afrique australe que le maintien du *statu quo*. Mais il ajoutait qu'il était opposé à toute idée « d'union douanière, d'amalgamation ou de fédération des États sud-africains..., qui

(1) En 1867, le gouvernement anglais avait annexé quelques îles situées aux abords de la baie d'Angra Pequeña.

serait, au point de vue politique, un véritable protectorat, et aurait pour résultat, au point de vue économique, l'établissement d'un monopole commercial au profit de la colonie du Cap, et l'exclusion du commerce allemand. » Dans cette menace voilée est, sans doute, la raison de la hâte que mit Cecil Rhodes à intervenir directement dans les affaires du Transvaal et l'explication du raid Jameson. Au lendemain de cette triste aventure, l'empereur d'Allemagne adressait au président Kruger ses « sincères félicitations pour avoir, lui disait-il, sans recourir à l'aide des Puissances amies, réussi à repousser, vous et votre peuple, avec vos propres forces, les bandes armées qui s'étaient introduites dans votre pays, et à maintenir votre indépendance contre une agression étrangère. » L'œuvre d'intrigue allemande se poursuivait à Pretoria, où, lorsque l'on se décida en 1899 à jeter le gant à l'Angleterre, on espérait avoir dans cette lutte disproportionnée l'aide de l'Allemagne : « Au début de la guerre, — déclara le général Botha à la conférence de Vereeniging, — nous comptions sur l'appui de Puissances européennes... Mais la vérité est qu'aucune Puissance étrangère n'a l'intention de nous aider. »

L'abandon où les avait laissés l'Allemagne, dans cette lutte suprême, avait détruit chez les Boers la confiance que pendant si longtemps ils avaient mise en elle. Il facilita leur adhésion loyale à la paix acceptée ; malheureusement, le terrain devait se prêter quelques années plus tard à un renouvellement des intrigues allemandes.

II

Le général Botha, devenu premier ministre du Transvaal, colonie anglaise, s'efforça de réaliser l'Union sud-africaine. Il fut assisté dans ses efforts par le docteur Jameson, rentré dans la vie politique et, à ce moment, premier ministre de la colonie du Cap. Anglais et Boers se rendaient compte de la nécessité d'aboutir promptement. La guerre avait mis fin au conflit politique. Mais, au lendemain de la paix, les mêmes rivalités économiques, qui avaient causé de si grandes divergences avant la guerre, subsistaient entre les quatre colonies qui, bien que groupées maintenant sous un drapeau commun, restaient

administrativement indépendantes les unes des autres. La convention douanière conclue en 1903 n'était qu'un compromis entre des politiques différentes : elle était subie par crainte du pire. Une entente au sujet des chemins de fer, exploités par les gouvernemens, était nécessaire, mais elle apparaissait irréalisable. La violente crise financière de 1907 vint brusquer la solution qui s'imposait. Elle fit passer à l'arrière-plan les rancœurs que laisse après elle une lutte de races et taire les appréhensions égoïstes opposées au projet d'union. Les nécessités économiques et financières se montrèrent si puissantes qu'elles amenèrent l'adoption du principe unitaire, de préférence au principe fédératif, le seul que les plus chauds partisans de l'Union croyaient possible, au début de la campagne, de faire triompher (1).

Le 4 novembre 1910, s'ouvrait la première session du Parlement de l'Union sud-africaine. Les élections avaient donné une forte majorité dans les deux Chambres au général Botha, à qui le gouverneur général avait confié la mission de former le premier ministère. La population de langue hollandaise allait donc présider aux destinées de l'Union à ses débuts et assumer la responsabilité de l'œuvre d'organisation. La tâche du gouvernement était considérable : il lui fallait assurer l'unification des services publics des quatre provinces, l'uniformisation des impôts généraux et des lois civiles et commerciales fondamentales. Les questions économiques appelaient aussi une action immédiate : unification de l'exploitation des chemins de fer, développement du réseau ferré, programme de travaux pour l'irrigation, de si grande importance dans un pays où l'insuffisance des pluies limite à l'industrie pastorale la plus grande partie du territoire, et, liée à ces questions, celle de l'immigration blanche, nécessaire pour hâter la mise en valeur du pays et pour contre-balancer l'accroissement rapide de la population indigène. Enfin, dominant le tout, la question noire, pour la solution de laquelle il fallait étudier et préparer une politique.

La population de l'Union, pour une superficie égale à deux fois et demie celle de la France est d'à peine 6 millions d'habitans, et, dans ce chiffre, la population blanche n'entre que

(1) Voyez : « L'Union des colonies britanniques sud-africaines, » par Biard d'Aunet, *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1909.

pour un peu plus du cinquième. Cette dernière, dont près de la moitié vit dans des agglomérations urbaines, se partage à peu près également entre individus de langue hollandaise et individus de langue anglaise. Les premiers sont restés agriculteurs et pasteurs : ils possèdent la plus grande partie du sol; les seconds, pour la plupart citadins, sont commerçans ou employés aux mines. La population de couleur, évaluée à plus de 4 millions et demi d'individus, offre une grande complexité. Les indigènes, qui dépassent 4 millions, en forment la plus grande partie; ils sont très inégalement répartis sur le territoire : le Transkei, le Zululand, avec le Basutoland, resté sous le protectorat de la couronne, bien que situé dans les frontières de l'Union, sont les réserves d'où proviennent les noirs qui fournissent aux mines leur main-d'œuvre. La population de couleur, proprement dite, ne se trouve que dans les provinces du Natal et du Cap : dans la première, les Indiens, importés pour la culture de la canne à sucre et du thé; dans la seconde, les descendans des Malais et des esclaves noirs, importés au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, issus de croisemens variés (1).

L'espoir, un moment caressé, d'unir dans le premier gouvernement les chefs des populations de langue hollandaise et de langue anglaise n'ayant pu se réaliser, on appréhendait la division de partis fondée sur celle de races. Mais le chef de l'opposition, le docteur, maintenant sir Starr Jameson, sut lui imposer une politique de critique modérée. Le vrai devoir pour elle dépassait la politique de parti : elle devait aider le gouvernement dans son œuvre difficile d'organisation. Et il arriva que ce fut dans son propre parti que le général Botha rencontra bientôt les plus sérieuses difficultés.

La population de langue anglaise était allée au combat, aux élections de 1910, en un seul groupement : le parti unioniste. A la fin de 1911, seulement, les Hollandais fusionnèrent leurs trois organisations historiques : le « Bond, » de la colonie du Cap; le « Het Volk, » du Transvaal, et l' « Orange unie, » et fondèrent le « South African party » ou parti nationaliste. « Notre but principal, — disait le général Botha, en traçant le programme du nouveau parti, — est la coopération des deux races pour former une nation sud-africaine. » Ce but élevé

(1) Suivant le recensement de 1911 : 5 958 499 habitans, dont 1 278 025 blancs; population de couleur : 4 680 474 individus.

devait, malheureusement, se heurter aux préjugés et à l'ignorance d'une fraction importante du parti. Pour les Hollandais des régions peuplées de la colonie du Cap, pour ceux qui étaient en contact avec des centres urbains, population bilingue, en relations constantes avec leurs concitoyens d'origine anglaise, ce programme était acceptable, mais les Boers du « backveldt, » arriérés et farouches, effrayés par les progrès d'une civilisation à laquelle ils se sentaient incapables de résister, ne pouvaient acquiescer avant une longue campagne d'éducation à un programme qui, pensaient-ils, menaçait leurs intérêts et les coutumes qui leur étaient chères. Leur résistance fut soutenue par le clergé hollandais, qui voyait, dans toute extension de la langue anglaise au détriment du taal, une atteinte à l'influence considérable qu'il exerçait sur ces populations. Ces Boers du backveldt formèrent l'aile réactionnaire du parti nationaliste : ils entendaient conserver dans l'Union, aussi purs que possible, les idéals et le caractère de leur race. La conservation et, si possible, la propagation de leur langue était leur plus chère revendication.

Le général Hertzog, membre du ministère, où il représentait l'État libre, devint bientôt le chef de cet élément. Partisan intransigeant de la nationalité hollando-sud-africaine, il prétendait tirer des conséquences extrêmes de l'article de la Constitution qui met l'anglais et le hollandais, langues officielles, sur le pied d'égalité. Il eût voulu, par le moyen de l'école primaire, faire de l'Afrique du Sud un pays bilingue. Un débat, soulevé dans la première session, sur la question des langues, rendit publique l'existence dans la majorité et dans le ministère de cet élément réactionnaire et manifeste son intransigeance. Il fallut toute l'autorité du général Botha pour lui imposer l'acceptation d'un compromis.

Des divergences aussi profondes se manifestèrent au sujet de l'immigration et de la question noire. Opposition irréductible à toute aide gouvernementale pour faciliter l'immigration blanche; défense d'une politique aussi stricte que possible de séparation physique des indigènes d'avec les blancs, telle fut l'attitude du général Hertzog et de ses partisans, sur ces questions. Au cours de ces discussions, l'autorité de ce dernier avait grandi. Soutenu par la protection affichée de l'ancien président de l'État libre, M. Steyn, dont on le considérait comme le porte-parole,

on devinait en lui un prochain rival de Botha. Leurs conceptions sur les problèmes fondamentaux pour l'avenir de l'Union allaient divergeant rapidement. Le heurt final se produisit sur la question la plus grave : la conduite de l'Union vis-à-vis de l'Empire.

Le général Botha avait publiquement proclamé comment il l'entendait, lorsqu'il était allé présenter le projet de constitution au Parlement de Westminster : « Je sais, disait-il, que le peuple anglais est désireux qu'une nation puissante et saine se développe dans l'Afrique du Sud ; et nous, Sud-Africains, nous avons la ferme résolution, après le sang et les larmes répandus dans le passé, d'édifier une nation dont la mère patrie sera justement fière. Les deux races blanches dans l'Afrique du Sud n'aspirent aujourd'hui qu'à une politique de patience, de conciliation et de coopération. » Beau programme, ayant pour but la fusion intime de deux races magnifiques, si capables de se compléter mutuellement, et qui avaient largement fusionné déjà dans la colonie du Cap, lorsque le raid de 1895, puis la guerre, étaient venus, en réveillant le nationalisme hollandais, interrompre ce mouvement. La politique de conciliation, avec le but final qu'elle se proposait, ne pouvait convenir à l'élément réactionnaire hollandais. La crise, jusqu'alors latente, éclata à la fin de 1912. Au mois de novembre, le général Hertzog, parlant à Nylstroom sur la lutte politique, déclara qu'elle se poursuivait entre « les sud-africains et des aventuriers étrangers, le plus grand nombre de langue anglaise. » L'explication qu'il essaya plus tard de son expression « aventuriers étrangers » ne put atténuer l'impression première qu'avait accentuée son allusion directe à sir Thomas Smart, qui avait succédé à si Starr Jameson, rentré en Angleterre, dans la direction du parti unioniste. Le bruit de cet incident n'était pas encore éteint lorsque le général Hertzog suscitait derechef (à de Wildt) la colère de la population anglaise et le mécontentement de l'élément progressiste de son propre parti : « L'impérialisme, — dit-il, — ne l'intéressait qu'autant qu'il était utile à l'Afrique du Sud, à son pays et à son peuple ; quand il ne leur était d'aucun intérêt, il le considérait de loin, avec respect ; mais lorsqu'il était opposé aux intérêts de l'Afrique du Sud et de son peuple, alors il se déclarait ennemi de l'impérialisme. » Déclaration aggravée par la restriction apportée à l'expression « son peuple : » en l'employant,

le général Hertzog ne pensait manifestement qu'à la population hollandaise. Parlant à Urededorp des deux fractions afrikanders, « chacune fière de son passé, c'est, — disait-il, — comme si deux nationalités sud-africaines allaient à la manière de deux fleuves coulant côte à côte. Ces deux fleuves, ajoutait-il, ont le droit de conserver chacun leur propre lit : nous ne devons pas tenter de mélanger leurs eaux sans nécessité. »

Le général Botha n'avait pas laissé sans réponse des idées si différentes des siennes, publiquement défendues par un de ses collaborateurs. « La question du drapeau, — disait-il à Grahamstown, la veille du discours d'Hertzog à de Wildt, — a été réglée définitivement à Vereeniging. La signature de ce traité a mis fin à un siècle de lutte et de mésintelligence. Divisons-nous sur des questions économiques, mais non sur des questions sociales. C'est faire preuve d'une bien grande étroitesse de vues de croire que pour aimer l'Afrique du Sud il faut être hostile à la mère patrie. La Grande-Bretagne, sans doute, n'est pas la mère patrie des plus anciens habitans, mais ceux-ci ont appris que le drapeau anglais est synonyme de liberté. Les Hollandais ont prouvé qu'ils sont dignes du gouvernement responsable. » La collaboration n'était plus possible entre les partisans de la politique de conciliation et ceux de la politique des deux fleuves. Le général Botha, n'ayant pu obtenir de son collègue une explication satisfaisante et une promesse pour l'avenir, lui demanda sa démission. Le général Hertzog s'y étant refusé, le premier ministre remit la démission du Cabinet tout entier. A la demande du gouverneur général, le général Botha forma un nouveau ministère où ne figurait pas le général Hertzog.

Au Parlement, où la lutte se poursuivit violente, la grande majorité du parti sud-africain continua sa confiance au général Botha. Mais la population hollandaise tout entière était profondément troublée. Elle sentait le danger d'un si grand conflit à l'aube de l'Union. Par ses discours acerbes, ses insinuations froissantes, le général Hertzog rendit toute réconciliation impossible. Consulté, le président Steyn suggéra la retraite momentanée du général Botha, le choix par le parti d'un nouveau chef acceptable par les deux fractions, et le recours à une élection générale. Après le vote de confiance que lui avait accordé le Parlement, le général Botha crut impossible de suivre ce conseil. En novembre 1913, le débat était porté devant le

Congrès du parti qui, après une vive discussion, assura, par une importante majorité, le général Botha de sa confiance. Hertzog quitta le Congrès avec sa poignée de fidèles, représentans de l'État libre et de l'Ouest du Transvaal, et se mit en devoir de créer un nouveau parti « national » pour défendr les revendications des intransigeans.

Pour si grave que fût la crise, on ne lui prévoyait qu'une solution constitutionnelle. Elle se serait sans doute dénouée naturellement après les élections générales qui devaient avoir lieu en 1915, lorsque la guerre européenne vint lui donner une issue tragique et inattendue.

III

Dès la guerre déclarée entre l'Angleterre et l'Allemagne, le gouvernement de l'Union informait le gouvernement anglais qu'il assumerait la responsabilité de sa défense, lui permettant ainsi de disposer à son gré des troupes métropolitaines tenant encore garnison dans l'Afrique du Sud, environ 7 000 hommes. Le gouvernement impérial accepta cette offre, puis, le 7 août, il demanda au gouvernement de l'Union s'il pouvait coopérer avec une division navale pour capturer les ports de l'Afrique Occidentale allemande : Swakopmund et Lüderitzbuch, ainsi que la capitale, Windhoek, pour détruire les stations de télégraphie sans fil établies dans ces villes, opération d'une grande importance. Le 10, le général Botha répondait que son gouvernement était prêt à entreprendre l'expédition proposée.

La nouvelle de la guerre avait été reçue de façons fort différentes dans les villes et dans les campagnes. Dans les villes, où prédomine la population d'origine anglaise, elle avait donné lieu à des manifestations de loyauté enthousiastes, et l'on parlait aussitôt de lever des contingens de volontaires pour aller combattre en Europe, avec les volontaires de la mère patrie et des nations sœurs. Dans les campagnes, surtout dans l'arrière-pays, le backveldt, on ne pouvait s'attendre à des manifestations de loyauté spontanées. Là, les populations surprises par l'événement se demandaient si le moment n'était pas venu, enfin, où allaient se réaliser les bruits qui couraient parmi elles, depuis plusieurs années déjà, qu'une lutte entre l'Allemagne et

l'Angleterre serait fatale à la seconde, et permettrait l'édification, avec l'aide de la première, d'une république indépendante, où la population hollandaise serait souveraine.

La décision du gouvernement d'engager une expédition contre l'Afrique Occidentale allemande était grave. Réussirait-il à faire comprendre à la population hollandaise que c'était un acte de loyauté auquel l'Union ne pouvait se dérober? Que feraient le général Hertzog et ses partisans? Allaient-ils reprendre la question soulevée trois ans plus tôt par le *Volkstem*, l'organe principal de langue hollandaise, du droit pour l'Afrique du Sud de rester neutre dans une guerre où la Grande-Bretagne serait engagée? Le journal avait nettement conclu par l'affirmative, doctrine qu'avait désavouée aussitôt le général Botha : « Si le jour malheureux venait où notre commune mère patrie était attaquée, ce jour-là trouverait les Afrikanders anglais et hollandais épaule contre épaule, unis pour la défendre jusqu'à leur dernier souffle. » Ce jour était venu : allait-on voir l'Union se diviser, et la guerre civile empêcherait-elle de faire front contre l'ennemi commun?

Déjà, avant même la guerre déclarée, la seule éventualité de la guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne avait suffi pour provoquer dans l'Ouest du Transvaal un mouvement séditieux. Dans cette région, résidait un prophète, Nicolas van Rensburg, un de ces hommes qui, dans les sociétés ignorantes, acquièrent une si grande influence et dont les dires propagés oralement, répétés sentencieusement dans les réunions familiales où les sujets de conversation sont si rares, deviennent impossibles à détruire. La réputation de « Oom Niklaas, » acquise pendant la guerre de trois ans, s'était perpétuée. Or, dans une de ses visions les plus fréquemment répétées, il avait vu un combat de taureaux : six ou sept animaux, engagés dans une lutte sanglante; un taureau gris était sorti victorieux du combat. Les taureaux représentaient les grandes nations de l'Europe; le taureau gris, c'était l'Allemagne, la triomphatrice de la lutte attendue, qui donnerait le signal de la résurrection de la République sud-africaine. Le bruit se répandit promptement, dans le district de Lichtenburg, où résidait le prophète, que les hommes seraient convoqués le 15 août à un meeting où le « Vierkleur » serait hissé, et d'où ils iraient à la frontière allemande chercher des munitions. Le général De la Rey, le « roi

sans couronne de l'Ouest, » où il exerçait une influence sans rivale, devait être l'orateur de cette réunion. Le général Botha, prévenu, persuada à son ancien compagnon d'armes d'employer son influence à calmer cette dangereuse excitation populaire. Le général De la Rey exhorta donc ses auditeurs au calme et leur conseilla d'attendre les événemens. Son discours fut suivi « d'un silence étrange et extraordinaire (1). » Le danger paraissait écarté; il n'était que momentanément conjuré.

Le Parlement était convoqué pour le 9 septembre en session extraordinaire. Le gouvernement devait lui exposer les engagemens qu'il avait pris et lui demander les crédits nécessaires pour les exécuter. Au point de vue militaire, l'Union était en état de les remplir. Dans sa session de 1912, le Parlement avait voté une loi militaire ayant pour base le principe, traditionnel chez les populations boers, du service personnel de 17 à 60 ans. Comme il serait inutile et trop onéreux de donner l'éducation militaire à toute la population en état de porter les armes, la loi ordonne l'enrôlement de 50 pour 100 seulement des hommes soumis à l'appel. La période d'instruction, fixée entre 21 et 25 ans, comporte quatre convocations, de 30 jours la première année et de 21 jours pour les trois années suivantes. La petite force permanente, ou police montée, de 2 500 hommes, peut être appelée en tout temps à servir hors de l'Union. Les « citizen forces, » active et réserves, peuvent être convoquées en tout temps pour réprimer les désordres à l'intérieur, et, en cas de guerre, être appelées au service actif dans tout le territoire de l'Afrique du Sud. La loi était entrée en application aussitôt votée, et un collège militaire avait été organisé à Blœmfontein pour l'instruction des officiers.

Le premier ministre présenta au vote du Parlement une résolution exprimant la reconnaissance des « obligations de l'Union comme membre de l'Empire britannique » et assurant le Roi de « sa détermination à prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre les intérêts de l'Union et coopérer avec le gouvernement impérial pour assurer la sécurité et l'intégrité de l'Empire. » — « Nous formons aujourd'hui, disait le général Botha, partie de l'Empire britannique. Nous sommes ses

(1) Voyez sur la rébellion : « Union of South Africa ; report on the outbreak of the rebellion and the policy of the government with regard to its suppression. *Bluebook*, Gd 7874.

alliés, et cet empire étant entraîné dans une guerre, l'Afrique du Sud s'y trouve elle-même entraînée *ipso facto*... Deux voies nous sont ouvertes : l'une, la voie de la fidélité, du devoir et de l'honneur; l'autre, la voie du déshonneur et de la déloyauté... Le peuple sud-africain voudra, je n'en doute pas, conserver sa réputation intacte et sans souillure. » Cette déclaration fut accueillie froidement par une partie de l'Assemblée, et, après que le chef de l'opposition eut déclaré approuver avec joie, au nom des Unionistes, la politique adoptée par le gouvernement, le général Hertzog se leva : « L'Afrique du Sud, — dit-il, — n'a pas la moindre obligation de déclarer la guerre à l'Afrique Occidentale allemande... Ce n'est pas une question d'impérialisme; c'est une question qui concerne uniquement la population de ce pays... Personne n'a le droit de demander à ce pays, qui a à peine pansé les blessures de la guerre de trois ans, de faire plus que les autres Dominions; » et il soumettait un amendement à la résolution, déclarant que « cette Chambre, résolue à prendre toutes les mesures défensives nécessaires et à repousser toutes entreprises contre le territoire de l'Union, était d'opinion que toute action en vue d'attaquer un territoire allemand dans l'Afrique du Sud est contraire aux intérêts de l'Union. » Cet amendement fut repoussé, et la résolution présentée par le gouvernement adoptée par 92 voix contre 12 : des 17 membres composant la députation de l'État libre, 9 seulement, y compris son auteur lui-même, avaient voté en faveur de l'amendement Hertzog; les trois autres voix provenaient du parti ouvrier.

Le Parlement se séparait le 14 septembre. Le lendemain, le général Beyers, commandant général des forces sud-africaines, adressait sa démission au ministre de la défense. Il avait protesté, dès qu'il en avait été question, contre l'expédition projetée; il en avait cependant étudié les plans avec le ministre et le Conseil de la défense, et, malgré cela, il allait être un des chefs de la rébellion menaçante. L'agent actif de celle-ci était un de ses subordonnés, le lieutenant-colonel Solomon G. Maritz, qui avait été nommé sur les instances du commandant en chef, au début du mois d'août, commandant du district de Kakamas et Upington, limitrophe de la frontière méridionale de l'Afrique occidentale allemande.

D'après ses propres aveux, Maritz avait conçu « le projet de

libérer l'Afrique du Sud, quand il était à l'École militaire de Blœmfontein. » Cela remontait au second semestre de 1912, et, à cette époque, il entra en communication avec le gouverneur général de l'Afrique Occidentale allemande. Le résultat fut un accord, d'après lequel, dès que le « général » S. G. Maritz aurait proclamé l'indépendance de l'Afrique du Sud et engagé la lutte contre l'Angleterre, le gouverneur de l'Afrique Occidentale allemande viendrait à son aide. Une fois l'Afrique du Sud britannique déclarée indépendante, le gouverneur s'emploierait pour la faire reconnaître par l'Empire allemand et la faire comprendre dans les termes de la paix générale.

Le signal de la révolte devait être donné par Beyers, le 15 septembre. Il se proposait d'emmener ce jour-là le général De la Rey, opposé aussi à l'expédition projetée, au camp de Potchefstroom, l'ancienne capitale du Transvaal, et de se servir de son autorité pour entraîner les hésitans. Un accident fit échouer ce projet. Les deux généraux, en route pour leur destination, avaient à traverser Johannesburg. Or, ce jour-là, un cordon de police entourait la ville pour arrêter trois bandits qui tentaient de s'échapper. Le chauffeur ne s'étant pas arrêté à la sommation d'une sentinelle, celle-ci fit feu. Le général De la Rey fut tué sur le coup, par une balle qui, après avoir frappé le sol, ricocha. Le plan avait avorté.

Maritz s'était jusqu'alors tenu tranquille. Mais le gouvernement avait des soupçons et l'appela à Pretoria. Se sentant suspecté, Maritz leva le masque : le 9 octobre, il déploya le « Vierkleur, » le drapeau de l'ancienne République sud-africaine, et envoya comme prisonniers aux troupes allemandes ceux de ses hommes qui avaient refusé de se joindre à lui.

Le 12 octobre, le gouvernement proclamait la loi martiale. Une semaine plus tard, le général Beyers, à la tête d'un commando rebelle, se mettait en devoir de soulever le Transvaal occidental. Le 23 octobre, la rébellion éclatait dans l'État libre : le général Christian de Wet, oublieux de sa signature apposée au traité de Vereeniging et de son serment de fidélité, avait pris le commandement des révoltés. Ni Beyers, ni Wet ne faisaient aucune allusion à Maritz et à l'aide attendue des Allemands. Ils affirmaient vouloir organiser seulement un mouvement de résistance passive contre le gouvernement, et ils invoquaient

l'exemple de l'Ulster pour soutenir que leur attitude était constitutionnelle.

Le gouvernement était désireux d'éviter la guerre civile menaçante. Pour couper court aux objections auxquelles donnait lieu l'expédition contre l'Afrique Occidentale allemande, le général Botha, par une décision hardie, annonça que cette entreprise serait exécutée par une armée de volontaires dont il prendrait lui-même le commandement. Il obligeait ainsi les rebelles à se déclarer ouvertement, et il arrêtait sur la pente de la révolte bien des Hollandais loyalistes ébranlés.

Dès le lendemain de la trahison déclarée de Maritz, le général Botha avait demandé au président Steyn, qui vivait dans la retraite depuis 1902, mais jouissait toujours d'un grand prestige sur l'élément réactionnaire, de faire connaître son sentiment : « Une parole de vous, lui disait-il, aura de grandes conséquences. » Mais Steyn refusa de se prononcer publiquement : il désapprouvait la campagne contre l'Afrique Occidentale allemande ; s'il parlait, il devrait faire connaître son opinion sur ce sujet ; mieux valait se taire. Cependant, il se déclarait prêt à employer son influence pour calmer le sentiment public surexcité. Tandis que Beyers et Wet recrutaient des adhérens, les troupes gouvernementales se contentaient de les surveiller, pendant que se poursuivaient les négociations entre le gouvernement et les chefs de la révolte, par l'intermédiaire du président Steyn.

Un homme eût pu beaucoup pour ramener les esprits : Hertzog. Mais lui aussi se refusa à répudier publiquement l'action de Maritz; il se contenta d'offrir ses services, s'il pouvait être utile pour amener un accord. Deux tiers de la population de l'État libre, un tiers de celle du Transvaal, tous les districts de l'Ouest, étaient prêts à s'engager dans la rébellion. Trois membres du Parlement prirent les armes ; des « predikans » furent parmi les recruteurs les plus ardens. A un moment, les chefs rebelles disposèrent d'une dizaine de mille hommes. Le 31 octobre, Christian de Wet déclarait qu'il était décidé à combattre, à moins que le gouvernement démissionnât et retirât les troupes qui occupaient déjà Luderitzbuch. La lutte était inévitable. Les Boers loyaux furent convoqués en commandos : ils répondirent avec empressement ; le gouvernement réunit une trentaine de mille hommes. Le 9 décembre, le général Beyers,

en fuite, se noyait, en essayant de traverser la rivière du Vaal. Peu après, le général de Wet était fait prisonnier. Seul, Maritz pouvait se réfugier en territoire allemand. Le 20 décembre, le général Botha annonçait que la rébellion était terrassée.

L'épisode eut son épilogue au Parlement, à la session de mars. Le premier ministre était absent : c'est du territoire ennemi, où les forces sud-africaines, gens de langue hollandaise et de langue anglaise côte à côte, combattaient pour l'Union et l'Empire, qu'il envoyait un message exprimant l'espoir que « de même que les deux races représentant tous les partis coopèrent harmonieusement au front pour la cause commune, le même esprit d'entente ne ferait pas défaut au Parlement. » Et il invoquait la clémence pour les rebelles vaincus : « Épargnons-nous mutuellement. N'oublions pas que nous aurons à vivre ensemble de longues années dans ce pays, après ces tristes événemens. » Dans la discussion au Parlement, les chefs de la rébellion armée passèrent au second plan : le général Hertzog devint l'accusé principal. Et, sans doute, il se défendait d'avoir jamais pensé à relever le Vierkleur : sa querelle n'était qu'avec le général Botha et son gouvernement. Mais comment effacer l'impression faite par les dires de Maritz et de Wet? Maritz n'avait-il pas dit à ses hommes au moment de les entraîner à la révolte : « Beyers et Wet connaissaient tout, longtemps avant la guerre, parce que, lorsque je fus nommé au dépôt de Pretoria, je confiai mes plans à Hertzog qui les a pleinement approuvés? » Et Wet, interrogé à la veille de la rébellion par un burgher, qui lui demandait si Hertzog ne viendrait pas leur adresser la parole, n'avait-il pas répondu : « Je vous ai déjà dit qu'Hertzog est un homme à qui vous pouvez vous fier sans hésitation. Il est à la place qu'il doit occuper. Il nous faut un homme qui combatte pour nous dans les milieux politiques, le général Hertzog est cet homme-là. » Peut-être Maritz mentait-il, peut-être Wet s'illusionnait-il sur le point de savoir jusqu'où Hertzog était prêt à aller. Mais Hertzog n'ignorait pas l'autorité dont il jouissait sur les backvelders, et il en était fier. Appelé par le général Botha à prononcer les paroles capables de dissiper l'orage, il s'était dérobé. Sa défense ne put être que celle d'un avocat retors; il ergota et se réfugia dans les faux-fuyans. Il ne trouva rien à répondre lorsque M. Merriman, le Nestor du monde politique

sud-africain, le chef du parti hollandais de la province du Cap, redouté pour sa critique d'une franchise déconcertante, respecté de tous les partis, après avoir absous Hertzog de complicité dans la rébellion armée, affirma que ses discours inconsidérés, sa « politique des deux fleuves, » étaient la cause première de l'épisode tragique que venait de vivre l'Union et exprima, d'un ton quelque peu dédaigneux, le regret que le général n'eût pas eu le courage de dire la parole libératrice au moment opportun. Le 17 mars, l'Assemblée clôturait ces pénibles débats en votant, par 70 voix contre 15, le bill d'indemnité.

Malgré sa soudaineté et la surprise qu'elle a causée, la rébellion avait des causes profondes et lointaines. En 1902, les calamités accumulées par trois années de guerre avaient contraint les Boers à renoncer à leur indépendance. Beaucoup cependant avaient conservé l'espérance, chimérique peut-être même à leurs yeux, profondément enracinée pourtant, que la République renaîtrait un jour, agrandie et glorieuse. Hertzog, par attachement sincère à la vieille patrie, irrité aussi, sans doute, du rôle effacé auquel était réduite dans l'Union sa petite patrie, l'État libre, se fit le défenseur ardent des aspirations de ces irréconciliables. Puis, sa conduite fut affectée par une ambition nouvelle : grisé par le nombre grandissant de ses fidèles, il rêva de diriger les destinées de l'Union et se posa en rival de Botha. Ces causes ont été habilement utilisées par les Allemands. Il y a quinze ans, incapables de tenir tête à l'Angleterre, ils avaient abandonné les Boers à leur sort : ceux-ci leur tinrent rigueur. Il fallait patienter. Les Allemands patientèrent ; ils surent ne pas perdre le contact avec les Afrikanders hollandais, et ils se consolidèrent dans leur colonie de l'Afrique Occidentale. Ils construisirent un réseau de voies ferrées plus stratégique qu'économique ; ils en demandèrent la jonction avec le réseau de l'Union : bien inspiré, le gouvernement de celle-ci éluda la demande. La révolte des Herreros fournit un prétexte pour maintenir dans la colonie un noyau assez important de troupes régulières : environ 2 500 hommes, qui devaient, le moment venu, servir à encadrer les colons. En 1914, ils disposaient ainsi de quelque six mille hommes, solides et connaissant bien le pays. Les approvisionnemens en munitions étaient abondans. N'était-ce pas suffisant pour, aidés par une rébellion opportune, réduire à merci l'Afrique du Sud britannique ?

Maritz, aventurier vulgaire, Beyers, ambitieux déçu, Christian de Wet, héros égaré par une intelligence peu clairvoyante, furent leurs instrumens. Quant aux comparses, on utilisa la rancœur vivace des uns; pour d'autres, l'argent servit d'argument irréfutable.

Les plans allemands ont avorté. La puissance allemande dans l'Afrique du Sud n'est plus : son influence néfaste a disparu. Le 12 mai, le général Botha déployait l'Union Jack à Windhoek, la capitale de l'Afrique Occidentale allemande, qui devait augmenter l'Union d'une province nouvelle.

Quelles seront pour l'Union les conséquences de la crise violente qu'elle vient de traverser? Sans doute, un sentiment de rancune subsistera chez quelques individus, peut-être dans quelques régions. Mais les irréconciliables n'étaient qu'une minorité et leur insuccès dessillera les yeux d'un grand nombre d'entre eux. En tout cas, les générations qui arrivent à l'âge d'homme ne vivront pas une vie aussi isolée que celle qu'ont vécue les générations précédentes; le développement de l'instruction, l'expansion de l'anglais, devant lequel le taal doit fatalement céder, feront leur œuvre. L'Église hollandaise, qui a sur ces âmes frustes une emprise puissante, pourra beaucoup pour rétablir l'harmonie. Un homme serait à même d'exercer une bienfaisante influence. Le général Hertzog a gravement erré. A l'origine de son erreur est son amour ardent pour sa nationalité et son peuple : il les a mal aimés ; il voulait les servir et il a failli les précipiter dans l'abîme de la guerre civile. Saura-t-il faire taire un amour-propre cruellement froissé pour prononcer les paroles de sagesse qui décideront de la conduite de ceux qui lui demeurent encore fidèles?

La crise récente a justifié la hardiesse, beaucoup qui y étaient opposés disaient alors la dangereuse témérité de la politique du gouvernement anglais au lendemain de la guerre de trois ans, lorsqu'il a rendu leur autonomie aux vaincus. Avec la nature renfermée des Boers, leur ténacité, leur amour de l'indépendance, quel merveilleux terrain auraient eu à exploiter les intrigues allemandes, si l'Angleterre leur avait imposé un gouvernement oppresseur et étranger! Le général Botha, dont la figure sort tellement grandie de cette dramatique période, peut désormais avoir confiance dans le triomphe de sa « poli-

tique de conciliation. » D'autres succès l'attendaient bientôt et devaient encore fortifier son autorité en augmentant sa gloire. Mais c'est là une autre question : nous ne parlons aujourd'hui que de la révolte sud-africaine et de son complet avortement. Il est dû au général Botha qui a agi en fils éclairé de sa race, en vrai homme d'État. Il a su calmer la tourmente, conserver aux Afrikanders de langue hollandaise une réputation sans tache et à l'Empire un fidèle et précieux allié. Par son robuste bon sens et son énergie virile, il a vaincu la politique néfaste des « deux fleuves » et il a hâté la naissance d'une nation sud-africaine dont les membres, sans oublier leur dualité d'origine, après avoir combattu sous le même drapeau, seront unis dans la bonne et la mauvaise fortune. Un bel avenir attend cette jeune nation. Mais elle aura, avant d'arriver à son plein épanouissement, bien des problèmes à affronter. Il lui faudra vaincre l'hostilité d'un climat dont l'aridité rend improductive, ou presque, une si grande étendue de son territoire. Et il lui faudra trouver une solution à cette formidable et si complexe question noire à laquelle est suspendu l'avenir de l'Afrique du Sud et que, seule, l'union indissoluble des deux branches de la population blanche permettra de résoudre heureusement.

ACHILLE VIALLATE.

MON CARNET D'ÉCLAIREUR

II [1]

IX. — REPRISE DE MON SERVICE

Notre groupe, placé en batterie, était face à l'Est, entre Chuignes et Fontaine-les-Cappy. La cinquième, séparée des deux autres batteries, était dissimulée soigneusement, — comme d'habitude, — derrière la crête d'un plateau légèrement ondulé; à quelques dizaines de mètres en arrière se trouvaient nos avant-trains, abrités dans un large fossé.

Les Bavarois étaient très près de nous, et nous étions tous émus de l'alerte de la veille : le capitaine s'était, en effet, aperçu subitement qu'il n'y avait plus d'infanterie devant nous pour nous protéger, et cela à la nuit tombante. Des conducteurs durent se poster en sentinelles, très loin devant nos pièces pour nous prévenir, en cas d'attaque. Il paraît que personne ne dormit cette nuit-là à la batterie, et je le comprends! Le soir de mon arrivée, l'erreur était réparée; mais, par prudence, nous gardâmes nos armes à portée de la main.

A mon grand regret, j'avais dû céder « Épopée, » — une bonne petite jument, quoique fragile, — à un jeune sous-officier, chef de la première pièce, qui me donna en échange ce vieil imbécile d' « Ébrard, » une ancienne connaissance. J'étais navré et fort mal disposé contre ce malheureux « veau; » mais, à la longue, je finis par m'habituer à sa démarche érein-

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

tante et à tous ses défauts, — notamment sa facilité de broncher de l'antérieur droit qui avait été couronné, et qui restait faible. — Je dois pourtant lui reconnaître une résistance remarquable de vieux grognard qui a un long temps de service et de nombreuses grandes manœuvres, excellente qualité pour un cheval d'éclaireur destiné à fournir un travail très dur et irrégulier. J'en ai fait de mémoire un dessin assez ressemblant, car, l'ayant gardé jusqu'au jour de ma blessure, j'ai fini par le connaître sur toutes les coutures... Grand, maigre, long nez fortement arqué, bai très brun, presque noir, il était bien appareillé avec son maître... Roublard comme pas un, il s'arrangeait toujours pour ne pas mourir de faim; je n'ai jamais vu un pareil vorace! Il était d'ailleurs fatigué lorsqu'on me l'a donné, et j'ai dû le soigner comme un fils (!) pour le remonter; en quelques semaines, je l'avais rajeuni de vingt ans, et je m'étais bien attaché à lui. « Ébrard et son Papa » étaient célèbres dans tout le groupe!

Je repris mon service le 28 septembre. Rien de bien remarquable dans la matinée. J'étais chargé d'assurer la liaison avec le 79e; son colonel était au château où nous étions abrités contre la pluie et les obus que les Bavarois daignèrent nous envoyer avec la préoccupation visible de ne pas nous causer le moindre mal.

Leurs batteries, néanmoins, nous gênaient et on allait combiner une attaque pour les prendre, lorsque nous reçûmes l'ordre de nous rendre immédiatement au Nord de Bray, où ça n'allait pas bien; une division territoriale, énergiquement attaquée, avait reculé de cinq kilomètres; il était donc urgent de renforcer notre ligne, la position étant pour nous d'une importance capitale. Des élémens d'infanterie partirent en même temps que nous; le reste du 20e corps soutint notre contre-attaque les jours suivans, et c'est à cette occasion qu'il fut cité à l'ordre du jour, car non seulement il arrêta la retraite, mais il reprit toutes les positions perdues et rétablit le combat contre un ennemi supérieur, « entraînant par son exemple les corps voisins ébranlés. » C'est là, nous dirent nos officiers, que le 60e fit le plus beau travail de toute la campagne... Beaucoup d'Allemands s'en aperçurent à leurs dépens!...

X. — BRAY-SUR-SOMME

Le groupe partit donc au trot : j'allais rechercher, à leurs différens postes, nos camarades employés à la liaison. Nous marchions très rapidement, en silence, avec cette espèce d'appréhension que l'on éprouve chaque fois que l'on va prendre une nouvelle position de combat : « Serons-nous mieux ou plus mal que ce matin? » Chacun se pose la question, mais ne la communique à personne : on ne doit pas s'énerver mutuellement. Et tout d'un coup, voilà la reconnaissance partie au grand galop pour choisir notre emplacement. C'est toujours le même travail : le commandant marche d'abord avec le lieutenant orienteur, suivi du peloton des éclaireurs qui jalonnent la route pour les batteries; lorsqu'il arrive en vue de l'ennemi, il met pied à terre et, se dissimulant de son mieux, va choisir son observatoire; les « jalonneurs » amènent alors les batteries à leur place par les chemins les mieux dissimulés. On comprend l'importance qu'il y a à se mettre en position sans être aperçu de l'ennemi; aussi cette manœuvre s'effectue-t-elle très vite. Les avant-trains sont, ensuite, ramenés en arrière, quelquefois très loin (2 kilomètres), à l'abri des obus ; le plus dur est fait.

Les officiers rejoignent le commandant à son observatoire, souvent à plusieurs centaines de mètres en avant des pièces auxquelles ils sont reliés par le téléphone; aussitôt que cette liaison est assurée, le feu commence.

A Bray, face à Fricourt, nous étions merveilleusement dissimulés; les avant-trains très près de nous, l'observatoire facile à joindre; c'était une excellente position où nous fûmes très tranquilles. Et pourtant, une imprudence d'officiers voisins de nous faillit nous coûter cher ainsi qu'à leur groupe. C'était au moment où notre reconnaissance arrivait sur le terrain; ils venaient d'être repérés en batterie à 500 mètres en avant de nous et avaient dû quitter leur position pour marcher plus au Nord; ils firent cette manœuvre *au pas*, vinrent se grouper devant nous, les trois batteries l'une à côté de l'autre, et repartirent *au pas*, tout cela en pleine vue de l'ennemi. Ils eurent la chance inouïe de ne pas être atteints par les salves de gros « noirs » qui leur furent envoyées, heureusement dans une fausse direction. C'était peut-être, de leur part, une preuve de grand cou-

rage, mais certainement une folie, car ils risquaient de se faire démolir sur place sans pouvoir s'échapper et, par la même occasion, de faire découvrir nos batteries qui arrivaient à ce moment-là *au galop*.

Le premier jour, il n'y eut rien de bien intéressant. Nous couchâmes en bivouac sur nos positions, les servans à leurs pièces, les conducteurs à leurs chevaux, sans dételer; la température, très douce, nous permettait de dormir merveilleusement. Aussi la vie ne nous paraissait-elle pas désagréable.

Le lendemain 29, un mardi, première surprise : il nous arrive tout un stock de lettres en retard ; j'en avais 16 espacées du 11 août au 22 septembre! Deuxième surprise : celle-là, désagréable; un aéro allemand vint lancer des bombes sur Bray, au moment où nous faisions boire nos chevaux; chez nous, pas de mal, mais deux femmes et deux officiers d'infanterie furent tués. C'était la première fois qu'il nous arrivait pareille aventure ; l'aéro semble toujours vous dominer et, instinctivement, sentant qu'on ne peut rien contre lui, on se recommande aux puissances célestes. La seule protection contre eux est dans les auto-canons, disposées spécialement pour tirer sous des angles très grands. Nous en avions deux qui, sans leur causer grand mal, leur firent assez de peur pour mettre fin à leurs exploits. Nos 75 peuvent aussi tirer dessus, mais bien moins commodément; nous avions appris à le faire et pûmes le leur prouver, à leur grand désarroi.

Enfin, ce jour-là, se place le « coup » du clocher de Fricourt, triomphe du capitaine C... Ce village, pris par les Allemands, était attaqué par l'infanterie qui ne pouvait plus avancer à cause du feu terrible des mitrailleuses qui, installées dans le clocher, décimaient nos malheureux fantassins. Le commandant de l'attaque nous fit demander de démolir le clocher; désespoir du commandant B..., à qui il répugnait de détruire l'église : « Ce pauvre village a déjà tant souffert! Ah! que c'est triste! » — « Ma foi, mon commandant, » dit le capitaine C..., « puisqu'il est dans mon secteur, je peux toujours essayer d'abattre le clocher, sans toucher à l'église ; à 3 800, c'est possible. » — « Soit, essayez! ». Et le capitaine essaya. Quand il eut réglé son tir, avec une seule pièce, il prévint les officiers présens et commanda : « Augmentez d'*un demi*. Par 2! » L'obus précédent avait écorné le clocher à la hauteur de l'horloge; les deux coups

commandés tapèrent exactement en son centre! C'était merveilleux de précision. Pour apprécier l'exactitude de ce tir, il faut savoir qu'à 3 800 mètres, une augmentation d'un demi à l'appareil de pointage signifie qu'il faut porter le tir 1^{m},60 plus à gauche. Le jour où les Allemands tireront comme cela, la guerre sera finie depuis longtemps! Inutile de dire que les mitrailleuses ne se firent plus remarquer!

Le 30, rien à signaler : nous étions de mieux en mieux dans nos abris creusés dans le remblai, pour trois hommes; la pluie ni la fraîcheur ne nous inquiétaient. Nous y serions bien restés cent ans! Naturellement, nous dûmes les quitter le lendemain.

XI. — SUZANNE-MARICOURT

Lorsque le groupe quitta sa position, je reçus du lieutenant orienteur l'ordre d'attendre un camarade, parti pour transmettre un renseignement, et d'aller, avec lui, en chercher deux autres qui assuraient la liaison avec l'infanterie. C'était une liaison dangereuse, car les abords du village, du côté français, étaient battus par les mitrailleuses ennemies tirant sur tout homme qui se montrait. Mon camarade connaissait l'endroit; il préféra y aller plutôt que moi qui n'y étais jamais venu, et il partit, me laissant la garde de nos chevaux dissimulés derrière une meule de paille. Au bout d'une demi-heure qui me parut interminable, tant j'étais inquiet du sort de cet excellent garçon, j'eus la joie de le voir reparaître sans accroc, ayant pu faire prévenir à la voix nos deux autres camarades; eux aussi passèrent sans mal, si bien que nous étions d'une gaîté folle en allant à la recherche de nos batteries. Il se préparait un « coup dur : » de l'arrière avançaient de nombreux renforts d'infanterie et d'artillerie; nous pûmes évaluer à 70 batteries de campagne, et de lourde la force d'artillerie opposée aux Allemands; cela nous donna une grande confiance qui ne fut pas trompée.

Sans trop de difficultés, nous retrouvâmes le groupe en position d'attente, dans un large ravin, ce qui nous permit de manger enfin quelque chose : il était 14 heures et demie, et nous n'avions pas eu une miette de « becquetance. » Enfin, après une bonne heure d'impatience, la reconnaissance partit pour la mise en batterie. Le colonel avait voulu l'indiquer lui-même au commandant, tant elle était importante : de là

provenait le retard de notre entrée en action. J'étais « d'observatoire » ce jour-là, avec un ancien brigadier-fourrier de dragons, attaché, depuis sa récente arrivée, au peloton d'éclaireurs. Un autre encore, je ne sais pourquoi, nous suivit.

A peine étions-nous parvenus à un chemin légèrement encaissé, où se trouvaient le commandant et les trois servans de l'échelle, commença la plus terrible pluie d'obus que j'eusse encore vue! Il y avait de tout : du 77, du 105, du 130 et même du 150, heureusement tous percutans, sans quoi aucun de nous n'en serait revenu. Un obus venait à peine d'éclater que le suivant arrivait. Nous comptions une explosion toutes les trois ou quatre secondes... Les premiers étaient tombés plus loin que nous, à peu près vers nos batteries, mais il y eut correction et nous nous trouvâmes exactement dans la hausse courte d'un tir d'arrosage à la française. Je m'en rendis tout de suite compte et suggérai au commandant l'idée d'avancer vers l'ennemi d'une cinquantaine de mètres, ce qui nous sortirait certainement de la zone dangereuse : ce ne fut pas son avis, et nous restâmes à la même place, sous ce feu infernal. Les remblais qui encaissaient le chemin des deux côtés, ayant à peine 70 centimètres de haut, ne nous protégeaient pour ainsi dire pas; les éclats tombaient tout près avec un ronflement inquiéant. J'avais roulé en boule mon grand manteau que je disposai en bouclier au-dessus de ma tête et de celle d'un servant, tant on a besoin d'établir entre le projectile et sa petite personne n'importe quel obstacle susceptible de diminuer la gravité du choc... Le servant me tenait le poignet et, à chaque obus qui arrivait, m'enfonçait les ongles dans la chair avec une force extraordinaire ; on s'aplatissait contre terre avec une telle crispation qu'on aurait cru s'y enfoncer. Chose étrange, cette fois-là, je n'avais pas peur du tout : évidemment, j'avais chaud, mais ce n'était pas cet affolement du cœur que j'avais remarqué à Flainval. A quoi cela tenait-il? Je l'ignore; et pourtant, j'ai bien cru que c'était ma dernière heure. Plusieurs obus éclatèrent en plein dans le chemin, à quatre mètres de nous, devant et derrière. A chaque instant, les talus, dans lesquels nous nous incrustions, étaient ébranlés par la chute des « gros noirs. » J'avais retiré mon lorgnon, pour éviter les cassures des verres, en cas d'ébranlement un peu violent... Lorsque quelques secondes un peu plus tranquilles nous laissaient le temps de

penser, à peine disions-nous un mot; je revoyais tous les miens, là-bas, au Raz, où il devait faire si bon ce jour-là; quelques épisodes de mon enfance me traversaient rapidement l'esprit; songeant que l'on priait bien fort pour moi et que j'avais eu de la veine jusqu'à ce jour, je me disais qu'après tout, je m'en tirerais sans doute encore, peut-être avec une bonne blessure, tant est profondément ancré dans l'homme l'instinct de la conservation! Mais aussitôt l'obus sifflait si près qu'on en sentait le vent et je ne souhaitais qu'une chose : être tué sur le coup pour ne pas souffrir! Ces impressions diverses sont restées profondément gravées dans ma mémoire; je ne les oublierai certainement jamais!

Enfin, un obus arrivant plus près encore, nous nous mîmes à courir le long du talus, plus en avant, en file derrière le commandant : nous fîmes ainsi une cinquantaine de mètres, et après avoir été obligés de nous plaquer à terre cinq ou six fois, nous parvînmes sans aucun mal à un endroit du chemin beaucoup plus encaissé où nous étions mieux abrités. Au bout d'un instant, le feu ennemi cessa; il avait duré exactement cinquante minutes! (J'avais regardé l'heure.) Alors nous respirâmes plus librement... Ce feu terrible n'avait touché personne dans nos batteries: seuls les téléphonistes et les éclaireurs avaient été exposés et en furent quittes pour l'émotion! Il faut avouer que ces Allemands étaient bien maladroits!

Tout heureux d'en être réchappé, je rentrai aux avant-trains, rapprochés des batteries pour la nuit; sans paille, nous dûmes coucher sur la terre même, enveloppés dans nos couvertures : au bout d'une heure, j'avais le dos glacé; je m'installai alors sur un avant-train où je dormis en chien de fusil, mais sans souffrir de la fraîcheur. Ainsi se passa notre première journée à Suzanne.

Cette région, où nous allions rester deux semaines, est peu pittoresque et moins jolie que la Lorraine. C'est un plateau immense, très légèrement ondulé, où de rares bosquets piquent les champs de betteraves, coupés seulement par les arbres bordant les routes; très peu de maisons isolées, des villages plutôt pauvres, peu d'eau.

Notre emplacement était plus gai : à l'Est, l'horizon était limité par la grande route de Péronne à Albert, sur la crête du

plateau dont nous occupions un flanc, et dont les Allemands occupaient l'autre; cependant, l'avantage de la position était pour nous qui tenions le sommet avec le village.

Derrière la route, étaient nos batteries appuyées à gauche par une batterie lourde qu'en séparait un rideau de pins; un peu en arrière, par une batterie de Rimailhos. Sur la droite s'élevait la croupe où est bâti un petit village, dominant la Somme, environ à 2 kilomètres à l'Ouest de nos pièces, et, sur la même ligne, un immense parc planté d'arbres gigantesques sous lesquels nous avions dissimulé nos avant-trains et nos échelons. Deux routes qui y aboutissaient, celle de Cappy et celle de Bray, assuraient notre ligne de communication.

Le service des éclaireurs fut, cette fois-ci, régulier et peu fatigant; en moyenne, chacun de nous marchait un jour et une nuit sur trois.

Les premiers jours, on se battit ferme; nous tirions beaucoup et toutes les batteries restaient, la nuit, sur leurs emplacemens. Au crépuscule, les avant-trains étaient rapprochés et dissimulés le long d'un petit bois où couchaient les conducteurs.

La première nuit, nous n'avions pour nous abriter que nos couvertures; les suivantes, nous prîmes grand soin de nous munir de paille dont il existait une grande quantité de meules, et que nous entassions en botte sur les avant-trains; en les disposant par couches épaisses sur le sol, nous avions des lits très chauds, abrités du vent par les arbres qui nous environnaient, en somme très confortables, tant que la pluie ne s'en mêla pas, auquel cas nous étions, malgré nos précautions, quelque peu humectés... Les fantassins qui couchaient à côté de nous dans leurs tranchées s'étaient vite aperçus que nous étions des mines de paille fraîche et s'en emparaient régulièrement, aussitôt après notre départ : chaque jour, nous étions obligés de recommencer cette corvée.

Aux pièces, les servans étaient encore mieux que nous : leurs chambres, — abris larges et profonds, bien recouverts de paille et de terre, — étaient très chaudes, et la pluie n'y pénétrait pas.

L'observatoire du commandant était derrière une meule, un peu en arrière de la route : c'était un endroit particulièrement « malsain » que nous dûmes quitter. Les beaux arbres de cette malheureuse route, hachés, troués, cassés, formaient un décor

lamentable et présentaient à l'ennemi un point de repère grâce auquel il réglait son tir d'autant plus facilement qu'il l'observait du haut d'une cheminée de briqueterie. Aussi, les postes de nos officiers furent-ils copieusement arrosés. Le même jour fut tué le capitaine C... Les capitaines G... et V... reçurent des éclats, le premier à l'épaule, le second, dans son képi, au ras du front. Deux jours auparavant, une de nos meules avait été incendiée et, en pleine vue, les téléphonistes replièrent leur poste et allèrent s'installer au nouvel observatoire, sous une pluie de mitraille. Le commandant, émerveillé de leur courage, les récompensa par des galons ; ils ne les avaient pas volés, car leur fonction était vraiment des plus dangereuses, et il serait difficile de dire combien de fois ils ont dû installer, réparer ou relever leur ligne sous un feu terrible; n'ayant la plupart du temps rien mangé de toute la journée, parce que leur porter la soupe les eût immédiatement fait repérer; abrités tant bien que mal dans de petites tranchées qu'ils ne pouvaient préparer qu'avant le jour, sous peine d'être vus. Ils n'avaient pas un instant de repos, continuellement attentifs à transmettre, sans fautes, les ordres des officiers.

Ils donnèrent une nouvelle preuve de leur courage, le jour où fut touché notre pauvre capitaine C..., en le transportant de l'observatoire à la batterie, sur l'échelle recouverte de leurs manteaux et de leurs couvertures, en pleine vue. Les artilleurs allemands avaient bien remarqué ce groupe de quatre hommes transportant au pas un brancard, et se doutaient de ce dont il s'agissait; ils le prouvèrent bien, les sauvages, en tirant sur ces braves gens quatre salves de 130 fusans, les plus mauvais de leurs obus! Par miracle, personne ne fut atteint, et le capitaine arriva à ses chères pièces sans nouvelle blessure. Celles qu'il avait reçues étaient malheureusement mortelles : le poignet droit était sectionné et ne tenait plus au bras que par un lambeau de peau ; un éclat avait perforé les intestins et déterminé une hémorragie très violente. Sans une plainte, il commença par donner ordre à l'adjudant-chef de le remplacer à son poste avec ses téléphonistes qu'il remercia ; puis, appelant le plus ancien sous-officier présent, il lui remit l'argent de sa batterie et tous les papiers qu'il signa de la main gauche, sans oublier une recommandation. Les servans s'étaient rapprochés, les larmes aux yeux; il leur dit, d'une voix déjà lointaine, combien

il les remerciait de leurs vaillans services, du dévouement et du courage dont ils avaient constamment fait preuve; c'était, pour lui, la plus grande joie qu'il eût souhaitée de mourir à l'ennemi, au milieu de sa chère batterie avec laquelle on avait si bien travaillé, et ses yeux brillaient d'un feu étrange, tandis que ses hommes l'écoutaient, oppressés : « Enfin, dit-il, mes chers amis, vous aurez le grand bonheur que je n'ai fait qu'entrevoir : vous verrez notre pays victorieux! Je voudrais vous serrer la main à vous tous que j'aimais tant; que l'un de vous s'approche et me donne la main; là... c'est pour toute ma batterie... » Tous pleuraient lorsque les brancardiers vinrent le chercher pour le soigner à Suzanne; il était déjà presque sans connaissance, mais demanda pourquoi l'on ne voulait pas le laisser mourir dans sa batterie... « Vous emportez mon corps, ma vie reste ici! »

Ce jour-là, — dimanche 4 octobre, — j'étais aux avant-trains lorsqu'on vint nous annoncer la terrible nouvelle de la blessure du capitaine et demander le médecin. Mon cheval était sellé : j'allai au poste de secours chercher une voiture pour le transport, et je l'amenai ainsi presque à la batterie. Une douloureuse stupéfaction s'était emparée de nous tous en apprenant que le capitaine était en danger, et lorsque je le vis tout pâle, les yeux déjà révulsés, son long corps sans force, je fus pris d'un découragement immense en pensant que personne ne remplacerait un si bon officier! Il me reconnut et fit un signe des yeux pour me remercier... J'étais bouleversé! Quelques sous-officiers vinrent le voir; tous étaient en larmes. Le docteur dit qu'il essaierait une opération si le blessé avait encore assez de forces; il fallut renoncer à ce dernier espoir, et le capitaine C... mourut sans une plainte, dans la nuit du 5. Ses dernières paroles furent pour remercier les médecins de leurs soins et dire son bonheur de mourir pour la France. Deux jours après, eut lieu son enterrement auquel purent seulement assister quelques sous-officiers; un ordre du jour du colonel rendit hommage aux qualités supérieures de cet excellent officier... et ce fut tout... Ses hommes ont gardé son souvenir; ils en parlent souvent avec tant de regrets!

Ces événemens nous firent agir avec encore plus de prudence, si possible, dans l'installation des postes d'observation : notamment, ainsi que je l'ai dit, le commandant changea le

sien. On était vraiment fort mal. Notre tranchée, très peu profonde et évasée, n'offrait qu'un abri très imparfait; quand les « zinzins » tombaient trop près, nous nous étendions au fond du trou, avec une seule botte de paille au-dessus de nos têtes, précaution utile, sans laquelle j'aurais reçu un éclat en pleine figure : là encore, j'avais eu de la veine! Le ciel était sillonné de projectiles, tellement que nous ne reconnaissions plus les Français des Allemands! Au point de vue des ordres à porter, nous fûmes assez tranquilles; on ne nous en donna que deux à chacun, les miens pour le capitaine V... En nous quittant, nous nous serrâmes la main, mon camarade et moi, avec un « bonne chance!... » Pour aller à mon poste, je devais d'abord franchir quelques mètres en pleine crête; ensuite, en longeant le fossé au bord de la route, j'étais caché. La première fois, je ne pris peut-être pas assez de précautions, car « ils » me tirèrent dessus; mais la seconde, je rampai délibérément et me trouvai, au détour d'un arbre, face à face avec un pauvre petit fantassin de chez nous qui avait le crâne fracassé... Frisson!... Mon camarade revint, lui aussi sans mal, et nous passâmes le reste de notre journée sans autre aventure, moitié causant, d'ailleurs avec beaucoup d'entrain, moitié dormant pour tromper la faim qu'aucune soupe ne nous permettait d'apaiser.

Un incident de la matinée avait été l'arrivée du capitaine V..., sans képi. Il dit au commandant, avec son calme imperturbable, qu'il venait passer un moment à l'abri avec lui, car il était repéré. « Ces imbéciles-là m'ont troué mon képi; c'est abominable! » disait-il avec son air de petite-maîtresse... Coquet comme un officier de cavalerie. De très beaux yeux clairs comme le jour, qui jamais ne clignèrent devant le danger et nous fixaient, parfois rieurs, pour souligner une plaisanterie quelconque; quoiqu'il nous traitât avec quelque hauteur, nous avions très grande confiance en lui : les hommes, au fond, l'aimaient bien... Il causa quelques instans, disant qu'il ne pourrait plus retourner à Reims maintenant qu'on lui avait démoli « sa » cathédrale qu'il avait toujours vue et aimée dès son enfance... « Oui, mon commandant, c'est abominable! » — « Euh! euh! disait l'autre, j'ai une petite maison en Argonne, — et il tirait une grosse bouffée de sa pipe de bruyère toujours rivée à ses dents; — ces animaux-là l'ont complètement chambardée... » — « Et chez moi, mon commandant, 50 obus, pas 49, 50 obus

dans ma maison ! C'est grossier, vraiment, c'est inconcevable ! » Et il blaguait ainsi, tranquillement, avant de retourner à son poste qui était presque entièrement bouleversé.

La journée s'écoula pour nous sans autre incident notable ; les Allemands ne purent en dire autant. Vers le soir, un instant avant de rentrer à leurs pièces, nos officiers aperçurent tout à coup une force d'infanterie d'à peu près 800 hommes, progressant par bonds dans notre direction, sans tirer un coup de fusil, à environ 900 mètres. Ils avaient pu approcher sans être aperçus, grâce à la faible visibilité de leur uniforme qui se fondait parfaitement avec le terrain ; les reflets de leurs baïonnettes seuls avaient attiré l'attention ; il était temps d'agir ! Ce fut terrible ! La 6e tira à balles, la 5e à explosifs, en fauchant ; en moins d'une minute, l'attaque ennemie fut complètement anéantie ; les sections étaient rasées par rangs entiers, et l'effet de nos obus fut tel que, seuls, *deux* hommes, — dont un semblait blessé, — se relevèrent au milieu des corps de leurs camarades et s'en retournèrent vers leurs lignes, appuyés l'un contre l'autre : tous les autres étaient tués ou blessés !

Je mettais naturellement mes jours de repos à profit pour tâcher de me faire une vie aussi confortable que possible.

Notre coiffeur travaillait tous les jours ; aussi vit-on tomber toutes les barbes hirsutes que nous avions fait vœu de porter pendant la durée de la guerre. Redevenu ainsi plus présentable, je me mis à la recherche d'une femme disposée à laver mon linge et à me faire un peu de cuisine *chaude* et abondante, qualités peu fréquentes à l'ordinaire. Je dénichai la ménagère rêvée qui, peu à peu, devint tout à fait notre amie. Dans les derniers temps de notre séjour, nous trouvâmes même à coucher dans cette maison pourtant bien remplie par les quatre gosses de la patronne ; notre présence l'aidait à triompher de la peur d'un bombardement de nuit, lequel, d'ailleurs, n'a jamais eu lieu ; mais comme il pleuvait et faisait froid, nous étions ravis d'être à l'abri.

Nous causions longuement aux repas : elle nous racontait le passage des Allemands à Suzanne, au mois d'août, leur retraite ensuite, ses angoisses au sujet de son mari qui combattait dans un régiment territorial ; enfin, c'était toujours la guerre qui

revenait dans nos conversations. « Pourvu qu'ils ne passent pas une fois encore! je m'en irais, voyez-vous, j'emmènerais mes pauvres *infints!* » disait-elle avec cet accent épouvantable des gens du Nord. Mais, nous la rassurions en lui disant que, là où nous étions, l'ennemi n'avançait jamais. C'est en causant avec les habitans des pays envahis que l'on se rend bien compte de la tâche du soldat : les garantir jusqu'à la mort contre l'envahisseur. Les troupes ont bien plus de détermination pour défendre leur propre sol que pour attaquer l'ennemi chez lui. J'ai remarqué que nous étions moins *acharnés* lorsque nos positions étaient éloignées de tout groupement de maisons; la vue d'un toit à protéger suffisait pour nous rendre inébranlables. On aurait dit que les habitans s'en rendaient compte par l'empressement qu'ils mettaient à revenir chez eux dès que leurs maisons étaient, à nouveau, dans nos lignes, même en pleine zone dangereuse; cela semble de l'héroïsme pour les autres, pour eux c'est tout naturel : « Vous y êtes bien, » nous disaient-ils, « alors, pourquoi pas nous? » Cela nous encourageait : nous étions très bien disposés pour ces braves gens, et désireux de leur rendre service, selon nos moyens, tandis que nous avons toujours eu une sorte de mépris pour ceux qui avaient fui devant l'invasion et ne revenaient plus derrière nous. En temps de guerre, on devient difficile sur le chapitre du courage et l'on est véritablement surpris et dégoûté, — c'est le mot, — quand on remarque son absence : aussi émet-on, quelquefois, des jugemens sévères pour « ceux qui tremblotent... »

Lundi 12, était mon jour d'observatoire. Nous étions deux : notre seule distraction fut une série de tirs très bien dirigés par nos différentes batteries sur plusieurs aéros ennemis qui devinrent moins curieux. Nous apprîmes notre prochain départ, probablement vers le Nord, où on se battait sérieusement : les coloniaux devaient rester sur place, tandis que nous filerions vers une destination nouvelle.

C'est la dernière fois que je me trouvai en liaison avec le commandant P... Il était très gentil pour nous, et j'aimais beaucoup l'entendre donner des ordres pour combiner des attaques ou organiser notre défense; il avait une grande initiative et ne laissait pas l'ennemi tranquille un seul instant.

Je me souviens de notre joie quand il fit bombarder par le Rimailho un village où il cantonnait habituellement... Cela me rappelait absolument les livres de la *Guerre en rase campagne* du commandant Driant, qui passionnèrent mes quinze ans !

J'ai noté également ce jour-là « brume et pluie... » Ce changement de temps nous désolait, car il nous annonçait les mauvais jours d'hiver et le redoublement de nos fatigues.

Une impression un peu plus intéressante se rapporte aux tirs de nuit exécutés presque journellement par la batterie qui restait en position. Comme l'obscurité rend impossible tout pointage et tout réglage, le tir est préparé pendant le jour et réglé sur des piquets-repères, auxquels on fixe une lanterne au moment de commencer le feu; de cette façon, on peut arroser une zone de terrain que l'on croit occupée par l'ennemi et le gêner terriblement ! Sans doute, le tir de nuit est très lent, à cause de la nécessité d'éclairer le déboucheur, le pointeur et le tireur avec une seule lanterne, — plusieurs lumières nous feraient découvrir, — et cela pour chaque coup. C'est d'ailleurs très décoratif!... Les hommes en manteau, le cou enveloppé dans d'épais cache-nez, la tête couverte du passe-montagne, sont encore à moitié engourdis par le sommeil et saisis par le froid : le plaisir de jouer un mauvais tour aux Allemands et la manœuvre de la pièce ont vite fait de les réchauffer, et, comme toujours, ils regrettent que le tir soit si peu fourni !... Les commandemens sont transmis à voix basse, car, la nuit, la voix porte loin, et il est inutile de donner à l'ennemi la plus petite indication sur notre position ; avec un bâillement, le chef de pièce éclaire ses hommes, on charge... « Feu ! » L'obus file en *criant*, et son éclatement nous remplit d'aise... La nuit, en effet, le bruit des projectiles dans l'air est tout différent de celui qu'ils font pendant le jour; cela tient probablement à l'humidité; tonjours est-il qu'ils ont une chanson très méchante, un peu assourdie, qui donne aux attaques de nuit un aspect terrifiant. C'est fini, on éteint la lanterne-repère et on s'enfile vivement dans le calbot, où l'on se pelotonne douillettement l'un contre l'autre, pour reprendre le sommeil interrompu... Dirait-on vraiment qu'on vient de tuer? L'écho assourdi de la réponse allemande nous parvenait parfois; ils tiraient sans conviction et naturellement sans nous faire le moindre mal, pour montrer

qu'ils ne dormaient pas... « Cause toujours, ma grosse, tu m'intéresses! » disait, en s'étirant, mon voisin.

Jeudi 13, nous étions tranquilles comme d'habitude, au parc, lorsque l'apparition d'un aéro allemand, se rapprochant de nous à toute allure, nous causa quelque émotion... Rien que quelques mousquetons pour l'inquiéter... nous étions à sa merci et attendions la bombe avec inquiétude, nous abritant autant que possible derrière les arbres... « Planquez-vous! » Tout le monde à terre... Ce n'est rien, ce n'est pas une bombe... l'aéro passe, laissant descendre une foule de papiers blancs, évidemment pour signaler notre présence à une batterie qui, tout à l'heure, nous portera le bonjour. Mais, — surprise! — un de nous ramasse un de ces papiers et constate que c'est une proclamation imprimée en français : « Les Allemands, dit-elle, traitent très bien leurs prisonniers, selon toutes les lois internationales et la plus grande humanité; les 400 000 prisonniers (!) alliés internés en Allemagne sont très heureux de leur sort. Conclusion : n'hésitez pas à passer dans nos lignes, braves Français, nous vous accueillerons à bras ouverts!... »

C'est enfantin! Quelle idée ont-ils donc de notre moralité pour nous dire de telles bêtises?

Précisément, deux jours avant, nous avions eu l'occasion d'interviewer un Allemand, pris en portant par erreur la soupe dans les tranchées françaises construites pendant la nuit, au lieu d'aller ravitailler ses congénères; c'était un jeune instituteur, l'air intelligent et vif, et j'ai pu, rappelant mes souvenirs d'allemand, causer un bon moment avec lui. Entre autres choses intéressantes, il me dit que les Autrichiens avaient complètement battu les Russes (on venait de nous annoncer leur retraite de Galicie), qui, à Tannenberg (Prusse orientale), avaient aussi été écrasés par les Allemands! Quelques jours auparavant, nous avions appris la victoire russe d'Augustovo... Je n'essayai même pas de le détromper, j'y aurais eu trop de peine! Il nous trouvait beaucoup moins méchans qu'on ne le lui avait dit, et nous remercia bien des cartes et des cigarettes que nous lui donnâmes avec un bout de pain; au demeurant, persuadé de la victoire finale de ses compatriotes, injustement attaqués par la France et l'Angleterre... Toujours la même chanson! Quelle terrible surprise pour les Allemands, lorsque l'histoire leur montrera, implacable, à quel point ils

ont été trompés, bafoués, conduits par le bout du nez par leur Empereur et la caste militaire !

Le 13, un ordre du jour porta à notre connaissance la fameuse circulaire adressée à tous les officiers par l'état-major allemand, et dont une phrase commençait ainsi : « Si nous voulons tâcher d'égaler l'artillerie française... » Il y était aussi question de l'habileté des Français à se cacher des aéroplanes, « qui ne découvraient pas leurs positions, » et de l'audace de leurs aviateurs que les pilotes allemands devraient imiter... Ce document symptomatique, qui a été reproduit longtemps après par la presse française, nous avait vivement intéressés : on l'avait trouvé sur un colonel allemand fait prisonnier.

Enfin, vers le soir, nous parvint, par la voie des journaux, une grave nouvelle, celle de la prise d'Anvers. Elle nous causa bien une certaine déception, mais je pris la parole avec véhémence pour rassurer les camarades et leur démontrer, d'une façon irréfutable, « qu'il n'y avait pas là de quoi se frapper. » Ils furent convaincus ; cela valait mieux que de les laisser en proie au doute qui les aurait amenés à désespérer de l'issue de la guerre, par une pente toute naturelle. D'ailleurs, je pensais vraiment que, puisque l'armée belge était sauve, il n'y avait que demi-mal.

XII. — ALBERT — LA BOISSELLE

Dimanche 18, en pleine nuit, nous quittons Maricourt, afin de nous trouver à la pointe du jour un peu à l'Est d'Albert, face à La Boisselle, pour soutenir une attaque sur ce dernier point : marche très pénible, à cause de l'obscurité, de la pluie et de la fraîcheur. Il y a devant nous de l'artillerie lourde, précédée elle-même par de l'infanterie, qui avance très lentement ; nous marchons comme des tortues, nous arrêtant à tout instant ; c'est énervant au possible ! Notre rôle d'éclaireurs, en marche, est de jalonner la route pour les batteries qui nous suivent, tandis que l'officier orienteur nous précède et reconnaît le bon chemin ; de jour, c'est excessivement facile, mais, de nuit, c'est pénible, — particulièrement quand il fait très sombre, — à cause du sommeil qui nous poursuit, nous couche sur nos sacoches, et contre lequel il faut continuellement réagir. On s'endort ainsi, souvent, une ou deux minutes, jusqu'à ce que l'appel d'un

camarade « qui ne vous voit plus » vous réveille en sursaut, ou que le cheval bronche sur un caillou.

Enfin, nous approchons de notre position de batterie ; un combat de nuit est engagé; la fusillade crépite, tandis que les grosses pièces « balancent » de terrifiantes marmites qui geignent lamentablement dans le brouillard, et que les fusées éclairantes inondent le sol d'une nappe de lumière crue, aveuglante ; c'est une impression sinistre, quoique l'on soit, évidemment, plus en sécurité qu'en plein jour.

Je suis encore « d'observatoire. » Il faut se hâter de s'installer ; le jour se lève, et bientôt nous serons vus. Nous gagnons rapidement la meule, — il y a toujours une meule ! — auprès de laquelle est déjà creusée une excellente tranchée... Pas de trous à faire, on pourra au moins grignoter tranquillement un bout de pain et un peu de chocolat. Nos trois capitaines ont leur téléphone à côté de nous, et quand le jour permet d'y voir suffisamment, le feu commence. C'est excessivement intéressant, le réglage dans de telles conditions : chacun, pour son compte, fait les corrections nécessaires, qu'annonce tout haut le capitaine ; nous pouvons, de cette façon, apprécier nos dispositions à commander un tir. Nous bombardons des tranchées et des batteries ennemies à environ 3 500 ; eux ne peuvent apercevoir nos pièces, mais notre poste est en pleine vue, à gauche devant et à droite. Ce ne sera pas drôle quand il faudra communiquer !

La matinée commence tranquille, simplement troublée par l'éclatement prématuré d'un de nos shrapnells, dont les balles sifflent à quelques mètres de nous. Les Allemands ne nous tirent pas dessus, c'est vraiment remarquable ! Mais voilà qu'il faut un agent de liaison au général qui commande l'attaque ; le lieutenant de réserve, un garçon tout à fait charmant, m'emmène ; il est aussi grand que moi, et, après nous être défilés, pliés en deux, pendant quatre cents mètres, nous arrivons en pleine vue des Allemands. A quoi bon « se planquer ? » Et nous nous redressons de toute notre hauteur, ce qui est moins fatigant, gardant simplement notre képi à la main comme dernière concession au sacro-saint principe du défilement. Les Allemands deviennent décidément économes de munitions, car ils n'estiment pas utile de tirer, comme ils n'auraient pas manqué de le faire au début de la campagne, sur ces deux

insolens « poilus » qui osent se montrer! Le poste du général n'est plus qu'un simple chemin creux que quelques artilleurs « améliorent, » c'est-à-dire transforment en tranchée; l'ennemi est à 2000 mètres; heureusement qu'il ignore l'importance de ce groupe d'officiers et d'agens de liaison! Quel beau coup, s'il « descendait » un état-major de brigade! Heureusement il n'a rien vu et il ne verra rien de toute la journée, trop occupé à se défendre contre nos attaques.

Il y en a déjà eu une qui est arrivée à 100 mètres de La Boisselle, mais les mitrailleuses nous ont empêchés d'avancer; on prépare la seconde avec du 75 et du Rimailho : ce bombardement est des plus réjouissans! Les 155 sont des obus terribles dont les ravages énormes démoralisent les troupes les plus décidées; à 2 kilomètres, — le vent porte vers nous, — on distingue les hurlemens des éclats volant dans tous les sens!

La journée se passe; les abris sont terminés; les officiers s'y installent et je les écoute causer de la défense de Paris, du changement de ministère qui est arrivé si à propos, de nos premiers échecs déjà réparés et de la certitude que nous avons maintenant de « les tenir. » Je ne puis rien dire à cause de mon grade et je le regrette, car je suis capable de comprendre, comme eux, et je souffre de mon ignorance des faits qu'ils connaissent mieux que moi.

La nuit tombe, nous rentrons au moment où se décide une troisième attaque; nous passerons la nuit sur notre position, pour soutenir, s'il en est besoin, notre infanterie; les hommes s'installent dans leurs « chambres, » tandis que je me mets en route avec un peu d'inquiétude pour remplir la mission suivante : « Allez porter ces deux plis à l'échelon et au premier groupe; impossible de vous renseigner sur leurs positions ni de vous donner le mot qui ne nous est pas encore parvenu! » Par bonheur, je rencontre, en route, un camarade qui venait de l'échelon et m'y accompagne, sans quoi je me serais infailliblement perdu, tant il faisait noir (d'ailleurs, je ne connaissais pas les chemins). Un peu plus loin, un lieutenant de réserve me donne le mot. Nous repartons à la recherche du premier groupe, riant et blaguant, tandis que nos chevaux hennissent à qui mieux mieux. Avec une veine colossale, nous trouvons facilement les officiers que nous cherchions et, après m'être acquitté de ma mission, je veux revenir par le

chemin que nous avons déjà pris et qui est assez long ; mon compagnon veut en chercher un plus court ; je le suis... Quelle équipée ! Après avoir failli tomber dans un canal, nous manquons de nous enlizer dans un marais que nous avions pris pour un honnête pré. Enfin, après bien de la peine, nous nous dépêtrons des fils de fer au milieu desquels nous étions tombés, — mon cheval s'en était introduit un entre le fer et le sabot, et comme nous n'avions pas de pince pour le couper, il fallut le casser à la main : vingt-cinq minutes de rage ! — et nous manquons d'écraser une sentinelle qui ne veut pas nous laisser passer : de surprise, j'ai oublié le mot qui doit m'ouvrir tous les passages !

Pour en finir, nous reprenons notre premier chemin, parti le plus sage, puisque c'est la seule voie qui nous soit connue.

Il est très tard, naturellement, lorsque nous retraversons Albert : impossible de rien trouver dans cette malheureuse ville complètement abandonnée et presque entièrement ruinée ! Les Allemands se sont acharnés particulièrement sur l'église ; ils sont si maladroits qu'elle n'a presque rien reçu, mais toutes les maisons qui l'environnent sont détruites ! Ce vide et ce silence de mort sont lugubres et donnent une impression d'épouvante et de cauchemar : muets d'horreur et de rage, nous allongeons insensiblement l'allure pour quitter cette cité de malheur, et arrivons enfin vers minuit et demi à notre bivouac, non sans avoir eu, une fois de plus, maille à partir avec des fils de fer de clôture.

XIII. — EN PAS-DE-CALAIS — MONCHY

Une grande étape, le mardi 20 ; par Hénencourt, Senlis, Hédauville, Forceville, Bertrancourt, nous arrivons en Pas-de-Calais, à Couin. Pays très laid, village effroyablement pauvre, sans la moindre ressource ; beaucoup de troupes, nous y recevons des hommes du dépôt. Couché dans une maison abandonnée, sur du foin.

Le lendemain, nous continuons à monter vers le Nord, par Hénu, Gaudiempré et Humbercamps, rencontrant en chemin un régiment de goumiers et de spahis : drôles d'uniformes, un peu effarans, mais quels beaux chevaux !

La maîtrise de Monchy et de ses abords était d'une grande

importance pour les Allemands; au moment de la prise de contact dans cette région, les Français les avaient d'abord refoulés progressivement, village par village, puis, devant des forces supérieures, ils avaient, momentanément, plié, mais, finalement, s'étaient à nouveau rendus maîtres du terrain précédemment occupé par eux, sauf Monchy, qui formait une pointe saillante des lignes allemandes, menaçant notre front : nous allions tenter de l'enlever.

La préparation de l'attaque débuta par de nombreuses reconnaissances d'avions; presque chaque jour, nous étions attaqués par des avions allemands, mieux armés et plus rapides, mais nous veillions au grain et, sitôt que nous le pouvions, tapions dans les taubes avec joie! Puis, la lourde entra en action pour démolir les batteries et les gros abris ennemis.

Enfin, le 75 eut aussi à donner de la voix, non contre le 77, car il y en avait très peu, mais contre les tranchées de la Garde devant Monchy. Ce bombardement avait lieu tous les jours, deux fois, pendant 5 minutes, à 50 coups par batterie. Au signal donné, les 12 batteries de 75, appuyées par les deux de lourde, ouvraient le feu. Chaque seconde apportait l'écho d'un coup tiré et d'un éclatement; le tapage était infernal et affolant et, pour nous qui, de l'observatoire, pouvions merveilleusement voir les coups porter, c'était un spectacle féerique, diabolique, inouï! A 300 mètres, à droite et à gauche du village, et tout le long de sa lisière, il tombait un obus tous les 12 mètres, en tir progressif fauché, tantôt à balles, tantôt à explosifs; quand, au bout d'un instant, les coups se faisaient plus espacés et cessaient enfin, nous laissant les oreilles bourdonnantes, nous apercevions deux nuages d'épaisse fumée blanche (pour les shrapnells) et noire (pour les explosifs) flottant doucement au-dessus des premières maisons, trouées çà et là par la flamme d'un incendie. Une demi-heure, nouveau bombardement dans les mêmes conditions; la nuit étant alors tombée, ce n'était plus des flocons de fumée qui nous révélaient la chute des obus, mais la flamme de leurs éclatemens; on eût dit une rampe de lampes électriques s'allumant à la cadence des étincelles des magnétos, comme on en voit aux stands d'automobiles au Salon de l'Auto. On ne peut se douter de ce qu'est le tir du 75 tant qu'on n'a pas vu un pareil spectacle.

Les ravages produits par ces bombardemens durent être

terribles, car nos aviateurs nous rapportèrent que les tranchées, entièrement bouleversées, étaient remplies de cadavres, et que, sur plus de 400 mètres en arrière, la terre était, positivement, cachée par les corps de ceux qui avaient, vainement, cherché leur salut dans une fuite impossible! Et cela dura six jours, avec une petite ouverture matinale de quelques coups au grand concert du soir.

L'excitation produite par cette chose extraordinaire à laquelle nous assistions était telle, que les fantassins et les officiers sortaient des tranchées et se dressaient sur le parapet, à mi-corps, et même de toute leur hauteur, pour mieux voir! Un jour, les Allemands nous envoyèrent 8 shrapnells dont les balles tombèrent à un mètre de nous : ce n'est qu'aux trois derniers que nous nous aperçûmes que c'était sur nous qu'on tirait! A ce moment, on nous eût permis d'aller en avant, que nous serions partis à l'assaut, armés simplement de nos revolvers!

Le mardi 27, je fus attaché comme agent de liaison au poste de commandement du commandant chef de l'artillerie de notre secteur. Il était installé à la mairie-école de Berles-au-Bois, qui avait vraiment l'allure d'un quartier général, avec ses fils téléphoniques partant dans toutes les directions et les nombreux officiers et estafettes allant et venant continuellement. Prenant mon service dès le jour, je restais d'ordinaire dans la salle du conseil municipal, aménagée à présent en central téléphonique, en compagnie des autres « liaisons » dormant, causant et lisant quelques livres puisés dans la bibliothèque de l'instituteur, entre autres, *la Guerre et la Paix* de Tolstoï. A chaque instant, il y avait à transmettre des communications aux différens chefs d'unités dépendant du commandant; c'était intéressant pour nous qui pouvions, ainsi, comprendre ce qui se passait.

Le jeudi paraissait devoir s'écouler aussi calme que les jours précédens, lorsque une, puis deux, puis trois, puis encore beaucoup d'autres marmites de 150 vinrent nous rappeler que nous n'étions pas là pour nous amuser et que nous ferions bien d'aller voir à la cave comment on s'y trouvait!... On y transporta les appareils téléphoniques et, en nous tassant beaucoup, nous trouvâmes tous notre place, officiers et agens de liaison. Les Allemands bombardaient copieusement le village et il paraissait assez malsain de risquer le nez dehors; plusieurs fantassins avaient eu à s'en plaindre. Les chasseurs à pied

s'étaient, eux aussi, soigneusement abrités, et nous attendions tous avec philosophie que les artilleurs de la Garde en eussent assez pour reprendre nos occupations, momentanément interrompues; ce fut l'affaire de deux heures; après quoi, nous sortîmes prendre l'air et inspecter les lieux : les dégâts étaient, surtout, matériels, quelques maisons démolies, sans grand mal pour les habitans ou les soldats. Mais, mon pauvre « Ebrard » l'avait échappé belle ! Un gros obus, éclatant dans l'écurie où je le mettais habituellement, avait démoli le toit et le plafond dont les débris couvraient mon cheval ; par un hasard inouï, il n'avait pas la moindre égratignure, ce que je constatai avec joie, après l'avoir épousseté et débarrassé de tous les plâtras qui le saupoudraient, lui donnant un air ridicule encore accru par l'émotion de ce fâcheux contretemps. J'ai déjà dit que ce prodigieux animal était doué d'une résistance peu commune, et il m'en donna une fois encore la preuve, en dévorant toute son avoine, comme si rien ne s'était passé !

Les jours suivans, nous dûmes rester à la cave, par suite d'un bombardement peu nourri, mais continuel. C'est à ce moment-là qu'eurent lieu les attaques de Monchy par nos braves fantassins. A chaque fois, ils parvinrent aux fils de fer protégeant les premières tranchées ennemies : — deux compagnies pénétrèrent même dans le village ; cernées toute la journée, elles parvinrent à s'en échapper le soir et à regagner nos lignes; — mais le feu des mitrailleuses allemandes arrêtait net toutes nos tentatives de franchir cette zone découverte. Trois jours de suite, nous renouvelâmes ces attaques sans plus de succès ; nos pertes furent sérieuses, mais les Allemands en avaient éprouvé de plus terribles, du fait de notre artillerie. Nous suivions la marche des attaques au téléphone ; c'était d'abord les ordres concernant leur préparation par l'artillerie ; puis, l'avance lente de l'infanterie et des sapeurs du génie qui devaient couper les fils de fer, bouleverser les barricades et les tranchées, à l'aide de pétards à la mélinite ; ensuite, le dispositif de l'attaque elle-même. Les minutes passaient, longues... et les nouvelles arrivaient, espacées, brèves... « Le feu de l'artillerie paraît avoir causé de fortes pertes à l'ennemi. » — « L'attaque est partie à 16 h. 30. » — « Nos troupes sont à 50 mètres des tranchées ennemies; à tel endroit, deux sections ont enlevé une barricade et sont maî-

tresses des premières maisons du village. » — « Malgré plusieurs assauts, il n'a pas été possible d'arriver aux mitrailleuses ennemies qui nous font beaucoup de mal ; le combat continue. » — « Nous suspendons l'attaque ; on va établir des boyaux de communications avec les deux sections isolées pour le ravitaillement et les renforcer, de façon à conserver le terrain gagné. » Et plus tard, le compte rendu des pertes : 200 tués, autant de blessés... Toutes ces paroles portant l'espoir ou l'inquiétude qui frappaient le récepteur avec la même sonorité métallique, que de sentimens divers elles éveillaient en nous, forcément passifs par notre rôle même, mais dont l'esprit, tendu comme la corde d'un arc, *agissait* en même temps que nos camarades dont nous entrevoyions, fugitivement, là-bas, le sublime effort !

La dernière attaque eut lieu le 1er novembre.

Le 2, dans tous les villages de notre front, fut dite la messe de la Toussaint. L'église était trop petite pour contenir la foule de soldats de tous les régimens qui se pressaient pour l'entendre ; beaucoup durent rester dehors, aux portes, tête nue, l'oreille tendue vers le chœur d'où parvenait, comme un murmure, la voix de l'aumônier, des servans et quelques mesures des chœurs chantés par tous les assistans. Dans le cimetière, autour de l'église, beaucoup de tombes fraîches surmontées d'inscriptions de la veille, avec la mention : « Mort pour la patrie. » Au loin, le canon grondait, inlassablement... Les mots de patrie, de victoire, de mort, de paradis, revenaient dans les paroles du prêtre : que de belles choses à dire devant un tel auditoire composé d'hommes auxquels la lutte et la mort sont devenues si familières ! en avait-il jamais rencontré un aussi favorable, aussi bien disposé à comprendre ? Un écrivain de talent aurait fait une bien jolie page en dépeignant ce poignant tableau, d'ailleurs reproduit à tant d'exemplaires, car à la même heure, dans toutes les églises près de la ligne de feu, c'était la même cérémonie si touchante, le même pieux pèlerinage de tous les combattans, tous membres de la même famille, la même évocation des camarades dont nous célébrions la glorieuse mort à l'ennemi. Derrière le front, dans le pays que nous avions garanti de l'invasion, on n'a pas vu de si belles choses !

La journée fut calme, plus de marmites, plus d'ordres à transmettre ! Je passai un bon moment avec deux chasseurs

parisiens : le plus vieux, ingénieur; l'autre, de ma classe, danseur de café-concert. Cette différence de condition et d'âge ne les empêchait pas d'être les deux meilleurs amis du bataillon. Les renseignemens, — les « décisions » comme on dit au régiment, — les plus récens, pronostiquaient notre prochain départ dans le Nord, où, paraît-il, on se battait ferme. Tant mieux, on verra du pays!

C'est, en effet, le lendemain que nous quittâmes la position de Monchy, regrettant nos merveilleux abris, qui, cette fois, étaient de vraies maisons souterraines, avec leurs cheminées creusées en terre, leurs escaliers tournans pour éviter la pluie et le vent, et leur toit de $0^{m},80$ d'épaisseur. Durant ce séjour de plus d'une semaine, nous n'avions pas eu de pertes à déplorer du fait de l'artillerie ennemie qui nous tira rarement dessus; mais un accident stupide vint, un soir, jeter la consternation parmi nous. Les servans d'une pièce avaient mal construit leur abri, imprudemment étayé sur des murs de betteraves et de terre peu solides, et tout à coup, vers 10 heures du soir, la pluie fit s'écrouler le tout sur la tête des sept malheureux qui dormaient paisiblement. L'un d'eux put donner l'alarme. En un instant, tous les hommes se précipitèrent au secours de leurs camarades; mais la couche de terre qui les ensevelissait était épaisse, et il fallut de longues minutes avant de les dégager. Les trois derniers ne respiraient plus quand on les retira; des tractions rythmées fort longues en firent revenir deux à la vie; quant au troisième, tout effort fut inutile! N'est-il pas écrasant, ce destin qui permet à un homme d'échapper à la mitraille pendant trois mois, pour le laisser périr misérablement étouffé sous des betteraves? Plus que les obus et les balles, cet accident nous faisait sentir notre faiblesse.

XIV. — MARCHE VERS LE NORD

L'étape du mardi, 3 novembre, fut longue et rapide : passant par La Herlière, Avesnes-le-Comte et Berles, nous fîmes bien quarante kilomètres jusqu'à Mondain, où eut lieu la grande halte.

Mercredi 4, petite étape matinale par Izel-les-Hameaux, jusqu'à Noyelle-Vion; cantonnement; puis, à 8 heures du soir, départ sous la pluie; marche lente derrière le 79e, qui allait embarquer à Saint-Pol, pour la Belgique, croyait-on.

Froid! Boue! Cafard! Nous traversons ainsi Manin, Givenchy, Ambrines et Maizières, pour arriver à Ternas vers une heure du matin. Heureusement, la grange dans laquelle nous couchions était pleine de foin et de paille, ce qui nous réchauffa et sécha nos vêtemens.

Repos le lendemain toute la journée. Il y avait longtemps que je n'avais rien reçu de chez moi; pas de nouvelles, et « fauchmann » (sans le sou).

Le 6, vendredi, départ vers midi, autant qu'il m'en souvienne. Nous montons franchement vers la Belgique, par Bryas, Valhuon, Auchel, Burbure, villages serrés les uns sur les autres et importans : malheureusement, un brouillard intense nous empêche de voir autre chose que les côtés de la route; des convois automobiles, d'une longueur désespérante, nous croisent ou nous dépassent continuellement : il se prépare certainement quelque chose de grave! Vers 18 heures, grande halte à Lillers. Ah! voilà les Anglais! Ce sont les premiers que nous voyons : des infirmiers, du train, des motocyclistes. Il y a des ressources en ville. Sans perdre de temps, nous nous procurons du pain, de la charcuterie et du vin, terriblement cher! que nous dégustons en compagnie d'un vieux « sergent » décoré de la médaille de Victoria et du Transvaal, avec lequel j'entre délibérément et fraternellement en contact: nous avions bien un peu de peine à nous comprendre parfaitement (surtout lorsqu'il parlait de Béthune, qu'il prononçait à l'anglaise); mais ça allait tout de même, et nous nous séparâmes avec un cordial « good luck! » (bonne chance!) et un solide *shake-hand*.

A 20 heures et demie, nous repartons de Lillers : brouillard intense, soleil. Nous couchons chez une aimable « débitante, » qui nous confectionne du café au lait et des tartines beurrées, et nous fait sécher nos frusques pendant que nous dormons dans *ses* lits, restant elle-même dans un fauteuil toute la nuit. Au moment du départ, nous eûmes encore un petit déjeuner chaud. Dans ces conditions-là, on ferait la guerre pendant dix ans!

Nous repartons samedi, de bonne heure, traversant l'armée anglaise. Quelle tenue superbe! Comme ils ont l'air solides, et comme ils doivent bien se battre ces Tommies rasés, rouges, pleins de gaieté et de dignité! C'est pour nous un vrai plaisir de les voir, car nous les sentons forts; ils sont excellens cama-

rades, nous proposant de délicieuses cigarettes et une tasse de thé, tandis que nous n'avons rien à leur offrir. Les chevaux sont superbes de santé, gras et le poil luisant, avec des harnachemens très propres et pratiques. Nous remarquons surtout leur service d'automobiles merveilleusement organisé, pour la Croix-Rouge comme pour le ravitaillement, et aussi les tracteurs à vapeur, tout neufs, pour les poids lourds; beaucoup de motocyclistes, bien « montés, » équipés comme de riches touristes. La camaraderie des sous-officiers avec leurs hommes est aussi très frappante, d'ailleurs rendue facile par leur sentiment très développé de « respectability » qui fait que chacun sait se tenir à sa place.

XV. — EN BELGIQUE

Nous franchissons, à 12 h. 18, la frontière belge, sur la route de Westoutre. Ce n'est pas sans un certain regret que je quitte notre terre de France, qui, jusqu'ici, m'a été favorable. La terre belge me sera-t-elle aussi bonne? Oui, je pense, car maintenant je ne suis plus un étranger indifférent pour elle, mais un ami!

La route est encombrée de convois anglais et français et de cavalerie française démontée : nous croisons au moins un régiment de cuirassiers et de dragons de tous les numéros, qui portent le lebel, le sac et la capote des fantassins.

Grande halte à Westoutre; dans un café à enseigne flamande, — tout est flamand à présent, — je change ce qui me reste de monnaie française; mais on ne trouve ni à boire ni à manger dans le pays : il y a trop de troupes. Nous continuons notre route jusqu'à Wlamertingue, à l'Ouest d'Ypres. C'est une gentille petite ville propre, avec ses maisons dont la façade est très caractéristique (je ne sais quel nom les architectes donnent à cette disposition du toit), et toutes les fenêtres tendues de rideaux de dentelles.

Nous formons le parc tout près de la voie ferrée, sur laquelle passent des trains de blessés; le cantonnement est établi dans une maison en construction, où, avec de la paille, nous nous trouvons suffisamment bien. Le canon tonne terriblement; le vent nous apporte l'écho de la fusillade et la crécelle des mitrailleuses...

Je sors un instant en ville, bondée de troupes de toutes armes, françaises et anglaises, et me mets à la recherche d'une « Herberg, » où passer la journée au chaud; celle où j'entre est tenue par un aimable Wallon, dont l'accent rend encore plus drôle ses protestations d'amitié à l'égard des « petits soldats, tu sayes? » Avec quelques camarades, je m'assieds au fond d'une salle basse, très propre, où des soldats causent en buvant du café; trois Anglais, sérieux comme des papes, préparent le thé et les indispensables rôties. Je lie conversation avec eux : ce sont des cavaliers du 1er Royal-Dragoon, en campagne depuis les premiers jours d'août; ils ont été en Belgique, à Charleroi, à Saint-Quentin, à Compiègne, à Senlis, et sont ensuite revenus vers le Nord avec le reste des troupes anglaises; eux aussi combattent dans les « tranches, » comme de simples fantassins, ce qui ne leur sourit guère; ils préféreraient la lutte contre les uhlans, des « cowards » (couards), me disent-ils, « qui ne valent rien. » Nous échangeons café, cigarettes et thé, et causons ainsi pendant deux heures, comme de vieux amis, nous quittant sur le traditionnel « good luck. »

Dimanche 8. Nous avançons de quelques kilomètres sur la route d'Ypres, près d'un village où nous restons en réserve : journée tranquille; le ciel est sillonné d'une quantité d'aéros alliés ou allemands. Un combat aérien se livre au-dessus de nos têtes : un Voisin tire, en plongeant avec sa mitrailleuse, sur un taube qui rejoint ses lignes au plus vite.

Sur la route, passent des Anglais de toutes armes; leurs fantassins marchent au pas très allongé, à cadence lente, portant le fusil comme un bâton, d'un air nonchalant; les officiers, jeunes et bien taillés, ont la cigarette aux lèvres et le stick à la main; ils sont « positivement » en promenade. Les voitures de ravitaillement, lourdes et larges, sont traînées par un seul attelage de gros et forts chevaux aux longs poils, tandis que des hommes du train, perchés sur les voitures, ou les suivant en groupe, chantent d'une voix gutturale et affreusement fausse, au grand étonnement de notre trompette, qui ne conçoit évidemment pas que des gens aussi respectables se lâchent à ce point...

Vers le soir, nous rejoignons Wlamertingue. Il fait très sombre et, à notre arrivée en ville, nous distinguons à peine quels sont ces fantassins devant lesquels nous défilons. « Qui

êtes-vous? » — Le 37e, et vous? » — « Le 60e. » — « Ah! le 60e : Bravo, voilà des bons! Voilà des vrais « poilus! » Le 60e, laissez passer le 60e! Faites place, c'est des « poteaux! » C'est une véritable ovation que nous font ces braves gens avec lesquels nous travaillâmes maintes fois et qui apprécièrent notre aide! Cette reconnaissance de la part de camarades de combat, s'exprimant en termes rudes, militaires, est très émouvante et nous touche profondément; nous aussi, nous les félicitons, car ils le méritent, et ils nous font tant plaisir!... On sent que des troupes comme celles-là, s'estimant mutuellement parce qu'elles ont pu apprécier leur valeur dans l'action, ont une grande *cohésion* qui les rend redoutables. On trouvera peut-être que je suis toujours en admiration devant mon 20e corps, mais c'est qu'il n'était composé que d'élémens très bons, en qui les voisins pouvaient mettre toute leur confiance : sa force morale était donc considérable.

Même cantonnement que la veille. Je profite de ma soirée pour apprendre les mots flamands indispensables pour nous; mon professeur, une petite Belge de 12 ans, met beaucoup de complaisance à m'instruire; d'ailleurs, qui connaît l'allemand, comprend le flamand. Je m'étais promis d'apprendre cette langue durant mon séjour en Belgique pour rapporter de ce pays un souvenir durable... J'en ai bien rapporté un, mais moins utile.

Lundi 9. Au matin, le groupe attend que la route soit dégagée pour se rendre à sa nouvelle position; des réfugiés, très nombreux, passent devant nous, se hâtant vers l'arrière; ils fuient Ypres, en flammes, que les Allemands bombardent depuis la veille. Un pauvre vieux, tremblant d'indignation, nous apprend ce nouveau méfait des Allemands : « La plus belle ville de Flandre, messieurs! Il n'en reste plus que des ruines! » Hélas! nous n'en sommes plus à nous étonner de rien : « A ajouter sur la note à payer, » pensons-nous, et nous jetons un œil attendri à nos petits canons qui allongent leur fine silhouette dans le brouillard...

Comme hier, ainsi que le reste du corps d'armée, nous sommes en réserve, mais, cette fois-ci, à 2 kilomètres au Sud d'Ypres. Les Allemands attaquent furieusement sur l'Yser; nous ne sommes pas en forces, mais la position est bonne, *ils ne passeront pas*. Cependant, le pays nous produit mauvaise impres-

sion : comme c'est plat! désespérément plat! pas de crêtes, pas de masques; comment défiler nos batteries des vues de leurs observateurs perchés dans les clochers ou, simplement, dans les arbres? Cela n'est guère facile, en effet, car malgré la plantation rapide d'un bosquet artificiel, nous sommes vus et on nous tire dessus. Heureusement que leurs projectiles sont mauvais! Deux gros 150, de la taille d'un enfant d'un an, tombent dans nos attelages, entre les caissons et les avant-trains pleins d'obus, et n'éclatent pas! Quelle chance inouïe! Mais il y aurait danger à rester plus longtemps dans cette position, et le commandant que j'ai averti du fait nous ramène en arrière. Nous sommes alors tranquilles; ils tirent à 200 mètres à côté, très peu d'ailleurs, toutes les cinq ou dix minutes. A la nuit, nous regagnons Wlamertingue péniblement, car la route, étroite, est encombrée par les ravitaillemens anglais, obligés de s'arrêter à tout instant pour dégager les voitures tombées dans ces maudits fossés profonds et pleins d'eau. Il n'y a que moi qui connaisse un peu d'anglais, et cela est fort utile pour nous entendre avec nos braves alliés, d'humeur toujours égale...

Mardi 10 novembre. Nous croisons un train blindé anglais, armé de quatre gros canons (environ 150 millimètres) de marine, tous baptisés selon le vrai humour britannique; les deux premiers s'appelaient « Loulou » et « Little Willie. » Ces puissantes batteries roulantes rendirent de grands services, en raison de leur possibilité de se transporter rapidement aux points menacés, et de se dérober avec une égale facilité au feu des grosses pièces ennemies.

Arrêtés dans un grand pré, non loin d'une route bordée de quelques maisons, nous nous disposons en bataille par pièces attelées, soigneusement alignées, pour la parade de décoration du commandant B...; il était déjà chevalier de la Légion d'honneur, mais ses deux blessures, le courage et la compétence dont il fit preuve, lui valurent la croix d'officier. Le général commandant le corps vint la lui remettre : vif, alerte, gai, un « bon zigue, » comme disent ses troupiers qu'il aime comme un père. Cette cérémonie peu banale, se déroulant au son du canon, nous eût impressionnés par sa martiale simplicité, si elle n'avait été précédée de la mise au clair de nos sabres, opération vraiment drôle! Ces pauvres coupe-choux, rouillés, tordus, cassés, étaient bien peu décoratifs et plutôt comiques; celui du lieute-

nant G... était tellement oxydé qu'il lui avait fallu l'aide de deux hommes pour dégainer.

La parade finie, nous reprenons notre disposition le long des haies et des arbres, afin de nous cacher des aéroplanes; on faisait un peu de pansage quand, tout à coup, un lièvre nous est signalé par des Anglais qui organisaient une battue dans les champs voisins. Immédiatement, tous les hommes du groupe se précipitent à la poursuite du malheureux animal, lui lançant toutes sortes de projectiles : bâtons, fouets, quarts, képis, manteaux, que sais-je encore? Un conducteur de la première pièce l'arrête au moment où il s'échappait... Il était temps! A peine sommes-nous calmés de cet incident inattendu qu'un autre lièvre déboule vers nous, à fond de train; deuxième charge, deuxième capture. Mis en goût, nous fouillons le terrain en rabatteurs, et ramenons une quantité de gibier, lièvres, lapins et perdrix, aux batteries qui les capturent au passage. Cette chasse passionne tout le monde, y compris les officiers qui, à cheval ou à pied, se montrent aussi amusés que les hommes... Les Anglais eux-mêmes interrompent leur partie de foot-ball pour se joindre à nous; l'intérêt est à son paroxysme, quand un cri de terreur vient nous glacer d'épouvante : « Un gendarme! » En effet, un gendarme français s'avance vers nous au galop, nous faisant signe de ne pas bouger; mais, comme une volée de moineaux, nous prenons la fuite, et rentrons hors d'haleine à nos batteries. Le fougueux pandore déclare au commandant avoir reçu l'ordre du général de lui ramener tous ceux qui chassent le lièvre... « Eh bien! mon ami, dit le commandant, je vais faire former mon groupe par quatre, officiers en tête, et nous allons vous suivre, car nous y avons tous participé. » Et, sous les huées et la risée générale, deux de nos servans qui n'avaient pu échapper au gendarme, furent emmenés, tête basse, au général qui la leur lava gentiment.

Cette scène comique, nous privant ainsi d'un agréable et innocent passe-temps, nous avait désolés, et c'est avec plaisir que nous reçûmes enfin l'ordre d'entrer en action. Vers midi, les Allemands, en nombre très supérieur, arrachèrent Dixmude à nos vaillans marins; il était urgent d'arrêter leur progression; aussi nous nous mîmes en route sans retard, à 16 heures, vers le point menacé, distant d'une trentaine de kilomètres pour le moins. Brouillard, nuit noire, sommeil comme toujours; je

me souviens seulement que nous traversâmes Elverdinghe. A 2 heures du matin, nous arrivons à Outcapelle et couchons sans dételer près de nos pièces, tout heureux de trouver un peu de paille pour nous isoler de la boue et nous protéger de la pluie.

Mercredi 11 novembre, réveil à 5 heures un quart. Départ à 6 heures et demie pour mettre en batterie. Dans la ville, des marins, des Belges; il n'y a visiblement pas de troupes ici. Il pleut, nous trottons sur la grande route toute défoncée par le charroi et les obus. Voici des tranchées creusées par le génie belge, et puis, à droite de la route, le 4e groupe, déjà en batterie. Nous jalonnons la route... C'est malsain, ici! Déjà des shrapnells! Et pourtant, il est à peine jour; que sera-ce, dans une heure et quand nous tirerons?

Nous passons dans des prés coupés de ruisseaux qu'on franchit sur d'étroits ponceaux; le chemin est affreusement glissant, étroit, bordé de fossés pleins d'eau; il ne faudra pas se tromper quand il fera nuit! Nous mettons en batterie; aucun masque, quelques branches; nous sommes à 250 mètres des tours de l'église de Dixmude d'où on nous voit merveilleusement. J'ai bien peur pour nos pièces aujourd'hui. Les éclaireurs s'installent dans une ferme où se trouve le commandant du 61e d'artillerie dont dépend l'artillerie du secteur : nos deux groupes, les deux siens, et deux batteries belges de 75, un peu en arrière, à gauche; pas de lourde, tandis que déjà les Allemands nous arrosent de marmites, surtout de leur damné 130 fusant, à fumée verte, qui est si dangereux. Enfin, nous en avons bien vu d'autres.

L'ordre nous est donné de rejoindre le lieutenant M... « là-bas avec les marins, près de l'Yser. » Nous partons; les shrapnells tombent un peu partout; les ruisseaux nous obligent à des détours continuels. Nous nous égarons. Enfin, nous arrivons près d'une ferme en ruines devant laquelle sont les tranchées de marins. Longeant le canal, nous remontons vers la mer; ce n'est pas là; retournons... Mais... ça tombe ici! Les obus sifflent sans interruption; rasant les tranchées, les défenseurs quittent leurs créneaux et gagnent leurs abris; l'un d'eux est tué net, au moment où il se lève de la tranchée : un énorme tas de fumier, derrière lequel nous nous sommes couchés, est tout à coup retourné complètement...

Juste le temps de bondir dans un abri des marins... Il fait chaud! C'est comme cela, paraît-il, depuis le début; on leur a demandé de tenir nuit et jour; il y a trois semaines qu'ils sont là, seuls, sans mitrailleuses, sans projecteurs, sans fils de fer, sans grenades à main, sans grosses pièces : juste quelques 75 belges. C'est seulement depuis peu que des Français sont arrivés; nous les encourageons en disant que si nous sommes là, nous autres, c'est que, probablement, d'autres renforts vont venir. Et puis, la conversation languit; les obus tombent drus, impossible de sortir de la tranchée; ce serait de la folie pure. Nous restons là, un instant, silencieux... Et brisés de fatigue, nous nous endormons... Deux heures après, — comment! si longtemps? — la canonnade n'a pas cessé; que faire? Un « col bleu » arrive courant, disant que la tranchée est à demi bouleversée; personne aux créneaux; ils sont intenables! Le temps passe, nous espérons une accalmie, mais en vain. Trois heures! La canonnade cesse enfin. Quatre marins vont chercher un camarade tué, et l'enterrent derrière les abris, à côté des autres tombes marquées de croix portant l'inscription, grossièrement taillée au couteau : « Mort pour la patrie, 1914. » Plusieurs viennent aussi dire un dernier adieu à leur « pays; » les yeux mouillés de larmes, avec des soins infinis, ils l'enveloppent dans sa couverture de campement, le déposent au fond du trou et vite, la sueur aux tempes, le recouvrent de terre belge, ce petit Français... Une courte prière, et c'est fini... Ils vont se laver les mains, couvertes de son sang, et reviennent satisfaits d'en avoir fini! « Demain, on lui fera une couronne de branches et on arrangera un peu sa tombe. » Comme c'est triste! Oh non! Ils ne connaissent pas cela au pays, heureusement! Et quand nous reviendrons, ils ne sauront pas ce que nous avons vu, ils ne se rendront pas compte! Nous quittons ces braves gens et rentrons aux batteries; là, nous pourrons nous renseigner, mais personne aux pièces? Qu'y a-t-il donc? D'énormes entonnoirs les entourent, un cheval mort est couché là, tout près, derrière la troisième pièce : « Eh bien, mon lieutenant? » demandons-nous au lieutenant G... — Eh bien! c'est le « coup dur! » A la batterie, M... tué en nous portant la soupe; tout le peloton de la 4e hors de combat, les six servans blessés. A la 4e, quatre tués, sept blessés. A la 6e, deux tués, huit blessés! Voilà! C'est terrible; nous avons été pris dès nos premiers coups

sous leur feu; ils voient trop bien nos lueurs! Restez là, ajoute-t-il, vous aurez des choses à faire. » Nous restons, l'angoisse à la gorge et le chagrin au cœur... La nuit tombe, des incendies s'allument devant nous, à droite et à gauche, nous éclairant par flambées comme en plein jour : le vent souffle violemment; le ciel se charge de nuages, c'est la tempête. Au poste des officiers, nous prenons des ordres; une seule lumière masquée soigneusement; nous nous étonnons que cette maison ne soit pas détruite comme toutes les autres. C'était celle d'un espion; ils ne savent pas que nous l'avons fusillé.

Les batteries vont cantonner à Outcapelle; demain, elles prendront une position plus favorable. On attelle. Il pleut à seaux; le vent est d'une violence extrême; il fait noir comme dans un four; un incendie s'éteint et projette des lueurs rouges sur le paysage; les deux autres redoublent de vigueur. C'est étonnant qu'on ne nous tire pas dessus, nous sommes si bien éclairés. En route! Avec beaucoup de mal nous trouvons les ponceaux et les chemins du matin; nous avançons prudemment... Mais la 4e doit s'arrêter : deux caissons sont tombés dans le fossé, il faut les retirer. La 6e passe devant... Bon! un canon à l'eau! Les chevaux, pris dans les traits, ne peuvent se dégager, le vent éteint à tout instant les lanternes, on ne voit rien, on ne s'entend pas. Un autre caisson glisse, à son tour, dans le fossé. Et voilà la fusillade qui crépite à notre gauche. Si les Allemands passent, nos pièces sont prises sans qu'il nous soit possible de résister... Allons, n'attendons pas la 6e, passons. A une allure de tortue, nous franchissons peu à peu tous les obstacles, sans mal; au bout d'une heure, nous sommes enfin sur la grand'route. Quelques minutes après, nous arrivons au cantonnement; on va donc pouvoir se sécher et avaler ne fût-ce qu'un morceau de pain : il est 21 heures et nous n'avons rien mangé depuis 6... On m'appelle : c'est un ordre à porter à Neucapelle. Je ne connais pas le chemin; mais je rencontre en route le lieutenant P..., qui me pilote; il a une lanterne électrique, grâce à laquelle nous évitons de nous perdre. J'arrive à une heure: je repartirai à 3 heures et demie avec des servans pour remplacer les hommes blessés de la 4e pièce... Éreinté, je me couche sur une table dans la salle où est installé notre poste de secours; il y a un bon feu dans le poêle : Je m'y réchauffe et m'endors... Quelle journée!

Fatigue, pluie, mort, incendie, tempête, faim, veille, rien n'y manque.

Pourquoi, devenu si palpitant, ce carnet fut-il brusquement interrompu?

Pour la journée du 12 novembre, je n'ai plus de notes, mais je me souviens de tout fidèlement.

Je reprends mon récit au moment où, vers 5 heures, j'arrive à Outcapelle avec les nouveaux servans de la 4e pièce; les hommes de la 5e batterie ont passé la nuit dans l'église, à côté des blessés et des pauvres femmes qui, avec leurs enfans, viennent se réfugier et prier dans le seul asile qui leur soit ouvert; ils en sortent au moment où la 6e arrive au village, ayant passé toute la nuit à retirer des fossés pleins d'eau ses canons et ses caissons; les pauvres gens sont harassés. Les deux batteries restantes partent pour la mise en batterie; je suis jalonneur. La position d'aujourd'hui est meilleure; à 1 500 mètres en arrière de celle d'hier, dans un petit fossé qui masque tant bien que mal les pièces et leurs caissons et abritera toujours un peu le personnel. Il fait un bon soleil qui sèche et réchauffe nos habits trempés et nous ragaillardit. Les avant-trains sont dans une cour de ferme sur laquelle les Allemands lancent quelques inoffensifs fusans, sans conviction, heureusement; n'empêche qu'ils nous ont vus ou qu'ils sont bien et vite renseignés. Je pars à l'observatoire à la recherche d'un itinéraire défilé que nous découvrons facilement et qui nous donne assez de sécurité; en chemin, une ferme nous offre les moyens de nous lester d'un café au lait copieux; il nous faudra rester toute la journée sans manger, comme la veille, probablement. Un poste de secours du 94e territorial y est installé; nous y laissons nos chevaux.

L'observatoire est dans la première tranchée, sur la rive gauche de l'Yser, à dix mètres de l'eau; nous regardons par des créneaux, prudemment; mais, aujourd'hui, ils ne tirent pas; les premières maisons de Dixmude sont à 900 mètres; une prairie extra plate, sans un obstacle, nous laisse la vue libre jusqu'à la ligne de tranchée allemande; essayer d'en déboucher serait une folie pure; nous sommes tranquilles. Ici, ils ne passeront pas!

On m'envoie à la recherche d'un servant qui doit apporter

la nouvelle lunette à corne, instrument d'une extrême précision, très précieux pour l'observation. Je rencontre en route un lieutenant d'artillerie belge, accompagné d'un servant qui suit toutes nos positions. Nous sommes tellement infestés d'espions que j'ai presque envie de leur demander leurs papiers!... Et, au contraire, c'est ce qui m'arrive, à moi, un instant après : je marchais tranquillement les mains dans les poches, le manteau simplement jeté sur les épaules, le képi enveloppé de mon passe-montagne marron, mon cache-nez autour du cou, le nez chaussé de magnifiques lunettes à l'épreuve du vent terrible qui ne cessait de souffler en rafales; avec ma figure rasée, il faut avouer que je pouvais avoir l'air suspect... Un sergent de territoriale m'appela et me conduisit à son capitaine qui m'interrogea, à vrai dire, peu sévèrement; je m'amusais follement; je n'avais pas mon livret militaire, mais ma plaque d'identité commença à ébranler ses soupçons et, quand il vint trouver mes officiers, il dut bien reconnaître que j'étais un vrai artilleur français, sans mauvais dessein pour son pays... Deux jours avant, il avait fusillé deux espions déguisés l'un en marin, l'autre en brigadier de cuirassiers!

Revenu à la tranchée, je vais me reposer quelques instans dans une petite maison, à dix mètres de là; il y a des lits, on pourra dormir. Et ainsi, le temps passe, rien de notable. Les Allemands tirent sur notre gauche; nous sommes tranquilles. C'est étonnant comme nous sommes tranquilles! Les territoriaux, s'enhardissant peu à peu, sortent de leurs abris et vont chercher de la paille afin d'en tapisser soigneusement leur « canias; » mais, au lieu de se défiler avec précaution, ils marchent, insoucians, par groupes de trois ou quatre, tant et si bien qu'ils finissent par attirer l'attention des Allemands qui tirent dessus, à fusant d'abord. Les premiers coups sont longs, et le feu est peu nourri; les percutans remplacent les fusans, pour démolir les tranchées. Nous finissons par y accorder un peu d'attention... Décidément, il vaut mieux quitter la maison : si elle « prenait, » nous serions ensevelis sous ses débris. Au moment où je franchis la porte, des sifflemens bien connus m'avertissent de l'arrivée d'un « train; » je bondis derrière un mur... A peine suis-je couché, que les quatre « gros noirs » (des 150) éclatent tout près; les « voltigeurs » grognent partout, à droite et à gauche, mais le mur tient bon. Je me relève,

assez satisfait, on le devine, et rejoins dans notre tranchée L... et le lieutenant M... entre lesquels je me place; nous étions tous équipés en prévision d'un coup dur, nous obligeant à faire de la place aux marmites. Il est environ 17 heures : « Vous avez vu, mon lieutenant, la dernière salve? Juste le temps de me planquer! » Le lieutenant allait me répondre, quand un autre sifflement, — « Bon Dieu! que c'est près! » — nous fit nous coucher contre terre, ce qui était inutile, la tranchée étant recouverte de branches épaisses avec 40 centimètres de terre bien tassée... mais ces mouvemens instinctifs ne se dominent pas... Bzzz!... Encore un autre, deux autres... une détonation très violente, semblant s'être produite derrière la tranchée, et, en même temps, un coup de bâton très sec, très fort sur mon pied gauche. Je pense : « Ça y est, je suis touché! Où donc a-t-il éclaté celui-là? » — « Dans la maison, dit un fantassin, elle est démolie! » — Sapristi! la maison que nous venions de quitter! « J'en ai, mon lieutenant, au pied! — Moi aussi, au pied. » En somme, quelques secondes d'émotion et c'est tout. Le lieutenant réclame son képi, égaré on ne sait où... Au bout d'un moment, il sort seul; je préfère attendre un peu; mieux vaut être sûr que les zinzins ne tombent plus... Ma jambe est très engourdie, jusqu'aux cuisses; je ne souffre pas beaucoup... Voyons! je n'ai plus d'éperon; le houzeau est troué, la chaussure aussi; alors, je dois être blessé... Une forte contusion, avais-je cru d'abord, mais je sens que ma chaussure est pleine d'eau, ce doit être du sang. La cheville n'est sans doute pas atteinte, elle fonctionne sans trop de mal... Allons! cela n'est peut-être pas grand'chose.

Je sors de la tranchée, m'appuyant sur l'épaule d'un camarade; une autre maison à 50 mètres sert de poste de secours aux territoriaux; j'y arrive assez facilement. C'est le commandant B... lui-même, qui me fait le premier pansement; il est très gentil : « Je vais vous arranger cela; je commence à savoir, vous comprenez; je l'ai vu faire assez pour mes bras! » Mon pied saigne beaucoup, et je ne puis plus le poser à terre... Je commence à sentir la douleur. On va être obligé de me porter sur un brancard au second poste de secours, à 500 mètres... J'avoue que, pendant les quelques minutes qu'a duré le parcours, j'avais une crainte terrible que les Allemands ne nous tirassent dessus : je me sentais alors incapable de m'abriter de leurs

projectiles! Mes quatre porteurs sont éreintés, les pauvres; ils sont tout essoufflés quand on arrive, enfin! A la ferme où j'ai pris ce matin mon « coffee-milk, » les bonnes gens me reconnaissent et me tendent la main... D'autres éclaireurs viennent me voir; c'est bon d'être entouré ainsi!

Premier pansement sérieux; pas d'éclat dans ma plaie, tant mieux! Eau oxygénée... Aïe... aïe... aïe... ça pique! C'est fini; le pansement me serre beaucoup pour arrêter l'hémorragie; maintenant, c'est vraiment douloureux; j'ai des secousses nerveuses très désagréables dans la jambe.

Le lieutenant M... arrive tout pâle; il a voulu marcher... une syncope; il revient vite; on le panse aussi et nous voici tous deux, côte à côte, dans la salle où dînent des officiers; il n'y a pas eu de perte au groupe aujourd'hui, nous sommes heureusement les deux seuls blessés.

C'est long d'attendre ainsi; il ne dit rien, moi non plus, naturellement... Ce n'est pas l'envie qui m'en manque. Enfin, vers 8 heures, la voiture légère des téléphones vient nous chercher; on nous emmène. Dieu! que de secousses!... Le commandant de l'artillerie du secteur nous prête son auto; on est bien dans cette limousine... tandis que nous croisent, venant du ravitaillement, toutes les sections de vivres et de munitions avançant péniblement dans la boue, la pluie et l'obscurité.

A Furnes, les médecins de la marine nous donnent quelques soins; on consent à desserrer un peu mon pansement qui me fait beaucoup souffrir et on embarque dans un wagon à bestiaux, sur de la paille; le lieutenant M... va plus loin, je ne sais où, nous ne nous reverrons plus qu'à Brest. Avec moi, il y a seulement un blessé, sergent d'infanterie, qui ne sait plus ce qu'il fait, tant la fièvre l'a abruti; il a des pansemens à la tête, aux mains, aux jambes, et ne peut dire un mot... Les deux infirmiers ont toutes les peines du monde à le faire tenir tranquille. Quant à moi, ils m'installent le plus confortablement possible et me débarrassent de mon revolver. Je m'endors immédiatement, tant je suis fatigué...

Au milieu de la nuit, je ne sais où, on me transporte dans un wagon de voyageurs; sitôt recouché sur la banquette, je retombe dans un profond sommeil... Comme il y a longtemps que je n'ai si bien dormi! — Nouveau réveil, au bout de

combien de temps? Le wagon est plein de blessés maintenant... Une infirmière nous demande avec son accent « qui chante » si nous avons besoin de quelque chose, *bouillon, café chaud*...

Il me semble, en buvant ce bouillon *chaud*, que je reviens dans un lieu de délices où tout est bon comme au paradis A tâtons, dans l'obscurité, pour se rendre compte de la position des blessés, la main de cette infirmière effleure ma figure... Dieu! que c'est doux une main de femme! Oh oui! décidément, maintenant c'est de la douceur et de la bonté que je verrai partout...

Au matin, le 13, nous arrivons à Dunkerque; on nous transporte dans un grand hall à marchandises où est installé un poste de secours anglais. Les pansemens sont changés : teinture d'iode cette fois... Mal! Ces Anglais sont très doux; comme ils font attention pour atténuer les souffrances de ces pauvres blessés!

Nous restons là, impatiens de savoir ce que l'on va faire de nous. Paris! Un train vers Paris! Oh! si je pouvais le prendre! Mais on n'y conduit que ceux qui peuvent marcher. Je serai de la « fournée » du *Duguay-Trouin* qui nous conduira à Cherbourg. Bah! ce n'est pas si loin de Paris; peut-être m'enverra-t-on près de chez moi! A midi, on nous transporte en auto à bord du navire-hôpital; le mauvais pavé du quai nous secoue terriblement... Enfin, cette fois-ci, nous sommes couchés dans des hamacs, très serrés, sur deux rangées superposées; ce ne sera guère confortable, mais peut-être partirons-nous bientôt. Hélas, non! Il nous faudra rester là deux jours pleins, jusqu'au dimanche. C'est suffisant pour faire connaissance avec les voisins; malgré la souffrance, on est gai... Les marins sont gentils et la soupe bonne et abondante; décidément, c'est un changement à vue. Et à présent, que dirai-je de plus? L'heure du départ arrive enfin; au lieu de Cherbourg, c'est à Brest qu'on nous conduisit. Il faisait beau et le soleil réconfortait un peu tous ces malheureux plus ou moins fatigués par deux jours de traversée. Les mousses vinrent nous chercher à quai avec des brancards et c'est sur leurs épaules que je fis, à midi, mon entrée à l'hôpital de l'Arsenal, le mardi 17 novembre 1914.

Ici s'arrête mon « carnet d'éclaireur. »

BERNARD DESCUBES.

LES SIX VOYAGES

DE

CHATEAUBRIAND EN ITALIE

Comment voyager, écrivais-je en mars dernier, et goûter la joie des paysages changeans, alors que tant des nôtres sont immobiles dans les tranchées? Pour qui n'est point un artisan de la victoire, il ne saurait être d'autre attitude que l'attente passionnée des heures qui la verront luire et l'humble admiration des héros à qui nous la devrons. Récemment, M. René Bazin, revenant d'Italie, déclarait qu'il n'avait pu savourer les charmes de Rome, trop souvent hanté par les images de la guerre qui ravage un coin de notre France. Bien que les deux drapeaux tricolores flottent désormais aux mêmes vents, mêlant leur vert et leur bleu, je préfère ne pas quitter Paris et accomplir d'ici mon annuel pèlerinage italien. Je le ferai avec un illustre compagnon ; mais je ne veux point imiter celui qui, la veille d'Iéna, partait pour l'Orient, et, tandis que les plus graves événemens bouleversaient l'Europe, se promenait tranquillement en Grèce, cherchant les ruines de Sparte sous les roseaux de l'Eurotas.

*
* *

Chateaubriand, qui fut un grand voyageur et ne cessa de s'en vanter, — avec quelque exagération souvent, — franchit à six reprises les Alpes, pour se rendre en Italie. La première fois, en 1803, il avait déjà trente-cinq ans : il a bien soin de nous expliquer qu'il agit autrement que le commun des mortels. « J'avais commencé mes courses dans le sens contraire des autres voyageurs : les vieilles forêts de l'Amérique s'étaient offertes à moi avant les vieilles cités de l'Europe. » Dans le

Génie du Christianisme, il est bien question parfois de l'Italie et de ses artistes, mais on devine sans peine que l'auteur ne les a pas vus. Il le reconnaît de bonne grâce dans une note des *Voyages*, où il avoue que, n'ayant visité ni l'Italie, ni la Grèce, ni l'Égypte, tout ce qu'il a dit jusqu'alors des arts est « étriqué et souvent faux. »

En 1802, il avait fait en bateau la descente du Rhône. Après un arrêt à Tain, où il termina un article par une image que lui inspirèrent les deux tours qui dominent Tournon, il débarqua sur le quai d'Avignon et eut le juste pressentiment d'entrevoir la terre latine. « Les voyages transalpins, déclare-t-il, commençaient autrefois par Avignon ; c'était l'entrée de l'Italie. » Il alla jusqu'à Vaucluse, en souvenir de Pétrarque, et cueillit, au bord de la Fontaine, des bruyères parfumées et la première olive que portait un jeune olivier.

L'année suivante, Bonaparte le nommait secrétaire d'ambassade à Rome, auprès de son oncle, le cardinal Fesch. Je ne rappelle ni les raisons de cette nomination, ni les incidens qui marquèrent son séjour au Vatican, voulant seulement évoquer ici le voyageur.

*
* *

Ce n'est pas dans les *Mémoires d'outre-tombe* qu'il faut chercher ses premières sensations d'Italie, mais dans le volume des *Voyages* et dans quelques lettres ultérieurement publiées. C'est ainsi que, le 8 juin 1803, de Lyon, il donne à son ami Chênedollé quelques renseignemens matériels. « Le voyage d'Italie est très peu cher. Il y a d'ici à Florence une diligence qui passe par Milan et qui vous rendra à Florence pour cinq louis. On se charge de vos bagages et on est, dit-on, parfaitement traité. De Florence à Rome, on trouve des cabriolets qui vous mènent en deux ou trois jours à Rome à un prix très modique. De sorte que vous arrivez au Capitole pour dix louis au plus. »

Le passage du Mont-Cenis lui causa un certain désenchantement. « Je m'attendais, je ne sais pourquoi, à découvrir les plaines de l'Italie : je ne vis qu'un gouffre noir et profond, qu'un chaos de torrens et de précipices. » Les environs de Turin le déçoivent aussi et lui produisent l'inexplicable impression qu' « on peut se croire en Normandie, aux montagnes près. «

Mais il subit l'enchantement de la plaine lombarde, qu'il traverse en juin, au moment le plus splendide, avant que l'été en ait atténué le coloris sous ses poussières. Il brosse aussitôt un paysage charmant et complet : « Des prairies dont la verdure surpasse la fraîcheur et la finesse des gazons anglais se mêlent à des champs de maïs, de riz et de froment ; ceux-ci sont surmontés de vignes qui passent d'un échalas à l'autre, formant des guirlandes au-dessus des moissons; le tout est semé de mûriers, de noyers, d'ormeaux, de saules, de peupliers, et arrosé de rivières et de canaux. Dispersés sur ces terrains, des paysans et des paysannes, les pieds nus, un grand chapeau de paille sur la tête, fauchent les prairies, coupent les céréales, chantent, conduisent des attelages de bœufs, ou font remonter et descendre des barques sur les courans d'eau. Cette scène se prolonge pendant quarante lieues, en augmentant toujours de richesse jusqu'à Milan, centre du tableau. A droite, on aperçoit l'Apennin, à gauche les Alpes. »

Tout de suite, il remarque la supériorité des auberges italiennes. A cet égard, dit-il, « nous sommes, l'Espagne exceptée, au-dessous de tous les peuples de l'Europe. » Hélas ! c'est à peine si le développement du tourisme a modifié un peu les habitudes et la mentalité des hôteliers français. En Italie, au contraire, sauf dans l'extrême Sud, le moindre bourg a un *albergo* où l'on est sûr de trouver une chambre propre et même un excellent repas, si l'on sait y demander autre chose qu'un bifteck ou un poulet rôti.

L'aspect de Milan charme Chateaubriand ; mais il goûte peu la cathédrale. « Le gothique, même le marbre, me semble jurer avec le soleil et les mœurs de l'Italie. » D'ailleurs, il a hâte d'arriver à Rome et ne s'attarde pas en chemin. Il passe à Bologne et Florence, prend la vieille route de Radicofani, où jadis le président de Brosses, après avoir failli mourir de faim, dîna somptueusement aux frais d'un prince de Saxe. Nous n'avons aucun renseignement sur cette partie de son itinéraire ; mais Chateaubriand utilisa plus tard, dans le livre V des *Martyrs*, les notes qu'il avait prises, en insistant sur ce point que les détails du voyage d'Eudore sont vrais. Nous ignorons également l'impression que lui fit Florence. Il déclare que « les lettres écrites de Florence ne se sont pas retrouvées. » Parti de Milan le 23 juin, arrivé à Rome le 27, je doute qu'il

ait eu le temps de beaucoup écrire et de bien voir la ville des fleurs. Pourtant, dans la première lettre envoyée de Rome, il donne un souvenir à « la Toscane, jardin anglais au milieu duquel il y a un temple, c'est-à-dire Florence. »

Mais tout disparaît dans l'émotion qu'il éprouve en arrivant à Rome. Le soir même, il crie à Joubert son enthousiasme : « M'y voilà enfin! toute ma froideur s'est évanouie. Je suis accablé, persécuté par ce que j'ai vu; j'ai vu, je crois, ce que personne n'a vu, ce qu'aucun voyageur n'a peint : les sots! les âmes glacées! les barbares! Quand ils viennent ici, n'ont-ils pas passé en caravane, avec les aigles et les sangliers, les solitudes de cette seconde Italie appelée l'*État romain?* Pourquoi ces créatures voyagent-elles? Arrivé comme le soleil se couchait, j'ai trouvé toute la population allant se promener dans l'Arabie déserte à la porte de Rome : quelle ville! quels souvenirs! »

Les pages que Rome inspira à Chateaubriand, — les plus belles peut-être de son œuvre, — sont connues de tous. Mieux que dans les *Mémoires d'outre-tombe* ou que dans les descriptions d'une virtuosité éblouissante des *Martyrs*, c'est dans le volume des *Voyages* qu'on trouve les impressions directes de l'auteur. Lettres et notes furent, en effet, écrites sur place pendant les six mois de son premier séjour. La campagne et les ruines romaines offraient de merveilleux thèmes à celui qui est bien, suivant la formule de Jules Lemaître, le plus grand trouveur d'images de la littérature française. Leur splendeur déchue et leur désolation s'adaptaient parfaitement à son inlassable mélancolie. On ne saurait désormais évoquer les horizons de l'*agro romano*, sans apercevoir Chateaubriand, drapé dans une redingote, accoudé à une colonne brisée, les cheveux au vent, comme dans le portrait de Girodet. Et l'on ne peut que souscrire au jugement de Sainte-Beuve déclarant, à propos de la *Lettre à Fontanes*, qu'« en prose, il n'y a rien au delà. »

Nul, aussi, n'a célébré, comme lui, la lumière de la ville éternelle. « Une vapeur particulière, répandue dans les lointains, arrondit les objets et dissimule ce qu'ils pourraient avoir de dur ou de heurté dans leurs formes. Les ombres ne sont jamais lourdes et noires; il n'y a pas de masses si obscures de rochers et de feuillages dans lesquelles il ne s'insinue toujours un peu de lumière. Une teinte singulièrement harmonieuse marie la terre, le ciel et les eaux : toutes les surfaces, au moyen d'une

gradation insensible de couleurs, s'unissent par leurs extrémités, sans qu'on puisse déterminer le point où une nuance finit et où l'autre commence. Vous avez sans doute admiré dans les paysages de Claude Lorrain cette lumière qui semble idéale et plus belle que nature? Eh bien, c'est la lumière de Rome! » Il est naturel que cette luminosité frappe et séduise surtout nos regards habitués aux gris d'argent et aux bleus délicats de notre ciel. Aussi ne suis-je point surpris, contrairement à Chateaubriand, que ce soient des yeux français qui aient le mieux vu la lumière d'Italie.

Ce premier séjour à Rome fut coupé par deux voyages. En septembre, Chateaubriand se rendit jusqu'à Florence, au-devant de Mme de Beaumont. Il revint avec elle par l'Ombrie; mais, seule, sa malade l'occupait. « Je ne voyais plus le beau pays que nous traversions; j'avais pris le chemin de Pérouse : que m'importait l'Italie? J'en trouvais encore le climat trop rude, et si le vent soufflait un peu, les brises me semblaient des tempêtes. » Il ne parle même pas d'Assise, le pays de son « indigent patron, » comme il aime à appeler saint François. A propos des célèbres cascades de Terni, il ne se rappelle que les mots qui s'échappèrent des lèvres déjà décolorées de sa compagne : « Il faut laisser tomber les flots. » Après la mort de Pauline, pour chasser le souvenir qui l'obsédait, il alla passer une dizaine de jours à Naples. Les notes qui figurent dans le *Voyage en Italie* devaient servir à la rédaction de lettres qui ne furent pas écrites; quelques-unes furent utilisées dans les tableaux des *Martyrs*. Les sites de Naples ne l'enchantèrent qu'à demi. « Lorsque le soleil enflammé, ou que la lune large et rougie, s'élève au-dessus du Vésuve, comme un globe lancé par le volcan, la baie de Naples avec ses rivages bordés d'orangers, les montagnes de la Pouille, l'île de Caprée, la côte du Pausilippe, Baïes, Misène, Cumes, l'Averne, les champs Élysées, et toute cette terre virgilienne, présentent un spectacle magique; mais il n'a pas selon moi le *grandiose* de la campagne romaine. » Le Celte est un peu dépaysé à Naples où, d'ailleurs, il ne retourna jamais. Pendant les quelques jours qu'il y resta, il ne cessa d'évoquer la France, et même l'Amérique, dans des rapprochemens au moins inattendus. Sa mémoire, dit-il quelque part, est un panorama : « Là, viennent se peindre sur la même toile les sites et les cieux les plus divers avec leur soleil brûlant ou

leur horizon brumeux. » A Fondi, sous un bois d'orangers, il se souvient des vergers normands; dans le cratère du Vésuve, il retrouve le silence des forêts du Nouveau Monde; à Patria, où il cherche vainement le tombeau de Scipion, des terrains semés de fougères lui donnent le regret de la Bretagne.

Les événemens, du reste, le rappellent. Un décret du Premier Consul a créé pour lui un poste de ministre à Sion, capitale de la république du Valais. « Bonaparte comprit, déclare-t-il modestement, que j'étais de cette race qui n'est bonne que sur un premier plan. » Combien je regrette que Chateaubriand n'ait pu promener son éternel ennui dans cette haute vallée du Rhône, qui m'a toujours paru le plus triste pays du monde! Rentré à Paris vers la fin de janvier, il se préparait à rejoindre son poste, lorsque l'exécution du duc d'Enghien, le 21 mars suivant, le décida à donner sa démission.

*
* *

Deux ans plus tard, Chateaubriand partait pour l'Orient. Après M. Bédier, dont l'impitoyable critique réduisit le voyage en Amérique à une excursion au Canada, M. Masson, dans un récent numéro de cette *Revue*, a vérifié l'horaire et l'itinéraire de ce nouveau voyage. Le séjour en Italie ne pouvait prêter à la moindre supercherie. Chateaubriand quitta Paris le 13 juillet 1806, et, traversant de nouveau le Mont-Cenis, gagna Milan. Il s'arrêta quelques instans à Vérone, Vicence et Padoue. Le 23, il est à Venise. « J'examinai pendant cinq jours les restes de sa grandeur passée : on me montra quelques bons tableaux du Tintoret, de Paul Véronèse et de son frère, du Bassan et du Titien. Je cherchai dans une église déserte le tombeau de ce dernier peintre, et j'eus quelque peine à le trouver. » Voilà tout ce que lui inspire Venise. Pas un mot du pittoresque de la ville qu'il voyait pour la première fois. Et ce n'est pas simple oubli d'écrivain ayant hâte de voguer vers la Grèce : Venise lui déplut. Nous en avons la confirmation dans une très curieuse lettre qu'il envoya de Trieste, quelques jours après, à son ami Bertin. Elle est peu connue; il est indispensable d'en reproduire les passages essentiels. « ... Cette Venise, si je ne me trompe, vous déplairait autant qu'à moi. C'est une ville *contre nature*. On n'y peut faire un pas sans être obligé de s'embarquer, ou bien on est réduit à tourner dans

d'étroits passages, plus semblables à des corridors qu'à des rues... L'architecture de Venise, presque toute de Palladio, est trop capricieuse et trop variée. Ce sont presque toujours deux, ou même trois palais bâtis les uns sur les autres... Ces fameuses gondoles toutes noires ont l'air de bateaux qui portent des cercueils. J'ai pris la première que j'ai vue pour un mort qu'on portait en terre. Le ciel n'est pas notre ciel de delà l'Apennin; point d'antiquités. Rome et Naples, mon cher ami, et un peu de Florence, voilà toute l'Italie. »

Cette lettre, que Bertin publia dans le *Mercure de France* du 16 août 1806, froissa terriblement les Vénitiens. Leurs journaux injurièrent l'auteur, allant jusqu'à se demander s'ils devaient s'en prendre à sa « méchanceté » ou à sa « stupidité. » Ils se moquèrent de « l'homme en délire » et de ses « organes imparfaits. » Plusieurs brochures, imprimées à Venise, indiquent l'émotion soulevée. Il est probable que Chateaubriand, alors en Grèce, ignora ces fureurs, auxquelles plus tard sa vanité peu oublieuse n'aurait pas manqué de réserver quelques traits. Mais cette lettre à Bertin sera bien intéressante à nous rappeler tout à l'heure, quand nous accompagnerons Chateaubriand dans son second voyage aux rives de la lagune.

Étrange pour nous qui subissons profondément le charme et la langueur de Venise, ce peu d'enthousiasme était normal en 1806. Venise, — et je n'arrive pas à me l'expliquer, — n'excitait point, aux siècles précédens, l'intérêt qu'elle provoque depuis une centaine d'années. Sans remonter jusqu'à Montaigne, qui lui consacre à peine quelques lignes, — où d'ailleurs il nous parle surtout de ses coliques, — n'est-il pas étonnant que le président de Brosses, si artiste et si fin, ne l'ait pas aimée ? Il trouve Saint-Marc, la magnifique église Saint-Marc dont nos yeux éblouis ne peuvent se rassasier, « d'un goût misérable tant au dedans qu'au dehors ; » et, devant le palais des Doges, il se borne à dire qu'il est « un vilain monsieur sombre et gothique, du plus méchant goût. » Combien plus extraordinaire encore Jean-Jacques Rousseau, qui habite dix-huit mois à Venise, sans consacrer une page à la beauté de la ville qui devait servir de décor à tout un siècle de littérature!

L'engouement pour Venise suivit le mouvement romantique; les *Mémoires d'outre-tombe* nous en fourniront plus loin une évidente preuve.

*
* *

Chateaubriand resta seize ans sans revoir l'Italie. En 1822, ambassadeur à Londres, il obtint d'être l'un des représentans de la France au congrès de Vérone. Il partit en septembre et passa, cette fois, par le Simplon. Cette traversée lui inspira des vers, — médiocres, — qu'il acheva à Vérone et dont il envoya les premières strophes à la duchesse de Duras. La pièce complète figure dans le recueil de ses poésies sous le titre de *Les Alpes ou l'Italie*. Il y évoque le temps déjà lointain de son départ pour Rome :

Pour la première fois, quand, rempli d'espérance,
Je franchis vos remparts,
Ainsi que l'horizon, un avenir immense
S'ouvrait à mes regards.

L'Italie à mes pieds et devant moi le monde!
Quel champ pour mes désirs!
Je volai, j'invoquai cette Rome féconde
En puissans souvenirs...

Le refuge du Simplon était tenu par une Française. « Au milieu d'une nuit froide et d'une bourrasque qui m'empêchait de la voir, elle me parla de la Scala de Milan; elle attendait des rubans de Paris : sa voix, la seule chose que je connaisse de cette femme, était fort douce à travers les ténèbres et les vents. »

Le 12 octobre, il écrit de Milan à la duchesse de Duras : « J'ai vu le Simplon, les îles Borromées, l'enfer et le ciel, et tout cela m'a été à peu près indifférent. Pourtant les arbres qui ont toutes leurs feuilles, cette belle lumière, ce beau soleil, m'ont fait souvenir du temps où l'Italie était quelque chose pour moi. » Il est dans une période de tristesse et de dépression; quelques jours après, il écrit à la même : « Ce qui m'afflige, c'est que l'Italie ne me fait rien. Je ne suis plus qu'un vieux voyageur qui ai besoin de mon gîte et puis de ma fosse. Quand on a âge de congrès, tout est fini. »

Je n'ai trouvé aucune indication sur son itinéraire de Milan à Vérone et je me demande pourquoi il alla jusqu'à Plaisance. Mais ce détour lui procura une rencontre piquante. « En traversant le Pô, une seule barque nouvellement peinte, portant une espèce de pavillon impérial, frappa nos regards; deux ou

trois dragons, en veste et en bonnet de police, faisaient boire leurs chevaux; nous entrions dans les États de Marie-Louise : c'est tout ce qui restait de la puissance de l'homme qui fendit les rochers du Simplon, planta ses drapeaux sur les capitales de l'Europe, releva l'Italie prosternée depuis tant de siècles. Bouleversez donc le monde, occupez de votre nom les quatre parties de la terre, sortez des mers de l'Europe; élancez-vous jusqu'au ciel, et allez tomber pour mourir à l'extrémité des flots de l'Atlantique : vous n'aurez pas fermé les yeux, qu'un voyageur passera le Pô et verra ce que nous avons vu. »

A Vérone, Chateaubriand descendit à la *Casa Lorenzi* où il avait, nous dit-il, la moitié d'un palais pour quatre mille francs par mois. Il connaissait la ville, rapidement parcourue en 1806; et, cette fois, il fut trop absorbé par les problèmes de la politique européenne pour s'occuper d'autre chose. Parmi les monumens qu'il visite, il mentionne seulement celui de Can Grande, le casino Gazola qui avait servi de retraite à Louis XVIII, et le palais Canossa, occupé alors par l'empereur de Russie, l'un des plus beaux de Vérone : derrière sa façade sévère, je me souviens d'une cour à pilastres d'où l'on aperçoit le paysage par delà l'Adige, et, dans un salon, le magnifique plafond où Tiepolo trouva une jeunesse nouvelle pour se mesurer à Véronèse, dans la patrie même de son illustre devancier.

Près des Arènes, il remarque une femme éplorée ; elle lui rappelle un livret de Marsollier, sur lequel Paesiello avait composé un opéra célèbre qu'il eut peut-être l'occasion de voir jouer à Vérone, où « des chanteurs et des comédiens étaient accourus pour amuser d'autres acteurs, les rois. » Chateaubriand s'intéressa à cette nouvelle Nina. « Descendue des montagnes que baigne le lac célèbre par un vers de Virgile et par les noms de Catulle et de Lesbie, une Tyrolienne, assise sous les arcades des Arènes, attirait les yeux. Comme Nina, *pazza per amore*, cette jolie créature, aux jupons courts, aux mules mignonnes, abandonnée du chasseur de Monte-Baldo, était si passionnée qu'elle ne voulait rien que son amour; elle passait les nuits à attendre, et veillait jusqu'au chant du coq : sa parole était triste, parce qu'elle avait traversé sa douleur. »

Voilà tout ce que je trouve à glaner dans les longs chapitres du *Congrès de Vérone* qui furent détachés des *Mémoires d'outre-tombe* et publiés séparément. Le 5 novembre, il écrit à la duchesse

de Duras qu'il reviendra par Gênes, pour visiter une des rares villes d'Italie qu'il ne connaît pas ; mais il n'en a point le loisir et rentre rapidement, le prince de Metternich étant d'avis qu'il aille rendre compte à Paris de certaines confidences à lui faites par l'empereur de Russie. « Nous quittâmes Vérone le 13 décembre, jetant un œil de regret sur l'Italie, mais nous consolant dans la pensée d'aller continuer nos *Mémoires* à la pâle lumière du soleil qui avait éclairé les misères de notre jeunesse. »

***

Six ans plus tard, à la formation du ministère Martignac, Chateaubriand acceptait l'ambassade de Rome. Le seul nom de l'Italie, déclare-t-il, avait fait disparaître ses répugnances. On lui avait offert le poste pour ne plus l'avoir à Paris. Comme le dit M. Beaunier : « On s'était, avec munificence, débarrassé de lui. Et il était parti avec chagrin. Sa femme l'accompagnait : ce n'était pas pour lui faire aimer mieux ce bel exil. »

Sur ce nouveau séjour de sept mois dans la péninsule, nous avons d'abondans documens : de fréquentes lettres à Mme Récamier, — qu'il n'oublie pas, même lorsqu'une nouvelle affection vient charmer sa solitude, — et près de deux cents pages des *Mémoires*. La majeure partie relate les faits de son ambassade et les événemens du Vatican ; mais de nombreux fragmens, consacrés à la littérature et à l'art, s'y mêlent agréablement, suivant un procédé qui fait de ce livre, au dire de Jules Lemaître, « un grand chef-d'œuvre, le plus divertissant et le plus éclatant qui soit. »

Chateaubriand s'étend, plus complaisamment que d'habitude, sur son itinéraire et sur les villes qu'il visite avant Rome. Il traverse de nouveau le Simplon, où il admire le premier sourire d'une heureuse aurore. « Les rochers, dont la base s'étendait noircie à mes pieds, resplendissaient de rose au haut de la montagne, frappés des rayons du soleil. » Mais, dès l'arrivée à Arona, sa mélancolie le reprend et il s'aperçoit avec tristesse que la soixantaine a sonné. « Appuyé sur le balcon de l'auberge à Arona, je regardais les rivages du lac Majeur, peints de l'or du couchant et bordés de flots d'azur. Rien n'était doux comme ce paysage, que le château bordait de ses créneaux. Ce spectacle ne me portait ni plaisir ni sentiment. » D'ailleurs, comme il est résolu à s'ennuyer, — ce à quoi il excelle, — tout

lui déplaît. A Milan, en moins d'un quart d'heure, il compte dix-sept bossus, et il en conclut que la schlague allemande a déformé la jeune Italie. Il voit dans son sépulcre saint Charles Borromée, mort depuis deux siècles et demi, et ne le trouve pas beau. A Borgo San Donnino, un tremblement de terre jette sur le sol les robes et le chapeau de Mme l'ambassadrice. A Parme, le portrait de Marie-Louise lui rappelle, comme jadis la barque de Plaisance, la trahison de l'épouse de Napoléon.

Au lieu de passer par Florence et Sienne, ainsi qu'à son premier voyage, il suit l'antique Via Emilia, que j'ai parcourue, il y a quelques années, bourg après bourg, tant les plus grands souvenirs de l'histoire s'y lèvent à chaque pas. Peu de contrées sont plus lourdes de passé que cette Romagne, presque ignorée des touristes, dont Dante définit exactement les limites,

Tra il Po, il monte e la marina e il Reno.

« Une multitude de villes, avec leurs maisons enduites d'une chaux de marbre, sont perchées sur le haut de diverses petites montagnes, comme des compagnies de pigeons blancs. Chacune de ces villes offre quelques chefs-d'œuvre des arts modernes ou quelques monumens de l'antiquité. Ce canton de l'Italie renferme toute l'histoire romaine; il faudrait le parcourir Tite-Live, Tacite et Suétone à la main. »

Après Forli, il se détourne de sa route pour aller méditer, à Ravenne, sur la tombe de Dante et sur la mort du beau Gaston de Foix. Il traverse la Pineta dont les pins esseulés le font songer à des mâts de galères engravées dans le sable. A Savignano, il traverse un petit torrent qu'on lui dit être le Rubicon. Je me rappelle que, dans le pays, les gens me montrèrent trois ruisseaux qui revendiquent cet honneur ; tous trois étaient du reste insignifians et sans eau. Qu'importe ! L'Yser, connue jadis des seuls riverains, n'est-elle pas devenue l'une des plus illustres rivières du monde ? Quant au vrai Rubicon, il est impossible, paraît-il, de le déterminer avec certitude, d'après les indications vagues ou contradictoires de Strabon, de Pline et des géographes du Moyen Age. Les poètes, d'ailleurs, n'ont point si mesquins soucis d'exactitude. Au seul nom, Chateaubriand s'exalte : « Quand on me dit que j'avais passé le Rubicon, il me sembla qu'un voile se levait et que j'apercevais la terre du temps de César. »

A Rimini, il ne salue point l'Adriatique, et non plus à Ancône, où elle est pourtant si belle. Il couche à Lorette dans un immense lit, qui avait servi à Bonaparte, et sa vertu y triomphe d'une rude épreuve. Il passe à côté de Recanati, sans faire allusion à Leopardi qu'il paraît ignorer. Puis, à travers l'Apennin, il descend vers l'Ombrie et rejoint le chemin déjà suivi, quand il ramenait Pauline mourante.

Au début d'octobre, il est à Rome. Il a une désillusion en revoyant les monumens qu'il compare à ceux d'Athènes et trouve moins parfaits. Mais les environs ont toujours le même charme. Aussi, dans les deux livres des *Mémoires*, — en dehors des événemens politiques, de la mort de Léon XII qui lui légua son chat, et du conclave d'où sortit Pie VIII, — parle-t-il moins de la ville que des fouilles qu'il a fait entreprendre à Torre Vergata et de ses promenades dans la campagne. « Il n'y a pas, dit-il, de petit chemin entre deux haies que je ne connaisse mieux que les sentiers de Combourg. » Il note, avec complaisance, qu'avant lui les écrivains voyaient seulement l'horreur et la nudité de ce paysage, et que, depuis ses descriptions, ils ont passé du dénigrement à l'enthousiasme. « Les voyageurs anglais et français, qui m'ont suivi, ont marqué tous leurs pas de la Storta à Rome par des extases. M. de Tournon, dans ses *Études statistiques*, entre dans la voie d'admiration que j'ai eu le bonheur d'ouvrir. » Il est un peu vexé du succès qu'obtint une relation de voyage publiée, en 1804, par Charles de Bonstetten, cet écrivain bernois que Sainte-Beuve appelle un aimable Voltaire suisse. « On y retrouve, dit-il dédaigneusement, quelques sentimens vrais de cette admirable solitude. » Mais il tient à rappeler que la *Lettre à Fontanes* parut un an avant et que c'est lui, et nul autre, qui a découvert la campagne romaine. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'il est difficile d'en parler après lui ; peu d'écrivains s'y risquèrent.

Quand il quitte Rome, à la fin de mai 1829, il lui adresse une déclaration d'amour et fait le vœu d'y mourir. « Si j'ai le bonheur de finir mes jours ici, je me suis arrangé pour avoir à Saint-Onuphre un réduit joignant la chambre où Le Tasse expira. Aux momens perdus de mon ambassade, à la fenêtre de ma cellule, je continuerai mes *Mémoires*. Dans un des plus beaux sites de la terre, parmi les orangers et les chênes verts, Rome entière sous mes yeux, chaque matin, en me mettant à

l'ouvrage, entre le lit de mort et la tombe du poète, j'invoquerai le génie de la gloire et du malheur. »

Son désir ne fut point exaucé. Comme il rentrait en France, la politique libérale avait fini son temps ; le ministère Polignac lançait les *Ordonnances*. Chateaubriand donna sa démission. Il ne devait plus revoir Rome.

*
* *

En 1832, après son arrestation et sa détention à la préfecture de police, dans le cabinet de toilette de Mlle Gisquet, Chateaubriand reprit la route de l'exil et se rendit en Suisse. Mais il était hanté par l'Italie. « Demain, du haut du Saint-Gothard, je saluerai de nouveau cette Italie que j'ai saluée du sommet du Simplon et du Mont-Cenis. Mais à quoi bon ce dernier regard jeté sur les régions du midi et de l'aurore ! Le pin des glaciers ne peut descendre parmi les orangers qu'il voit au-dessous de lui dans les vallées fleuries. » Il passe de nuit à Airolo et Bellinzona. A la lumière de la lune, il revoit le lac Majeur, ce qui lui permet une de ces oppositions somptueuses et cadencées qu'il affectionne. « La lune parut, creusée et réduite au quart de son disque, sur la cime dentelée du Furka; les pointes de son croissant ressemblaient à des ailes; on eût dit d'une colombe blanche échappée de son nid de rocher : à sa lumière affaiblie et rendue plus mystérieuse, l'astre échancré me révéla le lac Majeur au bout de la Val-Levantine. Deux fois j'avais rencontré ce lac, une fois en me rendant au congrès de Vérone, une autre fois en me rendant en ambassade à Rome. Je le contemplais alors au soleil, dans le chemin des prospérités; je l'entrevoyais à présent la nuit, du bord opposé, sur la route de l'infortune. Entre mes voyages, séparés seulement de quelques années, il y avait de moins une monarchie de quatorze siècles. »

Le caractère méridional de Lugano le séduit immédiatement. « Lugano est une petite ville d'un aspect italien : portiques comme à Bologne, peuple faisant son ménage dans la rue comme à Naples, architecture de la Renaissance, toits dépassant les murs sans corniches, fenêtres étroites et longues, nues ou ornées d'un chapiteau et percées jusque dans l'architrave. La ville s'adosse à un coteau de vignes que dominent deux plans superposés de montagnes, l'un de pâturages, l'autre de forêts : le lac est à ses pieds. » Hélas ! ces charmes de Lugano s'éva-

nouissent chaque jour et l'on ne pourra bientôt plus jouir de ces rives trop célèbres, que les visiteurs de l'autre côté des Alpes, sans cesse plus nombreux, ont enlaidies à vue d'œil. J'ai encore connu, il y a une quinzaine d'années, une Lugano à peine germanisée. Ah! les savoureux repas qu'on pouvait faire au bord du lac, avec la bonne cuisine lombarde, arrosée d'un vrai Barolo! L'an dernier, j'eus du mal à trouver encore une *trattoria;* il n'y avait déjà plus que des *restaurations* dont les menus rappelaient par trop ceux de Munich. Qu'est-ce que ce doit être aujourd'hui, si beaucoup d'Allemands, qui avaient envahi l'Italie, se sont réfugiés à Lugano! Chateaubriand ne se demanderait plus s'il doit y terminer sa vie. « Je consommerais donc l'exil de mes derniers jours sous ces rians portiques où la princesse de Belgiojoso a laissé tomber quelques jours de l'exil de sa jeunesse? J'achèverais donc mes *Mémoires* à l'entrée de cette terre classique et historique où Virgile et Le Tasse ont chanté, où tant de révolutions se sont accomplies? Je remémorerais ma destinée bretonne à la vue de ces montagnes ausoniennes? Si leur rideau venait à se lever, il me découvrirait les plaines de la Lombardie; par delà, Rome; par delà, Naples, la Sicile, la Grèce, la Syrie, l'Égypte, Carthage : bords lointains que j'ai mesurés, moi qui ne possède pas l'espace de terre que je presse sous la plante de mes pieds! Mais pourtant mourir ici? finir ici? N'est-ce pas ce que je veux, ce que je cherche? Je n'en sais rien. »

Il n'eut pas à se poser longtemps ces troublantes questions, puisqu'il quitta Lugano le jour même, sans y coucher, ayant trouvé d'un loyer trop élevé les maisons visitées. Après quelques semaines à Lucerne, il se fixe à Genève; mais il fait aussitôt le rêve d'un avenir meilleur. « Je passerai l'été prochain dans la patrie de Jean-Jacques... Et puis, quand l'automne sera revenu, nous irons en Italie : *Italiam!* c'est mon éternel refrain. » Cette fois encore, les événemens bouleversèrent ses projets. Le 12 novembre, à Genève, Berryer lui apprenait l'arrestation de la duchesse de Berry. Il partit aussitôt pour Paris. Mais cette même princesse devait, dès l'année suivante, lui fournir l'occasion de revoir l'Italie.

*
* *

Par une chaude soirée de juin, revenant de Prague où il avait

conspiré avec Charles X, il s'assoupit dans sa calèche, en regardant se lever les étoiles. Cela nous valut la délicieuse méditation, où il adresse à une Cynthie imaginaire quelques-unes des plus belles phrases que Rome lui ait inspirées. « Qu'elle est admirable, cette nuit, dans la campagne romaine! La lune se lève derrière la Sabine pour regarder la mer; elle fait sortir des ténèbres diaphanes les sommets cendrés de bleu d'Albano, les lignes plus lointaines et moins gravées du Soracte... Écoutez! La nymphe Égérie chante au bord de sa fontaine; le rossignol se fait entendre dans la vigne de l'hypogée des Scipions; la brise alanguie de la Syrie nous apporte indolemment la senteur des tubéreuses sauvages... » Comme le dit M. Victor Giraud : « Qui n'a pas lu ce dernier morceau ne sait pas jusqu'à quelle hauteur Chateaubriand poète peut s'élever. » Il faudrait citer toute la rêverie qui se prolonge jusqu'au moment où une voix l'interrompt brutalement, à l'entrée d'Egra : « — Mein Herr! dix kreutzer bour la parrière. »

Rentré à Paris le 6 juin 1833, il en repartait le 3 septembre, sur l'appel de la duchesse de Berry qui, de Naples, lui donnait rendez-vous à Venise. Il note, avec exactitude, qu'il en est à son dixième passage des Alpes. Il écrit à Mme Récamier : « J'ai eu dans le Jura, et ensuite sur le Simplon, un coup de vent que je ne donnerais pas pour cent écus. » La descente sur Domo d'Ossola l'enchante plus que jamais. « Un certain jeu de lumière et d'ombre en accroissait la magie. On était caressé d'un petit souffle que notre ancienne langue appelait l'*aure*, sorte d'avant-brise du matin, baignée et parfumée dans la rosée. »

A Vérone, il fait l'appel funèbre des hommes d'État qui jouèrent un rôle en Europe, au moment du congrès. Et il n'hésite pas à écrire : « C'était là qu'avait réellement commencé ma carrière politique active. Ce que le monde aurait pu devenir, si cette carrière n'eût été interrompue par une misérable jalousie, se présentait à mon esprit. » Mais aussitôt après, dans ce jeu balancé où il se complaît, il dit la vanité de ces choses. « Personne ne se souvient des discours que nous tenions autour de la table du prince de Metternich; mais, ô puissance du génie! aucun voyageur n'entendra jamais chanter l'alouette dans les champs de Vérone sans se rappeler Shakspeare. » Il est vrai qu'il rêvait de réunir sur sa tête les lauriers de Metternich et de Shakspeare...

Les bords de la Brenta, demeurés plus rians dans son imagination, trompèrent son attente. Napoléon avait porté le premier coup à la prospérité de Venise et de la Vénétie. La domination autrichienne avait fait le reste ; c'est le cas de répéter les paroles de Chateaubriand : « L'Autriche est venue, elle a remis son manteau de plomb sur les Italiens, elle les a forcés de regagner leur cercueil. » Je connais peu de régions où l'on soit plus accablé par la vue d'une irrémédiable décadence que sur ces rives dont la splendeur, aux XVIIe et XVIIIe siècles, excitait un délire d'enthousiasme chez les voyageurs. Chateaubriand se console à la douceur de l'air, tout heureux d'avoir fui les sapinières de la Germanie où le soleil a mauvais visage. Et il arrive à Venise qu'il n'avait pas revue depuis vingt-sept ans, lors de son voyage d'Orient.

Tout en s'installant à l'hôtel de l'Europe, il sent qu'il va s'exalter et célébrer des beautés qui, jadis, lui déplurent. Il souhaite de « mauvais chemins » à la duchesse de Berry, pour pouvoir rester seul une quinzaine de jours « au détriment de la monarchie légitime. » Et il trace en tête de ses notes des vers de Sannazar et de Chiabrera :

Salve, Italum regina !
. . . . . .
O d'Italia dolente,
Eterno lume...
Venezia !

Que s'est-il donc passé pendant ce quart de siècle ? Tout simplement que Venise est devenue à la mode. Byron l'a, si j'ose dire, lancée. L'éclat de sa renommée, le retentissement de ses œuvres, les scandales du palais Mocenigo, sa liaison avec la comtesse Guiccioli, sa mort à Missolonghi en ont fait une sorte de héros aux yeux de la jeunesse romantique. Tous les poètes rêvent de cette Venise où l'a rejoint son ami Shelley, de ce Lido qu'il parcourait à cheval en déclamant ses poèmes, de cette Adriatique qui tant de fois avait roulé son beau corps. Keats expire à vingt-cinq ans, en prononçant ce mot désormais magique : « A Venise... » Dès que Musset écrit, c'est pour chanter la ville incomparable :

Dans Venise la rouge,
Pas un bateau qui bouge...

Ce sont peut-être les premiers vers qu'il ait rimés. Sa passion

reposait du reste sur une documentation assez incertaine puisqu'il avait écrit : « Pas un *cheval* ne bouge. » Impression vénitienne notée, suivant le mot de M. Maurice Donnay, « du perron de Tortoni. » De même, dans *Portia*, il dit :

> Une heure est à Venise, heure des sérénades,
> Lorsque autour de Saint-Marc, sous les sombres arcades,
> Les pieds dans la rosée...

Sans doute imaginait-il Saint-Marc au milieu d'une prairie...

Rien ne prouve mieux l'attrait qu'exerçait alors Venise, si ce n'est l'exemple même de Chateaubriand qui la quitte, déçu, en 1806, et qui, en 1833, s'apprête au dithyrambe avant même de la revoir. Il y a, dans le dernier volume des *Mémoires*, quatre pages, moins connues qu'elles ne le méritent, qui sont les plus splendides qu'ait inspirées Venise, avant celles de Barrès et de d'Annunzio, et qui prennent une saveur particulière à être lues après la lettre à Bertin. S'il fallait en croire l'auteur, elles auraient été composées le jour même de son arrivée ; mais il n'est pas douteux qu'elles furent préparées de longue main. Les citations de Sannazar et de Chiabrera ne lui vinrent pas tout d'un coup, en entrant à l'hôtel de l'Europe ; et le début même du morceau n'indique guère l'improvisation : « On peut, à Venise, se croire sur le tillac d'une superbe galère à l'ancre, sur le *Bucentaure*, où l'on vous donne une fête, et du bord duquel vous apercevez à l'entour des choses admirables... » Bien entendu, comme à Rome, comme à Lugano, comme quelques jours après à Murano, — cela devient un peu une manie, — il regrette de ne pouvoir terminer ses *Mémoires* à Venise. « Que ne puis-je m'enfermer dans cette ville en harmonie avec ma destinée, dans cette ville des poètes, où Dante, Pétrarque, Byron passèrent ! Que ne puis-je achever d'écrire mes *Mémoires* à la lueur du soleil qui tombe sur ces pages ! » Et le crépuscule de septembre lui fournit une de ces péroraisons où il excelle : « La tour de Saint-Georges-Majeur, changée en colonne de rose, se réfléchit dans les vagues ; la façade blanche de l'église est si fortement éclairée que je distingue les plus petits détails du ciseau... Venise est là, assise sur le rivage de la mer, comme une belle femme qui va s'éteindre avec le jour : le vent du soir soulève ses cheveux embaumés ; elle meurt saluée par toutes les grâces et tous les sourires de la nature. »

L'influence de Byron, qu'il met, comme on voit, au rang de Dante et de Pétrarque, fut décisive. Son nom revient constamment sous sa plume. « Rousseau, dit-il, ne parle pas même de Venise; il semble l'avoir habitée sans l'avoir vue : Byron l'a chantée admirablement. » Il trouve des rapports d'imagination et de destinée entre l'historien de *René* et le poète de *Childe-Harold*, entre la brune Fornarina et la blonde Velléda, et il déclare que ces rencontres sont flatteuses à son orgueil. Il écrit à Mme Récamier : « Je conçois que lord Byron ait voulu passer de longues années ici. Moi, j'y finirais volontiers ma vie, si vous vouliez y venir. » Nous sommes loin de la ville « contre nature » qui lui avait tant déplu en 1806. Et cette architecture si décriée, voici comment il la juge maintenant : « J'ai visité le palais ducal, revu les palais du Grand Canal. Quels pauvres diables nous sommes, en fait d'art, auprès de tout cela ! »

Si bien préparé à l'enthousiasme, on devine qu'il emploie le mieux du monde les jours de liberté dont il dispose. Il décrit les principales curiosités de la ville, et même « les choses que les voyageurs, qui se copient tous les uns sur les autres, ne cherchent point. » Il se fait montrer la prison de Silvio Pellico et s'enquiert de Zanze, la fille de la geôlière de *Mie prigioni*. Mais l'approche de la duchesse de Berry interrompt ces belles heures : il faut la rejoindre à Ferrare.

Il prend, à Padoue, la route de Monselice, au pied de ces collines Euganéennes que l'on voit, de Venise, se profiler sur l'or du couchant. Il ne semble pas avoir fait un léger détour, pour saluer le tombeau de Pétrarque et l'émouvante maison d'Arquà où l'amant de Laure vécut ses dernières années ; mais, toujours poursuivi par le souvenir de Byron, il cite des vers du *Pèlerinage de Childe-Harold*. Et il s'exalte en pensant qu'il traverse un des coins du monde les plus féconds en écrivains et en poètes ; il nomme pêle-mêle Virgile, Tite-Live, Catulle, Arioste, Le Tasse et d'autres presque inconnus. Il est à Ferrare le 16 septembre ; en attendant la mère de Henri V, il visite la ville, dont il note très justement l'air de capitale déchue, et médite longuement dans le cachot où fut enfermé l'auteur de la *Jérusalem délivrée*. Puis, la duchesse de Berry arrive, dans un accoutrement invraisemblable, et rien n'est amusant comme le récit de Chateaubriand, obligé de s'improviser « gentilhomme de la chambre » pour éviter les bévues de

Madame courant à l'étourdie « comme un hanneton. » Elle lui demande de l'accompagner à Prague ; il en est consterné. Et il écrit à Mme Récamier : « Rien ne m'a plus coûté dans ma vie que ce dernier sacrifice, si ce n'est celui de ma démission à Rome. » D'ailleurs, nouveau contretemps. A Padoue, le gouverneur du royaume lombard-vénitien s'oppose à ce que la duchesse de Berry continue son voyage ; Chateaubriand doit prendre seul le chemin de Prague. Il déjeune à Conegliano, passe à Udine qu'il déclare une belle ville et où il remarque « un portique imité du palais des Doges. » C'est peu, pour la curieuse place qui est l'une des plus jolies d'Italie. Le 21 septembre, il s'engage sur la route d'Autriche et jette un dernier regard à la Vénétie : d'une église où l'on fête l'ordination d'un prêtre, lui arrive le branle des cloches sonnant dans un campanile illuminé.

*
* *

Au printemps de 1845, Chateaubriand, voulant revoir son roi, se décida à entreprendre un sixième voyage d'Italie. Il partit pour Venise, au désespoir de ses amis qui redoutaient les fatigues de ce déplacement. Il les supporta assez bien. Il resta quelques jours auprès du comte de Chambord qui le retint un peu plus longtemps qu'il ne voulait. Il écrivit à Mme Récamier, ou plutôt il dicta pour elle une lettre : « J'allais partir ; les embrassemens et les prières du jeune prince me retiennent. Mes jours sont à lui, et quand il ne me demande qu'un sacrifice de vingt-quatre heures, où sont mes droits pour le refuser ? »

Une fois encore, il se promena dans Venise. Il chercha et ne trouva plus, sur un palais du Grand Canal, l'inscription qui rappelait que lord Byron l'avait habité. « L'écriteau a déjà disparu, et il n'est pas plus question du grand voyageur insulaire que d'un pauvre pêcheur des lagunes... »

C'est sur cette dernière impression que se clôt le dernier voyage. Nulle ne pouvait être plus révélatrice de celui qui avait surtout aimé l'Italie en songeant à sa propre gloire. Les affections de Chateaubriand étaient rarement désintéressées. Au centre de tous ses tableaux, il n'y a jamais que lui ; et je doute qu'il ait beaucoup goûté la nature pour elle-même. Toujours il eut la préoccupation d'associer son nom aux plus beaux spectacles de la terre, aux illustres souvenirs de l'histoire et de l'art.

Je ne sais plus de qui est ce joli mot, à propos de l'*Itinéraire*, qu'en allant chercher des images en Orient, il avait d'abord voulu y laisser la sienne. De même pour l'Italie : son rêve était qu'aux noms de Virgile, de Dante, du Tasse et de Byron, on ajoutât désormais le sien. Ayant trouvé dans la campagne romaine une réelle correspondance avec sa tristesse, il créa un magnifique thème d'où il tira d'incomparables variations : nous avons vu combien il tenait à s'en assurer le monopole.

Toute sa vie, il prépara la renommée qu'il laisserait après lui; rien ne l'indique mieux que le choix du Grand-Bé pour sa tombe. Il pensait à lui autant qu'à Napoléon lorsqu'il écrivait : « Ce n'est pas tout de naître pour un grand homme : il faut mourir. » A chaque page, perce le souci de survivre dans l'admiration de la foule. Avec quelle envie, il note que le nom de Shakspeare est lié à celui de Vérone! Lier le sien à celui de Rome, quelle gloire impérissable! La ville éternelle et le *Génie du Christianisme*... Peut-être eut-il un doute sur l'avenir, à Venise, en constatant, si peu d'années après la mort de Byron, que, dans la ville même remplie jadis du fracas de sa renommée, il n'était pas plus question de lui que d'un pauvre pêcheur des lagunes...

Au cours de son premier séjour en Italie, visitant la villa Adriana, Chateaubriand avait raillé les voyageurs qui inscrivent leur nom sur les murs : « Ils ont espéré prolonger leur existence en attachant à des lieux célèbres un souvenir de leur passage; ils se sont trompés. Tandis que je m'efforçais de lire un de ces noms, nouvellement crayonné et que je croyais reconnaître, un oiseau s'est envolé d'une touffe de lierre; il a fait tomber quelques gouttes de la pluie passée; le nom a disparu. » Au fond, Chateaubriand voulut-il autre chose qu'attacher à des lieux célèbres le souvenir de son passage? Mais le temps effacera difficilement les magnifiques descriptions qu'il a gravées sur le plus pur métal. Tant que la langue française fera les délices des hommes, il ne sera pas possible de publier un recueil des plus belles pages inspirées par Rome, sans que la place d'honneur lui soit réservée.

GABRIEL FAURE.

LA GUERRE VUE PAR NOS ENFANS

Le 28 juillet, alors que se resserrait le cercle des fatalités et que nous vivions de lourdes heures d'angoisse, je passais, vers la fin de l'après-midi, rue Denfert-Rochereau. Aucune circulation sur cette voie paisible. Des paveurs, qui venaient de terminer leur journée, avaient laissé, près d'un des trottoirs, un gros tas de gravier. Montant à l'escalade de ce monticule, des gamins jouaient à la guerre. Déjà !

Ils étaient une demi-douzaine, piailleurs comme des moineaux et non moins importans. Chacun d'eux, à lui seul, représentait un peuple : français, allemand, russe, anglais, autrichien et serbe. Toutefois, dans leurs alliances et leurs inimitiés, ils se perdaient eux-mêmes.

— Qu'est-ce que tu es, toi ?

— Allemand.

— Alors, on va te tuer... Et toi ?

— Serbe.

— Tu es un ami ; tape avec nous...

Quelques mois plus tard, en Provence, sous les pins et les oliviers, je trouvai les « pichouns » grandement occupés à creuser des tranchées. De vieilles casseroles, des pelles hors d'usage qu'on leur avait abandonnées leur servaient à remuer la terre. Ils dressaient des parapets, les recouvraient de gazon. Quelques minutes, ils se terraient dans leurs trous, s'observaient d'un camp à l'autre ; mais, bientôt, las de leur inaction, ils bondissaient avec des cris aigus, poitrine bombée. Un sabre de bois à la main, ils s'élançaient sus à l'ennemi, au pas de charge. Un minuscule drapeau claquait au bout d'une longue hampe qui était un bambou, un tambour battait à contretemps

et tous les chiens du quartier, excités par le bruit, aboyaient aux jambes de cette marmaille.

J'ai pensé qu'il serait curieux de connaître les sentimens que la guerre, la vraie, faisait naître dans l'âme de nos petits. Les impressions des grandes personnes, elles ont pris elles-mêmes, et surabondamment, le soin de nous en informer. Conversations, écrits, nous renseignent à leur sujet. Nous n'en ignorons rien. Nos enfans sont moins loquaces. Leur timidité les empêche de se livrer. Dans un âge si tendre, aucun d'eux, par bonheur, ne se croit déjà un écrivain; pourtant, dans des lettres à leur famille, dans les devoirs qui leur sont donnés, en classe, leur âme naïve se révèle. Des parens ont eu la complaisance de me montrer des lettres qu'ils avaient reçues; des professeurs m'ont communiqué les cahiers de leurs élèves. J'ai eu, entre les mains, des centaines de ces cahiers. Ils me sont venus, les uns d'écoles du Nord et de l'Est où, pendant de longs mois, les girouettes crient dans le vent et les brumes; les autres, d'écoles du Midi où, en décembre, par les fenêtres ouvertes, le parfum des roses qui tapissent les murs pénètre dans les classes avec le bourdonnement des abeilles. Tous portaient soigneusement le quantième du mois où ils furent commencés. Point n'était besoin cependant de cette indication. Les devises, dont leur couverture était ornée, prouvaient qu'ils étaient « cahiers de la guerre. » En une grosse écriture, pour laquelle on s'était évidemment appliqué, encore qu'elle fût mal formée, les mêmes phrases se répétaient : « Vive la France!... » « Vive Joffre!... » « Vivent la France et ses soldats!... » « Vive l'armée!... » Des points d'exclamation, toujours nombreux et magnifiques, ponctuaient ces cris. Que de sentimens généreux ils exprimaient!

J'ai glané dans ces cahiers; ma gerbe est allée grossissant. Que de souvenirs nos petits ont enregistrés par lesquels ils apportent leur part à la documentation de la guerre! Ainsi, sans soupçonner leur irrévérence, donnent-ils un démenti à Voltaire qui disait : « Les premiers fondemens de toute histoire sont les récits des pères aux enfans... » Qu'on n'espère pas, toutefois, de nos écoliers, de longs développemens sur un même sujet. A leur âge, les sentimens ardens sont de courte durée. Vite, ils reviennent à leur insouciance; ils ont tôt fait, en outre, d'accomplir le tour de leurs idées, car elles sont peu

nombreuses, et tôt fait aussi de les exprimer. Le plus souvent, ce n'est qu'une phrase qui leur échappe, une exclamation qu'il serait dommage de ne pas recueillir ; ainsi ce regret d'un « Fléchois » de treize ans, avide d'égaler ses aînés et écrivant à sa mère : « Quel dommage que tu ne puisses m'envoyer mes dix-huit ans dans un colis !... »

J'ai dû, presque toujours, puiser dans maintes copies pour obtenir un récit qui se tienne : beaucoup de mailles réunies finissent par former un tissu. Celui-ci n'est pas sans imperfections. On s'attend « qu'ung povre petit escollier » n'écrive pas avec la pureté d'un académicien. La plupart de ces narrations sont pleines de défauts : style lourd, confus ; phrases incorrectes ; incohérence dans les idées. Point d'élégance dans la forme ; nos enfans se contentent de dire avec plus ou moins de bonheur ce qu'ils ont vu ou ressenti. Aussi bien, ces incorrections sont souvent amusantes ; elles nous plaisent par leur naïveté, elles nous font sourire, elles donnent au récit son accent de sincérité. Je présenterais des périodes parfaites, on crierait à l'invraisemblance. Parfois, cependant, un détail est bien attrapé. Empruntée à la vie familière, une comparaison frappe par son imprévu, sa justesse, car nos petits ouvrent sur l'univers des yeux neufs. Un écolier marseillais, pour donner idée de la grosseur d'un bateau, remarque : « Il semblait une île qui filait sur l'eau... » Parlant des lances des Indiens, un autre dira : « On les voyait briller de loin, au soleil, comme des miroirs... » Une Aixoise observe : « Les yeux des Turcos sont blancs et brillans comme de la porcelaine... » Un enfant de Varennes-en-Argonne, — « le Varennes de Louis XVI, » a-t-il soin de faire remarquer avec une secrète fierté, — a vu passer le Kronprinz et écrit cette phrase qu'on n'oublie plus, quand, une fois, on l'a lue : « C'est un grand blanc-bec qui, de son auto, jetait des cigares à ses soldats... » Mais surtout, et c'est leur plus grande valeur, ces narrations nous dévoilent les cœurs de nos petits. Par elles, nous apprenons tout ce qu'ils enferment de générosité, de sentimens élevés et délicats.

La série de ces cahiers s'ouvre par une description de la mobilisation. Elle a laissé à nos enfans des souvenirs bien nets. Ils les évoquent avec émotion. La plupart ont vu partir leur père, un frère ; tous, un parent. La tristesse des adieux les a pénétrés jusqu'aux moelles. Écoutez celui-ci nous dépeindre une

scène d'intérieur, telle qu'en notre pays il a dû s'en passer de semblables chez des milliers de braves gens.

La simplicité, la sobriété de ce narré le rendent presque parfait (1) : « J'étais dans ma chambre à quitter mes affaires de l'école et voilà que j'entendis, dans la cuisine, ma mère qui disait :

« — Mais, je ne pourrai vivre sans toi.

« Alors une voix repartit de la bouche de mon père :

« — Ne te fais pas de soucis, car je reviendrai et, si je ne revenais pas, tu diras aux enfans que ça a été pour la patrie. »

« Mais ma mère pleurait de plus belle, et la voix de mon père dit :

« — C'est vrai que j'ai cinq enfans et c'est tout de même malheureux de partir... mais la guerre ne durera guère et je serai vite de retour... » L'enfant, alors entre dans la cuisine et, avoue-t-il, commence à pleurer :

« Mon père me dit :

« — Mais tu es donc comme les femmes! Tu ne vois pas que c'est un honneur d'aller se battre.

« Bientôt, des parens et des voisins arrivèrent à la maison. Chacun, de son mieux, consolait ma mère en lui disant :

« — Mais ne vous désolez donc pas ainsi; votre mari reviendra.

« — Qui sait? On dit que les Allemands sont si forts et si cruels!

« — Oh! ne craignez rien; les Français aussi sont forts.

« Papa était ferme et courageux. Chacun admirait son sang-froid... Il ne pleurait pas et disait à tous :

« — Que chacun fasse son devoir, et la France sera victorieuse

« Moi, j'avais une peine, comme je n'en avais encore jamais eue; mais je n'osais plus pleurer et je me disais, en moi-même : « Mon père est un brave Français... il ne tremble pas. Puisse-je, un jour, lui ressembler! »

Le lendemain arrive : « Mon père mit ses habits du dimanche et nous partîmes avec lui, à la gare. Je lui portais sa musette. Le train entre en gare. Mon père nous embrasse tous et, en embrassant mon petit frère qui a trois ans, il eut les larmes aux yeux; mon père ensuite monta dans le train et nous dit :

(1) Les enfans qui ont fait ces récits ont généralement de onze à treize ans; presque tous appartiennent à la classe populaire.

« — Au revoir! Bon courage!

« Et quand le train se mit à partir, il nous fit ses derniers adieux en mouvant son mouchoir, et moi, je lui mouvais ma casquette, en pleurant... »

Ma mère, raconte un autre, « pleurait comme une perdue et, en rentrant à la maison, comme elle était mal, je lui fis une tasse de tilleul qui la soulagea un peu... Alors, elle nous dit :

« — Mes pauvres petits, votre père est parti. Je suis seule pour vous gagner votre pain, maintenant. Soyez bien sages et obéissans... »

Le même épisode, préliminaire de la guerre, le voici transposé en Provence. Le village, où vit l'écolière qui le raconte, on l'imagine. Perchées à flanc de colline, les maisons s'entassent grises de vieillesse, coiffées de lourdes tuiles rouges. Des raidillons grimpent faits comme pour des chèvres. Alentour, la campagne s'étend, poussiéreuse, séchée par un soleil implacable : « C'était le 2 août, à trois heures de l'après-midi, l'alarme a sonné et les pompiers ont joué du clairon... Les femmes, ce jour-là, étaient au cimetière pour un enterrement et il y en avait beaucoup qui pleuraient. Quand elles ont entendu le tocsin, elles ont continué à pleurer de penser que leurs maris allaient se rendre à la mairie pour partir ensuite se battre. Moi, j'avais peur. Je pensais que mon frère fallait qu'il parte. J'étais bien ennuyée. Ma mère était triste. Elle disait que l'Italie allait se battre contre la France, parce qu'elle était l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche, et comme ma mère est d'Italie, elle était bouleversée. Elle disait : « Mon Dieu! mon Dieu! mon frère qui se battra contre mon fils! C'est affreux!... »

Drame obscur! Dans les provinces frontières de l'Est et du Sud-Est, combien de femmes l'ont vécu, tremblant d'appréhension devant l'avenir, déchirées entre leurs deux patries et, quel que soit le dénouement de la lutte, condamnées à pleurer.

Cependant, les jours passent : « Les affaires ne marchent plus; maman voit moins de monde dans la boutique... c'est un commerce de comestibles, celui qu'elle a... Les affaires sont bien plus compliquées qu'avant la guerre. Il faut commander les choses longtemps à l'avance et quand enfin elles arrivent, le client s'est lassé d'attendre et a été acheter ailleurs... Partout, à la maison, dans les rues, dans les magasins, on ne cause plus que de la guerre. A la maison, tout le monde est triste depuis

que papa est parti... On va lire les « communiqués » pour avoir plus tôt les nouvelles. » « Moi, continue une fillette qui doit être une exquise petite, je travaille à mon jardin. J'y ai planté des fleurs qui sont des œillets. J'aime les œillets parce qu'ils sentent très bon. J'y ai mis aussi des anémones parce qu'il y en a de jolies couleurs bleues, blanches, rouges et que ce sont les couleurs de la France. Je les arrose soir et matin et, lorsque les fleurs auront poussé, je les couperai; j'en ferai de jolis bouquets que j'apporterai à la maîtresse pour mettre devant la statue de saint Joseph, afin qu'il protège nos soldats... Le soir, après le repas, grand-papa nous lit le journal et il nous raconte la guerre de 1870 qu'il a faite. Puis, avant de se coucher, on prie pour les blessés, pour les morts, pour les combattans et pour la paix :

« — Dieu fasse qu'on la voie, bientôt, soupire maman en déshabillant ma petite sœur, et grand'maman répond :

« — Quand on l'avait, on ne connaissait pas son bonheur! »

Avec une jolie tendresse, l'enfant conclut : « Les années d'avant, quand je regagnais mon lit, j'étais très heureuse de me blottir sous mes couvertures; mais, maintenant, je pense à nos pauvres pioupious qui, pour nous défendre, couchent dehors, dans la boue et dans l'eau et je ne me trouve plus si bien dans mon lit et je voudrais leur envoyer de sa bonne chaleur... »

A ceux et surtout à celles qui attendent, les nouvelles des combattans arrivent moins fréquentes qu'on ne le désirerait : « Maman est souciante, — considérez, je vous prie l'âge de la mignonne : onze ans, — et languit, car il y a douze jours que nous n'avons pas reçu de lettre de mon frère... Elle pousse de gros soupirs. On lui voit souvent les larmes aux yeux. Elle dit :

« — Est-il blessé?... Est-il prisonnier?... Et s'il était mort?... Oh! non. » Tous les matins, elle attend le facteur. Elle se dresse sur la pointe des pieds pour l'apercevoir s'il débouche au coin de la rue... Ce matin, le facteur, devinant son impatience, lui fait voir la lettre de loin, bien haut au-dessus de sa tête. Elle s'empresse de déchirer le haut de l'enveloppe et lit des yeux. Elle est si contente, — prétend la petite dont l'imagination excessive, un peu, décèle l'origine méridionale, — que ses cheveux blancs semblent se rajeunir. Elle baise la lettre, la rebaise, en disant :

« Mon beou pichoun!...

« Elle garde soigneusement les lettres de mon frère, car si un malheur venait à lui arriver, elle aurait toujours un souvenir. »

Arrive octobre; la rentrée des classes a lieu : « Nous retrouvons nos camarades; nous examinons les nouveaux; nous nous entretenons tous de la guerre. Nous sommes contens : car, depuis la bataille de la Marne, les Allemands ont été repoussés loin de Paris... »

Cependant, la cloche sonne, les écoliers se mettent en rang, gagnent leurs salles. Le professeur monte en chaire :

« Il nous dit que la classe s'ouvrait au milieu de graves événemens, que bientôt se lèverait une aube de lumière et de victoire. En quelques mots il nous retraça l'héroïsme du peuple belge qui s'est levé pour sauvegarder son honneur; il nous dit les prodiges de valeur qu'accomplissent journellement nos valeureux soldats. Enfin, il ajouta qu'une armée qui commet des forfaits ne se déshonore pas seulement elle-même; mais, à tout jamais, déshonore son pays. »

« Nous, dit une petite fille, à l'école, cette année, nous ne chantons pas et nous apprenons des poésies patriotiques... Les autres années, nous avions deux leçons de couture. Le mardi, on faisait les coutures d'utilité qui sont les œillets, les boutonnières, les reprises, les coutures rabattues et le vendredi, les coutures d'agrément, la dentelle, la broderie; mais, maintenant le mardi et le vendredi, on fait la même chose : des passe-montagne, des cache-nez, des plastrons, des mitaines pour les soldats. Ces choses en laine font des vêtemens chauds et, en les faisant, je suis contente de penser que nos soldats n'auront plus si froid. »

Écoutez, maintenant, le joli son que rend l'âme de ce bambin de douze ans :

« C'est loin du théâtre de la guerre; mais je n'ai pas besoin d'entendre le bruit du canon pour que mon cœur de jeune Français s'intéresse à ce qui se passe dans le Nord et dans l'Est de ma chère patrie. Je lis avec avidité les journaux et je suis heureux quand j'apprends que les Allemands ont battu en retraite; je voudrais déjà les savoir complètement vaincus... Deux de mes frères sont partis se battre dès les premiers jours de la mobilisation. Hélas! celui que je préférais est mort. Il n'était pas des plus robustes; il passait toutes les nuits dans les

tranchées. Le matin, au lieu d'un déjeuner chaud, il n'avait qu'un petit morceau de chocolat cru. Il est tombé malade... Je garderai toujours le souvenir de mon cher Louis. Il m'aimait bien; il aimait sa patrie autant qu'on peut l'aimer. Je suivrai son exemple et, quand je serai grand, si ma patrie est en danger, je veux être courageux comme l'a été mon cher Louis... »

Le brave petit! Qu'on aurait de plaisir à l'embrasser!... Nous voici en décembre. Dans nos écoles, les maîtresses, songeant aux fêtes qui approchent, disent en classe :

« Celles d'entre vous qui en ont le moyen, seront gentilles d'apporter quelques friandises ou quelques lainages; nous les enverrons, pour la Noël, aux blessés dans les hôpitaux. » Dès le lendemain, entre les écolières, c'est une lutte généreuse. « Même celles dont les parens sont tout à fait pauvres, ont voulu donner quelque chose, » me dit Mme L... Mais laissons les fillettes nous décrire les préparatifs de ces cadeaux de Noël. Pas un de ces récits qui ne trahisse une affectueuse sollicitude pour nos blessés :

« Les années précédentes, à cette époque, je songeais au réveillon; je pensais à ce que le bonhomme Noël mettrait dans mes souliers. Mais, cette année, les rôles sont renversés : ce sont les enfans de France qui veulent envoyer un cadeau aux soldats; » et la petite trouve, en son cœur, cette pensée vraiment émouvante : « Alors, à l'école, nous avons travaillé ferme; nous leur avons confectionné des vêtemens chauds pour les préserver du froid puisque nous ne pouvons les préserver des balles... »

Diligens, les petits doigts se mettent à l'œuvre :

« Tricoter une paire de bas pour la première fois, cela était un peu difficile; mais en écoutant, en regardant, j'ai appris... Comme j'étais maladroite, j'ai souvent lâché des mailles; comme on ne pouvait pas les relever, la maîtresse me défaisait mon tricot... J'avais envie de pleurer; mais je ne me rebutais pas, car nos soldats ne se rebutent pas devant l'ennemi... J'ai mis deux semaines à faire cette paire de bas, et cela m'a paru deux ans... Il faut que les blessés soient heureux, très heureux le jour de Noël. J'ai économisé les petits sous de mon goûter pour leur acheter quelques friandises... D'ailleurs, nous pouvons bien nous priver un peu. Ils sont dans les tranchées boueuses; ils reçoivent les balles de l'ennemi, ils souffrent bien

du froid, de la pluie; ils ont aussi faim et soif. C'est pour nous qu'ils souffrent sans se plaindre. Ah! jamais, les petites filles de France ne pourront leur payer leur dette de reconnaissance... Aussi, dans mes chaussettes, j'ai glissé une demi-livre de chocolat, et comme j'avais encore un peu d'argent, j'ai mis des cigarettes, du papier à lettres et un crayon. J'ai plié le tout, bien arrangé, dans un beau papier blanc. J'y ai mis toute mon adresse, car je suis maladroite d'habitude. Ensuite, je l'ai attaché avec un beau ruban bleu, blanc, rouge... Comme j'aurais voulu être plus riche pour pouvoir mettre de meilleures choses!... »

Deux journées ont laissé une vive impression dans l'esprit de nos enfans : celle de la vente du « 75 » en faveur de nos soldats; celle qui fut dédiée à la glorification des Serbes :

« Ce dimanche-là (celui de la journée du « 75 »), explique un bambin, je vis, dans les rues, des jeunes filles de dix-sept à vingt-six ans, — admirez cette précision, — qui vendaient le merveilleux 75, imprimé sur un petit carton. Ces jeunes filles étaient riches et bien habillées et elles vendaient le « 75, » pour les soldats qui sont sur le front, pour leur donner du tabac et des chaussettes... Je réfléchis et je me dis : Par bonheur, j'ai, dans la poche de mon pantalon, une pièce de 25 centimes... Je la trouvais, nouée dans un coin de mon mouchoir... J'hésitais d'abord; mais, je pensais à nos bons petits soldats qui se battent bien dans les tranchées pour défendre notre patrie et, parmi eux, il y a mon père, et ça me fit compassion... Alors, je m'avançais vers la jeune fille qui vendait et je lui donnais mes cinq sous : toute ma fortune... Et, en m'en allant, or aurait dit que j'étais plus content qu'avant... » D'ailleurs, observe un camarade de ce petit physionomiste qui, à six mois près, sait l'âge des jeunes filles, « d'ailleurs, deux sous, ça ne ruine pas un homme et pourtant, deux sous plus deux sous font une jolie somme à la fin... »

La journée serbe fut exclusivement scolaire. Mieux que nous, nos enfans savent donc comment elle se passa : « Le matin de la journée serbe, j'arrivais à l'école, et j'aperçus, au-dessus de la porte, un grand drapeau serbe autour duquel étaient écrits ces mots : Vive la Serbie!... Dans notre école, comme dans toutes les écoles de France, les élèves ont porté quelques sous et, tous ces sous, on les a envoyés au ministre

de l'Instruction publique qui les a envoyés en Serbie, car la Serbie est petite en nombre, mais elle est grande en courage, et elle n'a plus d'argent pour nourrir son peuple...

« Dans la cour, avant d'entrer en classe, nous avons tous crié : « Vive la Serbie ! » et nous faisions un tapage infernal... Quand nous entrâmes (en classe), le maître nous fit un petit sermon sur la Serbie; il nous dit que les Serbes étaient un vaillant petit peuple qui combattait pour garder son indépendance. Ensuite, sur nos cahiers, nous fîmes le drapeau serbe et celui des alliés et le maître nous fit copier un résumé de l'histoire serbe et nous, de temps en temps, quelques petits hourras et des cris de : « Vive la Serbie! » échappaient et le maître nous imposait silence avec le sourire... »

Ce tableautin est charmant de bonté, d'indulgence paternelle. Comme il est français, par cela même! De l'autre côté du Rhin, aux écoliers turbulens, le maître « n'impose pas silence avec le sourire... » « L'après-midi, les petits arrivèrent avec des bouquets de fleurs; puis, alors, on nous fit chanter, dans la cour, le *Sambre-et-Meuse* et on alla se promener avec, sur la poitrine, un joli petit drapeau serbe. Tout le temps, on criait : Vive la Serbie! Vivent les Serbes, ce bon et vaillant peuple! et ce fut une très belle journée... »

Passant du gai au triste, avec une fantaisie qui nous est permise, puisque nous nous occupons d'enfans, assistons, maintenant, à l'arrivée d'un convoi de blessés :

« Le spectacle qui m'a fait le plus de peine, depuis la guerre, c'est le débarquement des pauvres blessés. Ils reviennent avec la barbe et les cheveux longs, la capote pleine de boue, et même il y en a qui en ont jusqu'aux genoux... Aujourd'hui, j'en ai vu un, dont les cheveux lui descendaient devant les yeux et un autre à qui les dents « bougeaient » parce qu'il avait reçu un coup dans la figure... Les uns étaient blessés au bras; les autres, aux jambes. Quelques-uns avaient les pieds gelés ou un bandeau tout sale sur la tête... Je les observais et je me disais, en moi-même :

« — Ces pauvres soldats! comme ils doivent avoir enduré des souffrances pour être si pâles ! »

« En les voyant, beaucoup de mères pleuraient parce qu'elles songeaient à leurs fils qui sont dans les tranchées... Elles disaient :

« — Ah! mon Dieu! les pauvres petits, les pauvres petits! »

« Moi, nous confie un autre qui pense noblement, quand ils ont passé je me suis découvert, les larmes aux yeux, parce que leurs blessures sont glorieuses et reçues pour défendre la France... »

Ainsi que l'émouvant défilé des blessés, celui des réfugiés a apitoyé nos enfans :

« Je les ai vus arriver le 22 septembre 1914, vers quatre heures du soir. Il y avait beaucoup de monde pour les voir. Ils sont descendus du train. Les femmes avaient de pauvres petits enfans dans les bras et d'autres, plus grands, qui tenaient leur jupon. D'autres femmes pleuraient parce qu'elles avaient perdu leurs enfans en se sauvant. D'autres encore disaient :

« — Notre maison a été brûlée!... »

« Ils étaient bien tristes parce qu'ils n'avaient plus rien et qu'ils étaient mal habillés... »

Qu'on en juge par cette description qui ne manque pas de pittoresque :

« Une famille a passé près de moi. Le père avait sa casquette qui lui descendait jusque sur les oreilles. La mère avait un jupon d'une couleur et un corsage d'une autre et tout déteints... »

Quant aux enfans, que la fillette a surtout regardés, ce qui est naturel :

« Quelle misère! s'exclame-t-elle. Je ne voudrais pas être à leur place. Le petit garçon était habillé avec des habits « donnés » trop grands pour lui. Son pantalon lui tombait sur ses chaussures; ses souliers bâillaient et, par les fentes, on voyait ses bas; il avait un vilain polo en laine rouge tout plein de poussière... »

Le cortège des traîne-misère se déroule : « ils avaient la figure tirée, car il y avait deux ou trois jours qu'ils voyageaient. Quand ils furent descendus, on les a emmenés à l'école des garçons pour manger quelque chose et se débarbouiller... J'ai pensé qu'ils étaient bien à plaindre et qu'il faut être très bon pour eux... »

Pour la plupart des enfans réfugiés, les Allemands, malheureusement, ne sont pas des inconnus; ils les ont vus, ils les ont subis. Quand j'ai voulu recueillir, sur l'occupation ennemie, les souvenirs de nos petits, la difficulté a été grande.

D'être restés, pendant de longs mois, sans fréquenter aucune école, ils semblaient avoir désappris ce qu'ils savaient. Une institutrice qui, à leur arrivée, les avait accueillis, m'a dit : « Beaucoup ne savent plus que lire. L'orthographe, les rudimens du calcul, l'histoire, la géographie, ils ont tout oublié ; une addition les embarrasse... »

Ce n'est pas impunément que ces pauvrets avaient traversé les épreuves les plus terribles ; ils en restaient marqués. Je les ai vus. Au fond de leurs yeux, flottait une stupeur. Quelques-uns semblaient mal éveillés d'un songe affreux. Quel cauchemar, en effet, égalera celui qu'ils ont vécu : leurs maisons pillées, incendiées ; la fuite éperdue devant l'ennemi ; la canonnade incessante ; l'emprisonnement en Allemagne ; les menaces ; les coups et la mort, pendant des mois, rôdant autour d'eux ! Je me rappelle un garçonnet ; je me souviens de sa caboche ronde qu'on avait dû raser, ainsi que celle de ses camarades, pour la débarrasser de la vermine des prisons allemandes, je l'entends encore :

« — Un jour, un soldat allemand a mis son revolver sur la tempe d'un petit enfant qui était dans les bras de sa maman. Mon Dieu ! comme j'ai eu peur ! je me suis sauvé... »

Au souvenir terrible, il tremble ; sa voix devient rauque :

— Quel âge, as-tu, petit ?

— Six ans, madame...

Une institutrice me dit :

— Les petites réfugiées, les premiers jours, ont refusé de jouer à la récréation. Serrées l'une contre l'autre, dans un coin de la cour, elles restaient sérieuses, presque farouches, considérant les ébats de leurs nouvelles compagnes, ne voulant pas y prendre part.

Il fallut des avances réitérées, des sourires, des caresses pour les apprivoiser. Quel passé de douleur, ce renoncement aux joies de l'enfance laisse soupçonner ! Qu'est-ce donc qu' « ils » ont fait souffrir à nos petits pour arriver à leur faire oublier la quiétude, la félicité naturelle à leur âge ? On m'a présenté trois mignonnes : treize, douze et neuf ans : « Notre papa est prisonnier en Allemagne ; les Boches l'ont pris, un jour, à la maison ; notre maman est devenue folle ; elle a eu trop de chagrins ; les Allemands l'ont gardée, en Allemagne, dans un de leurs hospices... Nous, on a été emmenées avec les autres du

village... Pendant des mois, on a été sans personne pour s'occuper de nous (1)... » Leur douce voix gazouillante rappelle le deuil affreux.

Ah ! quand les Allemands n'auraient fait que cela : emplir d'épouvante l'âme de nos enfans, ils mériteraient d'être les maudits !

Tant d'épreuves ont mûri ces enfans ; leur raison est au-dessus de leur âge. Une institutrice me vante leur bonne volonté, leur politesse, leur application :

— Si vous saviez quel désir ils ont de s'instruire, de réparer le temps perdu... quel bel appétit de science !

Peu de jours après son arrivée à C..., un garçonnet se présente à l'école voisine de l'hôtel où il est hébergé. C'est un petit bonhomme bien planté, la mine délurée, intelligente. Il aborde la directrice :

— Madame, est-ce que vous voulez de moi ?

— Impossible ; tu es trop grand.

— J'ai huit ans seulement, madame.

— Je ne dis pas non ; mais je ne peux pas te prendre. Ici, c'est une école de filles ; on n'admet les garçons que jusqu'à cinq ans, à la classe enfantine.

Le mioche s'en va l'oreille basse, les yeux emplis d'ombre. Cette école qui lui est fermée, quel paradis elle lui semble !

Le lendemain, nouvelle tentative de sa part :

— Madame, je sais bien que j'ai huit ans ; mais si vous voulez me permettre d'entrer tout de même, je me mettrai dans un petit coin ; vous ne vous apercevrez pas que je suis là.

Le moyen de résister à tant d'insistance gentille ?

— Écoute, petit : aujourd'hui, je ne puis te recevoir tel que tu es ; ta veste et ton pantalon sont déchirés. Dis à ta mère qu'elle te mette un tablier propre et reviens demain...

Vingt-quatre heures passent. La cloche de l'école sonne. La porte s'ouvre. Le gamin est au premier rang ; il se précipite, de ses deux mains, il étend son sarrau, le montre :

— Madame ! madame ! Vous voulez bien de moi, maintenant ?...

On l'accepte, et comme c'est un bon petit, il veut que les autres enfans, hébergés à son hôtel, jouissent du bonheur que

(1) Ces trois petites ont été placées à l'Œuvre des Orphelins de la guerre.

lui-même possède. Le lendemain, il revient suivi d'une cinquantaine de moutards de son âge.

Où loger cette marmaille? Dans la salle des filles? Impossible. Non seulement, la place manque, mais le règlement s'y oppose. L'institutrice case ces nouveaux pupilles dans une pièce voisine et, comme il n'y a pas de maîtresse pour s'occuper d'eux, elle les surveille en faisant la classe aux fillettes, par la porte laissée ouverte :

— Pas une fois, m'a-t-elle dit, je n'ai eu une observation à leur adresser. Ils étaient si heureux qu'on voulût bien d'eux!

Feuilletons les souvenirs de ces enfans trop graves et qui ne savent plus jouer :

« ... Le 1er août, à cinq heures du soir, nous moissonnions encore au lieu dit : « Moulin des Orles, à Osly-Courtil, près la rivière d'Aisne. Voilà que nous entendons sonner le tocsin; nous quittons notre travail et nous revenons à notre village, Osly-Courtil. Voilà que nous voyons presque tous les habitans, sur la place publique, qui pleurent; aussitôt, nous avons deviné que la guerre était déclarée. Le lendemain matin, une automobile, venant de la sous-préfecture, passe dans le village, donnant des affiches, disant que la mobilisation n'était pas la guerre : cela nous remit un peu de courage... »

Cependant les hommes partent :

« Comment faire pour achever la moisson? les femmes, les vieillards, les enfans travaillent pour ne pas laisser les récoltes périr... Le travail se faisait moins vite, mais se faisait tout de même... On entendait au loin gronder le canon, mais nous n'y faisions pas attention, nous avions à charrier toutes nos récoltes, puis à faire les labours et les « couvrennes... »

Pourtant les vieux, « les pauvres vieux » qui vivent de souvenirs, répétaient, se lamentant :

— Nous avons déjà vu les Prussiens en 70; nous les reverrons en 1914; mais personne ne croyait rien de cela... Les journaux disaient : « Les Allemands avancent lentement du côté de La Fère. »

Néanmoins, les anciens avaient raison. Les Allemands approchent :

« Chacun, dans le village, cache ses affaires; on descend le linge dans la cave; on enterre ce qu'on a de précieux, dans les jardins... Tout à coup, les mitrailleuses et les fusils allemands

font rage; puis ce fut le tour des obus. Figurez-vous la forme d'un litre rempli de chiques en plomb et de toutes sortes de choses coupantes qui venaient éclater sur les maisons, dans les jardins, partout...

« Nous avons eu beaucoup d'obus, à Ménil. Nous en avons reçu un dans notre porte; il l'a mise en morceaux. Maman les a reçus en plein dos avec un gros presse-livre que l'obus avait fait tomber... Quand l'obus est tombé, ça a fait une telle poussière et une fumée si épaisse que maman a crié :

« — Sauvez-vous, y a le feu! »

« ... Enfin, vers cinq heures, tout redevient tranquille. Maman et moi sommes devant chez nous. Nous voyons, avec bien de l'étonnement, des bottes de paille remuer dans les champs. Puis, ces bottes se dressent et, dans chacune, il y avait un Allemand de caché. Et bientôt, on vit comme une fourmilière d'Allemands. Il en venait de tous les côtés et ils ressemblaient à de grosses fourmis grises... sur la place du village, c'était tout gris de Boches... »

« ... Nous, se rappelle une enfant de Moyenmoutier, quand on a bombardé, nous sommes descendus dans la cave. J'avais bien peur; les obus sifflaient; nous tremblions comme des feuilles; les petits enfans criaient... Dans la cave, M. le curé nous encourageait et on récitait le chapelet... Vers le soir, voilà que, par le soupirail, nous voyons passer de grandes bottes et des pantalons gris; M. le curé dit :

« — Les voilà!... »

« ... Ils ne venaient pas avec fracas; au contraire, ils venaient tranquillement; ils voyaient bien que nous avions peur d'eux. Ils entrent chez nous. Ils parlaient un peu français. Ils disent à grand-père :

« — Pas de soldats, chez vous cachés?... »

Ici, je ne puis m'empêcher, ouvrant une parenthèse, de faire remarquer avec quelle fidélité nos enfans se rappellent chacun des mots entendus. La petite, de qui je tiens ce récit, ne sait pas l'allemand; mais elle rapporte cette phrase, telle que les soldats allemands, qui connaissaient mal le français, l'ont construite, c'est-à-dire selon la syntaxe de leur grammaire, en rejetant le participe passé à la fin de la proposition.

« Et, comme grand-père leur répond :

« — Non. »

« Ils disent :

« — Si nous troufons un Français, chez fous, nous tuerons les six enfans, puis les grands-parens, et la mère assistera à l'exécution; puis, fusillée après... »

Une autre preuve de la véracité de ces narrations, est que nos enfans n'hésitent pas à rappeler un fait lorsqu'il est à la louange de nos ennemis :

« Lorsque les Français bombardaient, les Allemands nous disaient :

— « Tancher! Tancher! allez à la cave, petits enfans. »

Dans nombre de récits, exprimée en termes presque identiques, je trouve l'impression que nos adversaires ont produite dans les villages :

« Ils étaient très grands... C'étaient de véritables géans... Ils étaient vêtus d'un habit couleur de cendre, coiffés d'un casque à pointe. De longues bottes noires leur montaient jusqu'aux genoux. Le fusil à l'épaule ou en joue, ils étaient fiers d'avoir passé la frontière... »

Leur voracité stupéfie :

« Ils mangeaient comme s'ils n'avaient pas mangé depuis huit jours... Ils ont tué un porc et dévoré le lard tout cru comme des « crève-faim... » Ils se tenaient mal à table; la bouche dans leur assiette, ils mangeaient salement leur viande avec leurs mains... »

La fillette, qui s'exprime ainsi, n'est qu'une simple paysanne d'Ile-de-France; mais, héritière d'une race depuis longtemps affinée, éprise de délicatesse, d'élégance, on devine quelle répulsion lui ont inspirée ces mœurs grossières. On dirait qu'elle se rend compte que, bien souvent, chez les hommes, les manières dénoncent le caractère. Et voici, qu'en effet, la voix de nos petits se lève, porte témoignage de la rapacité germanique :

« Ils ont commencé par tout piller. Nous qui étions cultivateurs, nous avions de la volaille et des bestiaux. Ils nous ont tout pris : cent volailles, six bêtes à cornes. Pour se chauffer et faire leur cuisine, ils nous brûlèrent nos récoltes sans être battues; ils démolirent les portes, les barrières, les toitures, pour eux faire leurs campemens... Ils n'ont laissé aucun fruit sur les arbres; ils ont arraché tous les légumes dans nos jardins... »

Et, ce n'est pas seulement par nécessité qu'ils saccageaient ainsi, remarque une autre, « c'était par méchanceté pure : ils tuaient les vaches et les cochons et ne les mangeaient pas, et quand les bêtes finissaient pas sentir mauvais, il fallait que nous, encore, on fasse des trous pour les enterrer... »

« ... Ici (à Senones), ils ont tout pris, dans les boutiques, et ce qu'ils avaient de trop : le chocolat, les bonbons, les bouteilles de bon vin, ils l'écrasaient en marchant dessus et le lendemain, ils venaient, dans les magasins, réclamer ce qu'il n'y avait plus. Quand on passait à côté d'eux, on n'entendait que ces mots :

« — Vin, vin; tabac, tabac; chocolate... »

Parfois, nos paysans, indignés, osaient risquer une observation :

« Nous leur disions que ce n'était pas bien ce qu'ils faisaient; ils nous répondaient que tout ça était à eux, puisqu'ils l'avaient pris... Ils riaient : « Capout, Français ! Et nous, sous, gros sous, beaucoup, beaucoup!... »

Éternelle injustice du conquérant allemand! « Prenons d'abord la Silésie, disait le grand Frédéric, nous trouverons bien ensuite des jurisconsultes pour déclarer que nous en avions le droit. »

Nos ennemis perpètrent leurs cruautés :

« Chez nous, à Bionville, ils ont fusillé, sans motifs, notre pauvre curé et un jeune homme de dix-sept ans. La première nuit qu'ils ont passée, ils ont établi leurs chevaux à l'église... »

Point de commentaires de la part de l'enfant; mais comme on la sent vibrante d'indignation!

« Dans notre village, à Bréville, » poursuit une mignonne, qui répond au joli nom de Reine, « les Allemands ont tué un homme parce qu'il faisait boire ses vaches et, le soir, ils ont trouvé des hommes qui, malgré cela, soignaient les bêtes des parens qui étaient partis. Ils les ont emmenés dans les champs; ils leur ont attaché les mains derrière le dos et, par une pluie à torrens, ils les ont laissés vingt-quatre heures à grelotter... Ils ont emmené, en Allemagne, mon papa et, depuis, nous n'avons aucune nouvelle; nous ne savons pas ce qu'il est devenu, nous nous demandons s'il est de ce monde-ci ou de l'autre... »

« Nous, atteste une pauvrette, ils nous conduisaient brutalement et baïonnette au fusil et si près, que, si nous avions

fait un faux pas, nous aurions été embrochés; quand ils nous parlaient, ils nous mettaient leur revolver à la figure; ceux qui ne savaient pas le français, nous « allemandaient »; ils me faisaient peur; ils me regardaient avec de gros yeux; ils avaient une mine si féroce que, quand je passais à côté d'eux, je ne les regardais pas... Ils nous ont menacés de nous tuer s'ils ne passaient pas la Meuse... Ils étaient aussi dangereux que les gens qui sortent de prison et des bagnes : c'étaient de vrais repris de justice... De les avoir vus, nous pouvons dire que ce sont des lâches de toujours menacer du revolver des pauvres femmes et des enfans et que, s'ils sont forts, ce sont des barbares et qu'ils doivent être punis pour leur méchanceté et qu'il faut prier le Bon Dieu pour qu'il leur pardonne toutes leurs atrocités... »

« Chez nous, relate une autre, à Nossoncourt, il y avait quarante chevaux à enterrer. L'officier dit que les femmes allaient enterrer les chevaux... Mais le jour venait et, avec lui, la bataille. Les obus tombaient autour de ces pauvres femmes, parmi lesquelles était maman. Elles voulurent partir, mais les soldats les en empêchaient avec leurs baïonnettes et l'officier leur disait, en se moquant :

« — Les Français verront bien que c'est des femmes! » Et, après nous avoir fait tout ça, le matin et le soir, ils nous tendaient la main : « Ponchour, matame... Ponsoir... »

« ... Ensuite, ils ont mis le feu au village avec des torches... Nous nous sommes sauvés en nous bousculant. Nous avons monté sur la route de Bazien. Les étincelles nous tombaient sur la tête comme de la pluie... Nous avions, avec nous, une petite fille de six mois, Madeleine Pacatte, les étincelles tombaient sur sa petite voiture... Avant la guerre, c'était un village paisible (Nossoncourt) et où nous nous plaisions très bien; maintenant, c'est tout brûlé; les murs s'écroulent... »

« — La seule bonne parole que nous ayons eue des Allemands, » rapporte la petite X..., de Bréhéville, « ç'a été vers le 5 septembre; ils ont venu prendre un cheval chez nous et ils disaient :

« — Bonnes petites Françaises! Bonnes petites!... Triste pour vous, la guerre! »... et ils ajoutaient :

« — Nous, pas méchans, quand on nous fait pas mal...

« Ils nous demandaient :

« — Vous, aimer la France?

« Et comme nous leur disions « oui, » ils répondaient :

« — Eh bien! nous aimer l'Allemagne... »

« Ils ne voulaient pas, » se rappelle un garçonnet, « qu'on les appelle Prussiens ou Boches, ça les rendait furieux, on aurait été fusillé. Ils disaient à maman :

« — Vous, c'est appeler nous : Allemands ou soldats, comme nous, c'est appeler vous, madame!

« Ils nous répétaient :

« — Fous êtes Allemands, pu Français; fous serez toujours Allemands et pu chamais Français...

« Et, quand nous mangions leur affreux pain noir qu'ils nous donnaient, car il y avait longtemps que nous n'en avions plus, ils disaient :

« — Fous, manger du pain allemand! Fous, Allemands pour toujours!

« ... Ils nous accusaient de téléphoner avec Verdun et ils nous disaient qu'ils nous emmèneraient prisonniers en Allemagne et ça nous faisait peur... Le 8 novembre, nous étions couchés; ils nous ont fait lever pour nous conduire à la maison d'école; nous y avons resté deux nuits et un jour, sans rien... J'avais bien faim..., ils avaient pris nos lits, nos matelas; et nous, il fallait coucher sur le carreau...

« Vers la fin de novembre, continue l'enfant, il en est venu qui ont resté trois mois et demi; ils n'étaient pas si méchans que ceux du commencement. Et puis, remarque-t-il, il fallait bien s'habituer avec eux... Malgré qu'on n'en avait guère envie, ils nous ont pourtant fait rire plus d'une fois... Ils avaient pillé le village comme ils faisaient partout et ils s'habillaient l'un en marié, l'autre en mariée, et ils se promenaient en dansant, en chantant comme une noce et les autres suivaient, déguisés avec des tapis de table ou des manteaux et des chapeaux de dames... »

A peine maîtres d'une région, les Allemands l'organisent, se posent en propriétaires définitifs :

« Ils nous faisaient l'école une heure par jour. Ils nous apprenaient l'allemand; ils nous apprenaient à compter et comment on dit le père, la mère, et les animaux : le cheval, le chien et les jours de la semaine, les mois, et à demander du pain et du vin... Le jour de Noël, ils ont voulu que les enfans et les jeunes filles vont à l'église. Là, ils ont donné des poupées

aux petites filles, des musiques aux petits garçons et, à tous, du chocolat et des gâteaux et je n'avais plus peur et nous leur en demandions toute la journée et ils nous en donnaient... Dans ces hommes, il y en avait des bons et des mauvais : c'est comme les doigts de la main; on en a cinq et ils ne se ressemblent pas... »

« Beaucoup aussi avaient des petites filles et des petits garçons comme nous, chez eux. Ils auraient bien voulu être à côté d'eux, aussi ils nous disaient :

« — Malheur, la guerre! Malheur!

« Et ils demandaient la paix... »

Les Allemands décident d'envoyer ces pauvres gens en Allemagne. Suivons nos enfans dans leur odyssée. La plupart n'ont jamais encore quitté leur village. En d'autres circonstances, quelle joie ce serait pour eux, un voyage : on monte en wagon; la locomotive siffle; on glisse doucement sur les rails. L'horizon change, s'élargit. Les villages, les villes se succèdent. Comme la France est grande! Comme elle est belle! Bien plus qu'on ne se l'imaginait. Tout cela, et tout cela encore est la « terre-patrie. » Ah! la chose merveilleuse qu'un voyage! C'est un enchantement... Hélas! celui que vont nous décrire nos petits ne leur a laissé qu'un émoi douloureux :

« Les Allemands nous ont fait partir le 26 mars de Lisey... Nous arrivons à Montmédy, et nous voyons là nos pauvres soldats prisonniers. Mais comme ils sont sales! Le pantalon rouge est presque noir de saleté. On leur fait faire « toute la plus sale ouvrage... » A peine osons-nous leur dire un petit bonjour, peur des officiers allemands qui sont là, et puis les dames allemandes de la Croix-Rouge viennent nous photographier. Quelle humiliation! Nous avons notre paquet à la main ou sur le dos, et l'air bien triste... »

En Lorraine annexée, en Alsace, les exilés trouvent, au passage, une sympathie réconfortante :

« Les femmes, hommes et enfans, nous regardent passer: ils nous agitent leurs mouchoirs. Nous, on leur envoie des baisers. On dit : « Comme l'on voit qu'ils ont toujours le cœur français!... »

« Pendant tout le voyage, raconte un petit Lorrain, on ne nous donne ni à boire ni à manger. Un matin, vers trois heures, dans une gare, un monsieur vient avec un seau d'eau et nous

demande : « Qui est-ce qui veut boire? » Et nous, on lui répond des injures, en patois lorrain...

Voyez-vous cette malice?

« Il ne comprend pas; il voit que nous nous moquons de lui, et il est vexé... »

En Allemagne, à Landau, où nombre de civils ont été internés :

« Voilà que nous voyons des baraques en planches au milieu d'un terrain de manœuvres; ces baraques étaient gardées par des soldats allemands. Il fallut aller dans ce camp de baraques; avant d'entrer, nous fûmes tous comptés cinq fois... La nourriture de ce camp était ainsi : le matin, café très clair, fait avec de l'orge grillée, sans sucre. A midi, soupe au riz ou à l'avoine; le vendredi, riz cuit à l'eau, avec de la gelée de pomme. Le soir, café comme le matin... On nous donnait aussi une petite tartine de pain, pire encore que le pain K. K... Il était plus noir que du pain d'épices, et si gluant que quand, pour s'amuser, on le jetait contre le mur, il restait collé après... On était tous malades des coliques qu'il nous donnait... »

Pourtant, ce pain rebutant, nos soldats prisonniers, qui meurent de faim, le mendient au passage :

« Quand ils allaient travailler, ils tendaient les mains vers nous, et quand les soldats allemands ne nous regardaient pas, nous leur en donnions de petits morceaux... »

A Amberg, raconte un petit garçon :

« On a vu nos soldats passer, attelés dix par dix de chaque côté du timon d'un gros chariot empli de pierres pour les routes, et, avec un fouet, les Allemands tapaient sur eux quand ils n'avançaient pas assez vite, et ça nous donnait envie de pleurer... »

Mais, pour nos réfugiés, la longue suite de leurs malheurs touche à sa fin. Ils quittent l'Allemagne, arrivent en Suisse :

« On ne voyait que neige et grands précipices couverts de sapins; tout cela était admirable, » écrit, enthousiaste, la petite Reine X..., qui, jusqu'ici, ne connaissait que son village, bâti sur la rivière d'Aisne, « et des petits chalets, et des torrens, qui descendent des montagnes, et beaucoup de tunnels... »

Toutefois, plus longuement que sur le pittoresque du pays, nos voyageurs puérils s'étendent sur la réception qui leur y fut faite :

« Oh! quel accueil! Toute ma vie, je m'en souviendrai! Et le bien-être, et les paroles réconfortantes que nous avons eues!... Les habitans couraient sur les quais de la gare, sur les passerelles. C'était plein de monde. Ils criaient : « Vive la France! » Et nous répondions : « Vive la Suisse! Vive la République!... »

La question des repas joue un grand rôle dans ces récits enfantins. C'est d'autant plus naturel que, non seulement pendant des mois, nos petits ont été sevrés de toute friandise, mais encore n'ont pu apaiser leur faim :

« Des dames de la Croix-Rouge nous ont emmenés dans de beaux restaurans, où une bonne tasse de café au lait bien sucré (qu'on se rappelle qu'en Allemagne, le café d'orge était distribué sans sucre) et tout chaud, nous attendait avec du bon pain blanc... Les petits enfans et tous ceux qui le voulaient vont prendre des bains, et puis nous allons, dans une grande salle, chercher des vêtemens, dont nous avions grand besoin... Heureusement, elles nous disaient (les dames de la Croix-Rouge) :

« Prenez! » Car nous n'aurions pas osé demander... A chaque gare, c'était la même chose : ils accouraient tous avec des paniers de sucreries, de gâteaux, de chocolat, d'oranges, de pommes, et ils donnaient des cigares pour les hommes; du linge pour les petits enfans, et il y en avait, à Genève, qui pleuraient, sur le pas de leurs portes, en nous voyant passer pour aller dans un hôtel où on nous a encore donné un bon souper : pommes de terre, viande, vin, et du bon pain blanc... »

Du bon pain blanc! C'est toujours la phrase qui revient; c'est évidemment ce qui a fait le plus de plaisir à ces infortunés, condamnés, depuis des semaines, au régime d'un pain pire que celui qu'on ne peut même nommer...

Les Suisses n'ont pas obligé des ingrats :

« Nous avons un bon sentiment pour eux, écrit naïvement une petite, car ils nous ont fait beaucoup de bien, et c'est grâce à eux que nous avons revenu d'Allemagne, car, une supposition qu'ils n'auraient pas voulu nous laisser passer, nous aurions resté avec les Allemands. Alors, nous devons les remercier tous et penser toujours : « Honneur à la Suisse et à ses citoyens!... »

Le ton de ces récits est modéré, on le voit. Point de haine

contre nos ennemis. Toutefois, en se rappelant les crimes accumulés en Belgique et en France, l'un de nos enfans se prend à invectiver les Allemands; il les accable de termes malsonnans, mais trop mérités. La mollesse et une fade philanthropie, après tant de souffrances, ne seraient-elles pas coupables? Les épithètes, le petit Français les enfile, à la manière de Rabelais, avec un plaisir évident :

« Têtes carrées, choucroutemans, mangeurs de saucisses, barbares, sauvages, espions, traîtres, voleurs, bandits, bourreaux, Boches, sales Boches, sales Teutons, sales Pruscots!... »

Mais le bambin n'a pas le souffle de l'auteur de Gargantua; le voilà hors d'haleine avant qu'il ait épuisé son indignation; il s'en tire en s'écriant :

« Sales! je ne sais pas comment dire quoi, tellement que vous l'êtes... »

Toutefois, injures ne sont pas raisons; l'enfant en a l'intuition, et, d'un ton plus calme :

« Les Allemands nous font une guerre à la déloyale. Ils fusillent les hommes, les pauvres enfans au maillot avec leur mère et aussi leur grand-père ; ils achèvent les blessés pour leur voler l'argent qu'ils ont sur eux... Ce sont des brutes qui ont un cœur d'acier, qui se conduisent comme des « malpropres. » Ils pillent toutes les villes ; ils commettent les pires atrocités; ils ont violé l'héroïque Belgique; ils vont, avec leurs Zeppelins et leurs taubes, bombarder les villes de l'Angleterre, de la France et de la Belgique; ils incendient les cathédrales; ils noient les pauvres gens avec leurs sous-marins, et ils n'ont pas honte de faire tout cela!... »

Selon la ville qu'habitent nos enfans, les spectacles qu'ils ont pu observer depuis la guerre sont bien différens. Pas un, je crois, qui n'ait rencontré un détail intéressant. Laissons parler, par exemple, ce jeune Marseillais :

« Le 2 août a été une journée mémorable. On fit de magnifiques manifestations. On allait au monument des mobiles de 70; on y portait des drapeaux et des fleurs, et même des couronnes aux couleurs des Alliés... Lorsque le régiment d'infanterie du 114e a parcouru les rues pour se diriger vers la gare, tout le monde est venu pour l'acclamer. Les soldats avaient un grand enthousiasme. Ils ne cessaient de chanter la *Marseillaise ;* ils étaient fiers de la chanter, car elle est bien

plus encore notre chant qu'à n'importe qui ; ils chantaient aussi l'hymne belge et l'hymne italien. Ils criaient : « Vive la France ! » et nous, on les acclamait ; ils avançaient sous une pluie de fleurs... Quand tous furent dans le train, ils criaient : « A Berlin ! à Berlin !... »

« Après que les nôtres furent partis, il arriva des Hindous, ou plutôt, relate une fillette à laquelle l'ombre de Sarcey a dû sourire, il arriva des Indiens, car ils ne veulent pas qu'on les appelle Hindous, mais Indiens. Ils débarquèrent à la Joliette. Nous autres, les Marseillais, pour les voir passer, nous formions des deux côtés une haie à la Cannebière et dans la rue Saint-Ferréol. Ils sont magnifiques à voir. Il y a des cavaliers avec de longues lances qui font frémir. Leurs vêtemens sont « kaki » et ils ont la tête enveloppée d'un turban. Ils étaient fiers sur leurs chevaux ou assis dans leurs petites charrettes attelées de mules qui sont venues avec eux des Indes... Ce sont de bien beaux hommes, grands, forts ; leurs yeux sont pleins de douceur, mais je les envie surtout à cause de leurs dents qui sont blanches comme du lait... On les applaudissait et on les acclamait par des cris de : « Vive l'Angleterre ! » Tout le monde ne cessait de leur jeter des fleurs. Ils défilaient au son des fifres et en poussant de temps en temps des cris gutturaux... Ils semblaient contens de penser que, bientôt, ils iraient combattre les Prussiens ; ils nous faisaient comprendre par des gestes qu'ils couperaient la tête des Allemands... Eux aussi, nous regardaient. Il y en a un qui, par un léger baissement de tête, m'a fait bonjour, et je lui ai répondu. »

Maintes fois, les enfans de Marseille ont été visiter les Indiens, dans leur camp, au parc Borelly ; écoutons-les nous le décrire en leur langue incorrecte, mais pleine de fraîcheur :

« C'est très curieux. Ils vivent sous de grandes tentes blanches ou jaunes ; ils sont très propres ; ils se lavent tout le corps à grande eau, chaque jour ; s'ils ont la peau si foncée, ce n'est pas parce qu'ils sont sales, c'est parce que le soleil, dans leur pays, est très chaud. Ils font eux-mêmes leur cuisine ; ils se sont organisé des fourneaux ; c'est quatre briques droites se touchant et formant un carré ; à l'endroit vide, ils font du feu et, sur les briques, ils mettent leurs marmites. Ils se nourrissent de lait de chèvre, de riz, et ils aiment beaucoup les oranges et les choses bien épicées ; dans tous leurs fricots, ils

mettent du piment... Vers le soir, je les ai vus qui faisaient leurs prières ; ils se mettent sur trois rangs et ils prient, assis sur leurs talons, parce que leur religion n'est pas du tout la même que nous autres. Dans leur pays, on ne connaît pas le Bon Dieu... Ils croient que leur religion est meilleure que la nôtre... Ils disent que nous sommes impurs, que notre ombre même est impure ; ils ne veulent pas que nous entrions dans leurs cuisines ; même leurs officiers anglais n'ont pas le droit d'entrer parce qu'ils souilleraient tout... »

Ainsi que les Indiens, les Sénégalais ont excité la curiosité publique :

« Quand sont arrivés les premiers Turcos, les petits enfans avaient peur, dit une écolière d'Aix-en-Provence ; ils se cachaient dans les jupes de leur mère. Pourtant, quand même qu'ils sont noirs, ils sont de beaux hommes, grands, forts ; d'ailleurs, ils sont d'un beau noir... Quand ma petite sœur a su qu'on allait les loger dans des casernes, elle a dit : « Mais alors, ils vont salir tous leurs draps !... » Cette naïveté a dû divertir la jeune Aixoise ; on s'en est égayé dans sa famille, certainement, et, dans le récit qu'elle en fait, sonne encore le grelot léger de son rire.

« Ils sont très laids, reprend une autre ; ils ont de grosses lèvres, un nez écrasé ; ils ont une façon de parler très drôle. Quand ils sont satisfaits, ils disent : « Y a bon ! » et, pas satisfaits : « Y a pas bon !... » Malgré qu'ils sont si laids, il faut les admirer, car ils se battent comme des lions... Ce sont de drôles de gens, mais ils sont très sympathiques ; ils rient toujours, même quand ils parlent de leurs blessures ; ils se languissent de repartir pour combattre les Prussiens... »

Voyons, maintenant, les choses gentilles qu'a trouvées, sur nos alliés, un petit Havrais. Je crois qu'on ne peut les lire sans une surprise attendrie. Comme on en jugera, sans doute, il aurait été dommage que ces impressions tombent dans la nuit de l'oubli :

« Voici les Anglais qui arrivent ! On les entend de loin ; on les reconnaît à leur musique étrange. Tout le monde veut les voir passer.

« Les Anglais ! les Anglais ! » crient les petits, en se bousculant pour être au premier rang.

« Qu'ils sont nombreux ! » disent les grandes personnes.

« Ils sont habillés de kaki ; ils sont très raides sur leur monture ; ils sont d'une propreté remarquable... »

Pour leur souhaiter la bienvenue, ce gentil enfant a voulu apprendre quelques mots d'anglais ou plutôt quelques mots qu'il croit anglais :

« *I wis goud day!* » criai-je à l'un d'eux qui, en me répondant, me toucha la main. Moi, malgré que je ne le connaisse pas, j'aurais voulu lui sauter au cou et l'embrasser, parce qu'il vient défendre la France, ses habitans et, par conséquent, maman et moi... Je songeais à mes parens qui se battent, et une larme perla sur mon sourcil ; mais, de toutes mes forces, je criais encore :

« Hip! hip! hourra !... »

« Ils continuèrent à défiler gaiement en chantant leur petite chanson : *It's a long, long way to Tipperary*, ou encore la *Marseillaise* que j'ai reconnue parce que je sais les paroles... D'ailleurs, malgré que nous ne soyons pas du même pays et que nous ne parlions pas la même langue, nous nous comprenons par le cœur... Les Anglais aussi aiment les enfans, et ils sont contens quand un petit enfant vient leur toucher la main ; ils lui répondent gentiment, car ils pensent à leurs petits enfans à eux qui sont loin... Aussi j'espère et je prie Dieu pour qu'ils reviennent sains et saufs. Oui ! qu'ils reviennent bien portans et sans qu'il leur manque un bras, une jambe ou une main... »

En bien des villes, nos enfans ont été à même d'observer des prisonniers allemands :

« Dans la rue, l'autre jour, je vis des gens qui couraient. Je me mis à courir avec les autres; puis je demandai à mon camarade Charlot ce qu'il allait y avoir. Charlot me dit :

« — Tout à l'heure, il va venir des prisonniers allemands...

« La foule grossissait, s'impatientait. J'attendis une demi-heure, et j'allais m'en aller, quand Charlot me retint par la manche et me dit :

« — Les voilà ! »

« Ils débarquèrent, escortés par des soldats, baïonnette au fusil. Ils étaient tout pâles; à peine si quelques-uns pouvaient se traîner. Pas un mot ne s'échappa de la foule. Le plus triste, ce fut de voir le dernier, car il n'avait plus de jambes... Les larmes coulaient sur beaucoup de joues... Moi, de les voir, ça

me mettait hors de moi ; je suffoquais ; mon père est mort à la guerre, tué par les Allemands, et maintenant, à cause d'eux, maman et moi, nous ne serons plus jamais heureux comme autrefois... »

« A Pau, raconte une fillette, je les vois (les prisonniers) sans cesse de mes fenêtres ; car, près de notre maison, se trouve, à côté du chemin de fer, un grand hangar où sont enfermés deux cents Allemands, et je suis bien contente, en les voyant, de penser qu'au moins ceux-là ne peuvent plus continuer leurs atrocités. »

Pourtant, Geneviève X... reconnaît :

« Ils ont cependant des qualités. Ils travaillent bien ; ils sont ordonnés. Pour pouvoir ranger leur linge et leurs vêtemens, ils se sont fabriqué des casiers avec de vieilles boîtes de conserves ; ils se sont fait des paillasses en cousant ensemble les enveloppes de leurs colis postaux, et jamais un de ces hommes ne toucherait aux objets de ses voisins... »

L'exemple n'est pas nouveau de ce que nous savions de l'honnêteté de nos ennemis : le coffre-fort d'un Belge, d'un Français, on l'éventre, on le vide : c'est licite ! La vieille boîte de conserves d'un Allemand, on la respecte : c'est sacré ! N'est-ce pas l'occasion de rappeler cette pensée citée par Joubert : « La barbarie n'est qu'un sentiment faux de la justice ?... »

Mais, revenons aux qualités que Geneviève X... a remarquées chez les prisonniers :

« Ils sont assez dociles ; ils exécutent les ordres que leur donne un adjudant allemand ; ils sont très propres, car, le soir, après leur travail, nous les voyons se laver le torse avec ardeur... »

« Au début de septembre, relate une autre, on leur a fait construire une ligne de tramways pour aller de Pau au champ de courses. Ils ont si bien travaillé que l'entrepreneur leur a donné une paye de 0 fr. 40 par jour, puis une gratification quand le travail a été fini. Tout leur argent, ils l'ont employé à acheter des poules, deux petits bœufs, des cochons ; en deux jours, ils ont tout mangé... Pour la peine d'être si voraces, il aurait fallu qu'ils aient une bonne indigestion : ça leur aurait appris... »

Aucun, malheureusement, n'a eu la « bonne indiges-

tion!... » Les prisonniers blessés sont soignés, à Pau, à l'hôpital du Sacré-Cœur. Au début, nous le savons, en France comme en Russie, comme en Serbie, ils se sont montrés soupçonneux. Les contes que leur avaient faits leurs officiers leur trottaient par la tête. Nombre d'entre eux refusaient de prendre des médicamens, de crainte que ce ne fût du poison; quelques-uns tremblaient qu'on ne voulût les fusiller :

« Mais, après avoir eu très peur, ils ont fini par se rendre compte qu'ils étaient bien traités. Alors, ils ne savaient comment remercier les Sœurs et les infirmières; certains étaient obséquieux, et c'étaient ceux qui, au début, avaient été les plus arrogans. Un major blessé a été si content des soins qu'il a reçus, qu'en partant, il a offert au médecin-chef son épée, qu'on l'avait autorisé à garder :

« — Prenez-la, lui a-t-il dit, en souvenir de moi... »

A Poitiers, un garçonnet a entendu citer ce trait assez touchant :

« Il y a près de chez nous un monsieur qui a son fils prisonnier, en Allemagne, et il y a ici un prisonnier qui a son papa en Allemagne, et le papa allemand a écrit au papa français que s'il voulait bien prendre soin de son fils, lui, pour la peine, prendrait soin du sien, qui est dans la ville. Les deux papas se sont entendus, et ils s'écrivent, pour se donner des nouvelles de leur fils, et ils sont moins tristes... »

Contrairement à ce que l'on aurait pu supposer, les enfans de Paris et de sa banlieue sont peut-être ceux qui ont le moins à nous raconter, parce que ce sont ceux qui ont le moins vu... L'apparition des Zeppelins, une nuit, en mars; jusqu'ici, c'est tout. Dans une lettre à sa famille, une fillette, élevée à la maison de la Légion d'honneur de Saint-Denis, nous fait assister à l'une des répétitions auxquelles on la soumit, ainsi que ses compagnes, pour le cas où un dirigeable allemand survolerait la ville :

« On nous indiqua à chacune dans quelle cave nous devrions aller, quel chemin il nous faudrait prendre et en combien de temps il nous faudrait arriver... Les bleues, les rouges, les vertes, enfin toutes les élèves, savaient ce qu'elles devaient faire. L'autre jour, on sonne l'alarme. Chacune de nous se met à courir. Moi, je traverse les couloirs qu'on m'avait dit et voilà que je me trouve dans une salle dont la porte, qui était

vitrée, était fermée à clé... J'ai d'abord été très embarrassée. Le temps passait; mais j'ai réfléchi, je me suis dit : « Avant tout, il faut que j'arrive au rendez-vous... J'ai vu qu'en montant sur une chaise, je pouvais casser la vitre et tourner la clé. Vite, c'est ce que j'ai fait et je suis arrivée, en courant, dans ma cave... Mais j'étais bien ennuyée; tout de même, j'avais cassé un carreau, un grand carreau; j'avais peur d'être punie... Alors, j'ai été trouver Mme X..., je lui ai tout expliqué et voilà qu'elle ne m'a pas grondée; elle m'a fait des complimens, au contraire. Elle m'a dit que j'avais bien agi et que ma vie était plus précieuse qu'un carreau... c'est aussi mon avis. »

Gentille, assurément, cette mignonne. Dans quelques années, je la vois très bien devenue une femme comme nous les aimons, en France : de la décision, de l'intelligence avec un rien de malice. Sa prime indépendance nous fait sourire.

Pour nos petits Parisiens, comme on le sait de reste, la randonnée des Zeppelins ne les a guère émus :

« Si les Allemands croient nous faire du chagrin, avec leurs bombes, ils se trompent... Si Guillaume nous avait entendus rire, il aurait été bien attrapé...

« Maman est venue me réveiller car je n'avais pas entendu le clairon et, comme nous habitons au cinquième, elle a voulu que nous descendions à la cave... C'était très drôle de rencontrer à chaque palier les autres locataires en chemise, leur bougie à la main, se dépêchant de descendre... Il y avait là des tas de binettes que nous ne connaissions pas... Mon petit frère, qui a quatre ans, ne comprenait rien à tout cela et il demandait :

« — Pourquoi ils veulent nous faire du mal? Pourtant, nous ne sommes pas méchans! »

« Dans la cave, il faisait un froid du diable et je m'ennuyais beaucoup. Alors, comme j'ai trouvé une petite balle dans ma poche, je me suis mis à jouer. Puis, on est remonté; j'ai dormi jusqu'à huit heures et demie; maman a attrapé un bon rhume et elle a dit que ce monsieur Zeppelin pouvait nous renvoyer ses Zeppelins, nous ne descendrions plus dans la cave... »

Transportons-nous à Saint-Dié. Écoutons la plainte de ce mioche qui était enfant de chœur, dans une des églises, quand les Allemands occupèrent sa ville :

« Tous les matins, j'allais, comme avant, servir la messe et quand je ne comprenais pas ce que le prêtre allemand

voulait, il me donnait une gifle... Presque tous les jours, je rentrais en pleurant à la maison. Ce n'était pas comme ça du temps de M. le curé; il était bien plus gentil... »

Pénétrons, à présent, dans la vieille cité rémoise, « la parure de la France, » disait La Fontaine.

Demandons aux enfans de la ville martyre ce que les Vandales en ont fait :

« C'est le 19 septembre, à trois heures de l'après-midi exactement, qu'une bombe a incendié l'échafaudage de la cathédrale. On a entendu un long sifflement semblable à celui d'un chien hurlant à la mort, suivi d'un éclatement. Les braves pompiers ont fait des efforts désespérés pour aller, sous les bombes, éteindre les commencemens d'incendie; mais, bientôt, la toiture a brûlé; toute la cathédrale a été entourée de flammes... Des blessés allemands étaient encore dedans. On les entendait pousser des cris de damnés pour qu'on les sorte de cette fournaise... Vers quatre heures, les obus cessèrent de tomber. La cathédrale brûlait toujours. Grand nombre de personnes regardaient l'incendie. On pleurait. C'était triste, mais c'était beau; le cuivre des toitures donnait des lueurs vertes aux flammes, la cathédrale était tout éclairée en rouge vif, à l'intérieur, par le feu; et, il y avait, aux fenêtres, des colorations de toutes sortes produites par les vitraux : bleues, rouges, jaunes, violettes... et les statues des portails, éclairées par les grandes flammes, avaient l'air de remuer; on aurait dit qu'elles devenaient vivantes... on aurait voulu ne pas regarder et on ne pouvait. C'était magnifique; on ne pouvait pas en détacher ses yeux ; pourtant c'était bien triste, parce que la cathédrale était le plus beau monument de la ville... Nous avions bien peur qu'elle ne s'écroule; mais, heureusement, il n'en fut rien... Elle n'a plus de toiture, plus de stalles. Les vitraux sont cassés et les statues; le beau carillon, qui chantait si bien, est fondu; le bourdon ne sonnera plus; mais, quand les Allemands seront chassés, nous irons chanter le *Te Deum* dans ses ruines... »

Depuis le début de la guerre, le petit Henri B... n'a pas quitté Reims; les détails du bombardement, il s'en souvient et comme il a une foi très vive : « Nous, nous n'avons pas eu trop de victimes dans notre quartier, car sainte Geneviève nous protège... En décembre pourtant, il y eut de forts bombardemens;

ainsi, une fois, j'ai entendu un gros coup sourd suivi d'un sifflement et d'un éclatement et encore un coup sourd et un autre et un autre et toujours suivis de sifflemens, et puis des éclatemens et puis encore et encore... Maman dit : « C'est une série... » C'étaient des obus de « 77 » ; ils ont tué bien des gens; mais, dans notre quartier, ils n'ont fait que de tuer une poule... Une autre fois, en février, des bombes, une nuit, sont tombées et ont tué vingt personnes et allumé dix-sept incendies... Quarante sont tombées dans notre quartier et n'ont pas éclaté... Nous voyons bien que sainte Geneviève nous protège. »

Les victimes se multiplient, nous le savons ; les incendies dévorent la ville ; les ruines s'accumulent. Stoïques, quelques milliers d'habitans persistent à demeurer. Écoutez avec quelle sérénité, voisine de la plaisanterie, ce brave enfant, dont la pensée est le reflet de celle de ses parens, nous décrit l'une des nuits les plus terribles :

« Le 29 avril, les Allemands tenaient à nous faire encore un petit concert. La journée fut calme; mais, le soir, à neuf heures, quel tintamarre! Ce n'était qu'un roulement de bombes. Elles tombaient tellement drues qu'on n'a guère pu les compter. On avait bien un peu peur, mais ce n'était rien... » Pour apprécier, comme il convient, la jolie bravoure de cette réflexion, il ne faut pas oublier qu'elle est faite vers le deux cent quarantième jour d'un bombardement presque incessant... « Plusieurs bombes sont tombées dans notre quartier ; pourtant, il n'y a eu qu'une victime. Sainte Geneviève a voulu montrer qu'il pouvait venir des bombes dans notre quartier, mais elle veut nous protéger... Espérons qu'elle continuera, et prions aussi Jeanne d'Arc, pour la délivrance de notre ville... »

Par une autre de nos compatriotes qui, au début des hostilités, habitait Wiesbaden, nous allons apprendre quelques détails sur l'état d'esprit de nos ennemis :

« Maman m'avait envoyée acheter du pétrole chez l'épicière qui a sa boutique dans notre maison. Pendant que j'attendais qu'on me serve, un vieux bonhomme, qui est une espèce de chiffonnier, est entré ; il m'a regardée de travers et il a dit :

« — C'est au moins la fille de la Française qui habite là-haut! Je la reconnais bien avec sa sale tête de Française. Il ne faut

plus de ces gens-là, chez nous, maintenant; on va s'en débarrasser à coups de balai. »

Et il a craché un gros crachat dégoûtant sur ma robe. Je suis devenue toute rouge et j'ai eu tant envie de pleurer que je me suis sauvée, chez nous, sans mon pétrole. Et, pendant que maman me consolait, voilà qu'on a sonné. C'était un monsieur allemand qui, à ce moment-là, était encore ami de papa. Il a dit que ça ne valait pas la peine de pleurer pour ce qu'on m'avait fait. Il a raconté :

« — Moi, je viens de voir, dans les rues, des jeunes filles russes, bien habillées, des Juives, avec de belles boucles noires, et les femmes s'étaient jetées sur elles et leur arrachaient les cheveux et les battaient avec un bâton parce qu'elles sont Russes... »

« Et il a ajouté :

« — Laissez faire. Elles sont comme ça maintenant (les Allemandes) : parce que leurs « Michel » sont encore ici; mais quand leurs « Michel » vont partir, alors elles pleureront et ça les calmera... »

Longtemps encore, nous pourrions continuer à feuilleter les cahiers de nos écoliers. Terminons par ces souvenirs d'une petite Mulhousienne de vieille souche française :

« Ce fut le 8 août 1914 que les Français entrèrent pour la première fois à Mulhouse, musique en tête. Tout le monde était dans la rue pour voir passer les Français et les acclamer. Malheureusement, nous qui demeurions au bout de la ville, nous n'avons pu les voir. Ils étaient tous très contens d'être à Mulhouse ; ils nous promettaient d'y rester toujours... Mais, dès le lendemain, les Allemands revinrent. Ceux des Mulhousiens qui n'avaient pas été voir les Français avaient eu raison, car, pendant que les Alsaciens acclamaient les Français, des policiers allemands, costumés en civils, avaient inscrit, sur une liste, tous ceux qui avaient crié : « Vive la France ! » et ils ont fait arrêter toutes les personnes qui étaient sur la liste... Cette nuit-là, vers dix heures, ma mère vint me réveiller, car le canon tonnait horriblement et nous courûmes dans la cave. Ce fut terrible. On entendait les shrapnells et on aurait cru que c'étaient les projectiles qui criaient en tuant les gens, car leur sifflement était comme de grandes plaintes de femmes et d'enfans... Le lendemain, on apprit que la canonnade avait été

dirigée sur la chapelle de Riedisheim, petit village près de Mulhouse, car quelques soldats français. ayant perdu leur chemin, avaient été se réfugier dans la chapelle, et les bons Pères leur avaient mis des pansemens pour qu'on crût qu'ils étaient blessés. Mais un traître les dénonça, et une patrouille d'Allemands les emmena prisonniers, et les prêtres furent fusillés... »

Ce que les Mulhousiens eurent à souffrir des Allemands, de nouveau maîtres dans la ville, Odile X... va nous le dire :

« Les Allemands furent beaucoup plus cruels et mauvais qu'avant. Des vieux messieurs alsaciens-français furent pris comme otages. Ils étaient des meilleures familles de la ville. On leur fit porter leur ballot et on les emmena à pied, dans un camp de concentration où on leur fit faire les travaux les plus abjects. Mais les Allemands voulurent savourer encore mieux leur vengeance sur les pauvres Alsaciens. Ils mirent des soldats dans toutes nos maisons; nous en avions beaucoup à loger. Ils étaient tellement exigeans et demandaient tant de choses qu'on ne pouvait jamais les satisfaire. Quinze jours plus tard, les Français entrèrent de nouveau à Mulhouse, en jouant la *Marseillaise*, mais cette fois, ils ne furent pas acclamés, car les Mulhousiens avaient trop peur d'être emprisonnés. »

Pourtant, pour dépeindre la félicité qui accompagna le retour des Français, cette Alsacienne de douze ans trouve des accens qui nous émeuvent :

« Depuis ce jour, la vie fut délicieuse à Mulhouse ! Les Français étaient tellement aimables avec tous ! Juste le contraire des Allemands... J'allais leur porter des fleurs, avec mon frère, et je leur donnais aussi des cigarettes. Ils nous remerciaient tellement gentiment que c'était un plaisir de leur donner. Le drapeau français flottait sur l'Hôtel de Ville ; on avait changé l'heure allemande contre l'heure française ; on osait dire tout haut ce que l'on pensait et cette vie était comme un rêve magnifique qui ne pouvait durer longtemps... »

Ces termes sont vraiment charmans. Ils font sentir avec quelle vivacité la fillette a joui de ce bonheur éphémère. Pour la seconde fois, en effet, nos ennemis rentrent dans Mulhouse : « Rester pour voir ces sales Boches faire de nouvelles arrestations, revivre sous le régime de ces barbares, cela non ! » s'écrie Odile X..., dont les parens décident de s'en aller, « mais

quelle tristesse au moment de partir ! Nous étions désolés de quitter notre ville natale et notre maison, et toutes nos choses bien-aimées et nos bêtes ; nos pauvres chiens qu'il a fallu laisser !... » Semblable, sans le soupçonner, au sire de Joinville qui, quittant son « chastél, n'osait oncques tourner la face devers lui, de paour d'avoir trop grant regret..., » la gentille Alsacienne conclut :

« Enfin, nous nous efforcions de ne pas penser à tout cela, mais de nous dire que, plus tard, nous pourrions rentrer dans notre cher Mulhouse qui sera, alors, vraiment français pour toujours !... » Mieux que tous les commentaires, de telles phrases nous révèlent le cœur de nos enfans. Elles ont de quoi ravir et honorer leurs parens...

Et, maintenant, après avoir lu ces récits, convient-il d'en tirer une conclusion psychologique ? Pourquoi non ? Le mot est bien lourd pour une chose bien frèle ! Ce n'est pas mon avis. Nos enfans, pendant la grande guerre, ont pensé ainsi. Fallait-il qu'on le sût ? Il me l'a semblé. Les bambins et bambines d'aujourd'hui seront les hommes et les femmes de demain ; dans leurs âmes puériles, en train de se former, j'ai cru que l'on aurait plaisir à respirer le parfum des qualités qui sont l'honneur de notre race, et que notre La Fontaine résumait en ce vers délicieux :

Le bon sens est, chez nous, compagnon du bon cœur.

H. Celarié.

POÉSIES

AUX ABSENS BIEN-AIMÉS

Un murmure furtif interrompt le silence,
Un chuchotement tendre autour de moi grandit :
Est-ce vous? Sur le mur une ombre se balance;
Vers elle tout mon cœur s'élance...
Vous m'appelez. Qu'avez-vous dit?

Est-ce ta voix mélodieuse qui soupire?
J'entends sur les carreaux le choc d'un doigt léger :
La porte s'ouvre.... ô Dieu! J'ai cru voir ton sourire,
Clair visage que je désire...
Des pas errent dans le verger.

C'est vous, chers absens... Non... Ce sont des froufrous d'ailes
Un rayon de soleil qui subitement luit,
Des chansons de fauvette et des cris d'hirondelles;
Le vent dans les feuilles nouvelles
Et l'herbe haute fait ce bruit.

Une glycine en fleurs qui joue avec la brise
Se heurte à la fenêtre où s'est évanoui
L'épais rideau du givre et de la brume grise;
Comme autrefois, — quelle surprise! —
Le printemps s'est épanoui.

Et vous n'êtes pas là! Vaine magnificence
Où le cœur solitaire et lourd saigne en secret,
Et compte tristement les longs jours de l'absence :
A quoi bon cette renaissance
De la plaine et de la forêt?

Vous êtes loin... Parfois notre âme en deuil est lasse
D'attendre sans savoir la date du retour...
Sommes-nous séparés pourtant? L'épreuve passe.
Sont-ils divisés par l'espace,
Ceux que rassemble un même amour?

Votre pensée autour de moi plane sans cesse,
Et la mienne vers vous vole à travers les cieux :
Jamais au plus beau temps de l'ancienne allégresse,
Quand me charmait votre tendresse,
Nous ne nous sommes aimés mieux :

Vous reviendrez; nous reverrons votre visage,
Mais vous vers qui j'irai, vous qui vivez plus haut,
Monte-t-il jusqu'à vous mon terrestre message,
Jusqu'au mystérieux rivage
Où je vous rejoindrai bientôt?

Vos pas silencieux n'effleurent plus nos routes;
Parmi les voyageurs, nous vous cherchons en vain.
Vous êtes là pourtant, triomphant de nos doutes,
Et de nos pleurs séchant les gouttes
Avec un sourire divin.

Invisibles amis que ma détresse implore,
Vous êtes toujours là! Des pays inconnus
Où pour vous aux rayons d'une plus douce aurore,
Un autre au printemps vient d'éclore,
Déjà vous êtes revenus.

LE TOMBEAU VIDE

I. — LES PORTEUSES DE PARFUMS

L'aube luit, fraîche et claire, après l'horreur des jours
Où, le Juste expirant sous les cieux noirs et sourds,
Notre espérance fut brisée;
Nous suivons de nouveau le chemin de douleurs;
En tremblant, en pleurant, nous moissonnons des fleurs
Dans la printanière rosée.

Avant que parût le matin,
J'ai coupé la menthe et le thym,
L'hysope, la rouge anémone;
J'ai cueilli près de ma maison
Les violettes du gazon
Et l'odorante cinnamome.

Voici les lys pourprés que le Seigneur trouvait
Plus beaux dans la splendeur dont le ciel les revêt
Que le plus grand de nos monarques;
Sur le front du Martyr, leurs calices soyeux
Et leurs baumes, mêlés aux larmes de nos yeux,
Laveront les sanglantes marques.

Dans l'albâtre et l'argent, j'ai pris
Les aromates de grand prix,
Le nard pur, l'aloès, la myrrhe,
Pour en oindre ces pieds troués,
Qui sur la croix furent cloués,
Ce corps plus pâle que la cire.

Nous voulons, ce matin, l'embaumer de nouveau,
Mais le roc est si lourd qui ferme le caveau,
Si faibles sont nos mains de femme!
Qui roulera pour nous cette pierre aujourd'hui?
Reverrons-nous Jésus et pourrons-nous sur lui
Répandre le dernier dictame?

Sans force, dans l'ombre, à présent,
Le Christ immobile est gisant.
Qui roulera pour nous la pierre,
La lourde pierre du tombeau,
Et dans la grotte quel flambeau
Nous guidera de sa lumière?

II. — L'APPARITION DES ANGES

La tombe ouverte est vide; avec l'air du matin,
Le jour librement y pénètre;
Ce n'est pas un mirage, un reflet incertain,
Rien ne nous reste plus du Maître.

C'en est donc fait, ô Christ! Nous ne les verrons plus,
Vos mains dont le geste délivre,
Vos yeux dont le regard guérit, Seigneur Jésus,
Vous sans qui nous ne saurions vivre!

Heureux les affligés qui pleurent sur un corps!
Nous n'avons qu'une pierre nue;
Le Seigneur est perdu dans la foule des morts,
Englouti par l'ombre inconnue.

Hommes vêtus de blanc, redoutables et beaux,
Dont l'épée au jour étincelle,
Ayez pitié de nous, ô gardiens des tombeaux!
Voyez notre angoisse mortelle.

Puisque le Christ n'est plus, une dernière fois
Laissez-nous adorer ses restes,
Et demander encore à sa bouche sans voix
L'écho des paroles célestes.

Par pitié, rendez-nous son corps martyrisé,
Afin que notre amour l'embaume,
Et qu'à genoux autour de lui, le cœur brisé,
Nous chantions le funèbre psaume!

En contemplant ses traits apaisés par la mort,
Nous oublierons enfin peut-être
Les affres du supplice et nous dirons : Il dort,
Il ne souffrira plus, le Maître.

Au soleil levant,
La tombe est ouverte,
La crypte est déserte :
Le Christ est vivant !

Il n'est pas resté
Dans le noir mystère ;
Il n'est plus sous terre,
Le Ressuscité.

Triomphant il sort
Du funèbre abîme :
La sainte victime
A vaincu la mort.

Ne le cherchez plus
Parmi la poussière :
C'est dans la lumière
Qu'habite Jésus.

LES VOYANS

Quand vers les vains trésors d'autres tendaient la main,
Poursuivant le plaisir comme on chasse une proie,
Eux portaient les fardeaux sous lesquels l'âme ploie
De l'aurore à la nuit, du soir au lendemain.

S'immolant chaque jour, ils ont pris le chemin
De la mort héroïque et sans gloire, la voie
Du sacrifice obscur ; ils ont cherché la joie
Au delà de la vie et de l'amour humain.

Ils ont passé... Déjà, sans doute, on les oublie,
Mais vous que fit pleurer leur divine folie,
Vous qui savez que rien ne s'achève ici-bas,

Qui dans l'ombre entendez souvent frémir une aile,
En vous penchant sur ces martyrs, n'avez-vous pas
Vu dans leurs yeux mourans poindre l'aube éternelle!

L'APPEL

Avec notre bonheur, très vite, ils sont partis,
Malgré nos yeux noyés de larmes, nos mains jointes,
Et le temps vainement efface leurs empreintes.
Lequel de nous a cru qu'ils sont anéantis?

Chère joie envolée, ô morts grands et petits,
Qu'invoquent malgré nous nos regrets et nos plaintes,
Vous que nous bénissons chaque jour, âmes saintes
Qui de l'aile effleurez nos fronts appesantis,

Il m'a fallu sans vous m'attarder sur la terre,
Mais je ne pus rester dans ma nuit solitaire
Lorsque vous franchissiez le seuil mystérieux.

Tremblante, j'approchai de cette porte noire,
Une voix m'appela, je vis de loin vos yeux,
Et le Seigneur me dit alors : Si tu peux croire!...

LA RÉVÉLATION

Sur la route que j'ai péniblement suivie,
Tu marchais devant moi d'un pas vif et léger,
Tu chantais, tu riais à l'heure du danger,
Et tu rouvrais le ciel à mon âme asservie.

Combien de fois à la douleur tu m'as ravie!
Contre moi-même tu savais me protéger;
Tu me semblais souvent un divin messager;
Je t'appelais tout bas ma lumière et ma vie.

Et cependant, ô mon trésor, je t'ignorais,
Je ne pressentais pas mon deuil et mes regrets;
Mais aujourd'hui mon cœur est clairvoyant et sage,

Il fut illuminé par l'ange au glaive ardent :
Amour, je te connais et j'ai vu ton visage,
Car on ne t'aperçoit jamais qu'en te perdant.

L'UNION SUPRÊME

Dieu ne veut pas que pour toujours notre espoir meure,
Que les liens les plus puissans et les plus doux
Soient rompus sans pitié par un destin jaloux;
Vous l'avez appris, vous dont la flamme demeure.

Vous fûtes à ce monde arrachés avant l'heure,
Ou condamnés au deuil solitaire... Sur vous,
Mère ou sœur délaissée, infortunés époux,
Plus d'une âme attendrie et pitoyable pleure.

Mais ces riches d'un jour qui plaignent votre sort,
Ceux qui n'ont point passé par l'ombre de la mort,
Ni gravi comme vous la douloureuse voie,

Que peuvent-ils savoir de votre amour si beau,
De votre surhumaine et triomphante joie,
Cœurs à jamais unis par delà le tombeau!

EN SILENCE

Vous pleurez un héros, une sainte au cœur tendre :
Ne pleurez pas trop fort ceux que le ciel vous prit!
Peut-être qu'ils sont là, qu'ils peuvent vous entendre,
Que sur vous plane leur esprit.

Si vous les chérissiez vraiment plus que vous-même,
Ayez pitié! N'affligez pas de vos sanglots,
De vos pleurs déchirans, leur âme qui vous aime
Dans la lumière et le repos.

Songez qu'ils ont souffert, que leur lutte est finie;
O vous qui respectiez leur sommeil ici-bas,
Par votre angoisse aveugle et vos cris d'agonie,
A présent ne les troublez pas!

Que leur regard, s'il vous contemple, en vous ne lise
Point de révolte impie ou d'âpre désespoir;
Que leur paix se reflète en votre âme soumise
Ainsi que dans un pur miroir.

Vous entendrez leur voix, si vous savez vous taire,
Vous suivrez leur élan dans l'espace étoilé,
Et vous ne serez plus triste ni solitaire
A votre foyer désolé.

VÉGA.

REVUE DRAMATIQUE

ALEXANDRE DUMAS FILS ET LA GUERRE DE 1870

Depuis le début de la guerre, nos auteurs dramatiques se sont tous, ou peu s'en faut, abstenus de faire représenter aucune pièce nouvelle. C'est une preuve de tact dont sans doute ils n'accepteraient même pas qu'on les louât. Pour eux comme pour nous tous, il n'y a qu'un drame, celui dont l'Europe presque entière est le théâtre et dont nous attendons avec angoisse le dénouement. Après ces longs mois de silence et de recueillement, de méditation douloureuse et de repliement sur soi-même, comment nous reviendront-ils? Les retrouverons-nous pareils à eux-mêmes et tels que si rien ne s'était passé dans la vie de leur pays, ou la leçon des événemens aura-t-elle modifié leur manière? C'est une question qu'il est impossible de ne pas se poser, pour peu qu'on s'intéresse aux choses de théâtre. En guise de réponse, j'étudierai le cas d'un illustre aîné, qui fut témoin de la guerre de 1870, en souffrit dans son cœur de Français et en subit le contre-coup dans son œuvre. Justement la Comédie-Française a repris et joué pendant ces derniers mois deux pièces d'Alexandre Dumas fils, *la Visite de noces* et *la Princesse Georges*, représentées au lendemain de la guerre, en 1871. Même elle avait songé à remettre à la scène *la Femme de Claude*, qui suivit immédiatement et depuis lors n'a jamais été reprise. Pourquoi ce projet n'a-t-il pas été mis à exécution? Je ne suis pas dans le secret des dieux, je ne suis pas dans la coulisse, n'étant même allé de ma vie dans les coulisses d'aucun théâtre, et pourtant je crois le savoir. *La Femme de Claude* fut, dans sa nouveauté, fraîchement accueillie par le public de 1873, pour qui elle avait

été écrite : on a dû craindre que le public de 1915 ne lui fût pas plus favorable. La pièce, en dépit de scènes où se retrouve la maîtrise de l'auteur, est incontestablement une mauvaise pièce : il n'y avait aucune chance qu'elle se fût améliorée en vieillissant.

Pour apprécier l'influence que la guerre de 1870 a pu avoir sur le théâtre de Dumas fils, j'ai relu tout ce théâtre. C'est une lecture que je conseille, en ce moment où les livres nouveaux n'abondent pas, à tous ceux qui ont quelque liberté d'esprit et à ceux pareillement qui ont besoin de se défendre contre la hantise de l'idée fixe. Ah ! l'admirable théâtre ! Vous me direz que ce n'est pas une découverte. Erreur. Il n'est écrivain si fameux qu'il ne faille de temps en temps le découvrir. Critiques et auteurs dramatiques, depuis trente ans, ont été à l'égard de Dumas fils fort injustes et même assez dédaigneux. La vérité est qu'aucun autre, dans tout le XIXe siècle, n'a été plus vraiment doué pour le théâtre, ni Dumas père, quoi que son fils en ait dit, ni même, quoi qu'en dise tout le monde, Scribe et Sardou. Pour ceux-ci, dont il ne s'agit pas de diminuer le mérite et qui furent de prodigieux spécialistes, le théâtre était un mécanisme dont ils jouaient supérieurement, un art extérieur et formel. Chez Dumas, l'instinct dramatique est d'une tout autre essence. Il pénètre jusqu'au fond des choses. C'est une manière d'envisager la nature, la vie, le train du monde. L'histoire tout entière de l'humanité lui apparaît ce qu'elle est en effet : une lutte, partant un drame. Dans l'amour, qui est le tout du théâtre moderne, il voit la lutte du masculin et du féminin. La question sociale se ramène pour lui à la lutte de l'individu, — enfant naturel, fille séduite, femme trahie, — contre toutes les forces qui l'oppriment : famille, loi, opinion. De là le mouvement de ses pièces dont chacune nous lance en pleine bataille. A la faveur de cet emportement, tout passe, les théories les plus aventureuses comme les situations les moins vraisemblables, voire les plus scabreuses. On a reproché à Dumas fils l'emploi de moyens trop conventionnels; mais le théâtre est le domaine de l'artifice et de la convention; c'est la condition même de son existence, et on peut la méconnaître, mais non s'y soustraire. A l'aide de ces moyens factices, a-t-on dégagé un trait de vérité humaine? tout est là. On n'imagine rien de plus artificiel que *la Visite de noces*, qui est d'un bout à l'autre une gageure dialoguée, une comédie à la deuxième puissance, les personnages de la comédie nous étant donnés pour se jouer une comédie à eux-mêmes. Mais c'est là que se trouvent ces mots : « Je m'ennuyais, voilà comment ça a commencé. Il m'a

ennuyée, voilà comment ça a fini, » et « Ça finit par la haine de la femme et par le mépris de l'homme : à quoi bon alors ? » Aphorismes à la Chamfort, oui, mais qui résument en formules saisissantes et inoubliables la médiocrité et la tristesse de l'adultère. Il est vrai encore que dans ce théâtre on écoute trop aux portes et que les domestiques s'y mêlent trop à la conversation : c'est le cas dans *la Princesse Georges*. Qu'importe si cette faible rançon nous vaut de superbes effets dramatiques? Molière ne soignait pas ses dénouemens, et cela ne l'a pas empêché d'être Molière. Dumas fils faisait des siens un « total mathématique, » et ce n'est pas par là qu'il est Dumas fils. Il est clair que son système n'est à l'abri ni des critiques, ni surtout des retouches : pas plus qu'à aucun autre il ne lui appartenait d'imposer à la comédie moderne un type dont il fût désormais défendu de s'écarter. Tout s'use, tout s'émousse, au théâtre comme ailleurs, et la loi universelle est celle du changement. Je crains seulement qu'au cours de ces dernières années, le mouvement de réforme au théâtre ait été mené par des hommes qui avaient de l'esprit, du talent, de la facilité, de la philosophie, de l'observation, et toute sorte d'autres qualités encore, sauf une, qui est le sens du théâtre.

Or ce puissant, ce fécond, ce génial écrivain de théâtre, au moment où éclata la guerre, s'était, depuis trois ans déjà, interrompu d'écrire pour le théâtre. Plutôt que de donner des pièces nouvelles, il préférait mettre, en tête de ses pièces déjà représentées, des *Préfaces* où il traitait de tous les sujets et quelquefois même de celui de la pièce. C'étaient, comme on disait jadis, des *Examens*, où l'auteur faisait un peu son examen de conscience et beaucoup celui de ses contemporains. Il était parvenu à ce tournant de la vie où, non contens d'avoir réfléchi pour nous-mêmes, nous souhaitons faire part à autrui de nos réflexions. Comme nombre de littérateurs à qui leur littérature ne suffit plus, il aspirait à dire son mot sur toutes choses. Je ne songe ni à lui reprocher cette prétention, ni même à en sourire. Ses préfaces sont des causeries de la verve la plus entraînante, et, quand même elles n'auraient pas d'autre portée, elles seraient assez intéressantes par elles-mêmes. Mais en outre comme elles nous aident à comprendre son théâtre ! Elles attestent chez lui l'obsession de certaines idées, l'ardeur de certaines convictions : si l'homme n'avait pas eu ces idées et ces convictions, les pièces de l'auteur auraient eu le même brillant, mais non pas la solidité et la profondeur qui en font le mérite durable. Ses mots auraient eu le même éclat, ils n'auraient pas la même résonance. Tout au plus remar-

querai-je que, peu muni de préparation scientifique, sinon de culture littéraire, Dumas s'était épris soudain de science et de toutes les sciences, de chimie, de physiologie et aussi de physiognomonie et de cranioscopie. Gall et Lavater étaient parmi ses maîtres. C'est en invoquant leur autorité qu'il s'appliquait à résoudre, — scientifiquement, — diverses questions morales et sociales, au lieu de s'en remettre tout simplement à son bon sens qui était réel, à sa sensibilité qui était passionnée et à son imagination qui était la hardiesse même.

Dans de telles dispositions, il était bien impossible qu'il assistât en témoin silencieux à la terrible convulsion qui mettait en danger l'existence même de la France. En décembre 1870, il publiait la *Nouvelle lettre de Junius à son ami A. D. sur les affaires du jour*. Il s'y livrait, sur le caractère de Bismarck d'après sa photographie, à une étude où on lit : « Il a, au fond, le culte exalté, presque virginal, du beau, du bon, du juste : il a la douceur, la bienveillance, la vénération, et (qui le croirait chez nous?) la bonne foi. » Est-ce tout, et en avons-nous fini avec l'énumération de tant de vertus attendrissantes? « Toute sa vie, M. de Bismarck a dû rêver une certaine femme, faut-il dire le mot? une certaine vierge, car il a l'adoration intérieure de tout ce qui est intact et immaculé... Ce qui dominait primitivement en cet homme singulier, c'était le besoin d'aimer et d'être aimé. » C'est de la divagation pure... Après quoi, oubliant Gall et Lavater et redevenu lui-même, Dumas expose, notamment sur le caractère français, les vues les plus judicieuses. Au risque de passer pour clérical, — mais le mot était-il déjà inventé? — il constate que le peuple français est « non seulement le plus chrétien, mais le plus catholique qui soit. » Il donne de nos défaites cette explication excellente : c'est que nous avions cessé de croire à la guerre. Dans ces momens de catastrophe nationale, on cherche où l'on peut des consolations telles quelles. Dumas ne se console certes pas des malheurs de son pays ; il espère du moins qu'ils ne nous auront pas été inutiles. Peut-être étaient-ils la condition de notre relèvement moral, le prix dont nous devions payer la liberté politique et généralement tous les bienfaits que ne manquerait pas d'apporter avec elle la République : on ne l'avait encore vue que sous l'Empire où elle était si belle! Entre autres leçons, la guerre allemande nous donnera la plus profitable de toutes : elle nous apprendra la haine des Allemands, « cette haine implacable qui fait partie du sang, des os, de l'âme, du pain que l'on mange, de l'air qu'on respire, et que tout alimente et renouvelle. Ah! comme nous allons vous haïr! » A tout le moins nous ne ferons pas de nos

mortels ennemis les hôtes de notre pays et les familiers de notre maison. « Nous allons vous bannir de nos familles, de notre sol, de notre regard... Nous ne voudrons plus de vous ni pour amis, ni pour associés, ni pour fournisseurs, ni pour ouvriers, ni pour valets. » Hélas !... D'ailleurs cette guerre sera la dernière. Il n'y aura plus de guerres, pour la bonne raison qu'il n'y aura plus de nations : il y aura le genre humain poursuivant dans le travail et dans la paix un idéal de justice et d'amour. A l'adresse des sceptiques et pour écarter jusqu'à l'apparence de prophétiser dans le vague, Alexandre Dumas donnait des dates : « Et ces choses s'accompliront pour les trois quarts avant la fin du siècle et pour le dernier quart dans la moitié de l'autre... » Pages douloureuses à relire aujourd'hui : ai-je besoin de dire pourquoi ?

La lettre de Junius fut suivie d'une *Lettre sur les choses du jour* et d'une *Nouvelle lettre sur les choses du jour*. Il y avait quelque temps déjà qu'Alexandre Dumas affectait des airs d'initié et prenait volontiers un ton d'hiérophante : « Donc ceux qui voient, ayant reconnu à ces signes évidens ce qui va se passer, se sont regardés d'une certaine manière et se sont dit tout bas : Il est temps. » (Préface de l'*Ami des Femmes*.) Il était inadmissible qu'un homme qui lisait si clairement dans l'avenir n'eût pas été averti par des « signes évidens » de ce qui allait se passer dans son propre pays. Alexandre Dumas veut en effet à toute force avoir prévu et annoncé la guerre étrangère et la guerre civile. N'avait-il pas imprimé, dès avril 1868, dans la Préface du *Fils naturel* : « La vieille société s'écroule de toutes parts, etc. ? » Mais les moralistes ont de tout temps déploré la disparition des vieilles mœurs et annoncé des catastrophes pour le lendemain : c'est la clause de style. Plus précisément, en 1869, dans la Préface de *l'Ami des femmes*, s'adressant aux femmes du second Empire, il leur dédiait ce compliment : « Après vous, il n'y a plus que l'invasion des Barbares, de l'étranger et de la populace. » Cette apostrophe était certainement sévère pour les femmes du second Empire : je suis moins certain qu'elle désignât nommément, six mois à l'avance, la guerre franco-allemande et son succédané, la Commune. Quoi qu'il en soit, Dumas se plaint d'avoir eu, avant l'événement, le sort de la pauvre Cassandre, et de n'être guère plus écouté après. Il constate, avec quelque dépit, qu'on attache une médiocre importance à son opinion sur les affaires publiques. Mais quoi ! Tel est en France le préjugé contre les hommes de lettres. On les fête, on les choie, on les applaudit, on les admire, mais on ne les prend pas au sérieux.

Dumas, humilié, jura de rentrer sous sa tente, c'est-à-dire de retourner au théâtre et de se confiner entre le côté cour et le côté jardin. On le renvoyait à ses comédies, il y revint : toutefois il ne renonçait pas à ce nouveau genre de conversation publique dont le goût lui était venu. Le pli était pris. Désormais, à propos d'une cause célèbre ou d'un débat des Chambres, il ne manquera plus d'intervenir par quelqu'une de ces brochures retentissantes : *l'Homme-femme*, *les Femmes qui votent et les femmes qui tuent*, *la Question du divorce*. Cette manière de lancer dans le public des brochures d'actualité, c'est le journalisme sous sa forme première, d'aucuns disent sous sa forme supérieure, et tel que l'avaient pratiqué les publicistes du XVIIIe siècle. La guerre de 1870 a d'abord exercé son influence sur Alexandre Dumas en faisant de lui un grand journaliste.

Mais c'est son théâtre qui importe : revenons-y, nous aussi. D'ailleurs ni ses préfaces, ni ses brochures ne nous en ont écartés, car dans son œuvre tout se tient et s'enchaîne avec sa vie. Dès que les théâtres firent leur réouverture, à l'automne de 1871, Alexandre Dumas y reparut avec deux pièces nouvelles, données coup sur coup. Ces deux pièces, représentées dans un Paris hier foulé par l'étranger et tout fumant encore des incendies allumés par la Commune, ne portent aucunement la trace des événemens publics, et n'attestent nul changement dans la manière de l'auteur. *La Visite de noces* où Cygneroi revient à Mme de Morancé quand il la croit infidèle, et s'enfuit, quand il la sait honnête, est une variation extrêmement ingénieuse, mais non pas nouvelle dans ce théâtre, sur le thème du libertinage masculin. *La Princesse Georges* est tout uniment une pièce émouvante, l'une des plus émouvantes que Dumas ait écrites. Nous plaignons la princesse de Birac trompée par un mari qu'elle aime, et nous savons bien et l'auteur sait comme nous, qu'à de telles déceptions et de telles douleurs aucune disposition législative n'apportera jamais de remède. Tout au plus peut-on dire que le personnage de Sylvanie, — « Ni épouses, ni filles, ni mères, ni amantes... ces femmes-là sont sur la terre pour le désespoir des femmes et le châtiment des hommes, » — est nouveau dans le théâtre de Dumas et reparaîtra, plus développé, dans les pièces qui suivront. Il reste qu'on jurerait l'une et l'autre comédie écrites avant la guerre.

Il se peut qu'en effet Dumas les eût en portefeuille. Nous aussi quand la paix rouvrira les théâtres, il faut nous attendre à les voir jouer d'abord des pièces reçues antérieurement à la guerre et qui étaient prêtes à passer pour la rentrée de 1914. Leur saison était arran-

gée, ils auront un stock à écouler. Supposons même *la Visite de noces* et *la Princesse Georges* écrites dans les quelques mois qui précédèrent la représentation; rien d'étonnant si elles ne reflètent pas l'atmosphère du moment : Dumas, s'il écrivait vite ses pièces, les préparait lentement. Il les portait longtemps dans sa tête. Exemple : *l'Étrangère* ne fut jouée qu'en 1876. Or, rappelez-vous ces lignes de la Préface de *l'Ami des femmes*, qui est de 1869 : « Cette Femme nouvelle... a sa mission à remplir. Cette mission, c'est de détruire dans la société actuelle l'être qui a détruit toutes les sociétés passées et le plus nuisible qui existe : l'oisif... Elle aura détruit les anthropomorphes, c'est-à-dire les individus qui, n'ayant que la forme et l'apparence de l'homme, doivent disparaître d'un monde où l'Homme véritable, l'Homme divin va bientôt surgir et régner. » C'est déjà l'idée, le scenario, et ce sont les personnages de *l'Étrangère*. La Femme nouvelle, c'est mistress Clarkson ; l'oisif nuisible, c'est le duc de Septmonts ; l'anthropomorphe, c'est le « vibrion » déjà défini comme il le sera par Rémonin, en opposition avec Clarkson qui est l'Homme véritable, et avec Gérard qui est l'Homme divin. Qu'il s'agisse d'ailleurs d'Alexandre Dumas ou de tout autre, ce n'est pas tout de suite qu'une secousse morale, si violente soit-elle, produit son effet. On continue à faire les mêmes gestes, à dire les mêmes mots dont l'habitude était prise. Il faut aux plus grandes douleurs un peu de temps pour pénétrer jusqu'au fond de l'homme et renouveler son esprit et son cœur. Qu'on se rappelle l'histoire de l'opérette, à cheval sur l'Année terrible : *la Belle Hélène* est d'avant, mais *Madame Angot* est d'après. Ce n'est pas au lendemain de 1870, c'est dix ans plus tard qu'il faut placer l'avènement d'une littérature née de la guerre.

Cette période d'élaboration intérieure fut relativement courte pour Alexandre Dumas, puisque, aux premiers jours de l'année 1873, il donnait *la Femme de Claude* qui est directement sortie des émotions de la guerre franco-allemande. Le sujet même est celui qui s'imposait et qui s'imposera non moins certainement aux dramaturges de demain : une affaire d'espionnage. Claude a inventé un canon, dont il est bien fâcheux que le modèle n'ait pas été adopté par notre État-major. Antonin qui est plus jeune, et qui n'est que l'élève du maître, a inventé un fusil, rien qu'un petit fusil, mais quel fusil ! L'Allemagne a eu vent de ces découvertes et veut nous les voler. Tel est le sujet : il porte bien sa date; mais la manière même de l'auteur est nouvelle. D'abord y éclate et s'y étale ce parti pris de faire du théâtre une tribune d'où parler au peuple. Dumas s'était récemment engoué

de ce mode de prédication. Je dis « récemment, » car, à l'époque où il écrivait *la Dame aux Camélias* ou *le Demi-Monde*, voire *le Fils naturel* et *Un père prodigue*, il n'est guère probable qu'il se fût proposé de travailler à la « moralisation » de ses contemporains. Auteur dramatique, il avait envisagé certaines situations et y avait vu l'effet qu'elles pouvaient produire au théâtre : il n'y avait pas vu autre chose. C'est beaucoup plus tard, et en les relisant quinze ans après, qu'il s'avisa de découvrir dans ces pièces des intentions réformatrices, que jadis il n'avait guère songé à y mettre. *Les Idées de Mme Aubray*, jouées en 1867, — c'est-à-dire à la date où il écrivait ses premières Préfaces, — sont le premier essai qu'il ait fait d'un « théâtre d'idées. » La théorie du « théâtre utile » apparaît pour la première fois dans la Préface du *Fils naturel* (1868) où il est dit que l'auteur dramatique a « charge d'âmes » et qu'il faut mettre l'art de la scène « au service des grandes réformes sociales et des grandes espérances de l'âme. » Dans les périodes de crise nationale, chacun de nous doit chercher par tous les moyens à se rendre « utile » à son pays. Un moyen s'offrait à Dumas : le théâtre. Il y eut recours. En 1872, il est dans toute la ferveur de son apostolat par la scène. C'est l'époque où — parlant du théâtre d'Anicet Bourgeois ! — il demande : « Qui osera nier l'action que le théâtre peut et doit avoir sur les sociétés modernes ? » Dans *la Femme de Claude* il s'est proposé moins d'écrire une pièce de théâtre à proprement parler, que de donner à son pays, par la bouche de ses personnages, la leçon dont il a besoin et que commandent les circonstances.

Quelle leçon ? Celle qu'il peut lui donner, l'ayant lui-même reçue de son expérience et de l'étude, assez spéciale, mais poussée très à fond, qu'il a faite de la société française. Il s'en explique dans la *Lettre à Cuvillier-Fleury* écrite justement à propos de *la Femme de Claude* et qui est le modèle achevé de ce que notre pédantisme appelle une autobiographie psychologique. Il y montre, avec la dernière précision, comment sa naissance, — il est enfant naturel, — et les fréquentations de sa jeunesse, — il a été le camarade du plus prodigue des pères, — ont une fois pour toutes déterminé et limité le champ de son observation. Il est allé chez Marie Duplessis avant d'en faire la Marguerite Gautier de *la Dame aux Camélias*, et il avait consciencieusement exploré le Demi-Monde avant d'en devenir le géographe averti. Or, il est frappé de voir comme ce monde interlope déborde sur l'autre. Des relations s'établissent, l'argent du vice pénètre dans l'industrie et le commerce ; par l'héritage il se glisse dans la famille,

comme il s'est glissé déjà dans les affaires : « Nous allons à la prostitution universelle. » Au lendemain de la guerre, dans l'exaltation causée par la souffrance, par la sensation du danger auquel la France a en partie succombé, par l'inquiétude du lendemain, Dumas est devenu soudain visionnaire. Et la vision qui surgit devant son cerveau halluciné, c'est précisément celle de la Prostitution, sous les espèces de la Bête de l'Apocalypse : « une Bête colossale qui avait sept têtes et dix cornes et sur ses cornes dix diadèmes. » C'est pour avoir dépisté son manège, que Dumas a pu lire clairement dans l'avenir, et annoncer avant tout le monde les malheurs de l'Année terrible. « C'est elle qui m'a montré, lorsque personne ne les voyait encore, les Barbares en marche sur Paris, et le triomphe de la populace... » Elle est la cause première de nos désastres, car c'est elle qui a commencé à « dissoudre nos élémens vitaux en minant peu à peu la morale, la foi, la famille, le travail. » Après l'invasion, la guerre civile, les massacres et les incendies, on pourrait la croire écrasée sous nos ruines, noyée dans le sang et dans les larmes. Tout au contraire : elle triomphe. Elle est plus redoutable que jamais, parce qu'elle offre à un peuple vaincu, malheureux et qui cherche à oublier, ce calmant, ce poison : la sensation immédiate. Elle s'abat sur la France blessée, comme sur une proie. Et de l'autre côté du Rhin, on se réjouit... Donc il faut tuer la Bête. Dans *l'Homme-femme*, elle s'appelait la femelle de Caïn et la guenon du pays de Nod. « Tue-la ! » De femelle de Caïn la voici devenue femme de Claude : Claude la tue, comme on abat une bête malfaisante. Dumas est devenu féroce : hier il tuait le patito de Sylvanie de Terremonde; aujourd'hui il tue la femme; demain, dans *l'Étrangère*, il tuera le mari. Il n'est plus maître de ses nerfs.

La grande nouveauté dans *la Femme de Claude*, c'est le caractère essentiellement symbolique de la pièce. Jusqu'ici, on avait pu reprocher à certains personnages de Dumas d'être des types d'exception : du moins, étaient-ils tous des êtres vivans, et souvent pleins de vie, des individus de milieu et de condition déterminés, empruntés au monde réel, détachés de notre société, en qui nous reconnaissions les contemporains de Dumas et Dumas lui-même. Ceux de *la Femme de Claude* ne vivent pas : ce sont des abstractions, des entités. Claude n'est pas seulement un inventeur mal marié; il personnifie la France qui a souffert, qui s'est remise au travail, et qui prépare sa revanche. Césarine n'est pas seulement une adultère et une voleuse; elle est, à elle seule, toutes les femmes qui volent et se vendent. Pour Cantagnac, ce n'est pas, comme son nom pourrait le faire croire, un vul-

gaire placier en vins, c'est l'espionnage allemand installé chez nous à demeure. Pourquoi alors lui avoir donné un nom à consonance méridionale et un faux accent marseillais? Pourquoi en avoir fait l'agent mystérieux d'une association innommée et irréelle, qui ne fait peur à personne, au lieu de l'avoir mis à la solde du Grand État-major prussien dont on savait à l'époque, comme nous le savons aujourd'hui, ce que nous avons à redouter. Censure, voilà de tes coups. Et ceci est magnifique, mais combien humiliant : il avait fallu éviter de blesser les susceptibilités de l'Allemagne! La tirade de Figaro est toujours vraie et il n'y a qu'un nom à changer... La pièce était nébuleuse et prêcheuse. Dumas avait voulu instruire son public sans l'amuser : il l'ennuya sans l'instruire. Ce qui faisait l'originalité de son drame en fit aussi la faiblesse et l'insuccès. Nous n'aimons le symbolisme en France que s'il porte une marque étrangère, et à condition qu'il nous soit venu du Nord, — en passant par l'Allemagne.

Encore Césarine appartient-elle d'une certaine manière à l'humanité; elle s'y rattache par ses vices et par son crime : on est exposé à la rencontrer en Cour d'assises dans une affaire d'infanticide. Celle qu'on est assuré de ne rencontrer en aucun lieu de l'ancien ni du nouveau monde, quoiqu'elle prétende les avoir étonnés l'un et l'autre par sa beauté et par son luxe, c'est l'Étrangère. Fille d'esclave, elle-même vendue à l'encan, ayant débuté par être servante d'auberge pour devenir l'une des reines de l'élégance, partout où elle passe les hommes flambent d'amour pour elle et s'entre-tuent : elle pourtant, insensible et intangible, mérite son surnom de Vierge du Mal. Bien entendu, ces choses doivent être prises au sens allégorique. L'Étrangère personnifie la Femme qui, longtemps tenue en esclavage par l'Homme (n'oublions pas les majuscules), fait sa révolution et se venge. Ni épouse, ni mère, à peine amante, elle n'est plus pour celui dont elle a secoué le joug qu'une ennemie. Mais un tel personnage, de proportions si démesurées et de contours si incertains, fait pour une moralité ou pour un drame philosophique, n'a guère sa place dans une comédie de mœurs moderne, entre un M. Mauriceau, proche parent de M. Poirier, et un duc de Septmonts, ce marquis de Presles poussé au noir. Il déséquilibre l'œuvre, il en fait craquer le cadre.

Dumas était trop intelligent, il avait trop le sens de son art, il exerçait sur son œuvre une critique trop avisée pour ne pas s'en rendre compte. De là cette Préface de *l'Étrangère* qui contient de si belles pages, d'une mélancolie hautaine. Dumas s'y accuse d'avoir trop demandé au théâtre, et d'en avoir méconnu les conditions. Auteur

dramatique, pris entre son idéal et son impuissance, « il comprend que ce n'est pas à la forme dont il s'est servi jusqu'à présent que l'humanité demandera jamais la solution des grands problèmes qui l'agitent. » Au surplus, la spéculation philosophique était-elle seule coupable dans l'affaire ? Il existe dans la littérature romantique un type reproduit à des centaines d'exemplaires, celui de la « femme fatale. » Sylvanie, Césarine, Mrs Clarkson lui ressemblent à s'y méprendre. Si j'en fais la remarque, c'est que Dumas allait subir une furieuse crise de romantisme. Lionnette de Hun, sa fauve crinière dénouée, ses bras nus plongés dans l'or vierge, et le beau ténébreux, Nourvady, qui s'appellerait aussi bien Antony, tout et tous, dans *la Princesse de Bagdad*, nous reportent aux plus beaux jours du théâtre frénétique. Dumas prit le bon parti : il renonça aux allégories, et, redescendu sur la terre, il se contenta d'écrire tout uniment des comédies émouvantes ou charmantes : *Denise* et *Francillon*.

Par ses brochures et par son théâtre, Alexandre Dumas avait-il été pour son pays le conseiller inspiré dont il avait ambitionné le rôle ? En dénonçant la « prostitution universelle, » et la « révolution de la Femme, » je ne suis pas sûr qu'il attachât à ces expressions saisissantes un sens très précis : il flairait un danger pressant et vague dont il avait la notion impérieuse et confuse : il s'agissait non pas de le définir et de l'analyser, mais de le conjurer. Le malheur est qu'on ne tue pas la prostitution d'un coup de fusil. Contre les êtres collectifs les armes à feu sont sans effet. Mais elles tuent très bien les êtres de chair et de sang, et on a beau avoir qualifié une femme de « guenon du pays de Nod, » un meurtre est un meurtre. Or, on pourrait soumettre l'acte du mari braquant son revolver sur sa femme à la même analyse physiologico-philosophico-chimique à laquelle Cygneroi soumet l'amour, on y trouverait de la jalousie, du dépit, une poussée de bile, un afflux de sang, un réveil soudain de l'animalité primitive, tout enfin, excepté un atome, une vapeur, un milligramme de justice. Je n'ai pas davantage une confiance illimitée dans les autres remèdes que Dumas propose à nos maux. C'est pour supprimer le meurtre dans les querelles de ménage qu'il réclamait le divorce ; nous avons le divorce, nous en usons, nous en abusons ; le nombre des « crimes passionnels » augmente : telle est la réponse des faits. Justement alarmé du péril que courait la famille, — et qu'elle court encore, — il rêvait de la sauver en y faisant entrer la fille séduite et l'enfant naturel ; il l'élargissait, il l'élargissait ; mais rien ne prouve que la société irait mieux ayant pour base, au lieu de la famille, le pha-

lanstère. Par ailleurs, et s'il était le plus aventureux des théoriciens, Dumas était un observateur singulièrement pénétrant. Ce qu'il a vu admirablement dans la société de son temps, c'est ce goût du plaisir qui l'envahissait dans toutes les classes et à tous les degrés de l'échelle. De là l'égoïsme, l'insouciance, le refus de supporter toutes les charges et celles mêmes qu'impose la nature, et c'est par là que la France périssait... Telles étaient, à la veille de la guerre, les idées et opinions d'Alexandre Dumas. La guerre ne l'en a pas fait changer; bien au contraire, elle l'y a ancré, fortifié, assuré. Elle ne lui a fait concevoir aucun doute sur la bienfaisance et l'opportunité d'aucune de ses théories; elle ne l'a pas converti, elle l'a exalté. Le ton est devenu plus tranchant, plus âpre, plus violent, plus grandiloquent, plus lyrique. Le moraliste réformateur n'a pas varié; mais l'auteur dramatique a, pour un temps, modifié ses procédés.

Est-il permis de raisonner par analogie, en sachant bien que si tout se recommence et se ressemble, rien n'est identique ? La guerre actuelle ne pourra manquer d'influer profondément sur nos auteurs dramatiques. Elle ne changera pas les idées de ceux qui en avaient et n'en donnera pas à ceux qui en manquaient : elle leur imposera certains sujets, certaines professions de foi, un certain ton. Si je me permettais de leur donner un conseil, ce serait qu'ils n'abusent pas de la pièce de circonstance : il est très rare qu'elle ait une valeur d'art. Qu'ils soient discrets dans leurs allusions aux affaires publiques! Qu'ils évitent de rééditer en de trop abondantes tirades les articles que nous lisons tous les jours dans tous les journaux! Non certes que le théâtre n'ait son rôle à jouer dans la France de demain. Dumas avait noblement et grandement raison quand il estimait que le théâtre peut influer sur les mœurs et par conséquent qu'il le doit : il avait tort seulement de le croire fait pour résoudre les problèmes de sociologie. Le théâtre est fait pour créer un monde à la ressemblance du nôtre et sur lequel, par une sorte de réciprocité, notre monde se modèle. Tout dépend de l'atmosphère qu'on y respire et des sentimens qui y ont cours. Un jour ou l'autre nous pourrons nous entretenir de ce *théâtre assaini* auquel aspire le public français.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

LA FAILLITE DE LA LITTÉRATURE ET DE L'ART ALLEMANDS

Je crois très sincèrement et sans aucun parti pris, — comme je l'écrivais ici le mois passé (1), — qu'il n'est point possible de tenir l'Allemagne pour l'une des « grandes nations intellectuelles » de l'Europe. Je crois qu'il n'est point possible de regarder comme « grande » une nation d'un génie aussi évidemment incomplet, et chez laquelle un développement remarquable de la double faculté du rêve « musical » et de l'utilisation pratique s'est toujours accompagné d'une extrême faiblesse du sens de l'observation désintéressée. Je comprends fort bien que, dans tous les pays en dehors de l'Allemagne, des hommes se rencontrent pour admirer passionnément la production artistique de la patrie de Mozart et de Novalis et d'Hoffmann, tout de même que m'apparaît excusable. — sinon, à coup sûr, également légitime, — l'admiration d'autres étrangers pour la patrie des Frédéric II et des Bismarck, des Zeppelin et des Krupp, de ces étonnans « praticiens » toujours prêts à exploiter les moindres occasions d'un profit « temporel : » mais avec tout cela l'Europe entière a eu, depuis des siècles, l'impression plus ou moins consciente d'une grave lacune existant au fond de l'âme nationale allemande. Et nulle part peut-être, comme je le disais encore il y a un mois, la nature et la portée réelles de cette lacune ne se manifestent à nous plus clairement que dans l'impuissance foncière de la littérature allemande à imprégner de « vie » une figure humaine. Un Molière ou un

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1915.

Balzac, un Cervantès ou un Shakspeare, un Manzoni ou un Tolstoï, voilà des maîtres dont nous ne savons pas seulement qu'ils n'ont jamais eu personne d'équivalent parmi la longue série des écrivains allemands, mais dont nous sentons, en outre, que jamais l'Allemagne n'a pu ni ne pourra être capable de nous en offrir l'équivalent, — faute pour elle de posséder un mystérieux et très précieux don de « vie » se traduisant, chez eux, sous vingt formes diverses dont chacune nous traduit, à son tour, la plus intime essence de l'esprit de leurs races. Jusque dans les périodes les plus fructueuses de son histoire, la pensée allemande nous révèle un manque absolu de ce pouvoir d'observation matérielle et morale sans lequel il n'y a point d'œuvre, ni point d'art « vivans ; » et si même, d'une manière générale, ce n'était pas assez de constater une lacune quelconque, dans l'âme d'un peuple, pour devoir lui refuser l'attribut de la « grandeur, » je persiste à soutenir que personne, en tout cas, n'aurait le droit de qualifier de « grande » une âme nationale où se voit une lacune de cette espèce-là !

Mais à côté, — ou, plus exactement, au-dessous, — de cette première conclusion qui ressort pour nous du livre anglais dont je parlais l'autre jour, il n'est pas un seul des chapitres du livre qui ne nous fasse quasiment toucher du doigt la profonde déchéance de la pensée et de l'art d'outre-Rhin pendant ce dernier demi-siècle où s'est affirmé, avec l'orgueilleux éclat que l'on sait, l'apogée de la puissance politique allemande. Ou plutôt je suis naturellement forcé d'omettre l'important chapitre consacré à l'évolution historique de la science allemande, — et l'on n'attendra pas de moi que je note, par exemple, dans quelle mesure les conclusions qui s'en dégagent s'accordent avec celles des mémorables études françaises de M. Picard ou de M. Duhem. Mais à l'exception de ce chapitre et de ceux encore où des professeurs écossais ont entrepris de nous raconter l'histoire de la *Politique* et de la *Théologie* allemandes, c'est chose certaine que le livre entier nous montre l'effort séculaire de la pensée et de l'art d'une race aboutissant, depuis une cinquantaine d'années, à la plus misérable faillite, — à une faillite si rapide, à la fois, et si complète que nous nous demandons par quel prodige l'Allemagne artistique et intellectuelle réussira jamais à reprendre sa place de naguère dans le grand mouvement de la « culture » européenne.

Voici d'abord l'art allemand par excellence, celui dont il semble que la maîtrise suprême en ait été vraiment accordée, par un décret

spécial de la Providence, à la race des Bach et des Haendel, des Mozart, des Beethoven, et des Richard Wagner ! Que l'on se rappelle ce que signifiait encore pour nous l'Allemagne, au point de vue musical, il y a un quart de siècle, lorsque les yeux et les oreilles du monde entier se tournaient pieusement vers la vénérable colline de Bayreuth ! Le jeune empire allemand a connu là un second triomphe, à peine moins glorieux que celui qui venait de lui échoir sur nos champs de bataille français. Qui de nous, à ce moment, n'a pas éprouvé la tentation de confondre l'image symbolique de ce nouvel empire tout rayonnant de vigueur et d'espoirs avec les traits vénérés du vieux maître, — du « vieux sorcier, » — saxon, infatigable d'ailleurs à nous suggérer une confusion qu'il estimait éminemment flatteuse pour lui, en se proclamant le fidèle écho du cœur et de l'esprit de ses compatriotes ? Avec quelle sécurité mêlée d'impatience nous attendions de ceux-ci la poursuite de l'admirable « révolution » inaugurée au milieu d'eux, et même expressément à leur seul usage, par le poète des *Maîtres chanteurs* et de *Parsifal!* Et puis les années ont passé, et vainement nous avons continué de tendre nos oreilles du côté d'outre-Rhin. Et que si quelques-uns d'entre nous ont poussé la curiosité jusqu'à vouloir s'enquérir directement, sur les lieux, de la manière dont s'était poursuivie, dans la patrie de Wagner, la révolution wagnérienne, ah ! quelle pitoyable série de déboires leur a été infligée ! Je n'oublierai certainement jamais, pour mon compte, la demi-douzaine de drames soi-disant « lyriques » dont il m'a ainsi fallu subir l'inanité prétentieuse et bruyante. Il est vrai que, vers le même temps, les plus savans et les mieux doués de nos musiciens français étaient en train d'épuiser leur talent, sans le moindre profit, à s'efforcer de transplanter dans notre vie artistique française un idéal et des procédés beaucoup trop essentiellement germaniques pour pouvoir s'accommoder de cette « émigration : » mais, pour stérile qu'ait été, je le crains, l'œuvre de nos compositeurs « wagnériens » d'hier, combien elle m'a paru supérieure, en agrément musical et jusqu'en « wagnérisme, » aux informes machines que produisaient à la même date, sur les scènes royales de Munich et de Dresde, d'authentiques descendans du poète-cordonnier Hans Sachs !

Dira-t-on que cette impuissance trop avérée de la musique allemande, au lendemain de la mort de Wagner, n'a été qu'un phénomène tout provisoire, résultant de l'espèce d'ombre mortelle que projetait autour de soi l'énorme génie du maître défunt ? Le fait est qu'il y a eu en Allemagne, depuis quelques années, des signes mani-

festes d'un réveil du génie musical. Tâchant à secouer l'influence d'un art dont les aspirations « révolutionnaires » s'étaient décidément trouvées au-dessus de leurs forces, un groupe de jeunes compositeurs ont essayé là-bas, — de la même façon que l'essayaient, chez nous, d'autres jeunes hommes pareillement désabusés du rêve « wagnérien, » — de créer une musique nouvelle dont l'allure plus simple et les visées moins hautes leur permissent de développer plus à l'aise leur talent personnel. Grâce à eux, il n'est pas douteux que la musique d'outre-Rhin a tout récemment recommencé de vivre, au sortir d'une longue période où ses plus chauds admirateurs ne pouvaient s'empêcher de la tenir pour morte. Mais précisément le spectacle de cette résurrection aurait de quoi prouver, avec une clarté saisissante, à quel point la vitalité artistique de la race s'est appauvrie et rabaissée presque d'année en année, pendant que s'accroissait sa prospérité politique et sociale. A coup sûr l'œuvre d'un Max Reger ou celle d'un Richard Strauss attestent des qualités de science technique et d'exemplaire adresse professionnelle qui leur valent de figurer parmi les productions les plus remarquables de la musique européenne depuis un quart de siècle : mais à supposer même que, chez M. Reger, l'imitation de Bach, celle de Berlioz et des musiciens russes chez M. Richard Strauss s'entremêlent chez eux d'un certain élément d'originalité, combien cet élément est mesquin et vulgaire, combien médiocre en comparaison de la note personnelle d'un Weber ou d'un Schumann! Oui, c'est en vérité une âme bien médiocre qui se reflète à nous dans l'œuvre des deux ou trois musiciens dignes d'être considérés comme les derniers interprètes de l'admirable génie musical de l'Allemagne ; et je ne sais point de leçon plus instructive que celle qui résulte pour nous du contraste entre l'ancienne âme allemande, telle que l'épanchaient devant nous les « confidences » immortelles d'un Mozart ou d'un Beethoven, avec l'âme allemande que nous entendons s'exprimer aujourd'hui dans les savantes, — et parfois amusantes, — plaisanteries musicales de l'auteur de *Till l'Espiègle* et de *la Symphonie domestique*.

Sans compter que l'on chercherait vainement, en dehors de la musique, un autre art où s'exprime à un degré quelconque cette nouvelle âme du peuple allemand. Tout au plus en découvrirait-on une image tristement déformée, — ou du moins je veux le croire, — dans ces créations monstrueuses de l'architecture d'outre-Rhin dont l'existence s'est un jour révélée à moi, il y a quelques années, sous

l'espèce d'une dizaine d'édifices publics ou privés brusquement surgis de terre pour remplacer les pittoresques ruelles anciennes des environs de la gare de Cologne. Aussi bien nos journaux illustrés nous ont-ils permis de nous faire une idée suffisante de cet art, proprement incroyable, en reproduisant l'ensemble et les détails principaux du monument élevé, par souscription nationale, à Leipzig, pour commémorer la « Bataille des Peuples » de 1813. C'est seulement dans le domaine de l'architecture que l'Allemagne, à la veille de la guerre, s'efforçait encore de poursuivre l'affirmation de son génie artistique ; et je doute que, — fût-ce même parmi ceux d'entre nous qu'avait le plus profondément imprégnés la funeste « intoxication » allemande dont nous voici, enfin, délivrés par miracle ! — je doute que personne jusqu'ici ait pu s'empêcher d'éprouver, en présence de ces dernières créations du seul art désormais survivant d'outre-Rhin, l'impression comme d'assister au déploiement de la fantaisie collective des pensionnaires d'un asile d'aliénés. Que mon lecteur veuille simplement rechercher, dans *l'Illustration* du milieu de 1913, ces photographies de l'étrange monument de Leipzig, et qu'il se représente des milliers de mauvais rêves architecturaux d'une conception non moins effarante, remplissant et écrasant de leurs masses les immenses « artères » nouvelles des plus riches parmi les cités allemandes ! Des maisons dont les façades ont positivement pour objet d'imiter des visages humains, avec des fenêtres en guise d'yeux, des balcons faisant office de nez, et des portes trop larges qui doivent être là pour rappeler des bouches ! Ou bien d'autres maisons avec des simulacres de pieds et de mains, de telle sorte qu'en les approchant on redoute de tomber au pouvoir de quelque terrible gorille antédiluvien ! J'ai vu tout cela, certain soir, au cours d'une promenade entre la gare de Cologne et l'antique sanctuaire de Saint-Géréon, — et tout cela plus ou moins revêtu d'une consécration officielle : bureaux de poste, mairies, comptoirs d'assurances ou d'établissemens financiers. J'allais, considérant avec stupeur ces récentes trouvailles de l'architecture germanique ; et je me souviens que, dès ce moment, les cerveaux des auteurs de ces trouvailles, et ceux aussi des fonctionnaires ou des particuliers qui les avaient approuvées, me faisaient involontairement l'effet d'appartenir à une humanité d'un genre spécial, où se seraient soudain réveillés je ne sais quels instincts étouffés, d'ordinaire, sous des siècles de civilisation artistique et morale.

Mais plutôt il sied de ne reconnaître là, je le répète, que des cari-

catures du véritable génie national allemand. L'unique conclusion à en tirer est que, de plus en plus, les âmes allemandes ont perdu l'habitude de ce « goût » européen qui jamais, au reste, n'avait réussi à s'acclimater en elles bien profondément, mais dont la présence séculaire à leur surface n'en avait pas moins servi, d'âge en âge, à contenir l'expansion d'instincts naturels de l'espèce de ceux dont je parlais tout à l'heure. Sous l'influence d'un orgueil à la fois trop brusque et trop démesuré, l'Allemagne a cru pouvoir s'affranchir de la contrainte d'un goût étranger, après l'avoir, de tout temps, supportée avec peine; de là ces monstrueuses fantaisies architecturales, dont l'inspiration se retrouverait pareillement, j'en ai l'idée, au point de départ de maintes œuvres nouvelles de musiciens allemands, — telles que les « colossales » constructions symphoniques d'un Mahler. Et cependant, n'importe : trop heureuses encore ont de quoi nous apparaître l'architecture et la musique allemandes, qui du moins, avec leur manque de goût, continuaient de vivre ! Tandis que, dans les autres arts, toute vie s'en était allée, en même temps que toute tradition de goût ; et l'on ne saurait imaginer un néant plus complet que celui que nous faisaient voir notamment, depuis nombre d'années, la sculpture, la peinture, et les autres arts plastiques d'outre-Rhin.

C'est ainsi que, pour m'en tenir à la peinture, je mettrais volontiers au défi le lecteur français de citer un seul nom de peintre allemand d'aujourd'hui dont les œuvres l'aient frappé, dans une de ces expositions internationales où a vraiment défilé devant nous tout l'art contemporain de l'Europe et du monde. Pendant plus de vingt ans, à l'issue de la grande crise de 1870, les jeunes hommes qui faisaient en Allemagne profession de peindre ont essayé d'abord de constituer des écoles nationales, et puis, plus humblement, d'imiter nos dernières écoles françaises. Hélas ! c'était comme si un mauvais sort leur eût paralysé les yeux et les mains ! Chaque année, les visiteurs des Salons de Munich étaient témoins de la rapidité de plus en plus grande avec laquelle s'écroulaient ces belles ambitions des peintres allemands ; et sans doute il n'y avait pas jusqu'aux compatriotes de ces infortunés qui n'eussent fini par renoncer à rien attendre d'eux, car le fait est que, de plus en plus, l'on a vu toute leur attention se tourner ardemment vers des maîtres et des œuvres de pays étrangers.

Ceux d'entre eux qui se croyaient forcés de demeurer fidèles au génie « germanique » s'adressaient, pour satisfaire leur goût, à des peintres suisses. Ils avaient adopté d'une manière quasi officielle le

Bâlois Bœcklin ; après quoi la même conscience de leur parenté avec les Durer et les Grunewald les avait amenés à s'approprier, de la même manière, le talent d'un artiste bernois, M. Hodler, qu'ils chargeaient de décorer leurs nouveaux monumens, — de telle sorte qu'ils ont eu l'impression de perdre leur grand peintre national lorsque, voilà dix mois, M. Hodler a très noblement protesté contre leurs forfaits artistiques de Louvain et de Reims. Mais surtout, l'admiration des amateurs de peinture allemands s'adressait à nos maîtres français d'aujourd'hui, — et de demain. Non seulement l'œuvre de nos « impressionnistes » leur était plus familière que celle des exposans « autochtones » des Salons de Munich; non seulement ils nous dépassaient dans l'hommage pieux qu'ils rendaient à Cézanne et à l'inquiétant Van Gogh : c'est encore chez eux que l'école de nos « cubistes » avait trouvé, d'emblée, ses plus fervens adeptes. *De Poussin à Picasso*, je me souviens d'un gros livre allemand publié sous ce titre ; et combien d'autres livres me sont passés par les mains où de savans et consciencieux *privat-docents* s'employaient à confronter, tout semblablement, les chefs-d'œuvre des musées avec des nouveautés de notre Salon d'Automne! Aussi bien leurs musées se faisaient-ils un devoir d'accueillir ces nouveautés de chez nous avec autant de zèle qu'ils en avaient déployé, naguère, à s'enrichir des produits de leur défunte école de Dusseldorf. Négligeant de plus en plus les obscures besognes de leurs peintres nationaux, ils ne songeaient plus dorénavant qu'à rivaliser entre eux par l'étendue et la richesse des somptueuses « Tribunes » consacrées aux plus audacieuses de nos dernières écoles de Montmartre ou du Montparnasse. Hier encore, ne lisions-nous pas dans le *Temps* qu'une collection de peintures de nos maîtres impressionnistes s'était vendue, à Berlin, avec des enchères plus fortes que jamais, — tandis que, d'autre part, l'auteur d'un très beau livre français sur *Paul Cézanne* était forcé de protester publiquement, dans les journaux suisses, contre les stratagèmes employés par nombre d'amateurs allemands pour acquérir, à gros frais, des exemplaires de son livre?

Et de même que le public allemand s'était accoutumé à ne plus chercher qu'au dehors la satisfaction de ses goûts de peinture, — comme aussi de sculpture, car je pourrais nommer tels sculpteurs français qui, à peine connus chez nous, étaient en train de devenir fameux dans tout l'empire d'Allemagne, — de même encore il faisait, chaque année davantage, pour la satisfaction de ses goûts littéraires.

On n'imagine pas la quantité de traductions qui, durant ces derniers temps, remplissaient les pages d'annonces de la librairie allemande. Pas une des littératures du monde, sans en excepter la bulgare ni la japonaise, qui n'y fût représentée par des échantillons de mérites divers. Un modeste abonné d'un cabinet de lecture berlinois pouvait s'offrir la jouissance de voir défiler sous ses yeux toutes les créations, anciennes ou récentes, de nos romanciers et de nos poètes, de ceux d'Angleterre et de Pologne, d'Italie et de Norvège, de tout pays où avait pénétré l'usage public du porte-plume. Pour ne rien dire des précieux services que m'a rendus à moi-même, par exemple, la certitude de pouvoir toujours me mettre en contact, — au travers d'une médiocre, mais peu coûteuse, traduction allemande, — avec telle œuvre d'un pays étranger dont j'ignorais la langue. Et comme la durée de nos loisirs humains est fatalement limitée, et comme, d'autre part, l'abondance croissante de ces traductions allemandes suffirait à nous en prouver l'énorme succès, tout porte à croire que l'Allemagne d'avant la guerre en était arrivée à ne plus s'occuper du travail de ses propres écrivains indigènes. Elle en était arrivée à négliger ce travail à peine moins complètement que celui de ses peintres; et sans doute ses querelles littéraires avaient lieu, maintenant, entre les partisans d'Oscar Wilde et ceux d'Artsybachef, de la même façon que ses querelles artistiques mettaient aux prises les adeptes de Van Gogh et ceux de nos « cubistes. »

Mais, en tout cas, il est certain que l'espèce des écrivains allemands était en train de s'éteindre, — et sans qu'il fût possible d'attribuer son extinction à l'effet meurtrier d'un génie trop immense, comme l'avait été en musique celui de Wagner. Bien médiocres, au contraire, étaient déjà les romanciers et poètes allemands de la génération précédente. L'admiration qui entourait leurs noms, dans leur pays, nous empêchait seule d'apercevoir nettement, — et surtout d'avouer, — la pauvreté de pensée et de rêve qui s'étalait dans l'œuvre d'un Gustave Freytag ou d'un Paul Heyse. Mais combien plus misérable encore la génération littéraire qui est venue ensuite! Cette fois, j'ai beau chercher : c'est un vide absolu, et au-dessus duquel ne flotte plus même la petite lumière qui scintillait autour de la figure d'un Nietzsche. Ah! combien nous ressentirons de surprise quelque peu honteuse, lorsque, après l'apaisement de nos angoisses présentes, nous nous rappellerons l'accès de « snobisme, » — ou de « suggestion, » — qui, naguère, nous a poussés à prendre au sérieux les plates divagations de M. Gérard Hauptmann! Et quelle stupeur lorsque nous

jetterons un regard sur telles traductions françaises, que l'on nous a offertes et que nous avons failli accepter, de romans de l'illisible Frenssen ou de la prétentieuse Mme Clara Viebig !

Encore pourrait-on être tenté de croire que cette pitoyable détresse de la littérature allemande contemporaine résultait simplement d'un manque, tout accidentel, d'écrivains de valeur. Il y a eu ainsi, dans l'histoire, des périodes plus ou moins longues où, faute d'hommes suffisamment doués d'un vrai génie littéraire, l'âme d'un peuple s'est trouvée contrainte à garder le silence sans rien perdre, pourtant, de ses forces intimes, et en attendant que bientôt celles-ci réussissent de nouveau à s'exprimer librement, — par la voix d'un Sienkiewicz ou d'un d'Annunzio. Mais non, le « cas » littéraire de l'Allemagne est bien autrement grave. Plus encore que des hommes, il lui manque désormais ces forces elles-mêmes qu'épanchent au dehors la littérature et l'art d'une nation. Comme je le notais ici le mois dernier, le fait à beaucoup près le plus significatif de la vie spirituelle allemande, depuis quarante ans, est quelque chose que l'on serait tenté d'appeler un grand reniement, l'abandon volontaire et décisif de sentimens ou de conceptions qui, durant des siècles, ont servi de pâture au génie germanique. Née pour la musique et pour le rêve, l'Allemagne impériale d'aujourd'hui a résolument renoncé à cette vocation, — qui constituait, en quelque sorte, l'une les moitiés de sa nature propre, — afin de se livrer tout entière à un autre de ses penchans naturels qui, celui-là, l'entraînait tout au ras du sol, vers la recherche assidue d'avantages pratiques et de menus profits immédiats. C'est comme si cette race de musiciens se fût, de son plein gré, interdit de chanter, ni d'écouter les chants qui jaillissaient autour d'elle. Et la triste mutilation qu'elle s'est infligée ne s'est point bornée simplement à rejeter de l'horizon de son cœur cette musique et ce rêve proprement dits qui, naguère, remplissaient les strophes d'un Novalis ou qui inspiraient les contes d'un Hoffmann : il n'y a pas jusqu'à l'élément « sentimental » qui ne soit apparu un obstacle fâcheux aux compatriotes de Bismarck et de Nietzsche, — un obstacle risquant de gêner la « culture intensive » de leur génie pratique.

De telle sorte que les nouveaux écrivains allemands, en admettant même qu'il en fût survenu de plus habiles que l'équipe médiocre des Hauptmann et des Dehmel, et des Thomas Mann et des Schnitzler, auraient été hors d'état de rien traduire d'une âme nationale où ne survivait plus, désormais, rien qui fût susceptible d'une traduction littéraire. Complètement dépourvus, par nature, de tout sens d'obser-

vation « objective » et de tout don de « vie, » force était à ces malheureux écrivains de se mettre en quête de modèles étrangers, tandis que, précisément, l'imitation de ces modèles aurait exigé d'eux les qualités professionnelles qui leur manquaient le plus. Impossible de lire un roman, une comédie, ou un volume de vers publiés depuis vingt ans au delà du Rhin sans avoir une impression pareille à celle que nous rapportons d'une causerie avec un sourd-muet patiemment instruit à l'usage de la parole. Des descriptions, mais n'évoquant aucune image d'ensemble ; des analyses, mais n'ayant jamais pied dans la réalité ; et des récits qui fatalement échoueront toujours à nous émouvoir, faute d'avoir ému, tout d'abord, leurs auteurs. Une atmosphère glaciale enveloppe toutes ces productions récentes de la littérature allemande ; et le froid qui s'en dégage n'est pas seulement celui d'un hiver que nous rendrait tolérable l'espérance d'un printemps plus ou moins prochain. C'est, sans l'ombre d'un doute, le froid irrémédiable et lugubre de la mort.

M'arrêterai-je, maintenant, devant l'œuvre des philosophes allemands de ces années dernières? Le professeur chargé de nous raconter l'histoire de la philosophie d'outre-Rhin, dans le recueil dirigé par M. Paterson, ne leur accorde pas même l'honneur de les nommer. Schopenhauer et Nietzsche, c'est sur ces deux noms que se ferme son chapitre. Mais, aussi bien, n'imagine-t-on pas un spectacle plus navrant que celui qui, là encore, s'offrirait à nous. Je rappelais en passant, l'autre jour, l'étrange *avatar* de l'ancienne et glorieuse patrie des Leibnitz et des Fichte, abdiquant soudain son privilège séculaire de haute spéculation métaphysique pour ne plus employer dorénavant ses philosophes qu'à de mesquins et prosaïques travaux de mensuration psycho-physiologique. Dans ces chaires d'université allemandes où jadis un Schelling improvisait ses rêves panthéistes, où un Bruno Bauer reconstruisait le monde tel qu'aurait dû le créer un Dieu plus avisé, les héritiers de ces maîtres ne s'occupaient plus qu'à évaluer péniblement la durée d'une sensation, ou bien se perdaient en des conjectures stériles pour rattacher les phénomènes spirituels à telle ou telle région de notre cerveau. Mais le vent de mort qui soufflait sur la pensée allemande avait même fini par éteindre ces pauvres petites lueurs de spontanéité philosophique. Depuis déjà plusieurs années, on peut bien dire que toute philosophie avait cessé d'exister au pays de Hegel. Les professeurs s'y bornaient dorénavant à enseigner leur « partie, » préparant plus ou

moins soigneusement leurs élèves à obtenir leurs divers diplômes universitaires ; et que si l'un d'entre eux conservait encore l'ambition de faire connaître son nom au dehors des limites de son « auditoire, » nous le voyions publier quelque pesant ouvrage de « vulgarisation, » comme ceux qui ont valu à un certain Eucken la faveur imprévue de l'un des prix Nobel.

Non pas, cependant, que l'esprit national de « spéculation » se fût entièrement perdu, dans une race qui s'en était jadis nourrie autant et plus que de rêveuse musique ! Il s'était simplement transporté dans le domaine de la politique ; et tout ce qui restait là-bas de pensée un peu active se traduisait dorénavant sous la forme de brochures consacrées à fixer les frontières prochaines d'une Allemagne idéalement élargie, ou bien parfois de gros in-octavo révélant aux compatriotes de l'auteur de quelle manière il siérait de répandre, et de renforcer, aux quatre coins du monde, les progrès d'une « germanisation » jusqu'à présent trop timide.

Tout cela, — et pareillement aussi les susdits ouvrages de professeurs notoires et les compilations de leurs jeunes élèves, — tout cela rendu inaccessible, pour un lecteur non-allemand, en raison de ce manque effrayant d'ordre et de méthode dont j'ai eu naguère l'occasion d'indiquer ici un certain nombre d'exemples caractéristiques (1). Non contente de n'avoir plus de pensée, — je veux dire de pensée qui méritât vraiment de revêtir une expression littéraire, — l'Allemagne en était venue à n'avoir plus de langue qui fût à même d'exprimer sa pensée. L'orgueil de ses victoires militaires et industrielles lui avait mis en tête le funeste désir de se délivrer d'une foule d'habitudes et de règles empruntées autrefois à notre civilisation occidentale, et qui jamais, en effet, n'avaient pu lui devenir tout à fait familières. Mais il n'en restait pas moins que ces règles et ces habitudes étrangères avaient dirigé, depuis plusieurs siècles, toute son évolution intellectuelle, sans que l'idée lui fût jamais venue, pendant ce temps, de s'en procurer d'autres, mieux appropriées à son tempérament national. Si bien que, dès le jour où il lui a plu de s'affranchir de nos traditions latines, la voilà qui s'est trouvée dans un embarras plus cruel encore, et tel que nous l'ont montré ses vaines tentatives des années dernières pour se constituer non seulement un goût nouveau, mais aussi des modes nouveaux de penser et d'écrire.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet et du 1er novembre 1914.

La même aventure lui est arrivée là dont nous sommes témoins aujourd'hui dans sa vie morale : de part et d'autre, l'excès d'une présomption orgueilleuse et stupide l'a soudain ramenée à la barbarie, en lui persuadant de secouer de très anciennes et précieuses contraintes avant qu'elle eût tâché à les remplacer. Si pesant que pût lui sembler le joug de la civilisation classique, de même que celui du catéchisme chrétien, tout ce qu'il y avait en elle de vraiment « cultivé » s'était trop accoutumé à ce double joug pour pouvoir s'en passer aussi brusquement.

Et, d'ailleurs, ne suffirait-il pas de nous rappeler la conduite des troupes allemandes en Belgique et en Pologne, ou encore la manière dont le public allemand tout entier a traité des milliers d'inoffensifs baigneurs russes, pour comprendre qu'une race tombée dorénavant à un pareil niveau de sauvagerie ne saurait manquer d'avoir, en même temps, subi une déchéance profonde dans chacun des domaines divers de son art et de sa pensée? Je n'ignore pas que, dans la vie d'un peuple comme dans celle de chacun des individus qui le composent, le cœur et l'esprit peuvent différer beaucoup entre eux, sous le rapport de la qualité : mais je ne crois pas qu'ils le puissent également, pour ainsi dire, sous le rapport de l'éducation, ni que par exemple il soit possible à un même homme de nous faire voir, à la fois, la délicatesse intellectuelle d'un lettré et la grossièreté morale d'une brute. La véritable civilisation s'adresse en nous à l'âme tout entière, non point sans doute pour en altérer la nature intime, mais du moins pour donner à toutes ses manifestations extérieures un degré de raffinement à peu près équivalent. Qu'on relise l'un quelconque des rapports français ou belges sur les « atrocités » de l'invasion allemande, et que l'on juge si un peuple qui de haut en bas, depuis les généraux jusqu'aux plus humbles troupiers, est capable de manifester avec une violence aussi « bestiale » son manque naturel de tout sentiment de pitié ou d'honneur ne doit point forcément, par cela même, se trouver désormais incapable d'apporter à l'exercice de sa littérature et de son art le degré, infiniment plus élevé, de raffinement spirituel qu'impliquerait la présence, chez lui, d'une « culture » un peu digne de ce nom!

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Varsovie a succombé. Depuis quelques jours, quelques semaines même, sa chute était prévue ; l'opinion y était préparée ; aussi l'événement, quelque douloureux qu'il soit, non seulement pour la Russie, mais pour les Alliés, n'a-t-il pas produit tout l'effet qu'on en pouvait craindre. Il serait puéril de vouloir en méconnaître l'importance. Une aussi grande ville, à laquelle se rattachent tant de souvenirs et d'espérances, capitale historique d'un pays comme la Pologne, ne tombe pas entre les mains de l'ennemi sans produire dans toute l'Europe une émotion très vive. Gardons-nous de nous y abandonner au point d'en devenir victimes. Sans doute, c'est un beau coup d'avoir pris Varsovie ; mais combien il aurait été préférable de prendre l'armée russe ! On l'a essayé, on n'y est point parvenu. Aussi, quelque affliction que les Russes aient éprouvée en apprenant la chute de Varsovie, n'ont-ils pas perdu un atome de leur confiance, et l'histoire présente peu de spectacles aussi nobles que celui qu'ont donné la Douma et le Conseil de l'Empire lorsque l'événement y a été connu. Les paroles qui ont été prononcées là sont de celles qui honorent un peuple, le rendent digne des revanches de l'avenir et les lui promettent avec certitude.

Tout le monde connaît d'ailleurs la cause, la seule cause des revers provisoires que les Russes ont subis : elle est dans le manque de munitions. Le même mal a sévi dans des proportions différentes chez tous les Alliés, à l'exception des Italiens, qui ne sont entrés en guerre qu'après avoir eu le temps de s'y préparer et ont profité, avec une rare intelligence, des leçons déjà acquises. Mais au début, personne n'avait prévu quelle effrayante consommation d'armes et de munitions aurait lieu sur les champs de bataille. Nous avons fait les premiers un grand effort pour y pourvoir, les Anglais le font en ce moment, et les Russes s'y mettent à leur tour. S'ils

l'avaient fait plus tôt, ils n'auraient pas éprouvé des échecs que ne méritait certainement pas l'admirable, la prodigieuse vaillance de leurs soldats, non plus que la science militaire et la capacité de leurs officiers. On peut dire en effet, sans aucune exagération, que, tel qu'il s'est manifesté au cours de ces derniers mois, le soldat russe, s'il a eu quelquefois des égaux, n'a pas aujourd'hui de supérieurs. Le sentiment patriotique qui l'inspire a quelque chose de mystique et de sacré : la guerre actuelle est pour lui une guerre religieuse, et c'est pourquoi il y apporte une ardeur sans égale : on l'a vu combattre avec des armes primitives, n'ayant d'autre valeur que celle des bras qui les maniaient, se jeter sur l'ennemi avec une énergie farouche, lui tenir tête, le faire reculer. Mais ces prodiges ne peuvent se soutenir qu'un temps. Les Austro-Allemands avaient pour eux une supériorité d'armement qui opérait comme une force de la nature. Le nombre d'obus qu'ils ont tiré déroute l'imagination. Le soldat russe a été impuissant contre cette avalanche, de fer, et c'est aux officiers qu'il a appartenu de sauver l'armée du désastre qui la menaçait.

Ils se sont acquittés de cette tâche avec une vraie maîtrise. Le plan allemand était de cerner l'armée ennemie, de la prendre entre les branches, non pas seulement d'un, mais de deux étaux, de telle sorte que si l'un manquait le but, l'autre semblait devoir l'atteindre dans un enveloppement encore plus étendu. Mais le grand-duc Nicolas a manœuvré pour échapper à l'étreinte et il a réussi. Il ne s'est pas obstiné à défendre Varsovie, qui avait d'ailleurs été déclassée et n'était pas défendable dans les conditions où on se trouvait. S'il s'y était immobilisé, ou même seulement attardé, il y aurait été enveloppé : l'armée russe aurait été enlevée ou détruite. Il n'en a rien été. Varsovie a été évacuée au moment précis où elle devait l'être ; l'opération, une fois résolue, s'est faite lentement, avec sang-froid, avec ordre ; lorsque l'ennemi est entré dans la ville, il n'y a rien trouvé de tout un matériel de guerre qui avait été mis en lieu de sûreté. Quant à l'armée, elle s'est repliée sur une nouvelle ligne de défense qui a été depuis longtemps étudiée et qui même, dans les plans primitifs de l'état-major russe, était celle où on devait attendre le choc de l'ennemi : c'est sur notre insistance que la frontière avait été adoptée comme première ligne de défense et nous ne devons d'ailleurs pas regretter qu'elle l'ait été. Non seulement, en effet, la campagne que viennent de faire les Russes a apporté à la cause commune un concours utile, mais elle les a eux-mêmes couverts de

gloire et leur a permis de faire un grand mal à l'ennemi. Les pertes austro-allemandes sont énormes! L'armée russe, en dépit des grandes qualités qu'elle a déployées, a éprouvé un échec, soit; mais elle n'a pas été vaincue, elle a seulement changé de terrain de combat. Bientôt elle aura les munitions qui lui manquent. Nous aurons nous-mêmes et les Anglais auront aussi toutes celles dont nous avons besoin. Nous en avons assez, en attendant, pour nous maintenir sur une défensive qui ne sera pas entamée. La patience, que nous avons recommandée si souvent, nous est de plus en plus indispensable; mais elle est aussi pour nous, plus que jamais, une garantie de succès.

L'empereur d'Allemagne commence-t-il à en avoir l'impression? Il y a un an que la guerre a éclaté : il semble que tout le monde se soit donné le mot pour ne pas laisser passer cet anniversaire sans le marquer de quelque manifestation. Le roi d'Angleterre et le président de la République ont échangé des télégrammes dans lesquels ils se sont donné mutuellement l'assurance qu'ils iraient, que leurs pays iraient jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire décisive. Les principaux hommes politiques anglais ont prononcé des discours dans lesquels ils ont éloquemment développé la même affirmation. Chez nous, le président de la République, usant d'un droit que la Constitution lui donne, mais dont il use très rarement, a adressé aux Chambres un message où il ne leur a pas dit autre chose. Il avait parlé au nom du Gouvernement, ce qui a permis à celui-ci de se taire, mais les présidens des deux Chambres, MM. Antonin Dubost et Paul Deschanel, ont prononcé l'un et l'autre des paroles vigoureuses qui ont été couvertes d'applaudissemens enthousiastes. En Russie enfin, l'ouverture de la Douma a permis aux ministres de l'empereur Nicolas de faire entendre la voix du pays : nous dirons un mot dans un moment de cette manifestation, qui est trop importante pour être passée sous silence. On peut bien penser que l'empereur Guillaume n'a pas laissé échapper, lui non plus, cette occasion de parler à l'Allemagne et à l'Univers. Il l'a fait, et son éloquence a un peu déçu l'auditoire : il a semblé qu'elle n'avait pas son éclat habituel. Pour commencer, l'Empereur, sentant bien le poids de la responsabilité dont le monde s'obstine à l'écraser, a paru vouloir le secouer. « Un an s'est écoulé, a-t-il dit, depuis que je fus obligé d'appeler le peuple aux armes. Une époque sanguinaire inouïe est arrivée pour l'Europe et le monde. Devant Dieu et devant l'Histoire, je jure que ma conscience est nette : je n'ai pas voulu la guerre. » Laissons donc

à Dieu et à l'Histoire le soin de prononcer en dernier ressort. Au surplus, ce n'est pas là ce qui nous intéresse dans le manifeste impérial ; la nouveauté en est ailleurs ; elle est dans la manière dont l'Empereur envisage l'avenir et parle déjà de la paix. Son manifeste a comme une pointe de mélancolie. « Les grandes épreuves, dit-il, donnent à la nation la fermeté du cœur. En agissant héroïquement, souffrons et travaillons sans fléchir jusqu'à ce que la paix arrive, une paix qui nous offre les garanties militaires, politiques et économiques nécessaires à notre avenir, une paix qui remplisse les conditions requises pour le développement de notre énergie productrice chez nous et sur la mer libre. De cette façon, nous sortirons honorablement de cette guerre pour le droit et la liberté de l'Allemagne, si longtemps qu'elle puisse durer. » Sortir honorablement de la guerre : est-ce donc à cela que l'Allemagne borne aujourd'hui son ambition ? Elle était plus grande autrefois. Encore faudrait-il savoir ce que l'Empereur entend par le mot honorable qui, avec du plus et du moins, peut prêter à des sens très différens. Les précisions nous manquent. Mais évidemment, Guillaume II éprouve le besoin de faire miroiter aux yeux de son peuple le mirage d'une paix prochaine.

Il est vrai que, parlant de la guerre, il dit dans son manifeste qu'il faut la soutenir, « si longtemps qu'elle puisse durer ; » mais, en même temps et comme pour corriger le mot, il a adressé à sa sœur, la reine de Grèce, un télégramme qui, malgré le trait familier de la fin, était certainement destiné à la large publicité qu'on lui a donnée. Le début rappelle le héros des légendes wagnériennes : « Mon épée destructrice s'est abattue sur les Russes. Ils auront besoin de six mois pour se reformer. Dans peu de temps je t'annoncerai de nouvelles victoires de mes braves, qui se sont montrés invincibles dans leur lutte contre le monde presque entier. Le drame de la guerre touche à sa fin. Salutations à Tino (le roi Constantin). » Non certes, la guerre n'est pas près de finir, et c'est ici que l'Empereur se trompe, ou qu'il trompe son peuple. Il ne faudra pas six mois à la Russie pour se reformer, mais s'il les lui fallait, eh bien ! nous attendrions. La guerre n'est pas près de son terme, parce que sa prolongation nous est favorable et qu'elle est défavorable à l'Allemagne : ce serait duperie de notre part de laisser échapper nos meilleures chances au moment où elles seraient sur le point de se réaliser. La paix aujourd'hui, c'est-à-dire avant que la guerre ait produit toutes ses conséquences, ne serait qu'une trêve, il faudrait bientôt tout recommencer. C'est par amour de la paix que nous n'en

voulons pas encore, et c'est parce que ce sentiment est général parmi les Alliés qu'au moment même où l'Empereur rédigeait péniblement son manifeste, les chefs d'États alliés y répondaient d'avance en disant qu'ils iraient jusqu'au bout. M. le Président de la République a été particulièrement bien inspiré lorsqu'il a dit dans son message, en parlant du peuple et de l'armée : « Ils ne se laisseront troubler, ni par les nouvelles mensongères qui cherchent à faire dans l'ombre le siège des âmes faibles, ni par les bruyantes protestations pacifiques des manifestes ennemis, ni par des paroles doucereuses et perfides que des agens suspects murmurent parfois aux oreilles des neutres. » Ces murmures sont même venus jusqu'aux nôtres.

Ici, qu'on nous permette une digression au sujet du Saint-Père qui, avec des intentions à coup sûr bien différentes de celles que nous condamnons, mais sans tenir peut-être un assez grand compte d'élémens très complexes dont quelques-uns lui échappent, vient d'écrire un manifeste pacifique. On se rappelle le bruit qu'a fait, il y a quelques semaines, l'interview de M. Latapie. Nous avons dû en parler. Depuis, le Pape s'est expliqué, et quelques-uns de nos lecteurs nous ont reproché de n'avoir rien dit de ses explications, qui sont des rectifications ou plutôt des dénégations. Ils ont raison. Notre excuse est dans l'extrême multiplicité et la rapidité des événemens qui marchent plus vite que nos chroniques. Ce n'en est pas moins pour nous un devoir de dire que l'interview de M. Latapie a été démentie, non seulement par le cardinal Gasparri parlant au nom du Pape, mais par le Pape lui-même dans une lettre au cardinal Amette. Il n'est donc pas douteux que M. Latapie a mal compris et mal rendu la pensée du Saint-Père. Cela nous a valu d'abord une lettre du cardinal Gasparri à M. Van den Heuvel, ministre de Belgique auprès du Vatican. Nous n'en retiendrons qu'un détail, mais il est important. Le Pape ne s'était pas expliqué jusqu'ici sur la violation de la neutralité belge; les influences qui s'étaient exercées sur lui pour l'amener à le faire avaient été combattues et paralysées par d'autres: en fin de compte, sa conscience a parlé. Nous avons aimé particulièrement le passage de sa lettre où, faisant allusion aux papiers que les Allemands ont trouvés à Bruxelles et d'où ils ont sophistiquement conclu que la Belgique avait manqué la première aux devoirs de la neutralité, le cardinal Gasparri s'exprime ainsi : « Même si on admettait le point de vue allemand, encore resterait-il toujours vrai de dire que l'Allemagne, de l'aveu du chancelier, pénétra dans le territoire belge avec la conscience d'en violer la neutralité et, par conséquent,

de commettre une injustice. Cela suffit pour que cet acte doive être considéré comme directement compris dans les termes de l'allocution pontificale. » Il s'agit d'une allocution où le Pape avait condamné *in globo*, mais sans application à un acte déterminé, « toute injustice de quelque côté et pour quelque motif qu'elle soit commise. » La lettre du cardinal Gasparri à M. Van den Heuvel a donné satisfaction à la Belgique et, ce qui est mieux encore, la reproduction en a été interdite en Allemagne. Il n'est pas mauvais que le Saint-Siège, à son tour, souffre un peu, oh! bien peu, pour la justice. Celui qu'il représente sur la terre y a souffert davantage.

Revenons à l'adresse que l'anniversaire de la déclaration de guerre l'a amené à envoyer aux peuples belligérans et à leurs chefs : il y parle un peu comme un pacifiste et semble admettre que la guerre est un si grand mal qu'il n'y en a pas de pire, de même qu'il n'y a pas d'œuvre meilleure que le rétablissement de la paix. Le cri de douleur que pousse le Saint-Père, en songeant à « l'horrible carnage qui depuis un an déshonore l'Europe, » est très éloquent et vient d'un cœur paternel, mais on a vu plus haut les réponses qu'ont le droit d'y faire les peuples qui, après n'avoir rien négligé pour éviter la guerre, sont aujourd'hui obligés de la subir et tiennent par-dessus tout à ne pas recommencer. « On ne peut pas dire, assure le Saint-Père, que l'immense conflit ne peut pas se terminer sans la violence des armes... Pourquoi ne pas peser dès maintenant avec une sereine conscience les droits et les aspirations des peuples? Pourquoi ne pas entamer de bonne volonté un échange direct ou indirect de vues ayant pour but de tenir compte dans la mesure du possible de ces aspirations et d'aboutir ainsi à mettre fin à cette lutte terrible? » Le langage du Pape n'est pas nouveau à nos oreilles; nous l'avons déjà entendu ailleurs; nous y répondions il y a quinze jours que la paix n'était pas encore mûre, et que, à vouloir en trop hâter l'éclosion, on risquait de provoquer une recrudescence d'hostilités. Le Pape écrit : « Qu'il soit béni celui qui, le premier, élèvera une branche d'olivier, et tendra la main à l'ennemi en lui offrant des conditions raisonnables de paix! » Il n'est pas impossible que ce porteur de branche d'olivier soit l'empereur d'Allemagne, mais peut-être le Pape l'aura-t-il béni un peu vite et encore faudrait-il pénétrer dans le secret de ses intentions. Elles sont quelquefois profondes et ne sont pas toujours droites.

Il n'est pas douteux que celles du Saint-Père ne soient, au contraire, d'une droiture parfaite; mais a-t-il tenu compte de tous

les élémens d'une situation très complexe ? Nous n'avons nullement l'intention de lui opposer notre clergé national qui, depuis le commencement de la guerre, a une attitude et tient un langage admirables; mais enfin, les cardinaux français viennent d'écrire aux évêques une lettre qu'il faut lire après celle du Pape, parce qu'elle la complète heureusement. Après avoir, eux aussi, gémi sur les maux de la guerre, ils écrivent : « En présence de l'épreuve qui se prolonge, n'est-il pas opportun d'adresser à nos fidèles quelques paroles de réconfort, pour les encourager à la patience, à la persévérance dans l'effort, à la confiance dans le succès de notre cause? Notre cause est la cause de la justice, puisque nous combattons pour sauvegarder l'intégrité de notre territoire et notre indépendance nationale; notre cause est la cause de la civilisation elle-même, car nous sommes les défenseurs des principes de droit, de fidélité aux traités et d'humanité en dehors desquels il n'y a pas de civilisation digne de ce nom, et cette cause a pour soutien une armée que la valeur de ses chefs et l'héroïsme de ses soldats rendent invincible. » Enfin nos cardinaux demandent aux puissances célestes, « avec le triomphe de nos armes, le bienfait d'une paix durable. » Ce dernier mot est le mot juste. Paix honorable, dit l'empereur d'Allemagne : paix durable, répondons-nous. Le langage des cardinaux rend un son vraiment français. Et qu'on nous comprenne bien : nous ne demandons pas au Saint-Père d'en tenir un semblable, car il est le Pape de tous les catholiques, à quelque nationalité qu'ils appartiennent. On comprend à la rigueur que ses préoccupations aillent à la paix, sans qu'il se préoccupe de savoir à qui elle profitera davantage. Mais nous avons, nous, le droit et le devoir de nous le demander.

C'est ce qu'on fait en Russie. La Douma s'y est réunie le 1er août, et sa première séance a eu dans le monde entier un grand et légitime retentissement. Elle paraît destinée et est d'ailleurs résolue à jouer, au milieu des événemens qui se déroulent, le rôle qui appartient à une assemblée organe et interprète de l'opinion du pays. C'est l'Empereur en personne qui a voulu la convoquer, sentant bien qu'il trouverait en elle un appui. Plusieurs ministres ont pris la parole : M. Sazonof, ministre des Affaires étrangères, M. Bark, ministre des Finances, M. Gorémykine, président du Conseil. Le premier et le troisième de ces discours sont les plus importans pour nous. M. Sazonof avait beaucoup à dire. Il a parlé de la politique générale ; il a envoyé à notre nouvel allié, l'Italie, un salut cordial qui a été couvert d'applaudissemens; quelques inquiétudes s'étant

produites au sujet de l'attitude de la Suède, il les a dissipées; il a qualifié comme il convenait la piraterie allemande et a fait allusion à l'échange de notes entre l'Allemagne et l'Amérique; il a parlé de l'expédition des Dardanelles, de l'héroïsme qu'y déploient les Alliés et, par contraste, des odieuses persécutions que les Turcs affolés multiplient contre les Arméniens et les Grecs ; il a dit un mot rassurant sur la politique de la Serbie et du Montenegro, qui a pu éveiller l'attention de quelques Puissances; enfin, parlant des neutres : « Je ne doute pas, a-t-il assuré, que, dans quelques pays encore neutres, les gouvernemens se trouveront pleinement d'accord avec les aspirations de leurs peuples et qu'ils se décideront à entrer dans la voie que leur indiquent leurs intérêts vitaux et tout leur passé. » A cette occasion, M. Sazonof a dit un mot de la pression exercée sur la Roumanie par des agens austro-allemands. « Cependant, a-t-il ajouté, malgré tous leurs efforts, le gouvernement roumain résiste à la tentation, et nous continuons à maintenir avec lui des relations d'amitié dont l'affermissement et le développement font l'objet de nos soins réciproques. » Cette phrase est peut-être la plus intéressante du discours de M. Sazonof. Avant lui, M. Asquith, dans un discours récent, avait parlé aussi des neutres et de la probabilité que quelques-uns d'entre eux prendraient finalement parti. La concordance de ces prévisions mérite d'être signalée.

C'est surtout sur la Roumanie que l'attention se porte aujourd'hui. Que des fautes aient été commises, soit par la Roumanie elle-même, soit par les Puissances alliées dans les rapports qu'elles ont eus avec elle, c'est malheureusement probable. On a négocié longuement, comme si rien ne pressait, alors qu'il aurait fallu agir et le faire vite. Heureusement, il n'est pas toujours vrai que l'occasion perdue ne se retrouve pas; mais enfin une occasion perdue est du temps perdu, et on ne saurait guère exagérer le prix du temps dans la guerre actuelle. Tout en prêchant la patience, nous voudrions bien ne pas être obligés à en avoir autant. Il est clair qu'au moment où les Russes étaient maîtres de la Galicie, où ils avaient occupé la plupart des cols des Carpathes, où ils avaient déjà mis le pied dans la plaine hongroise, l'intervention de la Roumanie aurait eu un effet décisif immédiat. Ce qui s'est passé alors, nous ne voulons pas le rechercher. Peut-être y a-t-il eu d'un côté des prétentions excessives. Peut-être a-t-on cru de l'autre que, si on devait y accéder un jour, il n'y avait pas urgence à le faire et qu'on avait le loisir de négocier. Comme dans toutes les choses humaines, ces attitudes différentes ne

sont pas sans excuses, et il est trop facile après coup d'accuser les hommes de ce qu'il y a eu d'imprévu dans les événemens. Au reste, tout cela appartient au passé : le présent, l'avenir nous importent davantage. M. Sazonof partage ce sentiment. Il a fait allusion à l'incident diplomatique dont nous venons de dire un mot. Parmi les pays qui manquent de munitions et qui sont le plus mal outillés pour en produire, la Turquie occupe un rang très distingué. Elle lutte dans les Dardanelles et jusqu'ici nous n'avons pas réussi à vaincre sa résistance ; mais ses munitions se raréfient et elle en demande, paraît-il, avec un accent désespéré. Comment lui en envoyer ? Il faut passer pour cela sur le territoire de la Roumanie. L'Allemagne a donc enjoint à celle-ci d'ouvrir ses portes à des trains qui porteraient des obus et des canons, et la Roumanie s'y est refusée. Les journaux se sont amusés, avec une ironie qui venait tout naturellement à l'esprit, de la contradiction inhérente à la politique allemande : elle ne peut pas souffrir que l'Amérique envoie à travers la mer des armes et des munitions aux Alliés, mais trouve tout naturel d'obliger la Roumanie à en laisser passer pour les Turcs. Cependant la Roumanie est souveraine chez elle, tandis que la mer appartient à tout le monde. Quoi qu'il en soit, le passage a été refusé. La *Gazette de Cologne* a déclaré alors que l'heure « était grave » pour la Roumanie et lui a adressé des menaces d'autant plus redoutables qu'elles étaient en somme un peu indistinctes ; mais on ne s'en est nullement ému à Bucarest et on ne s'en est pas mal trouvé jusqu'ici : les foudres allemandes ont fait long feu. On assure d'ailleurs que la Turquie a trouvé comme par enchantement le moyen de faire des obus et qu'elle n'a plus besoin de rien. C'est tant mieux pour elle, car elle n'a rien à attendre de la Roumanie qui a été plutôt offensée qu'intimidée par les gros yeux que lui faisait l'Allemagne et a gardé intactes son indépendance et sa dignité. Tous les pays ne sont pas disposés à se laisser mener au bâton.

Dans le reste des Balkans il est plus difficile de savoir ce qui se passe. Le bruit avait couru, — il venait d'un télégramme adressé de Sofia au *Times*, — que la Bulgarie avait obtenu de la Porte qu'elle lui cédât, — pour rien, disait-on, — la partie de son territoire où passe le chemin de fer conduisant à Dedeagatch. Ce territoire comprend la gare d'Andrinople avec un faubourg de la ville. On a raisonné beaucoup sur l'événement qui prêtait, il est vrai, à des interprétations différentes; on s'est demandé si la Bulgarie, qui reçoit de l'argent de Berlin et qui aurait reçu des territoires de la Porte,

avait conservé la plénitude de sa liberté et on a fait remarquer qu'elle n'avait pas pu l'aliéner pour si peu de chose. Néanmoins, le cas semblait suspect ; mais jusqu'ici, rien n'a confirmé l'exactitude du télégramme du *Times* et il est probable que la nouvelle qu'il a donnée est pour le moins prématurée. La Bulgarie reste donc dans l'attitude expectante, et on annonce au dernier moment que les Alliés viennent de faire des démarches à Nich et à Athènes en vue de lui assurer les satisfactions qu'elle réclame. Mais la nouvelle est encore trop récente et trop incertaine dans ses conséquences pour que nous puissions en parler, et nous nous bornons à la donner et à en signaler l'importance.

M. Sazonof n'a pas parlé seulement de la Roumanie, il l'a fait aussi du Japon. « Vous vous êtes sans doute aperçus, a-t-il dit, que, dans ces temps derniers, la presse japonaise a discuté l'utilité d'une étroite union politique avec nous. Cette idée a trouvé également des échos de sympathie dans notre presse... Nos rapports d'alliance actuels avec le Japon doivent être les avant-coureurs d'une alliance encore plus étroite. » Nous ne pouvons que souhaiter la conclusion prochaine de cette alliance plus étroite : les deux pays y gagneront. On se rappelle qu'il a été question, il y a quelques mois, d'un concours militaire que le Japon pourrait donner aux Alliés dans la guerre. A ce moment, le Japon avait sur la Chine des projets qu'il a depuis réalisés et pour lesquels il avait éventuellement besoin de son armée : aussi n'avons-nous pas cru qu'à défaut d'autres raisons il se dessaisirait de 4 ou 500 000 hommes et les enverrait en Europe. Aujourd'hui, la situation est différente, et nous ne saurions dire si le projet d'autrefois peut être repris avec de meilleures chances d'aboutir. Mais, à supposer que le Japon veuille conserver encore toutes ses forces en Extrême-Orient, il lui est facile d'envoyer à la Russie, et même en quantité considérable, des armes et des munitions, c'est-à-dire ce dont celle-ci manque le plus. De ce côté encore et par cette voie, la situation de nos alliés ne peut que s'améliorer, et M. Sazonof était en droit de donner à son discours la conclusion suivante : « En terminant, je tiens à dire que si, après une année de guerre, les résultats de tant d'efforts peuvent ne pas paraître correspondre à leur énormité, il ne faut pas oublier que le gage du succès est dans la fermeté et la ténacité ; je peux déclarer en pleine assurance que le gouvernement, uni à l'opinion publique, ne pensera pas à la paix avant la destruction militaire de l'ennemi. Nos fidèles alliés sont animés de la même fermeté inébranlable. » En effet, nous pensons

tous, nous parlons, nous agissons de même et c'est dans cette communauté de nos sentimens et de nos efforts qu'est le gage du succès futur.

Quelque importance qu'ait eue le discours de M. Sazonof, celui du président du Conseil n'en a pas eu une moindre. M. Gorémykine a parlé de la Pologne, et les circonstances donnaient à ce qu'il en a dit un intérêt presque tragique. On se rappelle, aucun de nous n'a pu l'oublier, l'ordre du jour par lequel le grand-duc Nicolas, au commencement de la guerre, annonçait que la Pologne, divisée alors en trois tronçons dispersés entre des mains différentes, serait reconstituée et rendue autonome sous le sceptre de l'empereur de Russie. L'effet produit par cette déclaration a été immense. L'initiative prise par le grand-duc était à la fois un élan de générosité et un acte politique dont tout le monde a senti la portée. Donner un but à la Pologne, l'orienter tout entière vers l'unité et la liberté pouvait justement passer pour un coup de maître et, seule, la Russie victorieuse pouvait faire de cette promesse une réalité. L'Allemagne est provisoirement à Varsovie; mais quand bien même elle y resterait, elle ne pourrait pas reconstituer intégralement l'ancienne Pologne, car il faudrait pour cela qu'elle consentît elle-même et qu'elle obtînt que l'Autriche consentît également à abandonner les parties de la Pologne qu'elles détiennent toutes deux, et c'est ce qu'elles ne feront ni l'une ni l'autre. Ne pouvant pas prendre à son compte et tourner à son profit la politique de la Russie à l'égard de la Pologne, elle s'est appliquée à la discréditer. Pendant plusieurs mois, ses journaux ont répété qu'on ne faisait rien en Russie, qu'on ne préparait rien en vue de la reconstitution de la Pologne sur la base annoncée et promise. Les engagemens si solennellement pris ne seraient donc pas tenus. Au reste, l'Empereur ne les avait pas sanctionnés. Le grand-duc Nicolas avait parlé seul, peut-être imprudemment ; l'Empereur s'était tu, et ce silence ressemblait à un désaveu. Tel est le thème que la presse allemande s'appliquait à développer et que les agens allemands répandaient perfidement dans l'opinion. Malheureuse Pologne ! Son sort est particulièrement triste aujourd'hui, mais il lui reste l'espérance, et l'empereur Nicolas a voulu que cette espérance devînt désormais une certitude. Il a donc pris un engagement personnel qui ne laisse aucun doute sur ce que sa résolution a d'inébranlable. « Dans les jours actuels, a dit M. Gorémykine, il importe de faire savoir au peuple polonais que son organisation future est définitivement et irrévocablement décidée

par l'appel du généralissime, le grand-duc Nicolas, du commencement de la guerre. Le peuple polonais, chevaleresque, noble, fidèle, brave, mérite toutes les sympathies et un respect sans mélange. Aujourd'hui, l'Empereur m'a chargé de vous déclarer qu'il a ordonné au Conseil des ministres d'élaborer des projets accordant à la Pologne, après la guerre, le droit d'organiser sa vie nationale et économique sur la base de l'autonomie, sous le sceptre des Empereurs de Russie. Avec les Polonais, les autres nationalités de la grande, de l'immense Russie ont prouvé leur fidélité à la mère patrie. C'est pourquoi notre politique intérieure devra être pénétrée d'un principe d'impartialité et de bienveillance à l'égard de tous les citoyens russes fidèles, sans distinction de nationalité, de croyance ou de langue. »

Nous avons tenu à reproduire, telles que les Agences nous les ont transmises, ces paroles très grandes et très belles dans leur simplicité. Pourquoi ne pas dire qu'elles visent à racheter et à réparer beaucoup d'erreurs anciennes, sans parler du crime initial qui a partagé et repartagé une nation qui voulait rester une et ne s'est pas résignée à mourir? La guerre est un fléau sans doute, mais non pas le plus grand de tous, et les misères provisoires qu'elle provoque ne vont pas sans quelque compensation. Il y a des vérités qui n'apparaissent dans toute leur évidence, il a des leçons qui ne sont bien comprises et acceptées dans toute leur portée bienfaisante que sous le coup des plus grandes épreuves imposées à l'humanité. On voit alors s'opérer des réconciliations et des fusions qui semblaient impossibles. Des illuminations soudaines nous montrent en nous-mêmes des profondeurs insoupçonnées. Le tout est d'en conserver fidèlement la mémoire et de maintenir l'âme nationale à la hauteur où l'ont portée, dans une heure d'angoisse, des puissances secrètes d'héroïsme, de solidarité, d'amour réciproque et de pitié.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-HUITIÈME VOLUME

JUILLET — AOÛT

Livraison du 1er Juillet.

Pages.

MINOLA, HISTOIRE D'UNE PETITE REINE MALHEUREUSE, *Conte fantastique*, par SA MAJESTÉ LA REINE DE ROUMANIE. 5

L'HISTOIRE DES SCIENCES ET LES PRÉTENTIONS DE LA SCIENCE ALLEMANDE, par M. ÉMILE PICARD, de l'Académie des Sciences. 55

LES AFFINITÉS FRANÇAISES DE L'ALSACE AVANT LOUIS XIV, par M. JACQUES FLACH, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 80

LES ORIGINES DE LA BARBARIE ALLEMANDE, par M. PAUL GAULTIER. 113

L'ENLÈVEMENT D'UNE PRINCESSE DE HOHENZOLLERN AU XVIIe SIÈCLE, par M. le comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. 145

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE, D'APRÈS LE LIVRE DU PRINCE DE BÜLOW. — III, DE BISMARCK À GUILLAUME II, par M. VICTOR BÉRARD 158

TRANCHÉES ET MINES, par M. HENRY DE VARIGNY 197

REVUE LITTÉRAIRE. — L'UN DE NOS MORTS : ANDRÉ LAFON, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 217

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 229

Livraison du 15 Juillet.

SOUVENIRS D'AVANT ET D'APRÈS LA GUERRE DE 1877-1878, par M. NÉLIDOW. . 241

BARUCH, par ART ROË. 278

L'ITALIE ÉCONOMIQUE, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques 294

L'IDÉE DE PATRIE A TRAVERS LES SIÈCLES. — II. LA FRANCE : MOYEN ÂGE ET TEMPS MODERNES, par M. VICTOR DU BLED. 329

LA QUESTION DU BLÉ ET DE LA VIANDE. — L'INTERVENTION DE L'ÉTAT ET LA FIXATION ARBITRAIRE DES PRIX, par M. DANIEL ZOLLA. 361

UNE DAME DE SAINT-CYR. — MADAME DE LA MAISONFORT, par M. PAUL RENAUDIN. 390

Pages.

Impressions d'un combattant. — Notes de route. — V. Autour des tranchées, par M. Charles NORDMANN 429
La Distribution des forces navales, par M. le Contre-Amiral DEGOUY . . 449
Revues étrangères. — A propos d'un livre anglais sur la culture allemande, par M. T. DE WYZEWA 455
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 467

Livraison du 1er Août.

Le Sens de la mort, première partie, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française 481
Un Chapitre de l'histoire des « atrocités » allemandes. — Le Départ des baigneurs russes (août 1914), par M. T. DE WYZEWA 526
Notre optimisme, par M. le Dr Emmanuel LABAT 550
Mon Carnet d'éclaireur. — I. La mobilisation. — Vers la frontière. — L'offensive. — Combat d'Arracourt. — Flainval, par M. Bernard DESCUBES 576
La Reine Hortense et le Prince Louis. — VII. L'Affaire de Strasbourg (octobre 1836-février 1837). — Extraits du *Journal* de Mlle Valérie MASUYER 607
Les Souvenirs d'un seigneur canadien, par M. André BELLESSORT 646
Revue littéraire. — France et Allemagne, par M. André BEAUNIER 673
Revue scientifique. — Sur les propriétés des substances explosives, par M. Charles NORDMANN 685
Revue musicale. — Un grand tragique français : Glück, par M. Camille BELLAIGUE 697
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 709

Livraison du 15 Août.

Le Sens de la mort, deuxième partie, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française 721
Droit international et guerre navale. — Les croisières et le blocus. — Les sous-marins, par M. E. BERTIN, de l'Académie des Sciences 758
L'éternel champ de bataille. — I, La question vitale. — Nos pays lorrains. — Premières impressions, par M. Louis BERTRAND 772
Hollandais, Anglais, Allemands en Afrique australe, par M. Achille VIALLATE 799
Mon Carnet d'éclaireur. — II. Reprise de mon service. — Bray-sur-Somme. — Suzanne-Maricourt. — Albert. — La Boisselle. — En Pas-de-Calais. — Monchy. — Marche vers le Nord. — En Belgique, par M. Bernard DESCUBES 823
Les six voyages de Chateaubriand en Italie, par M. Gabriel FAURE 861
La Guerre vue par nos enfans, par Mme H. CELARIÉ 881
Poésies, par VEGA 915
Revue dramatique. — Alexandre Dumas fils et la guerre de 1870, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 923
Revues étrangères. — La faillite de la littérature et de l'art allemands, par M. T. DE WYZEWA 935
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 947

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 52997.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 526 482